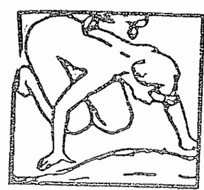
Alain BARRÈRE

Doyen honoraire de la Faculté
de Droit et des Sciences Economiques de Paris
Professeur à l'Université de Droit
d'Economie et de Sciences Sociales de Paris

HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

et

ANALYSE CONTEMPORAINE





LES COURS DE DROIT
158, rue Saint-Jacques, 158
PARIS (Vème)

AVANT-PROPOS

Présenté sous le titre : "Histoire de la pensée économique et analyse contemporaine" cet ouvrage est la reprise et le développement d'un cours professé en licence ès-sciences économiques à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris.

Mais, entre la première édition et celle qui est présentée aujourd'hui, plus de dix années se sont écoulées. Au cours de cette période, la pensée économique a poursuivi sa course, notamment dans sa partie scientifique : l'analyse économique. Il était donc nécessaire de faire une place plus grande à cet aspect de la recherche contemporaine, en prolongeant l'étude primitive.

Cette quatrième édition ne se justifie que par l'épuisement complet des précédentes; je n'ai pu, faute de temps, y apporter les compléments que je sais cependant utiles, notamment pour tenir compte des nouvelles tentatives qui se sont fait jour ces cinq dernières années pour réviser des positions qui paraissaient acquises : critique interne du marxisme, du néo-classicisme, effort des post-keynésiens, apparition des post-classiques, controverses nouvelles, etc ... Si donc cette édition est largement accrue et renouvelée par rapport aux deux premières, elle ne se distingue pas de la troisième. J'espère pouvoir apporter les compléments nécessaires dans un avenir qui ne sera pas trop lointain.

Et j'espère également que, même dans son état actuel, elle pourra, comme les précédentes, rendre quelques services et conserver l'utilité qu'on a bien voulu lui reconnaître.

A Paris, le 15 juin 1973

Alain Barrère.

++++++ Introduction -
++++++
++++++
++++++ LES MANIFESTATIONS DE LA PENSEE ECONOMIQUE
++++++

Deux objets distincts sont proposés à notre attention : d'une part, une histoire de la pensée économique exposant le développement au cours du temps d'une activité intellectuelle appliquée à la connaissance et à l'interprétation des phénomènes économiques; d'autre part, une étude portant plus spécialement sur les efforts de nos contemporains, très nettement orientés vers la recherche objective et scientifique. D'où la nécessité de tenir compte à la fois des époques passées dont chacune a apporté sa contribution et d'un présent riche d'expériences accumulées et de moyens d'investigation nouveaux; on est alors conduit à traiter de la pensée économique au sens le plus général et de l'analyse économique au sens strict.

C'est cette seconde distinction qui appellera les principales explications fournies dans cette introduction.

Mais dès maintenant, il convient de s'interroger sur l'intérêt que présente dans une étude consacrée à l'histoire de la pensée, les efforts particuliers accomplis par les économistes contemporains. Les raisons de cette attitude peuvent être fournies aisément.

En premier lieu, il n'y a aucune contradiction entre les perspectives historiques et l'étude d'une situation contemporaine. Non seulement l'histoire contemporaine représente une discipline authentique - et d'ailleurs pleine de difficultés - mais encore, les faits actuels gagnent souvent à bénéficier d'un éclairage historique.

De plus, pour leur donner une pleine signification, une connaissance des antécédents et de l'évolution est souvent indispensable. De ce point de vue, il est bon de rechercher comment on est parvenu, d'un auteur à l'autre, d'une école scientifique à une autre école, à l'état actuel de la pensée économique. Retracer ainsi les efforts de la connaissance, c'est apprendre pour soi-même, la maîtrise de la pensée; c'est aussi éviter les redites et les erreurs.

En second lieu, l'étude des acquisitions récentes de la science économique permet de formuler des jugements particulièrement significatifs sur la recherche antérieure qui a conduit la science au point actuellement atteint. On dispose alors d'une manière très expressive d'aborder l'histoire de la pensée.

En effet, en partant de la situation actuelle de l'analyse économique, il est possible de rechercher comment on a atteint le niveau présent de connaissances et donc de savoir dans quelle mesure, ce qui apparaît comme une acquisition récente trouve son origine dans des efforts antérieurs, entretenus et poursuivis dans un constant souci de progression et de perfectionnement. Il en résulte, qu'en prenant pour point de départ l'état actuel de la science, on est mieux à même de reconstituer les cheminements qui ont permis d'y parvenir. Souvent, un itinéraire ascendant est mieux analysé lorsqu'on l'observe, non de la base de départ, mais du sommet auquel il conduit.

Ceci ne signifie pas, comme le démontrera l'ensemble des développements ici exposés, qu'on avait adopté en 1957 ou qu'on a choisi aujourd'hui l'attitude prise par M. Blaug, dans son ouvrage "Economic Theory in retrospect", publié en 1962 (1). Il s'agit, au contraire, non pas de partir du dernier état de la science pour descendre jusqu'à son origine, mais de refaire l'itinéraire qui a conduit du point de départ au point d'arrivée, étant entendu que l'on sait déjà où se trouve celui-ci.

---

(1) 2ème édition 1964, London, Heinemann.

++++++ Chapitre I -
++++++
++++++
++++++ L'ETUDE HISTORIQUE DE LA RECHERCHE ECONOMIQUE
++++++

Bien qu'ayant connu un essor remarquable depuis quelques années, la recherche économique a un riche passé qu'il est intéressant de connaître. Par ailleurs, on doit se demander si cette recherche continue a conservé les mêmes caractères au cours du temps et, notamment, comment s'expliquent ceux qu'elle possède aujourd'hui.

Trois thèmes sont ainsi proposés, dont l'examen est indispensable à la compréhension des développements qui suivent :

- les conceptions de l'histoire de la pensée économique,
- la distinction et la complémentarité de la doctrine et de la théorie,
- la distinction de la pensée et de l'analyse économique.

++++++ Section I -
++++++
++++++ Les conceptions de l'histoire de la
++++++ pensée économique

On peut considérer qu'il existe deux méthodes pour aborder l'histoire de la pensée économique. Il importe d'indiquer en quoi elles consistent, pour montrer ensuite qu'elles correspondent à des aspects différents de la pensée elle-même.

++++++
++++++ § 1 - Les deux méthodes d'investigation

Pour étudier l'histoire de la pensée économique, on peut rechercher les filiations qui existent d'un auteur à l'autre et les oppositions qui se manifestent entre eux au cours du temps. Dans ces conditions, on s'efforce de suivre l'évolution d'une pensée à travers les hommes qui l'ont formulée. On peut voir, en elle, au contraire, un effort pour dépasser par l'intermédiaire des auteurs successifs, les acquisitions réalisées par leurs prédécesseurs. Dans ces conditions, on procède par voie de dépassement et de synthèse. Nous allons examiner ces deux modalités.

A) - <u>L'histoire des filiations et des conflits</u>.

Lorsqu'on aborde l'histoire de la pensée économique en cherchant à établir les filiations et les oppositions qui se manifestent entre les différents auteurs, on accorde une attention toute particulière à la personnalité de chacun d'entre eux. On fait ressortir la manière dont s'est établie et s'est poursuivie leur formation intellectuelle; on retrace les influences qu'ils ont subies de la part des auteurs qui les ont précédés; on examine le milieu dans lequel ils ont vécu, les événements qu'ils ont pu connaître et qui permettent d'expliquer, en partie, leur propre interprétation. Les exemples ne manquent pas. On peut montrer que Quesnay qui, comme on le sait, fut médecin à la Cour de Louis XV, a pu tirer de ses connaissances médicales l'idée d'une circulation du produit national à l'intérieur de l'économie. De même, on ne manque pas de faire remarquer l'influence que le philosophe Hegel a exercée sur Marx, en particulier comment la dialectique matérialiste de celui-ci est influencée par le système de Hegel.

On peut procéder d'une manière identique pour expliquer la formation et l'évolution des différentes Ecoles. C'est ainsi que partant du fondateur, on examinera la manière dont il a posé les principes de sa doctrine ou les éléments essentiels de sa pensée et comment celles-ci se sont transmises à leurs disciples qui les ont à leur tour enrichies et perfectionnées. C'est de cette manière qu'on peut établir au sein

d'une même Ecole les filiations qui s'établissent entre les différents auteurs. On peut donc retracer la démarche de la pensée, marquer les enrichissements réalisés et les déformations subies.

De la même manière, on signalera les oppositions qui existent entre les auteurs et les Ecoles. Ces oppositions sont inévitables et permanentes en raison des racines qu'elles puisent dans la pensée philosophique ou spirituelle de chacun des auteurs envisagés. On peut alors souligner la part de subjectivisme qui imprègne toute pensée personnelle quel que soit son domaine d'application.

Selon cette méthode, le ressort interne, le principe de progression de la pensée économique, devient les influences exercées par les maîtres sur les disciples et les oppositions qui se manifestent entre des interprétations personnelles divergentes. On rattache, en somme, les manifestations de la pensée aux hommes et au milieu dans lequel ils ont vécu. Dans cette conception, la pensée économique se développe par voie de filiation et par jeux d'oppositions, dans toute la mesure notamment où la pensée est considérée comme "engagée".

B) - <u>L'histoire des dépassements et des synthèses.</u>

Dans cette seconde conception, on estime que la pensée trouve son élément moteur et le principe de son évolution dans une série d'efforts tendant à provoquer des dépassements successifs, des synthèses temporaires réalisant des progrès qui, à leur tour, sont à l'origine de nouveaux dépassements et de nouvelles synthèses. Au lieu de mettre l'accent sur l'opposition on le place sur la conciliation.

On recherche alors comment progresse l'explication objective de la réalité; on s'attache moins aux hommes et au milieu dans lequel ils ont vécu, qu'à la pensée considérée en elle-même. L'interprétation se présente alors comme beaucoup plus objective que dans le cas précédent et elle constitue l'objet même de l'étude historique.

On peut citer un exemple de la méthode ainsi choisie en montrant comment l'équilibre monétaire proposé par Wicksell a été perfectionné par Myrdal et comment Keynes lui a donné

une forme plus achevée. Mais il est évident qu'on peut procéder à cette étude sans faire un recours très net au tempérament, au caractère, à la formation intellectuelle ou au milieu dans lequel ont vécu ces économistes.

Il est au contraire difficile de comprendre comment le Manifeste du Parti communiste a pu être publié par Karl Marx en 1848 sans faire référence à la personnalité de l'auteur et au fait qu'il ait vécu en Grande-Bretagne au moment du premier essor de l'industrie.

Par contre, lorsque l'histoire se propose de montrer les dépassements et les synthèses réalisés sur le plan scientifique beaucoup plus que sur le plan des préférences subjectives et des options doctrinales, il est difficile de construire sans faire état des explications qui ont été fournies par les précédents auteurs. On s'appuie, au contraire, sur elles pour montrer comment se sont effectués des dépassements, comment ont été réalisés les perfectionnements. De plus, on ne se borne pas à choisir dans une lignée, encore moins dans une attitude déterminée a priori; on intègre un apport nouveau à des apports anciens choisis sans idée préconçue. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que lorsqu'il s'agit de dépassement et de synthèse de l'explication scientifique, les questions relatives à l'option personnelle, au subjectivisme, engagent beaucoup moins la personnalité de l'auteur. Il s'agit, en effet, avant tout, d'expliquer, de rendre compte, de connaître et non pas de faire oeuvre subjective.

On recherche alors un progrès dans l'explication, réalisé par les synthèses nouvelles dans lesquelles les résultats obtenus par les auteurs précédents sont vus sous un éclairage nouveau et perfectionnés en raison des nouvelles réflexions. Sans doute, ne saurait-on dire que le milieu ou les événements contemporains de l'auteur sont sans influence; mais ils n'exercent celle-ci qu'en apportant de nouvelles suggestions ou en fournissant de nouveaux enseignements.

Dans cette perspective, on peut déceler des Ecoles, des théories qui se développent et qui se transmettent d'un auteur à l'autre; mais le véritable progrès ne s'effectue pas dans une lignée par filiation au sein d'une même Ecole; il s'effectue par l'influence réciproque qu'une Ecole exerce sur l'autre.

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que la description et l'explication de la réalité sont ouvertes à tous, constituent un Bien Commun dans lequel chacun peut puiser; c'est le fond commun de la vérité objective. C'est la raison pour laquelle l'histoire de la pensée élaborée à partir de cette conception est une histoire des convergences, des conciliations et des synthèses.

On peut comprendre alors que la principale différence entre les deux conceptions précitées de l'histoire de la pensée économique, procède de deux attitudes différentes, elles-mêmes fonction de deux objets distincts. Retracer les filiations et les oppositions, c'est surtout marquer l'influence des hommes et du milieu dans lequel ils ont vécu, c'est situer leur oeuvre, c'est prendre une vue globale; suivre les dépassements et expliquer les synthèses, c'est au préalable, distinguer, éliminer, choisir, c'est en somme analyser. Cependant, on ne saurait conclure de ce qui vient d'être dit, que l'histoire de la pensée est surtout consacrée à retracer l'histoire des filiations et des conflits, alors que l'histoire de l'analyse serait surtout consacrée à l'étude des dépassements et des synthèses. En réalité, s'il y a bien une distinction, elle se situe sur un autre plan. Le fait d'estimer qu'il existe deux manifestations de la pensée, l'une qui se développe par filiation et oppositions, l'autre qui progresse par dépassements et synthèses, ne conduit-il pas à estimer qu'il existe une manifestation de la pensée qui est plus spécialement subjective et doctrinale, l'autre étant plus spécialement scientifique et théorique ? On sait que depuis longtemps on a distingué la doctrine de la théorie; ceci conduit alors à préciser les deux aspects de la pensée économique.

++++++
++++++ § 2 - La dualité de la pensée économique

Pendant longtemps, le programme du doctorat d'économie politique portait une matière intitulée "histoire des doctrines économiques". Par ailleurs, à côté des ouvrages consacrés à développer ces doctrines, apparaissaient, au cours d'une période relativement récente, des histoires des théories économiques. Le problème de l'existence de la doctrine et de la

théorie se trouvait inscrit ainsi dans les programmes et dans les manuels.

En réalité, la question théorique avait été posée avec beaucoup d'éclat par Gaëtan Pirou; à la suite de ses propositions, une controverse s'était ouverte dont on rapportera ici quelques rapides éléments.

Gaëtan Pirou écrit dans l'introduction à son "Traité d'Economie politique (1) : "il convient de séparer aussi radicalement que possible la théorie et la doctrine, l'explication et l'appréciation, la connaissance du réel et le jugement de valeur". Cette proposition contient l'essentiel de la distinction et le principe de la dualité de la pensée économique. Si l'on s'en tient à la proposition de Gaëtan Pirou on doit considérer que la doctrine est un système de pensée, une construction de propositions portant sur la réalité un jugement de valeur. L'auteur qui recourt ainsi à l'étude doctrinale approuve ou critique le système qu'il examine, proposant éventuellement son maintien ou son amélioration, voire son remplacement par un autre système. La doctrine se situerait donc sur le plan de l'apologie ou de la condamnation; elle est faite pour dire ce qui devrait être, plutôt que ce qui est; il est certain qu'elle procède d'une option préalable d'ordre personnel et subjectif.

Toujours, d'après Gaëtan Pirou, la théorie serait une construction abstraite portant sur la réalité économique un jugement d'existence; elle a pour but de décrire et d'expliquer la réalité en fournissant une interprétation de ses mécanismes et de leur fonctionnement. Elle ne s'intéresse pas à ce qui devrait être, mais à ce qui est, elle procède donc d'une attitude parfaitement objective.

Mais Gaëtan Pirou après avoir posé cette première distinction poursuit son raisonnement. Pour lui, seule, la théorie serait une manifestation de la science parce qu'elle se place sur le terrain de la connaissance. Le jugement de valeur, l'appréciation des institutions, des régimes, les projets de réforme ne seraient pas du domaine de la science économique, mais du domaine des doctrines sociales. De telle sorte que l'historien de la pensée économique devrait abandonner au spécialiste des sciences sociales l'histoire des doctrines et

(1) 2ème édition. Sirey, Paris 1945, p. 208 et 209.

s'attacher au progrès de la science qui se réaliserait à travers une succession de théories présentant des perfectionnements constants les unes par rapport aux autres. En somme, bien qu'il ne l'ait pas formulé d'une manière aussi nette, Gaëtan Pirou arrive à admettre qu'il n'y a pas de doctrines économiques mais des doctrines sociales situées hors du domaine de la science économique (1).

Section II

Distinction et complémentarité de la doctrine et de la théorie

La distinction entre la doctrine et la théorie correspond certainement à deux objectifs différents de la pensée que l'histoire de celle-ci met particulièrement en évidence; mais, par ailleurs, il convient de remarquer combien elles sont complémentaires l'une de l'autre.

§ 1 - La distinction de la doctrine et de la théorie

Nous pouvons faire deux remarques qui vont montrer l'intérêt de la distinction de la doctrine et de la théorie particulièrement dans une histoire de la pensée.

- il est certain que toutes les manifestations de la pensée économique ne peuvent être ramenées à un même type d'effort intellectuel. Notamment, les "Harmonies Economiques" de Bastiat et "Value and capital" de John Richard Hicks n'ont pas le même objet ni la même tonalité. Le sujet même des préoccupations est différent, et on ne peut expliquer le caractère étranger d'une oeuvre par rapport à l'autre, par un simple recours aux personnes ou aux époques au cours desquelles elles ont vécu.

(1) C'est la position qu'il prend dans son ouvrage : "Doctrines sociales et Science Economique". Sirey, Paris, 1929.

De même on peut dire que les préoccupations fondamentales qui marquent des oeuvres aussi diverses que celles de Proudhon et de Cournot ne correspondent pas à des différences de subjectivisme, l'objet même qui anime la recherche de Bastiat et de Proudhon n'est pas celui qui attache l'intérêt de Hicks et de Cournot. En effet, Bastiat et Proudhon sont surtout préoccupés par le jugement à porter sur le régime en vigueur, alors que Cournot et Hicks recherchent davantage l'explication, l'interprétation, la connaissance des systèmes. Les premiers se livrent surtout au penchant de leur subjectivisme, de leurs préférences philosophiques, les autres poursuivent au contraire un effort de connaissance qui se préoccupe avant tout d'objectivité. Les préoccupations des uns et des autres sont essentiellement différentes.

- Les deux méthodes selon lesquelles peut être conduite l'histoire de la pensée économique suggèrent également l'intérêt que l'on peut trouver à la distinction de la doctrine et de la théorie.

En effet, le subjectivisme et le jugement de valeur qui sont attachés à la doctrine, constitueraient le ressort même d'une histoire retraçant les filiations et les oppositions; il en ressortirait, en effet, aisément, le conflit des Ecoles doctrinales. Les filiations par lignées opposées s'affrontent les unes les autres, les rapprochements qui peuvent s'opérer entre les auteurs ou les Ecoles ne peuvent porter que sur des points de détail quand les options fondamentales les opposent. C'est ainsi que néo-socialisme et néo-libéralisme peuvent se rapprocher sur des questions relatives à la technique de l'intervention de l'Etat, mais ils restent fondamentalement opposés sur la doctrine de la propriété et la conception de la liberté. L'opposition irréductible et fondamentale demeure; l'histoire des doctrines souligne bien les oppositions en même temps que les filiations.

Au contraire, l'objectivité, l'effort de connaissance qui constituent le fond de la théorie économique se prêteraient à une histoire conçue comme une recherche des dépassements et des synthèses dans lesquels les apports s'ajoutent les uns aux autres au cours de l'histoire. Le mouvement qui conduirait l'évolution de la pensée économique ne serait pas un simple développement mais un progrès de l'interprétation

réalisé par des choix et des intégrations entre les apports effectués par les différentes Ecoles théoriques. Ces choix, ces intégrations d'apports, sont rendus d'autant plus aisés, qu'ils procèdent d'un jugement d'existence, pourvu que l'observation ne soit pas faussée et que les prémisses soient proches, la description faite par une théorie peut être reprise par une autre; les apports sont communicables à tous et assimilables par tous. Ainsi, la différence de méthode dans l'exposé historique recouvrirait bien des objets différents de la pensée économique. Si on a pu concevoir, à la fois une histoire des doctrines et une histoire des théories ayant des objets différents, c'est qu'il semble bien exister deux manifestations spécifiques de la pensée, la doctrine et la théorie. Il reste à montrer que contrairement à la position de Gaëtan Pirou, elles ne s'excluent pas, mais sont au contraire complémentaires.

§ 2 - La complémentarité de la doctrine et de la théorie

Cette complémentarité a été montrée par le Professeur Emile James dans son ouvrage "Histoire sommaire de la pensée économique" (Editions Montchrestien - Paris 1955, P. 10 et 12). Il écrit, en effet : Trois critiques peuvent être faites à la théorie de Gaëtan Pirou :

a) - La théorie et la doctrine sont étroitement associées au point qu'une doctrine a presque toujours comme support ou point de départ une théorie, et qu'on ne peut comprendre une position théorique sans référence à la doctrine.

b) - Il est parfois difficile de distinguer doctrine et théorie au sens que Gaëtan Pirou a donné à ces termes. -

c) - La distinction précitée repose en fait sur l'idée que seule la théorie représente la science, ce qui est une conception trop déterministe, car la science ne peut se borner à enregistrer des régularités; elle doit aussi arriver à des jugements et indiquer les fins qui sont susceptibles d'être atteintes.

Aussi M. Emile James peut-il dire en conclusion, que dans toute pensée économique, il n'y a pas deux mouvements séparés, mais au contraire plusieurs mouvements qui sont complémentaires les uns des autres.

Nous pouvons donc formuler deux propositions en manière de conclusion.

La distinction entre la doctrine et la théorie, telle que Gaëtan Pirou l'a proposée, est certes critiquable quant à son fond. On peut en particulier lui en substituer d'autres; cependant, elle correspond, tout de même, à deux particularités, deux modalités ou deux aspects différents de la pensée qui sont peut-être encore mal formulés, mais qui cependant correspondent à une certaine réalité.

Ce qui, toutefois, ne semble pas pouvoir être retenu de la proposition de Gaëtan Pirou, c'est le fait de rejeter la doctrine économique du domaine de la pensée économique. En effet, les jugements de valeur, les projets de réforme appartiennent à son domaine; elle peut être à la fois théorique et doctrinale, sans perdre pour autant son caractère scientifique.

Aussi, nous conclurons à la nécessité d'inclure dans l'histoire de la pensée économique, l'évolution de l'effort doctrinal, et l'évolution du progrès scientifique. Cependant, la question n'est pas pour autant entièrement vidée. En effet, d'autres auteurs ont proposé une autre distinction : celle qui sépare la pensée et la théorie économique ou encore la pensée et l'analyse économique. Il importe de mesurer la portée de cette nouvelle distinction.

Section III

Distinction de la pensée et de l'analyse économique

Joseph Schumpeter a écrit dans les dernières années de sa vie, un grand ouvrage intitulé "History of economic analysis"(1)

(1) Oxford University Press - New-York, 1954.

dont la lecture, quoique difficile, est fort recommandée. Dans cet ouvrage, l'auteur propose une distinction, entre ce qu'il appelle, d'une part, "economic thought" que l'on peut traduire par pensée économique, et "economic analysis", c'est-à-dire l'analyse économique. Pourquoi et comment propose-t-il de distinguer pensée et analyse économiques?

++++++ § 1 - La distinction de la pensée et de l'analyse
++++++ économiques, chez Joseph Schumpeter

Pour Schumpeter, la pensée économique est une manifestation de l'esprit qui, prenant l'activité économique comme objet, s'applique à la fois à la décrire et à la juger, à l'expliquer et à l'apprécier, formulant à la suite de jugements de valeur, des projets de réforme.

L'analyse économique est une manifestation de l'esprit qui poursuit l'élaboration de concepts, constituant des éléments de connaissance de la réalité économique; l'analyse est par excellence, oeuvre scientifique.

A la différence de Gaëtan Pirou, Joseph Schumpeter ne rejette pas les jugements de valeur et les projets de réforme dans le domaine des doctrines sociales. Pour lui, pensée et analyse économiques sont essentiellement liées l'une à l'autre. On peut toutefois les distinguer, pour en retracer l'histoire, et c'est dans cet esprit que Schumpeter s'est surtout consacré dans l'ouvrage précité à une étude historique de l'analyse conçue comme une histoire de la science économique orientée vers la recherche et le perfectionnement des instruments de la connaissance.

Ces instruments sont, pour Schumpeter, des concepts servant à connaître et à expliquer la réalité; mais ils ne sont cependant que des représentations imparfaites de cette réalité. De telle sorte qu'il importe de chercher constamment à les perfectionner. Ainsi le ressort interne de l'histoire de l'analyse économique réside dans les progrès des instruments de la connaissance.

Cependant, ces deux activités intellectuelles, pensée et analyse, sont fondamentalement liées, non seulement dans leur

objet, mais encore dans leur évolution, car les progrès de l'analyse permettent de mieux connaître et de mieux juger. De telle sorte que l'histoire doit englober à la fois l'évolution de la pensée et les progrès de l'analyse. Si bien que Schumpeter voulant se consacrer à l'histoire de l'analyse n'a pas eu la possibilité, ni d'ailleurs le désir, de délaisser pour autant l'histoire des jugements de valeur. Il distingue mais ne sépare pas pensée et analyse qui sont complémentaires. Toutefois, on ne saurait admettre d'après la conception de Schumpeter, que l'analyse ne participe pas de la pensée économique, elle en est une partie, une partie fort importante.

++++++

++++++ § 2 - Le bilan d'une controverse

Nous pouvons essayer de faire un bilan de la recherche poursuivie jusqu'à maintenant.

Nous retiendrons que la pensée économique comporte plusieurs manifestations : les unes sont des jugements de valeur portés sur la réalité économique et aboutissant à des projets de réforme; les autres constituent un effort de connaissance scientifique et objective consacrée à l'explication et à l'interprétation de la réalité.

Ces deux manifestations peuvent être distinguées mais non dissociées; elles appartiennent toutes les deux à la discipline économique, mais leurs relations doivent être encore précisées et expliquées.

L'histoire de la pensée économique considère que les jugements de valeur et les projets de réforme peuvent être perçus selon un développement dont le ressort interne est constitué par les filiations entre auteurs au sein d'une même Ecole, ainsi que par les oppositions entre les Ecoles. Par contre, les efforts de connaissance scientifique sont l'objet d'un progrès, dont le principe est constitué par les dépassements et les synthèses entre apports des différentes Ecoles.

Ces deux manifestations ne peuvent être ramenées à une opposition doctrine-théorie; elles constituent simplement une distinction entre pensée et analyse économiques.

Si l'analyse économique constitue une activité scientifique, elle fait tout de même partie de la pensée économique dans son ensemble. L'analyse économique représente un effort de connaissance scientifique. Il convient de prendre conscience de cette signification et de savoir, par conséquent, ce que représente l'effort d'analyse économique.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LES RELATIONS ENTRE LA DOCTRINE ET L'ANALYSE
++++++ DANS L'HISTOIRE DE LA PENSEE ECONOMIQUE

Avant de préciser les relations qui peuvent exister entre la doctrine et l'analyse économique, il importe de savoir ce qu'il faut entendre par cette dernière. On a pensé que cette expression était devenue l'objet d'une mode; en réalité, son emploi est très ancien, on le trouve déjà dans les écrits des Physiocrates. Il s'agit donc de préciser ce que l'on entend par analyse économique, et en particulier de marquer la différence existant entre elle et la théorie. Nous verrons que la théorie est une partie de l'analyse et qu'elle ne trouve son sens que par rapport à elle.

++++++ Section I -
++++++
++++++ La conception de l'analyse économique
++++++

Il convient de donner, pour débuter, une définition qui sera par la suite développée dans les explications à venir.

Nous dirons donc, provisoirement, que l'analyse économique est un processus de connaissance scientifique appliqué aux phénomènes économiques, qui, partant de l'observation de l'objet, poursuit son interprétation, en formulant une hypothèse générale et abstraite soumise à la vérification logique et expérimentale.

Nous allons pour préciser et développer cette définition, passer à l'examen de l'objet de l'analyse et du processus selon lequel elle peut être effectuée.

++++++
++++++ § 1 - L'objet de l'analyse économique

L'un des principaux objets de la connaissance économique est la mise au jour et l'interprétation des relations qui existent entre catégories économiques fondamentales. Ces relations sont de types différents, et il est possible de les distinguer, en vertu de critères assez divers. Nous choisirons le critère du système économique qui permettra de caractériser les relations qui déterminent à la fois la structure et le fonctionnement.

A - Les relations de structure.

On considèrera la structure d'après la définition qu'en a donnée le Professeur François Perroux, comme l'ensemble des proportions et relations caractérisant une unité économique de dimension donnée. Les relations de structure s'efforcent de traduire sous une forme souvent quantitative, ou tout au moins comparative, l'état constitutif d'un ensemble économique en un moment donné. Elles peuvent également s'efforcer d'exprimer l'évolution de cet état constitutif en fonction des changements qui interviennent dans le fonctionnement et dans l'environnement dudit ensemble.

Prenons quelques exemples pour préciser ces propositions.

La structure de l'entreprise peut être exprimée notamment par les proportions et relations qui existent entre la quantité de capital et la quantité de main-d'oeuvre utilisées, entre le volume des facteurs de la production et le volume du produit obtenu par leur concours, entre le patrimoine de l'entreprise exprimé en valeur monétaire et l'endettement de celle-ci.

De même, la structure de l'économie nationale pourra être représentée par un ensemble de relations établies entre la

population totale et la population active; entre le volume et la valeur du capital utilisé dans l'ensemble de l'économie et le revenu national exprimé en monnaie; entre l'importance que revêtent le volume de la main-d'oeuvre et des capitaux utilisés dans les grands secteurs de l'économie, agriculture, industrie, commerce, etc... L'analyse des relations de structure permet de construire un modèle qui lui-même se trouve inclus dans un cadre sociologique et historique donné. Nous verrons, notamment, comment les modèles de circuit ou de séquence utilisés dans l'analyse des flux, ont été inclus par les différents auteurs dans des cadres historiques et sociologiques différents, le cadre du XVIIème siècle par exemple par Boisguilbert et Quesnay, le cadre sociologique, économique et historique du XXème siècle par Keynes et les post-keynésiens. D'une manière plus générale, disons qu'on pourra situer l'entreprise dans le cadre sociologique et historique du capitalisme commercial du XVIème siècle ou du capitalisme industriel et financier du XIXème et du XXème. On est donc conduit à étudier également les relations qui existent entre l'ensemble économique dont la structure est représentée, entreprise ou économie nationale, et son environnement. Ces relations permettent de découvrir les aspects humains, sociologiques, historiques des phénomènes structurels.

On peut également poursuivre l'élaboration structurelle d'un type d'organisation général et abstrait, qui donnera des renseignements utiles pour une connaissance générale et systématique de la réalité économique. Ce type d'organisation sera obtenu en partant d'un système historique concret duquel on dégagera, par voie d'éliminations successives, les éléments circonstanciels ou les éléments locaux; finalement apparaîtront les éléments résiduels et fondamentaux.

Par exemple, on pourra obtenir un type d'organisation correspondant à l'économie en voie de développement dont le modèle reproduira la classification des trois stades de développement caractérisés par Colin Clark, en vertu de la prépondérance successive des secteurs de production, primaire, secondaire, tertiaire (abstraction faite des nuances qu'il convient d'apporter à la classification proposée).

L'effort d'analyse consistera à déterminer quantitativement les relations et propostions qui existent entre chacun de ces secteurs, en s'appuyant sur un critère choisi, par exem-

ple le volume de la main-d'oeuvre employée par chacun d'eux et la manière dont le passage de cette main-d'oeuvre s'effectue d'un secteur à l'autre sous l'effet des variations de la productivité et de la demande formulée à l'égard des biens et services produits, par chacun d'entre eux. On suivra alors les modifications qui interviennent dans ces proportions et ces relations au cours de différentes périodes et l'on obtiendra ainsi une indication sur les changements structurels.

B - <u>Les relations de fonctionnement</u>.

Les relations de fonctionnement expriment et interprètent les liaisons établies entre des variables dont le jeu permet au système économique de remplir sa fonction.

Ces liaisons entre variables, et donc le jeu qui s'établit entre elles, sont dans un certain état de dépendance réciproque avec la structure; les modifications qui interviennent dans le fonctionnement réagissent sur les relations de structure et réciproquement.

Il existe plusieurs catégories de relations de fonctionnement. C'est ainsi qu'on peut distinguer :

- d'après leur degré de nécessité et de probabilité : les relations certaines et stochastiques.

- d'après le principe de leur enchaînement : les relations causales et fonctionnelles.

- d'après leur nature : les relations formelles et instrumentales.

- d'après leur signification : les relations comptables et interprétatives.

Ces relations de fonctionnement peuvent être interprétées et étudiées séparément. Ainsi on peut citer à titre d'exemple : la relation de multiplication (relation certaine); la relation entre les volumes de la dépense totale et de la dépense d'investissement (relation stochastique de Kuznets); la formule quantitative reliant le volume de la monnaie en circulation et le niveau des prix (relation causale); les

relations entre prix dans l'équilibre walrasien (relation fonctionnelle), etc...

Mais la finalité essentielle des relations de fonctionnement est d'être combinées entre elles, selon des choix rationnels pour constituer des relations d'activité.

C) - <u>Les relations d'activité.</u>

On a déjà noté qu'il existait des liens entre les relations de structure et les relations de fonctionnement. Ainsi la relation structurelle capital-produit exprimant les liaisons et proportions entre la quantité de capital mis en oeuvre dans une unité économique et le volume du produit obtenu, engendre les relations de fonctionnement qui sont exprimées par le multiplicateur et l'accélérateur.

Si on intègre aux modèles structurels élaborés à partir des relations de structure, des relations de fonctionnement qui sont en liaison d'interdépendance avec ces dernières, on obtient des modèles d'activité qui retracent l'ensemble des relations constituant le système et exprimant le fonctionnement de son activité.

Le modèle exprime le jeu des variables, en un moment du temps ou au cours d'une ou de plusieurs périodes, en établissant les relations interprétatives ou quantitatives existant entre prix ou entre flux. On obtient ainsi un schéma abstrait, plus ou moins simplifié selon le degré d'abstraction auquel on s'élève, supportant une hypothèse interprétative cherchant à expliquer comment l'activité économique trouve son équilibre ou réalise sa croissance.

Constituant l'objet de l'analyse, ces trois types de relations donnent naissance à trois types correspondants d'analyse : structure, fonctionnement, activité. L'analyse d'activité est ici entendue dans un sens plus large que "l'activity analysis" qui signifie pour certains auteurs anglo-saxons "l'application des méthodes de programmation linéaire à la théorie de l'équilibre général" - selon W.J. Baumol.

++++++
++++++

§ 2 - Le processus de l'analyse : observation, interprétation, vérification

Le processus de l'analyse comporte trois phases essentielles : l'observation, l'interprétation, la vérification. Dans chacune d'entre elles, l'économiste utilise un certain nombre d'instruments de connaissances, qui ne sont pas nécessairement propres à l'analyse économique, mais qui cependant doivent être adaptés à l'objet de sa recherche. Examinons successivement ces trois phases.

A - La phase d'observation.

Etant un moyen de connaissances, l'analyse économique s'attache principalement à l'interprétation du monde contemporain. Ceci n'indique pas qu'elle se désintéresse du passé, mais elle laisse la connaissance de celui-ci à l'histoire. Par contre, elle peut demander à cette discipline ses enseignements et ses leçons pour mieux interpréter et mieux éclairer les situations présentes. Ce recul que donne l'histoire est d'autant plus utile à l'économiste, qu'il lui permet de relativiser les situations actuelles et évite les généralisations trop hâtives de la situation présente.

Cependant pour connaître celle-ci, et pour l'interpréter judicieusement, une observation préalable s'impose et l'histoire vient ici, avec d'autres disciplines, apporter son concours à l'économiste. Précisons le contenu de cette première démarche.

L'observation procède de la nécessité d'identifier préalablement l'objet dont l'analyse doit fournir la connaissance et l'interprétation. Elle est ainsi indispensable et constitue la première démarche nécessaire à toute analyse économique.

Pour procéder à une observation correcte, il importe de disposer d'un certain nombre d'instruments, d'identifier l'objet à étudier et de faire choix des instruments adaptés à cet objet.

Les instruments d'observation sont constitués souvent par des disciplines autonomes, qui ont leurs méthodes propres

et leur objet particulier. Mais dans la mesure où les phénomènes économiques entrent dans leurs perspectives, l'économiste peut demander le concours de ces disciplines pour mieux observer les phénomènes qui appartiennent à son domaine particulier. Parmi les disciplines ainsi utilisées, on peut citer l'histoire, la psychologie, la géographie, la sociologie, les sciences politiques, les mathématiques, la statistique. C'est dans cet esprit que l'histoire peut livrer des observations fort utiles pour la connaissance des faits économiques du passé, susceptibles de fournir des renseignements sur les phénomènes actuels. La psychologie informera l'économiste sur le comportement des agents économiques; la sociologie sur le comportement des groupes, sur les liaisons et les situations d'ensemble. On peut d'ailleurs demander à ces disciplines de se consacrer plus spécialement à l'examen des phénomènes économiques, et l'on voit ainsi apparaître une histoire économique, une géographie, une sociologie, une psychologie économiques, etc ...

Il existe également d'autres disciplines auxiliaires de la science économique qui, pouvant très légitimement se considérer comme autonomes, sont de nature à aider l'observation économique. Ainsi en est-il de la statistique, de l'économétrie, de la comptabilité.

Certaines disciplines tendant à devenir autonomes ont été longtemps considérées comme une partie de la science économique. Puis elles ont obtenu leur objet propre et leurs méthodes, livrant à l'analyse des renseignements d'autant plus précieux. On peut citer dans cet ordre de faits, la démographie.

L'économiste doit préciser, avec soin, le phénomène qu'il désire observer. Il pourra, pour cela, en prendre une conception provisoire, afin de rechercher par l'étude historique, psychologique ou sociologique, les contours précis du phénomène; il se donnera ainsi un concept opérationnel provisoire, c'est-à-dire une notion abstraite intégrant les éléments fondamentaux que l'on reconnaît a priori au phénomène que l'on désire observer. Cette représentation est imparfaite et exige des corrections qui seront précisément suscitées par l'analyse que l'on entreprend. Le concept opérationnel provisoire a simplement pour but de permettre les opérations d'observation; mais il est entendu que l'on n'aboutira qu'au terme d'un effort

de recherches développées à une connaissance scientifique qui, lorsqu'elle sera obtenue, permettra d'abandonner le concept opérationnel provisoire pour obtenir un concept théorique définitif.

Par exemple, une analyse économique du cycle devra se donner un concept opérationnel de "cycle économique" afin de rechercher par l'étude historique, sa présence éventuelle dans le passé. Ce n'est qu'à la suite de recherches ultérieures utilisant les différentes disciplines d'observation, puis en procédant à une élaboration théorique, qu'il sera permis d'arriver à un concept plus parfait de cycle économique.

Enfin, l'économiste ne peut procéder à cette observation qu'à la condition de choisir avec soin les instruments d'observation qui sont adaptés à l'objet de son étude. On ne peut, de ce point de vue, utiliser n'importe quelle discipline ou observation, pour dégager le sens d'un phénomène historique. Dans cet esprit, certaines disciplines sont plus favorables que d'autres à l'analyse de tel objet déterminé; par exemple, la statistique la plus rigoureuse ne livrera jamais un certain nombre d'enseignements qu'une étude psychologique soigneuse pourra au contraire signaler.

Ainsi l'analyse doit choisir la méthode d'observation la plus adaptée à l'objet dont l'étude est poursuivie. Dans cet esprit, on peut signaler que les déboires de certaines Ecoles, par exemple de l'Ecole historique ou de l'Ecole psychologique, tiennent dans une très large mesure au fait que les instruments d'observation auxquels ces Ecoles accordaient un intérêt exclusif, n'étaient pas toujours parfaitement adaptés à l'étude de l'ensemble des objets étudiés.

B - La phase d'interprétation : la théorie.

La seconde phase est, par excellence, l'oeuvre de l'économiste. Cependant elle n'aborde pas et ne constitue pas toute la discipline économique. Un économiste qui ne serait que théoricien restreindrait son champ d'action au point de fausser sa vision et d'enlever à l'interprétation une grande partie de sa valeur. On a maintes fois souligné l'imperfection de la théorie dédaigneuse des faits. Nous allons essayer de montrer, pour l'instant, la place qui revient à la théorie dans le processus d'analyse.

La théorie représente la seconde étape de ce processus, en ce sens que, une fois l'observation effectuée, elle tend à fournir sur la base des enseignements recueillis une connaissance de la réalité. La théorie se présente ainsi comme une hypothèse. Elle est un principe d'interprétation cohérent, systématique général et abstrait de cette réalité. Le principe interprétatif ainsi formé, tend essentiellement à établir en les expliquant et les justifiant les relations qui unissent les catégories économiques fondamentales.

Ainsi, on s'efforcera d'expliquer et d'interpréter les relations entre les variations des prix, des profits, des salaires, d'une part, et le volume de la production d'autre part. L'observation signalera des changements concomitants ou décalés entre ces différents éléments; elle permettra d'interpréter les écarts, les convergences, d'expliquer les comportements divergents, de fournir une interprétation, des variations intervenant entre les facteurs, etc. La théorie doit donc élaborer une interprétation de ces faits afin de provoquer une explication. Ce concept interprétatif se présente donc comme une hypothèse provisoirement vérifiée dans le cours même de son élaboration, mais qu'il conviendra à la phase suivante, de soumettre à une vérification rigoureuse.

Le passage du concept opérationnel utilisé par la phase d'observation au concept interprétatif propre à la seconde phase, est une véritable création intellectuelle. La déduction, l'imagination, l'esprit inventif jouent un rôle et échappent en partie à un contrôle rigoureux, de telle sorte que le risque d'erreur est important, car il ne suffit pas de constater mais de risquer une explication.

Aussi la phase d'élaboration théorique doit-elle être conduite avec un soin tout particulier; elle doit obéir à des règles extrêmement rigoureuses, afin que l'interprétation avancée sur les enseignements tirés de l'observation, soit aussi peu aventurée que possible. C'est une des raisons supplémentaires pour lesquelles l'élaboration de l'hypothèse, donc la conduite de l'analyse, doit être faite de telle sorte que l'adaptation à l'objet soit aussi parfaite que possible. Cette adaptation comporte pour la phase d'élaboration théorique et d'interprétation, un certain nombre d'exigences : l'homogénéité des catégories mises en oeuvre, la distinction

entre les catégories économiques et leur expression statistique, la différence entre les rapports statistiques et les relations économiques, etc...

C- La phase de vérification.

Le concept interprétatif obtenu à la fin de la phase d'élaboration théorique doit être vérifié. Etant donné les incertitudes propres à l'élaboration de cette création intellectuelle, il convient de la soumettre à une double vérification logique et expérimentale.

La vérification logique a pour but de vérifier la connaissance interne et la rigueur selon laquelle l'élaboration a été constituée.

La vérification expérimentale consiste à soumettre l'hypothèse à l'épreuve de l'expérience concrète. Elle est particulièrement malaisée dans les sciences sociales où l'on n'est jamais maître de l'expérimentation et où il est simplement possible de procéder à une confrontation des enseignements obtenus par déduction et des situations de fait correspondant aux cas visés par l'expérience.

Cette confrontation de la construction théorique et de la réalité permet de vérifier l'hypothèse et de la corriger éventuellement pour la rendre plus correcte. De nouveaux éléments vont ainsi être apportés par la phase de vérification : ces nouveaux éléments, dans la mesure où ils conduiront à une modification de la position initiale, se trouveront à l'origine d'une nouvelle formulation plus satisfaisante. C'est dans cet esprit que la théorie demeure toujours une hypothèse provisoirement vérifiée. En effet, des phénomènes devant intervenir dans l'avenir au stade de la vérification ou de l'observation, sont susceptibles de provoquer de nouvelles interprétations corrigeant les insuffisances de la première. On saisit ici combien l'élaboration théorique est la base du processus selon lequel l'évolution de la pensée économique peut se faire par voie de dépassement et de synthèse. Ainsi, la vérification logique et expérimentale est un principe d'amélioration constante de la science économique; le processus d'analyse suscite les progrès de l'explication théorique et de la pensée économique considérée dans son ensemble.

D) - Le rôle de la théorie comme instrument d'analyse.

La théorie économique constitue donc un instrument d'analyse en ce sens qu'elle est une des parties du processus de connaissance, élaborée à partir de l'observation et demandant à être vérifiée. Elle sera définie comme une construction abstraite fournissant une interprétation des phénomènes économiques en rattachant des conséquences à des principes choisis comme hypothèses vérifiables. Elle fournit des interprétations dont la valeur et la portée explicative varient en raison du degré d'abstraction et de généralisation auquel on se situe. Son rôle d'instrument de connaissance est souligné dans l'oeuvre de Claude Bernard "Introduction à l'étude de la médecine expérimentale", où nous trouvons une définition de la théorie. Il écrit en effet : "La théorie est l'hypothèse vérifiée après qu'elle a été soumise au contrôle du raisonnement critique expérimental ... Si l'on considérait une théorie comme parfaite, et si l'on cessait de la vérifier par l'expérience scientifique, elle deviendrait une doctrine".

Dans cette définition, nous devons relever au passage, sans insister pour l'instant, l'opposition établie entre théorie et doctrine en raison du critère de la vérification expérimentale. Hypothèse et vérification seront précisément les deux éléments qui nous permettront de situer la doctrine et l'analyse au sein de la pensée économique.

++++++ Section II
++++++
++++++ Les caractères de la pensée économique et la
++++++ place respective de la doctrine et de l'analyse.

Si l'analyse économique représente l'aspect scientifique de la pensée économique, on ne saurait dire qu'elle en représente par là même la totalité. Celle-ci en effet ne peut se borner à connaître et à constater, elle doit aussi apprécier et juger; elle doit, en fonction des acquisitions de l'analyse, formuler des opinions tendant à améliorer le

système actuel ou à le critiquer, voire même à le remplacer. Par ailleurs, elle ne peut rester inattentive aux aspirations, aux désirs de changements qui se manifestent parmi les individus. De telle sorte que, ne pouvant être étrangère au comportement humain, ne pouvant par conséquent se priver d'apprécier, la pensée économique est amenée à la fois à intégrer les apports de la science économique et à formuler des jugements de valeur et des projets de réforme, ne serait-ce qu'en s'inspirant des enseignements que l'analyse lui apporte.

Le problème ainsi posé nous amène à caractériser les deux aspects de la pensée économique : l'aspect scientifique représenté par l'analyse, et l'aspect normatif représenté par la doctrine. La considération de cette dualité nous permet de montrer comment la pensée économique peut garder sa finalité, bien que l'analyse demeure neutre et objective, et comment elle peut posséder à la fois un caractère spéculatif et un caractère normatif.

++++++ § 1 - La neutralité de l'analyse et la
++++++ finalité de la pensée économique

Nous aborderons ce point par une étude préalable qui consistera à examiner comment la pensée économique présente à la fois un caractère spéculatif et un caractère normatif; entre ces deux pôles d'attraction elle semble parfois hésiter, à tel point que pour certains auteurs, la pensée économique doit être strictement spéculative, alors que pour d'autres elle doit être normative. En réalité, il faut essayer de voir comment elle peut être tantôt spéculative et tantôt normative.

A - La pensée spéculative et la pensée normative.

Comment comprendre la pensée spéculative ? Comme celle qui s'efforce uniquement de connaître et d'expliquer. Par là, elle s'oppose à celle qui, animée d'un but pratique, est tendue vers l'action et s'efforce de fournir des règles de conduite après avoir jugé et apprécié.

Il ne convient donc pas d'identifier la spéculation à la théorie comme on le fait trop souvent; une théorie peut être spéculative si elle cherche à procurer une connaissance abstraite sans aller au-delà. Mais elle peut avoir aussi un but pratique : fournir des renseignements concrets et précis servant de base à l'établissement d'une politique ou d'une réforme de l'économie. Le caractère spéculatif ou non spéculatif de la pensée est donc indépendant de la théorie proprement dite. C'est lorsque celle-ci est située dans l'environnement général de la pensée économique, qu'elle fournit soit une analyse à but spéculatif, soit une analyse orientée vers l'économie appliquée. Mais prise dans son sens strict, la pensée spéculative a un champ extrêmement limité, car elle se condamne à demeurer un exercice de satisfaction intellectuelle au lieu d'être un véritable instrument de connaissances de la réalité. L'économiste est alors en proie à une tentation : il a tendance à transposer des spéculations abstraites dans le monde réel. C'est ainsi qu'il finit par croire que la théorie de la concurrence pure et parfaite élaborée dans l'abstrait et considérée au départ comme une hypothèse, permet cependant d'aboutir à des recommandations pratiques appliquées au monde réel, qui cependant n'est pas conforme au schéma abstrait primitivement choisi.

La pensée normative se présente d'une manière différente. "La norme est le type concret ou la formule abstraite de ce qui doit être en tout ce qui admet un jugement de valeur idéal, règle, but, modèle, suivant le cas". (A. Lalande : Vocabulaire technique et critique de la philosophie).

La pensée normative est donc celle qui énonce un idéal fondé sur un jugement de valeur et A. Lalande poursuit : "Il est difficile de concevoir que l'idéal n'implique pas de quelque façon l'obligation de le réaliser". On doit donc reconnaître qu'une large fraction de la pensée économique est normative. En effet, nous verrons de nombreux auteurs formuler des jugements de valeur sur des systèmes et indiquer celui qui a leur préférence parce que, assurant au mieux la satisfaction des besoins, ou garantissant la plus grande efficacité, ou encore assurant la meilleure répartition du revenu, etc...
Il ne s'agit pas là d'une simple comparaison entre les systèmes, mais d'une préférence énoncée par l'économiste à l'égard des systèmes eux-mêmes.

Une large fraction de la pensée économique nous apparaît ainsi comme normative. C'est, par exemple, le mercantilisme qui cherche dans la richesse, la puissance de la nation; c'est l'individualisme libéral qui assure que la satisfaction de l'intérêt personnel réalise l'intérêt général; c'est le marxisme qui montre que l'opposition du prolétariat à la bourgeoisie se traduira par une société sans classe et sans inégalité; c'est le protectionnisme qui prétend assurer la prospérité, etc ...

L'analyse est indépendante de ces jugements de valeur, elle n'est pas de soi normative. Mais, par contre, l'environnement doctrinal dans lequel elle est située peut la conduire à une position normative qui la dépasse, à moins qu'au départ elle n'en reçoive une orientation par la désignation de ses objets de recherche. En effet, nous montrerons que la doctrine qui est préoccupée de jugements de valeur et qui exprime des préférences, finit par indiquer à l'analyse les objets sur lesquels celle-ci doit raisonner. Nous devons donc noter que si l'analyse économique en tant qu'effort de connaissance, n'a pas à se préoccuper de phénomènes normatifs, les autres domaines de la pensée économique, en particulier, la doctrine, possèdent, par définition, ce caractère.

B - Neutralité et finalité dans la pensée économique.

Certains auteurs ont prétendu faire de la science économique une science neutre, c'est-à-dire indépendante de toute option d'ordre subjectif, doctrinal ou philosophique. On doit se demander si la pensée économique, considérée dans son ensemble, peut ainsi être neutre ou si elle doit au contraire être finaliste. Etre neutre, c'est aborder les phénomènes économiques dans le plus grand esprit d'indifférence à l'égard de leur signification. Or, le fait économique étant un fait humain, il semble impossible que l'économiste puisse se désintéresser des conséquences et même des aspects humains de la discipline qui est la sienne. Il est un homme de son temps, et ne peut se laisser emprisonner dans son domaine. Dès lors qu'il domine sa science, qu'il est aux prises avec les problèmes de son époque, il ne peut ignorer les préoccupations des hommes, ses contemporains.

Aussi, la pensée économique n'a jamais manqué de se préoccuper des finalités de l'action économique. Cependant, si son histoire montre que l'économie est très souvent une discipline normative et finaliste plutôt que spéculative et neutre, il s'agit de savoir si elle est valablement préoccupée de normativisme et de finalité. A cette question on peut répondre que la pensée économique en général, doit avoir très légitimement le souci du jugement à porter et de la finalité à atteindre; il en est ainsi parce que, suscitée par des faits économiques, conséquence d'une activité humaine, l'activité économique ne peut être observée en dehors de ses fins; elle ne peut être pensée ni interprétée dans sa généralité en dehors d'une perspective intégrant la personnalité.

En d'autres termes, il est possible de procéder à une analyse neutre, c'est-à-dire à une recherche de la connaissance indépendante des préférences subjectives. Mais, au-delà de cette analyse, les autres domaines de la pensée, c'est-à-dire la doctrine ou la politique ne peuvent s'abstenir de juger, de projeter, de concevoir et d'animer des mesures et des réformes tendant à perfectionner les conditions de la vie sociale.

Ainsi, l'économiste peut élaborer une théorie de la poursuite de l'intérêt économique individuel ou une théorie de la maximisation de l'avantage collectif. Mais une fois cette théorie formulée, il ne peut ranger ses instruments de connaissance sans se préoccuper de savoir quels types d'avantages, individuels ou collectifs, il convient de poursuivre et comment on peut les atteindre. Tel n'est plus sans doute l'objet de l'analyse économique; mais tel demeure l'objet de la pensée considérée dans sa totalité. Lorsque la pensée se situe à un niveau autre que celui de la théorie, lorsqu'elle se manifeste dans des domaines différents de celui de la connaissance, elle est normalement conduite vers le normativisme et la finalité. On peut alors, pour simplifier l'exposition, distinguer deux caractères fondamentaux de la pensée économique :

- dans le domaine de l'analyse, la pensée économique est normalement, mais n'est pas nécessairement, spéculative et neutre en même temps que théorique.

- dans les domaines qui environnent celui de l'analyse, la pensée est naturellement normative et finaliste; on peut dire pour simplifier qu'elle est par là même doctrinale. Mais, ce faisant, nous reposons le problème de la doctrine qui a été abordé jusqu'ici sans solution, et auquel il faut maintenant chercher une réponse.

++++++
++++++ § 2 - La doctrine économique

Nous pouvons revenir à la définition de Claude Bernard; "Si l'on considérait une théorie comme parfaite, si l'on cessait de la vérifier par une expérience scientifique, elle deviendrait une doctrine".

Nous tirons une première proposition de cette définition : la doctrine, à la différence de la théorie, ne se vérifie pas expérimentalement. Nous tirons une seconde proposition : la doctrine n'est pas du domaine de la constatation, mais du domaine de la croyance et de la foi. Aussi n'est-elle pas tributaire de la vérification, mais simplement de la justification.

La justification n'est en effet possible que par rapport à un élément transcendant qui désigne les fins et fonde les jugements de valeur ainsi que les projets de réforme; aussi peut-on caractériser la doctrine en disant :

La doctrine économique est une interprétation de l'économie considérée dans ses fins, son organisation et son activité, qui ne peut faire l'objet d'une vérification expérimentale, mais qui est susceptible d'une justification d'ordre logique, moral, philosophique ou spirituel.

La doctrine est une interprétation en ce sens qu'elle choisit ses éléments à la suite d'un jugement de valeur et d'une appréciation. Elle en ordonne la systématisation en fonction d'une fin qui constitue son option fondamentale; ce jugement et cette appréciation lui donnent un caractère normatif.

Dès lors, la doctrine enrichie des enseignements de l'analyse peut indiquer un idéal à poursuivre; elle peut fixer les normes d'une politique économique en même temps que les objectifs que celle-ci doit poursuivre. Elle a un aspect finaliste nettement caractérisé, puisqu'elle tend à la réalisation d'une fin déterminée par référence aux éléments qui servent à la justifier (éléments d'ordre moral, philosophique, spirituel, etc.). Mais, étant donné que la doctrine cherche à interpréter plutôt qu'à connaître, elle affirme plus qu'elle n'observe; c'est en cela qu'elle ne se prête pas à la vérification. Sa préoccupation fondamentale n'est pas scientifique; mais on ne saurait pour autant lui retirer toute signification et toute validité. La doctrine économique trouve sa raison d'être en ce que, constituant l'environnement de l'analyse, elle permet à celle-ci de se consacrer à une étude objective des faits économiques, sans que pour autant la discipline économique perde son caractère de science humaine. Mais il ne peut en être ainsi, qu'à la condition d'admettre que l'analyse ne constitue pas toute la science économique; elle est une partie de la science économique. Mais la doctrine joue par rapport à elle un rôle qui reste à déterminer.

++++++ Section III

++++++

++++++ <u>Les mouvements de la pensée entre</u>

++++++ <u>l'analyse et son environnement</u>

L'analyse économique nous apparaît maintenant située au centre de la pensée économique qui lui crée un environnement : 1) par les différents niveaux auxquels elle se situe : opinion, croyances et idéologie, programmes de réformes, plans de gouvernement; 2) par les divers domaines où elle se manifeste : doctrine, politique; 3) en raison de ses caractères : normatif et finaliste. Entre l'analyse économique et son environnement, la pensée économique suit un certain nombre de cheminements dont on peut retracer les principaux. On notera en particulier : l'action de la doctrine sur l'objet de l'analyse; l'action de la politique sur le type d'analyse; l'action de la théorie sur les caractères normatif et finaliste de la pensée.

Ces mouvements de pensée rattachent le domaine de l'analyse à ceux qui l'environnent, au point qu'on ne peut les détacher les uns des autres et qu'on ne saurait réduire le champ de la science économique au premier domaine. Ceci apparaîtra à l'examen des principaux types de mouvements de pensée.

++++++

++++++ § 1 - L'action de la doctrine sur l'objet de l'analyse

La doctrine étant une interprétation de l'économie considérée dans ses fins, son organisation et son activité, procède d'une série d'options qui ont leurs racines dans des conceptions extra-économiques. Mais une fois élaborée, l'interprétation procure une vision du monde économique qui est rarement totale, parce qu'elle procède de choix personnels qui soulignent certains éléments et en ignorent d'autres. Or ce sont les éléments retenus au plan doctrinal qui sont proposés à l'analyse comme objet de connaissance et qui, indirectement déterminent les instruments d'analyse que constituent les théories.

On peut trouver la trace de ce cheminement de pensée dans les grandes oeuvres économiques.

Pour les classiques, la doctrine individualiste libérale assigne à l'analyse un objet précis : le comportement libre, de l'individu à la poursuite de son intérêt propre. Dès qu'on a accepté la vision d'un monde conçu selon ce système, le domaine de l'analyse est rapidement circonscrit : on s'attachera inévitablement à l'étude de lois naturelles, au jeu des intérêts individuels, à l'automatisme de forces se manifestant sur des marchés régulateurs, à la description des effets de la concurrence, au rôle directeur des prix, etc ...

Pour Marx, la position est forcément différente. Ayant posé au départ le principe d'un antagonisme sociologique entre classes, il convient de le traduire en termes économiques : le bourgeois devient l'entrepreneur, le prolétaire devient le salarié. Dès lors, l'analyse se voit assigner pour objet l'étude des lois selon lesquelles se manifestent, sur

le plan économique, les tensions entre profit et salaire : les théories de la valeur-travail, de la plus-value, du salaire minimum, de l'accumulation du capital, de l'aliénation découlent d'une manière inéluctable des prémisses posées.

Les économistes britanniques qui optent pour une économie du bien-être, sont tout naturellement conduits à proposer à l'analyse l'étude de l'avantage collectif, de la valeur et de l'utilité sociale, de l'"indifférence collective", etc...

Dans chacun de ces cas, l'analyse requiert ses propres instruments sous la forme de théories particulières. Cet effort est scientifique en ce sens qu'il traduit une poursuite de la connaissance; mais c'est la doctrine qui a signalé l'objet de la connaissance et orienté la recherche. Bien que n'étant pas oeuvre scientifique au sens précis du terme, le processus de désignation de l'objet d'analyse procède d'un raisonnement de nature économique et relève, de ce fait, du domaine scientifique.

++++++
++++++

§ 2 - L'action exercée par la politique économique sur le développement de certains types d'analyse

La conception que les autorités économiques se donnent des moyens qu'elles ont pour mission de mettre en oeuvre, réagit en premier lieu, au même titre que la doctrine, sur l'objet de l'analyse.

C'est ainsi que pendant de longues années, la politique économique fut conçue comme consistant en l'application de mesures partielles, limitées à des secteurs déterminés : la politique de l'escompte, la politique de la monnaie et du crédit, constituaient les domaines privilégiés de l'action gouvernementale, car elles n'altéraient pas les mécanismes eux-mêmes, se contentant simplement d'en corriger le jeu naturel. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les matières de l'escompte, de l'intérêt, de la monnaie, du fonctionnement du système bancaire, en soient venues à constituer les chapitres importants de l'analyse économique.

Quand la politique économique envisagea, à partir du lendemain de la grande dépression, de ranimer l'économie

déclinante, puis, plus tard, de favoriser régulièrement l'expansion, ces moyens politiques parurent insuffisants. L'investissement public, la dépense globale, les hauts salaires, apparurent comme des moyens d'action bien mieux appropriés. L'apparition de la "Théorie générale" de Keynes vint à point nommé, fournir aux autorités économiques, des catégories fondamentales nouvelles recouvrant des quantités globales dont le maniement apparaissait relativement aisé.

Cet appui d'ordre théorique allait renforcer la nouvelle tendance de la politique, qui s'orientait de plus en plus nettement vers une politique quantitative conçue à l'échelon global : le passage de la micro à la macro-analyse renouvelait la conception de la politique économique.

Mais le mouvement de va-et-vient entre l'analyse et son environnement politique allait se poursuivre, en ce que le nouveau type d'analyse allait recevoir une nouvelle impulsion à la suite des "besoins" des autorités responsables.

La micro-analyse signalait comme moyens de la politique, l'action sur les prix, les salaires, le loyer de l'argent, le soutien d'une industrie, la demande ou l'offre de produits particuliers.

La macro-analyse soulignait désormais l'importance stratégique de quantités globales évaluables : revenu, consommation, épargne, investissement, dépense.

Or, Kenneth Boulding a fait remarquer (1) que l'autorité publique est mal outillée pour s'occuper de réglementation de détail; elle se heurte à la multiplicité des contrôles et des interventions nécessaires, à la variété infinie des réactions individuelles. Son pouvoir se dilue et se perd dans un labyrinthe sans fin où son action éparpillée finit par perdre toute efficacité.

Au contraire, elle bénéficie d'une prise beaucoup plus efficace sur les quantités globales. Par le budget et la fiscalité, elle peut agir sur le volume de la dépense et de la consommation; modifier la répartition des revenus réels

---

(1) Kenneth Boulding, "Foundations of economic analysis"

et monétaires. Par l'investissement public, elle peut contrôler le volume de la production et peser sur son orientation; par la politique de la monnaie et du crédit, par la réglementation des salaires, elle peut régir les prix, etc... Elle a donc la possibilité d'exercer une action d'ensemble.

Mais par là même, elle suscite un effort de recherche qui devient capital, en donnant une vigoureuse impulsion aux études macro-économiques. Ces catégories globales seront, à sa demande, mieux étudiées et comme elles sont évaluables, on va assister non seulement à une mise au point des concepts, mais encore au perfectionnement du type d'analyse macro-économique.

C'est de cette nouvelle politique que date l'essor de la comptabilité nationale et le développement de l'analyse des relations comptables. L'autorité publique fournit d'ailleurs elle-même par son budget et les comptes publics, les éléments de cette connaissance. Elle favorise donc le perfectionnement des éléments dont a besoin la méthode permettant de mieux connaître les quantités globales par lesquelles s'expriment les catégories fondamentales de la macro-économie.

On assiste ainsi, grâce à la mise en oeuvre de la politique quantitative, à un mouvement incessant entre les nécessités de l'information gouvernementale et les progrès de la macro-analyse, entre les renseignements que fournit l'économie appliquée et le perfectionnement des méthodes scientifiques. Ainsi, par un concours mutuel, objets d'analyse et méthode d'analyse, permettent les progrès d'un type particulier de recherche : la macro-analyse. L'environnement politique de celle-ci est donc rattaché au domaine de la connaissance stricte, au point que, même la détermination des fins poursuivies par l'Etat, devient justiciable d'un examen scientifique. Ainsi, en 1951, les conditions de la mise en oeuvre d'une politique d'armement ont été dans une large mesure déterminées par des considérations financières et économiques. Or, ces considérations reposaient sur les prévisions relatives au comportement de la demande globale, établies sur la base d'une analyse des relations comptables.

On ne saurait contester que le domaine scientifique ait alors englobé l'environnement politique de l'analyse.

++++++ § 3 - L'action de la théorie sur les caractères
++++++ normatif et finaliste de la pensée économique

L'économiste italien Francesco Vito fait remarquer (1) que la science économique s'est depuis longtemps efforcée de déduire des principes d'application concrète des résultats obtenus par la recherche analytique. Il cite, à titre d'exemple, le sort du concept théorique de maximum de satisfaction.

La théorie psychologique de l'échange explique que la position d'équilibre s'établit au point où est atteint le maximum de satisfaction pour les coéchangistes. Il en résulte - sur le plan de l'analyse théorique - que le maximum d'efficacité économique est obtenu, lorsque les producteurs se fondent sur les indications fournies par les rapports d'échange, pour déterminer le volume et la nature des biens à offrir sur le marché.

Mais, par un mouvement de pensée tout naturel - déjà signalé dans des développements antérieurs - on a transformé le concept théorique de maximum de satisfaction en "critère directeur de l'organisation de l'économie". En effet, on tirait des enseignements de la théorie une conclusion pratique : l'activité économique doit obéir aux impulsions venant du marché et l'on doit éviter avec soin d'entraver en quoi que ce soit le jeu spontané des demandes et des offres, sous peine de nuire à la réalisation des satisfactions individuelles réelles. Ainsi, comme le souligne Francesco Vito, "le concept de maximum de satisfaction de l'individu cessait d'être un instrument relevant exclusivement de l'ordre de la connaissance pour devenir aussi un principe normatif de l'organisation économique". En conséquence, la finalité du concept de maximum de satisfaction n'est plus simplement située dans le domaine de la connaissance mais aussi dans celui de l'art appliqué. Le mouvement de pensée s'effectue ici dans un sens

---

(1) F. Vito : "A propos de la neutralité de la science économique", dans "Etudes d'Economie Politique et Sociale à la mémoire de Eugène Duthoit", Libr. gén. de Droit et Jurisprudence, Paris, 1949, pp. 55-63.

différent; il part de l'analyse pour atteindre l'environnement politique et donner à l'ensemble de la construction un caractère normatif et finaliste.

Il convient de souligner les dangers que peut recéler pareil processus intellectuel. En effet, l'économiste doit être conscient de ce que la cohérence logique de la recherche théorique ne saurait suffire à établir les fondements corrects et l'efficacité de l'organisation économique concrète. En d'autres termes, le résultat logiquement nécessaire au plan de l'analyse découle des prémisses théoriques; on ne saurait dire qu'il est de soi au plan de l'économique concrète, pratiquement nécessaire. Il ne peut en être ainsi que si les prémisses de l'hypothèse et la solution logique qui en découle, correspondent à des réalités humainement possibles et admissibles. On a bien souvent cité dans cet esprit, le caractère irréel de l'homo oeconomicus; les conclusions tirées de l'étude théorique qui prend cette notion pour point de départ ne sont pas directement transposables dans un système réel.

++++++
++++++
++++++
++++++
++++++

Chapitre III

LES SYSTEMES D'ECONOMIE POLITIQUE

Le fait que l'analyse économique soit située dans un environnement à tendances normative et finaliste et que des communications s'établissent entre elle et cet environnement, comporte plusieurs conséquences.

En premier lieu, on doit se demander s'il est légitime, comme l'ont prétendu certains auteurs, de considérer que la science économique peut être une science neutre. Dans toute la mesure où elle n'est pas entièrement contenue dans l'analyse, mais amenée à englober aussi son environnement, une science neutre méconnaîtrait la véritable nature des phénomènes économiques, en délaissant leur aspect humain et social. C'est la signification des termes consacrés : économie politique qui est en jeu.

En second lieu, l'ensemble : analyse et environnement suppose une articulation au sein d'une construction synthétique et pose la question des systèmes d'économie politique.

Ce sont les deux questions qu'il reste encore à trancher.

++++++ Section I
++++++
++++++ L'économie politique, science humaine
++++++

La neutralité de la science économique n'a pu être valablement fondée; ceux qui ont opté pour cette conception ont abouti à une contradiction. Il convient de rechercher pourquoi. C'est alors qu'apparaît le véritable caractère que revêt notre discipline : celui d'une science humaine.

++++++ § 1 - L'impossibilité de constituer une
++++++ science économique neutre

La prétention de constituer une science neutre s'explique partiellement par des circonstances historiques; deux étapes doivent être distinguées dans l'élaboration de cette position.

A - En premier lieu, la discipline économique tend à se constituer en science autonome.

L'origine de ce mouvement est une réaction contre la conception des auteurs mercantilistes, qui conduisirent l'étude des phénomènes économiques en fonction de la politique adoptée par l'Etat au seuil des temps modernes. Préoccupés de fournir à l'autorité publique les moyens de réaliser l'enrichissement et la puissance de la nation, leur but immédiat était de fournir un ensemble de recettes pratiques, directement utilisables. On dressait donc avant tout les règles d'un "art empirique" selon l'expression d'André Marchal. Très fortement influencée par un but utilitaire, la recherche était donc limitée et devait forcément conduire à des insuffisances. Sans doute découvrait-on peu à peu les catégories fondamentales de l'économie, mais les préoccupations politiques ne signalaient aux économistes qu'une partie de la réalité et leurs recherches demeuraient partielles.

La réaction apparut avec quelques auteurs isolés puis se manifesta, avec les Physiocrates et l'école classique, par un élargissement des conceptions et la croyance à des

lois naturelles dont il convenait de découvrir la nature et la signification. L'effort de connaissance s'imposait donc et la science pouvait se développer en systématisant et ordonnant en un ensemble cohérent les conclusions obtenues.

B - En second lieu, apparut le désir d'élaborer une science neutre.

Certains auteurs firent remarquer que la conception de lois naturelles et le fondement psychologique d'un individualisme libéral présenté comme le principe d'organisation économique par excellence, procédaient d'un parti pris trop normatif. Les néo-marginalistes et Pareto accusèrent cette conception d'être en réalité une doctrine économique à prétention scientifique, mais non une véritable science économique. Celle-ci ne devait préjuger en rien, ni de la prétendue excellence des lois dites naturelles, ni du fondement psychologique du comportement économique. Il convenait de prendre pour point de départ le déroulement de l'activité et le comportement individuel, sans intégrer dans les préoccupations de l'économiste leurs fondements et leurs justifications et sans chercher à tirer de l'étude entreprise quelque recommandation pratique que ce soit. La science devait être neutre, c'est-à-dire sans doctrine, donc sans préférence, sans jugement sur les données, sans recherche de conclusions pratiques, sans détermination des fins de l'activité économique.

Mais les promoteurs de cette position se mirent bientôt en contradiction avec leurs principes. En effet, ils recouraient inconsciemment à une doctrine et à un finalisme implicites en ce que, étudiant par exemple des comportements individuels, ils avaient déjà opté pour une conception individualiste de l'économie et concevaient la société comme une simple agrégation d'individus. De plus, ils transformaient, souvent sans s'en rendre compte, leurs conclusions théoriques en modèle idéal proposé à la société. Leur système théorique se trouvait en réalité inclus dans un environnement philosophique qu'ils considéraient comme une évidence, sous prétexte de n'avoir pas à en discuter. Les conclusions de leur analyse aboutissaient à modeler la société concrète selon les enseignements d'une sorte de "philosophie appliquée à l'économie". Ayant voulu fonder une science sans doctrine, ils finissaient par proposer, comme idéal à atteindre, des conclusions normatives issues d'études théoriques finalistes.

La tentative d'ériger une science neutre a, en réalité, abouti à un échec. Ceci ne saurait surprendre.

En effet, comment préciser les phénomènes à étudier sans se donner une conception préalable de l'activité économique au sein d'une société humaine ? Comment après avoir dégagé les lois ou les règles de cette activité, ne pas en recommander l'application ? C'est donc par la nature même de l'objet d'étude et par le processus intellectuel de recherche, que la constitution d'une science économique neutre paraît impossible.

++++++
++++++ § 2 - La conception de l'économie politique

Mais il est une autre raison en vertu de laquelle la science économique ne saurait être neutre; elle est une science humaine.

Sans doute étudie-t-elle des phénomènes de production, d'échange, de répartition; mais ces phénomènes ne sont que l'objectivation ou la conséquence d'actes humains.

Or, l'acte humain a une finalité sans laquelle il ne saurait être expliqué. Lionel Robbins prétend (1) que cette finalité échappe à l'économiste qui n'a qu'une mission : déterminer les conditions d'une action rationnelle permettant de choisir entre des fins susceptibles d'être poursuivies rationnellement, mais dont l'étude lui est étrangère. C'est alors ramener notre discipline à une technique de l'action rationnelle. C'est cependant ce qu'acceptent, avec Robbins, les néo-marginalistes qui ne veulent étudier que la logique pure des choix économiques. Or, comme le note avec raison Henri Bartoli, "l'acte humain, en tant que tel ne peut s'expliquer sans référence à la valeur, aussi la science économique doit-elle porter des jugements de valeur". (2)

(1) Nature et signification de la science économique.
(2) Science économique et travail, op. cit., p. 20.

Par ailleurs, Jean Marchal fait remarquer "qu'on ne peut faire de l'économie politique la science de l'activité humaine en lutte contre les obstacles que lui oppose la rareté des moyens naturels, sans se référer à une certaine conception de l'homme". (1).

L'acte humain implique le jugement de valeur, la conception de l'homme; mais aussi celle de la vie sociale.

En effet, les actes humains sont reliés entre eux : la production, l'échange, la répartition, sont à base de relations humaines que la science économique prend en considération. Par là même, elle ne peut se borner à l'acte individuel mais doit considérer un ensemble de phénomènes d'ordre social. Ce n'est donc pas simplement l'acte économique individuel qui est objet de science, mais aussi le système économique et le type d'organisation qui lui servent de cadre. Il importe dès lors de se prononcer sur la question de savoir si le système et l'organisation permettent la réalisation convenable des fins que l'homme poursuit. Et ceci ne peut se faire que par référence à une conception éthique de la vie sociale et des fins humaines.

C'est la raison pour laquelle Antoine de Monchrétien a bien qualifié notre discipline en la désignant par : économie politique. Par là, on indique que l'acte économique humain n'est pas un acte isolé mais relié à d'autres actes; que l'individu ne peut être considéré isolément, mais au sein d'une société aux prises avec des institutions et une organisation.

Ce caractère s'est particulièrement accusé au cours des dernières années. On montrera comment la macro-analyse, en fournissant une connaissance des relations entre catégories globales et en permettant une évaluation des quantités globales, a donné à la politique des moyens d'action qu'elle ne possédait pas jusque-là. Mieux que n'avait pu le faire la micro-économie, elle a permis de concevoir une politique éclairée par les enseignements de la science. L'économie appliquée prend une place de plus en plus grande dans les recherches contemporaines et devient un des domaines les plus

---

(1) Cours d'Economie politique, 3è édit., p. 337.

explorés de la science économique, préparant ainsi l'action de l'autorité publique. L'évolution historique de notre discipline l'a conduite - comme on s'accorde volontiers à le reconnaître - de l'art empirique à la "doctrine économique scientifique", puis de la science neutre mais implicitement finaliste, à la science appliquée volontairement orientée vers l'action. Ce faisant, elle en a réellement fait une économie politique.

En même temps, son domaine s'est enrichi.

Dans l'économie politique, le caractère scientifique s'affirme par l'analyse qui tient toujours la place essentielle. Mais l'économie appliquée réalise le passage du domaine de la connaissance au domaine de l'action. De plus, par un processus intellectuel précédemment décrit, d'incessants mouvements de pensée relient l'analyse, la doctrine et la politique, pour faire de "l'économie politique" non une recherche purement spéculative et neutre, mais une science humaine, procédant d'une conception de l'homme vivant en société et cherchant à lui procurer les meilleurs moyens d'atteindre ses fins.

Cependant, si cette conception marque la tendance actuelle de la science, il faut reconnaître deux choses :

1) Au cours de son histoire, notre discipline n'a pas toujours présenté ces caractères, puisqu'il a été indiqué que tantôt l'accent était mis sur la politique, tantôt sur la science normative (doctrine économique scientifique), tantôt sur la science neutre.

2) Tous les auteurs n'ont pas, même au cours d'une époque, la même conception. Les uns donnent libre cours à leur tendance doctrinale et politique, les autres se cantonnent strictement dans l'analyse.

Une histoire de la pensée économique doit tenir compte de ces changements de conception et de ces différences d'attitude. Mais il ne suffit pas de les exposer, il convient encore de les expliquer.

En particulier, il convient de savoir pourquoi, alors que certains auteurs, optant pour une conception stricte-

ment scientifique, ne veulent connaître que l'analyse et croient pouvoir s'en tenir à cette position, d'autres considèrent, en une vue totale et systématique, l'analyse et son environnement doctrinal et politique.

Il reste encore à rechercher pourquoi l'histoire de la pensée révèle l'existence de systèmes complets d'économie politique, au sens que nous donnons à cette expression : ensemble systématique où l'analyse est reliée à un environnement doctrinal et politique.

Répondre à cette question, c'est mettre définitivement au jour le ressort interne de l'histoire de la pensée.

++++++ Section II

++++++

++++++ La problématique économique

++++++

Il n'est pas de recherche qui ne réponde à une question posée. Qui pose les questions à l'analyse économique ?

On comprend le sens de cette interrogation préalable en constatant que même la science qui se veut spéculative et neutre, a en fait recours à un finalisme inconscient : elle répond à des questions qu'un environnement, qu'elle refuse de reconnaître, lui pose cependant d'une manière implicite.

Aussi, convient-il de préciser le processus selon lequel l'effort de recherche économique trouve son sens. En considérant qu'on entend par problématique, l'activité intellectuelle qui consiste à poser les problèmes d'une manière rationnelle et systématique, il importe de préciser comment se constitue la problématique économique et comment elle joue son rôle à l'égard de l'analyse, en lui posant les problèmes auxquels celle-ci doit fournir des éléments de solution.

++++++ § 1 - La doctrine et la politique économiques,
++++++ éléments de la problématique

On est en droit de se demander si un des signes du progrès de la science en général, n'est pas l'importance prise par la problématique.

En effet, une science à ses débuts répond aux questions que suscitent les réactions nées du contact des faits. C'est en prenant un bain qu'Archimède fut amené à formuler le principe des corps flottants; c'est en voyant des enfants coller leur oreille à l'extrémité d'un tronc d'arbre coupé, pour entendre la répercussion des coups frappés à l'autre bout, que Laënnec découvre l'auscultation; c'est la chute d'une pomme qui donne à Newton l'idée de l'attraction universelle. Mais lorsque la science a systématisé en un corps logique de propositions un ensemble de constatations et d'explications, lorsque des relations vérifiées relient un ensemble de phénomènes suffisamment nombreux, la difficulté consiste à poser au système ainsi élaboré des questions correctes. On trouve aujourd'hui confirmation de ce propos avec la cybernétique. Après avoir vaincu la difficulté consistant à concevoir, puis à construire des machines à calculer et des "machines à penser", on s'aperçoit qu'il subsiste une difficulté imprévue : celle de leur poser des questions correctes, c'est-à-dire comportant toutes les données du problème et seulement les données nécessaires. A défaut, les réponses obtenues sont incohérentes.

Il en est de même, toutes proportions gardées, dans notre discipline. L'analyse économique dispose avec les théories économiques, d'instruments de recherche qui ne peuvent donner de réponses satisfaisantes eu égard à leur degré de perfection relative, qu'à la condition qu'une problématique antérieurement conçue leur pose correctement les problèmes.

Or, ces problèmes sont relatifs, ainsi qu'il a été montré, à des actes humains reliés entre eux, tirant leur valeur des fins propres de l'homme et interprétés en fonction d'une conception de l'homme et de la société. C'est donc la doctrine et - à un moindre degré - la politique économique, qui constituent la problématique économique, en ce sens

qu'elles posent à l'analyse les questions à résoudre.

On a déjà vu comment doctrine et politique indiquaient les objets d'étude et les moyens de poursuivre celle-ci; il reste à montrer maintenant comment, dépassant ce stade, elles posent les problèmes économiques dans leur sens le plus général.

A l'origine de la science économique, c'est la politique qui a joué dans ce domaine le rôle principal. On a déjà indiqué comment les mercantilistes avaient trouvé dans les sollicitations d'une politique orientée vers la richesse et la puissance de l'Etat, les sujets de leurs méditations. Ce n'est pas un pur hasard si la première formulation de la théorie quantitative de la monnaie est issue de la controverse suscitée entre M. de Malestroit et Jean Bodin par l'afflux des métaux précieux, en qui on croyait pouvoir trouver la cause de la richesse. De même, ce sont des considérations propres à la politique mercantiliste qui expliquent les développements théoriques consacrés au commerce international, à la population, à la production manufacturière et à sa réglementation. Mais l'insuffisance de cette problématique rudimentaire apparaît en ce qu'elle ne provoque aucune systématisation théorique, parce qu'elle-même ne procède que d'une politique empirique. Il est significatif de constater que les développements des mercantilistes relatifs à la monnaie, à l'échange international, à la production et à la population, ne sont pas reliés entre eux pour former un système cohérent permettant une connaissance scientifique.

La première tentative de cette nature apparaît avec les Physiocrates et Adam Smith. Et c'est là un progrès car les progrès d'une science sont marqués par les degrés de systématisation à laquelle elle parvient. Cependant, cette systématisation demeure toujours incomplète.

Ainsi, les notions de lois naturelles, d'individualisme et de liberté, formulées par les Physiocrates et Adam Smith ont posé d'une manière logique et cohérente un ensemble de questions que l'analyse a dû résoudre.

La théorie du marché concurrentiel, prise dans son sens le plus général devait être la réponse à cette question.

Toutefois, la doctrine classique de l'individualisme libéral a limité les réponses de l'analyse au domaine déterminé par les questions qu'elle formulait. Il en est de même d'ailleurs pour le marxisme, comme pour toute doctrine. Et aussi pour toute science. Le déterminisme, la relativité, le probabilisme, ne limitent-ils pas d'une manière ou d'une autre, les réponses que sont chargées d'apporter les sciences physiques ?

Si la doctrine économique constitue dans son ensemble la problématique économique, chaque doctrine particulière pose à l'analyse ses problèmes propres, et seulement ceux-là. Ainsi, l'inévitable et perpétuel conflit des doctrines qui a été signalé au début de ces explications, devient au même titre que la politique et l'apparition des faits nouveaux, le principe des développements et des progrès de l'analyse. En désignant les objets d'analyse et posant les problèmes que leur existence implique, la doctrine et, à un moindre degré, la politique suggèrent les théories qui trouvent ainsi leur plein sens d'instruments de connaissance, consistant en une hypothèse provisoirement vérifiée. Dans cette mesure, il paraît bien exact de dire qu'une théorie économique ne peut être déclarée systématiquement vraie ou fausse (1), mais que, plus simplement, elle possède "une valeur relative plus ou moins grande, étant donné ses prémisses, ses postulats, les préoccupations personnelles de son auteur, le milieu où elle a pris naissance, les cas qu'elle envisage, la méthode qu'elle utilise, etc ... " (2).

On peut maintenant procéder à une mise en place de l'ensemble des éléments constitutifs de la pensée économique, inventoriés au cours des développements précédents.

§ 2 - La constitution des systèmes d'économie politique

C'est par la constitution des systèmes d'économie politique, que la pensée économique peut ordonner ses diverses manifestations et recouvrir ses différents domaines.

---

(1) à condition, évidemment, qu'elle soit construite avec logique et cohérence.

(2) Alain Barrère, "Théorie économique et impulsion keynésienne", Dalloz, Paris, 1952, p. 6.

La pensée économique nous apparaît désormais comporter deux activités :

- elle pose des interrogations sur la signification des actes économiques, en fonction d'une conception de l'homme et de la société. Elle formule ces interrogations en termes de problèmes économiques dont elle précise les données. Cette activité de pensée constitue la problématique économique.

- elle poursuit, pour répondre à ces questions, un effort de connaissance qui constitue l'analyse économique.

La combinaison de la problématique et de l'analyse économiques provoque la constitution d'une élaboration abstraite, offrant une représentation synthétique, que nous désignerons du nom de système d'économie politique. Il ne faut pas confondre cette élaboration intellectuelle qui tend à fournir une explication, avec les systèmes économiques concrets, selon lesquels s'organise l'activité économique (système de l'économie domaniale, système d'économie de marché, système de planification, etc ...).

Il convient d'indiquer comment, à l'intérieur d'un système d'économie politique, les différentes manifestations de la pensée économique peuvent s'articuler.

1) La problématique est présente dans un système d'économie politique, au premier chef par la doctrine et, accessoirement, par des buts de politique économique préalablement choisis.

En effet, c'est la doctrine qui, en présentant une interprétation de l'économie considérée dans ses fins, son organisation et son activité, formule une série d'interrogations sur la manière dont la réalité correspond à cette interprétation même. Par là, elle pose une exigence de connaissance. Ainsi, la doctrine libérale, présentant une interprétation reposant sur la conception des lois naturelles et de l'intérêt individuel, appelle un effort de connaissance orienté vers l'étude du marché concurrentiel, où l'intérêt individuel concourt à la détermination de l'intérêt général par le jeu du mécanisme spontané des prix des produits et des services.

2) L'analyse économique trouve alors sa place par les théories qui, instruments de connaissance, permettront, en formulant des hypothèses, objet de vérification logique et expérimentale, d'accéder à la connaissance des phénomènes économiques qui lui sont ainsi désignés. Dans la ligne de l'exemple ci-dessus, prendront place, à la suite de la doctrine, les théories des marchés, des prix, des revenus; de la théorie des marchés, on pourra passer à la théorie de la production, de la monnaie, etc ... Il n'y a d'ailleurs pas d'ordre nécessaire dans l'élaboration des différentes théories; le processus pouvant être déductif ou inductif, la méthode abstraite ou concrète. La seule exigence étant celle d'une construction logique et cohérente.

3) L'analyse peut se situer à différents niveaux d'abstraction; de l'économie pure, on passera bien souvent à l'économie appliquée et par là aux recommandations de politique économique. Ainsi, de la doctrine orientée vers l'action, on aboutira à travers les enseignements de la théorie, à des recommandations pratiques qui permettront de constituer des réponses concrètes aux interrogations posées initialement.

A la théorie instrument d'analyse, correspond la doctrine instrument de la problématique, et la politique instrument de l'art appliqué. Chacune joue son rôle dans le système d'économie politique orienté vers la promotion d'une société répondant à une conception générale ayant son origine dans l'ordre éthique, philosophique ou spirituel.

Ainsi, chaque manifestation de la pensée économique précédemment signalée, trouve son caractère propre.

La doctrine qui présente une interprétation de l'économie et pose les questions relatives à sa réalisation concrète, représente l'aspect normatif et finaliste de la pensée.

L'analyse qui, en vertu des données qui lui sont ainsi soumises, permet d'obtenir la connaissance des phénomènes économiques, constitue à titre principal, mais non unique, l'aspect scientifique.

La politique, qui utilise les connaissances dans l'application concrète, représente l'effort d'art appliqué.

Le système d'économie politique situe ainsi l'analyse dans son environnement normal et lui donne son véritable caractère scientifique. En effet, se développant dans le cadre qui lui est ainsi imparti, l'analyse poursuit un effort de connaissance objective à l'aide des instruments qui lui sont proposés. Ces instruments - les théories - peuvent être limités, partiels, imparfaits, l'analyse n'en demeure pas moins scientifique; c'est la doctrine qui est normative et l'utilisation de l'analyse par le système, qui est finaliste. N'est-il pas frappant de constater que l'analyse ricardienne a pu être intégrée, avec des finalités opposées, dans le système classique et dans celui de Karl Marx.

La pensée économique prend alors sa pleine signification et recouvre intégralement ses domaines, chacune de ses manifestations jouant son rôle propre.

Au contraire, lorsque la pensée économique se veut trop étroitement et trop strictement scientifique, elle tend, pour atteindre l'objectivité et la neutralité, à s'enfermer exclusivement dans l'analyse qui, dans ce cas, n'est plus intégrée dans un système d'économie politique. La pensée n'est plus que théorique.

Dès lors, privée de son environnement normal, l'analyse tend, par un processus précédemment expliqué, à devenir elle-même normative et finaliste, reconstituant inconsciemment l'environnement, dont une conception étriquée de la science l'a indûment privée.

Tant il est vrai que si on ne reconnaît pas au départ le caractère humain et politique de la discipline économique, on est nécessairement conduit à le retrouver.

++++++
++++++
++++++ PLAN DE L'OUVRAGE
++++++
++++++

L'histoire de la pensée économique traduit tout au long de son déroulement, la tension permanente qui s'est instaurée entre ces deux conceptions de la recherche économique.

A - L'une poursuit l'effort de connaissance à travers l'élaboration de systèmes d'économie politique. Pareille conception n'a pas été élaborée dès les premiers temps de la pensée; elle s'est formée progressivement et, dans ses débuts, c'est empiriquement que de simples intentions de politique économique ont mis la recherche en mouvement. Mais elle n'est pas non plus demeurée tout au long de l'histoire en cet état. Prenant conscience des limitations excessives que la problématique imposait à l'analyse, celle-ci finit par devenir l'élément essentiel et après une période de référence implicite aux systèmes, l'analyse se voulut s'affranchir et la théorie prit le pas sur la doctrine l'économie politique tendant à s'effacer devant la science neutre qui perdait son caractère de science humaine.

Quelques mentions suffisent à jalonner cette marche : problématique politique des mercantilistes; problématique doctrinale des classiques et de Marx; science "neutre" des néo-classiques.

B - L'autre conception poursuit l'effort de recherche en voulant construire directement une science sans doctrine : la pensée économique tend alors à s'enfermer tout entière dans l'analyse; la théorie devient la manifestation quasi-exclusive de la pensée. Cette conception a des origines lointaines, mais elle a pris son essor à la suite de l'épuisement des systèmes

d'économie politique vidés de leur contenu par une critique désireuse de neutralité, par leur mise en contradiction avec les faits, et par le caractère désuet de leur fondement philosophique. Cette conjonction de l'évolution de la pensée humaine et des faits a produit toutes ses conséquences sur la pensée économique à une époque relativement récente. Aussi, le primat accordé à l'analyse est-il un phénomène propre à l'histoire contemporaine.

Mais, par un mouvement de réaction dont l'histoire des diverses disciplines offre maints exemples, la théorie, un moment seule triomphante, retrouve grâce à l'importance prise de nos jours par l'économie appliquée et la politique économique, la nécessité d'une problématique renouvelée. Par là, la pensée économique retrouve le sens de l'humain et la science, qui s'est voulue un moment neutre, cède le pas, dans ce vaste mouvement accéléré de l'histoire de la pensée, à une économie politique renouvelée.

La pensée économique a ainsi suivi, dans son mouvement, une progression cyclique.

Le cycle des systèmes d'économie politique, longuement étendu dans le temps, semblait devoir aboutir à une pensée neutre sous prétexte de science, rejetant toute considération de valeur et oubliant que le fait économique est une objectivation du fait humain.

Le cycle de l'analyse économique aux racines anciennes mais au développement contemporain, retrouve, au contraire, pour donner son plein sens à l'effort de connaissance qu'il exprime, le sens d'une économie politique, science humaine.

L'histoire de la pensée sera ainsi retracée et expliquée, en suivant ces deux mouvements.

Dans le premier, la problématique politique et doctrinale donnera au mouvement l'aspect d'une série de filiations au sein d'une même école et d'oppositions entre écoles. Il retracera surtout les filiations internes et les conflits entre systèmes, en dépit d'une analyse économique présentant un fonds commun.

Dans le second, l'effort de connaissance se poursuivra par voie de synthèses réalisées entre théories diverses. Il constituera un progrès constant de l'analyse économique.

Ce progrès se marquera surtout à l'époque contemporaine; il se traduira par un perfectionnement remarquable de l'analyse. Mais celle-ci s'orientant - au moins dans certaines de ses parties - vers l'économie appliquée et la politique économique, la pensée conçue dans son ensemble retrouve le sens du normatif et du finalisme.

Le présent ouvrage comprendra donc trois parties, chacune divisée en trois titres :

I - L'évolution des systèmes d'économie politique.

1. La systématisation progressive de la pensée économique.
2. Les grands systèmes d'économie politique.
3. La dissociation des systèmes d'économie politique.

II - La reconstruction de la science économique.

1. La reconstruction néo-classique : la science neutre.
2. Les dépassements et les synthèses néo-classiques.
3. La renaissance de la problématique.

III - L'analyse économique contemporaine.

1. De la science spéculative à la science appliquée : la micro-analyse de l'équilibre et des prix.
2. La synthèse keynésienne : la macro-analyse du circuit du flux.
3. Les orientations actuelles de l'analyse économique.

PREMIERE PARTIE

++++++
++++++ L'EVOLUTION
++++++
++++++ DES SYSTEMES
++++++
++++++ D'ECONOMIE POLITIQUE
++++++

Au cours de cette première partie, sera étudiée l'évolution des systèmes d'économie politique, conçus comme la combinaison d'une problématique et d'une analyse, donnant naissance à une élaboration abstraite constituant une représentation synthétique et une explication de l'économie.

Cette étude se donnera les buts suivants :

- montrer comment l'économie politique s'est constituée en tant que science humaine ayant son autonomie et son objet propres, en formulant un certain nombre d'interrogations posées en vertu de préoccupations morales, philosophiques, spirituelles ou politiques.

- rechercher comment les systèmes d'économie politique se sont progressivement constitués par la mise en place et le perfectionnement de l'analyse chargée de fournir des réponses aux problèmes posés par la problématique.

- exposer l'opposition des systèmes, provoquée en dépit d'une analyse bénéficiant d'une audience très générale, par la diversité des problématiques.

- étudier la dissociation des systèmes consécutive à un effacement de la problématique consciente devant l'analyse, aboutissant ainsi à une science sans doctrine.

++++++
++++++

A - La conception de l'étude des systèmes

Cette étude ne peut être conduite sans tenir compte de trois éléments importants :

1 - <u>L'évolution générale du milieu historique.</u>

La pensée économique procède souvent, ainsi qu'il a été montré, d'une réaction suscitée par les faits, alors que la transformation de l'activité économique entraîne la modification de l'objet d'étude. Ainsi, le passage de l'économie de manoir au capitalisme commercial conduira à l'élaboration du mercantilisme; la naissance du capitalisme industriel et expansionniste suscitera le développement des thèses du libéralisme.

2 - <u>L'évolution générale de la pensée.</u>

La pensée économique est dans une large mesure tributaire de l'évolution générale de la pensée humaine, car les éléments de nouveauté que les autres disciplines peuvent apporter ne sont pas sans influence sur elle. Ce processus est particulièrement net lorsqu'on examine l'action de l'évolution générale de la pensée humaine sur la doctrine économique et, à travers elle, sur l'analyse. C'est ainsi que l'utilitarisme de Bentham influencera, à travers la doctrine individualiste libérale l'analyse du marché libre.

Cependant, ce processus comporte des décalages. C'est ainsi que la psychologie hédoniste des marginalistes paraît désuète par rapport aux thèses des psychologues, leurs contemporains. Les néo-marginalistes en prendront prétexte pour rejeter toute dépendance de l'économie à l'égard d'une autre discipline.

3 - L'étude des systèmes de pensée.

L'étude de l'histoire de l'économie politique est souvent conçue comme une étude des doctrines ou des théories propres à des auteurs. La connaissance des hommes prend alors une place importante; il est bien vrai qu'on ne peut étudier une pensée indépendamment de celui qui l'a formulée. Aussi ne rejetterons-nous pas la prise en considération de la personne des auteurs.

Cependant, il ne sera pas possible de s'étendre longuement sur chacun d'entre eux, étant donné leur nombre très important. Une étude prenant comme axe de recherche les auteurs eux-mêmes, suppose que l'on puisse consacrer un temps appréciable au caractère, à la formation intellectuelle, à l'existence même de chacun. (1)

Sans négliger les hommes, nous prendrons cependant pour objet principal d'étude les grands systèmes de pensée considérés dans leur ensemble, comme le fruit d'un effort commun. Sauf dans le cas où l'auteur a marqué très fortement son oeuvre et l'a en quelque sorte individualisée, nous nous attacherons à l'étude de la pensée, résultant des apports particuliers effectués par plusieurs, pour fournir une interprétation et une explication cohérentes.

D'ailleurs, une histoire de la pensée économique, conçue comme la marche vers des synthèses successives, des idées, notions, concepts et analyses, effectuée dans une même ligne par des auteurs différents, est parfaitement valable et ne constitue pas une nouveauté.

Par ailleurs, pour prendre plus aisément la vue générale qui est nécessaire, les idées particulières, les théories spéciales, seront replacées dans le système général qui leur donne pleine signification. Ainsi nous n'étudierons pas J.B. Say et la loi des débouchés, Ricardo et ses théories de la rente et du salaire, Stuart Mill et l'état stationnaire, mais le système de pensée classique où prendront place les théories spéciales situées dans un ensemble coordonné, produit par une école dont la composition sera indiquée.

---

(1) C'est par excellence le type d'étude qu'il est possible de faire "en doctorat".

En résumé, nous étudierons l'histoire de la pensée reposant, non sur des doctrines ou théories spéciales, mais sur les systèmes généraux d'interprétation et d'analyse.

++++++
++++++ B - La conception de l'évolution des systèmes

L'évolution de la pensée étudiée à travers les systèmes doit normalement reposer sur les étapes qui ont marqué leur constitution, leur développement, voire leur disparition. Ce processus repose sur la manière dont s'est opérée la combinaison de leurs éléments constitutifs : problématique, analyse, politique.

On se propose de montrer dans cet esprit, l'existence des étapes suivantes :

- une première étape se caractérise par un effort progressif de systématisation de la pensée économique. Celle-ci s'émancipe des autres grandes manifestations de l'esprit par la constitution d'une problématique, posant les premières questions. Mais en l'absence d'analyse, ces questions demeurent longtemps sans réponse. Ce n'est qu'avec le développement de l'effort de recherche que l'apparition d'une théorie permet d'élaborer les premiers systèmes. Le développement de la problématique recouvre la période où se situent les doctrines de l'Antiquité et du moyen âge et la politique empirique des mercantilistes. Ce n'est qu'avec l'analyse formulée par les Physiocrates et Adam Smith que l'effort de systématisation arrive à son terme, en apportant aux questions formulées par une nouvelle problématique, une première série de réponses.

- une deuxième étape, d'une importance capitale pour notre discipline, est caractérisée par l'élaboration des grands systèmes que sont le système classique et les systèmes socialistes. L'analyse est, dans ses grandes lignes, commune à ces deux grandes interprétations; mais deux problématiques différentes demandent à cette même analyse des réponses divergentes. L'opposition des doctrines conduit à des visions du monde différentes malgré un fonds scientifique commun. Le caractère politique et humain de l'économie politique est profondément marqué; mais le conflit de l'interprétation issue de

deux philosophies opposées s'accommode sans trop de peine d'un effort de connaissance identique, mais orienté vers des objectifs différents.

- une troisième étape est marquée par la dissociation des systèmes. La critique de ces problématiques opposées met en doute la doctrine elle-même en tant qu'interprétation de l'économie et l'analyse qui a permis cette contradiction, au premier examen difficilement explicable, appelle une révision. La nouvelle analyse prétend se constituer sans le secours d'une doctrine; on va vers une science qui se veut objective. Mais il n'y a plus de système d'économie politique; on ne retrouve qu'une science qui se dit "neutre", mais qui est en réalité finaliste.

On étudiera donc, au cours de cette première partie, les trois étapes suivantes :

- la systématisation progressive de la pensée économique,
- les grands systèmes d'économie politique,
- la dissociation des systèmes et la science sans doctrine.

++++++ Titre I
++++++
++++++
++++++ LA SYSTEMATISATION PROGRESSIVE DE
++++++ LA PENSEE ECONOMIQUE

L'interprétation habituelle des origines de la pensée économique, consiste à expliquer que celle-ci a lentement conquis son autonomie à l'égard de la philosophie, de la morale, de la religion et de la politique.

Cette position est parfaitement acceptable et correspond dans une large mesure à la réalité. Mais en l'adoptant, on ne met pas convenablement au jour le processus selon lequel l'économie politique a conquis son indépendance et a pu faire figure de discipline autonome.

En réalité, l'autonomie a été conquise lorsque l'économie politique a eu clairement déterminé son objet propre et systématisé les éléments de sa connaissance.

Cet objet a été primitivement considéré selon l'optique doctrinale, par des moralistes, philosophes et théologiens, qui se sont interrogés sur la signification des phénomènes et de l'activité économiques en fonction de leurs préoccupations propres. Il a été mieux délimité lorsque, en vertu de préoccupations politiques, d'autres auteurs se sont demandé comment le Prince pouvait s'enrichir et se sont préoccupés de lui fournir des recettes d'enrichissement. C'est en vertu de ces préoccupations que les problèmes économiques ont été primitivement abordés.

- le moraliste s'est demandé comment l'économie pouvait permettre l'élévation et l'épanouissement de l'homme;

- le <u>philosophe</u> s'est interrogé sur la manière d'assurer et de garantir la permanence des valeurs immanentes;
- le <u>théologien</u> a cherché comment on pouvait organiser une société respectant la justice et permettant à l'homme de réaliser sa destinée éternelle.

Ces préoccupations sont celles de l'Antiquité et du Moyen Age.

- le <u>politique</u>, venu plus tard, avec la naissance de l'Etat moderne, a recherché les moyens d'assurer la puissance de la nation et la richesse du Prince, ces deux éléments tendant à se confondre. On a vu naître alors le mercantilisme qui a dominé l'Europe de 1450 à 1750.

Ainsi est née une problématique économique, en ce sens que, amenés à aborder les phénomènes sous leur aspect d'objectivation économique de relations et de faits humains, le moraliste, le philosophe, le théologien et le politique ont posé une série d'interrogations.

Deux remarques doivent être faites.

1 - Le caractère non systématique des interrogations.
Ces interrogations étaient posées en fonction des préoccupations morales, philosophiques, spirituelles ou politiques propres à l'auteur. Il ne s'agissait donc pas d'un corps systématique de questions, embrassant la totalité des phénomènes économiques, mais d'interrogations posées à propos et à partir de ce que suggérait la morale, la philosophie ou la politique. L'économie n'était abordée qu'indirectement et d'une manière quasi empirique.

2 - Le caractère non scientifique des réponses.
Cette problématique empirique ne pouvait recevoir de réponses constituant une connaissance scientifique. En effet, une science ne peut se constituer que d'une manière progressive à la suite d'étapes faites d'observations, de réflexions, de vérifications, conduisant progressivement à une systématisation, sans laquelle il n'y a pas de véritable connaissance.

En conséquence, les premières réponses demeurèrent situées au niveau où les questions étaient elles-mêmes posées. C'est

dire qu'elles constituaient des vues doctrinales, des règles juridiques, des préceptes moraux ou des recettes politiques.

Ainsi, l'origine des systèmes économiques est-elle située dans un mouvement comportant la constitution d'une problématique progressivement dégagée de la morale, de la philosophie, de la religion et de la politique. C'est par la problématique que l'économie politique a commencé à se constituer en tant que science autonome; elle a été à son origine une problématique empirique sans réponse de l'analyse.

Quand la problématique économique se fût affranchie définitivement à l'égard des autres disciplines ou des préoccupations spirituelles et politiques, il devint possible de constituer un corps systématique de questions, relatif à l'ensemble de la matière économique constituée en tant que telle. Ces questions ordonnées logiquement, d'une manière systématique et cohérente, posèrent l'ensemble du problème économique. L'analyse mise en présence d'un objet nettement défini eut alors la possibilité de chercher des réponses appropriées.

C'est en partant de la notion d'une organisation naturelle de la société économique que la problématique économique fut élaborée. Cette notion dérivait elle-même d'une conception philosophique; mais celle-ci demeurait à l'arrière-plan et c'était bien le problème économique considéré dans son ensemble, de soi et pour soi, qui se trouvait posé. Boisguilbert et les Physiocrates, qui formulèrent cette problématique de l'ordre naturel, Adam Smith qui proposa celle de "lois naturelles" purent alors, en partant d'un objet nettement précisé, orienter leur analyse et les premiers systèmes d'économie politique firent leur apparition : la systématisation de la pensée avait atteint un niveau suffisant pour que la connaissance puisse progresser; problématique et analyse furent rationnellement coordonnées.

Nous étudierons donc la systématisation progressive de la pensée économique en distinguant ces trois phases.

Dans la première phase, sera étudiée l'origine des systèmes, constituée par l'émancipation de la problématique empirique demeurant sans réponse.

Dans la deuxième phase, sera examinée la constitution des premiers systèmes d'économie politique par la combinaison de la problématique de l'ordre naturel et de la macro-analyse des flux;

La troisième phase sera consacrée au système constitué par la problématique des lois naturelles et l'analyse en termes de prix.

++++++ Sous-Titre I
++++++
++++++
++++++ L'ORIGINE DES SYSTEMES :
++++++ LA PROBLEMATIQUE SANS ANALYSE

Il est nécessaire de rechercher comment s'est constituée la problématique économique, progressivement dégagée des autres disciplines.

Deux processus peuvent être distingués :

- une problématique doctrinale s'est dégagée de la philosophie, de la morale et de la religion, au cours de l'Antiquité et du Moyen Age.

- une problématique politique s'est constituée à partir des préoccupations relatives à l'enrichissement du Prince; celle des Mercantilistes.

On étudiera donc successivement ces deux points.

Chapitre I

L'EMANCIPATION DE LA PROBLEMATIQUE DOCTRINALE : L'ANTIQUITE ET LE MOYEN AGE

La problématique économique apparaît dès son origine sur le plan doctrinal; elle possède en effet trois caractères :

- elle émane d'une conception d'ensemble de nature morale, philosophique ou spirituelle relative à l'homme ou à la société, et ne se justifie que par cette conception;

- elle comporte de nombreux éléments normatifs, indiquant ce qui est bon et mauvais, bien et mal; elle marque des préférences et établit des échelles de valeur.

- elle s'ordonne selon une finalité qui lui confère en fonction des choix opérés une spécificité propre permettant de l'identifier par rapport à d'autres oppositions doctrinales.

Trois finalités majeures peuvent être dégagées : la société, l'individu, le bien commun, correspondant respectivement aux préoccupations : des philosophes grecs, des moralistes et juristes romains, de la spiritualité médiévale.

On étudiera donc :

- la problématique de la société : les doctrines de la Grèce.
- la problèmatique de l'individu : les conceptions romaines.
- la problématique du bien commun : la chrétienté médiévale.

++++++ Section I
++++++
++++++ La problématique de la Société :
++++++ les doctrines de la Grèce

Les premières questions d'ordre économique sont posées avant l'Antiquité grecque. En effet, dans les civilisations antérieures, pour autant qu'on les connaisse, l'activité économique a toujours nécessité la constitution d'un minimum d'organisation. On a vu ainsi naître les institutions indispensables à la vie sociale, telles que le crédit, la monnaie, les impôts. Ces institutions comportent des conséquences qui se traduisent sur le plan de la réglementation juridique mais ne donnent pas lieu à une réflexion ordonnée.

Ainsi : le socialisme de l'Egypte des Pharaons donne lieu progressivement à la formulation de règles et de préceptes relatifs au prêt à intérêt. Le Code d'Hammourabi réglemente certaines activités essentielles, telles que le prêt d'argent et le travail salarié.

De même, la Bible des Hébreux édicte des prescriptions relatives aux activités de production, d'échange, à la justice, à la conduite envers les pauvres, à l'usage des biens, etc.

Mais c'est avec les Philosophes grecs que les questions économiques paraissent posées pour la première fois avec un souci de cohérence et un certain esprit de système. Elles sont issues d'une conception que l'on peut qualifier avec réserve de "socialiste", en ce sens que la société est le sujet premier des préoccupations d'ordre moral.

++++++
++++++ § 1 - Le socialisme d'inspiration morale

On sait que le mot "économique" est d'origine grecque et qu'il fut utilisé pour la première fois par Xénophon dont l'ouvrage intitulé "L'Economique" expose les principes de la gestion des biens privés. Cependant, la Grèce antique n'a pas

de doctrine économique, au sens moderne de ces deux termes. C'est à l'occasion d'études philosophiques ou de formulation de conseils et de règles de conduite, que ce que nous appelons les sujets économiques ont été primitivement abordés.

A - Les premiers courants.

Quand la pensée grecque s'affirma dans les divers domaines de l'esprit et aborda en particulier les problèmes du gouvernement de la Cité, elle eut l'occasion de formuler un certain nombre de jugements de valeur et de proposer certaines normes concernant l'économie, entendue au sens moderne.

Mais la situation particulière de l'époque devait limiter le domaine de ces réflexions. L'institution de l'esclavage était en effet peu propice à des spéculations relatives à la production et à la répartition. C'est sous l'aspect de la politique, conçue comme art du gouvernement de la Cité, que les questions économiques furent posées.

A la fin du siècle de Périclès, deux courants opposés se développèrent, en révolte contre la toute puissance du pouvoir civique. Le courant individualiste, voire anarchique, des sophistes, attaque l'esclavage, le système du travail servile et le mode de production conçu en faveur des seuls citoyens.

Les sophistes sont favorables au commerce extérieur parce qu'ils voient en lui un moyen d'échapper à la tyrannie de la Cité et à sa tendance au repliement sur soi; de plus, ils le considèrent comme un droit de l'individu.

Les utopistes, à la fois anarchistes et communisants, conçoivent une cité reposant sur le principe d'une division entre prêtres et guerriers, artisans, laboureurs, avec répartition égalitaire de la propriété.

B - Le courant socratique.

C'est avec les socratiques et surtout avec Platon et Aristote, que le courant de pensée allait englober les phénomènes économiques. Leur but est de réaliser la réforme morale et sociale qu'appelait la situation critique d'Athènes. Reprenant la notion de nature humaine qu'avait développée l'enseignement de Socrate, y joignant sa conception aristocratique

et idéaliste, Platon, et après lui, son élève Aristote, vont tracer les grandes lignes d'une société nouvelle, permettant l'élévation de l'homme par son affranchissement à l'égard des sujétions que provoquent l'activité matérielle et la recherche de la richesse. Libéré de cet asservissement, l'individu pourrait se consacrer à la culture de l'esprit et à la Politique; il s'élèverait en devenant le serviteur de la Cité.

C'est ainsi que, avec des différences sans doute, mais aussi avec de nombreux traits communs, Platon, dans la "République et les "Lois", Aristote dans la "Politique", sont conduits à formuler les principes d'un socialisme particulier, très différent du socialisme moderne.

Le socialisme qui a pris naissance au XIXème siècle et s'est développé depuis, veut l'affranchissement des individus non -possédants par rapport à ceux qui, détenant la richesse, peuvent exercer sur eux un pouvoir de domination. Il conduit donc à la suppression de l'appropriation privée et à une répartition égalitaire des biens dans le dessein d'établir une égalité des situations et des rapports sociaux qui, cessant d'être des rapports de force, rendront inutile la contrainte publique.

Le socialisme grec veut briser l'asservissement moral qu'établit la richesse sur celui qui, la possédant, est en fait dominé par elle et privé de se livrer aux activités moralement supérieures, qui font la grandeur de la nature humaine. Cette grandeur ne sera pas recherchée dans un développement individuel, car il ne faut pas échapper à une libération matérielle pour tomber dans un égoïsme personnel; elle sera atteinte par un détachement absolu, aussi bien à l'égard des liens affectifs que des biens matériels. Ainsi pourra être réalisé le don total aux choses de la vie publique et au bien de la Cité. Mais, seule une minorité est susceptible de réaliser cet idéal; d'où un aristocratisme très accentué.

Ainsi, le socialisme et le communisme de Platon et Aristote, loin de se consacrer au bien-être matériel de l'homme et au bonheur de chaque individu, subordonne la fin morale d'une minorité privilégiée au bien de la Cité. En fait, l'individu est subordonné à la Société, car si on le libère d'un certain asservissement économique, c'est pour qu'il puisse

mieux atteindre sa fin qui est d'ordre social. Mais cette conception ne s'applique qu'aux classes supérieures. Il convient d'assurer à celles-ci un minimum matériel, égal pour chacun de leurs membres, en contraignant les classes inférieures à s'employer à leur service. Ainsi l'esclavage du nombre, rejoint dans l'ordre des fins sociales et collactives, la sujétion de la minorité aux fins supérieures de la Cité.

Le problème économique se trouve alors posé en fonction des exigences de cette conception morale et philosophique. Comment assurer la vie matérielle des citoyens sans les asservir aux dangers que recèle la possession de la richesse ? La réponse apparaît sur le plan économique, sous la forme d'une communauté de biens avec contrainte étatique. Le socialisme éthique et philosophique des Grecs, joue bien ainsi, pour la première fois le rôle de problématique économique, par les conséquences qu'il comporte sur le plan de la possession et de l'exploitation des ressources et de la richesse.

Mais les questions ainsi posées sont d'ordre général et concernent surtout l'organisation et les structures politico-économiques. La réponse ne pourra se situer que sur un plan de même nature.

++++++
++++++ § 2 - Les projets d'organisation économique

Aux problèmes ainsi posés par cette conception éthique du socialisme, l'analyse ne pouvait apporter une réponse. On demeure, en effet, au niveau de la conception abstraite : l'objet d'analyse n'a pas d'existence concrète, il se situe au plan de la construction de l'esprit, où la vérification expérimentale est impossible. Posé en termes de critique et de projets de réformes, le problème reçoit des réponses qui demeurent trop éloignées de la réalité pour devenir objet de connaissance.

Les projets susceptibles de réaliser les vues doctrinales comportent quatre domaines essentiels : la division des activités, la répartition des richesses, l'économie de besoins, la contrainte publique.

A - La division des activités entre les castes.

La société est divisée en castes entre lesquelles les différentes activités sont réparties. Le travail manuel est le fait de la classe inférieure, celle des producteurs agricoles et des artisans. A eux peut convenir la possession de l'argent qui asservit et le travail productif qui est une cause de sujétion. Les classes supérieures, celles des magistrats et des guerriers, vivent du fruit du travail de la classe inférieure, dans une sorte de communisme artistocratique et ascétique, qui les libérera des servitudes de la possession et de la richesse, de l'esprit de lucre et d'envie.

B - La répartition des richesses.

La répartition des richesses est le corollaire de la division des activités. Pour Platon, dans la "République", la propriété privée doit être laissée à la caste des producteurs, à charge, pour elle, de faire vivre magistrats et guerriers. Dans les "Lois", il tempère ses opinions : la propriété n'est plus un privilège réservé aux classes inférieures; elle est répartie d'une manière égalitaire entre tous les citoyens. Chacun reçoit une parcelle de terrain de même superficie, qui ne peut être ni cédée, ni vendue, ni accrue par voie d'héritage; il est tenu de consommer les produits de sa récolte et d'en remettre l'excédent à l'Etat. Ainsi l'égalité dans le minimum est garantie à tous.

C - L'économie de besoins.

Dans une pareille organisation économique, l'activité sera modérée; elle atteindra le niveau suffisant pour permettre à la Cité de vivre convenablement par la satisfaction des besoins essentiels. Elle sera donc principalement de nature agricole; la circulation des richesses d'ailleurs peu nombreuses, ne paraît pas souhaitable, surtout avec l'extérieur.

Aristote insistera sur ce point. Opposé à la chrématistique, ou économie de la richesse; il condamne l'échange qu'il considère comme stérile, car il n'a pas notion de l'utilité du service; il est également opposé au prêt à intérêt, énonçant un principe que reprendront les canonistes : "l'argent ne fait pas de petits".

L'hostilité s'étend au crédit et à la monnaie, considérés comme instruments de lucre et de démoralisation; la monnaie n'est tolérée que sous la forme de métaux vils.

D'une manière générale, le progrès économique est non seulement tenu en suspicion, mais proscrit, car il représente un élément perturbateur de l'ordre social.

D - La contrainte publique.

Cette conception est évidemment négative de tout mécanisme : l'activité économique fonctionne d'après une réglementation autoritaire imposée par l'Etat. La contrainte s'exerce non seulement sur la répartition des biens et la distribution des produits, mais sur l'ensemble des structures, afin d'en maintenir la stabilité. Elle s'étend même au domaine personnel. En effet, l'état de stabilité économique et l'absence volontaire de progrès supposent une population stagnante. Aristote donne même à l'Etat, le droit de réglementer la population afin de maintenir le nombre optimum de personnes. Ainsi, l'état social et économique est-il finalement imposé aux individus pour le bien de la société.

Les caractères de l'économie.

Ainsi conçue, l'économie susceptible de répondre aux vues doctrinales de Platon et d'Aristote, est une économie de type collectiviste centralisé. Les mécanismes spontanés n'existent pas, le système est mis en oeuvre par voie d'injonctions et de contrainte. Mais ils ne donnent aucune analyse du processus de décisions et de contrainte et demeurent sur un plan spéculatif pur.

Par ailleurs, leur système est foncièrement finaliste et normatif.

Finaliste, parce qu'il a pour but de réaliser les conditions matérielles d'existence permettant aux citoyens de se vouer au service de la collectivité qui les dépasse et à laquelle ils sont subordonnés; chacun jouant un rôle qui lui est imposé par son appartenance à une caste.

Normatif, parce que c'est dans le service de la Cité que l'homme supérieur peut atteindre sa véritable grandeur

et développer au maximum les possibilités de la nature humaine. Par là se trouve justifiée, aux yeux des philosophes grecs, la condition inférieure de ceux qui, voués à l'activité économique, sont chargés de pourvoir aux besoins des citoyens. Conception à vrai dire inhumaine et anti-individualiste, puisque aboutissant, à la limite, à la justification de l'esclavage. Ce socialisme de nature éthique aboutit à un idéal impersonnel.

++++++ Section II
++++++
++++++ La problématique de l'individu :
++++++ les conceptions de Rome

Les Romains furent, on le sait, guerriers, juristes, administrateurs et moralistes, mais non pas économistes. On ne trouve pas chez eux d'écrits notables, traitant de problèmes économiques. Par contre, ils ont imprimé une vigoureuse impulsion aux institutions et par là, ont influencé fortement la vie économique des âges futurs dans un sens individualiste.

++++++ § 1 - Les deux institutions fondamentales
++++++ de l'individualisme

On connaît le caractère profondément individualiste des conceptions juridiques romaines. Elles ont donné naissance à deux institutions fondamentales qui ont constitué l'assise économique du monde occidental : le contrat et le droit de propriété.

A - Le contrat.

Le contrat individuel sera l'instrument juridique par lequel s'accorderont les volontés pour obliger mutuellement les protagonistes. Débordant le domaine des situations de droit, le contrat s'étendra aux transactions économiques.

Librement conclu, il permettra l'accord des échangistes à la poursuite de leur droit et de leur avantage tels qu'ils les conçoivent et les déterminent en vertu de leurs préférences. Il constitue ainsi l'instrument de l'échange et forme le soubassement juridique du marché.

Or il est remarquable de constater que si les contrats ont été l'objet d'une réglementation minutieuse quant à leurs conditions d'existence et de validité et quant à leurs conséquences juridiques, ils n'ont pas donné lieu à une réflexion d'ordre économique. L'échange en tant qu'acte économique mis en oeuvre par le contrat et le marché, lieu des échanges, n'ont pas fait l'objet d'une tentative quelconque d'analyse.

A la question implicitement posée, de la signification et de la portée économique du contrat, il n'y a pas eu de réponse. Il faudra attendre longtemps pour voir apparaître une théorie de l'échange et du marché. Situation d'autant plus paradoxale, que de nombreux historiens s'accordent pour signaler l'existence dans la Rome antique, d'entreprises de nature capitaliste qui eussent pu susciter la curiosité des contemporains sur le plan de la connaissance de leur rôle et de leur fonctionnement.

B - La propriété privée.

L'influence de la conception romaine de la propriété, droit individuel très étendu et très protégé, a influencé fortement - comme il est bien connu - le droit contemporain et l'activité économique capitaliste; elle est à la base des systèmes individualistes libéraux.

La propriété individuelle privée est d'ailleurs le complément logique du contrat, comme assise juridique du marché; on contracte librement à propos de ce qu'on possède à titre privatif et exclusif.

Mais là encore, l'institution n'a pas donné lieu à des études économiques dans le sens d'une connaissance des mécanismes mis en oeuvre par l'exploitation de la richesse appropriée.

++++++
++++++ § 2 - La description de l'activité économique

La description de l'activité économique faite par certains auteurs rend plus frappante encore l'absence de curiosité scientifique à l'égard des mécanismes et des relations économiques que provoquaient le contrat, la propriété privée et donc l'échange et le marché.

En effet, il existe des écrits qui, suivant le "De re rustica" de Caton, font l'apologie de l'activité agricole. Les "scriptores de re rustica" comme on les a nommés, se bornent souvent à dresser des catalogues de conseils et de recettes pratiques sur la gestion d'un domaine rural. Parfois, ils tentent de s'élever au-dessus de la pure description et du conseil de bonne gestion.

Caton et Varron placent l'agriculture au-dessus du commerce et condamnent le prêt à intérêt. Ce dernier indique que le travail libre a une productivité supérieure à celle du travail servile. Columelle trouve le travail agricole supérieur au métier des armes; la petite culture lui paraît préférable à la grande, car le capital fixe ne doit pas, selon lui, être beaucoup plus important que le capital d'exploitation.

Pline l'Ancien formule quelques réflexions d'ordre moral sur la valeur, le luxe, la monnaie et l'importation des marchandises.

Enfin, il convient de signaler que, toujours dans l'esprit de la formulation d'un jugement de valeur, Varron vante l'avantage de l'économie de marché, mais sans se livrer à des spéculations sur sa nature et son mécanisme.

L'économie dirigée que connaîtra le Bas-Empire, avec ses mesures de taxation des prix (Edit de Dioclétien, en 301 après Jésus-Christ), l'institution des corporations publiques, la réglementation envahissante ne donneront pas davantage l'essor à une comparaison des structures ou des mécanismes entre économie de marché libre et économie centralisée et de contrainte.

En résumé, les Romains ont inscrit dans les institutions la conception individualiste; mais les questions économiques qui se trouvaient posées n'ont pas été perçues. Il ne faut donc pas s'étonner que, en raison de cette absence de curiosité scientifique, on ne trouve aucune trace d'analyse ou de système d'interprétation. Il faudra attendre le dix-huitième siècle pour voir apparaître une systématisation de la vie économique fondée sur le contrat individuel et la propriété privée. Le décalage entre les institutions économiques de la vie réelle et leur interprétation est ici considérable; plus de quinze siècles s'écouleront avant que soit donnée la réponse à la question posée par des conceptions juridiques, cependant instituées dans les faits économiques.

++++++ Section III
++++++
++++++ La problématique du bien commun :
++++++ la chrétienté médiévale

La pensée économique ne progresse guère entre la décadence romaine et le douzième siècle. On peut citer cependant un certain nombre de textes des Pères de l'Eglise qui envisagent l'activité économique sous l'aspect moral. Mais à partir du XIIème et surtout des XIIIème et XIVème siècles, on assiste à un développement intéressant des idées économiques.

Comment s'opère-t-il ? De deux manières. On assiste à une reprise du legs de l'antiquité; surtout d'Aristote. On procède en outre à une application aux problèmes économiques de l'idéal chrétien.

- On procède donc à une synthèse dans laquelle les idées reçues de la Grèce et de Rome seront intégrées dans une perspective chrétienne pour situer et juger l'activité économique.

- L'intégration n'est pas faite en vertu d'un unique souci d'ordre spirituel. Par ailleurs, il est nécessaire de tenir compte des modifications intervenues dans la vie économique depuis la chute de la domination romaine.

C'est de cette double nécessité que vont surgir les interrogations auxquelles les théologiens et canonistes vont s'efforcer de répondre.

La nouvelle problématique est issue de deux sources :

- l'évolution du milieu économique.
- la conception d'une vie temporelle animée de principes spirituels.

++++++ § 1 - Les problèmes posés par l'évolution
++++++ du milieu économique

Une lente évolution s'est produite de la fin de l'Empire romain au XIVème siècle; on peut distinguer trois phases :

1 - Phase de l'économie fermée. (1)
Cette phase recouvre approximativement la période qui va du Vème au XIème siècle. La vie économique assez rudimentaire est enfermée dans des unités d'étroites dimensions : la villa carolingienne ou la cour du seigneur féodal. C'est "l'économie de Manoir" qui se marque par une fermeture et un repliement sur soi sans liens soutenus ni rapports réguliers avec l'extérieur. D'ailleurs, la rareté des voies et de moyens de communication appréciables, rend les relations avec l'intérieur difficiles et aléatoires.

Les instruments monétaires qui devraient faciliter les échanges les entravent au contraire, par leurs variétés fort nombreuses qui cloisonnent les régions et les isolent. Les altérations monétaires compliquent encore les échanges.

Le rendement du travail est médiocre par suite du servage généralisé. A l'intérieur de ces petites communautés, la division du travail est à peine esquissée; la production est peu diversifiée et orientée presque essentiellement vers la consommation.

Aussi les progrès sont-ils extrêmement lents, aussi bien sur le plan de la production et de la satisfaction des besoins

---

(1) François Perroux : Cours d'Economie Politique, tome I.

que sur celui de la constitution d'un marché important.

2 - L'ouverture de la société aux XIè et XIIè siècles.

On assiste au cours de cette période à l'éclatement relatif et à l'extension de ces petites communautés. Divers événements y contribuent, en particulier les Croisades.

Peu à peu l'esprit d'association remplace l'instinct de repliement et de nouvelles communautés font leur apparition. Elles sont fondées sur des liens autres que la vie commune sur un petit espace géographique. Ainsi apparaissent les communes, les corps de métiers, les communautés taisibles.

Le commerce se développe, la technique manufacturière et agricole se perfectionne.

Enfin, il convient de noter que l'extension du pouvoir royal et de l'influence spirituelle de l'Eglise permettent l'établissement d'un ordre social et politique.

Aussi voit-on naître une interrogation.

Comment concevoir cet ordre, comment organiser cette activité nouvelle sur le plan économique ?

Ce sont évidemment des questions d'ordre pratique qui sont posées; elles appelleront, non des réponses d'ordre scientifique, mais des règles de conduite et d'organisation.

3 - L'expansion des XIIIè et XIVè siècles.

Au cours de cette période, le mouvement amorcé va s'amplifier. On assiste, a-t-on dit, à une sorte de prérenaissance.

La prospérité s'étend, le sort de la paysannerie s'améliore, par l'extension des zones cultivées. L'approvisionnement des villes devient satisfaisant.

Enfin, les conditions de travail s'améliorent, et le servage tend à disparaître.

C'est également l'époque de l'essor architectural et de la révolution dans l'habitat et le vêtement. Les villes se développent et le milieu social et économique est tout

entier dans un état d'euphorie et de progression.

Les questions posées sur la constitution de l'ordre économique et social demeurent toujours valables. Mais elles doivent permettre de tenir compte des changements et donc faciliter les adaptations aux situations nouvelles.

Or, les réponses de l'Antiquité grecque et romaine ne sont pas toujours satisfaisantes eu égard aux conditions nouvelles.

En effet, il faut permettre le travail productif dans une période qui connaît une grande activité; il faut donc réviser la conception du travail.

Il est nécessaire de réglementer la vie de la "villa" par autre chose que par les vues utopiques des Grecs sur la Cité. Le contrat qu'ont élaboré les Romains permettra de constituer un cadre pour l'échange.

Mais le développement des échanges appelle une vigilance attentive pour éviter des abus toujours possibles dans un monde en mouvement.

L'argent va circuler de plus en plus entre les communautés rurales et les villes; il faudra des capitaux pour les constructions des cathédrales, etc ...

Aussi, en devenant de plus en plus monétaire, l'économie posera d'une manière aiguë la question du prêt à intérêt : de plus, avec le progrès rural, l'extension des cultures et la disparition des communautés de biens, posent la question du droit de propriété. Ainsi les changements intervenant dans le milieu historique posent de nouvelles questions devant lesquelles les textes des Grecs et des Romains, redécouverts vers la fin du XIème siècle, paraissent insuffisants. Il faudra donc innover.

++++++ § 2 - La conception chrétienne de la
++++++ vie temporelle

On doit noter l'unité remarquable que présente le Moyen Age au point de vue doctrinal; elle est due à la prédominance incontestée de la doctrine chrétienne.

Sans doute peut-on relever une évolution dans les conceptions comme on dénote une évolution dans le milieu historique. Il est évident que les solutions ne peuvent être les mêmes au temps de la villa et au temps des villes bâtissant leurs cathédrales. On possède sur les premiers temps assez peu de renseignements. On peut admettre la survivance de restes du droit romain amalgamés sans doute, avec des prescriptions d'origine et de nature diverses.

Mais la prédominance des principes chrétiens s'affirme peu à peu; elle devient évidente et susceptible d'être identifiée et reconnue à partir du XIè siècle. Elle s'affirme au XIIIè siècle, avec Saint Thomas d'Aquin qui synthétise des éléments empruntés à Aristote, aux Pères de l'Eglise, au droit romain, avec les enseignements de la doctrine chrétienne.

Mais une confusion fréquente doit être évitée. Une position traditionnelle énonce que la civilisation médiévale est une civilisation chrétienne. On peut l'admettre en l'entendant dans le sens où civilisation chrétienne s'oppose à civilisation païenne. Ceci signifie que dans cette civilisation les principes du christianisme sont suffisamment incarnés dans les moeurs et les institutions, pour que l'homme trouve dans celles-ci un environnement lui permettant de répondre plus facilement aux exigences de sa destinée spirituelle.

Mais cette proposition ne peut être retenue si, en l'énonçant, on veut indiquer que :

1) La civilisation médiévale est une civilisation religieuse comme l'était la civilisation hébraïque.

2) La société médiévale est une société sacrale où, moeurs et institutions reposent sur une confusion du profane et du sacré ; les pouvoirs qui s'exercent dans la société

étant exercés par des personnes consacrées au premier chef au gouvernement de la société ecclésiale.

3) dans la société médiévale, les manifestations de communion qui se produisent au sein de la société contenues dans des institutions prolongeant celles de l'Eglise.

En réalité, la situation était tout autre.

A - La conception médiévale.

Il existe une distinction très nette des domaines spirituel et temporel, tant pour les pouvoirs, les institutions, que les sociétés en tant que telles.

Mais le temporel est l'objet d'une conception découlant des principes du christianisme appliqués à la vie sociale et politique.

Cette conception se manifeste, en notre domaine, par l'édification d'une morale essentiellement pratique, formulant des règles relatives au déroulement de l'activité économique.

Celle-ci est justiciable des principes de la "Doctrine" (entendons par là de la Doctrine chrétienne), comme l'est toute activité.

D'où cette conséquence : la pensée économique est avant tout une application des exigences du dogme en matière économique et sociale. Elle ne sera donc pas une construction de l'esprit comme chez Platon ou Aristote, mais une série de règles de conduite. Celles-ci n'émaneront pas de philosophes ou de moralistes mais de théologiens.

Quels sont les principes que théologiens et casuistes vont tirer du dogme en vue d'une réglementation de la vie sociale. On peut le demander à Saint Thomas d'Aquin.

On trouve alors les éléments suivants : ordre providentiel, dignité de l'homme, signification du travail, possession des biens.

La dignité de l'homme et sa position dans la vie économique et sociale sont rappelées en ces termes par Saint Thomas : "Lorsque quelqu'un est constitué en dignité - ce qui est le cas de l'homme fait à l'image de Dieu - il n'a pas seulement de ce fait une certaine excellence d'état ou de situation et de valeur personnelle, il a encore un certain pouvoir de gouvernement par rapport à d'autres êtres qui lui sont soumis".

De cette proposition on peut tirer une double conséquence : l'une relative à la dignité de l'homme; l'autre relative à son pouvoir et à son attitude à l'égard des biens. Toutes deux prennent leur sens dans la conception de l'ordre providentiel.

B - <u>L'ordre providentiel</u>.

Dieu étant le créateur du monde en est le maître souverain; et tout maître d'une chose ordonne celle-ci à son usage. Le créé est à l'usage de Dieu et trouve en lui sa fin, l'homme y compris. Mais le gouvernement divin ordonne toutes les créatures vers leur fin, qui est Lui-même et "Dieu gouverne les êtres inférieurs par l'entremise des supérieurs, non que sa puissance fasse défaut, mais par surabondance de bonté afin de communiquer aux créatures elles-mêmes la dignité de cause". Ainsi, l'homme se trouve appelé à participer dans une certaine mesure à la puissance de Dieu sur le créé, il domine les êtres inférieurs pour les gouverner, c'est-à-dire les orienter vers leur fin immédiate, qui est sa propre fin d'homme et par là les faire concourir à la gloire de Dieu. Devenant la fin des biens inférieurs, il devient leur maître et peut les faire servir à son usage. Ainsi s'affirme à leur égard sa dignité de personne raisonnable et agissante.

1 - <u>La dignité de l'homme</u>.

La dignité de l'homme résulte donc de sa fin éternelle et de son pouvoir sur le créé qui lui est inférieur. Cette dignité est celle de tous et doit être reconnue à tous. Il en résulte, entre autres choses, que les conceptions antiques relatives à l'esclavage et aux castes inférieures, sont inacceptables. De même, les conceptions antipopulationnistes sont condamnables, car le respect de la vie et de l'homme s'imposent au pouvoir public. Populationnisme entendu dans

le sens de respect de la procréation et respect de l'homme, de tous les hommes, en raison de leur commune nature de Fils de Dieu, marqueront le Moyen Age. Il en résulte que les hommes sont liés entre eux par la charité qui les pousse à s'aimer en Dieu et que chacun a un droit égal à être traité avec justice; ce qui, tout en admettant l'inégalité des conditions, assure à chacun un traitement conforme à sa dignité.

2 - Le travail.

Mais de plus, toute activité de l'homme conforme à sa fin propre reçoit un caractère de dignité. Il en est ainsi, en particulier, du travail qui n'est pas séparable de la personne de celui qui l'accomplit. Le moyen âge chrétien réhabilite ainsi le travail que méprisaient les Grecs. Il n'est pas seulement une nécessité pénible, issue de la malédiction divine : "tu gagneras ton pain à la sueur de ton front"; il est une activité honorable par laquelle l'homme ordonne à son usage le créé qui lui est inférieur. Cependant, il existe une hiérarchie entre les diverses catégories de travaux, survivance des conceptions antiques, elle est cependant fondée d'une manière différente, sur la finalité du travail.

On distingue ainsi :

1) les artes possessivae, qui produisent les biens directement utilisables. Ce sont, dans l'ordre, l'agriculture, l'industrie, l'administration.

2) les artes pecuniativae qui produisent des richesses artificielles et qui, sans être condamnables, sont cependant moins nobles parce que permettant la poursuite du gain pour lui-même. On y trouve le commerce et l'échange.

C - La possession des biens.

Dieu, créateur et maître du monde, fait don de la création à l'homme, afin qu'il puisse dominer les êtres qui lui sont inférieurs, les faire servir à son usage et par là ordonner le créé à sa fin suprême. Donc le genre humain tout entier possède les biens extérieurs qui lui sont subordonnés. Ainsi l'homme et le créé inférieur prennent place dans la hiérarchie constitutive de l'ordre providentiel. Il en résulte que chacun a un droit de possession sur les biens, droit théolo-

giquement établi sur le don de la création et rationnellement fondé par sa conformité à l'ordre providentiel. Il convient de remarquer que saint Thomas ne construit pas l'ordre provi dentiel : il en trouve les éléments dans l'Ecriture, leur connaissance résultant de l'interprétation d'un texte révélé. Mais une fois ces éléments trouvés, il en déduit rationnellement les conséquences, en particulier la justification du droit de possession qui lui permettra de répondre par le fondement du droit de propriété à la question de l'exploitation et de l'appropriation de la richesse.

Chaque homme a donc un droit absolu à utiliser les biens qui lui sont nécessaires; il les possède légitimement à condition qu'il ne les détourne pas de leur fin. Chacun participant au gouvernement divin domine les êtres qui lui sont inférieurs; nul ne peut être exclu de la possession parce que celle-ci est une exigence de la nature même de l'homme, échelon intermédiaire entre Dieu et le créé non raisonnable.

La possession apparaît alors comme le pouvoir que le genre humain exerce sur les biens pour les faire servir à l'entretien de la vie. Il se concrétise en un droit naturel d'utiliser les biens nécessaires à l'existence. La société a le devoir de fournir cet usage des biens nécessaires et même d'en faciliter l'accès.

Mais la conception de la possession ne va pas au-delà de ces prescriptions. Ayant fondé le droit à posséder un minimum de biens extérieurs, elle ne dit pas comment, par quels moyens, selon quelles formalités se fera l'accès à ces biens et comment s'effectuera entre les hommes, également fondés en droit, la répartition des biens.

Cette réponse sera apportée par la conception du droit de propriété.

D - Le bien commun.

Tous ces principes doivent s'ordonner en un ensemble cohérent susceptible d'être traduit en une réalité concrète servant de règle directrice à la vie sociale. Saint Thomas propose, pour ce faire, la notion de bien commun.

Le bien n'apparaît pas au premier examen un élément susceptible de mesure, ni d'appréciation concrète. Il n'est pas

l'avantage, ni l'intérêt, ni l'utilité. Notion morale, il s'oppose au mal et résulte d'un jugement établi par référence à une éthique de la vie sociale. Il n'est donc pas d'essence individualiste, mais personnaliste, prenant en considération le fait que l'homme n'est pas qu'individu mais aussi personne, liée à ses semblables dans l'accomplissement de son épanouissement et la poursuite de sa fin.

Le bien commun est donc ce qui permet à la personne de s'accomplir, non pas isolément mais en liaison avec les biens propres à chacune des autres personnes constituant la communauté et poursuivant leur propre fin. Chacun participe au bien commun, par ce qu'il lui apporte et par ce qu'il en retire; c'est par cette participation que la personne humaine se réalise.

L'autorité publique a la charge de promouvoir ce bien commun en créant les conditions favorables à son établissement; ceci suppose donc une éthique de la vie communautaire dont les grandes lignes sont précisément tracées par les exigences de la dignité de l'homme, le respect dû à sa personne et les moyens nécessaires à la satisfaction de ces besoins. La justice qui reconnaît à chacun ce qui lui revient et la charité qui unit les hommes entre eux, sont la base de la promotion du bien commun.

o

o o

La problématique économique découlant de ces principes spirituels peut donc se ramener aux points suivants :

- Comment ordonner l'activité économique et sociale, de manière à promouvoir le bien commun temporel ? La réponse est apportée à propos de l'attitude de l'homme à l'égard de la richesse; elle est fournie, à titre principal, par l'organisation du droit de propriété, qui doit régir les modes d'exploitation de la richesse.

- Comment organiser les rapports économiques, de manière à les soumettre aux prescriptions de la justice et de la

charité ? La réponse concerne principalement l'échange des biens et des services.

++++++ § 3 - La propriété et l'exploitation de
++++++ la richesse

Si la possession dérive du droit naturel, la répartition de la possession entre les hommes ne s'impose pas en vertu du même principe. Cette répartition n'est en effet qu'un moyen technique permettant à chacun d'exercer sa maîtrise sur les choses pour les plier à son usage personnel. Elle doit donc être découverte par la raison comme étant le meilleur moyen d'établir l'ordre social et de permettre à chacun d'atteindre sa fin de personne raisonnable et libre.

La propriété, qui constitue ce moyen technique, est donc un droit découlant de la possession, mais qui n'est qu'une prescription du droit positif, plus spécialement dira Saint Thomas, relevant du droit des gens ou droit naturel second. Elle n'a donc pas un caractère aussi général et absolu que la possession, mais elle s'impose cependant, comme le montre la raison, en vertu des nécessités de l'ordre social et des exigences de la personne humaine.

Mais rien, dans le droit naturel de possession, n'indique qui, de la communauté de biens ou de l'appropriation privée, est préférable. C'est à la raison, dit Saint Thomas, qu'il convient de choisir la forme de répartition des biens, de telle manière que soit assuré l'ordre social nécessaire à l'homme pour atteindre sa fin. Sans doute, la logique semblerait recommander la communauté des biens, puisque "selon le droit naturel, tout est commun" (1); mais la raison indique que la propriété privée est indispensable à l'établissement du bon ordre social.

Son argumentation consiste d'abord à exposer les critiques encourues par la communauté des biens, qui n'est praticable que dans des communautés animées d'une moralité élevée et d'un grand esprit de détachement à l'égard des richesses.

---

(1) Justice. Question 66, art. 2, objection 1.

Elle n'est pas applicable dans une société ordinaire, composée d'hommes imparfaits.

L'argumentation se poursuit ensuite par la démonstration de la supériorité de l'appropriation privée qui tient à des raisons d'ordre social et d'ordre personnel.

Les raisons d'ordre social sont au nombre de trois :

1) L'instinct personnel pousse l'homme à gérer un bien avec d'autant plus de soin qu'il lui appartient en propre. Or il faut que les biens fructifient au maximum pour satisfaire les besoins.

2) La division des tâches est une condition de la bonne administration. Le meilleur moyen de l'assurer, est de répartir les biens entre les individus, de telle manière qu'à chacun incombe la gestion d'une certaine fraction d'entre eux.

3) La paix sociale est mieux garantie lorsque chacun a son droit et que ce droit est reconnu par tous.

Les raisons d'ordre personnel résident dans le caractère de l'homme. Elles sont à vrai dire, simplement suggérées par saint Thomas, c'est par la suite que la doctrine des Papes, de Léon XIII en particulier, les développeront.

1) L'homme est un être raisonnable et intelligent, ce qui lui donne "non seulement la faculté générale d'user des choses extérieures, mais en plus, le droit stable et perpétuel de les posséder" (1)

2) L'homme est un être prévoyant qui ajoute aux préoccupations actuelles des préoccupations d'avenir, "d'où il suit qu'il doit avoir sous sa domination, non seulement les produits de la terre, mais encore la terre elle-même, qui est appelée à être par sa fécondité, sa pourvoyeuse de l'avenir" (2)

L'exercice du droit de propriété doit être assuré convenablement de telle manière que l'usage du droit ne détourne pas le bien de sa fin. Saint Thomas distingue alors deux parts

---

(1) Léon XIII, Encyclique Rerum Novarum.
(2) id.

dans les biens appropriés à titre personnel : le "suffisant" et le "surabondant".

Le "suffisant" est la quantité de biens nécessaires pour vivre conformément aux exigences du rang social. Tout homme a un droit naturel et exclusif à sa possession.

Le "surabondant" est constitué par ce qui excède le suffisant. Le propriétaire n'en a pas l'usage exclusif; il est tenu de le gérer de manière à ce qu'il profite à l'ensemble des hommes, c'est-à-dire le gérer conformément au bien commun. C'est un devoir de conscience.

Une mauvaise gestion ne saurait faire disparaître le droit à la propriété, car le droit ne se confond pas avec l'usage. Mais l'Etat, promoteur du bien commun, peut fixer des règles relatives à l'usage de ce droit; car s'il ne peut supprimer la propriété privée, il peut et doit la réglementer, pour qu'elle concoure à la paix sociale, et à la réalisation du bien commun.

Aussi le droit à l'appropriation privée et l'usage pour le bien commun s'opposent à la fois à l'appropriation collective telle que la présentait Platon et au droit absolu et individualiste de la conception romaine. On a pu dire que pour Saint Thomas, la propriété était l'objet d'un droit individuel qui investissait le propriétaire d'une fonction sociale, le droit de propriété confère un pouvoir personnel sur le bien; la fonction concerne l'exploitation de la richesse qui a une destination commune.

§ 4 - La justice dans l'échange des biens et des services

Les relations économiques ne sont pas conçues comme un jeu de liaisons établies entre facteurs abstraits ou quantités non spécifiées, mais comme des rapports noués entre les agents économiques concrets. C'est donc un ensemble de relations humaines qui est pris en considération, l'acte économique n'est pas séparé de la personne qui l'accomplit, ni de la perspective du bien commun qui lui donne son sens. En conséquence, ce ne sont pas de purs mécanismes automatiques qui président à

l'échange, mais un ensemble de règles dont le but sera d'assurer non pas un équilibre mais un bien, non pas une équivalence des utilités mais une justice dans les prestations.

A - Le juste prix.

Les canonistes abordent cependant le phénomène de la valeur à laquelle ils donnent un fondement psychologique partiellement inspiré d'Aristote. Saint Thomas, Buridan, distinguent l'utilité objective commune, l'utilité subjective individuelle et la rareté : l'utilité prenant sa source dans le besoin. La valeur ainsi conçue, selon des critères psychologiques et subjectifs, aurait pu conduire saint Thomas à une théorie du prix très avancée pour son temps, presque moderne. Mais sa problématique ne l'interroge pas sur le sens de la réalisation d'un équilibre des utilités échangées mais sur la réalisation d'un bien commun par l'échange. Aussi la valeur psychologique ne saurait le conduire à une théorie du prix juste réalisé par un mécanisme d'équilibre; il lui faut au contraire obtenir une notion du juste prix déterminé en fonction des exigences d'un bien commun. Ce prix doit être objectif afin de pouvoir être précisé par des normes morales et s'imposer aux coéchangistes. Le juste prix doit réaliser l'utilité commune, car, dit saint Thomas, "l'achat et la vente paraissent avoir été établis pour l'utilité commune de l'acheteur et du vendeur en ce sens que l'un a besoin de la chose de l'autre et réciproquement". Il importe donc avant tout d'empêcher la tromperie, l'avantage exagéré que l'un des échangistes peut retirer de sa situation (cas de monopole, de pouvoir exagéré, de marchandage par exemple).

En conséquence, le juste prix est celui qui remplit deux conditions :

- permettre au producteur de vivre convenablement, conformément au rang qu'il tient dans la société,

- ne pas prélever un gain exagéré sur un des coéchangistes.

Comment le reconnaître ? Quel est l'élément objectif qui permet de l'identifier ? Saint Thomas répond qu'il est un moyen fort simple : recourir à l'estimation commune

(communis aestimatio). Celle-ci peut émaner de l'évaluation faite par des personnes raisonnables, de bon sens, n'ayant pas d'intérêt direct dans l'affaire. D'ailleurs, l'échangiste peut le déterminer lui-même, en suivant les indications que sa conscience lui fournira lorsque, ayant apprécié ses charges et ses besoins, il devra fixer son avantage. Ce sera le prix fixé "selon l'ordre", avec mesure et en restant dans les limites fixées par la morale.

B - La prohibition du prêt à intérêt.

Le prêt à intérêt est formellement condamné au Moyen Age, non seulement par les canonistes, mais encore par le pouvoir civil. Il l'est très sévèrement, dans son principe même.

Cette interdiction doit être située dans son contexte historique. Si aujourd'hui, on prête un capital, c'est normalement pour l'investir ou le faire fructifier d'une manière quelconque. Au Moyen Age, le prêt de capitaux n'est pas envisagé selon cette optique "productiviste"; il est habituellement un prêt à la consommation. D'où l'idée que le prêteur avance des capitaux qui seront consommés sans idée de reproduction ou d'avantage productif, ce qui lui permet d'en percevoir la restitution sans aucun accroissement de valeur.

L'argumentation développée aux XIè et XIIè siècles est essentiellement théologique et fondée sur le service rendu par la charité. Mais au XIIIè siècle, avec Saint Thomas et Albert le Grand, les arguments présentés sont plus nombreux et de nature diverse. On peut les grouper sous trois chefs :

1 - La stérilité de l'argent. Un argument repris d'Aristote, consiste à dire que l'argent est, de lui-même, stérile. Si l'emprunteur retire un avantage d'une somme prêtée, c'est grâce à son travail qui la fait fructifier; c'est le travail qui est productif et non l'argent. Donc le prêteur n'a droit à aucune rémunération. C'est là une preuve du mépris dans lequel on tenait l'argent qui ne devait être qu'un instrument d'échange, et de l'importance attribuée au travail.

2 - La distinction dans l'usage des biens. On peut distinguer deux catégories de biens : 1) ceux dont l'usage est

séparable du bien lui-même; ainsi on peut habiter un immeuble tout en le laissant subsister dans son identité; 2) ceux dont l'usage se confond avec la chose elle-même, au point qu'usage et consommation se confondent; ainsi un produit alimentaire. Pour la première catégorie de biens, on peut légitimement réclamer, en cas de prêt, outre la restitution de la chose, le prix de son usage. Mais pour la seconde catégorie, les biens consomptibles - on ne peut réclamer que la restitution sans le prix de son usage.

3 - La réalisation de la justice dans le prêt. Le prêt doit satisfaire aux règles de tout contrat, réaliser la justice. Or, lorsqu'on touche une somme d'argent égale à celle qu'on a prêtée, l'égalité des prestations est satisfaite. S'il en était autrement, on arriverait à faire payer le prix du temps, car l'intérêt représenterait le prix de la durée pendant laquelle le prêteur n'a pas eu la somme à sa disposition. Or le temps n'est pas, pour les canonistes, susceptible de transaction. Ainsi, après avoir indiqué le rôle joué par l'utilité dans la valeur, les auteurs du Moyen Age pressentent celui du temps dans l'intérêt, devançant ainsi Böhm-Bawerk, mais avec une opinion différente de la sienne.

Cependant, à mesure que l'on passait d'une vie économique enfermée dans des unités étroites et séparées, à une activité à base d'échanges et d'emploi productif de capitaux, la prohibition du prêt à intérêt devenait de plus en plus gênante. On finit donc par l'admettre dans certains cas. Mais il prit alors, non plus la nature d'un avantage, mais celle d'une indemnité.

La doctrine des canonistes admet qu'il y a lieu à paiement d'une indemnité dans trois cas :

1 - en cas de damnum emergens, c'est-à-dire de perte subie.

2 - lorsqu'il y a lucrum cessans, c'est-à-dire gain manqué par le prêteur du fait du prêt consenti.

3 - enfin, le periculum sortis, ou risque couru, ouvre le droit à indemnité, à raison de la perte possible encourue par le prêteur. Ce troisième titre à indemnité ne fut d'ailleurs admis qu'assez tard.

De plus, on admettait des exceptions de fait : les Israélites, les Lombards, qui étaient en dehors de la loi chrétienne, n'étaient pas touchés par l'interdiction qui était avant tout d'origine morale. Enfin les chrétiens eux-mêmes pouvaient parfois s'y soustraire partiellement en utilisant des contrats de rente ou de société.

C - La conception de la monnaie.

La monnaie est toujours considérée avec méfiance; elle a un simple rôle d'instrument d'échange. Cependant, les canonistes sentent bien qu'elle peut être le véhicule de la spéculation. C'est donc sous l'optique des abus qu'elle peut engendrer qu'ils sont amenés à la considérer.

Cette préoccupation d'ordre moral est importante, sinon dominante, dans l'ouvrage écrit avec un certain souci de connaissance objective par Nicolas Oresme, évêque de Lisieux, précepteur et conseiller de Charles V. Il publia en 1366 un écrit intitulé : "De origine natura, jure et mutationibus monetarum", assez remarquable pour son temps. Il met en lumière le caractère immoral des altérations monétaires auxquelles le pouvoir royal se livrait fréquemment. Il est ainsi amené à indiquer les règles d'une bonne gestion monétaire et à expliquer le rôle exact de la monnaie. Il aborde les principes de bon fonctionnement d'un système bimétalliste et précise le rôle du rapport commercial entre la valeur des deux métaux et son influence sur le rapport légal. Enfin il aperçoit les effets du phénomène qui sera connu plus tard sous le nom de loi de Gresham : "quand deux monnaies sont en présence, la mauvaise monnaie chasse la bonne".

o

o o

Ni individualiste, ni collectiviste, la conception de l'activité et des institutions économiques est, au Moyen Age, nettement dominée par le souci de réaliser le bien commun. Cette notion dépasse celle d'un équilibre des intérêts personnels et de la réalisation par la poursuite de ceux-ci, d'un intérêt général. La notion de bien, qui procède d'une

conception de l'homme et de la morale de l'acte humain est essentiellement normative et finaliste. La réponse aux questions posées se situe comme celles-ci sur un plan moral. Et c'est en vertu de cette moralité qui se meut dans l'ordre de la personne humaine, que la conception médiévale est à l'opposé du collectivisme qui ne connaît que l'individu et la société et subordonne le premier à la seconde, alors que la personne transcende la société.

Dignité de la personne humaine, souci du bien commun, moralisation de l'économie, esprit de modération et de détachement, telles sont les grandes leçons de la chrétienté médiévale, qui a été la première et demeure peut-être la seule époque ayant conçu une problématique pour une science économique humaine qui reste encore à édifier.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LA PROBLEMATIQUE EMPIRIQUE DU MERCANTILISME
++++++

Les conceptions mercantilistes se différencient nettement de celles du Moyen Age. Sur le plan moral, elles constituent une régression : le détachement des richesses fait place à l'appât du gain, la finalité humaine à la fin de l'Etat. Sur le plan économique, le Mercantilisme représente au contraire un progrès.

Il commence en effet à orienter la pensée vers la recherche économique; sans doute l'analyse demeure modeste dans ses intentions comme dans ses résultats. Sa faiblesse essentielle tient à ce que le Mercantilisme ne constitue pas encore un système de connaissance et demeure une explication partielle et morcelée.

Ces différences s'expliquent par trois ordres de transformations : psychologiques, économiques, politiques, qui posent aux hommes de ce temps de nouvelles questions. La problématique se précise, mais demeure encore imparfaite, parce que trop empirique.

En conséquence, les conceptions mercantilistes s'affranchissent de la philosophie et de la morale; l'économie tend de plus en plus à devenir autonome, car sa problématique est formulée à partir des exigences de la politique orientée vers la puissance économique de l'Etat. Les préoccupations qui posent les interrogations sont donc directement d'ordre économique et non d'ordre moral ou philosophique.

Cependant l'autonomie n'est pas complète, car les préoccupations de politique générale subsistent et se mêlent aux préoccupations d'ordre économique.

On assiste donc à une confusion de la politique et de l'économie; celle-ci cherchant à fournir à celle-là des moyens d'action.

Il en résulte - et c'est en cela que l'autonomie n'est pas complète du point de vue scientifique - que les réponses apportées se situeront non sur le plan de la connaissance, mais sur celui de l'action pratique.

Aussi le Mercantilisme n'est-il ni un système d'économie politique, ni une théorie; c'est un ensemble de recettes pratiques, une politique sans analyse préalable.

L'époque mercantiliste.

Le Mercantilisme s'est étendu sur toute l'Europe pendant trois siècles : de 1450 à 1750, c'est-à-dire du commencement des temps modernes (1453, prise de Constantinople par les Turcs) au début de l'époque libérale.

En effet, 1750 marque le commencement de la Physiocratie et la deuxième moitié du XVIIIème siècle voit naître les premiers écrits des philosophes libéraux; 1758 est l'année de la publication du Tableau économique de Quesnay.

Au cours de cette durée de 300 ans, le Mercantilisme évoluera en même temps que les événements.

L'activité économique s'accroît et se diversifie progressivement; les nations font succéder leur prépondérance sur la scène internationale et chacune cherche à faire prévaloir sa conception. Enfin, les conceptions elles-mêmes changent, passant de l'intervention et de la réglementation étatique admises sans conteste à une aspiration générale vers la liberté.

Le Mercantilisme a un aspect différent selon les pays en fonction du génie propre à chacun et des problèmes particuliers qui se posent à lui. La situation propre à chacun réagit en fonction de ses données géographiques, économiques et politiques.

Les changements que connaît le Mercantilisme suivent ainsi des étapes que l'on peut qualifier à l'aide d'épithètes nationales; il est tout à tour : espagnol, français, anglais. Ces étapes correspondent d'ailleurs assez largement à une évolution logique des concepts marquant un progrès dans la conception de la richesse, du commerce international, de la monnaie.

Cependant, il conserve en dépit de ses particularismes nationaux et de son évolution historique, des traits communs : on peut parler des politiques mercantilistes, marquant ainsi les facteurs d'unité et de diversité.

Comment ont pu apparaître ces conceptions, si différentes de celles du Moyen Age ? Quelles sont les transformations qui ont posé les nouvelles questions ? On est amené, pour répondre, à examiner les éléments de la nouvelle problématique.

++++++ Section I
++++++
++++++ Les éléments de la problématique de la puissance nationale
++++++

La problématique mercantiliste va résulter de la conjonction de trois ordres de faits :

- la naissance de l'Etat moderne.
- le développement de l'activité économique et de la richesse.
- les changements des conceptions et de la psychologie.

Ces trois éléments vont conjuguer leurs effets pour attribuer à l'Etat ou - pour utiliser la langue de l'époque au Prince, une vocation à l'enrichissement considéré comme source de la puissance.

Le problème sera ainsi posé : comment réaliser cet enrichissement ? Et il demeurera posé jusqu'aux Physiocrates et Adam Smith. Examinons le processus d'apparition de cette

problématique de la puissance économique de la Nation, si éloignée de l'esprit de modération du Moyen Age.

++++++
++++++ § 1 - La naissance de l'Etat moderne

L'époque du mercantilisme assiste à la naissance de l'Etat moderne, Etat centralisé, puissant, marchant vers l'unification de la Nation sous le pouvoir d'un souverain.

Des institutions avaient fait la solidité du Moyen Age : l'Eglise, les corps intermédiaires (corps de métiers encore sporadiques), les institutions féodales.

Or, l'universalisme de l'Eglise sera atteint par la Réforme. Alors que la centralisation étatique, hostile par principe aux institutions "intermédiaires", sera soutenue par la faveur dont jouissent les idées de l'Antiquité.

Les révolutions et troubles internes deviennent un élément capital dans l'affermissement du pouvoir royal qui les réprime à son profit. Le roi sort victorieux de la révolte des grands feudataires, une partie de l'ancienne aristocratie disparaît dans les batailles. De plus, l'affranchissement des communes, véritable révolte bourgeoise contre les féodaux, est encouragée par le roi; tandis que les Jacqueries paysannes permettent l'intervention de la puissance royale et donc son affermissement et son contrôle progressif à l'intérieur du pays. En somme, le pouvoir royal prend à son profit l'autorité que détenaient les féodaux.

Le roi agit ainsi en vertu d'une sorte de pouvoir patriarcal. Jean Bodin et Antoine de Montchrestien développent l'idée que le Prince gouverne la nation, comme le père sa famille.

D'où un mouvement centralisateur très accusé qui sera encore renforcé lorsque le roi mettra fin à l'indépendance des institutions et des corps intermédiaires qui l'avaient primitivement aidé dans son entreprise.

Charles VII et Louis XI qui ont poursuivi le mouvement amorcé seront continués dans cette oeuvre par les derniers Valois, Louis XIII et Richelieu. Le mouvement trouvera son achèvement avec Louis XIV et Colbert; l'absolutisme royal sera alors installé.

La constitution de l'Etat unifié et centralisateur entraîne l'apparition d'institutions nouvelles : armée permanente, administration étendue à l'ensemble du pays, justice royale continuant lentement l'unification du droit à travers la diversité des coutumes.

Mais ceci entraîne la perception de ressources considérables. Les impôts permanents sont établis sous Charles VII afin de permettre la couverture des nombreuses dépenses engagées. Le pouvoir royal a besoin d'or pour conduire sa politique, tant extérieure qu'intérieure : armée, administration, mercenaires, pensionnés, noblesse de cour, etc.

D'ailleurs, dans l'élan de sa puissance grandissante, le jeune Etat moderne a tout naturellement tendance à régler toute l'activité de son royaume. Le Prince est enclin à considérer l'économie nationale selon l'optique du chef de famille, administrateur de l'économie domestique.

Il fait servir l'économie nationale à l'affermissement de sa puissance et donc de la puissance de la Nation avec laquelle il s'identifie. L'économie va pouvoir précisément venir en aide au pouvoir du Prince.

++++++
++++++

§ 2 - L'essor de l'activité économique

L'activité économique s'est progressivement développée jusqu'à atteindre un essor remarquable; ce développement avait été préparé dans les derniers temps du Moyen Age et s'est affirmé par la suite.

A - La préparation de l'essor

Une accumulation de richesses s'est produite pendant les XIIIème et XIVème siècles; elle va se poursuivre d'une

manière continue. Les grands banquiers font leur apparition, Jacques Coeur vit au XVème siècle, et vont favoriser le développement de la fortune mobilière, faisant fructifier ouvertement l'argent. Aussi la réglementation et les prescriptions relatives à l'argent et aux transactions commerciales apparaissent bientôt désuètes.

Les grandes foires, qui avaient décliné au XIVème siècle, reprennent leur importance; les voies de communication s'améliorent, la sécurité des routes se renforce; le trafic ne tarde pas à se développer. Au début des temps modernes, l'aisance et même la richesse remplacent la vie difficile et austère.

Mais une série d'événements va bouleverser les conditions d'existence.

B - <u>Les grandes découvertes</u>.

Les grandes découvertes constituent un fait d'importance capitale.

La chute de Byzance a fermé les portes de l'Orient; d'où la nécessité d'atteindre les Indes par un autre chemin. Cette recherche a des conséquences considérables; on entre dans une série de découvertes qui vont élargir considérablement les dimensions du monde jusque-là connu. L'énumération de quelques-uns de ces faits est éloquente :

1487	- Diaz double le Cap des Tempêtes.
1492	- Christophe Colomb découvre l'Amérique.
1497	- Vasco de Gama atteint les Indes.
1.1. 1500	- Pedro Alvarez Cabral débarque au Brésil.
1519	- Magellan fait le premier tour du monde.
1519-1521	- Cortez conquiert le Mexique.
1531	- Pizarre conquiert le Chili.

L'Amérique Centrale et du Sud est partagée entre l'Espagne et le Portugal par le Pape Alexandre VI; ce partage va se trouver à l'origine de la fortune de ces deux pays.

Ces événements, groupés en si peu d'années, vont renouveler profondément la vie économique. La conquête politique

et économique des nouveaux pays va commencer; elle apportera les métaux précieux, de nouvelles richesses tirées de ces pays considérés comme des réservoirs naturels où il est possible de puiser sans souci.

C - Le développement de l'activité commerciale.

Ces découvertes provoquent un déplacement des courants commerciaux, de la Méditerranée vers la "Mer Océane". Commence alors le déclin des républiques italiennes au profit des nouveaux conquérants de l'Atlantique : Espagne, Portugal, Pays-Bas, France, plus tard Angleterre. Les ports de Gênes et de Venise sont délaissés au profit de Cadix, Lisbonne, Amsterdam, Anvers, Bordeaux, Londres.

Non seulement les courants se déplacent, mais ils accroissent leur volume. Les importations de marchandises exotiques : bois, canne à sucre, épices, etc ... approvisionnent largement les marchés européens. Mais surtout, on assiste à un afflux considérable des métaux précieux, qui va poser les questions les plus ardues : l'économie monétaire se développe avec gonflement de la circulation, hausse des prix et extension de la demande qui trouve à se satisfaire aisément par le double apport d'or et de marchandises. D'où, une expansion toujours renouvelée de l'activité commerciale. La richesse mobilière nouvelle se pose en rivale de la richesse immobilière traditionnelle.

Devant l'enrichissement rapide que provoque le commerce, l'agriculture est délaissée; la technique agricole demeure stationnaire, les guerres ravagent les récoltes, l'impôt pèse lourdement sur l'agriculture. Le pouvoir royal, sauf sous le règne d'Henri IV, se désintéresse de l'agriculture, éclipsée par l'expansion du capitalisme commercial qui attire tout à lui.

D - Les transformations d'ordre social.

On assiste à la disparition des liens de patronage de la société féodale qui confiaient au seigneur la sécurité et la protection et exigeaient du vassal obéissance et fidélité.

Au XVIème siècle, le pouvoir royal prend en charge les obligations de suzeraineté : administration et polices royales remplacent le patronage seigneurial.

La disparition du travail service accroît la productivité et favorise la prospérité, tandis que l'affranchissement développe l'esprit d'indépendance.

Les communes font reconnaître leurs libertés et on voit apparaître les notables et "bourgeois" qui deviennent les chefs des nouvelles communautés.

Par ailleurs, le commerce enrichit de nombreuses personnes et la richesse sert d'assise à leur indépendance. On assiste à la conjonction de la fonction sociale du "bourgeois" et de la fonction économique du commerçant; un nouveau type humain se dresse sur sa fortune, et avec l'appui du Roi, en rival du noble et lui dispute son autorité. D'ailleurs, la noblesse s'appauvrit et perd ses privilèges de fait, sinon de droit.

Le pouvoir royal favorise le commerce, car il trouve son avantage dans cette montée de la bourgeoisie et ce recul de la noblesse; il saisit cette occasion d'asseoir sa propre autorité et de s'assurer un appui financier. Le bourgeois entre dans les Conseils du Roi. On sait le rôle joué par Jacques Coeur auprès de Charles VII, par Sully, Colbert.

En 1614, la propriété féodale peut passer dans les mains des bourgeois qui peuvent s'anoblir, créant un nouveau type de noblesse. Le bourgeois cherchera à assurer sa puissance et son rôle; il y parviendra en s'enrichissant de plus en plus.

++++++
++++++ § 3 - L'esprit mercantile

L'évolution économique rend le gain abondant et facile; l'évolution psychologique, intellectuelle et morale va le rendre désirable.

En effet, l'esprit nouveau va remplacer l'idéal de modération du Moyen Age par le désir d'enrichissement.

Deux événements sont à la base de cette transformation psychologique : l'esprit de la Renaissance, l'esprit de la Réforme.

A - La Renaissance et l'évolution intellectuelle.

La Renaissance se traduit par la laïcisation des activités de l'esprit. Le Moyen Age s'était accommodé d'Aristote, en reprenant certains de ses thèmes (suspicion à l'égard du commerce, prohibition de l'intérêt) tout en les transformant par des notions chrétiennes.

Désormais, l'hellénisme, surtout celui de Platon, passera par l'Italie, sans transposition, apportant sa saveur de paganisme et son culte étroit de l'individualisme.

La culture gréco-latine fait peu à peu reculer la scolastique médiévale et met en valeur l'attitude de la nouvelle mentalité. L'esprit scientifique fait son apparition en se laïcisant.

L'apport le plus important, de notre point de vue, est l'exaltation de l'Etat-Souverain et de l'individu-citoyen.

1 - Conception du pouvoir du Prince.

On assiste à la disparition des règles de morale civique que l'Eglise posait devant l'action de l'Etat. Elles sont remplacées par la conception hellénique de la Cité, transposée en conception de la puissance du pouvoir politique qui apporte l'appui des vues doctrinales aux ambitions du nouvel Etat moderne qui se confond avec le pouvoir du Prince.

2 - Conception de l'individu.

La conception de l'individu remplace désormais celle de la personne. Avec la personne, il est nécessaire de considérer les communautés au sein desquelles elle se meut pour s'accomplir et atteindre ses fins.

La réaction de la Renaissance pousse les hommes du XVIème siècle à considérer l'individu, homme isolé, égocentriste.

Le centre d'intérêt n'est plus le membre de la famille, du corps de métier, de la paroisse; c'est l'intelligence, la passion, l'intérêt, les droits et devoirs d'un individu abstrait, citoyen d'un Etat tout-puissant.

De même que l'Etat secoue l'emprise de l'Eglise, l'homme secoue celle des communautés naturelles dans lesquelles ses aspirations transcendantales trouvaient un milieu pour s'épanouir. L'homme de la Renaissance devient l'individu sans milieu de vie; cette opinion sera aussi celle des classiques. Ce changement est illustré par R. Gonnard qui écrit : "dans toute période d'ébranlement profond, l'individualisme tend à croître sur les ruines des institutions traditionnelles (Hist. des Doctrines Economiques", édit. 1943, p. 59).

Cette éclosion d'individualisme et d'étatisme renforçait le courant historique qui poussait à l'affermissement et à l'absolutisme du pouvoir royal d'une part, à l'enrichissement des individus d'autre part.

B - La Réforme et l'évolution religieuse et morale.

L'influence de la Réforme est considérable sur le comportement économique de l'époque. Il existe depuis longtemps des thèses nombreuses et couramment admises sur la conjonction de l'esprit de la Renaissance et de l'esprit hébraïque libéré des contraintes médiévales. Cette conjonction a contribué à remplacer l'idéal de modération économique du Moyen Age par un idéal plus matériel, légitimant la poursuite du gain et l'enrichissement, dans un but individuel et égocentriste. Ces thèses sont aujourd'hui discutées par certains auteurs; mais elles gardent cependant de nombreux partisans.

A vrai dire, il existe deux courants dans la Réforme.

Un courant luthérien reste assez près de la doctrine de modération du Moyen Age : son agrarisme et l'interdiction du prêt à intérêt sont significatifs à cet égard dans une époque où se développent le commerce et les banques.

Le courant calviniste est au contraire plus hardi et plus novateur. Il conçoit le monde économique comme animé d'un esprit activiste et dynamique; la richesse étant une

bénédiction de Dieu, le travail, non une malédiction, mais un moyen de s'enrichir. C'est surtout dans ce sens que la Réforme serait à la base de l'essor de l'esprit capitaliste.

Considérons, en effet, le marchand, pionnier du capitalisme commercial naissant. Il a désormais le champ libre sur tous les plans : économique, moral, social et religieux. Frappé de suspicion au Moyen Age, il va pouvoir désormais poursuivre son enrichissement personnel avec l'assentiment de l'opinion publique, l'appui du pouvoir royal, l'encouragement des moralistes et, luxe suprême, la bénédiction de la nouvelle religion. Quel stimulant pour le nouvel entrepreneur, que pouvoir s'enrichir dans la paix de sa conscience et en accord avec l'esprit public, au lieu d'être suspecté et tacitement blâmé comme autrefois.

Prenant progressivement corps dans les faits, le capitalisme commercial, fruit de la politique mercantile, recevait dès le XVIème siècle, l'esprit qu'il ne devait plus abandonner. Et cet esprit était en opposition flagrante avec l'idéal de modération et de détachement du Moyen Age.

++++++ § 4 - La problématique de la puissance ++++++ et de la richesse nationale

Ainsi, au moment où les Etats commencent à affermir leur pouvoir, l'esprit public leur trace un rôle conçu de l'antique et esquissé dans l'euphorie générale d'une richesse en constant accroissement. Le Prince a, lui aussi, le désir et éprouve le besoin de cette richesse que font circuler les aventuriers et les marchands. Fort de ses prérogatives nouvelles et de sa jeune puissance, le Prince en arrive à concevoir qu'il peut ordonner cette activité, non seulement parce qu'elle est susceptible de le servir, mais encore parce qu'il se considère comme chargé de la gestion des affaires du royaume, comme si celui-ci était son domaine propre : l'économie lui sera donc soumise et servira à étayer son pouvoir.

Mais comment concevoir celle-ci ?

Elle peut être conçue de manières bien diverses. On peut dire que la Nation sera puissante si elle a une forte armée, de vastes territoires, des possessions outre-mer, une forte population. Le mercantilisme ne rejette rien de tout cela; mais, à ses yeux, il est un moyen qui permet d'obtenir tous les autres : la nation sera puissante si elle est riche.

Or le XVIème siècle qui voit naître l'Etat unifié et centralisateur, confond l'Etat et la Nation en la personne du Prince. Celui-ci verra dans la richesse le plus sûr moyen d'étendre et d'affirmer son pouvoir, qui sera par là même, celui de la nation tout entière. Il va donc demander à l'économie d'assurer la richesse de la nation, c'est-à-dire la sienne en même temps que celle de ses sujets.

En effet, la différence entre le mercantilisme et le libéralisme qui viendra plus tard, est en ce point très nette. L'individualisme libéral donne comme mobile de l'activité économique, l'enrichissement personnel de l'individu. Sans doute, la Renaissance a-t-elle provoqué une certaine émancipation individuelle; mais ce fait est encore trop nouveau pour que l'homme devienne immédiatement le sujet unique ou même principal de l'activité économique. La diffusion des idées antiques renforce - ainsi qu'il a été indiqué - le rôle de l'Etat qui sera longtemps le sujet de toute activité publique. De sorte que, si l'enrichissement de l'Etat suppose l'enrichissement conjoint de ses sujets, il n'en demeure pas moins que le mercantilisme mettant l'accent sur la richesse de la nation, raisonne en fonction de la richesse du Prince qui en est l'expression politique.

Il en résulte un nationalisme économique assez étroit. Les mercantilistes pensent en effet qu'il s'agit, autant que d'augmenter la richesse, de se partager un stock existant et sans doute limité. Une fois obtenue sa part, il convient de la défendre. Ainsi les intérêts des nations sont en opposition et R. Gonnard peut dire avec raison que le mercantilisme a fait sienne la maxime de Montaigne : "Nul ne gagne qu'un autre ne perde".

Ainsi se trouvent posées les interrogations qui constituent la problématique du mercantilisme.

- Comment est constituée la richesse ?
- Comment la nation peut-elle s'enrichir ?
- Comment la nation peut-elle conserver la richesse acquise ?

Le problème essentiel du mercantilisme est celui de l'enrichissement de la nation.

Trois réponses seront apportées, au gré des phases qui marquent cette évolution de trois siècles et d'après les particularités des nations qui tour à tour chercheront à dominer l'Europe :

l'enrichissement s'obtient par la monnaie : réponse espagnole.
l'enrichissement s'obtient par l'industrie : réponse française.
l'enrichissement s'obtient par le commerce : réponse anglaise.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'enrichissement par la monnaie
++++++

Il est normal d'enregistrer une évolution des conceptions au cours de trois siècles qui ont connu d'importants changements et un grand développement de l'activité.

Il est de même évident que la position des différents pays eu égard à l'approvisionnement en métaux précieux exerce une action sur leur conception de la monnaie.

Ainsi la position de l'Espagne qui possède les mines d'or du Nouveau Monde et connaît un afflux considérable de métaux précieux au cours du XVIème siècle, sera différente de la position de la France qui n'a pas de réserve métallique naturelle, mais qui au XVIIème siècle dispose d'une activité manufacturière importante; elle sera également autre

que celle de l'Angleterre qui, au XVIIIème siècle, se livre activement au commerce et développe sa marine.

C'est donc l'afflux des métaux précieux en Espagne qui pose les premières questions et les pose sous l'angle monétaire. Le mercantilisme sera dominé au XVIème siècle par les problèmes de l'abondance monétaire; ce souci majeur s'atténuera par la suite mais ne disparaîtra jamais complètement.

++++++
++++++ § 1 - L'illusion monétaire

De nombreux auteurs estiment que, dès son origine, le mercantilisme a été victime d'une erreur dont il ne s'est jamais complètement débarrassé : le chrysohédonisme.

Le chrysohédonisme est la croyance erronée selon laquelle la richesse résiderait dans les métaux précieux monnayés et monnayables. L'Etat serait puissant quand il serait riche et serait riche quand il possèderait beaucoup d'or. Cette question est controversée. On peut se poser à ce sujet deux questions :

1) les mercantilistes voyaient-ils la richesse dans le métal précieux lui-même ou dans la monnaie d'or et d'argent ?

2) la richesse est-elle le lingot, qu'il serve ou non à battre monnaie, ou dans la quantité de monnaie or ou argent détenue ?

Certains auteurs optent pour la première solution; d'après eux, le mercantilisme serait donc bullioniste ou chrysohédoniste. D'autres auteurs optent pour la deuxième solution; le mercantiliste serait métalliste, ou mieux, monétariste.

Essayons de clarifier cette question.

A - Le bullionisme espagnol

Le comportement de l'Espagne au XVIème siècle semble confirmer la thèse bullioniste et l'illusion chrysohédoniste.

L'Espagne possède les mines d'or du Nouveau Monde : Pérou, Mexique, et cherche à conserver le maximum de métal précieux sur son sol. C'est pour elle un problème de transport et non de commerce. Il lui suffit ensuite de conserver le métal à l'intérieur des frontières; c'est dire qu'elle cherche à thésauriser. On assiste ainsi, en Espagne, à une augmentation considérable du stock d'or et d'argent qui s'accroît de huit fois au XVIème siècle.

On prend alors des mesures pour empêcher la sortie de l'or. On établit le système de la balance des contrats, qui consiste à n'autoriser l'achat à l'étranger que dans la mesure où les pays étrangers achètent eux-mêmes dans la nation.

Mais l'abondance de la monnaie d'or donne l'illusion de la richesse; bientôt l'activité économique ralentit, elle devient bientôt déclinante, car l'Espagne se croit riche et produit de moins en moins.

La hausse des prix se manifeste avec vigueur; on accuse l'entrée des produits étrangers qui sont attirés par les prix élevés pratiqués en Espagne, mais dont le paiement entraîne des sorties de numéraire. On prohibe donc leur entrée. Mais, faute d'une production suffisante, la demande est insatisfaite et cherche à s'approvisionner à nouveau à l'étranger; l'or s'en va encore. Sans doute les prix pourraient-ils baisser devant cette hémorragie; mais celle-ci est compensée par de nouveaux arrivages d'Amérique. Un cercle vicieux s'établit : afflux d'or, hausse des prix, raréfaction des marchandises par suite du ralentissement de la production, importations de marchandises, diffusion du métal à l'extérieur, compensée par un nouvel afflux d'or.

Il convient de remarquer que le bullionisme espagnol trouve sa correspondance dans celui des autres pays qui cherchent à attirer chez eux la monnaie tant désirée. Pour cela, ils vendent à l'Espagne, malgré la prohibition, surévaluent la monnaie de ce pays pour l'attirer chez eux, font hausser le taux de l'intérêt qu'ils servent, etc ...

L'Espagne essaye en vain de retenir son numéraire et d'empêcher la hausse des prix; l'or se répartit un peu par-

tout en Europe. Ce pays connaît une brève période non de prospérité mais d'abondance monétaire. Elle tombera dans une stagnation économique dorée.

B - Critique de la prétendue illusion chrysohédonique.

On ne saurait cependant justifier une prétendue croyance généralisée dans l'illusion chrysohédonique.

En effet, s'il convient d'admettre que les faits ainsi relevés et bien connus, retracent le comportement du Prince, on doit reconnaître qu'ils n'indiquent pas une position des auteurs interprétant dans leurs écrits la réalité qu'ils veulent observer.

En effet, rien ne permet de dire que des auteurs comme Ortiz qui publie en 1558 : "Memorial al Rey para prohibir la salida del oro", ou de Olivares qui fait paraître en 1621 "Memorial para prohibir la entrada de la generos estranjeros" confondent la richesse et l'or.

Au contraire, Mariana, dans son "De monetae mutatione disputatio", paru en 1609, condamne la dévaluation monétaire en faisant la distinction entre valeur légale et valeur marchande de la monnaie qui doivent coïncider. Mariana insiste sur le fait que la monnaie n'est qu'un instrument d'échange et non une richesse en soi et critique le bullionisme.

Aussi convient-il de faire une distinction importante : l'opinion publique a pu confondre un certain moment or et richesse; mais la pensée économique n'a pas fait - sauf peut-être au début - la même confusion.

Par contre, elle semble avoir été monétariste, c'est-à-dire avoir pensé que l'abondance de monnaie métallique était un signe de richesse parce qu'elle donnait de larges moyens d'acquisition. Il serait plus exact de dire que l'erreur réside - en langage moderne - dans la confusion entre microphénomènes et macrophénomènes. En effet :

L'importance du marchand place au premier rang la nature de sa richesse, qui est d'ordre monétaire. Le marchand est puissant parce que riche; riche parce qu'il détient la

monnaie métallique, bien que ne produisant pas de biens matériels.

L'illusion est dans la confusion des plans micro et macro-économiques; l'erreur est d'avoir cru que ce qui était vrai au plan particulier et domestique, c'est-à-dire pour le marchand, était vrai au plan global et politique, c'est-à-dire pour le Prince et la Nation.

Concluons donc : au rejet de l'illusion chrysohédonique comme opinion générale des auteurs, mais à leur croyance en l'illusion monétariste. Et encore celle-ci ne durera-t-elle qu'un temps, comme nous allons le voir.

++++++ § 2 - Les premières tentatives d'analyse :
++++++ le quantitativisme monétaire de Jean Bodin

En réalité, contrairement à la critique erronée des premiers classiques, de nombreux auteurs mercantilistes signalent l'utopie de l'illusion monétaire.

Ils ne seront pas toujours suivis par l'opinion; mais la pensée économique qui se situe - bien timidement encore - au plan de la recherche, aperçoit la véritable signification de l'abondance monétaire en formulant une ébauche de la théorie quantitative de la monnaie. On peut citer : Davanzati, Serra, Mariana, Botero, mais surtout l'écrit de Jean Bodin, auteur français, le plus célèbre des mercantilistes, dont on a déjà signalé dans l'Introduction du présent cours, quelques idées.

Jean Bodin publie en 1568 sa "Réponse à M. de Malestroit" La France a connu une forte hausse des prix : un triplement, peut-être un quadruplement, depuis un siècle. (Le rapport entre monnaie de compte et monnaie d'usage varie dans le sens du surhaussement : élévation du cours légal des pièces en circulation, soit par décision du roi, soit par dépréciation imputable au public).

Par ailleurs, d'après François Simiand (Recherches sur le mouvement des prix du XVIème au XIXème siècle, Paris, 1932),

l'accroissement du volume des métaux précieux en France est beaucoup plus fort que celui des prix. Il a déclenché, outre la hausse des prix, l'extension du volume des affaires. Critiquant l'opinion de M. de Malestroit d'après laquelle il n'y avait pas eu enchérissement réel, mais simple altération des monnaies dans la mesure même où augmentaient les prix, Jean Bodin montre que les prix ont réellement augmenté, triplant en l'espace d'un siècle.

Son principal argument est l'abondance d'or et d'argent. Il énonce les raisons de cet afflux d'or : le commerce extérieur, notamment avec l'Espagne; l'accroissement de la population qui entraîne l'augmentation de la production et le placement de main-d'oeuvre en Espagne qui fait rentrer chez nous l'or de ce pays; le trafic avec le Levant et l'activité de la Banque de Lyon. C'est cette abondance qui fait monter les prix.

Il ajoute comme autres causes de l'enrichissement : le monopole, la disette due au commerce extérieur et au "dégast" (gaspillage) et le "plaisir des princes".

Ainsi l'argumentation de Malestroit tombe : les prix se sont effectivement élevés, bien que Jean Bodin reconnaisse dans la seconde édition de son ouvrage l'effet des altérations monétaires.

Jean Bodin recherche alors les remèdes.

Il énonce, curieusement, se montrant ainsi partiellement tributaires des idées de son temps, que l'abondance d'or et d'argent est un avantage auquel on ne saurait renoncer. Il faut lutter contre le monopole, le gaspillage, les altérations de monnaie.

Mais il ne faut pas interdire, comme on a voulu le faire, le commerce avec l'étranger, car les importations fournissent ce que le pays ne produit pas. D'ailleurs, la France n'a rien à craindre du commerce extérieur, car il n'y a au monde pays si plantureux.

Sa conclusion essentielle qui lui a valu la notoriété, est que la hausse des prix est due à l'abondance du numéraire.

Il a ainsi posé les bases de la théorie quantitative de la monnaie, en montrant la liaison entre variations de monnaie en circulation et variations des prix.

La pensée de J. Bodin aurait donc pu suffire à détourner les Princes et le public de l'illusion monétaire; mais l'attraction exercée par l'or était trop forte pour l'individu considéré isolément, pour que l'on puisse s'en détacher et s'élever à une conception générale du phénomène.

D'autres auteurs cependant soulignaient dans d'autres directions, le danger de la politique reposant sur le monétarisme. Ainsi Thomas Gresham montre, à la même époque, que lorsqu'une bonne monnaie, c'est-à-dire à titre élevé, est maintenue artificiellement à la même valeur qu'une autre, au titre plus bas, la "mauvaise monnaie chasse la bonne".

Mais ce n'est que beaucoup plus tard que l'on accèdera à une politique monétaire plus raisonnable.

++++++ § 3 - La politique d'expansion monétaire
++++++ à la fin du Mercantilisme

Peu à peu, l'illusion monétaire tendit à se dissiper et à faire place à des opinions plus judicieuses.

Le XVIIème siècle, surtout en France, mit l'accent sur l'activité manufacturière. Au début, celle-ci fut regardée comme le moyen de se procurer des métaux précieux. Puis on en vint à considérer qu'elle était source de la richesse, la monnaie devenant simplement le moyen d'assurer le développement de l'activité. C'est là surtout la conception anglaise de la fin du XVIIème et de la première moitié du XVIIIème siècle. Elle atteindra plus tard son développement extrême avec le système de Law.

A - <u>La politique de l'abondance monétaire</u>.

Cette politique est liée en grande partie à l'activité commerciale qui sera bientôt examinée. Sa proposition principale peut être formulée ainsi :

- l'abondance des signes monétaires et un taux convenable de l'intérêt, sont deux facteurs du développement de l'activité.

Cette position résulte non seulement d'une pratique empirique, mais encore d'une conception élaborée et justifiée par un raisonnement présentant un caractère scientifique, encore modeste mais certain. On la trouve exposée chez certains auteurs, qui présentent d'ailleurs des opinions parfois divergentes.

Thomas Mun (1571-1641) fut un de ceux-là. Spécialiste du commerce extérieur, il réclame outre de volumineux échanges, un taux d'intérêt élevé. Il estime, en effet, que celui-ci encourage l'épargne qui est nécessaire au développement du capital et donc de l'activité économique. Mais cet avis n'est pas unanimement partagé.

La baisse du taux est au contraire réclamée par Josias Child (1639-1690). Dans son ouvrage "Traité sur le commerce et les avantages qui résultent de la réduction de l'intérêt de l'argent", il voit dans cette baisse un élément de prospérité.

En effet, dit-il, un taux faible d'intérêt favorise le développement des transactions, amène la baisse des prix et facilite donc les exportations, pousse les propriétaires de capitaux à faire fructifier leur capital, au lieu de se contenter des revenus d'un prêt; il provoque ainsi la création de nouvelles entreprises. Josias Child fait un devoir à l'autorité publique d'intervenir pour assurer la baisse du taux; c'est pour lui une intervention non seulement capitale mais qui, pour peu qu'elle soit couronnée de succès, rend toutes les autres inutiles. Aussi présente-t-il une intervention de l'Etat beaucoup moins étendue que celle préconisée par de nombreux auteurs : son système est en somme une abondance monétaire avec taux d'intérêt faible pour faciliter l'emploi des capitaux dans l'économie; nous dirions aujourd'hui : une expansion monétaire avec baisse du taux de l'intérêt pour développer l'incitation à investir.

B - Le caractère actuel des conceptions mercantilistes du XVIIème siècle.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que Josias Child et les auteurs qui ont adopté des positions identiques, aient été considérés comme des précurseurs de génie par J.M. Keynes. Celui-ci, en effet, dans ses "Notes sur le Mercantilisme ..." qui constituent l'avant-dernier chapitre de la "Théorie Générale", loue la perspicacité de ces auteurs trop longtemps méconnus selon lui, qui ont compris que l'abondance de la monnaie était un facteur du développement de la richesse, parce que facilitant la formation du capital et le développement de la production. Ainsi se trouve précisée par l'argumentation de Keynes, s'appuyant sur la remarquable étude de Heckshe r : "Mercantilism", une interprétation qui sauverait les mercantilistes du dédain un peu trop méprisant dans lequel on les a trop longtemps tenus. L'abondance monétaire préconisée par ces auteurs n'avait d'autre but que de rendre aisément disponible un "facteur" de la production; l'intérêt étant le paiement affectué pour obtenir l'usage de la monnaie, élément essentiel de la formation du capital.

C'est sans doute prêter un peu trop aux hommes de l'époque ou vouloir faire remonter bien loin dans l'évolution de la pensée l'origine d'une thèse (thèse keynésienne de l'intérêt, prix de la monnaie et de l'expansion monétaire développant l'incitation à investir). Il n'en demeure pas moins que les louanges de Keynes - même exagérées - soulignent une position souvent mal comprise et même injustement décriée.

En réalité, étant donné qu'à l'époque la monnaie était purement métallique, on peut se demander si les hommes du temps faisaient toujours correctement la distinction entre le métal et les instruments monétaires; s'ils considéraient distinctement le métal précieux et le moyen d'achat. Le marchand était riche lorsqu'il possédait de l'or, parce qu'avec cet or il pouvait obtenir ce qu'il désirait. On raisonnait de même pour la nation. Combien de censeurs sévères n'ont-ils pas ainsi confondu les plans micro et macroéconomiques ? Mais, peu à peu l'illusion monétaire a été abandonnee et on a su voir dans la monnaie métallique l'élément permettant de développer l'activité commerçante et la production. "Ce n'est pas

l'abondance d'or et d'argent, la quantité de perles et de diamants, qui fait les Etats riches et opulents; c'est l'accommodement des choses nécessaires à la vie", dira Antoine de Montchrestien en 1615. Mais cette abondance facilitera, on le comprendra bientôt, la production des biens. Ce monétarisme va apparaître dans son dépouillement complet, avec une dernière conception qui fut à l'origine d'une expérience d'expansion monétaire, aussi célèbre que malencontreuse.

++++++
++++++

§ 4 - Le mercantilisme fiduciaire de Law

Le banquier écossais John Law professait l'idée essentielle du mercantilisme sur l'excellence de l'abondance monétaire; mais la nouveauté qu'il apportait consistait en ce que cette monnaie n'était pas nécessairement métallique, mais pouvait consister en papier-monnaie.

Aussi, les auteurs qui sont attachés à la conception d'un mercantilisme chrysohédoniste ou bullioniste, font de Law un contradicteur du mercantilisme. Dès que l'on accorde aux mercantilistes le crédit qu'ils méritent, c'est-à-dire dès qu'on ne leur impute pas l'idée puérile d'une confusion entre l'or et la richesse, dès qu'on les situe comme des partisans de l'abondance monétaire utile au développement de l'économie, Law est réintégré parmi eux.

A - La thèse de Law.

Dans ses "Considérations sur le numéraire et le commerce", parues en 1705, John Law expose deux idées essentielles :

1) La prospérité d'une nation exige une production abondante s'accroissant en même temps que sa population. Le développement de la production et des échanges suppose une masse de monnaie disponible et une circulation abondante.

3) La monnaie métallique est limitée par la quantité de métaux précieux disponible; elle se prête donc mal aux ajustements nécessaires. Pour pouvoir adapter la quantité de monnaie aux besoins de la production et de la circula-

tion, il faut substituer la monnaie de papier à la monnaie métallique. Une banque créera cette monnaie, d'après la demande qui en sera faite, par le mécanisme du crédit et de l'escompte.

B - Critique de la thèse de Law.

L'erreur de ce raisonnement consiste en ce que le taux de l'intérêt ne peut régler convenablement à lui seul la demande de monnaie effectuée auprès de la banque. Celle-ci doit tenir compte, pour satisfaire cette demande, des possibilités réelles d'absorption du marché, qui sont déterminées, non par le désir des demandeurs, mais par des opérations productives réelles, justifiant et couvrant l'opération de crédit. Sinon, la demande obéit à des motifs purement spéculatifs que le taux de l'intérêt ne peut parvenir à freiner. Lorsqu'une émission trop abondante entraîne une dépréciation de la valeur du billet, la demande gonfle démesurément en raison même de cette dépréciation, jusqu'au moment où la trop grande abondance de signes monétaires provoque la perte de confiance en la valeur du billet. C'est alors la demande de remboursement qu'il est impossible de satisfaire, l'établissement du cours forcé ou l'effondrement du système.

On sait comment, et avec quel assortiment de manoeuvres habiles et désespérées, sombra l'expérience de Law.

Cette aventure souligne, comme à travers un verre grossissant, la lacune essentielle du mercantilisme. Ce n'est pas tellement leur conception monétariste qui est en cause, que le fait de n'avoir pas eu une vue claire des rapports existant entre la monnaie et la production. Sans doute - et cela a été signalé au passage - ont-ils indiqué qu'il était nécessaire de disposer d'une quantité suffisante de monnaie pour produire abondamment. Mais, pensant surtout à l'échange commercial, ils songeaient beaucoup plus à la monnaie composant le circuit de la circulation qu'à la monnaie entrant dans le processus de production.

C'est une vue générale de la production qui a fait défaut aux mercantilistes. Car en cette matière, ils n'ont conçu qu'une politique, assez empirique, de règlementation et d'intervention.

++++++ Section III
++++++
++++++ L'enrichissement par l'industrie
++++++

La forme industrialiste du mercantilisme prend corps au XVIIème siècle; elle s'est plus particulièrement implantée en France.

La préoccupation d'obtenir la monnaie que possèdent les pays possesseurs des mines d'or, n'est pas abandonnée.

Mais peu à peu on trouve un avantage immédiat et direct dans le développement de l'activité économique; de sorte que celui-ci devient la préoccupation principale : on peut dire que l'industrialisme supplante le monétarisme et que même, il subordonne la monnaie à ses exigences autant qu'il la recherche. Celle-ci devient un moyen d'assurer le développement industriel source de richesse.

Mais l'industrie qui a nécessairement une assise nationale, va devenir la pièce maîtresse du nationalisme économique, dont Montchrestien formulera la thèse et que la politique de Colbert traduira dans les faits.

++++++
++++++ § 1 - Le nationalisme économique

Une nation qui ne possède pas de mines d'or ne peut se procurer la monnaie dont elle a besoin qu'en l'attirant chez elle. Mais il ne faut pas pour autant qu'elle perde son indépendance; toute la conception du jeune Etat moderne s'insurgerait contre cette éventualité. Ce besoin de prendre à l'extérieur, de gagner au détriment du partenaire - profit de l'un est dommage de l'autre - s'accompagne d'un réflexe de compensation : être suffisamment fort et suffisamment riche soi-même pour gagner au détriment d'autrui.

Le mercantilisme industrialiste trouvera ainsi son point de départ dans la recherche de la monnaie, l'industrie est un moyen de gagner l'or que l'on ne possède pas.

A - La protection de l'industrie naissante.

C'est ainsi que Jean Bodin, dans le "Traité de la République" publié en 1576, donc huit ans après la "Réponse", comme une réplique à la République de Platon, traite de l'ensemble de la politique d'un Etat qui se veut puissant et riche. Il se montre partisan du développement des grandes activités : agriculture, industrie, commerce, et conçoit le commerce avec l'étranger sous une forme assez stricte.

La nation doit établir des droits à l'exportation sur les produits dont l'étranger a besoin, afin d'en tirer un plus grand avantage et établir la prohibition de l'exportation des matières premières nationales, car le pays doit les transformer lui-même. Mais on doit faciliter l'importation des matières premières pour exporter ensuite. Par contre, les produits manufacturés étrangers qui peuvent concurrencer l'activité nationale seront frappés de droits élevés. C'est un système de protection de l'industrie naissante avec essai d'attirer la monnaie étrangère.

Mais bientôt, dès le début du XVIIème siècle, le souci d'établir une industrie nationale devient primordial et s'accompagne d'un nationalisme économique très bien ordonné.

B - L'économie nationale selon Montchrestien.

Antoine de Montchrestien (1576-1621) dut pendant longtemps sa célébrité au fait d'avoir baptisé notre discipline en publiant en 1615 son "Traité d'Oeconomie Politique". En réalité, ses mérites dépassent l'énoncé d'un titre d'ouvrage et l'invention d'un vocable : il présente la première conception du nationalisme économique, bien avant List et les promoteurs de l'autarcie moderne. Quoi qu'en ait pu dire Malherbe, cet ouvrage est remarquablement écrit, plein d'enthousiasme, savoureux et débordant d'un amour exprimé avec lyrisme pour son pays "le plus beau royaume qu'oeillade le soleil". Mais son livre divisé en quatre parties : 1) des manufactures, 2) du commerce, 3) de la navigation, 4) des soins du Prince, entendons : de l'intervention de l'Etat, est une étude mesurée, concrète, pleine de relativisme et de bon sens, de la manière dont la France peut devenir un pays puissant et riche.

L'intérêt individuel est pour lui un moteur puissant de l'activité; mais la richesse réside avant tout dans le travail. Celui-ci accroît sa productivité par une division harmonieuse à l'intérieur de la nation. Il est navré de constater combien, à cette époque, le travail agricole est mal conduit, délaissé à des mercenaires, qui, faute d'intérêt personnel, ne lui apportent pas le soin désirable. Le paysan est pauvre, supporte de trop lourdes charges, son rendement est médiocre.

Mais cependant, son attention essentielle est dédiée au travail industriel qui est beaucoup plus productif. Il estime qu'un pays qui peut se procurer par son travail les biens industriels qui lui sont nécessaires, aurait grand dommage à les acquérir ailleurs; il y perdrait sa richesse et son indépendance. Ainsi, sa division du travail, fondée sur une observation, sommaire mais perspicace pour son temps, de la productivité des différents travaux, le conduit à voir dans l'industrie, la source principale de la richesse. "Ne plus, ne moins que tous animaux qui ont sang ont coeur, tous pays qui ont richesse ont industrie". Il devance - et avec quelle élégance ! - ce que dira plus tard Adam Smith.

Il accorde sa préférence au commerce intérieur sur le commerce extérieur, car de son activité dépend celle des manufactures et donc la production et la circulation de la richesse. Le commerce extérieur n'est cependant pas négligeable, car il peut permettre de se procurer les métaux précieux auxquels il ne peut pas ne pas songer. Mais surtout, admirant la prospérité que les Pays-Bas ont su trouver dans le négoce, il estime que la France peut tirer profit de la vente de ses produits : blé, vin, laine, toile, sel, etc... On n'importera que ce qui est nécessaire à la production pour l'exportation, et comme Jean Bodin, il préconise un système douanier pour orienter les échanges. Il proteste, en outre, contre un excès de numéraire qui, faisant hausser les prix, nuit à l'exportation. Il n'est donc pas, ainsi qu'il a été déjà signalé, victime de l'illusion monétaire.

Enfin, il demande beaucoup à l'intervention du Prince. Sans doute est-il partisan de l'initiative industrielle : mais le Prince doit assurer la direction générale de l'activité économique. Pour cela deux lignes de conduite s'imposent à lui :

1 - édicter une réglementation de la profession qui assure le travail de tous; un travail productif et de qualité, source d'une production abondante et appréciée de tous.

2 - pratiquer une politique douanière favorisant les vues qu'il a énoncées sur le commerce international.

Montchrestien peut se voir exprimé pour l'essentiel dans deux de ses phrases : "L'heur des hommes consiste principalement en la richesse et la richesse en le travail" - "Que le pays fournisse le pays".

++++++
++++++ § 2 - L'industrialisme de Colbert

Grand bourgeois, grand commis de l'Etat, grand esprit - en dépit de ce que le duc de Saint-Simon a pu dire de sa politique de stricte réglementation - Colbert ajouta à la conception mercantiliste de la puissance et de la richesse, le sens de la grandeur nationale.

Il dépasse en effet les vues de ses prédécesseurs et s'efforce de les traduire dans les faits, à l'occasion de son long exercice du pouvoir. Il estime :

- d'une part, qu'une économie puissante ne saurait vivre repliée sur elle-même, mais doit développer des relations économiques et commerciales; à l'esprit protectionniste et autarcique, il oppose l'esprit d'expansion.

- d'autre part, cette expansion commerciale procédera d'une conception conquérante, qui fait songer au commerce "guerrier" ou agressif, véhicule de la puissance et de la domination politiques.

Il ne s'agit plus de s'isoler économiquement, mais de développer des relations commerciales aussi nombreuses que volumineuses; il n'est plus question de se défendre contre les économies étrangères mais de les conquérir. Ce grand bourgeois voulait donner à son monarque une économie à la mesure de sa politique.

A - L'aspect général de l'oeuvre de Colbert.

Colbert (1619-1683) ne fut pas seulement administrateur et politique : il laissa une oeuvre écrite - essentiellement inspirée de mobiles d'ordre pratique - dispersée dans ses Lettres, Instructions et Mémoires, parmi les quelles les "Instructions au Marquis de Seigneley" (qui était le fils de Colbert). Ces écrits permettent d'éclairer et d'interpréter sa pensée.

Celle-ci a connu une évolution qui s'explique tant par les événements que par la correction que l'expérience du pouvoir permet d'apporter aux conceptions primitives. C'est ainsi que, assez libéral, avant d'exercer ses responsabilités publiques, il considère que le commerce a besoin de liberté pour se développer. Devenu ministre, il est conduit à mettre en oeuvre une industrie puissante (pour l'époque); il en sera le créateur et utilisera pour cela les moyens que lui donne le pouvoir : réglementation, intervention, stimulants de l'intérêt personnel. Mais il établira aussi les tarifs protectionnistes de 1664 et surtout celui de 1667, qui fut une des causes immédiates de la guerre de Hollande. C'est la période du mercantilisme industrialiste ou - comme il est dit généralement d'une manière significative - la période du "colbertisme" proprement dit. Par la suite, Colbert infléchit ses conceptions et sa politique dans un sens plus libéral. Les événements, quelques déboires subis par sa politique, l'y incitent. Mais aussi un courant d'idées qui traduit des aspirations vers la liberté, en même temps qu'une opposition d'ordre politique (avec l'Abbé de Choisy, de Belestat, etc.).

Comment se caractérise donc le colbertisme ?

Il convient de distinguer deux domaines : l'économie interne et le commerce extérieur.

B - Le colbertisme dans l'économie interne.

L'effort de Colbert porta à titre essentiel sur l'industrie.

L'action dans ce domaine consista en une intervention étatique qui porta : 1) sur l'édification des structures

industrielles, 2) sur la réglementation de l'activité.

1 - L'édification des structures industrielles.

Elle consiste principalement en la création, par action directe ou par mesures stimulantes, d'entreprises utiles à l'économie nationale.

L'action directe se réalise par la création de manufactures royales, de manufactures d'Etat et surtout par la concession de privilèges. L'action stimulante se traduit par l'octroi de primes pour faciliter l'installation et la mise en route, le prêt de capitaux, les faveurs fiscales.

Ces pratiques aboutissent à la constitution de véritables monopoles au sein de corps de métiers déjà privilégiés ou, hors de ces corps, dans le cadre général d'un Etat dirigiste. Cette structure monopolistique demeure dans la ligne des institutions communautaires traditionnelles, mais elle a une portée beaucoup plus grande qu'autrefois. On est, en effet, passé de l'économie artisanale où l'on produit sur commande pour une clientèle attitrée, à une économie de plus en plus nettement capitaliste où l'on produit pour un marché interne et extérieur. C'est donc un marché national comportant un secteur monopolistique qui s'édifie. On ira même jusqu'à réserver certaines zones de vente, à des entreprises déterminées. Ainsi, par le statut et la situation privilégiée de certaines entreprises et par le compartimentage des marchés, on voit naître une structure industrielle reposant en partie sur le monopole de création étatique.

2 - La réglementation de l'activité.

Colbert édifia une réglementation minutieuse, mais non pas étroitement conçue comme on l'a dit trop souvent. La minutie de la réglementation n'est pas nécessairement le fruit d'une étroitesse de conception. Car il ne s'agit pas, pour lui, de protéger, mais d'assurer la qualité supérieure de la production et de faire une réputation inattaquable aux produits français. Aussi, si la réglementation est parfois très stricte sur le plan technique, elle procède d'une politique largement conçue, qui inscrit dans les faits en les élargissant, les conceptions de Bodin et Montchrestien. Il sait attirer des compétences étrangères, créer des spécialités qui demeureront caractéristiques de la production

française, susciter des chefs d'industries dont l'intérêt personnel soutient l'initiative.

C - L'expansion du commerce extérieur.

La politique commerciale de Colbert repose sur deux éléments : restreindre les importations - stimuler les exportations.

1 - La restriction des importations.

Elle frappe surtout les produits manufacturés étrangers, dans le but de rendre l'économie nationale indépendante. Il remplaça le tarif de 1664 jugé trop modéré, par celui de 1667 qui instituait une prohibition très dure à l'importation et frappait lourdement l'exportation des matières premières.

2 - Le développement des exportations.

Les exportations de produits manufacturés seront stimulées à l'aide de moyens divers. Déjà les mesures favorables au développement interne permettront aux entrepreneurs nationaux d'aborder la concurrence internationale en partant d'une position favorable. On y ajoute des subventions au bénéfice des armateurs et des compagnies spécialisées dans le commerce avec l'Outre-Mer.

De plus, Colbert a compris qu'il n'y a pas d'expansion commerciale - et politique - sans maîtrise des mers. D'où son effort considérable pour doter la France d'une importante flotte marchande - (ordonnance sur la marine de 1681), et d'une marine militaire puissante. On sait que ses efforts dans ce sens ne purent être poursuivis pendant une durée suffisamment longue pour obtenir tous les résultats espérés.

D - Les faiblesses du système de Colbert.

Politique et non scientifique, pratique et non spéculatif, le système de Colbert subit l'épreuve des faits; la critique en est donc plus aisée. Mais à travers lui, c'est tout l'aspect du mercantilisme industrialiste qu'il est possible d'apprécier. On peut résumer les critiques encourues en disant qu'il a manqué à Colbert une vue générale, c'est-à-dire, une théorie de l'économie nationale. Ceci apparaît particulièrement en deux points.

1 - Le défaut d'harmonisation du marché intérieur.

En favorisant l'industrie, Colbert a créé un déséquilibre au détriment de l'agriculture. Celle-ci - on l'a souvent reproché au ministre de Louis XIV - demeura dans un fâcheux état de stagnation. Sans doute, peut-on invoquer des éléments extra-économiques : guerres dévastant les campagnes, routine de la production. Mais il faut aussi citer la lourde fiscalité, les restrictions à la circulation des grains et à l'exportation des produits agricoles qui ont maintenu l'agriculture hors du courant expansionniste et donc hors de la prospérité.

En outre, le maintien des salaires à un niveau aussi bas que possible, ce qui était dans la tradition mercantiliste la plus pure, créa un déséquilibre dans la distribution du revenu et la participation à l'extension de la richesse. Il devait en résulter un obstacle au développement harmonieux des divers secteurs de l'économie nationale : les campagnes et une partie de la population urbaine ne pouvaient accéder qu'imparfaitement au marché faute de revenus suffisants.

2 - L'absence d'une conception de l'équilibre de la balance commerciale.

Le système de Colbert reposait sur l'opinion que l'étranger ne pouvait se passer des produits français, alors que la France devait pouvoir arriver à satisfaire elle-même ses besoins essentiels. D'où sa conception : vendre, au besoin obliger l'étranger à acheter, sans lui acheter soi-même. Cette opinion influença fortement la politique commerciale : exiger la libre entrée de nos produits et dresser d'importantes barrières douanières à l'entrée. A la longue, un pareil déséquilibre de la balance commerciale est économiquement non tolérable; il se traduit par des entrées d'or, indispensables pour équilibrer la balance des comptes. Comme les mouvements des métaux précieux demeurent toujours le point sensible des croyances mercantilistes, l'étranger se livre à des représailles pour ne pas perdre son or. Et c'est la porte ouverte à cette politique du commerce agressif qui, souvent, a transformé les compétitions commerciales de cette époque en conflits politiques et militaires.

Une conception plus satisfaisante du commerce international sera finalement élaborée en Angleterre où l'on mit en oeuvre une autre forme de mercantilisme : le commercialisme.

++++++ Section IV
++++++
++++++ L'enrichissement par le commerce extérieur
++++++

A la question : comment enrichir la nation, les Hollandais du XVIème siècle et surtout les Anglais d'Elisabeth et de Cromwell répondent : par le développement du commerce international. Le négoce, le transport, le fret, l'entrepôt, et les gains moins "économiques", tels ceux résultant de la contrebande, de la piraterie et de la traite, vont reléguer à l'arrière-plan la production industrielle, sans cependant la faire disparaître. L'industrie ne sera donc pas délaissée mais, commerce et navigation, donc échange et expédition, deviennent la forme préférentielle de l'enrichissement.

++++++ § 1 - Les caractères du mercantilisme
++++++ commercial

Le mercantilisme commercial voit donc dans le commerce extérieur le moyen principal de réaliser l'enrichissement de la nation. Il se distingue du mercantilisme industrialiste par deux traits fondamentaux dont l'existence s'explique par des raisons d'ordre historique.

A - Les traits distinctifs du commercialisme.

Deux traits principaux sont à retenir : le négoce est, de soi, source de gains; l'industrie n'est qu'un élément, parmi d'autres, du négoce.

1 - Le négoce est source de gains.
Le négoce, c'est l'achat pour revendre qui laisse un gain par différence entre deux prix. Pour accroître le gain, il convient de développer le volume du commerce. On y parviendra en transformant les produits achetés, soit par modifications techniques, soit par combinaison de plusieurs produits achetés en produits nouveaux.

Dès lors, il ne s'agit plus de restreindre les importations, on peut au contraire acheter beaucoup, si c'est là un

moyen de vendre davantage. On peut même acheter à un prix apparemment onéreux dans un pays si on peut vendre plus cher encore, dans un autre. Négocier, c'est ainsi jouer sur des différences; il suffit de savoir les créer et les exploiter.

La réglementation commerciale doit donc être conçue en conséquence. Les tarifs protecteurs ne sont pas nécessairement favorables; au contraire, le négoce, le trafic conduisent normalement vers la liberté.

2 - L'industrie n'est qu'un moyen d'alimenter le commerce; un moyen parmi d'autres de fournir des produits à exporter. Une industrie nationale travaillant directement sur des produits nationaux, devra fournir un excédent exportable. Mais l'industrie de transformation, travaillant sur matières importées, deviendra un élément non négligeable.

Cependant l'industrie conserve un rôle subordonné; l'essentiel étant de produire et d'acheter pour revendre. Le pouvoir politique ne sera donc pas, comme en France, soucieux au plus haut degré de protéger et de développer l'industrie; son attention est attirée par l'organisation et la protection de l'échange avec l'étranger et de son instrument indispensable : la navigation.

C'est ainsi que les Actes de Navigation, en particulier l'"Acte de Navigation" de Cromwell de 1650, établissent l'obligation pour le commerce anglais d'utiliser presque exclusivement des bâtiments anglais. De même, on organise au profit du Royaume la traite des Noirs et peu à peu la pénétration lente et sûre des colonies que les autres peuples ont découvertes.

B - Les fondements historiques du commercialisme anglais.

Ces conceptions s'expliquent par l'histoire.

L'Angleterre n'entre qu'assez tard dans le développement économique de l'époque. Au XVIème siècle, elle n'a encore ni industrie, ni commerce, ni marine, s'adonnant à l'agriculture et à l'élevage du mouton. Elle n'a pas participé aux grandes découvertes et n'a pas de possession territoriale, ni de puissance militaire.

Mais une fois commencé, son développement sera extrêmement rapide, surtout à partir de la seconde moitié du XVIIème siècle.

Le développement anglais prend pour modèle le système commercial hollandais. Ce pays, de petites dimensions, sans ressources naturelles, s'est enrichi par le trafic. S'effondrant sous les coups que lui porte la France, la Hollande laisse le champ libre à l'Angleterre. D'autant plus que l'installation de la maison d'Orange amène de l'autre côté de la mer du Nord, les financiers et les capitaux qui faisaient défaut.

Dès lors, la marine, dont la reine Elisabeth avait jeté les fondements, se développe; les banques sont créées, les immigrants allemands, belges, français, fondent une industrie locale qui produira à bas prix grâce à des salaires extrêmement faibles et qui se développera plus tard selon deux directions : le <u>textile</u> et le <u>charbon</u>.

Autant le départ avait été tardif, autant l'essor fut rapide. Au début du XVIIIème siècle, la suprématie anglaise dans le commerce international et la supériorité sur mer, les avantages d'ordre "colonial" (y compris la traite) sont des faits acquis. L'activité est aussi tout entière orientée vers le commerce.

++++++
++++++ § 2 - L'analyse du commerce international

Une telle position devait nécessairement conduire à une question : peut-on à la longue concevoir un système d'échanges internationaux où les ventes sont supérieures aux achats ? A quelles conditions une balance commerciale peut-elle être en permanence favorable, de manière à procurer un enrichissement appréciable et continu ?

Au XVIème siècle, l'Angleterre ne connut pas d'auteurs s'adonnant à la recherche économique. On ne saurait ranger dans cette catégorie Thomas More qui publia une rêverie communisante : <u>l'Utopie</u>. Par contre, le développement de l'acti-

vité économique attira l'attention et les écrits économiques firent alors leur apparition, sollicités par les problèmes posés et s'efforçant d'apporter des réponses.

On trouve aussi une série d'économistes, mercantilistes à la mode anglaise. Malynes (1601-1665) - Thomas Mun (Discours du commerce, 1621) - Josias Child (Brèves observations concernant le commerce et l'intérêt de l'argent, 1688) - Temple - Locke (Considérations sur l'intérêt et la valeur de la monnaie, 1691) - Davenant (Discours sur le revenu public et le commerce de l'Angleterre, 1698) - Gregory King (Observations naturelles et politiques sur l'état de l'Angleterre, 1696).

Au XVIIIème siècle, les auteurs anglais abandonneront le pur mercantilisme et s'orienteront vers le libéralisme, continuant la transition qui conduira à Adam Smith.

Mais déjà une autre transition commence à s'opérer au XVIIème siècle avec le mercantilisme anglais : les réponses apportées par les auteurs aux problèmes posés par le commerce international, sans constituer un effort de connaissance scientifique proprement dit, constituent, comme les travaux de Jean Bodin, une intéressante tentative d'analyse.

Elle se poursuit en trois étapes.

A - La composition de la balance commerciale.

La recherche sur ce point est conduite principalement par deux auteurs déjà nommés, Thomas Mun au début et Josias Child, au milieu du XVIIème siècle.

Ils distinguent nettement balance commerciale et balance des comptes.

1 - La balance commerciale est définie soigneusement par Thomas Mun et d'une manière très anglaise, en fonction de la structure commerciale de ce pays. Le calcul des prix à l'exportation comprend, outre le coût de production interne : le profit commercial, le montant du fret et de la prime d'assurance. Les prix à l'importation sont établis d'après leur prix de vente sur le marché anglais, duquel on déduit le montant

des droits de douane et d'accise et le coût du transport s'il a été fait sous pavillon anglais.

2 - La balance des comptes comprend, outre la balance commerciale, des éléments provenant de sources non commerciales. A l'actif figurent : les dépenses des étrangers dans le pays, les gains réalisés à l'étranger par les nationaux, les dépenses politiques faites par les gouvernements étrangers en Angleterre (espionnage). Au passif, on doit inscrire : les gains réalisés par les étrangers dans le pays, les dépenses militaires et politiques effectuées à l'étranger. C'est déjà une conception très moderne de la balance des comptes.

3 - Le calcul des valeurs entrant dans la balance commerciale est étudié par Josias Child qui montre qu'il ne suffit pas de tenir compte des valeurs des marchandises, en raison des évaluations souvent fantaisistes des services douaniers. On ne peut davantage se fonder d'une manière absolue sur les cours du change qui peuvent varier pour des raisons diverses, ni sur les mouvements du métal dont l'appréciation est fort malaisée.

Il conclut que l'excédent des exportations calculé en valeur peut cacher une perte et l'excédent des importations peut recéler un gain. Comment donc déterminer le sens de la balance ?

Child répond qu'il est un critère concret et aisément mesurable : l'accroissement du tonnage de la marine marchande qui indique l'entrée d'un solde positif de numéraire. Si l'accroissement du tonnage était dû aux importations, on constaterait la sortie de numéraire entraînant l'appauvrissement du pays. Ce critère est évidemment inattendu après une analyse remarquable pour l'époque.

B - La réalisation d'un solde favorable de la balance.

Il faut encore savoir comment on peut obtenir, en permanence, un solde favorable.

Pour Thomas Mun, il faut accroître, pour exporter, la production des produits fabriqués, sans négliger pour autant l'agriculture. De plus, l'exportation des matières premières ne

portera que sur le superflu. Quant à l'importation, elle ne comprendra que le strict minimum, indispensable à la consommation nationale. Mais surtout il convient de développer les transports maritimes, la pêche et l'entrepôt. L'Etat interviendra modérément par l'intermédiaire de droits à l'importation, épargnant les produits destinés à être réexportés.

Pour Josias Child, il faut favoriser le commerce d'exportation en perfectionnant la main-d'oeuvre, en fournissant des capitaux aux exportateurs, bénéficiant, par ailleurs, du monopole du commerce avec les colonies. Il convient, en outre, d'attirer le maximum de marchandises étrangères sous le pavillon anglais.

C - La liberté du commerce.

L'ensemble des auteurs anglais est favorable à la liberté du commerce, conçue, non comme l'absence de droits, mais comme l'absence de réglementation et de prohibitions étatiques. Cette attitude est en effet indispensable à la prospérité du négoce et de la navigation qui ont besoin d'une grande liberté de mouvements.

Outre les auteurs précités, Davenant et William Petty insisteront sur la liberté du commerce intérieur ou extérieur. Ce dernier sera même plus libéral que mercantiliste et peut être considéré comme un auteur de transition, annonçant l'école libérale.

++++++ Section V
++++++
++++++ Aboutissement et signification du
++++++ mercantilisme

L'évolution du mercantilisme s'est poursuivie ainsi tout au long de trois siècles, livrant des aspects multiples, mais conservant un fonds permanent : le désir d'enrichir la Nation. Au long de cette longue époque qui a vu le passage de l'économie artisanale à l'économie capitaliste, la pensée économique a évolué. Quel est l'aboutissement de cette évolution et quelle est sa signification ?

++++++
++++++

§ 1 - La transition : du mercantilisme au libéralisme

Le XVIIIème siècle reste marqué dans les faits par l'influence déterminante du colbertisme et plus précisément de l'industrialisme. L'industrie va se propager peu à peu dans toute l'Europe continentale et détrôner les tendances monétariste et commercialiste.

A - L'évolution dans les faits.

Colbert qui inscrivit vigoureusement dans la réalité économique les idées de son temps, est bien dans la lignée du mercantilisme qui est avant tout une politique. C'est cette politique qui sera imitée dans les Etats voisins qui vont venir à l'industrialisme.

C'est ainsi que l'Espagne sort, assez timidement d'ailleurs, du marasme qui a suivi son essor du XVIème siècle, grâce à l'accession sur le trône de Philippe V qui amène avec lui les conceptions industrialistes françaises. La croissance de la puissance prussienne amène l'essor d'un mercantilisme industrialiste, rigide, dur et sévère, orienté vers le renforcement de la puissance royale et très marqué de populationnisme. L'Italie demeurera très attardée pendant longtemps. Seule l'Angleterre demeurera fortement commercialiste, tout en développant cependant une industrie qui deviendra bientôt la première du monde.

Cependant cette évolution vers l'industrie se fait selon des modes d'action progressivement assouplis : l'intervention de l'Etat se fait moins sévère, la réglementation s'adoucit, devient moins touffue et moins tyrannique. Des formes de plus en plus libérales font leur apparition.

B - La transformation des idées.

On a déjà vu que la dernière manifestation de la pensée mercantiliste, poussée par la logique même du commerce, devenait plus libérale. Ce mouvement va s'accentuer en deux directions, comme poussé par une réaction contre la trop longue domination d'une idée qui s'était voulue trop absolue.

1) A la toute-puissance de l'Etat et à ses prétentions successives, on va opposer les droits de l'individu et les bienfaits de la liberté.

2) A la suprématie incontestée de l'industrie et du commerce, on opposera les exigences d'une agriculture trop longtemps délaissée.

La réaction sera ainsi libérale et agrarienne.

Mais ce mouvement de réaction ne fut pas spontané; il fut préparé par une sorte de décomposition du mercantilisme, les auteurs abandonnant de plus en plus les notions d'enrichissement du Prince pour songer à celui des individus, mettant en évidence les bienfaits de la liberté et montrant que l'économie nationale est un ensemble dont aucune partie ne saurait progresser sans les autres. La pensée évolue ainsi vers le libéralisme et la physiocratie.

En même temps, les problèmes étant plus convenablement posés, l'analyse fait des apparitions notables : la science commence à sortir de la phase de ses premiers balbutiements et à conquérir son autonomie. Les erreurs des politiques mercantilistes firent ressortir la nécessité d'une meilleure connaissance des questions qui devaient être résolues. La curiosité scientifique se trouvait aiguisée et les recherches allaient s'orienter vers la connaissance des phénomènes plutôt que vers la formulation beaucoup trop empirique de formules d'action.

C - <u>L'évolution de la pensée vers le libéralisme.</u>

Parmi les auteurs de transition, de nombreux noms sont à citer.

Les caméralistes allemands, longtemps confinés dans l'étude des questions relatives à la gestion financière des principautés allemandes (la Kamera était la chambre du trésor), réclamèrent une fiscalité allégée, la liberté des emprunts et une plus large initiative pour les entreprises. Von Justi critique le contrôle des prix et de l'intérêt, prône une liberté modérée et l'atténuation des droits de douane.

En France, Forbonnais, François Mélon, traitent d'un assouplissement de la politique monétaire et commerciale. Il faut ajouter le Pesant de Boisguilbert qui, occupant une place spéciale par un effort original, sera étudié spécialement dans le Sous-Titre II. En Italie, Beccaria vante l'agriculture au même titre que le commerce.

En Angleterre, Bernard de Mandeville souligne d'une manière très pittoresque dans sa "Fable des Abeilles" (1705) la puissance de l'intérêt personnel qui est le moteur de l'activité humaine. Il montre l'harmonie régnant entre les intérêts particuliers, harmonie qui s'affirme par la division du travail. Grâce à celle-ci, chacun, en se livrant à l'activité pour laquelle il est le plus apte, travaille au bien de tous, l'échange se chargeant de répartir les produits conformément aux besoins.

Ainsi, au moment où le mercantilisme est sur son déclin, on voit s'esquisser, selon un processus normal, les premiers éléments de la doctrine libérale.

§ 2 - La portée du mercantilisme

Le mercantilisme n'a pas fourni un système d'analyse; il a seulement élaboré quelques ébauches de théories particulières; avec les études sur la monnaie, l'intérêt, la balance commerciale, la population, l'offre et la demande (avec la "loi de King"), le contrôle des prix.

Mais il convient de préciser quelque peu la portée de ces trois siècles d'évolution de la pensée.

Les explications des mercantilistes étaient surtout destinées à résoudre des problèmes pratiques de politique économique. Elles ne représentaient donc pas un effort de connaissance. Aussi est-il normal que, posées par une problématique politique au gré des préoccupations du moment, les questions n'aient provoqué que des réponses partielles, constituant des recettes d'action momentanées plutôt que des tentatives de connaissance ayant une portée générale. Comme par ailleurs,

on ne disposait pas d'instruments de recherche, l'accession de la pensée au niveau théorique était bien difficile. Il est significatif à ce sujet, de remarquer que les auteurs mercantilistes ne semblent pas avoir la notion du concept économique. Ils traitent de faits concrets, de mesures politiques, d'institutions, de commerce, mais ils ne conceptualisent pas. C'est une des raisons pour lesquelles il est souvent difficile de savoir exactement ce qu'est leur pensée. Ainsi, ils recherchent les moyens d'obtenir la richesse, mais ils n'ont pas de véritable conception de la richesse; aussi pourra-t-on citer tel auteur avançant que la richesse - il faut entendre, à vrai dire, l'enrichissement - est dans la possession du métal précieux, alors que tel autre dira qu'elle est dans le travail, ou dans la population ("il n'est richesse que d'hommes", dira Jean Bodin), alors que tous cèdent, avec cependant des nuances et plus ou moins de réticence, au mirage de l'or.

Cette absence de concepts rend impossible l'élaboration, même sur la base de théories imparfaites, d'un système d'économie politique. Et cependant, politique, le mercantilisme l'est plus que n'importe qui; mais il lui manque une analyse des questions au sein desquelles il se débat. Le mercantilisme n'est pas un système, c'est un ensemble non coordonné de croyances, mises en oeuvre par une politique empirique.

Dépourvu de concepts, manquant d'analyse, le mercantilisme n'a pu fournir une vue d'ensemble des phénomènes économiques. Il n'a conçu qu'un enrichissement du Prince, ou de la Nation, sous la forme d'un stock de monnaie ou de produits, mais en oubliant que le stock monétaire n'avait de signification que par rapport à une quantité de biens qui eux-mêmes ne possédaient un sens qu'en fonction des sujets qui devaient les utiliser. Si l'enrichissement avait, dans leur esprit, un bénéficiaire, la richesse n'avait pas de sujet : ils n'ont pas vu que celle-ci n'avait qu'une seule finalité possible : la consommation.

Mais par contre - et c'est là leur mérite, surtout en considérant l'époque à laquelle ils vivaient - ils ont perçu la majorité des problèmes économiques. Ils les ont maladroitement posés et ne pouvaient donc les résoudre correctement. Mais le fait de les avoir affrontés est déjà un grand mérite.

++++++ Sous-Titre II
++++++
++++++
++++++ LES SYSTEMES DE L'ORGANISATION NATURELLE ET LA
++++++ NAISSANCE DE LA MACRO-ANALYSE DES FLUX

Après la période mercantiliste, qui s'est étendue sur trois siècles, on va voir apparaître en moins de 25 ans, deux systèmes d'économie politique, complètement nouveaux : celui des Physiocrates et celui d'Adam Smith.

Mais, fait d'importance capitale, il s'agit de systèmes complets, par opposition au mercantilisme, qui n'offrait qu'une problématique sans analyse. Désormais, une problématique logiquement cohérente posera les problèmes économiques et une analyse économique, procédant d'un véritable effort de connaissance scientifique, s'efforcera de résoudre les questions posées.

Cette problématique sera doctrinale et reposera sur des éléments communs aux deux systèmes qui peuvent se résumer en une proposition : il existe un ordre naturel des sociétés.

Cependant, on doit immédiatement relever des divergences. Pour les Physiocrates, il s'agit d'un ordre "physique", préexistant parce que voulu par Dieu, et auquel il convient de se conformer après en avoir découvert les lois.

Pour Adam Smith, il s'agit d'un ordre à réaliser, sous la conduite d'un facteur psychologique, l'intérêt personnel et dans le respect des "lois" naturelles.

De plus, ces deux systèmes se posent toujours la question que le Mercantilisme avait formulée dès l'origine des temps modernes : comment réaliser l'enrichissement de la Nation.

Ces traits fondamentaux : ordre naturel et recherche de la richesse, permettent de réunir ces deux systèmes pour une étude réalisée sur la base de normes semblables. Toutefois, des différences existent entre eux deux.

Les différences entre les Physiocrates et Adam Smith se manifestent surtout sur le plan de l'analyse.

1 - Les Physiocrates font une analyse en termes de flux globaux et une théorie du circuit économique représenté par le Tableau Economique de Quesnay. Leur équilibre procède d'une sorte de conception biologique; il est un état satisfaisant, un état de bon fonctionnement du système des flux.

Adam Smith poursuit pour sa part une analyse en termes de prix. Sa conception de l'équilibre est plutôt apparentée à la mécanique : c'est un équilibre de forces.

2 - La conception de l'économie est, pour les Physiocrates, une conception principalement statique, enfermée dans le cadre d'une période, qui est la période de production représentée par la durée du cycle productif agricole. Ils abordent cependant le circuit en déséquilibre, partiellement dynamisé.

La conception d'Adam Smith est à la fois statique avec l'équilibre des prix et dynamique avec le rôle du progrès économique.

Bien que différentes, leurs analyses conservent un point commun :

- différentes dans leur conception, elles sont l'une et l'autre un authentique effort scientifique.

- malgré leurs faiblesses, elles sont à la base des types d'analyse utilisés par la science contemporaine; les problèmes majeurs et les distinctions fondamentales de l'analyse ont donc été posés clairement et vigoureusement par les deux systèmes qui prennent ainsi pour la science contemporaine, une importance considérable.

En effet, l'analyse scientifique actuelle utilise, dans une large mesure, pour déterminer ses méthodes et ses objec-

tifs, les distinctions entre prix et flux, et après une longue incursion de la recherche dans la statique, la dynamique de longue période prend aujourd'hui un bel essor.

Ainsi peut-on marquer les points de convergence et de différence :

- une problématique puisant sa source dans l'excellence de la nature, mais qui se nuance différemment : ordre naturel providentiel chez les Physiocrates; ordre naturel établi par l'exercice de la liberté pour Adam Smith.

- poursuite de l'enrichissement de la nation, par l'agriculture, pour les premiers, par le travail et le capital pour le second.

- effort commun d'analyse économique, mais en termes de flux globaux pour les uns, en termes de prix pour l'autre.

On peut donc légitimement réunir leur étude sous un même chef : leur problématique puisée à la même source, l'importance accordée à l'analyse qui prend avec eux son véritable essor.

Cependant, l'importance attachée par la conception ici proposée de l'Histoire de la Pensée, qui relie l'analyse à la problématique, légitime aussi bien une distinction : les nuances qui marquent les problématiques d'inspiration commune, expliquent les différences profondes dans les deux types d'analyse. Accordant une attention très particulière à l'analyse, on est ainsi logiquement conduit à traiter, non pas séparément, mais distinctement, les Physiocrates et Adam Smith. Ainsi seront mieux marquées les origines des deux grands types d'analyse.

Un autre élément encourage encore cette position. Un auteur trop longtemps méconnu et encore aujourd'hui sous-estimé, Le Pesant de Boisguilbert, apparaît comme le précurseur du système d'analyse globale et l'inspirateur direct des Physiocrates. Sa problématique s'apparente, en partie, à celle des Mercantilistes, mais aussi inspire fortement celle des Physiocrates. Il convient de lui rendre justice, quitte à compromettre quelque peu l'originalité attribuée couramment à Quesnay et à son école.

Aussi, réunira-t-on, sous une même rubrique, Boisguilbert et les Physiocrates, dont les problématiques sont concordantes et en qui il faut voir le précurseur et les fondateurs de la macro-analyse en termes de flux.

Ceci permettra de situer Adam Smith, à la fois par sa problématique de la liberté naturelle, et par son analyse en termes de prix. On pourra, en vertu de critères voisins, lui associer : Cantillon, Turgot et Condillac. Ces auteurs seront étudiés dans le Sous-Titre III, qui traitera du système des lois naturelles et de l'origine de l'analyse en termes de prix.

Le présent Sous-Titre II sera donc consacré aux systèmes de l'organisation naturelle et à la naissance de la macro-analyse des flux. Contrairement à l'usage courant, nous étudierons assez longuement Boisguilbert et les Physiocrates, d'une part, parce que, injustement délaissés ou incompris, leur oeuvre est mal connue puisque trop rapidement examinée; d'autre part, parce que l'analyse contemporaine - sans parler de celle de Karl Marx - leur doit beaucoup; à commencer par l'analyse input-output de Léontief, la comptabilité nationale et la macro-analyse des flux et du circuit. C'est pourquoi, dans une Histoire de la pensée et de l'analyse économiques, leur place nous paraît aussi importante que celle des classiques.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LE SYSTEME DE BOISGUILBERT
++++++

La première tentative d'analyse en termes de flux globaux et de circuit, remonte, au moins dans l'état actuel des connaissances historiques, à Pierre Le Pesant de Boisguilbert, qui peut être considéré à la fois comme un mercantiliste attardé et comme un libéral précoce; de toute manière quelque difficulté que l'on puisse éprouver pour le classer, on peut considérer qu'il a inspiré, dans une mesure appréciable, l'oeuvre économique de Quesnay.

Boisguilbert, petit-neveu de Corneille, naquit à Rouen, le 17 février 1646. Il fut tour à tour avocat, littérateur, puis magistrat, devenant en 1690, Président et lieutenant-général au bailliage de Rouen. Mais il était également propriétaire foncier, très préoccupé de la bonne exploitation de ses terres, en même temps qu'homme d'affaires en relations avec la Banque; il avait donc une connaissance directe et pratique des choses dont il parlait.

Ses oeuvres économiques sont suffisamment importantes pour qu'il soit nécessaire de les citer. En 1695, Boisguilbert publiait le "Détail de la France"; puis, en 1707, il entreprenait la publication de ses oeuvres complètes comprenant : le "Détail de la France sous le règne présent", le "Factum de la France", qui est une reprise et une révision du "Détail", divers mémoires parmi lesquels le "Traité de la nature, culture, commerce et intérêt des grains" et la "Dissertation de la nature des richesses, de l'argent et des tributs"(1).

---

(1) Note page suivante

++++++ Section I
++++++
++++++ La problématique de Boisguilbert
++++++

La problématique de Boisguilbert est, comme celle des mercantilistes, une politique empirique cherchant les moyens de l'enrichissement; cependant, elle s'en distingue par plusieurs particularités importantes.

++++++
++++++ § 1 - Les positions de départ de Boisguilbert

Précurseur en matière d'analyse économique, Boisguilbert se rattache, par sa problématique, au mercantilisme finissant, mais certaines parties de son oeuvre annoncent déjà le libéralisme. Mercantiliste par son désir de développer la richesse, il annonce le libéralisme par ses conceptions éloignées de tout système de réglementation et quoique protectionniste en faveur de l'agriculture, il est, dans l'ensemble, le précurseur de l'idée de l'ordre naturel : "Laissez faire la nature et la liberté", écrira-t-il ... à la fin du règne de Louis XIV. Il importe de situer Boisguilbert dans son époque et dans le mouvement de pensée qui a présidé à l'élaboration de son oeuvre.

---

(1) Pour la bibliographie de Boisguilbert, on pourra consulter les ouvrages suivants :

B. Cadet : Pierre de Boisguilbert, précurseur des économistes, Paris, 1870.
A. Talbot: Les théories de Boisguilbert, Paris, 1903.
R. Durand: Essai sur les théories monétaires de Pierre de Boisguilbert, Paris, 1922.
J. Molinier : Les métamorphoses d'une théorie économique : Le revenu national chez Boisguilbert, Quesnay, J.B. Say, Paris, 1956.
Cet ouvrage est conçu dans un esprit moderne et excellent, la lecture en est recommandée.

A - Le mercantilisme à la fin du 17ème siècle.

Cette époque est déjà celle de l' Etat moderne qui développe constamment ses attributions et ses activités et veut se donner les moyens de sa politique. Aussi ses besoins financiers sont-ils croissants : l'impôt permanent établi sous Charles VII, se révèle constamment insuffisant et il importe de trouver de nouveaux subsides. Or, il est nécessaire d'assurer en même temps que la richesse du Prince celle de la Nation, puisque pour les mercantilistes les deux se confondent.

Pour Boisguilbert, comme pour les auteurs de l'époque, et des siècles précédents, la constitution de la richesse est une question fondamentale. Cependant, on ne saurait oublier que le mercantilisme s'est étendu sur une période qui recouvre près de trois siècles, aussi est-il normal qu'il ait évolué; au début du XVIIIème siècle, le mercantilisme n'est plus ce qu'il était au XVIème.

La période au cours de laquelle écrit Boisguilbert est significative de cette évolution. L'intervention de l'Etat est moins nette qu'un siècle plus tôt, la réglementation du colbertisme a été progressivement assouplie, elle est devenue moins complexe, moins autoritaire. Enfin, la politique incline peu à peu vers le libéralisme.

B - L'inclination vers le libéralisme.

La part prise par le commerce dans l'activité économique a peu à peu poussé les esprits vers le désir d'une certaine liberté et on supporte de plus en plus impatiemment les contraintes de la puissance publique. De plus, on ajoute à la préoccupation de l'enrichissement exclusif du Prince, celle des droits de l'individu. De là, on passera bientôt à l'examen du rôle de la liberté dans l'enrichissement individuel. On se prend à considérer que l'économie de la Nation n'est pas le domaine réservé au Roi, la richesse nationale n'est pas son bien propre et exclusif. En effet, pour les mercantilistes attardés, la richesse nationale dépend d'un ensemble d'activités dans lequel chaque individu apporte sa part personnelle. Ces activités ne sont pas exclusivement commerciales; elles sont aussi manufacturières et agricoles. Ainsi, individualisme et libéralisme commencent à apparaître.

L'agrarisme commence aussi à se manifester, l'agriculture si longtemps délaissée, prend une part de plus en plus importante parmi les secteurs d'enrichissement.

Boisguilbert est significatif de cette évolution. En effet, il fait passer la notion d'enrichissement du plan de la puissance nationale au plan de l'avantage individuel. Il est conduit à considérer à côté de la richesse permanente, le revenu qui permet à la fois d'alimenter les dépenses de l'Etat et de couvrir les dépenses de l'individu. La circulation du revenu prend une importance très grande, car c'est d'elle que dépend l'enrichissement de l'ensemble des personnes vivant dans la Nation. Enfin, pour lui, la liberté naturelle est indispensable à l'atteinte de ces différents objectifs.

++++++
++++++

§ 2 - Les éléments de la problématique de Boisguilbert

La considération de la situation économique et sociale de la France à la fin du XVIIème siècle et les problèmes qu'elle pose à la politique économique vont constituer les éléments de la problématique de l'auteur.

A - La situation économique et la structure sociale.

Le colbertisme qui a marqué l'économie française du XVIIème siècle, a provoqué un essor remarquable de l'activité industrielle et commerciale, grâce en partie au protectionnisme douanier et aux subventions royales. Mais l'agriculture a été délaissée et sacrifiée : elle a souffert des bas prix et des lourdes charges imposées.

Cependant, malgré l'industrialisme de Colbert, la France demeure un pays agricole où la population rurale représente les cinq sixièmes de la population totale, et la production agricole une large fraction de la production nationale. Sans doute, l'autoconsommation est-elle très forte, mais l'agriculture fournit des matières premières à l'industrie, en particulier celle du textile.

L'artisanat rural est développé et commence à fournir, outre la clientèle domestique, celle que constitue la manufacture.

Ces caractères expliquent la structure sociale. La France est une société composée en grande partie de cultivateurs et de propriétaires fonciers, seigneurs et bourgeois. Le régime de la tenure fait du paysan-cultivateur "une sorte de fermier perpétuel" selon l'expression de Marc Bloch, mais il doit payer de lourdes redevances constituant le revenu foncier du propriétaire et la taille au profit du trésor royal.

Sur une population évaluée approximativement à 20 millions d'âmes, la classe des propriétaires fonciers : aristocratie, bénéficiaires ecclésiastiques, bourgeois et commerçants enrichis et anoblis, en représenterait entre le huitième et le dixième. La classe des paysans-cultivateurs constituait la grande masse, et produisait la majeure partie du revenu du royaume; d'après des estimations très approximatives, ils en distribueraient 1/3 au Roi, 1/3 aux propriétaires, gardant le reste pour eux.

La manufacture et l'artisanat ne représentaient qu'une minorité de la population, fournissant une part modeste du produit global.

C'est ce système économico-social que Boisguilbert va s'afforcer d'interpréter.

B - La problématique.

L'activité agricole se trouvant enserrée dans une stricte réglementation, subissait des prix anormalement bas et supportait de lourdes charges. Aussi dans certaines régions, la terre était-elle abandonnée, et la principale richesse du pays - la richesse agricole - en déclin. Les échecs enregistrés par les successeurs de Colbert dans la lutte commerciale avec l'Angleterre et les Pays-Bas, accentuaient ce malaise qui se répercutait sur les finances du royaume. Le Trésor royal aux abois multipliait les expédients qualifiés "d'affaires extraordinaires" : vénalité des charges et offices, ventes de privilèges, emprunts, aliénation du domaine, dé-

préciations monétaires; le tout aggravé par un détestable système de recouvrement : le fermage fiscal.

Sur ces problèmes de l'époque, Boisguilbert va greffer les préoccupations fondamentales du mercantilisme : comment rétablir les éléments de l'enrichissement national et, en particulier, comment redonner au Prince, les moyens financiers qui lui sont nécessaires ?

Mais il ajoute deux ordres de considérations que ses prédécesseurs n'avaient pu constater, en leur temps :

1 - l'échec de l'industrialisme mercantile et la décadence de l'agriculture qui demeurait cependant la pièce maîtresse de l'économie française de l'époque;

2 - les méfaits de l'excessive réglementation qui paralysait l'activité économique.

Aussi Boisguilbert va-t-il demeurer fidèle à la ligne essentielle du mercantilisme en poursuivant son objectif fondamental : l'enrichissement de la Nation. Mais il le concevra comme étant à la fois celui du Prince et celui de ses sujets, la richesse des seconds étant le meilleur moyen d'assurer celle du premier. En cela, il se révèle bon financier.

Par contre, il va corriger les moyens d'enrichissement que proposaient ses devanciers :

1) il ne sera plus commercialiste ni industrialiste, mais agrarien;

2) il ne sera plus partisan d'une réglementation stricte de l'activité, mais favorable à la liberté économique, réservant cependant un large protectionnisme au bénéfice de l'agriculture.

En somme, trois traits le caractérisent : l'agrarisme, le libéralisme commercial, le souci des finances royales.

C - Les objectifs de la recherche.

Il s'agit donc de rechercher les principes d'une politique susceptible de rétablir l'équilibre de l'économie, par restauration et développement de l'activité agricole.

1 - Cet équilibre ne lui semble pas lié à une amélioration des techniques de production ou à une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre, mais à un système d'échange des produits rendant plus facile et plus bénéfique la circulation de la richesse. D'où son désir d'abolir la réglementation.

2 - Son second objectif est de découvrir les moyens d'assurer au Trésor royal les sommes qui lui sont nécessaires. Richesse des sujets et prospérité des finances royales lui apparaissent liées; il pose en termes évidents la liaison entre activité économique et activité financière.

Or, en vertu du système fiscal de l'époque, les moyens financiers sont situés en deux points : la richesse des sujets occupés à faire fructifier la terre et payant la taille et les redevances; la circulation de cette richesse entre les différents groupes, circulation qui, distribuant les moyens de consommation, permet de percevoir les impôts indirects et les multiples ressources extraordinaires.

Boisguilbert est donc tout naturellement amené à mettre l'accent sur la circulation des richesses au sein d'une économie nationale dont l'agriculture est l'assise essentielle.

Mais si, par fidélité aux objectifs essentiels du mercantilisme, l'enrichissement national demeure son souci essentiel, sa réaction contre les moyens d'enrichissement se prolonge dans la conception qu'il se donne de cette richesse même. C'est dire qu'il est non seulement anti-métalliste, mais anti-monétariste : il envisage la richesse réelle qui, issue de la terre, circule entre les différentes classes, enrichit les sujets en développant leurs moyens de consommer et alimente le Trésor du Prince.

La problématique de Boisguilbert lui signale donc comme objet d'analyse la circulation des richesses produites par l'agriculture.

++++++ Section II
++++++
++++++ Les éléments de la circulation des richesses
++++++

Les éléments constitutifs de la circulation sont :
- la richesse et le revenu,
- les flux de dépenses et de paiements qui alimentent la circulation.

Examinons chacun de ces éléments.

++++++
++++++ § 1 - La richesse et le revenu en circulation

Les conceptions de Boisguilbert sont susceptibles d'être qualifiées de mercantilistes en ce qu'il s'intéresse à la richesse en tant que telle. Cependant il se différencie des mercantilistes authentiques en ce que, comme il a déjà été indiqué, il s'agit pour lui d'une richesse répartie entre les groupes sociaux et les individus. En fait, il s'agit d'une répartition entre groupes de la richesse que ses devanciers attribuaient au Prince.

A - La richesse réelle.

De plus, il considère la richesse, non pas sous sa forme monétaire, mais dans sa consistance réelle. La richesse est constituée des biens susceptibles de satisfaire les besoins. Au Chapitre IV, p. 240 du "Détail de la France", intitulé "Dissertations de la nature de la richesse", il indique que la richesse est "une jouissance entière non seulement des besoins de la vie, mais même de tout le superflu et de tout ce qui peut faire plaisir à la sensualité sur laquelle la corruption du coeur invente et raffine tous les jours".

Il refuse donc la liaison entre richesse et monnaie, pour lui substituer la liaison entre richesse et besoins.

La monnaie n'est donc pas la richesse en elle-même; elle n'en est que le "moyen de l'acheminement". En un mot, il ne voit en elle qu'un instrument de circulation.

Car, en circulant, la richesse permet la satisfaction des besoins; mais comme ceux-ci n'ont pas tous la même importance, la richesse connaît, en raison de l'affectation dont elle est l'objet, des destinations différentes qui créent en son sein plusieurs catégories. D'où la notion de différentes richesses, déterminées par leur destination ou leur provenance.

Les richesses nécessaires satisfont les besoins essentiels : elles sont constituées par les produits de la terre qui assurent la satisfaction des besoins essentiels.

Les richesses commodes et superflues sont celles qui existent au-delà du nécessaire.

Par ailleurs, du point de vue de leur provenance, Boisguilbert distingue : les produits de la terre résultant de l'activité agricole et les "biens d'industrie" résultant des autres activités; le terme "industrie" ayant dans la langue de l'époque un sens très large, englobant toute activité manufacturière, commerciale, libérale ou intellectuelle.

B - <u>Le revenu.</u>

Si la richesse est constituée de biens réels, elle circule grâce à la monnaie qui, ainsi qu'il a été dit, en est "le moyen et l'acheminement".

Le revenu apparaît alors sous une forme monétaire, à la suite de la vente des éléments de la richesse produits par le travail. "L'argent - écrit-il dans le "Détail de la France", ch. XVIII, p. 74 - forme pour autant de revenu qu'il fait de pas".

C'est donc la vente qui, mettant la monnaie en circulation, est à l'origine du revenu.

Il résulte, de cette conception de la circulation, qu'il existe autant de catégories de revenus que de types de ventes.

La vente des produits de la terre donne naissance aux revenus des fonds et la vente des biens d'industrie crée les revenus d'industrie.

Les revenus des fonds sont ceux des propriétaires fonciers, à qui ils sont destinés. Ils leur arrivent par la voie des multiples redevances, après que les cultivateurs ont retenu pour leurs besoins la part d'auto-consommation directe (alimentation) et indirecte, les biens d'industrie qui en dérivent (textile pour le vêtement, bois pour l'habitation, les instruments aratoires, etc ...).

Les revenus d'industrie sont ceux des personnes autres que les propriétaires fonciers.

Le caractère monétaire des revenus des fonds et des revenus d'industrie apparaît nettement par le système des paiements de redevances et des paiements pour achats de biens. Mais il faut souligner que cette notion monétaire du revenu est bien élémentaire.

Enfin Boisguilbert n'a pas de véritable notion théorique du revenu national; celui-ci n'est pour lui que la totalisation des revenus individuels.

++++++
++++++

§ 2 - Les flux constitutifs de la circulation

Il convient de prévenir une confusion possible, qui pourrait être provoquée par la tendance naturelle à projeter sur une théorie ancienne les progrès obtenus par la théorie contemporaine. En d'autres termes, s'il ne faut pas voir dans la notion de revenu que propose Boisguilbert une conception très évoluée, il faudrait se garder de croire que sa notion de richesse soit, même de loin, une approche du concept de capital.

On pourrait dire que la richesse correspond chez Boisguilbert à une notion de revenu réel, et celle de revenu à la notion d'expression monétaire du revenu réel.

Par contre, on peut admettre que Boisguilbert a une conception assez moderne des flux.

A - La richesse, source des flux réels.

La richesse est en effet un ensemble de flux de produit qui, partant de la terre, a pour fin de satisfaire immédiatement ou médiatement les besoins. Elle les satisfait d'une manière immédiate en fournissant des produits alimentaires, et, d'une manière médiate, en procurant les matières premières nécessaires aux autres activités constituant "l'industrie".

Ainsi, la richesse est constituée par un flux de produits qui part de la terre et se dirige vers les individus pour être consommés. La finalité constituée par la consommation est donc déterminante.

B - Le revenu, conséquence des flux monétaires.

Aux flux réels se superposent les flux monétaires dont l'ensemble constitue le revenu. En effet, les produits ne peuvent être "acheminés" que par l'intermédiaire de la monnaie et cet acheminement est mis en route par les ventes et achats.

La circulation monétaire se superpose ainsi à la circulation des richesses réelles et elle ne fait qu'en reproduire la traduction. Etudiant ainsi le circuit des flux monétaires, il estime retracer sans altération le circuit des flux réels. La monnaie est donc un simple instrument d'échange; elle est neutre et sans effet propre sur l'activité économique.

Mais il y a plus que cela. Pour Boisguilbert qui a une notion purement monétaire du revenu, celui-ci se forme à partir de la vente de la richesse réelle; il est donc une conséquence des flux monétaires. Si la richesse semble pour lui se répartir entre les individus, le revenu n'apparaîtra que grâce à la naissance des flux monétaires de dépense. Il semblerait qu'au lieu de se répartir entre les individus, il se compose, se constitue à partir des opérations commerciales de vente et d'achat qui mettent en jeu la monnaie. Le revenu apparaîtrait presque comme une recomposition, à la fois comptable et monétaire sur la base d'opérations d'échanges utilisant la monnaie. Si la richesse est un ensemble de flux de produits allant de la terre aux consommateurs, le revenu est un ensemble de flux monétaires mis en circulation par le commerce.

On peut donc conclure que, malgré certaines imprécisions, pour Boisguilbert, le revenu est formé de flux de paiements et de flux de dépenses.

Mais il ajoute à ces éléments une interprétation systématisée en termes de circuit, qui donne à son explication - sans doute encore élémentaire - un caractère moderne qui annonce l'analyse des Physiocrates et, à travers eux, la macro-analyse contemporaine.

++++++ Section III
++++++
++++++ Le circuit du revenu
++++++

Section III

Le circuit du revenu

Le circuit des flux explique à la fois la formation du revenu et la manière dont il circule entre les principaux groupes.

Etant donné la distinction faite entre la richesse réelle et le revenu monétaire, on doit remarquer que si la richesse est issue de la production, le revenu se forme à l'occasion de la mise en circulation de cette richesse par les actes de commerce, en vue d'aboutir à une consommation.

En d'autres termes, l'origine de la richesse est dans la production, sa fin dans la consommation; celle du revenu est dans la dépense pour la consommation possible. Le circuit du revenu explique à la fois la formation de l'expression monétaire de la richesse et les moyens utilisés pour arriver à destination, entre les mains du consommateur.

Ainsi la richesse est issue des produits de la terre; elle a pour but de satisfaire les besoins. Pour y parvenir, elle doit être acheminée des producteurs vers les consommateurs; le moyen d'acheminement est la monnaie. La vente - produits contre monnaie, c'est-à-dire la dépense, fait apparaître le revenu en faisant circuler les produits.

On assiste ainsi à la constitution d'un double circuit : un circuit de flux réels auquel se juxtapose un circuit de

flux monétaire. Mais alors que la richesse a son origine dans le travail appliqué à la terre et à ses dérivés, c'est-à-dire dans la production, le revenu a la sienne dans la circulation.

Notons que le circuit décrit est un circuit fermé, sans communications avec l'extérieur.

++++++
++++++ § 1 - Les groupes sociaux et les pôles du circuit

C'est sur la base constituée par les structures économique et sociale de l'époque que Boisguilbert va constituer son circuit.

Il est certain que celui-ci s'appuie sur un modèle représentatif du type d'économie agraire de la France de la fin du XVIIème siècle. Celle-ci est, comme nous l'avons déjà vu, caractérisée par un système juridique qui accorde au propriétaire foncier et à l'Etat une grande part du produit de l'agriculture. Cette part constituée par les redevances obtenues alimente la circulation, étant entendu que les agriculteurs vivent principalement de l'autoconsommation qui échappe à la circulation.

Le modèle va donc traduire la structure économico-sociale de la France en montrant comment la richesse produite à partir de l'agriculture donne naissance au revenu en entrant dans un système de circulation entre les groupes sociaux constitutifs de la société de l'époque.

Le circuit va s'établir entre pôles ou agents, selon la terminologie moderne que Boisguilbert n'utilise évidemment pas. Mais il distingue en réalité deux types de groupes, ou plus exactement répartit les trois groupes qu'il décèle en deux catégories selon leur comportement à l'égard de la production de la richesse et à l'égard de la circulation du revenu.

A - Les groupes économiques.

Les groupes économiques sont déterminés en fonction du critère de leur participation à la production de la richesse. Ils sont au nombre de trois :

- le groupe des "laboureurs" qui travaillent la terre et sont les premiers producteurs,

- le groupe des "marchands" qui appliquent leur activité aux produits de la terre pour les transformer en un second cycle de production. Ce sont les artisans, commerçants, membres de l'administration et des professions libérales.

- le groupe des propriétaires fonciers qui ne participent pas par leur travail à la production. Boisguilbert est sévère à leur endroit en disant que cette classe "ne fait rien et jouit de tous les plaisirs". Plus tard, Quesnay essaiera de justifier son existence en montrant qu'elle supporte "les avances foncières".

B - Les groupes sociaux.

Les groupes sociaux sont déterminés en fonction du critère de leur participation à la circulation du revenu et donc en fonction de leur acquisition du revenu. Il distingue ainsi :

- le groupe des "laboureurs" qui vit de l'autoconsommation et de la vente de la part des produits de la terre qui reste entre leurs mains après autoconsommation et paiement des redevances.

- le groupe des "marchands" qui perçoit ses revenus en vendant ses produits d'industrie aux deux autres groupes,

- le groupe du "beau monde" qui perçoit les revenus fonciers payés sous forme de redevances et qui comprend le Prince, les propriétaires fonciers, nobles, ecclésiastiques et riches bourgeois, en un mot, dit Boisguilbert, "ceux qui n'ont d'autre fonction que de recevoir".

C – La cohérence de la classification des groupes.

En fait, les deux séries de trois groupes se recouvrent parfaitement :

- les deux groupes économiques qui produisent les richesses par leur travail perçoivent des revenus d'industrie, ce qui en fait une même classe sociologique.

- le groupe économique des propriétaires fonciers qui ne produit pas, perçoit les revenus de fonds qui sont des revenus de propriété, des équivalents de droits et non la contrepartie d'une activité. Il coïncide avec le groupe social du "beau monde", autre classe sociologique.

Ainsi, au-delà des groupes économiques diversifiés par le genre de leur participation à la production, on retrouve une même classe sociologique caractérisée par son travail et la perception de revenus d'industrie. Quant au groupe économique des propriétaires fonciers qui perçoit sans travail les revenus des fonds, du seul fait du régime d'appropriation des terres, elle correspond au groupe sociologique du "beau monde".

La classification de Boisguilbert est homogène; il peut passer sans solution de continuité des catégories économiques aux catégories sociologiques et inversement.

Mais si les propriétaires fonciers ne participent pas à la production, le "beau monde" va participer à la circulation; c'est lui qui met en oeuvre la circulation, il est à l'origine du circuit des flux que fait le revenu, bien que les "laboureurs et marchands" soient "la source et le principe de toutes les richesses de l'Etat" (1).

++++++ § 2 – Le revenu dominant et l'effet multiplicateur
++++++ de la dépense

Boisguilbert conçoit encore son modèle en fonction de la structure économique du moment.

---

(1) Factum de la France, ch. I, tome II, p. 4.

Il se caractérise par deux traits : l'un qui a perdu son actualité; c'est le caractère dominant des revenus fonciers; l'autre qui est essentiellement moderne : le principe du multiplicateur de dépenses.

A - Le revenu foncier, revenu dominant.

L'économie française du XVIIème siècle étant à structure essentiellement agricole, le revenu foncier joue tout naturellement pour Boisguilbert le rôle de revenu dominant. C'est lui qui doit conditionner les revenus d'industrie en fonction de la part que le paiement des redevances laisse entre les mains des laboureurs. Mais, issu de la richesse essentiellement agricole, son importance fixe également le volume du revenu global du pays, car c'est de lui que sortent les revenus d'industrie. Il est donc à la fois revenu dominant et revenu primaire. Il se situe à l'origine du circuit en ce sens que, c'est lui qui, par sa dépense, fait naître les revenus d'industrie.

Cette dépense est, on le sait, l'élément moteur qui met le circuit en mouvement. Si bien que le revenu monétaire est engendré, comme il a été indiqué, par un ensemble de flux de dépenses en monnaie. Ici encore, on peut saisir l'homogénéité du raisonnement de Boisguilbert : de même que la production agricole est la source des richesses, la dépense du revenu foncier est à l'origine des dépenses qui engendrent, par un circuit de flux monétaire, les autres revenus.

B - L'effet multiplicateur de la dépense.

Nous arrivons ici à un aspect tout à fait moderne de la conception de Boisguilbert.

Ce circuit des flux est un circuit fermé; un "circuit achevé" dit exactement l'auteur. C'est donc que pour lui, les flux partis du "beau monde" sont dépensés pour former des revenus d'industrie et que ceux-ci dépensés à leur tour par les marchands et laboureurs, reviennent finalement à leur point de départ. Si bien que l'importance des revenus d'industrie dépend de la dépense des revenus des fonds par le "beau monde".

Peut-on alors s'étonner qu'en ce point de son raisonnement, Boisguilbert ait songé à l'effet des dépenses des revenus de fonds sur les revenus d'industrie ? Il est tout à fait normal, qu'ayant ainsi engagé son analyse, il en arrive à penser que du volume des revenus fonciers dépensés dépendra le volume des revenus d'industrie. Et comme il estime que les flux sont animés d'un mouvement de "circulation naturelle" et font à chaque tour de circuit un passage "par une infinité de mains", il est amené, non pas sans doute à formuler, mais à indiquer l'effet multiplicateur de la dépense. Toutefois, au lieu de le formuler dans une perspective d'accroissement du revenu dépensé, il le formule en fonction de l'effet d'une diminution de la dépense, ce qui lui permettra de dire que la diminution des dépenses exerce un effet fâcheux.

Il n'est ici que de citer son texte même :

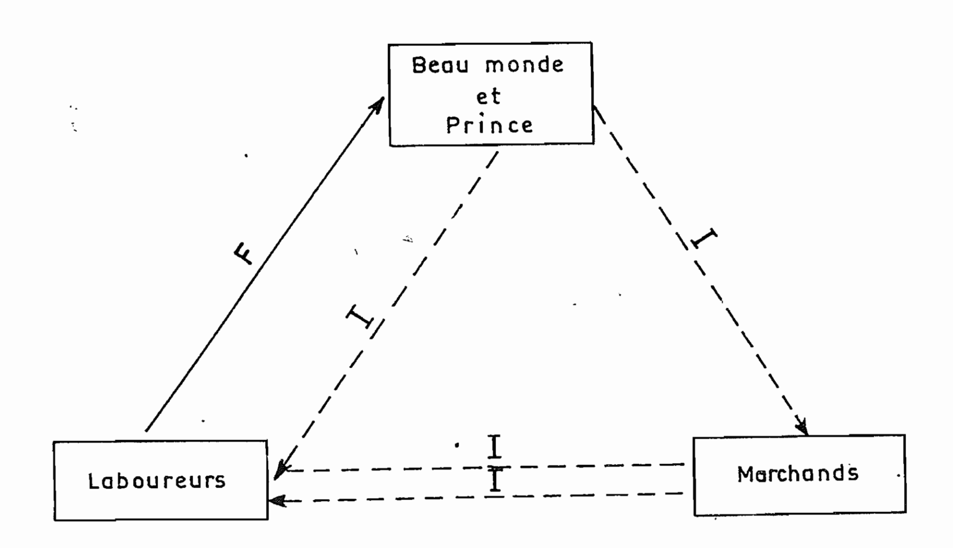
Envisageant l'hypothèse d'une diminution des revenus des fonds, il va en effet montrer son effet multiplicateur dans le sens de la contraction du revenu. Partant de cette hypothèse, il écrit : "ceux qui avaient mille livres de rente en fonds, n'en ayant plus que cinq cents, n'emploient plus des ouvriers que pour la moitié de ce qu'ils faisaient autrefois, lesquels en usent de même à leur tour à l'égard de ceux desquels ils se procuraient leurs besoins, par une circulation naturelle qui fait que les fonds commencent le mouvement; il faut que l'argent qu'ils forment pour faire sortir les denrées qu'ils produisent, passent par une infinité de mains, auparavant que son circuit achevé il revienne à eux : de manière que ne faisant ces passages que pour autant qu'il en est sorti la première fois, on peut dire qu'une diminution de cinq cents livres par an en pure perte dans un fonds, en produit une de plus de trois mille livres par an au Corps de la République". (1)

(1) Factum de la France, ch. I, t. II, p. 5.

++++++
++++++ § 3 - Le schéma du circuit des flux monétaires

Le circuit de Boisguilbert est donc un circuit triangulaire des flux monétaires de dépenses créant le revenu. Il se présente, non comme un mécanisme de la répartition du revenu, mais comme un système de génération des revenus par leur circulation.

Il peut être représenté par le schéma suivant : (1)



Le "beau monde" et le Prince dépensent leurs revenus des fonds en achats auprès des marchands et des laboureurs, créant ainsi les revenus d'industrie des groupes qui produisent. Entre ces deux classes s'établissent également des dépenses créant des revenus d'industrie, les marchands achetant les produits de la terre pour se nourrir et travailler à leur transformation, les laboureurs vendant leurs produits aux marchands et achetant leurs marchandises. De la vente des

(1) Ce schéma est fait identique à celui présenté par J. Molinier : "Les métamorphoses d'une théorie ...", op. cit.

produits de la terre, les laboureurs paient les redevances et impôts au Beau Monde et au Prince, qui reçoivent ainsi les revenus fonciers qu'ils dépenseront à nouveau.

Ainsi, le "beau monde" a l'initiative en dépensant ses revenus, il est à l'origine du circuit. En achetant auprès des laboureurs et des marchands, il crée les revenus d'industrie et les dépenses que font entre eux ces deux groupes producteurs, créent des revenus d'industrie additionnels. Comme toute richesse part de la terre, les flux de dépenses font retour aux laboureurs qui transmettent par prélèvement les flux de revenus fonciers au "beau monde" et ainsi de suite. C'est lui qui provoque la mise en route du circuit et par ses dépenses commande le volume du revenu.

Il en résulte que le revenu de la nation est une simple sommation des revenus d'industrie et des revenus fonciers; les premiers naissant de flux de dépenses, les seconds de flux de transferts. Le revenu part du "beau monde" par les flux de dépenses qu'il effectue; il lui fait retour par le flux de transferts dont il est le bénéficiaire.

++++++ Section IV
++++++
++++++ La portée de l'oeuvre de Boisguilbert
++++++

Section IV

La portée de l'oeuvre de Boisguilbert

Comme ses prédécesseurs mercantilistes, Boisguilbert était animé de préoccupations d'ordre pratique; comme ses successeurs physiocrates, il a fait oeuvre scientifique. Et c'est un petit scandale que celle-ci soit passée inaperçue pendant si longtemps.

++++++ § 1 - Les recommandations de politique ++++++ économique

Trois ordres de recommandations sont faites par Boisguilbert; elles intéressent : l'agriculture, le commerce, la fiscalité.

L'agriculture est l'objet de toutes ses sollicitations. Il voit en elle le moyen d'enrichir à la fois les individus par un revenu abondant et le Trésor royal par d'importants prélèvements; ainsi, il s'oppose à ceux qui, avant lui, raisonnaient comme si richesse des sujets et intérêt des finances royales étaient plus contradictoires que complémentaires. Il convient donc de développer le revenu des agriculteurs, car plus les individus seront riches et plus les riches seront nombreux, plus le revenu national s'élèvera, élargissant ainsi la base d'imposition, source des avantages du Roi. Or, ces revenus sont essentiellement tirés de l'agriculture; c'est donc elle qu'il faut développer. S'opposant ainsi à l'industrialisme de Colbert, son agrarisme est inspiré de considérations pratiques, en ce sens qu'il voit dans l'agriculture la forme de richesse du moment. Quesnay sera plus théorique, et essayera de donner des fondements plus scientifiques à sa position agrarienne.

La dépense et donc le commerce, représentant le facteur essentiel du circuit du revenu, il convient de lui laisser le maximum de liberté. Boisguilbert est donc opposé à l'ensemble du système de réglementation qui paralyse les échanges et donc la circulation du revenu.

Cependant, en ce point, il dépasse l'empirisme et commence à esquisser un fondement scientifique du libéralisme, ou plus exactement du système de la liberté naturelle.

En effet, pour lui, l'échange est le principe de l'activité, c'est-à-dire de la circulation du revenu, et il est entretenu par l'intérêt que chacun y trouve. La poursuite de cet intérêt particulier forme spontanément le "bien général".

Mais il faut à cela une condition : rien ne doit venir troubler l'équilibre des denrées qui s'échangent et le prix auquel elles s'échangent. C'est donc non seulement que la réglementation peut être cet élément de trouble, ce qui est une position négative; mais c'est ajouter d'une manière positive que la nature crée naturellement l'ordre qui maintient cet équilibre. Il faut donc se garder de troubler l'ordre de la nature par l'intervention de l'autorité.

Ainsi Boisguilbert donne-t-il un fondement rationnel à la liberté des échanges et à l'extension de la richesse.

Enfin, en matière de fiscalité, il recommande la réorganisation du système fiscal, signale les abus et les insuffisances du système d'assiette et de recouvrement laissé au hasard et à l'arbitraire des "traitants" qui accablent les contribuables et détournent les fonds. Il met l'accent sur la nécessité de restaurer les finances du royaume en réorganisant les bases d'imposition et en les développant par la prospérité agricole et l'animation du commerce.

++++++
++++++ § 2 - L'analyse de Boisguilbert

L'analyse de Boisguilbert fait de l'importance du revenu national et de sa circulation entre les groupes sociaux le principe même de la richesse de la nation; proposition banale pour un contemporain, idée neuve pour l'époque.

Sans doute sa notion de revenu est-elle encore sommaire; elle est la simple sommation des revenus individuels. Aussi en fournit-il une expression comptable plutôt qu'une analyse économique.

Le revenu individuel n'est pas, lui non plus, conçu d'une manière très élaborée. Comme nous l'avons indiqué, il est lié à la notion de dépense effectuée pour l'acquisition de ce qu'il appelle la richesse. Le revenu est lié à la dépense et donc à la circulation. Certes, il y a là encore une idée moderne, Keynes ayant largement utilisé cette idée selon laquelle la dépense d'une personne est à l'origine du revenu d'une autre personne. Mais Boisguilbert ne va pas plus loin. Là encore, sa préoccupation financière devait logiquement le conduire à souligner l'importance de la circulation des flux, considérée comme occasion d'établir les bases de l'imposition; mais il n'est pas allé au-delà.

Par contre, on trouve chez lui, à l'état encore un peu sommaire, deux autres notions qui auront la faveur des économistes modernes : la conception de l'effet multiplicateur de la dépense et l'effet dépressionniste de l'abstention de dépenses. Ces deux effets sont indiqués par lui avec netteté. En voici deux exemples.

Il écrit dans la "Dissertation sur la nature des richesses", ch. VI, t. II, pp. 289-290 : "un écu chez un pauvre ou un très menu commerçant, fait cent fois plus d'effet ou plutôt de revenu que chez un riche, par le renouveau continuel et journalier que fait cette modique somme chez l'un, ce qui n'arrive pas à l'égard de l'autre dans les coffres duquel des quantités bien plus grandes d'argent demeurent des mois et des années entières, oiseuses et par conséquent inutiles".

Il distingue, par ailleurs, la monnaie qui circule et la monnaie thésaurisée (sans employer le terme) en stigmatisant la thésaurisation. La première est "l'argent bienfaisant" qui, dit-il, est "soumis aux ordres de sa vocation qui est de circuler", et "l'argent criminel" qui, au lieu de créer des revenus en circulant, s'entasse dans les coffres des riches.

Préoccupé de la circulation du revenu et bien qu'ayant une notion de la création de la richesse, Boisguilbert ne pouvait donner une conception avancée du revenu national et individuel, car il n'avait pas de théorie de la production. Il se borne à expliquer comment la circulation du revenu entre les groupes permet à chacun d'obtenir une part de la richesse produite. Mais il n'aborde pas l'élément cependant essentiel à la théorie du revenu : les décisions qui gouvernent sa création et son utilisation, sa production et sa consommation. Rattachant le revenu à ce qui circule pour être consommé, il décrit plus qu'il n'explique. Certes, les indications qu'il déduit des phénomènes de circulation : dépense, effet multiplicateur, effet de la thésaurisation, sont remarquables pour son temps en ce sens qu'ils constituent déjà la vision de phénomènes importants. Cependant, il s'agit encore d'un point de départ.

On se trouve donc en présence d'un précurseur de la macro-analyse en termes de revenu et de la théorie du circuit des flux; le modernisme de Boisguilbert est incontestable. S'il a été longtemps méconnu, c'est parce que l'analyse en termes de flux et de circuit fut à peu près complètement oubliée après les Physiocrates. C'est à partir du moment où Keynes la remit en vigueur que l'on put redécouvrir Boisguilbert; d'où l'intérêt de la méthode qui conduit à refaire l'itinéraire suivi par la pensée économique, en ayant présentes à l'esprit les acquisitions les plus récentes (sans cependant

faire une histoire rétrospective, comme on l'a indiqué, dans l'Introduction).

Il convient d'indiquer encore l'importante influence que cette pensée a exercée sur les travaux des Physiocrates. Il est certain que Quesnay a eu non seulement connaissance des travaux de Boisguilbert qui, contrairement à ce qu'on a longtemps pensé, étaient connus à la cour de Louis XV, mais qu'il s'en est fortement inspiré, perfectionnant, comme on le verra plus loin, le système du circuit. Il convient aujourd'hui d'abandonner l'idée simpliste selon laquelle Quesnay, médecin devenu économiste, avait tiré l'idée de circuit de l'image de la circulation du sang. Il l'a puisée, plus prosaïquement, dans l'oeuvre d'un prédécesseur auquel il a omis de rendre son dû (1).

(1) Cette question est élucidée par les travaux de Mlle Bayers. Attachée de recherche au Centre national de la Recherche scientifique qui, s'appuyant sur des manuscrits jusqu'ici inexploités, déposés à la Bibliothèque nationale, a retrouvé la filière Boisguilbert-Quesnay. Nous espérons que ces travaux pourront être prochainement publiés.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LE SYSTEME PHYSIOCRATIQUE
++++++

Chapitre II

LE SYSTEME PHYSIOCRATIQUE

Les Physiocrates sont les premiers économistes présentant un véritable système, composé d'une problématique et d'une analyse, aboutissant à des recommandations de politique économique. (1).

Ce système est celui d'une <u>école</u> et pas seulement d'un homme, bien que l'un d'entre eux : Quesnay, ait joué un rôle prépondérant, celui du maître qui pose les fondements que les disciples développent.

Plus que tout autre, il s'agit d'un <u>système de pensée</u>, concevant l'économie politique comme une <u>science</u>, science de la nature autant que de l'homme, ou plus exactement, science de l'homme se conformant à des prescriptions naturelles. La finalité humaine du système est nette, mais l'analyse s'efforce de demeurer objective au sein de l'étude des problèmes qui lui sont posés.

---

(1) Cf. sur l'ensemble de leur oeuvre : François Quesnay et la Physiocratie - Ouvrage collectif publié par l'Institut d'Etudes démographiques. Paris 1958, à l'occasion du bicentenaire de la publication du "Tableau Economique".

Cf. également la bibliographie donnée à la fin du présent Titre. Nous signalons tout spécialement l'ouvrage de Jean Molinier : "Les métamorphoses d'une théorie économique : Le revenu national chez Boisguilbert, Quesnay et J.B. Say "Centre d'Etudes Economiques, où nous avons puisé d'intéressantes suggestions.

Avec les Physiocrates, commence l'économie politique scientifique.

Cependant, l'ensemble de la pensée physiocratique est normative et finaliste, car toute leur démonstration s'appuie sur la conception d'un ordre naturel, qui est le meilleur possible et qu'il convient de réaliser lorsqu'on a su en découvrir les lois. La science économique a donc pour but de découvrir les éléments constitutifs de l'ordre naturel afin de permettre à la Société de s'y conformer.

++++++
++++++
++++++
++++++

Section I

La pensée des Physiocrates

Les Physiocrates s'opposent en de nombreux points aux mercantilistes; les caractères de cette opposition apparaissent immédiatement.

Les Mercantilistes sont dispersés dans le temps sur trois siècles et dans l'espace, sur toute l'Europe. En conséquence, les variations sont nombreuses au cours de cette longue durée et d'un pays à l'autre.

Les Physiocrates sont au contraire regroupés dans le temps et dans l'espace.

1 - Dans le temps, car leurs écrits sont produits au cours d'une brève période dont les limites extrêmes peuvent être fixées comme étant :

1756 : année de la publication par Quesnay dans l'Encyclopédie des articles : Fermiers et Grains.

1776 : publication par Condillac de son ouvrage :"Le commerce et le Gouvernement considérés relativement l'un à l'autre" et surtout parution de la "Richesse des Nations", d'Adam Smith.

2 - Dans l'espace, le groupement est également très net : les Physiocrates sont des auteurs spécifiquement français, qui auront des disciples à l'étranger, mais dont toutes les caractéristiques sont bien nationales.

En effet, les Physiocrates sont français, non seulement par leur nationalité, mais par leur type d'esprit, leur raisonnement très cartésien, leur goût de l'ordonnancement, des vues générales et systématiques.

Aussi forment-ils une école très caractérisée : plus qu'une école, une secte comme dira Turgot pour s'en différencier.

++++++
++++++ § 1 - La "secte" des Physiocrates

La secte a en effet une définition qui se rapporte beaucoup plus à l'attitude d'esprit et au caractère intellectuel qu'au comportement extérieur.

La secte physiocratique a une grande cohésion dans les idées et une unité d'inspiration et de conception qui ne se démentira jamais. Il s'agit de développer les idées du "Maître", François Quesnay, qui a posé les principes de la nouvelle science en une découverte qui, pour ses contemporains, constitue une des grandes dates de l'histoire de l'humanité.

Tous ces hommes sont tributaires d'une même pensée; ils ne cherchent pas à se singulariser, mais à développer les théories communes, chacun apportant sa contribution.

Aussi forment-ils un groupe de pensée qui rappelle bien une secte, comportant les "articles de foi", le dogmatisme, les fidèles, les initiés.

A - <u>Les membres de la "secte"</u>

Le maître et fondateur de la Physiocratie est François Quesnay, médecin de la marquise de Pompadour et de Louis XV. Né en 1694 à Méré, près de Montfort-l'Amaury en Ile-de-France, il remporta quelques succès appréciables dans les travaux de biologie. Il était adepte de la méthode d'observation et s'intéressait aux choses de la terre, étant lui-même propriétaire d'un vaste domaine.

C'est en 1756 et 1757 qu'il publie les articles, Evidence, Fermiers, et Grains dans l'Encyclopédie de d'Alembert et Diderot. Mais en 1758, alors qu'il a 64 ans, paraît son Tableau Economique qui va servir de manifeste et de fondement à la pensée physiocratique, mais dont l'occasion fut la grande crise économique et financière que connaissait la France. Le Tableau qui reproduit graphiquement la circulation des flux de revenus, était accompagné d'un texte important qui en dégageait le sens et les lignes : "Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole".

Le Tableau et les Maximes eurent, à la Cour et dans le Royaume, un retentissement très grand et suscitèrent des fidèles enthousiastes qui se groupèrent autour du maître et approfondirent sa pensée. Les principaux d'entre eux sont :

Le Marquis de Mirabeau, père du révolutionnaire, est l'auteur de L'Ami des Hommes (1757) et de la Philosophie rurale (1763).

Dupont de Nemours (1739-1817) publia De l'origine et des progrès d'une science nouvelle (1768) paru en seconde édition sous le titre "Physiocratie".

Le Mercier de la Rivière (1721-1793) fit paraître : L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques (1767).

L'abbé Baudeau (1730-1792) fonda en 1765 un journal "Les Ephémérides du citoyen", dans lequel furent diffusées les idées de la "secte". Il publia, en 1771 : "Première Introduction à la philosophie économique, des Etats policés".

Tous ces écrits reprennent les idées de Quesnay en rendant un touchant hommage au fondateur; ils les développent et en tirent des conseils de politique. Ils procèdent également à un travail d'initiation, diffusant avec constance leurs idées, spécialement auprès des "Grands", même des Princes étrangers, des notables, des personnages qui exercent de hautes fonctions. Ils essayent sans cesse de persuader ceux qui peuvent infléchir dans le sens de leurs thèses, le gouvernement des affaires publiques.

B - La situation particulière de Turgot.

La forte personnalité de Turgot (10 mai 1727-18 mars 1781) ne put jamais se plier aux disciplines intellectuelles de la "secte". Ayant subi l'influence de Vincent de Gournay, grand administrateur et de François Quesnay, il approuve dans l'ensemble les idées physiocratiques, mais restera toujours dans une position personnelle.

C'est peut-être grâce à cet isolement relatif qu'il ne restera pas prisonnier du "système" et put faire oeuvre personnelle.

Tròp longtemps ignoré, au profit des Physiocrates orthodoxes, il fournit cependant des analyses remarquées. Ses "Réflexions sur la formation et la distribution des richesses", constituent une étude intéressante des problèmes fondamentaux de l'économie.

C'est ainsi qu'il fera oeuvre personnelle avec ses analyses de la valeur et de la productivité de l'industrie, qui comble heureusement les lacunes de l'agrarianisme des fidèles de Quesnay. Il prolonge les arguments de ceux-ci par une très belle étude des rendements non proportionnels qui annonce les développements ultérieurs des classiques. Il en est de même pour la théorie du salaire et des prix.

Il semble que Turgot, tenant pour acquises une grande partie des idées physiocratiques, en ait profité pour les considérer comme un point de départ permettant un dépassement. Dans ce sens, Turgot apparaît comme un précurseur remarquable de l'économie politique classique. Il abandonnera l'analyse en termes de flux pratiquée par les Physiocrates pour préparer l'analyse en termes de prix, que développera plus tard, l'école classique.

Il ne faut donc pas confondre les deux types de recherche en opposant une prétendue supériorité des analyses de la valeur et du prix faites par Turgot à celles des Physiocrates. Ceux-ci ont opté pour une analyse en termes de flux qui n'use pas des mêmes concepts.

On trouve donc là l'origine des deux grands types d'analyse que reprendra la science contemporaine. A ce titre,

l'étude de Turgot sera dissociée de celle des Physiocrates (cf. sous-titre III).

++++++ § 2 - Les caractères de la pensée physiocratique ++++++

La pensée physiocratique procède d'une réaction contre la pensée mercantiliste, en ce qu'elle est agrarienne, libérale et scientifique.

A - La réaction agrarienne contre le commercialisme et l'industrialisme.

On a déjà signalé le déclin et la stagnation agricoles et, en fonction de ces faits, la préoccupation renaissante des derniers mercantilistes pour l'agriculture.

Les Physiocrates vont beaucoup plus loin et sont influencés par les circonstances historiques.

Comme les Mercantilistes, ils recherchent les moyens d'enrichissement; mais ils placent ceux-ci dans l'activité agricole. La monnaie n'est plus un moyen, même indirect, d'obtenir la richesse; celui-ci est beaucoup plus moderne : c'est la productivité. Mais ils vont à l'extrême opposition en disant que seule l'activité agricole est productive, avec cependant une exagération manifeste : l'agriculture est seule à fournir un produit net.

B - La réaction libérale contre la réglementation étatique.

On a déjà noté la réaction des derniers mercantilistes contre les abus de la réglementation. Les Physiocrates demandent ouvertement la liberté.

Ils estiment que la liberté est le meilleur moyen de permettre l'établissement de l'ordre voulu par Dieu; ordre naturel très différent, comme il sera montré, de l'ordre providentiel de Saint Thomas.

Les Physiocrates repoussent donc l'intervention de l'Etat demandée par les Mercantilistes. Pour ceux-ci, le Prince doit réaliser une organisation qui est une création artificielle du pouvoir; pour Quesnay et ses disciples, il s'agit de reconnaître les règles de l'ordre naturel et de s'y conformer. Le souverain créera, autoritairement s'il le faut, les conditions permettant de se conformer à cet ordre; il agit donc pour favoriser son établissement et c'est en cela que la liberté n'est pas desservie mais au contraire favorisée. Ceci demandera des explications supplémentaires.

C - La réaction scientifique contre l'empirisme.

Le Mercantilisme était un ensemble de recettes politiques sans appui scientifique; l'analyse était chez eux exceptionnelle.

Les Physiocrates sont les premiers à prétendre construire une science économique. Cette légitime et heureuse prétention s'explique en partie par l'influence du milieu intellectuel de l'époque.

En effet, la situation déficiente de l'agriculture explique l'agrarianisme : le développement des préoccupations scientifiques va expliquer la tentative intellectuelle qui constitue le système physiocratique.

C'est au cours de la seconde moitié du XVIIIème siècle que se manifeste un remarquable élan scientifique; on est au siècle des lumières, les Philosophes jouent un rôle considérable, c'est l'époque de l'Esprit des Lois de Montesquieu et des essais politiques.

Les Physiocrates vont comme les Philosophes, critiquer le passé, s'attacher à l'étude du corps politique et de la société; mais ils le feront avec leurs idées propres.

En effet, ils ne font pas une simple application des idées des Philosophes à l'économie; ils sont souvent même en opposition avec eux sauf au sujet de la liberté. Cependant, ils se rattachent aux grands courants du moment.

1 - On retrouve chez eux l'influence de l'engouement pour les choses de la vie rurale. Dans cet esprit, la pensée physiocratique se rattache au mouvement général qui va des scènes champêtres que peignent Watteau, Fragonard, Lancret, aux bergeries de Trianon. Mais ceci est le côté anecdotique, car la situation défavorable de l'agriculture demeure la cause principale.

2 - La pensée physiocratique se rattache plutôt à l'effort scientifique qui se développe dans les diverses branches du savoir. Elle appartient à l'époque du naturaliste Buffon, du chimiste Lavoisier, du médecin Bichat, du naturaliste Lamarck.

Comme ces savants, les Physiocrates conçoivent un effort avant tout scientifique et conçoivent l'économie comme une discipline des lois naturelles. Ainsi la pensée économique est-elle, pour la première fois, une pensée rigoureuse, logique, abstraite, préoccupée de cohérence et cherchant à systématiser pour mieux connaître.

On leur a reproché un trop grand dédain de l'histoire et un parti pris déductif. Cependant, ils sont soucieux d'observation, surtout Quesnay, et leur explication de la répartition témoigne d'une conception sociologique qui montre que le milieu social ne leur est pas indifférent. En ce sens, distincts des philosophes de la politique, ils identifient leur domaine d'action : l'économie et la sociologie.

Aussi, à l'empirisme et à la dispersion des Mercantilistes, les Physiocrates opposent ce qui manquait encore à la science pour se constituer d'une manière autonome : la synthèse et la construction cohérente, c'est-à-dire le système d'interprétation et d'analyse.

Et ceci explique l'éclat de la pensée physiocratique. Elle a exercé un effet percutant, qui explique l'enthousiasme, sans doute un peu naïf, avec lequel elle a été accueillie. L'esprit français s'est retrouvé chez ces cartésiens et reconnu dans cette synthèse que constitue "le système".

++++++
++++++ § 3 - Le contenu du système physiocratique

Le contenu du système physiocratique est exprimé, en avril 1776, avec un rare bonheur, par l'abbé Baudeau, dans son journal, "Les Ephémérides du Citoyen".

"Les vrais économistes sont faciles à caractériser ... Ils reconnaissent un maître, le Dr Quesnay; une doctrine, celle de la "Philosophie rurale" et de l'"Analyse économique"; des livres classiques, "La Physiocratie"; une formule, le "Tableau Economique"; des termes techniques, précisément comme les anciens lettrés de la Chine".

Passons sur trois éléments :

1) la mention des anciens lettrés chinois qui suppose bien l'initiation donnant un caractère de secte.

2) les termes techniques et la formule du Tableau; c'est le rappel, un peu prétentieux, du caractère scientifique de la nouvelle pensée.

3) le livre classique : la Physiocratie, de Dupont de Nemours; c'est le traité qui présente la "somme" des acquisitions scientifiques, issues de la découverte géniale de Quesnay. Mais l'essentiel est dans l'affirmation de la possession d'une "doctrine" de la philosophie rurale et de l'analyse économique.

A - La doctrine.

Ici il convient de s'arrêter pour expliquer et compléter. Quel est le sens du terme doctrine, ici employé ?

"Doctrine" n'a pas le sens moderne et précis qui a été indiqué dans l'introduction de ce livre. Ce terme indique ici la conception scientifique de l'économie politique, par opposition à celle des mercantilistes.

Primitivement, les Physiocrates s'intitulent : philosophes économistes, pour indiquer que leur conception de la

vie économique découle d'une conception plus générale de la société qui, elle-même, commande la manière selon laquelle elle doit être interprétée.

Quand ils se qualifient d'économistes, ou de Physiocrates, à la suite de la publication de la "Physiocratie" par Dupont de Nemours, ils soulignent encore plus nettement leur position. Physiocratie signifie "gouvernement de la nature", entendu dans le sens de gouvernement d'une société naturelle.

Leur "doctrine", c'est-à-dire leur interprétation générale procédant d'une conception philosophique énonce que :

1) l'ordre des sociétés est régi par des lois naturelles,
2) ces lois doivent être connues, afin de pouvoir se conformer à leurs prescriptions.

B - L'analyse.

Le mode d'interprétation de la société est donc un effort de connaissance; c'est un mode scientifique. En d'autres termes, la connaissance scientifique est une exigence logique de la conception de l'ordre naturel des sociétés. La doctrine exprime donc à la fois qu'il existe un ordre naturel des sociétés auquel il convient de se conformer, et que cet ordre ne peut être connu que par la science, c'est-à-dire par l'analyse économique.

Il est significatif de remarquer que les termes d'analyse économique, que certains veulent considérer comme une création contemporaine, dont l'emploi serait presque la manie de sacrifier à une sorte de mode passagère, fut employé par les premiers économistes, désireux de se livrer à un effort scientifique.

L'analyse économique est, pour les Physiocrates, le moyen scientifique permettant d'accéder à la connaissance des lois de l'économie.

C - Le système d'économie politique.

Dès lors, le système physiocratique apparaît comme le premier système complet d'économie politique. Interprétant

leur position à l'aide des termes utilisés par la recherche contemporaine, on peut dire :

1) la doctrine des physiocrates est celle de l'ordre naturel des sociétés, dont il convient de connaître les lois.

2) l'analyse a pour but d'obtenir cette connaissance, en répondant aux interrogations posées par la problématique de l'ordre naturel.

3) la politique "libérale" du "despote éclairé" est chargée de traduire ces conceptions dans le monde réel.

Leur système d'économie politique est donc entièrement construit sur la base d'une problématique doctrinale, posant des questions à l'analyse; les réponses apportées par celles-ci orientant la politique.

La pensée physiocratique apparaît donc à la fois normative et finaliste.

Elle est normative, parce qu'elle présente l'ordre naturel comme le plus, sinon même le seul, apte à réaliser le bonheur des hommes.

Elle est finaliste parce qu'elle attend de l'analyse l'indication des moyens qui permettront à la société de se conformer aux exigences de l'ordre naturel.

La Physiocratie représente ainsi un système qui est non seulement complet, mais présente aussi au plus haut degré les caractères d'un système d'économie politique. Il procède, en effet, d'une conception d'ensemble de la vie de la société, conduit à une étude des relations établies entre actes humains et aboutit à une politique conçue comme un art du gouvernement de la cité. Il est significatif de ce point de vue, de remarquer que Quesnay a accompagné le "Tableau Economique" de ses "Maximes Générales du Gouvernement économique d'un royaume agricole", accomplissant un effort scientifique à la fois économique, sociologique et politique.

Jamais encore le domaine scientifique n'avait été aussi nettement spécifié et n'avait d'une manière aussi directe,

conduit l'analyse vers la recherche des moyens propres à assurer la conduite d'une société.

D - <u>La portée de l'oeuvre des Physiocrates.</u>

L'oeuvre des Physiocrates - et tout particulièrement de leur chef, le Dr Quesnay - a donc une portée remarquable. Elle pose, pour la première fois, dans toute son ampleur, le problème de la signification et de la valeur de la science économique. Sans doute, peut-on critiquer le bien-fondé de certaines réponses, la faiblesse et le caractère erroné de certaines thèses. On peut même faire remarquer, comme l'a fait M. Emile James (1), que des auteurs antérieurs ont été parfois plus précis et plus proches de la réalité que Quesnay.

Mais il ne paraît pas fondamental, pour apprécier l'oeuvre d'un auteur, de savoir s'il a été le premier à proposer une explication précise sur un point particulier.

"Il n'y a de science que du général".

Or Quesnay a été, non seulement, le premier à fournir une explication générale de l'activité économique, mais encore un des rares économistes, avec l'ensemble de l'école classique, Walras et, dans une certaine mesure, Karl Marx, à présenter une interprétation de phénomènes fondamentaux ayant une valeur permanente. On s'en apercevra lorsqu'on étudiera la théorie du circuit dont on s'accorde à reconnaître aujourd'hui le caractère moderne. Sans doute, l'analyse de Quesnay contient-elle des insuffisances et des erreurs graves. Ni plus ni moins que bien d'autres, qui ont bénéficié pendant longtemps d'un crédit exagéré, que l'on refusait injustement aux Physiocrates, en qui on ne voulait voir que les laudateurs excessifs de l'activité agricole, oubliant toutes les parties valables de leur analyse.

Nous dirons, au contraire, que, grâce à Quesnay, l'analyse économique a, pour son coup d'essai, réalisé un coup de maître. Quesnay, malgré ses erreurs, nous apparaît comme un

---

(1) Histoire sommaire de la pensée économique p. 66. Le jugement de M. Emile James nous paraît excessivement sévère à l'égard des Physiocrates.

des plus grands économistes de tous les temps; il est le véritable créateur de l'économie politique scientifique.

Pour connaître la pensée de Quesnay et de l'ensemble de l'école physiocratique, on étudiera donc le système dans son ensemble en distinguant :

- la problématique de l'ordre naturel.
- l'analyse économique du circuit de la richesse.
- la politique physiocratique.

++++++
++++++
++++++
++++++

Section II

La problématique de l'ordre naturel

La conception de l'ordre naturel est étroitement tributaire d'une philosophie et c'est un raisonnement philosophique, normatif et rationnel qui sert à l'établir. Trois mots-clefs qui reviennent sans cesse dans les écrits des Physiocrates expriment le fondement d'une sorte de profession de foi d'où découleront les interrogations qui seront posées à l'analyse; ces trois termes sont : naturel, essentiel, évident, qui prennent dans leur contexte la signification de postulats. L'ordre naturel est un ordre "physique", essentiel au bon fonctionnement des sociétés; il est connu par l'évidence.

++++++
++++++

§ 1 - Les principes de l'ordre naturel

D'après la définition donnée par Dupont de Nemours, la physiocratie est "la science de l'ordre naturel". Le terme physiocratie signifie par ailleurs : gouvernement de la nature. Quelle est donc la signification de ces termes ?

L'ordre naturel s'oppose à l'ordre volontaire, créé par l'activité des hommes; il n'est pas le résultat d'une action orientée en un sens désiré, aboutissant à un état artificiel. Il n'est pas non plus un état de nature, s'opposant à l'état

de civilisation qui serait lui aussi artificiel; il n'est donc pas l'ordre du "bon sauvage" selon la mode de l'époque (1), ni celui résultant du contrat social, selon la conception de Rousseau.

L'ordre naturel est un ordre spontané, qui s'établit par le respect de la nature des choses et des rapports nécessaires qui en découlent. Il est l'expression de l'état d'une société dans laquelle les institutions sont conformes aux exigences de cet état de nature tel qu'on peut l'imaginer et qui est régi par des lois traduisant les rapports nécessaires découlant eux aussi de l'état de nature.

Etant un ordre spontané, il découle du libre courant des êtres et des choses et se trouve par là conforme à la volonté de Dieu. Il présente ainsi deux caractères : il est providentiel et essentiel.

1 - L'ordre naturel est un ordre providentiel.

La notion d'ordre providentiel se trouvait déjà dans Saint Thomas. Elle était pour lui un ordre révélé, prescrit par Dieu et connu par l'interprétation du texte révélé, duquel la raison pouvait déduire les éléments constitutifs.

Pour les Physiocrates, le caractère providentiel vient de ce que cet ordre est réputé voulu par Dieu pour le bonheur des hommes. Il est naturel, c'est-à-dire conforme à la nature des choses, précisément parce que providentiel; Dieu ne pouvant vouloir autre chose que le bien de la société et des hommes qui la composent.

2 - L'ordre naturel est un ordre essentiel.

Le Mercier de la Rivière expose que cet ordre est essentiel, en ce sens que les sociétés ne peuvent s'abstenir de s'y conformer sans qu'aussitôt elles trahissent leurs véritables intérêts, cessant même d'être des sociétés. "Ce que j'appelle un ordre essentiel, dit Le Mercier, est, en général, un enchaînement de moyens, sans lesquels il est impossible de remplir l'objet qu'on s'est proposé". L'ordre naturel est essentiel en ce sens que, faute de s'y conformer, la société se renie elle-même.

Mais pour se conformer à ses prescriptions, il faut le connaître; comment obtenir cette connaissance ?

---

(1) Gide et Rist, p. 7

3 - L'ordre naturel est connu par l'évidence.

Conforme à la volonté de Dieu, l'ordre naturel est celui qui apparaît "évidemment" le meilleur aux hommes raisonnables et cultivés. L'évidence, le caractère "évident" des institutions et relations, est le critère auquel on reconnaît la conformité à l'ordre providentiel. Cette évidence est perçue, vraisemblablement par intuition, à condition que l'on soit doté de jugement, de culture et du sens de la vie sociale. A la révélation de l'ordre providentiel selon Saint Thomas, s'oppose donc la perception intuitive de l'ordre naturel des Physiocrates.

Une fois perçu par des personnes raisonnables, il conviendra de le faire découvrir, de l'enseigner aux hommes, afin qu'ils puissent s'y conformer.

Ainsi, la conception intellectuelle, abstraite et philosophique des Physiocrates, les conduit logiquement à concevoir une mission de communication, d'enseignement, tout à fait conforme à leur conception de l'école et de la secte qu'ils constituent.

++++++
++++++ § 2 - Le contenu de l'ordre naturel

Dupont de Nemours énonce que l'ordre naturel "renferme les lois constitutives et fondamentales de toute société". Ces lois sont physiques, non pas dans un sens déterministe ou matérialiste, mais dans le sens où une loi exprime selon la célèbre définition de Montesquieu, qui est à l'arrière-plan de leur raisonnement : "les rapports nécessaires découlant de la nature des choses". Lois physiques a pour eux le sens de lois conformes à la nature. Elles sont donc immuables et universelles, et on ne peut mieux faire que s'y conformer. L'économie politique qui a pour but de les connaître et d'étudier les conséquences de leur application, devient ainsi une science.

Ces lois établissent à la fois les droits et les devoirs des hommes, car elles expriment le contenu de l'ordre naturel. Quel est donc ce contenu ? Il se résume en trois points : la propriété, la liberté, l'autorité.

A - La propriété.

Pour Saint Thomas, l'ordre providentiel comporte une hiérarchie du créé, qui oriente les êtres vers leur fin et fait participer l'homme au gouvernement de la création. Cette mise des choses à la disposition de l'homme fonde la possession d'où se déduit rationnellement le droit de propriété privée.

Pour les Physiocrates, la conception est différente. L'ordre des devoirs et des droits réciproques se concrétise dans le droit de propriété, institution fondamentale, "essentiellement nécessaire à la plus grande multiplication possible des productions". La propriété est ainsi fondée en nature, car elle assure la meilleure production : "la sûreté de la propriété, dit Quesnay, est le fondement essentiel de l'ordre économique de la société. Sans la certitude de la propriété, le territoire resterait inculte". (Maximes générales ...).

Il existe trois sortes de propriété : personnelle, mobilière, foncière.

1) La propriété personnelle est le droit de disposer de sa propre personne, dans son être physique, intellectuel et spirituel. Ce droit est la négation du servage comme de la sujétion de l'individu à l'Etat.

2) La propriété mobilière consiste en l'appropriation à titre privé et exclusif des fruits du travail conçu comme la mise en oeuvre des facultés personnelles.

3) La propriété foncière est la conséquence de l'application des propriétés personnelle et mobilière, à "la préparation fondamentale d'un fonds de terre" par la constitution d'avances foncières, qui sont incorporées à la terre. C'est la reprise sous une forme différente, de la thèse de l'acquisition de la propriété par le travail. Nier ce titre de propriété, ce serait enlever toute signification aux propriétés personnelle et mobilière.

Ainsi, comme chez Saint Thomas, le droit de propriété foncière trouve son fondement dans l'utilité sociale et le respect de la personne.

B - La liberté.

La propriété personnelle postule la liberté, dont elle n'est qu'un moyen de préciser le fondement. Avoir le droit de disposer de soi-même, c'est en effet posséder la liberté personnelle. La liberté est ainsi pour les Physiocrates une possession établie au profit de la personne humaine.

Mais, outre son fondement, la liberté trouve son essence dans l'ordre naturel. Puisqu'il faut se conformer à celui-ci, il n'est que de laisser aller librement les êtres et les choses. Chaque homme, agissant librement, trouvera naturellement la voie conforme à son avantage. Il saura "obtenir la plus grande augmentation possible de jouissance par la plus grande diminution possible de dépenses", ce qui constitue "la perfection de la conduite économique".

Aussi est-il "évident" que la recherche de cet avantage par chacun, ne peut conduire qu'à la réalisation du meilleur état possible, puisque la conduite individuelle libre est "évidemment" conforme à l'ordre naturel qui est le meilleur ordre possible.

Par là, les Physiocrates préfigurent la doctrine individualiste libérale du laisser-faire et de l'intérêt général résultat de la libre recherche des intérêts individuels. Ils ouvrent la voie à ce grand courant qui, à travers les classiques, dominera le monde économique jusqu'en 1914.

Ils en feront application - comme il sera vu plus loin - au commerce et à l'ensemble de l'activité.

Cependant, leur conception n'aboutit pas à une indifférence du pouvoir; celui-ci a au contraire un devoir très nettement tracé.

C - L'autorité.

Le souverain est, en effet, investi d'une mission : reconnaître l'ordre naturel, en enseigner les lois et les faire respecter.

Le premier caractère du pouvoir est donc la claire vision de l'ordre essentiel des sociétés. Pour le faire respecter, il doit posséder l'autorité. Or celle-ci ne se partage pas; elle est d'institution divine et le meilleur gouvernement est celui d'un seul. Aussi, leur conception de la liberté individuelle ne s'exprime pas sur le plan politique, en un régime démocratique. Du moment que l'autorité doit établir la conformité des institutions et relations sociales à l'ordre naturel, elle doit comporter le droit de commander et de se faire obéir. L'autorité sera donc tutélaire et désintéressée, soucieuse de l'intérêt particulier comme de l'intérêt général; elle sera par excellence, l'autorité du "despote éclairé", monarque héréditaire et de droit divin.

Liberté, propriété, autorité, constituent donc le contenu de l'ordre naturel, et assurent son établissement en garantissant des rapports ordonnés, nécessaires, conformes à la nature des choses.

L'économie est la science de ces rapports. En dégageant les lois de leur fonctionnement, elle montre les exigences de l'établissement de l'ordre économique et social d'où découlent les principes du gouvernement. Car le gouvernement d'un royaume n'est pas d'essence législative - le droit civil est qualifié de gangrène mortelle - mais d'essence économique.

Quels sont donc ces rapports nécessaires entre l'homme et la nature ? Comment s'établissent les relations entre hommes, poursuivant naturellement leur avantage ? Comment se réalise par conformité aux prescriptions naturelles, le meilleur état possible, c'est-à-dire celui qui "assure la meilleure production" ?

++++++ § 3 - La situation du "royaume agricole"
++++++ au milieu du XVIIIème siècle

L'économie française n'a pas connu de changements importants entre le moment où Boisguilbert publiait ses oeuvres complètes (1707) et la date de parution du "Tableau Economique" de François Quesnay (1758). En ce demi-siècle, une évo-

lution s'est certes poursuivie, mais sans altération profonde des structures économiques et sociales. Les modifications intervenues, les nouveautés apparues n'ont pas modifié la nature de l'économie, qui demeure à prépondérance agricole, sans que pour autant l'agriculture soit sortie de la stagnation.

A - La stagnation de l'agriculture.

L'agriculture pâtit toujours de la faveur officielle dont continuent de bénéficier le commerce et l'industrie; le colbertisme demeure, au moins à l'état latent, la politique économique du royaume. Aux avantages accordés à ces deux secteurs d'activité font opposition les charges fiscales et les redevances qui continuent de grever très lourdement l'agriculture.

Par ailleurs, celle-ci s'enfonce de plus en plus dans la stagnation par suite de l'absence d'investissements progressifs. Certes, les capitaux liquides deviennent de plus en plus abondants mais leur emploi n'est pas favorable à l'activité agricole. Lorsqu'ils se tournent vers l'agriculture, c'est pour rechercher un placement offrant un minimum de sécurité : le bourgeois enrichi qui achète une terre, cherche à conserver son capital sous forme immobilière - ou à obtenir un titre nobiliaire - plutôt qu'à le faire fructifier, car la notion de rentabilité de l'activité agricole est trop méconnue pour provoquer la poursuite d'investissements productifs. La rentabilité est recherchée dans les placements commerciaux et dans la spéculation qui offrent des avantages beaucoup plus tentants. Quant à la noblesse terrienne, elle est trop souvent démunie de fonds pour pouvoir investir. Le propriétaire foncier, bourgeois ou noble, se contente donc de maintenir, autant que possible la valeur vénale de son fonds et de percevoir le maximum de redevances, ce qui diminue d'autant les possibilités d'investissement de fonctionnement des producteurs fermiers et métayers ou petits exploitants. C'est contre cette fâcheuse attitude que voudra réagir Quesnay, en montrant l'utilité de l'investissement productif; il cherchera à persuader l'opinion que la rentabilité de l'agriculture peut être aussi intéressante que les profits commerciaux et les gains spéculatifs, et que l'avantage des propriétaires fonciers est dans un développement de l'activité agricole,

source de leur enrichissement comme du bien-être des exploitants.

B - Le développement des liquidités monétaires.

Cette période voit réapparaître l'importance des liquidités en circulation; mais avec cette différence par rapport au début du XVIème siècle, qu'elle correspond à un accroissement des transactions commerciales et des opérations financières et s'accompagne d'une stabilité monétaire.

En effet, la faveur dont jouit l'activité manufacturière et commerciale, provoque un développement des flux d'échanges se traduisant par un gonflement des circuits réels et monétaires; il n'y a pas d'inflation importante, malgré la spéculation. Le système bancaire s'organise, la Bourse de Paris est fondée en 1726; le rôle des banquiers et spéculateurs est à l'origine d'un vif mouvement de la circulation. L'expérience de Law a sans doute bouleversé quelque peu la répartition des fortunes mobilières, et mis en vedette la spéculation. Mais le dommage est finalement moindre que l'impulsion donnée par l'emploi des liquidités au commerce et à l'industrie.

C'est surtout le commerce extérieur qui bénéficie de cet apport de fonds avec le développement des Grandes Compagnies : les échanges commerciaux avec l'étranger et les colonies ont triplé et même quadruplé en moins d'un demi-siècle.

C - L'expansion industrielle.

Mais l'activité manufacturière et artisanale paraît être la grande bénéficiaire de cette abondance du circuit monétaire.

L'activité manufacturière connaît un essor appréciable, grâce en partie au système du privilège. On voit ainsi se développer certaines branches d'activité : textile, soierie, laine, outillage léger.

Mais c'est surtout l'activité artisanale qui demeure dominante. Souvent même l'artisan travaille pour un marchand qui achète sa production et en assure la commercialisation pour son propre compte. Mais dans de nombreux métiers, l'artisan travaille toujours à la commande pour une clientèle qui lui est attachée.

D - Les problèmes financiers.

Le Trésor royal est toujours aux prises avec les mêmes difficultés et la consécration en 1726 de l'institution de la Ferme Générale pour le recouvrement des impôts n'a pas amélioré le système financier. L'agriculture supporte toujours la plus lourde part de la charge fiscale. Les ordres privilégiés ayant pratiquement réussi à échapper à l'imposition. Le problème financier demeure donc posé dans les mêmes termes qu'au temps de Boisguilbert; son acuité semble même avoir été accrue par une série de guerres malheureuses.

Celles-ci exerceront d'ailleurs, au milieu du siècle, une influence fâcheuse sur l'activité économique : à l'expa sion industrielle et commerciale vont bientôt succéder le r lentissement et le marasme, rendant encore plus difficile l recouvrement des impôts.

++++++ § 4 - La formulation de la problématique
++++++ de Quesnay

La situation économique du milieu du XVIIIème siècle confrontée aux positions philosophiques et doctrinales, va fournir le thème des interrogations que se pose François Quesnay, et auxquelles il va - avec une remarquable logique - chercher à répondre par un système d'analyse cohérent.

Il reprend les préoccupations que connaissait déjà Boisguilbert : il convient d'enrichir la nation en même temps que le Trésor royal et comme l'agriculture est la principale activité de l'époque, il convient de revenir sur la réglementation héritée de Colbert, trop favorable à l'industrie et au commerce et portant détriment à l'activité agricole.

Mais une philosophie politique plus élaborée que celle de son prédécesseur le conduit à une conception beaucoup plus large et lui pose des questions beaucoup plus importantes et profondes.

Quesnay, nous l'avons vu, considère que la liberté, l'autorité et la propriété, sont les éléments fondamentaux de

l'ordre naturel. Or celui-ci est menacé par l'évolution des structures sociales et la crise politique qui s'annonce. Il convient de consolider cet ordre social, non pas dans sa structure politique mais dans ses assises économiques. Celles-ci sont essentiellement rattachées à la propriété foncière de laquelle la noblesse et la bourgeoisie tirent en grande partie leurs moyens et sur laquelle sont établis - surtout pour la noblesse - la fortune et le rang social.

Or le propriétaire foncier est critiquable, non pas selon la véhémence qu'emploie Boisguilbert, mais d'une manière beaucoup plus rationnelle : le propriétaire foncier n'apporte pas à la terre les ressources et l'attention dont elle a besoin; se contentant de percevoir les maigres revenus qu'elle fournit sans prendre soin d'alimenter la source de richesse qu'elle constitue, l'agriculture ne peut que demeurer stagnante et ne peut répondre convenablement à sa mission : enrichir le "royaume agricole", ni se développer comme il convient au "fonds primitif de nos richesses".

Une agriculture prospère suppose des conditions favorables au travail agricole, c'est-à-dire une organisation de la culture, laquelle repose sur une "dépense" préalable, entendons par là une dépense pour la constitution et la mise en oeuvre de ce capital qu'est la terre; en un mot, ces "dépenses", ces "avances" dont Quesnay remet le soin entre les mains du propriétaire foncier, c'est l'investissement qui aménage le capital productif. Il est ainsi conduit - à la différence de Boisguilbert - à une théorie de la production, base de toute son analyse. Marx dira plus tard que Quesnay a posé les bases du "capitalisme agricole".

Partant de la production de la richesse, il pourra alors aborder le problème de sa répartition. Et comme les phénomènes de circulation ont pris, comme on l'a dit, une grande ampleur à son époque, c'est à partir de la circulation qu'il traitera de la répartition. Il est possible que l'idée du circuit ait été proposée à ce médecin par une analogie biologique : la circulation du sang dans le corps humain; mais c'est rabattre le génie observateur de Quesnay que de s'en tenir là, comme on le fait trop souvent. C'est la situation économique elle-même qui impose les problèmes de circulation à l'atten-

tion de Quesnay; ce sont les structures sociales qui lui montrent que la richesse part d'une classe qui produit pour aller vers les propriétaires. Circulation et répartition sont essentiellement reliées dans son esprit comme elles le sont dans les faits par le système des redevances payées et des dépenses de formation du capital incombant aux propriétaires. Cela est si vrai que Quesnay raisonne sur un système de grande propriété foncière où les possibilités de l'exploitant dépendent, dans une large mesure, des avances des propriétaires et commandent l'importance des avantages que ceux-ci prélèvent.

Comment assurer la production de la richesse à partir des fonds primitifs ? L'analyse de la production va répondre à cette question.

Comment doit circuler et se répartir cette richesse de manière à entretenir son développement ? La réponse est fournie par l'analyse du circuit stationnaire et du circuit dynamique.

La problématique de Quesnay est clairement formulée ; son analyse sera cohérente.

++++++ Section III
++++++
++++++ Les flux fondamentaux : richesse, produit, revenu
++++++

Dans l'analyse des Physiocrates, tout spécialement dans la formulation complète qu'en a donnée Quesnay, il existe trois flux fondamentaux : flux de richesse , de produit, de revenu.

Il faut admettre que la détermination de ces flux est souvent confuse et parfois déconcertante pour un esprit habitué aux analyses modernes. Cependant la pensée des auteurs est beaucoup plus solide qu'on ne l'a souvent prétendu; elle est en tout cas très éclairante sur la genèse de la science économique.

++++++
++++++ § 1 - La notion de richesse

Les Physiocrates, comme les Mercantilistes et comme Adam Smith, accordent une grande importance à la notion de richesse et d'enrichissement. Mais, à la différence des premiers, ils estiment qu'elle ne réside pas dans la monnaie, bien que celle-ci joue un rôle appréciable dans sa détermination sociale.

Dans "L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques", p. 287, Le Mercier de la Rivière énonce que la richesse est "une masse de valeurs qu'on puisse consommer au gré de ses désirs sans s'appauvrir, sans altérer le principe qui les reproduit sans cesse". Cette définition est extrêmement riche et moderne; il convient d'en analyser le contenu en y ajoutant des éléments apportés par Quesnay.

A - La richesse est une masse de valeurs vénales consommables.

Si l'on considère les propositions d'ensemble de l'Ecole Physiocratique, on trouve à leur base la notion de biens matériels consommables, ayant, dirions-nous aujourd'hui, une valeur d'usage individuelle. Mais les biens d'usage n'entrent dans la constitution de la richesse que lorsqu'ils sont appréciés par la société; ils sont alors susceptibles d'échange et prennent une "valeur vénale", grâce à la monnaie qui sert de moyen d'échange. En d'autres termes, la richesse est faite des biens matériels consommables ayant une valeur vénale.

La notion de valeur ici employée est peu élaborée; elle correspond à la fois à l'utilité individuelle représentée par la consommation et à l'appréciation sociale concrétisée par le prix. Mais il ne faut pas attribuer ces notions aux Physiocrates, qui n'ont pas, en réalité de théorie de la valeur. La valeur vénale, dont parle Quesnay, est une simple expression monétaire de l'échange des biens consommables; et c'est elle qui détermine la richesse. C'est en cela que la monnaie participe à la qualification de la richesse; puisque, d'après Quesnay : "c'est la valeur vénale qui donne aux

productions la qualité des richesses" ("Dialogue sur les travaux artisans", Physiocrates, pp. 187-188).

B - La nature réelle de la richesse.

Si l'échange fait apparaître la valeur vénale, la richesse est de nature matérielle; c'est une masse de biens matériels consommables. Cependant, tous les biens ne sont pas de la même espèce.

La base originaire de la richesse est constituée par les "matières premières" et les "subsistances", c'est-à-dire par les produits de la terre, entendus au sens large de produits fournis par la nature. Ce sont pour les Physiocrates, les "richesses naturelles".

C'est à partir d'elles que se forment, par transformations et combinaisons, les richesses "industrielles". Celles-ci dérivent donc des premières; mais il est bien entendu pour Quesnay que : "les vraies richesses sont les productions qui renaissent annuellement de la terre" (Quesnay : Maximes de gouvernement économique, p. 293). Ce sont les richesses réelles, qui restent à l'état de richesses naturelles, c'est-à-dire de matières premières ou de subsistances ou qui deviennent par transformation, des richesses industrielles. Les richesses réelles sont donc essentiellement matérielles; elles ne comprennent pas les services, ce qui est une lacune grave due à la méconnaissance de la notion d'utilité.

++++++ § 2 - La richesse annuelle considérée comme
++++++ un flux de revenu

Revenant à la définition des richesses fournie par Le Mercier de la Rivière, rapportée ci-dessus, nous voyons que pour les Physiocrates, les richesses présentent outre leur caractère de valeur consommable, deux autres caractères essentiels :

- elles sont l'objet d'un renouvellement périodique, ce qui permet de les consommer sans s'appauvrir;

- elles sont le produit d'un"principe" qui n'est pas altéré par leur reproduction.

Exprimé dans une terminologie plus moderne, on peut dire que les richesses sont l'objet d'un renouvellement périodique issu d'une source permanente; en un mot, elles sont considérées comme des flux produits de période en période à partir d'une source permanente.

A - <u>Les flux réels et les flux monétaires</u>.

Mais en se reportant à la nature de la richesse, on se trouve en présence de deux types de flux :

- des flux réels qui expriment les richesses réelles, turelles ou industrielles;

- des flux monétaires qui expriment les richesses "pécuniaires".

On ne saurait considérer cependant que flux réels et flux monétaires se recoupent exactement dans l'analyse de Quesnay. En effet, seuls les biens échangés, c'est-à-dire ayant une valeur vénale, entrent dans la constitution des richesses pécuniaires. Mais par ailleurs, il ne tient compte que des flux monétaires qui sont mis en mouvement par l'échange, c'est-à-dire par la vente, des richesses réelles. Se trouvent donc exclus de la constitution des flux qu'il prend en considération, d'une part, les biens qui n'ont pas de valeur vénale, c'est-à-dire qui ne sont pas échangés au sein de la société; et, d'autre part, les flux monétaires qui ne proviendraient pas de la vente des richesses réelles.

Ainsi la richesse réelle détermine le contenu des flux réels, comme il en est des flux monétaires, en ce sens que sont seuls considérés comme constituant les flux de richesses réelles les biens échangés et que les seuls flux monétaires qu'il retient sont ceux mis en oeuvre par la vente des richesses réelles. Ceci étant posé, Quesnay passera indifféremment des flux réels aux flux monétaires et inversement, puisqu'il s'attache aux seuls biens qui se vendent, lesquels sont à la fois richesses réelles et richesses pécuniaires.

B - La richesse annuelle est le revenu global net.

La "richesse annuelle" ou reproduction annuelle des richesses de la nation "est définie par Le Mercier de la Rivière dans la formule déjà donnée et qu'il n'est pas inutile de rappeler pour en tirer un élément supplémentaire : "une masse de valeurs qu'on puisse consommer au gré de ses désirs sans s'appauvrir, sans altérer le principe qui les produit sans cesse".

Cette définition rappelle, avec une étonnante actualité celles que les auteurs contemporains donnent du revenu. On y trouve, en effet, la notion de possibilité de dépense sans appauvrissement, grâce au renouvellement périodique, que J.-R. Hicks a soulignée. On y trouve également la notion de revenu, flux périodique d'une source aménagée et entretenue, qui a été étudiée par François Perroux. Ainsi certaines notions caractéristiques du revenu sont parfaitement indiquées par les Physiocrates : la destination à la consommation, la périodicité du renouvellement sans appauvrissement, la permanence de la source (le principe qui ne s'altère pas) dont l'entretien sera mis en lumière par Quesnay avec les "avances".

On peut enfin ajouter une proposition de Quesnay qui insiste sur le fait que le revenu de la nation naît d'un ensemble de dépenses nécessitées par la production et par sa vente. Quesnay écrit en effet : "La classe productive est celle qui fait renaître par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation, qui fait les avances des dépenses des travaux de l'agriculture et qui paie annuellement les revenus des propriétaires des terres. On renferme dans la dépendance de cette classe tous les travaux et toutes les dépenses qui s'y font jusqu'à la vente des producteurs de première main; c'est par cette vente qu'on connaît la valeur de la reproduction annuelle des richesses de la nation". (Les Physiocrates, Collection des principaux économistes; Edit. Guillaumin, pp. 57-60).

Cette "reproduction annuelle des richesses de la nation" connue par la vente des produits de la culture est bien le revenu national. Il s'agit donc maintenant de préciser comment on passe de la richesse annuelle à la notion de revenu. Ne retenant pour l'instant, de cette citation, que certains éléments, on y trouve cependant l'indication que c'est par le

produit net fourni par la "culture du territoire" que l'on passera de la notion de richesses annuelles à la notion de revenu national.

++++++
++++++ § 3 - Le produit net et le revenu

La notion de produit utilisée par les Physiocrates est malaisée à interpréter. Produit, productivité, revenu, sont souvent à l'origine de confusions. Il convient donc d'éclairer ces notions.

A - La notion de productivité.

Les Physiocrates ayant distingué deux types de richesses : réelles et pécuniaires, les conditions dans lesquelles elles sont acquises donnent naissance à deux types de productivité : la productivité en volume et la productivité en valeur.

La productivité en volume résulte d'un accroissement des richesses réelles disponibles, c'est-à-dire un accroissement de la quantité des biens consommables susceptibles d'être échangés dans la société. Quesnay dira à ce sujet que la perfection de la conduite économique consistera à obtenir avec des dépenses moindres "la plus grande augmentation possible de jouissances".

La productivité en valeur vénale est l'augmentation des richesses pécuniaires, c'est-à-dire l'augmentation de la valeur vénale des produits échangés. Un exemple peut être cité à ce sujet : Quesnay écrit : "Le travail dispendieux de l'ouvrier en dentelle ajoute une augmentation de valeur vénale au fil, qui est la matière première de la dentelle" (1).

Cependant, la notion de productivité doit être encore précisée pour Quesnay en distinguant la production brute et la production nette.

---

(1) "Sur les travaux des artisans, second dialogue", Journal de l'agriculture, novembre 1766 - reproduit dans "Les Physiocrates", Ed. Guillaumin.

La production brute ou globale est l'ensemble des richesses réelles produites; la production nette est obtenue en déduisant de la production brute les richesses consommées pendant les opérations de production.

Or - et ceci est essentiel - Quesnay considère que si l'on peut distinguer la productivité brute et nette en volume et la productivité brute et nette en valeur vénale, l'élément essentiel de l'activité économique est la productivité nette en volume qui seule fournit une augmentation des richesses réelles disponibles et donc aboutit à "la plus grande augmentation possible des jouissances".

B - La notion de produit net.

Les Physiocrates et Quesnay tout particulièrement se consacrant à l'analyse de la "richesse annuelle", vont rattacher celle-ci à la notion de productivité nette.

Les richesses annuelles considérées sous leur aspect réel, c'est le "produit net", c'est-à-dire l'excédent de la productivité totale de richesses réelles sur la partie de celles-ci consommées pour les besoins de la production.

La question de savoir qui fournit le produit net sera examinée ultérieurement; pour l'instant, il suffit de signaler que le produit net est un flux réel de richesses qui apparaît par différence entre le volume du flux global de richesses réelles produites et le volume du flux de richesses réelles absorbées par les opérations de production. Le produit net est un flux de richesses appréciées comme l'excédent quantitatif de ce qui est obtenu sur ce qui a été absorbé par la production. Il correspond à la notion de produit global net de la comptabilité nationale actuelle.

C - La notion de revenu national.

Le revenu national est la valeur vénale du produit net. Il est donc un flux monétaire, apparaissant par différence entre la valeur vénale de la production des richesses réelles vendues et la valeur vénale des richesses absorbées par la production.

Cette conception est à la fois logique et surprenante.

Elle est logique en ce sens que seules comptant pour Quesnay les richesses naturelles, matières premières et subsistances, il est "évident" que seule la valeur monétaire du produit net réel entre dans la composition du revenu net.

Elle est surprenante, car se trouvent ainsi exclues du revenu national, les valeurs vénales obtenues à partir de la vente des richesses industrielles; celles-ci sont considérées comme des charges du revenu et n'entrent pas dans la composition du revenu net global de la nation.

L'étude du système physiocratique est souvent conduite directement, à partir du produit net et du revenu, vers la circulation et la répartition en s'appuyant uniquement sur la proposition de la productivité exclusive de l'agriculture formulée avec vigueur par Quesnay. Mais une étude un peu approfondie se doit de souligner l'analyse que Quesnay a donnée de la production. On s'aperçoit alors que sa théorie de la productivité et de la production ne se ramène pas aux quelques affirmations que livre un schéma simplifié de la pensée des Physiocrates. Par ailleurs, l'analyse de la circulation s'en trouve singulièrement éclairée.

Nous allons donc étudier la théorie de la production avant d'aborder l'analyse de la circulation par le tableau économique et le circuit.

++++++ Section IV
++++++
++++++ La théorie de la production du revenu
++++++

Section IV

La théorie de la production du revenu

La théorie de la production du revenu repose sur des éléments devenus classiques : productivité, dépenses de production mises en oeuvre par des facteurs, des secteurs et des classes sociales. L'analyse économique et l'analyse sociologique se combinent et se renforcent mutuellement, pour fournir une interprétation qui sans être toujours satisfaisante, présente des enseignements souvent remarquables. Mais il convient, pour la bien comprendre, de s'évader d'une simplifi-

cation excessive qui consiste à dire que les Physiocrates ont présenté une thèse de la productivité exclusive de l'agriculture. En réalité, leur position apparaît beaucoup plus nuancée lorsqu'on prend soin de distinguer le rôle des facteurs, celui des secteurs et celui des classes sociales.

++++++
++++++ § 1 - La productivité des facteurs

La théorie moderne raisonne sur trois facteurs productifs : nature, travail, capital. On a souvent présenté la thèse physiocratique comme ignorant le rôle du capital. Il convient de corriger ce point de vue excessif, en montrant le rôle productif de chacun des trois facteurs.

A - La productivité de la terre.

Dans les "Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole", François Quesnay écrit : "Que le souverain et la nation ne perdent jamais de vue que la terre est l'unique source des richesses ...". Nous avons vu en effet que les richesses naturelles constituées des matières premières et des subsistances étaient à l'origine de toutes les richesses réelles. La terre est productive parce qu'elle multiplie les richesses ; le grain donne un épi. Cette productivité est un "don gratuit" de la nature; elle est due à la fertilité de la terre, "aux qualités indestructibles du sol", qui sont l'origine de la multiplication dont l'épi issu du grain est le symbole.

B - La productivité du travail.

L'analyse de la productivité du travail en soi n'est pas conduite d'une manière très correcte par les Physiocrates qui considèrent plutôt la productivité du travailleur, c'est-à-dire de l'agent appliquant son activité dans un secteur. Il est bien évident que le travail suppose une application d'activité à un objet; mais la théorie moderne nous a habitués à raisonner sur une combinaison des trois facteurs abstraits : nature, travail, capital, alors que ce niveau d'abstraction

n'est pas atteint explicitement par Quesnay en ce point de sa démonstration.

On peut tout de même estimer que, pour Quesnay, le travail est productif lorsqu'il constitue une activité appliquée à la production d'un bien matériel susceptible de fournir une richesse réelle. Mais il faut alors distinguer la productivité en volume et la productivité en valeur.

La productivité en volume, c'est-à-dire celle qui multiplie les richesses réelles, est le fait exclusif du seul travail appliqué à la terre (1). Combiné au "don gratuit", le travail de la terre est seul susceptible d'accroître les richesses réelles. Le travail appliqué à la transformation ou au transport des richesses est improductif, car s'il additionne des richesses pour en faire des biens nouveaux, il ne les multiplie pas. Donc, seul le travail de la terre est productif de richesses réelles.

La productivité en valeur vénale est le fait du travail qui crée des "richesses pécuniaires" correspondant à des "richesses réelles". Est donc improductif du point de vue de la valeur vénale, le travail qui n'est pas appliqué à la production de biens matériels : travail domestique, administratif, etc ... Reste donc le cas du travail appliqué à la multiplication et à la transformation des richesses.

Le travail de la terre qui est productif en volume l'est évidemment aussi en valeur vénale. En effet, non seulement il fournit le dédommagement de tous les frais de production, mais encore un supplément dont il sera longuement question par la suite. Il en est de même pour le travail des mines, des forêts, de la pêche. (2)

Le travail de transformation des biens fournit, on le sait, des "richesses industrielles" qui sont le résultat d'une addition mais non d'une multiplication de matières. Il n'est pas productif en volume. Mais, par contre, il est productif en valeur vénale puisqu'il augmente la valeur monétai-

---

(1) et par extension aux mines et carrières, aux forêts, à la pêche.

(2) Turgot prend une position opposée au sujet du travail des mines.

re de la matière première à laquelle il est appliqué. Ainsi en est-il de l'ouvrier en dentelle déjà cité, qui accroît la valeur monétaire du fil qu'il travaille. Cependant, du point de vue global, la valeur vénale de la richesse ne se trouve pas accrue, car ce travail ne produit pas une richesse totale supérieure à celle qu'il consomme pour son entretien. Quesnay fait en effet observer qu'il n'est aucun revenu excédentaire dégagé par le travail industriel; la productivité en valeur vénale du travail de transformation couvre simplement la subsistance de celui qui l'effectue; en d'autres termes, il n'a pas de productivité nette en valeur. Quesnay écrit dans ses "Maximes" : "l'artisan détruit en subsistance ce qu'il produit par son travail". C'est dire que le travail appliqué à la production de "richesses industrielles" peut être productif du point de vue de la richesse vénale mais n'avoir pas de productivité nette en valeur, puisqu'il aboutit simplement à l'incorporation des richesses réelles consommées aux richesses réelles auxquelles il est appliqué. Il ne crée donc ni richesse réelle, ni richesse vénale nette au plan global.

Le travail de transport des richesses, c'est-à-dire le travail consacré au commerce, ne provoque ni un accroissement du volume, ni une transformation des richesses réelles. Il est donc improductif, même en valeur monétaire. Il est bien évident que les Physiocrates commettent ici une grave erreur qui vient de ce qu'ils n'ont pas de véritable théorie de la valeur et méconnaissent absolument la notion d'utilité; la richesse est pour eux matérielle et quantitative.

Ainsi seul le travail appliqué à la terre est doté d'une productivité nette en volume et en valeur vénale; le travail appliqué aux biens industriels n'est pas productif bien qu'augmentant la valeur vénale totale, car il détruit l'équivalent de ce qu'il crée et ne multiplie donc pas les richesses monétaires.

C - La productivité du capital : les avances.

Une étude rapide des Physiocrates passe en général sous silence la productivité du capital. Il est vrai que celle-ci n'est pas nettement explicitée. Cependant Marx a pu écrire : "L'analyse du capital appartient essentiellement aux Physio-

crates". Par ailleurs, Schumpeter a indiqué la productivité du capital chez ces auteurs car, dit-il, "tout le processus décrit par le Tableau Economique part des avances données". (A history of economic analysis - Londres, 1955, p. 323).

En effet, si la terre fournit le "don gratuit", celui-ci n'apparaît qu'à la suite d'une préparation et d'un aménagement préalables et ne peut être obtenu régulièrement qu'en effectuant annuellement des dépenses d'équipement rendant plus efficace l'application du travail. C'est tout le problème des "avances" qui sont de trois types :

- Les avances foncières sont engagées initialement pour "faire" la terre, la défricher, aménager le sol, le rendre apte à la culture. Elles permettent au "don gratuit" de se manifester. Ce sont les dépenses de premier investissement.

- Les avances primitives représentent des dépenses d'établissement. Elles sont constituées par les achats d'équipement correspondant à des emplois se prolongeant dans le temps : achats d'instruments aratoires et de bétail, construction de bâtiments, etc ... Elles font l'objet de remboursements fractionnés correspondant à l'amortissement d'un capital fixe.

- Les avances annuelles consistent en dépenses faites pour la mise en oeuvre de la culture : semailles, engrais, labourage, frais d'entretien des agriculteurs. Elles sont renouvelées chaque année et sont remboursées par prélèvement sur la vente de la production annuelle (ce prélèvement constituera une partie des reprises). Elles représentent un capital circulant.

Les Physiocrates n'ont pas discuté de la productivité de ces "avances", qui sont cependant des investissements indispensables à la manifestation du "don gratuit" (avances foncières) et à sa mise en oeuvre (avances primitives et annuelles). On sent bien que sans elles, la terre ne pourrait produire et le travail serait peu ou pas productif. Le capital ne possède peut-être pas dans l'esprit des Physiocrates une productivité propre, mais il permet certainement à la productivité de la terre de se manifester et il accroît la productivité du travail.

Une certaine notion de productivité est certainement attribuée au capital par Quesnay qui sans cela n'expliquerait pas son amortissement, ni l'intérêt que permettent de payer, en cas d'emprunt, les avances primitives ni le remboursement des avances annuelles.

Le rôle des avances est de première importance dans le système; il apparaîtra par la suite.

Chaque facteur a donc une productivité; il reste à voir maintenant comment ils sont combinés. L'explication est sans doute sommaire par rapport à la théorie moderne; mais elle est fondamentale pour comprendre la théorie physiocratique de la production. On en saisit le mécanisme en étudiant la productivité des secteurs.

++++++
++++++ § 2 - La productivité des secteurs

Quesnay considère essentiellement trois secteurs : l'agriculture, l'industrie, le commerce. Ce sont les seuls où s'exerce une activité portant sur des richesses réelles et donc les seuls à l'égard desquels la question de la productivité en volume ou en valeur, puisse être posée.

Mais pourquoi distinguer la productivité des secteurs de celle des facteurs ? Il convient de montrer l'intérêt de cette distinction.

A - L'intérêt de la notion de productivité des secteurs.

Le secteur est considéré comme le cadre d'activité à l'intérieur duquel participent à une oeuvre de production commune les différents facteurs. Les Physiocrates n'ont pas la notion d'une combinaison rationnelle des facteurs issue d'un calcul économique; ils partent d'une participation de fait des facteurs qui dépend du type d'activité propre à chaque secteur. La productivité de chacun de ces secteurs dépend alors des facteurs qu'il associe et de l'activité qu'ils déploient.

Il en résulte que la nature des biens produits en raison de cette activité décide également de la productivité du sec-

teur. Si l'activité du secteur n'est pas appliquée à des biens matériels, il ne saurait être productif puisqu'il ne produit pas de richesses réelles. Ainsi en est-il de l'activité de l'administration, des professions libérales, des services personnels. La question de la productivité des secteurs ne se pose donc que pour les trois secteurs dont l'activité est appliquée à des biens matériels : l'agriculture, l'industrie, le commerce.

B - La productivité en volume et en valeur de l'agriculture.

Dans le secteur de l'agriculture, on trouve les trois facteurs : la terre qui apporte le "don gratuit"; le travail qui permet de le mettre en oeuvre; le capital, représenté par les diverses "avances", qui prépare la terre et donne au travail les meilleurs moyens de l'exploiter. Quesnay écrit (1) : "C'est elle (la terre) qui fournit les avances (capital) au cultivateur qui la fertilise pour la faire produire davantage" (travail).

L'agriculture est "évidemment" le secteur productif par excellence, et même - on le sait - le seul secteur vraiment productif puisque d'après Quesnay, il ne faut jamais perdre de vue "que la terre est l'unique source des richesses, et que c'est l'agriculture qui les multiplie". Mais comme le dira plus tard Turgot (2) : "C'est par le travail que la terre produit"; seule, elle ne donnerait rien et l'insistance que met Quesnay à souligner l'importance des "avances", montre également que le capital facilite cette multiplication des richesses.

L'agriculture présente cette particularité d'être dotée à la fois d'une productivité en volume et d'une productivité en valeur vénale. Mais de plus, parce que, en raison du "don gratuit", c'est-à-dire de sa fertilité, elle est la seule à multiplier les richesses, elle constitue l'unique secteur fournissant un produit net. En effet, le secteur agricole, non seulement rembourse par la production annuelle les frais

---

(1) "Sur les travaux des artisans, second dialogue", Ed. Oncken, p. 529 et suiv. C'est nous qui ajoutons les mentions des trois facteurs entre parenthèses : terre, capital, travail.
(2) Lettre à l'Abbé Terray (14 novembre 1770), Ed. Schelle, III, p. 291.

engagés par les cultivateurs pour les semences, engrais, et travaux divers, non seulement elle fournit la subsistance de la main-d'oeuvre employée à la production, mais encore elle donne un surplus. Le secteur agricole fournit plus de richesses pécuniaires qu'il n'en est absorbé dans l'acte de production; il est productif en valeur nette. L'agriculture donne un produit net en richesses naturelles, comme en richesses monétaires; c'est ce produit net qui, constituant "le revenu des biens fonds" ira aux propriétaires fonciers et alimentera le circuit.

Il importe de bien comprendre que cet excédent qui constitue le produit net est dû au fait que, en vertu du "don gratuit", la terre par sa fertilité multiplie les richesses, c'est-à-dire les matières premières et les subsistances, et que c'est grâce à cette multiplication qu'il existe un excédent important par rapport à ce qui est exigé par la production en avances, subsistances, biens divers, richesses pécuniaires consommées, etc ...

C - La productivité en valeur vénale de l'industrie.

Le secteur industriel fait participer à son activité deux facteurs : le travail et le capital qui sont appliqués aux matières premières et aux subsistances que lui fournit l'agriculture. La terre n'est pas associée mais seulement ses produits déjà obtenus. Le secteur industriel ne bénéficie donc pas du "don gratuit"; il n'est pas le siège d'une multiplication mais d'une simple addition de richesses. Aussi ne fournit-il aucune production nette de richesses.

Quesnay est très net sur ce point : "il faut distinguer une addition de richesses réunies, d'avec une production de richesses; c'est-à-dire une augmentation par réunion de matières premières et de dépenses de consommation de choses qui existaient avant cette sorte d'augmentation, d'avec une génération ou création de richesses, qui forment un renouvellement et un accroissement réel de richesses renaissantes". ("Sur les travaux des artisans, second dialogue", Edit. Oncken, p. 529 et suiv.). L'industrie ne fournit aucun produit net en richesses réelles.

Cependant elle crée des richesses industrielles qui, étant vendues, ont une valeur vénale. Celle-ci résulte d'une

addition de richesses pécuniaires à la matière première transformée qui augmente ainsi de valeur. Mais s'il y a addition de richesses pécuniaires, il n'y a aucune multiplication de richesses. Le secteur industriel augmente la valeur vénale, mais ne crée aucun produit net.

A quoi correspond alors l'augmentation de valeur vénale, c'est-à-dire de richesses pécuniaires, qui n'a pas de contrepartie en richesses réelles supplémentaires ? Elle correspond aux richesses réelles que le secteur industriel absorbe pour la subsistance des personnes qui y déploient leur activité. Il n'y a pas accroissement, mais simple équivalence des valeurs produites et des valeurs absorbées. L'industrie absorbe pour ses besoins des matières premières et des subsistances produites par l'agriculture et en reconstitue la valeur en richesses industrielles; mais elle ne crée pas de richesses nouvelles; elle reproduit en valeur mais ne fournit pas de produit net. Quesnay dit expressément (1) : "La valeur vénale de ces marchandises (c'est-à-dire des marchandises industrielles) n'est que la valeur même de la matière première et de la subsistance que l'ouvrier a consommée pendant son travail".

Ainsi le secteur industriel, faute de mettre en oeuvre le don gratuit, reconstitue la valeur vénale de ce qu'il absorbe, mais ne fournit aucun produit net réel.

D - La stérilité du commerce.

Quant au commerce, il est purement stérile. Il n'est, dit Quesnay "qu'un échange de valeur pour valeur égale et que relativement à ces valeurs, il n'y a ni perte ni gain entre les contractants".

Sans doute, l'échange peut-il être profitable à chacun des coéchangistes, puisqu'ils se procurent la jouissance de richesses qu'ils ne pourraient pas obtenir autrement. Mais il n'y a en cela qu'échange de valeurs égales et donc il n'y a pas augmentation réelle, ni même pécuniaire de la richesse.

---

(1) "Sur les travaux des artisans", op. cit.

Ainsi Quesnay ne conçoit ici que les valeurs d'échange et non les valeurs d'usage; il n'a point conscience de l'utilité.

++++++
++++++ § 3 - Le rôle économique des classes sociales

Ainsi qu'il a été précédemment indiqué, les Physiocrates ont déterminé les classes sociales de manière à exprimer à la fois les relations économiques et les relations sociales entre groupes, qui caractérisaient la société de leur temps. Leur détermination est faite en vertu de critères soigneusement choisis, de telle sorte que catégories économiques et catégories sociologiques correspondent parfaitement aux différents niveaux où se situent les principales activités des groupes : participation à la production, à la répartition des revenus, à la propriété, aux charges financières publiques, et à la hiérarchie sociale. Ainsi, entre la détermination des catégories sociales et celle des catégories économiques, entre les comportements sociologiques et les activités économiques, il existe une continuité et une cohérence remarquables.

On sait que Quesnay distingue trois classes : la classe productive, la classe stérile, la classe soudoyée.

A - La classe productive.

Elle comprend les personnes dont l'activité s'exerce dans l'agriculture et les activités annexes (pêche, mines). C'est à elle qu'est due la création de richesses, c'est elle qui fournit le produit net circulant dans l'ensemble de la société, à elle est due la génération du revenu. Travailleurs agricoles, secteur de l'agriculture, classe productive sont dans une continuité logique remarquable. A elle incombe le soin des avances primitives et annuelles, dont elle se rembourse sur la production courante par les "reprises".

B - La classe stérile.

Elle comprend les personnes ayant une activité économique, et exerçant un travail dans les secteurs non agricoles,

donc ne créant pas de richesses naturelles, ne participant pas à la génération du revenu, mais seulement à sa circulation et à sa répartition. Elle est faite de travailleurs improductifs et c'est en cela qu'elle est stérile; mais cette stérilité est cependant différente selon qu'il s'agit du secteur industriel ou des autres secteurs.

La classe stérile industrieuse est faite des travailleurs qui appliquent leur activité à la transformation des matières premières et subsistances produites par la classe productive. On sait qu'ils augmentent la valeur vénale des richesses naturelles en les transformant en richesses industrielles; cette valeur vénale dépendant du "prix que le besoin et la fantaisie donnent à leurs ouvrages". Mais ils absorbent pour leur entretien cet excédent de valeur, de sorte que la classe stérile industrieuse accroît la valeur vénale des richesses, sans accroître le volume des richesses naturelles, c'est-à-dire sans fournir de produit net. Comme elle achète les matières premières et subsistances à la classe productive et revend les produits industriels aux autres classes, elle participe à la circulation et à la répartition du revenu, mais ne prend aucune part à sa génération.

La classe stérile soudoyée est composée des personnes dont l'activité est improductive du point de vue des richesses réelles, comme la précédente, mais encore du point de vue des richesses pécuniaires; aucune valeur vénale n'est ajoutée par elle. Elle comprend le secteur du commerce qui constitue la classe stérile soudoyée libre, laquelle consacre son activité à l'échange des valeurs et le secteur des activités de services personnels ou administratifs absolument improductive et qui constitue la classe stérile soudoyée dépendante. Ne produisant rien, ni richesse ni valeur, la classe stérile soudoyée participe seulement à la circulation et à la répartition du revenu.

C - La classe des propriétaires fonciers.

Elle n'appartient à aucun secteur productif, car elle ne prend aucune part à la production courante. Cependant elle joue un rôle économique important en ce sens que, réalisant les avances foncières qui permettent de "faire" la terre, c'est de son comportement économique que dépend l'investisse-

ment foncier initial qui est à l'origine de la "richesse annuelle". Quesnay s'efforce de la convaincre de l'importance de sa fonction économique dont dépend la prospérité générale de l'agriculture et par là du royaume "agricole". Stérile du point de vue de la reproduction annuelle des richesses de la nation, puisqu'elle ne se livre à aucun travail, elle en gouverne cependant le volume par la manière dont elle décide des avances foncières.

Par contre, elle est à l'origine de la circulation et de la répartition du revenu. En effet, elle reçoit de la classe productive les redevances dues en vertu du régime juridique de la propriété, par ses dépenses elle lance dans la circulation le produit net ainsi reçu. Elle paie donc à la classe productive les subsistances qu'elle lui achète et fait vivre la classe stérile industrieuse par ses achats de biens industriels et la classe stérile soudoyée par le paiement des services qu'elle lui demande.

Caractérisée du point de vue économique par la propriété de la terre et la perception des "revenus des fonds", la classe des propriétaires est sociologiquement très déterminée : c'est au-delà du Souverain, l'aristocratie dont la condition nobiliaire est liée à la possession de la terre, la bourgeoisie riche, souvent anoblie par une acquisition foncière, le clergé décimateur. A la perception des impôts royaux, des redevances et des dîmes, correspond une condition politiquement et juridiquement privilégiée, caractéristique de la structure sociale hiérarchisée selon le système des trois ordres.

Ainsi, dans le système physiocratique, la cohérence est établie entre, d'une part, les catégories économiques déterminées par le rôle joué dans la production, la circulation et la répartition du revenu et, d'autre part, les catégories sociologiques qui résultent d'une structure sociale où les revenus privilégiés et le régime de la propriété sont des critères déterminants. C'est en pure logique que Quesnay peut écrire : "La sûreté de la propriété est le fondement essentiel de l'ordre économique de la société". (Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole - Les Physiocrates - Guillaumin, T. I, pp. 81 et suiv.).

++++++
++++++ § 4 - Le processus de la production

La théorie de la production doit être distinguée de la théorie de la circulation et de la répartition; mais il faut également savoir qu'elles sont liées l'une à l'autre.

Dans la théorie de la production sont impliqués les facteurs terre, travail, capital, dans la mesure où ils sont associés dans le seul secteur considéré comme productif : le secteur agricole. Une classe sociale est également impliquée à titre principal : la classe productive, c'est-à-dire les cultivateurs ou exploitants de la terre; mais la classe des propriétaires fonciers se trouve également engagée par le fait qu'elle a rendu la terre exploitable. Un jeu de flux reliera entre eux les facteurs et l'apport des secteurs; il en résultera le flux de production des richesses annuelles, d'où sortira le produit net, flux qui fera retour à la classe productive qui a fait les avances foncières.

La théorie de la circulation et de la répartition reposera sur les liaisons établies par le flux de produit net qui se répartira entre les trois classes, non plus par l'effet de la productivité, mais par celui des dépenses.

Examinons l'analyse de la production qui aboutit à la création du flux de produit net, dans le cadre d'une période annuelle. Cette analyse fait état de la production des richesses naturelles puisque aboutissant à l'interprétation du produit net. Mais en réalité, elle est une interprétation de la production du secteur de l'agriculture analysée en termes de flux monétaires. (Quesnay ayant rendu indifférent le raisonnement sur flux réels ou sur flux monétaires).

A - Les flux d'avances.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, trois flux d'avances vont être mis en oeuvre.

Les flux d'avances foncières ont été intégrés à la terre par la classe des propriétaires fonciers pour rendre le sol exploitable. Lorsqu'on se place dans le cadre d'une période annuelle, on doit considérer que ces avances ont été déjà

effectuées dans leur globalité pour rendre la terre productive, en ce sens que le défrichement, l'irrigation, l'assainissement, la voirie, etc ... sont déjà acquis. Les avances foncières jouent cependant leur rôle au niveau de la période en ce sens qu'elles sont intégrées dans l'apport du "don gratuit", c'est-à-dire de la fertilité du sol; mais elles n'apparaissent pas dans le calcul de la période.

Les flux d'avances primitives émanent, on le sait, des exploitants, c'est-à-dire de la classe productive. Ils représentent les flux annuels d'investissement d'équipement imputables à l'usure des instruments aratoires, au vieillissement des bâtiments et du cheptel. On peut considérer qu'il existe ainsi un fonds d'avances primitives exprimable en valeur monétaire, dont une fraction est, chaque année, apportée à la "reproduction annuelle des richesses" et constitue un flux annuel d'investissement en biens d'équipement.

Les flux d'avances annuelles émanent également de la classe productive et représentent les dépenses effectuées en semailles, engrais, alimentation des animaux, subsistance et entretien de la main-d'oeuvre et de l'exploitant.

Ces flux réalisent un ensemble d'apports associés au "don gratuit". En termes de comptabilité réelle, on pourrait les considérer comme des "in put", ou des "entrées".

B - Les flux de reprises.

Dans le cadre d'un circuit des flux, les apports effectués trouvent normalement leur compensation : d'une part, dans des prélèvements permettant la reconstitution de ces apports, ce sont les "reprises" de Quesnay; d'autre part, dans une création nouvelle qui sera le produit net.

Pour l'instant, ce sont les "reprises" qui retiennent notre attention.

Pour Quesnay, les reprises effectuées par la classe productive ont pour but de reconstituer les richesses absorbées par la production, c'est-à-dire de reconstituer les avances qui permettront de réaliser les apports de la période suivante. Deux types de reprises sont ainsi effectuées :

1 - Les reprises reconstituant les avances annuelles. Il s'agit, en fait, du remboursement ou de la reconstitution des sommes courantes affectées aux dépenses d'exploitation.

2 - Les reprises représentant les "intérêts" des avances primitives. Quesnay entend par là l'amortissement financier du capital d'équipement, c'est-à-dire le remboursement de l'usure ou du vieillissement annuel des avances primitives dont "le dépérissement journalier ... exige des réparations continuelles" (1). Il faut y joindre la constitution d'une provision pour couverture des risques propres à l'agriculture : gelée, grêle, etc ...

Ces deux sortes de reprises couvrent donc les frais annuels de subsistance et d'entretien des personnes, d'amortissement du capital, d'exploitation courante. Elles sont la reprise sur la production courante de la période de l'ensemble des moyens absolument nécessaires à la poursuite de la production.

C - Le flux de produit net.

Rappelant que l'analyse de Quesnay est conduite en termes de flux monétaires, on peut comprendre maintenant que le produit net apparaît en déduisant de la production obtenue par association du "don gratuit" et des avances, le montant total des reprises couvrant les avances annuelles, l'amortissement et les risques.

Ainsi le flux de produit net est l'excédent du flux de "reproduction des richesses annuelles" sur les flux de dépenses d'exploitation courante et d'amortissement.

Le flux de produit net ainsi apparu au terme du processus de la production est disponible pour entrer dans le circuit du revenu et dans le mécanisme de la répartition. Mais ce mécanisme n'est qu'indirectement lié à un processus productif; il dépendra essentiellement d'un mécanisme de paiement de redevances et de dépenses, dont le point de départ sera la classe des propriétaires.

---

(1) Analyse du Tableau. Oncken - Oeuvres, p. 313.

Avant de l'exposer, il convient de présenter un schéma synthétique de la théorie de la production.

++++++
++++++ § 5 - Le circuit de la production

Le circuit de la production est représenté par le mouvement des flux monétaires qui, issus de la classe productive, sont constitués par les avances représentant la valeur vénale des apports en semences, engrais, instruments de travail, jointe au "don gratuit" fourni par la terre. De cette combinaison des facteurs au sein du secteur agricole, sort le produit net.

L'ensemble de ces mouvements de flux est inclus dans le cadre chronologique d'une période annuelle et constitue un circuit fermé exprimant la production d'une période dont le volume est égal au volume de production de la période précédente, ce qui reproduit l'hypothèse d'un état stationnaire.

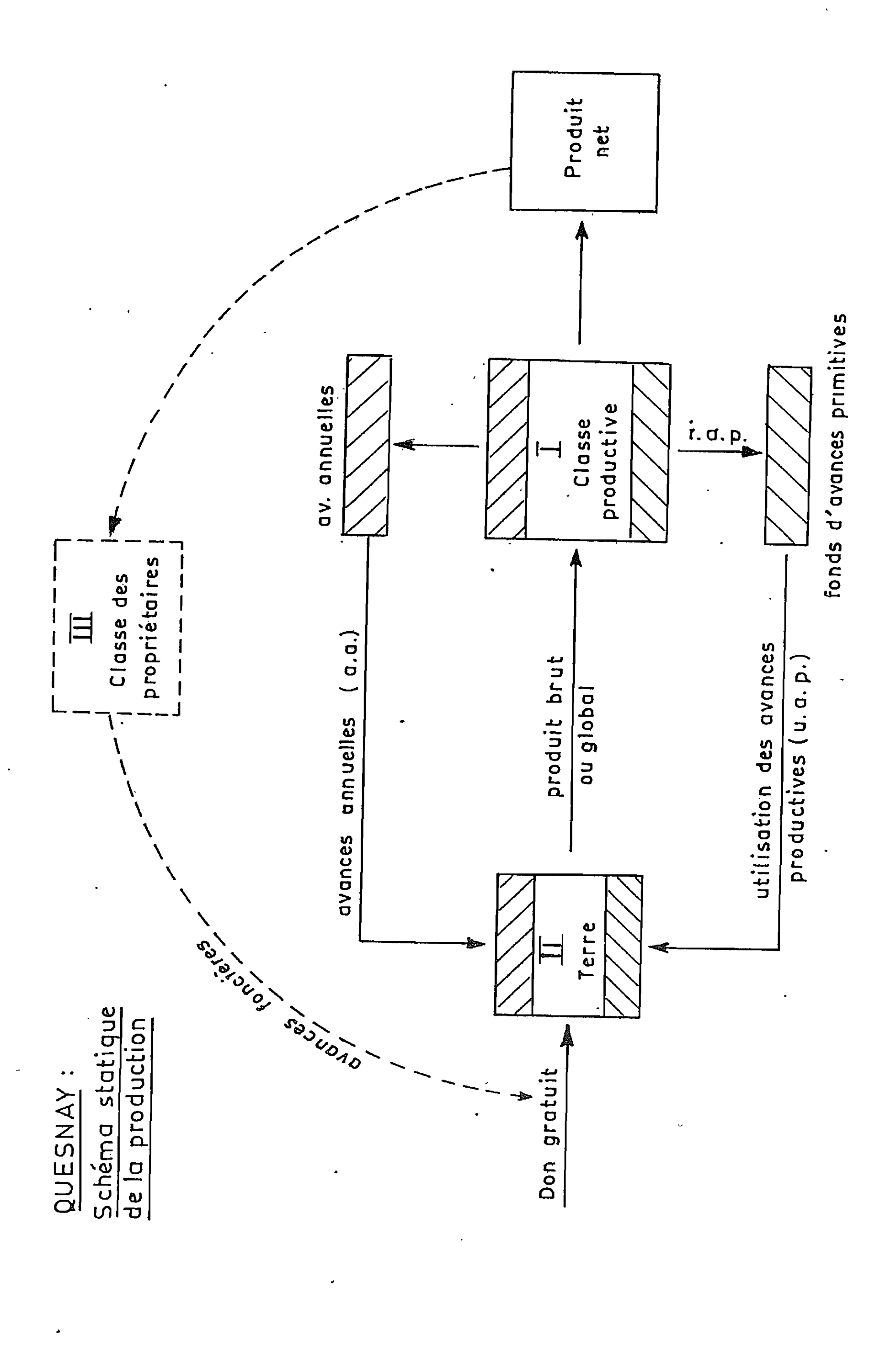
Le circuit de la production peut être représenté de la manière suivante :

Le poste I représente la classe productive; le poste II représente la terre. La classe des propriétaires qui n'intervient qu'indirectement dans le circuit annuel sera représentée par le poste III, en pointillé dans le schéma. Entre ces trois postes, les flux vont circuler de la manière suivante :

Du poste I partent vers le poste II, le flux d'avances annuelles représenté par aa et le flux d'intérêt des avances primitives qui alimente le fonds d'avances primitives. De celui-ci part vers le poste II le flux d'utilisation des avances primitives qui est d'une importance égale au précédent :

$$i\,a\,p = u\,a\,p$$

Du poste III (classe des propriétaires) est issu le flux d'avances foncières qui a originairement permis d'aménager le sol et d'obtenir le don gratuit. Il est représenté en pointillé pour indiquer qu'il est situé "hors période".



QUESNAY :
Schéma statique
de la production

La terre (poste II) combinant le don gratuit, les avances annuelles et la participation des avances primitives, fournit le flux de produit brut, PB, qui alimente le poste I (classe productive). La compensation opérée par déduction des reprises remboursant la classe productive des avances annuelles et de l'amortissement des avances primitives, laisse apparaître le produit net.

Ce schéma est établi sur la base des relations fondamentales de la production :

1) - produit brut ou production globale = avances annuelles + amortissement + produit net.

2) - intérêt des avances primitives = participation des avances primitives = amortissement.

3) - avances annuelles = subsistances de la classe productive + frais d'exploitation qui forme le capital circulant.

4) - produit net = production - (subsistances + frais de culture + amortissement).

Le produit net revient au poste III, classe des propriétaires, d'où il sera distribué entre les classes. Ainsi est établi le lien entre la production et la circulation, le produit net étant alors considéré selon l'optique du revenu.

++++++ Section V

++++++

++++++ Le Tableau Economique et le circuit global

++++++

Quesnay a présenté une circulation d'ensemble du produit net ou revenu global dans son Tableau Economique qui constitue une représentation graphique du circuit des flux. Il ne s'agit pas d'un schéma de la production tel qu'il vient d'être proposé à titre d'explication préalable. Le "Tableau" cherche à expliquer la circulation du revenu selon les différents flux issus de la vente et de la circulation du produit net, à partir

de la classe des propriétaires qui joue à ce stade, le rôle moteur. Mais il est entendu que ces ventes sont provoquées tant par les exigences de la production que par la satisfaction des besoins de consommation.

Il résulte de ceci plusieurs observations :

La "reproduction annuelle des richesses" se divise en deux parties :

1) l'une constituée par les reprises de la classe productive qui reste au sein de celle-ci et ne circule donc pas, constituant, en partie tout au moins, une sorte d'autoconsommation et d'autofinancement de la production agricole courante.

2) l'autre qui constitue le produit net dont la valeur monétaire représente le revenu national, qui est transmis à la classe productive par le paiement des redevances et qui, de là, va pénétrer dans la circulation entre les trois classes.

Quesnay a laissé plusieurs versions du Tableau Economique.

1 - La version originaire parue en 1758, qui montre comment les avances aboutissent à la production du revenu par une combinaison de lignes horizontales et obliques retraçant les flux.

2 - la version plus élaborée, publiée dans la "Philosophie rurale", pour expliquer le tableau précédent et exposer les résultats de la distribution entre les classes. Le Tableau porte le titre : "Précis des résultats de la distribution représentée dans le Tableau de la Philosophie Rurale".

3 - la version complète publiée en 1766 dans l'Analyse du Tableau Economique (Journal de l'Agriculture, juin 1766) et qui corrige les imperfections des deux premiers. Il expose la circulation :

- des flux des avances de la classe productive et de classe stérile;

- des flux de dépenses de la classe productive à la classe stérile;

- la formation du revenu des propriétaires fonciers.

La circulation des flux monétaires est seule exposée mais elle est commandée par la circulation des flux réels, sans lesquels le Tableau ne pourrait être compris.

Le "Tableau Economique" de Quesnay constitue le premier modèle de comptabilité globale actuellement connu.

Il peut servir à la représentation d'un état d'équilibre, mais aussi peut être représenté en déséquilibre, fournissant ainsi une explication dynamique de la progression et de la régression.

++++++

++++++ § 1 - Le circuit en équilibre

Les pôles du circuit sont représentés par les trois classes sociales et c'est entre eux que les courants de flux vont s'établir, en raison de leur rôle économique dans la production et de leur situation à l'égard de l'achat et de la vente des richesses.

En d'autres termes, les avances, les reprises, les redevances, les achats et ventes, vont donner naissance à des flux dont les mouvements et l'orientation vont constituer la circulation du revenu entre les trois classes, en un circuit fermé.

Dans l'hypothèse présente, le "Tableau" exprimera un circuit compensé ou en équilibre, d'un revenu dont le montant sera pour la période considérée d'un montant égal à celui de la période précédente. Il se réfèrera donc à une situation d'état stationnaire.

Enfin, on ne saurait oublier que la circulation des flux monétaires reproduite dans le "Tableau" est commandée par la circulation des flux réels. Il conviendra donc, pour une meilleure compréhension d'exposer préalablement la circulation des flux réels.

Mais comment Quesnay représente-t-il les flux monétaires en circulation ?

A - Les valeurs monétaires en circulation.

La phase active de la circulation exposée par le "Tableau" ne commence qu'avec les dépenses de la classe propriétaire. Celle-ci a reçu les redevances qui lui sont versées au cours de la période précédente. Dans la période présente, c'est elle qui met le circuit en mouvement en effectuant ses dépenses, à l'aide du revenu encaissé à la fin de la période antérieure et qui est déterminée à la fois par le processus économique et par le statut juridique de la propriété des terres.

Ce revenu encaissé est en réalité le produit net qui est justifié par les avances foncières qu'effectue la classe des propriétaires.

On sait par ailleurs que les avances primitives incombent à la classe productive qui dispose d'un capital fixe, qu'elle est ainsi considérée amortir à concurrence de 10 % par an sous la forme d'achats de biens manufacturés et selon certaines propositions de Quesnay, sous forme d'achats de bétail, d'instruments aratoires, etc ...

Quesnay ne s'est pas attardé à procéder à une évaluation exacte de la monnaie en circulation, ce qui a été à l'origine de discussions nombreuses.

Dans le "Tableau" au début de la période, la classe des propriétaires dispose de 2 milliards et les avances annuelles entre les mains de la classe stérile représentent un milliard. Quant à la classe productive, elle dispose de :

2 milliards de capital d'exploitation,
1 milliard d'intérêt sur capital fixe, sous forme de produits manufacturés,
2 milliards de rentes qu'elle doit payer aux propriétaires.

Cependant, ces sommes n'apparaîtront qu'aux divers stades parcourus par le circuit, car la monnaie va circuler de l'une à l'autre, si bien que la circulation monétaire proprement dite peut n'avoir qu'un volume de 3 milliards. (On sait

que dans une économie, le volume de la circulation monétaire est normalement inférieur au revenu).

Comment la circulation va-t-elle s'effectuer ?

B - <u>La circulation des flux entre les pôles</u>.

On sait que pour Quesnay la circulation des flux monétaires et la circulation des flux réels s'accompagnent l'une l'autre; mais il raisonne en termes monétaires, car c'est sous cette apparence que la circulation est le plus aisé à saisir. (Voir les schémas ci-après).

La classe des propriétaires achète pour un milliard de produits agricoles à la classe productive et pour un milliard de produits fabriqués à la classe stérile. Elle se retire du circuit.

La classe productive achète pour un milliard de produits fabriqués à la classe stérile, les transforme et les vend.

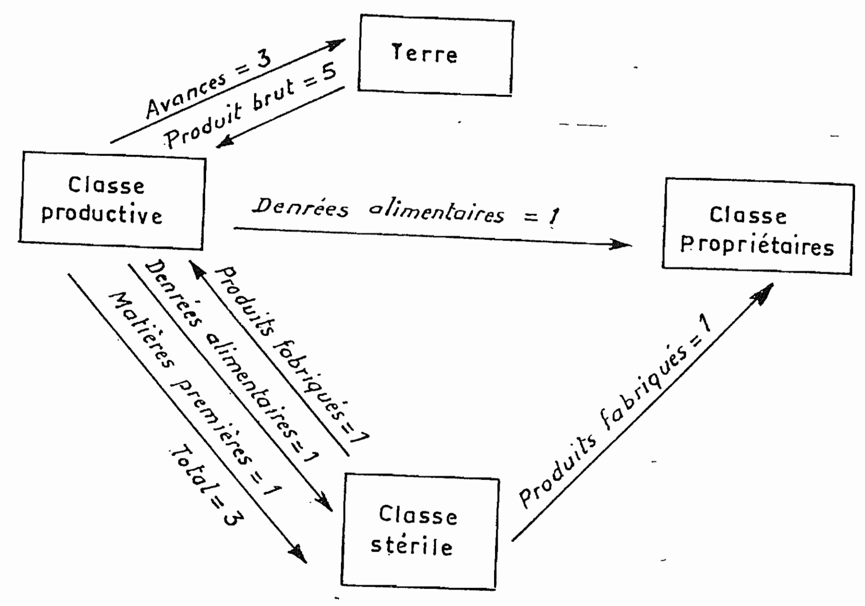
La classe stérile achète à la classe productive un milliard de produits alimentaires, un milliard de matières premières à transformer.

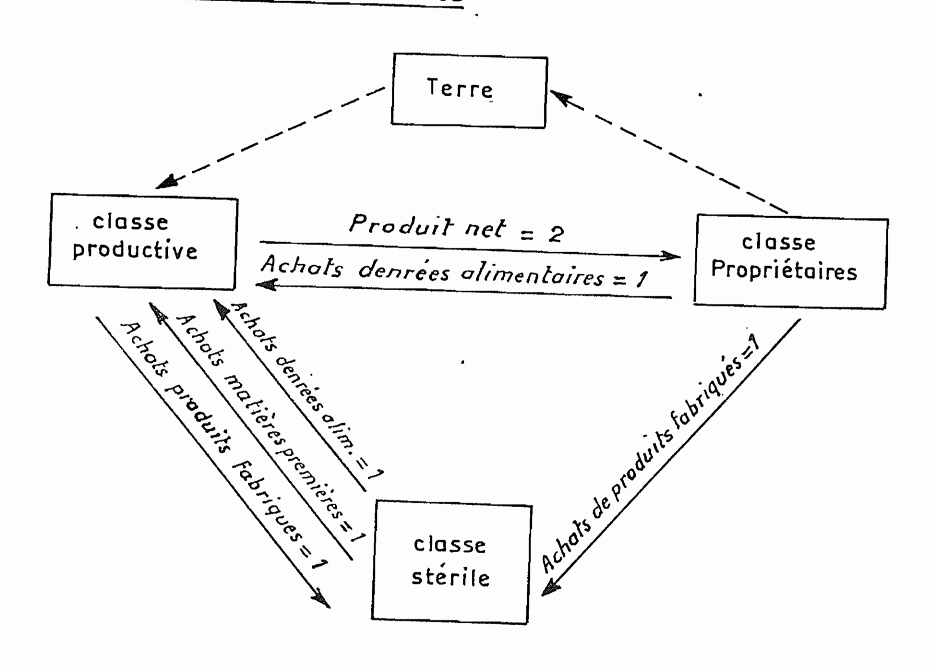
La classe productive verse deux milliards de produit net à la classe des propriétaires.

Ainsi le compte en termes monétaires est équilibré pour les trois pôles.

Mais le compte en termes de flux réels n'est équilibré que pour le compte de la classe stérile; le déséquilibre des deux autres s'expliquant par le paiement du produit net de la classe productive à la classe des propriétaires.

Pour que soit mis en évidence le rôle initiateur du circuit de la dépense du produit net par la classe des propriétaires, il faut se reporter au diagramme en "zig-zag" présenté par Quesnay.


Schéma des flux réels
Terre
Avances = 3
Produit brut = 5
Classe productive
Denrées alimentaires = 1
Classe Propriétaires
Produits fabriqués = 1
Denrées alimentaires = 1
Matières premières = 1
Total = 3
Produits fabriqués = 1
Classe stérile


Schéma des flux monétaires
Terre
classe productive
Produit net = 2
Achats denrées alimentaires = 1
classe Propriétaires
Achats denrées alim. = 1
Achats matières premières = 1
Achats produits Fabriqués = 1
Achats de produits fabriqués = 1
classe stérile

C - Le diagramme en "zig-zag"

On connaît la présentation du "zig-zag" des Physiocrates. On en trouvera la reproduction graphique dans les ouvrages cités à la bibliographie (notamment dans l'ouvrage publié par M. Sauvy à l'I.N.E.D. et dans celui de J. Molinier).

Mais il convient d'en marquer la signification.

La présentation en "zig-zag" met en évidence mieux que ne le fait la représentation schématique du circuit, le rôle moteur joué par la dépense du produit net effectuée par la classe des propriétaires. Ceci n'ajoute rien à la démonstration scientifique, mais l'illustration graphique par une succession de lignes obliques décrit avec aisance le mouvement des flux et leur répartition à partir de l'impulsion motrice fournie par la dépense des propriétaires fonciers.

Le diagramme qui n'est que l'illustration graphique du "Tableau Economique" décrit toujours un circuit statique sans investissement net ni accroissement de la production. Il exprime la position fondamentale de Quesnay : "Dans l'ordre de la société complète, tout se soutient par l'emploi annuel du revenu. Le revenu est la seule portion disponible de la production et c'est de la manière dont on en dispose que dépend tout le branle de la société".

La démonstration repose sur une hypothèse statique de l'emploi du revenu de l'année (produit net) obtenu à la fin de la période de production en déduisant du produit brut ce qui est nécessaire à la reconstitution des avances. Le reste est le "produit net" ou revenu annuel prêt à être lancé dans le circuit au début de la période suivante.

Le "zig-zag" exprime le cheminement de ce produit net ou revenu des propriétaires et sa répartition entre les diverses classes, par le dessin de l'ensemble des flux chiffrés.

On peut en signaler les enseignements essentiels de la manière suivante :

- les trois classes distribuent leur revenu dans la même proportion entre produits agricoles et produits fabriqués : 1/2.

- la moitié du circuit économique qui ne figure pas dans le zig-zag est la conséquence de l'autoconsommation agricole (qui par définition ne circule pas).

- la reconstitution du revenu au cours de la période est faite en suivant une méthode graphique qui retrace l'itinéraire des flux : les sommes perçues par chacune des classes sont réparties au fur et à mesure entre les achats de produits agricoles et les achats de produits fabriqués.

Cette méthode originale fut abandonnée après Quesnay; on l'a utilisée à nouveau à l'époque contemporaine d'une manière évidemment plus perfectionnée. Mais on doit remarquer qu'il est possible d'interpréter le Tableau de Quesnay sous la forme d'une matrice d'input output (du type utilisé par Leontief). Il convient toutefois d'apporter une rectification : le coefficient technique global de l'agriculture n'est pas 1/2 comme l'énonce le "Tableau" où le produit net est égal, en valeur, aux avances annuelles (deux milliards), il est en réalité de 3/5, car il faut tenir compte de l'amortissement du capital fixe (1 milliard).

++++++
++++++ § 2 - Le circuit en déséquilibre

L'analyse du circuit en déséquilibre, telle qu'elle a été faite par Quesnay et Mirabeau, constitue très certainement la première étude dynamique de l'économie. Ils ont posé les premiers jalons d'une théorie de la contraction et de l'essor, et d'une explication de la dépression par les conditions de la production agricole.

<u>La cause des perturbations du système équilibré dans le Tableau Economique.</u>

Mirabeau et Quesnay énumèrent sept cas de dérangements de l'équilibre :

- "<u>déprédations privées</u>" provoquées par les "moeurs".

- "<u>déprédations publiques</u>"

- relatives à la spoliation des avances productives,
- relatives à la décadence des cultivateurs,
- relatives au pécule,
- relatives à la police,
- relatives à l'impôt destructif,
- relatives au commerce.

Cette classification basée sur l'origine sociale et économique est peu propice à une étude théorique. Henri Woog a proposé une classification de ces causes de déséquilibre en :

facteurs relatifs à la circulation économique (aspect quantitatif et qualitatif des dépenses monétaires globales de la société).

Facteurs ressortissant au domaine de la production agricole (et se traduisant par une détérioration du capital productif).

Cette classification est justifiée par le fait que l'équilibre du circuit dépend de deux paramètres :

- la productivité de la terre;
- la proportion suivant laquelle se répartissent qualitativement les dépenses.

1 - Les déséquilibres de circulation.

En équilibre, les propriétaires divisent leur revenu par parts égales entre produits agricoles et manufacturés; les deux autres classes font de même. Si les propriétaires modifient leur propension à consommer les produits manufacturés, cette modification se propage aux deux autres classes (effet d'imitation).

- l'augmentation de la propension à consommer des produits façonnés ou "luxe de décoration", entraîne une diminution progressive des sommes dont les producteurs peuvent disposer comme avances, donc une diminution du produit net.

La classe stérile ne bénéficie pas longtemps de l'accroissement de part des dépenses globales consacrées aux produits façonnés et son revenu ne tarde pas à devenir inférieur au revenu d'équilibre.

La baisse de la propension à consommer des produits agricoles risque, de plus, d'entraîner une baisse du prix de ces produits, ce qui accentue la baisse du revenu global.

Les remèdes proposés par Quesnay pour pallier ces déséquilibres sont les suivants :

1) - maintenir des prix agricoles élevés en assurant la libre circulation des grains;

2) - assurer une demande suffisante pour absorber la production et soutenir les prix (pour cela il propose de soutenir le niveau de vie du menu peuple (salariés);

3) - combattre la thésaurisation; selon la proposition formulée par Roubaud, "on a dit que les Etats se ruinent lorsqu'ils dépensent tout leur revenu, j'aurais grand'peur qu'ils ne se ruinent en épargnant. La reproduction, donc le revenu, est en raison de la consommation, donc de la dépense".

4) - l'augmentation de la propension à consommer des produits agricoles ("faste de subsistance"), qui entraîne, au contraire, par un processus symétrique une augmentation du produit net.

La classe stérile voit d'abord son revenu diminuer en valeur absolue et relative; mais l'augmentation de revenu global permet qu'au terme d'un certain nombre de périodes, son revenu rattrape puis dépasse son revenu d'équilibre.

D'où la conclusion physiocratique que l'opulence de la classe productive entraîne nécessairement celle de toute la société.

2 - Les déséquilibres de production.

La baisse des avances, donc du produit net, peut avoir diverses causes :

- politique du gouvernement qui décourage la population rurale (corvées, impôts trop lourds sur les agriculteurs),

- connaissances techniques insuffisantes des agriculteurs,

- pertes sur le produit de la vente de la récolte,
- structure des impôts.

On trouve chez Quesnay une intéressante analyse de l'effet sur la reconstitution du revenu d'une double taxation directe et indirecte.

o

o o

L'oeuvre de Quesnay et des Physiocrates constitue une contribution très importante à l'analyse économique. Trop longtemps méconnue, on lui rend aujourd'hui justice.

On peut dénombrer les éléments de cet apport de la manière suivante :

- affirmation de l'importance de l'analyse en termes de flux, avec distinction entre stocks et flux.

- analyse statique globale sur un modèle de circuit, représentant un progrès par rapport à l'analyse dynamique partielle des mercantilistes.

- élaboration d'un modèle de circuit doté d'une signification opérationnelle, reposant sur l'analyse des relations entre grandeurs macro-économiques mesurables.

- distinction entre production globale et production nette ou revenu; distinction entre génération et circulation du revenu.

- dépassement de l'analyse comptable de la cohérence formelle des flux monétaires : le "zig-zag" complétant le "Tableau" explique la reconstitution du revenu de période en période, selon la méthode du calcul itératif (ce qui permet de passer de la circulation à la génération du revenu).

- importance des phénomènes de dépenses, saisies sous leur double aspect, quantitatif et qualitatif; actions de ces dépenses sur la génération du revenu et effet de la distribution des revenus sur la production.

- étude des déséquilibres du circuit aboutissant à un modèle dynamique d'économie croissante ou décroissante.

++++++ Section VI
++++++
++++++ La politique physiocratique
++++++

Section VI

La politique physiocratique

La politique des Physiocrates sera conduite en fonction des enseignements fournis par l'analyse et elle sera inspirée par leur conception de la liberté et de l'autorité.

Le "despote éclairé" s'efforcera de légiférer le moins possible. Sa législation devra simplement traduire les lois naturelles reconnues par la science, en ayant recours au minimum à la réglementation. Ainsi, traduisant les exigences de l'ordre naturel, et non son "bon plaisir", le despote éclairé sera l'opposé d'un tyran; il établira, par une autorité indiscutée, les institutions et conditions qui permettront aux "rapports nécessaires" d'ordonner la vie sociale.

La politique physiocratique concerne principalement l'échange et l'impôt.

++++++
++++++

§ 1 - La politique de l'échange

Il est normal qu'ayant fait avant tout, une théorie de la circulation des flux et du circuit du revenu, la politique physiocratique s'intéressât particulièrement à l'échange.

Cela n'exclut pas bien entendu, un ensemble de mesures favorables à la production agricole. Ils réclament l'amélioration des méthodes de culture, une organisation meilleure du métayage, des soins attentifs de la part des autorités locales pour que soit amélioré le sort de l'agriculteur. Ils montrent en outre l'utilité de grands travaux agricoles : défrichement (180.000 hectares seront défrichés entre 1766 et 1769),

entretien et création de chemins ruraux, de bâtiments, clôtures, etc ... Mais l'engouement de l'époque pour l'agriculture n'exige pas de grands efforts de persuasion; c'est plutôt vers les problèmes de l'échange que les Physiocrates sont amenés à se tourner.

On sait que pour eux, l'échange se fait sur la base de l'équivalence des valeurs échangées, ce qui enlève à l'acte d'échange toute possibilité de production de richesse. Leur méconnaissance de la notion d'utilité les a conduits à la conception de l'échange stérile.

Par contre; bien que ne produisant pas de richesse, le commerce peut fournir à un des co-échangistes un gain monétaire, qui a pour contrepartie une perte subie par l'autre co-échangiste. Aussi, le commerce international est-il un pis-aller, auquel on ne doit avoir recours que pour se procurer les produits que la nation ne peut obtenir elle-même. En dehors de cette nécessité, le trafic, c'est-à-dire l'achat pour revendre, est une occasion de perte et de gaspillage, surtout entre nations.

Le seul échange normal est celui qui fait circuler les produits de l'agriculture, de manière qu'ils arrivent jusqu'aux consommateurs de chacune des classes.

Aussi réclament-ils la liberté du commerce. Celle-ci est, à titre principal, sinon essentiel, la liberté du commerce des grains à l'intérieur du royaume. Leur position n'est pas libre-échangiste, car l'échange international des produits agricoles est peu important à cette époque, tout au moins pour la France. Ils demandent la possibilité éventuelle d'exporter les grains, car d'une part, ils y voient une sorte de prolongement du droit de les faire circuler librement à l'intérieur; d'autre part, une exportation faite au moment choisi peut maintenir le "bon prix", c'est-à-dire le prix rémunérateur. Aussi voient-ils dans la liberté de l'échange, intérieur et extérieur, un moyen d'assurer une circulation active et importante, un débit volumineux, des produits agricoles. C'est toujours la notion de circulation qui commande leur conception.

Par leurs théories, les Physiocrates préparent peu à peu les esprits à l'établissement de la libre circulation des

grains, qui sera proclamée pour l'intérieur par l'édit de 1763 et pour l'extérieur par celui de 1766, avec cependant des restrictions appréciables. Une série de mauvaises récoltes amena la suppression de ces mesures, mais Turgot les rétablit par l'édit de 1774 supprimé à son tour par Necker en 1777.

Celui-ci, d'ailleurs, en compagnie de l'abbé Galiani, abbé de cour, Napolitain, opposait au système physiocratique un empirisme pratique qui le poussait à concevoir une politique souple, adaptée aux conditions du moment et moins favorable à une généralisation de la liberté. L'ouvrage de Necker, La législation et le commerce des grains, paru en 1775 faisait ainsi l'effet d'un correctif aux vues trop absolues et systématiques des Physiocrates.

Signalons enfin, que ceux-ci sont hostiles à l'intérêt. Celui-ci doit être étroitement réglementé et n'être toléré que pour les prêts à l'agriculture qui permettaient l'accroissement des richesses. Dans l'industrie et le commerce, qui ne reproduisent pas de richesses, l'intérêt devait être étroitement limité. Il y a donc là une exception au régime général de liberté, réclamé par Quesnay et son école. Seul Turgot faisait, en ce point, comme en plusieurs autres, figure de dissident.

++++++
++++++

§ 2 - La politique fiscale

La conception physiocratique de l'impôt est une conséquence très rigoureuse et même trop rigide de l'ensemble de leur système.

Le souverain, détenteur de l'autorité, chargé de créer les conditions d'établissement de l'ordre naturel, de faire respecter la propriété et la liberté est, en fait, considéré comme copropriétaire des terres. Puisqu'il doit garantir la propriété des terres, c'est sur le revenu produit par celles-ci qu'il doit prélever les sommes nécessaires au fonctionnement de l'Etat et à la couverture des travaux d'aménagement et d'entretien qui lui incombent pour assurer la bonne marche

de l'activité agricole (canaux, ponts, routes, travaux publics, etc...).

En conséquence, le souverain a, comme les propriétaires, une sorte de vocation à une part du "produit net" seul revenu authentique disponible, puisque le reste est absorbé par les autres classes. Aussi l'impôt doit-il être prélevé sur la richesse nouvelle, produite chaque année par l'activité de l'agriculture. On est ainsi conduit à concevoir un impôt unique portant sur le seul revenu de la terre.

Comment et sur qui le prélever ? Une seule solution est possible : l'impôt doit être recouvré sur la classe des propriétaires, afin d'assurer à l'Etat la part du "produit net" à laquelle il peut légitimement prétendre. Les autres classes ne disposant que du nécessaire, doivent être exemptées, au titre d'une sorte de préservation du minimum vital, conception encore très moderne.

Ainsi est-on conduit à ramener le système fiscal à un impôt unique : l'impôt foncier, payé par les propriétaires. Ainsi les avances nécessaires à l'agriculture et à l'industrie et les sommes affectées à l'entretien des classes agricole et stérile, sont exemptes du prélèvement fiscal; seule est frappée la richesse renouvelable annuellement, qui est la seule matière imposable possible.

Cet impôt unique prélèverait 30 à 33 % du "revenu" perçu par les propriétaires, de telle sorte que ce "revenu" serait ainsi partagé entre les copropriétaires de la terre, à raison de 2/3 pour les propriétaires terriens et 1/3 pour le souverain. Conséquence logique d'une conception où l'intérêt du souverain et celui de la nation se confondent.

Si les Physiocrates font payer l'impôt unique aux propriétaires terriens et à eux seuls, ils démontrent que, non seulement il vaut mieux saisir la richesse à la source, ce qui simplifie le problème de l'incidence, mais qu'ainsi personne ne le supporte. Non parce que les contribuables le répercutent, mais parce que, amputant le revenu net, il diminue le revenu de la terre et donc finalement la valeur capitalisée de celle-ci. Elle se vend donc moins cher. Quand un propriétaire achète une terre, il la paye à un prix inférieur à celui

qui serait fixé si le revenu qu'elle produira ne devait pas être amputé par l'impôt.

Les conceptions physiocratiques en matière fiscale ont inspiré le législateur révolutionnaire. L'Assemblée Constituante établit l'impôt foncier qui devait subsister comme impôt d'Etat jusqu'à la réforme des impôts directs réalisée en 1914-1917 (réforme Caillaux de l'impôt sur le revenu). Mais, d'impôt principal, sinon unique, il n'était plus devenu qu'un impôt à rendement très faible. Il était rapidement apparu, en effet qu'un impôt unique risquait de voir son rendement atteint si la matière imposable sur laquelle il reposait perdait son importance. Or c'est ce qui s'est produit tout au long du XIXème siècle où la richesse mobilière s'est considérablement développée au détriment de la richesse immobilière.

o

o o

C'est d'ailleurs là un point sur lequel les positions physiocratiques se sont montrées dépourvues de réalisme : leur agrarianisme est devenu rapidement désuet et irréel. C'est ce qui leur a valu un injuste discrédit. Mais, par opposition, leurs thèses sur la circulation du revenu et le circuit, l'analyse en termes de flux, la première tentative d'un tableau comptable des dépenses et recettes globales de la nation, n'en prennent que plus de vigueur.

Les Physiocrates ont été les véritables fondateurs de l'analyse économique et de l'économie politique scientifique. Si l'on tient à décerner le titre de "père de l'économie politique" - jeu assez puéril à vrai dire - ce n'est pas à Adam Smith, mais à Quesnay qu'il revient de droit.

++++++ Sous-Titre III
++++++
++++++
++++++ LES SYSTEMES DES LOIS NATURELLES ET L'ORIGINE
++++++ DE L'ANALYSE EN TERMES DE PRIX

L'ordre naturel des Physiocrates était un ordre "providentiel" dans le sens de conforme à la nature telle que Dieu l'a créée; il était révélé par l'évidence. C'est une autre conception qui est choisie par les auteurs qui ont voulu faire de l'économie une science déliée de toute métaphysique : celle de la conformité à la nature. De la "nature des choses" découlent des "rapports nécessaires", qualifiés de "lois". Le respect de ces lois assure la conformité à l'état de nature; il importe donc de les découvrir afin de respecter leurs exigences. Il s'agit donc de laisser les individus agir selon leurs inclinations, c'est-à-dire selon ce que leur dicte leur intérêt. Intérêt individuel et liberté individuelle sont donc les deux principes dont le respect assure la conformité des actes qui en découlent aux exigences "des lois naturelles ".

Tel est le principe de la problématique à partir de laquelle va se dégager un type d'analyse différent de l'analyse globale dérivée de la notion d'ordre. L'analyse en termes de marché et de prix a cependant des origines assez lointaines; elle a été amorcée par des auteurs disséminés dans le temps pendant les deux époques mercantiliste et physiocratique. Mais c'est Adam Smith qui formulera le système le plus cohérent, clôturant ainsi le cycle de l'économie naturelle à laquelle succédera l'économie libérale.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LES PREMIERS DEPASSEMENTS
++++++

Une histoire de la pensée ne peut être évidemment soumise entièrement à la chronologie : l'enchaînement des idées est somme toute plus important que celui des dates.

C'est pourquoi se trouvent réunies en ce chapitre des oeuvres qui sont contemporaines, les unes des travaux des Mercantilistes, les autres de ceux des Physiocrates. Il en résulte qu'elles possèdent quelques traits communs avec les oeuvres majeures de leur époque, portant ainsi la trace de la pensée dominante de leur temps. Cependant, leurs auteurs ont quelques caractéristiques fondamentales communes qui permettent de les regrouper : ils se réclament d'une problématique de la liberté naturelle plus proche de celle de Smith et des grands classiques que de celle de Quesnay et de sa secte et ils établissent les fondements d'un nouveau mode de connaissance scientifique que dominera le XIXème siècle : à l'analyse en termes de flux globaux et de circuit, ils substituent l'analyse en termes de prix et de marché.

C'est cette parenté dans la problématique et surtout dans le choix des instruments de connaissance qui permet de relier entre eux des auteurs qui, non seulement ont pour point commun d'annoncer Adam Smith, mais qui leur ont encore fourni certains éléments de la synthèse qu'il proposera. C'est ainsi qu'on traitera de Graslin, Galiani, mais surtout de Cantillon, Turgot et Condillac.

Bien que - conformément à la ligne choisie - l'objet de l'étude soit la pensée économique, englobant problématique,

analyse et propositions de politique, on ne peut ignorer les auteurs eux-mêmes. On commencera donc par quelques indications concernant les hommes et l'ensemble de leur oeuvre pour les regrouper ensuite autour des principaux thèmes qui leur sont communs.

++++++ Section I
++++++
++++++ Les auteurs et leurs oeuvres
++++++

Les auteurs ici examinés ont en commun une problématique des "lois" qui commandent l'activité économique et dont la connaissance permet d'interpréter cette activité même. Sans doute, tous n'ont-ils pas présenté un système complet et cohérent; mais ils font, au moins implicitement, référence à cette notion de lois, soit dans des travaux parcellaires, comme Graslin et Galiani, soit dans des oeuvres plus vastes, tels Cantillon, Turgot et Condillac. Pour les plus anciens, il s'agit d'un dépassement du mercantilisme, pour les autres, d'une dissidence à l'égard de la Physiocratie qui les conduit au-delà des thèses souvent estimées, par eux, discutables.

++++++ § 1 - Le dépassement du mercantilisme :
++++++ Petty, Cantillon, Galiani

Ces auteurs vivent en Angleterre ou en France, à l'époque où le mercantilisme est sur son déclin; leur effort a le sens d'un dépassement des thèses que les événements commencent à rendre caduques.

A - William Petty.

C'est bien l'idée de nature et de loi naturelle qui est la caractéristique permettant de situer William Petty hors du courant mercantiliste qui régnait encore à son époque; c'est elle aussi qui l'éloigne de l'ordre naturel providentiel des Physiocrates. C'est enfin son analyse qui en fait un précurseur.

W. Petty, Britannique autodidacte, vécut de 1623 à 1687, une vie partagée entre l'aventure et la réflexion. Tour à tour marin, trafiquant, militaire, médecin, il s'enrichit au cours d'expéditions douteuses, notamment en Irlande. Puis, s'adonnant à l'étude, il transposa l'observation des questions économiques des méthodes apprises dans d'autres disciplines.

C'est un ouvrage paru après sa mort, en 1691, qui traduit son inspiration, par l'intermédiaire de la méthode comparative. "L'anatomie politique" procède en effet à de fréquentes comparaisons entre la biologie et l'économie, entre le corps humain et le corps politique. Elles mettent en valeur la nécessité de respecter les exigences de la nature; exigences que connaît le médecin et que l'économiste rencontre comme autant de lois qu'il convient de connaître et d'expliquer. Aussi est-il partisan de la liberté du commerce intérieur et extérieur.

Mais son autre ouvrage, publié de son vivant, lui donne un caractère très original et en fait un novateur. En effet, dans ses "Essais d'arithmétique politique", il utilise pour la première fois, semble-t-il, la méthode statistique et les calculs appliqués à l'activité économique, qui caractérisent le courant des "arithméticiens anglais". Par là, il apparaît bien comme un des initiateurs d'une méthode scientifique, évidemment encore bien imparfaite.

Trois thèmes essentiels sont ainsi abordés, qui tous relèvent d'une conception fondamentale : celle de l'existence de lois naturelles qui fait déjà songer à Smith et à Ricardo.

Le premier thème est consacré à la production, dont la terre et le travail sont les facteurs, alors que le capital n'est que le fruit accumulé du travail. Le second est constitué par l'échange qu'il estime régi par le prix naturel, lequel est fixé pour l'essentiel par le coût du travail. Il est ainsi conduit à l'étude de la répartition, mentionnant la rente, soulignant la nécessité de respecter les libres variations du taux de l'intérêt, et surtout présentant une loi des salaires selon laquelle la rémunération du travail tend toujours à se maintenir au niveau du minimum d'existence, ce qui explique l'existence d'un prix naturel aussi bien pour le travail que pour les marchandises.

B) Richard Cantillon.

De famille espagnole, irlandais de naissance (né vers 1680-1685), Richard Cantillon a passé à Paris une grande partie de son existence de négociant et de banquier. C'est ce qui explique que, s'il connut Adam Smith, il fréquenta aussi les Physiocrates et que c'est en français qu'il écrivit son ouvrage "Essai sur la nature du commerce en général". Celui-ci circula longtemps sous forme manuscrite et ne fut publié qu'en 1755, soit plus de vingt ans après sa mort survenue dans un attentat en 1733 ou 1734.

Cantillon, grand voyageur, qui connut, non seulement l'Europe, mais l'Extrême-Orient et l'Amérique du Sud (Brésil), pense, lui aussi, que les sociétés sont régies par des lois naturelles. Aussi, ayant connu la fin de la période mercantiliste, il s'oppose à la réglementation et prône la liberté de l'activité.

Sa conception de la richesse n'est en rien tributaire des idées commercialistes; pour lui, la richesse "intrinsèque ou normale" découle de la terre et du travail qui la fait fructifier; elle n'est autre chose "que la nourriture, les commodités et les agréments de la vie". Mais, pour procéder à des comparaisons entre nations, il faut tenir compte de la richesse "comparative" mesurée en argent. Cependant, et en cela, il dépasse le mercantilisme, il estime que la monnaie qui exprime la richesse, exerce un rôle stimulant sur son obtention, mais que sa trop grande quantité peut constituer un danger. Il se montre donc quantitativiste nuancé.

Il présente une esquisse de la théorie de la répartition des revenus qui fait suite à une explication de la production où il traite, quoique d'une manière assez obscure, de l'entrepreneur.

Cependant, un de ses principaux mérites est d'avoir posé en termes modernes la théorie de la valeur et des prix.

Cantillon apparaît donc comme un auteur de grand talent, qui a posé les principaux thèmes de l'analyse de l'économie de marché; aussi seront-ils repris pour être confrontés avec ceux des autres économistes qui sont associés dans ce groupe des précurseurs. (Cf. les sections suivantes).

C) L'Abbé Galiani.

Abbé de cour et de salon, Napolitain né en 1728, mort en 1787, plus brillant que profond, Galiani se posa en adversaire des Physiocrates. Son écrit "Della moneta" publié en 1748 le fit connaître, mais ce sont surtout ses "Dialogues sur le commerce des blés" publiés en huit morceaux séparés de 1768 à 1769, qui attira l'attention et la critique de Quesnay et de ses amis. Il s'oppose à eux dès le départ, en faisant reposer ses spéculations - hésitantes et discursives - sur la valeur à laquelle il donne un fondement subjectif appuyé sur l'utilité et la rareté, comme on le montrera ultérieurement. Aussi est-il opposé à la conception de la richesse exclusivement tirée de la terre et partisan de l'activité libre, aussi bien pour la manufacture que le commerce. Il ajoute une note personnelle qui sera reprise bien plus tard par les partisans du nationalisme économique : chaque nation doit trouver, en raison du type d'économie qui est le sien, les règles d'action les plus favorables au développement de son activité et de son commerce. C'est là encore un dépassement du mercantilisme.

++++++
++++++ § 2 - La dissidence physiocratique - Turgot.

Turgot, né en 1727, mort en 1781, fut un réformateur libéral, qui s'efforça d'instaurer la liberté de l'activité économique, à la faveur des fonctions qu'il exerça comme Intendant du Limousin, puis comme Contrôleur général des Finances (1774-1776).

Ainsi qu'il a été indiqué, Turgot, bien qu'admettant certaines idées fondamentales des Physiocrates, a eu une position très personnelle; aussi le considère-t-on souvent comme un dissident.

En réalité, il est un auteur très personnel ayant sur bien des points des idées originales; mais il a été victime du grand renom de la "secte" à laquelle il avait refusé d'appartenir. Il ne le pouvait, car son oeuvre est trop différente de celle de Quesnay et de ses disciples; on a même dit

qu'il se rattacherait plutôt au courant auquel Adam Smith appartient.

Il est exact en effet que son oeuvre, très volumineuse d'où se détache un grand ouvrage "Réflexions sur la formation et la distribution des richesses" annonce, plus que celle de Quesnay, les traités classiques d'économie politique. On y trouve en particulier les points suivants :

- l'ordre naturel et les lois naturelles,
- la propriété,
- le produit net et la rente,
- la loi du rendement décroissant,
- le travail et la productivité du travail,
- la valeur et les prix,
- l'épargne,
- la monnaie,
- l'intérêt,
- le salaire,
- la liberté du commerce,
- l'impôt.

Il offre donc une vue d'ensemble de l'économie, abordée d'une manière systématique. Sans doute, bien des points sont-ils sommairement traités, mais nombreux sont ceux qui constituent pour l'époque une excellente étude. On peut citer notamment les suivants (1).

- l'agriculture est une activité hautement productive, mais n'est pas la seule activité productive; il tient compte de l'apport que constituent les travaux de l'artisan, de l'industriel, du commerçant. Cependant sa notion de la productivité n'est pas très claire.

- il fait une meilleure étude de la loi des rendements non proportionnels, qui lui permet d'indiquer que la produc-

---

(1) Pour une étude de Turgot, on utilisera avec fruit, l'ouvrage très suggestif que lui a consacré P. Vigreux : "Turgot, textes choisis et préface", dans la collèction "Les grands économistes", édit. Dalloz, Paris, 1947. La préface de P.B. Vigneux donnera une vue d'ensemble de l'oeuvre de Turgot et guidera utilement la lecture et la compréhension des textes eux-mêmes.

tivité de l'agriculture est limitée. Mais il n'étend pas ses constatations aux autres activités.

- son analyse du prix le conduit à distinguer le prix courant ou prix du marché réglé par l'offre et la demande, et le prix fondamental établi au niveau du coût de production. Le prix courant oscille autour du prix fondamental.

- sa théorie de la distribution fait état à la fois de facteurs sociologiques (classe productive, classe stipendiée, classe des propriétaires fonciers) et de facteurs économiques : les revenus des agents économiques dérivent du prix des services productifs.

- sa théorie du salaire se rapproche de celle d'Adam Smith, le prix fondamental du travail devant égaler le prix de production, et le salaire courant oscillant autour de ce point.

- l'intérêt est présenté comme le prix du capital, lequel est formé par l'épargne. L'intérêt se fixe d'après l'offre et la demande d'épargne et ses variations orientent l'emploi des capitaux. Mais la notion de capital demeure imprécise.

- enfin, à propos de la valeur, il aborde les notions d'utilité et de rareté et lui donne un fondement subjectif en la définissant "l'expression du degré d'estime que l'homme attache aux différents objets de ses désirs".

§ 3 - L'interprétation psychologique : Condillac

L'abbé de Condillac (1715-1780) publia en 1776 un ouvrage remarquable qui appartient incontestablement au courant de l'analyse économique : "Le Commerce et le Gouvernement considérés relativement l'un à l'autre". Ce livre, qui paraît la même année que la "Richesse des Nations", marque la fin de la période physiocratique en France; mais en fait il ne se situe pas sur le même plan : celui des systèmes d'économie politique. Beaucoup plus que ne l'avaient fait Turgot et même

Adam Smith, Condillac se situe sur un plan strictement, peut-être même étroitement, scientifique : "Des faits constatés, voilà proprement les seuls principes du savant".

Son ouvrage, - au titre maladroit, qui a nui à son audience - s'ouvre sur la théorie de la valeur qu'il fonde sur l'utilité. Il ouvre ainsi, après l'essai de Galiani, la voie à la théorie subjective de la valeur, que les classiques méconnaîtront et qui ne recevra la consécration qu'après 1870 avec les théoriciens de l'utilité marginale. A l'utilité, il joint la rareté et montre la manière dont ces deux éléments se combinent.

L'échange crée donc de la valeur, en permettant à chaque coéchangiste de faire un gain en utilité, puisqu'il permet de satisfaire les besoins de chacun.

La production est également nettement définie comme ayant pour but la création d'utilité, ce qui lui permet de critiquer les Physiocrates, en ~~montrant que c'est le travail et non la~~ terre qui est productif. Sa théorie du salaire en découle : le salaire représente la part du produit que les ouvriers peuvent faire valoir "comme copropriétaires".

Plaçant le mobile économique dans la recherche de l"intérêt individuel, il est partisan de la liberté du travail et de l'intérêt (1).

Section II

Les premières analyses psychologiques de la valeur

Un premier trait commun aux auteurs ci-dessus mentionnés est une tentative pour interpréter le phénomène de la valeur à l'égard duquel les Physiocrates sont demeurés inattentifs. Ils en donnent, à l'exception de Cantillon, une interprétation psychologique que ne retiendront ni Adam Smith, ni les

---

(1) Consulter : A. Lebeau : "Condillac économiste". Thèse Droit, Poitiers, 1903.

grands classiques anglais. En effet, cette interprétation, née au XVIIIème siècle, abandonnée par Smith, ne réapparaîtra qu'autour de 1870 avec l'école néo-classique.

Sans doute, Saint Thomas d'Aquin avait-il pressenti les aspects psychologiques du phénomène de la valeur; mais pour les raisons qui ont été déjà énoncées, il n'avait pas poussé ses études sur le plan de la connaissance, demeurant dans le domaine moral qui était le sien.

Au XVIIIème siècle, les Physiocrates n'ont pas posé le problème de la valeur, ainsi qu'il a déjà été signalé. Mais d'autres économistes, qui restèrent en dehors de la "secte", firent ce travail et le conduisirent d'une manière remarquable pour l'époque.

§ 1 - Les caractères de l'analyse psychologique au XVIIIème siècle

Quatre auteurs, non physiocrates ou tout au moins non rattachés directement à l'Ecole de Quesnay, ont posé et étudié le problème de la valeur. Il s'agit de l'abbé Galiani, de Graslin, de Turgot et de Condillac. Il existe entre ces auteurs des relations et des ressemblances.

Les relations sont assez malaisées à déterminer; Galiani ayant écrit le premier sur ce sujet échappe incontestablement aux influences des trois autres auteurs. Graslin a pu connaître l'ouvrage de Galiani, mais il s'attache surtout à la rareté alors que Galiani insiste plutôt sur l'utilité.

Par contre, Turgot et Condillac ont certainement subi l'influence de leurs deux prédécesseurs. Pour Turgot, il n'y a pas de doute, puisqu'il a rapporté, à l'Académie de Limoges, les travaux des candidats au concours qui vit le couronnement de Graslin. Quant à Condillac, il a au moins connu Galiani et Turgot.

Entre ces quatre économistes, il existe un certain nombre d'éléments communs. Pour chacun d'eux, l'utilité apparaît comme l'antécédent logique de la valeur. Elle est l'élément

prédominant. Quand d'autres concepts sont intégrés à la notion de valeur, ils ne viennent qu'au second plan ou sont considérés comme de simples correctifs. Les auteurs parlent alors de l'utilité rare, de l'utilité onéreuse, de l'utilité échangeable, de l'utilité finale.

Dans ces différentes notions, on trouve une idée : l'utilité qui naît du besoin, est liée à la peine prise pour acquérir les biens nécessaires à la satisfaction du besoin; la satisfaction de celui-ci devient décroissante à mesure qu'elle se déroule.

Les économistes du XVIIIème siècle se placent, pour étudier la valeur, du côté du consommateur et de l'acheteur. Ils considèrent que l'homme est un centre de besoins et de désirs; il est donc la cause première de la valeur. On sent ici combien est déjà admis implicitement le fondement individualiste libéral que les classiques proclameront ouvertement.

Les économistes du XVIIIème siècle fondent donc la valeur sur le besoin; ils arrivent à distinguer différentes catégories de besoins en les graduant, parlant notamment de besoins primaires et de besoins secondaires, ceux-ci remontant d'un rang dès lors que les premiers sont satisfaits.

Il est possible de distinguer entre ces différents auteurs les apports personnels et de souligner les différences. C'est ainsi que Galiani n'a pas fait la distinction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, alors que Turgot l'a faite très nettement sans employer ces termes, puisqu'il parle de valeur estimative et de valeur appréciative. La valeur d'usage n'est pas confondue par Turgot avec l'utilité, comme l'ont confondue les classiques anglais. Cette valeur d'usage, montrera Turgot, suppose un choix entre plusieurs objets utiles, elle implique une hiérarchie des désirs, une comparaison des utilités.

Condillac a très nettement dit que la valeur d'usage préexiste à tout acte d'échange, mais cependant il insiste beaucoup trop nettement sur elle. La valeur des choses, dit-il, est fondée sur leur utilité ou, ce qui revient au même, sur le besoin que nous en avons. Mais il intègre la notion de rareté en disant que la valeur des choses s'accroît dans

la rareté et diminue dans l'abondance. Il ne distingue pas la valeur d'échange et le prix.

Avec Turgot, qui envisage plusieurs échangistes, le problème de la valeur cesse d'être individuel pour devenir social et sa théorie est certainement remarquable pour un économiste du XVIIIème siècle.

De toute manière, ces quatre auteurs ont ceci de commun qu'ils expliquent la valeur d'usage par l'utilité et la rareté, et la valeur d'échange est fondée par la valeur d'usage. Cependant aucun d'eux n'emploie ces termes qui ne seront adoptés que par l'analyse moderne.

On pourrait dire d'une manière schématique que l'apport de chacun de ces auteurs se ramène aux points suivants :

Galiani ne fait pas nettement la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, mais il en a eu la conception.

Graslin distingue la valeur absolue et la valeur relative ou vénale.

Turgot distingue très nettement valeur d'usage et valeur d'échange, qu'il nomme valeur estimative et valeur appréciative.

Condillac, moins précis que Turgot, semble bien distinguer les deux types de valeur; la première est nommée par lui valeur, sans aucune qualification précise; la seconde est souvent confondue abusivement avec le prix.

Cependant, on doit reconnaître que, dans l'ensemble, les économistes du XVIIIème siècle ont parfaitement compris la nécessité de distinguer, quelle que soit l'appellation donnée, valeur d'usage et valeur d'échange. Nous allons insister plus spécialement sur les aspects particuliers de la valeur chez les trois principaux auteurs : Galiani, Turgot et Condillac.

++++++ § 2 - Les théories psychologiques de la valeur et
++++++ du prix chez les économistes du XVIIIè siècle

Ainsi qu'il vient d'être indiqué, c'est à l'abbé Galiani que semble revenir le mérite d'avoir le premier situé le phénomène de la valeur dans l'ordre des phénomènes psychologiques. Turgot et Condillac ont largement développé sa contribution, tout spécialement le ministre de Louis XVI.

A - Galiani.

Pour Galiani, le calcul de l'utilité se combine avec celui de la rareté. La rareté est définie : la proportion existant entre la quantité d'une chose et l'usage qui en est fait. C'est dire que la valeur dépend en partie de la conception que l'on se fait de cette proportion. Le terme usage, ici employé, recouvre plusieurs sens : la consommation, la destruction, l'occupation, c'est-à-dire la mise hors commerce pour un temps plus ou moins long. Ces emplois ont, sur le bien considéré, des conséquences diverses.

Tout ceci concerne la valeur d'usage qui fonde la valeur d'échange. Comment celle-ci se détermine-t-elle ? Galiani distingue les biens reproductibles et les biens non reproductibles. Pour les biens dont la reproduction ne dépend pas de la volonté de l'homme, comptent seuls les calculs reposant sur l'utilité et la rareté. Cependant, il explique que la valeur ne saurait atteindre un prix trop élevé car le consommateur s'abstiendrait. C'est dire que le prix réagit sur le désir que l'homme peut éprouver à l'égard du bien et donc sur sa demande. Il en résulte que la valeur est toujours ramenée dans l'échange à un juste niveau.

Galiani admet qu'il existe des possibilités de substitution entre divers biens, car il dit que lorsqu'un objet est trop cher, le consommateur se reporte sur un autre.

Pour les biens dont la reproduction dépend de la volonté de l'homme, l'accroissement de consommation lorsqu'il se produit, provoque la raréfaction du bien, ce qui empêche l'avilissement du prix. La valeur se fixe donc par une série d'oscillations à un certain niveau.

Galiani introduit alors un nouvel élément, la valeur du travail. Celle-ci dépend, d'après lui, du nombre de personnes employées, du temps dépensé, de la valeur des talents. La valeur des talents s'apprécie d'après leur utilité et leur rareté.

On peut en conclure que Galiani prend en considération le coût de production, mais il ne voit en celui-ci que la valeur du travail, car à son époque il n'y a pas emploi de capitaux comme à l'époque du machinisme. C'est dire que ses vues, formulées dans le Traité de la monnaie, sont assez pertinentes, quoique manquant encore de profondeur et comportant un certain nombre de confusions.

B - <u>Turgot</u>.

Turgot distingue, ainsi qu'il a été dit, la valeur estimative de la valeur d'échange. La valeur estimative est l'expression du degré d'estime que l'homme attache aux différents objets de ses désirs. Elle est appréciée, en fait, par rapport à un homme isolé. La valeur appréciative ou échangeable entre en jeu lorsque plusieurs individus sont en présence.

La valeur, pour un homme isolé, est donc la valeur estimative. La chose ne peut être évaluée que si elle est comparée par l'homme à d'autres valeurs et ceci permet à Turgot de faire remarquer que lorsque l'évaluation est faite, elle est fonction des circonstances. Le sentiment de prévoyance peut modifier l'évaluation, ainsi que la difficulté à se procurer le bien. La rareté devient ainsi un élément de l'évaluation et va se combiner avec l'utilité.

La mesure de cette valeur dépend des facultés mêmes de l'homme; la valeur estimative d'un objet est la portion du total des facultés d'un homme qui répond au désir qu'il a de l'objet en cause.

En somme, Turgot formule la loi de substitution des désirs; il suppose que des objets présentent une utilité parce qu'ils répondent à des désirs et l'homme prévoyant sait qu'il devrait satisfaire non seulement les besoins présents, mais les besoins futurs, de telle sorte qu'il établit un ordre de nécessité et d'utilité des différents besoins. Il en découle une appréciation et donc un classement des biens d'après

leur aptitude plus ou moins grande à satisfaire le désir.

La valeur, pour deux hommes en présence, va être rattachée au phénomène de l'échange. On doit considérer que chaque co-échangiste procède à l'estimation des biens qu'il destine à l'échange et cette valeur estimative est proportionnée à l'intérêt individuel. L'acquéreur attache à la chose acquise une valeur estimative plus grande que celle qu'il reconnaît à la chose cédée; c'est là que réside le motif de l'échange. Mais cette valeur estimative est réciproque et égale de chaque côté.

La valeur échangeable repose donc sur une égalité dans l'échange. Mais Turgot fait remarquer que dans la valeur estimative, il n'y a qu'une comparaison entre deux intérêts; dans la valeur échangeable, on se trouve en présence de deux hommes comparant deux intérêts; il y a donc en tout quatre intérêts comparés. Il se forme alors une valeur estimative moyenne qui devient la valeur échangeable, que Turgot nomme la valeur appréciative parce qu'elle détermine le prix. Elle est égale entre les deux objets échangés, elle est de même nature que la valeur estimative, elle est en somme une valeur estimative moyenne.

Enfin, lorsqu'il y a plus de deux échangistes, la concurrence naît et il en sort une nouvelle forme de valeur appréciative, la valeur courante. Il résulte de cette conception de Turgot que, contrairement à ce que pensaient les Physiocrates, l'échange augmente la richesse de chacun des co-échangistes parce qu'il augmente l'utilité que chacun d'eux peut retirer des biens échangés.

De la valeur, Turgot passe au prix. Le prix, dit-il, est différent de la valeur, bien qu'on les confonde souvent dans l'activité commerciale. Pourquoi emploie-t-on indifféremment l'un ou l'autre de ces deux termes, prix et valeur ? Parce que, dit Turgot, il est impossible d'énoncer la valeur en elle-même. On peut simplement dire qu'elle égale une autre valeur, mais on n'a pas pour autant exprimé sa mesure. On prend alors une valeur commune, une sorte d'unité de mesure déterminée arbitrairement et qui sert à mesurer les autres valeurs. La mesure choisie énonce la valeur et en conséquence devient le prix. Le prix, dit Turgot, est donc toujours

l'énonciation de la valeur; énoncer la valeur, c'est dire le prix de la chose acquise.

Chaque marchandise a une valeur courante relativement à une autre; le prix courant se fixant au prix moyen. De plus, chaque marchandise peut servir d'échelle pour comparer les valeurs de toutes les autres; elle peut servir encore de moyen pour se les procurer. Cependant, on ne saurait admettre que toute marchandise soit indifféremment apte à remplir cet usage. Il en est qui sont plus spécialement désignées, parce que désirées par tout le monde.

Pour qu'une marchandise puisse remplir cet usage, sa valeur "doit être plus relative au nombre et à la quantité qu'à la qualité"[1]. Si la correspondance entre la valeur et le nombre vient à manquer, on tourne l'inconvénient par l'habitude prise d'attribuer une valeur déterminée à la moyenne de l'objet choisi. On a ainsi une véritable monnaie reposant sur une évaluation moyenne.

C - <u>Condillac.</u>

Condillac, philosophe, est assez naturellement amené à donner un fondement psychologique à ses travaux. S'attaquant à l'utilité, il rattache celle-ci à la notion de besoin, de telle sorte que son oeuvre économique est étroitement rattachée à l'ensemble de son oeuvre philosophique, les besoins de l'homme étant la cause unique de tous les phénomènes.

Le besoin est dès lors le fondement de la valeur des choses. La cause de la valeur est l'utilité, c'est-à-dire la propriété qu'ont les biens de satisfaire nos besoins. Condillac estime qu'une chose a une valeur quand elle est réputée utile à la satisfaction d'un besoin. Lorsque les choses sont en quantité abondante, le besoin que nous éprouvons de ces choses est moins intense parce que la crainte d'en être privé est moins vive. Par contre, plus ces choses deviennent rares, plus intense est le besoin que nous éprouvons de chaque unité de ces choses, car nous redoutons d'en être privés. Aussi Condillac fait-il remarquer que là est la raison en vertu de laquelle la valeur croît en période de disette et décroît en période d'abondance. Il en résulte qu'elle est fondée sur une appréciation, sur un jugement de l'homme, qu'elle est non pas

une qualité réelle de la chose mais l'effet d'un jugement de l'esprit.

La valeur préexiste à l'acte d'échange ainsi qu'il a été indiqué; quant à la valeur des choses essentielles, elle réside dans l'estime relative dans laquelle nous tenons les choses échangées après les avoir comparées.

En conséquence, Condillac ramène la valeur à l'utilité, étant entendu que la rareté ou l'abondance modifie dans une certaine mesure l'appréciation formulée par l'homme. L'échange est fondé sur l'estime réciproque des biens, faite par les co-échangistes sous la pression de la concurrence. L'auteur fait remarquer que l'échange ne se fait jamais valeur égale pour valeur égale, eu égard à un individu, car chaque co-échangiste abandonne une moindre utilité pour une plus grande utilité. C'est dire que pour lui, comme pour Turgot, et contrairement aux Physiocrates, l'échange accroît les utilités. Mais Condillac reste cependant sur un plan individuel, il ne va pas au-delà du jugement de l'individu sur l'utilité de la chose.

++++++
++++++

§ 3 - La théorie objective de la valeur et du prix : Cantillon

La théorie de la valeur présentée par Cantillon se distingue des théories subjectives de Galiani, Turgot et Condillac par un certain nombre de traits originaux qui lui confèrent un caractère très moderne. Ayant un fondement objectif, elle lui permet de passer directement à l'explication de la formation du coût et du prix.

Cantillon propose la notion de "valeur intrinsèque" qui est étroitement reliée au coût de production du bien considéré. Mais il ne se contente pas de cette première liaison; il veut obtenir une mesure ou tout au moins un mode d'expression objective de ce coût. Celui-ci correspond à la rémunération des deux facteurs de la production : terre et travail, car toute richesse contient finalement le fruit d'une certaine quantité de terre exploitée par une certaine quantité de travail. Or, l'originalité de Cantillon est de montrer que ces deux facteurs sont susceptibles d'une commune mesure, car le travail peut être apprécié par la quantité de terre nécessaire pour fournir la

subsistance de celui qui produit le bien. Ainsi, la "valeur intrinsèque" d'un bien est déterminée par la quantité de terre nécessaire pour : d'une part, fournir la matière première, d'autre part, produire la subsistance du producteur. Pour Cantillon, la terre est donc la substance et la mesure de la valeur, comme il en sera du travail pour Marx.

La "valeur extrinsèque" est fournie par le prix qui se forme sur le marché. A la différence de la première, celle-ci est essentiellement variable en raison de la difficulté d'adapter exactement la production à la consommation. Mais, si le prix s'écarte de la valeur intrinsèque, ce ne peut être que faiblement et provisoirement; il tend toujours à se fixer à proximité du coût mesuré en quantité de terre.

Cette théorie présente bien des maladresses, car il apparaît difficile de déterminer la quantité et la qualité moyenne de la terre qui sert de mesure objective. Toutefois, bien que victime de l'importance quasi-exclusive de la production agricole à son époque, Cantillon a trouvé le principe qui sera repris ultérieurement, en d'autres termes et selon d'autres modalités, aussi bien par les classiques que par Karl Marx.

Section III

Les théories de la production

Le mercantilisme avait encouragé l'industrie et le commerce et, dans sa phase industrialiste, il voyait dans le développement organisé des manufactures, un moyen d'enrichir le Prince. Mais s'il avait proposé dans cet esprit un ensemble de mesures telles que la fixation d'un salaire maximum, la création des manufactures royales, les subventions et encouragements divers, et même le travail forcé, il n'avait pas proposé une théorie, même sommaire, de la production.

Celle-ci va connaître ses premières ébauches avec les tentatives faites par divers auteurs, pour dépasser le mercantilisme ou se distinguer de la Physiocratie qui possède

une explication très particulière de la production globale où l'agriculture se trouve privilégiée. Ainsi sont apparus, d'une manière assez diversifiée, les premiers éléments d'une explication générale de la production dont Adam Smith présentera la première synthèse.

++++++ § 1 - Cantillon et l'organisation de la
++++++ production

Une vue générale de la production est présentée par Richard Cantillon, qui fait de la propriété et de l'initiative privée les bases de son organisation et de la terre et du travail ses facteurs essentiels. Son originalité est de situer le rôle des groupes sociaux engagés dans l'obtention du produit, ce qui donne à son explication un caractère original.

Le groupe des propriétaires fonciers est le seul qui bénéficie de l'indépendance économique et qui, ayant à sa disposition la terre et l'emploi qui peut en être fait, gouverne, en fait, la satisfaction de la consommation. Selon la manière dont il en organise la mise en valeur, en faisant appel au groupe des gens à gages : laboureurs, régisseurs, compagnons ... il oriente la consommation de la nation et en fixe indirectement le volume.

Le groupe des entrepreneurs se voit attribuer un rôle très moderne. Composé des fermiers, manufacturiers, marchands, maîtres-artisans, ce groupe aux activités techniques diverses, a pour mission essentielle de mettre les produits à la disposition des acheteurs, en raison de leurs besoins et des moyens dont ils disposent. Or, Cantillon fait remarquer que chaque entrepreneur ne peut connaître exactement les besoins de consommation qu'il aura à satisfaire, ni le montant des achats effectués auprès de lui, en raison du comportement de ses rivaux. Aussi, l'entrepreneur n'est-il jamais assuré de la quantité de produit qu'il pourra vendre et, de plus, il achète à un prix certain pour revendre à un prix incertain.

Ainsi Richard Cantillon indique-t-il les caractères essentiels de l'entrepreneur qui opère pour le marché en courant les risques découlant, d'une part, du défaut d'ajustement éven-

tuel entre la quantité qu'il propose et celle qu'il vend effectivement, d'autre part, des changements de prix.

Il met ainsi en évidence l'importance des structures de la production : propriété, initiative, marché, ainsi que le rôle déterminant de l'entrepreneur supportant les aléas nés du système du marché et des prix.

++++++
++++++ § 2 - Turgot et la loi des rendements

Dans ses Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, Turgot s'éloigne de la conception physiocratique de la production, trop exclusivement consacrée à la productivité de l'agriculture. Sans doute conserve-t-il certains des thèmes de la "secte", notamment le rôle des avances, mais il va montrer que la productivité n'est pas le seul fait de l'agriculture et surtout qu'elle n'est pas proportionnelle aux avances.

Pour formuler la loi des rendements non proportionnels qui introduit la considération de la technique productive dans l'explication de la production, Turgot va raisonner sur le cas de l'agriculture qui est, on le sait, la principale activité de l'époque.

Il observe que "des avances égales dans des terres d'inégale fécondité donnent des productions très différentes", de telle sorte que "les productions ne peuvent être exactement proportionnelles aux avances" (1). Mais, pour lui, ces différences ne sont pas dues uniquement à l'inégale fertilité des terres; s'il en restait là, son observation serait banale. Allant plus loin, il observe que la terre a une fécondité bornée au-delà de laquelle la poursuite des avances ne donne plus d'augmentation de la production et, qu'avant d'atteindre cette limite, et avant d'obtenir une production maxima, on peut observer que des avances doubles ne donnent pas nécessairement un produit double et même qu'une très forte avance peut n'augmenter que de très peu le produit. Il propose donc, pour le

(1) Turgot : "Observations sur le mémoire de Saint Péravy", 1767.

produit d'une même terre, la formulation générale suivante : "les productions ne peuvent être exactement proportionnelles aux avances" (1).

Turgot précise sa pensée à l'aide d'hypothèses fictives et d'exemples, en particulier en raisonnant sur le cas d'un ressort qu'on s'efforce de faire plier à l'aide de charges successives : les premières ont un effet presque nul, les suivantes font céder le ressort d'une manière de plus en plus sensible; mais, à partir d'un certain point, il résiste davantage et l'effet diminue progressivement. La même observation peut être faite lorsque, au lieu d'augmenter les avances par quantités égales, on les diminue : la chute du produit n'est pas proportionnelle à celle des avances.

Ainsi Turgot formule-t-il le principe des rendements non proportionnels qui sera repris, illustré et développé, tant par les classiques que par les auteurs contemporains.

++++++
++++++

§ 3 - Condillac et la productivite généralisée

La production de la richesse est au centre des préoccupations de Condillac, mais il en donne une notion plus diversifiée que les Mercantilistes et les Physiocrates, sans toutefois se dégager complètement de l'emprise de ces derniers.

Sans doute écrit-il que la terre est "l'unique source de toutes les richesses," mais il indique par là que toute ressource transformable est tirée de la matière brute ou du sol. Sa théorie de la valeur le conduit logiquement à concevoir que la richesse est dans la valeur et donc dans l'utilité.

Aussi la production ne réside-t-elle pas dans le seul accroissement quantitatif et matériel, mais dans la création de nouvelles formes d'utilité. C'est donc une notion moderne de la production qu'il fournit : celle de création par transformation.

(1) Turgot : "Observations sur le mémoire de Saint Péravy", 1767.

Dans cette transformation, le rôle du travail est essentiel, car sans lui, la terre demeurerait sans fécondité. Mais, et ceci est beaucoup plus important, Condillac constate que tout travail de transformation devient productif, parce que créant de nouvelles formes d'utilité. Ainsi l'industrie est-elle productive au même titre que le commerce.

En conséquence, la diversité des travaux est un bien, et il montre, comme le fait à la même époque Adam Smith, les avantages de la division du travail à l'échelon de la nation. Il en arrive même à souligner les avantages de l'économie complexe, où agriculture, manufacture et commerce procurent, chacun pour sa part, de nouvelles valeurs.

Et le philosophe ne perdant pas ses droits, il trouve dans l'économie complexe, un élément de la solidarité. Il souligne, enfin, les vertus de la libre activité.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LE SYSTEME D'ADAM SMITH
++++++

L'étude d'Adam Smith est très souvent rattachée à celle de l'Ecole classique anglaise car on fait de cet auteur, soit le fondateur de l'économie politique scientifique, soit le fondateur de l'école classique libérale.

Il nous paraît cependant plus conforme à la réalité de considérer son oeuvre comme l'aboutissement d'une phase d'évolution de la pensée plutôt que comme un point de départ. Ceci ne veut pas dire qu'Adam Smith n'influencera pas ses successeurs; au contraire, il exercera sur eux une action profonde. Mais cette action est due au fait qu'il achève un mouvement de pensée en ajoutant un apport personnel à celui de ses devanciers. Il termine un cycle et présente sous une forme achevée les conceptions élaborées imparfaitement avant lui, corrigeant le caractère partiel ou excessif des oeuvres antérieures et comblant leurs lacunes. Sur cette base ainsi portée à son point d'achèvement, la pensée économique pourra prendre un nouvel essor.

Cette position, qui fait de l'oeuvre d'Adam Smith un achèvement plutôt qu'une innovation, demande - parce qu'inhabituelle - à être dès l'abord justifiée, bien que sa justification principale ressorte de l'ensemble de l'étude consacrée à cet auteur.

++++++ Section I
++++++
++++++ La place d'Adam Smith dans l'histoire de la
++++++ pensée économique

La place occupée par Adam Smith dans l'histoire de la pensée économique s'explique par sa personnalité et par la signification de son ouvrage.

++++++
++++++ § 1 - La personnalité d'Adam Smith

Adam Smith est venu à l'économie politique par la philosophie.

Cet Ecossais, né le 5 juin 1723 à Kirkaldy, fut l'élève de Hutcheson à l'Université de Glasgow; il passa ensuite à Oxford, puis revint en Ecosse où il se lia d'amitié avec David Hume qui exerça sur lui une influence assez grande. En 1752, il remplace Hutcheson dans la chaire de philosophie morale de l'Université de Glasgow; il l'occupe jusqu'en 1764.

On a prétendu qu'il avait conçu une vaste étude de l'histoire et de la théorie de la civilisation, dont le premier ouvrage était sa Théorie des sentiments moraux, publiée en 1759, dans laquelle sa conception de la morale de la sympathie s'oppose à l'utilitarisme de J. Bentham.

En 1764, il quitte son enseignement pour entreprendre un long voyage sur le continent, accompagnant le duc de Buccleugh. Il s'arrête une dizaine de mois à Paris et se lie avec les Physiocrates, puis séjourne un an et demi à Toulouse, ville dans laquelle il commence à travailler au deuxième ouvrage de son grand oeuvre, ouvrage qui traitera de la vie économique.

L'influence des Physiocrates sur ses conceptions économiques est certaine. Il les critiquera, peut-être par besoin de compenser les emprunts qu'il leur fait. Il en fait également sans doute à Turgot, à l'abbé Galiani et à Condillac. On a

beaucoup insisté sur ce que Smith a puisé dans les Physiocrates, pour discuter de la question de savoir qui serait le "Père" de l'économie politique. Plutôt que d'entrer dans cette discussion, il paraît plus intéressant de signaler cette communication qui s'établit entre oeuvres scientifiques pour réaliser les synthèses faisant progresser la science. A. Smith semble tout de même avoir appliqué avec trop de désinvolture la ligne de conduite évoquée par un de ses lointains successeurs, accusé d'emprunts trop manifestes à autrui : "L'erreur est personnelle, la vérité est à tout le monde". En réalité, bénéficier des travaux d'autrui est légitime et indispensable; il convient par contre d'indiquer ses sources pour rendre justice à l'"inventeur". Il paraît aujourd'hui certain que Adam Smith a été injuste envers les Physiocrates.

Rentré à Kirkaldy, il travaille à son étude et publie le 9 mars 1776, son grand ouvrage "Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations", qui demeure un des monuments de la science économique.

Cet ouvrage, aux passages parfois obscurs et contradictoires, assez mal composé, est divisé en cinq livres :

- livre I consacré à la théorie de la production;
- livre II traitant du progrès, à travers le capital et le travail productif;
- livre III abordant le problème de la décadence de l'agriculture et du rôle de l'activité urbaine;
- livre IV constituant une critique du mercantilisme et de la physiocratie;
- livre V présentant une série de propositions relatives aux finances publiques.

"La Richesse des Nations" porte la marque du tempérament de Smith. Comme les Physiocrates, il est à la fois déductif et observateur, mais cependant moins systématique qu'eux, beaucoup plus empirique. S'il loue les avantages des relations entre nations, il sait toujours se souvenir de l'importance des intérêts nationaux. Il est libéral, mais avec la tendance nette à ne pas sacrifier les intérêts de son pays. Son oeuvre est bien celle d'un auteur britannique, empirique s'il est nécessaire, pratique, assez peu soucieux de logique, mais très préoccupé des intérêts anglais et ayant tendance à juger des

situations mondiales d'après les problèmes de l'Angleterre. R. Gonnard a pu écrire (1) que l'oeuvre d'Adam Smith "est un cosmopolitisme de doctrine, corrigé par un assez vif nationalisme de tempérament.

Il faut aussi signaler la prudence de ses jugements et sa modération, son sens humain, son goût de la psychologie et de la morale qui feront souvent défaut à ses successeurs et qui lui éviteront de tomber dans certaines conséquences extrêmes.

++++++ § 2 - La signification de la "Richesse des Nations"
++++++

Nous estimons donc que l'oeuvre maîtresse d'Adam Smith appartient autant au courant qui l'a précédée et qu'elle achève, qu'au courant classique qui se développera après elle. En effet, c'est en travaillant sur les théories de ses prédécesseurs qu'il fournit l'essentiel de ses explications. Il ajoute certes un apport personnel considérable, mais la correction, le complément, le dépassement, paraissent l'emporter sur la création, l'innovation et la nouveauté.

Rares seront les apports personnels qui ne demanderont pas une refonte plutôt qu'une retouche. Sans doute opère-t-il une transition, appartenant par là à l'un et l'autre courants; mais il paraît à bon droit appartenir davantage au courant primitif qu'à celui qui suivra.

A - Le rattachement au courant antérieur.

1 - Adam Smith termine le courant de pensée né en 1450 avec les mercantilistes, en ce que, comme le fait remarquer très pertinemment M. Emile James (2), il se pose comme ses devanciers la question : comment enrichir la nation ? Mais il s'intéresse beaucoup plus aux individus composant la nation qu'au Prince ou au Souverain.

2 - Sa conception de la richesse demeure chez lui essentiellement matérielle. Ce n'est plus la monnaie ni le seul

(1) R. Gonnard, Histoire des Doctrines, Edit. 1943, p. 310.
(2) Emile James, Histoire sommaire ... pp. 71 et 82.

produit de l'agriculture; mais elle demeure un ensemble de biens plutôt qu'une somme d'utilités.

3 - Son oeuvre procède d'une conception initiale de l'ordre naturel conçu comme "le système évident et simple de la liberté naturelle, qui se présente de lui-même et se trouve tout établi". Sans doute, il ne s'agit plus, comme chez les Physiocrates, d'un ordre providentiel à réaliser; tout fondement théologique et toute conception déiste disparaissent. Il s'agit d'une organisation naturelle qui se réalise d'elle-même.

4 - Le principe de réalisation est dans l'exercice de la liberté naturelle et la satisfaction de l'intérêt individuel.

5 - La pensée d'Adam Smith est de la même veine que celle des Physiocrates : normative, car cette organisation naturelle est la meilleure; finaliste, car il convient de rechercher les moyens de rendre effective sa réalisation. Smith écrit pour les hommes d'Etat.

B - Les compléments apportés par Adam Smith.

L'achèvement du cycle de pensée, que constitue l'oeuvre de Smith, réside dans les points suivants.

1 - Il ajoute le travail et le capital comme facteurs de richesse.

2 - Son intention n'est pas de décrire le circuit de la richesse, mais de trouver les causes de celle-ci; il fait au premier chef une théorie de la production, alors que ses successeurs s'attacheront à la répartition.

3 - Il fait de la libre poursuite de l'intérêt individuel le principe d'établissement de l'ordre naturel. Celui-ci est à base psychologique : la tendance de chaque individu à poursuivre l'amélioration de sa condition et son aptitude à déterminer les moyens de cette amélioration. Son naturalisme le conduit, comme les Physiocrates, à la liberté naturelle, mais par un autre processus.

4 - Il est, comme l'étaient les mercantilistes, beaucoup plus cosmopolite que les Physiocrates, insistant sur l'impor-

tance des relations entre nations, sans cependant renoncer à prendre en considération le cadre national.

5 - Il joint à l'importance du commerce, de l'industrie et de l'agriculture soulignée par ses prédécesseurs une conception d'ensemble tendant à montrer l'effort productif de chacune des activités; mais il ne renonce pas pour autant à une préférence accordée à l'agriculture.

6 - La monnaie et les prix occupent dans son oeuvre une place conforme à leur véritable rôle; il trace les grandes lignes d'un équilibre statique en termes de prix, qui se substitue à l'équilibre en termes de flux des Physiocrates.

7 - Son oeuvre comporte une étude du progrès économique.

++++++ Section II
++++++
++++++ La problématique de la liberté naturelle
++++++ et de l'intérêt individuel

L'ordre naturel se réalise selon Adam Smith par l'exercice de la liberté naturelle et la poursuite de l'intérêt individuel. Ces deux principes fondamentaux sont liés, ou tout au moins étroitement associés et c'est spontanément que leur concours tend à établir la meilleure organisation possible et le plus grand avantage de chacun. La libre poursuite de l'intérêt individuel provoque la réalisation spontanée de l'intérêt général.

++++++
++++++ § 1 - La liberté naturelle et l'optimisme

On a parlé bien souvent (1) d'un naturalisme d'Adam Smith; en effet, comme les Physiocrates, cet auteur croit à un ordre naturel. Mais la conception qu'il en a est diffétente.

---

(1) Voir en particulier : Gide et Rist. Histoire ... p. 79

Pour Smith, l'ordre naturel n'est pas un dessein de la Providence dont il appartient aux hommes de découvrir les lois afin de s'y conformer; c'est l'ordre qui s'établit spontanément lorsqu'on laisse la nature se manifester librement. Il est providentiel dans la mesure où il est conforme à la nature qui est une création de Dieu; mais il s'établit de lui-même lorsque les individus agissent conformément à la nature, c'est-à-dire conformément aux exigences de la liberté naturelle. C'est en cela qu'il est un ordre spontané.

Comme le fait remarquer R. Gonnard (1), la notion de lois naturelles tient dans le système de Smith moins de place que dans celui de Quesnay, bien qu'elles soient partout présentes. Dans la Richesse des Nations, c'est une notion psychologique qui occupe le premier plan : la poursuite de l'intérêt individuel ou "tendance de chaque homme à améliorer sans cesse son sort". Alors que pour les Physiocrates, les "lois naturelles" et que pour les classiques anglais qui viendront après Smith, les "lois économiques", expriment l'uniformité, la régularité, la permanence d'un ordre conforme à la nature, pour l'auteur de la "Richesse des Nations", la conduite économique conforme à la libre recherche de l'amélioration du sort individuel, se traduit par l'établissement d'institutions et de comportements qui réalisent spontanément un ordre conforme à la nature. C'est instinctivement, sans s'en rendre compte, sans autre calcul que celui relatif à ce qui le concerne, que chacun concourt à cet établissement, c'est la conception de la "main invisible". "En préférant soutenir seulement sa propre sécurité, et en dirigeant cette industrie de manière que son produit ait le plus de valeur possible, il (l'individu) recherche seulement son propre gain; en cela comme en beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entrait nullement dans ses intentions ...

En poursuivant son propre intérêt, il sert souvent d'une manière bien plus efficace l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but de le servir". (2)

Que faut-il pour que le plus grand intérêt de la société soit réalisé ? Il convient de s'abstenir de toute réglementa-

---

(1) R. Gonnard, Histoire ... édit. 1943, p. 307.
(2) A. Smith : Richesse des Nations, liv. IV, ch. II.

tion, de toute mesure préférentielle en faveur d'une activité ou d'une catégorie quelconque d'individus. "Tout système, soit de préférence, soit d'entraves, ayant été ainsi complètement écarté, le système évident et simple de la liberté naturelle s'établit de lui-même" (1). On ne saurait contester que ce texte ne puisse être inscrit dans la "lignée" physiocratique.

Mais Smith s'en sépare pour fixer le rôle du souverain. Celui-ci, dans le système de la liberté naturelle n'a que trois devoirs à remplir, devoirs qui sont, dit-il, " à la portée d'une intelligence ordinaire"; c'est un rejet de la conception du despote éclairé. Le souverain doit :

- défendre la société contre les actes malveillants des autres sociétés indépendantes.

- protéger chaque membre de la société contre l'injustice ou l'oppression de tout autre membre; donc administrer la justice.

- ériger ou entretenir les institutions et ouvrages publics que des particuliers ne trouveraient pas profit à faire d'eux-mêmes.

Ainsi, Smith évolue vers une conception beaucoup plus abstentionniste de l'Etat qui annonce l'Etat-gendarme des libéraux absolus.

Aussi a-t-on pu insister sur l'importance capitale de cette notion de liberté naturelle. La liberté est le principe même d'établissement spontané de l'ordre; elle est en outre nécessaire parce que l'individu est le plus qualifié pour reconnaître et atteindre son intérêt personnel, dont la poursuite réalise l'intérêt de la société.

Naturalisme, libéralisme et individualisme se rejoignent ainsi dans une conception foncièrement optimiste qui présente l'ordre réalisé comme le meilleur possible.

Ainsi, avec plus de souplesse et de psychologie, Adam Smith, prenant un autre chemin, rejoint les Physiocrates

(1) A. Smith : Livre IV, chap. IX.

dans la conception de l'excellence de l'ordre naturel à base de liberté. Par ailleurs, il est beaucoup plus modéré dans ses conceptions que ne le seront les membres de l'école classique; il admet une certaine intervention de l'Etat si elle se révèle nécessaire pour contenir l'activité nocive de certains individus. Mais de plus, il admet la fixation légale du taux de l'intérêt, une restriction à l'activité autonome des banques, certains contrôles professionnels. Ses conceptions sont donc très souples et admettent des exceptions.

Mais sa conception générale de la science économique assigne à celle-ci la recherche des causes de la richesse; il fait une théorie de la production; l'école classique proprement dite renoncera à ce point de vue pour se consacrer à l'étude de la répartition de la richesse. La problématique d'Adam Smith et celle de ses successeurs sont donc différentes.

++++++ § 2 - L'intérêt individuel et la création
++++++ spontanée de l'ordre économique

L'intérêt individuel est étroitement associé à la liberté naturelle, en ce sens que celle-ci a pour but de donner à l'intérêt la possibilité de se manifester, provoquant ainsi l'établissement spontané du meilleur état social.

L'intérêt personnel qu'Adam Smith appelle souvent "l'effort naturel de chaque homme pour améliorer sa condition" est en effet le promoteur de comportements et d'institutions qui s'établissent d'elles-mêmes, naturellement, spontanément, répondant ainsi au dessein de Dieu.

Or, pour Adam Smith, ce n'est pas la raison qui guide l'intérêt. S'il en était ainsi, les opinions étant souvent divergentes, on pourrait assister à des comportements contradictoires. Il faut au contraire expliquer une sorte de conformité dans la conduite humaine à la poursuite de l'amélioration de sa condition. Cet élément commun à tous, qui suscitera d'innombrables décisions conformes, c'est un élément naturel, c'est l'instinct. De même que Dieu a mis dans l'homme l'instinct de conserver sa vie, il lui a donné l'instinct d'améliorer sa condition.

Cette tendance instinctive à l'amélioration de la condition va susciter un certain nombre d'efforts d'invention, de création, d'où sortiront spontanément des institutions et des comportements qui constitueront à la fois, le cadre et le moteur de l'activité économique.

Adam Smith, utilisant une méthode à la fois empirique et déductive, démonte ce processus.

Ainsi l'instinct d'échange - et non la raison - fait découvrir à l'homme qu'il a avantage à obtenir un bien possédé par autrui contre la cession d'un bien dont il peut lui-même disposer. Il ne fera pas, pour cela, appel à la bienveillance, mais à son propre avantage. L'avantage commun, instinctivement découvert, développe l'échange. A son tour, celui-ci pousse chaque individu à développer l'activité dans laquelle il est le plus habile ou trouve le maximum de commodités, car il sait que par l'échange du surplus de son travail, il peut obtenir ce qu'il désire; ainsi s'établit spontanément, sous l'action de l'intérêt, la division du travail.

Mais cet échange s'effectuera d'autant plus aisément que l'individu disposera d'une "certaine quantité de tel autre objet" qu'il sait devoir être accepté par tous. Ainsi, l'instinct de commodité suscite l'apparition de la monnaie.

De même, la tendance à l'épargne - qu'un Ecossais ne pouvait considérer autrement que comme un instinct mis par Dieu au coeur de l'homme - pousse l'individu à se constituer un capital. Et Smith donnera, le premier, une place très importante au capital et à son accumulation dans le développement de la richesse et le progrès de la production. "Le meilleur moyen d'augmenter leur fortune est, pour les hommes, d'épargner et d'accumuler une partie de ce qu'ils gagnent".

Voici donc l'instinct d'échange, l'instinct de commodité, l'instinct d'épargne qui ont suscité l'apparition de la division du travail, de la monnaie et du capital. Adam Smith possède déjà les éléments qui expliquent l'organisation du travail, l'échange, les progrès de la production. Il peut répondre par là à la question qui est posée depuis les mercantilistes : comment enrichir la nation ? La liberté naturelle et l'intérêt individuel développé par l'instinct d'amélioration

ont suscité les institutions et les comportements économiques fondamentaux. Il tient la clef de la théorie de la production de la richesse, qui ne consiste pas en monnaie, comme le croyaient certains mercantilistes, mais en "terres, maisons et objets consommables de différentes sortes". (1).

Cependant, il ne suffit pas de savoir comment s'obtient la production; il faut encore savoir comment elle se règle et comment elle progresse; et aussi comment se répartit entre les classes le produit obtenu.

Adam Smith, parti de la liberté naturelle et de l'intérêt individuel, en arrive ainsi à poser les questions économiques fondamentales auxquelles est susceptible de répondre une analyse économique utilisant :

1 - une théorie de la production,

2 - une théorie du marché concurrentiel montrant comment s'équilibrent production et consommation, offre et demande globales,

3 - une théorie de la répartition, généralement reliée à la théorie de la production, par la théorie du prix et de la valeur,

4 - une théorie du progrès économique, reposant sur l'accumulation du capital, la productivité du travail et les mouvements de la population.

++++++ § 3 - L'insuffisante systématisation de l'analyse
++++++

On peut sûrement avancer que ces questions orientent le fond de la réponse à la problématique de la liberté naturelle et de l'intérêt individuel et qu'elles sont dans l'esprit d'Adam Smith. Mais on ne saurait dire qu'il les a formulées d'une manière aussi précise.

---

(1) Richesse des Nations, liv. IV, ch. I.

L'eût-il fait qu'il eût été incontestablement le fondateur de l'école classique.

Mais il était encore trop tôt pour arriver à cette synthèse interrogative. Malgré son génie, Adam Smith est demeuré beaucoup plus au niveau des questions spéciales qu'à celui des interrogations générales qui conduisent à une théorie d'ensemble. Il a éprouvé la difficulté - signalée dans l'introduction de ce cours - rencontrée par le chercheur qui doit poser les questions auxquelles l'analyse doit répondre. Sa problématique est grandiose, mais au moment de formuler les interrogations, elle reste en deçà des problèmes généraux, faute d'une vue synthétique suffisante.

La conséquence est que ses questions conduisent à la formulation de théories spéciales du travail et de sa productivité, du capital et de son accumulation, du prix réglant l'offre et la demande, mais qu'il ne débouche pas véritablement dans une théorie de l'équilibre général de la production, dans une théorie de la répartition et une théorie du progrès. Ces théories générales sont entrevues et amorcées; on ne saurait dire qu'elles sont construites. En faire crédit à Adam Smith, ce serait lui attribuer ce qu'ont fait ses successeurs sur les bases qu'il avait lui-même préparées. En somme, il n'a pu fournir une analyse suffisamment systématique faute d'avoir posé les questions dans toute leur généralité.

Cette observation légitime encore - s'il en était besoin - la position adoptée, qui fait d'Adam Smith le point terminal d'une évolution commencée avec les mercantilistes plutôt que la première formulation de la théorie classique.

Ceci conduit à deux observations :

- la problématique d'Adam Smith sera reprise par l'école classique dans ses lignes essentielles; mais les questions qu'elle pose, formulées avec plus de profondeur, grâce au travail de perfectionnement réalisé par la Richesse des Nations, donneront naissance à des théories générales et synthétiques. Aussi suffira-t-il d'apporter quelques retouches à la doctrine smithienne pour connaître celle de l'école classique.

- les théories générales et synthétiques de l'équilibre de la production par le marché concurrentiel, de la répartition, du progrès de longue période, ne peuvent être vraiment étudiées qu'avec les grandes manifestations de la pensée classique proprement dite. Dans le cadre de la pensée d'Adam Smith il convient, pour respecter l'évolution de la pensée économique, de s'en tenir à l'étude des théories spéciales du travail, du capital, des prix, du salaire, en montrant comment elles préparent des théories plus générales qui ne seront vraiment formulées que par les successeurs.

Des mercantilistes à Smith, le progrès est certain; mais entre la "Richesse des Nations" et la théorie classique proprement dite, il y aura place pour une autre étape du progrès de la pensée scientifique.

Adam Smith transmettra aux classiques une problématique qui deviendra sans grand changement celle de l'individualisme libéral; mais son analyse, par manque de généralité et de synthèse demeure en deçà des questions véritablement impliquées; elle amorce des réponses mais ne les fournit pas.

++++++
++++++
++++++
++++++

Section III

Le travail et le capital causes de la richesse

Le but de l'ouvrage d'Adam Smith est l'étude de la richesse, considérée dans sa nature et dans ses causes.

La considération de la nature de la richesse est, pour Smith, l'occasion de prendre position contre les Mercantilistes. Bien qu'elle soit mal définie, c'est, pour lui, l'ensemble des biens matériels aptes à satisfaire les besoins et présentant une valeur échangeable. Mais, précisant encore sa position à l'égard des Mercantilistes, en insistant sur le facteur travail, la richesse apparaît encore dans son oeuvre, comme toutes les choses nécessaires ou commodes à la vie, produites directement par le travail ou acquises par l'échange des produits du travail.

Le travail apparaît ainsi comme l'élément fondamental de la richesse, et dès le début de son ouvrage, il précise nettement sa position sur ce point. Le titre du premier livre est d'ailleurs significatif : "Des causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail et de l'ordre suivant lequel les produits se distribuent naturellement dans les différentes classes du peuple".

C'est donc en fait sur les causes de la richesse qu'il fait immédiatement porter son attention.

Parmi ces causes, le travail semble devoir être la cause principale sinon unique. Mais en fait, les causes sont tous les éléments qui exercent une action sur la productivité du travail. Car si le travail apparaît dans certains passages de l'oeuvre de Smith comme le facteur unique de la production de la richesse, l'ensemble du raisonnement montre qu'il est un des facteurs fondamentaux, l'autre étant la terre. Cependant, il est possible d'agir sur le travail pour accroître sa productivité, c'est précisément ce rôle qui est dévolu au facteur dérivé des deux autres : le capital.

L'importance de la richesse produite dépend alors de deux causes essentielles. (1)

1 - les éléments qui, indépendamment du nombre des travailleurs employés, agissent sur la productivité du travail. Au premier rang de ceux-ci se place la division du travail.

2) les circonstances qui déterminent le nombre des producteurs et le rapport entre producteurs et non producteurs. Ces circonstances sont essentiellement : la quantité de capital mise à la disposition des travailleurs; l'emploi du capital qui peut être fait dans l'une ou l'autre des grandes activités : agriculture, manufacture, commerce, etc., où il a une productivité différente.

Adam Smith est ainsi conduit à étudier le rôle du capital et du travail dans la production de la richesse; il présente alors l'ébauche d'une théorie statique de la production.

---

(1) Hector Denis, Histoire des systèmes économiques et socialistes, T. I, pp. 252 et suiv.

++++++
++++++ § 1 - Le travail

Puisque le travail crée de la richesse, c'est qu'il est productif; Adam Smith dépasse donc la position des Physiocrates.

A - La productivité du travail.

Ce dépassement des Physiocrates se réalise en deux directions. L'une concerne la notion de productivité, l'autre la nature des facteurs productifs.

1 - La notion de productivité.

Pour Adam Smith, produire n'est pas seulement multiplier les richesses, comme le croyaient les Physiocrates, c'est donner à la matière l'aptitude à la satisfaction des besoins. Reprenant la thèse de Condillac, qui devait être universellement admise, il estime que la productivité est dans la création d'une utilité supplémentaire ou nouvelle.

2 - La nature des facteurs productifs.

Pour les Physiocrates, seule la terre était productive alors que le travail de l'artisan ne l'était pas. Pour Smith, le travail des manufactures est également productif, et même possède la plus haute productivité, parce que même n'augmentant pas les quantités, additionnant sans multiplier, il transforme les biens, leur conférant une utilité supplémentaire tout en conservant leur valeur. (1)

Mais, pour que la valeur reçue par le travailleur subsiste, après l'opération de transformation, il faut qu'elle soit incorporée à un bien matériel. Aussi les travailleurs qui rendent des services disparaissant au moment où ils sont rendus, ne conservent pas la valeur; ils sont qualifiés d'improductifs. Tel est le cas des domestiques, professeurs, savants, etc ...

Smith perpétue cependant la préférence physiocratique pour l'agriculture, car il dit que l'agriculteur, non seule-

(1) H. Denis, op. cit., pp. 254 et suiv.

ment conserve mais accroît la valeur. Par ailleurs, il n'étend pas complètement les conséquences de la productivité du travail à toutes sortes de travaux, parce que, conformément à la tradition antérieure, il persiste à voir des travailleurs improductifs dans ceux qui ne maintiennent pas la valeur. Sa conception est donc encore prisonnière des préjugés anciens et manque de logique; il ajoute à la catégorie physiocratique de la productivité, reposant sur le travail qui accroît la valeur, celui qui la conserve dans les biens matériels. Sa conception de la richesse est donc encore purement matérielle; il n'a pas tiré toutes les conséquences de la thèse de Condillac, selon laquelle la productivité est liée à la création d'utilité.

L'apport de Smith demeure donc imparfait; il est cependant important dans la mesure où il dépasse, dans la même ligne de pensée, celui des Physiocrates : le travail est, de soi, productif.

B - L'accroissement de la productivité du travail.

L'ouvrage d'Adam Smith commence par la description demeurée célèbre de la division du travail dans une manufacture d'épingles. Il montre comment la fabrication d'une épingle est divisée en dix-huit opérations, faites chacune par des ouvriers différents. Cette division du travail accroît la productivité en vertu de trois causes : elle développe l'habileté de l'ouvrier, elle économise le temps, elle est une incitation à l'invention de machines par lesquelles le travail est d'autant facilité et abrégé. (1)

La division du travail est plus aisée à réaliser dans l'industrie que dans l'agriculture, ce qui accroît la productivité du travail des manufactures. Elle requiert pour se développer la liberté naturelle du travail et l'emploi du capital sous forme d'outillage.

---

(1) Ce passage de Smith fourmille d'observations concrètes; il fait remarquer que la simplification de l'opération à laquelle l'ouvrier est employé le pousse à inventer des procédés mécaniques facilitant sa besogne. Cette observation est vérifiée par l'histoire des inventions.

++++++
++++++ § 2 - Le capital

L'importance de la richesse produite dépend, outre la productivité du travail, du nombre des producteurs et de leur rapport eu égard aux non-producteurs. Or ce nombre et ce rapport dépendent - ainsi qu'il a été déjà dit - de la quantité de capital accumulée et de la direction donnée à l'emploi du capital. Le capital devient ainsi une des causes de la richesse, car il coopère avec le travail à l'obtention du produit annuel.

On étudiera successivement : la notion de capital, ses relations avec le travail mis en oeuvre, l'emploi du capital et la productivité du travail.

A - La notion de capital.

La notion de capital est très imprécise dans l'oeuvre d'Adam Smith; elle varie du Livre I au Livre II, sans qu'il soit possible de dire qu'il y ait un complément logique d'une proposition à l'autre. Pour essayer de mettre un peu d'ordre dans les conceptions de Smith, on peut distinguer le capital individuel et le capital national.

1 - Le capital individuel.

Ce serait principalement celui dont parle le Livre I de la Richesse des Nations, où il est désigné par ces termes capital-stock.

Le stock est l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers engagés par un individu dans son entreprise pour assurer la marche de celle-ci. Ce capital-stock rapporte un revenu en argent et sert à calculer le montant du "profit".

Mais au-delà de la part du stock investi dans l'entreprise, l'individu possède un excédent qu'il utilise pour son usage personnel et qui ne fournit pas de revenu.

En somme, le stock se diviserait en deux parts :

- une part affectée à la consommation : habitation, mobilier, subsistance,

- une part investie dans l'entreprise et rapportant un revenu.

Seule la seconde part constituerait le capital.

Il convient de remarquer que la terre n'est pas comprise dans le stock, car elle est un facteur spécifique et originaire de la production.

Le capital est donc défini non par rapport à l'entreprise, mais par rapport à l'individu qui le possède et non en fonction de ses facultés productives mais de sa fonction distributive (création d'un revenu).

Cette notion est critiquable de plusieurs points de vue :

- on ne saurait exclure la terre du capital, car elle est un élément à la fois productif de revenu au même titre que les machines et l'outillage.

- on ne peut exclure du capital les biens qui fournissent un revenu en services et non en argent, tel l'immeuble habité par son propriétaire.

Ainsi la notion de capital individuel est-elle peu satisfaisante.

2 - <u>Les deux sortes de capital individuel</u> : <u>capital fixe et capital circulant.</u>

Adam Smith distingue dans le capital individuel, le capital fixe et le capital circulant. Qu'entend-il par là ?

<u>Le capital fixe</u> est celui qui est employé dans l'entreprise en demeurant à la disposition de son propriétaire; il rapporte un "profit" sans changer de possesseur, il est en quelque sorte immobilisé dans l'entreprise. C'est le capital utilisé en achats de machines, en construction de bâtiments à usage industriel ou commercial, à l'amélioration des terres, etc ...

Le capital circulant est celui dont le propriétaire doit, au cours du processus productif, abandonner la disposition du fait des exigences mêmes de la production; il circule d'un individu à l'autre et l'entrepreneur qui s'en est momentanément dessaisi le retrouve par la vente de ses produits, accru d'un profit. Il est constitué par les matières premières, les marchandises acquises et vendues après transformation, les provisions, les fonds de roulement, etc ...

La distinction entre ces deux sortes de capitaux repose donc sur le fait du dessaisissement de la part du propriétaire et la proportion existant entre eux dépend de la nature technique de l'industrie et varie de l'une à l'autre.

3 - Le capital national.

Le capital de la communauté est formé de l'ensemble des capitaux individuels; cette conception n'aurait pas grande importance si elle ne donnait naissance à une nouvelle distinction. Le capital national se divise en effet, comme le capital individuel, en ~~trois catégories : la réserve de consommation~~, le capital fixe et le capital circulant; mais le contenu de chaque catégorie n'est pas le même.

La réserve de consommation est constituée du stock de biens, destinés à la consommation, y compris les immeubles d'habitation, mais non encore consommés. Il est évaluable en un moment déterminé.

Le capital fixe comprend : l'outillage et les machines, les immeubles de rapport procurant un revenu, les sommes affectées à l'amélioration des terres, le talent et les aptitudes utiles aux individus de la communauté.

Le capital circulant comprend : les fonds de roulement, les matières premières, les provisions entre les mains des vendeurs, les produits finis détenus par les négociants et détaillants.

4 - Différences entre capital individuel et capital national.

Pourquoi cette différence entre le capital de l'individu et celui de la communauté ? Il est deux raisons à cette différence.

- Pour qu'un bien entre dans le capital de la communauté, il est nécessaire qu'il fournisse un revenu réel sous forme de biens matériels. Le problème de l'échange ne se posant pas pour la communauté en tant que telle, un revenu en argent né de l'échange ne suffit pas à l'enrichir. La conception matérielle de la richesse dicte ici la position de Smith : pour la communauté, le capital est ce qui crée des biens matériels.

- Pour qu'un bien entre dans le capital d'un individu, il faut qu'il rapporte un revenu en argent par l'échange, car l'échange est indispensable à l'individu, par suite de la division du travail.

Il en résulte que bien que le stock de la communauté soit égal à l'ensemble des stocks individuels, le capital de la communauté n'a pas la même consistance que le capital individuel.

Ces deux distinctions ne sont pas heureuses. D'une part, la communauté ne comprendrait pas dans son capital les choses qui ne donnent pas un revenu réel, matériel, alors que cependant elle tire bien un revenu des maisons habitées ou des commodités fournies par les biens mobiliers. D'autre part, un revenu est fourni à l'individu par un bien qui fournit des utilités et non de l'argent. Ces propositions sont donc très confuses et très imparfaites.

5 - Le revenu de la nation.

Adam Smith distingue dans le revenu de la nation, les revenus brut et net.

Le revenu brut est l'ensemble du produit de la terre et du travail.

Le revenu net est l'excès du revenu brut sur ce qui est nécessaire à l'entretien du capital fixe, du capital circulant et du stock monétaire. C'est donc l'ensemble des biens que la nation peut consommer sans porter atteinte à ses possibilités de production.

Adam Smith a donc essayé de préciser la notion de capital en indiquant sa fonction distributive : fournir un revenu : le "profit". Mais il a aussi une fonction productive : par sa

quantité, il détermine le nombre de producteurs employés; par son emploi, il accroît la productivité du travail. Il convient d'examiner ces deux points qui expliquent la formation d'une plus ou moins grande richesse.

B - La quantité de capital et le travail mis en oeuvre.

Si Adam Smith avait correctement posé et traité ce problème, il eût formulé la théorie de l'emploi; mais il n'a pu y parvenir, demeurant au stade d'une explication très générale et imprécise.

L'essentiel de la démonstration repose sur la proposition selon laquelle la quantité de travail utilisée dans un pays varie en fonction de la quantité de capital employée pour permettre aux individus de produire. C'est une simple généralisation à la communauté de la constatation d'ordre individuel d'après laquelle le nombre d'ouvriers employés dans une entreprise est dans un certain rapport avec le capital de cette entreprise. En conséquence, estime-t-il, la quantité de travail mise en oeuvre dépend du capital accumulé dans la nation. Aussi écrit-il : "L'industrie générale de la société ne peut jamais dépasser ce que le capital de la société peut employer".

Mais il n'a pas approfondi la relation entre importance du capital accumulé dans un pays et importance de son industrie. Il eût pu cependant ébaucher cet approfondissement en utilisant - ainsi que le fait remarquer Cannan (1) - la distinction entre capital fixe et capital circulant. En effet, dans les industries où le capital circulant est le plus important, l'emploi de main-d'oeuvre est plus élevé alors qu'il est plus faible quand le capital fixe est plus volumineux. Il eût pu également tirer des conséquences en fonction de l'évolution de la répartition entre ces deux types de capitaux. C'est Marx qui tirera cette conséquence.

Au lieu de cela, Adam Smith se livre à des considérations sur la répartition entre travailleurs actifs et oisifs, tirées de la proportion entre capital et revenu, qu'il faut entendre comme "capital formé par du revenu épargné" et "revenu dépensé à l'entretien d'individus improductifs". Mais ces notions, im-

(1) E. Cannan, Histoire des théories de la production ... pp. 110 et suiv.

précises et erronées (en particulier la notion d'épargne) ne peuvent qu'introduire de nouvelles confusions.

Aussi se borne-t-il à énoncer des propositions très générales telles que : La quantité de travail augmente avec la quantité de stock qui l'emploie; l'augmentation de la quantité de travail dépend entièrement de l'augmentation du capital qu'il emploie. (1).

C - L'emploi du capital et la productivité du travail.

Le capital est une cause de la richesse, parce qu'il augmente la puissance productive du travail. Son emploi, au sens le plus général du terme est lié dans une certaine mesure à la division du travail qui favorise la création de machines, ainsi qu'il a été dit antérieurement. Et comme les machines facilitent et abrègent le travail, le rendant donc plus productif, l'emploi du capital, surtout du capital fixe, accroît la productivité du travail.

Mais le capital n'a pas la même productivité dans tous les emplois qui peuvent en être faits : Smith range ainsi les emplois du capital par ordre de productivité décroissante.

L'agriculture vient en tête, car le capital y associe le travail de l'homme rendu plus productif, à la productivité naturelle du sol. C'est une reprise de la thèse physiocratique, améliorée par l'effet productif du travail.

Les manufactures viennent en second lieu car pour la "Richesse des Nations", le capital est moins productif puisqu'il ne met en oeuvre que l'effort humain, la productivité de la terre ne lui étant pas associée. Aucune place n'est faite à la proposition fondamentale relative à l'effet de la division du travail; or celle-ci étant plus grande dans les manufactures, la productivité du capital devrait être plus élevée.

Le commerce vient enfin, sa productivité étant inférieure, car il ne met en oeuvre le travail de l'agriculture et des manufactures que d'une manière très indirecte. Encore Smith distingue-t-il divers types de commerce (intérieur, extérieur, transit).

---

(1) Richesse des Nations, Edit. Guillaumin, T. I, p. 325 et s., T. II, pp. 37 et 316.

Cette hiérarchie est "naturelle" et il convient de la respecter, sinon on ne permet pas à la nation d'atteindre le maximum de richesse . Si elle ne dispose pas d'un capital suffisant pour assurer convenablement ces trois emplois, elle doit réduire ses activités en commençant par les moins productives, et donc maintenir le maximum d'emploi du capital dans l'agriculture, qui demeure l'activité privilégiée.

Ainsi, c'est souvent par erreur que l'on a fait de Smith un "industrialiste". Epithète commode permettant une classification facile : commercialisme des Mercantilistes, agrarianisme des Physiocrates, industrialisme de Smith.

En réalité, Adam Smith a redonné une place à l'industrie qu'avaient oubliée Quesnay et son école en réaction contre le colbertisme, qui lui-même délaissait l'agriculture. Il apparaît bien ainsi, une nouvelle fois, comme l'auteur qui "achève" un courant de pensée, en apportant corrections et retouches, à la fois par réaction contre une position excessive et par souci de réaliser la synthèse des apports précédents.

Section IV

La théorie du prix, lien entre la production et la distribution des richesses

On a vu que le titre du Livre I de la Richesse des Nations était consacré, d'une part, aux causes qui perfectionnent la productivité du travail et d'autre part, à "l'ordre suivant lequel les produits se distribuent naturellement". Le premier point vient d'être étudié, en faisant d'ailleurs des emprunts au Livre II; il convient maintenant d'étudier le second.

La distribution est d'ailleurs intimement liée à la production et découle du processus productif. Mais jusqu'à maintenant, aucun élément n'est susceptible d'établir ce lien, car si l'on a étudié les causes de la richesse, le mécanisme de sa production n'a pas été abordé; or ce mécanisme qui va

relier production et distribution réside essentiellement dans la formation du prix sur le marché de concurrence. Adam Smith va annoncer par là même les fondements de la théorie statique de l'équilibre de la production et de la distribution.

La démarche d'Adam Smith s'effectue en trois étapes :

- la détermination de la valeur et du prix,
- l'adaptation de l'offre à la demande,
- la distribution par décomposition du prix.

++++++
++++++ § 1 - La théorie de la valeur et du prix

Le problème posé est le suivant : comment expliquer que travail et capital associés dans la production de la richesse fournissent un produit qui ne soit ni excessif, ni insuffisant par rapport à la consommation.

Adam Smith répond de la manière suivante : le produit fournit une offre qui se présente sur le marché où se manifeste une demande; le prix de marché se fixe à un niveau tel, qu'offre et demande s'égalisent. Cette égalisation fixe le niveau de la production.

Ainsi est jetée la base de la théorie statique de l'équilibre de la production qui sera acceptée par toute l'école classique jusqu'en 1870, moment où Jevons, Menger et Walras reprendront les idées de Condillac qui donne en 1776 (même date que celle de la publication de la Richesse des Nations) une théorie beaucoup plus satisfaisante que celle de Smith.

Car celle-ci, bien conçue, sera cependant mal élaborée.

La nécessité d'un mécanisme régulateur de la production vient de ce que division du travail et échange obéissent spontanément à la tendance à l'amélioration du sort de l'homme, à l'instinct d'échange et de commodité. Comment une harmonisation de cette multitude d'actions individuelles instinctives va-t-elle se produire ? Comment va se matérialiser en ce domaine l'action de la "main invisible" ?

A - La valeur d'échange.

La division du travail, suscitée par l'instinct de commodité, rend l'échange nécessaire et, poussé par l'instinct d'échange, chaque individu accède au marché. Mais la demande qu'il formule est fonction de ce qu'il peut offrir lui-même; aussi ne convient-il de tenir compte que de la "demande effective", c'est-à-dire de la demande appuyée sur la possession d'une contrepartie. Dans une économie moderne, cette contrepartie est monétaire; la demande effective devient alors la demande solvable en monnaie (1).

Mais il convient de savoir sur quelles bases cet échange va se réaliser; Smith répond : d'après le degré d'échangeabilité ou valeur d'échange des produits.

Le problème fondamental de la valeur se trouve alors posé.

Les deux sortes de valeur.

Smith distingue deux sortes de valeur : la valeur en usage et la valeur en échange, se montrant beaucoup moins perspicace que ne l'avait été Condillac, dans leur définition.

La valeur en usage, c'est l'utilité grossièrement entendue comme ce qui peut être raisonnablement désiré. Mais, à l'opposé de tout ce qu'enseignera l'analyse économique moderne, il estime que cette sorte de valeur est sans rapport avec celle qui règle l'échange; d'où une série d'erreurs dans laquelle il avance allègrement.

La valeur en échange est le pouvoir d'acquisition d'un bien matériel. Il importe d'en déterminer la mesure, ce sera le prix réel; puis il convient de connaître le contenu de ce prix réel, enfin sa détermination.

B - L'étude du prix.

La mesure de la valeur d'échange peut être obtenue en termes monétaires ou en termes réels. Ainsi le prix nominal a une mesure : la monnaie, tandis que le prix réel a pour

---

(1) Keynes a une conception différente de la demande effective. Elle sera exposée à propos de cet auteur.

mesure le travail. Comment Smith arrive-t-il à cette proposition ?

1 - Le prix réel.

Dans l'économie moderne, un produit s'échange contre de la monnaie et c'est le prix nominal qui apparaît sur le marché. Mais ce prix de marché ou prix actuel, est sujet à des variations aussi nombreuses que momentanées, réglées par le rapport essentiellement instable entre l'offre et la demande. Il ne saurait traduire la véritable valeur des produits qui, elle, ne saurait connaître pareilles fluctuations. Aussi, Adam Smith pense-t-il découvrir sous cette valeur momentanée et changeante, la valeur permanente et stable des produits en disant qu'il existe un prix réel ou naturel, qui est déterminé par l'effort que coûte la production du bien, c'est-à-dire par le travail. Il écrit : "Le prix réel de chaque chose, ce que chaque chose coûte réellement à celui qui veut l'acquérir, c'est la peine et le trouble de l'acquérir ... Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de tous les biens". (1) Le travail est donc à la fois la cause et la mesure de la valeur d'échange. C'est cette thèse que reprendra Karl Marx dans sa théorie de la valeur-travail.

Elle sera discutée à propos de la théorie marxiste; il suffira de dire pour l'instant que Smith n'a pu s'évader des difficultés que comporte cette proposition qu'en ayant recours à une échappatoire.

2 - Le prix naturel.

Il se demande quel est le contenu du prix réel, car ce n'est que dans une société primitive que le prix réel pourrait être mesuré par le travail. Dans une société moderne on utilise du capital et des terres appropriés par des personnes qui ne les exploitent pas forcément elles-mêmes. Aussi des entrepreneurs réalisent-ils, pour obtenir une plus grande productivité, une mise en oeuvre des trois facteurs de la production : travail, capital, terre, qu'ils se procurent moyennant versement d'un salaire, d'un "profit" et d'une rente. Ces entrepreneurs supportent ainsi un coût de production, élément composite, formé de l'addition du salaire du travail, du profit du capital, du fermage (ou rente) de la terre. La

---

(1) Richesse des Nations, Liv. I, ch. IV.

valeur des marchandises est donc fournie par leur coût de production, que Smith appelle maintenant le prix naturel.

Malgré les tentatives faites pour raccorder le prix naturel au prix réel, c'est-à-dire la valeur-coût de production d'une société évoluée, à la valeur-travail d'une société primitive (1), il faut bien reconnaître que Smith présente en réalité deux théories distinctes de la valeur, que l'obscurité de ses démonstrations ne doit pas pemettre de confondre. D'ailleurs ses successeurs ne s'y méprendront pas : Marx reprendra la théorie de la valeur-travail, ainsi qu'il vient d'être dit, alors que les libéraux de l'école classique perfectionneront la valeur-coût de production.

C'est d'ailleurs sur celle-ci que Smith continue sa démonstration pour en arriver au prix de marché.

3 - Le prix de marché.

Le prix de marché est celui auquel les produits se vendent communément : il s'établit par une série d'oscillations gouvernées par la confrontation de l'offre et de la demande. Mais ces oscillations se produisent autour du prix naturel qui joue le rôle d'une sorte de point de référence.

Le prix de marché s'établit donc au-dessus du coût de production (prix naturel) si la quantité offerte est inférieure à la quantité demandée, il s'établit au-dessous dans le cas contraire.

++++++ § 2 - L'adaptation de la production à
++++++ la demande

Le prix du marché va désormais servir à établir le mécanisme d'adaptation de l'offre à la demande. Cette démonstration est devenue classique; la voici dans les termes mêmes d'Adam Smith, constituant un véritable texte d'anthologie :

"Lorsque la quantité mise sur le marché est juste suffisante pour satisfaire la demande effective et rien de plus,

---

(1) Voir dans ce sens : H. Denis, Histoire ..., p. 269.

le prix de marché se trouve être avec exactitude, du moins autant qu'il est possible d'en juger, le même que le prix naturel. Toute la quantité disponible sera cédée à ce prix, et elle ne saurait l'être à un plus haut prix. La concurrence des différents vendeurs les oblige à accepter ce prix, mais ne les oblige pas à accepter moins".

"La quantité de chaque marchandise amenée sur le marché se proportionne naturellement d'elle-même à la demande effective. C'est l'intérêt de tous ceux qui emploient leur terre, leur travail ou leur capital à faire venir quelque marchandise au marché, que la quantité n'en excède jamais la demande effective, et c'est l'intérêt de tous les autres que cette quantité ne tombe jamais au-dessous". (1).

On peut alors déduire aisément la totalité du processus d'adaptation.

Que se passe-t-il si la quantité venant sur le marché excède momentanément la demande effective ?

Une des parties constitutives du prix de marché doit tomber au-dessous de son prix naturel. Si c'est la rente qui est ainsi atteinte, les propriétaires fonciers agissant sous l'impulsion de leur intérêt, refuseront de louer leur terre pour cet emploi; si c'est le salaire ou le profit, on verra de même diminuer la quantité de travail ou de capital engagée dans cette production. La production offerte sur le marché diminuera et deviendra inférieure à la demande effective. Dès lors, les différentes parties du prix de la marchandise considérée hausseront jusqu'à leur taux naturel (2), si bien que le prix du marché s'élèvera lui aussi au niveau du prix naturel.

Un processus inverse ramènera également au niveau du prix naturel un prix de marché qui se serait élevé au-dessus, par

---

(1) Richesse des Nations, Liv. I, chap. VII, trad. Garnier, édit. in-8°, t. I, p. 76.

(2) Le taux naturel est une autre notion appliquée aux salaires, profits et rentes; c'est le "taux moyen ou ordinaire" qui domine communément, dans une société donnée, en un moment donné.

suite d'une quantité de production momentanément inférieure à la demande effective.

Adam Smith peut alors conclure : "La somme totale d'industrie employée annuellement pour mettre au marché une marchandise, se proportionne ainsi naturellement à la demande effective. Elle tend naturellement à porter toujours au marché cette quantité précise qui peut suffire à la demande et rien de plus".

L'adaptation de l'offre à la demande, c'est-à-dire de la production à la demande effective, se trouve donc réalisée par le prix de marché oscillant autour du prix naturel, et ceci sous la seule impulsion de l'intérêt personnel librement poursuivi.

++++++ § 3 - La distribution déduite des composantes du prix
++++++

La distribution des richesses est une des parties les plus faibles de la Richesse des Nations. Il semble bien qu'elle ait été établie par Smith pour constituer une réplique à la circulation du revenu entre les classes, présentée par les Physiocrates.

A - Les composantes du prix.

Fort peu et fort mal élaborée, elle se déduit non sans contradiction de la théorie du prix de marché. Les trois composantes de celui-ci : salaire, profit, rente, constituent les revenus du travailleur, du capitaliste, du propriétaire foncier.

Seul le salaire fera l'objet d'une longue étude que l'on retrouvera bientôt; on verra qu'il hésite entre deux conceptions sans pouvoir choisir.

Le profit du capital est l'objet d'une grave confusion. Smith englobe en effet sous ce terme, l'intérêt du capital et le gain de l'entrepreneur. Ces deux éléments confondus seront distingués par ses successeurs.

La <u>rente</u> est partie intégrante du coût de production et élément du prix naturel; elle se règle d'après la loi de l'offre et de la demande de la terre, tout en étant une part du produit du travail. Ricardo reprendra et corrigera la position de Smith en faisant dépendre la rente de la différente fertilité des sols et en la considérant comme extérieure au coût de production.

Mais l'essentiel de l'explication de la distribution est ailleurs.

B - <u>Le partage du produit</u>.

Smith indique en effet que dans la société primitive où le prix réel est mesuré par le travail, l'ouvrier perçoit intégralement la valeur ajoutée par son travail à la matière. Au contraire, dans la société évoluée, cette valeur ne lui revient pas intégralement. En effet, il doit la partager avec le propriétaire du capital à qui on remet un profit et avec le propriétaire du sol qui reçoit la rente (ou fermage).

Ainsi le produit du travail n'appartient pas tout entier à l'ouvrier qui doit "le partager avec le propriétaire du capital qui le fait travailler" et avec le propriétaire foncier.

Cette conclusion inattendue de la part de Smith, qui a cependant voulu démontrer le rôle du capital dans l'accroissement de la productivité du travail et le rôle encore plus déterminant de la terre, sera à l'origine du courant socialiste qui s'attaquera au processus de distribution des richesses.

C - <u>Insuffisances de l'explication de la répartition</u>.

En dehors de cette contradiction, il en est une autre qui, sur le plan de la logique même, montre la faiblesse de la théorie de la répartition, et fait de l'ensemble de l'explication production-distribution une théorie manquée de l'équilibre statique.

En effet, Smith expose que la valeur réelle des composantes du prix "se mesure par la quantité de travail que chacune d'entre elles peut acheter ou commander. Le travail mesure la valeur non seulement de cette partie du prix qui se résout

en travail, mais encore de celle qui se résout en rente et de celle qui se résout en profit". C'est dire que chaque composante du prix se mesure en travail, donc que même dans une société évoluée, le prix réel se mesure en travail.

Or, par ailleurs, il dit que "le prix de marché qui se fixe au niveau du coût de production, indique que la marchandise se vend précisément pour ce qu'elle vaut, ou pour ce qu'elle coûte réellement à la personne qui l'amène sur le marché".

Ces deux propositions ne s'accordent pas logiquement. Car fixer le prix des marchandises par le coût de production, c'est-à-dire par le coût des services producteurs (salaire, intérêt, vente) suppose qu'on connaisse celui-ci. Or pour arriver à cette connaissance, Smith n'a pas recours à une mesure en travail mais à une mesure en prix des marchandises : le taux du salaire dépend par exemple du prix des subsistances, donc du prix des produits. Comme le fait remarquer Charles Rist (1), il y a là un cercle vicieux, puisque le prix des produits dépend du coût de production, donc du prix des services qui lui-même dépend du prix des produits.

Adam Smith aurait donc dû montrer l'interdépendance du prix des produits et des services au lieu de se borner à dire que le travail est leur mesure unique, ce qui le conduit à une impasse.

Il lui fallait pour cela présenter une théorie fonctionnelle de l'équilibre général, ce qu'il n'a pas fait. Cette théorie aurait constitué l'innovation majeure qui aurait permis de le classer dans le courant moderne. Mais la science économique était encore trop récente pour arriver à une pareille synthèse. Il faudra d'ailleurs l'attendre encore assez longtemps, puisqu'elle ne sera vraiment donnée que par Walras.

---

(1) Gide et Rist, Histoire ... p. 92, édit. 1929.

++++++ Section V
++++++
++++++ Le progrès de la richesse
++++++

C'est dans le Livre III intitulé : "De la marche différente des progrès de l'opulence dans différentes nations" qu'Adam Smith aborde l'explication du progrès de la richesse. Cette partie, comportant de longs développements historiques, constitue avec certains passages, figurant en d'autres parties de l'oeuvre, une tentative pour rendre compte des diverses phases par lesquelles peut passer une économie nationale au cours d'une longue période de temps.

Si l'explication de l'adaptation de l'offre et de la demande constitue une esquisse de la théorie statique de l'équilibre de la production et de la distribution, on obtient ici une ébauche de théorie dynamique de longue période, ouvrant la voie à une théorie de la croissance économique.

Comment le problème du progrès de la richesse est-il posé dans la perspective de Smith ?

La position du problème.

La grandeur du produit dépendant des causes qui affectent la productivité du travail et le nombre des producteurs, les développements précédents permettent de comprendre immédiatement que c'est de la quantité et de l'emploi du capital que va dépendre la progression du produit. C'est, en effet, le capital qui accroît la productivité du travail et qui met en oeuvre les travailleurs susceptibles d'être employés.

Le problème a été étudié jusqu'à maintenant dans une perspective statique; il convient de le situer dans une perspective dynamique. Il s'agit donc de savoir comment au cours d'une longue période, les rapports entre des quantités changeantes de travail et de capital peuvent déterminer un progrès de la richesse.

++++++ § 1 - L'accumulation du capital et l'emploi
++++++ du travail

Comment s'ajustent, au cours d'une longue période de temps, les quantités de facteurs de la production, en particulier, les quantités de capital et de travail ?

On a déjà vu que pour Smith "la quantité de travail augmente avec la quantité de stock qui l'emploie". Il importe de revenir sur cette question en la situant en longue période, au cours de laquelle ces quantités sont susceptibles de connaître des changements.

A - Le "capital" met en oeuvre les travailleurs productifs.

Pour Smith, il existe deux catégories de travailleurs : productifs et improductifs, ils sont tous entretenus par le produit annuel. Mais ce produit peut être divisé en deux fractions.

L'une appelée revenu sert à entretenir les travailleurs improductifs; elle est consommée sans effet productif.

L'autre fraction du produit entretient les travailleurs productifs et gouverne donc la production; Smith estime qu'au terme de la période, elle remplace le capital, au moins le capital circulant, qui change de main au cours du processus productif. Aussi il lui donne - curieusement - le nom de capital.

Il en résulte que la proportion entre "capital" et "revenu", aux sens indiqués ci-dessus, détermine la proportion entre travailleurs productifs et improductifs. Une forte proportion de capital indique une grande quantité de travailleurs employés productivement. Plus le volume de ce "capital" augmente, plus la production s'accroît par suite de l'augmentation du nombre des travailleurs mis en oeuvre.

Cette conception fait du capital, non une quantité accumulée au cours du temps, mais un produit périodique évalué à une date donnée. C'est un stock opposé à un flux, au sens moderne de ces termes.

B - L'accumulation de l'épargne règle l'augmentation du travail.

Smith dit que le capital résulte de l'accumulation de l'épargne; mais cette expression doit être entendue dans un sens très particulier.

L'accumulation n'est pas comprise comme résultant d'une mise en réserve effectuée de période en période, mais comme une accumulation d'une part du produit annuel réalisée dans l'année.

Cette accumulation, c'est l'épargne, c'est-à-dire la partie du produit soustraite à la consommation non productive et affectée à l'entretien des ouvriers productifs.

Ce qui est épargné est donc représenté par le salaire des ouvriers productifs. Et c'est ainsi qu'il faut comprendre la proposition de Smith, bien souvent citée depuis que Keynes l'a violemment combattue : "Ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et à peu près dans le même laps de temps, mais est consommé par une catégorie différente de personnes" (1).

Ainsi la conception de l'épargne est chez Smith très différente de la conception courante. Ce n'est pas l'accumulation du produit du travail ancien; c'est une partie du produit annuel et de la consommation annuelle. Le montant de l'épargne est représenté par le salaire des ouvriers productifs. Il accroît le capital dans la mesure où on peut considérer que le montant de ces salaires entre dans le capital circulant, au sens où Smith l'entend.

Ainsi dans toute la mesure où ce "capital" est accru par l'épargne "accumulée" (toujours au sens très particulier de Smith) et employé à l'entretien d'ouvriers productifs, il se reproduit annuellement.

En conséquence, emploi du travail et capital sont liés, l'augmentation du premier ne peut se réaliser que par l'accroissement du second, c'est-à-dire par l'accumulation de plus en plus grande de l'épargne.

---

(1) Richesse des Nations, Liv. II, ch. III, édit. Guillaumin, t. II, p. 409.

Le volume de l'emploi est donc déterminé par la fraction du capital employée à verser des salaires et résultant de l'accumulation de l'épargne.

Il convient de noter le caractère confus des conceptions du capital, du revenu et de l'épargne; conceptions déconcertantes pour un esprit moderne : le revenu est ce qui est consommé improductivement, l'épargne est une part de la consommation, le capital est une partie du produit annuel qui se reconstitue annuellement parce que mettant en oeuvre le travail productif. Toutes ces notions seront en raison même de leur confusion, progressivement abandonnées; et parfois Smith lui-même paraît s'égarer dans cette obscurité.

Une chose cependant apparaît certaine dans son raisonnement : une partie du capital détermine le volume de l'emploi. Ajoutons que c'est probablement une partie du capital circulant.

Comme le capital ~~augmente par l'épargne, c'est de l'accu-~~ mulation de l'épargne que dépend l'augmentation du travail et donc les progrès de la production.

Cette épargne est une épargne en nature : accumulation de subsistances, de matériaux, d'outillage; mais elle est constituée en monnaie et prêtée sous cette forme. Le prêt se fait moyennant un intérêt, c'est-à-dire, dit Smith, qui commet une nouvelle confusion, "moyennant une part des profits".

En résumé, après ces laborieuses explications, on en arrive à cette conclusion que la quantité de travail productif employé est fonction de la quantité de "capital" formée par l'accumulation de l'épargne.

Mais il faut encore tenir compte d'un autre élément : le salaire.

§ 2 - Le salaire et le déroulement du progrès de la richesse

L'accumulation du capital fournit, d'après ce qui vient d'être dit, la masse des salaires, le fonds destiné à l'en-

tretien du travail. Pour un niveau donné de salaire, l'augmentation du capital accumulé permet donc d'accroître la quantité de travail employée; mais si le salaire varie, cette quantité de main-d'oeuvre employée varie en sens inverse.

Aussi faut-il encore tenir compte de la fixation du salaire, de telle sorte que c'est en fonction du salaire que va se déterminer l'allure du progrès de la richesse.

A - La fixation du salaire.

Sur la fixation du salaire, Smith fournit plusieurs explications contradictoires.

Dans les sociétés primitives, le salaire dépend de la productivité du travail, car le travailleur garde le produit de son travail. Dans les sociétés évoluées, on prélève - ainsi qu'il a déjà été montré - le profit et la rente sur le produit de ce travail. D'où une lutte concurrentielle entre les salariés et les entrepreneurs; les seconds tendant, en vertu de l'intérêt personnel, à prélever le maximum.

Mais il y a un point en dessous duquel on ne peut descendre : c'est le salaire qui correspond au minimum de subsistances nécessaires à l'entretien de l'ouvrier. C'est à cette position, qui représente le cas général, que se réfère Smith; elle rappelle la position de Turgot sur le "salaire minimum".

A cette limite inférieure s'oppose une limite supérieure aux variations du salaire. C'est la demande de travail qui fixe la mesure dans laquelle le salaire peut s'élever et cette demande s'accroît avec l'accumulation du capital et ne peut s'accroître sans elle.

Ainsi on passe de la notion de salaire dépendant de la productivité dans les sociétés primitives, à la notion de salaire fixé par l'offre et la demande de travail, variant entre une limite inférieure déterminée par le minimum de subsistances et une limite supérieure fixée par la partie du capital accumulée affectée à la masse des salaires.

Comment, entre ces deux limites, le salaire va-t-il se fixer pour déterminer concurremment avec la quantité de capital accumulée le volume du travail employé ?

B - Les trois états de l'évolution économique.

Cette fixation varie suivant les états par lesquels peut passer la société : ils sont au nombre de trois : progressif, régressif, stationnaire.

L'état progressif est caractérisé, non par une situation prospère une fois atteinte et maintenue, mais par un progrès continuel dans l'enrichissement. Le produit augmentant, le capital s'accroît et avec lui la fraction affectée au "fonds" sur lequel les salaires sont payés (masse des salaires).

L'état régressif se caractérise par une diminution de la richesse et donc du montant des sommes destinées à subvenir aux besoins des ouvriers.

L'état stationnaire est caractérisé par une absence de changement dans la production de la richesse; le "capital" accumulé demeure identique, d'une période à l'autre et donc la masse des salaires subvenant aux besoins des travailleurs ne change pas.

Le salaire va se fixer d'une manière différente dans chacun de ces trois états et, avec le montant du salaire, la quantité de travail employée va varier.

Dans l'état progressif, le montant du capital augmente et peut même s'accroître plus rapidement que le nombre des travailleurs apporté par la croissance démographique. Dans ce cas, les entrepreneurs se livrent à une compétition pour obtenir la main-d'oeuvre; la loi de l'offre et de la demande fixe le taux du salaire qui tend à s'élever au-dessus du niveau minimum des subsistances. Des profits élevés existent en même temps que de hauts salaires. L'accroissement du capital entretient de hauts salaires et un volume grandissant de main-d'oeuvre employée.

L'état stationnaire fait son apparition lorsque le profit se montre à la longue insuffisant pour entretenir l'accumulation de l'épargne et du capital. Cette baisse du profit

peut être provoquée par différents facteurs, en particulier la hausse de la rente et surtout la hausse du salaire entretenue par la concurrence à laquelle se livrent les entrepreneurs pour obtenir la main-d'oeuvre. Dans ce cas, le fonds destiné aux salaires ne s'accroît plus. Même s'il demeure important, la main-d'oeuvre tend bientôt à dépasser la demande de travail et le salaire s'abaisse. Tant qu'il est au-dessus du niveau minimum des subsistances, la concurrence des ouvriers entraîne une baisse progressive de son taux, qui tend d'ailleurs à accentuer la coalition des entrepreneurs. Mais ceux-ci ne peuvent accepter qu'il tombe en permanence au-dessous de ce que peut "permettre la simple humanité". Aussi le salaire se fixe-t-il finalement au niveau du minimum de subsistance. Dès lors, s'établit un ajustement général, où le niveau des prix, le taux du salaire, du profit et de la rente ont tendance à demeurer stables et l'état stationnaire se perpétue.

Dans l'état régressif, survient une diminution du capital, entraînant une décroissance de la demande de travail. Les ouvriers se font concurrence pour trouver un emploi et le salaire s'abaissant finit par tomber au-dessous du niveau minimum. On assiste alors à une diminution du volume de la population ouvrière par suite de la misère et de la mortalité accrue. Vient un moment où le capital affecté à l'entretien des travailleurs devient, par suite de la diminution du nombre de ceux-ci, suffisant pour assurer leur entretien. Le salaire, qui se fixe par la loi de l'offre et de la demande, finit par se rétablir au niveau des subsistances et l'on peut retrouver l'état stationnaire. La coalition des entrepreneurs a joué un rôle déterminant dans la fixation du taux de salaire.

Dans chacun de ces trois états, c'est finalement le niveau des salaires qui, conjointement avec le fonds affecté à l'entretien des travailleurs et avec le chiffre de la population détermine l'état du progrès.

C - Les insuffisances de l'explication d'Adam Smith.

Adam Smith laisse cependant un grand nombre d'éléments indéterminés. En particulier, il ne précise pas suffisamment la part du capital déterminant la quantité de travail; le lien existant entre capital et travail est bien représenté par le salaire, mais on ne sait pas exactement ce qui en

résulte. En effet, Smith adopte non seulement une détermination du salaire différente selon les cas, mais encore le minimum de subsistance peut être, d'après lui "abondant, médiocre ou insuffisant". A tel point que cette notion finit par s'effacer devant les conséquences indéterminées du jeu de l'offre et de la demande.

Aussi de nombreuses précisions devront-elles être apportées par les successeurs de Smith qui a eu le mérite de présenter pour la première fois la théorie du progrès mais qui n'a fait qu'en esquisser les lignes générales avec de trop grandes obscurités et confusions pour qu'on puisse s'en satisfaire.

o

o o

++++++ TITRE II
++++++
++++++
++++++ LES GRANDS SYSTEMES D'ECONOMIE POLITIQUE
++++++

Avec la "Richesse des Nations", la notion de système économique est définitivement constituée. Si Adam Smith met un terme à une époque de la pensée économique c'est - outre les raisons avancées précédemment - parce qu'il a montré que conceptions doctrinales et recherches de l'analyse étaient étroitement dépendantes et formaient un système complet d'interprétation et d'explication de la vie économique. Il a définitivement montré ce qu'était un "système complet d'économie politique".

Par ailleurs, si on peut ainsi le rattacher à ses successeurs, c'est parce qu'il a présenté les fondements d'une pensée qui s'épanouira dans ce que l'on a appelé l'"Ecole classique". Mais, comme il a été expliqué, les thèses par lesquelles il présente une interprétation nouvelle, demandent d'abondantes retouches et corrections et ne peuvent être considérées que comme une première ébauche.

Ce que Adam Smith lègue à ceux qui viendront après lui peut être résumé en trois points.

- la notion de système d'économie politique qu'après les Physiocrates, il a définitivement consacrée comme étant une interprétation doctrinale de l'activité économique posant à l'analyse des questions que celle-ci résout dans un but de connaissance scientifique apportant des réponses susceptibles d'éclairer la politique économique.

- une problématique de la liberté et de l'intérêt individuel,

- une analyse très imparfaite de l'activité économique consacrée à la production de la richesse, à la répartition de celle-ci et à ses progrès. En réalité, il présente les bases de cette analyse; mais rares seront les éléments susceptibles d'être retenus tels quels; presque tous exigeront une refonte et surtout une élaboration plus poussée pour conduire à une analyse générale et synthétique.

Les économistes qui viendront après Smith, poursuivront la recherche dans deux directions :

Ils conserveront la conception d'un système d'économie politique, unissant une problématique doctrinale, une analyse scientifique et des mesures de politique économique.

Mais, quant au contenu du système, deux grands courants opposés se manifesteront.

- la problématique sera conservée dans ses thèmes essentiels par les auteurs qui se réclament du libéralisme individualiste; ils n'y apporteront que des modifications de détail et des colorations personnelles. Mais une opposition se manifestera avec une vigueur extraordinaire de la part d'auteurs qui interprètent la vie économique en fonction d'une conception où la société, l'histoire, les groupes sociologiques, l'antagonisme des intérêts prennent une place déterminante. C'est le courant socialiste qui s'oppose au courant individualiste et libéral, faisant réapparaître une problématique qui avait disparu depuis Platon. L'opposition entre l'individualisme et le socialisme traduit le conflit doctrinal qui donne naissance à deux problématiques différentes.

- l'analyse économique reste cependant fondamentalement identique entre ces deux conceptions rivales. On verra en effet, 1) que l'analyse dont Smith a jeté les bases sera enrichie et perfectionnée par Malthus, Ricardo et Stuart Mill, en fonction de questions mieux élaborées.

2) que c'est la même analyse qui servira à répondre aux questions différentes posées par la problématique rivale is-

sue des conceptions socialistes. Karl Marx, qui présentera le "socialisme scientifique" puisera dans l'analyse ricardienne les principaux éléments de réponse aux questions posées par une problématique directement opposée à celle de Ricardo.

De telle sorte que l'histoire de la pensée économique, qui se déroule entre 1798, date de la première publication de l'ouvrage de Malthus, et 1870, année de la naissance de la "science sans doctrine", des théoriciens de l'utilité, est caractérisée par :

1) l'élaboration de systèmes d'économie politique,

2) l'opposition des problématiques individualiste et socialiste,

3) une même analyse, apportant des réponses procédant d'un fonds théorique commun, à des questions posées par deux problématiques en conflit.

Nous étudierons donc :

- le système classique,

- les systèmes socialistes.

++++++ Sous-Titre I
++++++
++++++
++++++ LE SYSTEME CLASSIQUE
++++++

Le système classique n'est pas, comme celui des Physiocrates, sorti presque entier de la pensée d'un auteur; il s'est formé progressivement par les apports successifs de différents économistes, acceptant le même fondement doctrinal et essayant de répondre à un ensemble de questions. Les réponses apportées ont été de deux sortes :

1) réponses à des questions particulières relatives à un élément du système et constituant une théorie spéciale : théorie de la rente, du salaire, de la population, par exemple.

2) réponses à des questions générales relatives au fonctionnement du système et constituant une théorie synthétique : théorie de la distribution, du progrès ou de l'état stationnaire par exemple.

L'effort des classiques s'est ainsi réparti entre les différents membres de l'Ecole qui, comme l'a noté Daniel Villey (1) - ne constituent pas une "secte" à l'image des Physiocrates, mais plutôt une "lignée". Il s'est étendu sur trois quarts de siècle, en marquant différentes étapes.

On peut en effet distinguer une étape de recherches relatives au perfectionnement des différentes théories; elle est jalonnée par les noms de J.B. Say, Malthus, Ricardo; une étape de synthèse, oeuvre essentielle de Stuart Mill; une étape

(1) Petite histoire ....., 2ème éd., p. 114.

de travaux de détail, accomplis par les derniers classiques.

Un exposé qui suivrait ce déroulement chronologique aurait l'avantage de situer d'une manière précise l'apport de chaque auteur et de montrer les filiations qui s'établissent entre eux; il aurait l'inconvénient de morceler l'oeuvre synthétique qui est en marche dès le début. Par cette méthode - généralement employée - on suit très bien l'évolution de la théorie du profit, du salaire, de la rente, de Ricardo à Stuart Mill. Mais la théorie générale de la répartition est perdue de vue. Or c'est l'effort d'explication d'ensemble qui est le plus éclairant, et c'est bien celui qui a été accompli : le système classique est une théorie générale et synthétique.

Aussi est-il plus judicieux d'indiquer en premier lieu l'effort d'approfondissement réalisé pour chaque théorie particulière afin de construire la théorie statique de la répartition. L'analyse statique étudie les mécanismes en supposant une immobilisation momentanée du mouvement; elle constitue un cadre excellent pour conduire l'étude de chaque élément constitutif de l'ensemble. On l'étudiera en premier lieu. Puis on procèdera à une étude des théories générales qui, replacées dans une perspective dynamique, prennent leur pleine signification.

L'accent se trouvera mis ainsi sur la pensée classique plutôt que sur les auteurs classiques; mais on ne saurait faire abstraction des hommes qui ont élaboré cette pensée; aussi commencera-t-on par exposer ce qu'ont été 1°) la pensée et l'école classique, avant d'étudier 2°) les théories spéciales dans le cadre de l'analyse statique de la répartition, puis 3°) la théorie générale dans le cadre de l'analyse dynamique du progrès économique.

++++++
++++++
++++++
++++++
++++++

Chapitre I

LA PENSEE CLASSIQUE

La pensée classique a été longtemps considérée comme l'expression même de la science économique. Interprétant le système économique réel, elle pouvait, en effet, être prise comme la seule expression possible et la seule explication valable de la réalité. Cependant, elle était un moment de l'évolution de la pensée économique, comme le système lui-même n'était qu'une période de l'évolution historique. Mais il fallait un certain recul pour s'en rendre compte.

Aujourd'hui, il est plus aisé de marquer ce caractère. On le fera en montrant la manière dont la pensée classique est le produit circonstanciel :

- des hommes qui l'ont élaborée,
- du milieu historique dans lequel elle est développée,
- des grands courants intellectuels qui l'ont influencée.

++++++
++++++
++++++
++++++

Section I

L'école classique

La pensée classique ne peut, comme toute pensée, s'expliquer sans faire référence aux auteurs qui l'ont élaborée, aux grands courants intellectuels qui dominaient l'époque, au

contexte historique : milieu, événements, institutions du moment. Aussi ne saurait-on oublier son origine anglaise. Si tous les auteurs "classiques" ne sont pas britanniques, ils le sont en majorité; la situation et les problèmes propres à leur pays formeront la matière de leurs réflexions. Cependant, on ne saurait oublier la diversité des hommes qui appartiennent à cette lignée et les apports propres à chacun.

++++++
++++++ § 1 - La lignée des auteurs classiques

Les auteurs que - d'une manière discutable - on appelle "classiques", se situent dans la ligne d'une même conception fondamentale de l'économie : ils croient aux lois naturelles, sont farouches partisans du libéralisme, se montrent étroitement individualistes, ont une conception cosmopolite de l'activité économique et conçoivent leur discipline comme une science utilitaire, susceptible de fournir les principes d'une action. Leur méthode est déductive et abstraite, dédaigneuse de l'histoire et leur tendance à la généralisation rapide est très forte.

Ceci est d'autant plus remarquable que la personnalité de chaque auteur est très nette.

A - Jean-Baptiste Say.

C'est le Français Jean-Baptiste Say qui, par bizarrerie constitue le lien le plus net entre Adam Smith et l'ensemble des classiques anglais, au point que, s'il n'avait pas existé, la coupure entre la "Richesse des Nations" et les "Principes de l'économie politique et de l'impôt", de Ricardo, publiés quarante et un ans plus tard, eût paru très grande, à la fois dans le temps et dans la conception scientifique.

Né à Lyon, le 5 janvier 1767, dans une famille calviniste, il fut tour à tour employé dans une compagnie d'assurances, volontaire pendant la campagne de 1792, journaliste, membre du Tribunat en 1799. Dès 1787, il avait lu le livre de Smith qui l'avait enthousiasmé. Il publie en 1804 son "Traité d'Economie Politique" qui le fait indirectement éliminer de l'Assemblée

par Bonaparte. Il fonde et dirige une filature de coton à Auchy-lès-Hesdin (Pas-de-Calais) et après la chute de l'Empire, s'installe à Paris. Il peut publier une seconde édition de son livre (1814) qui commence à lui valoir la notoriété. En 1816, il donne à l'Athénée un cours public d'économie politique; le premier sans doute qui ait été professé en France. En 1817, il publie le "Catéchisme d'Economie politique" et en 1819, il est titulaire d'un cours d'économie "industrielle" créé pour lui par le gouvernement de la Restauration. En 1830, il devient le premier titulaire de la chaire d'économie politique au Collège de France. De 1828 à 1830, il publie son Cours d'Economie Politique en 6 volumes; il meurt en 1832.

L'oeuvre de J.B. Say se caractérise par plusieurs traits. Il est banal de dire qu'il a été le vulgarisateur d'Adam Smith sur le continent et, à ce titre, le détracteur des Physiocrates. Il est évident que clarifiant et corrigeant Adam Smith, le complétant en de nombreux points, il rejetait dans l'oubli l'oeuvre de Quesnay et de sa secte.

Il s'est en effet attaché à reprendre la Richesse des Nations pour en repenser la matière et en faire une présentation systématique. Le véritable compositeur du système d'Adam Smith, c'est Jean-Baptiste Say. Partant du principe que l'économie politique n'est qu'une "simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses", il présente un véritable traité, ordonné autour de ces trois théories qui fourniront pendant de nombreuses décades, l'ossature des exposés et des cours d'économie politique.

Son oeuvre est exempte de préoccupations métaphysiques, l'économie politique étant, pour lui, une science objective. Cependant, il la conçoit comme dérivant, par voie déductive, d'un nombre restreint de principes fondamentaux. Il est abstrait, déductif, opposé à l'histoire, à la statique et quoi qu'il en dise, à l'observation, au moins à l'observation détaillée.

Très frappé par l'essor industriel de l'Angleterre qu'il avait pu constater rapidement au cours d'un voyage fait alors qu'il avait 19 ans, il prône l'activité industrielle et, par opposition à l'agrarianisme des Physiocrates, on le considère

souvent comme un industrialiste, reprenant la tradition colbertiste. Ses apports essentiels se situent précisément dans cette ligne. Il a - le premier - montré le rôle capital joué par l'entrepreneur et son apport sera, sur ce point, un acquis définitif. De plus, la "loi des débouchés" à laquelle il a attaché son nom, prétend expliquer que l'accroissement de la production trouve toujours une demande prête à l'absorber et que l'équilibre s'établit ainsi dans l'économie.

B - Robert Malthus

Robert Malthus naquit en 1766 dans le Surrey. Son père, gentilhomme campagnard, très cultivé, entretenait des relations avec David Hume et J.J. Rousseau, et se proclamait disciple de Godwin, socialiste "avancé" pour son temps, et de Condorcet. Il subit ces diverses influences mais non sans les critiquer. En sortant de l'Université de Cambridge, il choisit l'état ecclésiastique et devint pasteur d'un petit village. En 1807, nommé professeur dans un Collège de la Compagnie des Indes à Haileybury, il y demeurera pour le reste de sa vie. A 32 ans, il publia un ouvrage qui fit scandale : Essai sur le principe de population, paru sans nom d'auteur. Ce n'est qu'avec la seconde édition, parue en 1803, que son nom figura en tête de son livre. En 1820, il publia les "Principes d'Economie politique" et en 1827, ses Définitions en Economie politique. Il mourut en 1836.

C'est surtout l'Essai sur le principe de population qui est retenu comme l'oeuvre maîtresse de Malthus bien que ses Principes méritent une grande considération et contiennent d'excellentes choses que l'on découvre aujourd'hui.

Malthus, surtout dans l'Essai, se montre très réticent à l'égard des réformes légales, de l'organisation sociale et de toute tentative de modification des comportements sociaux venant de l'extérieur; il ne croit qu'à l'effort individuel et à la moralité privée, protestant contre le socialisme de Godwin. Il utilise, beaucoup plus que les autres "classiques" l'observation et le recours à l'histoire. Mais il ne trouve là que matière à illustration d'une théorie très abstraite et déductive. C'est surtout le "principe de population" qui retiendra son attention, mais il sera exploité par d'autres, Ricardo en particulier; sous une forme plus nuancée, pour entrer dans

une explication générale de l'ensemble des phénomènes économiques.

C - David Ricardo.

David Ricardo naquit à Londres le 19 avril 1772, dans une famille israélite d'origine portugaise, émigrée en Hollande d'abord, puis en Angleterre. Il avait quatre ans quand parut la "Richesse des Nations". A quatorze ans, il entrait dans les affaires de son père, banquier de la City; à vingt ans, il se brouillait avec lui à la suite de sa conversion au protestantisme et s'établissait à son compte; à vingt-cinq ans, il avait amassé une fortune considérable, qui lui laissait très jeune encore, les loisirs nécessaires pour méditer sur une expérience personnelle fort concluante.

C'est par les problèmes monétaires que débuta cette méditation qui prenait assise sur le livre de Smith, lu en 1799 et qui allait pouvoir s'alimenter au spectacle des troubles monétaires provoqués par les guerres de la Révolution et de l'Empire. En 1809, il adresse au Morning Chronicle trois lettres sur les questions de la dépréciation de la livre sterling et du cours forcé. L'année suivante, il publie son premier essai sur le Haut prix des lingots, et en 1811 sa "Réponse aux observations de M. Bosanquet". Déjà en relation avec James Mill, il se lie d'amitié avec Malthus, puis avec Bentham (1811) et enfin avec J.B. Say (1814).

Comment, au contact de ces hommes de pensée, l'esprit lucide, déductif et abstrait de Ricardo, n'aurait-il pas été tenté de passer lui-même à la recherche spéculative ? Plusieurs pamphlets (1) voient ainsi le jour et préparent une oeuvre plus scientifique.

En 1817, David Ricardo publie son principal ouvrage : "Principes de l'économie politique et de l'impôt" que Mac Culloch signale à l'attention de l'opinion qui l'accueille avec faveur, au point que l'année suivante, il fait l'objet d'une traduction française.

---

(1) Essai sur l'influence d'un bas prix du blé sur les profits du capital (1815).- Propositions pour une circulation monétaire (1816).

En 1819, Ricardo devient membre du Parlement; il y défend la politique des milieux industriels et réclame, entre autres, le libre commerce des céréales.

La vie publique ne le détourne pas des travaux spéculatifs; en 1821, il fait paraître la troisième édition des "Principes", apportant des aménagements à son texte primitif pour tenir compte des observations qui lui ont été faites par J.B. Say. L'année suivante, il publie un nouveau pamphlet : "Protection de l'agriculture", et rédige son Plan pour l'établissement d'une banque nationale qui ne paraîtra qu'après sa mort survenue en 1823.

L'oeuvre de Ricardo est donc très importante; elle a été élaborée en partie, en fonction des événements économiques de son époque; c'est le cas pour les rapports, essais et pamphlets. Les Principes témoignent d'une plus grande réflexion abstraite. Mal composé, manquant de méthode et de plan, délaissant l'accidentel pour s'attacher aux tendances générales et à ce qui est permanent, ce livre a eu un retentissement considérable. Venu quatre décades après la Richesse des Nations, il présente une élaboration déjà très avancée des grandes théories de l'école classique qui relèguera dans l'ombre les oeuvres de Smith et de Malthus. Il a influencé très largement la science économique qui est, avec lui, séparée de la sociologie des groupes et conçue comme une science des mécanismes économiques, surtout des mécanismes de la répartition. L'aspect humain des problèmes économiques, l'homme en tant qu'agent économique, disparaissent derrière un jeu mécanique de facteurs abstraits. Les considérations sociales sont absentes chez cet homme, qui semble avoir eu la dureté fréquente chez ceux qui s'étant rapidement enrichis par leur force et leur valeur personnelles, estiment ne rien devoir à personne et perdent le sens de la communauté humaine.

Aussi est-ce sans doute une revanche ironique que de constater que ce libéral intransigeant, ce financier habile, cet utilitariste étroit, ce héraut des entrepreneurs de Manchester, a contribué involontairement au développement du socialisme scientifique. En effet, ses théories de la valeur, de la rente, du salaire, et sa dynamique de longue période constitueront l'arsenal dans lequel Marx puisera pour construire sa thèse de l'autodestruction du capitalisme conduisant

au socialisme. Le pessimisme de Ricardo, renforçant celui de Malthus, sera la base de la réaction socialiste contre un système présenté comme engendrant inéluctablement, richesse pour les uns et pauvreté pour les autres.

L'éclat donné par Ricardo à son explication des phénomènes économiques, explique sans doute que pendant trente ans, on ne s'occupera guère que de diffuser sa pensée.

Cette diffusion prend des formes inattendues en Grande-Bretagne. Déjà, en 1816 (un an avant les "Principes"), Mrs Marcet exposait les éléments de la science économique dans ses "Conversations" avec une jeune fille de la "high society" prénommée Caroline. En 1832, c'est Miss Harriett Martineau qui expose l'économie sous la forme de contes et on propose bientôt (Mac Wickar) de l'enseigner à la "nursery"... Cet engouement, qui rappelle celui que - dans une autre atmosphère - professait la Cour de Louis XV pour les idées physiocratiques, paraît bien puéril. Il témoigne de l'autorité acquise par l'école classique et sans doute aussi de la croyance naïve à une identification de la théorie libérale et de la science économique.

Cette opinion est en fait, celle des économistes les plus autorisés, qui se contentent de diffuser les idées de Ricardo. A peu près seul, Nassau Senior tentera oeuvre personnelle en présentant une conception de l'économie politique élaborée comme peut l'être une science exacte; en fondant l'épargne sur la notion d'abstinence; en rattachant la valeur à la rareté, comme le fera Walras, beaucoup plus tard.

Mais Mac Culloch, James Mill, Robert Torrens, Mac Leod en Angleterre, von Thüssen en Allemagne; Pellegrino Rossi, Michel Chevalier, Adolphe Blanqui, Joseph Garnier, en France, ne feront guère que diffuser les idées formulées par Ricardo.

Il faudra attendre trente ans de quasi-stagnation scientifique, pour voir apparaître une oeuvre de synthèse et de complément; celle de Stuart Mill qui donnera sa forme définitive à la pensée classique.

D - John Stuart Mill.

Fils de James Mill, c'est à Londres que le 10 mai 1806 naissait John Stuart Mill (1). A l'âge de huit ans, il partit habiter avec Bentham qui devait exercer sur lui une influence profonde. En 1819, âgé de treize ans, il entreprend une étude sérieuse des Principes de Ricardo; l'année suivante, il se rend à Paris où il va habiter chez J.B. Say. A quinze ans, il publie sous le nom de son père, un résumé des leçons d'économie politique que celui-ci lui a données; l'année suivante, il collabore à la Westminster Review fondée par Bentham, puis fonde l'Utilitarian Society, club de jeunes gens discutant de problèmes de morale et de politique. En 1823, il entre à la Compagnie des Indes où il restera jusqu'en 1853.

Dès sa vingtième année, sa formation de philosophe et d'économiste est assez avancée pour qu'il puisse songer produire lui-même une oeuvre personnelle. En 1829, il publie ses "Essais d'Economie Politique". Mais ce n'est qu'en 1843 que paraît son ouvrage philosophique le Système de Logique. Enfin, en 1848, il publie ses Principes d'Economie Politique qui constituent une sorte de somme de l'économie classique. Parti séjourner en France, il s'y fixe pendant plusieurs années, sauf pendant son mandat au Parlement. En 1859, il fait paraître "La Liberté", écrit sa biographie, divers ouvrages qui ne seront publiés qu'après sa mort, qui survient en Avignon, en 1873.

On a dit bien souvent que Stuart Mill avait évolué de l'individualisme vers une sorte de socialisme libéral. Peut-être serait-il plus éclairant d'ajouter que cette évolution personnelle révèle le drame interne de toute l'école classique. L'individualisme libéral a atteint avec les Principes de Stuart Mill son apogée ou plus exactement la limite extrême qu'il lui était possible d'atteindre sur les bases esquissées par Smith, et en fonction de la formulation ricardienne. L'opposition socialiste avait commencé à se manifester en France vers 1820 avec Saint-Simon, Fourier, Proudhon; elle allait devenir éclatante et violente avec Marx qui publiait en 1848, année des "Principes", son Manifeste du Parti communiste. Le prolongement du classicisme, c'est Marx qui allait l'assurer plus tard dans une voie nettement opposée. Stuart

(1) Cf. F. Trévoux - Stuart Mill, Coll. Dalloz : Les Grands Economistes.

Mill situe ainsi nettement le "classicisme" à son point de rupture; au point où il ne pouvait plus que se désintégrer ou se survivre en se renouvelant profondément.

Les Principes de Stuart Mill présentent en effet ce degré de perfection propre à une pensée qui peut être présentée clairement, harmonieusement, parce qu'elle est arrivée à son terme et ne révèle plus de surprise. Mais c'est dans cet ouvrage que réside la présentation la plus synthétique de l'école classique : théorie de la production et de la répartition, statique et dynamique, évolution des sociétés vers l'état stationnaire. C'est là également que l'on trouve les contradictions entre un système intellectuel qui a voulu être l'apologétique du capitalisme et un système économique qui ne répond pas aux avantages qu'on lui attribue. Déjà, Stuart Mill sent bien que le normativisme ne convient plus à la théorie classique, car on ne saurait démontrer que le système décrit est le meilleur possible, que l'homo oeconomicus rend compte exactement de la nature humaine, que l'utilitarisme ne peut fonder une société fraternelle.

Avec Stuart Mill, l'économie politique commence à sentir qu'elle ne peut être science humaine qu'à la condition de se retremper dans un nouvel humanisme. Mais ce n'est pas dans cette direction que la pensée classique essaiera de se rénover; elle s'enfoncera au contraire, avec les néo-classiques, dans la science sans doctrine, pure mécanique de l'abstraction.

++++++
++++++

§ 2 - Le milieu historique

La pensée classique se développe dans un milieu qui explique en partie ses caractères, car il a fortement influencé les auteurs et guidé leurs observations et réflexions. Ceci est à remarquer, aussi bien pour les courants intellectuels que pour les faits économiques, politiques et sociaux.

A - Les courants intellectuels.

La tendance intellectuelle de l'époque est à la systématisation, à la simplification et à l'abstraction. Les "clas-

siques" en subissent la marque et ceci explique en partie le succès remporté par leurs écrits qui sont bien "dans la manière" du moment. Aussi le terme "classique" ne doit-il pas être pris dans le sens employé en littérature ou dans l'art. Ils ne cherchent pas à exprimer tout ce qui constitue cet "éternel humain" représentant l'essentiel des conceptions classiques au sens traditionnel; au contraire, ils vont insister nettement sur une conception étriquée de l'homme, ramené à quelques réactions élémentaires qui seules seront retenues.

1 - <u>La philosophie utilitariste</u> sera à la base de leurs conceptions. Le philosophe Bentham a joué un grand rôle auprès d'eux, non seulement par les contacts personnels, mais encore par l'audience dont il bénéficiait en Angleterre. Adam Smith, comme James Mill et Stuart Mill sont économistes, mais aussi philosophes et tributaires de ce point de vue, du courant utilitariste. Celui-ci joue un rôle important dans leurs conceptions économiques en leur fournissant une notion de l'homme; il crée l'unité doctrinale de l'école classique.

En fait, l'utilitarisme enlève tout caractère transcendant à quelque discipline où règle que ce soit. Il n'y a plus ni spiritualité, ni morale générale et l'ordre libéral qui en découle n'est plus qu'un ordre rationnel.

2 - <u>La propagation des idées de liberté</u> joue également un rôle important. La Révolution française, même lorsqu'elle a subi des échecs politiques, a diffusé une nouvelle conception de la vie sociale. Par réaction contre le régime napoléonien, Jean-Baptiste Say sera anti-étatiste et marquera notamment dans ce sens la tradition libérale française. Le libéralisme anglais sera plus souple, moins susceptible à l'égard de l'action de l'Etat, car celui-ci sera en Angleterre moins autoritaire qu'il ne l'a été en France.

Mais la théorie classique fera cependant, dans son ensemble, un dogme fondamental de la liberté.

B - <u>Le milieu politique et les idées de liberté</u>.

Les premiers temps de l'école classique sont les témoins d'une série d'événements de grande importance. C'est une période de guerres, de troubles divers, d'émancipation politique.

On connaît de nombreux troubles monétaires, des dépenses publiques importantes; l'Angleterre subit le blocus continental qui perturbe son économie.

C'est aussi la période où les colonies anglaises se sont émancipées et J.B. Say incitera les Anglais à s'en consoler en prétendant démontrer l'inutilité des colonies, qui ont pour la Métropole un coût supérieur aux avantages qu'elles fournissent. D'ailleurs tous constatent les bienfaits du libre-échange, car la prospérité du commerce britannique avec l'Amérique du Nord coïncidera avec la disparition des tarifs protecteurs. Coïncidence frappante pour les contemporains.

En 1814, disparaît la réglementation économique et professionnelle qu'avait instituée le statut d'Elisabeth. On éprouve alors l'avantage d'un laisser-faire tout nouveau.

C - Le milieu économique et la révolution industrielle.

L'industrie lainière anglaise était restée longtemps dominante et routinière, dispersée et mal équipée. Peu à peu, le commerçant drapier avait procédé à une intégration verticale, réduisant les artisans des différents échelons de la production à l'état de salariés. Un protectionnisme étroit et strict avait prétendu conserver les produits au bénéfice de la nation.

C'est alors que, dans le dernier quart du XVIIIème siècle, le machinisme avait fait son apparition. Il entraînait la création de grandes manufactures, fournissant une importante production qui allait permettre le développement du commerce international.

Par contre, l'agriculture périclite lentement, les paysans indépendants disparaissent et, pour chercher une occupation, se rendent dans les villes.

Ainsi va faire son apparition le système industrialiste, que l'on désignera sous le nom de libéralisme manchestérien, du nom de la grande cité industrielle qui paraît en synthétiser tous les traits, tant par ses chefs d'entreprise, son intense activité et son développement prodigieux, que par le rassemblement d'une grande population ouvrière en proie au paupérisme.

On assiste, en effet, au cours de cette évolution progressive, à la conjonction de deux facteurs :

- le machinisme naissant fournit le capital technique,

- la dépopulation des campagnes donne la main-d'oeuvre nécessaire pour le mettre en action.

Tout est prêt pour la "révolution industrielle".

Elle se manifeste surtout dans le textile, par la mécanisation qui rend le travail à domicile inutile, - dans la métallurgie qui renforce la diffusion du machinisme en permettant la construction de l'équipement nécessaire.

Ainsi, les inventions techniques sont à la base des innovations économiques que le développement de l'épargne et du capital monétaire rendent possibles.

Ce processus s'accompagne de grands rassemblements d'hommes en quête de travail. Avec la concentration industrielle, c'est l'urbanisation et la création de grands centres qui apparaissent et modifient la structure du pays.

L'utilisation de la vapeur renforce considérablement la tendance à l'équipement industriel et à la concentration de l'activité. La première filature à vapeur date de 1785, et ce système de production va s'étendre avec rapidité.

L'industrialisme se développe ainsi sur deux bases :

1) sur une base technique : la métallurgie (acier, fonte et fer) aboutit à la constitution d'un équipement qui appellera la houille pour obtenir la vapeur aux applications multiples. Ces trois éléments permettent la mécanisation.

2) sur une base économique ; l'existence de capitaux liquides fournis par le commerce des époques précédentes et le rassemblement de grandes quantités de main-d'oeuvre, permettent le développement de l'entreprise sous l'impulsion de véritables entrepreneurs avides de profit.

Ainsi se développe le "système de Manchester" qui comporte un terrible coût humain : une classe de plus en plus nom-

breuse, va vivre dans la misère, déprimant les salaires par son importance même.

++++++ Section II
++++++
++++++ La problématique classique
++++++

Les classiques reprennent l'essentiel de la position d'Adam Smith sur la liberté naturelle; ils recueillent ainsi la doctrine libérale que les circonstances les poussent à amplifier jusqu'à ses extrêmes conséquences.

Aussi lui font-ils subir trois modifications importantes.

1 - Ils conservent le principe de la liberté, mais opèrent un passage de la philosophie à la psychologie, qui les conduit à concevoir les comportements comme constituant une sorte de mécanique abstraite.

2 - On assiste à une distinction marquée entre deux visions différentes du monde économique, qui permettent de déceler au sein de la pensée classique, un courant pessimiste et un courant optimiste.

3 - L'objet de l'économie politique cesse d'être, à titre principal, la théorie de la production pour devenir la théorie de la répartition.

++++++
++++++ § 1 - La psychologie hédonistique

On sait que les Physiocrates et Adam Smith proposaient une conception de l'organisation naturelle. Les premiers insistaient sur l'ordre naturel, auquel il convenait de se conformer, tandis que Smith raisonnait sur la liberté naturelle, dont le jeu spontané réalisait le meilleur ordre possible.

Les classiques vont reprendre les notions de liberté et d'individualisme, mais en leur faisant subir certaines transformations.

A - Le passage de la philosophie à la psychologie individualiste.

Dans cette conception, la philosophie disparaît derrière la psychologie. Mais la psychologie adoptée est assez particulière. A base d'instincts spontanés chez Adam Smith, elle devient chez les classiques à base de calculs rationnels en termes de plaisirs et de peines.

La morale est dans la recherche du plus grand plaisir et dans la diminution de la peine; le but de la société étant de fournir la plus grande somme de bonheur individuel.

Quant à la science sociale, son objectif sera de dégager les règles de calcul selon lesquelles ce bonheur individuel peut être déterminé.

Ainsi les économistes classiques se donnent pour mission de réaliser la transposition de l'utilitarisme psychologique en un utilitarisme économique. Ils percevront déjà un hédonisme économique sur le modèle de l'homo oeconomicus, mettant en équation la réalisation de la plus grande somme de satisfaction. Cependant, le développement ultime de cette conception ne sera atteint que bien plus tard, avec les néo-classiques.

Les conséquences de ces transformations sont importantes. Le jeu de la liberté individuelle et la recherche du meilleur calcul égoïste entre plaisirs et peines se rejoignent. Cette jonction est le résultat d'un jeu de forces composantes, constituant une sorte de mécanique.

La théorie classique se donnera ainsi pour objectif l'analyse d'un mécanisme de forces abstraites.

B - Le mécanisme classique.

1 - Le mécanisme classique repose sur un jeu de lois naturelles résultant de trois comportements :

- le respect de la liberté individuelle spontanée,

- la poursuite de l'intérêt, tel que le détermine l'individu,

- le calcul auquel se livrent les individus pour réaliser cet intérêt sur la base d'une comparaison de plaisirs et de peines.

2 - Ce mécanisme joue à l'intérieur d'un cadre institutionnel caractérisé par trois éléments :

- la propriété privée règle les rapports entre hommes et biens économiques,

- l'Etat s'abstient de toute action dans l'activité économique; il ne doit fournir qu'un cadre légal, permettant la libre activité individuelle,

- les échanges internationaux doivent subir le moins d'entraves possible; le cadre normal de l'économie est international. Le cosmopolitisme des classiques les pousse à concevoir une division du travail entre nations.

3 - Le sujet de l'activité économique est essentiellement l'individu. Mais il s'agit d'un individu abstrait, ramené à des mobiles purement économiques, en fait même au seul mobile de l'intérêt égoïste. Il constitue un centre de décisions purement économiques.

Cette psychologie n'est ni dépouillée, ni schématisée; elle est mutilée; l'individu considéré n'est plus qu'une caricature humaine. Aussi les classiques passent-ils - en fait - de l'individu à des entités abstraites :

- le travail, dont ils oublient qu'il est inséparable de la personne qui l'accomplit.

- le capital, envisagé indépendamment de l'effort de travail ou d'épargne accompli par les hommes.

- la population, où l'on ne voit pas une communauté d'hommes, mais le simple effet d'un instinct qui n'est même pas le désir de transmettre la vie, mais le simple instinct sexuel.

L'économie politique classique est ainsi prête à verser dans la spéculation abstraite et à perdre son caractère de science humaine et politique. Ce mouvement sera accentué après les classiques par certains néo-classiques, mais entraînera finalement une réaction.

++++++
++++++ § 2 - Les interprétations pessimiste et optimiste

Les classiques acceptent toutes les lignes fondamentales décrites ci-dessus.

Mais ces mécanismes abstraits et cette conception de l'individu économique conduisent à deux interprétations différentes :

- Une interprétation pessimiste, émanant des libéraux anglais,

- une interprétation optimiste fournie par les libéraux français.

A - Le courant pessimiste.

Le courant pessimiste est représenté surtout par Malthus, Ricardo et leurs disciples.

Pourquoi pessimiste ? Parce que, disent Gide et Rist : "tout en continuant à affirmer comme Smith et les Physiocrates, l'identité des intérêts individuels avec l'intérêt général, ces nouveaux maîtres ont fourni cent bonnes raisons de n'y plus croire". (p. 137).

Ces auteurs eux-mêmes ne se reconnaissaient pas pessimistes; ils pensaient décrire le monde réel avec le maximum d'objectivité. Mais cette épithète est venue après eux, en raison du caractère désespérant de leurs conclusions.

Quelles sont donc les raisons du qualificatif pessimiste qui leur est attribué ? On peut en dénombrer quatre :

1 - Existence de lois naturelles implacables.

Parmi les lois naturelles, certaines ont des conséquences désespérantes; elles semblent en effet condamner l'humanité au désespoir parce qu'elles repoussent pour certaines catégories d'hommes tout espoir sérieux d'amélioration de leur sort. On peut citer notamment :

a) La loi de la population, qui explique que la population s'accroît plus vite que les subsistances,

b) la loi des rendements non proportionnels qui décourage toute tentative d'amélioration du bien-être parce que l'effort entrepris devient de moins en moins productif et assigne une limite à la production agricole.

c) la loi de la rente, qui assure aux propriétaires fonciers un revenu sans travail qui va croissant à mesure que la population augmente et nécessite la mise en culture de terres nouvelles.

d) la loi de la baisse tendancielle des profits qui gêne la formation du capital et conduit à l'état stationnaire, d'où toute perspective de changement est exclue.

2 - Caractère inéluctable de ces lois.

Ces lois désespérantes sont inéluctables au même titre que toute loi naturelle. Il est donc parfaitement inutile de chercher à les changer par quelque moyen que ce soit.

L'action des individus est impuissante; ils ne peuvent qu'aggraver leurs effets en cherchant à les corriger. Aussi convient-il de reconnaître que le mieux est de s'y soumettre en les acceptant pour si dures qu'elles soient.

L'action de l'Etat est aussi néfaste. Les classiques sont donc antiréformistes et anti-interventionnistes. Toute action de l'Etat est nocive et en outre crée un mal plus grand que celui qu'elle cherche à corriger.

3 - Existence d'antagonismes fondamentaux.

La poursuite de l'intérêt individuel réalise toujours l'intérêt général; il laisse cependant apparaître des antagonismes inconciliables, mais également inéluctables.

Ainsi, il existe des antagonismes majeurs :

- antagonismes propriétaires fonciers et capitalistes dus à l'élévation de la rente et qui se traduit par baisse du profit.

- antagonismes capitalistes-travailleurs. Le maintien du salaire au niveau des subsistances ne peut, en raison de l'élévation du coût des produits de la terre dûe à l'augmentation de la population, qu'entraîner la baisse des profits.

4 - Opposition des groupes sociaux.

Les antagonismes économiques sont à la base d'oppositions irréductibles entre groupes sociaux. C'est ainsi que la théorie de la rente fait des propriétaires fonciers les bénéficiaires de l'amenuisement des subsistances, sans que pour autant ils aient à produire un effort quelconque. Ils gagnent de plus en plus sans rien produire. Aussi les propriétaires fonciers s'opposent à tous les autres groupes.

Le principe de population explique que les pauvres en se reproduisant sont les propres auteurs de leur malheur parce qu'ils ne savent pas discipliner leurs instincts; leur révolte est aussi inévitable que stérile. Le seul moyen est de prêcher la morale à ces malheureux; mais on ne saurait en attendre grand changement.

Cette position pessimiste n'a qu'une issue possible : la critique. Elle se manifestera dans deux directions :

- ces lois sont sinon inexactes, tout au moins exagérées et il convient de les corriger.

- ces lois sont exactes, mais ne sont pas des lois naturelles; elles sont des lois du régime. Il convient donc de changer le régime pour lui en substituer un autre.

B - Le courant optimiste : Bastiat et le libéralisme français.

Le courant optimiste est constitué à titre principal par l'apport d'économistes français, dont le plus brillant fut celui de Frédéric Bastiat, le plus compassé celui de Charles

Dunoyer. On peut rattacher à ces deux noms celui de l'Américain Charles Carey, qui s'attaqua surtout au problème de la rente.

Le courant optimiste peut être caractérisé par trois traits essentiels.

1 - Il est opposé à la fois au courant pessimiste anglais et au socialisme idéaliste français. Il s'est développé, en effet, assez tard. Si Dunoyer (né en 1786) a eu l'occasion de collaborer au journal "Le Censeur" avec Saint-Simon, s'il a subi l'influence directe de J.B. Say, l'édition définitive de son livre "De la liberté du Travail" est de 1845. Quant à Bastiat, ce Bayonnais né en 1801, mort en 1850, qui passa son existence de juge de paix à Mugron (Landes), il ne vint à l'économie politique qu'à la fin de sa vie : il écrivit - et combattit - pour le libre-échange de 1843 à 1849. C'est donc vers la fin de la grande période classique que l'optimisme français se manifesta avec le plus d'éclat. Entre temps, les socialistes idéalistes avaient attaqué vigoureusement le système libéral et c'est contre eux qu'ils veulent le défendre. (Sur Frédéric Bastiat, voir l'ouvrage que lui a consacré Louis Baudin. Cf. bibliographie).

2 - Il critique la pensée classique anglaise, car il voit dans son pessimisme la cause du socialisme. Le meilleur moyen de sauver le libéralisme est de montrer l'erreur du pessimisme classique et de souligner au contraire les bienfaits du système libéral et sa supériorité pour atteindre l'harmonie sociale

3 - Il revient, dans une certaine mesure, au naturalisme des Physiocrates et d'Adam Smith et continue après J.B. Say à montrer que les intérêts individuels ne sont pas antagonistes, que l'ordre naissant de la libre initiative est le meilleur, que les groupes sociaux sont solidaires. Les optimistes demeurent individualistes et libéraux, parce que l'intérêt individuel et la liberté leur paraissent le plus sûr garant des "Harmonies Economiques" (c'est le titre que Bastiat donne à son principal ouvrage.

Leur pensée est donc finaliste et normative, en ce qu'ils veulent démontrer que la science authentique conduit à souligner le caractère supérieur du libéralisme et ses

bienfaits. Ils se refuseraient à être traités d'optimistes; ce qualificatif qui leur fut donné pour les opposer aux Anglais. Mais comme ces derniers, ils se prétendent réalistes et scientifiques, c'est-à-dire objectifs.

++++++
++++++ § 3 - L'objet de l'économie politique

Pessimistes et optimistes sont en désaccord sur la vision du monde économique.

Les pessimistes sont apparemment dédaigneux de tout jugement normatif; ils enregistrent avec une tranquille assurance le fonctionnement des lois naturelles, et constatent froidement le caractère inhumain et anti-social de leurs conclusions.

Les optimistes sont normatifs et finalistes; ils veulent montrer l'excellence de la liberté, mais finalement retombent dans la même indifférence pratique.

Pourquoi ces traits communs en dépit des apparences ?

Parce qu'ils ont dans le fond, 1°) la même conception de l'homme, qui est pour eux tous un complexe d'intérêts, 2°) la même notion de l'activité économique : une poursuite de l'intérêt individuel réglée selon un jeu spontané de mécanismes automatiques.

L'ensemble est régi par des lois inéluctables qui peuvent être objet de connaissance; l'économie politique a pour objet la connaissance de ces lois.

A - Le domaine d'application des lois économiques.

Quel est le domaine d'application des lois économiques ?

Pour Adam Smith, c'est la production : il s'agit de rechercher les causes de la richesse.

Pour les classiques, il existe bien un mécanisme de la production des richesses; mais une fois décrit ce mécanisme, apparaît un problème plus ardu : celui des quantités à produire.

Or, il n'existe pas de lois fixant la quantité des richesses produites. Une science ne saurait s'accommoder d'une trop grande imprécision; aussi, faute de pouvoir être honnêtement quantitative, l'économie politique doit considérer que l'étude des lois de la production est sans intérêt.

Au contraire, on peut assigner des lois à la distribution des richesses. Adam Smith l'a inconsciemment souligné avec la théorie de la valeur et des prix, qui lui permit d'obtenir des résultats intéressants en matière de distribution, alors qu'il n'aboutit pas, avec la théorie du capital, à déterminer comment se règle la production.

Aussi les classiques situeront-ils leur recherche dans le domaine des lois de la distribution qui exprimeront les proportions selon lesquelles le prix de marché se partage entre rentes, profits et salaires et comment ces proportions varient sous l'effet du progrès économique.

C'est ce qu'exprime Ricardo dans une lettre à Malthus, du 9 octobre 1820 : "L'économie est selon vous une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie une enquête au sujet de la distribution du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. On ne peut rapporter à aucune loi la quantité des richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur distribution. De jour en jour, je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science". (Cité par J.M. Keynes in Théorie Générale").

L'objet de la recherche économique se trouve ainsi déplacé par rapport à la manière dont Adam Smith l'avait situé. Celui-ci posait la question : Quelles sont les causes de la richesse de la Nation ? Ricardo va demander à l'analyse économique de répondre à une autre question : "Quelles sont les règles de la répartition de la richesse ? D'ailleurs, peu à peu la question elle-même changera une partie de son sens; avec Stuart Mill, elle deviendra : Quel est le meilleur mode de répartition de la richesse ?

Mais en posant ainsi les questions sur le plan de la distribution, Ricardo et ses successeurs ont involontairement abandonné tout un domaine d'étude qui pendant un siècle fera fâcheusement défaut à la science économique.

En effet, se demander comment se distribue "le produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation", c'est s'interroger sur un mécanisme de distribution relatif à un montant donné de produit et à une structure sociale fondée sur la distinction économique des facteurs de la production.

B - Les conséquences de la problématique de la répartition.

Sans doute n'est-il pas interdit de se demander comment le montant de ce produit peut varier et comment varient en conséquence les quantités de facteurs productifs concourant à la formation de ce produit. Mais c'est là une question qui relève de la théorie de la production, et donc une question que Ricardo et ses successeurs vont délaisser. S'attachant au mécanisme de la répartition, ils considèreront en fait un montant fixe de produit à répartir entre des classes de producteurs. Ils omettront donc de considérer deux types de changements:

- les changements survenant dans le montant du produit,

- les changements intervenant dans la quantité de facteurs effectivement employés à sa formation.

En d'autres termes, faisant de la répartition du produit l'objet de l'économie politique, les classiques ne s'interrogent plus sur les causes de variation du volume de la production et, par voie de conséquence, sur les variations de la quantité de facteurs employés pour obtenir ladite production.

La chose est d'autant plus remarquable que, recueillant de Smith l'idée des trois états par lesquels passe l'activité économique, ils chercheront à perfectionner son explication et utiliseront des éléments changeants : population, rendement non proportionnels, accumulation du capital. Mais, envisageant toujours les questions selon l'optique de la répartition, ils ne seront pas amenés à rechercher comment ces changements se répercutent sur le volume de la production et sur le volume des facteurs employés pour l'obtenir. Ils supposent qu'à l'intérieur d'une classe de facteurs productifs, tous les facteurs disponibles sont automatiquement employés.

La question essentielle, sinon unique est donc : comment se répartit le produit entre les classes qui concourent à sa formation ? Puisqu'il s'agit de procéder à une recherche de nature scientifique, les classiques se demanderont avec plus de précision : quelles sont les lois en vertu desquelles le produit est distribué ?

De plus, comme - en vertu d'une abstraction systématique déjà signalée - on raisonne sur des entités : travail, capital, terre, la question devient en fait : comment se répartit le produit entre les facteurs abstraits, travail, capital, terre ? On suppose implicitement résolue par l'affirmative la question de savoir si la totalité des travailleurs, des capitaux et de la terre disponibles, sont effectivement mis en oeuvre pour obtenir le plus grand volume de production possible.

Cette étude de la répartition est alors poursuivie en deux étapes, qui constituent le développement des fondements donnés par Smith et le perfectionnement des explications souvent confuses et imparfaites qu'il avait proposées.

Les lois de la répartition sont étudiées en partant de la théorie de la valeur et du prix; cette étude constitue une analyse statique de la répartition.

Elles sont ensuite appliquées dans une situation changeante, en fonction des trois éléments déjà cités : population, rendement, accumulation du capital, fournissant ainsi une analyse dynamique du progrès économique (1).

---

(1) On utilisera pour la présente étude la bibliographie suivante :

a) Les auteurs étudiés seront cités d'après la "Collection des Principaux Economistes". Guillaumin, Edit. Paris. Gonner pour Ricardo. P. Gemxhling pour l'ensemble.

b) Pour les commentaires, on utilise les ouvrages déjà cités de : Cannan, H. Denis, B. Nogaro, et les ouvrages traditionnels d'Histoire des doctrines, Gonnard, Gide et Rist, ainsi que ceux de E. James, D. Villey.

c) Ouvrages particuliers de la collection "Les Grands Economistes" dans Dalloz pour : J.B. Say par P.L. Reynaud. Stuart Mill par F. Trevoux.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ L'ANALYSE STATIQUE DES LOIS ECONOMIQUES
++++++

La théorie de la répartition présentée par Ricardo, reprise par ses successeurs, amendée par Stuart Mill, part de la position d'Adam Smith : c'est une théorie de la répartition du produit global entre les trois facteurs de la production, travail, terre, capital, établie à travers la théorie de la valeur et du prix.

C'est donc dans la valeur que se trouve le point de départ, d'où tout découle par voie de déduction logique, en tenant compte d'éléments institutionnels.

On étudiera donc :

- la théorie statique de la valeur et du prix,
- la théorie de la répartition.

++++++ Section I
++++++
++++++ La théorie statique de la valeur et du prix
++++++

Ricardo consacre le premier chapitre des Principes à l'étude de la valeur. Puis, dans les chapitres V et XXX, il passe de la valeur au prix. Mais c'est surtout Stuart Mill qui présentera la théorie du prix, reprenant des idées émises

par ses devanciers, mais en ajoutant une démonstration très claire du rôle de l'offre et de la demande dans la formation du prix de marché.

++++++
++++++ § 1 - La théorie de la valeur

Une explication de la valeur suppose que l'on rende compte de son fondement et, - tout au moins pour une économie d'échange, de sa mesure.

A - Le fondement de la valeur.

C'est en reprenant les idées d'Adam Smith et de J.B. Say, que Ricardo élabore sa théorie de la valeur. Elle se ramène aux points suivants.

Il est nécessaire de distinguer la valeur d'usage et la valeur d'échange car elles ne coïncident pas.

La valeur d'usage résulte de l'utilité. Mais on ne saurait en tirer la valeur d'échange, car l'utilité ne peut servir à mesurer la valeur, et l'échange ne peut se passer de mesure. L'utilité est donc un fondement de la valeur d'usage, mais elle doit être assortie d'un autre élément pour déterminer la valeur d'échange.

La valeur d'échange ne saurait exister sans valeur d'usage; elle a donc le même fondement : l'utilité. Mais dans l'opinion de l'échange, deux catégories de biens doivent être distingués : ceux qui ne sont pas reproductibles et ceux qui peuvent être reproduits.

La valeur d'échange des biens non reproductibles a deux fondements : l'utilité et la rareté.

La valeur d'échange des biens reproductibles à volonté a également deux fondements : l'utilité et le travail qui sert à les produire.

Ainsi pour Ricardo, l'utilité est le fondement commun de la valeur d'usage et de la valeur d'échange de tous les biens.

Mais la valeur d'échange a, outre ce fondement commun, un fondement complémentaire : la rareté pour les biens non reproductibles, le travail pour les biens reproductibles.

Dans l'économie des sociétés évoluées, c'est la valeur échangeable des biens reproductibles qui est essentielle. Aussi convient-il de s'attacher à elle et bien que le fondement de la valeur soit multiple en fonction de la diversité de celle-ci (valeur d'usage et valeur d'échange) et de la diversité des biens (non reproductibles et reproductibles), c'est en fait sur la valeur des biens produits trouvant son fondement dans le travail incorporé, que portera toute la recherche.

B - La mesure de la valeur.

Outre son fondement, Ricardo étudie la mesure de la valeur. Celle-ci s'apprécie en travail. Il dit expressément : "La valeur d'une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire et non de la rémunération plus ou moins forte accordée à l'ouvrier". (Ch. I, sect. 1). C'est donc le travail incorporé dans un produit qui est, à la fois le fondement et la mesure normale de sa valeur d'échange. Aussi dans l'échelle comparative des valeurs, la place assignée à un produit dépend de la quantité de travail qui s'y trouve incorporée.

Sans doute, Ricardo reconnaît-il que le travail ne suffit pas à lui seul à créer le produit; il est souvent associé au capital. Mais la valeur de ce capital se mesure également d'après la quantité de travail qui s'y trouve incorporée au moment de sa production; toute la valeur peut donc être ramenée à un seul fondement et à une seule mesure : le travail. Celui-ci exprime le coût de production de la marchandise (coût en travail).

Mais tous les travaux sont-ils identiques ? Certainement non; il est diverses espèces de travail - spécialisé et non spécialisé, par exemple. On peut cependant les ramener à

l'unité; c'est le travail "ordinaire", nécessaire pour la production d'une marchandise qui doit être considéré. Si une marchandise requiert deux fois plus de travail "ordinaire" qu'une autre, sa valeur est double.

De plus, tous les travaux peuvent être ramenés à l'unité, si l'on choisit une marchandise pouvant être considérée comme le produit constant d'une quantité invariable de travail : cette marchandise, c'est la monnaie.

++++++
++++++ § 2 - La théorie du prix

Exprimée en premier lieu par Ricardo, elle est mise au point par Stuart Mill.

A - Le prix naturel et le prix de marché chez Ricardo.

Ricardo explique alors que la monnaie permet d'exprimer en termes de prix les rapports de valeurs fondés sur la quantité de travail incorporée dans les produits. Il considère que la valeur de la monnaie est invariable, sauf changements temporaires et modérés, simplification excessive, ayant pour but d'exprimer les quantités de travail incorporées.

Si la valeur de la monnaie est stable, tout changement de prix traduit un changement dans la valeur des marchandises. Mais cette valeur est cependant variable, dans des proportions limitées, d'où une nouvelle distinction.

La valeur relative des marchandises s'exprime par les quantités relatives de travail qui ont été employées pour les produire; elle exprime le prix "naturel" des marchandises.

La valeur en monnaie est une valeur temporaire, subissant les modifications de valeur de la monnaie; elle exprime le prix du marché ou prix courant.

Ainsi Ricardo suit le cheminement suivant :

- les rapports d'échange entre marchandises reproductibles dépendent de la quantité de travail incorporé en elles.

- Cette quantité de travail représente son coût ou prix naturel.

- le prix de marché ou prix courant est exprimé en monnaie et ne peut s'éloigner fortement ni durablement du prix naturel.

En fait et quoi qu'il en dise, c'est à une stabilité de la valeur de la monnaie que Ricardo s'attache fondamentalement.

Ainsi présentée, la théorie de Ricardo est insuffisante. Il affirme, mais ne démontre pas que le travail puisse être considéré comme fondement et mesure de la valeur. Son hésitation entre utilité, rareté et travail montre les flottements de sa pensée.

Marx en reprenant la théorie de Ricardo, essayera de fournir une démonstration plus rigoureuse sans y parvenir d'ailleurs. Les critiques des théoriciens de l'utilité montreront que le travail ne peut fonder la valeur.

De plus, la théorie du prix de marché est à peine esquissée; sur ce point, c'est Stuart Mill qui achèvera de donner à la conception classique son tour définitif.

B - Les lois de la formation du prix chez Stuart Mill.

A la différence de Ricardo qui aborde rapidement le phénomène de la valeur, Stuart Mill ne le traite que dans la troisième partie de son ouvrage, à propos de l'échange. C'est dire que sa préoccupation essentielle sera, non la valeur proprement dite, mais le prix. Il considère d'ailleurs que "la théorie de la valeur est aujourd'hui (en 1848) achevée". Phrase bien imprudente que démentira, vingt ans plus tard, la théorie de l'utilité marginale.

Le prix en monnaie représente donc pour lui la valeur d'échange, il se forme sur les marchés, où "acheteurs et vendeurs sont suffisamment informés pour que se vérifie le principe selon lequel, pour un même article, de même qualité, à

un moment donné, il n'y ait pas deux prix sur le même marché Proposition fondamentale, admise universellement par la suite.

Il étudie alors, avec beaucoup de détails, les lois de la formation du prix, selon les difficultés d'obtention de la marchandise. Il est ainsi amené à étudier l'offre et la demande et l'effet de leur confrontation sur le marché. Il expose le mécanisme devenu traditionnel, en commençant par les marchandises non multipliables à volonté.

"L'idée d'un rapport mathématique entre l'offre et la demande est inadéquate .... l'analogie mathématique adéquate est celle d'une équation. La demande et l'offre, la quantité demandée et la quantité offerte doivent être égales. Si elles ne le sont pas, à un moment donné, la concurrence les égalise au moyen du prix".

En ce qui concerne les marchandises mumtipliables à volonté, une perspective dynamique ne peut être totalement exclue, puisque leur multiplication exige du temps. Comme elles ne peuvent être produites immédiatement, elles sont, en un moment donné, dans la même situation que les marchandises non multipliables à volonté; et les mêmes lois sont applicables à la formation de leur prix.

Cependant, celui-ci ne saurait tomber au-dessous d'une valeur minima qui est au moins égale au coût de production; sinon elle cesserait d'être produite. Enfin, par l'effet de la concurrence, ce minimum devient un maximum, compte tenu d'un profit "ordinaire".

Ainsi, Stuart Mill aboutit aux conclusions suivantes :

- la demande et l'offre gouvernent la valeur des choses non multipliables à volonté et leur valeur minima est déterminée par le coût de production,

- la demande et l'offre déterminent des fluctuations de valeur, pour les choses multipliables à volonté; mais cette valeur gravite autour du coût de production.

En résumé, dit Stuart Mill : "La demande et l'offre convergent toujours vers un équilibre, mais la condition d'un

équilibre stable est que les choses s'échangent les unes contre les autres, selon leur coût de production.

++++++ Section II
++++++
++++++ La théorie statique de la production
++++++

++++++ § 1 - La première ébauche de la théorie de la
++++++ production : A. Smith

Dans la Richesse des Nations, Adam Smith va esquisser une bonne partie des éléments entrant dans la constitution d'une théorie correcte de la production.

En premier lieu, il propose dès le début de son ouvrage, le thème de l'organisation technique de la production reposant sur la division du travail dont il fait la conséquence du penchant humain pour l'échange.

En second lieu, il aborde dans le Livre II l'étude de la production proprement dite. Celle-ci exige du temps et suppose donc la constitution d'un "fonds de denrées de différentes espèces" dont la constitution préalable permet à la fois de doter les producteurs des équipements nécessaires pour produire et des moyens leur permettant de subsister en attendant le résultat de leur effort. Il pose, par là, le principe de la constitution par l'épargne, d'une accumulation préalable de capital comportant à la fois les subsistances et l'équipement.

Enfin, bien que conservant une conception matérielle de la richesse, Adam Smith étend le concept de production à toute transformation de la matière destinée à la rendre apte à satisfaire les besoins. Pour lui, l'agriculture n'est pas seule productive. Le travail - ou tout au moins la plus grande partie du travail - et le capital sont facteurs de richesse.

Comment s'établit le volume de la richesse produite ? Il dépend de deux causes :

- les éléments d'organisation qui agissent sur la productivité du travail et au premier rang desquels figure la division du travail,

- les circonstances qui fixent au sein de la population le rapport entre producteurs et non producteurs, et qui, en conséquence, fixent le volume de l'emploi. Ce sont essentiellement : la quantité de capital dont disposent les travailleurs productifs; la répartition du capital en usage entre les diverses activités : agriculture, industrie, commerce ..... entre lesquelles on relève des différences de productivité. Par là, il synthétise les vues trop exclusives des Mercantilistes sur le commerce et celles des Physiocrates sur la productivité de l'agriculture.

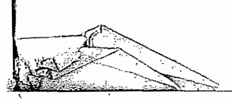
Il présente ainsi une conception d'ensemble où chacune des grandes activités tient - avec la productivité qui lui est propre - un rôle dans la production d'ensemble.

Enfin, il montre que le produit ainsi obtenu est l'origine d'une offre confrontée à la demande qui se manifeste sur le marché. Le prix qui en découle se fixe au niveau où offre et demande s'ajustent; le volume de production se trouve ainsi déterminé par le prix de marché, qui oscille autour du prix naturel fixé par le coût de production.

Adam Smith a ainsi ébauché l'essentiel de la théorie statique de la production; reprise et perfectionnée par ses successeurs, elle recevra une formulation plus précise et plus cohérente où les éléments dynamiques seront progressivement introduits.

++++++ § 2 - La formulation de la théorie
++++++ classique : J.B. Say

J.B. Say développe considérablement l'étude de la production en donnant à celle-ci son sens général : produire n'est pas créer ou transformer de la matière, c'est créer des biens appropriables qui ont une valeur parce qu'ils sont aptes à satisfaire des besoins.



Il établit une correspondance logique entre l'activité de production que requiert un travail de soi productif, et la conséquence de la production, qui est de faire apparaître des utilités.

Mais il ne borne pas là son apport à la théorie de la production. Reprenant pour en faire la synthèse les thèmes de ses prédécesseurs, il expose que la production requiert la mise en oeuvre rationnelle des différents facteurs productifs : le capital, la nature, le travail. Or cette mise en oeuvre incombe à l'entrepreneur chargé de combiner correctement les services des facteurs productifs.

Enfin, il aborde l'étude de l'équilibre de la production, équilibre réglé par la loi des débouchés selon laquelle chaque produit est un débouché pour un autre produit. Cette proposition explique que l'offre crée la demande et la fixe à son propre niveau et qu'en conséquence, il ne saurait y avoir, au moins durablement, excès d'offre par rapport à la demande, ni insuffisance de la production eu égard aux facteurs disponibles car le salaire égalise l'offre et la demande de travail.

Ainsi, chez J.B. Say, on trouve une présentation - plus ou moins correcte selon les questions abordées - de quatre thèmes fondamentaux de la théorie de la production :

- produire, c'est créer de l'utilité;

- la production suppose la combinaison du caractère productif des trois facteurs : capital, nature, travail;

- l'entrepreneur assure cette combinaison, met en oeuvre la production et l'offre sur le marché;

- l'équilibre de la production est réglé par la loi des débouchés qui fixe l'offre au niveau permis par le plein emploi.

Sur les bases ainsi établies, la théorie de la production sera perfectionnée par les successeurs qui orienteront leurs travaux dans le sens d'un perfectionnement des concepts et instruments d'analyse ou s'engageront dans des voies adjacentes, s'efforçant notamment de dynamiser le système.

C'est ainsi que Ricardo et ses successeurs paraîtront admettre ce "fonds commun" d'idées relatives à la production, pour s'engager dans l'exploration des problèmes de la répartition du produit entre les facteurs ayant concouru à son obtention. Stuart Mill reprendra, dans sa synthèse de la pensée classique, de nombreux thèmes déjà avancés afin de leur donner une meilleure formulation abordant les aspects dynamiques de longue période. Ainsi en sera-t-il pour le capital et la rémunération des différents agents : salaire, rente, intérêt, profit.

Mais on peut estimer que si la théorie de la production n'a pas encore atteint tous ses objectifs, ses principaux thèmes sont désormais inventoriés.

++++++
++++++ § 3 - L'analyse classique dans l'impasse

Cependant, ils ne bénéficieront pas, de la part des classiques eux-mêmes, de tous les développements que l'on aurait pu attendre.

En effet, pour Adam Smith comme pour J.B. Say, le domaine d'application des lois économiques se situe dans la recherche de la nature et des causes de la richesse; il s'agit de connaître et d'interpréter le mécanisme de la production de ces richesses. Or, il semble bien que les successeurs aient eu conscience de ce que l'étude poursuivie dans ce sens se heurtait rapidement à un obstacle difficilement surmontable, tout au moins à leur époque. L'analyse classique allait tomber dans une impasse.

Cet obstacle résidait en ceci : comment, après avoir expliqué le mécanisme de la production qui égalise l'offre et la demande, rendre compte du niveau auquel se situe cette égalisation ? Comment découvrir les modalités de fixation des quantités produites et échangées ? Comment, en d'autres termes, passer d'une analyse conceptuelle à une analyse quantitative ? Il semble bien que les classiques aient eu conscience de cette difficulté et qu'ils aient admis que les quantités produites et échangées se fixaient automatiquement au niveau déter-

miné par le plein emploi des ressources et à ce niveau seulement.

Dès lors, ils se tournèrent vers l'étude de la répartition à l'aide de laquelle ils espéraient pouvoir exprimer les propositions selon lesquelles s'effectue le partage du prix en rentes, profits et salaires.

C'est Keynes qui, devant prendre le contre-pied de cette proposition, l'a soulignée en exhumant une lettre de Ricardo à Malthus, du 9 octobre 1820, dans laquelle son auteur écrit : "On ne peut rapporter à aucune loi la quantité des richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur distribution.

De jour en jour, je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science". (1)

Aussi, qu'il s'agisse de la conception statique ou de son expression dynamique, l'analyse de la production en restera à la formulation de Stuart Mill. Ce n'est pas cependant en cet état que la science économique contemporaine la trouvera.

D'une part, Karl Marx reprendra l'explication classique de la production, puisque celle-ci était à peu près la seule, ou tout au moins se présentait comme la principale explication des phénomènes économiques de l'époque industrielle naissante. Mais il tirera vers ses conséquences extrêmes l'interprétation classique du système économique, afin d'en montrer les contradictions internes. Pour cela, il intègrera dans sa problématique propre, les principaux éléments de la théorie classique de la valeur, du capital et de la production, en les pliant aux exigences de sa démonstration critique.

Par ailleurs, si aux yeux des continuateurs des classiques, les éléments constitutifs de la théorie de la production sont à peu près tous dégagés, il en reste encore quelques-uns à mettre au jour et surtout, une optique nouvelle doit permettre de renouveler l'analyse. C'est ce renouveau qui se manifestera avec les néo-classiques à partir de 1870.

---

(1) Cité par J.M. Keynes : "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie".

Section III

Le mécanisme de la répartition

La théorie de la répartition de l'école classique a été formulée par Ricardo et reprise par Stuart Mill qui n'a guère fait que prolonger sur des points de détail l'explication ricardienne.

Toutefois, Ricardo n'a pas entièrement innové; il reprend des éléments formulés par Smith et J.B. Say. En particulier, le point de départ que J.B. Say a proposé, à savoir : c'est le prix du produit qui paye les services producteurs, est repris par Ricardo.

Celui-ci fait cependant une transposition de cette idée, du plan micro au plan macroéconomique. En effet, sa théorie est une explication de la répartition du produit global entre les trois classes qui ont concouru à sa production : classe des propriétaires fonciers, des salariés, des capitalistes-entrepreneurs. Mais, en raison de sa tendance à l'abstraction, il étudie la répartition du produit global entre les trois facteurs : terre, travail, capital. Jusque-là on demeure au plan global.

Ensuite, par une sorte de confusion des plans, Ricardo passe inconsciemment à un raisonnement microéconomique. Les facteurs sont rémunérés par l'entrepreneur (selon la démonstration faite par J.B. Say) qui, en payant les coûts, verse les revenus. Ricardo montre alors que le prix d'un produit se décompose en éléments qui constituent la rémunération des facteurs : rente, salaire, profit. La répartition dérive ainsi de la théorie microéconomique de la valeur et du prix.

Mais la confusion entre l'emploi simultané de la micro et de la macroanalyse s'accroît encore, lorsque, étudiant la manière dont s'établit chaque revenu de facteurs, il revient à considérer des éléments macroéconomiques.

Ces passages successifs d'un type d'analyse à un autre n'est pas une des moindres causes de l'insuffisance de la

théorie de la répartition, et il est nécessaire d'en prendre conscience pour expliquer certaines étrangetés de l'explication classique.

Pour essayer de mettre un peu d'ordre logique, nous exposerons la formation de chaque revenu particulier, en faisant remarquer qu'elle est surtout une explication située au plan macroéconomique; puis nous aborderons la décomposition du prix en ses divers éléments qui règle le mécanisme de la distribution.

++++++

++++++ § 1 - La théorie de la rente

La théorie classique de la rente a des antécédents assez lointains qui expliquent son élaboration progressive.

A - Les premiers éléments de la théorie.

Pour les Physiocrates, elle est, on le sait, la rémunération versée aux propriétaires fonciers en raison du produit net que fournit la terre; elle est donc le fruit d'un don gratuit de la nature. Pour Adam Smith, qui rejette la notion de la productivité exclusive de la terre, la rente est due à la collaboration gratuite que la nature apporte au travail de l'homme.

C'est avec Malthus que l'on voit se former les premiers éléments de la théorie classique de la rente. Cet auteur indique trois éléments explicatifs :

- le fait que la terre peut nourrir plus de personnes qu'il n'en faut pour la cultiver; cette explication de nature physique est une reprise partielle de la conception du produit net.

2 - Le fait que la population tend à s'adapter au volume des subsistances produites et entretient de ce fait une demande toujours renouvelée qui maintient et même augmente le revenu et la valeur de la terre.

3 - le fait que l'inégale fertilité des terres procure aux capitaux qui sont consacrés à leur exploitation des pro-

fits inégaux, avantageant les propriétaires des terres les plus fertiles.

Ce sont les deux derniers arguments, et surtout le troisième, qui vont être repris par Ricardo, lequel formulera la théorie de la rente par excellence.

B - La théorie de Ricardo.

L'idée d'un don gratuit de la nature ne saurait retenir l'attention d'un homme aussi pratique que Ricardo. Par contre, il est frappé de la hausse considérable du prix du blé en Angleterre; il a presque triplé entre 1790 et 1813. Il enregistre aussi l'augmentation de la rente qui se manifeste en même temps que la hausse des prix. Au lieu d'attribuer ce phénomène aux troubles monétaires provoqués par les guerres de la Révolution et de l'Empire et au blocus continental qui a raréfié l'offre de produits, Ricardo prenant le contre-pied de la théorie physiocratique, va l'attribuer à l'avarice de la nature.

1 - Le principe de la rente.

Généralisant le résultat de ses spéculations abstraites, il formule ce principe fondamental qui est la clef de son explication : "La rente est une création de valeur, non une création de richesse", opposant par là, la richesse fruit de l'abondance, et la valeur résultat de la rareté. La rente n'est donc pas comme pour Malthus, un phénomène de production, mais un phénomène de distribution : elle ne correspond pas à une création de richesses, mais à un transfert de valeur.

Quelle est donc la démonstration de Ricardo ? On peut la ramener aux points suivants :

2 - Le processus de formation de la rente.

Les terres ne sont pas toutes d'une égale fertilité, aussi commence-t-on, dans un pays déterminé, par mettre en culture les terres les plus fertiles. Mais à mesure que le volume de la population se développe, il faut mettre en exploitation des terres de plus en plus nombreuses; cette extension de la culture se fait en descendant progressivement l'échelle de fertilité des terres. Or, en exploitant les terres de moins en moins fertiles, on est dans l'obligation de mettre en

oeuvre des quantités de plus en plus grandes de capital et de travail. De telle sorte que, moins la fertilité d'une terre est grande, plus le coût de production des produits du sol est élevé.

Or, sur le marché, s'établit un prix unique pour les produits; ce prix se fixe au niveau du coût de production le plus élevé. Celui-ci est déterminé par la terre la moins fertile, qui exige la plus grande quantité de capital et de travail pour son exploitation; c'est elle qui fixe le prix.

Il en résulte que les produits fournis par les terres les plus fertiles sont vendus avec une marge bénéficiaire égale à la différence entre le prix de vente sur le marché (lui-même égal au coût de production de la terre la moins fertile) et leur propre coût de production. Cette marge bénéficiaire constitue la rente.

A mesure que la population s'accroît, la mise en culture de terres de moins en moins fertiles devient nécessaire; le prix de vente des produits s'élève en conséquence, augmentant le montant de la rente des terres plus fertiles.

3 - Les rendements non proportionnels.

Sans doute serait-il possible de rechercher une augmentation de la production par une culture intensive plutôt qu'extensive, c'est-à-dire en consacrant plus de capitaux et de travail aux terres déjà cultivées, afin de leur faire rendre davantage. Ricardo répond qu'on ne saurait attendre un grand avantage de cette méthode, car l'expérience montre que le rendement des capitaux est décroissant. Il reprend ici la thèse que Turgot avait déjà démontrée sur les rendements non proportionnels.

Turgot avait déjà indiqué (1) que les productions ne sont pas exactement proportionnelles aux avances. Une augmentation de celles-ci donne d'abord une phase de rendements plus que proportionnels, fournissant bientôt un rendement maximum. "Passé ce point, dit Turgot, si on augmente encore les avances, les produits augmenteront encore, mais moins, et toujours de moins en moins, jusqu'à ce que, la fécondité de la

---

(1) Turgot : Observations sur le mémoire de Saint-Péravy.

terre étant épuisée et l'art n'y pouvant plus rien ajouter, un surcroît d'avance n'ajouterait rien au produit".

Aussi Ricardo estime-t-il que le rendement est moins que proportionnel à l'effort qui serait fourni pour réaliser une culture intensive; tendant même à décroître assez rapidement, il provoque une élévation du coût de production des quantités supplémentaires de produit. Ce sera le coût de la dernière quantité supplémentaire qui fixera le prix de vente et fera apparaître, à l'avantage du propriétaire, une marge bénéficiaire par rapport au coût des quantités initiales. La rente réapparaît donc.

4 - <u>Les caractères de la rente</u>.

La théorie de Ricardo comporte un certain nombre de conséquences importantes :

- la rente est toujours l'effet de l'emploi d'une plus grande quantité de travail direct ou indirect (travail incorporé dans le capital utilisé), donnant un produit moindre. Il en résulte que les produits d'une terre moins fertile ont une plus grande valeur d'échange puisque exigeant une plus grande quantité de travail. Ce sont eux qui déterminent le prix. Cette conclusion est parfaitement logique et conforme à la théorie de la valeur et englobe à la fois les conséquences de l'inégale fertilité des terres et des rendements décroissants.

- la rente n'est pas un élément du prix; elle n'est pour rien dans sa formation.

- la rente n'est pas la cause de la hausse des prix, elle en est au contraire la conséquence. Ainsi, le blé ne renchérit pas parce qu'on paye une rente; mais c'est au contraire parce que le blé est cher que les propriétaires perçoivent une rente. Si même ces derniers renonçaient à cette perception, le prix du blé ne baisserait pas.

La rente est donc bien un phénomène de transfert de valeur et non une création de richesse; elle est le résultat d'une différence.

- cependant la hausse de la valeur réelle de la rente est un signe de l'accroissement de la richesse ou de la rup-

ture entre l'accroissement de la population et le volume des subsistances.

C - Insuffisance de la théorie de la rente

Le caractère très logique et déductif de la théorie ricardienne de la rente laisse cependant apercevoir des faiblesses.

Elle repose sur l'idée que les produits du sol ont la même valeur d'échange, même lorsqu'ils ont été produits selon un coût inégal. Ceci n'est admissible que s'ils sont de qualité identique de telle sorte qu'il soit indifférent pour le consommateur d'acquérir l'un plutôt que l'autre. Elle rend nécessaire l'adoption de la théorie de la valeur-travail, qui détermine la valeur d'échange des produits d'après la quantité de travail, direct ou indirect, incorporée.

Enfin, pour Ricardo, il n'existe que des rentes différentielles et restreintes à l'agriculture. Stuart Mill montrera que ce phénomène est général et peut s'appliquer à l'industrie et à tout phénomène de rareté, ce que ne saurait admettre Ricardo sans renier sa théorie de la valeur-travail.

++++++
++++++ § 2 - La théorie du salaire

La théorie classique du salaire a subi une assez longue évolution avant d'arriver à son terme.

A - Les prédécesseurs de Ricardo.

Déjà Turgot avait indiqué que la concurrence que les travailleurs se faisaient entre eux limitait les biens dont ils disposaient à la subsistance nécessaire.

Adam Smith, on l'a déjà vu, hésitait entre plusieurs explications, mais finissait par indiquer que, réglé selon l'état de la société par la demande des employeurs en fonction de leur besoin de main-d'oeuvre, le salaire ne pouvait s'écarter durablement du minimum nécessaire à l'existence.

Malthus est plus net que Smith en indiquant que c'est l'offre de travail qui, dépendant du rythme d'accroissement de la population, fixe en fait le niveau du salaire, car les ouvriers ne pourront augmenter en nombre, au-delà du point où leur salaire tomberait au-dessous du niveau nécessaire à l'entretien de la vie.

Le major Torrens estime que le prix naturel du travail est fixé au niveau suffisant pour entretenir la subsistance de l'ouvrier et de sa famille. Le prix du marché peut s'écarter de ce prix naturel en fonction du volume de la population, mais des forces correctrices ramènent ces deux prix au même niveau. Si le prix du marché s'élève, une amélioration des conditions de vie provoque un accroissement de la population qui entraîne une augmentation de l'offre de travail et donc une baisse du salaire; et inversement.

C'est donc la théorie du minimum de subsistance combinée avec la loi de l'offre et de la demande qui est l'élément dominant de ces explications. Des considérations dynamiques sont d'ailleurs mises en oeuvre pour expliquer le salaire.

B - La théorie de Ricardo.

Ricardo présente une théorie beaucoup plus élaborée, mais située dans la même ligne de pensée. Il distingue prix naturel et prix courant.

Le prix naturel du travail - écrit-il dans les Principes - est celui qui fournit aux ouvriers les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. Il dépend donc du prix des subsistances et des choses nécessaires ou utiles à l'entretien de leur vie; une hausse de leur prix fait hausser le prix naturel du travail.

Le prix courant du travail est celui qui est effectivement reçu par l'ouvrier d'après les rapports de l'offre et de la demande de travail; il tend toujours à se rapprocher du prix naturel.

Reprenant la thèse de Torrens, il souligne l'influence d'une différence entre salaire courant et salaire naturel, sur le volume de la population et la répercussion subséquente de ce volume sur la réduction de cette différence.

Ainsi la variation du salaire peut se produire sous l'effet de deux causes : le prix des subsistances, les variations de l'offre et de la demande de travail. L'augmentation de la population augmentant l'offre tend à faire baisser le salaire; mais comme elle provoque aussi une hausse du prix des produits, ce mouvement contrarie l'effet premier. Ainsi la même cause - augmentation de la population - fait hausser la rente et les salaires; mais la rente augmente en valeur réelle alors que le salaire n'augmente qu'en valeur nominale, car l'élévation du prix des subsistances compense l'augmentation du prix du travail. Ainsi le salaire nominal hausse en fonction du prix des produits mais le salaire réel demeure sensiblement stable, au niveau du minimum de subsistance.

La loi de la population de Malthus est ici, comme pour la rente, à la base de l'explication.

C - Les développements apportés par Stuart Mill : le fonds des salaires.

Stuart Mill reprend la théorie au point où Ricardo l'a laissée et comme il le fait pour l'ensemble des explications qui ont précédé ses écrits, il apporte retouches et précisions, qui ne sont pas nécessairement des vérités définitives.

En premier lieu, il fait observer que le minimum de subsistances n'est pas une quantité physiquement déterminée; c'est "un minimum moral, sujet à variations". Il peut donc s'élever avec l'évolution des moeurs.

Mais surtout, il indique que si le salaire dépend de la demande et de l'offre de travail, il précise qu'il faut entendre par là le rapport entre la population qui gouverne la demande et le capital qui gouverne l'offre de travail.

Qu'entend-il par là ?

Reprenant les notions de Smith, il indique que le capital est "la part dépensée en achat direct de travail", en d'autres termes, c'est le capital circulant selon lequel s'effectue l'offre d'emploi .

Ce capital circulant, accru de la rémunération versée aux travailleurs improductifs, forme le fonds des salaires.

Le salaire courant dépend alors - explique Stuart Mill - "du rapport entre l'importance numérique de la population et la quantité de capital disponible pour entretenir les ouvriers, ce que l'on appellera le fonds des salaires".

Dans la conception de Stuart Mill, le fonds employé au paiement des salaires est déterminé pour un état donné de la société et le salaire ne peut varier pour d'autres causes que celle affectant le rapport : population-capital circulant. Sans doute, le fonds des salaires peut-il être accru par l'épargne; mais cet accroissement échappe à la volonté des ouvriers. Ceux-ci n'ont donc pour améliorer le salaire courant, qu'une seule voie : réduire leur nombre par le célibat et l'abstinence. Et encore, ne faut-il pas attendre grande amélioration, car le salaire courant tendra, par une série d'oscillations, à se régler au niveau du salaire naturel ou nécessaire qui est déterminé par le coût de production de la main-d'oeuvre, c'est-à-dire par le niveau minimum de subsistances.

Cette loi implacable, que le socialiste allemand Lassalle devait qualifier de loi d'airain, finit par heurter la sensibilité de Stuart Mill, dont on a indiqué l'évolution vers une sorte de socialisme libéral. Il renia sa loi en 1869, à la suite des critiques que lui adressèrent Longe et Thornton. Malgré cette défection, les successeurs des classiques n'abandonnèrent pas l'essentiel de la théorie du fonds des subsistances et surtout, les socialistes en firent une arme contre le régime capitaliste.

++++++
++++++ § 3 - La théorie du profit

C'est après avoir traité de la rente et du salaire que Ricardo traite du profit : ce n'est pas sans nécessité logique, car sa théorie du profit, très dépendante de sa conception de la répartition, apparaît comme une différence, un reste après que rente et salaire auront été prélevés. Plutôt qu'une définition, c'est une explication du niveau du profit qui sera fournie.

A - L'explication de Ricardo.

Le profit résulte d'un partage de gain réalisé par le capitaliste entre ses ouvriers et lui-même. Il en résulte, le salaire étant fixé par des lois précises, que le profit est un reliquat dont le niveau varie en fonction inverse du salaire.

Aussi les profits tendent-ils à baisser, parce que l'augmentation des subsistances exige, en raison des rendements non proportionnels, une part de travail de plus en plus grande. La part du produit global allant à la masse des salaires s'accroissant, la part constituant la masse des profits ne peut que diminuer.

Quant au taux du profit, il ne peut que diminuer avec l'accumulation du capital. En effet, pour un gain donné, obtenu avec une plus grande quantité de capital, le profit par unité de capital (taux du profit) ne peut que diminuer puisque le nombre d'unités est plus grand. Il ne faut pas oublier que cette augmentation du capital sera due - d'après la conception classique du capital - à une hausse du prix des subsistances, donc que la part allouée aux salaires augmente. On ne saurait en attendre une augmentation du produit augmentant la masse des profits, en raison de la loi des rendements non proportionnels.

Cette conception souffre de l'imprécision de la notion de capital et de production, elle ne démontre à peu près rien. Aussi a-t-elle été refondue par Stuart Mill.

B - La théorie du profit de Stuart Mill.

Le fond de la démonstration est le même mais, reprenant l'explication de Nassau Senior, Stuart Mill explique qu'ayant rémunéré l'ouvrier, le capitaliste reçoit la rémunération de son abstinence, c'est-à-dire l'intérêt du capital constitué par son épargne, considérée comme une abstinence de consommation.

On voit donc immédiatement le progrès réalisé par Stuart Mill qui distingue l'intérêt du capital et le gain qui couvre le capitaliste de son risque. La confusion faite jusque-là

par les prédécesseurs de Stuart Mill s'expliquait par le fait que, en Angleterre, l'entrepreneur était considéré comme travaillant avec son capital propre et que la totalité du gain était considérée comme la rémunération du capital. J.B. Say avait nettement distingué le rôle de l'entrepreneur, personnage organisant la production et courant le risque économique; mais son opinion n'avait pas eu d'écho en Angleterre.

Stuart Mill distingue donc intérêt du capital et profit du "capitaliste". Le profit est généralement plus élevé, il couvre le risque couru par les capitaux et rémunère l'activité déployée pour organiser la production.

Cependant, comme pour Stuart Mill, le cas normal est celui du capitaliste faisant fructifier son propre capital, il considère l'intérêt comme une part du profit, qui contient ainsi trois éléments : la récompense de l'abstinence, la couverture du risque, la rémunération de l'activité. En somme, ayant entrevu la distinction, il n'en tire pas toutes les conséquences.

Le taux du profit varie selon l'emploi du capital, notamment en cas de monopole; mais en principe, le taux du profit dans les différents emplois tend vers l'égalité, surtout pour la part qui récompense l'abstinence, c'est-à-dire l'intérêt.

Le profit est déterminé, pour le capitaliste, par l'excédent du produit obtenu sur les avances faites pour l'obtenir. Et le taux du profit est le rapport de cet excédent à la somme des avances. Celles-ci étant constituées essentiellement par le montant des salaires (matières premières et outillages étant ramenés à un coût en salaires), le montant total du profit dépend du montant du produit et de la part versée aux ouvriers. Il ne peut donc, comme dans Ricardo, que subir une tendance à la baisse.

De telle sorte que finalement, après avoir quelque peu éclairci les notions en cause, Stuart Mill revient pour l'explication des mécanismes, à la thèse ricardienne : les profits dépendent des salaires. Il commet donc la même erreur fondamentale qui consiste à dire que les salaires sont payés à l'aide d'un fonds qui est une part du capital. De plus, il n'a pas su

exploiter la conception de l'entrepreneur que Cantillon et J.B. Say avaient formulée; aussi n'a-t-il pas suffisamment montré le caractère de gain aléatoire et global, contrepartie d'un risque, que représente le profit. Cette erreur est encore aggravée par le fait que son explication porte beaucoup plus sur la masse des profits et non sur le profit d'un entrepreneur.

++++++
++++++

§ 4 - L'analyse statique du mécanisme de la répartition

Une grande partie du mécanisme de la répartition paraît dès maintenant élaborée : on sait en effet comment évoluent dans leurs grandes lignes la rente, le salaire et le profit; on sait également qu'il existe entre ces catégories un certain nombre de liaisons réciproques. Il importe maintenant de prendre une vue d'ensemble du mécanisme de la répartition et d'ordonner en un tout, aussi cohérent que possible, ces liaisons réciproques.

A - Les caractères de la théorie statique de la répartition.

On saisit ici les faiblesses de la théorie classique de la répartition; nous avons déjà vu les insuffisances propres à l'élaboration des divers concepts; on va saisir maintenant la faiblesse de l'ensemble de la construction.

Cette faiblesse vient de ce qu'elle procède d'un mélange inconscient de divers types d'analyse. Le comportement de chacun des revenus procède, ainsi qu'il a été indiqué, d'une analyse où les éléments dynamiques sont utilisés; mais pour exposer le mécanisme d'ensemble de la répartition, les classiques ont recours à la notion de valeur et de prix et présentent un ensemble reposant sur la notion d'interdépendance analysée en un moment donné. Leur explication est statique. C'est dans un deuxième stade, à propos de l'étude du progrès que Stuart Mill reviendra à une explication plus nettement dynamique.

Par ailleurs, le cadre général de leur explication relève de la macroanalyse, car ils étudient la répartition du produit

total entre classes. Mais cependant, quand ils envisagent l'explication du mécanisme d'ensemble, ils se réfèrent encore à la décomposition du prix, en coûts de facteur, ce qui les situe sur un plan microéconomique.

Nous essayerons de distinguer ces différents éléments en nous bornant pour l'instant à dégager ce qui relève de l'analyse statique; l'explication dynamique devant être examinée ultérieurement dans son ensemble.

B - Le fondement de la répartition dans la théorie du prix

C'est de la théorie de la valeur et du prix que découle tout le mécanisme de la répartition.

Le travail est le fondement et la mesure de la valeur. La valeur d'échange d'une marchandise s'exprime par la quantité de travail incorporée en elle; cette quantité de travail représentant son coût ou prix naturel. La monnaie sert à ramener à l'unité les différentes catégories de travail, exprimant ainsi la valeur relative des marchandises.

Le prix en monnaie se forme sur le marché et il ne peut s'éloigner durablement du prix naturel; il se fixe au niveau du coût de production qui représente leur valeur minima.

Mais, si les marchandises considérées ont un coût de production différent, comme il ne peut y avoir sur le marché d'une même catégorie de marchandises qu'un seul prix, celui-ci s'établit au niveau du coût de production le plus élevé. On peut ici rappeler la proposition de Stuart Mill déjà citée : "La demande et l'offre convergent toujours vers un équilibre, mais la condition d'un équilibre stable est que les choses s'échangent les unes contre les autres selon leur coût de production". Nous sommes bien en présence d'une analyse microéconomique et statique du prix.

1 - L'élément institutionnel.

Il convient de joindre pour expliquer le mécanisme de la répartition l'action de l'élément institutionnel, en particulier le droit de propriété privée et la libre poursuite de l'intérêt individuel. C'est en raison du droit d'appropriation

et de la liberté des conventions, que le propriétaire foncier va demander une rémunération pour accorder "le droit d'exploiter les facultés productives et impérissables du sol".

Dès lors, le mécanisme de la distribution est mis en mouvement.

2 - La rente, prélèvement opéré sur le prix.

La terre faisant l'objet d'une demande, vaut à son propriétaire une rente qu'il cherche à rendre aussi élevée que possible. Plus la terre est fertile, plus elle rapporte; non pas seulement parce que chaque unité de produit a coûté moins de capital et de travail, mais parce que, ayant un moindre coût, l'unité de produit se vend sur le marché au prix de l'unité qui a le coût de production le plus élevé. Le producteur qui a loué cette terre gagne ainsi la différence entre le prix du marché fixé au coût de production le plus élevé et son propre coût; il est donc disposé à satisfaire les exigences du propriétaire en versant une rente plus élevée pour disposer de la terre dont la fertilité est plus grande.

De telle sorte que si Ricardo énonce que la rente est une "portion du produit de la terre", elle est en fait une partie du prix de vente : l'excès de ce prix sur le coût. Aussi peut-elle croître à mesure que le prix s'élève, car elle est un revenu différentiel.

Ce revenu différentiel étant remis au propriétaire, que reste-t-il à partager ? Ce ne peut être que le coût de production du produit vendu, qui comprend la rémunération du travail et du capital, c'est-à-dire le salaire et le profit.

3 - L'antagonisme du salaire et du profit.

Le mécanisme de la répartition poursuit alors son fonctionnement sous l'impulsion d'un antagonisme entre travailleur et capitaliste. Pour le comprendre, il faut dissiper une confusion de l'explication ricardienne.

Ricardo raisonne sur le partage du produit global entre les classes; mais on a vu que pour expliquer la rente, il était obligé de passer de la notion de "produit de la terre"

à la notion de prix de la marchandise. Ainsi engagé, il est obligé de poursuivre. Il glisse donc du plan de la macroanalyse au plan de la microanalyse. On a souvent fait remarquer qu'il raisonnait sur un produit donné et constant; en réalité, c'est sur le prix du marché fixé au niveau du coût de production le plus élevé qu'il raisonne. Son analyse est donc à la fois - en ce point de la démonstration - microéconomique et statique. Rien ne serait changé si on raisonnait sur un produit en valeur, obtenu en multipliant la quantité vendue par le prix unitaire.

Il ne reste donc plus pour le partage entre salarié et capitaliste, que le montant du coût de production, puisque l'excédent du prix sur le coût de production a servi à payer la rente (à condition que cet excédent existe). C'est donc l'antagonisme entre salarié et capitaliste qui va présider au partage. Comme la part à partager est donnée, puisque le prix est stable, toute augmentation du salaire entraîne une diminution du profit et inversement.

Mais cet antagonisme ne peut être que de faible portée. En effet, le salaire, prix du travail, est déterminé par son coût, c'est-à-dire par le prix des subsistances. Si donc le prix des produits agricoles s'élève, rente et salaire montent de concert, et le profit ne peut que diminuer.

4 - La constance de la fraction du prix qui doit être répartie.

Cette constatation serait d'une nature différente si on admettait que le capitaliste peut accroître la valeur du produit de son activité; car le salaire une fois payé à son coût, laisserait un profit plus grand. Mais ceci serait incompatible avec la proposition fondamentale selon laquelle le prix du marché se fixe au niveau du coût de production. Dès lors, la somme à partager entre salarié et capitaliste est donnée et constante. Il ne peut sortir de la contradiction entre le caractère dynamique de la théorie de la rente et le caractère statique de la détermination de la valeur du produit, qu'en faisant du montant du profit un corollaire du montant du salaire. Il eût dû intégrer dans sa démonstration les fluctuations de la production et des prix sur le marché.

En fait, une partie dynamique complètera cette démonstration statique; elle sera le prolongement de la théorie des différents revenus, mais le mécanisme de la répartition ne sera pas modifié; il restera dépendant d'une théorie du prix fondée sur le coût de production.

C - Le réformisme de Stuart Mill

Stuart Mill acceptant l'essentiel des thèses ricardiennes, devait en accepter les conclusions, prisonnier de leur logique, une fois qu'il en avait assumé les fondements.

Mais il s'accommodait mal des conséquences pratiques de cette théorie. Ne pouvant s'attaquer à sa construction, il en vint à trouver une explication située sur un autre plan.

Il expliqua que si les lois de la production participaient du caractère des lois physiques ou naturelles, les lois de la répartition étaient des lois humaines susceptibles de modifications.

Il était donc possible de corriger les conséquences néfastes de la répartition qui avantageait le propriétaire foncier, celui qui, précisément, percevait un revenu sans cesse croissant, alors qu'il ne travaillait pas.

Stuart Mill indiquait par là le chemin des réformes sociales : contrairement à l'ensemble de l'école classique, son revirement vers le "socialisme libéral" indiquait les possibilités ouvertes au réformisme du législateur. D'ailleurs, il préconisait lui-même le remplacement du salariat par l'association coopérative, la limitation de l'héritage dans le but d'atténuer l'inégalité sociale, la confiscation de la rente par l'impôt foncier.

++++++ Chapitre III
++++++
++++++
++++++ L'ANALYSE DYNAMIQUE DU PROGRES ECONOMIQUE
++++++

Les analyses précédemment rapportées indiquent la manière dont les classiques prennent une vue d'ensemble des liaisons et relations existant entre valeur, prix et revenus en un moment donné. On comprend mieux maintenant leur maladroite combinaison d'éléments dynamiques et statiques. Ils ne peuvent expliquer la formation des revenus en dehors d'une perspective dynamique; mais ils envisagent la répartition en un moment du mouvement, par la décomposition du prix considéré comme une donnée de l'instant. Leur analyse est statique en ce sens qu'elle est une immobilisation temporaire d'un mouvement présupposé, excluant dans le moment présent, tout effet de changement. Elle est une coupe effectuée dans le temps, la quantité du produit et le prix ne variant pas.

D'ailleurs, Stuart Mill en est pleinement conscient lorsqu'il dit qu'il a exposé jusque-là la "statique du sujet" (1) établie sur l'interdépendance des éléments en cause.

Mais il veut aller plus loin.

Il se propose en effet d'étudier ce qu'il advient de cette répartition lorsque l'analyse prend en considération les changements impliqués par une société évoluant "dans le sens du progrès" (2). Il demeure fidèle à la problématique des

---

(1) B. Nogaro : Le développement de la pensée économique, p. 197.
(2) Sur cette question voir l'important ouvrage posthume de Robert Goetz-Girey : Croissance et progrès à l'origine des sociétés industrielles". Ed. Montchrestien, Paris, 1966.

classiques en ce sens que c'est toujours la question de la répartition qu'il veut approfondir. En effet, ce qui l'intéresse n'est pas tellement le progrès en soi, en tant qu'il est promu par un effort productif; ce qui retient son attention, c'est la détermination des lois selon lesquelles le progrès agit sur les relations existant entre les valeurs, les prix et les revenus. Il recherche toujours, mais cette fois dans une perspective changeante, comment le produit se répartit entre rentes, salaires et profits. Désormais, il ne peut plus prendre le "produit" à partager comme une donnée fixe; il doit étudier ses changements, de telle sorte qu'il est obligé d'aborder la théorie de la production.

Il aboutit ainsi à ce que J.W. Baumol a appelé la "dynamique grandiose"; à travers l'analyse dynamique de la répartition et de l'équilibre de la production, il montre comment l'évolution des sociétés conduit celles-ci vers l'état stationnaire. Il présente ainsi une dynamique de longue période, inconsciente peut-être dans son esprit, mais très significative. Négligée par les successeurs des classiques, elle est reprise par la science contemporaine sous la forme de la théorie de la croissance et du développement.

Cette dynamique repose sur trois éléments :

- l'accroissement de la population, dérivé du principe de la population de Malthus, situé à l'arrière-plan des explications précédentes mais qui va trouver ici son plein sens.

- l'accumulation du capital qui, avec la loi des débouchés de J.B. Say, expliquera le progrès équilibré de la production.

- la loi des rendements non proportionnels assortie de la considération du progrès technique.

++++++ Section I
++++++
++++++ La loi de la population et l'évolution vers
++++++ l'état stationnaire

Les lois de la dynamique chez les classiques ont été jusqu'ici abordées par allusions; il importe maintenant de les reprendre dans leur ensemble. On montrera donc comment la loi de la population formulée par Malthus, la loi des rendements et la loi d'accumulation du capital, combinent leurs effets et s'associent en un processus dynamique de longue période.

++++++
++++++ § 1 - Le principe de population

On a déjà indiqué que Malthus avait expliqué dans son "Essai sur le principe de population" publié en 1798, comment le progrès des sociétés était menacé en permanence par l'instinct naturel de reproduction qui pousse le genre humain à se reproduire à un rythme dépassant celui de l'accroissement des subsistances.

Cette thèse venait contredire les propos généralement optimistes avancés par divers auteurs tels : Mirabeau, dans "L'Ami des Hommes" (1755); Godwin, dans "Political Justice" (1793); Condorcet, dans "Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain" (1794). Ces différents auteurs prévoient une augmentation du nombre des individus, mais ont confiance dans l'apport de la nature, les progrès de la science et la sagesse humaine pour que le volume de la population et la quantité de subsistances nécessaires pour entretenir la vie soient proportionnés harmonieusement.

Le pessimisme de Malthus vient contredire cet optimisme et sa thèse assortie d'observations d'ordre historique et sociologique, exprimée sous une forme pseudo-mathématique élémentaire et accessible, eut un effet saisissant. Elle fut non seulement accueillie par l'opinion publique, mais finit par constituer l'arrière-fonds de l'argumentation de l'ensemble de l'école classique.

A - La formulation du principe de population

Pour Malthus, la population s'accroît selon une progression géométrique, qui se traduit par un doublement tous les vingt-cinq ans, alors que les subsistances ne s'accroissent que selon une progression arithmétique qui les fait croître, au cours de la même durée d'une quantité toujours identique. L'écart entre volume de la population et quantité de subsistances aurait donc tendance à s'accroître dans des proportions qui seraient rapidement considérables.

Or, il ne peut en être ainsi, car l'insuffisance des subsistances ne tarde pas à se manifester et à freiner l'accroissement "naturel" de la population. Mais ce frein se manifeste d'une manière douloureuse : c'est la misère, la maladie, la famine, la mort prématurée, la guerre, qui sont chargées d'"harmoniser" l'accroissement démographique et l'accroissement de la production. Malthus écrit sa terrible phrase, supprimée dans la deuxième édition de son ouvrage : "Un homme qui naît dans un monde déjà occupé .... au grand banquet de la nature ne trouve point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller et ne tarde pas à mettre sa menace à exécution".

Aussi Malthus recommande-t-il de substituer à cette limitation répressive une limitation préventive. Il voit celle-ci dans le contrôle moral de l'instinct de reproduction; préconisant le célibat et l'abstinence à ceux qui ne peuvent nourrir une nombreuse famille; c'est-à-dire en fait aux classes pauvres. Mais il ne se fait guère d'illusions sur cette recommandation et pense que l'humanité continuera à suivre sa tendance naturelle à un accroissement démographique exagéré que viendra contenir la dure sélection opérée par la misère. Il n'entrait pas dans ses perspectives de recourir aux contraintes immorales, que l'on a recommandées après lui sous le nom de mesures néo-malthusiennes, et qui sont en contradiction formelle avec les conceptions de cet austère pasteur.

B - La portée de la loi de Malthus.

Le principe de population reposait sur un certain nombre d'observations qui méritent attention. C'est ainsi que l'accroissement de la population des Etats-Unis s'est élevé, au cours du XIXème siècle, conformément aux propositions de Malthus;

mais la part de l'immigration est un facteur important. Il est non moins évident que si cet accroissement ne s'est pas manifesté plus souvent, c'est bien parce que la sélection a joué dans le sens qu'il avait énoncé : action de la famine, de la mortalité, des guerres, des moyens préventifs; mais de nature autre que celle désirée par lui. Sans doute, peut-on discuter la raison de la progression géométrique et la durée de la période, c'est-à-dire le doublement en vingt-cinq ans. Mais c'est plutôt le second facteur de l'opposition qui est discutable, c'est-à-dire le lent accroissement des subsistances.

En fait, si pour Malthus, les subsistances ne progressent pas aussi rapidement qu'il serait désirable, c'est parce que la loi des rendements décroissants constitue une limitation au progrès matériel des sociétés. Bien qu'il ne formule pas cette loi, que Turgot avait déjà énoncée, elle est à l'arrière-fond de son raisonnement. Et c'est parce qu'il croyait, et que tous les classiques ont cru, à la difficulté croissante d'accroître rapidement la production des biens, que le principe de population a servi de base à l'ensemble des explications qui gouvernent la rente et le salaire.

Par ailleurs, l'augmentation de la population sera envisagée par les classiques comme une augmentation de la quantité de main-d'oeuvre, en ce sens que, accroissement démographique signifie pour eux augmentation de l'offre de travail, et donc pression sur le salaire dans le sens de la baisse; mais ce mouvement est compensé par une hausse du prix des subsistances qui tend à élever le salaire nominal, mais laisse le salaire réel au niveau du minimum de subsistances.

++++++
++++++ § 2 - L'adaptation de la population au capital

C'est à travers le phénomène de la répartition que les classiques vont étudier l'équilibre qui s'établit entre la population ouvrière qui augmente selon les explications de Malthus et le montant du capital.

Ce problème leur paraît important, car on sait, que du rapport entre travail et capital-circulant ou travail et fonds des salaires, dépend le niveau du prix de le main-

d'oeuvre et tout l'équilibre de la répartition. Après avoir posé à la suite d'Adam Smith le principe de ce rapport, il convient de rechercher ce qu'il devient dans une perspective dynamique où l'accroissement démographique est compensé par une accumulation du capital.

Comment se réalise donc en longue période, l'ajustement des quantités de travail et de capital, d'où sort le niveau du salaire et - par suite - du profit ?

A - La demande de travail

On sait que pour Adam Smith la quantité de travail employée est déterminée par la quantité de capital-circulant utilisée en paiement de salaires et les variations du volume d'emploi de la main-d'oeuvre sont liées aux variations du montant du capital-circulant. Mais le capital ne peut s'accroître que par l'épargne; celle-ci est donc à l'origine de l'accumulation du capital. Donc l'augmentation du volume de l'emploi dépend de la formation de l'épargne, prélevée sur le revenu annuel.

Les classiques, successeurs de Smith, admettent que le salaire égal au minimum de subsistance est une condition d'égalité de l'offre et de la demande de travail, tout au moins dans l'état stationnaire. Dans l'état progressif, Ricardo explique que le salaire du marché s'élève au-dessus du salaire naturel par suite de l'augmentation de la demande de travail émanant des capitalistes; la population s'accroît en conséquence. Elle diminue quand le salaire du marché tombe au-dessous du salaire naturel, jusqu'à ce qu'on ait à nouveau atteint un point d'équilibre entre population et capital. Mais le taux naturel est mal défini et cette thèse n'a pas grande signification.

Par ailleurs, la part du capital qui paye les salaires, c'est-à-dire le capital circulant ou le fonds des salaires de Stuart Mill, est mal définie et on ne peut guère faire autre chose que dégager des tendances très générales comme ci-dessus. C'est encore une tendance que dégage Stuart Mill lorsqu'il énonce sa proposition : "l'industrie est limitée par le capital". La position classique se ramène donc à ceci : la demande de travail est fonction du capital employé à la payer;

elle ne peut s'accroître sans augmentation de l'épargne, et comme le salaire ne peut descendre durablement au-dessous du minimum de subsistance, l'adaptation se fera par la diminution de la population si l'accumulation ne peut se développer suffisamment. De sorte que c'est finalement le salaire lui-même qui équilibre la demande et l'offre de travail.

B - Volume de la population et volume de l'emploi.

Mais il n'en est ainsi qu'à la condition d'admettre une identité entre volume de la population et volume de la main-d'oeuvre employée; les classiques n'admettent pàs qu'à l'intérieur du volume de population, le volume de l'emploi puisse varier d'une manière permanente. En somme, ils raisonnent sur un plein emploi de la main-d'oeuvre et ne font pas de part au rôle amortisseur que pourrait jouer un certain volume de chômage.

En effet, si le taux du salaire augmente, la population s'accroît, s'il diminue, la population décroît. Les classiques ne pensent pas que si le capital diminue, la population peut demeurer stationnaire, le volume de la main-d'oeuvre utilisée se contractant laissant apparaître un sous-emploi. La baisse du salaire ne peut augmenter le volume de l'emploi, mais simplement réduire la population. Stuart Mill semble avoir entrevu le problème mais ne s'y est pas arrêté. Ce sont les néo-classiques qui corrigeront dans ce sens la thèse des classiques.

Ainsi, pour ces derniers, population et main-d'oeuvre employée ne sont qu'une seule et même chose; le chômage n'a pas de place dans leur théorie qui postule donc le plein-emploi.

De même, ils admettent dans l'ensemble, le plein emploi du capital; seul Malthus énonce qu'une exagération de l'épargne "détruirait le motif de la production". Mais ce point demandera de plus amples explications.

C'est donc encore, en raison du souci d'expliquer la répartition, en l'espèce la fixation du salaire au niveau du minimum de subsistances, que les classiques omettent d'aborder sérieusement le problème de l'emploi des facteurs qui est un aspect de la théorie de la production.

Aussi poussant jusqu'à son terme leur logique déductive, il ne leur reste qu'à montrer comment la société évolue d'une manière implacable vers l'état stationnaire.

++++++
++++++ § 3 - L'évolution vers l'état stationnaire

La fixité du salaire conduit à une adaptation forcée de la population et du capital; quel va être le résultat de cet ajustement sur l'évolution de l'économie ?

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'un état progressif, dont Adam Smith a déjà situé les conditions.

L'augmentation de la population se traduit par une élévation de la rente en valeur nominale et en valeur réelle et par une hausse du salaire nominal. Il en résulte une baisse nécessaire du profit comprimé entre la valeur en monnaie du produit et la part allouée à la rente et au salaire qui s'élèvent.

La baisse du profit empêche l'accumulation du capital qui ne peut être réalisée que par les capitalistes augmentant l'épargne affectée au développement de la production.

Dès lors, l'arrêt de l'accumulation du capital entraîne l'arrêt de l'accroissement de la population et la société entre dans l'état stationnaire. En effet, un ajustement général se produit entre les prix, les taux de la rente, du salaire, du profit d'une part; entre population et capital d'autre part. On ne saurait dire qu'il s'agit d'un équilibre mais d'un état de repos où tout changement est exclu.

Malthus assouplit ces notions en énonçant que le minimum de subsistances est de nature plus psychologique que physiologique, ce qui laisse une certaine souplesse au taux minimum du salaire. L'estimation de ce minimum étant sujette à interprétation de la part de l'ouvrier, celui-ci peut se prêter à une acceptation de la baisse du salaire réel n'entraînant pas une réduction aussi fatale et brutale de la population. Mais si cette interprétation peut assouplir la rigidité du raisonnement, elle n'enlève rien au caractère inéluctable de l'état stationnaire qui se présente comme le terme de l'évolution des sociétés.

Une solution pourrait intervenir pour modifier cette évolution : l'augmentation des rendements qui, en accroissant le produit, permettrait à la rente de se maintenir tout en laissant au profit une marge plus grande. Mais, reprenant les thèses de Turgot, Ricardo a prétendu démontrer que les rendements agricoles étaient non proportionnels à l'effort supplémentaire effectué pour les accroître. Dans ces conditions, l'augmentation de la production nécessaire pour répondre à l'accroissement démographique ne peut se faire que selon un coût croissant. Donc, la rente et le salaire doivent s'élever et le profit s'abaisser; l'évolution de l'économie vers l'état stationnaire est inévitable.

C'est en ce point que Stuart Mill va apporter un correctif important en faisant état du progrès réalisable.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'influence du progrès sur la répartition
++++++

La considération du progrès va amener Stuart Mill à modifier les thèses de ses prédécesseurs, en deux points principaux : la théorie de la valeur et du prix; l'évolution réciproque des différents revenus.

++++++
++++++ § 1 - L'influence du progrès sur la valeur et les prix

Ce sujet est abordé par Stuart Mill dans le chapitre II du quatrième Livre de ses Principes. Il fait du progrès un élément déterminant de l'évolution des sociétés, corrigeant ainsi les bases de la dynamique de ses prédécesseurs. Pour ceux-ci en effet, le mouvement dynamique était conduit par le jeu combiné de l'augmentation de la population, de l'accumulation du capital et de la loi des rendements proportionnels. En montrant le rôle du progrès, Stuart Mill substitue celui-ci à la loi des rendements décroissants, car il modifie profondément les conclusions que tiraient ses prédécesseurs de la non- pro-

portionnalité entre effort et rendement. Il ouvre ainsi des perspectives d'accroissement au produit et modifie donc le jeu de la rente et du salaire dans la répartition d'un produit, considéré comme incapable de s'élever d'une manière appréciable eu égard aux besoins accrus.

C'est en premier lieu sur la valeur et le prix que le progrès exerce son influence.

Ce progrès est conçu par Stuart Mill comme "le pouvoir croissant de l'homme sur la nature". C'est donc un progrès technique qui, associé à la sécurité de la propriété et à la liberté d'en disposer, assure un accroissement continu de la production. Cet accroissement peut contrebalancer celui de la population; mais son affirmation n'est pas très nette en ce domaine. De toute manière, il exerce des effets bienfaisants sur la valeur et les prix.

On sait que la valeur des biens reproductibles repose sur leur coût de production et que le prix de marché tend à se fixer au niveau de ce coût.

Or le progrès technique a pour conséquence son abaissement et ceci de la manière suivante.

Pour les produits agricoles, le progrès technique n'a pas grande efficacité, car leur production est soumise à la loi du rendement non proportionnel, qui exerce toujours, pour lui comme pour Ricardo, un effet déterminant. Le progrès ne peut donc pas agir efficacement sur la valeur et le prix des produits du sol, et des produits d'extraction qui sont dans la même situation.

Par contre, il en est différemment des produits industriels. La production de ceux-ci est soumise à deux actions contradictoires. La part de la production industrielle qui est soumise pour son approvisionnement en matières premières, à l'agriculture et aux mines, demeure sous l'empire de la loi des rendements non proportionnels. Elle est donc à la longue placée dans une condition de production à rendements décroissants. Mais pour la part qui relève de la technique industrielle, la production est au contraire placée dans une situation de rendements croissants, car dans ce domaine, le progrès technique fait sentir ses bienfaisants effets.

Il en résulte que le coût de production et donc les prix des produits industriels tendent à baisser.

Ainsi, à mesure que la population et la richesse se développent, on assiste à une élévation des prix des produits agricoles et miniers, contrebalancée par une baisse relative du coût et des prix des produits industriels. La valeur d'échange des seconds par rapport aux premiers tend à baisser.

++++++
++++++

§ 2 - La répartition dans une économie en voie de progrès

Stuart Mill, passant dans le chapitre suivant à l'influence du progrès sur les trois catégories de revenus, utilise la méthode ricardienne reposant sur l'examen d'un certain nombre d'hypothèses; il examine ce qui advient selon que progressent séparément l'un des trois, ou simultanément les trois, facteurs de l'évolution : population, capital, progrès technique (1).

1 - Accroissement de la population, capital et progrès demeurant stationnaires.

Le produit ne progresse pas, alors qu'il est partagé entre un nombre plus grand d'individus. Il y a donc baisse des salaires nominaux et réels, avec accroissement de la rente et éventuellement du profit, si la hausse des produits agricoles est appréciable.

2 - Accroissement du capital, la population et le progrès technique demeurant stationnaires.

Dans ce cas, le produit augmente et les salaires réels s'élèvent par suite de l'augmentation du fonds des salaires. Mais le coût de production des biens agricoles n'a pas baissé, de sorte que la hausse du salaire élève le coût du travail pour l'entrepreneur et donc entraîne une baisse des profits.

3 - Accroissement de la population et du capital, le progrès technique demeurant stationnaire.

On assiste, selon que c'est la population ou le capital

---

(1) Cf. pour une discussion : B. Nogaro. Le développement de la pensée économique, pp. 197 et suiv.

qui s'accroît plus rapidement à l'une ou l'autre des deux conséquences précédentes, avec un effet supplémentaire : le prix des produits agricoles augmente entraînant une élévation de la rente au détriment du profit.

4 - Accroissement du progrès technique, la population et le capital demeurant stationnaires ou augmentant également.

Le prix des produits industriels baisse plus que le prix des produits agricoles, car la loi des rendements non proportionnels jouant dans l'agriculture, l'effet du progrès technique en ce domaine est faible. En conséquence, c'est la rente seule qui s'élève, car il faut augmenter les salaires nominaux sans que pour autant le salaire réel s'élève et cette augmentation entraîne une élévation du fonds des salaires et donc une baisse des profits.

La conclusion est ainsi formulée par Stuart Mill : "Le progrès économique d'une société divisée en propriétaires fonciers, capitalistes et travailleurs, tend à l'enrichissement progressif des propriétaires fonciers, tandis que le coût de la subsistance du travailleur tend à s'élever (mais non le salaire réel) et les profits à décliner".

Sans doute, dit Stuart Mill, le progrès technique permet-il l'accumulation et l'emploi d'un capital croissant sans réduire le taux du profit. Mais la baisse du profit ne manquera pas de se manifester à la longue et, en présence de l'accroissement de la population, la formation du capital deviendra insuffisante.

Or, a déjà dit Stuart Mill, "le capital limite la production", c'est-à-dire que l'insuffisance du capital rend impossible au-delà d'un certain point l'augmentation de la production. Dès lors, l'évolution des sociétés peut bien connaître une phase progressive que le progrès technique peut prolonger d'une manière imprévisible; mais il ne peut s'agir que d'une prolongation limitée de cet état progressif car la société ne peut échapper à la longue à "cette inévitable nécessité de voir le fleuve de l'industrie humaine aboutir en fin de tout à une mer stagnante". C'est l'état stationnaire qui est l'inévitable aboutissement de la baisse des profits que le progrès technique peut ralentir mais qu'il est impuissant à supprimer.

Ainsi, malgré la considération du progrès technique, Stuart Mill envisage comme Adam Smith et les autres membres de l'Ecole classique la fin de l'évolution dans l'état stationnaire.

Mais pour lui cet état n'est pas désespérant. Le philosophe reprenant ses droits, il montre que si le progrès économique est condamné à stagner, l'activité humaine pourra se tourner vers les autres domaines et se consacrer au progrès moral et intellectuel. Il ne s'agit donc pas de lutter désespérément contre l'avarice de la nature, ou de chercher à contraindre la tendance à l'accroissement démographique; il convient d'accepter cet état stationnaire comme une possibilité offerte à l'homme de se libérer à l'égard de la poursuite de la richesse pour mieux accéder aux activités supérieures de l'esprit.

++++++ Section III
++++++
++++++ L'équilibre dynamique de la production
++++++

Bien qu'ayant accordé l'essentiel de leur attention à la répartition, les classiques ne pouvaient pas ne pas aborder indirectement la production.

D'ailleurs Jean-Baptiste Say avait présenté une théorie de l'entrepreneur et de la production. Mais Ricardo fit dévier ce courant de recherche. Toutefois, les principes posés par l'économiste français ne furent pas mis en discussion et si on ne les approfondit pas, on s'y référa d'une manière implicite. La théorie de l'équilibre de la production avec plein emploi fut ainsi l'arrière-plan de la théorie de la répartition.

Pour J.B. Say, la notion de production est beaucoup plus affinée que chez Adam Smith. La production a pour but de produire des richesses, c'est-à-dire des biens appropriables qui ont une valeur parce qu'ils sont aptes à satisfaire les besoins. J.B. Say, continuant la tradition française de la valeur à base d'éléments psychologiques, indique que la richesse

n'est pas restreinte à la création de valeur matérielle transmise par un bien concret. La production est pour lui une création d'utilités.

Ricardo qui, ainsi qu'on l'a vu, n'accordait pas grand intérêt à la théorie de la production ne revint pas sur ce problème : implicitement, l'Ecole classique admit en ce domaine ce qui avait été dit aussi bien par Smith que par J.B. Say, sans faire grande distinction entre eux.

§ 1 - L'équilibre de la production de plein emploi

L'équilibre de la production est réalisé par l'ajustement de l'offre et de la demande globales et il se réalise de telle manière que la totalité des quantités de travail et de capital disponibles dans l'économie soit utilisée. C'est J.M. Keynes qui a montré le premier que cet équilibre était conçu implicitement comme un équilibre de plein emploi des facteurs, c'est-à-dire ne laissant subsister ni chômage de la main-d'oeuvre, ni utilisation incomplète de l'équipement productif.

Cet équilibre de plein emploi repose sur la proposition émise aux premiers temps de l'Ecole classique par Jean-Baptiste Say, et toujours admise implicitement par ses successeurs.

J.B. Say a en effet formulé la loi des débouchés que l'on énonce schématiquement sous la forme : "les produits s'échangent contre les produits"; bien que l'auteur ait écrit : "on a payé des produits avec des produits".

Formulant sa pensée d'une manière plus précise, il écrit encore : "le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits".

Trois propositions fondamentales découlent de cette formulation et expliquent l'équilibre de la production :

- l'offre s'établit au niveau de la production de plein emploi.

- l'offre crée sa propre demande et l'amène à son niveau.

- tout ce qui est produit est consommé.

L'explication de ces propositions formulées au plan macro-économique, conduit à l'exposé de la théorie classique de l'équilibre de la production, ainsi que leur examen va le montrer. (1)

A - L'offre globale égale la production de plein emploi.

Puisque chaque produit ouvre un débouché à d'autres produits, la masse des produits offerts doit égaler la masse des produits demandés; c'est donc l'offre qui détermine le volume de la demande et constitue l'élément directeur. Ce volume de produits offerts se fixe au niveau que détermine la production fournie par la pleine utilisation de la main-d'oeuvre et de l'équipement. En effet, on a déjà vu comment, pour les classiques, le volume de la population et le volume de la main-d'oeuvre employée sont dans leur esprit, identiques : c'est le salaire qui fixe la quantité de population au niveau convenable pour ajuster demande et offre de travail. L'offre globale est donc égale à la production fournie par la pleine utilisation de la population ouvrière.

B - L'offre crée sa propre demande et l'élève à son niveau.

Pour J.B. Say, la monnaie n'est qu'un voile qui cache la réalité : l'échange produits contre produits. Stuart Mill reprenant l'économiste français, écrit : "Les moyens de paiement des marchandises sont les marchandises elles-mêmes. Les instruments dont chacun dispose pour payer la production d'autrui, sont les produits qu'il possède lui-même. Les vendeurs sont nécessairement et au sens propre du mot, des acheteurs".

Ces propositions indiquent que la production des biens donne lieu à une distribution de salaires, rentes, intérêt provenant de la décomposition du coût de production, donc égale à ce coût et permettant d'acquérir les biens produits.

J.B. Say explique aisément ce processus à l'aide de sa théorie de l'entrepreneur, qui met en communication le marché des produits et le marché des services, donnant aux ache-

---

(1) Cf. Alain Barrère "Théorie économique et impulsion keynésienne", pp. 150 et suiv.

teurs un montant de revenus égal au coût de production des vendeurs et faisant retour à ceux-ci par la vente des produits. Ainsi, le volume et le prix de la demande globale sont amenés au niveau que déterminent le volume et le prix de l'offre globale.

C - Tout ce qui est épargné est consommé.

Ce raisonnement suppose toutefois qu'aucune somme distribuée, aucune part de revenu, ne soit soustraite à l'acquisition des biens qui ont été à l'origine de la distribution.

J.B. Say et, avec lui, Stuart Mill, estiment qu'il en est bien ainsi, car l'épargne étant affectée à l'augmentation du capital, entretient les sommes destinées en fin de compte à payer des salaires. Ainsi, tout ce qui est épargné est consommé, non par les mêmes personnes, mais par d'autres personnes que l'épargnant et "presque dans le même temps". Il en résulte forcément que la demande des consommateurs est toujours égale à l'offre des producteurs et que l'équilibre entre l'offre globale de plein emploi et la demande globale est finalement réalisé.

++++++
++++++ § 2 - L'équilibre de la production en dynamique

La thèse exprimée par la loi des débouchés explique que le progrès de la production puisse se poursuivre en état d'équilibre. En effet, dans une économie progressive où la production s'accroît, tout supplément de production crée son propre débouché et trouve preneur.

Il ne saurait donc y avoir de surproduction générale. Toutefois, un temps est nécessaire à l'adaptation, mais ce point de vue est négligé. J.B. Say insiste sur un autre aspect : une surproduction peut exister dans une branche particulière de l'économie. Elle est le signe que la production correspondante excède les besoins et que, plus encore, d'autres productions sont insuffisantes. "Certains produits surabondent, parce que d'autres sont venus à manquer", dit J.B. Say. Mais cet état de choses ne saurait durer, car les consommateurs provoqueront par les prix qu'ils seront dispo-

sés à donner une réadaptation de la production aux besoins.

La surproduction partielle disparaîtra donc et il ne saurait y avoir de surproduction ni générale, ni généralisée.

Cependant Malthus critiquera cette thèse en montrant qu'une exagération de l'épargne "détruirait le motif de la production". C'est dire que toute épargne n'est pas nécessairement consommée et donc que tout produit ne trouve pas nécessairement un débouché; les produits ne doivent pas être considérés dans leurs relations les uns par rapport aux autres, "mais dans leurs relations avec les consommateurs". S'ils s'abstiennent de consommer, les produits sont en excès.

C'est ici que reprenant Malthus, Keynes placera sa critique de la loi des débouchés en montrant que l'excès d'épargne restreignant la consommation provoquera une diminution de la production et que celle-ci devenue insuffisante pourra être obtenue sans exiger le plein emploi de la main-d'oeuvre.

§ 3 - L'équilibre de l'échange international et la monnaie

Les classiques sont dans l'ensemble libre-échangistes, la liberté du commerce international leur paraissant de nature à apporter le maximum d'avantages.

C'est Ricardo qui a montré les bienfaits de la réalisation de la balance du commerce en liaison avec la monnaie.

Il commence à montrer, à propos de la théorie de la rente, que la libre importation du blé est de nature à enrayer la hausse du prix de cette denrée, donc de ralentir la hausse de la rente, des salaires et par conséquent, d'enrayer la baisse du profit.

Généralisant cet avantage, il montre que la division du travail entre pays, nécessitant le libre commerce entre nations, comme il en est entre individus, permet à chaque pays de tirer le meilleur parti possible de ses ressources.

En effet, il analyse les mouvements de produits entre pays qui provoquent des mouvements inverses de monnaie.

Partant du fait qu'un excédent d'importations exige une sortie de monnaie métallique pour le payer, il explique que la raréfaction de la monnaie provoque un accroissement de sa valeur et donc une baisse des prix. Cette baisse décourage les importations et stimule au contraire les exportations. Dès lors, les sorties de monnaie ralentissent et des rentrées d'or commencent à se manifester. Par ailleurs, la sortie d'or initiale aura provoqué dans le pays étranger qui l'aura reçu des phénomènes de hausse des prix et de ralentissement des exportations. Finalement, une série d'ajustements se produira entre mouvements de produits et mouvements d'or, jusqu'à ce qu'un équilibre soit établi entre les échanges de marchandises et les quantités de monnaie nécessaires dans chaque pays pour rétablir l'équilibre des prix intérieurs et extérieurs.

En réalité, les mouvements de monnaie métallique ne se produiront que dans des cas extrêmes; ce sont les variations des cours des créances sur l'étranger (lettres de change et effets de toutes sortes) qui tiennent lieu de mouvements de monnaie. C'est donc par les variations des cours du change que l'équilibre s'établit.

Ceci équivaut à une transposition au domaine international de l'échange produits contre produits.

Mais ce mécanisme implique que la balance du commerce se règle d'après la valeur de la monnaie, laquelle dépend de sa quantité. C'est dire qu'elle suppose comme vraie la théorie quantitative de la monnaie longtemps acceptée, mais aujourd'hui très décriée.

Stuart Mill a perfectionné cette explication par sa théorie des valeurs internationales. La thèse de Ricardo supposait que l'avantage procuré par l'échange international apparaissait par une comparaison faite dans le pays importateur, des coûts respectifs du produit exporté.

Il indique que la loi des coûts comparés peut indiquer où est l'avantage, mais ne peut mesurer la valeur des produits échangés. Il explique alors que la valeur du produit importé est mesurée par la quantité du produit exporté fourni en échange. Dès lors la valeur des deux produits variera en fonction de l'offre et de la demande de manière que les mou-

vements de prix ajustent les quantités demandées par chacun des deux pays.

Des deux pays, le plus avantagé sera le plus pauvre, car le plus riche pourra, pour obtenir les produits qu'il désire, offrir une plus grande quantité de ses propres produits. Donc le premier gagnera en recevant plus de produits qu'il n'en cède.

++++++
++++++
++++++ Conclusions sur le système classique
++++++

Quelles conclusions peut-on tirer du système classique considéré dans son ensemble, comme un tout cohérent ?

Les filiations apparaissent entre les auteurs appartenant à la même école, tout en laissant voir des divergences secondaires.

Mais l'essentiel est ailleurs : il est dans l'effort de dépassement continuel qui, soit dans les théories spéciales, soit dans les théories générales, permet d'un auteur à l'autre de fournir une explication sans cesse améliorée et de plus en plus compréhensive. C'est par ce dépassement incessant que, de J.B. Say à Stuart Mill, à travers une chronologie dont l'importance est secondaire, on assiste à une explication de plus en plus générale. Ce qui est intéressant du point de vue de l'histoire de la pensée n'est pas ce que chacun a emprunté à ses prédécesseurs, mais ce que chacun a apporté, soit en ajoutant, soit - ce qui est encore plus important - en synthétisant et en systématisant.

Ceci ne signifie pas que l'effort ainsi réalisé soit pleinement satisfaisant.

La théorie de la valeur est incomplète et sera entièrement revue par les néo-classiques qui ajouteront la considération de l'utilité à celle du coût de production, rejetant la

valeur-travail de Ricardo. La théorie de la production est très insuffisante, faute d'avoir suivi la voie ouverte par J.B. Say. La théorie de la répartition souffre de la primauté accordée au rôle de la rente, et de la mauvaise conception du capital et du salaire. L'intérêt et le profit sont encore trop confondus. Le mécanisme de la répartition lui-même est simpliste et devra être revu.

Par contre, certains mécanismes sont fort bien décrits. L'essentiel de la théorie du prix est indiqué ainsi que celle du commerce international. La théorie quantitative de la monnaie sera longtemps acceptée comme valable.

Mais plus peut-être que tout cela, c'est la notion d'une dynamique des sociétés économiques qui nous paraît aujourd'hui l'apport - sinon le plus important - tout au moins le plus judicieusement conçu (1). Le parti pris trop arrêté d'étudier les phénomènes économiques a travers la répartition, a sans doute limité bien des explications. Mais aujourd'hui, le renouveau récent des études dynamiques a montré que les néo-classiques n'avaient su voir que la statique des classiques, alors que ces derniers ont excellemment montré que les trois facteurs de la croissance des économies étaient bien la population, le capital et le progrès technique. Il est dommage que cette leçon ne soit perçue que de nos jours; plus tôt reçue, elle eût été très profitable à notre science.

Ceci pour dire que la théorie classique n'a pas atteint la perfection que croyait pouvoir lui trouver Stuart Mill; mais elle représente, malgré de nombreuses faiblesses, un remarquable effort d'analyse économique, grâce - et ceci n'est pas contradictoire - à la puissante synthèse intellectuelle qui s'est poursuivie pendant trois quarts de siècle.

Mais, de cette pensée déductive, abstraite, dédaigneuse de l'histoire et des conditions dans lesquelles vit l'individu qu'elle prétend servir, on ne saurait dire autant de bien lorsqu'on examine ses conceptions du point de vue humain et social.

---

(1) Cf. le livre posthume déjà cité de † Robert Goetz-Girey : "Croissance et progrès à l'origine des sociétés industrielles". Ed. Montchrestien, Paris, 1966.

On s'en apercevra en examinant les systèmes qui vont s'opposer à elle, et qui, pour d'autres raisons, iront vers une égale méconnaissance du sens de l'homme et des rapports sociaux. Le libéralisme des classiques suscitera le socialisme de Marx, comme un excès engendre l'excès contraire.

++++++ Sous-Titre II
++++++
++++++
++++++ LES SYSTEMES SOCIALISTES
++++++

En écrivant que la production obéissait à des lois naturelles, mais que la répartition était réglée par des lois humaines, donc modifiables, Stuart Mill avait porté un coup très rude au système classique. Comme celui-ci était avant tout une étude et une justification des modes existants de répartition, il avait ébranlé l'édifice intellectuel auquel il avait lui-même tant travaillé.

C'était, en effet, suggérer que l'ensemble de l'explication classique se rapportait, non à un système d'organisation naturelle comme l'avaient posé les Physiocrates et Adam Smith et comme le pensaient instinctivement leurs successeurs, mais à un système institutionnel créé par les hommes.

Les lois classiques de la répartition apparaissant dès lors comme des lois institutionnelles, devenaient les lois d'un système et non les lois de la nature.

En particulier, on ne pouvait plus dire, selon Adam Smith et ses continuateurs classiques, qu'elles exprimaient l'ordre le meilleur, parce que découlant "naturellement" de la libre activité de l'individu soumis à ses instincts et suivant spontanément la réalisation de son intérêt personnel. Que l'intérêt de certains fût réalisé était évident; mais cela n'était possible que parce que les institutions, non seulement le permettaient, mais encore le favorisaient pour les uns, le refusant aux autres.

C'est ainsi que la base même de la problématique classique se trouvait remise en question par l'intermédiaire du système institutionnel défectueux auquel elle avait donné naissance. Si la vision de l'individu conçu comme un simple faisceau d'intérêts avait conduit à l'élaboration de ce système et aux mécanismes de la répartition dont il garantissait le fonctionnement, les résultats dommageables n'étaient dus qu'à des lois humaines susceptibles d'être remplacées par d'autres.

La mise en doute de ces lois et le désir de les remplacer posaient la question du système institutionnel et, de celui-ci, on remontait à son origine : l'individualisme libéral.

C'est donc toute une problématique différente qui se trouve désormais appelée; elle ira droit et avec extrémisme, dans une situation opposée : la problématique socialiste va s'opposer à la problématique individualiste.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LA PENSEE SOCIALISTE
++++++

Il est indispensable de marquer ce qui est commun aux divers socialismes, car il y en a plusieurs. On étudiera donc les fondements du socialisme avant de passer à l'examen des différentes écoles.

++++++ Section I
++++++
++++++ Les fondements de la pensée socialiste
++++++

La pensée socialiste naît en premier lieu d'une réaction contre la pensée doctrinale de l'individualisme libéral, puis elle formule rapidement ses propres questions.

++++++
++++++ § 1 - La réaction socialiste

A quoi aboutissait ce système dont les classiques s'étaient faits les analystes ?

Il suffisait d'ouvrir les yeux pour s'en apercevoir; mais à condition de choisir une optique convenable.

Or l'optique classique était à la fois partiale et partielle; elle constatait la misère, la souffrance, l'enrichissement de ceux qui ne travaillaient pas (les propriétaires fonciers) et l'existence à peine tolérable de ceux qui peinaient durement. Le système de Manchester n'avait d'yeux que pour les industriels et l'activité productrice, mais ignorait le paupérisme qui en était la rançon. Ou plutôt, elle n'avait que regards approbateurs pour cet ensemble, estimant que la loi naturelle est celle du fort. D'ailleurs, ayant pris l'habitude de manier des abstractions, la souffrance elle-même devait lui paraître du même ordre ...

Et c'est un regard nouveau que posait sur l'activité économique le sensible et inquiet Stuart Mill, et que d'autres allaient poser comme lui.

A vrai dire, ces réactions n'avaient pas attendu le philosophe-économiste pour se manifester.

Simonde de Sismondi, qui n'était pas socialiste, avait dès 1819, marqué nettement sa réprobation à l'égard de l'industrialisme naissant et de la science économique qui l'expliquait et le justifiait. Puis, étaient venus les premiers socialistes. C'est donc à l'égard des premiers classiques que va déjà se manifester une réaction qui prend appui dans une réprobation du système économique dont ils se font, tristement et avec résignation, les apologistes. "Science lugubre" avait dit Disraëli de la science économique; les opposants pensaient qu'il ne s'agissait là que de l'explication scientifique d'un système et qu'un autre, meilleur, plus humain, était concevable. Il convenait donc d'élaborer une autre science, qui permît d'en rendre compte.

Il est donc nécessaire de remonter le déroulement chronologique de la pensée, pour trouver les premiers éléments de ce qui allait être le socialisme, mais qui, grandissant à mesure que le système classique se perfectionnerait, ne prendrait sa plus large ampleur qu'au moment où la pensée classique trouvait en Stuart Mill son plus éminent et dernier maître d'oeuvre.

Etant donné que les lois classiques allaient être considérées, confusément d'abord puis en pleine conscience, par la suite, comme des lois institutionnelles propres au système,

il est normal de constater que c'est au fondement même de ces lois : l'intérêt individuel, qu'on allait s'opposer. De là, on irait tout naturellement à ce qui en découle, mettant en question la structure à l'intérieur de laquelle jouaient les lois - institutionnelles - de la distribution : la propriété en premier lieu; la liberté conçue comme le principe des ajustements spontanés d'où découlait un prétendu ordre naturel; l'inégalité qui fournissait par les antagonismes auxquels elle laissait libre cours, l'élément régulateur de ce jeu spontané.

L'individu considéré comme un faisceau d'intérêts avait donné naissance à une problématique d'où découlaient l'organisation de la propriété et la distribution injuste, les ajustements spontanés réalisant un prétendu intérêt général, les antagonismes où l'on ne voyait qu'une opposition de facteurs abstraits cachant les réalités humaines et sociologiques.

Désormais, à la problématique de l'individu allait s'opposer son contraire : la problématique de la société. A l'individualisme, libéral, capitaliste, prônant les mécanismes spontanés et les antagonismes sociologiques, allait s'opposer un socialisme collectiviste ennemi de la propriété privée, réclamant l'organisation et l'égalitarisme.

La problématique socialiste sera constituée d'éléments qui l'opposent, trait pour trait, à sa devancière : elle se demandera comment réaliser :

- la modification de la distribution par la réglementation ou la suppression de la propriété privée.

- le remplacement des ajustements spontanés par une organisation institutionnelle différente.

- la disparition des antagonismes, quitte à les pousser à l'extrême dans une période transitoire pour mieux obtenir leur suppression.

Mais ces questions ne peuvent recevoir de réponse que dans la mesure où existe une inspiration fondamentale, une interprétation du monde économique qui oriente les solutions. C'est la philosophie utilitariste et l'individualisme hédonistique qui avaient orienté les réponses des classiques dans le

sens de la propriété privée, des mécanismes spontanés et du jeu des antagonismes. Les socialistes vont opposer à ce primat de l'individu le primat de la société, renouant dans une certaine mesure avec les doctrines de l'Antiquité grecque.

Mais la réaction humaine devant les conséquences du fonctionnement des mécanismes jouera un rôle important dans l'élaboration de la pensée socialiste. On ne saurait oublier qu'on a dit, non sans raison : le socialisme est avant tout un cri de misère.

++++++
++++++ § 2 - Le socialisme comme doctrine

Devant la diversité des socialismes, il apparaît souvent difficile de dire ce qui est fondamental; tel élément qui paraît essentiel pour l'une de ses formes devient secondaire pour une autre. Il faut donc remonter à une position suffisamment générale, pour suivre ultérieurement les formes diverses selon lesquelles elle peut être accommodée.

Dans cet esprit, on est amené à situer le socialisme sur deux plans: social et économique.

A - Le socialisme comme doctrine sociale.

Le terme social recouvre beaucoup de significations et donc de confusions. On considérera qu'il s'applique :

1) aux relations des hommes entre eux et à l'individu considéré en fonction de ces relations. Les relations que les hommes entretiennent les situent dans un groupe et par rapport à d'autres groupes. Est sociale la prise en considération de l'homme au sein du groupe familial, professionnel, national; il est situé dans ce groupe. Ainsi l'homme situé au sein du groupe des salariés entretient des relations avec ses semblables. Il est dans une certaine mesure "conditionné" par son appartenance à ce groupe.

2) aux relations entre groupes ; ainsi le groupe des salariés a des relations avec le groupe des entrepreneurs, rela-

tions qui se caractérisent par des oppositions (à propos du salaire) - des collaborations (dans la production); des antagonismes, etc.

3) à la condition de l'individu créée par ces relations de groupes; ainsi le sort du salarié dépend, dans une certaine mesure, des relations entre groupe des salariés et groupe des entrepreneurs.

Envisagé comme doctrine sociale, le socialisme fait du groupe l'objet essentiel; l'individu étant considéré en fonction du groupe et comme objet second par rapport à lui.

Cette position peut avoir plusieurs sens.

1 - Le groupe privilégié parmi tous ceux existants, est la société considérée comme un tout. Non seulement ce que l'on appelle les groupes intermédiaires : famille, profession, sont négligés, mais ils sont considérés comme un obstacle à la claire vision de l'objet essentiel. Ceci n'exclut pas la possibilité de voir dans la société des "groupes composants", pourvu que ceux-ci ne soient pas constitués autour d'un individu, mais soient un mode d'intégration de l'individu à la collectivité. La classe est un de ces groupes.

2 - Les rapports entre la société et l'individu peuvent être considérés comme l'affirmation de la primauté du social sur l'individuel; la société est la fin, l'individu le moyen.

3 - Ces rapports peuvent être considérés d'une manière différente : la primauté laisse la place à l'urgence. L'individu demeure la fin, mais cette fin ne peut être atteinte que par la société. Ce n'est plus l'individu pour la société, mais l'individu par la société. L'objet premier devient ainsi le collectif bien que l'objet final demeure l'individuel.

Le sujet de l'activité sociale est alors la société; bien que celle-ci oeuvre finalement à des fins individuelles, elle est la réalité première, immédiatement et directement saisissable.

Au contraire, le communisme de Platon, et les utopies communistes de Thomas More, de Babeuf et autres, ont plutôt tendance à faire de la société la seule fin de toute activité.

Envisagé comme doctrine sociale, le socialisme se construit plutôt selon le premier et le troisième des sens indiqués ci-dessus : à travers la société considérée comme un tout, l'homme est la fin envisagée. Un homme non pas isolé à la manière des classiques, mais conçu en fonction du groupe le plus immédiat auquel il appartient : le salarié, le capitaliste. Dans cet esprit, on a pu dire que le socialisme apparaissait comme un individualisme exacerbé; mais à condition de voir non l'individu isolé, mais intégré dans une collectivité de laquelle il ne peut être retranché.

A la différence des classiques, l'individu des socialistes est un être solidaire, trouvant son sens personnel dans la collectivité à laquelle il appartient en tant qu'il est "un semblable". Aussi le socialisme rejettera de sa vision les groupes qui, au lieu d'uniformiser l'homme le personnalisent : la famille, la profession, la nation.

Aussi un des traits fondamentaux du socialisme sera l'internationalisme; ce qui ne l'empêchera d'ailleurs pas d'avoir des particularités nationales. Il y a en effet des socialismes : français, anglais, allemand, russe, qui tour à tour domineront et feront prévaloir la manière qui leur est propre.

B - Le socialisme comme doctrine économique.

Envisagé comme doctrine économique, le socialisme a une interprétation différente de l'individualisme. Il s'agit, en prenant la société comme sujet de cette activité, d'assurer les satisfactions individuelles. Mais l'individu étant un "semblable" au sein d'une collectivité, l'égalité économique, dans l'ordre des satisfactions comme dans l'ordre des moyens, deviendra un dogme.

Aussi, l'orientation de l'école classique, tournée vers le problème de la répartition, offrira-t-elle un terme de référence tout désigné : le socialisme s'opposera à elle en ce que la suppression de l'inégalité dans la répartition lui paraît le premier objectif à atteindre. Et cela d'autant plus, que la propriété, qui est à l'origine de cette inégalité est le moyen par excellence à l'aide duquel l'individu se différencie économiquement et socialement.

Aussi peut-on dire que, envisagé comme doctrine économique, tout socialisme est adversaire de la propriété privée, et cela non seulement pour des raisons utilitaires (inégalité dans la répartition), mais pour des raisons doctrinales : la propriété fait des individus économiquement distincts, alors qu'il ne veut voir que des individus économiquement semblables. Alors que l'individualisme économique "cultive" les différences, le socialisme économique ne veut promouvoir que des similitudes.

Comment peut-il y parvenir ? La problématique socialiste va le demander.

++++++ Section II
++++++
++++++ La problématique de l'organisation
++++++ socialiste

Il est maintenant possible de reprendre les trois points à propos desquels la problématique socialiste va reformuler les questions posées par la problématique classique. On sait qu'ils concernent : la distribution, les ajustements et les antagonismes. Mais les socialistes se partageront sur la manière dont il convient de chercher les réponses et on pourra discerner divers socialismes.

++++++
++++++ § 1 - L'organisation collectiviste

Comment substituer aux lois classiques de la répartition qui consacre des inégalités croissantes à mesure que la population s'accroît, un nouveau système assurant une répartition plus satisfaisante. La réponse sera fournie dans la ligne du collectivisme.

A - Le problème de la propriété.

On sait que Stuart Mill, glissant au "socialisme libéral", avait indiqué que ces lois étant humaines, étaient perfectibles.

Les premiers socialistes n'avaient pas attendu l'auteur des Principes pour penser la même chose.

Or, quel est le fondement institutionnel de la répartition pour le régime que prônent les classiques ? C'est la propriété privée.

C'est elle en effet qui assure au propriétaire foncier l'attribution de la rente et au capitaliste la propriété du capital avec lequel il demande le travail et règle donc, lui-même et lui seul, la quantité de travailleurs qui auront droit au salaire et donc aux moyens de subsistance. On a souvent signalé la tranquille naïveté des classiques qui croyaient fonder irréfutablement la propriété du sol en montrant le propriétaire foncier percevant des rentes croissantes, en mettant une terre indispensable pour la satisfaction des besoins, à la disposition de ceux qui devaient la travailler. La rente leur était versée à des taux de plus en plus élevés, non parce qu'ils exigeaient cette augmentation, mais parce qu'elle se produisait elle-même en vertu de la rareté des terres. Comment n'ont-ils pas songé qu'il suffirait de supprimer l'appropriation privée pour que le droit à la rente s'écroule ?

Les socialistes y songèrent rapidement, et élargirent bientôt la possibilité de réforme à la propriété de tous les biens de production. Point n'était besoin, pour améliorer la répartition d'établir un communisme total par libre accès aux biens satisfaisant les besoins; il suffirait de supprimer la propriété privée sur les biens de production. Ainsi cette suppression devient-elle un des éléments essentiels de la doctrine socialiste.

Avec elle disparaît la règle de droit qui assure l'inégalité de la répartition. Mais par quoi la remplacer ?

Ici, les solutions divergent.

Elles vont de la suppression de l'héritage assortie d'une redistribution chez les saint-simoniens, au prélèvement de la rente par l'impôt avec Stuart Mill et Henry George, en psasant par la collectivisation intégrale des moyens de production.

Aussi chaque socialisme particulier apportera une réponse personnelle au problème de l'amélioration de la distribution; elles seront étudiées avec l'examen qui sera réservé à chacun d'eux. Mais de toute manière, on s'oriente vers une collectivisation de la propriété.

B - Le problème de l'organisation économique.

A l'ordre spontané qui doit résulter du libre jeu de l'intérêt individuel, le socialisme veut substituer l'organisation rationnelle, autoritaire et centralisée. Celle-ci lui paraît le meilleur moyen de supprimer les abus qui naissent de la suprématie des forts, des habiles, des riches, sur les honnêtes, les consciencieux, les pauvres. L'organisation économique remplacera les mécanismes spontanés.

Cette organisation ne peut être que celle de la loi; elle est institutionnelle en ce sens qu'elle crée un nouveau cadre où l'activité économique doit se dérouler. En fait, elle est en général imposée par voie de contrainte. Et c'est en cela que les socialistes, à la différence des anarchistes qui viendront plus tard, sont partisans d'un Etat centralisateur et autoritaire, agissant au nom de la collectivité pour organiser et gouverner l'économie.

Mais, de plus, ils estiment que la libre activité qui se traduit par la concurrence doit faire place à une organisation de la vie économique, à base de coordination rationnelle. Le plan est au terme de leurs interrogations.

La planification ne fera son apparition qu'assez tard, et elle comporte bien des degrés. Dans les débuts du socialisme et même pendant une longue période, on en restera à des tentatives assez vagues d'organisation de la production.

Si Saint-Simon préconise l'organisation au sens propre du terme, celle-ci sera surtout le fait des hommes éclairés : Louis Blanc, Fourier, Robert Owen, préconiseront l'association; Proudhon, le mutuellisme. Les réponses seront donc variées, mais toujours on cherchera à substituer aux ajustements spontanés une coordination rationnelle.

C - Le problème des antagonismes.

L'individualisme libéral est à base d'inégalité et l'inégalité engendre les antagonismes.

Le socialisme a, de ces antagonismes, une vision différente de celle du classicisme. Celui-ci voit surtout un antagonisme de facteurs abstraits, car même lorsqu'il parle de propriétaires fonciers, de travailleurs, de capitalistes, il pense à la terre, au travail, au capital. Ces antagonismes demeurent pour lui sur le plan économique.

Le socialisme voit plutôt des antagonismes sociologiques, des groupes combattants, des classes en lutte. Aussi cherchera-t-il leur réduction dans l'établissement d'un égalitarisme de fait plutôt que de droit. Il constate l'existence de classes en opposition là où les classiques voyaient des intérêts antagonistes; il substitue en un certain sens la sociologie des groupes au jeu des intérêts et il ne trouve de solution à ces oppositions, que dans une réduction de tous à une condition identique. C'est encore l'élément collectif qui reparaît dans une uniformisation des conditions.

Là encore les positions seront divergentes.

Saint-Simon voudra une équivalence des conditions d'après les capacités de chacun. Mais Karl Marx poussera au contraire ces antagonismes à leur limite extrême afin de faire surgir d'une rupture une nouvelle société sans classe.

Ainsi, à la problématique de l'organisation naturelle individualiste et libérale, s'oppose l'organisation institutionnelle, collectiviste et autoritaire des socialistes. Mais elle sera conçue avec des modalités variant d'un auteur à l'autre.

++++++ § 2 - Les deux courants: idéaliste et
++++++ scientifique de la problématique

Si la problématique socialiste trouve son unité dans les théories ci-dessus, on peut cependant distinguer deux grandes orientations différentes déterminées par l'environnement dans lequel se situent les questions.

Ainsi naissent deux grands courants socialistes. L'un qualifié généralement de courant utopique, l'autre de courant scientifique; ces qualificatifs ayant été donnés par Karl Marx qui prétend être le seul à construire son socialisme sur la science, les autres n'ayant produit que des utopies.

Comment se caractérisent ces courants ?

Remarquons, en premier lieu, qu'ils se distinguent de différentes manières.

1 - Dans le temps.

La première phase du socialisme qui s'étend du début du XIXème siècle à la Révolution de 1848, correspondrait à la phase des utopies. Il paraît plus exact de dire à la phase idéaliste comme on le montrera bientôt.

La seconde phase naît en 1848, et prétend être scientifique.

2 - Dans la personnalité des auteurs.

La première phase est représentée par les écrits d'auteurs qui sont en majorité français : Saint-Simon, Fourier, Louis Blanc, Proudhon, Pierre Leroux, Auguste Blanqui. On peut y joindre, ayant une moindre importance, l'Anglais Robert Owen, les Allemands Rodbertus et Lassalle.

La seconde phase est dominée par la personnalité envahissante de Karl Marx, emmenant dans son sillage des auteurs secondaires tel Frédéric Engels.

Mais les critères essentiels de distinction sont cependant situés ailleurs.

On distinguera, en effet, le courant du socialisme idéaliste et celui du socialisme "scientifique", les guillemets marquant le sens assez spécial dans lequel doit être entendu le terme scientifique.

A - Le socialisme idéaliste.

Ce socialisme est peut-être utopique par certains des projets de réformes auxquels il aboutit; mais il est idéaliste dans son inspiration; et ceci nous paraît le mieux qualifier.

De plus, ce courant considère à titre principal le socialisme comme doctrine sociale.

1 - Les conflits historiques sont des conflits sociaux.

Il considère souvent, en particulier avec les saint-simoniens, l'histoire de l'humanité comme le théâtre d'une lutte entre conceptions opposées de la vie sociale, l'opposition ayant sa source dans les conceptions éthiques du moment, les formes de vie, le mode de subordination des hommes par les institutions. L'élément économique joue son rôle dans cette opposition, mais comme un parmi les autres, souvent même à l'arrière-plan. Les conceptions et institutions religieuses, juridiques et politiques, jouent même souvent le rôle primordial, avec les conceptions sociales.

2 - L'importance du facteur religieux.

Le facteur religieux est également un élément important, et il considère que le christianisme, éliminé depuis la Révolution française laisse un vide que le socialisme doit combler. Celui-ci se présente donc dans une certaine mesure comme une doctrine non seulement sociale, mais éthique, et même parfois religieuse.

La trace de ces préoccupations à l'égard de la religion se retrouve dans leurs écrits. Ainsi : Saint-Simon : Le Nouveau Christianisme (1825); Etienne Cabet : Le vrai christianisme (qui est plus communiste que socialiste); Joseph Proudhon : De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise (1858).

3 - La négation des conceptions classiques.

Ils se dressent contre le système économique existant et contre les conceptions classiques qui tendent à le légitimer. Mais ils prétendent avant tout nier son caractère naturel; ils voient en lui un système institutionnel contre lequel ils dressent un autre système institutionnel.

Dans leur construction, comme dans leur interprétation de l'histoire, le facteur économique joue un rôle secondaire. Ils n'utiliseront que fort peu l'analyse économique, ce qui leur ôtera tout caractère "scientifique".

4 - La construction idéaliste.

Ils dressent donc des "plans de cité future". Volontiers visionnaires, tout au moins Saint-Simon et Fourier, ils

croient à la possibilité de bâtir une société meilleure. Celle-ci est située dans le futur; sans doute convient-il de travailler immédiatement à son élaboration, mais ils dressent avant tout un plan à réaliser et un programme à mettre en oeuvre. C'est pour cela que le qualificatif d'utopistes leur est souvent attaché.

Ces socialistes recrutent des disciples, fondent des écoles, suscitent des mouvements.

Mais il doit être souligné que, posant les questions sur le plan doctrinal, les réponses seront situées sur le même plan; elles aboutiront à une sorte d'idéalisme collectiviste et ne procèderont que fort peu d'une analyse scientifique.

C'est précisément la position inverse que prendra l'autre courant.

B - Le socialisme scientifique de Marx.

Ce courant considère avant tout le socialisme comme une doctrine économique, élaborée scientifiquement.

1 - L'évolution de l'humanité est conduite par les transformations d'ordre économique.

L'histoire de l'humanité est une histoire des luttes de classes. Mais ces luttes ont leur racine dans des éléments d'ordre économique. Le mode de production détermine le type de société et avec lui les modes d'exploitation qui sont à la base d'une lutte entre les exploités et ceux qui les exploitent. Les groupes sociaux sont de nature à la fois économique et sociologique, les antagonismes économiques créant les oppositions sociales.

2 - Le facteur religieux est un produit du facteur économique.

La superstructure éthique et religieuse est déterminée par l'infrastructure économique, car le type de société amené par le mode de production exige pour son maintien et sa survivance un ensemble de croyances favorisant l'état de subordination. Cette superstructure est appelée à disparaître avec l'infrastructure qui amènera une société sans lutte.

3 - Le prolongement du système classique.

Loin de nier le système classique et le capitalisme, en lui opposant un système substituable, Marx se place au contraire à l'intérieur du capitalisme en adoptant l'essentiel de la théorie classique; mais pour montrer que comme tous ceux qui l'ont précédé, il marche vers son autodestruction parce que victime de ses contradictions internes. La société sans classe n'est pas un état à créer, elle est en devenir.

4 - L'analyse scientifique.

Cette démonstration est "scientifique" car elle prend appui sur une connaissance économique du monde présent, dont la transformation et la marche vers une société d'un autre type est décelable par l'analyse. L'élément économique, objet de connaissance, est donc l'élément capital du devenir socialiste. Grâce à lui, on a l'assurance de l'avènement inéluctable du socialisme.

Ainsi les mêmes problèmes : modification de la répartition liée à la propriété, organisation collectiviste, réduction des antagonismes, se trouvent posés, mais ils le sont en vertu d'une conception d'ensemble très différente. Les réponses seront donc également différentes.

Pour le socialisme idéaliste, il s'agit de rechercher ce qui doit être fait pour établir une société nouvelle socialiste.

Pour le socialisme "scientifique", il s'agit de rechercher comment le socialisme devient nécessairement la nouvelle société.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LE SOCIALISME IDEALISTE
++++++

Dans le courant du socialisme idéaliste, on peut distinguer d'assez nombreux apports personnels, correspondant aux critères généraux qui viennent d'être dégagés, mais qui cependant comportent des réponses nuancées.

Il serait trop long d'étudier tous ces auteurs. Il est sans doute regrettable de n'avoir la possibilité que de citer les noms d'Etienne Cabet, Auguste Blanqui, Pierre Leroux, Vidal, Pecqueur, pour ne parler que des Français; mais il faut cependant faire un choix.

On étudiera donc les auteurs principaux qui, en partant de la problématique générale du socialisme, se signalent par l'originalité notable de leur réponse particulière. On peut ainsi se consacrer à trois auteurs ou groupes d'auteurs qui présentent une vue particulière de l'organisation collectiviste opposée à l'organisation naturelle des classiques.

- Saint-Simon et les saint-simoniens ou l'organisation économique.

- Fourier, Robert Owen et Louis Blanc, ou l'association.

- Joseph Proudhon ou le mutuellisme.

++++++ Section I
++++++
++++++ Le socialisme organisateur de Saint-Simon
++++++ et des saint-simoniens

Le saint-simonisme est à la fois une belle et triste histoire; belle par ses ambitions et ses conséquences, triste par sa fin; un conte qui finit mal, mais qui a eu cependant d'heureux prolongements imprévus.

++++++
++++++ § 1 - Le groupe saint-simonien

Prétendant descendre de Charlemagne - dont il aurait eu une vision ! - petit cousin du duc de Saint-Simon, Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, s'intitulait lui-même "dernier des gentilshommes et premier des socialistes". Tour à tour riche et ruiné, philosophe et visionnaire, volontaire de la guerre d'Indépendance américaine et copiste au Mont-de-Piété, promoteur de l'idée d'un canal traversant l'Amérique Centrale, élève à 35 ans de l'Ecole Polytechnique, étudiant en médecine, spéculateur et écrivain, on pourrait encore allonger la liste des traits qui caractérisent la bizarrerie de sa personnalité et l'extravagance de son esprit et de son existence.

Mais ce qui nous retient ici, c'est son oeuvre et le fait qu'il ait donné l'impulsion définitive au socialisme. Non pas directement, par lui-même, mais plutôt par les disciples qu'il avait réunis. Car il convient de distinguer Saint-Simon et les saint-simoniens.

A - Saint-Simon.

Cet homme "le plus extraordinaire d'Europe" a-t-il dit de lui-même, a écrit une oeuvre volumineuse, de laquelle on peut détacher : Vues sur la propriété et la législation (1814); De l'industrie (1817); le Catéchisme des Industriels, avec des parties dues à son secrétaire Auguste Comte, fondateur du positivisme; le Nouveau Christianisme (1825).

Il s'y montre visionnaire des conséquences du progrès industriel, lanceur d'idées où le talent le dispute à la fantaisie, réformateur moral et pseudo- religieux, promoteur du bien-être matériel par l'industrialisation, laudateur de l'organisation autoritaire de l'économie.

Mais il eut des disciples !

B - La "Doctrine de Saint-Simon" et les saint-simoniens.

Il réussit à enthousiasmer un certain nombre de fidèles qui, après sa mort, se mirent à diffuser ses idées. En réalité, ils en ajoutèrent de leur propre crû, notamment celles qui étaient vraiment socialistes.

C'est ainsi qu'ils présentèrent, sous forme d'exposés, un ensemble d'idées puisées dans les oeuvres écrites de Saint-Simon, qu'ils ordonnèrent et complétèrent. L'ensemble fut connu sous le nom de "Exposition de la Doctrine de Saint-Simon" et publié sous ce titre. Donc, il convient d'éviter une confusion, l'"Exposition de la Doctrine de Saint-Simon" est la présentation d'un ensemble de notions, philosophiques, sociales, religieuses, économiques, tirées ou non de l'oeuvre de celui dont elles empruntent le nom, mais en fait élaborées par des disciples, en particulier Barthélémy-Prosper Enfantin (1796-1864); Armand Bazard (1791-1832) et Olinde Rodriguez.

Enfantin était un polytechnicien, qui connut, après sa démission, une vie errante, diffusa en province les idées du Maître, collabora au journal "Le Globe" que ses amis avaient acheté. Après la mort de Saint-Simon, il s'attribua certaines de ses idées. Il transforma en secte religieuse les amis demeurés fidèles, et fonda une communauté à Ménilmontant. Les excès de toutes sortes auxquels se livra cette communauté lui valurent d'être traduit en Cour d'assises pour association illégale et outrages aux bonnes moeurs. Condamné à un an de prison, il connut encore de multiples aventures dans les affaires industrielles et mourut à Paris après avoir laissé de nombreux travaux sans grande valeur.

Bazard eut lui aussi une vie aventureuse, se battit en 1815 dans la Garde Nationale, s'affilia au Carbonarisme, complota, fut condamné par contumace. Venu au saint-simonisme

en 1825, il participa à la fondation du journal : "Le Producteur" (ces hommes avaient senti la puissance de la presse). Il se sépara d'Enfantin à la suite de désaccords divers et se retira de toute activité, non sans avoir eu une influence appréciable.

Ainsi le saint-simonisme finissait mal : le socialisme et le nouveau christianisme ne remplaçaient pas le christianisme de l'Eglise éternelle.

Cependant, il exerça une influence appréciable.

C - L'influence du saint-simonisme.

- En premier lieu sur les hommes. Il agit fortement sur des personnalités jeunes qui devinrent des hommes d'affaires ou des créateurs de premier plan : les frères Péreire qui furent de grands banquiers, Ferdinand de Lesseps, Carnot.

- En second lieu, le saint-simonisme développa fortement la foi dans le progrès industriel et dans les vertus de la production et de l'organisation. Il sut deviner l'influence qu'allaient prendre les techniques modernes : machinisme, action sur l'opinion par la presse, rôle des banques, etc ... On a dit qu'il était un industrialisme renouvelé de Colbert; il fut plus que cela : un promoteur du progrès des techniques modernes. Il insuffla un grand dynamisme à toute une génération d'hommes d'affaires.

C'est par là peut-être, beaucoup plus que par ses spéculations intellectuelles ou ses études économiques qu'il eut une influence sur l'économie concrète. De ce point de vue, le saint-simonisme eut peu d'effet par sa doctrine; il en eut beaucoup par son état d'esprit.

Après avoir signalé celui-ci, il convient d'examiner l'ensemble des idées saint-simoniennes (1).

---

(1) On pourra consulter : "Exposition de la Doctrine de Saint-Simon", publiée par C. Bouglé et Elie Halévy - 2ème édit. Paris, 1930 - L'oeuvre de Saint-Simon. Textes choisis et Introduction par C. Bouglé. Paris, Alcan 1925 - C. Weill - L'Ecole saint-simonienne - Paris, 1896 - S. Charlety - Histoire du saint-simonisme, Paris, 1930 - P. Janet - Saint-Simon et le

....

++++++ § 2 - La philosophie de l'histoire et
++++++ la loi du progrès

Le meilleur moyen de montrer que le système analysé par les classiques est un système susceptible d'être remplacé par un autre plus satisfaisant, est de le replacer dans l'évolution historique; il prendra ainsi sa valeur relative et l'histoire montrera la nécessité de son remplacement.

A - La succession des périodes organiques et critiques.

Or l'étude historique montre qu'il est une loi de l'évolution des sociétés : la loi de progrès ou de perfectibilité. Le progrès de l'humanité s'effectue par le passage à travers une alternance de périodes organiques et de périodes critiques.

Les périodes organiques sont des périodes d'unité, de synthèse, d'expansion du sentiment religieux. "Une période est organique lorsque règne dans la société une théorie générale unique, une conception collective de la vie, dirions-nous, d'où tout semble se laisser déduire". (1). Ainsi l'Antiquité grecque avant les Sophistes, ou le Moyen Age avant la Réforme. Les périodes organiques sont des périodes d'association; mais elles comportent un élément interne de dissociation qui provoque tôt ou tard la fin de la période.

Les périodes critiques sont caractérisées par la division, l'anarchie, le développement de l'irréligion. "Une période critique est celle de la négation et de la dissolution". (Doctrine). Ce sont des périodes d'antagonismes; ainsi la période de la Réforme, le XVIIIème siècle et la période de la Révolution.

La période critique comporte deux phases : une phase destructive, suivie d'une période de transition qui prépare la période organique suivante, qui comporte un système d'association plus satisfaisant que celui de la période organique précédente.

....., saint-simonisme. Paris, 1878 - C. Bouglé - Socialisme français. Paris.

(1) On a utilisé principalement "L'Exposition de la Doctrine" de Bouglé et Halévy, et "L'oeuvre de Saint-Simon, Textes choisis et Introduction" de C. Bouglé. Les citations sont extraites de ces deux ouvrages.

Le progrès s'observe en joignant une à une les périodes organiques, délaissant les périodes critiques; on s'aperçoit alors que l'association s'élargit et s'approfondit de période en période, l'histoire tendant à l'association universelle et au déclin de l'antagonisme. L'Association universelle ne comportera plus d'antagonisme, mais n'empêchera pas pour autant le progrès, car l'exploitation de l'homme par l'homme qui est avec les guerres l'antagonisme essentiel, fera place à l'exploitation de la nature par l'homme. L'Etat dans sa forme traditionnelle à base de contrainte, disparaîtra; on substituera "au gouvernement des hommes, l'administration des choses"; la guerre, moyen de s'enrichir, disparaîtra devant les progrès de la production industrielle.

B - La synthèse économique dans la période organique.

Le saint-simonisme se présente ainsi comme une doctrine industrielle; au point de vue théorique, il se sépare dans une certaine mesure de la science économique traditionnelle en ce qu'il est historique, sociologique et largement philosophique.

Il présente une théorie cyclique du progrès dont la base est historique et sociale et non économique. Tous les phénomènes sociaux sont soumis à l'évolution; c'est l'enseignement de l'histoire. Par ailleurs, l'observation sociale montre que dans les périodes organiques, les phénomènes économiques sont étroitement rattachés aux institutions politiques et juridiques; l'erreur d'Adam Smith a été précisément d'isoler les phénomènes économiques de leur environnement, ce qui l'a poussé à n'étudier que des questions de détail : les prix, les revenus, le travail, qui ne nécessitent aucune vue d'ensemble de l'organisation sociale. C'est là la caractéristique d'une période critique où la science se perd dans l'analyse.

Il existe au contraire entre les phénomènes économiques sociaux, juridiques et politiques des relations que l'on doit s'efforcer de dégager pour prendre une vue synthétique de la période organique. Celle-ci met l'économiste dans la nécessité de relier les phénomènes économiques aux institutions juridiques et politiques.

Cette liaison, l'économiste l'effectuera à propos de deux questions fondamentales : la propriété qui gouverne la distri-

bution des capitaux et des revenus; l'organisation économique qui assurera la suprématie du producteur industriel.

++++++ § 3 - La propriété et la distribution des
++++++ capitaux et des revenus

C'est surtout à propos de la propriété que les disciples vont développer les idées de Saint-Simon et les pousser dans le sens collectiviste.

Les saint-simoniens ne vont pas critiquer la propriété en soi, mais son organisation juridique du moment, en particulier son mode de transmission, par voie d'héritage. Le régime juridique et social de l'héritage est critiquable à deux points de vue :

- du point de vue de la justice, car il entraîne l'inégalité dans la répartition.

- du point de vue de l'utilité, car il provoque une mauvaise organisation de la production.

A - La critique du droit de propriété.

La Révolution a supprimé les privilèges de naissance, mais a laissé subsister celui de l'héritage qui est la cause de toutes les injustices du moment et l'origine des classes antagonistes. Or la forme de la propriété n'est pas intangible; elle a toujours évolué dans le passé, elle perd d'ailleurs de jour en jour son importance par suite de la baisse du taux de l'intérêt et du taux des fermages.

Cependant, elle subsiste encore suffisamment pour maintenir l'opposition entre oisifs et travailleurs, qui a succédé aux oppositions anciennes entre maîtres et esclaves, seigneurs et serfs.

Aujourd'hui - dit l'Exposition de la Doctrine de Saint-Simon - l'hérédité de la propriété entraîne l'hérédité de la misère. Heureusement, le droit évolue, contrairement à ce que pensent les légistes et publicistes. En particulier la

forme de transmission a connu successivement le privilège de masculinité, le droit d'aînesse, le droit d'égalité entre les enfants. Convient-il de le maintenir à l'intérieur du groupe familial ? Les saint-simoniens répondent par la négative.

B - La réforme par suppression de l'héritage.

La propriété confère le droit de disposer des instruments de travail, c'est-à-dire des richesses qui ne sont pas immédiatement consommées. C'est la propriété des moyens de production.

La jouissance de ce droit doit comporter une obligation : les utiliser conformément à leur fonction sociale : obtenir le maximum de production. Or, le régime actuel n'aboutit pas à ce résultat, car celui qui reçoit les biens de production n'est pas forcément le plus qualifié pour les faire produire.

Pour instituer une véritable société organique et industrielle, il convient de substituer à l'héritage familial le droit d'héritage de l'Etat, devenu l'association des travailleurs. En effet, succéder, c'est remplacer; or, pour remplacer, il faut posséder un minimum de capacité; l'Etat recevant les biens sera chargé de les distribuer selon les capacités susceptibles de les mettre en oeuvre.

C'est alors la formule célèbre publiée dans "le Globe" : "à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses oeuvres". Elle exprime deux choses :

- la remise des biens de production sera faite aux individus travailleurs, en raison de la capacité dont chacun fera preuve.

- chacun recevra ainsi une rémunération en fonction de la capacité dont il aura fait preuve, en faisant produire les biens reçus de l'Etat.

Ainsi, le système de distribution ne sera plus injuste car il ne dépendra plus de mécanismes aveugles. Chaque homme aura reçu en fonction de ses capacités le moyen de produire et donc de gagner; et s'il subsiste une inégalité dans la répartition, elle ne sera plus injuste car elle ne sera que la traduction des différentes productivités.

La formule saint-simonienne réalise donc une répartition des moyens de production et des revenus.

L'égalité n'est établie qu'au point de départ; les saint-simoniens laissent ensuite jouer les différences de talent, d'habileté et d'esprit d'entreprise. C'est un système collectiviste mais non égalitaire.

++++++
++++++ § 4 - L'organisation du régime industriel

La redistribution de la propriété permettra de remédier à l'éparpillement de la production que suscite la concurrence et de l'organiser sous la direction des "hommes généraux", savants et ingénieurs et avec le soutien d'un "système de banques". Le régime industriel doit être compris dans un sens très large, celui de régime productif, l'industrie étant toutefois considérée avec grande faveur.

A - La critique de la concurrence et des mécanismes classiques.

Les classiques, - il faut entendre par là le système des Physiocrates et surtout de Smith, c'est-à-dire le système de l'organisation naturelle - ont écrit au cours d'une période critique; aussi leurs explications ne peuvent-elles que refléter la dissociation propre à ces périodes. Le mécanisme de la concurrence en est une illustration.

Pour les saint-simoniens, le jeu de la concurrence repose sur les antagonismes qui expriment l'état d'exploitation de l'homme par l'homme. Cette exploitation subsiste sous deux formes approuvées par la théorie de l'organisation naturelle. La propriété oppose la classe des oisifs à celle des propriétaires; on a vu comment la suppression de l'héritage doit faire disparaître cette opposition. Mais la concurrence en maintient une autre : l'opposition des consommateurs et des producteurs; les consommateurs étant ceux qui consomment sans être en même temps producteurs.

Or, la concurrence permet aux consommateurs de prélever une dîme sur le travail des producteurs, car les classiques qui envisagent le problème économique, surtout sous l'optique

du consommateur et non du producteur, préconisent les bas prix et l'échange des marchandises d'après leur coût de production.

Enfantin fait remarquer dans le Producteur que ce mécanisme ne se réalise que lorsque "deux producteurs apportent simultanément sur le même marché pour les échanger l'un contre l'autre les produits matériels de leurs industries". Mais il en est tout autrement lorsqu'un capitaliste apporte le produit achevé d'un travail passé et se trouve en présence d'un travailleur "qui n'apporte, pour l'échanger, que la promesse d'un travail futur". Dans ce cas, en effet, le capitaliste bénéficie d'un privilège car il peut payer le travailleur à un prix inférieur à la valeur du produit de son travail.

Par ailleurs, les bas prix ne sont favorables que s'ils proviennent d'une meilleure production réalisée "dans le même temps et avec les mêmes forces". Mais il en est autrement si le prix bas est obtenu par une baisse des salaires, car il y a bénéfice pour le consommateur, mais le travailleur est lésé. L'intérêt général n'est donc pas réalisé.

En d'autres termes, la concurrence est un bien lorsqu'elle est établie entre les choses, elle est néfaste lorsqu'elle joue contre les hommes, car elle se traduit par l'opposition des classes : les oisifs exploitent les travailleurs, les consommateurs exploitent les producteurs.

En résumé, l'état de dissociation est dû à un excès d'individualisme qui lèse l'intérêt général et entraîne les oppositions et l'anarchie. La solution est dans l'association qui rompra l'isolement des producteurs qui ne peuvent avoir une vue suffisamment complète et précise des besoins du marché.

B - L'organisation des producteurs.

L'intérêt général coïncide avec celui des producteurs et il est satisfait lorsqu'ils sont "associés en vue de collaborer à l'accroissement de la richesse sociale".

L'"Exposition de la Doctrine" ne fournit guère de détails sur cette association des producteurs, qui est en réalité une

organisation de la société industrielle calquée sur la "cellule" de base de la production : l'atelier. C'est l'administration des choses substituée au gouvernement des hommes, le gouvernement économique substitué au gouvernement politique, la transformation de la nation en associations productives, chargées d'assurer la prospérité dans le bien-être, l'harmonie et la paix.

L'organisation industrielle conduira automatiquement à la socialisation. Sans doute les producteurs s'organisent-ils spontanément contre les oisifs. Ils y trouvent déjà un double avantage : obtenir, grâce à une meilleure utilisation des capitaux une production plus intense - réaliser, grâce à la centralisation qui permet une meilleure connaissance des besoins, une distribution plus satisfaisante du produit.

L'évolution du système économique conduit donc à la concentration qui permet de réaliser l'organisation; on peut favoriser ce mouvement par l'établissement d'un système de banques qui réalisera une distribution rationnelle du crédit.

C - Le système des banques.

Il a pour but de mettre en oeuvre le système de répartition des biens de production.

Les banques accorderont des avances aux industriels qui auront reçu les biens de production, dans la mesure où elles les jugeront aptes à les faire fructifier. Elles s'inspireront tout naturellement de leurs capacités et de leur crédit. Ainsi sera spontanément consacrée, par la logique même du système de banque, la capacité de chacun; les banquiers joueront, aux côtés des industriels, un rôle primordial dans l'organisation de l'économie. Peu à peu, l'intérêt baissera et l'escompte sera supprimé, facilitant la production.

Pour compléter cette organisation, les saint-simoniens recommandent la substitution de l'emprunt sans amortissement à l'impôt, afin de faciliter la suppression de la propriété.

++++++
++++++ Conclusions

Les saint-simoniens sont donc avant tout partisans d'une organisation à base de centralisation et de la suppression de l'héritage. En cela ils sont bien socialistes; mais les disciples le sont beaucoup plus nettement que le maître.

Leurs analyses économiques sont peu nombreuses et assez pauvres; ils se situent beaucoup plus sur un plan historique et sociologique qu'économique. Ils proposent une conception évolutionniste de la société, où l'opposition des antagonismes et leur réduction est un des moteurs du passage des périodes critiques aux périodes organiques.

Leur conception annonce déjà bien des thèses qui seront développées ultérieurement par divers auteurs socialistes. Karl Marx reprendra lui aussi le thème de l'évolution historique et de l'opposition des classes, mais en les transformant profondément. Les thèses sur la propriété seront largement développées.

Mais les lacunes considérables de ce système qui voulait organiser l'économie tiennent dans une absence regrettable d'analyse économique. Il eût au moins fallu donner une conception du capital, de l'épargne, du crédit, de la productivité, pour étayer les thèmes relatifs à la distribution et à la mise en oeuvre des moyens de production.

Cependant, comme il a été déjà indiqué, Saint-Simon et les saint-simoniens ont joué un rôle important par l'ardeur avec laquelle ils ont lancé un certain nombre d'idées nouvelles contribuant à répandre un esprit favorable à l'essor industriel.

++++++ Section II
++++++
++++++ Le socialisme associationniste
++++++

Section II

Le socialisme associationniste

Le caractère essentiel de ce socialisme est de vouloir réaliser un milieu social où l'homme pourrait s'épanouir librement, alors que dans la société libérale, cette possibilité n'est donnée qu'à une minorité. Il pense trouver le principe de création de ce milieu dans l'association libre permettant la constitution de groupes autonomes de petites dimensions - à l'échelle humaine dirait-on aujourd'hui - où chacun entrerait volontairement selon ses inclinations personnelles. La société serait une fédération, également libre, de ces groupes. Donc, il rejette l'organisation autoritaire et centralisatrice des saint-simoniens, pour harmoniser et associer, par une sorte de mouvement allant de la base vers le sommet, un ensemble d'organismes constituant le milieu social.

Mais, dans ces groupes, le principe collectif est la base de la constitution; il suppose, à des degrés divers, une mise en commun, un apport de chacun au bénéfice de tous, même une vie commune. C'est en cela qu'il y a socialisme.

De plus, et c'est une originalité de ce socialisme, il pense retrouver ainsi le véritable milieu naturel, conforme aux desseins de la Providence. S'inscrivant en faux contre les principes de "l'organisation naturelle" des Physiocrates et de Smith, ils reprochent à ceux-ci d'avoir cru que la concurrence était le principe même de cet ordre. Au contraire, estiment-ils, la concurrence aboutit à la prééminence du plus fort et engendre les abus que l'époque connaît; l'association aura pour vertu de rendre les hommes libres et égaux.

Le socialisme associationniste comporte cependant des nuances, représentées surtout par Robert Owen, Charles Fourier et Louis Blanc.

++++++
++++++

§ 1 - Robert Owen et la création du milieu socialiste

Robert Owen était un grand industriel gallois, né en 1772, mort en 1858, après avoir exercé une forte influence

dans le milieu industriel anglais, bien qu'étant devenu communisant et anti-conformiste. Il fut un réalisateur, non seulement dans le domaine industriel, mais aussi dans celui des "oeuvres sociales" destinées aux salariés : logements ouvriers, économats, institutions d'épargne et de prévoyance. Il devait rechercher sans cesse un système applicable et ne connut guère que des échecs.

Il fut le promoteur dans ses propres entreprises d'une humanisation du travail : réduction de la durée de la journée de travail, refus du travail des enfants, etc ... Il essaya de faire élargir l'application de ces mesures par une législation appropriée; il échoua.

C'est alors qu'il essaya d'arriver à ses fins en se faisait le promoteur de l'association qui devait créer un milieu social favorable à l'épanouissement humain, car il croyait à une profonde influence du milieu sur l'homme, celui-ci étant en partie "conditionné" par ses modes d'existence.

Le milieu étant ainsi un facteur déterminant de la conduite individuelle, tous les hommes doivent se trouver dans des conditions identiques, aucun n'ayant une responsabilité ou un mérite propres. Il aboutit ainsi à un égalitarisme très prononcé, à l'égalité dans la satisfaction des besoins, donc à un refus des rémunérations individuelles différenciées. Il versa pratiquement dans le communisme.

Mais, ayant encore échoué dans ses tentatives de création de colonies communistes, il opta pour une solution plus modérée : le réformisme du système présent.

Il s'attaqua alors au profit, considéré comme l'élément déterminant du milieu social; sa suppression agirait puissamment sur la transformation du milieu. Le profit est en effet un élément injustement ajouté au prix de revient qui par ailleurs diminue le pouvoir d'achat du salarié. Or il est lié à la concurrence et rendu possible par la monnaie, qui permet les gains différentiels dans l'échange. Il convient donc de remplacer la monnaie par les bons de travail, qui exprimeront la véritable valeur, ainsi que l'a montré Ricardo.

Robert Owen vit ses idées soumises à l'épreuve, par la création à Londres d'un Magasin d'Echange du travail fonc-

tionnant d'après le système des bons de travail et mettant directement en relation le producteur et le consommateur, supprimant donc l'intermédiaire.

Cette nouvelle entreprise connut encore l'échec. Cependant, l'idée qu'elle mettait en oeuvre eut par la suite un grand retentissement, car c'est d'elle qu'est sorti le mouvement coopératif, qui cherche précisément à supprimer le profit - même dans une économie monétaire - par la mise en contact direct du producteur et du consommateur.

++++++

++++++ § 2 - Le socialisme phalanstérien de Fourier

A l'inverse de Robert Owen, Charles Fourier était un homme effacé et modeste, employé de commerce, autodidacte et rêveur, extravagant même par certaines idées. Il était célibataire et avait horreur de la vie de famille, ce qui explique en partie son projet.

Fourier veut lui aussi assurer la liberté individuelle et même affranchir l'homme de toute contrainte, y compris celle qu'exercent sur lui ses passions. C'est donc le milieu socialiste que veut créer Fourier; milieu qui permettra de donner à l'individu la possibilité de s'épanouir pleinement et librement.

Passons rapidement sur son utopique vision du phalanstère.

Le phalanstère est une communauté fermée où vit une "phalange" de 1.500 personnes, d'une existence simple où tout est consommé en commun après avoir été produit en commun. Le système repose donc, ici encore, sur la suppression de l'intermédiaire et la réunion au sein du groupe, des activités productrices et consommatrices.

Mais l'originalité, ou l'extravagance du système, tient en ce que le travail des producteurs sera devenu attrayant. Pourquoi le travail est-il pénible dans la société actuelle ? Non seulement parce que l'homme est subordonné à un autre homme, mais encore parce qu'il ne peut suivre ses inclinations naturelles dans son effort productif. D'où les oppositions et les antagonismes.

Il est un élément qui peut donner à la société l'unité cherchée; c'est une force équivalente à l'attraction universelle qui fait l'unité du monde physique : l'attraction passionnelle. Ce n'est donc pas la contrainte, mais la libre attraction des passions qui doit être l'élément susceptible de rendre l'homme socialement utile. On ne saurait en attendre que des bienfaits, car Dieu a établi l'harmonie des goûts et des travaux qui s'exprime par les inclinations individuelles.

Le travail dans le phalanstère est donc libre et varié, choisi par l'"harmonien" en fonction de ses goûts et suffisamment divisé pour qu'on puisse passer d'une tâche à l'autre. Le principe de l'intérêt personnel est ainsi remplacé par l'attraction de douze passions, dont trois majeures qui assurent un travail suffisant : la "composite" qui pousse les hommes à s'associer, la "cabaliste" qui entretient l'émulation, la "papillonne" qui incite au changement. Le travail salarié est ainsi remplacé par le travail associé, devenu attrayant en même temps que productif, puisque chacun travaille selon ses goûts pour l'avantage de la communauté. On est ainsi assuré de bénéficier du nécessaire.

Ainsi, travail associé et consommation en commun, assortis des avantages d'une organisation de la production par petites unités et d'un contact direct avec la production agricole et la vie rurale (le phalanstère est l'antidote des cités urbaines) constituent les éléments essentiels du système de Fourier.

Celui-ci trouve une justification de l'importance relative qui lui est en général accordée, au fait qu'il a - comme Owen en Angleterre - implanté dans le milieu ouvrier l'idée de l'association ouvrière et de la coopération. Il exerça une influence certaine sur le socialisme de 1848 et sur le mouvement ouvrier, ainsi que sur certains intellectuels.

Mais il n'apportait rien sur le plan de la connaissance des phénomènes économiques.

Mention doit être faite du nom de Louis Blanc, dont l'Organisation du travail, parue en 1841, contient une critique très dure de la concurrence qu'il propose de remplacer par l'association organisée au sein de l'"atelier social", groupant par métier les libres adhérents à une sorte de société ouvrière de production, base d'une société collectiviste.

++++++ Section III
++++++
++++++ Le mutuellisme de Proudhon
++++++

Pierre-Joseph Proudhon naquit en 1809 à Besançon, dans une famille modeste : "Mon brave homme de père vécut pauvre, mourut pauvre et laissa des enfants pauvres", écrit-il à Mme d'Agoult. Il gagna sa vie jeune encore, tandis qu'il poursuivait seul l'acquisition de nombreuses connaissances qui lui permirent de devenir un écrivain appréciable et un penseur original, bien qu'un peu confus et brouillon, n'ayant pas toujours bien assimilé ce qu'il avait trop hâtivement lu. Mais ses écrits débordent de chaleur pour ses compagnons d'infortune, d'amour pour "le peuple" et aussi, d'aigreur pour tout ce qui est le monde bourgeois et la religion.

++++++ § 1 - Les caractères généraux de l'oeuvre de
++++++ Proudhon

Proudhon part d'une double critique : celle du système économique existant et celle des "utopies" socialistes qui ont été proposées depuis le début du siècle. Adversaire résolu de la forme présente de propriété privée, il se propose d'en modifier l'institution par la création d'une Banque d'Echange. C'est donc dans les phénomènes d'échange et de circulation qu'il situera son effort de réformes qui tient en un mot : le mutuellisme.

C'est par sa critique de la propriété que Proudhon fait figure de socialiste. Mais sous la violence de ses invectives, il demeure cependant partisan d'une forme de propriété qui garantirait la liberté, la justice et l'égalité. C'est donc à l'organisation institutionnelle du moment qu'il s'attaque.

Il critique le socialisme antérieurement présenté, car il l'accuse de supprimer la liberté et il est pour la même raison, très violent à l'égard du communisme. Il ne cessera de protester contre tout ce qui, sous prétexte d'égalité, porte atteinte à la liberté.

Mais sa grande passion est la justice. C'est elle qu'il poursuit et il la conçoit comme étroitement liée à l'égalité; le mutuellisme établissant la réciprocité des services dans l'échange, établit la justice par l'égalité. Proudhon est avant tout un moraliste.

Tout ceci ne va pas sans contradictions; c'est une des caractéristiques de son oeuvre. Celle-ci est cependant foncièrement une et cohérente, par son thème essentiel : l'émancipation de la classe ouvrière par la justice et la conquête de la capacité politique. C'est ce qui donne à Proudhon son visage très personnel : il est le philosophe et le moraliste de l'émancipation ouvrière. Son oeuvre a, de ce point de vue, une résonance profonde; grâce à lui, le socialisme est fondé en humanité et en dignité. En cela il est sans doute le plus grand des socialistes.

La faiblesse de son oeuvre vient de ce qu'il est resté trop uniformément sur le plan doctrinal; plus que tout autre, sa problématique doctrinale reste sans réponse scientifique. C'est sur ce point que Karl Marx insèrera sa critique et présentera son socialisme scientifique qui l'emportera sur celui de Proudhon, grâce à son interprétation plus complète et plus synthétique mais beaucoup moins humaine.

Tout cela doit souligner qu'une grande partie de l'oeuvre de Proudhon restera en dehors de notre étude, car elle relève de la philosophie sociale; on retiendra donc qu'on n'en connaîtra ici que les parties qui intéressent notre recherche, mais que pour autant on n'aura pas épuisé l'oeuvre considérable et remarquable de ce grand socialiste (1).

---

(1) Proudhon a écrit une oeuvre volumineuse. On pourra en lire des extraits dans l'ouvrage précieux et très documenté : "P.J. Proudhon, préface et textes choisis", par J. Lajugie. Collection : "Les grands économistes", Dalloz, Paris. La préface donnera une excellente connaissance de Proudhon. Voir également la bibliographie qu'elle contient.

++++++ § 2 - La critique des formes présentes de
++++++ la propriété

A - La propriété permet la spoliation.

"La propriété, c'est le vol"; cette phrase célèbre qui lui vaut la Cour d'assises - qui l'acquittera d'ailleurs - ouvre son "Premier mémoire sur la propriété" (1840). Proudhon ne veut pas dire que la propriété est le produit du vol, mais que dans son organisation actuelle, elle permet au propriétaire de percevoir un revenu sans travailler.

C'est donc le régime institutionnel de la propriété qui est critiquable, car de soi, la libre disposition des fruits du travail et de l'épargne est "de l'essence même de la liberté". Mais dans l'organisation présente, le propriétaire a la possibilité de percevoir une "aubaine" sous forme de rente, fermage, intérêt, bénéfice, commission, etc ... Dans cette mesure, la propriété permet de bénéficier du bien d'autrui et du fruit de son travail; c'est en cela qu'elle aboutit à une spoliation.

Mais reste à en expliquer le mécanisme.

B - Le contrat individuel de travail et le travail collectif.

Le travailleur est rémunéré en vertu d'un contrat individuel de travail, conclu librement; est-ce donc l'usage de cette liberté qui est à l'origine de la spoliation ?

Proudhon répond par une distinction entre la productivité du travail individuel et celle du travail collectif. Le travail associé, combiné dans l'oeuvre de production, a une productivité supérieure à celle du travail isolé : "Deux cents grenadiers - écrit-il dans son Premier Mémoire sur la propriété - ont en quelques heures dressé l'obélisque de Louqsor sur sa base; suppose-t-on qu'un seul homme en deux cents jours en serait venu à bout ? Cependant au compte du capitaliste, la somme des salaires eût été la même". Or, le contrat individuel de travail vaut au salarié la rémunération du service rendu par sa journée de travail, c'est-à-dire - en admettant que ce contrat soit juste - la valeur du produit

individuel du travail; mais le capitaliste garde pour lui le supplément qui est dû au produit de la force collective : "cette force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts. Il (le capitaliste) ne l'a point payée. (Premier Mémoire, p. 94). Il y a donc une "erreur de compte", d'où découle le profit".

Il y a, en fait, chez Proudhon, une erreur de raisonnement. Il confond la productivité du travail associé avec la productivité du processus de production. Il pense que le capital et la terre n'ont pas de productivité, car sans le travail, ils ne produisent rien. Mais il oublie que c'est la combinaison des trois facteurs, réalisée par l'entrepreneur, qui donne, par rapport au travail isolé ce surcroît de productivité; c'est au processus de production et non seulement au travail collectif qu'est imputable cette productivité supérieure.

C - La substitution de la possession à la propriété.

Proudhon ne conclut pas que la propriété soit pour autant condamnable. En effet, la libre disposition des fruits du travail est un corollaire de la liberté individuelle et de la propriété personnelle de l'homme. Elle est même un moyen de garantir cette liberté. Aussi critique-t-il les socialismes antérieurs et le communisme qui abolissent propriété et liberté.

Il insiste donc sur ce point : c'est simplement le revenu sans travail que permet la propriété capitaliste qu'il convient de supprimer, tout en conservant la propriété elle-même, à condition de réformer son cadre institutionnel.

Il propose alors la substitution à la propriété capitaliste, de la possession, qui garantira au travailleur les fruits de son travail, mais supprimera le revenu sans travail.

Comment y parvenir ? En intervenant non pas dans la structure de la production ou de la répartition, mais dans le mécanisme et l'organisation de l'échange.

++++++
++++++ § 3 - Le mutuellisme par l'échange

Bien que les idées de Proudhon ne soient pas en ce point extrêmement claires, on peut les interpréter de la manière suivante : la propriété capitaliste, c'est le droit de percevoir un revenu sans travail en louant la chose détenue; la possession, c'est le droit de détenir les capitaux pour les faire fructifier, sans avoir à payer un prix pour ce faire.

Louer le capital, c'est un acte d'échange qui permet la perception de l'aubaine, sous la forme de l'intérêt. Pour la supprimer, il suffit d'organiser le prêt gratuit des capitaux. C'est la réalisation du mutuellisme dans l'échange qui fonde la justice. Que faut-il entendre par là ?

Egalité et Justice ne seront respectées que si on réalise la réciprocité des services. C'est le principe du mutuellisme qui 1) sauvegarde la liberté à laquelle Proudhon tient par-dessus tout, 2) assure l'égalité des situations et des conditions économiques et 3) instaure la justice.

Instaurer le mutuellisme, c'est-à-dire la réciprocité des services, sera réalisé, pense Proudhon, par la Banque d'échange, qui assurera la gratuité du prêt.

A - Le principe de la Banque d'échange.

Tous les capitaux peuvent donner lieu à une aubaine, et tous peuvent prendre la forme monétaire sous laquelle ils sont offerts sur les marchés. La monnaie est donc de toutes les variétés de capitaux, celle qui a la plus grande importance. Il suffit de prêter gratuitement la monnaie pour que le droit d'aubaine disparaisse pour tous les capitaux. En effet, les travailleurs pourront obtenir gratuitement les capitaux pour les faire fructifier par leur travail, et n'auront plus à les louer contre versement d'un intérêt ou d'un loyer. Le travailleur sera mis en possession des capitaux et pourra les faire fructifier en gardant le produit intégral de son travail. Ainsi la justice sera réalisée.

La Banque émettra des billets inconvertibles en numéraire que ses adhérents accepteront en échange de leurs marchan-

dises, donnant aux porteurs de billets l'assurance d'obtenir des produits en échange, d'autant plus que la banque ne les émettra que contre livraison de marchandises. Elle pourra faire des avances en billets "sur produits futurs", c'est-à-dire financer sans intérêt une création d'entreprise. Ainsi les capitaux peuvent être obtenus gratuitement par toute personne, la distinction entre capitalistes et salariés disparaît, entraînant la disparition de la contrainte et donc de l'Etat; c'est l'an-archie.

Dans cette situation, il n'y a plus que des associés libres, liés par contrat volontaire, et assurant le crédit par un engagement mutuel. Le mutuellisme reparaît ainsi dans l'organisation de l'échange.

B - L'échec de la Banque d'échange.

En fait, la Banque d'échange n'a pas fonctionné et n'aurait pu vraisemblablement fonctionner, car l'engagement mutuel n'aurait pu suffire à éviter, 1) la dépréciation des billets consécutive à quelques défauts de recouvrement, toujours inévitables, 2) la prime de la monnaie convertible qui n'aurait pas manqué de se manifester en raison de sa plus grande commodité. Il a par ailleurs méconnu le fait que la monnaie n'est pas un simple numéraire, instrument d'échange, mais aussi un instrument d'encaisse, un moyen de conserver la valeur et qu'à ce titre, elle a un prix, comme Keynes le fera remarquer plus tard.

C - Le droit au travail.

Déçu par l'échec de ce projet - qu'il avait d'ailleurs improvisé au cours de la Révolution de 1848 - il se retourna vers le "droit au travail". Si on pouvait assurer celui-ci au travailleur, sa sujétion économique disparaîtrait. C'était la formulation de ce qui deviendra une revendication ouvrière majeure : la garantie du salaire par la permanence et la stabilité de l'emploi. Mais sa réalisation ne pouvait être le fait d'une décision légale, à supposer qu'on fût d'accord pour l'instituer. Il fallait une technique économique pour réaliser une demande de travail toujours suffisante pour assurer la pleine occupation. Or, Proudhon ne faisant pas d'analyse économique, ne put apporter la réponse technique qui aurait permis de traduire dans les faits l'aspiration du droit au travail. Il fau-

dra attendre Keynes et sa "Théorie de l'Emploi" pour obtenir ce moyen technique.

o

o o

Aussi en dehors de sa philosophie sociale, reste-t-il peu de chose de Proudhon. On peut retenir la vigueur avec laquelle il a souligné l'existence du revenu sans travail, et le fait que certaines spoliations ne sont pas l'effet de lois naturelles intangibles mais d'une organisation institutionnelle réformable. Et c'est en cela qu'il demeure dans la tradition socialiste.

Mais, en se souvenant qu'il serait inconvenant de ne juger Proudhon que sur ses apports à la pensée économique, il faut dire qu'il a formulé d'une manière passionnément attachante un grand appel vers la Justice et la promotion ouvrière par l'acquisition d'une capacité humaine plus complète. Et cela suffit à sa grandeur.

++++++ § 4 - L'interventionnisme de Rodbertus
++++++ et Lassalle

Ce n'est pas sans artifice que ces deux auteurs sont étudiés sous le même titre que Proudhon, car s'ils sont comme lui, préoccupés par les problèmes de la propriété, du travail et des revenus, s'ils réclament de l'Etat une action favorable aux travailleurs, ils sont interventionnistes et partisans d'une sorte de socialisme d'Etat qui les éloigne finalement du mutuellisme.

A - Rodbertus.

Rodbertus est un propriétaire foncier, allemand, qui vint au socialisme, en partie sous l'influence des socialistes français.

Il critiqua les positions classiques dès 1837, en écrivant son ouvrage, "Revendications des classes laborieuses", qu'il ne put faire paraître et dans ses Lettres sociales,

qui parurent en 1850 et 1851. Mais c'est Lassalle qui le fait connaître auprès des masses ouvrières.

Il s'oppose à la conception selon laquelle l'intérêt général est réalisé par la libre poursuite des intérêts individuels. La production se réglant sur la demande solvable est orientée vers la satisfaction des besoins des classes riches; donc l'ajustement entre production et besoins réels est défectueux. D'autant plus que la rentabilité des sous-productions qui font monter les prix, vient encore gêner l'adaptation. D'où les crises de sous-consommation.

Rodbertus s'oppose encore plus nettement au système de la répartition des revenus, car pour lui, seul le travail étant productif, le capital n'a droit à aucune rémunération. L'épargne n'est liée qu'à l'économie d'échange et l'intérêt est le fruit du régime juridique de l'appropriation privée.

Le socialisme de Rodbertus est cependant modéré. Il maintient le régime de la propriété privée, demandant simplement l'intervention de l'Etat pour fixer les revenus, les prix et assurer la pleine utilisation des facteurs de production.

B - Lassalle.

Lassalle était, comme Rodbertus, un socialiste allemand. Son rôle se situa surtout sur le plan de l'action où, grâce à son énergie et à son dynamisme puissant, les idées de Rodbertus sur l'intervention de l'Etat, connurent une audience de plus en plus grande.

Compagnon de K. Marx en 1848, alors qu'il avait 23 ans, il se retira de l'action politique pour se consacrer à l'étude, mais y revint en 1862. Il joua dès lors un rôle important auprès du mouvement ouvrier et mena une dure campagne contre le gouvernement prussien. Il fonde à Leipzig, en 1863, l'Association Générale des Travailleurs Allemands. Pendant deux ans, il enthousiasme ses auditoires populaires par son éloquence et répand le thème de l'exploitation ouvrière, en s'appuyant sur le "loi d'airain des salaires" que Marx combattra, ainsi qu'il a été indiqué.

Mais son action est de courte durée; il meurt des suites d'un duel, le 31 août 1864.

Il a contribué fortement à préparer le futur parti social-démocrate et à répandre l'idée de l'intervention de la puissance publique qui conduira au socialisme d'Etat, lequel verra sa destinée assurée progressivement à la suite du Congrès d'Eisenach, en 1872.

++++++ Chapitre III
++++++
++++++
++++++ LE SOCIALISME "SCIENTIFIQUE" DE MARX
++++++

L'oeuvre écrite de Karl Marx (1818-1883) est considérable; sa résonance demeure profonde, son influence s'étend sans cesse. Cependant elle est peu lue, en raison même de son importance volumineuse. On n'en connaît souvent qu'un "condensé" plus ou moins fidèle. Mais c'est là un des secrets de sa réussite : elle peut se ramener à quelques schémas simples et simplistes, aisément perceptibles, dont l'aspect frappant cache les faiblesses.

Et cependant, nous allons devoir sacrifier à cette habitude; non par inclination mais par nécessité. Présenter dans sa totalité l'oeuvre de Marx exigerait une longue étude, que le cadre de ce Cours ne permet pas d'entreprendre.

Il importe donc d'indiquer qu'il ne sera traité que de l'aspect économique du marxisme et encore celui-ci devra-t-il être schématisé pour contenir dans le cadre imposé.

Cet avertissement est nécessaire pour deux raisons :

- ne pas tromper le lecteur, en lui laissant la possibilité de penser qu'il connaîtra Marx après ces brèves indications.

- ne pas laisser croire que son oeuvre est réduite à quelques schémas simples pour mieux la critiquer.

Qu'il soit donc entendu que cette limitation est aussi consciente des inconvénients qu'elle présente pour l'exposé

comme pour la critique, que des insuffisances qu'elle comporte pour la connaissance de la pensée authentique d'un auteur si discuté.

D'ailleurs, pour bien connaître Marx, il faut l'avoir lu soi-même; vraie pour tout auteur, cette remarque l'est tout particulièrement pour celui-ci. Il y faut aussi une préparation et quelques guides. On trouvera, dans la bibliographie donnée en annexe, des indications pour une étude personnelle. (Voir en fin de la 1ère Partie).

Par ailleurs, d'excellentes études montrent les aspects divers de cette oeuvre; il paraît inutile de les reprendre. On étudiera donc Karl Marx selon l'optique propre à ce cours : l'évolution de la pensée économique. C'est dire que son oeuvre sera étudiée de manière à montrer en quoi elle prolonge la science économique de l'époque et en quoi elle s'oppose à elle.

Marx continuateur et contradicteur des classiques; telle sera la ligne principale de l'étude qui lui est ici consacrée.

++++++ Section I
++++++
++++++ La problématique marxiste
++++++

Si l'on en croit Antonio Labriola, l'ouvrage fondamental de Marx "Le Capital", paru en 1867, serait "non pas le premier livre du communisme critique, mais le dernier grand livre de l'économie bourgeoise". Or Karl Marx est bien le fondateur de la doctrine la plus violemment opposée au capitalisme que révèle l'histoire de la pensée économique. Et ceci explique le paradoxe de ce propos.

Cependant ce paradoxe est superficiel, car Labriola exprime sous cette forme, sans doute exagérée, une vérité certaine. En effet, quand Marx est replacé dans les conditions qui ont gouverné l'élaboration de son oeuvre, on se rend compte que sa démarche l'a amené par étapes successives à aborder, puis à assimiler l'analyse économique des classiques, pour en

retourner les conclusions contre le régime capitaliste que cette analyse s'efforçait d'interpréter et de justifier.

Sans doute, serait-il exagéré de vouloir ramener tout le contenu du marxisme à un retournement de l'analyse classique contre le régime capitaliste. On a déjà indiqué tout ce que charrie cette "doctrine fleuve" et la nécessité dans laquelle on se trouve ici de n'aborder que certains courants internes. Dans cet esprit - cette limitation étant posée au départ - ce n'est pas trahir Marx que de montrer comment son analyse économique est dépendante de l'analyse classique, mais comment elle reçoit d'une problématique très personnelle et fondamentalement opposée à la problématique de Ricardo, une destination et un finalisme profondément anti-classiques.

++++++

++++++ § 1 - L'évolution intellectuelle de Marx

On ne saurait interpréter Marx économiste, sans référence au philosophe et à l'agitateur politique, expulsé d'Allemagne, réfugié à Londres en 1850 après avoir déjà connu Paris et Bruxelles (en 1843, alors qu'il avait 25 ans).

Philosophe, il est amené par son obédience hégélienne à accorder une primauté constante au jeu des contradictions.

Agitateur politique, il s'emploie à concevoir et à promouvoir un minimum de réformes sociales.

Celles-ci ne sont d'abord que superficielles. Marx est alors un radical au sens politique du terme; mais il se rend bientôt compte qu'une telle position ne l'amène qu'à des résultats pratiques limités.

Il s'afforce alors d'approfondir de plus en plus son étude des phénomènes sociaux. Son hégélianisme le poussant dans ce sens, il tend à découvrir, au-delà des simples conflits politiques, des antagonismes résidant dans la structure même de la société.

C'est alors qu'il va faire connaissance avec le socialisme idéaliste français.

Mais l'étude de ces réformateurs sociaux ne peut le satisfaire. Elle se borne à lui faire reconnaître au-delà des projets et des utopies, l'existence des mécanismes économiques dont l'analyse seule peut permettre de fonder avec un minimum de rigueur des aspirations solides. Sans doute devra-t-il beaucoup à Saint-Simon, et surtout à Proudhon; mais il aperçoit très tôt un hiatus profond entre les rêveries de ces "utopistes" et les enseignements de l'analyse. Aussi devra-t-il les combattre sans merci, ne serait-ce que par simple nécessité logique.

Il commence ses attaques contre Proudhon, qui a publié en 1846 son ouvrage "Systèmes des contradictions économiques ou Philosophie de la misère".

Il dénonce les idéalistes, en répliquant à Proudhon dans sa "Misère de la Philosophie" (1847), l'année même où cette révision du socialisme idéaliste le conduit à poser en collaboration avec Frédéric Engels, les bases sommaires de son système, dans le Manifeste du Parti communiste, qui paraît au début de l'année 1848. La scission est accomplie entre ceux qu'il appellera les utopistes et qu'il veut démasquer et le scientifique qu'il prétend être.

Mais s'il se veut scientifique en 1848, c'est qu'il a déjà pris une connaissance rapide des thèmes de la théorie classique.

Au cours des années suivantes, il va approfondir cette recherche qui le mènera d'abord à la Critique de l'Economie Politique en 1859, et au Capital à partir de 1867. (1)

L'approfondissement des problèmes économiques qui se fait de plus en plus réel d'une publication à l'autre, révèle une connaissance sans cesse approfondie de la pensée classique. Aussi, le philosophe, le métaphysicien, le sociologue, tendent-ils à s'intégrer en lui à l'économiste qu'il devient. A s'intégrer et non pas à disparaître, car c'est un des traits fondamentaux de la personnalité de Marx et de son oeuvre qui en est le reflet fidèle : il n'y a pas chez lui élimination d'un personnage au profit d'un autre, mais extension d'une personnalité par intégrations suc-

---

(1) Les tomes II et III du Capital ne paraîtront qu'après la mort de Marx.

cessives de caractères nouveaux. La pensée économique des classiques vient rejoindre la philosophie de Hegel, les aspirations socialistes, les visées de l'agitateur; elle va jouer d'ailleurs le rôle d'un catalyseur.

Mais pourquoi la théorie classique va-t-elle jouer ce rôle ?

++++++ § 2 - L'affrontement de Marx à la pensée
++++++ classique

Il convient de se replacer dans le milieu intellectuel du XIXème siècle pour comprendre comment Marx affronte la pensée classique en méprisant le socialisme idéaliste.

A - L'identité de l'analyse et l'opposition des finalités.

L'économie politique est fraîchement constituée en tan que science : trois quarts de siècle séparent Marx d'Adam Smith; qu'est-ce donc auprès de l'âge de la philosophie ? Or l'économie politique est, en tant que telle, toujours accaparée par l'Ecole de Manchester.

La synthèse progressivement élaborée par Smith, Malthus, Ricardo et qui vient de recevoir de Stuart Mill sa mise au point définitive, est considérée comme la forme la plus achevée de l'explication économique. Et ceci d'une façon apparemment d'autant plus légitime que la vie économique de la Grande-Bretagne est à son tour la manifestation la plus démonstrative du capitalisme industriel. A telle enseigne que c'est en partie, pour être au coeur de la vie économique, que Marx choisit Londres, parmi les lieux possibles de son exil.

Mais, de plus, dès que Marx aborde les économistes anglais, il se trouve beaucoup plus à l'aise qu'au contact des socialistes français.

On peut en effet relever des affinités profondes entre Marx et les classiques anglais, en particulier les tendances à la schématisation, à l'abstraction, à la généralisation.

Sans doute, personne ne répugne à l'examen des faits; cependant, à mesure que progresse l'Ecole anglaise, l'abstraction l'emporte et l'utilisation des faits se modifie. Chez Adam Smith, il y a utilisation brute du fait, qui est toujours invoqué; chez ses successeurs, l'utilisation est indirecte; elle passe par l'intermédiaire des principes, l'induction est de plus en plus brève, on va de plus en plus rapidement des faits à la loi et de la loi à ses conséquences.

De ce point de vue, l'analogie est frappante entre Ricardo et Marx; peut-être leur communauté d'origine n'y est-elle pas étrangère.

On ne saurait oublier non plus que si les économistes anglais ne sont pas, au même titre que Marx, des philosophes, ils n'en sont pas moins fortement imprégnés de philosophie. Ainsi qu'on a eu l'occasion de le noter, Smith, Ricardo et Stuart Mill font dériver d'une conception philosophique leur vision de l'économie.

Aussi, Marx, comme les classiques, prétend se départir de tout jugement de valeur, prétendant traiter le fait et non le droit. Les préoccupations éthiques ne viennent pas comme chez leurs adversaires directs, socialistes idéalistes, dénaturer ou dévier la démarche scientifique.

Telle est du moins la commune prétention des classiques et de Marx. On a vu ce qu'il en était pour les premiers; il en est de même pour l'auteur du "Capital" : c'est là une prétention qui ne correspond pas à la réalité. Pour Marx, le jugement de valeur n'est pas au premier plan, mais il est implicite, sous-jacent au raisonnement, qu'il imprègne autant qu'il le commande. Si ce jugement de valeur est directement opposé à celui des classiques, il emporte la même conséquence : la déshumanisation de l'économie qui pousse à considérer la chose plutôt que l'homme.

L'analogie entre les auteurs et leurs caractères intellectuels se réfléchit dans leurs oeuvres.

B - La confrontation de Ricardo et de Marx.

Très instructive est la confrontation des Principes de Ricardo et du Capital de Marx; ils présentent le même degré d'abstraction et la même complexité d'analyse.

1 - L'abstraction ricardienne méconnaît non seulement la véritable nature de l'homme, mais encore une grande part de la réalité qu'elle veut exprimer. Ainsi, du seul point de vue de la rente, la méconnaissance des conditions d'exploitation des pays neufs et du développement ininterrompu de la technique agricole, laisse se développer une logique rigoureuse purement déductive, mais qui ne trouve pas dans les faits une vérification suffisante.

Parallèlement, l'abstraction chez Marx fait reposer la thèse de la concentration de la propriété sur la concentration des instruments de production. Mais elle omet la transformation progressive des facteurs juridiques, ne prend pas garde que le développement de la société anonyme conduira en fait à la concentration des pouvoirs mais avec une diffusion de la propriété. Et ceci dissimule le fait que, dans la réalité, le mode d'appropriation à forme collective existe déjà partiellement dans le capitalisme.

2 - La complexité de l'analyse conduit dans les deux cas à l'hermétisme de la forme. Ainsi est rendue possible une exégèse avec des interprétations non seulement différentes mais divergentes. D'où la naissance de toute une glose, voire de querelles, avec des orthodoxes et des hétérodoxes, des marxistes et des marxiens.

Cependant, ce ne sont là que des similitudes formelles; le même mode de pensée, la même méthode, ne doivent pas cacher les divergences fondamentales; elles s'expriment surtout par la problématique.

++++++ § 3 - La problématique du matérialisme
++++++ historique

Ces divergences tiennent au fait fondamental que Marx, en dépit de sa prétention à l'analyse scientifique, ne cesse à aucun moment, et plus encore que les classiques, d'être imprégné de finalisme, et d'un finalisme qui lui est très particulier car il découle de ses positions philosophiques et économiques étroitement intégrées à son objectif de connaissance économique. Rarement l'histoire de la pensée montrera une pareille détermination de l'effort de connaissance par une conception générale antérieure de l'homme et du monde.

A - Le finalisme de Marx.

Marx part d'une philosophie matérialiste de l'histoire et d'une sociologie dichotomique et c'est dès ce moment-là qu'il est socialiste. Ce n'est pas l'analyse économique qui - contrairement à ce qu'il veut démontrer - le conduit au socialisme; c'est le socialisme doctrinal qui conduit non pas son analyse, mais l'emploi qu'il va faire de l'analyse classique. L'économie n'est destinée qu'à recouvrir d'une matière scientifique la trame de ses conceptions idéologiques; mais le tout sera solidement confectionné.

Ce que recherche Marx, c'est, par l'étude des mécanismes de la production et de la répartition, fournir une justification apparemment objective d'un parti pris subjectif. On peut dire, en reprenant Pareto : "le Capital n'est, par rapport au reste de l'oeuvre de Marx, qu'un appendice destiné à déblayer le terrain des objections qu'on pourrait faire à la doctrine en se fondant sur l'économie politique".

D'où l'impression procurée par "le Capital" : on voit le but poursuivi, mais on distingue mal la route qui y conduit. Cette route est d'ailleurs accidentée, et en chemin on change d'attelage si besoin est. Ainsi, à propos de la théorie du capital, comme il sera montré plus loin.

Cette obscurité et ces variations d'itinéraire ont plutôt servi que discrédité l'oeuvre, parce qu'elles ont apporté une impression de profondeur discutable et déconcerté la critique.

Mais d'où vient ce finalisme ? De la position philosophique adoptée au départ.

B - Le matérialisme dialectique de Marx, élément de sa problématique.

Disciple de Hegel, Marx va plus loin que son maître en tirant les extrêmes conséquences de ses thèses.

1 - Le principe de la dialectique.

Pour Marx, c'est non seulement la pensée, mais l'histoire, qui se déroule selon un processus dialectique. Chaque état historique, chaque époque, chaque système constituent,

de par leur existence même, une affirmation : c'est la thèse, premier élément du processus dialectique.

Cette affirmation, du seul fait qu'elle est, contient en elle-même le germe de sa propre négation et crée l'antithèse, deuxième élément de l'opposition dialectique.

D'où une contradiction, un principe de déséquilibre conduisant à la nécessité de trouver un équilibre nouveau qui la résout par la négation de la négation; c'est la synthèse.

Ce cheminement va réaliser le progrès de l'histoire, comme il réalise, pour Hegel, celui de la pensée.

Marx applique en effet cette conception à toutes ses recherches et notamment à l'étude de l'évolution des sociétés.

2 - L'application de la dialectique à l'histoire de la société.

A l'intérieur de chaque période historique, on voit apparaître de nouveaux rapports de production, dérivés du mode même de production. Ces rapports constituent l'infrastructure d'où découle un antagonisme logique, compromettant suffisamment la superstructure morale, politique et religieuse pour qu'une nouvelle solution apparaisse.

Dans sa préface à la Critique de l'Economie Politique (p. 5), Marx écrit dans un célèbre passage : "Dans la production sociale des moyens d'existence, les hommes contractent des rapports déterminés, nécessaires et indépendants de leur volonté, des rapports de production qui sont corrélatifs à un stade déterminé du développement de leurs forces productives. Tout l'ensemble de ces rapports de production forme la structure économique de la Société, c'est-à-dire qu'il est la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes déterminées de la conscience. Le mode de production de la vie matérielle détermine en général le processus social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine sa manière d'être, mais sa manière d'être sociale qui détermine sa conscience".

Ainsi, chaque mode de production détermine un type de rapports de production, lequel détermine à son tour un type

de rapports sociaux. Le moulin à bras qui exige une main-d'oeuvre servile pour le mettre en action, détermine ainsi la société féodale où commande le suzerain (propriétaire du moulin). Le moulin à vapeur donne la société où domine le capitalisme industriel. Ces images servent à montrer que, dans les différents types de société où se rencontrent esclavage, servage, prolétariat, la clef de l'interprétation demeure la même.

C - Le rôle de l'économie politique.

Marx doit donc construire l'économie politique à partir d'éléments fondamentaux valables indépendamment des particularismes propres à tel ou tel système; ce sont naturellement ces éléments fondamentaux qu'il va chercher, en premier lieu, dans l'arsenal de la théorie classique.

Mais comme il s'agit en fin de compte de porter contre le capitalisme une condamnation concrète, c'est-à-dire d'établir le caractère inéluctable de sa disparition, il appliquera plus particulièrement les notions économiques recueillies dans la théorie classique, à l'analyse critique de ce système. Mais, quitte à les déformer en les sollicitant à l'extrême dans un sens favorable à ses fins, il les utilisera pour montrer que le capitalisme doit être victime de ses contradictions internes.

Marx doit donc rechercher deux choses :

- quels sont les éléments résiduels d'une économie fondamentale susceptibles d'expliquer les régimes économiques qui se succèdent et de montrer ainsi le caractère circonstanciel et temporaire du régime capitaliste ?

- quels sont les éléments susceptibles d'expliquer la transformation du régime capitaliste actuel et sa disparition ?

Possédant ainsi les questions fondamentales que lui suggère son matérialisme dialectique, il va répondre à l'aide du seul instrument dont il dispose : la théorie classique, qu'il utilisera de manière à la rendre apte aux besoins de sa démonstration.

++++++ Section II
++++++
++++++ Les instruments d'analyse du capitalisme
++++++

Conduit à l'étude des éléments de l'économie fondamentale pour pouvoir en faire application à son interprétation du capitalisme, Marx doit poser le problème de la connaissance économique, pure de toute considération de système.

A ce degré d'abstraction, il convient de déterminer en premier lieu les catégories logiques en fonction desquelles s'ordonnera cette connaissance.

Il s'agit ensuite d'atteindre le principe fondamental de tout fait économique, quel que soit le cadre de sa réalisation; ce principe réside dans le phénomène de la valeur.

On doit donc examiner la détermination des catégories logiques utilisées par Marx, pour décrire le système capitaliste. Car il importe de bien saisir que - à la différence des socialistes idéalistes - il ne prétend pas décrire ce que sera un régime socialiste futur, mais ce qu'est le capitalisme et ce qu'il devient. En un mot, il s'agit de montrer l'évolution nécessaire du capitalisme vers le socialisme.

++++++ § 1 - Les catégories logiques de l'analyse
++++++ du capitalisme

Puisque Marx aborde l'économie politique par la théorie classique, il est concevable que ses conceptions générales et ses points de départ soient identiques à ceux choisis par les "manchestériens". Il fait nécessairement sien le cadre logique d'une école de pensée qui, à cette époque, se confond avec la science économique.

Ceci ne l'empêchera pas d'interpréter les phénomènes économiques d'une manière qui lui sera particulière, en se plaçant à l'intérieur de ces cadres mêmes. Mais il demeurera toujours dans le même esprit.

C'est ainsi que, voulant construire un socialisme scientifique, il va recourir à une analyse comportant le maximum de rigueur; il empruntera donc à "la science", c'est-à-dire à la théorie classique, ses prises de position, son éclairage et son esprit.

La recherche de Marx s'appuiera donc sur quatre éléments caractéristiques de la théorie classique : déterminisme, matérialisme, réalisme, cosmopolitisme.

A - Le déterminisme.

Le sens le plus élémentaire du déterminisme réside au moins dans la croyance que les phénomènes sociaux s'ordonnent selon des lois naturelles. Il permet donc de fournir des définitions rigoureuses, analogues à celles du monde physique.

Le classicisme s'est efforcé de découvrir et d'exprimer ces lois; Marx va reprendre les mêmes préoccupations. Il étudie lui aussi la "loi naturelle". La production et la répartition s'organisent selon des relations aussi constantes et inéluctables que chez Ricardo. Ainsi le montant du salaire est toujours déterminé indépendamment de la valeur du produit fourni par le travail; il est exclusivement en relation avec le coût de production du travail.

Mais Karl Marx va plus loin dans les applications du déterminisme. Il ne le réduit pas à la réalisation nécessaire d'un équilibre dont il devient possible de dégager les lois; il l'applique au devenir même de la société : l'évolution des sociétés s'ordonne à long aller selon la loi naturelle de la lutte des classes.

Ce déterminisme est donc fortement imprégné d'un matérialisme foncier. Ce ne sont pas seulement les lois de l'équilibre économique qui sont soumises au déterminisme; c'est l'évolution des sociétés qui est soumise à la loi "naturelle" de la lutte des classes.

B - Le matérialisme.

Pour l'Ecole classique, la richesse est avant tout matérielle. Mais surtout, l'essence de l'homme est d'être mû en vertu de mobiles matériels : l'homo oeconomicus ne re-

cherche que son pur intérêt économique; sa détermination est étrangère aux préoccupations morales.

Le dépassement réalisé par Marx, dans cette même ligne sera important.

Pour lui, la nature même de l'homme est d'essence matérielle : il ne peut en effet se dégager des conditions économiques qui déterminent son comportement. On sait que c'est l'infrastructure qui crée la superstructure, laquelle détermine les conditions de la vie morale, intellectuelle, religieuse de l'homme. Le texte de la préface de la Critique de l'Economie politique, précédemment cité, est significatif à cet égard : "Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine sa manière d'être, mais sa manière d'être sociale qui détermine sa conscience". Ce matérialisme aboutit à une détermination de la conduite humaine en vertu d'éléments d'ordre économique. La réaction contre l'idéalisme du socialisme français et le tourment religieux qui n'a cessé de l'habiter, est ici très nette. Elle va s'accentuer sur un autre plan.

C - Le réalisme.

En réaction contre le socialisme idéaliste, Marx emprunte aux classiques anglais l'observation des phénomènes concrets.

De même que pour Smith, la nation ne s'enrichira qu'en observant les lois naturelles, pour Marx l'amélioration de la condition humaine ne sera obtenue qu'à partir d'une action s'exerçant non pas à l'encontre des mécanismes économiques, mais en prenant appui sur eux : on ne commande à la nature qu'en lui obéissant.

Il voit ainsi l'avènement du socialisme non dans un renversement prématuré du capitalisme, mais dans l'accélération de son développement. Son appel n'est fait que pour hâter l'évolution et non pour la rendre inutile. On comprend qu'il ait adressé un blâme à la Commune, car cette insurrection a été faite prématurément et à un mauvais moment de la conjoncture. L'homme est fait par l'histoire et il fait l'histoire; il en connaît le sens par une analyse de la réalité du moment qui lui permet de s'insérer dans le mouvement de l'histoire et donc de le renforcer dans sa ligne même

D - Le cosmopolitisme.

Les classiques déracinent l'homme en le ramenant à un individu animé de purs mobiles économiques. D'où un cosmopolitisme qui vient renforcer les bienfaits de la division internationale du travail.

Pour Marx, le prolétaire est également un déraciné, rejeté par sa patrie, semblable d'une nation à l'autre. La thèse de la division de la société en classes renforce encore cette position. Les prolétaires de tous les pays ont des intérêts identiques, parce que le capitalisme cosmopolite les réduit tous à la même condition et que le mode de production détermine en eux la même conscience.

Marx, possédant ainsi les catégories logiques de son analyse, peut s'attaquer au principe explicatif de l'économie fondamentale : le problème de la valeur.

++++++
++++++ § 2 - La théorie de la valeur-travail

Marx trouve dans la théorie ricardienne de la valeur le principe explicatif du capitalisme; il va cependant la modifier et la solliciter dans un sens déterminé, pour en tirer le mécanisme de l'aliénation.

La théorie classique de la valeur est en partie inachevée et confuse : le coût de production est le fondement de la valeur, mais le travail auquel on essaye de ramener ce coût en est pour le moins la mesure. En soulignant la part qui revient au travail dans la valeur, Ricardo a indiqué une voie; Marx va s'y engager pour établir le fondement de la valeur et faire de la valeur-travail le matériau fondamental de son système. Au surplus, son finalisme va pouvoir s'y satisfaire aisément.

A - Le principe de l'aliénation capitaliste.

Quel est donc le but poursuivi par Marx ? On se situe ici au coeur même de sa démonstration.

Il convient de revenir un instant à ses propos philosophiques.

Dans un premier stade de son évolution philosophique, Marx suit Feurbach qui affirme, en réaction contre l'idéalisme hégélien, que le principe du mouvement dialectique n'est pas une idée abstraite antérieure à toute pensée, mais qu'il est l'homme lui-même. Cependant, en créant un Dieu à l'image de la meilleure partie de lui-même, l'homme se dépouille et devient victime d'une aliénation qui lui interdit sa pleine réalisation.

L'auteur du "Capital" ne peut admettre cette conception trop éloignée d'un principe de transformation sociale et qui ruine tout espoir d'amélioration. Il accepte l'idée d'aliénation, mais il convient de lui trouver un fondement en accord logique avec l'ensemble de son système. Il doit donc rejeter toute aliénation transcendante de nature théologique, pour rechercher une aliénation immanente de nature économique.

Or la théorie ricardienne va lui fournir une possibilité de construction fondée sur la nature économique de l'aliénation.

En effet, la valeur selon Ricardo, étant faite de travail, si Marx peut montrer que le travailleur ne perçoit pas l'entière contrepartie de la marchandise qu'il a produite, il aura découvert le principe économique de l'aliénation, en même temps que fondé à travers la thèse catastrophique, l'espoir d'une disparition du capitalisme.

B - Le dépassement de la théorie classique de la valeur.

Le dépassement de la théorie classique de la valeur va s'opérer sur plusieurs points.

1 - Le travail est le fondement exclusif et la mesure de la valeur; il en constitue la substance même, celle-ci étant de la "gelée de travail". La productivité du capital est réduite au capital variable, le capital constant ne reproduit que sa propre valeur.

2 - Le perfectionnement de la notion de travail comble les insuffisances de Ricardo. Le travail va pouvoir devenir non seulement le fondement commun de la valeur, mais encore il va pouvoir fournir l'instrument de mesure du taux d'échange des marchandises. Ce taux d'échange se ramène au quantum de travail socialement nécessaire à leur production, étant donné :

- d'une part, les conditions sociales normales de la production,

- d'autre part, le degré social d'habileté et d'intensité du travail.

Ainsi disparaît l'obstacle de la différenciation du travail. Le travail peut donc être la commune mesure de la valeur.

3 - L'extension de l'explication de la valeur est réalisée, des produits aux facteurs de la production et en particulier au facteur travail.

C - <u>La détermination de la valeur du travail.</u>

La valeur du travail se détermine par la même loi que celle qui régit toutes les valeurs d'échange; la force de travail étant une marchandise comme une autre, sa valeur est déterminée de la même façon, par le temps de travail nécessaire à sa production, c'est-à-dire par le temps de travail nécessaire à la production des moyens de subsistance.

D'où un dilemme fondamental :

- ou bien la valeur de ce que reçoit le travailleur est égale à la valeur de ce qu'il produit; dans ce cas, il n'y a pas aliénation.

- ou bien la valeur de ce qu'il reçoit est inférieure à la valeur de ce qu'il produit; dans ce cas, il y a aliénation, car le travailleur aliène sa propre subsistance, en recevant moins que ce qu'il donne.

Or, chez Marx, l'aliénation est préjugée. Il lui suffira désormais de la mettre en évidence, pour montrer qu'au sein du système capitaliste, il n'y a pas équivalence entre ce que

reçoit le travailleur et ce qu'il produit et de construire sur cette inégalité des valeurs échangées, la théorie du système.

Ainsi, l'aliénation trouvera son origine dans l'infrastructure puisque c'est elle qui déterminera la mesure dans laquelle le travailleur ne recevra pas une valeur égale à ce qu'il produit, perdant sa propre substance parce que frustré d'une partie du résultat de son travail, fruit de son activité.

De telle sorte que, seule une modification de l'infrastructure sera de nature à supprimer cette aliénation.

Muni de ces éléments, Marx peut alors aborder l'étude du système capitaliste pour découvrir les lois de son évolution.

++++++ Section III
++++++
++++++ <u>Le devenir du capitalisme et la</u>
++++++ <u>dynamique des structures</u>

Marx ayant découvert le fondement économique de l'aliénation en tire une condamnation du régime capitaliste; il <u>passe ainsi du jugement d'existence au jugement de valeur</u> et découvre l'application de la théorie économique à des fins sociales.

Par là, se marque sa différence de position eu égard aux classiques.

Les classiques insistent sur le jugement d'existence et admettent implicitement que le régime qu'ils décrivent est à la fois le meilleur possible et de soi immuable. Ceci ne signifie pas qu'il ne se transforme pas. Mais son évolution est quantitative et la dynamique appliquée au jeu des mécanismes suffit à en rendre compte; l'état stationnaire laisse intact mécanismes et institutions, il découle des modifications intervenant dans le volume de la population, le montant de la rente, des salaires et des profits.

Marx passe d'une manière explicite au jugement de valeur : il ne s'agit pas pour lui de condamner le capitalisme à partir de l'analyse qu'il élabore, mais d'orienter l'analyse en fonction d'une condamnation préalable et extra-économique. Pour ce faire, il va démontrer que le capitalisme porte en soi les germes de son auto-destruction.

Il se place donc dans le cadre d'une évolution qualitative : le capitalisme est une catégorie historique déterminée, qui doit conduire, en vertu de lois inéluctables à la société collectiviste.

Ainsi, tant qu'il s'agit de décrire le régime, Marx reste relativement proche des classiques; mais quand il passe au plan de l'interprétation évolutive, il va s'en écarter, car il ne demeurera pas dans le cadre d'une évolution quantitative maintenant mécanismes et institutions, il passera à la conception d'une <u>évolution qualitative où les structures sont modifiées</u>. En somme, l'évolution <u>quantitative</u> du capitalisme conduit chez les classiques, à l'état stationnaire; l'évolution <u>qualitative</u> du capitalisme doit, pour Marx, conduire au socialisme.

++++++

++++++ § 1 - L'aliénation capitaliste et la plus-value

Marx trouve chez les Classiques la théorie du salaire d'après laquelle la rémunération naturelle du travail se fixe autour du niveau du minimum de subsistances. Ce prix naturel du travail, explique Ricardo, permet aux ouvriers de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. Le salaire momentané se fixera - comme il a été déjà vu - autour de ce niveau, en fonction du fonds des salaires, explication que Stuart Mill a mise au point.

A - <u>La critique de la loi d'airain</u>.

Le salaire échappe ainsi à la volonté du travailleur. Toute variation du salaire suscite un mouvement correspondant de la mortalité et de la natalité, de telle sorte que le mouvement de la population ouvrière s'accorde au volume du fonds des salaires. Il n'est donc que deux possibilités d'améliora-

tion : l'augmentation du "wage fund" ou le célibat et la continence. Loi implacable, que Lassalle, dans sa propagande révolutionnaire, avait stigmatisée du nom de loi d'airain.

Devant cette interprétation purement mécanique et matérialiste du mouvement démographique, les adversaires du capitalisme se voient ouvrir de brillantes perspectives de propagande. On peut, en effet, en tirer la conclusion que le capitalisme condamne les travailleurs à un sort irrémédiable.

Et cependant Marx et Engels s'élèvent violemment contre la loi d'airain. Leur position est logique.

En effet, elle conduit à penser que si le salaire naturel découle d'automatismes démographiques, son maintien au niveau du minimum d'existence est indépendant du système économique. En conséquence, aucune condamnation scientifique du système capitaliste n'est possible. Le minimum d'existence peut devenir un bon thème de propagande, mais à la condition de le dépouiller de son interprétation ricardienne.

Marx ne va pas pour autant, abandonner Ricardo, mais va se tourner vers la théorie de la valeur et lui faire subir une première altération.

B - La théorie de la plus-value.

Il propose son explication de la plus-value dérivée de la valeur-travail. Elle peut être ramenée aux points suivants :

La force de travail que vend l'ouvrier est payée à sa valeur, c'est-à-dire selon la quantité d'heures de travail nécessaires à la produire, c'est-à-dire à obtenir les moyens de subsistance qui entretiennent la vie du travailleur. La justice dans l'échange est donc respectée puisque l'ouvrier reçoit la valeur des subsistances nécessaires à l'entretien de sa force de travail. Il n'y a donc rien à reprocher au capitaliste.

Mais la force de travail est capable de créer un produit dont la valeur est supérieure à sa propre valeur. En d'autres termes, la quantité de travail indispensable à l'entretien du travailleur est moindre que celle que le travailleur peut fournir. S'il faut sept heures pour produire la quantité de subsis-

tances nécessaires à l'entretien de la force de travail, celle-ci peut fournir dix heures de travail.

Or, étant donné le caractère indéterminé du contrat qui lie l'ouvrier au capitaliste, celui-ci exigera toute la quantité de travail que l'ouvrier peut fournir, bien qu'il ne lui paye que l'équivalent de la quantité nécessaire à son entretien. Il lui paiera l'équivalent de sept heures, mais en exigera dix. De là une différence entre les quantités de travail consommées et produites : c'est le sur-travail dont le capitaliste s'attribue l'équivalent monétaire, que Marx dénomme plus-value.

En somme, le capitaliste est le seul bénéficiaire du fait que la force de travail produit plus de valeur qu'elle n'en consomme pour son entretien.

Donc, si l'ouvrier est réduit à son minimum de subsistances, c'est bien la faute du système. Et ce n'est pas le capitaliste lui-même, mais le régime capitaliste, qui est à l'origine de la plus-value.

Ainsi, la condamnation du capitalisme par Marx est obtenue à l'aide de la thèse classique du salaire-minimum d'existence, non par l'analyse grâce à laquelle Ricardo était parvenu à cette conclusion (argument démographique), mais par une autre thèse ricardienne : celle de la valeur-travail.

Par là, Marx se fait plus ricardien que Ricardo lui-même, car il exploite à fond le concept fondamental de valeur en l'appliquant à l'analyse d'un système : le système capitaliste. La condamnation éthique et sociale du capitalisme est donc obtenue; il crée une exploitation, indépendamment de la volonté des parties en cause : entrepreneurs et salariés.

Mais ceci est encore insuffisant.

En vertu de son déterminisme, Marx entend découvrir dans l'analyse du capitalisme, le germe de son auto-destruction.

++++++
++++++ § 2 - L'auto-destruction du capitalisme

Marx va s'efforcer de rechercher dans la théorie classique - qui, ne l'oublions pas, constitue à l'époque, toute la science économique - ce qui peut le conduire à expliquer la fatalité de cette auto-destruction. L'ayant découvert, il va l'utiliser dans sa théorie de l'évolution dialectique. Mais dans la mesure où la dynamique classique ne cadre pas avec ses fins, c'est encore par l'emprunt à d'autres éléments de la théorie classique qu'il va procéder, quitte à appliquer une fois de plus à ces éléments un traitement qui lui est propre. C'est par cette méthode qu'il va se livrer à l'interprétation de l'évolution du capitalisme.

A - La critique marxiste de l'analyse classique.

On sait comment, pour les classiques, le développement de la population, la loi du rendement et la formation du capital, entraînent une élévation nominale et réelle de la rente, une élévation nominale du salaire et une baisse du profit. La conséquence de cette évolution divergente des revenus est l'apparition d'un état languissant de l'économie, par suite de la baisse du profit et un conflit permanent d'intérêt.

Marx ne peut se satisfaire de cette explication, car ces deux conséquences ne sont pas poussées jusqu'à leur extrême limite.

Sans doute, Stuart Mill a-t-il annoncé l'état stationnaire; mais il ne vient pas à l'esprit des classiques que le capitalisme cèdera la place à un autre régime; il se perpétuera dans la stagnation.

Quant au conflit d'intérêt, il demeure sur un plan purement économique; il n'a pas de prolongements sociaux et politiques.

Aucune de ces deux conséquences n'est suffisamment exploitée pour faire entrevoir la nécessité d'une disparition du capitalisme.

Au surplus, le processus de l'exploitation capitaliste met en oeuvre non pas un facteur institutionnel et l'existence du régime, mais un facteur naturel : le développement continu de la population. On le retrouverait dans tout régime. Marx ne peut donc s'en accommoder.

Il va alors reprendre son principe fondamental : la théorie de la valeur, mais en utilisant une théorie révisée du capital, dont il emprunte toujours les prémisses aux classiques.

B - La théorie du capital.

On sait que les classiques distinguent le capital fixe et le capital circulant; distinction plutôt méthodologique, qui s'explique par le fait qu'ils songent surtout à une théorie de la répartition : le capital circulant étant à titre principal affecté au paiement des salaires, mais aussi aux matières premières, impôts, etc ... Le capital fixe est celui qui est immobilisé en équipements.

Marx va reprendre cette thèse en la modifiant; il va aboutir à une théorie de la répartition, mais en faisant au préalable une théorie de la production.

1 - Capital constant et capital variable.

Pour Marx, la distinction essentielle est entre capital constant et capital variable, distinction qui ne recoupe pas la précédente.

Le capital variable est constitué exclusivement des sommes destinées au paiement des travailleurs.

Le capital constant représente les installations, équipement, machines, et tous les autres fonds de roulement.

Cette révision s'explique parce que, pour Marx, le travail seul étant productif, il énonce par là même que seul le capital variable est productif, alors que le capital constant ne fait que transmettre sa propre valeur sans l'accroître, et donc sans engendrer de plus-value.

Il va tirer la loi de l'évolution interne du capitalisme de l'étude des modifications du rapport entre les deux sortes de capitaux.

2 - La concentration du capital et la paupérisation.

La plus-value étant appropriée par le capitaliste, on pourrait penser que celui-ci va la consacrer au développement du capital variable; mais il n'en est rien. Il l'affecte au contraire au développement du capital constant, comme l'indique l'observation des faits qui montre le développement du machinisme.

Marx semble s'être résolu à cette contradiction pour tenir compte précisément du développement de plus en plus important des entreprises. Sans entrer dans le détail de ses tentatives de justification, reposant sur la distinction entre entreprises de composition supérieure et entreprises de composition inférieure, on peut retenir ce point par lequel il essaye de surmonter la contradiction : le travail humain étant d'autant plus productif qu'il utilise une technique plus perfectionnée, l'entrepreneur recherche une amélioration continue de cette technique. D'où le développement de l'outillage et donc du capital constant. Le capital constant en se développant, se concentre entre les mains d'entrepreneurs de moins en moins nombreux, d'où la loi de la concentration des capitaux qui va faciliter l'expropriation des capitalistes.

Ainsi, en dédaignant la rigueur logique de son analyse, Marx admet que le développement du capital constant entraîne l'augmentation de la productivité du travail. Ainsi la plus-value s'accumule d'autant plus entre les mains de l'entrepreneur qu'il la réinvestit en capital constant, lequel augmente au détriment du capital variable.

La conséquence est double.

- La concentration du capital se poursuit entre les mains des capitalistes, par accroissement de la dimension des entreprises, consécutive au développement de l'équipement et du machinisme.

- La prolétarisation croissante se poursuit en vertu du même processus, par réduction à l'état de salarié des petits et moyens entrepreneurs.

De l'accroissement du volume de la classe ouvrière, de la diminution du capital variable eu égard au capital cons-

tant et de l'augmentation de la productivité, résulte un chômage de plus en plus accentué. Le salaire est alors maintenu au niveau du minimum de subsistances et aggrave la paupérisation des masses, laquelle s'accroît au cours de secousses successives, dont une finira par être fatale au régime.

Les crises de sous-consommation menacent en effet le régime. Si le taux de la plus-value, mesuré par le rapport entre la plus-value produite par le capital variable et la totalité du capital engagé, tend à baisser par suite de l'augmentation du capital constant, la masse totale de la plus-value est accrue, puisque le travail est rendu plus productif par l'emploi du capital. Il en résulte une augmentation de la spoliation : le capitaliste produit de plus en plus alors que les salariés, de plus en plus lésés, ont de la peine à acheter les produits qu'ils fournissent. D'où une sous-consommation qui provoque les crises ébranlant peu à peu le régime capitaliste, qui finira par sombrer au cours d'une crise plus violente que les autres.

Mais ce processus peut être accéléré - et il l'est - par l'action des travailleurs organisés pour la lutte des classes.

§ 3 - La lutte des classes et l'avènement du socialisme

Ainsi, Marx transpose les conflits d'intérêt, que les classiques avaient situés sur le plan économique et maintenus dans des limites restreintes.

Il les transforme en antagonismes sociaux et en conflits sociologiques et c'est de cette transposition qu'il attend l'abolition du capitalisme. Il élargit ainsi considérablement les conclusions d'ordre économique des classiques.

Le processus interne du capitalisme est, en effet, de nature à susciter son auto-destruction; mais ceci n'apparaît qu'à partir du moment où les effets de ce processus se conjuguent avec d'autres éléments.

Ceci implique un recours à l'ensemble de la conception marxiste, c'est-à-dire, d'une part, au fondement philosophi-

que d'une dialectique de l'histoire; d'autre part à l'argument volontariste que les socialistes français ont mis en évidence.

En ce point, Marx reprend le thème de la lutte des classes que Saint-Simon, Proudhon et tant d'autres ont cru découvrir dans l'histoire. Mais là encore, l'auteur du Capital va, en l'intégrant dans son propre système, l'accommoder à sa manière.

On a vu comment il appliquait la philosophie hégélienne au progrès de l'histoire, en faisant reposer celui-ci sur un processus dialectique d'ordre réel et matérialiste. La lutte des classes devient l'élément qui lui permet de résoudre l'antithèse inhérente au régime capitaliste.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est le principe même de résolution de l'opposition de la thèse et de l'antithèse en synthèse.

Les classiques ont montré l'antagonisme économique entre salariés et entrepreneurs. Marx transpose cet antagonisme sur le plan sociologique : le groupe économique des salariés devient le groupe sociologique prolétariat; tandis que le groupe économique des entrepreneurs devient le groupe sociologique bourgeoisie. Ces deux groupes sont en lutte, et cette lutte est la représentation des rapports sociaux qui naissent des modes de production.

Dans sa lutte, le prolétariat arrivera sans peine à déposséder les capitalistes bourgeois des moyens de production qu'ils possèdent. Il y arrivera d'autant plus aisément que la concentration des capitaux résultant du développement du capital aura réuni entre quelques mains la propriété des instruments de production. Le terme de cette lutte aboutissant à l'expropriation des capitalistes, amènera la résolution du conflit en une synthèse : au mode de production collectif correspondra un mode d'appropriation également collectif. Dès lors, l'infrastructure étant changée, les rapports sociaux le seront aussi, et la société capitaliste aura vécu, pour faire place à la société sans classes.

Le capitalisme est donc condamné et Marx a atteint la démonstration économique qu'il s'était fixée : l'évolution

interne du capitalisme le rend victime de ses contradictions qui se résolvent dans un nouveau type de rapports sociaux, correspondant à un nouveau mode de production.

Mais il n'a pu parvenir à la transformation fatale du capitalisme et à son auto-destruction par le simple traitement, si élaboré soit-il, de la théorie classique; il a dû introduire ses conceptions philosophiques et sociales et plier son analyse économique aux exigences de la démonstration que son finalisme imposait.

Quel que soit son désir de construire un socialisme scientifique, Marx demeure moins un économiste qu'un sociologue et un métaphysicien.

++++++ § 4 - La critique des thèses économiques de
++++++ Marx et leur signification relative

Les incertitudes de la démonstration économique de Marx sont fort nombreuses.

Dans une mesure fort appréciable, elle est sujette aux nombreuses critiques qui sont adressées à la théorie classique. C'est ainsi que la théorie de la valeur-travail n'a pas plus de fondement chez Marx qu'elle n'en avait chez Ricardo. Sans insister sur le fait que la valeur-travail ne peut expliquer tous les phénomènes de valeur, ni les différences dans l'évaluation (charbon, diamant), ni surmonter la difficulté de mesure provoquée par les diversités de types de travail, la nécessité reconnue par Ricardo de faire une place à l'utilité pour fonder la valeur d'usage, puis de passer au travail pour fonder la valeur d'échange, est significative d'hésitations majeures. Là où Ricardo hésitait, Marx a affirmé, mais n'a rien ajouté du point de vue scientifique. Utilité, offre et demande, coût de production, seront repris ultérieurement par d'autres auteurs, dont l'effort montrera, par opposition, combien la théorie de Marx est insuffisante.

Aussi s'est-il enfermé dans une série de contradictions que ses disciples ont essayé de surmonter sans y parvenir. Finalement, ils ont fait comme Marx lui-même dans les Livres II et III du Capital, ils ont fait l'oubli sur la question ...

Cette fausse construction de la valeur est fatale à la plus-value, car celle-ci en découle directement. On ne peut soutenir raisonnablement que le travail soit rémunéré en fonction du coût d'entretien de la force de travail calculé en quantité d'unités de temps (heures et jours). Le mécanisme de la plus-value est d'ailleurs lui aussi abandonné dans une large mesure par les marxistes eux-mêmes, qui s'efforcent de sauver la thèse essentielle au prix de subtilités souvent déconcertantes. Il n'est guère possible de soutenir que le profit provient en droite ligne du sur-travail et on ne peut guère contester que s'il en était ainsi, les capitalistes auraient tendance à développer davantage le capital variable.

Par ailleurs, la concentration de la propriété en quelques mains ne s'est pas réalisée; au contraire, elle s'est diffusée grâce à la technique juridique des sociétés commerciales. Elle ne se manifeste pas dans l'agriculture et si elle joue en partie dans le secteur de la distribution, il n'en demeure pas moins que de très nombreuses entreprises de petite dimension subsistent et qu'il s'en crée toujours de nouvelles.

Mais, aussi bien, la question essentielle est-elle ailleurs; démontrer l'erreur des thèses fondamentales du marxisme en matière économique et lui dénier toute consistance et toute signification sur un plan plus général sont deux choses bien différentes. Deux points sont à distinguer.

- Bien que la théorie de la valeur-travail et de la plus-value soit fausse, il existe quand même des revenus sans travail; si la propriété est de plus en plus diffusée, la concentration du pouvoir économique est cependant un fait; la sous-consommation est une réalité dans certaines couches de la population, de même que le contraste entre des profits élevés et des salaires trop bas. A ces constatations, la démonstration marxiste n'ajoute ni ne retranche rien; les erreurs de l'analyse qui essaye de les interpréter ne les font pas disparaître. Et c'est en cela que le marxisme garde aux yeux de beaucoup une signification : même peu satisfaisante, son interprétation a souligné les aspects dommageables du fonctionnement du régime capitaliste. De sorte que, même erronées, ses démonstrations, mettant en valeur des faits réels, gardent pour beaucoup de personnes un prestige injustifié. Peut-être est-ce là la tentation à laquelle succombent quelques fidèles, qui

s'efforcent à coups de subtilités, de démontrer une prétendue véracité pour sauvegarder une efficacité de conviction, qui cependant ne s'embarrasse pas d'authenticité scientifique.

- Car - c'est là le second aspect - le marxisme n'est pas, quoi qu'on en dise, une oeuvre scientifique, au même titre que celles que nous étudions par ailleurs. Son parti pris philosophique et sociologique, ses objectifs, en font une oeuvre politique dont les développements économiques sont seulement un prolongement "destiné à déblayer le terrain", comme le dit Pareto.

Dans cette mesure, le marxisme dans sa totalité - philosophie sociale et analyse économique - relève beaucoup plus de la justification et du témoignage que de la vérification et de la connaissance. Par contraste, sa critique rationnelle n'en est que plus décevante. Il est article de foi et on ne prouve rien contre la foi. La véritable critique du marxisme ne se fait pas sur le plan économique; elle doit être portée sur le plan plus général de la conception de l'homme et de la société; c'est là que sa vulnérabilité est la plus décisive.

Même si l'analyse économique était exacte, elle ne prouverait pas l'excellence de la conception de l'homme et du monde qui commande son utilisation; même démontrée, la fausseté de l'analyse appelle encore la critique philosophique et morale des fondements du marxisme. C'est cette critique qui est essentielle.

++++++ TITRE III
++++++
++++++
++++++ LA DISSOCIATION DES SYSTEMES
++++++ D'ECONOMIE POLITIQUE

Le système marxiste est le dernier grand système d'économie politique du XIXème siècle. Déjà depuis un certain temps, des oeuvres avaient vu le jour qui, voulant corriger les idées admises ou présentées comme constituant la science par excellence, s'écartaient en fait, d'une interprétation générale de l'activité économique commandant l'analyse et formant une construction cohérente.

Certains auteurs s'écartaient de la problématique classique tout en conservant l'analyse : d'autres refusant celle-ci, proposaient un nouveau type de connaissance sans demander à une analyse renouvelée de fournir un ensemble cohérent de questions permettant d'interpréter la réalité humaine et politique.

De ces tentatives diverses résultait une dissociation de la notion de système d'économie politique.

Précisons bien ce dont il s'agit.

Nous avons vu (1) que le système d'économie politique était une combinaison logiquement cohérente de la problématique et de l'analyse économiques, provoquant la constitution d'une élaboration abstraite, offrant une représentation synthétique de l'économie, et permettant la mise en oeuvre d'une politique.

---

(1) V. Introduction notamment p. 52 et s.

Or, les corrections apportées aboutissent à détruire cette cohérence, en modifiant la problématique sans corriger, comme il conviendrait, l'analyse ou en proposant un autre type d'analyse sans l'orienter par une problématique préalable. On aboutit ainsi à des dissociations de la notion même de système d'économie politique, qui ne laisse plus qu'une critique doctrinale sans répercussion sur l'analyse, ou bien une analyse sans ouverture sur la conception de l'homme et du monde

Ces dissociations jouent surtout à l'égard du système classique, qui pour des raisons déjà énoncées, tend à être confondu avec l'économie politique elle-même. Marx a maintenu la notion de système car, bien qu'utilisant l'analyse classique, il l'a infléchie pour la rendre cohérente avec sa propre problématique. C'est cette absence de cohérence qui, chez d'autres auteurs, provoquera les dissociations.

Ceci montre qu'aucun jugement de valeur n'est formulé à leur égard. Les critiques, les réactions, les oppositions qui les constituent, ne sont nécessairement ni regrettables, ni heureuses. La dissociation est appréciée par rapport à la notion de "système d'économie politique" et non quant au contenu des systèmes.

Deux types différents peuvent être identifiés : l'un intéresse principalement la problématique et donc le normativisme du système classique; l'autre le type d'analyse et donc le mode de connaissance.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LA DISSOCIATION DANS LE DOMAINE DE
++++++ LA PROBLEMATIQUE

Chapitre I

LA DISSOCIATION DANS LE DOMAINE DE LA PROBLEMATIQUE

Deux dissociations principales sont à signaler dans le domaine de la problématique.

L'une attaque l'élément normatif du système classique, en prétendant que l'économie individualiste ne fournit pas le meilleur système possible. A un type d'économie individualiste, elle veut substituer un type d'économie sociale. Elle se fonde sur l'observation des faits pour critiquer ce normativisme, et par là remonte à la critique de l'analyse. Mais elle est incapable de reconstruire une analyse cohérente de telle sorte qu'il ne reste guère de son effort qu'une critique inspirée de préoccupations sociales. C'est la tentative de Sismondi.

L'autre attitude, déjà signalée en son temps, critique le pessimisme des classiques, sans pouvoir mettre au jour une analyse qui justifierait son optimisme. Elle demeure au plan des affirmations de principe : c'est la tentative de Bastiat, dont la position fut déjà indiquée par contraste avec le pessimisme de l'Ecole anglaise.

On étudiera donc :

- l'économie sociale de Sismondi et la critique du normativisme classique,

- l'harmonie libérale et la critique du pessimisme.

- Il convient, enfin, de faire une place spéciale à l'inspiration chrétienne de la pensée sociale.

++++++ Section I
++++++
++++++ L'économie sociale de Sismondi et la
++++++ critique du normativisme classique

Simonde de Sismondi est un protestant genevois, fils de pasteur, né en 1773, mort en 1842. Son esprit religieux explique ses réactions contre l'indifférence morale de l'utilitarisme de l'économie classique; sa nationalité fait comprendre son penchant pour les solutions équilibrées, son sens humanitaire, son goût de la vie simple, opposés à la recherche de la richesse, au cosmopolitisme, au rythme de l'essor industriel que représente le système économique britannique.

Sismondi fut le premier auteur à réagir contre le système industriel et la théorie qui l'interprétait avec faveur; sa réaction se place très tôt, dans les premiers temps de cette nouvelle époque. En effet, son premier ouvrage "La richesse commerciale", publié en 1803, est contemporain des écrits de Jean-Baptiste Say et très inspiré d'Adam Smith. Son livre essentiel, celui qui retient l'attention : "Les nouveaux principes d'économie politique" est de 1819, c'est-à-dire deux ans après la publication des "Principes" de Ricardo, contre lequel il va s'élever avec force. L'opposition de Sismondi s'est donc manifestée très tôt, dès le début de la constitution de la pensée classique; elle signale, avec une acuité remarquable les conséquences malheureuses du fonctionnement du système industriel, qui commencent à se manifester et qui iront en s'amplifiant.

L'opposition de Sismondi va se situer sur le plan doctrinal en ce sens qu'il va rejeter le normativisme des classiques présentant l'ordre libéral comme le meilleur possible.

Emu par les conséquences inhumaines du fonctionnement du système manchestérien, Sismondi veut essayer d'y remédier. Il se déclare beaucoup plus proche de Smith que de Ricardo; beaucoup plus favorable aux thèses relatives à la production qu'aux explications fondant le mécanisme de la répartition. Comme plus tard Stuart Mill, il pense que ce mécanisme n'est pas le meilleur possible; et son sens "hamanitariste" va l'inciter à remonter des conséquences aux causes, de l'obser-

vation de faits malheureux à la révision théorique. Son propre normativisme le pousse à critiquer celui des classiques : rejetant la doctrine du meilleur système possible, il est amené à rectifier la conception d'ensemble de l'interprétation, ce qui lui suggère d'apporter certaines corrections à l'analyse et quelques modifications à la politique.

Mais ainsi l'unité du système sera rompue sans qu'on puisse dire que Sismondi ait procédé à une reconstitution systématique.

§ 1 - La problématique du bien-être substituée à la problématique de l'enrichissement

Constatant que Smith et surtout Ricardo s'accommodent des défectuosités de fonctionnement entraînant la paupérisation, l'inégalité des conditions, le chômage, Sismondi est amené à remettre en cause la problématique classique et par là même l'objet que celle-ci a assigné à l'analyse.

Il critique, en effet, la théorie de Smith et de Ricardo en ce qu'elle est une chrématistique, une science de la richesse. Il ne s'agit pas, pour lui, de savoir comment on doit développer la richesse (A. Smith) et comment elle se distribue spontanément (Ricardo), mais comment on doit établir le bien-être physique et le bonheur des individus.

La seule considération de la richesse à obtenir et à répartir met au premier plan l'idéal d'enrichissement individuel, et relègue la considération des moyens d'enrichissement; on justifie ainsi inconsciemment un jeu aveugle d'intérêts, où la liberté de contracter aboutit à la domination du faible sur le fort, tandis que la libre activité conduit à des manoeuvres abusives : accaparement des produits, raréfaction de la production pour accroître les gains, etc ... On aboutit par le libre contrat de travail à la spoliation des salariés, désarmés devant les entrepreneurs : les machines réduisent les possibilités de travail des ouvriers, ce qui accroît la concurrence à laquelle ils se livrent pour trouver du travail et les pousse à accepter la contrainte des employeurs. Ceci est d'autant plus grave que l'Etat doit s'abstenir de toute intervention et assiste impassible à ces pratiques dont souffrent ceux qui n'ont aucun moyen de défense.

D'autant plus que toute organisation des corps de métiers ayant disparu au nom de la liberté, les salariés sans possibilité de défense collective, sont dans une situation dont la précarité est aggravée par cette absence de cohésion.

Cette spoliation montre à quoi conduit l'idéal d'enrichissement qui anime la pensée classique. Elle souligne que l'enrichissement et le bien-être général sont deux choses bien différentes, sinon même contradictoires.

Les classiques ne s'en sont pas aperçus en raison de leur méthode de raisonnement. Leur abstraction exagérée, en les amenant à raisonner sur des facteurs abstraits leur a caché la réalité. Leur dédain de l'histoire et de l'observation (surtout chez Ricardo) les a éloignés des faits réels. Après avoir démontré ce qui, en théorie pure, revenait au travail, ils ne s'intéressent plus aux travailleurs; après avoir légitimé abstraitement les gains du capitaliste, ils ne recherchent pas comment en fait, la conquête de ces gains est obtenue.

C'est donc l'objet et la méthode classiques que Sismondi est amené à critiquer en partant de l'opposition à la problématique de l'enrichissement. Lui opposant la problématique du bien-être, il est conduit à réviser l'analyse à laquelle il demeure cependant attaché. Cette révision a pour thème la réintroduction des éléments concrets et réels qui ont été sous-estimés.

++++++
++++++

§ 2 - La réintroduction d'éléments concrets dans l'analyse abstraite

La méthode abstraite ayant empêché les classiques de saisir la réalité, il importe de partir de celle-ci pour apporter les corrections nécessaires à l'analyse et par la suite à l'attitude qu'il convient d'adopter à l'égard des conséquences du fonctionnement du système.

A - <u>La surproduction et les déséquilibres.</u>

La constatation majeure que révèle l'observation concrète est celle de la <u>surproduction</u>. Sismondi ne peut ana-

lyser ce que l'on appellera plus tard la crise générale et périodique de surproduction, car il écrit en 1819 et ce n'est guère qu'en 1825 que le phénomène commencera à se manifester d'une manière caractéristique. Mais il indique que la surproduction est fatale. Pourquoi en est-il ainsi ?

Le système reposant sur la notion d'un équilibre automatique mis en oeuvre par la libre poursuite du gain, les entrepreneurs s'engagent dans la voie d'une production illimitée. Puisque les "produits s'achètent avec des produits", l'offre créant sa propre demande, d'après J.B. Say, les entrepreneurs produisent sans souci d'un équilibre à réaliser. Or, en fait, l'expérience démontre une surproduction de l'offre par rapport aux besoins solvables et Sismondi prédit que cette surproduction deviendra permanente. Non pas que les besoins soient tous satisfaits, puisque la misère s'étale aux yeux de qui veut la voir. Mais les besoins sont insuffisamment solvables en raison de la spoliation dont sont victimes les travailleurs. Ceux-ci, lésés par leur contrat de travail, ne reçoivent pas l'entière valeur de leur production et ne peuvent donc l'acquérir.

En conséquence, la demande ne s'adapte pas à la production : d'où un gaspillage et une insatisfaction qui nuisent à l'établissement du bien-être et séparent peu à peu les individus en classes sociales opposées.

De plus, la production elle-même s'adapte mal aux besoins à satisfaire. D'une part, les entrepreneurs, qui perçoivent des gains importants, les dépensent en consommations de luxe, ce qui oriente la production vers des satisfactions superflues, alors que les besoins essentiels demeurent mal satisfaits.

Dans la logique abstraite de la théorie classique, le jeu spontané des prix devait corriger cette orientation défectueuse. Mais les mécanismes d'adaptation ne jouent pas dans la réalité aussi parfaitement que le décrit l'analyse abstraite, car les déplacements de capital et de main-d'oeuvre qui seraient nécessaires rencontrent dans la vie concrète de multiples obstacles. Ainsi, l'abus de l'abstraction a caché à Smith, J.B. Say et Ricardo, la réalité des déséquilibres de la production et de la consommation, la spoliation de l'ouvrier, la surproduction et donc la mauvaise réalisation du bien-être : l'harmonie des intérêts n'est qu'une vue

abstraite, elle ne découle pas spontanément du jeu des automatismes.

Est-il alors possible de la réaliser par une action sur les mécanismes ? Sismondi est ainsi amené à poser la question de la correction volontaire des effets d'un faux ajustement.

B - L'interventionnisme social.

Ainsi que l'indiquent Gide et Rist, il n'est plus possible "d'oublier les conséquences sociales des transformations économiques. Et il y a place, par suite, pour une politique sociale". (1).

L'interventionnisme apparaît ainsi comme un instrument indispensable à la correction des défectuosités que révèle le fonctionnement des mécanismes. Quels sont ses principaux domaines ?

L'interventionnisme de l'Etat s'emploiera en premier lieu à limiter les excès de la production et à corriger ses mauvaises orientations. Sismondi rêve en réalité d'un régime où n'existeraient que de petites entreprises autonomes, où la vie rurale ne serait pas dominée par celle des grandes cités, où les hommes engagés dans de petites unités de travail appartiendraient à des communautés naturelles leur permettant de conserver leur autonomie et leur liberté.

Il est adversaire du progrès trop rapide, qui suscite des entreprises géantes, du machinisme qui chasse les ouvriers de leur emploi. Il accorde ses préférences à l'artisanat et à l'exploitation agricole qui permettent de réunir la propriété et le travail dans une même oeuvre de production.

L'interventionnisme devra se manifester ensuite dans le domaine de la législation sociale, pour réglementer le temps et les conditions de travail. Il préconise le "garantisme professionnel", notion très moderne qui a pour but de mettre à la charge de l'entrepreneur - et non de la collectivité - la couverture de ce qu'on appelle aujourd'hui les "risques" : chômage, maladie, vieillesse.

---

(1) Histoire des Doctrines. Edit. 1929, p. 226.

C - <u>La déviation provoquée par Sismondi.</u>

En introduisant ainsi le principe de l'intervention de l'Etat, Sismondi est logique avec sa propre problématique. En conservant l'essentiel de l'analyse classique qu'il corrige par la considération d'éléments concrets, il est conséquent avec lui-même. Mais la logique propre du système classique en souffre. Celui-ci, construit sur le principe abstrait de la libre poursuite de l'intérêt individuel, ne peut s'accommoder d'une problématique du bien-être social et de l'intervention; sa cohérence interne ne permet pas ces rectifications. Toute correction dans le sens d'une modification des mobiles et d'un interventionnisme étatique, ne peut que constituer une déviation par rapport à sa logique propre.

C'est sans doute la raison pour laquelle, demeurant prisonnier d'une analyse qui ne peut répondre aux questions nouvellement posées, Sismondi est dans l'impossibilité de proposer des réformes efficaces. Il a avoué lui-même son désarroi. "Je l'avoue, après avoir indiqué où est à mes yeux le principe, où est la justice, je ne me sens point la force de tracer les moyens d'exécution. La distribution des fruits du travail entre ceux qui concourent à les produire, me paraît vicieuse; mais il me semble presque au-dessus des forces humaines de concevoir un état de propriété absolument différent de celui que nous fait connaître l'expérience" (1).

La critique de Sismondi est pertinente; elle contient en germe les réactions qu'apporteront après lui les interventionnistes, les socialistes et même les historistes. Mais il n'a guère reconstruit, <u>par insuffisance d'analyse</u>. Sa tentative n'est guère qu'une déviation vers l'économie sociale d'un système d'analyse, demeurant individualiste au principal; elle ne pouvait aboutir qu'à une impasse.

---

(1) Nouveaux principes d'économie politique, t. II, p. 364, cité par Gide et Rist.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'harmonie libérale et la critique
++++++ du pessimisme

On a déjà vu que Bastiat et les optimistes français prétendaient expliquer les maux que dénonçaient les socialistes par une imperfection du régime libéral du moment; imperfection qu'un peu de réflexion "scientifique" suffisait à corriger.

Comment peut-on donc rétablir le régime libéral dans sa perfection initiale ?

Ces "scientifiques" répondent par une affirmation indémontrable : parce qu'il n'y a pas assez de liberté dans le monde, et parce que celle qui est établie est imparfaite.

++++++
++++++ § 1 - Les bienfaits de la concurrence parfaite

Ils estiment donc qu'il convient d'étendre toujours davantage son domaine et d'assurer avec le maximum de soins les conditions de la libre compétition. Ils demandent donc l'établissement de la libre concurrence absolue; libéraux extrémistes, profondément anti-étatistes, ils sont partisans déterminés du libre-échange. Bastiat admire l'oeuvre entreprise par Cobden en Angleterre et fonde en 1846, "L'Association pour la liberté des échanges" à l'image de la "Ligue" qui avait fait triompher les idées libre-échangistes outre-Manche.

C'est donc par un surcroît de liberté que les optimistes pensent guérir le capitalisme des maux que dénoncent Sismondi et les socialistes idéalistes. Mais, malgré leurs bonnes intentions, le caractère inhumain des conceptions des libéraux optimistes est aussi marqué que celui des pessimistes.

Pour eux, la liberté individuelle est un régime implacable qui élimine les faibles et les incapables par le jeu de la compétition : c'est une loi de la nature. Si le peuple est malheureux, c'est à cause de son imprévoyance, de ses

vices, de son incapacité. Les vaincus ne sont victimes que de leurs propres fautes. La vertu du libéralisme est précisément dans ces sanctions qu'il applique aux fautes des hommes.

D'ailleurs, liberté économique et liberté politique se soutiennent mutuellement. Or, la liberté politique permet à chacun de se comporter en homme digne; elle donne l'égalité des droits, donc met chacun en état de poursuivre son intérêt. S'il l'atteint mal, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même, du mauvais usage qu'il fait de sa liberté.

Surtout l'Etat doit s'abstenir de toute réglementation qui ne pourrait être que maladroite. Il retirerait en fait au citoyen son autonomie et gênerait la libre compétition. On est bien dans la ligne de J.B. Say.

Ainsi, libre activité économique, c'est-à-dire libre compétition et liberté politique, c'est-à-dire égalité des droits et abstention de l'Etat, sont étroitement associées.

S'il en résulte des dommages, il n'y a là qu'une juste sanction. Dunoyer ose écrire, ce que Malthus n'aurait sans doute pas contresigné : "Il est bon qu'il y ait dans la société des lieux inférieurs où soient exposées à tomber les familles qui se conduisent mal (1) et d'où elles ne puissent se relever qu'à force de se bien conduire. La misère est ce redoutable enfer".

Ainsi sont séparés les forts et les faibles, les bons et les mauvais. Ces redoutables optimistes ont une mentalité de jugement dernier ...

§ 2 - L'analyse insuffisante des harmonies économiques

La faiblesse des optimistes réside dans l'insuffisance de leur analyse; ils n'arrivent pas à fonder scientifiquement le concept d'harmonisation.

---

(1) c'est-à-dire qui ont de nombreux enfants.

Ils ont - de parti pris, - essayé de convaincre que la liberté individuelle établissait l'harmonie, ce qui est beaucoup plus que l'équilibre auquel se bornaient les ambitions démonstratives des classiques. Mais, précisément, ils affirment beaucoup et démontrent peu. La fameuse "Pétition des marchands de chandelles contre la concurrence du soleil" est un bon morceau d'humour; mais Bastiat n'y démontre rien et ne convainc que ceux qui le sont par avance ou qui sont plus sensibles à la raillerie qu'au raisonnement. Sans doute, l'idée de solidarité est-elle plus féconde que celle d'antagonisme, mais on ne peut l'établir sans supprimer les antagonismes eux-mêmes.

S'attaquant à la théorie de la valeur de Ricardo, Bastiat propose sa théorie de la valeur-service, qui repose sur le service rendu à chaque coéchangiste par l'acte d'échange; la valeur est donc déterminée par le rapport des services échangés, mais il ne dit pas comment elle peut être mesurée.

Passant à la théorie de la rente, il en conteste l'existence sous le prétexte que tout don de la nature est un don gratuit et que la part de la nature dans la production va en s'accroissant sans cesse. De même, le capital prend une part de moins en moins grande dans l'obtention du produit; sa rémunération doit donc baisser au bénéfice du travail. Aussi n'est-il que de laisser faire.

Enfin, de plus en plus doit s'affirmer la primauté du consommateur sur le producteur, le régime libéral étant celui de la royauté du consommateur. Mais là encore la démonstration est faible.

En un mot, malgré sa verve, Bastiat ne parvient pas à démontrer que son optimisme est mieux fondé que le pessimisme des économistes français. Dunoyer et Carey ne sont guère plus convaincants. L'idée d'une harmonisation de l'activité économique est plus riche que celle de l'équilibre; mais elle n'est malheureusement ni démontrée, ni même expliquée, demeurant vague et générale.

Bastiat a cependant - et c'est en cela qu'il mérite attention - continué le courant issu des Physiocrates et entretenu par Jean-Baptiste Say. Pour lui, ce courant s'est poursuivi jusqu'à nos jours dans la mesure où il est surtout un

état d'esprit. La tradition des libéraux français repose en grande partie sur ce que professait Bastiat : si le libéralisme engendre des maux, c'est par insuffisance de liberté, et par la tendance de l'Etat à vouloir les corriger : les dommages qui résultent de cette action engendrent des maux supérieurs à ceux qui résultaient du libre jeu des lois naturelles.

Cette croyance - car c'est d'une croyance qu'il s'agit - cherche un appui dans la démonstration tirée du fonctionnement d'un état de concurrence pure et parfaite, qui peut montrer l'effet correctif des libres mécanismes. Mais par là même, on déduit d'une démonstration intellectuelle la valeur d'un état réel. Ce passage de l'abstrait au concret, sans réintroduction, des éléments de fait éliminés dans le processus d'abstraction, ne saurait être d'une grande valeur probante.

Charles Carey, cet Américain optimiste dont il a été déjà parlé, a pris dans son ouvrage Principes de la Science sociale la thèse opposée à celle de Ricardo sur l'ordre de mise en culture des terres pour démontrer que la rente n'est pas un phénomène durable.

S'appuyant sur la mise en culture des terres du Nouveau Monde, il montre que c'est par les sols les moins fertiles que l'homme commence son exploitation. Pourquoi ? Parce que les sols fertiles sont couverts de végétation sauvage, qu'il faudrait préalablement détruire. Il préfère aux terres d'alluvion et aux sols irrigués la terre maigre des côteaux, encore vierge et sans êtres indésirables.

Effectivement, il semblerait que la civilisation ait commencé - peut-être pour de simples raisons de défense et de protection - par être une civilisation des terres hautes et l'homme ne serait descendu vers les terres alluvionnaires qu'assez tard. Il aurait alors trouvé des sols beaucoup plus fertiles, ce qui permettrait de mettre en doute la thèse de Ricardo sur la rente.

Carey a probablement vu juste pour ce qui est de la mise en exploitation des vastes étendues de l'Amérique et Ricardo paraît avoir raison pour ce qui est de son île. Les deux thèses s'appliquent à des situations différentes.

Peu importe d'ailleurs; la théorie ricardienne a d'autres faiblesses autrement importantes.

Mais les optimistes ne parviennent pas à fournir une explication cohérente de la manière dont les mécanismes économiques assureraient spontanément une harmonisation de l'activité économique. Il ne reste guère de leur oeuvre que quelques brillantes affirmations en contradiction avec le pessimisme des économistes anglais.

++++++

Section III

++++++

L'inspiration chrétienne de la pensée sociale

++++++

++++++

Depuis que le mercantilisme avait rejeté la morale du domaine économique, l'idéal chrétien qui animait toute la société du Moyen Age semblait avoir disparu des préoccupations des auteurs. On pourrait même penser que le protestantisme avait pris le contre-pied des positions du Catholicisme en cette matière, puisqu'on a vu que plusieurs des grands classiques avaient appartenu à la Religion Réformée. On a même soutenu parfois qu'une conjonction du protestantisme et de l'hébraïsme était à l'origine de l'esprit capitaliste libéral. On a déjà indiqué combien il convenait d'être prudent avec des généralisations aussi rapides.

Or, à l'égard du régime individualiste libéral, le catholicisme eut l'occasion de manifester une attitude qu'il convient de préciser, en faisant une distinction entre l'enseignement de l'Eglise et les positions propres aux catholiques.

En cette matière, comme en toute matière où la morale sociale est impliquée, l'Eglise catholique est appelée à se prononcer. Elle ne se prononce pas sur la technique économique, mais sur les conceptions de l'activité économique en tant que manifestation de la vie de société et en tant que comportement des hommes. Conformément à sa mission, l'Eglise enseigne, en ce domaine comme en tout autre. Elle dit ce qui est conforme à sa doctrine et ce qui ne l'est pas. Elle

formule des préceptes et des conseils, pour orienter l'activité humaine et guider la conduite des personnes; elle peut être amenée à formuler des condamnations à l'égard d'un régime économique, si celui-ci lui paraît de nature à constituer un obstacle pour l'homme à la poursuite de sa destinée éternelle. Mais elle ne prend parti sur le régime en tant que tel, que dans la mesure où des valeurs essentielles lui paraissent compromises par le fonctionnement du régime lui-même ou par les mobiles qui assurent sa mise en oeuvre.

Quant au catholique, il doit s'inspirer de ces conseils et préceptes, de ces recommandations et - s'il y a lieu - de ces condamnations, pour éclairer son attitude. Mais son jugement et sa conduite une fois éclairés et mis en accord avec les exigences de sa foi, il lui appartient d'agir librement pour mettre les institutions et l'activité économiques en harmonie avec ses croyances.

Pour reprendre des distinctions qui sont maintenant familières, on peut dire que sa problématique procède d'une conception chrétienne de la vie temporelle, mais c'est sous sa responsabilité : qu'il formule les questions qui forment le contenu de cette problématique, poursuit son analyse et élabore en conséquence ses projets de réforme.

On a déjà vu, d'ailleurs, que c'est ainsi qu'au Moyen Age, par l'intermédiaire de la doctrine de saint Thomas d'Aquin, une problématique s'était élaborée qui avait conduit à la conception d'une économie du bien commun.

Les conséquences morales, sociales et humaines de l'individualisme libéral ne pouvaient laisser l'Eglise enseignante indifférente et les catholiques ne pouvaient laisser sans écho l'enseignement du Magistère.

Aussi, très tôt - beaucoup plus tôt qu'on le croit généralement - l'Eglise fut amenée à se prononcer sur le régime libéral, comme sur les propositions socialistes. et de nombreux hommes s'inspirèrent de ses recommandations pour adopter une attitude critique et constructive. Sur les orientations fondamentales, l'unité de conception venait de cet enseignement; sur les analyses, les jugements d'ordre technique et les projets de réforme, la diversité des attitudes trouvait sa rai-

son d'être dans la liberté et la responsabilité personnelles du chrétien.

§ 1 - L'enseignement social de l'Eglise catholique

La période au cours de laquelle se manifestèrent les premières réactions à l'égard du libéralisme individualiste et du socialisme est comprise entre le commencement du XIXème siècle et 1878, date marquant le début du pontificat de Léon XIII, qui devait donner un développement remarquable à l'enseignement social de l'Eglise. Un an plus tard, la publication (à partir de 1879) de la revue l'Association Catholique, par Albert de Mun et la fondation des Cercles ouvriers, marqueront le départ d'une nouvelle étape.

Les premières réactions à l'égard du régime économique et de la doctrine individualiste libérale se font jour dans le premier tiers du XIXème siècle. Grégoire XVI, dans ses encycliques Mirari vos (1832) et Singulari (1834), marque les réserves que suscite une conception de la vie sociale reposant sur les seuls droits de l'individu, la proclamation de la légitimité de la poursuite des intérêts égoïstes et la recherche trop exclusive de la richesse. Ces positions seront reprises et accentuées par Pie IX avec l'Encyclique Quanta Cura, accompagnée du Syllabus (1864).

L'ensemble de ces enseignements oppose à la doctrine libérale un certain nombre de principes :

- l'homme livré à lui-même n'est pas nécessairement orienté vers la réalisation et la poursuite du bien;

- la liberté n'est pas un bien absolu, ni une fin en soi; "elle est donnée à l'homme pour atteindre sa fin suprême qui est Dieu, conformément à sa nature d'être spirituel. On ne doit donc pas tout lui sacrifier" (1).

- le principe de l'organisation juridique, politique et économique ne saurait reposer uniquement sur la volonté générale conçue comme fondement de la loi.

---

(1) F. Cavallera, Précis de la doctrine sociale catholique, Paris, Spes, 1937, p. 78.

- l'homme a un caractère éminemment sociable qui doit pouvoir se manifester dans une société où existent entre l'individu et l'Etat, des institutions naturelles.

- la liberté naturelle, propriété de la nature humaine, fondée sur la spiritualité de l'âme, ne saurait permettre d'opter pour le mal; elle a pour objet le choix du bien conforme à la raison. L'Eglise intervient pour dire où est le bien et le droit et assurer l'exercice de la liberté conformément aux prescriptions de la "loi éternelle imprimée par Dieu dans les êtres doués de raison et qui a son fondement dans l'essence divine comme l'ordre des choses qu'elle représente" (1).

- le libéralisme économique ne saurait être conçu comme la seule et nécessaire application de la liberté en matière économique. En soi, la liberté économique n'est pas condamnable, mais le régime qui, historiquement en est l'application, crée une situation de fait qui est en désaccord avec les enseignements sociaux de la tradition chrétienne. Il méconnaît, en effet, le droit d'intervention de l'autorité publique, et le caractère bienfaisant des associations et institutions naturelles situées entre l'individu et l'Etat. Surtout, il ignore les exigences supérieures de la justice qui ne sauraient être nécessairement satisfaites par la liberté des conventions et fait de la poursuite du gain le mobile de l'activité.

C'est donc essentiellement en raison de son esprit et de ses conséquences, et non en fonction du principe de liberté, que le régime individualiste libéral a encouru les critiques et condamnations du Magistère. Il lui est reproché une interprétation et une application abusives d'un bien fondamental : la liberté. L'opposition au libéralisme ne vise donc pas la liberté comme valeur et bien de l'homme, mais la conception et l'organisation d'un système reposant sur la liberté individuelle conçue comme principe unique, exclusif et sans limitation, de l'organisation sociale, économique et politique.

Quant au socialisme, c'est surtout sous Léon XIII qu'il fera l'objet d'un examen et d'une condamnation.

---

(1) F. Cavallera, op. cit., p. 82.

En dehors de ces encycliques des Papes, il convient de signaler de nombreux documents, lettres, recommandations, émanant des Evêques, signalant l'injustice de la condition ouvrière, blâmant la recherche égoïste de l'intérêt personnel, condamnant l'enrichissement devenant une fin en soi, etc.

++++++ § 2 - Les origines du mouvement social
++++++ catholique

S'inspirant de cet enseignement, les laïques ont développé des doctrines sociales et mis en oeuvre des organisations ou mouvements divers. Ainsi qu'il a été signalé, des différences d'orientation se manifestent dès lors qu'il s'agit de promouvoir l'amélioration de la vie sociale. On peut regrouper les différentes tentatives qui ont ainsi vu le jour en distinguant, au cours de cette période, diverses tendances. (1)

- Tendance conservatrice anti-démocratique.

Elle est représentée par de Maistre et de Bonald. Beaucoup plus "politique" que "sociale" elle insiste sur le principe d'autorité rattaché d'une manière discutable, beaucoup trop étroite et exclusive, à l'autorité divine par le principe monarchique. Les valeurs de tradition constituent le fonds commun d'où peut être tiré l'essentiel des règles assurant la conduite de la société.

- Tendance libérale et sociale.

Cette tendance regroupe des hommes assez différents quant à leur activité. On peut y inclure Châteaubriand dont le Génie du Christianisme souligne le caractère social du Dogme et le rôle joué par l'Eglise dans l'évolution de la société. On peut rattacher à cette tendance les écrits de Buchez qui, en 1831, lançait les premières coopératives de production; ancien carbonaro, passé au saint-simonisme, puis converti au catholicisme, ses positions étaient socialisantes (Essai d'un traité complet de philosophie au point de vue du catholicisme et du progrès, 1838-1840).

(1) Cf. G. Hoog, Histoire du catholicisme social en France, Domat-Montchrestien, 1942.- G. Jarlot, Le régime corporatif et les catholiques sociaux, Flammarion, 1938.

Mais il convient surtout de citer les positions sociales de Lamennais, fondateur de l'Ecole de l'Avenir. Celle-ci avec le P. Lacordaire, Montalembert, de Coux, Gerbet, prenait des positions hardies pour l'époque. Lamennais publiait en 1848 "La question du travail" dans laquelle il critiquait le régime de la répartition, attaquant les lois classiques, en particulier la loi du salaire, en des formules qu'on a voulu trop facilement rapprocher de la loi d'airain de Lassalle.

Le Père Lacordaire stigmatisait les abus de la conception libérale, et sa formule fameuse : "Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit", exprimait le fossé existant entre le principe de la liberté sans contrôle et les conséquences de son application.

La revue L'Université Catholique (1836-1855) poursuit le travail de l'Ecole de Lamennais avec de Coux, Villeneuve-Bargemon, P. Rousseau. Elle prend position pour la limitation du temps de travail, le repos dominical, l'interdiction du travail des enfants (loi de 1841).

- Tendance démocratique.

Elle s'exprime surtout dans le journal l'Ere nouvelle fondé par Lamennais en 1848, avec de Coux et Ozanam qui, dès 1840, enseigne à Lyon des idées nettement favorables à la transformation de la condition ouvrière.

Un travail de même nature était effectué hors de France. En particulier, en Allemagne, Mgr Ketteler, député à la Diète de Francfort en 1848, évêque de Mayence en 1860, publiait les "Fondements d'une conception chrétienne de l'Etat". Il préconisait l'association professionnelle, l'intervention de l'Etat, et réclamait une législation sociale relative au juste salaire, au temps de travail, à l'emploi des femmes et des enfants dans les établissements industriels, etc. Son action contribua puissamment au développement du mouvement catholique social. En Suisse, Mgr Mermillod, évêque de Genève, mène une action identique.

++++++
++++++ § 3 - Le Play et la Réforme Sociale

On peut discuter de l'opportunité de ranger Le Play dans le courant du mouvement social catholique; certains auteurs estiment qu'il a créé une école originale, méritant une classification spéciale (1). Ce problème est secondaire, car ce polytechnicien, ingénieur et conseiller d'Etat, s'est toujours réclamé des principes du christianisme pour fonder sa doctrine.

L'Ecole de la Réforme sociale, du nom de son principal ouvrage (La Réforme sociale, 1864), préconise une conception d'ensemble pour traiter des problèmes sociaux. Le Play est un adepte de l'étude monographique, dont il a donné un remarquable exemple dans les Ouvriers Européens (1855); cette méthode fournit une connaissance précise des faits. Son orientation fondamentale est caractérisée par la croyance d'après laquelle le système des "autorités sociales" et du patronage exercé par les "classes supérieures" au bénéfice des autres, constitue l'armature de la société. Mais celle-ci est construite avant toute chose sur la famille, "cellule sociale" par excellence. La famille repose sur l'autorité du père, et elle fournit à la fois le principe et le modèle de l'organisation sociale. Cette autorité est l'image de celle qui doit être exercée dans la société : par l'Etat sans doute, mais surtout par les "autorités naturelles" : noblesse, là où elle existe encore, propriétaires, patrons, personnes d'expérience, notables communaux. L'autorité de l'Etat n'a qu'un rôle supplétif, destiné à remplacer les autorités naturelles, lorsqu'elles sont défaillantes.

L'autorité de la famille étant la première et la plus importante, doit être garantie; en particulier par un régime successoral qui assure la pérennité du bien de famille.

Le Play distingue trois types de familles.

- la famille patriarcale, où le père est seul administrateur (plutôt que seul propriétaire) des biens qui sont

(1) Lire sur cet auteur, l'ouvrage de L. Baudin : Le Play, Préface et textes choisis. "Les Grands Economistes". Dalloz.

transmis à sa mort au fils aîné.

- la <u>famille souche</u>, caractérisée par le fait que les enfants et petits-enfants ne demeurent pas sous l'autorité paternelle, mais fondent de nouvelles familles. Un seul, l'héritier désigné, demeure au foyer, associé au père et lui succédant. Ce type de famille est inspiré à Le Play par l'exemple de la "famille Melouga", famille basque dont il raconte longuement l'histoire. C'est ce type de famille qui, eu égard aux conditions du moment, lui paraît le plus apte à rénover la société.

- la <u>famille instable</u> est celle qui se disperse du vivant du père et qui est dissociée par la mort de celui-ci, avec division du patrimoine. Elle est le signe de l'individualisme moderne et provoque la perte de la société.

C'est donc la famille souche qui a les préférences de Le Play et il demande la liberté de tester pour permettre son extension. De plus il crée les "<u>Unions de la paix sociale</u>", chargées d'établir des rapports confiants entre patrons et ouvriers.

La méthode de l'Ecole de la Réforme sociale et la recherche de la Paix sociale par la collaboration, sont les principaux témoignages d'une "science sociale" conçue par Le Play comme une discipline permettant de poser les fondements d'une transformation de la société individualiste libérale.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LA DISSOCIATION DANS LE DOMAINE DES
++++++ MODES DE CONNAISSANCE

Chapitre II

LA DISSOCIATION DANS LE DOMAINE DES MODES DE CONNAISSANCE

La critique du système d'économie politique des classiques va atteindre également les modes de connaissance.

Le souci des conceptions générales de l'économie ne fera pas défaut aux auteurs qui retiennent maintenant notre attention. Mais c'est, soit à un aspect particulier de l'analyse, soit à la conception générale de l'analyse économique, que ces auteurs vont s'attaquer.

On voit ainsi Frédéric List opposer la nation à l'individu comme sujet de l'activité économique et donc comme principe explicatif essentiel.

Mais une opposition beaucoup plus nette se manifestera avec les historistes qui, abandonnant complètement toute problématique ainsi que le mode d'analyse jusque-là pratiqué, ne verront plus dans l'économie politique qu'un système de connaissance.

Section I

Le système d'économie nationale de List

Au cosmopolitisme des classiques on oppose souvent le nationalisme économique de Frédéric List, Würtembourgeois,

né en 1798, mort en 1846, après une vie agitée, passée en partie aux Etats-Unis et terminée à Hambourg. Cependant la réaction de cet auteur dépasse cette opposition pour atteindre une sorte de dynamique des économies nationales, une théorie de la centralisation.

++++++
++++++ § 1 - Le concept de nation normale

En 1841, Frédéric List publiait un ouvrage intitulé Système national d'Economie politique, écrit pour le grand public et qui bénéficia auprès de celui-ci d'une audience indéniable. Il exprimait à la fois, les idées de l'expérience personnelle de l'auteur et certaines aspirations du peuple allemand, qui commençait à se donner une industrie appelée à devenir puissante.

En effet, List présente à une Allemagne jusque-là pays à prépondérance agricole, dont l'industrie est enserrée dans un réseau d'étroites réglementations, qui désire réaliser son unité économique et politique, les éclatants mirages du devenir national, fondé sur l'unité politique et la puissance industrielle.

Les classiques ne connaissaient que l'individu, stéréotypé, libre mais isolé, identique à lui-même en tout temps et en tout lieu. A l'autre extrême, un monde indéfini, cadre sans limite, d'une activité économique indifférenciée.

List va précisément introduire les différences nationales dans ce monde trop vague et situer la nation, au lieu et place de l'individu, comme sujet de ses méditations. L'individu n'est pas cependant rejeté, mais il est situé au sein de l'économie du pays auquel il appartient, et c'est de la richesse et de la puissance de cette économie nationale que dépend sa propre condition.

Ces économies nationales ont sans doute une vocation naturelle à l'entente universelle; mais dans la phase historique actuelle, elles sont dans un état d'inégalité économique de fait qui est un obstacle à cette union, laquelle ne peut être solidement établie que sur l'égalité.

Si de telles différences peuvent être relevées, c'est que les nations connaissent une évolution qui les fait passer par différents états, traversés selon un ordre de succession à la fois logique et nécessaire.

List dénombre ainsi cinq stades : état sauvage, état pastoral, état agricole, état agricole-manufacturier, état agricole-manufacturier-commercial.

Le cinquième état représente celui de la nation normale. Il constitue un idéal qu'il convient d'atteindre et qui doit l'être dès que sont réunies certaines conditions relatives à l'étendue du territoire, aux ressources naturelles, au climat, etc .... Ces conditions sont remplies par l'Allemagne qui se voit ainsi proposer un objectif de puissance et d'indépendance économique et politique. L'expansion commerciale est indispensable à la conquête de cet objectif et elle suppose une activité manufacturière intense pour alimenter les échanges. Mais ce serait une erreur de croire que l'on retrouve pour autant la thèse du libre-échange classique; ou tout au moins on ne le retrouvera que bien plus tard. En effet, c'est au protectionnisme que List va conclure. Par quels détours y parvient-il ?

++++++ § 2 - La dynamique des forces productives ++++++ et le protectionnisme

Le passage par les cinq états, ou plutôt par les trois derniers qui sont ceux intéressant les nations modernes, se fait sous l'impulsion d'un principe essentiel : le principe des forces productives.

A - Les forces productives.

Un pays doit tenir compte pour apprécier sa condition économique du moment, non seulement des valeurs échangeables dont il dispose actuellement, mais encore de ses possibilités de développer dans l'avenir sa production et sa puissance économique. Celles-ci dépendent de ses forces productives.

Qu'entend-il par là ?

Les forces productives ne sont autre chose que les facteurs du progrès économique : institutions politiques et conceptions morales qui créent des conditions favorables à l'activité économique individuelle et générale et surtout la puissance manufacturière qui est source de dynamisme, élément créateur de développement matériel et de progrès moral. Les manufactures sont au suprême degré le moteur de l'expansion nationale sous toutes ses formes.

La condition du progrès économique est donc dans le développement industriel et il importe à une nation de savoir sacrifier si besoin est sa richesse momentanée représentée par les valeurs échangeables au profit de sa prospérité future, reposant sur le développement de ses forces productives. La politique est ainsi mise en demeure de faire un pari qui, au prix de quelques sacrifices actuels, assurera sa prospérité future.

Ce pari suppose une mise; celle-ci est représentée par la politique protectionniste, en particulier par le tarif douanier.

B - Le cas particulier de l'Allemagne.

Le développement de l'industrie devient ainsi la pièce maîtresse de la dynamique des économies nationales, mais il requiert pour se poursuivre une protection contre la concurrence étrangère. Ici reparaît la considération de la situation particulière de l'Allemagne.

List explique que les classiques n'ont fait que généraliser les observations tirées d'une situation particulière : celle de l'Angleterre. Ce pays a eu l'avantage de commencer bien avant les autres son développement industriel; il n'avait donc pas à craindre l'action des concurrents. Son industrie une fois assise réclamait tout naturellement le libre-échange qui représentait pour elle un avantage considérable en lui ouvrant les portes de l'expansion commerciale. C'est donc sans peine que l'Angleterre a pu devenir une "nation normale", ayant définitivement réalisé en 1800, par son union avec l'Irlande une unité économique que la France possédait déjà depuis que la Révolution avait supprimé les douanes intérieures.

Or, l'Allemagne se caractérisait par une situation paradoxale : à l'intérieur un grand nombre de tarifs douaniers établis entre les Etats de la Confédération germanique, morcelaient l'économie, alors que, faute d'un pouvoir centralisateur, chaque Etat demeurait ouvert au commerce étranger. Après bien des vicissitudes qui valurent à List, jeté avec fougue dans une propagande en faveur de l'abolition des douanes intérieures, bien des difficultés (1), l'union douanière interne était établie en 1834 entre les principaux Etats allemands, Autriche exclue. Le Zollverein réalisait ainsi l'unité économique et commerciale; le libre-échangisme de List avait puissamment contribué à cette évolution.

Mais restait le problème des rapports externes; là le libre-échangisme allait se transformer en protectionnisme.

En effet, laisser la porte ouverte aux produits anglais, c'était permettre à l'industrie britannique, bien installée et bien outillée, de concurrencer l'industrie allemande naissante. D'autant plus que si l'Angleterre réclamait la libre entrée de ses produits à l'étranger, elle fermait elle-même ses frontières aux produits agricoles allemands. D'ailleurs France et Etats-Unis avaient montré la voie en élevant eux aussi leurs barrières douanières. Et List, écoutant les récriminations des industriels de son pays se prit à penser qu'il convenait également de protéger la manufacture allemande, jusqu'à ce qu'elle soit suffisamment forte pour rivaliser avec celles qui l'avaient devancée.

C - Le protectionnisme éducateur.

Revenant à la nécessité d'atteindre la condition de la "nation normale", List expose que, pour se donner une industrie et un commerce puissants, le protectionnisme s'impose pendant les phases intermédiaires.

Ce protectionnisme a alors un objectif précis : réaliser l'éducation industrielle de la nation.

C'est dire qu'il présente des caractéristiques particulières qui circonscrivent son utilité au cas particulier

---

(1) Elu député, il militait avec passion pour l'abolition des douanes intérieures, ce qui lui valut la prison et l'exil en Amérique du Nord, où il resta de 1825 à 1832.

envisagé, qui est d'ailleurs celui de l'Allemagne de List.

Le protectionnisme éducateur n'est valable que pour les nations qui possèdent les ressources lui permettant d'accéder à la condition de nation normale; il n'est applicable qu'autant que la nation n'a pas atteint ce stade, c'est-à-dire tant que l'industrie n'a pas atteint son plein développement et n'est pas en état de lutter contre la concurrence étrangère; enfin, il n'est légitime que si cette concurrence est dangereuse pour l'industrie et on peut considérer séparément chaque branche industrielle.

Le protectionnisme éducateur ne saurait s'appliquer en dehors de ces cas; l'agriculture en particulier ne saurait le voir appliquer car son progrès dépend avant tout du développement des manufactures, moteur de l'ensemble de l'expansion nationale. Il est vrai qu'à cette époque l'agriculture allemande avait surtout besoin d'exporter .....

o

o o

Les conceptions de List représentent à plus d'un titre une déviation du système classique.

Il a conservé l'essentiel de l'analyse classique et sa thèse du protectionnisme éducateur se trouve déjà dans Smith, mais à peine esquissée. La vigueur que lui a donnée List, déforme dans une large mesure, en le relativisant, le libre-échangisme de Ricardo et oppose les bienfaits de la centralisation politique et économique à l'individualisme économique britannique.

Sa théorie de la "nation normale" est hétérogène par rapport au libéralisme individualiste et son système de la dynamique du progrès économique national est en contradiction avec le cosmopolitisme et l'universalisme des classiques.

Son appel à l'histoire est aussi en opposition avec l'abstraction et la généralisation de l'Ecole de Manchester.

On a souvent rattaché List aux historistes. En réalité, son oeuvre de dissociation est différente de celle de Roscher

et de son école. Bien des ressemblances existent entre eux. Mais tandis que les historistes se situent surtout sur le plan de la conception de la science, List se place sur le plan de la politique économique et sa théorie n'est qu'une réponse à une problématique issue d'une situation historique.

List a exercé en fonction du caractère pratique de ses thèses une influence beaucoup plus grande que les historistes. On peut le considérer comme l'initiateur du protectionnisme moderne.

Section II

L'école historique et la méthodologie de la connaissance économique

L'occasion n'avait guère été donnée jusqu'à maintenant de parler des économistes de langue germanique. A propos de l'étude du mercantilisme, on avait signalé l'existence des caméralistes orientés vers les préoccupations financières; mais par la suite l'économie politique semble avoir été une science anglaise et française. La science allemande fit ses débuts pendant la seconde moitié du XIXème siècle avec F. List qui vient d'être étudié et l'école historique qu'on aborde maintenant; elle devait être bientôt suivie des efforts remarquables de l'école de Vienne qui se situent surtout sur le plan de l'analyse et que nous retrouverons dans la seconde partie de ce cours.

L'école historique allemande va marquer puissamment son originalité, en réaction contre l'école classique, tant anglaise que française. Cette réaction sera caractérisée par la négation de la notion même de système d'économie politique tel qu'il avait été conçu depuis les Physiocrates.

Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas de conception générale à la base des travaux des historistes, mais cette conception a trait beaucoup plus à la science elle-même qu'à la vie économique. C'est une conception de l'économie politique en tant que science qui gouverne l'analyse en l'orientant

vers la connaissance de l'économie par l'histoire.

On assiste donc à une déviation des systèmes d'économie politique, qui deviennent des systèmes de recherche. La problématique doctrinale en tant que telle, disparaît, l'interprétation du monde inspirant les travaux de l'économiste, fait place à un système de connaissances et c'est en fonction d'une méthodologie beaucoup plus que d'une philosophie, que l'analyse est conduite.

Cette déviation s'explique en partie par l'histoire même de l'école.

++++++
++++++ § 1 - L'école historique

A - Les fondateurs.

La naissance de l'école historique allemande est marquée par la publication en 1843, par Guillaume Roscher, professeur à l'Université de Göttingen, de son ouvrage ; "Précis d'un cours d'Economie politique d'après la méthode historique", qui devait donner lieu à un développement plus important constituant les Principes d'Economie politique (1844).

L'intention de Roscher est ainsi définie par l'auteur lui-même : "Notre but est la description de ce que les peuples ont voulu et senti en matière économique, des buts qu'ils ont poursuivis et atteints, des raisons pour lesquelles ils les ont poursuivis et atteints". Il continue par une affirmation de principe, disant que cette recherche ne peut être conduite qu'"en demeurant étroitement en contact avec les autres sciences de la vie nationale, en particulier l'histoire du droit, l'histoire politique et l'histoire de la civilisation".

Ce programme de recherches comporte donc plusieurs prises de position.

1 - La recherche sera descriptive.

2 - Son objet ne sera pas les lois de l'activité économique, ni le jeu des mécanismes, mais le comportement des

agents économiques considérés dans leurs mobiles, leurs buts, leur motivation.

3 - La méthode sera historique, étant entendu que l'histoire des institutions et des civilisations doit être jointe à l'histoire de l'activité et des comportements économiques.

4 - Enfin cette prise de position n'a pas la prétention de renier la conception traditionnelle, mais d'ajouter à celle-ci une autre conception destinée à la compléter pour en combler les lacunes.

Cette manifestation devait recevoir un accueil chaleureux en Allemagne. Elle reliait la science économique, ainsi définie, à la vieille conception caméraliste, pratique et utilitaire; elle s'inscrivait ainsi dans une tradition.

Mais cette position devait être dépassée. En 1848, le professeur Bruno von Hildebrand publiait son ouvrage, L'Economie politique du présent et de l'avenir, dans lequel l'opposition à la science classique était nettement formulée. Il concevait la science économique comme une histoire du développement économique des nations. Il substituait ainsi aux lois naturelles réglant l'activité économique, les lois du développement des régimes économiques au cours de l'histoire, affirmant que seules ces dernières avaient une existence réelle.

C'était mettre en cause, non seulement la théorie classique, mais la conception même de la science, qui avait prévalu jusque-là. La critique de Hildebrand n'eut guère de suite importante.

Par contre, Charles Knies, lui aussi professeur, devait aller plus loin encore dans la critique. En 1853, il publiait "L'économie politique envisagée du point de vue historique", dans laquelle il niait l'existence des lois de développement des régimes économiques, pour ne s'attacher qu'à une description des changements de l'opinion économique en fonction du développement historique des nations.

On était ainsi passé de la contestation des lois de l'activité, à l'affirmation de la seule existence des réactions de l'opinion en présence des changements de régime, en contes-

tant toute existence d'uniformités pouvant donner lieu à une formulation générale. C'était une véritable déviation de la science, vers une description historique des conditions de vie et des réactions des agents économiques en présence de ces conditions sans qu'aucune loi puisse être formulée pour établir des liaisons.

L'effort des trois fondateurs se borna à formuler ces critiques et ces affirmations de principes; il ne fournit aucun élément constructif.

Un effort positif devait être entrepris par leurs successeurs.

B - La jeune école historique.

Celle-ci groupa, à partir de 1870, autour de Gustav von Schmoller (1838-1917), une série d'auteurs : Adolf Wagner, L. Brentano, Bücher, Spiethoff, auxquels on peut rattacher, au XXème siècle, Max Weber et Werner Sombart.

Ces auteurs admettent l'existence de lois naturelles de l'activité, mais contestent qu'on puisse les connaître par la méthode déductive et abstraite employée par les classiques. Elles ne peuvent être connues que par une étude d'ordre historique. Et c'est en cela qu'ils recueillent la pensée des fondateurs, tout en rejetant d'ailleurs l'existence de lois du développement historique, ne pensant pouvoir identifier que de simples lois statistiques. Avec eux, la science économique délaisse toute spéculation déductive, toute édification théorique; la seule méthode de connaissance valable est l'observation historique qui peut conduire, lorsqu'elle a amassé un nombre suffisant de faits, à une prudente induction.

D'Allemagne, l'école historique faisait une incursion en Angleterre, où dans le fief de l'école classique, elle suscitait, sinon une opposition, tout au moins un travail critique.

La condition sociale des salariés n'était pas étrangère à cette faveur dont jouissait la nouvelle école. Elle rapprochait ainsi la recherche de l'examen des situations concrètes, permettant d'entrevoir une sorte d'économie sociale comparée dans l'histoire. De toute manière, la méthode historique

avait prise sur les phénomènes nés des rapports sociaux, que la méthode abstraite n'avait pas permis jusque-là de prendre en considération.

La nouvelle science ne procédait donc plus, comme celle des Physiocrates, des Classiques, des socialistes idéalistes et de Marx, d'une conception générale de l'homme et du monde; elle était issue d'une manière nouvelle de concevoir la discipline scientifique.

Les questions posées ne concernaient pas la vie économique elle-même, mais simplement la manière la plus apte à donner une connaissance de la vie économique considérée comme objet de recherche. On descendait de l'interprétation de la vie économique à la discussion des moyens de recherche. C'était en fait une question de méthode qui était posée.

C'est donc, avant tout, un problème de méthodologie de la connaissance qui est en cause. On examinera comment on a essayé de le résoudre en abordant deux points :

- la déviation de la connaissance systématique vers la connaissance descriptive,

- la relativisation de la connaissance économique.

++++++
++++++

§ 2 - La déviation de la connaissance systématique vers la description historique

La position de l'Ecole historique renonce à toute connaissance d'ensemble réalisée par voie déductive; la théorie en tant qu'instrument de connaissance est abandonnée, tout au moins la théorie générale. La recherche est orientée vers la description des faits, et souvent même cette recherche sera fragmentaire. Ainsi la science économique dévie vers la description historique à la suite d'un parti pris délibéré. Cette déviation s'opère selon plusieurs voies différentes.

A - La querelle des méthodes.

On ramène parfois l'apport de l'école historique à une opposition entre la description historique qu'elle préconise

et l'abstraction déductive chère aux Physiocrates et aux Classiques. D'où l'expression de "querelle des méthodes" employée pour qualifier les oppositions qui se sont ainsi manifestées. Ce point est important, mais bien entendu ne constitue qu'une partie du débat institué par Roscher et ses disciples.

L'opposition à la déduction classique est très vive. Les historistes lui reprochent de simplifier abusivement la réalité économique en prétendant expliquer celle-ci à l'aide d'une série de conséquences tirées du principe de l'ordre naturel et de sa réalisation spontanée par le jeu des intérêts individuels. L'abstraction ne peut être pratiquée que par une série d'éliminations d'éléments concrets; les choix ainsi opérés finissent par offrir une représentation incomplète de la vie économique. Car celle-ci est essentiellement complexe et la ramener à un schéma simplifié, c'est en fournir une image faussée : la connaissance de cette complexité est aussi indispensable que l'étude des mécanismes résultant d'un résidu d'éliminations incontrôlables.

En conséquence, il convient de procéder à une observation détaillée de chacun des éléments en cause, afin de saisir dans leur totalité les phénomènes économiques et les comportements individuels, les institutions juridiques et politiques, et les croyances sociales qui jouent un rôle important.

Ceci ne signifie pas que la méthode déductive et abstraite soit condamnable en soi; elle l'est dans l'état présent de la science économique, c'est-à-dire tant que des matériaux n'auront pas été accumulés en nombre suffisant pour permettre d'obtenir par voie d'induction une connaissance précise et objective des phénomènes tels qu'ils sont dans la réalité. La déduction est pour l'instant critiquable, parce que les matériaux manquent pour procéder à la vérification qui doit être effectuée à chaque échelon du raisonnement, pour être certain que la construction déductive abstraite ne "saute" pas d'éléments fondamentaux.

Les historistes se sont donc engagés dans cette voie, accumulant les monographies, les études historiques de détail, opposant le morcellement de l'observation à la systématisation généralisatrice. De ce point de vue, ils ont constitué une

documentation fort précieuse et souligné l'importance des faits observables. Par là ils ont indiscutablement réagi d'une manière saine et efficace contre les excès de l'abstraction non vérifiée.

Mais pour autant, ils ont conduit l'économie politique vers une position stérile en lui enlevant toute possibilité d'interprétation et de connaissance générales. Vient, en effet, un moment où la documentation est simplement encombrante et inutile s'il est impossible d'en tirer autre chose que des analogies. Il faut pouvoir passer au stade de l'hypothèse et de la loi et ce passage exige l'élaboration de concepts interprétatifs, donc un minimum d'abstraction. En se refusant à l'admettre, ou en omettant de procéder à cet effort complémentaire, les historistes ont fait dévier la science économique vers la description et l'enregistrement pur et simple.

Ce n'est que plus tard qu'induction et déduction seront mises à leur véritable place et apparaîtront comme deux démarches indispensables . La "querelle des méthodes" devait ainsi se résoudre en une reconnaissance de la nécessaire synthèse entre les résultats de l'observation et les enseignements fournis par l'hypothèse vérifiée. C'est au moins l'enseignement que l'on a pu tirer de la fameuse "querelle" au cours de laquelle Carl Menger et Gustave Schmoller opposèrent les avantages respectifs de la déduction et de l'induction, pour le plus grand bien d'une méthode synthétique donnant à chacune une place particulière dans la recherche.

B - Le rejet de l'individualisme.

Les historistes s'opposent également aux classiques en ce qu'ils critiquent leur conception étroite et sumplificatrice de l'individu considéré comme un faisceau d'intérêts. La psychologie hédonistique leur paraît une base trop étroite pour construire sur elle toute la science. Leur critique de la méthode rejoint ici la critique du fondement psychologique de la science. Objet et méthode doivent nécessairement s'accorder. Si la méthode déductive est parfaitement adaptée à l'élaboration d'une construction dérivée des mobiles psychologiques individuels, l'observation historique ne peut au contraire s'en accommoder.

Celle-ci découvre au contraire que les mobiles de l'activité économique sont multiples. Sur le plan individuel d'abord, l'intérêt n'est pas la seule motivation possible : l'altruisme, la volonté de puissance, l'activisme, prennent autant de part que le désir du gain individuel. Mais les éléments d'ordre moral, social, juridique et politique exercent aussi une influence déterminante sur l'activité. L'observation historique est particulièrement apte à déceler l'action complexe de tous ces éléments, et elle appelle la collaboration des disciplines voisines pour donner une meilleure connaissance de la société.

De ce point de vue, les historistes ont exercé une influence heureuse en obligeant les individualistes à reconnaître le caractère partiel et imparfait de leur point de départ. Mais leur apport positif a été incomplet, même dans le domaine qu'ils avaient choisi, car si l'observation a souligné la complexité des mobiles économiques, elle n'a conduit qu'à une possibilité de correction des excès inverses, sans fournir de soi une interprétation nouvelle. Elle a aussi orienté l'économie politique vers le domaine de la science sociale, où trop souvent privée de l'étude des mécanismes et de l'instrument d'interprétation qu'est la loi et la vérification de l'hypothèse, elle s'est trop souvent égarée dans la description de phénomènes plus ou moins bien identifiés et plus ou moins bien situés entre l'histoire économique, l'histoire sociale et la sociologie.

Enfin, sur le plan de la politique économique, la jeune école historique s'orientera vers un interventionnisme social modéré qui recevra le nom, un peu péjoratif, de "socialisme de la chaire" en raison de ce que les inspirateurs de ce "socialisme" étaient en général des professeurs.

++++++
++++++ § 3 - La relativisation de la connaissance

Ces positions prises par les historistes aboutirent en fin de compte à une déviation essentielle : la science économique, pour vouloir être trop précise devenait trop détaillée et perdait le sens du "général".

Hildebrand et Knies, sous prétexte de réagir contre "l'universalisme","l'absolutisme et le perpétualisme" des classiques, vont attirer l'économie politique vers le relativisme. Mais ils ne se rendent pas compte qu'en agissant ainsi, ils lui enlèvent une grande partie de sa signification sur le plan de la connaissance.

L'universalisme, c'est la tendance à croire que les lois dégagées par l'étude déductive de la psychologie individualiste ont une valeur pour tous les hommes, quelle que soit leur condition. L'"absolutisme et le perpétualisme" consistent à croire que ces lois sont valables d'une manière inéluctable en toute époque. C'est l'affirmation de la valeur générale, eu égard à l'espace et au temps, de la théorie classique et de la politique économique de laisser-faire qui en découle.

Leur relativisme se fonde sur la diversité des conditions de temps et de lieu que révèle l'observation du passé. Les régimes changeant, les comportements et les politiques s'adaptent et ne présentent pas ce degré de généralité et de permanence que dégage une hypothèse de départ conçue sur la base de la poursuite d'un intérêt égoïste immuable et enraciné dans le plus profond de l'homme.

Aussi la théorie économique n'a-t-elle qu'une portée limitée en raison des circonstances en fonction desquelles elle a été élaborée. Il est faux de l'assimiler à une théorie explicitant les lois d'une science analogue à la physique; celle-ci ne change pas en fonction du temps. Or la théorie économique est forcément élaborée en fonction de ce que voit l'économiste, c'est-à-dire en fonction des idées dominantes et de la situation du moment. Elle porte l'empreinte d'une époque, non seulement par sa participation aux grands courants intellectuels qui la traversent, mais encore par rapport aux problèmes économiques du moment auxquels elle s'efforce de trouver une solution. Il est bien évident que les auteurs déjà étudiés, mercantilistes, physiocrates, classiques, socialistes, illustrent cet enracinement de la théorie en fonction d'une problématique elle-même rattachée aux conceptions et aux problèmes politiques du moment. La théorie est ainsi un instrument dont la portée explicative est très relative.

Charles Knies a longuement développé cette argumentation qu'il résume ainsi : "la théorie économique, quels que soient sa forme et son aspect, les arguments et les résultats qu'elle nous offre, est un produit du développement historique ..., elle emprunte le fond de son argumentation à la vie historique et doit donner à ses résultats le caractère d'une solution historique" (1).

Ce que signale Knies n'est autre chose que le caractère d'hypothèse provisoirement vérifiée qui est celui de toute théorie (2). Peut-être les classiques l'ont-ils oublié, et la critique porte-t-elle contre leur conception; elle est sans effet contre une conception moderne de la théorie économique qui donne à celle-ci sa véritable signification en la situant au sein du processus d'analyse.

Mais cette opinion fait dévier, non pas seulement la théorie mais toute la science économique vers le relativisme, car Knies en arrive à nier toute possibilité pour l'analyse de dégager des relations générales. Sous le prétexte que les lois économiques n'ont pas la généralité des lois physiques, on ne saurait conclure à leur inexistence. Et surtout du caractère relatif de la théorie, on ne saurait conclure à l'inutilité de l'analyse. Or celle-ci ne peut se refuser à exprimer la généralité - "il n'y a de science que du général" - pour si imparfaite et relative que soit cette expression. L'erreur est d'oublier la valeur relative d'une théorie; mais c'est une autre erreur que de renoncer par avance à une connaissance scientifique sous prétexte que la théorie ne peut avoir qu'une signification conditionnelle et provisoire. A travers la précarité de la théorie, l'analyse générale conserve une valeur permanente.

++++++
++++++
++++++ Conclusion
++++++

L'évolution des grands systèmes d'économie politique aboutit ainsi à une dissociation de la pensée économique.

(1) Cité par Gide et Rist. Edit. 1929, p. 465.
(2) Cf. l'Introduction du Cours.

La problématique individualiste libérale, après un siècle de suprématie, semble avoir perdu sa vigueur. La problématique socialiste s'est opposée à elle; mais au lieu de voir deux systèmes rivaux se partager la pensée économique et sociale, c'est à une dispersion entre de nouvelles conceptions doctrinales divergentes, que l'on assiste.

Ces conceptions doctrinales dont l'opposition se renforce mutuellement, finissent par détourner les esprits des préoccupations d'ordre général, relatives à la conception de l'homme et du monde. Ce n'est plus seulement dans la doctrine libérale ou socialiste, c'est dans l'interprétation générale, en tant que telle que l'on perd confiance. Les oppositions doctrinales ruinent le crédit de la doctrine.

Peut-on alors se tourner vers la science ?

L'analyse économique des classiques a paru longtemps représenter toute la science; mais n'était-elle pas trop exclusivement liée à une problématique libérale ? Certains le penseront. D'autres, au contraire, estimeront le fait que d'avoir pu se prêter à l'exploitation que Marx en a faite, est le signe que cette analyse est construite sur des concepts trop abstraits, susceptibles de s'accommoder de n'importe quel contenu.

La réaction des historistes est significative de ce point de vue.

Mais ne sont-ils pas allés trop loin eux-mêmes, en semblant nier toute valeur à la conceptualisation générale et à la recherche abstraite ?

La querelle des méthodes est significative de l'achèvement du courant de pensée, né en 1450 avec la problématique empirique des mercantilistes. En effet, se battre sur la méthode, c'est indiquer qu'on n'a plus le goût des principes et qu'on met en doute la valeur du système d'analyse jusque-là dominant.

Ainsi, déclin de la doctrine, et épuisement de l'analyse classique vont de pair.

La pensée économique ayant décrit un premier mouvement de son histoire, est mûre pour en entamer un second.

ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE

On indique ici quelques renseignements bibliographiques complétant ceux qui ont été donnés dans le texte.

Ils ont trait :

1 - à l'Ecole classique afin de permettre un certain nombre de lectures complémentaires, susceptibles de mieux faire connaître la pensée des grands auteurs qui ont donné à l'Economie politique un caractère scientifique.

2 - à Karl Marx et au marxisme - qui ont été traités d'une manière sommaire dans le Cours. En particulier, on a fait choix, dans la volumineuse littérature pro-marxiste et anti-marxiste, de quelques ouvrages qui, outre ceux de Marx, permettent d'aborder l'étude du marxisme. On a fait une place particulière aux ouvrages qui constituent une critique honnête et pertinente de cette doctrine; car on ne saurait prétendre connaître le marxisme si on ne prenait soin de lire, outre l'auteur et ses laudateurs, ceux qui l'ont justement critiqué. Cette bibliographie a trait à l'ensemble de l'oeuvre et pas seulement à ses aspects économiques.

Ecole Classique

Textes des auteurs.

Les textes des grands auteurs classiques seront trouvés dans la "Collection des Principaux Economistes" publiée par Guillaumin à Paris, qui contient les oeuvres analysées dans le Cours. Une édition a été publiée en 1847, une nouvelle édition fut faite en 1882.

On lira avec profit des extraits des principaux auteurs dans l'ouvrage de P. Gemähling : "Les grands économistes - Textes et commentaires".

Etudes sur les auteurs.

En dehors des ouvrages déjà cités, on indiquera pour une étude complémentaire, les ouvrages déjà cités d'Histoire des Doctrines ou d'Histoire de la pensée : Baudin, Bousquet, Gide et Rist, Gonnard, James, Villey, etc ...

- Pour une étude plus approfondie :

E. Cannan - Histoire des théories de la production et de la distribution dans l'Economie politique anglaise de 1776 à 1848. Paris, Giard et Brière, 1910.

H. Denis - Histoire des systèmes économiques et socialistes, Paris, Giard et Brière, 1907.

B. Nogaro - Le développement de la pensée économique, L.G.D.J., 1944.

A. Schatz - L'individualisme économique et social, Paris, 1907.

J. Schumpeter - Economic Analysis. O.U.P., New-York, 1954.

- Sur des auteurs particuliers :

P.L. Reynaud - J.B. Say, préface et textes choisis. Dalloz, coll. Les grands économistes.

F. Trévoux - Stuart Mill, préface et textes choisis. Dalloz, "Les grands économistes".

L. Baudin - Le Play, préface et textes choisis. Dalloz. "Les grands économistes".

L. Baudin - Frédéric Bastiat. Préface et textes choisis. Dalloz - "Les grands économistes"

KARL MARX

L'étude de Marx ayant été limitée à un examen rapide de ses thèses économiques, on trouvera ici quelques indications bibliographiques permettant un approfondissement de l'examen critique de cette partie de l'oeuvre.

On trouvera également une bibliographie permettant une étude critique de l'ensemble des travaux de l'auteur.

I - Oeuvres complètes de K. Marx.

- Une traduction française dite : Oeuvres complètes de Karl Marx, traduction Molitor, a été publiée par les Editions Costes, Paris. Elle comprend plusieurs séries, notamment :

Oeuvres philosophiques, 9 vol.
Oeuvres politiques, 8 vol.
Le Capital, 14 vol.

Histoire des Doctrines économiques, 8 vol.
Le Manifeste Communiste, 1 vol.
Misère de la philosophie, 1 vol.

- Une autre édition a été faite par "Les Editions sociales", la traduction est, en général, plus fidèle. On pourra lire notamment :

- Le Capital, t. I, 3 vol., t. II, 2 vol., t. III, 3 vol.
- Salaires, prix et profits. Travail salarié et Capital, 1 vol.
- Misère de la philosophie, 1 vol.
- Manifeste du Parti Communiste, 1 vol.
- Les luttes de classes en France, etc ...

Comme bonne introduction au Capital :
Contribution à la critique de l'économie politique. Ed. sociales.

II - Etudes sur Marx et le Marxisme.

On se bornera à indiquer quelques ouvrages, aisément abordables, constituant un premier choix susceptible de permettre une initiation.

1 - Introduction à Marx.

a) Premier commentaire :

F. Engels - Anti-Dühring, Ed. Sociales.
Ouvrage fondamental : A. Cornu : Marx et Engels P.U.F. (3 tomes parus).

b) Introduction à Marx :

H. Lefebvre - Le marxisme, coll. "Que sais-je ?" P.U.F.
H. Lefebvre - Pour connaître la pensée de Karl Marx. Bordas. Paris, 1942.

Ces deux ouvrages constituent une exposition, assez simple et claire de l'ensemble de l'oeuvre faite par un marxiste.

R. Garaudy - Karl Marx. P. Seghers, 1964

c) Vie de Marx.

I. Berlin, Karl Marx. N.R.F. Gallimard, Coll. Idées.

H. Arvon - Le marxisme. Coll. A. Colin, Paris, 1953.

E. Baas - Introduction critique au marxisme. Ed. Alsatia, 1954.

Ces deux études émanent d'auteurs non marxistes et présentent un exposé critique et sincère.

2 - Etude de la doctrine de Marx : doctrine générale.

A - Auteurs marxistes.

J. Baby - Le Marxisme. Cours de l'Institut d'Etudes Politiques. "Les Cours de Droit", Paris.
J. Bruhat - Le marxisme. Cours I.E.P., Paris.
L. Althusser - Pour Marx, Maspéro, 1965.
L. Althusser, J. Rancière, P. Macherey, lire le Capital tome I, 1966, Maspéro.
L. Althusser, L. Balibar, R. Establet, lire le Capital, tome 2, 1966, Maspéro.
R. Garaudy - La thèse matérialiste de la connaissance. P.U.F., 1954.
H. Lefebvre - Logique formelle et logique dialectique. Editions sociales, Paris, 1947.
H. Lefebvre - Le matérialisme dialectique, P.U.F. 1949.

B - Auteurs non marxistes et critiques de Marx et du marxisme.

R. Aron - Le grand schisme. Gallimard, 1951.
N. Berdiaeff - Problèmes du communisme. Desclée, Paris, 1933.
" Le marxisme et la religion. "Je sers", Paris, 1932.
" Le christianisme et la lutte des classes, Paris, 1932.
" Au seuil d'une nouvelle époque. Delachaux, Paris, 1947.
P. Bigo - Marxisme et humanisme; P.U.F., Paris, 1953.
H. Chambre - L'homme communiste et la science. Travaux de l'Action Populaire, décembre 1948.
" Catholicisme et communisme. Economie et Humanisme, 1950, n° 7-8.
H.C. Desroches - Signification du marxisme. Editions ouvrières, Paris, 1949.
Haubtmann - Marx et Proudhon - Economie et Humanisme, 1947.

J. Hyppolite - Etudes sur Marx et Hegel.
Merleau-Ponty- Les aventures de la dialectique. Gallimard, 1955.
J.P. Sartre - Critique de la raison dialectique. Gallimard, 1960.
J. Lacroix - Marxisme, existentialisme et personnalisme, P.U.F., Paris, 1950.
H. de Lubac - Le drame de l'humanisme athée. Spes, Paris, 1945.
H. de Man - Au-delà du Marxisme. Alcan, Paris, 1929.
H. Sée - Matérialisme historique et interprétation économique de l'histoire. Alcan. Paris.

3 - Etude des aspects économiques du marxisme.

A - Ouvrages d'interprétation, demeurant dans la ligne marxiste.

J. Benard - La conception marxiste du capital. Sedes, Paris, 1952.
H. Denis - Valeur et Capitalisme. Ed. Sociales, 1957.
E. Mandel - Traité d'Economie marxiste. Julliard, 1962.
Nikitine - Principes d'Economie politique, Ed. en langues étrangères, Moscou 1954, trad. française.

B - Ouvrages d'interprétation et ouvrages critiques.

H. Bartoli - La doctrine économique et sociale de K. Marx, Ed. du Seuil, 1950.
Ch. Bettelheim - La planification soviétique, Rivière, 1945.
" L'économie soviétique. Traité de G. Pirou, Sirey, 1950.
J.Y. Calvez - La pensée de Karl Marx, Ed. du Seuil, 1957. Cet ouvrage est une des plus pénétrantes et des meilleures critiques parues ces dernières années.
H. Chambre - Le Marxisme en Union Soviétique. Ed. du Seuil, 1955.
R. Guihéneuf - Le problème de la théorie marxiste de la valeur. A. Colin, 1952.
J. Marchal - Deux essais sur le marxisme. Médicis, Paris, 1955.
A. Piettre - Marx et marxisme. P.U.F., 1957.
E. Préobrajensky - La nouvelle économique E.D.I. 1966.
N. Boukharine et E. Préobrajensky - ABC du communisme, Maspero 1963.

Joan Robinson - An essay on marxian economics. London, Mac-Millan, 1949.

P.M. Sweezy - The theory of capitalist dévelopment. Londres, 1949.

J. Schumpeter - Capitalisme, socialisme et démocratie. Ed. française Payot, 1951.

D. Villey - Karl Marx, Revue d'Histoire Economique et Sociale, 1957, nº 2.

DEUXIEME PARTIE

++++++
++++++
++++++ LA RECONSTRUCTION DE LA
++++++
++++++ SCIENCE ECONOMIQUE
++++++
++++++

++++++ Introduction
++++++
++++++
++++++ L'EVOLUTION DE LA SCIENCE NEUTRE VERS
++++++ LA SCIENCE FINALISTE

La dissociation des systèmes d'économie politique posa à la pensée économique des problèmes déconcertants. En premier lieu, la problématique, tant celle des classiques que celle des socialistes, subit un certain nombre de critiques qui ont semé le doute dans l'esprit des auteurs de la fin du XIXème siècle. Ceux-ci se trouvent en présence de situations nouvelles qui les amènent peu à peu à abandonner tout souci et toute préoccupation d'ordre doctrinal pour se consacrer à l'analyse. L'analyse économique apparaît, désormais, comme l'objet essentiel de recherche des économistes qui commencent leurs études entre 1860 et 1870. Mais il se trouvent en présence de deux courants scientifiques entre lesquels il leur est difficile de choisir.

++++++ I -
++++++
++++++ L'achèvement de la pensée classique
++++++

Après cent ans d'évolution, la théorie classique était arrivée à un stade d'achèvement à peu près complet. En effet, si Stuart Mill avait dit que la science économique était achevée, il faut entendre par là que l'école classique anglaise, issue d'Adam Smith et de Ricardo, paraissait avoir atteint ses limites. Les principes prônés par cette Ecole semblaient avoir fourni tout ce que l'on pouvait attendre d'eux. Stuart Mill en avait formulé une synthèse et il ne semblait pas que l'on puisse aller au-delà. Les grandes lois de l'économie politique : lois de l'intérêt personnel, de la libre concurrence, de la population, du salaire, de la rente, des valeurs internationales, avaient reçu leur forme apparemment définitive.

La théorie de la valeur paraissait également avoir atteint son degré d'achèvement. Stuart Mill reconnaissait, en effet, que si le prix se forme en vertu du jeu de l'offre et de la demande, il se fixe à un niveau tel que les quantités offertes et demandées s'égalisent. Puis, dépassant le stade des variations de la valeur, il avait abordé le problème de la valeur en soi. Sur ce point, reprenant et dépassant les formules de ses prédécesseurs, il donnait comme fondement de la valeur, le coût de production.

On possédait alors une explication harmonieuse : la valeur momentanée se fixait sur le marché par la confrontation de l'offre et de la demande; mais cette valeur momentanée oscillait autour d'une valeur naturelle, "normale", déterminée par le coût de production. On comprend que cet auteur ait été conduit à penser que la science économique avait atteint son point de plénitude.

++++++ II -
++++++
++++++ Les réactions suscitées par la pensée classique
++++++

Mais on a vu que cette pensée n'était pas universellement admise et qu'elle avait provoqué diverses réactions. Sur le plan de la doctrine, une réaction anti-capitaliste et anti-libérale s'était fait jour.

Le socialisme idéaliste avait critiqué la problématique classique et avait recherché les nouvelles formes que devait revêtir une société réalisant l'égalité des individus, en particulier par la suppression de la propriété privée. Le socialisme marxiste s'était élevé à la fois contre les classiques et contre les utopistes et avait présenté une interprétation de l'évolution du capitalisme vers son auto-destruction. Mais, alors que les socialistes idéalistes se contentaient de présenter les schémas imaginaires d'une société future, dans lesquels les pensées généreuses avaient plus de place que les constructions scientifiques, le socialisme de Marx puisait dans l'arsenal même de la théorie classique la démonstration de l'avènement nécessaire du socialisme.

Si la critique idéologique du système classique était abondante, sa critique scientifique demeurait pauvre. Sur le plan de la connaissance scientifique, une déviation s'était manifestée avec Sismondi et avec l'école historique allemande; celle-ci critiquait surtout la méthode déductive et abstraite des classiques et proposait son remplacement par la méthode historique, seule capable de déceler les principes généraux de l'évolution économique. Il fallait, selon elle, commencer par observer les faits, dégager de l'étude d'un certain nombre de cas particuliers les relations de cause à effet, et, par une synthèse inductive, atteindre une théorie générale de l'activité économique.

Sur le plan doctrinal, l'école historique aboutissait à l'intervention de l'Etat et versait dans un socialisme modéré, le "socialisme des professeurs" ou "socialisme de la chaire".

Ainsi, vers le dernier tiers du XIXème siècle, la pensée économique se trouvait, dans une large mesure, désorientée par le sens qu'avait pris le développement des systèmes d'économie politique. D'une part, les fondements politiques et doctrinaux de l'école classique se trouvaient remis en question par les socialistes; d'autre part, ces derniers n'avaient pu renouveler l'analyse économique des successeurs de Ricardo; l'effort de renouvellement des historistes ne semblait pas devoir apporter des nouveautés substantielles.

Les économistes de l'époque se prenaient donc d'un doute en présence des limites atteintes par la théorie classique qu'on ne semblait pouvoir dépasser. En présence des recherches en ordre dispersé auxquelles s'étaient livrés les historistes, Sismondi, List et d'autres encore, ne convenait-il pas d'abandonner toute réaction contre l'un ou l'autre des courants pour reposer les problèmes fondamentaux de l'économie ? C'est dans cette voie qu'ils allaient s'orienter.

Animée d'un parti pris de neutralité, la pensée économique va progresser vers la redécouverte d'une science humaine; cette progression va s'effectuer en trois étapes.

++++++ III -
++++++
++++++ La science reconstruite à partir de ses
++++++ éléments fondamentaux

Il apparaissait aux économistes de la fin du XIXème siècle que c'était dans la problématique que résidait la source des divisions et des dissociations dont pâtissait la science économique. Ne convenait-il pas alors de faire abandon de toute préférence doctrinale ? Ne fallait-il pas laisser dos à dos classiques et socialistes, partisans de la méthode abstraite et promoteurs de la méthode historique, pour reposer en termes complètement différents les problèmes fondamentaux de l'économie politique ?

Dans ces conditions, les économistes du dernier tiers du XIXème siècle allaient être amenés à tenter une reconstruc-

tion de la science économique qui ignorerait délibérément tout ce qui avait été fait avant eux. Non pas qu'ils soient amenés à considérer que cet effort antérieur avait été inutile, mais simplement qu'il avait été mal conduit. L'ignorer, ce n'était pas nier la science développée depuis les Physiocrates; c'était partir simplement avec des idées neuves, quitte à intégrer les apports antérieurs si on les trouvait dignes de ce sort.

C'est dire que la reconstruction de la science économique allait être tentée en dehors de toute considération de système d'économie politique tel qu'il a été précédemment défini; c'est dire que l'on abandonnerait les deux éléments ou sources de déviation et de division, à savoir : la problématique et la politique économique. La pensée économique devrait donc se confondre avec l'analyse économique; celle-ci deviendrait l'élément essentiel sinon unique de la science; désormais sans référence normative, sans souci de finalité, la science confondue avec l'analyse deviendrait neutre, c'est-à-dire objective, sans préférence subjective.

Les économistes de l'époque vont être victimes de leur propre position. Ils prétendront rejeter tout normativisme et tout finalisme, mais en réalité ils ne feront que les reléguer à l'arrière-plan de leurs spéculations intellectuelles. En effet, ces auteurs lancés ainsi à la poursuite de la reconstruction de la science économique, concevront celle-ci à l'intérieur d'un système qui, en fait, demeurera le système libéral. Quels que soient leurs désirs, ils demeureront implicitement normatifs et finalistes en ce qu'ils admettront sans discussion, que le mécanisme libéral est le meilleur possible; ils seront finalistes en ce que leurs analyses seront orientées de manière à démontrer cette supériorité posée implicitement comme un postulat.

Pour reconstruire la science économique neutre et objective, ils doivent choisir un phénomène fondamental à partir duquel il soit possible de reconstruire, par un pur effort d'objectivité scientifique, toute l'interprétation de la vie économique. Certains d'entre eux situeront dans <u>l'utilité, la valeur et le prix</u> ce phénomène fondamental. D'autres le situeront dans <u>l'équilibre</u>. Mais dans les deux cas, on assistera à une tentative d'élaboration de science neutre, indépendante, tout au moins au premier chef, des préoccupations doctrinales.

++++++ IV -
++++++
++++++ L'aboutissement de la science neutre
++++++ dans la science appliquée

Cependant, après ce point de départ, le développement de la science économique prendra assez rapidement une autre orientation. L'analyse économique sera toujours neutre, mais on lui demandera de fournir des indications sur la valeur des systèmes concrets susceptibles de faire objets d'application. En somme, on partira de l'analyse économique pour atteindre des recommandations normatives; on tentera ainsi une rénovation de la doctrine par l'analyse. Mais il apparaîtra, à la suite de bouleversements d'ordre économique, que les mécanismes et les structures ne correspondent pas à ces schémas abstraits; il conviendra alors de procéder à une révision de la théorie qui orientera plus encore ses conclusions vers une action sur les faits. Déjà le courant de la science neutre montre que l'analyse ne peut devenir une fin en soi; celle-ci retrouve bien vite le sens de l'application et de la politique économique. Mais il s'agit d'une politique orientée et guidée par la science, telle par exemple, celle proposée par Walras.

Puisque le finalisme implicite aboutit à reconnaître l'importance de l'application à la vie concrète, pourquoi ne pas admettre dès le départ ce sens utilitaire de la recherche économique ? C'est ce que comprendront certains économistes qui, après la seconde guerre mondiale, profitant des expériences aussi bien théoriques que pratiques des années passées, s'orienteront nettement vers la recherche appliquée. C'est dire que le finalisme qui était implicite deviendra explicite, en ce sens que l'analyse économique recevra pour mission dès le départ, de rechercher les moyens d'agir, par la politique économique, sur la conjoncture et sur le fonctionnement de l'activité économique.

Mais, cette position ne sera pas encore nettement atteinte au cours de cette période de reconstruction scientifique qui recouvre la période allant de 1870 à l'entre-deux guerres (1).

(1) Il est évidemment impossible de fixer une limite nette, mais en cette fin de période, trois éléments majeurs sont repérables : les mutations structurelles issues de la guerre; la crise de 1929; la théorie de Keynes.

En un premier moment, ce sont les fondements scientifiques qui sont reformulés; en une seconde phase, l'analyse progresse par voie de dépassements et d'approfondissements. Enfin, c'est la renaissance de la problématique qui marque l'achèvement du mouvement vers la source finaliste.

++++++ V –
++++++
++++++ La reconstitution de l'économie politique
++++++

L'analyse économique est donc partie en rejetant tout normativisme et tout finalisme et elle a dû reconnaître la nécessité de se donner pour mission d'éclairer les autorités chargées de contrôler l'économie. Le renouveau doctrinal apparaît bientôt comme la démonstration du principe selon lequel l'analyse ne peut se priver de considérer la finalité humaine de l'économie.

C'est alors que la recherche économique ne peut plus se contenter d'être soit abstraite, soit concrète, qu'elle ne peut plus méconnaître les disciplines voisines, telles la statistique, la sociologie ou l'histoire. Sur ces bases, une reconstitution de l'économie politique est nécessaire; elle commence à s'opérer à cette époque mais ne s'affirmera qu'après la seconde guerre mondiale. Cette reconstitution est très nettement orientée vers la reconnaissance du caractère humain et politique de la science économique. Il apparaît ainsi que l'évolution des systèmes d'économie politique, qui avait abouti à l'abandon de la problématique au profit de l'analyse, fait place à un mouvement de sens inverse qui, se consacrant de parti pris à l'analyse économique, est obligé de retrouver le caractère humain et politique de la science économique, donc de retrouver le sens des grandes options doctrinales. Ce dernier mouvement n'est pas encore terminé; peut-être même commence-t-il à peine. Mais il faut remarquer que la prétention de construire une science neutre aboutit à la renaissance de la problématique et au finalisme.

Nous dégageons ainsi, dans cette étude consacrée à la reconstruction de la science entre 1870 et l'entre-deux guer-

res, une ligne générale d'évolution qui conduit de la science neutre à la science finaliste et finalement à la reconstruction de l'économie politique; le finalisme implicite devenant un finalisme explicite et proclamé.

Conservant la ligne choisie pour l'étude de la pensée économique, nous devons montrer comment celle-ci a évolué de la science neutre vers la science finaliste en retrouvant, grâce aux efforts de synthèse réalisés par l'analyse économique, le sens de l'interprétation de l'objectivation économique des relations et actes humains.

En fonction de cette ligne générale d'évolution, nous aurons à étudier, dans cette seconde partie de l'ouvrage, trois points principaux :

1°) La reconstruction néo-classique et la science neutre. On suivra les progrès de l'analyse à travers les développements que connaîtront, d'une part : la théorie de l'utilité, de la valeur et du prix; d'autre part, les théories de l'équilibre général.

2°) La révision de l'analyse par dépassements et synthèses. On retracera la manière dont l'évolution historique conduit à une révision de l'analyse de l'équilibre en termes de prix et comment apparaît l'analyse en termes de temps.

3°) La renaissance de la problématique. Il conviendra enfin de marquer comment de nouvelles interrogations passant du domaine de la théorie à celui de la doctrine font apparaître une nouvelle problématique.

Ainsi, partie d'une position de neutralité scientifique, la pensée économique a trouvé, dans l'analyse, les éléments de rénovation des positions normatives.

++++++ Titre I
++++++
++++++
++++++ LA RECONSTRUCTION NEO-CLASSIQUE :
++++++ LA SCIENCE NEUTRE

Nous avons vu que la reconstruction de la science économique allait s'effectuer sur la base de l'abandon de toute préférence doctrinale et en fonction des fondements scientifiques de l'économie politique. L'analyse va ainsi dominer désormais la science économique qui sera constituée d'une analyse sans doctrine.

A - <u>L'évolution de la pensée néo-classique</u>.

A l'intérieur de cette évolution, nous aurons à distinguer les deux courants : celui d'un finalisme inconscient et implicite que marquera la tentative de reconstruction fondée sur l'utilité marginale; celui qui essayait de rénover les conceptions doctrinales par un nouvel effort d'analyse, sera marqué par les recherches de Walras et de Pareto, sur l'équilibre général. Chacun de ces deux courants comprendra une étape consacrée aux fondements de la reconstruction scientifique et une autre caractérisée par le développement des idées de base.

Ainsi, lorsqu'on envisage l'évolution générale de la pensée économique, on s'aperçoit que la reconstruction néo-classique s'est effectuée en trois moments qui conduisent d'un parti pris de science neutre à une révision doctrinale. Mais le troisième moment appartient à une époque plus récente qui sera étudiée ultérieurement.

A l'intérieur de ce mouvement général de la pensée, l'analyse objective se consacre pour sa part à l'étude de l'équi-

libre économique, qui constitue le concept dominant autour duquel s'ordonne l'effort de recherche. La théorie de l'équilibre effectue un progrès qui la rend de plus en plus compréhensive. Et c'est en fonction même de ce progrès que la science économique découvre l'impossibilité de demeurer une science neutre, l'analyse conduisant à une rénovation des conceptions plus générales.

Comment se caractérise la pensée néo-classique au niveau de l'analyse ?

B - Les progrès de l'analyse néo-classique de l'équilibre.

La théorie néo-classique se consacre à l'explication de l'équilibre en partant de la valeur et du prix. Rappelons d'un mot les éléments essentiels qui se trouvaient à la base de l'explication de l'équilibre chez les classiques.

Pour ceux-ci, l'offre crée sa propre demande et s'oppose à toute surproduction. Le plein emploi des forces productives est automatiquement réalisé. La proportion entre travailleurs productifs et improductifs est réglée par la part du produit annuel affectée au remplacement du capital, tout ce qui est épargné étant régulièrement consommé. La monnaie n'est qu'un voile qui cache les phénomènes réels et l'évolution économique va vers la réalisation d'un état stationnaire constituant une sorte de point de repos.

L'apport de la théorie néo-classique consistera à perfectionner les explications de leurs devanciers, ce perfectionnement consistant à conserver et à expliciter la notion d'équilibre, mais en utilisant pour en rendre compte des principes explicatifs nouveaux. La grande nouveauté consistera à utiliser la notion d'utilité limite, qui sera à la base des grands principes de l'imputation et de la substitution des facteurs productifs.

Un progrès important consistera en une définition plus satisfaisante des principaux concepts utilisés. Cependant, cette amélioration ne touchera pas le rôle de la monnaie qui sera toujours considérée comme un simple élément superposé aux éléments réels mais n'intervenant pas dans la détermination de l'équilibre.

L'importance accordée au concept d'utilité déplace, dans une assez large mesure le principe explicatif de l'équilibre. Pour les classiques, c'est l'offre qui est l'élément moteur de la réalisation de celui-ci. Pour les néo-classiques, la demande va être substituée à l'offre et deviendra l'élément essentiel de la théorie de la valeur et du prix. Cependant, une double démarche sera effectuée dans ce sens.

Stanley Jevons, Carl Menger et l'école de Vienne expliqueront que la demande est, par l'intermédiaire de l'utilité, la base de la théorie de la valeur et du prix. L'équilibre est alors abordé sur le plan de la production et de la distribution; l'équilibre de la distribution étant réalisé pour l'Ecole de Vienne par l'intermédiaire de la théorie de l'imputation.

Pour Walras et l'Ecole de Lausanne, l'essentiel de la recherche est situé non plus dans le domaine de la production et de la répartition, mais dans le domaine de l'échange. Le prix devient une synthèse de l'offre et de la demande réalisant l'équilibre de l'échange.

Les successeurs de Jevons, Marshall en particulier, feront une théorie des équilibres partiels, alors que Walras et ses successeurs feront surtout une théorie de l'équilibre général, exprimant l'interdépendance entre le marché des produits et le marché des services.

D'une manière plus précise, on peut encore distinguer trois types de théories en se fondant sur l'élément fondamental à partir duquel l'explication théorique est élaborée. Les marginalistes, Carl Menger, Böhm-Bawerk et leurs successeurs, étudieront la théorie de la valeur et du prix à l'aide de catégories économiques rattachées à la psychologie hédonistique que les classiques avaient déjà proposée. Les néo-marginalistes les plus récents utilisant la théorie du calcul économique, s'efforceront de se détacher de cette psychologie et de construire leur théorie en fonction de ce qu'ils appellent la <u>pure logique du choix</u>, par laquelle ils espèrent atteindre au-delà des concepts subjectifs, les déterminations fondamentales qui gouvernent la conduite économique. Cet effort récent sera étudié dans la IIIème Partie.

Walras, Pzreto et l'ensemble de l'École de Lausanne en se plaçant au plan de l'entrepreneur et des marchés, proposeront une théorie fonctionnelle du prix et de l'équilibre général. Alors que l'explication précédente repose sur l'existence de liens de causalité, la théorie de l'équilibre général reposera sur des liens d'interdépendance ou liens fonctionnels.

Plus tard, la théorie de l'équilibre partiel, illustrée par Alfred Marshall, sera élaborée en fonction d'une théorie de la firme, à partir de laquelle elle aboutira à une théorie de la production et de la distribution en utilisant des concepts tels que ceux de coût et de longue période, de substitution, d'économie interne et d'économie externe, etc.

A la limite de la théorie néo-classique et du courant qui aboutira à la synthèse keynésienne, se situe l'Ecole suédoise qui fait reposer ses explications sur l'équilibre monétaire établi en fonction des relations entre l'épargne et l'investissement. Mais elle appartient plutôt à la seconde étape et sera étudiée comme l'école néo-marginaliste, dans la troisième partie.

Pour examiner la reconstruction néo-classique, nous suivrons ces progrès de l'analyse, à l'intérieur du mouvement général de la pensée économique qu'elle suscite, en distinguant les deux courants précités :

1) L'élaboration scientifique d'une théorie fondamentale, caractérisée par la nouvelle formulation de la théorie de l'utilité, de la valeur et du prix; elle aboutit aux développements de l'Ecole de Vienne avec Menger, Böhm-Bawerk, von Wieser.

2) Le passage de la théorie pure à la politique économique scientifique. Les théories de Léon Walras et de Vilfredo Pareto tendent à reformuler les fondements scientifiques du libéralisme; Léon Walras essaie d'aboutir, en partant de la théorie de l'équilibre général à une politique économique scientifique; tandis que Pareto essaie de déboucher dans une interprétation sociologique de la vie économique.

++++++ Sous-Titre I
++++++
++++++
++++++ L'ELABORATION SCIENTIFIQUE D'UNE
++++++ THEORIE FONDAMENTALE DE LA VALEUR

On se trouve ici en présence de ce que l'on peut appeler l'effort de reconstruction des néo-classiques.

Pourquoi néo-classiques ? Parce que les économistes qui ont commencé leurs recherches entre 1860 et 1872 - disons pour simplifier vers 1870 - prétendent abandonner, ainsi qu'il a été déjà indiqué, toute problématique doctrinale pour se consacrer à la recherche neutre et objective. Mais en fait, ils conservent implicitement la doctrine classique libérale et c'est à l'intérieur du cadre général que trace celle-ci qu'ils vont situer leur effort de recherche. Admettant implicitement toutes les questions posées depuis Adam Smith et ses successeurs, ils ne vont formuler qu'une question nouvelle située sur le plan de la recherche objective : quel est le problème économique fondamental ?

Par là, ils prétendent donner naissance à une série de formulations qui exprimeront l'économie fondamentale. Il faut entendre par là le résidu qui subsiste une fois que l'on a éliminé les éléments caractéristiques de chaque système économique concevable. C'est en d'autres termes le problème posé par les éléments économiques que l'on retrouve dans tout système concret.

Quel est donc le problème commun à tous ces systèmes ? C'est, estiment ces auteurs, le problème de l'utilité et de la valeur. Partant de ce postulat, ils vont étudier la problématique de l'utilité et de la valeur, comme question posée aux recherches économiques fondamentales.

D'autres auteurs qui viendront après cette première tentative développeront les principes ainsi mis au jour et, s'orientant plus nettement vers les conceptions libérales, donneront la théorie néo-classique par excellence. Nous étudierons donc :

1° - La problématique de l'utilité et de la valeur.

2° - Le développement du néo-classicisme libéral.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LA PROBLEMATIQUE DE L'UTILITE ET DE LA VALEUR
++++++

La position des économistes de 1870 ne constituait pas une nouveauté. Déjà, alors que les systèmes d'économie politique constituaient l'essentiel des préoccupations, certains auteurs, notamment Galiani, Turgot, Condillac au XVIIIème siècle puis Arsène Dupuit au XIXème, s'étaient préoccupés de recherches objectives indépendantes de tout normativisme et de toute finalité; ils avaient, eux aussi, posé comme problème fondamental de la recherche, le problème de l'utilité et de la valeur.

Mais, vers 1870, la question fut reprise avec une vigueur nouvelle par trois auteurs travaillant séparément : Stanley Jevons, Carl Menger et Léon Walras. Ils apportaient cependant une manière nouvelle d'envisager les problèmes économiques et une méthode caractérisée par le nom d'analyse marginale. La théorie de l'utilité marginale ainsi mise au jour devait recevoir des développements divers dans le sens de l'étude de l'utilité finale d'une part, dans le sens de la théorie de la valeur et des prix d'autre part. C'est cette évolution que nous allons étudier, en partant du précurseur Dupuit, pour arriver, à travers Jevons et Menger à Léon Walras.

++++++ Section I
++++++
++++++ Le précurseur de la théorie de l'utilité :
++++++ l'ingénieur Dupuit

Les économistes du XVIIIème siècle qui ont donné un fondement psychologique à la valeur, notamment Galiani, Turgot, Condillac dont les oeuvres ont été analysées au cours de la première partie de cet ouvrage, ne paraissent pas avoir influencé les théoriciens de l'utilité et de la valeur du XIXème. Sans doute, ceux-ci vont-ils s'inscrire dans le même courant, mais sans revendiquer cette origine.

A tel point qu'on situe généralement, aux alentours de 1870, la révolution de l'utilité marginale, avec les travaux de Jevons, Menger et Walras. Cependant ces auteurs ont un précurseur direct, l'ingénieur français Dupuit, qui publie en 1844, une remarquable étude qui fait de lui l'initiateur de la théorie moderne de l'utilité. Trop souvent passé sous silence, son apport mérite plus qu'une simple mention.

++++++ § 1 - Dupuit et la prétention à la science
++++++ exacte

L'ingénieur Arsène-Jules Dupuit naquit le 18 mai 1804 à Fossano en Piémont, alors province de l'empire français. Entré à l'Ecole Polytechnique en 1822, il en sortit dans le Corps des Ponts et Chaussées. Il y mena une activité intense de technicien averti dont la compétence fut sollicitée en maintes occasions pour résoudre de délicats problèmes posés par l'entretien des voies de communication, le roulage, la lutte contre les inondations, la distribution des eaux, etc ...
Il mourut le 6 octobre 1866.

C'est à partir des problèmes pratiques qu'il était appelé à résoudre, que Arsène-Jules Dupuit, administrateur et technicien, fut amené à aborder certains problèmes économiques et, tout particulièrement, celui de l'utilité.

Il semble, d'après quelques mentions figurant souvent en note de ses écrits, qu'il ait médité la composition d'un grand ouvrage dont le titre aurait été : "Economie politique

appliquée aux Travaux publics". Cet ouvrage ne parut jamais, mais furent publiés, sous forme d'articles ou de mémoires, des textes qui paraissaient devoir en constituer des chapitres. La liste de ces 74 textes est assez éclectique, puisque certains traitent de sujets exclusivement techniques, d'autres sont destinés à figurer dans un dictionnaire économique, alors que quelques-uns sont des études d'économie pure ou théorique suggérées à l'auteur par les problèmes pratiques auxquels l'ingénieur était confronté.

C'est à cette catégorie de travaux qu'appartiennent ses écrits économiques les plus importants : "De la mesure de l'utilité des travaux publics" publié en 1844 dans les Annales des Ponts et Chaussées; "De l'influence des péages sur l'utilité des voies de communication", paru en 1849; "De l'utilité et de sa mesure; de l'utilité publique", publié en 1853 dans le Journal des Economistes. (1)

C'est autour du problème de l'utilité que Dupuit ordonne ses études et ses réflexions, suscitées par son expérience des questions posées aux services publics. Dans sa lutte de candidature à l'Institut (qui ne sut pas reconnaître ses mérites et ne l'appela pas en son sein), il expose l'essentiel de sa position scientifique : "Les fonctions de l'ingénieur des Ponts et Chaussées touchent à trop de points de l'économie politique pour que cette science soit demeurée étrangère à nos études. L'usage en fait une science morale; le temps en fera, nous en sommes convaincus, une science exacte, qui empruntant à l'analyse et à la géométrie leurs procédés de raisonnement, donnera à ses démonstrations, la précision qui leur manque aujourd'hui".

Cette évolution de la source morale vers la source exacte correspond à ce qui constitue une dichotomie fondamentale dans la conception de Dupuit : la source sociale est le domai-

---

(1) Les écrits économiques de Jules Dupuit ont été rassemblés et publiés par les soins de Mario de Bernardi, sous le titre : "De l'utilité et de sa mesure". Edit. Giard, Paris, 1934 et Réforme Sociale, Torino 1934, 228 p.- Sur Jules Dupuit, on pourra consulter les études de : Henri Guitton : "Le véritable apport de l'ingénieur Dupuit à la Science Economique", Revue d'Histoire Economique et Sociale, 1934 - Jacques Monteil : "La théorie des surplus", Gauthier-Villars, Edit. 1966, notamment pp. 23-29.

ne de l'étude du juste, la science économique, celui du domaine de l'utile.

Dupuit est ainsi amené à se consacrer à l'exploration de la notion d'utilité et à la détermination des moyens permettant d'en exprimer la mesure. A ce titre, il est un précurseur des théoriciens de l'utilité marginale. Précurseur longtemps méconnu, puisque c'est trente ans après la première publication, qu'en 1874, Léon Walras signale dans ses "Eléments d'Economie Politique pure" les travaux de Dupuit. Mais après Léon Walras, Stanley Jevons lui rendra hommage; en 1879, dans la préface à la deuxième édition de sa "Theory of Political Economy" il écrit : "L'ingénieur français Dupuit est probablement celui auquel il faut faire remonter le mérite d'avoir le tout premier parfaitement compris la théorie de l'utilité." Ses mérites furent proclamés plus tard par de nombreux auteurs qui le découvrirent à leur tour, sur la foi des attestations de Léon Walras et Stanley Jevons. On peut citer dans cet esprit : Edgeworth, Alfred Marshall, Pareto, Pantaleoni.

Quant à Dupuit lui-même, il avait une culture économique étendue pour son époque. Il cite abondamment les grands classiques, discute leurs positions et les confronte aux siennes; ainsi s'oppose-t-il souvent à J.B. Say.

++++++

++++++ § 2 - L'utilité et sa mesure

Pour Dupuit, "l'utilité et sa mesure sont, pour ainsi dire, la base de l'économie politique" (1). C'est là une affirmation qu'il trouve confirmée par les travaux de tous les grands économistes. Mais tous n'ont pas la même notion de l'utilité et il lui paraît indispensable de souligner les erreurs commises en cette matière, notamment celles de J.B. Say.

Qu'est-ce donc que l'utilité ? Arsène Dupuit répond en ces termes : "Dans son acception ordinaire, utilité signifie la faculté qu'ont certaines choses de satisfaire ceux de nos

---

(1) "De l'utilité et de sa mesure", édit. Mario de Bernardi, Giard édit., Paris, 1934, p. 31.

désirs qui sont conformes à la raison. En économie politique, le mot utilité peut s'appliquer à tout ce qui satisfait un désir, que ce désir soit ou ne soit pas conforme à la raison... En économie politique, tout ce qui sert, tout ce qui a un usage est utile". (1)

Quant à l'utilité publique, "elle est à l'utilité particulière ce que le public est au particulier" (2).

En ce qui concerne l'utilité particulière, on doit reconnaître deux éléments de grande importance :

1) chaque objet consommé a une utilité variable d'après chaque consommateur;

2) chaque consommateur attache lui-même une utilité différente au même objet, suivant la quantité qu'il peut consommer.

Ainsi "tous les produits consommés ont une utilité différente, non seulement pour chaque consommateur, mais pour chacun des besoins à la satisfaction desquels il les emploie". (3).

Arsène Dupuit accepte l'idée d'Adam Smith reprise par Mac Culloch, selon laquelle il convient de distinguer : l'utilité qui correspond à la valeur d'usage ou naturelle et la valeur d'échange. Ceci lui permet alors de s'opposer à J.B. Say à qui il fait le grave reproche de vouloir mesurer l'utilité par le prix, c'est-à-dire par la valeur d'échange.

Comment l'utilité se mesure-t-elle ?

On peut, pour répondre à cette question, commencer par avancer l'aphorisme auquel Dupuit attache une grande importance : "il n'y a d'utilité réelle que celle qu'on consent à payer". (op. cit. p. 40). Car l'économie politique ne traite que des richesses et de leur expression en argent, elle n'englobe dans son domaine que ce que le consommateur veut ou peut payer. "Elle ne fait du pain que pour celui qui peut l'acheter et abandonne à l'économie sociale le soin d'en fournir à celui

---

(1) "De l'utilité et de sa mesure" - p. 104
(2) id. p. 107; - (3) op. cit. p. 36.

ne de l'étude du juste, la science économique, celui du domaine de l'utile.

Dupuit est ainsi amené à se consacrer à l'exploration de la notion d'utilité et à la détermination des moyens permettant d'en exprimer la mesure. A ce titre, il est un précurseur des théoriciens de l'utilité marginale. Précurseur longtemps méconnu, puisque c'est trente ans après la première publication, qu'en 1874, Léon Walras signale dans ses "Eléments d'Economie Politique pure" les travaux de Dupuit. Mais après Léon Walras, Stanley Jevons lui rendra hommage; en 1879, dans la préface à la deuxième édition de sa "Theory of Political Economy" il écrit : "L'ingénieur français Dupuit est probablement celui auquel il faut faire remonter le mérite d'avoir le tout premier parfaitement compris la théorie de l'utilité." Ses mérites furent proclamés plus tard par de nombreux auteurs qui le découvrirent à leur tour, sur la foi des attestations de Léon Walras et Stanley Jevons. On peut citer dans cet esprit : Edgeworth, Alfred Marshall, Pareto, Pantaleoni.

Quant à Dupuit lui-même, il avait une culture économique étendue pour son époque. Il cite abondamment les grands classiques, discute leurs positions et les confronte aux siennes; ainsi s'oppose-t-il souvent à J.B. Say.

++++++
++++++ § 2 - L'utilité et sa mesure

Pour Dupuit, "l'utilité et sa mesure sont, pour ainsi dire, la base de l'économie politique" (1). C'est là une affirmation qu'il trouve confirmée par les travaux de tous les grands économistes. Mais tous n'ont pas la même notion de l'utilité et il lui paraît indispensable de souligner les erreurs commises en cette matière, notamment celles de J.B. Say.

Qu'est-ce donc que l'utilité ? Arsène Dupuit répond en ces termes : "Dans son acception ordinaire, utilité signifie la faculté qu'ont certaines choses de satisfaire ceux de nos

---

(1) "De l'utilité et de sa mesure", édit. Mario de Bernardi, Giard édit., Paris, 1934, p. 31.

désirs qui sont conformes à la raison. En économie politique, le mot utilité peut s'appliquer à tout ce qui satisfait un désir, que ce désir soit ou ne soit pas conforme à la raison... En économie politique, tout ce qui sert, tout ce qui a un usage est utile". (1)

Quant à l'utilité publique, "elle est à l'utilité particulière ce que le public est au particulier" (2).

En ce qui concerne l'utilité particulière, on doit reconnaître deux éléments de grande importance :

1) chaque objet consommé a une utilité variable d'après chaque consommateur;

2) chaque consommateur attache lui-même une utilité différente au même objet, suivant la quantité qu'il peut consommer.

Ainsi "tous les produits consommés ont une utilité différente, non seulement pour chaque consommateur, mais pour chacun des besoins à la satisfaction desquels il les emploie". (3).

Arsène Dupuit accepte l'idée d'Adam Smith reprise par Mac Culloch, selon laquelle il convient de distinguer : l'utilité qui correspond à la valeur d'usage ou naturelle et la valeur d'échange. Ceci lui permet alors de s'opposer à J.B. Say à qui il fait le grave reproche de vouloir mesurer l'utilité par le prix, c'est-à-dire par la valeur d'échange.

Comment l'utilité se mesure-t-elle ?

On peut, pour répondre à cette question, commencer par avancer l'aphorisme auquel Dupuit attache une grande importance : "il n'y a d'utilité réelle que celle qu'on consent à payer". (op. cit. p. 40). Car l'économie politique ne traite que des richesses et de leur expression en argent, elle n'englobe dans son domaine que ce que le consommateur veut ou peut payer. "Elle ne fait du pain que pour celui qui peut l'acheter et abandonne à l'économie sociale le soin d'en fournir à celui

---

(1) "De l'utilité et de sa mesure" - p. 104
(2) id. p. 107; - (3) op. cit. p. 36.

qui n'a pas de valeur à donner en échange" (op. cit. p. 40). Aussi, "ce qu'on consent à payer" ne fournit pas une mesure rigoureuse de l'utilité, car pour une même faculté à satisfaire les besoins, certains consentiront ou pourront payer beaucoup, d'autres peu, d'autres pas du tout. Aussi Dupuit est-il conduit à distinguer l'utilité absolue et l'utilité relative.

L'utilité absolue d'un bien a pour mesure "le sacrifice maximum que chaque consommateur serait disposé à faire pour se le procurer".

L'utilité relative ou définitive d'un bien a pour expression "la différence entre le sacrifice que l'acquéreur consentirait à faire pour se le procurer et le prix d'acquisition qu'il est obligé de donner en échange". Donc, tout ce qui augmente ou diminue le prix d'achat diminue ou augmente l'utilité de la même quantité.

A partir de ces notions, Dupuit va devenir l'initiateur de certains thèmes maintenant familiers, mais tout à fait nouveaux pour son époque.

++++++
++++++ § 3 - L'utilité et l'analyse à la marge

Arsène Dupuit est généralement considéré comme l'initiateur de l'analyse à la marge, vers laquelle l'a probablement orienté l'application du calcul différentiel au traitement des questions économiques. Il écrit à la fin de son mémoire sur "L'utilité des travaux publics" une phrase significative : "Dès que l'on reconnaît, comme J.B. Say, que l'économie politique s'occupe de quantités susceptibles de plus ou de moins, on est obligé de reconnaître en même temps qu'elle se trouve dans le domaine des mathématiques".

Sans doute, n'emploie-t-il pas le terme d'utilité marginale; mais le raisonnement est conforme à celui qui est effectué depuis Jevons, Menger et Walras, à partir de l'unité limite.

C'est ainsi qu'il met en évidence le principe de la décroissance de l'utilité en fonction de l'accroissement de la quantité disponible. Il énonce également la distinction entre utilité limite et utilité totale, en employant le raisonnement suivant : "Pour connaître l'utilité d'un objet, on peut se servir du procédé de calcul suivant ; supposer que tous les produits semblables soient frappés d'un impôt croissant par légères différences. A chaque augmentation de cet impôt, une certaine quantité de marchandises disparaîtra de la consommation. Cette quantité multipliée par le taux de l'impôt, donnera son utilité évaluée en argent. En faisant ainsi croître l'impôt par légères différences jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de consommateurs, et ajoutant tous les produits partiels, on aura l'utilité totale de l'objet considéré" (op. cit. p. 129).

Enfin, il note que l'utilité partielle varie d'un consommateur à l'autre suivant la quantité qu'il peut acheter, ce qui rend compte de la multiplicité des prix et de l'existence de prix différentiels pour un même bien. D'où la possibilité d'établir des tarifs différents pour un même service public.

++++++
++++++

§ 4 - Les courbes de consommation et le surplus du consommateur

Dupuit établit un rapport entre les variations du prix d'un bien et les variations de sa consommation. Il existe, dit-il, des lois générales qui gouvernent la consommation en fonction du prix. "Une de ces lois, c'est que la consommation augmente quand le prix diminue, une autre c'est que l'augmentation due à un abaissement de prix est d'autant plus considérable que le prix est déjà lui-même plus bas". (op. cit. p. 58). Il ajoute que lorsqu'on connaît la variation apportée à la consommation par une augmentation de prix, on peut connaître une limite supérieure de l'utilité perdue en multipliant la différence dans la consommation par la moitié de l'augmentation du prix. Il en tire un principe de base : "l'utilité perdue ou acquise par une variation de prix a pour limite supérieure, la différence du nombre des objets consommés, multipliée par la moitié de la variation de prix" (op. cit. p. 59).

A) La courbe décroissante de la demande.

A partir de ces observations générales, Dupuit peut construire des courbes de demande pour la consommation, dont les propriétés sont identiques à celles que leur a attribuées Cournot dans son étude parue six ans avant celle de Dupuit.

La courbe exprime la décroissance de la demande quand le prix augmente; il existe une demande limite finie quand le prix est nul et un prix maximum au point où toute consommation s'annule. Le fait que l'accroissement de la demande est d'autant plus fort que la baisse se poursuit à partir d'un prix déjà lui-même plus bas, donne à la courbe une forme concave.

Enfin, à partir des courbes de demande, Dupuit peut effectuer la mesure de l'utilité partielle et totale. Il en tire les modes de calcul : des péages à établir pour le passage d'un pont, de l'effet de l'établissement de l'impôt sur l'utilité d'un bien, de l'utilité d'un ouvrage ou de travaux publics.

B) Le surplus du consommateur.

Dupuit est à l'origine de la théorie de la rente ou du surplus du consommateur; peut-être d'ailleurs doit-il partager ce mérite avec J.B. Say. Alfred Marshall aura, lui, le mérite de donner toute son extension à cette théorie.

Le point de départ est dans la formulation du principe selon lequel : "tous les produits consommés ont une utilité différente, non seulement pour chaque consommateur, mais pour chacun des besoins à la satisfaction desquels on les emploie". Dès lors que certains consommateurs étaient disposés à payer un prix supérieur au prix du marché, ils réalisent un bénéfice ou un gain, qui constitue la rente ou le surplus du consommateur.

Pour comprendre la manière dont Dupuit en arrive à cette proposition, il convient de se remémorer les distinctions qu'il opère à l'égard de l'utilité.

On a déjà vu qu'il distinguait : l'utilité absolue mesurée par le sacrifice maximum que le consommateur est disposé

à supporter et l'utilité relative en définitive qui est la différence entre l'utilité absolue et le prix payé, c'est-à-dire entre le sacrifice maximum éventuel et le sacrifice effectif. Cette différence mesure la rente ou surplus du consommateur, propre à chacun, pour chaque bien désiré.

Dupuit distingue encore l'utilité totale et l'utilité finale d'un bien et estime que ces notions, notamment celle d'utilité totale, sont applicables à la fois au plan individuel et au plan social.

Le marché va alors faire apparaître trois nouvelles notions (1) en fixant un prix qui satisfait les uns et exclut ceux qui ne peuvent le payer.

L'utilité perdue est celle que ne perçoivent pas les consommateurs exclus du marchés, parce que ne pouvant pas payer le prix; elle est à la fois individuelle et sociale.

L'utilité perçue est celle qui revient au vendeur qui reçoit le prix.

L'utilité relative est celle qui avantage le consommateur qui, payant le prix du marché, gagne parce que dépensant moins qu'il n'était disposé à le faire. C'est sa rente ou son surplus qui se situe au plan individuel.

o

o o

Le mérite de Dupuit est incontestable; cependant tout est loin d'être clair dans ses propos.

Sa démonstration est rendue parfois hésitante par sa double intention : de réfuter en cours de raisonnement ses contradicteurs (notamment l'ingénieur Bordas et J.B. Say) et de prendre appui sur certains économistes dont l'audience est reconnue.

Par contre, l'utilisation de la méthode mathématique et géométrique, bien qu'encore élémentaire donne à sa démonstration une précision très appréciable.

---

(1) Cf. sur ce point : Henri Guitton : "Le véritable apport de l'ingénieur Dupuit ...", op. cit. p. 7 et suiv.

Mais le concept d'utilité et le procédé de mesure sont sources de confusion. En particulier, la distinction n'est pas toujours nette entre l'utilité déterminée par le prix versé pour l'obtenir et le surplus d'utilité qui résulte précisément de ce qu'on était disposé à payer, mais qu'on n'a pas effectivement versé. On peut même penser, en certains moments, que pour Dupuit, l'utilité se réduirait au surplus (1).

Il est dommage qu'ayant su mettre à sa propre disposition l'analyse marginale, il n'en ait pas tiré plus d'éléments, notamment en ce qui concerne la courbe de la demande. En particulier, il n'a pas tenu compte des conséquences des surplus acquis sur les décisions du sujet relatives à la poursuite de sa satisfaction. Il a également omis les conséquences du coût et la multiplicité des marchés. Enfin, sa notion d'utilité totale se ramène trop à celle d'une mesure de la somme des gains partiels mesurés en monnaie.

Mais on ne saurait oublier qu'Arsène Dupuit a été un initiateur dont le mérite demeure incontestable.

++++++
++++++
++++++
++++++

Section II

La révolution de l'utilité marginale en 1870

La théorie psychologique de la valeur formulée par des économistes, français pour la plupart, au cours du XVIIIème siècle, fut très rapidement oubliée au profit des explications fournies par l'école classique, laquelle faisait reposer comme on le sait la valeur sur le coût de production. Ce n'est qu'à la suite de cet"achèvement" de la pensée classique déjà signalé, que le phénomène a été reposé par les économistes modernes.

Fait remarquable dans l'histoire de la pensée, la re-formulation du principe de l'utilité, fondement de la valeur, fut faite par des économistes de nationalité différente, travail-

(1) Cf. dans ce sens : Jacques Monteil : Les théories du surplus. Gauthier-Villars, Paris, 1966, pp. 27-28.

lant séparément et ne connaissant pas les travaux antérieurs de Dupuit, mais apportant en l'espace de quelques années des résultats identiques.

++++++ § 1 - La découverte du principe de l'utilité marginale ++++++

En effet, trois économistes s'ignorant mutuellement allaient, par une curieuse rencontre intellectuelle, formuler à peu près en même temps un principe nouveau. En faisant abstraction de quelques variantes de détail, sur lesquelles on reviendra ultérieurement, ce principe se ramène à une notion identique : celle d'utilité finale. Ils allaient permettre de reposer toute la théorie économique en termes différents et, au moment où l'on croyait la science achevée, allaient ouvrir un nouveau champ d'investigation qui est loin d'être encore entièrement exploré aujourd'hui.

En 1871, l'Anglais Stanley Jevons publiait sa "Théorie de l'économie politique", dans laquelle il expliquait la valeur, non plus par le coût de production comme Stuart Mill, mais par le degré final d'utilité.

La même année, l'Autrichien Carl Menger faisait paraître ses "Fondements de l'économie politique", dans lesquels il exposait également une théorie de la valeur, fondée sur la notion d'utilité limite ou marginale (Grenznutzen).

En 1873, le Français Léon Walras, professeur à l'Université de Lausanne, faisait à l'Académie des Sciences morales et politiques de Paris, une communication dans laquelle il posait également un principe identique, qu'il développait dans ses travaux ultérieurs et qui fondait la valeur sur l'utilité et la rareté.

C'est donc en s'attaquant au problème central de l'activité économique, celui de la valeur, que ces trois économistes se sont rencontrés en formulant un principe explicatif identique. En quoi consiste-t-il donc ?

Il peut se résumer essentiellement en ceci : lorsqu'un bien existe en plusieurs exemplaires, l'utilisation successi-

ve de chacun d'entre eux procure une satisfaction qui va en décroissant. C'est la satisfaction procurée par le dernier exemplaire, réputé le moins utile alors que la satisfaction est la moins intense, qui détermine la valeur de chacun des exemplaires du bien. Ce principe réalise une synthèse que n'avait pas su faire l'école classique.

Il explique en premier lieu que la valeur d'un bien dépend de l'utilité que le sujet économique lui attribue. Il donne donc un fondement, à la fois subjectif et psychologique, à la valeur, opposé au fondement objectif et matériel que lui avaient donné les classiques. Par là, il renoue avec la tradition française des économistes du XVIIIème siècle, précédemment cités.

Il ajoute en second lieu que la valeur dépend de la quantité d'exemplaires du bien envisagé; ainsi est opérée une synthèse entre l'utilité des biens et leur rareté, c'est-à-dire leur limitation en quantité. Mais cette synthèse n'est pas complète; par la rareté, elle ouvre en effet la voie à la considération du coût, car un bien limité en quantité a toujours un coût de production (on ne tient pas compte ici des biens non reproductibles). La synthèse définitive entre l'utilité et le coût sera l'oeuvre d'économistes postérieurs, d'Alfred Marshall en particulier.

Mais telle quelle, la théorie apporte deux nouveautés capitales. D'une part, grâce à la notion d'utilité, elle réintroduit le facteur psychologique dans la constitution des fondements de la valeur, sans pour cela exclure nécessairement le facteur matériel constitué par le coût. D'autre part, grâce à la considération de l'unité limite, elle apporte un instrument d'analyse extrêmement précieux, l'analyse à la marge.

Cette méthode d'analyse a une portée considérable; elle deviendra l'instrument de raisonnement par excellence des écoles abstraites modernes; les auteurs qui n'admettent pas la théorie de l'utilité telle qu'elle est proposée en 1870, feront cependant emploi de l'analyse à la marge; si bien que le marginalisme, strictement entendu, ne devrait pas désigner les auteurs qui succèdent à ces fondateurs et en particulier à Carl Menger, mais devrait désigner toute méthode qui utilise dans son raisonnement la considération de l'utilité marginale.

L'emploi de celle-ci a été considérablement élargi par le raisonnement économique, puisque, uniquement appliquée à l'origine aux quantités individuelles, elle l'est aujourd'hui par des auteurs contemporains aux quantités globales.

Il importe donc de distinguer dans la révolution opérée, deux apports essentiels : celui de l'utilité et celui du raisonnement marginal. Le premier est un élément explicatif concernant l'interprétation du fondement de la valeur. Le second est un apport méthodologique représenté par un instrument d'analyse. Mais c'est parce que ces deux apports ont été, à l'origine, étroitement associés que la confusion s'est maintenue. Cependant, il importe de noter : d'une part, qu'il existe des différences de détail entre ces trois fondateurs; d'autre part, que le principe une fois posé, n'a pas été approfondi par chacun des trois avec la même vigueur et que tous n'ont pas poussé leur recherche dans la même direction. Il importe d'examiner ces apports particuliers. On traitera immédiatement de celui qui fut fait, le premier, par Stanley Jevons.

§ 2 - Le degré final d'utilité - Stanley Jevons

Stanley Jevons, né en 1835 et mort en 1882, était professeur d'économie politique à Londres (1). Il fit, en 1866, une communication au congrès de l'Association britannique sur les problèmes de l'utilité des biens. Cette communication fut publiée la même année dans le "Journal de la Société de statistiques de Londres", de sorte qu'elle assure à Jevons l'antériorité de la découverte sur les deux autres auteurs. Cependant, on a prétendu, d'après les notes qu'un étudiant prit au cours d'Alfred Marshall, que celui-ci pourrait avoir le premier entrevu le principe en question. Cette discussion n'a d'ailleurs pas grande importance.

Jevons reprit ses idées avec plus d'ampleur, dans son principal ouvrage : "Théorie de l'économie politique", publié en 1871, et c'est en général de cette date que l'on fait partir la mise au jour du principe de l'utilité.

(1) Cf. sur S. Jevons et H. Gossen : G. Pirou : "Les théories de l'équilibre .....", pp. 108 et suiv.

Le problème central auquel s'attaque Jevons n'est pas à vrai dire celui de la valeur, mais bien celui de l'utilité. A ce sujet, aucune hésitation n'est possible puisque l'auteur lui-même écrit ceci : "De longues réflexions et recherches m'ont amené à l'opinion assez nouvelle que la valeur dépend entièrement de l'utilité".

Mais qu'est-ce donc que l'utilité, pour Jevons ? C'est, dit-il "la qualité par laquelle un objet répond à nos désirs et est considéré par nous comme susceptible de nous procurer du plaisir ou de nous éviter de l'effort".

Il en résulte que l'utilité est en relation avec le plaisir et l'effort; elle se trouve donc à la base de l'activité économique puisque celle-ci a pour but, estimait Jevons, de procurer à l'homme le maximum de satisfaction pour le minimum d'effort. Ainsi donne-t-il de la valeur en particulier, et de l'économie en général, une notion psycho-sociologique. Mais Jevons a utilisé pour étudier le problème une méthode particulière de démonstration qui n'avait guère été employée avant lui que par Dupuit et par l'économiste allemand Herman Heinrich Gossen : la méthode mathématique.

Gossen, en effet, avait formulé en 1854, la loi de la décroissance du plaisir en raison de l'augmentation des satisfactions; il apparaît ainsi comme un double précurseur.

Voulant donc utiliser la démonstration mathématique, Jevons se met dans l'obligation de rendre le plaisir et l'effort homogènes, afin qu'ils soient réductibles l'un à l'autre et comparables. Le plaisir et l'effort sont alors considérés comme deux notions identiques mais de sens inverse, l'effort devenant le contraire du plaisir. Si le plaisir est considéré comme une quantité positive, l'effort sera une quantité négative. En conséquence, on peut procéder à une comparaison et même à une sommation, puisque nous nous trouvons en présence de deux quantités algébriques.

Ces données étant posées, Jevons peut revenir au problème de l'utilité; à l'aide d'une démonstration graphique, il explique que l'utilité d'un bien décroît à mesure que l'on satisfait le besoin par l'emploi de doses successives de ce bien. On obtient ainsi la représentation de l'utilité de chaque dose et la représentation de l'utilité de l'ensemble des doses. Cette

démonstration dégage des notions importantes : la notion d'utilité totale de la quantité de doses disponibles et la notion d'utilité de la dernière dose de cette quantité. Et c'est là que Jevons fait une remarque d'importance capitale : ce n'est pas, dit-il, la considération de la deuxième ou de la quatrième dose qui est importante, c'est la considération de la dernière.

Il en tire ainsi directement le principe du degré final d'utilité qui est le degré d'utilité de la dernière addition au stock existant d'une quantité très petite ou infiniment petite. C'est en somme le degré final d'utilité qui est, dit-il, "cette fonction autour de laquelle tourne la théorie de l'économique".

La théorie de Jevons comporte une faiblesse importante qui se manifeste lorsqu'il convient de passer de l'utilité à la valeur. Ce terme embarrasse Stanley Jevons, qui évite même de l'employer; il dit que la valeur d'usage d'un bien, c'est son utilité totale, commettant ainsi une confusion regrettable. De plus, il confond valeur d'échange et rapport d'échange, car il n'y a pas, selon lui, de valeur d'échange du bien A, mais un rapport d'échange du bien A contre les biens B, C, D, etc. Il assimile donc la valeur et le rapport des valeurs, ce qui est évidemment une confusion à la fois sommaire et critiquable. Il semble que Stanley Jevons ait été victime de la méthode mathématique, qu'il a employée; posant le problème en termes algébriques, il est amené à étudier des sommes ou des rapports beaucoup plus qu'à creuser le phénomène psychologique auquel il a eu initialement recours.

Aussi bien, n'est-ce pas la théorie du degré final d'utilité qui sera développée par la suite; Stanley Jevons a sans doute le mérite du premier chercheur ou du premier inventeur; mais ce sont surtout les notions mises au jour par ses deux collègues qui se prêteront aux développements les plus riches.

++++++ Section III
++++++
++++++ L'utilité finale de Carl Menger
++++++

Carl Menger (1840-1921) fut à la fois un homme de science- professeur à l'Université de Vienne - et un homme d'action, membre à vie de la Chambre des Seigneurs (1). Son oeuvre se divise en deux parties : l'une est constituée par les débats qu'il engagea avec l'Ecole historique allemande au cours de la querelle des méthodes; il défendit contre Schmoller et son école, les droits de la théorie abstraite, mais d'une théorie abstraite renouvelée par rapport à celle de l'école classique. L'autre partie de son oeuvre fut consacrée à poser les fondements de cette nouvelle théorie; son ouvrage essentiel, "Les fondements de l'Economie politique" contient précisément ses vues sur ce qui constitue la base de la science économique : la théorie de la valeur reposant sur l'utilité finale.

Carl Menger n'arrive pas directement à la notion d'utilité finale; il fait une démarche en trois étapes. En premier lieu, il définit les biens en général; puis les biens économiques; enfin, il aborde l'utilité et la valeur.

++++++ § 1 - Le passage de la notion de besoin à la
++++++ notion de biens en général

On ne saurait expliquer la notion de biens en général sans faire référence à l'existence d'un besoin. La théorie des besoins doit donc précéder la théorie des biens mais elle repose elle-même sur une théorie des plaisirs et des peines qui formule que l'homme agit de manière à obtenir le maximum de plaisir avec le minimum de peine. C'est le principe hédonistique.

On voit immédiatement comment Carl Menger se place dès le départ sur une base qui est celle qu'avait choisie l'école

---

(1) Cf. Gaëtan Pirou - L'Utilité marginale - Domat-Montchrestien, Chapitre consacré à C. Menger.

classique. Ainsi quoi qu'il puisse en penser, il donne à sa démonstration une coloration particulière; c'est à l'intérieur d'un cadre identique à celui des grands classiques que Carl Menger va raisonner.

Partant de ce principe, la théorie des besoins s'échafaude en trois propositions : les besoins sont évaluables en plaisirs et en peines, les besoins sont divisibles, les besoins sont quantifiables.

Après avoir fait la théorie des besoins, sur laquelle il n'est pas nécessaire de s'étendre, Carl Menger s'attaque à la théorie des biens en général.

Pour lui, le bien est une chose reconnue apte à la satisfaction d'un besoin humain et disponible pour cette fonction. Pour qu'une chose constitue un bien, elle doit donc remplir quatre conditions :

1°) Il faut que l'homme ait connaissance d'un besoin actuel ou qu'il prévoie l'existence de ce besoin.

2°) Il faut que la chose possède une qualité objective qui la rende apte à satisfaire le besoin existant ou prévisible.

3°) Il faut que l'homme ait connaissance de cette qualité objective.

4°) Il faut que la chose soit disponible.

Ces quatre conditions doivent être réunies en même temps pour que la chose devienne un bien.

Mais il existe plusieurs sortes de biens selon le degré d'aptitude médiate ou immédiate à satisfaire le besoin. Carl Menger distingue alors plusieurs sortes de biens en fonction du rang qu'ils occupent dans la satisfaction des besoins. Les biens de premier rang sont ceux qui peuvent satisfaire immédiatement et directement le besoin. Les biens de rang supérieur sont ceux qui servent à obtenir les biens de premier rang, mais ils se subdivisent eux-mêmes en biens de deuxième, troisième, quatrième rang, etc ... selon le degré d'éloignement qui est le leur eu égard à l'obtention des biens de premier rang.

Un exemple fera saisir ces distinctions : le pain est un bien de premier rang; la farine un bien de second rang; le blé un bien de troisième rang; la semence, la charrue, le sol, des biens de quatrième rang, etc.

Mais tous ces biens ne sauraient être mis sur le même plan eu égard à leur importance; la distinction essentielle est celle qui existe entre les biens de premier rang et l'ensemble des biens de rang supérieur. Cependant, il existe une interdépendance entre eux tous.

Carl Menger en tire la conclusion suivante : les biens de rang supérieur n'ont la qualité de biens, que parce qu'ils servent à produire les biens de premier rang, car seuls ces derniers sont réellement aptes à la satisfaction d'un besoin. A quoi servirait le blé si on n'en tirait pas le pain ? Donc la qualité de bien, des biens de rang supérieur, n'est qu'un reflet de la qualité de bien qui remonte des biens de premier rang. En somme, la qualité de bien remonte du premier rang au deuxième, de là au troisième, au quatrième, et ainsi de suite.

Il découle de cette prise de position une conséquence importante. L'ensemble des opérations de production qui, partant des biens de rang supérieur, aboutit à l'obtention d'un bien de premier rang, exige une certaine durée. Cette durée est variable d'un bien à l'autre, mais il en résulte un principe général : pour produire un bien de premier rang, il faut toujours une certaine durée de temps. Il en résulte que pour se livrer à la production d'un bien de premier rang, susceptible d'apporter une satisfaction immédiate, l'homme doit accumuler divers types de biens de premier rang, lui permettant de subvenir à ses besoins pendant qu'il se livre à la fabrication des biens de rang supérieur. Le progrès économique suppose donc toujours pour se réaliser, une accumulation préalable de biens de premier rang.

++++++
++++++ § 2 - La notion de bien économique

Le bien économique n'est qu'une variété particulière des biens en général. Quand donc un bien en général devient-il bien économique ? Carl Menger répond : lorsque la quantité

disponible de ce bien est inférieure à la quantité désirée. De telle sorte que le critère de l'économicité est la limitation dans la quantité. Il en résulte un certain nombre de conséquences importantes.

1° - L'économicité n'est pas dépendante de l'échange; il n'est pas besoin d'avoir à échanger un bien pour qu'il devienne bien économique; il n'est même pas besoin de se placer dans le cadre d'une économie sociale; même pour un individu isolé, il y a bien économique si la quantité disponible est inférieure à la quantité désirée par l'individu. Par là, Carl Menger retranche l'économie politique de la sociologie; il en fait une science individualiste dont le fondement psychologique et subjectif est purement scientifique et non doctrinal; par ailleurs, il fait du bien un phénomène d'économie fondamentale, indépendamment des régimes particuliers et des structures économiques.

2° - L'économicité ne dépend pas du travail. En effet, peu importe que le bien incorpore ou non du travail. Il suffit pour qu'il soit bien économique qu'il existe en quantité insuffisante par rapport au désir des individus. Menger se sépare ici de la théorie classique de la valeur.

3° - L'économicité n'est pas un caractère intrinsèque du bien; elle dépend uniquement de sa quantité. Un bien peut donc devenir bien économique ou cesser de l'être selon les variations de sa quantité, eu égard aux désirs dont il est l'objet. Non seulement un bien peut être bien économique dans un pays et ne pas l'être dans un autre, mais il peut encore, dans un même pays, cesser de l'être ou au contraire le devenir.

4° - L'économicité d'un bien de rang supérieur est rattachée à l'économicité d'un bien de premier rang qu'il sert à produire. Si ce dernier perd le caractère de bien économique, le bien de rang supérieur le perdra également. Ceci peut expliquer la désuétude des instruments de production résultant des changements des goûts des consommateurs à l'égard des biens qui sont produits par leur intermédiaire.

Ayant ainsi précisé ce qu'est le bien en général, puis le bien économique, Carl Menger peut alors passer à la notion d'utilité et à la valeur des biens.

++++++
++++++ § 3 - L'utilité et la valeur des biens

Les biens qui sont ainsi reconnus aptes à satisfaire les besoins de l'homme présentent à ses yeux une utilité. Il convient de remarquer ici encore que l'utilité n'est pas un caractère intrinsèque de la chose mais un caractère que l'homme attribue à celle-ci, à tort ou à raison, peu importe. Par exemple, un bien peut être apte à satisfaire un besoin, mais si l'homme l'ignore, ce bien est sans utilité pour lui. Ainsi, tant que l'on a ignoré les qualités physiques de l'eau lourde, ce bien n'a pas été un bien économique pour l'homme, parce qu'il était sans utilité à ses yeux.

L'utilité, jointe à l'économicité, va se trouver alors à l'origine de la valeur des biens. La valeur d'un bien est l'importance que l'homme attribue à ce bien ou à une quantité d'unités de ce bien, dans la mesure où il est conscient qu'il dépend de lui pour la satisfaction de ses besoins. Mais seuls les biens économiques ont une valeur; un bien existant en quantité excédentaire peut, s'il est apte à satisfaire un besoin, avoir une utilité, mais il n'a pas pour autant une valeur, car il n'a pas d'importance pour l'homme.

Exemple : l'eau existant en quantité surabondante a une utilité, mais elle n'a pas de valeur. Si cependant elle vient à se trouver en quantité limitée par rapport aux besoins à satisfaire, elle gardera son utilité; l'importance que l'homme lui attachera va s'accroître puisqu'elle devient plus rare; elle prendra alors une valeur.

Il en résulte que pour Menger la valeur n'est pas dans la quantité; elle est une importance. La valeur d'usage est l'importance que le bien a pour l'homme en tant qu'il lui est utile.

La valeur d'échange est l'importance que le bien a pour l'homme en tant qu'il permet, par voie d'échange, d'obtenir un autre bien qui lui est utile.

Il en résulte que valeur d'usage et valeur d'échange ne coïncident pas; des biens peuvent avoir une grande valeur d'usage et ne posséder qu'une faible valeur d'échange; il en est

ainsi des objets strictement personnels. D'autres, au contraire, possèdent une grande valeur d'échange et n'ont qu'une faible valeur d'usage; ainsi en est-il des biens que le commerçant possède en stock dans son magasin.

La valeur d'usage et la valeur d'échange dépendent dans une certaine mesure des circonstances; elles ne varient pas de la même manière, de telle sorte que la valeur économique d'un bien, pour un individu déterminé, c'est-à-dire celle qui lui permet d'obtenir la satisfaction de ses besoins, sera tantôt la valeur d'usage, tantôt la valeur d'échange. La valeur dépend donc soit de l'utilité directe du bien apte à satisfaire immédiatement le besoin, soit de son utilité indirecte, c'est-à-dire de son aptitude à satisfaire le besoin par voie d'échange, permettant d'obtenir le bien désiré.

++++++
++++++

§ 4 - L'utilité et la mesure de la valeur

Les biens n'ont pas de valeur intrinsèque; leur valeur dépend non de leur qualité objective mais, d'une part, de l'utilité que l'homme leur attribue; d'autre part, de leur quantité, eu égard aux besoins à satisfaire. En d'autres termes, la valeur des biens dépend de leur importance eu égard à la satisfaction des besoins, c'est-à-dire du rapport entre les biens économiques et les besoins. La valeur des biens et le principe de la mesure de leur valeur dépendent donc de l'importance que l'homme attribue à chacun d'eux en fonction de leur utilité et de ses propres besoins.

A - La mesure de la valeur.

L'homme dresse ainsi une échelle de ses différents besoins, selon l'importance qu'il attribue à chacun d'eux : besoins de se nourrir, de se vêtir, de s'abriter, de se distraire, etc. Mais, en outre, pour un besoin donné, il dresse une échelle de l'importance des satisfactions successives de ce besoin. Ainsi le besoin de nourriture sera au sommet de l'échelle; mais l'homme peut s'accorder un premier degré de satisfaction en absorbant un première quantité d'aliments. La satisfaction de son besoin sera moins grande s'il absorbe une deuxième quantité et ainsi de suite. Si bien qu'il y a une

inégalité dans l'importance des besoins et une inégalité dans les satisfactions successives d'un même besoin.

Aussi la deuxième ou troisième dose de satisfaction du besoin le plus important, peut ne pas apparaître plus désirable que la première dose de satisfaction du besoin qui vient le second en importance.

L'individu attache donc une importance non seulement à la satisfaction de chaque besoin, mais encore à chaque dose de satisfaction de chacun de ses besoins. Ainsi, pour le besoin A, la première dose de satisfaction a une importance égale à 10; la deuxième dose une importance égale à 8; la troisième dose une importance égale à 6; la quatrième dose une importance égale à 4. Mais pour le besoin B, la première dose de satisfaction a une importance égale à 8; la deuxième dose une importance égale à 6; la troisième une importance égale à 4. Pour le besoin C, la première dose a une importance égale à 6; la deuxième, une importance égale à 4, etc.

Lorsque l'individu a satisfait le besoin A par trois doses, la quatrième ne lui donne qu'une satisfaction dont l'importance est égale à 4, alors que la première dose satisfaisant le besoin C lui donne une satisfaction égale à 6. Aussi, la satisfaction d'un besoin secondaire peut-elle apparaître plus importante que la continuation de la satisfaction d'un besoin primordial.

Si chaque besoin ne pouvait être satisfait que par un seul bien, la valeur attachée à chaque bien serait, en vertu de ce tableau - appelé table de Menger - relativement aisée à déterminer. La valeur d'un bien dépendrait de l'importance du besoin qu'il satisfait. Mais, en réalité, plusieurs besoins peuvent être satisfaits par un même bien; la valeur du bien dépendra donc de l'importance attachée à la satisfaction du dernier besoin déterminé en vertu du tableau de Menger.

En outre, l'obtention d'un bien de premier rang apte à satisfaire un ou plusieurs besoins suppose la mise en oeuvre de biens de rang supérieur; donc la satisfaction de l'ensemble des besoins exige la mise en oeuvre de l'ensemble des biens.

Ceci rend l'explication extrêmement complexe; mais il demeure toujours que la valeur d'un bien dépend de l'importance que l'individu lui attache pour la satisfaction d'un

besoin. Aussi, en face d'une multiplicité de besoins susceptibles d'être satisfaits par un stock de biens existant, la valeur de ces biens dépend de l'importance attachée à la satisfaction du dernier besoin.

Mais quelle est la valeur de l'une quelconque des unités du stock de biens ? Elle dépend, dit Carl Menger de l'importance attachée à la satisfaction du dernier besoin qui ne sera pas satisfait selon que l'on dispose ou que l'on ne dispose pas de cette unité. Elle dépend donc de l'importance attachée au dernier bien apte à satisfaire le dernier besoin.

En résumé, la valeur repose sur l'importance attachée par le sujet aux biens; elle se mesure par une confrontation des unités successives de biens avec les doses successives de satisfaction des besoins.

B - Le passage de la valeur au prix.

Carl Menger passe de la théorie de la valeur à une théorie du prix, mais pour lui le prix n'est pas la notion fondamentale de l'économie; celle-ci est, à ses yeux, la satisfaction des besoins d'où émane la valeur. Le prix n'est qu'un élément second résultant d'un échange dans lequel chaque co-échangiste trouve un accroissement de valeur dans le bien qu'il obtient par rapport au bien qu'il cède.

Pour Menger, il est impossible de déterminer le prix d'échange. Il se fixe dans une zone comprise entre les accroissements de valeur que retirent les co-échangistes, mais il n'y a pas possibilité de le déterminer avec précision à l'aide de l'analyse économique. D'ailleurs, peu importe le prix, puisqu'une série de prix différents permet d'obtenir la satisfaction désirée. Ainsi l'étude de Menger se situe bien sur le plan de l'économie fondamentale; ce qu'il recherche, c'est la détermination d'une notion valable, quel que soit le régime en cause.

En résumé, l'apport de Menger est d'avoir montré que la valeur d'un bien dépend de l'utilité qu'on lui attribue en raison de son aptitude - vraie ou supposée - à satisfaire un besoin; la mesure de la valeur est indiquée par l'importance attachée au dernier bien qui est reconnu apte à satisfaire le besoin situé le dernier dans le tableau. La valeur résulte

donc de l'unité finale. Mais il convient de souligner que Menger distingue nettement l'utilité, qui est une aptitude, et la valeur qui est une importance; alors que Stanley Jevons s'attachait à l'utilité, Menger insiste sur la valeur, dont il fait le fondement de l'économie.

Section IV

La théorie de la valeur d'échange de Léon Walras

Léon Walras est un économiste français, né à Evreux, le 16 décembre 1834. Son père, Auguste Walras, fut élève de l'Ecole Normale où il connut Cournot, puis principal du Collège d'Evreux. Auguste Walras publiait, en 1831, un ouvrage ; "De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur". En 1832, il ouvrait à Evreux un cours libre d'Economie politique. Devenu Inspecteur d'Académie, il publiait, en 1849, "La théorie de la richesse sociale", abandonnait l'Université où il rentrait de nouveau en 1862. Toutes ses études tournent autour de l'idée de propriété et c'est à ce sujet qu'il aborde la théorie de la valeur qui influencera son fils d'une manière décisive.

Léon Walras subit, en effet, très fortement, l'influence des idées de son père, ainsi que l'influence de Cournot; mais, alors que la première orienta surtout ses recherches vers la valeur, la seconde se manifesta principalement dans ses études consacrées au prix.

Auguste Walras attira son attention sur la rareté, qu'il choisit comme fondement de la valeur. L'influence de Cournot se manifesta surtout sur le plan de la méthode; il montra à Léon Walras que la méthode mathématique pouvait être appliquée à la science économique

Léon Walras prépara sans succès Polytechnique, puis entra à l'Ecole des Mines, qu'il abandonna en gardant une bonne formation mathématique. Il ne put jamais enseigner en France et il en conçut une grande amertume. Il fut accueilli par l'Université de Lausanne où il enseigna de 1871 à 1892.

Ce n'est qu'à l'occasion de son jubilé, le 11 juin 1909, qu'un éclatant hommage lui fut rendu par la science française; hommage tardif car Léon Walras mourut quelques mois plus tard, le 5 janvier 1910.

Pour Walras, l'économie est une partie de la science sociale et elle se divise en trois disciplines : l'économie pure, l'économie appliquée et l'économie sociale.

Bibliographie -

- Pour aborder l'oeuvre même de Léon Walras, on peut lire Abrégé des éléments d'économie politique pure qui est plus simple que les Eléments d'économie politique pure, l'emploi des mathématiques étant sensiblement réduit, et les idées essentielles étant exposées sous une forme plus ramassée. L'Abrégé a été publié par M.G. Leduc, en 1938 à la L.G.D.J.

- Pour une étude commentée et critique, on utilisera les ouvrages suivants ;

Gaëtan Pirou : Les théories de l'équilibre économique : L. Walras et V. Pareto.- Domat-Montchrestien, Paris, 1938, exposé clair et simple de la théorie du prix et de l'équilibre.

F. Oulès : L'Ecole de Lausanne, textes choisis de L. Walras et V. Pareto.- Dalloz, 1950. La préface insiste surtout sur les notions d'équilibre et d'interdépendance et sur la politique économique.

R. Nogaro : La valeur logique des théories économiques et le Développement de la pensée économique.- Voir les chapitres consacrés à Walras, qui sont nettement critiques.

- Pour une étude plus approfondie, on consultera :

E. Antonelli : "Léon Walras".- Rev. d'Hist. Doctr. Econ. 1910.

F. Bompaire : Du principe de liberté économique dans l'oeuvre de Cournot et dans celle de l'Ecole de Lausanne (thèse Poitiers, 1931).

G.H. Bousquet : Essai sur l'évolution de la pensée économique, Giard, 1927, M. Bousquet est l'excellent interprète de L. Walras et de V. Pareto.

J. Schumpeter : Ten great economists. New-York. Oxford. Univ. Press, 1951, et History of economic analysis.

L'économie pure est consacrée à la théorie de la valeur et des prix et à la théorie de l'équilibre économique. C'est elle surtout qui nous retiendra présentement; l'économie appliquée et l'économie sociale seront rencontrées plus loin, à la suite de l'étude de l'équilibre.

L'économie pure est pour l'auteur : "l'étude des lois, en quelque sorte naturelles et nécessaires, suivant lesquelles l'échange, la production, la capitalisation et la circulation de la richesse sociale tendraient à se faire dans un régime hypothétique de libre concurrence organisée". C'est elle qui a constitué l'essentiel des préoccupations de Walras, elle est la science économique par excellence.

Au cours de son activité scientifique, on peut distinguer trois périodes ; en 1859 et 1860, il publie un essai : "L'économie politique et la justice", dans lequel il donne une réfutation de Proudhon; l'année suivante, il présente un mémoire au concours organisé sur une question relative à l'impôt, par le canton de Vaud, en Suisse. Proudhon remporte le premier prix; Walras le premier accessit.

C'est surtout entre 1861 et 1892 qu'il se consacre à l'économie pure. Il écrit sur l'impôt et sur les divers sujets qui constitueront l'essentiel de ses réflexions d'économie pure. Devenu en 1870, titulaire de la chaire d'Economie politique de l'Université de Lausanne, il est tout naturellement orienté vers la recherche spéculative. En 1873, il donne ses "Principes d'une théorie mathématique de l'échange"; en 1875, "L'équation de l'échange"; en 1876, "L'équation de la production et de la capitalisation", trois mémoires qui, réunis en volume, sont publiés en 1877, sous le titre : "Eléments d'économie pure". En 1883, il ajoute sa "Théorie mathématique de la richesse sociale", et en 1886, sa "Théorie de la monnaie".

Au cours d'une troisième période, il aborde l'économie appliquée et l'économie sociale, publiant en 1896, ses "Etudes d'économie sociale", et en 1898 ses "Etudes d'économie appliquée".

Toute la théorie de l'économie pure repose sur les théories de la valeur et du prix; ce seront les seuls objets d'étude retenus dans le présent chapitre; la théorie de l'équi-

libre et les sujets relevant de l'économie sociale et appliquée, seront étudiés ultérieurement (Sous-Titre II).

Walras représente, par rapport à ses collègues, Jevons et Menger, un progrès en ce sens que, Jevons s'étant intéressé au principe de l'utilité et Menger à l'utilité et à la valeur, lui va faire la théorie de la valeur et des prix. Ainsi se poursuit une progression logique de la pensée économique, qui enrichit son champ d'investigation.

Mais on ne saurait étudier les idées de Léon Walras sans marquer l'influence exercée sur lui par quelques précurseurs : son père, Auguste Walras, Gossen et Dupuit qui ont influencé sa théorie de la valeur; quant à Augustin Cournot, il sera situé à propos de la théorie du prix et de l'échange.

++++++
++++++ § 1 - Les précurseurs de Léon Walras

A) Auguste Walras.

Ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, c'est Auguste Walras qui a le plus largement influencé son fils, eu égard au problème de la valeur. Auguste Walras a critiqué les deux théories qui dominaient au moment où il effectuait ses recherches. Abordée à propos de l'étude du mécanisme de la propriété, il critique la théorie de la valeur-utilité en faisant remarquer que l'utilité est la condition de la valeur, mais qu'elle n'en est pas la cause. La meilleure preuve est qu'il n'y a pas proportionnalité entre le degré d'utilité et la valeur présentée par les choses. Certaines choses utiles ne valent rien, alors que d'autres ont une grande valeur sans avoir une utilité proportionnelle à celle-ci.

Il critique également la théorie faisant reposer la valeur sur le coût de production. Il objecte à Ricardo que le fondement de la valeur ne saurait se trouver dans le travail, puisque certaines choses ont de la valeur alors que cependant elles n'ont coûté aucun travail. On trouve la même critique chez Böhm-Bawerk. D'ailleurs, il resterait encore à déterminer pourquoi le travail a lui-même une valeur.

Il reproche à Jean-Baptiste Say de fonder la valeur sur le coût de production car, dit-il, des choses ont de la valeur bien qu'elles n'aient jamais été produites. De plus, qu'est-ce qui fonde la valeur des services productifs ? J.B. Say, comme Ricardo, ne sont jamais allés jusqu'au fond même du phénomène.

C'est alors qu'Auguste Walras va faire ses propres propositions. Etudiant le fondement de la propriété, il est amené à mettre en lumière la notion de limitation et de quantité limitée. Il considère surtout la valeur d'échange, prenant en considération le fait social de l'échange; raison pour laquelle il associera l'idée de richesse et l'idée de valeur.

Le principe de la limitation lui paraît être le fondement même de la valeur. La limitation pouvant s'entendre dans la durée et dans la quantité. La limitation dans la durée lui servira à fonder la distinction entre capital et revenu. La limitation dans la quantité lui donnera la notion de rareté, qu'il ne faut pas entendre dans un sens aussi simpliste que le fait Ricardo; la rareté est le rapport entre, d'une part, le nombre et la quantité de biens limités, d'autre part, la somme des besoins qui en sollicitent la jouissance. Tous les biens limités sont rares et ont donc une valeur; mais cependant, il y a des diversités dans les valeurs, car il y a des degrés dans la rareté.

Puisque ce qui a de la valeur est ce qui existe en quantité inférieure à celle qui correspondrait à la satisfaction des besoins, la valeur correspond à une sorte de désavantage. Pourquoi les hommes produisent-ils alors ce qui, en diminuant la rareté, fait baisser la valeur des choses ? Il y a là une contradiction qu'il conviendra de surmonter.

B) Heinrich Gossen.

Un autre économiste, dont le nom a été précédemment cité, Heinrich Gossen, avait déjà expliqué qu'un nombre limité de portions d'un bien est utile à chaque personne et que le point d'inutilité n'était atteint qu'après que l'utilité avait traversé tous les degrés divers d'intensité. Il formulait par là une théorie de la décroissance de l'utilité en fonction des quantités possédées et il en donnait une démonstration mathématique.

C) Arsène Dupuit.

Il convient également de citer Arsène Dupuit, ingénieur des Ponts et Chaussées, qui semble avoir été un des premiers auteurs ayant appliqué l'utilisation des mathématiques à l'étude des questions économiques. Il exposa le principe de la décroissance de l'utilité en fonction de l'augmentation des quantités, appuyant son raisonnement sur l'étude des courbes d'offre et de demande. Il formula également les premiers éléments de la théorie de la rente du consommateur. Ses idées ont été exposées dans le Sous-Titre I.

Léon Walras va reprendre la présentation de son père et la pousser beaucoup plus loin, présentant des idées beaucoup plus profondes.

++++++
++++++ § 2 - La théorie de la valeur de Léon Walras

Léon Walras prendra chez son père l'idée de rareté et il l'associera à une notion nouvelle, l'intensité du dernier besoin satisfait. Mais il va creuser la notion de rareté en l'associant d'ailleurs à la notion plus générale de richesse sociale. (1)

A) La richesse sociale.

La richesse sociale est "l'ensemble des choses matérielles ou immatérielles qui sont rares, c'est-à-dire des choses qui, d'une part, nous sont utiles et qui, d'autre part, n'existent qu'en quantité limitée". Par conséquent, la richesse sociale se définit par la notion de rareté. Mais la rareté implique elle-même la réunion de deux éléments : l'utilité et la limitation dans la quantité. On est ainsi conduit à examiner tout de suite les notions fondamentales sur lesquelles Léon Walras va faire reposer son explication de la valeur.

B) La notion de rareté.

Puisque la rareté résulte de la combinaison de l'utilité

---

(1) Cf. Gaëtan Pirou.- Les théories de l'équilibre ....., pp. 93 et suiv.

et de la limitation dans la quantité, il importe de donner une définition de ces deux notions. Les choses sont utiles lorsqu'elles peuvent servir à un usage quelconque, lorsqu'elles permettent la satisfaction d'un besoin. Aucun critère d'ordre moral n'est attaché à cette notion d'utilité, aucun jugement de valeur n'étant porté sur la nature du besoin.

Les choses existent en quantité limitée lorsqu'elles ne sont pas en quantité telle, que chacun puisse en obtenir à discrétion pour satisfaire le besoin qu'il en éprouve.

Une chose est rare, en économie politique, dès qu'elle est utile et limitée en quantité, dira Walras; mais les choses utiles qui ne sont pas limitées en quantité ne font pas partie de la richesse sociale. Une chose rare est une chose appropriable, industriellement productible et multipliable, valable et échangeable. Par conséquent, la rareté engendre la valeur d'échange, l'industrie et la propriété, et c'est la richesse sociale qui est le théâtre de ces enchaînements.

La valeur d'échange est une grandeur appréciable. Le problème se posera de savoir comment la valeur est mesurable. Walras fait remarquer que si le blé et l'argent ont de la valeur, c'est parce qu'ils sont rares, c'est-à-dire l'un et l'autre utiles et limités en quantité; deux circonstances qui sont naturelles. Mais si le blé et l'argent ont une valeur déterminée l'un par rapport à l'autre, c'est qu'ils sont respectivement plus ou moins rares, c'est-à-dire plus ou moins utiles et plus ou moins limités en quantité, ce qui dépend de circonstances naturelles.

L'économie pure peut alors être considérée comme la théorie de la valeur d'échange et de l'échange; c'est-à-dire comme la théorie de la richesse sociale considérée en elle-même. Elle est une science physico-mathématique qui ne doit pas craindre d'employer la méthode et le langage des mathématiques.

Ainsi de la notion de rareté, Walras en arrive très rapidement à une conception générale de la science économique et plus spécialement de l'économie pure. Nous sommes ainsi fort loin des problématiques doctrinales qui ont été formulées avant lui et qui délimitaient le champ d'action de l'analyse économique. C'est d'une manière directe et "scientifique" que ce champ d'action est ici déterminé.

C - La notion d'intensité du dernier besoin satisfait.

Ayant mis en évidence l'importance de l'utilité, Walras est amené à creuser cette notion. Il distingue alors l'utilité extensive et l'utilité intensive, reprenant en ce point les idées de son père. (1)

L'utilité extensive est la quantité demandée au prix zéro; elle dépend du nombre et de l'étendue des besoins que la chose peut satisfaire. Elle indique l'étendue de la consommation qui serait faite de ladite chose si on n'avait aucun sacrifice à faire pour se la procurer.

L'utilité intensive correspond au fait que la chose considérée satisfait des besoins plus ou moins impérieux et intenses. S'ajoutant à l'utilité extensive, elle est considérée comme dépendant du rapport existant entre la diminution de la demande et l'augmentation du prix. Selon que le prix augmentera, la demande diminuera dans une proportion qui dépend de l'intensité avec laquelle l'utilité de la chose est appréciée. Si l'utilité est appréciée avec une très forte intensité, l'homme cherchera à se la procurer même si le prix s'élève considérablement.

Mais l'utilité extensive (quantité demandée au prix zéro) est susceptible de mesure alors que l'utilité intensive ne l'est pas. Walras procède alors à une sorte de subterfuge, curieux pour un homme de science (2). Il suppose "qu'il existe un étalon de mesure de l'intensité des besoins ou de l'utilité intensive". Bien que non mesurable, il va désormais raisonner comme si elle était mesurable. Pourquoi est-il réduit à ce détour bien discutable ? Parce qu'il veut construire une théorie numérique de la valeur et du prix. Il doit donc rechercher une expression numérique de l'utilité intensive.

Ceci étant fait, il formule la loi de décroissance de l'utilité en fonction des quantités possédées et cette loi exprime l'opinion fondamentale suivante : quand la quantité possédée augmente, l'intensité du dernier besoin satisfait

---

(1) G. Pirou : Les Théories de l'Equilibre : L. Walras et V. Pareto.

(2) Cf. sur ce point : Gaëtan Pirou : Les Théories de l'Equilibre économique : L. Walras et V. Pareto, pp. 201 et suiv.

diminué. Mais on peut alors passer de la décroissance de l'utilité à la rareté en disant : la rareté augmente quand la masse de besoins s'accroît ou quand la quantité possédée est moins grande; elle diminue dans les cas contraires.

Walras, frappé de l'identité d'évolution des notions d'utilité et de rareté, en arrive par un nouveau raisonnement discutable, à identifier les deux notions elles-mêmes; il appelle rareté l'intensité du dernier besoin satisfait, ce qui est incontestablement une assimilation abusive. En effet, la rareté est un rapport entre une quantité et un besoin, alors que l'intensité du dernier besoin satisfait est un rapport entre l'appréciation d'une utilité et d'un besoin.

Par là cependant Walras, parti d'un fondement psychologique de la valeur, arrive, mais non sans mal, à une formulation quantitative de la valeur. L'utilité intensive est désormais identifiée à la rareté mesurable et chiffrable. La rareté devient alors pour Walras "l'expression de la mesure quantitative du dernier besoin satisfait".

Le professeur Antonelli a fait remarquer, à propos des réserves que nous venons de formuler dans la démonstration précédente, qu'il est exagéré de reprocher à Walras la thèse selon laquelle une satisfaction est présentée comme mesurable. On ne saurait, dit-il, lui reprocher de considérer que la satisfaction est susceptible de mesure et on ne saurait dire que sa théorie mathématique manque de base. M. Antonelli fait remarquer qu'Henri Poincaré répond pour Walras : "la satisfaction est une grandeur qui n'est pas mesurable mais que l'on peut définir par une fonction arbitraire, pourvu qu'elle croisse en même temps que la satisfaction qu'elle représente. Ces fonctions arbitraires figureront dans les prémisses; il suffira ensuite de les éliminer". M. Antonelli dit que c'est bien ce qu'a fait Walras (1). Ainsi, il serait parfaitement habilité à présenter une théorie mathématique de la valeur et de l'utilité.

Cette théorie de la valeur trouve son origine dans la théorie de la rareté d'Auguste Walras ainsi qu'il a été

---

(1) E. Antonelli : Léon Walras.- Revue d'Histoire économique et Sociale, 1910, p. 177.

indiqué et dans les développements que Gossen a présentés du principe de l'intensité décroissante des besoins. Mais elle est originale en tant qu'elle réalise une synthèse de la rareté et de l'intensité du dernier besoin satisfait. Gaëtan Pirou a reproché (1) cependant le caractère factice de la construction de Walras sous le prétexte que c'est par l'emploi de deux artifices qu'il prétend mesurer l'utilité intensive et qu'il peut définir la rareté comme l'intensité du dernier besoin satisfait. C'est son désir de construire une théorie mathématique qui l'aurait amené à rejeter le contenu psychologique de la notion de rareté.

++++++ § 3 - Les conséquences de l'étude de la
++++++ valeur d'échange.

Nous avons vu jusqu'ici que, ni Jevons ni Menger ne traitaient avec ampleur la théorie des prix. Walras, au contraire, lui consacre le maximum de ses efforts. C'est dire qu'il se place dans le cadre d'une théorie de l'échange, s'intéressant non pas à la valeur d'usage dont il a déjà été parlé, mais à la valeur d'échange. Il est alors conduit à présenter plusieurs conséquences de cette prise de position systématique.

1°) La valeur des choses est considérée comme attachée à leur échangeabilité; celle-ci devient le caractère essentiel des biens qui ont une valeur.

2°) L'échange s'effectuant sur le marché, c'est dans le cadre d'une économie de marché que Walras se situe. La portée de sa théorie est limitée d'autant; en effet, il faut admettre pour satisfaire sa position, que l'économie d'échange est un élément de l'économie fondamentale, ce qui serait critiqué par certains auteurs. De plus, c'est l'étude des marchés qui formera la trame de toutes les explications de Léon Walras. Or, il dit lui-même : "La valeur d'échange laissée à elle-même se produira naturellement sur le marché sous l'empire de la concurrence . Comme acheteurs, les échangeurs demandent à l'enchère, comme vendeurs ils offrent au rabais, et leur con-

---

(1) G. Pirou : Les théoriciens de l'Equilibre Economique : L. Walras et V. Pareto, 1938.

cours amène ainsi une certaine valeur d'échange des marchandises, tantôt ascendante, tantôt descendante, tantôt stationnaire". Walras échafaude toute sa théorie sur l'hypothèse de la libre concurrence.

3° - L'économie d'échange est essentiellement une économie sociale; il faut donc reconnaître que la théorie de Walras n'est pas valable, comme l'était celle de Menger, pour un individu isolé ni pour l'économie sans échange. Aussi ne peut-elle être pleinement considérée comme une théorie de l'économie fondamentale.

On arrêtera en ce point la démonstration de Walras; on retrouvera cet auteur à propos de la théorie de l'équilibre. Mais il importe pour l'instant de déterminer le résultat auquel il est parvenu, eu égard à la théorie de la valeur et du prix considérée comme l'élément fondamental de la science économique objective et neutre.

Walras n'a pas apporté une conclusion sensiblement différente de celle apportée par les classiques, au moins de ceux d'entre eux qui ont fait dépendre le prix d'équilibre du jeu de l'offre et de la demande. Cependant, il prétend avoir apporté une démonstration rigoureusement scientifique, où ses prédécesseurs n'avaient proposé qu'un ensemble de constatations et d'observations non éprouvées par la vérification.

Il n'a pas proposé un élément sensiblement différent de ceux que proposent Jevons et Menger, car la valeur d'échange sur laquelle il insiste repose sur une comparaison de l'utilité limite et sur la considération du dernier besoin satisfait. Mais il a situé sa démonstration sur le plan de l'échange et du marché, ce qui lui permet de poser, dès le départ, l'importante notion d'équilibre; c'est en cela que Walras pourra faire faire au principe fondamental de l'utilité limite un progrès considérable, que ni Jevons ni Menger ne seront capables de réaliser. Par là encore, il associe très étroitement les deux principes explicatifs fondamentaux que sont la valeur et l'équilibre; il réalise ainsi, très tôt, une première synthèse.

Par rapport aux classiques, Walras, ainsi que les deux autres fondateurs, Menger et Jevons, ont apporté plusieurs

choses. Ils ont mis en évidence la considération de l'utilité comme élément fondamental de la valeur, reprenant ainsi la tradition des économistes du XVIIIème siècle, Cantillon, Condillac et Turgot. Ils ont souligné l'avantage que présente le raisonnement sur l'utilité limite, pour étudier un phénomène apparemment non mesurable; cela est une acquisition définitive qui recevra par la suite des développements considérables. Ils ont opposé au primat de l'offre, qui constituait le fond de la démonstration classique, le primat de la demande. Enfin, ils ont repris la démonstration qui se trouvait à la base des raisonnements classiques, à savoir : les phénomènes d'ordre économique se situent à l'échelon individuel.

Aussi, peut-on dire que les trois fondateurs qui renouvellent, par leurs apports fondamentaux la science économique considèrent celle-ci comme une science à fondement psychologique s'attachant au comportement individuel.

On peut remarquer qu'aucun élément d'ordre normatif ou finaliste ne s'est jusqu'à maintenant glissé dans leurs démonstrations, mais que cependant, ils se situent implicitement à l'intérieur d'un système individualiste, à base d'échanges et de décisions libres. Par conséquent, c'est implicitement qu'ils adoptent le cadre général de recherche qui a été fondé en doctrine par l'école classique. C'est en cela encore qu'ils méritent bien le qualificatif de néo-classiques qui leur a été attribué; ils renouvellent la démonstration classique en prenant un point de départ rigoureusement et strictement scientifique, cependant que, optant implicitement pour un cadre individualiste et libéral, leur théorie n'a pas la neutralité qu'ils prétendent lui donner.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LE DEVELOPPEMENT DU NEO-CLASSICISME
++++++ LIBERAL : L'ECOLE DE VIENNE

Ayant examiné comment fut posé le principe fondamental de la valeur et du prix, nous avons noté qu'à travers des divergences secondaires, il existait une identité de vues profonde entre les trois fondateurs, Jevons, Menger et Walras. Cependant, chacun d'eux est devenu chef d'école; les travaux de leurs disciples vont se développer à partir des données initiales et, comme il est normal, ces travaux vont marquer certaines divergences. En réalité, ils ne seront qu'un même effort réalisé pour reconstruire un système général d'interprétation des phénomènes économiques.

Cet effort présente deux aspects. Il cherche à élaborer un système cohérent, une construction d'ensemble rendant compte, en partant de la théorie de la valeur et du prix, de l'ensemble du système économique, étant toujours spécifié que toute considération normative ou doctrinale est en principe - mais en principe seulement - laissée de côté. On met ainsi au premier plan la notion d'équilibre.

De plus, il creuse plus spécialement certains points particuliers, essayant de fournir à côté d'une théorie générale, un certain nombre d'explications spéciales. En somme, on assiste à un effort de construction d'ensemble accompagné de travaux de détail.

C'est surtout lorsque l'on s'arrête à ces derniers que l'on croit pouvoir, par une observation superficielle, découvrir des oppositions entre les auteurs. En réalité, les travaux des économistes contemporains montreront que ces opposi-

tions sont plus apparentes que réelles et que l'unité qui existait au départ se retrouve aisément aujourd'hui.

Il importe également de souligner que, seul des trois fondateurs, Walras fera lui-même le travail de développement des principes initiaux, travail qui sera repris ensuite par Vilfredo Pareto, qui fut son successeur dans la chaire de Lausanne. Ainsi naîtra l'école de l'équilibre général, donnant une explication de l'équilibre statique réalisé simultanément sur l'ensemble des marchés, c'est-à-dire marchés des produits et marchés des services. Nous laisserons pour l'instant cette théorie de l'équilibre, qui sera reprise dans le sous-Titre II.

La théorie de Carl Menger, plus spécialement consacrée au phénomène de la valeur, sera développée par ses deux principaux disciples, Böhm-Bawerk et von Wieser, qui affirmeront ainsi la volonté de recherche de l'école de Vienne. Böhm-Bawerk reprendra la théorie de la valeur établie par Menger et la perfectionnera d'une manière très appréciable. Il consacrera en outre une étude très détaillée au problème de l'intérêt et présentera une théorie du capital utilisant la notion de temps sans pour cela formuler une théorie dynamique. Il indiquera l'interdépendance des phénomènes économiques et accèdera par cette voie, très différente de celle choisie par Walras, à une notion imparfaite d'équilibre général.

Von Wieser reprendra également la théorie de la valeur en abordant surtout le problème de la valeur naturelle et du coût naturel. Il cherchera à jeter les bases d'une théorie de l'imputation du produit à chacun des facteurs de la production, permettant ainsi l'apparition ultérieure de la théorie du calcul économique, qui sera l'oeuvre de l'école néo-marginaliste.

En Angleterre, Alfred Marshall tentera une synthèse entre la théorie du coût, présentée par l'école classique anglaise, et la théorie de l'utilité, apportée en 1870. Il fera ainsi une théorie de la valeur beaucoup plus compréhensive et beaucoup plus large que celle qui avait été présentée jusque-là. Poussant plus avant l'explication de l'ajustement entre éléments économiques, il présentera une théorie des équilibres partiels. La voie sera alors libre pour les vastes synthèses que tenteront, dans cette ligne de recherches, les éco-

nomistes contemporains, synthèses qui se réaliseront par l'apport d'écoles nouvelles dont l'apparente dispersion ne devra pas masquer les convergences réelles.

Après avoir indiqué la ligne générale d'évolution de la recherche néo-classique, il importe, dans le présent chapitre, de se consacrer à l'effort d'approfondissement réalisé à partir du problème de la valeur, par ceux qui se réclament de Carl Menger et de Stanley Jevons.

Nous étudierons donc le développement des théories de la valeur réalisé par l'école de Vienne, nous consacrant aux progrès réalisés au niveau de la théorie générale, sans aborder - faute de temps - les théories spéciales (1).

++++++ Section I
++++++
++++++ L'approfondissement des fondements de l'économie
++++++

Le développement des principes fondamentaux posés par Carl Menger est l'oeuvre de deux économistes qui se réclament de lui et se proclament même ses fervents disciples. Leurs travaux susciteront à leur tour des fidèles, l'ensemble constituant ce que l'on appelle l'école de Vienne ou l'école de l'utilité marginale.

L'effort mené par Böhm-Bawerk (1850-1914) et von Wieser (1851-1926), qui tous deux professèrent à Vienne, se développa selon trois directions :

1°) Le perfectionnement de la théorie de la valeur;

---

(1) Pour l'étude de l'utilité, de la valeur, de l'imputation et pour l'ensemble de l'école de Vienne, on utilisera : François Perroux, La valeur - P.U.F. 1943 - Gaëtan Pirou, L'utilité marginale.- Domat-Montchrestien, 1938.
Un résumé des deux principales oeuvres de Böhm-Bawerk a été publié par la Revue d'Economie Politique : Essai sur la valeur (1894), et Une nouvelle théorie du capital (1889).

2°) Le problème de la répartition entre facteurs, considéré sous l'angle de l'imputation.

3°) La théorie du capital et de la production.

Nous étudierons ensemble ces deux auteurs, tout en distinguant leurs apports personnels et leurs oppositions, lorsque cela sera nécessaire. Il est en effet permis d'étudier ensemble leur effort commun, car ils partent l'un et l'autre de la théorie de la valeur telle que Menger l'a édifiée. Leur source est commune, leur propos l'est également; il ne s'agit pas de construire une théorie nouvelle, mais de prolonger l'effort de leur maître en le perfectionnant et l'approfondissant. C'est dire qu'ils admettent l'utilité comme fondement de la valeur. Mais ceci dit, il importe de signaler que Böhm-Bawerk apportera simplement quelques compléments à la théorie de Menger, alors que von Wieser, tout en partant du point initial, effectuera un développement beaucoup plus important.

++++++ § 1 - Les compléments apportés à la théorie de
++++++ la valeur par Böhm-Bawerk

Böhm-Bawerk va compléter sur deux points la théorie de Menger. Il va préciser les modalités de la valeur et indiquer les relations existant entre l'utilité finale et le coût de production.

A - Les modalités de la valeur.

La valeur ne se présente pas comme un phénomène unique; elle se caractérise par des variétés et des modalités qui permettent d'en mieux saisir le sens et la portée. L'auteur distingue donc d'une part la valeur objective et la valeur subjective, d'autre part la valeur d'usage et la valeur d'échange.

1 - Valeur objective et valeur subjective.- La valeur objective est l'aptitude reconnue d'un bien à procurer un effet qui lui est attaché, mais qui se traduit extérieurement par rapport à lui. Ainsi l'aptitude de l'eau à étancher la soif. La valeur objective constitue donc un rapport général

entre le bien et le résultat que produit son utilisation.

La valeur subjective est, au contraire, l'importance concrète qu'un sujet économique déterminé attache à un bien dont il sait que l'utilisation présente pour lui un intérêt.

La valeur objective est le phénomène général, la valeur subjective est le phénomène personnalisé; donc, à une valeur objective donnée, correspondent autant de valeurs subjectives qu'il existe d'individus appréciant l'importance du bien eu égard à leur intérêt personnel. A la valeur objective de l'eau, capable d'étancher la soif, correspond une infinité de valeurs subjectives qui sont fonction de l'importance que chacun lui attache en raison de la quantité d'eau dont il dispose et de l'intensité de sa soif.

2 - Valeur d'usage et valeur d'échange.- La distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange repose sur la destination des biens. La valeur d'usage apparaît lorsqu'un individu apprécie l'importance d'un bien utilisé par lui à la satisfaction de ses propres besoins. La valeur d'échange apparaît lorsqu'un individu apprécie l'importance d'un bien qu'il compte céder contre un autre bien qu'il désire.

L'originalité de Böhm-Bawerk, par rapport à Menger, apparaît en ce point : Menger avait lui aussi distingué valeur d'usage et valeur d'échange; Böhm-Bawerk qui fait de même, va les associer selon diverses modalités qui vont enrichir la notion de valeur.

La valeur objective peut en effet se présenter sous deux modalités : la valeur objective d'usage, qui sera le pouvoir désaltérant de l'eau par exemple, la valeur objective d'échange qui sera la quantité d'un autre bien, quantité de bois, de pain, qu'il faut donner sur un marché pour obtenir une quantité déterminée d'eau.

La valeur subjective se présente à son tour sous deux modalités : la valeur subjective d'usage qui sera, par exemple, l'importance qu'un savant attache à ses instruments de recherche, et la valeur subjective d'échange qui sera l'importance qu'un fabricant d'appareils scientifiques attache à ces instruments dont il fait le commerce.

Il y a donc quatre modalités différentes de la valeur et l'apport de Böhm-Bawerk consiste à les avoir distinguées.

B - L'utilité finale et le coût de production.

Il importe de se souvenir que Menger fondait la valeur d'un bien sur l'utilité attachée à la dernière unité disponible et qu'il considérait que la valeur des biens produits remontait aux biens qui avaient servi à les produire. En d'autres termes, la valeur des biens de production remonte de la valeur des biens de consommation.

Böhm-Bawerk va essayer d'expliquer pourquoi la valeur des biens de consommation paraît, en pratique, découler de la valeur des biens de production, alors qu'en réalité, c'est l'inverse qui se produit. Il en est ainsi, dit-il, car l'activité économique est organisée de telle manière que le contact direct avec les biens de consommation paraît faire de ceux-ci le simple reflet de la valeur des biens de production. Il importe donc d'expliquer les raisons de cette confusion.

Pour expliquer comment la valeur des biens de production remonte de la valeur des biens de consommation, Böhm-Bawerk va distinguer trois hypothèses.

1°) Valeur des biens dont la provision n'est pas susceptible d'augmentation. Lorsqu'il n'est pas possible d'accroître l'importance de la provision de biens envisagés, le problème de la valeur ne souffre pas de difficultés. C'est l'utilité de la dernière unité disponible qui détermine la valeur du bien en général.

2°) Valeur des biens qu'on peut remplacer en acceptant de subir un sacrifice personnel. Böhm-Bawerk raisonne sur le cas où la provision de biens peut être accrue à la condition de supporter une peine qui est détournée d'un emploi antérieurement prévu; par exemple, il faudra consacrer au travail le temps que l'on avait décidé de consacrer aux loisirs. L'extension de la provision de biens suppose donc un sacrifice. Ce qui mesure la valeur du bien, ce n'est pas dans ce cas l'utilité de la dernière unité, mais la peine que représente la substitution du travail au loisir, qui a dû être effec-

tuée pour obtenir une unité supplémentaire accroissant la provision de biens dont on disposait initialement.

3°) Valeur des biens qu'on peut produire à volonté à l'aide de moyens de production existant en quantité limitée. Dans cette hypothèse, on se trouve en présence d'une provision de biens qui est susceptible d'accroître la production, mais étant entendu que les moyens de production nécessaires à cet accroissement sont en quantité limitée.

A quel élément fondamental va-t-on s'attacher pour déterminer la valeur ? On s'attachera à l'importance du sacrifice en moyens de production, auquel il faut consentir pour produire le bien. L'importance de ce sacrifice s'appréciera par la renonciation à l'utilité d'autres biens que l'on aurait pu produire avec les moyens de production affectés à l'obtention du bien considéré.

Comment ce raisonnement est-il fondé ? Du moment que les moyens de production sont limités, si on désire produire une unité supplémentaire d'un bien quelconque, on devra utiliser des quantités de travail, de capital, de matières premières, qui eussent été utilisées à la production d'un autre bien. Donc, pour obtenir une augmentation de la production et donc de la consommation de ciment, par exemple, on renoncera à la production et à la consommation d'une certaine quantité de fonte.

Mais on n'agira ainsi que si l'utilité de la fonte est moins grande que l'utilité du ciment. De telle sorte que la valeur du ciment sera déterminée par l'utilité d'un bien, pour l'instant moins utile, la fonte. On peut dire en règle générale que l'utilité du bien produit sera déterminée par l'utilité du moins utile de tous les biens, que les moyens de production nécessaires permettaient d'obtenir. C'est donc cette utilité limite qui détermine la valeur du bien considéré.

On voit donc que si pour le producteur, c'est la valeur des moyens de production qui est l'élément déterminant sur lequel repose la combinaison productive, cette valeur remonte d'un bien de consommation; en l'espèce, sa valeur est déterminée par l'unité limite, c'est-à-dire par la valeur du moins utile des biens de consommation que le bien de production aurait servi à produire.

Böhm-Bawerk dira qu'il en résulte que valeur et prix reposent sur des estimations subjectives faites par les individus. La valeur est bien un phénomène individuel et subjectif. Mais, partant de là, la valeur remonte au plan objectif où s'apprécie la valeur d'échange sur le marché, puis elle redescend à nouveau sur le plan des estimations subjectives de la valeur d'usage.

Böhm-Bawerk dira en propres termes : "Il y a là une mosaïque sociale composée avec un matériel d'anciennes estimations subjectives de la valeur fondées sur l'utilité".

Tels sont les compléments que Böhm-Bawerk apporte à la thèse de Menger; il a donc réalisé une diversification et un approfondissement de la notion même de valeur reposant sur l'utilité. Nous allons voir que von Wieser va aller beaucoup plus loin.

++++++
++++++

§ 2 - Les développements réalisés par von Wieser

Les travaux de von Wieser se sont déroulés selon deux directions : la théorie générale de la valeur et la notion de valeur naturelle.

A - La théorie générale de la valeur de von Wieser.

La théorie de la valeur repose sur une conception générale beaucoup plus affinée que celle de Menger et de Böhm-Bawerk. Von Wieser est préoccupé par les oppositions apparentes existant entre valeur et utilité et par les paradoxes que renferme la valeur. Autant de problèmes que les classiques libéraux anglais n'ont pas résolus et pour lesquels Menger a apporté des éléments de solution sans cependant les exploiter à fond. C'est cette lacune qu'il va s'efforcer de combler.

1 - Les rapports entre la valeur et l'utilité.- Von Wieser veut montrer que si l'utilité est le fondement de la valeur, elle ne peut en être la mesure. On s'en aperçoit pour les choses existant en quantité surabondante, qui peuvent avoir une utilité sans avoir pour autant une valeur d'échange, puisqu'on peut se les procurer librement. Mais elles n'ont

même pas de valeur d'usage quoique étant utiles; la meilleure preuve est qu'on en use à discrétion. Il n'y a pas lieu de se livrer à un calcul économique à leur endroit. En outre, des choses très utiles ont moins de valeur que des choses moins utiles; c'est le classique exemple du charbon et du diamant. Et ceci est aussi vrai pour la valeur d'usage que pour la valeur d'échange.

On peut remarquer qu'une grande quantité d'un bien déterminé a parfois moins de valeur totale qu'une petite quantité de ce même bien; ainsi lorsque la récolte de blé est déficitaire, une moindre quantité de blé peut donner une valeur supérieure à celle que fournit une récolte abondante. C'est le point de départ des pratiques de restriction de la production, dites malthusianisme économique.

Enfin von Wieser fait remarquer que la valeur est souvent en rapport de dépendance, non avec l'utilité, mais avec le coût; or, dit-il, le coût est l'antithèse de l'utilité, c'est-à-dire "l'ennemi de l'homme", alors que l'utilité est au contraire "l'amie de l'homme". Donc, si l'utilité est indispensable pour expliquer la valeur, elle ne saurait suffire à en rendre compte complètement. Il faut lui adjoindre un autre élément; celui-ci va apparaître en étudiant ce que von Wieser appelle le paradoxe de la valeur.

2 - Le paradoxe de la valeur.- Von Wieser reconnaît après Gossen la loi de décroissance de l'utilité à mesure que la quantité d'unités d'un bien augmente. Il admet donc, conformément à la thèse de l'utilité marginale, que l'utilité de la dernière unité détermine la valeur de l'une quelconque des unités disponibles. Si nous cherchons à calculer l'utilité totale en multipliant l'utilité de la dernière unité par le nombre d'unités, nous voyons que tant que le nombre d'unités disponibles est relativement restreint, l'utilité totale monte; mais, quand le nombre d'unités continue à s'accroître, l'utilité totale diminue par suite de l'utilité de plus en plus faible des unités ajoutées. Quand l'unité ajoutée arrive au point de satiété, son utilité est égale à zéro. Dès lors, l'utilité totale est nulle. On peut remarquer, en effet, que si la vingtième unité procure la satiété, son utilité est zéro. Or vingt fois zéro, c'est-à-dire l'utilité totale, donne zéro. Alors que si la dix-neuvième unité procurait une utilité égale à un, l'utilité totale serait égale à dix-neuf.

Le paradoxe de la valeur réside donc dans le fait qu'à partir d'un moment déterminé, la valeur totale d'une provision de biens diminue, puis devient nulle si la provision continue de s'accroître.

Ce paradoxe disparaît lorsqu'on se rend compte que la valeur n'est pas une quantité positive simple mais, au contraire, un phénomène complexe, résultant de la combinaison d'un élément positif et d'un élément négatif. (1) L'élément positif est le plaisir que procure l'usage de la chose, plaisir procuré par chaque unité nouvelle et qui diminue pour chacune d'entre elles. Tant que la satiété n'est pas atteinte, le plaisir total s'accroît d'une quantité toujours plus faible mais qui demeure néanmoins positive. L'élément négatif vient de ce que le sujet économique n'attache pas un intérêt à la chose en soi, mais à l'utilité qu'elle lui procure. Si bien que l'importance attachée à la chose dépend en réalité de l'utilité qu'on attend d'elle.

De sorte que l'utilité marginale déterminant la valeur de chaque unité, provoque une "retenue de valeur" à l'égard de chacune des unités non marginales. Il y a un surplus de valeur qui est ainsi "retenu", mis en réserve, c'est l'élément négatif.

Ceci permet à von Wieser d'expliquer le paradoxe de la valeur. La valeur totale correspond, en chaque cas, à l'utilité totale diminuée de la retenue de valeur afférente à chaque unité. L'élément négatif doit être soustrait de l'élément positif. A mesure que la provision d'unités augmente, l'élément positif et l'élément négatif augmentent tous deux, mais ils obéissent à un rythme différent; ceci explique que la valeur totale augmente, puis diminue, lorsque l'accroissement de l'élément négatif l'emporte sur l'accroissement de l'élément positif.

La valeur est alors nulle dans deux cas : 1°) quand la provision est nulle, car l'élément positif est égal à zéro; 2°) quand elle est illimitée, car alors l'élément négatif l'emporte. Il en résulte qu'il y a phénomène de valeur lorsque l'on a la disposition d'un bien en quantité non surabondante par rapport aux besoins; mais il faut retenir qu'entre utilité et valeur il n'y a pas nécessairement parallélisme et ceci est un apport important réalisé par von Wieser.

---

(1) G. Pirou.- L'utilité marginale, op. cit.

3 - Le rôle de l'utilité et de la valeur dans l'activité économique.- Pour l'activité économique, l'élément essentiel n'est pas la valeur mais l'utilité. L'obtention d'utilité est la fin de l'activité économique. Si on donnait pour fin à celle-ci la valeur, on en arriverait parfois à la recherche systématique de la rareté, ce qui conduirait directement au malthusianisme économique. C'est donc l'utilité qui est l'élément fondamental; von Wieser rejoint ici, par un autre chemin, la position fondamentale de Menger.

Cependant la valeur a une grande importance car c'est sur elle que l'activité économique s'organise dans toute la partie où la valeur totale est ascendante. Or c'est dans une situation de ce genre que se trouve placée la plupart du temps l'économie concrète qui se heurte à la rareté des biens. Il y a, dans cette situation, parallélisme entre l'accroissement d'utilité et l'accroissement de valeur, si bien que la valeur est alors une traduction correcte de l'utilité. L'avantage est considérable car la valeur est mesurable alors que l'utilité ne l'est pas ou l'est difficilement. La valeur se mesure, en effet, dès lors que l'on connaît l'utilité de la dernière unité disponible et le nombre d'unités disponibles. C'est donc la valeur et non l'utilité qui, en fait, quoique élément second, se trouve à la base du calcul économique.

B - La valeur d'échange et la valeur naturelle.

A côté de la valeur d'usage, dont on vient de parler, von Wieser place la valeur d'échange; comme Böhm-Bawerk, il distingue la valeur d'échange objective et la valeur d'échange subjective, mais pour lui c'est la valeur d'échange objective qui est essentielle, car c'est sur elle que repose toute activité productrice.

On peut donc, en ce point, mesurer le chemin parcouru depuis le fondateur. Pour Carl Menger, l'essentiel est la valeur d'usage; Böhm-Bawerk distingue la valeur d'usage et la valeur d'échange sous leurs modalités objective et subjective, en soulignant l'importance du facteur subjectif. Von Wieser va s'attacher surtout à la valeur objective d'échange qui s'exprime par le prix.

1 - La valeur objective d'échange est le prix.- Le prix permet d'établir une échelle des biens, indépendamment des

préférences subjectives des acheteurs qui ne peuvent que deux choses : accepter ou refuser le prix, mais qui ne peuvent le modifier. Le prix, ou valeur objective d'échange, est donc indépendant des appréciations subjectives ; c'est dire qu'il ne dépend pas de la valeur subjective d'usage.

Mais cependant von Wieser estime qu'on ne peut expliquer la valeur objective d'échange sans avoir recours à la valeur subjective d'usage. C'est par là qu'il va, d'une part, se différencier des classiques, d'autre part, se rattacher à Carl Menger. La valeur objective d'échange est le résultat de la combinaison de la valeur d'usage mesurée par l'utilité finale et du pouvoir d'achat qui dépend de la quantité de monnaie que l'acheteur est disposé à abandonner pour acquérir la chose. En un mot, elle dépend de l'importance que l'acheteur attache à la monnaie. Mais celle-ci est fonction de la quantité de monnaie dont il dispose, ce qui explique que les produits de luxe aient un prix élevé, bien que leur utilité soit souvent faible, parce que le pouvoir d'achat de la classe qui les achète est important.

Il en résulte qu'une économie reposant sur la valeur d'échange est une économie imparfaite, car on produira non pas pour obtenir les biens les plus utiles, qui ont une valeur subjective d'usage élevé, mais pour produire ceux qui ont une haute valeur objective d'échange. Si bien que l'inégalité des richesses qui permet à certains individus fortunés de payer de hauts prix, car leur évaluation de la monnaie étant faible, leur pouvoir d'achat est élevé, cette inégalité fausse le jeu du système, les entrepreneurs produisant, non pas les choses les plus utiles mais celles qui ont le prix le plus élevé.

De plus, von Wieser insiste sur le caractère artificiel de la valeur objective d'échange. Celle-ci est en effet liée à la répartition des richesses puisqu'elle dépend du pouvoir d'achat des individus. Elle ne donne donc pas une représentation exacte de la valeur réelle des choses. Il est donc incité à rechercher ce que serait la valeur dans une société où l'inégalité des richesses ne jouerait pas de rôle perturbateur. Il est ainsi conduit à la valeur naturelle.

2 - <u>La valeur naturelle</u>.- Qu'est-ce que la valeur naturelle ? C'est la valeur qui existerait dans une société à la fois communiste et rationnelle. La société communiste est celle

où l'inégalité des richesses aurait disparu; la société rationnelle est celle où l'erreur, le dol et la violence n'existeraient pas.

L'intérêt de cette hypothèse purement gratuite est de dégager les lois de la valeur naturelle et donc de mieux connaître les lois de la valeur d'échange, car celle-ci n'est qu'une déformation de celle-là. Von Wieser le montre en disant que l'inégalité de la répartition des richesses a pour conséquence de faire monter exagérément le prix des biens de luxe au-dessus de leur valeur d'usage déterminée par leur utilité finale. Inversement, elle rabaisse le prix des biens de nécessité en-dessous de leur valeur d'usage par suite de la faiblesse du pouvoir d'achat des classes pauvres.

Mais il n'en demeure pas moins que les phénomènes de rareté joueraient dans une économie naturelle où le diamant serait, par exemple, plus cher que le charbon et l'eau moins chère que le vin. Si bien qu'entre la valeur objective d'échange et la valeur naturelle, il y a plutôt des différences de degré que des différences de nature.

Une critique du régime actuel de répartition, en l'espèce du régime d'inégalité des richesses, créé par le capitalisme, ne saurait être tirée de cette étude de la valeur à des fins socialistes. N'oublions pas en effet que von Wieser est implicitement, mais incontestablement libéral; aussi fait-il remarquer que le socialisme repose sur la valeur du travail alors que la théorie de la valeur naturelle montre précisément que la théorie de la valeur travail est erronée. On peut simplement l'utiliser pour une meilleure organisation de la société capitaliste.

Section II

La théorie de l'imputation et la distribution entre facteurs de production

Ayant élaboré la théorie de la valeur, il est maintenant possible d'aborder le problème de la distribution des revenus entre facteurs. Les partisans de l'utilité marginale reprennent

ici la position traditionnelle de l'école classique, se montrant les parfaits continuateurs de celle-ci. En effet, c'est en partant de l'explication de la valeur qu'ils vont essayer de préciser la part du produit revenant à chacun des facteurs de la production. Pour cela, pensent-ils, il suffit de rechercher ce qui, dans le produit obtenu, est imputable à chacun des facteurs; on pourra de cette manière déterminer leur valeur et leur rémunération. (1)

Ceci demande à être précisé et expliqué

++++++
++++++ § 1 - Les données du problème de l'imputation

La théorie de l'imputation part de la thèse essentielle de Menger selon laquelle la valeur des biens de production est déterminée par la valeur des biens de consommation qu'ils servent à produire. Or, dans une opération de production où plusieurs facteurs sont combinés par l'entrepreneur, chacun de ces facteurs concourt à la détermination du produit. Par conséquent, chacun peut être considéré comme étant, selon l'expression de von Wieser, une sorte "d'action" dans une entreprise. La valeur de cette "action" dépend du résultat obtenu par la mise en oeuvre du processus de production.

En d'autres termes, la valeur totale de la production donne la valeur totale des "actions", c'est-à-dire la valeur des facteurs qui ont permis de l'obtenir.

Le problème est donc de déterminer, non plus la valeur globale des facteurs mais, en partant de celle-ci, la valeur de chacun d'entre eux. Comme celle-ci dépend de la valeur des biens qu'ils servent à produire, il faut, pour arriver à la connaître, déterminer la part de la valeur globale qui est imputable à chacun d'entre eux. En partant ainsi de la valeur du produit imputable, on obtiendra la valeur du facteur, ce qui permettra d'atteindre le problème de sa rémunération.

Tel est le problème fondamental que va essayer de résoudre la théorie de l'imputation.

---

(1) Cf. Fr. Perroux.- La valeur, pp. 104 et suiv. -
Gaëtan Pirou.- L'utilité marginale, op. cit.

La théorie marxiste résout ou prétend résoudre la question ainsi posée, en disant que seul le travail est productif, qu'en conséquence tout le produit lui est imputable. S'il n'en est pas ainsi dans la réalité, c'est parce que le régime juridique de la propriété privée donne au propriétaire de capitaux et de ressources naturelles le droit de prélever une quote-part qui, en justice, ne lui est pas due.

Von Wieser écarte cette solution en disant que le produit dépend à la fois du travail et des richesses produites, donc que le capital contribue, lui aussi, à la création de la valeur.

On sait également que les Physiocrates avaient prétendu résoudre ce problème d'une autre manière, en expliquant que seule la terre donnait un produit net, que seule l'activité agricole était productrice; on a vu comment ils résolvaient le problème de la distribution des revenus.

Bien que les marginalistes ne se soient pas attardés à la discussion des thèses de Quesnay, on peut dire que pour eux la position des Physiocrates est sans grand intérêt puisqu'ils prétendent ramener la productivité à un seul facteur, alors que pour Carl Menger et son école, les forces productives résultent de la combinaison des trois facteurs de la production, chacun apportant sa contribution à l'oeuvre commune de production, contribution qu'il s'agit précisément de connaître.

A vrai dire, Carl Menger avait mal posé le problème et l'avait résolu par conséquent d'une manière imparfaite. Il expliquait que, pour déterminer la valeur d'un bien engagé dans une production, il fallait observer la diminution de la production qui résultait du retrait du bien. Par exemple, si le cheval d'une exploitation agricole disparaît, sa valeur sera déduite de la valeur de la diminution de la production qui résulte de sa non-participation. Cette diminution étant la part du produit qui lui est imputable.

Von Wieser critique cette explication en disant que le calcul de la valeur du facteur ne peut être obtenue d'après la diminution de valeur que provoque son retrait, mais au contraire d'après l'augmentation de valeur que son emploi ajoute au produit final. En d'autres termes, au lieu de retirer une unité marginale, il estime qu'il faut l'ajouter à la combinai son déjà existante.

Les données étant précisées, essayons de suivre l'explication proposée.

++++++
++++++ § 2 - L'explication de l'imputation

Von Wieser fait d'abord remarquer qu'il ne s'agit pas de savoir quel est, dans le produit final, l'apport matériel dû à chaque facteur. En effet, la production consiste rarement en une simple juxtaposition de matières premières, de travail et de capital. Elle consiste le plus souvent en une fusion de ces éléments qui donne naissance à un nouveau produit, à l'égard duquel une imputation matérielle de l'apport physique des différents facteurs est impossible.

Il s'agit donc de déterminer la productivité en valeur. C'est dire qu'il faut savoir la part de valeur du produit final qui est imputable à chacun des facteurs. L'imputation ne peut être correctement réalisée qu'en comparant les résultats obtenus par diverses combinaisons productives. On doit envisager divers types de combinaisons, dans lesquelles entrent pour une part des facteurs communs et pour une autre part des facteurs différents.

Pourquoi raisonner ainsi ? Parce qu'il importe de tenir compte de ce que, dans les combinaisons effectivement réalisées par les entrepreneurs, les biens de production sont susceptibles d'être employés non pas dans une seule mais dans plusieurs combinaisons. Il faut donc tenir compte de ce fait.

Von Wieser pose alors une série d'équations donnant la valeur obtenue par plusieurs combinaisons. Supposons trois facteurs : a, b, c, dont les combinaisons donnent des produits de valeurs diverses, selon l'exemple ci-dessous :

$$a + b = 19$$
$$7b + 2c = 114$$
$$2a + 10c = 164$$

En procédant à la solution de ces équations, on tire les valeurs suivantes pour chaque facteur : $a = 7$; $b = 12$; $c = 15$.

Cette manière d'opérer est correcte car on a autant d'équations que d'inconnues et dans la réalité cette exigence pourra toujours être satisfaite.

Quelle est la signification du raisonnement de von Wieser ? Au lieu de calculer, comme Menger, la diminution de production provoquée par le retrait d'un facteur, donc au lieu de calculer la part de coopération de celui-ci, il calcule la contribution positive de ce facteur en essayant d'apprécier le rôle qu'il joue dans la combinaison.

Or chaque facteur fournit non seulement le fondement de sa propre valeur, mais il participe également au fondement de la valeur des autres facteurs qui sont employés en même temps que lui. Si l'un des facteurs est retiré, l'ensemble des autres facteurs en subit les conséquences. Quand, par exemple, dans une entreprise, on diminue la quantité de machines utilisées, le travail et les matières premières fournissent un produit moindre; mais si l'on augmente le nombre des machines, travail et matières premières ont une productivité accrue. De telle sorte que chaque facteur apporte sa part à l'obtention du produit, cette part étant bien une contribution positive tendant à la création d'un supplément de valeur.

++++++
++++++

§ 3 - La portée de l'imputation pour la théorie de la distribution

Ces quelques observations soulignent la portée pratique de la théorie de l'imputation. Grâce à elle, l'entrepreneur va pouvoir doser l'emploi de ses facteurs en utilisant au mieux ceux qui sont susceptibles de lui donner la plus haute productivité. Il pourra déterminer si, à un moment donné, pour accroître sa production, il a intérêt à faire appel à un surcroît de main-d'oeuvre ou à un surcroît de capital. Pour cela, il se fondera sur la contribution positive de chacun. De même, il lui sera possible de déterminer avec précision la valeur de chaque facteur, en poursuivant même son analyse d'une manière assez détaillée. Par exemple, il pourra évaluer la valeur respective des différentes catégories de travail, travail qualifié, travail non qualifié, etc.

La combinaison de la théorie de l'imputation et de la théorie de l'utilité marginale permet de déterminer la valeur de chaque unité d'un stock de biens. Celle-ci sera déterminée, en effet, par la valeur imputable à l'unité du bien de production qui produit la plus petite utilité. La valeur d'une unité d'un bien de production correspond à l'utilité de la moins utile de toutes les unités, c'est-à-dire à l'utilité de l'unité qui sert à produire le bien direct le moins apprécié.

Von Wieser fait application de cette théorie au capital, en déterminant par l'imputation, la contribution productive de ce facteur; il détermine la part qui peut être considérée comme due à son intervention, ce qui donne la productivité matérielle. Car si on reconnaît que, dans le produit final, il y a une part imputable au capital, c'est dire que ce produit contient le capital absorbé plus un supplément. S'il n'y avait pas ce supplément, ce surplus, on retrouverait dans le produit uniquement le capital absorbé. Dire qu'il y a une part qui lui est imputable, c'est dire qu'il a un rendement qui dépasse la part de lui-même qu'il laisse dans l'oeuvre de production.

Mais ce rendement est pour l'instant purement matériel. En réalité, il comprend deux parts, l'une qui couvre la reconstitution du capital, l'autre qui constitue un excédent. C'est de cet excédent que part von Wieser pour expliquer, par un raisonnement qui ne sera pas donné ici car il est très complexe, l'existence de l'intérêt du capital.

Ainsi von Wieser en partant de l'utilité passe à l'explication de la valeur d'usage; de la valeur d'usage, il passe à la valeur objective d'échange et de là, à la détermination de la valeur des biens de production par la théorie de l'imputation. Mais cette théorie demande à être encore élargie et les économistes de la nouvelle école de Vienne en tireront une théorie du calcul économique expliquant l'équilibre général de l'économie.

Cependant, il importe de noter que l'on trouve déjà chez von Wieser le fondement d'un certain nombre d'explications qui recevront plus tard des développements importants. On trouve en particulier :

1°) Une théorie de la production reposant sur la combinaison des facteurs, opérée d'après la contribution positive de chacun d'eux et qui n'est que la transposition théorique du calcul auquel se livre l'entrepreneur quand il doit choisir la quantité de chaque facteur à utiliser dans son entreprise.

2°) Une théorie de la répartition, reposant sur la valeur de chaque facteur de la production, tirée de la part du produit qui lui est imputable, et qui permet de servir de base à sa rémunération.

Si ce dernier point vient d'être exposé à partir de la théorie de l'imputation, il convient maintenant d'expliquer la position des néo-classiques à l'égard de la théorie du capital et de la production.

++++++
++++++
++++++
++++++

Section III

La théorie du capital et de la production

L'école de Vienne a fait porter une grande part de son attention sur la théorie du capital, envisagée en fonction de la distribution du revenu entre facteurs. Elle voulait donner un fondement à l'intérêt rémunérant le capital. Mais Böhm-Bawerk, qui s'est principalement illustré dans cette recherche, a été amené à poser le problème du capital en fonction du temps et pour souligner son rôle productif, à montrer la place qu'il occupe dans l'oeuvre de production.

Les théories du capital et de la production se sont donc trouvées étroitement associées. Ainsi a été pris un point de départ auquel la théorie contemporaine se réfère encore; cette perspective ne pourra être absente de l'examen des propositions de Böhm-Bawerk, dont on indiquera, au passage, les prolongements actuels.

++++++ § 1 - La structure départementale de la production :
++++++ Böhm-Bawerk et la valeur des biens capitaux

C'est à propos de la formulation nouvelle du problème de la valeur qu'allait être posé le principe qui donnerait naissance, après bien des vicissitudes, à une conception plus évoluée de la liaison nécessaire entre théorie du capital et théorie de la production. Cette liaison allait être établie non plus en partant des mécanismes productifs comme l'avaient fait les classiques, mais en situant le rôle du capital dans un processus évolutif d'ensemble. Ce principe était proposé, sous sa forme la plus incisive, par Böhm-Bawerk : la valeur des biens de production est déterminée par la valeur des biens de consommation qu'ils servent à produire. Il ajoutait un second élément : les biens de production étaient d'autant plus productifs qu'ils étaient mis en oeuvre par des combinaisons de services productifs échelonnés sur une plus grande période de temps : c'était l'origine de la notion de période de production et de processus productifs détournés ou médiats, prenant du temps.

Le principe d'interprétation de la structure de la production était désormais posé : plus le processus s'allonge dans le temps, plus les processus productifs sont médiats, plus l'emploi du capital s'intensifie, c'est-à-dire plus s'accentue la structure capitalistique de la production. Deux directives d'approfondissement se trouvaient ainsi indiquées : biens de production et biens de consommation étaient liés (outre les liaisons tenant au mécanisme technique des opérations productives) par un phénomène de valeur qui remontait des seconds aux premiers - la production des biens de consommation était placée à l'intérieur d'un cadre temporel, d'une période, qui englobait les détours productifs nécessités par l'emploi du capital, lequel est inséparable d'une certaine consommation de temps. Sur ces deux thèmes, les recherches allaient se diversifier, en utilisant la distinction des deux "départements" : production des biens capitaux, production des biens de consommation. L'idée des deux "départements" de la production n'était pas propre aux marginalistes viennois. D'ailleurs, Böh-Bawerk n'allait pas lui donner la signification que Marx lui avait déjà attribuée, ni celle que d'autres auteurs allaient développer dans un sens très différent. Ce n'est pas ce qui nous retient ici, mais plutôt l'heureuse

fortune que, sous ses aspects bien divers, la distinction départementale allait connaître.

++++++ § 2 - La distinction départementale : biens
++++++ capitaux, biens de consommation

On vient d'indiquer comment Böhm-Bawerk avait posé et développé le principe d'une distinction de la structure de la production entre département de la production des biens capitaux et département de la production des biens de consommation. Il convient de préciser le développement qu'a connu la distinction départementale elle-même.

Celle-ci s'est diversifiée par suite de l'apport des différents auteurs, de sorte qu'il est possible de lui donner aujourd'hui trois significations différentes répondant à trois critères de distinction : emploi des biens, production des biens, dépense effectuée pour les acquérir.

Nous allons les examiner successivement.

A) <u>Le critère de l'usage des biens</u>.

Le critère de l'usage des biens est celui qu'utilisait déjà Böhm-bawerk lorsqu'il distinguait les biens d'usage directs ou de consommation et les biens d'usage indirect, qui servent à produire les premiers : biens de capital reproductibles, biens de production au sens strict.

On sait que pour Böhm-Bawerk "appliquer à la production des moyens détournés, c'est lui assurer de meilleurs résultats" ce qui constitue "un des principes les plus importants, les plus fondamentaux de la théorie de la production" (1). Ces moyens détournés ont pour effet de "maîtriser la matière immédiate du bien par une force auxiliaire, et celle-ci par une seconde" et ainsi de suite. Les détours productifs permettent ainsi de mieux produire les biens d'usage, c'est-à-dire d'obtenir plus de biens d'usage avec la même quantité de travail ou le même bien d'usage avec moins de travail.

---

(1) Böhm-Bawerk : Théorie positive du capital, Livre I, Chap. II, trad. C. Polack, Giard, Ed. Paris.

Ainsi pour Böhm-bawerk : "la production qui prend d'habiles détours n'est rien autre que ce que les économistes appellent la production capitalistique ... mais le capital n'est rien autre que l'ensemble des produits intermédiaires qui sont créés à chacune des étapes du long détour. (1)

En termes d'analyse contemporaine, on peut dire que la distinction établie selon ce critère se situe au plan du produit final. Selon l'objet que l'on assigne à l'emploi de la distinction ainsi effectuée, le contenu de chaque département peut être constitué avec des variantes. C'est ainsi que dans le département des biens d'usage indirects, on peut comprendre la totalité ou seulement le capital fixe reproductible, les biens intermédiaires, les stocks, etc ...

On sait les difficultés rencontrées dans le maniement de ce critère : un même bien peut passer d'une catégorie dans l'autre au cours de son existence et deux exemplaires d'un même type de biens peuvent, selon l'emploi qui en est fait, être rangés dans l'une ou l'autre des catégories. L'automobile qui peut être indifféremment bien d'usage direct et bien d'usage indirect a souvent servi d'exemple pour souligner les difficultés de la distinction ainsi faite.

Elle peut être utilisée cependant pour dresser une comptabilité ou un bilan, dressé en un moment déterminé, alors que l'affectation des biens à un emploi précis peut être considéré comme fixe. Mais il est difficile de suivre une évolution dans le temps, sans considérer que les affectations sont susceptibles d'être remises en cause.

Par contre, ce critère est inutilisable lorsqu'on désire formuler un rapport d'importance entre les deux départements au cours d'une période susceptible de connaître des changements d'affectation. Il est donc susceptible d'être utilisé pour une étude déterminée, effectuée en un moment donné, ou pour établir des comparaisons entre deux moments distincts et précisés. Mais il ne peut donner des résultats convenables dès lors qu'on veut suivre une évolution au cours d'une période ou d'une séquence de périodes.

---

(1) Böhm-Bawerk : Théorie positive du capital, Livre I, Chap. II, trad. C. Polack, Giard, Ed. Paris.

B - Le critère de la production.

Ce critère relève lui aussi dans une certaine mesure des propositions initiales de Böhm-Bawerk; mais il se prête à deux types de distinctions qui se rejoignent.

D'une part, les biens directs sont les produits finis et les biens indirects sont les produits intermédiaires.

D'autre part, les biens directs sont les biens de consommation et les biens indirects sont tous les autres biens.

On range alors dans le département des biens de consommation toutes les activités fournissant les produits finis et consommables et dans le département des biens de production, toutes les autres activités fournissant les autres biens réputés intermédiaires.

C'est dans une certaine mesure, la position de départ adoptée par Hayek.

Cette distinction peut conduire à une explication du chiffre d'affaires par opposition à une explication du revenu. En effet, insistant non plus sur le produit final, mais sur les activités permettant d'obtenir les composantes du produit, elle signale la part prise par chacune de ces activités dans la production de la masse de biens directs et indirects disponibles.

On peut ainsi obtenir une description chiffrée de l'ensemble des opérations de production en faisant la part de la production directe de biens de consommation et la part de l'effort effectué en vue de l'équipement en biens capitaux de toutes sortes. En particulier, en rangeant dans cette catégorie tout ce qui n'est pas biens de consommation, on peut mesurer ce qui revient à l'équipement du secteur privé et du secteur public.

Mais une autre interprétation peut être obtenue par utilisation de ce critère. Il permet de suivre les conséquences d'une diminution de la demande pour la consommation. En effet, une contraction de la consommation entraînant un accroissement de l'épargne, l'équilibre n'est maintenu que par un transfert au profit de l'investissement. Mais celui-ci ne peut être ef-

fectué que dans les secteurs qui ne produisent pas des biens d'usage direct. On verra donc se développer les secteurs produisant les processus détournés; on pourra ainsi rendre compte d'un processus de surcapitalisation et donc d'un changement dans la structure de l'appareil productif.

On débouche ainsi sur l'explication d'un déséquilibre structurel, auquel certaines théories du cycle ont fait une place plus ou moins consciente. En effet, les secteurs qui ne produisent pas directement pour la consommation augmentent leur capacité de production; il s'agit des secteurs produisant les biens capitaux stricto sensu (outillages, machines, installations) et de ceux qui créent les biens intermédiaires, c'est-à-dire les biens devant subir plusieurs transformations avant d'être directement utilisables. Mais la production accrue de ces biens ne pourra être entièrement absorbée par les secteurs produisant les produits finis destinés à la consommation. On assistera donc soit à une surcapitalisation du département des biens capitaux, soit à un sous-équipement relatif du département de la consommation, soit aux deux phénomènes conjoints. De plus, il sera normal de s'attendre à un chômage technologique provoqué par l'intensification capitalistique du département des biens capitaux.

Ainsi, la distinction des deux départements d'après le critère de la production conduit à l'explication des phénomènes cycliques de surcapitalisation et de chômage. Hayek développera cette ligne de recherche.

C) Le critère de la dépense.

Le troisième critère repose sur la dépense faite pour l'acquisition des biens. Le département de la consommation est celui dans lequel se font les dépenses pour l'acquisition de biens de consommation, le département de la production celui où se font les dépenses pour l'acquisition de biens de production. Ce critère est loin d'être parfait, car il ne lève pas les ambiguïtés relatives aux biens eux-mêmes, mais mettant l'accent sur l'emploi du revenu, il établit une distinction entre l'affectation de celui-ci à l'acquisition de biens de consommation et à l'acquisition de biens d'investissement. On facilite ainsi la tâche de l'analyste en lui évitant une discrimination concrète et toujours difficile entre les industries, et en lui permettant de s'attacher aux effets de la dépense sur le comportement de départements dont

on n'a plus besoin - tout au moins le semble-t-il - de déterminer les frontières. L'analyse se poursuit alors en termes de dépenses d'investissement ou d'épargne et de dépenses de consommation. C'est la position adoptée par Keynes.

Ce critère est généralement retenu par l'analyse contemporaine. En considérant que la dépense dans l'un ou l'autre département exprime une production équivalente et correspondante, on peut établir un certain nombre de liaisons qui font état des relations entre le capital et le revenu et mettent ainsi en jeu le coefficient de capital sous quelques-unes de ses formes. Parmi ces liaisons on peut citer :

- l'effet de l'augmentation de l'investissement sur le revenu, qui indique comment la consommation répond à une augmentation du revenu provoquée par une augmentation de l'investissement. C'est le domaine du multiplicateur.

- l'effet de l'augmentation de la consommation sur l'investissement montrant comment celui-ci réagit à une augmentation du revenu réparti en consommation et épargne. C'est le domaine de l'accélérateur.

- effet de l'augmentation de l'investissement qui accroît la capacité productive sur le revenu nécessaire pour absorber cette augmentation de capacité.

- effet de l'augmentation de l'investissement sur la situation relative des différentes industries et sur les relations d'input-output existant entre elles. C'est le problème posé par Léontief.

- effet de l'augmentation de l'investissement sur l'augmentation de la production et de la consommation dans le cas du sous-développement.

Toutes ces liaisons signalent les passages qui s'effectuent des relations de structure aux relations de fonctionnement.

++++++ § 3 - Théorie de l'utilité et combinaison
++++++ des facteurs

Quelles conséquences Böhm-Bawerk va-t-il tirer de la distinction entre biens capitaux et biens de consommation ?

Nous avons indiqué que les successeurs de Smith avaient débarrassé le concept de produit du contenu essentiellement matériel que lui avaient donné les précurseurs et avaient insisté sur le fait que la production tendait à créer des biens utiles, qu'ils soient matériels ou immatériels.

Produire c'est adapter ou transformer les ressources naturelles pour les rendre aptes à satisfaire les besoins.

Toutefois, cet aspect technologique ne s'accordait pas avec les données économiques de la théorie, qui mettait en oeuvre une interprétation de la production reposant sur une conception de la valeur-coût.

L'élaboration d'une théorie de la valeur-utilité allait provoquer une réinterprétation de la théorie de la production.

Si, au niveau technologique, l'entrepreneur raisonne en termes de coût, au niveau théorique, l'économiste doit traduire son raisonnement en termes d'utilité, puisque celle-ci est le fondement de la valeur.

Les facteurs sont engagés dans l'acte de production parce qu'ils ont une utilité tirant son origine de ce qu'ils sont productifs. L'utilité marginale des facteurs de production peut donc être conçue comme leur productivité marginale et celle-ci est égale à l'utilité marginale des biens produits, c'est-à-dire à la plus faible utilité du moins utile des biens obtenus par leur concours.

Comme cette utilité marginale résulte de l'appréciation des individus quant à l'aptitude des biens à satisfaire leurs besoins, il en résulte une première conséquence : la productivité marginale des facteurs trouve son origine dans l'utilité marginale des biens produits telle qu'elle résulte de l'appréciation émanant des demandeurs. On pose ainsi le principe d'une "remontée" de l'utilité des biens de consommation vers les biens de production.

Une deuxième conséquence est que le prix du produit est le résultat d'une sommation des valeurs des facteurs, en fonction de la part que prend chacun d'eux à la production. La théorie de la répartition sera ainsi étroitement rattachée à la théorie de la production, chaque facteur étant rémunéré d'après la part d'utilité qui lui est imputable dans l'utilité totale produite :

La troisième conséquence est que, pour obtenir le meilleur prix, l'entrepreneur recherche la meilleure conbinaison des facteurs en fonction de leur coût et de leur productivité; éléments qui se trouvent étroitement associés parce que découlant l'un et l'autre de l'appréciation des utilités.

Ainsi se trouve posé en termes nouveaux le problème de la combinaison des facteurs qui ne cessera d'attirer l'attention des économistes et qui, aujourd'hui encore, fait l'objet de plusieurs propositions de solution.

++++++
++++++ § 4 - Temps et période de production

Ayant d'abord distingué, puis relié biens capitaux et biens de consommation, Böhm-Bawerk posera avec le maximum d'éclat un certain nombre de questions que la théorie contemporaine de la production reprend sans cesse, sans arriver cependant à les résoudre d'une manière pleinement satisfaisante.

Sans doute, d'appréciables progrès ont-ils été réalisés depuis que Eugen von Böhm-Bawerk publiait, en 1889, sa "Positive Theorie des Kapitales" et "Kapital und Kapitalzins" (Le capital et l'intérêt du capital); mais la diversité des directions explorées par les différents auteurs qui se sont attaqués au problème, a moins apporté des solutions susceptibles de s'imposer, que provoqué une extension considérable du champ de recherches à explorer.

Quelle est donc la position explosive de Böhm-Bawerk ?

Il ne s'agit pas ici de l'exposer en détail, mais simplement d'en marquer les lignes de force, dont le développement se poursuit encore de nos jours.

Au sujet de la position de Böhm-Bawerk, J.R. Hicks a écrit (1) qu'"elle constitue un défi qu'il importe de relever", ajoutant d'ailleurs : "Presque tous ceux qui ont l'occasion d'étudier le problème du capital sont victimes, tôt ou tard, de la théorie de Böhm-Bawerk".

L'économiste autrichien a vu, comme les premiers classiques, mais d'une manière plus aiguë, que la théorie de la production pouvait être posée en termes statiques, mais ne pouvait être convenablement développée sans recours au temps, donc sans un recours au moins implicite à la dynamique. Il s'inscrit donc, de ce point de vue, dans la ligne de Smith, Ricardo, Stuart Mill, mais sa conception d'ensemble est très différente, car entre leurs écrits se situe la découverte du principe de l'utilité.

Quatre thèmes fondamentaux caractérisent sa position.

1° - La production exige du temps.

Dans une société primitive, où la satisfaction des besoins est obtenue d'une manière quasi-directe, le problème du temps ne se pose guère, si ce n'est comme le délai nécessaire à l'accomplissement du travail de cueillette ou de culture. Mais dans les sociétés modernes, l'acte de production exige du temps parce qu'il s'effectue à l'aide de capital, c'est-à-dire de biens indirects qui doivent être eux-mêmes produits puis associés en processus médiats pour obtenir la production d'autres biens procurant des satisfactions immédiates.

2° - La longueur de la période de temps est fonction de l'importance du capital utilisé.

On peut, en effet, admettre aisément que plus est important l'emploi du "processus détourné ou médiat" plus le temps nécessaire pour obtenir la production est long. L'importance du capital utilisé est donc un signe de la durée de la période de production.

3° - L'allongement de la période de temps est significative de la structure capitalistique de la production.
Si la période de production s'allonge, c'est que s'accentue le recours aux processus détournés prenant du temps. Cela

---

(1) J.R. Hicks : Valeur et Capital, trad. franç., p. 180.

n'est qu'une des conséquences des propositions initiales. Il en résulte que l'allongement de la période de production est l'indicateur d'une accentuation de la structure capitalistique de la production, c'est-à-dire l'indicateur d'une tendance à produire en faisant de plus en plus appel aux biens médiats, c'est-à-dire aux biens capitaux.

4° - La structure capitalistique de la production dépend en partie du taux de l'intérêt. Celui-ci est, selon Böhm-Bawerk, le prix du futur, la représentation de la dépréciation due au temps. On comprend que le processus capitalistique qui "consomme du temps" dépende en pure logique du taux de l'intérêt "prix du temps". En fait, une baisse du taux provoque un abaissement du coût du capital et incite les entrepreneurs à avoir recours aux procédés détournés, ce qui tend à allonger la période de production en accentuant la structure capitalistique du processus de production.

La question de la structure capitalistique de la production sera reprise en termes différents par l'analyse contemporaine; mais Böhm-Bawerk en a posé les données essentielles.

++++++
++++++

§ 5 - La longueur de la période de production de Böhm-Bawerk

La notion de période de production (1) dérive directement de l'explication des processus détournés prenant du temps présentée par Böhm-Bawerk dans "Kapital und Kapitalzins" (2).

Le processus détourné de production utilise la productivité spécifique du capital, qui résulte de la "consommation" d'une certaine durée de temps. En effet, une période de temps s'écoule entre la date de mise en oeuvre des biens capitaux et le moment où la consommation sera satisfaite à l'aide de biens directs qu'ils auront permis de produire.

---

(1) Sur la notion de période, on consultera avec profit l'ouvrage de R. Barre : "La période dans l'analyse économique". Seder, Paris, 1950.

(2) Eugen von Böhm-Bawerk : Kapital und Kapitalzins", traduction française de la 2ème partie, sous le titre : Théorie positive du capital, en 1929, d'après la 3ème édition datant de 1909.

Böhm-Bawerk distingue la période absolue et la période moyenne de production.

La période absolue de production a son origine dans le cas hypothétique du moment historique où l'on cesse de produire les biens de consommation avec les seuls facteurs originaires : travail et facteurs naturels. Elle commence lorsque l'homme introduit dans le processus le premier bien indirect, c'est-à-dire quand est révolue l'époque de l'humanité où la production se ramenait à la seule application du travail à la terre. Cette proposition purement imaginaire ou, en tout cas, gratuite, n'a qu'une portée méthodologique : elle est le point de départ d'un raisonnement. Celui-ci énonce que l'introduction des facteurs originaires se fait d'une manière progressive, en des moments successifs, et selon des quantités qui, par rapport à la période entière, sont considérés comme constituant un taux régulier ou constant.

La période moyenne de production dont la signification est préparée par la notion provisoire de période absolue, constitue l'instrument théorique permettant d'exprimer la longueur du processus de production.

Examinons sa signification, puis son appréciation. Pour Böhm-Bawerk, une période de temps sépare le moment où est mise en oeuvre une quantité déterminée de facteurs actuellement disponibles, du moment où sera obtenu un flux déterminé de produits de consommation. Ce temps représente la "maturation" du capital, c'est-à-dire le temps nécessaire pour que les facteurs originaires deviennent, par transformations successives, des biens consommables. En d'autres termes, on passe des facteurs originaires aux produits intermédiaires, puis aux produits finis, ce processus s'étendant sur une certaine période de temps. Cette période est propre à chacun des facteurs originaires, car selon leur nature et leurs caractéristiques, leur maturation, c'est-à-dire leur absorption dans le processus qui conduit à l'obtention du produit fini, peut être plus ou moins rapide.

Il devient alors possible d'apprécier la durée de la période de production, en faisant une moyenne des périodes qui mesurent, pour chaque facteur originaire, son temps de maturation.

La période moyenne de production est donc obtenue en considérant pour chaque unité de facteur originaire le temps qui lui est nécessaire pour devenir un bien consommable et en divisant la somme de ces périodes unitaires par le nombre d'unités de facteurs originaires. C'est donc une moyenne des temps de maturation des différents facteurs originaires. La difficulté est évidemment d'établir une moyenne pondérée en fonction de la quantité ou de la valeur des produits originaires absorbés dans le processus. De plus, il faut supposer que les dates d'utilisation des facteurs originaires et celles de sortie des produits finis, sont déterminables et susceptibles d'être connues.

Böhm-Bawerk a fourni une représentation graphique du processus de production élaboré en vertu de cette conception. C'est le "Ringschema" qui est constitué de cercles concentriques à l'intérieur desquels les biens sont situés, en fonction de leur éloignement dans le temps par rapport au consommateur. On obtient ainsi une "distribution temporelle" des facteurs représentant le schéma du processus productif : chaque cercle concentrique regroupe une catégorie de biens intermédiaires, le cercle central représente la première application des facteurs originaires, tandis que le cercle extérieur aboutit à la consommation.

J. Schumpeter indique alors que la période moyenne de production représente "la moyenne des distances temporelles écoulées jusqu'à la vente des produits de toutes les unités de travail investies" (1)

Le "Ringschema" fournit une représentation des faits élémentaires de la technique réelle de production capitalistique, qui procède d'une optique linéaire du processus de production "longitudinal" se déroulant sur une voie à sens unique, avec possibilité de remonter de la consommation finale aux facteurs originaires (terre, travail).

La position de Böhm-Bawerk a été reprise et perfectionnée par les néo-marginalistes contemporains, notamment par Richard Strigl, Machlup et F. Hayek.

---

(1) J. Schumpeter : "History of Economic Analysis", p. 905.

++++++ SOUS-TITRE II
++++++
++++++
++++++ DE LA THEORIE PURE A LA POLITIQUE
++++++ ECONOMIQUE SCIENTIFIQUE

On a montré comment Léon Walras avait apporté sa contribution à l'élaboration de la théorie de la valeur-utilité. Il convient de montrer maintenant comment, à partir de ce point de départ commun, il a pris une direction particulière : l'élaboration d'une théorie pure de l'équilibre général.

Mais son originalité ne consistera pas uniquement dans la formulation de cette théorie pure : il voudra montrer comment celle-ci doit inspirer les mesures pratiques susceptibles de combler la distance existant entre la réalité économique et l'état hypothétique de libre concurrence sur lequel il a fondé sa théorie de l'équilibre. L'économie pure est ainsi, à la fois la démonstration des vertus d'un libéralisme idéal et le fondement scientifique d'une politique économique devant tenir compte des différences existant entre l'état hypothétique et l'état réel.

Son successeur, dans la chaire de Lausanne, Vilfredo Pareto, poursuivra les études walrasiennes sur l'équilibre général et complètera les enseignements de la théorie pure, par un ensemble d'apports sociologiques qui rapprocheront ses études spéculatives des applications concrètes.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ L'EQUILIBRE GENERAL DE WALRAS ET LA
++++++ POLITIQUE ECONOMIQUE SCIENTIFIQUE

La reprise de l'étude de Léon Walras n'est pas un retour en arrière; elle est au contraire une nouvelle progression dans l'étude de la reconstruction néo-classique.

En effet, on a vu que si Carl Menger et Stanley Jevons avaient posé le principe initial de l'utilité et de la valeur, c'est leurs successeurs, d'une part Böhm-Bawerk, et d'autre part, von Wieser qui l'avaient développé. Seul des trois fondateurs néo-classiques, Léon Walras a effectué lui-même les deux étapes, subissant en partie l'influence de Cournot. Après avoir posé le principe initial de la rareté et de la valeur, il élabore une théorie du prix et en déduit une théorie de l'équilibre général. Puis, après cette étude d'économie pure, il passe à l'économie appliquée et sociale, pour tirer de son analyse, les éléments d'une politique économique scientifique, orientée vers les transformations sociales. Il aboutit ainsi à des recommandations normatives; mais celles-ci, au lieu d'être déduites a priori d'une conception générale appliquée à l'économie, découlent des enseignements de l'analyse.

On doit ainsi étudier :

1) Le précurseur de la théorie walrasienne du prix : Cournot.

2) La théorie de l'échange et du prix.

3) La théorie pure de l'équilibre général.

4) L'économie appliquée et sociale.

++++++ Section I
++++++
++++++ L'apport de Cournot, précurseur de l'analyse
++++++ mathématique de la demande et du prix

Section I

L'apport de Cournot, précurseur de l'analyse mathématique de la demande et du prix

Augustin Cournot, né le 28 août 1801 à Gray (Haute-Saône), mort le 2 avril 1877, n'aborda qu'indirectement la science économique, mais son apport fut cependant déterminant.

Haut fonctionnaire de l'Instruction Publique, professeur, puis inspecteur général, il est intellectuellement éclectique et curieux de toute discipline, particulièrement de philosophie et de mathématique. C'est cette dernière qu'il enseigne pendant un an à peine à Lyon, qui lui suggère deux ouvrages : un "Traité Elémentaire de la théorie des fonctions et du calcul infinitésimal" (1841) et une "Exposition de la théorie des chances et des probabilités" (1843). Puis il aborde la philosophie, s'interrogeant notamment sur la nature des sciences qu'il distingue en sciences de la quantité (physique notamment) et sciences des combinaisons (sciences sociales).

Ses oeuvres économiques sont au nombre de trois mais Edgard Depître a pu dire qu'il a écrit trois fois le même livre. En effet, Cournot publie, en 1838, ses "Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses" qui reste son oeuvre maîtresse. La méthode mathématique utilisée nuit à la diffusion de ce travail. Aussi le reprend-il sous une forme plus simple, utilisant la "langue commune"; il publie ainsi, en 1863, ses "Principes de la théorie des richesses". En 1877, année de sa mort, il donne dans sa "Revue sommaire des doctrines économiques" un résumé des deux précédents ouvrages. Aujourd'hui, c'est aux "Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses" que l'on se réfère, car elles situent mieux Cournot dans la position de précurseur qui est la sienne. Mais pendant longtemps il sera demeuré pratiquement méconnu, bien que Jevons ait signalé ses travaux dès 1872 et que Walras ait, en 1873, rendu justice à son oeuvre dans laquelle il puisera une partie de sa propre inspiration.

++++++
++++++ § 1 - La conception de la science économique

A) La nature de la science économique.

L'oeuvre d'Augustin Cournot occupe une place très particulière dans l'analyse économique. Elle émane d'un homme qui est venu à cette discipline probablement avec l'intention de la doter d'une méthode rigoureuse et précise, donc avec une préoccupation d'homme de science. Il le dira lui-même : "Je n'ai point prétendu faire un traité dogmatique et complet sur l'économie politique ; j'ai laissé les questions où l'analyse mathématique n'a aucune prise, et celles qui me paraissent déjà parfaitement éclaircies". (Introduction aux Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses, p. 10). C'est donc une pensée scientifique qui se manifeste, à travers l'analyse de quelques questions privilégiées pour l'application des mathématiques; notamment les questions du change, de la demande, de l'équilibre du marché dans le cas de monopole, de duopole et de concurrence.

Ce n'est donc pas en réformateur social, ni même en philosophe qu'il aborde l'économie, mais en scientifique qui considère que les phénomènes économiques constituent un domaine privilégié pour l'application du calcul différentiel et intégral et de la théorie des probabilités. L'économie doit être la source des richesses, cultivée pour elle-même, dans le but d'élever le niveau des connaissances et d'approfondir la vérité : elle est une science spéculative et neutre.

B) L'emploi de la méthode mathématique.

L'usage des mathématiques ne doit cependant pas être inconsidéré. "L'emploi des signes mathématiques, écrit-il, est chose naturelle toutes les fois qu'il s'agit de discuter des relations entre des grandeurs, s'ils peuvent faciliter l'exposition, la rendre plus concise, mettre sur la voie de développements plus étendus".

On peut en déduire que pour Cournot, l'analyse mathématique est justifiée : 1°) au plan du raisonnement, lorsqu'elle permet de fournir des définitions plus précises et des exposés plus concis et d'atteindre des généralisations rigou-

reuses; 2°) au plan de l'investigation lorsqu'elle conduit soit à la résolution de problèmes de maxima et de minima par l'usage des fonctions, soit à l'établissement de relations fonctionnelles exprimant l'interdépendance.

Il en résulte que, pour Cournot, il convient d'établir des relations entre grandeurs non évaluables numériquement; l'exposé devient ainsi plus précis, car ces relations sont exprimables par des fonctions.

Cournot apparaît ainsi comme le véritable initiateur de l'application des mathématiques à l'étude des phénomènes économiques. Ecrivant six ans avant Dupuit, il formera avec celui-ci, puis avec Walras et Pareto, cette école de l'analyse mathématique des relations économiques fondamentales trop longtemps sous-estimée. Remarquons que ces quatre auteurs qui ont forgé une méthode largement utilisée aujourd'hui, sont tous des latins cultivés, soucieux de retrouver, au-delà des symboles qu'ils emploient, le sens de l'humain.

C) L'objet de la science économique.

L'objet de la science économique est constitué par la richesse, c'est-à-dire par ce qui a une valeur d'échange. Celle-ci apparaît lorsque deux conditions sont remplies par un bien déterminé :

- être disponible en quantité limite,

- posséder des propriétés reconnues aptes à satisfaire les besoins.

Les éléments de la richesse sont au nombre de deux : le prix et la quantité dont le produit donne la "valeur d'inventaire".

Toute sa recherche va se poursuivre à partir de ces éléments de base et son objet sera de démontrer que la demande effective ou quantité débitée au cours d'une période est une fonction continue du prix, aussi bien en situation de monopole qu'en état de concurrence.

++++++
++++++ § 2 - La loi du débit

C'est dans le Chapitre IV des "Recherches" que Cournot formule une de ses propositions fondamentales sous la forme de la loi du "débit"; ce terme débit étant l'équivalent de demande effective, entendue dans le sens de demande effectivement formulée sur le marché, à l'aide d'un pouvoir d'achat disponible.

Mais pour comprendre la position adoptée, il faut connaître la critique qu'il adresse à la thèse traditionnelle de l'offre et de la demande, telle qu'il la trouve dans les auteurs de son temps.

A) Critique de la théorie de l'offre et de la demande.

Augustin Cournot s'oppose à la proposition selon laquelle le prix des biens s'établit "en raison inverse de la quantité offerte, et en raison directe de la quantité demandée" (Recherches pp. 46-7). Il estime que le principe ainsi formulé est faux car il n'y a pas de proportionnalité entre les variations des quantités demandées et les variations du prix. Si on s'abstient d'établir un lien précis de proportionnalité, c'est que par demande on n'entend qu'un "désir vague de posséder la chose, abstraction faite du prix limité que chaque demandeur sous-entend dans sa demande" (p. 47); dans ce cas, le principe n'est plus faux, il est dénué de sens.

Mais, allant plus loin, il pense que l'erreur fondamentale est dans la liaison ainsi établie entre, d'une part, l'offre et la demande, d'autre part le prix.

Il est ainsi amené à formuler ses propres propositions

B) La proposition de Cournot : la demande est fonction du prix.

La demande effective, appelée "débit" est l'élément fondamental de l'interprétation de Cournot, en ce sens qu'elle varie en fonction du prix, lequel est considéré comme une donnée.

La proposition de Cournot selon laquelle la demande est une fonction du prix comporte plusieurs éléments qu'il convient d'inventorier.

1 - La forme de dépendance.

Toute fonction exprime une forme de dépendance; Cournot la formule de la manière suivante : le débit ou la demande croît en général quand le prix décroît. Il s'agit d'une "dépendance "en général", en ce sens que des objets de luxe "ou de fantaisie" peuvent échapper à cette "loi", car ils sont recherchés en raison de leur rareté et de l'élévation de leur prix.

La fonction exprime donc la manière selon laquelle les variations de la demande effective d'un bien dépendent des variations de son prix. Elle s'écrit D = F (p), où D est la demande ou le débit annuel et p le prix du bien. Cournot ajoute : "Connaître la forme de cette fonction, ce serait connaître ce que nous appelons la loi de la demande ou du débit" (Recherches, p. 50). Il inaugure ainsi une formulation de la dépendance entre phénomènes économiques qui prendra dans l'analyse contemporaine l'importance que l'on sait.

On peut ramener aux points suivants les principales conséquences qu'elle comporte :

- les variations de la demande dépendent d'une seule variable : le prix du bien considéré.

- elles sont plus ou moins dépendantes des variations de prix selon la nature du bien considéré; la fonction est donc particulière à chaque bien;

- les variations affectent le débit du bien considéré, les prix des autres biens doivent être tenus comme étant du second ordre.

2 - La continuité de la fonction.

La fonction D = F (p) est une fonction continue en ce sens qu'elle "ne passe pas soudainement d'une valeur à l'autre" (p. 53) mais prend toutes les valeurs intermédiaires, en raison du grand nombre des consommateurs, car il s'en trouvera toujours qui seront influencés par une variation de prix si petite soit-elle. Aussi, tant que les variations de prix seront faibles eu égard au prix originaire, les variations de la

demande seront proportionnelles aux variations de prix et de signe contraire : à une faible hausse de prix correspondra une faible diminution de la demande.

La demande étant considérée comme la quantité débitée annuellement, des modifications du prix et de la quantité, peuvent intervenir au cours de la période annuelle; aussi la courbe qui représente la fonction $D = F(p)$ est considérée comme une moyenne entre toutes les courbes représentant la fonction à diverses époques de l'année; p étant également la moyenne des prix (pp. 55-56). Mais il paraît impossible de connaître statistiquement la diversité des prix; aussi est-il inutile de chercher à donner des valeurs numériques aux termes de la fonction.

3 - L'élasticité.

Cournot examine le cas de croissance et de décroissance de la fonction et la détermination de son point maximum, en partant de l'examen de la valeur totale de la quantité débitée annuellement : $p F(p)$ suivant les variations de p. De là, il passe à l'indication selon laquelle les variations de p font augmenter ou diminuer le produit $p F(p)$. Estimant que ces variations ne sont pas identiques pour les demandes relatives aux diverses sortes de biens, il estime qu'il faut distribuer les biens en deux catégories "selon que leurs prix courants restent inférieurs ou supérieurs à la valeur productrice du maximum de $p F(p)$".

Aussi, pour certains biens, on aura des variations selon lesquelles

$$\frac{\Delta D}{\Delta p} < \frac{D}{p}$$; alors que pour d'autres biens,

on obtiendra : $$\frac{\Delta D}{\Delta p} > \frac{D}{p}$$

Par là, Cournot pose le principe d'élasticité qui fera, de la part de ses successeurs, l'objet de nombreux développements (pp. 57-58).

++++++
++++++

§ 3 - La théorie pure du prix

Ayant formulé la loi du débit, selon laquelle la demande est une fonction continue du prix, Augustin Cournot aborde la théorie du prix proprement dite.

Fidèle à une méthode scientifique, il se propose de poursuivre son étude en allant du simple au complexe, c'est-à-dire du prix de monopole au prix de duopole pour aborder enfin le prix de concurrence. Walras suivra au contraire le chemin inverse, commençant par le cas général : le prix de concurrence pour aborder ensuite le cas particulier.

A) Le prix de monopole.

A l'intérieur même de cette première catégorie, Cournot va partir du cas de monopole le plus simple : le monopole sans frais d'exploitation (tel le cas de l'exploitation d'une source d'eau minérale), au cas de monopole avec frais d'exploitation.

Il se propose toujours de déterminer le niveau de la demande en fonction du prix, en raisonnant sur l'hypothèse d'un entrepreneur rationnel qui cherche à maximiser son profit. Après une série de tâtonnements, l'entrepreneur fixera la valeur de p, c'est-à-dire le prix au niveau qui élève le produit brut annuel $p\,F(p)$, c'est-à-dire la valeur du débit, à son point maximum. On aura alors $F(p) + p\,F'(p) = 0$, qui est l'équation du prix de monopole.

Lorsque l'entrepreneur supporte des frais de production, ce n'est plus le produit brut, mais le produit net qui doit être porté à son maximum. Or, les frais de production peuvent être décroissants, croissants ou constants en raison de l'accroissement de la production. Si $\varphi(D)$ représente la fonction de coût, particulière à chaque bien, le produit net s'exprime par la fonction : $p\,F(p) - \varphi(D)$. Et le prix p qui maximise le revenu net est donné par l'équation :

$$D + \frac{d\,D}{d\,p} \left[p - \frac{d.\,\varphi(D)}{d\,D} = 0 \right]$$

Cournot ne se livre pas à une étude très détaillée de la fonction de coût $\varphi(D)$. Il avance que : "Pour ce qu'on appelle proprement produits manufacturés, il arrive d'ordinaire que les frais sont proportionnellement moindres quand la production s'accroît, ou, en d'autres termes, que D croissant $\varphi'(D)$ est une fonction décroissante" (p. 65). Mais, si le coût marginal $\varphi'(D)$, est une fonction en général décroissante, il se peut qu'elle redevienne croissante quand D augmente;

ce sera notamment le cas pour l'exploitation des terres arables et de la richesse foncière en général.

La conclusion de ce raisonnement est que l'augmentation des frais de production "fait renchérir la denrée soumise à un monopole, d'une quantité qui peut être, tantôt de beaucoup supérieure, tantôt de beaucoup inférieure à cet accroissement de frais" (p. 72). En d'autres termes, la hausse des frais de production entraîne l'élévation du prix optimum qui donne la plus grosse recette nette. Cournot montre enfin que dans le cas de monopole, l'impôt est assimilable à une augmentation du coût de production et entraîne de la même manière, une élévation du prix et donc une diminution du débit et de la production.

Ayant traité du prix de monopole, qui est la partie la plus novatrice de son oeuvre, Cournot aborde le cas plus complexe du prix de concurrence. Il distingue, toujours selon sa méthode, le cas élémentaire de concurrence limitée à deux vendeurs, c'est-à-dire le duopole, puis le cas de concurrence illimitée.

B) Le prix de duopole.

La différence essentielle avec la situation de monopole réside en ce que le monopoleur est maître de son débit et peut le fixer à sa convenance, alors que chacun des duopoleurs est sans action sur le débit de l'autre et donc sans maîtrise sur le débit total, lequel demeure toujours une fonction du prix p, qui est le même pour les deux vendeurs qui, par hypothèse, vendent le même bien.

Donc, si D est le débit total, formé de D_1 débit du premier vendeur et de D_2 débit du second, on a :

$$D = D_1 + D_2 = F(p).$$

En négligeant les frais d'exploitation, les revenus des deux vendeurs sont respectivement : $p\,D_1$ et $p\,D_2$, et "chacun de son côté cherchera à rendre ce revenu le plus grand possible" (p. 88).

Si un vendeur, par exemple V_1 connaît le débit de l'autre vendeur V_2, il peut connaître la combinaison $p\,D_1$ qui

lui est le plus favorable et fixer en conséquence le débit et le prix correspondants, de telle manière que le débit total D soit vendu par les deux duopoleurs au prix p, comme il en serait au cas de monopole. La conclusion logique serait qu'à la suite de tâtonnements chacune fixe son débit de telle manière que $D_1 = D_2$ et que chacun vende au prix p. On aurait alors une situation d'équilibre stable, où chacun vendrait au même prix, la moitié du débit maximum.

Mais il n'en sera pas ainsi, car la condition $D_1 = D_2$ ne sera pas respectée. En effet, un des vendeurs pourra "avec un bénéfice momentané" faire varier sa production et son prix ce qui forcera l'autre à adopter un nouveau volume de débit qui réagira défavorablement sur la situation de son concurrent, lequel devra modifier à nouveau sa position. "Mais ces réactions successives, bien loin de rapprocher les deux producteurs de l'état primitif, les en écarteront de plus en plus. En d'autres termes, cet état ne sera pas une situation d'équilibre stable; et bien que le plus favorable aux deux producteurs, il ne pourra subsister à moins d'un lien formel", (Recherches, p. 93). La conséquence sera une infériorité du prix par rapport à p ; le prix de duopole est inférieur au prix de monopole, car chaque duopoleur ne peut étendre son débit qu'en abaissant son prix.

C) Le prix de concurrence illimitée.

Cournot peut alors passer à une situation où le nombre des producteurs est supérieur à 2. Il montre que le pur raisonnement abstrait amène à la conclusion que l'accroissement du nombre n des producteurs entraînerait une diminution du prix à tel point que la valeur de p diminuerait indéfiniment par l'accroissement indéfini du nombre n .

Cependant cette situation extrême ne saurait être atteinte car la baisse de p et l'accroissement de D_1, D_2 ... D_n, c'est-à-dire l'accroissement du débit de chaque producteur va trouver des limites.

En effet, Cournot va faire intervenir les conditions de l'offre dans le cas de concurrence illimitée.

D'une part, certains producteurs vont se heurter à la barrière que constituent les frais de production, le prix p ne pouvant tomber en-dessous de ces frais. D'autre part, certains producteurs atteindront "la limite des forces productrices", entendons par là qu'ils se heurteront à la rareté des facteurs. Il en résulte que certains producteurs seront arrêtés dans leur volonté de baisser leur prix et d'étendre leur production. En fait, bien que Cournot n'emploie pas l'expression, on peut dire que le producteur arrête sa production dès que la baisse de p amène le prix au niveau de son coût marginal.

Par ailleurs, l'hypothèse de concurrence illimitée s'éloigne grandement de la situation de duopole et à plus forte raison de celle du monopole, en ce sens que la multiplicité des producteurs, qui s'accompagne d'une diminution de l'importance du débit de chacun, se traduit par une diminution de l'influence exercée par ce débit partiel sur le débit total. Chacun peut donc accroître sa production avec l'espoir que cet accroissement sera trop faible pour influencer le débit total et faire baisser le prix; il espère ainsi en tirer un avantage. Mais chacun pouvant faire le même raisonnement, cet espoir sera déçu et l'accroissement de la production totale entraînera une chute du prix en-dessous des frais de fabrication, en fait en-dessous du coût marginal. Cournot écrit à ce sujet : "Les effets de la concurrence ont atteint leur limite, lorsque chaque production partielle est insensible en comparaison de la production totale, et pourrait être supprimée sans qu'il en résultât de hausse appréciable dans le prix de la denrée". On peut en déduire que pour Cournot le prix stable de concurrence s'établit au niveau qui couvre les frais de production et un bénéfice les incitant à poursuivre la production du bien considéré (faute de ce bénéfice, ou "rente" dont il est fait mention dans les "Principes", le producteur se tournerait vers la production d'un autre bien).

Ainsi le prix de concurrence est inférieur au prix de duopole (et à plus forte raison au prix de monopole); il s'établit au niveau du coût marginal, accru d'un bénéfice "normal".

++++++
++++++ § 4 - La portée de l'oeuvre de Cournot

Si on ajoute aux études contenues dans les "Recherches mathématiques" celles qui sont développées dans les "Principes de la théorie des richesses", on s'aperçoit que Cournot a étendu ses investigations au point d'enlever à sa démonstration le caractère de rigueur et de simplicité dont elle apparaît primitivement dotée.

En effet, il cherche à situer sa loi du débit et sa théorie du prix dans un complexe élargi de phénomènes économiques parmi lesquels il situe au premier rang le revenu. Jusqu'ici on a traité de la demande et du prix, en considérant ce dernier comme une donnée sans lien avec les autres prix et avec le revenu des autres producteurs. C'est pourquoi il fait intervenir à travers la valeur d'inventaire résultant du produit du débit par le prix, le revenu des producteurs résultant du partage de la valeur d'inventaire totale. Distinguant revenu en monnaie et revenu donnant la capacité d'achat en marchandises, il introduit l'effet des variations de prix provoquées par les changements relatifs de la demande et par les modifications dans l'échelle des frais de production.

Cependant, comme de nombreux auteurs l'ont fait remarquer, notamment Gaëtan Pirou dans son étude "Les théories de l'équilibre économique" (p. 177 et suiv.), bien que Cournot fasse appel au principe des liaisons entre phénomènes constituant l'ensemble économique, il méconnaît les interactions entre demandes, production et prix des biens autres que le bien considéré. C'est dire, en d'autres termes, que Cournot a eu la notion générale de l'ensemble économique mais n'a pas mis au jour celle d'interdépendance générale qui sera un des apports essentiels de Walras. Ainsi, Cournot a-t-il présenté une théorie rigoureuse et précise du prix, innové dans les domaines du monopole et du duopole, mais n'a pas atteint la théorie de l'équilibre général que Léon Walras développera dans la ligne inaugurée par celui qui restera néanmoins son précurseur.

++++++ Section II
++++++
++++++ La théorie de l'échange et du prix
++++++

On a déjà vu comment, à la différence de Jevons et Menger, Léon Walras associait étroitement la valeur et le prix. C'est en s'attachant à la valeur d'échange qu'il passe directement au prix. Ayant déjà situé cet auteur eu égard au problème de la valeur, il convient maintenant de montrer le rôle que le prix va jouer dans son explication de l'équilibre général.

++++++
++++++ § 1 - La signification du prix

Pour Léon Walras, le prix est moins un phénomène monétaire qu'un phénomène d'échange; aussi raisonne-t-il en économie pure, en termes de prix relatifs : le prix du blé en avoine et de l'avoine en blé.

La raison pour laquelle il fait du prix un phénomène d'échange, découle de sa conception générale mais aussi de sa méthode de raisonnement qui présente un double caractère.

1) Il raisonne en allant du général au particulier; c'est dire qu'il s'attache à l'échange sans monnaie, considérant l'échange de deux marchandises entre elles. Il retient couramment dans ses discussions l'exemple du blé contre l'avoine et réciproquement. Puis de l'échange de deux marchandises, il passera à l'échange d'un nombre plus élevé de biens par l'intermédiaire d'une marchandise servant de numéraire. Ce n'est qu'ensuite qu'il arrivera au prix de monopole. Quant à la monnaie, elle n'interviendra pas dans sa théorie de l'économie pure; elle sera introduite plus tard lorsqu'il abordera l'économie appliquée.

2) Pour conduire sa démonstration, Walras utilise la méthode mathématique. Celle-ci n'est pas d'ailleurs indispensable pour la compréhension de ses développements; elle est pour lui, en effet, un instrument d'illustration beaucoup plus qu'un instrument de recherche et l'on peut présenter l'essen-

tiel de ses développements et de ses conclusions en utilisant le langage ordinaire.

En conséquence, la notion de prix, à laquelle Walras va s'arrêter, est assez particulière. En général, on définit le prix, l'expression monétaire de la valeur d'échange. Pour Walras, le prix est tout d'abord un rapport d'échange qui exprime un état d'équilibre stable, auquel on est automatiquement ramené lorsqu'on s'en éloigne accidentellement.

Peut-il être défini d'une manière plus précise ? La question vaut d'être posée car les explications de Walras ne sont pas toujours claires sur ce point. Bertrand Nogaro a dit que pour Walras, le prix "est le rapport de la quantité de la marchandise donnée en paiement, à la quantité qui est l'unité de la marchandise acquise" (1). Mais il est plus important de pénétrer l'essentiel de la démonstration de Walras, ce qui va être fait maintenant.

§ 2 - L'explication de l'échange des marchandises

Ainsi qu'il a été indiqué, Walras va aller du simple au composé, étudiant d'abord l'échange de deux marchandises, puis l'échange d'un nombre plus important de marchandises.

A - L'échange de deux marchandises.

Walras envisage pour commencer sa démonstration l'échange sans monnaie de deux marchandises entre elles, c'est-à-dire de deux biens ayant chacun son utilité propre et désirés en raison de cette utilité. Il raisonne sur le cas de l'avoine et du blé, en faisant remarquer qu'il y a à la fois deux demandes et deux offres dans cet échange.

En effet, il existe une quantité demandée d'avoine et une quantité demandée de blé; et par ailleurs, une quantité offerte d'avoine et une quantité offerte de blé. Il y a donc deux prix, le prix de l'avoine en blé et le prix du blé en avoine. Ces deux prix sont l'inverse l'un de l'autre. Ceci lui permet alors de poser deux équations qui rendront possible la recherche des deux inconnues satisfaisant à la condition essentielle : autant d'équations que d'inconnues.

(1) B. Nogaro : "La valeur logique des théories économiques", p.53

Il poursuit ensuite son raisonnement en faisant la constatation que l'on n'offre que pour pouvoir demander; mais il n'étudiera que le rapport direct entre prix et demande, reprenant par là une partie de la démonstration de Cournot, admettant que le rapport entre prix et offre est considéré comme résultant du rapport entre prix et demande.

Walras présente alors sa théorie sous forme de trois propositions; sa démonstration est complexe, aussi se bornera-t-on à en rapporter les conclusions (1).

1 - Les prix ou les rapports d'échange sont égaux aux rapports inverses des quantités des marchandises échangées; ils sont réciproques les uns des autres. Cette formule abstraite qui est celle donnée par Walras lui-même, recouvre une réalité fort simple : si deux hectolitres d'avoine s'échangent contre un hectolitre de blé et si nous représentons par Pa le prix de l'avoine, Pb le prix du blé, Ma la quantité d'avoine et Mb la quantité de blé, nous pouvons écrire :

$$Pb = 2\ Pa \quad \text{ou} \quad Pa = \frac{Pb}{2}$$

Par ailleurs, si nous passons des prix aux quantités, nous pouvons écrire :

$$Mb = \frac{Ma}{2} \quad \text{ou} \quad Ma = 2\ Mb$$

La formule assez complexe exprime donc une réalité très simple.

2 - Walras passe aux notions d'offre et de demande effectives, qui représentent l'offre et la demande d'une quantité déterminée à un prix déterminé; c'est donc une notion différente à la fois de celle d'Adam Smith et de celle de Kaynes.

Ceci posé, il énonce la proposition suivante : "La demande ou l'offre effective d'une marchandise contre une autre

---

(1) Cf. Gaëtan Pirou : Les théories de l'équilibre, pp. 120 et suiv., qui fait un commentaire critique des Eléments d'Economie Politique de L. Walras (en particulier la 5ème leçon).

est égale à l'offre ou à la demande effective de cette autre marchandise multipliée par son prix en la première".

Que signifie encore cette formule abstraite et complexe ? Elle signifie ceci : si on offre 200 hectolitres d'avoine au prix de un demi de blé, c'est dire que l'on offre par ailleurs 100 hectolitres de blé au prix de 2 en avoine. Ceci revient à dire, la demande étant considérée comme déterminante, que 200, la quantité d'avoine demandée, est égale à 100, la quantité de blé offerte multipliée par 2, le prix du blé en avoine.

Mais jusqu'à maintenant, suivant en ce point la position de Cournot, Walras a supposé le prix connu; or c'est précisément le prix qui est chez lui l'inconnue du système. Il faut donc lever cette incertitude. Walras commence par démontrer que la demande effective, c'est-à-dire, la quantité demandée à un prix déterminé, diminue à mesure que le prix augmente. Partant de là, il construit les courbes de demande et d'offre qui expriment la décroissance de la demande et la croissance de l'offre, en fonction de la hausse des prix. Chacun des coéchangistes doit trouver exactement sa contrepartie dans l'autre; il faut donc que les quantités respectivement offertes et demandées des deux marchandises soient égales. C'est là que se déterminera le prix d'équilibre.

Le prix d'équilibre est celui qui réalise l'égalité de l'offre effective et de la demande effective et ce prix est déterminable mathématiquement.

Nous devons retenir que, pour Walras, c'est la demande qui joue le rôle d'élément moteur et qu'en conséquence c'est la courbe de la demande qu'il importe de construire; une fois construite, on en tirera la courbe d'offre. Il importe donc de savoir de quoi dépend la courbe de la demande. Walras est alors amené à formuler sa troisième proposition qui constitue le théorème du maximum de satisfaction.

3 - Le théorème du maximum de satisfaction. Ce théorème est exprimé par Walras de la manière suivante : "Deux marchandises étant données sur un marché, la satisfaction maxima des besoins ou le maximum d'utilité effective, a lieu pour chaque porteur, lorsque le rapport des intensités des derniers besoins satisfaits ou le rapport des raretés, est égal au prix Tant que cette égalité n'est pas atteinte, il y a avantage

pour l'échangiste à vendre de la marchandise dont la rareté est plus petite que le produit de son prix par la rareté de l'autre, pour acheter de cette autre marchandise dont la rareté est plus grande que le produit de son prix par la rareté de la première".

Cette formule paraît encore plus ambiguë et plus obscure que les précédentes. Et cependant, elle a une signification fort simple. Elle indique que l'échange se réalise de telle manière que chaque porteur obtienne le maximum de satisfaction compatible avec l'obligation d'adopter un taux d'échange commun, c'est-à-dire un même prix.

C'est dire encore cette chose très simple, que sur un marché, il ne peut y avoir pour un même bien qu'un seul prix; le prix du blé en avoine doit être égal au prix de l'avoine en blé et les quantités d'avoine et de blé échangées sont nécessairement égales.

Il en résulte que le prix d'une marchandise est déterminé par l'égalité de l'offre et de la demande effectives pour chaque marchandise. Quant à la courbe de demande elle est déterminée par l'utilité des quantités possédées.

Toutes ces conclusions sont résumées par Walras dans la formule suivante, beaucoup plus simple que les précédentes : "Les prix d'équilibre sont égaux au rapport des raretés, les valeurs d'échange sont proportionnelles aux raretés".

Ceci peut encore s'exprimer de la manière suivante : "Le prix du marché est égal au rapport inversé des raretés, c'est-à-dire au rapport des utilités limites".

Comment Walras peut-il conclure de ces démonstrations que l'échange ainsi réalisé apporte le maximum de satisfaction ? La réponse peut être donnée de la manière suivante : l'échange se réalise de telle manière que les unités limites respectives des quantités échangées, soient égales. Or, lorsque le vendeur d'avoine cède deux hectolitres de celle-ci pour avoir un hectolitre de blé, sa satisfaction diminue à mesure que sa provision d'avoine diminue et que sa provision de blé augmente. Mais, à chaque échange partiel de deux contre un, la satisfaction obtenue quoique décroissante, s'ajoute à la masse de satisfactions déjà acquises. L'échange se poursui

jusqu'au moment où la satisfaction se change en sacrifice par le jeu de la loi de décroissance de l'utilité en fonction des quantités possédées. A ce moment, le maximum de satisfaction est atteint.

B - L'échange de plusieurs marchandises.

Pour passer de l'échange de deux à l'échange de plusieurs marchandises entre elles, Walras va généraliser les formules en passant par le cas intermédiaire de trois marchandises.

Il va démontrer que sur le marché où cet échange est réalisé, on peut exprimer les phénomènes qui se produisent sous forme d'équations et on satisfera aisément ici encore à la condition : autant d'équations que d'inconnues.

Puis Walras indique que l'équilibre du marché ne peut se réaliser que si le prix de deux marchandises l'une en l'autre, blé en avoine et avoine en blé, est égal au rapport des prix de l'une et l'autre en une troisième. Il en tire l'importance du rôle joué par le numéraire dans les échanges, le numéraire étant la marchandise en laquelle on exprime le prix de toutes les autres.

Le prix d'équilibre est alors atteint lorsque à ce prix en numéraire, la demande effective de chaque marchandise est égale à son offre effective. Pour le reste, notamment pour la réalisation du maximum de satisfaction, la démonstration est identique à celle de l'échange de deux marchandises entre elles; elle permet à Walras de conclure que les valeurs d'échange sont proportionnelles aux raretés.

++++++ Section III
++++++
++++++ La théorie pure de l'équilibre général
++++++

L'étude de l'équilibre général repose sur la théorie du prix, elle-même dépendante du principe de rareté.

Elle peut être examinée en trois démarches successives, portant sur :

- les éléments de l'équilibre général,
- l'équilibre du marché des services et du marché des capitaux,
- la conception de l'équilibre général et de l'interdépendance.

++++++
++++++ § 1 - Les éléments de l'équilibre général

On a déjà vu comment, partant de l'utilité, ou plus exactement de l'intensité du dernier besoin satisfait, Walras arrive à la théorie du prix. Celle-ci est une théorie statique du prix de marché expliquant la manière dont se réalise l'équilibre sur le marché des marchandises, dans un état de concurrence pure et parfaite.

Poursuivant son analyse, Walras estime qu'on ne peut avoir une vue de l'équilibre général de l'économie, que si on étudie la manière dont se réalise l'équilibre sur l'ensemble des marchés. Or, cet équilibre général, ne peut se comprendre qu'en tenant compte du processus de formation de l'équilibre des éléments autres que les produits sur leur propre marché, et comment s'établit une interdépendance entre les équilibres réalisés sur chacun de ces marchés.

Il convient de rechercher quels sont les éléments autres que les produits et d'indiquer les rapports existant entre les marchés.

A - <u>Enumération des éléments de l'équilibre général</u>.

Walras distingue trois éléments essentiels : les produits, les services, les capitaux. Essayons de voir ce qu'il entend par là.

1 - <u>Les produits</u>.

Dans sa théorie du prix, Walras n'a parlé que des "marchandises", entendant par là la recherche de l'équilibre sur le marché de deux biens échangés et déjà produits. Il ne se préoccupait que de leur échange en tenant compte de leur utilité pour les co-échangistes, et leur prix s'établissait, dans

une hypothèse de libre concurrence absolue, par le simple jeu de l'offre et de la demande.

Mais cette première démarche faite, il faut en accomplir une seconde. En réalité, ces marchandises doivent être produites avant de venir sur le marché, et leur production entraîne l'apparition d'un coût. Pour atteindre la connaissance de l'équilibre général, il faut tenir compte de ce coût. Walras va agir ainsi, et pour marquer la différence, il va raisonner désormais en parlant non plus de "marchandises" mais de "produits" c'est-à-dire de biens dont la production nécessite des frais. Il introduit ainsi la loi du coût à côté de la loi de l'offre et de la demande. Les "produits" deviennent le premier élément de l'équilibre général.

2 - Les services.

Walras rejette la position classique d'après laquelle les éléments de la production seraient la terre, le travail et le capital. Il lui fait le reproche de procéder à une classification qui n'est pas homogène.

En effet le travail ne peut être dissocié des personnes qui l'accomplissent, ce n'est pas un élément autonome. Il est en réalité le service des hommes qui oeuvrent dans la production. S'il est un service, il faut, pour que la classification demeure homogène, mettre en parallèle les services de la terre et les services du capital que Walras qualifie, d'une manière d'ailleurs susceptible d'entretenir une confusion avec la terminologie classique : rente et profit. Il y a donc trois services dont la mise en oeuvre concourt à la production : le travail services des personnes, la rente services de la terre, le profit services du capital. Mais il utilise également une autre terminologie qui prête à moins de confusion : les services personnels, c'est-à-dire le travail; les services fonciers, c'est-à-dire les rentes; les services mobiliers, c'est-à-dire les profits.

3 - Les capitaux.

Ces services ne sont pour Walras que les revenus procurés par des "capitaux". Et là encore, le terme "capital" prend un sens particulier.

Est "capital" pour Walras toute richesse qui ne se consomme pas immédiatement par l'usage qui en est fait, toute richesse susceptible d'être utilisée plusieurs fois; alors que le revenu au contraire se consomme immédiatement par l'usage, ce qui est un critère insuffisant.

Il existe, d'après lui, trois espèces différentes de capitaux :

- Les capitaux personnels qui sont les individus considérés comme source de services. Ces services pouvant être accomplis soit au profit de l'individu lui-même, soit au profit d'autres personnes. Ils se vendent et s'achètent sur le marché du travail. Ce sont des capitaux naturels, c'est-à-dire fournis par la nature; ils sont aussi consommables, c'est-à-dire que, bien que ne disparaissant pas par le premier usage, ils ont une fin.

- Les capitaux fonciers qui sont les terres considérées, elles aussi, comme source de services. Ces capitaux sont dits naturels, c'est-à-dire qu'ils sont fournis par la nature, et ils subsistent indéfiniment, ne disparaissant pratiquement pas. Mais ils sont en quantité rigoureusement limitée. Il existe donc une rareté des capitaux fonciers.

- Les capitaux mobiliers ou capitaux proprement dits, sont "toutes les valeurs capitales qui ne sont pas des terres ou des personnes". Ils sont artificiels en ce qu'ils ne sont pas fournis par la nature mais produits par l'industrie humaine. De plus ils sont consommables, car ils se détruisent et sont susceptibles de reconstitution après destruction.

B - Le marché, lieu de réalisation de l'équilibre.

A ces trois catégories d'éléments : produits, services, capitaux, correspondent trois marchés : le marché des produits, le marché des services, le marché des capitaux. Sur chacun de ces marchés se forme le prix qui traduit les positions d'équilibre entre l'offre et la demande dont chacun de ces éléments est l'objet.

Walras formule à l'égard de ces prix et de ces marchés deux propositions fondamentales.

1) L'équilibre s'établit selon les mêmes lois sur chacun des trois marchés.

Cette identité de lois commence à faire apparaître l'unité du processus économique, celle-ci va être encore renforcée par la deuxième proposition.

2) Il existe un système d'interrelation entre les trois marchés, si bien que l'équilibre de l'un réagit sur l'équilibre de chacun des deux autres. C'est le principe de l'interdépendance mutuelle.

Ainsi s'achemine-t-on vers l'équilibre général. Pour montrer comment on y accède, il faut étudier la réalisation de l'équilibre sur chacun des deux marchés, non encore étudiés : le marché des services et le marché des capitaux.

++++++ § 2 - La formation de l'équilibre sur les
++++++ différents marchés

Utilisant la méthode qui lui est habituelle, Léon Walras étudie en premier lieu la formation de l'équilibre sur chacun des marchés.

A - La formation de l'équilibre sur le marché des services.

Walras indique la formation du prix d'équilibre sur le marché des services, puis le rôle fondamental joué par l'entrepreneur, qui établit le lien entre ce marché et le marché des produits.

1 - Les lois d'établissement du prix des services.

Ici encore, pour élaborer la loi de l'établissement des prix, Walras utilise la démonstration mathématique; celle-ci peut être rapportée en langage littéraire. De plus, elle est identique à la démonstration faite pour établir le prix d'équilibre du marché des marchandises, aussi n'apporterons-nous que ses résultats essentiels, et ce, en langage ordinaire.

La démonstration de Walras repose sur les trois postulats, à savoir : libre concurrence parfaite, intervention du numéraire, unité de prix sur un marché donné pour un service déterminé. Il énonce ensuite que l'établissement du prix

d'équilibre des services obéit aux deux lois qui ont été déjà indiquées : loi de l'égalité de l'offre et de la demande - loi de l'égalité entre le prix de revient et le prix de vente. Enfin, il passe à l'étude des variations des prix.

2 - Le rôle de l'entrepreneur.

L'entrepreneur joue un rôle essentiel, car il va établir la liaison entre le marché des produits et le marché des services.

En effet, sur le marché des services, l'entrepreneur est acheteur des services personnels, des services mobiliers, et des services fonciers, c'est-à-dire acheteur de travail, de profit et de rente. Or il les achète aux détenteurs de capitaux correspondants, c'est-à-dire aux travailleurs, aux détenteurs de capitaux mobiliers, aux propriétaires fonciers.

Il se produit donc une série d'échanges, précédés d'une série d'ajustements entre acheteurs : les entrepreneurs, et vendeurs : les détenteurs de services. Ainsi, apparaît finalement le prix de chacun de ces services qui égalise l'offre et la demande relatives à chacun d'entre eux.

Chaque service a alors son prix : salaire prix des services personnels; intérêt prix des services mobiliers; fermage prix des services fonciers.

En outre, le même entrepreneur, qui a acquis ces services, se porte vendeur des produits qu'il retire de leur concours, en les offrant sur le marché des produits. Mais là les acheteurs sont les mêmes qui ont vendu leurs services à l'entrepreneur sur le marché des services. Ils ne peuvent donc acquérir les produits, qu'avec la monnaie qu'ils ont reçue en vendant leurs services.

Mais inversement, l'entrepreneur ne peut acquérir les services qu'avec la monnaie qu'il a retirée de la vente de ses produits.

Ainsi s'établit une série de liaisons mutuelles entre les deux marchés.

- grâce à l'entrepreneur, il existe une communication entre marché des services sur lequel il est acheteur et marché des produits sur lequel il est vendeur.

- répondant aux sollicitations et aux offres des entrepreneurs, les titulaires de services sont vendeurs sur le marché des services et acheteurs sur le marché des produits.

- la monnaie est l'élément qui permet à l'entrepreneur d'établir ce lien entre les deux marchés. Nous verrons en étudiant l'équilibre général, le rôle important qu'elle joue.

B - La formation de l'équilibre sur le marché des capitaux.

L'étude de la formation de l'équilibre sur le marché des capitaux est une étude assez difficile et fort complexe. Nous en donnerons les conclusions.

Walras rappelle la règle fondamentale, selon laquelle la valeur des capitaux (entendons par là des sources de services) remonte des services mêmes qu'ils produisent. Elle a donc son origine dans les revenus : salaire, intérêt, fermage dont ils sont la source; d'autant plus que ces capitaux ne sont recherchés que pour les services qu'ils produisent.

Mais il faut distinguer le revenu brut du revenu net, lequel est obtenu en enlevant du premier une prime d'amortissement permettant de reconstituer le capital et une prime d'assurance permettant de couvrir les risques imprévisibles de disparition ou de destruction. Ces deux primes sont représentées annuellement par une fraction de la valeur du capital.

En outre, Walras remarque que ce qui est demandé normalement, ce ne sont pas les capitaux, mais les services des capitaux. On ne demande les capitaux eux-mêmes que lorsqu'on dispose d'un revenu excédentaire, d'une épargne, et la demande porte alors sur des capitaux neufs, en fait sur des capitaux mobiliers. C'est à ceux-ci que Walras va s'attacher désormais, disant que ce qui est valable pour eux l'est également pour les capitaux personnels et pour les capitaux fonciers.

Qui offre les capitaux neufs ? Ce sont les entrepreneurs qui se consacrent à leur production plutôt qu'à la production

de biens de consommation. Leur prix se fixe sur le marché des capitaux neufs, et c'est là qu'apparaît le taux du revenu net des capitaux nouveaux qui s'étendra à tous les autres capitaux, neufs ou vieux, car de ce point de vue, ils se situent tous sur le même plan en vertu de la loi de l'unité de prix d'une marchandise donnée sur un marché donné.

Mais il est essentiel de remarquer que ces capitaux neufs, sur lesquels tout repose, sont eux-mêmes des produits, obtenus par combinaison des services producteurs; ils obéissent donc aux deux lois 1) de l'offre et de la demande et 2) de l'égalisation du prix de vente au prix de revient (loi du coût).

Walras va donc rechercher le taux du revenu net, dont il tirera par une simple règle de trois, la valeur du capital qui le fournit. Mais il le fait (ce qui introduit une complication supplémentaire) en considérant les capitaux en nature et non leur expression monétaire, éliminant ainsi le prêt du capital en numéraire.

Il a alors deux inconnues : la quantité produite de capitaux neufs en nature; le prix de ces capitaux. Il dispose de deux équations : 1) l'égalité entre le prix de revient et le prix de vente de ces capitaux qui sont, ne l'oublions pas, des produits dont le prix de vente est égal au prix de revient — 2) l'égalité entre le montant des capitaux neufs et le montant des revenus excédentaires, c'est-à-dire de l'épargne. Il en arrive à cette conclusion qu'une baisse du taux du revenu net entraîne une hausse de la valeur du capital et inversement.

Enfin, le marché des capitaux est relié aux deux autres marchés, par la considération du fait que la quantité de capitaux neufs apportés dépend 1) de leur production, donc des services utilisés à les produire, 2) de la quantité d'épargne servant à les acquérir, donc des revenus non utilisés à l'acquisition des produits, et donc en fin de compte du niveau des prix sur le marché des services et sur le marché des produits.

++++++ § 3 - La conception de l'équilibre général et
++++++ la notion d'interdépendance

La conception walrasienne de l'équilibre général dépend des liens existant entre les trois marchés. Il importe de la distinguer des conceptions antérieures déjà exposées.

A - La conception de l'équilibre général chez Walras.

La conception de l'équilibre général chez Walras procède de plusieurs éléments.

Elle repose en premier lieu sur le fait que les mêmes lois régissent les différents marchés, et en deuxième lieu sur le fait qu'il y a entre ces différents marchés des communications qui les rendent interdépendants les uns des autres. En réalité, sa conception de l'équilibre général repose sur une théorie du prix elle-même fondée sur deux lois : égalisation de l'offre et de la demande, égalisation du prix de vente au coût de revient, jouant dans un état de concurrence pure et parfaite. Mais cette théorie du prix est généralisée aux différents marchés, situés les uns par rapport aux autres dans un état d'interdépendance de telle manière que l'équilibre réalisé sur un marché provoque l'équilibre des deux autres. Toutes les parties de cet ensemble de trois marchés sont liées entre elles et il se produit des phénomènes d'actions et de réactions réciproques, à tel point qu'on ne peut envisager un phénomène agissant sur l'un d'entre eux sans avoir à examiner ses conséquences sur l'ensemble.

Pour que l'équilibre général se réalise, il ne suffit pas que l'équilibre soit réalisé sur un marché; il y a là une condition dont la réalisation est nécessaire, mais à elle seule, elle n'est pas suffisante. Il faut que le prix de vente des marchandises sur le marché des produits soit égal à leur coût, c'est-à-dire à leur prix de revient sur le marché des services. Or cela met en relief d'une part le rôle de l'entrepreneur établissent le lien entre ces deux marchés, d'autre part le fait que cet entrepreneur reçoit sur le marché des produits, autant, mais pas davantage que ce qu'il a donné sur le marché des services. Donc en état d'équilibre, l'entrepreneur ne réalise ni bénéfice, ni perte. (Il perçoit simplement la rémunération de son travail). La monnaie sert donc uniquement d'intermédiaire entre les échanges. Comme

d'autre part la valeur des capitaux dépend directement du prix des services et indirectement du prix des produits, l'entrepreneur d'une part et la monnaie de l'autre, apparaissent comme les agents indispensables à la réalisation de l'équilibre général, mais d'une manière différente : l'entrepreneur par son rôle actif : c'est à lui que revient la mise en oeuvre de l'équilibre, par la mise en action de la production déterminant des achats de services et de ventes de produits et de capitaux neufs, - la monnaie par sa passivité; elle n'est que l'élément intermédiaire qui permet aux porteurs de services de dépenser les revenus qu'ils ont reçus, soit en achat de produits, c'est-à-dire en dépenses de consommation, soit en achat de capitaux neufs, c'est-à-dire par l'emploi de leur épargne.

B - Le caractère spécifique de l'équilibre général chez Walras : l'interdépendance.

Cette conception de l'équilibre général n'est pas sans rapport avec la formation de Walras, qui est un mathématicien et avec la méthode qu'il emploie pour ses démonstrations : les mathématiques.

Notons, en effet, que Walras ne dégage pas de lien de causalité, mais seulement des liens d'interdépendance. Sa théorie n'est pas une théorie causale, elle est une théorie fonctionnelle. Il ne peut aborder simultanément toutes les actions et réactions qui se déterminent mutuellement, que par l'emploi des mathématiques qui permettent de faire le départ de la démonstration en supposant le problème résolu. Walras part en effet de l'équilibre réalisé sur le marché et déduit les lois de la formation de cet équilibre. Il explique en somme comment se forme un équilibre réalisé, et de cet équilibre réalisé il déduit les lois; mais il ne dit pas comment et en vertu de quoi va se former un équilibre.

Il en résulte que Walras est amené à simplifier afin de mieux généraliser. Pour lui, il n'y a pas de problème d'imputation comme chez Wieser; mais sa représentation de l'équilibre général est plus harmonieuse et plus parfaite. Pour lui encore, il n'y a pas de problème posé par le temps. Sa théorie fonctionnelle est essentiellement statique : la considération du temps n'a pas de place dans un équilibre réalisé au départ;

elle ne peut entrer en ligne de compte que dans un équilibre qui se construit. (Ex : Keynes).

Enfin sa vision de l'économie se distingue de l'explication d'Alfred Marshall. Celui-ci fait une théorie qui se situe à un moindre degré d'abstraction que celle de Léon Walras, laquelle est, tout au moins dans sa première partie, une théorie d'économie pure.

En outre, Alfred Marshall fait une théorie de l'équilibre en fonction du prix d'un produit donné, fabriqué par une entreprise-type (firme représentative) et présenté sur un marché donné. Sans doute, montre-t-il que tous les éléments de l'économie entrent dans la détermination de cet équilibre, et procède-t-il par là à une généralisation des conditions de l'équilibre, qu'on a appelées parfois conditions d'un équilibre général, expression qui peut paraître abusive. Car dans toute la mesure où Marshall considère un produit, une entreprise, un marché, il fait en réalité une théorie des équilibres partiels. Walras, au contraire, envisage l'ensemble des produits, des services, des capitaux et étudie leur équilibre sur l'ensemble des marchés, montrant leur intégration dans un équilibre vraiment général de l'activité économique. Sa conception est donc plus vaste et plus synthétique, mais il faut convenir qu'il n'y parvient qu'au prix d'une simplification et d'une abstraction parfois excessives.

++++++
++++++ § 4 - L'équilibre de la production

Léon Walras fait découler la théorie de la production de la théorie de l'échange. Celle-ci ayant commencé par l'étude de la détermination des prix des biens de consommation, permet d'obtenir une explication des prix des facteurs de production : matières premières et services producteurs. Ceci le conduit à une théorie de la production puis, à travers les prix des capitaux fixes, il atteint la théorie de la capitalisation.

Les prix des produits, des services producteurs et des capitaux, s'établissent chacun sur un marché particulier,

mais ils sont liés entre eux par l'interdépendance des marchés que l'entrepreneur met en communication. Ainsi, l'équilibre des prix sur un marché est en liaison avec l'équilibre des prix sur les autres marchés, ce qui conduit Walras à la conception d'un équilibre général en régime de concurrence parfaite.

Lorsque cette concurrence parfaite est établie, apparaît le prix d'équilibre stable, qui se réalise automatiquement par l'égalisation entre le prix et le coût, grâce à l'interdépendance des marchés.

La théorie walrasienne de la production procède donc d'une ligne générale de démonstration reposant sur l'échange et le prix : elle est, à titre principal, une détermination du prix des services producteurs.

Il écrit en effet : "La résolution du problème de l'échange nous a conduits à la formule scientifique de la loi de l'offre et de la demande. La résolution du problème de la production nous conduira à la formule scientifique de la loi des frais de production ou du prix de revient. Ainsi, j'aurai retrouvé les deux grandes lois de l'économie politique; seulement, au lieu de les mettre en concurrence et en contradiction l'une avec l'autre, en vue de la détermination des prix, je leur aurai fait une part à chacune, en fondant sur la première la détermination du prix des produits et sur la seconde la détermination du prix des services producteurs" (1).

Ainsi, Walras démontrera qu'en état de concurrence pure hypothétique, l'ensemble du marché des services producteurs est déterminé lorsque deux conditions sont remplies :

1°) les quantités de services producteurs employées sont égales aux quantités offertes,

2°) les prix de vente des produits sont égaux à leur prix de revient en services producteurs.

Ainsi le système économique total est-il supporté par un système de marchés rendus interdépendants par un ensemble

---

(1) "Economie politique pure", p. 175.

de liaisons entre prix des produits, des services producteurs et des capitaux.

Pour Walras, la théorie de la production se trouve donc précédée par et rattachée à une théorie de l'échange. Ensuite, elle pose le problème de la combinaison des facteurs en fonction de leur prix et leur association dans l'oeuvre productrice en fonction de liaisons où les éléments technologiques propres à toute production entrent en jeu avec les coefficients techniques de fabrication.

Il ne relève pas de l'objet de cette étude de procéder à un examen détaillé de la théorie de la production. Il convenait simplement d'indiquer la manière dont Walras posait le problème de l'équilibre économique général et comment il situait dans cet ensemble l'équilibre de la production. Ceci étant esquissé, il sera possible de montrer par la suite : 1°) comment certains thèmes walrasiens, notamment celui de l'interdépendance générale et du maximum de satisfaction, et 2°) comment certains concepts, tel celui de coefficient technique de production, ont pu être repris et développés par des économistes contemporains.

Ce développement s'effectuera dans un climat parfois très voisin de celui de Walras; ce sera notamment le cas de la tentative de J.R. Hicks. Par contre, il se déroulera dans d'autres cas, dans un contexte et en fonction d'objectifs très différents, comme il en sera pour W. Leontief.

++++++ Section IV
++++++
++++++ L'économie appliquée et sociale
++++++

Léon Walras avait commencé ses travaux par des études d'économie appliquée. Il les suspendit pour approfondir les problèmes d'économie pure; puis il revint pour les perfectionner en faisant application des enseignements de la science pure à la conduite des sociétés.

Les études d'économie sociale concernent l'organisation même de la société avec l'indication des réformes nécessaires pour que celle-ci réalise le meilleur état possible.

Ainsi, en dépit de l'irrégularité du déroulement chronologique de ses travaux, l'oeuvre d'ensemble de Walras est-elle parfaitement logique (1) :

- l'économie pure est la science pure de la richesse sociale déduite du principe de la rareté;

- l'économie appliquée indique les règles gouvernant la production de la richesse sociale et la régularisation des variations de valeur de la monnaie; elle est élaborée du point de vue de l'utilité;

- l'économie sociale indique les principes de la transformation sociale tendant à la meilleure répartition de la richesse sociale; elle est élaborée du point de vue de la justice.

++++++ § 1 - Le passage de l'économie pure à ++++++ l'économie appliquée et sociale

Ce serait une erreur de croire que Léon Walras considérait l'économie pure comme une fin en soi; il lui donnait au contraire une finalité précise : permettre l'élaboration et la conduite de la politique économique. Cette position fut trop longtemps méconnue et Walras fut considéré comme un pur théoricien. En réalité, comme l'a marqué avec beaucoup de vigueur M. F. Oulès, qui occupe aujourd'hui la chaire de Lausanne, un des apports principaux de Léon Walras est d'avoir montré comment les enseignements de la science devaient permettre l'élaboration d'une politique économique "scientifique" (2).

---

(1) On en trouvera l'exposé dans le chapitre final des "Etudes d'Economie Appliquée", Edit. 1936, pp. 449 et suiv., intitulé : Esquisse d'une doctrine économique et sociale.
(2) F. Oulès, "L'Ecole de Lausanne, textes choisis de L. Walras et V. Pareto"- Collection des Grands Economistes. Dalloz, Paris, 1950. M. Oulès en ferait même la grande origi-
....

On ne saurait, en effet, improviser une série de mesures destinées à régir l'activité économique ou même à en déterminer le cadre si on n'a pris soin de connaître soigneusement les mécanismes mêmes de cette activité. Léon Walras exprime nettement cette idée : "Il faut que l'esprit humain connaisse les forces naturelles pour leur obéir, et il faut qu'il leur obéisse pour leur commander ... Nous sommes aussi libres de diriger les tendances naturelles propres à la richesse sociale que nous sommes libres de diriger les propriétés naturelles inhérentes à la matière. Mais, de même que pour construire de bonnes machines, il faut connaître les propriétés naturelles de la matière, de même, pour bien organiser la société économique, il faut connaître les tendances naturelles de la richesse sociale. Nous ne pourrons commander à la valeur d'échange, comme à la pesanteur qu'en lui obéissant. De là, la nécessité de l'économie pure". (1)

L'analyse conduite dans l'économie pure aura donc pour but de permettre la découverte des lois qui président à l'organisation de la richesse sociale et qui gouvernent ses tendances naturelles. Celles-ci connues, il sera alors permis à la politique économique d'agir en pleine connaissance.

Les concepts d'équilibre général et d'interdépendance sont particulièrement aptes à fournir l'éclairage nécessaire. En effet, en mettant au jour les liens de dépendance mutuelle qui existent entre les différents marchés et entre les différents éléments agissant sur ces marchés, elle permet à la politique une action rationnelle et cohérente. Celle-ci sera mise en garde contre la tentation d'agir sur un seul secteur ou sur un seul facteur, sans prendre garde aux conséquences qui peuvent en découler pour les autres. Une vue totale et synthétique de l'action à entreprendre et des conséquences qu'elle comporte est ainsi obtenue.

Léon Walras donne donc à l'analyse une finalité précise. Celle-ci n'est pas directement normative; elle n'a pas pour but de dire directement que tel régime est préférable à tel autre; cette notion existe, mais d'une manière implicite. Il demande simplement à l'économie pure un enseignement, un guide

---

.... nalité de L. Walras, découlant de sa conception de l'interdépendance.

(1) Cité par F. Oulès, pp. 38-39 et 115.

pour l'économie appliquée; mais cette exigence est très nette. Il écrit à ce sujet : "élaborer d'abord l'économie politique pure en vue de l'économie politique appliquée, et élaborer ensuite l'économie politique appliquée en vue des réformes économiques : telle est l'oeuvre dont la conception de la rareté est le point de départ". (1).

Ainsi, pour lui, l'économie appliquée se déduit de l'économie pure. Mais on ne saurait oublier que cette économie pure est en fait commandée par une prise de position fondamentale dérivant d'une conception strictement individualiste de l'activité économique. Celle-ci est étudiée en fonction d'un état hypothétique de concurrence pure et parfaite et s'ordonne selon un ensemble de lois rappelant les lois naturelles des classiques. Ainsi, à la base de la démonstration scientifique de Léon Walras, se trouve un choix, parfaitement justifiable, mais limitant la portée de la théorie. En se plaçant systématiquement dans le cadre de l'échange libre et en supposant réalisée la concurrence parfaite, il trace les limites de la valeur explicative de sa théorie. Autant que de l'économie fondamentale, Léon Walras est le théoricien de l'individualisme libéral. Il ne formule pas au départ une doctrine libérale, mais il opte implicitement pour le cadre d'analyse qui est issu d'une problématique libérale. En cela, il demeure tributaire de la position fondamentale des classiques; il est bien un néo-classique en ce qu'il perfectionne et améliore leurs conceptions scientifiques.

Mais, ayant posé que l'état de concurrence à partir duquel il raisonne est une hypothèse de travail, il se sépare d'eux en ce qu'il se sait obligé de passer de l'état hypothétique à l'état réel, ses conclusions ayant une valeur indicative pour l'élaboration d'une politique économique, mais uniquement dans la mesure où un schéma explicatif permet de mieux connaître la réalité. Ainsi l'économie appliquée et sociale aura pour but de transposer le schéma d'économie pure en une interprétation fidèle de l'économie concrète et de dégager les différentes actions nécessaires pour faire de cette économie concrète un régime susceptible de procurer les avantages que fait apparaître la démonstration reposant sur la perfection d'un état hypothétique.

---

(1) Théorie de la monnaie, Préface, dans "Etudes d'Economie Politique appliquée", p. 69, Edition 1936.

++++++
++++++ § 2 - L'économie appliquée

L'économie appliquée comprend deux grands groupes de sujets : la monnaie et la politique monétaire d'une part; la production, les monopoles, le système bancaire et de crédit, d'autre part.

On montrera comment Walras conçoit l'économie appliquée, en examinant rapidement ce qu'il dit au sujet de la monnaie; c'est donc un exemple de politique économique qui sera ainsi donné.

A - Le but d'une politique monétaire.

L'étude de la monnaie commence par un remarquable résumé de l'ensemble de l'économie pure (1), ce qui permet à Walras d'indiquer la place et le rôle de la monnaie dans le système général de l'échange et de la production.

Il énonce ainsi que le fonctionnement du mécanisme de la libre concurrence en matière d'échange et de production suppose l'intervention de trois éléments :

1 - d'un numéraire, à la valeur de laquelle on rapporte la valeur des autres marchandises,

2 - d'une monnaie de circulation, qui est une marchandise contre laquelle les entrepreneurs vendent les produits et achètent les services sur les deux marchés,

3 - d'une monnaie d'épargne, c'est-à-dire d'une marchandise en laquelle on peut réaliser l'excédent du revenu sur la consommation et le prêter aux entrepreneurs.

On peut admettre qu'une même marchandise est à la fois numéraire et monnaie. La marchandise monnaie doit être de rareté et donc de valeur aussi peu variable que possible, car pour Walras, toute augmentation ou diminution dans la quantité de la marchandise monnaie a pour effet une augmentation ou une

---

(1) La lecture de cette dizaine de pages (Etud. d'Econ. Pol. Appliquée, Edit. 1936, p. 85) permet d'avoir une vue d'ensemble rapide.

diminution sensiblement proportionnelle dans les prix. Rattachant la valeur à la rareté, il est évident que Walras est nécessairement conduit à une conception quantitative de la valeur de la monnaie.

Or les variations de prix sont dommageables; elles sont à l'origine de crises qu'il convient d'éviter autant que possible. L'idéal est donc que la rareté de la marchandise numéraire et monnaie variât de telle sorte que, malgré les variations de quantité de la richesse sociale, les prix demeurent relativement stables, assurant le maintien de l'équilibre.

Ainsi Walras est conduit à concevoir un système monétaire permettant de réaliser trois choses :

- la régularisation de la variation de la valeur de la monnaie,

- la réforme du crédit par la suppression du crédit fictif à l'escompte,

- l'amortissement d'une partie de la dette publique.

La règle générale qui gouverne cette politique est que, en mettant une certaine quantité de "billon régulateur" en circulation, il est possible de ramener la valeur de la monnaie au niveau de la moyenne géométrique des valeurs des marchandises. Ainsi, on peut artificiellement se procurer une diminution de la rareté et de la valeur de l'or, en remettant dans la circulation la quantité de pièces d'argent nécessaires et suffisantes pour faire remonter les prix, les maintenir constants et assurer l'équilibre économique.

Ainsi la conception de la politique monétaire repose sur une loi de proportionnalité des prix à la quantité de monnaie en circulation. (Econ. appl., p. 69).

B - La mise en oeuvre de la politique monétaire.

Il s'agit de faire varier entre les limites nécessaires une masse de monnaie telle que les variations de prix soient limitées autant qu'il est possible.

Pour atteindre ce résultat, l'État doit, en premier lieu, gouverner l'émission de monnaie métallique. Walras estime qu'il

est difficile de remettre à l'Etat l'exploitation des mines qui permettrait de gouverner l'extraction de l'or en fonction des exigences de la stabilité; il est également difficile de supprimer la frappe libre. En conséquence, il confie à l'Etat le soin d'émettre une monnaie d'argent, qu'il nomme billon régulateur, dont le rôle est de compenser, par ses variations, les variations de la quantité d'or provoquées par la frappe libre, de sorte que l'on obtienne une masse monétaire totale relativement stable ou dont les variations seraient proportionnées aux besoins de l'activité économique.

La monnaie de papier doit, elle aussi, concourir à l'établissement de la stabilité. Après avoir été partisan de la liberté de l'émission, il l'abandonne en estimant qu'on ne pourrait obtenir une régulation automatique de la circulation par le jeu d'une dépréciation temporaire du billet. Il proposa donc la réglementation de l'émission confiée à des banques indépendantes de l'Etat. Cette réglementation est très stricte la quantité de billets émis ne doit pas dépasser le montant de l'encaisse métallique; il conçoit donc une monnaie de papier représentative.

Enfin, il estime que le crédit doit être également réglementé afin d'éviter des variations brusques de la masse des moyens de paiement. En particulier, il est opposé au système de la compensation des chèques qui, supprimant l'intervention de la monnaie, aboutit cependant à des effets identiques à ceux qui résulteraient d'un accroissement du stock monétaire. L'emploi inconsidéré du crédit aboutit aux variations de prix, à l'instabilité et au déséquilibre.

Les mesures ainsi préconisées par Walras apparaissent archaïques dans leurs modalités, car l'importance attachée à la monnaie métallique représentative, la prohibition de la compensation, l'interdiction de dépasser le montant de l'encaisse, sont aujourd'hui bien dépassées.

Par contre, l'esprit qui inspire ces mesures est toujours actuel. En effet, la politique monétaire contemporaine s'efforce de proportionner le volume de la masse monétaire aux besoins de l'activité économique. On est cependant allé plus loin, en cherchant à établir un niveau de prix, jugé - à tort ou à raison - favorable; on peut ainsi viser à établir des prix en hausse ou en baisse, chose que Walras n'aurait pas admise, car

pour lui, la stabilité des prix paraissait indispensable à l'établissement de l'équilibre. Mais l'adaptation de la masse de monnaie à des besoins préalablement déterminés se trouve dans la politique contemporaine comme chez Walras, avec cependant deux différences notables : les moyens utilisés sont autres (open market, crédit, dévaluation) et le but recherché n'est pas uniquement la stabilité, mais la compensation dans un sens qui peut être inflationniste ou déflationniste.

Walras propose d'autres mesures concernant les échanges internationaux, l'organisation des banques et des bourses, les monopoles. Il s'y montre partisan d'un régime de liberté tempérée par la nécessité de maintenir les conditions requises pour que la concurrence permette la réalisation de l'équilibre.

++++++

++++++ § 3 – L'économie sociale

C'est la recherche d'une juste répartition de la richesse sociale qui gouverne les conceptions de Walras lorsqu'il aborde le problème des transformations sociales désirables. Ces transformations doivent être réalisées par le législateur, car pour lui, "dire libre concurrence n'est pas du tout, ... dire absence de toute intervention de l'Etat" (1). Celle-ci est nécessaire pour établir et maintenir la libre concurrence.

Elle est également indispensable pour la production des services publics, car dans ce domaine, l'appréciation de l'utilité n'est pas possible à l'individu et la libre concurrence n'est admissible qu'avec possibilité de l'appréciation de l'utilité par les individus en compétition.

Par ailleurs, l'égalité des conditions est nécessaire pour réaliser une juste répartition. Or deux ordres de faits s'y opposent : les différences dans la fertilité des terres qui provoquent l'apparition de rentes et la différence des charges fiscales.

---

(1) Economie Appliquée, p. 475, édit. 1936.

Il importe donc de mettre en la possession de l'Etat : la terre, la rente et le fermage par la nationalisation des terres.

Par contre, les individus garderont à leur disposition et à titre privatif individuel, le produit de leur travail et de leur épargne qui leur permet d'assurer leur position personnelle dans la société.

Ainsi sera réalisée l'application de deux principes : celui de l'<u>égalité des conditions</u> et celui de l'<u>inégalité des positions</u>.

La suppression des impôts pourra être réalisée grâce au fait de l'appropriation de la rente par l'Etat. Il trouvera des ressources destinées à remplacer le produit de la fiscalité dans le fait que les progrès de l'industrialisation amèneront une élévation de la rente. De sorte que même en indemnisant les propriétaires dépossédés de leur terre, compte tenu de la valeur escomptée de la rente, l'élévation de celle-ci, toujours supérieure aux prévisions, sera une source de revenus pour l'Etat.

Walras réalise ainsi une organisation de la libre concurrence dans la société. Celle-ci peut donc reproduire dans la réalité l'état hypothétique dont l'économie pure a démontré l'excellence. Ce régime est le contraire du laisser-faire spontané, il est un interventionnisme de l'Etat destiné à créer et à maintenir les conditions de la concurrence.

Ce n'est plus, par conséquent, le libéralisme des classiques; ce n'est pas davantage du socialisme. Walras a dit lui-même que cette opposition était stérile et que la perfection de l'état social était dans une synthèse élaborée grâce aux enseignements de la science et que la politique économique, ainsi éclairée par la théorie, devait mettre en application.

On voit ainsi le processus selon lequel Walras aboutit à une doctrine sociale éclectique qui, faisant abstraction des présupposés doctrinaux, se présente comme l'aboutissement, sur le plan de l'organisation sociale, des conclusions de l'analyse pure.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LA THEORIE DE L'EQUILIBRE GENERAL
++++++ CHEZ PARETO

Chapitre II

LA THEORIE DE L'EQUILIBRE GENERAL CHEZ PARETO

Vilfredo Pareto naquit à Paris le 5 juillet 1848 d'un père italien et d'une mère française. Son père avait dû s'exiler en raison de ses opinions républicaines. Le jeune Pareto rentra en Italie à l'âge de 10 ans. Il suivit des études classiques et étudia les mathématiques. Entré à l'Ecole Polytechnique de Turin, il soutint en 1869 une thèse sur "l'équilinre des corps solides"; il transposera ultérieurement le concept d'équilibre dans l'économie politique. Plus tard, il devint ingénieur des chemins de fer, puis fit de la politique sans succès. Il rencontra Pantaléoni qui lui fit découvrir la science économique. Il remonta de Pantaléoni à Walras et entra en relations avec celui-ci, à qui il succèda dans la chaire de Lausanne en avril 1893; il avait 45 ans. Ses principaux ouvrages s'échelonnent au cours de sa carrière universitaire : 1897 : Cours d'Economie Politique; 1901-1902.- Les systèmes socialistes; 1906 : Manuel d'Economie Politique (en italien, traduction française, 1909 - contient des modifications appréciables); 1916 : Traité de sociologie.

Dans le domaine politique, Pareto a toujours été anti-parlementaire; il donna son adhésion au fascisme et le 2 mars 1923 fut nommé sénateur. Il mourut le 19 août 1923, à 76 ans. Pareto fut donc théoricien de l'économie pure, sociologue et homme politique.

Oeuvres essentielles.

1° - Le cours d'Economie Politique, reproduction du cours professé à Lausanne, peut être considéré comme une tentative d'approfondissement et de mise au point de l'oeuvre de Léon

Walras. Il distingue Economie pure et Economie appliquée, la première étant une explication très abstraite, la deuxième plus proche de la réalité. Mais les deux parties ont une égale prétention scientifique.

Cette distinction est l'application de la méthode des approximations successives, consistant à tracer une représentation extrêmement schématique, puis à se rapprocher de la réalité par une série d'approximations en sachant qu'on n'atteindra jamais la complexité réelle.

2° - Le Manuel d'Economie Politique diffère sensiblement du "Cours". Il représente un stade plus évolué de la pensée de Pareto, contient une étude de l'équilibre économique et de l'optimum qui est la partie la plus originale, celle qui distingue le plus nettement le "Manuel" du "Cours", et qui présente le maximum d'intérêt pour notre étude.

3° - Le Traité de Sociologie reprend sur le plan sociologique certaines idées exposées dans les deux ouvrages économiques précédents, mais y ajoute de nombreux éléments. Cette oeuvre très personnelle, est complexe et souvent obscure.

Vilfredo Pareto est un auteur auquel on fait aujourd'hui fréquemment référence, notamment pour l'étude de l'optimum que certains économistes ont voulu prolonger en une théorie du bien-être. Son analyse à l'aide des courbes d'indifférence a donné lieu à de nombreux développements. Nombreux sont les auteurs qui lui accordent un grand intérêt; notamment, en France, M. G.H. Bousquet.

Une première connaissance de V. Pareto peut être obtenue par la lecture de l'ouvrage simple et clair de Gaëtan Pirou : "Les théories de l'équilibre économique : L. Walras et V. Pareto". Editions Domat-Montchrestien, Paris, 2ème édit. 1938, pp. 293 à 452.

++++++ Section I
++++++
++++++ L'itinéraire scientifique de Pareto
++++++

Vilfredo Pareto a contracté une première dette intellectuelle envers Pantaléoni. C'est lui, en effet, qui l'a conduit à une étude détaillée et à une découverte en profondeur de l'oeuvre de Walras. Occupant la chaire de Lausanne en 1893, il donne un enseignement qui se situe dans la ligne walrasienne. C'est une occasion d'approfondir les travaux du maître et d'apporter une série de perfectionnements à son système. C'est dans le cours d'Economie Politique publié en 1897 que cet effort se trouve enseigné.

Puis Pareto affirme peu à peu sa personnalité. Il opte pour une méthode d'exposition différente de celle de Walras, il généralise davantage, dépasse l'explication de l'équilibre en abordant l'optimum. C'est le Manuel d'Economie Politique, qui, en 1906, traduit cette progression.

++++++
++++++ § 1 - L'approfondissement du système walrasien

Dans son remarquable article (1) : "Pareto et l'économie pure", U. Ricci a signalé les perfectionnements apportés par Vilfredo Pareto à la théorie de l'équilibre. Pour mieux marquer l'évolution de l'analyse économique en ce domaine, U. Ricci commence par l'exposé de l'équilibre chez les classiques; puis il retrace l'élaboration par Alfred Marshall de la théorie de l'équilibre partiel, enfin il étudie avec une grande précision le système de Walras. Ceci lui permet de signaler les efforts d'approfondissement accomplis par Vilfredo Pareto.

C'est dans le "cours d'Economie Politique" que l'on trouve les principales améliorations apportées au système walrasien; on les énonce en se rapportant à l'étude de U. Ricci.

(1) Initialement publié dans le Giornale degli Economisti, 1924, reproduit (en anglais) dans le Review of Economic Studies, oct. 1933, p. 3 à 21 (nous utiliserons ce dernier texte pour la présente étude).

A - <u>L'utilité.</u>

Vilfredo Pareto - qui a cherché à donner un vocabulaire propre à la science économique - redéfinit le concept de base de l'analyse. Pour Léon Walras, la "rareté" - qui correspond à l'utilité marginale de Menger - dépend d'une seule variable : l'accroissement à la marge de la quantité du bien consommé. Pour Pareto "l'ophélimité élémentaire" dépend de la consommation d'une unité additionnelle d'un bien, compte tenu du fait que, en vertu du principe de complémentarité de tous les biens, le sujet consommait, antérieurement à l'accroissement du bien considéré, non pas ce bien seul, mais tout un ensemble de biens. La conséquence de cette prise de position est l'apparition dans les équations de l'équilibre général des dérivées partielles de l'utilité totale. C'est donc une formulation analogue à celle des dérivées partielles des fonctions de production (coefficients de fabrication variables). Ainsi, les utilités marginales sont les dérivées partielles de la fonction intégrale de satisfaction qu'un individu tire de la consommation d'un ensemble de biens, les variables étant les quantités consommées ou possédées. On peut remarquer toutefois que le progrès ainsi réalisé réside surtout dans la formulation et que Pareto, par souci de simplification, l'abandonnera dans ses démonstrations, pour s'en tenir à la formulation de Walras.

B - <u>La productivité marginale.</u>

Alors que pour Walras, une importante question est de savoir si les coefficients de fabrication sont ou ne sont pas variables, pour Pareto, il s'agit de distinguer ceux qui sont variables de ceux qui ne le sont pas et de préciser, pour les premiers, les lois de leur variation. Il se posera le problème à propos du jeu du principe de substitution entre la machine et le travail. Barone reprendra plus tard cette question.

C - <u>Le monopole et la rente.</u>

Le système walrasien repose sur l'état hypothétique de libre concurrence. Pareto intègre dans la démonstration de l'équilibre général, les situations de monopole que Cournot avait prises comme point de départ de sa démonstration. Ceci lui permet d'approfondir la rente.

Celle-ci apparaît lorsqu'on passe d'un état d'équilibre à un autre. En effet, en situation de libre concurrence, on peut préciser, par différence entre les deux équilibres, le sens et la proportion des variations des prix des capitaux produits. On obtient ainsi, pour un facteur donné, son rendement théorique. Si on suppose que dans la nouvelle situation, ce facteur est soustrait à l'effet de la concurrence, son rendement effectif ne sera pas égal à son rendement théorique; cette différence représente la rente.

D - <u>L'économie collectiviste</u>.

Examinant le cas d'une économie collectiviste, Vilfredo Pareto montre que la recherche de la satisfaction maxima des individus relève d'une solution théorique identique à celle en vigueur pour une économie décentralisée où règne la libre concurrence. Mais les inconvénients de la recherche de la satisfaction maxima en régime socialiste lui semblent considérables eu égard aux inconvénients réels et allégués rencontrés dans un régime concurrentiel.

Telles sont les principales lignes d'approfondissement du système walrasien dont Umberto Ricci fait crédit à Vilfredo Pareto.

Toutefois, ce n'est pas dans le "Cours", mais dans le "Manuel d'Economie Politique" que se marquera son apport essentiel.

++++++
++++++ § 2 - L'équilibre et l'optimum

Pour Vilfredo Pareto, l'équilibre économique est une notion transposée de la physique. Sa thèse sur "l'équilibre des corps solides" est significative à cet égard : le physicien a influencé l'économiste.

Il le définit ainsi : "L'équilibre économique est l'état qui se maintiendrait indéfiniment, s'il n'y avait aucun changement dans l'état dans lequel on l'obtient".

Cet équilibre est, en principe, un équilibre stable. Cependant, il ne possède pas a priori ce caractère. Pour qu'il

y ait équilibre stable, il faut qu'une faible modification intervenant, l'équilibre tende à se rétablir de lui-même.

Quelles sont les forces qui, en se compensant, établissent cet équilibre ? Ce sont, dit Pareto, d'une part, les goûts des sujets économiques qui représentent une nouvelle expression de l'ophélimité, d'autre part, les obstacles auxquels l'homme se heurte dans la satisfaction de ces goûts. C'est de l'opposition entre goûts et obstacles que naît l'équilibre.

Goûts et obstacles sont pour lui l'élément de départ, non seulement de l'explication théorique, mais encore de toute l'activité économique. Si les hommes n'avaient pas de désirs, n'éprouvaient pas de besoins, il ne se manifesterait de leur part aucun goût particulier. Par conséquent, il n'y aurait pas d'activité économique concevable. Par ailleurs, s'ils ne rencontraient aucun obstacle dans la satisfaction de ces goûts, ils n'auraient pas davantage d'activité économique à déployer. C'est parce que les hommes ont des goûts et que la satisfaction de ces goûts se heurte à des obstacles qu'il y a activité économique et donc une science économique.

Mais le problème économique, s'il demeurait ainsi posé serait fort simple. Il se complique pour deux raisons.

La première raison est que les goûts des hommes sont fort nombreux et que pour les satisfaire, ils disposent de solutions fort complexes. Ils ont donc une infinité de choix à faire et par conséquent de multiples combinaisons sont possibles. Entre toutes les combinaisons possibles, il faut savoir comment le sujet économique se décide et pour laquelle de toutes les combinaisons possibles il va opter.

La deuxième raison est que le problème ne se pose pas pour un seul individu mais pour un ensemble d'individus. Si bien que les goûts des uns constituent un obstacle pour la réalisation des goûts des autres. Car, l'individu qui veut satisfaire ses goûts entre en compétition avec les autres individus qui veulent satisfaire les leurs pour obtenir les biens économiques nécessaires.

On doit alors se demander comment peut être atteint, à partir de cette compétition entre individus, le maximum d'ophélimité pour l'ensemble. Pareto est ainsi conduit à situer, au-

delà de la réalisation de l'équilibre, la recherche de l'optimum.

Il fournit un critère : tout changement qui ne nuit à aucun sujet et qui améliore la situation de certains autres constitue une amélioration de l'ensemble.

Mais pour Pareto, l'utilité n'est pas mesurable; on sait que Walras avait raisonné en "supposant qu'elle le soit", optant aussi pour le principe de la cardinalité. Pareto opte au contraire pour le principe de l'ordinalité selon lequel les utilités peuvent seulement être rangées par ordre d'importance. Dès lors, la comparaison interpersonnelle des utilités devient impossible, et il faut chercher cependant un critère pour déterminer le moment où un changement conduit à une amélioration et savoir quand l'optimum est atteint. Il en arrive alors à indiquer que l'optimum de production est atteint lorsque les ressources, permettant d'obtenir un ensemble de produits donnés étant limitées, on ne peut accroître la production d'un produit par redistribution des ressources, sans diminuer la production d'un autre produit.

Section II

Les composantes de l'équilibre et la notion de courbes d'indifférence

Nous étudierons donc les goûts et les obstacles en montrant ce qu'est la notion de courbe d'indifférence, élément de première importance que Pareto reprend dans les travaux d'Edgeworth.

§ 1 - Les goûts et les lignes d'indifférence

Dans le cours d'Economie Politique, Pareto partait de la notion de plaisir, et aboutissait non à celle d'utilité, car il trouvait le terme équivoque, mais à celle d'ophélimité, c'est-à-dire d'utilité économique. Sa théorie était donc à fondement subjectif.

Dans le Manuel d'Economie Politique, Pareto renonce, un peu comme la nouvelle école de Vienne, à tout recours au subjectivisme : il abandonne le principe walrasien de la cardinalité de l'utilité pour lui substituer celui de l'ordinalité. Il prend comme point de départ le fait objectif de la détermination des quantités de biens qui constituent ce qu'il appelle les "combinaisons indifférentes". Il convient de préciser ce terme, en faisant remarquer que la comparaison interpersonnelle des utilités disparaît avec la mesure cardinale et fait place à son classement ordinal des utilités du sujet.

A - Combinaisons indifférentes et lignes d'indifférence.

La construction de Pareto s'échafaude en réalité sur les courbes d'indifférence. Que faut-il entendre par là ?

Lorsqu'un individu hésite entre deux combinaisons possibles dans le choix de biens aptes à satisfaire ses goûts, nous en tirons la constatation objective que les deux combinaisons ont pour lui la même importance, qu'il lui est indifférent d'opter pour l'une plutôt que pour l'autre. Cette constatation purement objective et expérimentale donne à la science économique une rigueur analogue à celle de la mécanique rationnelle. Il n'est pas besoin de s'étendre sur le caractère mesurable ou non mesurable du plaisir et de l'utilité; les courbes d'indifférence sont débarrassées de toute idée de mesure du plaisir; les relations d'ordre, le classement ordinal suffit à les situer.

Muni de cette méthode, Pareto construit alors ses lignes d'indifférence.

Supposons un individu possédant 1 kg de pain et 1 kg de riz. Il retire une satisfaction déterminée de chaque quantité de pain et de riz consommées. Supposons qu'il consomme 500 gr. de pain et 200 gr. de riz; il en retire une satisfaction totale. Mais il peut aussi consommer 300 gr. de pain et 400 gr. de riz; ou 200 gr. de pain et 100 gr. de riz. Il obtiendra chaque fois une satisfaction totale. Supposons que ces satisfactions soient égales. Il a donc plusieurs combinaisons différentes qui lui donnent la même satisfaction totale. Il n'a donc pas de raison de choisir entre l'une ou l'autre de ces combinaisons puisque la satisfaction totale est la même.

Posons donc qu'entre plusieurs combinaisons différentes donnant à l'individu la même satisfaction totale, il lui est indifférent de choisir l'une plutôt que l'autre.

Si nous traduisons ces observations sur un graphique, les différentes combinaisons entre les quantités de pain et de riz consommées donneront les points de satisfaction totale, et la ligne qui réunira ces différents points sera la ligne d'indifférence.

La ligne d'"indifférence existait déjà chez Edgeworth; mais elle reposait sur la considération de l'utilité, elle se situait donc sur un plan subjectif. Pareto, parlant des combinaisons réalisées, la situe sur un plan objectif. Mais pour exploiter cette position, il va recourir à un schéma explicatif reposant sur des images, destinées à faire comprendre que, géométriquement, la courbe d'indifférence relève d'un espace à trois dimensions.

B - <u>Les collines et les sentiers.</u>

Pareto prend l'image d'une colline qui s'élève au-dessus du niveau de la mer. Au sommet de la colline se place la satisfaction totale la plus élevée, que nous représenterons par 1.000. Puis, en dessous, à une hauteur convenable, une satisfaction totale moins élevée, que nous représenterons par 800; à un niveau plus bas, une satisfaction totale moins élevée, représentée par 600; puis une par 400, etc. En réalité, à chacun de ces points de satisfaction totale correspondent des lignes d'indifférence, si bien que, en représentant l'activité économique par cette colline, les lignes d'indifférence dessineront autour d'elle des courbes situées à des niveaux différents, 800, 600, 400, mais dont tous les points de chaque courbe seraient au même niveau par rapport à la base. Elles seront semblables aux courbes de niveau que l'on trace en topographie. Chaque courbe d'indifférence est la projection d'un contour (courbe de niveau) de la colline des plaisirs.

Mais le sujet économique cherche à obtenir la satisfaction totale la plus élevée possible, il va - en reprenant l'image de la colline - chercher à atteindre le sommet, où réside la satisfaction totale la plus élevée. Pour cela, il va emprunter les "sentiers" de la colline. Un sentier est pour Pareto la ligne qui résulte de la réunion de tous les

points où se trouvera l'individu qui pratique des combinaisons différentes. C'est dire que l'individu essaie différentes combinaisons pour obtenir la satisfaction totale la plus élevée. Mais ce faisant, il rencontre des obstacles.

Par exemple, le sujet économique a fait une combinaison lui donnant une satisfaction totale qui le situe sur la ligne d'indifférence 400; il va essayer par une combinaison nouvelle d'atteindre la ligne 600; puis, de là, la ligne 800. Mais s'il trouve un obstacle infranchissable sur cette ligne, il sera forcé de s'y arrêter. Ce sera le "point terminal". Mais s'il n'y a pas d'obstacle, il poursuivra sa route, jusqu'au moment où il aura atteint le sommet, ou bien s'il n'y arrive pas, jusqu'au moment où le sentier ne coupera plus de ligne d'indifférence, mais sera tangent à cette ligne. A partir de ce moment, en effet, le sentier ne coupant plus la ligne, restera à son niveau ou redescendra de l'autre côté de la colline. C'est dire que la satisfaction totale diminuera.

En généralisant la notion et l'emploi des courbes d'indifférence, Pareto aboutit à la notion de fonction-indice, fonction indiquant par le signe de ses dérivées, la direction vers laquelle se meut le sujet. La dérivée seconde négative étant la traduction de la décroissance de l'utilité marginale d'un bien.

Si bien que le sujet économique recherche, de ligne d'indifférence en ligne d'indifférence, la combinaison qui lui donne la satisfaction totale pla plus élevée, à moins qu'un obstacle ne l'arrête en chemin.

§ 2 - Les obstacles

Quels sont donc les obstacles que l'individu va rencontrer ? Ils sont distingués en obstacles du premier et du second ordre.

En premier lieu : les goûts des cocontractants qui provoquent une compétition pour l'obtention des biens aptes à les satisfaire. L'obstacle est d'autant plus fort que les goûts sont plus répandus, plus impérieux et les biens plus rares. La limitation dans la quantité des biens disponibles

et recherchés, et donc la nécessité de les partager, constitue un deuxième obstacle. Un troisième obstacle réside dans la nécessité dans laquelle on se trouve lorsqu'on veut accroître la quantité d'un bien désiré, d'utiliser pour sa production d'autres biens, car on se prive des satisfactions que l'on retirait jusque-là de ces dernières. La non-disponibilité du bien désiré au moment et au lieu voulus est le quatrième obstacle.

Les obstacles du second ordre sont constitués par les limitations à la variabilité des prix dans l'échange.

Nous allons retrouver l'image de la colline, mais transportée du plan de la consommation au plan de la production.

Le producteur qui transforme un bien B en bien A, se prive des satisfactions de B pour obtenir les satisfactions de A. Il doit opter entre plusieurs combinaisons possibles : les unes lui procureront une perte de satisfactions, d'autres un gain de satisfactions, d'autres ne lui procureront ni gain, ni perte. Mais à chaque combinaison correspond une ligne d'indifférence. Il y a la ligne d'indifférence qui correspond à la combinaison lui apportant un bénéfice égal à 1 par exemple, celle qui correspond à la combinaison lui apportant une perte égale à 1; celle qui correspond à la combinaison ne lui apportant ni bénéfice ni perte. Pareto appelle cette dernière la ligne de transformation complète. Mais nous obtenons, à l'aide de ces lignes d'indifférence, une colline des profits qui est pour le producteur la réplique de ce qu'est la colline des plaisirs pour le consommateur; il la gravira en utilisant lui aussi les sentiers qui coupent les lignes d'indifférence. Mais comme le producteur ne peut subir longtemps une perte, il ne peut demeurer en dessous de la ligne de transformation complète. Il doit chercher à monter au-dessus, mais nous verrons que, par suite de la concurrence, il ne peut guère la dépasser. Gaëtan Pirou (1) dit qu'il faut considérer que les lignes d'indifférence situées en dessous de la ligne de transformation complète correspondent aux parties de la colline situées en dessous du niveau de la mer. Le producteur qui se tiendrait sur ces lignes serait immergé.

(1) Théories de l'Equilibre Economique, p. 68.

++++++ Section III
++++++
++++++ La réalisation de l'équilibre
++++++

L'explication de l'équilibre se décompose en trois temps : équilibre des goûts, équilibre des obstacles, équilibre général.

++++++
++++++ § 1 - L'équilibre des goûts ou équilibre du consommateur

Imaginons un consommateur qui, possédant une quantité de biens A, désire obtenir par voie d'échange une quantité de biens B. Il s'agit de savoir quelle quantité de A il devra donner et quelle quantité de B il obtiendra. Le consommateur prend un sentier et rencontre une première ligne d'indifférence 1 ; il ne s'y arrêtera pas et cherchera à atteindre une ligne plus élevée 1', puis 1". Supposons qu'en 1", le sentier soit tangent à la ligne d'indifférence. En ce point, il sera en équilibre, car s'il continuait de poursuivre dans le sentier, il redescendrait. C'est dire qu'en ce point, sa satisfaction totale est la plus élevée; en-deçà et au-delà, elle est inférieure. La quantité de A qu'il aura dû abandonner pour atteindre cette satisfaction, et la quantité de B qu'il trouvera en échange, indiqueront les exigences de son équilibre. Mais s'il a dû abandonner toute la quantité de A qu'il possède, sans atteindre une ligne d'indifférence, il sera obligé de s'arrêter, c'est-à-dire que l'échange se fera à ce moment, non pas parce que ses goûts auront été satisfaits, mais parce qu'il ne peut aller plus loin dans la voie de l'échange. L'échange ne lui procurera pas la satisfaction optima.

Mais il se peut qu'il existe plusieurs sentiers qui ont tous un point de tangence avec des courbes d'indifférence diverses. Il y a donc plusieurs points d'équilibre. La ligne qui réunit ces points est appelée "ligne d'équilibre par rapport

aux goûts" ou ligne des échanges. "Elle indique, dit Pirou, du point de vue du consommateur, les divers points où l'on a intérêt à s'arrêter dans l'échange, puisqu'en poussant plus loin, on diminuerait l'ophélimité.

++++++
++++++ § 2 - L'équilibre des obstacles ou équilibre du producteur

Le producteur va chercher, non la satisfaction totale la plus élevée, mais ce qui pour lui y correspond : le profit maximum. Il va donc, lui aussi, gravir la colline des profits, en se heurtant aux obstacles que constituent les goûts des consommateurs et leur résistance à la hausse des prix. Il est un élément particulier qui va constituer pour le producteur un obstacle infranchissable : sous l'influence de la concurrence, son prix de vente devra être de plus en plus bas; mais il ne peut descendre en dessous du coût de production. Il y a là un obstacle contre lequel il vient buter, en ce sens que, un prix insuffisamment abaissé pourra décourager l'acheteur. Le producteur en concurrence est alors arrêté à un "point terminal".

S'il ne rencontre pas d'obstacle insurmontable, le producteur sera en équilibre au point où le sentier sera tangent à une ligne d'indifférence. C'est une situation dans laquelle il n'y a pas d'obstacle résultant de la concurrence : c'est le prix optimum de monopole.

++++++
++++++ § 3 - L'équilibre général des goûts et des obstacles

Le problème de l'équilibre général consiste pour Pareto à trouver les points qui correspondent à la fois à l'équilibre des goûts pour les consommateurs et à l'équilibre des obstacles pour les producteurs. Trois hypothèses sont à envisager.

A - Echange entre deux consommateurs.

Dans ce cas, chaque consommateur donne son superflu en un bien pour obtenir une quantité d'un autre bien. Le point d'équilibre général est donné par le point où se coupent les lignes des échanges de ces deux individus. Mais en ces points les sentiers sont tangents aux lignes d'indifférence (puisque la ligne des échanges unit précisément les points où les sentiers sont tangents aux lignes d'indifférence). Le point d'équilibre général sera donc tangent aux lignes d'indifférence de goûts pour les deux échangistes; ce sont les points les plus élevés possibles, car au-delà, chacun descendrait la colline. Ils obtiennent l'un et l'autre le maximum de satisfaction.

B - Echange entre un consommateur et un producteur monopolistique.

L'échange se réalisera au point où la ligne des échanges du consommateur coupe la ligne des prix optima du producteur.

C - Echange entre un consommateur et un producteur concurrentiel.

Dans le cas de concurrence, nous savons que le producteur se situe au voisinage de la ligne de transformation complète qui indique la situation où il ne fait ni bénéfice ni perte. Le point d'équilibre sera indiqué par l'intersection de la ligne de transformation complète du producteur avec la ligne des échanges du consommateur. En dessous de la ligne de transformation complète, le producteur subit une perte et ne peut demeurer longtemps en cet état. Au-dessus, il fait un bénéfice, mais par suite de la concurrence, il tend à abaisser son prix. Il est donc ramené sur la ligne de transformation complète qui indique un point d'équilibre stable.

o

Quel est le progrès réalisé par Pareto sur Walras ?

En réalité, Pareto présente la même explication que Walras. Mais sous une forme différente. Elle est moins abstraite, plus imagée, mais cette "imagerie", au début un peu déconcertante, recouvre la sécheresse du raisonnement scientifique.

Le progrès est surtout constitué par la construction de courbes d'indifférence qui affranchissent l'économie de tout subjectivisme. D'autres économistes laissant de côté l'imagerie de Pareto, travailleront directement sur des courbes d'indifférence d'une manière plus abstraite.

L'apport de Pareto est donc important.

Il a introduit le caractère ordinal de l'utilité et familiarisé les économistes avec le maniement des courbes d'indifférence.

Sa théorie de l'équilibre est beaucoup moins monolithique que celle de Walras. En effet, il examine l'hypothèse de prix variables durant l'échange (U. Ricci) et prolonge l'étude de l'équilibre stable walrasien, par l'adaptation à l'équilibre général de l'analyse marshallienne de l'équilibre partiel instable.

Poussant son étude au-delà du régime idéal de libre concurrence, Pareto s'efforce de déterminer les cas dans lesquels la collectivité obtient l'ophélimité maxima; ce cas est représenté non par le monopole, mais par la libre concurrence.

En outre, dans le cas de libre concurrence, il introduit une condition supplémentaire pour que l'optimum soit atteint : les prix doivent non seulement être égaux aux coûts, mais les coûts doivent être minima.

Par contre, on doit noter que sur le plan de la théorie monétaire et de son intégration à la théorie des phénomènes réels, l'oeuvre de Pareto reste en-deçà de celle de Walras. En particulier, il n'a pas développé la théorie walrasienne de l'encaisse désirée, qui retiendra longuement l'intérêt des contemporains.

++++++ Titre II
++++++
++++++
++++++ LES DEPASSEMENTS ET LES SYNTHESES NEO-CLASSIQUES
++++++

La tentative de reconstruction d'une science objective, neutre à l'égard de tout subjectivisme, ne se borne pas aux travaux des théoriciens de l'utilité marginale et de l'équilibre général. L'effort devait se poursuivre par les oeuvres d'une nouvelle génération d'économistes.

Ceux-ci vont reprendre la prétention à la neutralité de leurs prédécesseurs immédiats; mais pour eux aussi, cette prétention apparaît aujourd'hui excessive.

On sait que pour les classiques la pensée normative précède l'analyse en ce sens que la doctrine qui traduit leurs préférences doctrinales pose les questions que l'analyse doit résoudre.

Les néo-classiques, nous l'avons vu, ont adopté un système de pensée différent. Ils conservent implicitement, sans vouloir le reconnaître d'une manière nette, le cadre général que la doctrine libérale a servi à déterminer et ils font, implicitement, du libéralisme l'environnement de leur théorie. En effet, ils raisonnent dans l'hypothèse d'une libre concurrence et en fonction d'une psychologie hédonistique individualiste. Ils étudient le comportement du sujet économique agissant librement pour obtenir le maximum de satisfaction avec le minimum d'effort. Ils considèrent donc que l'état de libre concurrence constitue le plan sur lequel il convient de se situer pour étudier les phénomènes économiques fondamentaux.

Cependant, en raison de ce finalisme et de ce normativisme implicites, ils sont conduits à faire, dans une certaine mesure, un chemin inverse de celui qu'ont suivi les classiques.

En effet, une fois leurs analyses, dites objectives, élaborées, ils partent de cette base pour revenir du stade de la connaissance au stade des préférences doctrinales, afin de justifier par le raisonnement scientifique leurs fondements doctrinaux implicites. Ils proposent ainsi une sorte de justification scientifique et objective a posteriori de leurs préférences doctrinales implicites. On peut dire que par ce cheminement ils remontent du jugement d'existence au jugement de valeur, et tentent de vivifier à l'aide de la science la doctrine implicitement adoptée au départ.

Cette reconstruction scientifique du libéralisme va se poursuivre par une série de dépassements conduisant à de nouvelles synthèses. On peut les caractériser de la manière suivante :

1.- une première synthèse effectuée par Alfred Marshall s'efforcera de réconcilier en fonction de la théorie de la valeur, les thèses classiques relatives au coût et les nouvelles explications de l'utilité. Par là sera assurée la continuité des courants classiques et néo-classiques qui avaient paru un moment se contredire.

2.- un deuxième effort, effectué à propos de la théorie de la distribution par John Bates Clark fidèle au marginaliste viennois, cherchera à effectuer le passage de la statique des théoriciens de l'utilité, à la dynamique que les grands classiques avaient abordé.

3.- une prise de conscience s'effectuera peu à peu, eu égard au caractère inconfortable d'une position qui consiste à expliquer la valeur en général par l'utilité, mais qui laisse la monnaie hors de son champ d'action. La raison en est que l'utilité de la monnaie est de conserver la valeur au cours du temps, perspective que ne peut intégrer une théorie statique. Ainsi, la question sera posée - à partir notamment des incertitudes que Walras a laissé planer - de rechercher les conditions d'intégration du temps dans l'analyse.

4.- Knut Wicksell, pleinement conscient de cette nécessité, tentera alors une explication des déviations cumulatives qui peuvent se manifester à partir d'un état d'équilibre monétaire intégrant le temps.

On étudiera donc ces quatre efforts de dépassement et de synthèse :

- la synthèse du coût et de l'utilité : Alfred Marshall.

- le passage de la statique à la dynamique : John Bates Clark.

- l'intégration du temps par les anticipations de la monnaie.

- les déviations cumulatives à partir d'un état d'équilibre : Knut Wicksell.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LA SYNTHESE DU COUT ET DE L'UTILITE : ALFRED MARSHALL
++++++

Alfred Marshall, qui fut surnommé de son vivant le Prince des économistes, succéda à Stuart Mill dans l'esprit de ses contemporains, en ce sens qu'il fut considéré comme le représentant le plus qualifié et le plus authentique de la science économique (1).

Il avait reçu une formation mathématique, s'était passionné pour la philosophie et les sciences sociales. Il enseigna successivement à Bristol, Oxford, et surtout à l'Université de Cambridge, où il resta de 1885 à 1908. Mais il poursuivit ses travaux longtemps encore, jusqu'à sa mort qui survint en 1924.

Alfred Marshall eut une vie très active; il fut professeur, administrateur, écrivain, expert, surtout en matière monétaire. Il publia son grand ouvrage, "Principes d'économie politique", en 1890. Ce n'est qu'à la fin de sa vie qu'il fit paraître deux importantes études d'économie appliquée qui constituaient la suite de ses recherches d'économie pure représentées par les Principes. Ces deux ouvrages sont : "Industrie et commerce", publié en 1919, et "Monnaie, crédit et commerce", publié en 1923. Mais c'est surtout le contenu des Principes qui nous retiendra ici.

---

(1) P.T. Homan : Essai sur la pensée économique..., chapitre consacré à A. Marshall.- B. Nogaro : Le développement de la pensée économique. - E. James : Histoire sommaire...

++++++ Section I
++++++
++++++ La théorie de la valeur et du prix
++++++

L'objet central des recherches d'Alfred Marshall est constitué par l'étude de la valeur et de la répartition, en ce sens qu'il pense pouvoir appliquer les lois de la valeur à l'étude de la distribution du revenu. Par là, il demeure bien dans la tradition de l'école classique anglaise et son effort de rénovation aboutit incontestablement à la mise au point de la théorie néo-classique. C'est ce qu'il importe de préciser.

++++++
++++++ § 1 - La valeur, synthèse du coût et de l'utilité

Alfred Marshall se situe au confluent de deux courants : le courant classique anglais qui fonde la valeur sur le coût de production (compte tenu de Ricardo qui lui donne un fondement trop exclusivement établi sur le travail), et le courant moderne représenté en Angleterre par Stanley Jevons, mort prématurément, et en Autriche par Carl Menger et ses successeurs.

Marshall va opérer la synthèse entre ces deux courants, réalisant ainsi la première grande jonction entre les divergences apparentes qui ont semblé se manifester à la suite de la découverte conjuguée du principe de l'utilité marginale. Plus que tout autre, en effet, Marshall aura agi dans le sens d'une convergence de la théorie et favorisé le progrès de l'analyse contemporaine. En effet, grâce à lui, les deux courants qui paraissaient devoir s'opposer, vont désormais se rapprocher; chacun gardera son originalité propre, mais de leur combinaison résultera une explication plus satisfaisante du phénomène de la valeur. Par là Alfred Marshall rendra confiance aux économistes dans la signification de leur propre science.

D'une part, il sauvegardera l'autorité de l'école anglaise en montrant que les classiques n'ont pas conduit la science économique à une impasse et que leurs travaux ne sont pas formellement contredits par les découvertes de 1870. D'autre part, il soulignera que le principe de l'utilité, loin de rejeter le principe du coût, s'intègre à lui pour donner une explication

de la valeur. En somme, les deux courants, loin de s'annuler réciproquement, conjuguent et complètent leurs apports pour fournir une meilleure compréhension de la valeur et du prix.

L'explication d'Alfred Marshall peut en effet se ramener au schéma suivant : elle consiste à passer de la valeur au prix et à montrer que celui-ci est le résultat du jeu de l'offre et de la demande, en ce sens qu'il résulte d'une combinaison du coût exprimant l'offre et de l'utilité exprimant la demande.

La valeur est, pour les théoriciens de l'utilité marginale, le résultat d'une appréciation subjective. On comprend très bien cette position, lorsqu'il s'agit de la valeur d'usage; mais on a déjà vu que la valeur d'échange supposait également une appréciation d'ordre subjectif. Or, la valeur d'échange n'apparaît que sur le marché. Sur un marché, il n'y a pas manifestation d'une appréciation subjective unique, mais d'une série d'appréciations subjectives, celles de tous les co-échangistes.

Marshall montre qu'en passant du stade individuel au stade social, la conjonction des valeurs individuelles provoque une sorte d'objectivation, à tel point que sur le marché où apparaît la monnaie, les valeurs subjectives ne se traduisent plus que par l'intermédiaire du numéraire faisant apparaître le prix. Le prix devient alors un élément objectif, l'expression monétaire de la valeur d'échange. Ce faisant, il est l'expression objective du rapport entre la monnaie et les biens économiques, traduisant la "socialisation des valeurs d'échange issues des appréciations subjectives individuelles".

Le problème auquel on est ainsi ramené consiste à savoir comment se détermine le prix.

++++++

++++++ § 2 - La demande et l'offre, composantes du prix

Marshall se demande comment se dégage cette expression objective sociale des valeurs subjectives individuelles. En d'autres termes, il recherche comment se forme le prix sur le marché. Il répond, conformément à la tradition des derniers classiques, qu'il résulte de la confrontation de l'offre et de la demande; il est ainsi amené à étudier l'une et l'autre.

A) <u>La courbe de la demande</u>.

Alfred Marshall part de la loi de l'utilité décroissante, ce qui l'amène à dire que le prix, que le sujet économique est disposé à donner pour acquérir une chose, c'est-à-dire le prix de demande, décroît à mesure que le nombre des unités disponibles augmente. Mais chaque individu dispose d'un revenu déterminé, dont il répartit l'emploi de telle manière que pour chacun de ses achats sa dépense lui procure le maximum de satisfaction. Il en tire cette première conséquence : sur un marché, le montant de la demande augmente lorsque les prix baissent, il diminue lorsque les prix augmentent. Le prix qui se forme sur le marché mesure l'utilité marginale de la marchandise pour chaque acheteur pris individuellement. Ainsi Marshall va chercher à construire la courbe de la demande.

Il procède à cette construction en disant que la demande qui se manifeste est toujours <u>la demande d'une quantité déterminée d'un produit donné, faite à un prix donné, sur un marché</u>. Il peut alors construire la courbe de la demande en fonction du prix, en considérant qu'à chaque prix correspond une quantité demandée; de telle manière que la courbe de la demande s'abaisse quand le prix monte et inversement.

Le prix de demande d'un individu correspond alors au degré marginal d'utilité que le bien a pour lui; une certaine demande se manifeste à ce prix.

Mais il faut savoir pourquoi une offre vient correspondre à cette demande, pourquoi une même quantité est offerte au même prix; question à laquelle les théoriciens de l'utilité ne répondent pas et à laquelle il convient cependant de trouver une réponse.

B) <u>La courbe de l'offre</u>.

Les classiques enseignaient que le prix d'un produit tend à se fixer au niveau du coût de production. Marchal reprend cette proposition et va l'éclairer d'un jour nouveau. Le coût d'un produit est pour lui en liaison avec les quantités produites. Il faut, à ce sujet, distinguer plusieurs hypothèses.

Dans l'hypothèse du coût croissant, le coût augmente avec la quantité produite. Dans l'hypothèse du coût décroissant, le coût diminue quand la quantité augmente; dans l'hypothèse du coût constant, il demeure stable quelle que soit la quantité

produite. Or, l'entrepreneur produit pour obtenir le plus grand gain possible, en offrant ses marchandises sur le marché. Pour qu'il continue sa production, il faut que le prix qu'il en retire couvre au moins toutes ses dépenses et son bénéfice.

Partant de ces constatations, Marshall peut alors construire une courbe de l'offre qui exprime le prix auquel l'entrepreneur offrira, en fonction des quantités qu'il produit, compte tenu de la situation dans laquelle il se trouve placé, coût croissant, décroissant ou constant. La théorie du coût indique donc la quantité produite pour laquelle le prix est égal au coût. Il obtient ainsi deux courbes : la courbe de la demande qui est fonction de l'utilité; la courbe de l'offre qui est fonction du coût. Il va en retirer la loi de formation du prix.

++++++
++++++ § 3 - La théorie du prix en courte et longue période

Ayant obtenu la courbe qui exprime les variations de la demande en fonction de l'utilité et la courbe des variations de l'offre en fonction du coût, Marshall dit qu'il y aura une certaine demande pour toute marchandise à tout prix, et une offre en puissance pour tout prix donné. Comme la demande diminue quand le prix s'accroît et en supposant - hypothèse plausible - qu'il y a toujours une partie de la courbe de l'offre qui s'accroît en même temps que l'offre augmente (coût croissant), il y a forcément un point où les courbes se coupent. En ce point les quantités offertes et les quantités demandées sont égales pour le prix qui en émane.

Ce point est un point d'équilibre en ce sens que, chaque modification du prix mettra en mouvement des forces tendant à ramener le prix antérieur. Si le prix s'élève, la demande diminue, l'offre augmente, ce qui tend à réduire le prix, et inversement. Il y a ainsi une relation étroite entre la demande, le prix et l'offre. Mais Marshall pousse plus loin son analyse.

A) La distinction des courtes et des longues périodes.

Pour mieux opérer cette synthèse, Marshall est amené à distinguer la formation du prix en courte, puis en longue période. Que faut-il entendre par là ?

La courte période est celle qui est suffisamment brève pour que la quantité de capital, le volume de la population, le degré de la technique et les goûts des consommateurs n'aient pas le temps de changer. En d'autres termes, c'est la période qui est suffisamment brève pour que la capacité productive soit considérée comme constante, n'ayant pas le temps de subir un changement.

La longue période est celle qui a une durée de temps suffisamment longue pour que la quantité de capital, le volume de la population, le progrès technique et les goûts des consommateurs aient le temps de changer. En principe, la capacité productive peut s'accroître, permettant un accroissement de la production, destiné à satisfaire une quantité de besoins plus grande. Elle peut également diminuer, en particulier si les besoins eux-mêmes deviennent moins intenses et moins nombreux.

Cette distinction de la courte et de la longue période, qui deviendra classique, va lui permettre de réaliser d'une manière plus complète la synthèse entre le coût et l'utilité.

B) L'utilisation des périodes.

En courte période, on se trouve en présence d'une quantité de marchandises déjà produites et présentes sur le marché, ou dont la fabrication se trouve engagée et dont la venue sur le marché ne saurait tarder. Les entrepreneurs sont alors dans l'obligation de chercher à écouler cette marchandise. Dans ce cas, ils sont plus dociles aux exigences de la demande; c'est elle qui, dans la formation du prix, va constituer l'élément déterminant. Le prix d'offre s'abaisse autant qu'il est nécessaire pour que toute la quantité produite et présentée sur le marché trouve preneur. De telle sorte qu'en courte période, le prix de marché est soumis aux exigences de la demande; le prix est alors déterminé par l'utilité.

En longue période, il en est différemment. L'entrepreneur peut modifier les quantités produites; il peut travailler avec une capacité productive changeante. Or, il est certain qu'il ne peut produire à la longue, si le prix de vente sur le marché ne couvre pas son coût de production. Il ne peut accepter de vendre pendant longtemps au-dessous du coût de production. Celui-ci représente donc, en longue période, la limite en dessous de laquelle le prix ne peut descendre. C'est donc dans ce cas la demande qui doit s'adapter à l'offre; si bien qu'en longue période le prix est déterminé par le coût.

Marshall intègre ainsi coût et utilité dans la formation du prix et donc dans le phénomène de la valeur d'échange. Loin de s'exclure, coût et utilité se complètent. Ils sont comparables aux deux lames d'une paire de ciseaux qui agissent autant l'une que l'autre.

Ainsi, Alfred Marshall synthétise les apports de l'école classique et la découverte du principe de l'utilité faite par les marginalistes; il les intègre dans la formation du prix et donc dans le phénomène de la valeur d'échange. Mais également, en réalisant cette synthèse, Alfred Marshall réalise la jonction du courant classique et du courant de l'utilité marginale; il refait l'unité de la science.

Il n'ajoute pas purement et simplement une théorie à l'autre; il combine les apports de chacune qui lui paraissent valables. Au moment où les théoriciens de l'utilité prétendaient démontrer que l'apport de l'école classique était négligeable, les économistes anglais s'étaient demandé si la science économique méritait qu'on lui fasse encore crédit. Un siècle d'efforts n'était-il pas en effet anéanti par l'apport de Jevons, Menger et Walras ? Alfred Marshall a sauvé l'école anglaise du pessimisme scientifique, en montrant que les deux théories n'étaient que les deux parties d'une même recherche et qu'elles concouraient l'une et l'autre à l'obtention d'un résultat plus satisfaisant. Par là Alfred Marshall a sauvé la science économique du doute et de l'incertitude.

§ 4 - Précisions sur le rôle du coût

Il s'agit ici de préciser le rôle qui est attribué au coût dans la formation du prix. Nous avons vu comment le coût et le prix de marché ont tendance à s'adapter en longue période. Le coût de production permet d'établir les conditions d'un équilibre stable entre l'offre, la demande et le prix au cours d'une longue période de temps. Dans ce cadre chronologique, il devient l'élément principal de l'équation offre-demande-prix.

Cependant, l'influence du coût est imparfaite et indirecte car elle est soumise à un jeu de forces opposées, qui ne permettent pas de conclure toujours à une détermination satisfaisante. En effet, cette constatation ressort des précisions apportées par Alfred Marshall quant à la manière dont se manifeste l'action du coût de production. On peut en effet relever trois facteurs atténuant l'action du coût de production.

1°) L'atténuation de l'action du coût en fonction des catégories de biens.

Le coût ne joue pas d'une manière toujours identique pour tous les biens. En effet, son influence est atténuée dans divers cas.

Dans le cas de biens complémentaires, le coût d'un bien déterminé peut voir son action atténuée en ce sens que le prix des deux biens est lié, puisque leur utilisation conjointe est indispensable. En conséquence, le prix d'un des deux biens peut être déterminé beaucoup plus en fonction du prix de l'autre bien, qu'en fonction de son propre coût.

Le coût joue également un rôle atténué pour les biens dont la production est liée techniquement à celle d'autres biens dont la demande est plus forte. Ainsi, le prix du coke pourra être déterminé en fonction du prix du gaz, autant qu'en fonction de son propre coût de production.

2°) L'atténuation de l'action du coût en fonction de sa structure.

Alfred Marshall distingue dans la constitution du coût les frais fixes et les frais proportionnels. Les premiers ne varient pas en fonction des quantités produites alors que les seconds sont au contraire directement rattachés à ces quantités. L'entrepreneur peut, lorsqu'il veut savoir s'il lui est possible d'augmenter sa production, ne tenir compte que des frais proportionnels engagés par la production d'unités additionnelles. En effet, les frais fixes peuvent être considérés comme déjà couverts lorsqu'il décide d'augmenter son programme de production. Ceci permet de dire encore que l'entrepreneur peut se décider à accroître sa production dès que les frais proportionnels qu'il devra engager pour cela seront couverts par les nouveaux prix qu'il pourra obtenir. Dès lors, le nouveau prix, c'est-à-dire celui auquel il vendra les biens additionnels, n'est pas déterminé par le coût de production total puisque les frais fixes en sont exclus.

3°) L'atténuation de l'action du coût en fonction des conditions de la production.

On doit distinguer ici les différents types de production : à coûts croissants ou décroissants. En effet, dans les deux cas l'influence du coût marginal de production n'est pas

la même. En conséquence, l'augmentation des quantités produites réagira différemment sur le coût moyen et sur le prix auquel les produits pourront être vendus sur le marché.

Enfin, il convient de distinguer entre la production concurrentielle et la production monopolistique. Dans le cas de production concurrentielle, situation dans laquelle s'est placé Alfred Marshall, le coût de production est bien l'élément déterminant qui a été indiqué; mais dans le cas de production monopolistique, il n'a plus d'influence déterminante sur le niveau des prix, ainsi que le montre la théorie du monopole.

Il résulte de ces observations que non seulement le coût joue un rôle important à côté de l'utilité dans la détermination du prix, mais que ce rôle n'est pas toujours aussi simple que la théorie de Menger avait semblé l'admettre.

++++++ Section II
++++++
++++++ La théorie de la répartition et l'équilibre économique
++++++

Section II

La théorie de la répartition et l'équilibre économique

Alfred Marshall demeure dans la tradition classique, en faisant porter une grande partie de son attention sur le problème de la répartition. Il va montrer comment, de la théorie de la valeur, on passe à une théorie de la répartition et de là à une théorie de l'équilibre économique d'ensemble.

++++++
++++++

§ 1 - La théorie de la répartition

En situation d'équilibre stable, les prix sont égaux au coût. Le coût correspond donc au prix du marché et il dépend dans une certaine mesure des quantités produites. Mais les quantités produites ne peuvent dépasser à la longue les quantités demandées. Elles dépendent donc de celles-ci. Cependant, les quantités demandées dépendent à leur tour du prix auquel chaque quantité considérée en particulier est offerte. Si bien que prix et coût se déterminent mutuellement. Le prix d'équilibre stable ainsi établi est appelé par Alfred Marshall le prix normal. Celui-ci est donc égal au coût normal, lorsqu'on se trouve en situation d'équilibre stable.

Mais ce qui est un coût pour l'entrepreneur n'est autre chose qu'un ensemble de revenus pour les facteurs de la pro-

duction. Ainsi le coût du travail représenté par le salaire; le coût du capital, par l'intérêt.

Le coût se décompose donc en revenus particuliers et, du coût normal, Marshall est tout naturellement conduit aux revenus normaux. La théorie de la valeur s'épanouit en une théorie de la répartition, car la théorie du prix se ramène, par l'intermédiaire du coût, à une théorie du prix des facteurs de la production, c'est-à-dire à une théorie des salaires, de l'intérêt, de la rente et du profit.

Comment Marshall arrive-t-il à cette explication ?

Marshall distingue quatre facteurs : la terre, le travail, le capital et l'organisation, qui sont rémunérés par la rente, le salaire, l'intérêt et le profit. Cette rémunération n'est autre que le prix des facteurs, le facteur organisation étant adjoint aux trois facteurs classiques pour représenter le rôle joué par l'entrepreneur. Ce prix des facteurs se détermine, comme tous les prix, en fonction de l'offre et de la demande des facteurs de production. Marshall est donc amené à rechercher les lois de la formation du prix normal des facteurs de la production. Il va reprendre la méthode déjà utilisée pour déterminer le prix normal des marchandises; il va donc distinguer les courtes et les longues périodes.

Abordant en premier lieu la demande des facteurs de la production émanant des entrepreneurs, il dit que ceux-ci cherchent à déterminer l'apport réalisé à la valeur du produit par l'unité marginale du facteur de production considéré. Il estime, en outre, que les divers facteurs sont plus ou moins interchangeables, de telle sorte que l'entrepreneur pourra substituer l'unité marginale d'un facteur à l'unité marginale d'un autre s'il y trouve avantage. C'est le jeu du principe de substitution. Ainsi l'unité marginale de capital pourra être substituée à l'unité marginale de travail dans une proportion déterminée.

Or sous l'action de la concurrence, le principe de substitution ainsi déterminé va jouer jusqu'à ce que le prix de l'unité marginale substituable soit égal à la valeur de son apport. Il en résulte que la substitution joue jusqu'à ce que chaque unité d'un facteur quelconque de production reçoive une rémunération égale à ce que la dernière unité du facteur marginal apporte au produit total.

On pourrait en conclure que le prix d'un facteur de production, et donc le revenu de ce facteur, est égal à sa productivité. Or il n'en est ainsi que dans les courtes périodes, car dans celles-ci, c'est la demande émanant des producteurs qui prédomine et elle est faite en fonction de la productivité des facteurs. Mais dans la longue période, le facteur ne peut être rémunéré continuellement à un taux inférieur à son coût, coût de la formation d'un ouvrier, coût de son existence; ou bien coût du capital, c'est-à-dire coût de l'épargne, etc...

L'offre émane des facteurs de la production, travailleurs, épargnants, et ils ne peuvent admettre d'être rémunérés à la longue en dessous de leur propre coût; si bien qu'il en est pour les facteurs de la production comme pour les biens; en longue période, c'est l'offre qui détermine le prix et celui-ci ne peut être inférieur au coût. Donc, en longue période, il y a tendance à la constitution d'un taux normal du salaire, de l'intérêt, de la rente, qui ne peut être inférieur au coût des facteurs dont il représente le prix.

Cependant, par suite des fluctuations du marché, et notamment en courte période, les revenus perçus ne coïncident pas avec le revenu normal, par suite de difficultés d'adaptation. Il se produit des différences qui constituent des quasi-rentes, lesquelles sont souvent à l'origine du profit, lequel dépend plus fréquemment de l'état du marché que de l'action de l'entrepreneur.

§ 2 - L'équilibre économique d'ensemble

Marshall en arrive alors à une notion d'équilibre d'ensemble reposant sur l'interdépendance des éléments économiques. D'une part, le prix des produits est lié au coût; d'autre part, le coût des produits est la somme des prix des facteurs. Mais le coût des produits dépend des quantités obtenues, donc du volume des facteurs utilisés. Or ce volume de facteurs utilisés dépend de leur prix et ce prix dépend lui-même de leur coût.

Donc tout s'enchaîne en un équilibre complexe, de telle manière qu'une modification de l'un quelconque des éléments provoque une modification de l'ensemble. Marshall construit ainsi une représentation de l'économie où tous les éléments sont associés intimement les uns aux autres par une série de liens. Il reconnaît que des perturbations peuvent être apportées à ce mécanisme, mais ce sont des phénomènes agissant mo-

mentanément. A la longue, un équilibre stable tend à s'établir. Tous les phénomènes économiques évoluent autour d'une "normalité" dont ils ne peuvent que momentanément s'écarter.

Alfred Marshall, reprenant la tradition inaugurée par Cantillon et continuée par Jean-Baptiste Say, attache une grande importance au rôle de l'entrepreneur qui devient l'agent organisant la production et assurant, par son action, la réalisation de l'équilibre économique.

++++++
++++++ § 3 - La portée de la synthèse marshallienne

Quelle est l'apport de Marshall et quel sens convient-il de lui donner ?

Marshall reste bien dans la tradition des grands classiques anglais et sans doute même a-t-il fortement subi leur influence; d'une part en s'attachant, d'une manière peut-être trop exclusive, à la théorie de la répartition, d'autre part en négligeant la théorie de la production et donc en délaissant l'étude des variations du montant de la production et du montant des facteurs employés pour l'obtenir.

Il n'est pas arrivé à se dégager entièrement de la conception classique des revenus. C'est ainsi que s'il abandonne la théorie du fonds des salaires, il envisage tout de même celui-ci comme la part du dividende national, obtenue à la suite d'une compétition, entre le salaire d'une part, les autres revenus d'autre part.

En courte période, le niveau du salaire est déterminé par la productivité marginale du travail de chaque catégorie de travailleurs considérée. En longue période, il semble bien que Marshall revienne à la détermination du salaire par le coût de production de la force de travail.

Comme les classiques, il fait intervenir, moins directement sans doute, les variations de la population pour expliquer la détermination du salaire en longue période. Mais celui-ci est déterminé d'une manière beaucoup plus large; il ne s'agit plus d'un minimum physiologique, mais d'un minimum d'ordre psychologique fixé eu égard au développement de la civilisation et aux besoins généraux qu'elle fait naître chez les travailleurs.

Il applique également la distinction entre courte et longue période pour expliquer la formation du taux de l'intérêt; il ne parvient pas à une explication satisfaisante car pour lui l'intérêt comprend des revenus trop divers : rémunération d'un prêt, d'une acquisition de valeurs mobilières, rapport de capitaux investis, etc... C'est dire qu'intérêts et profits ne sont pas encore nettement distingués. Ces derniers sont, en effet, considérés comme la rémunération de l'activité d'organisation, de telle sorte qu'ils sont autant un prix de facteur qu'un gain différentiel. Enfin, la théorie de la rente reste trop proche de l'explication critiquable de Ricardo. Mais il a étendu le concept de rente en lui adjoignant les quasi-rentes produites par les raretés.

Cependant, l'apport de Marshall, bien qu'imparfait - mais quelle est la théorie qui peut se croire parfaite ? - n'en reste pas moins considérable. Sa théorie trouve sa signification maxima sur le plan de la synthèse qu'elle réalise. En effet, Alfred Marshall utilise le principe marginal comme mode de raisonnement, comme instrument d'analyse, lui faisant subir une extension qui n'existait pas chez les fondateurs; par là il perfectionne la méthode en alliant le raisonnement abstrait à l'observation.

Il intègre l'utilité dans son explication; mais il en fait surtout le principe explicatif de l'action de la demande. Quand il passe de la valeur à la répartition, l'utilité cède la place à la productivité.

Il utilise également la notion de coût, mais il n'en fait pas l'explication unique de la valeur et du prix. Le coût exprime la tendance normale, dans la mesure où l'offre constitue la trame de fond de l'activité économique, en ce sens qu'on ne produit que si le coût est couvert par le prix. C'est grâce à cette position qu'il peut s'évader de la théorie classique du fonds des salaires pour faire appel à la théorie de la productivité.

Enfin, il donne une représentation de l'équilibre économique fondée sur l'interdépendance entre quantités offertes et quantités demandées, entre prix et coût, entre prix des produits et prix des agents producteurs. Il place cette interdépendance dans le temps chronologique, par sa distinction entre courte et longue période. Cette interdépendance traduit, dans une série d'actions et de réactions successives, la recherche d'un point d'équilibre; par elle, l'économie tend tou-

jours à <u>retrouver une certaine normalité</u>, laquelle d'ailleurs demeure imprécise.

Marshall opère ainsi une remarquable synthèse entre le courant classique et le courant issu de la révolution de 1870. Il concilie ce qui avait paru un moment inconciliable : il restaure le crédit ébranlé de la science économique. Il est incontestablement le néo-classique par excellence. Grâce à lui les thèses essentielles de l'école classique anglaise ont été sauvegardées, parce qu'enrichies de l'apport des théoriciens de l'utilité; l'économie politique est sortie de l'impasse dans laquelle on aurait pu la croire un moment enfermée.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++ LE PASSAGE DE LA STATIQUE A LA DYNAMIQUE :
++++++
++++++ JOHN-BATES CLARK

Economiste américain, J.-B. Clark travaille dans la ligne du marginalisme viennois auquel il apporte un nombre assez important d'amendements. Il utilise les thèmes principaux du libéralisme et reprend les idées essentielles de l'école classique, surtout en matière de répartition; mais il les perfectionne grâce à l'analyse de l'utilité marginale.

Il finit par souligner l'excellence de la pensée libérale tout en proposant quelques réformes que, sans doute, les libéraux orthodoxes n'admettent pas volontiers.

John Bates Clark, né en 1847 et mort en 1938, exerça une influence considérable aux Etats-Unis. Il fit ses études en Allemagne, suivant l'enseignement de l'historiste Charles Knies. Mais ayant découvert, par la suite, les travaux des marginalistes de l'Ecole de Vienne, il subit très fortement leur influence.

Dans son premier ouvrage, "Philosophie de la richesse", paru en 1885, il portait des jugements assez sévères sur les conséquences du fonctionnement du système libéral. Sa réaction était surtout d'ordre social; elle devait le conduire cependant à rechercher les principes d'une amélioration de ce système et c'est en ce sens qu'il s'inscrit bien dans le courant néo-classique.

En 1899, il publiait un second ouvrage : "Distribution de la richesse", dans lequel il présentait une théorie originale de la répartition. Il abandonnait donc la position de départ adoptée par les théoriciens de l'économie fondamentale, pour revenir au grand problème qui avait préoccupé les classiques : la répartition des revenus. Dans cet ouvrage, il allait finalement montrer les bienfaits du régime libéral, tout en précisant par quels moyens on pouvait perfectionner son fonctionnement afin d'éviter ses conséquences dommageables.

Enfin, en 1907, il publiait ses "Principes essentiels de théorie économique", dans lesquels il formulait les premiers éléments d'une théorie dynamique conçue d'une manière assez particulière, ainsi qu'il sera bientôt indiqué.

Les travaux de John Bates Clark furent poursuivis par son fils, John Maurice Clark (1).

Les caractères généraux de l'oeuvre de John Bates Clark apparaissent assez nettement. L'effort de construction de la théorie de la répartition est conçu par l'auteur comme une réaction à la fois anti-classique et anti-socialiste.

Réaction anti-classique, car John Bates Clark ne peut admettre le pessimisme ricardien, ni s'accommoder du fonctionnement très défectueux des mécanismes automatiques. Il veut démontrer que ce fonctionnement ne se traduit pas nécessairement par l'existence de situations aussi préjudiciables que celles décrites par les auteurs britanniques. Sa position est également anti-socialiste, en ce sens qu'il veut protester contre la campagne menée dans son pays par le socialiste Henry George qui, ainsi qu'il a déjà été indiqué, s'attaquait à la théorie de la rente.

C'est en fonction de cette double réaction que John Bates Clark va élaborer une oeuvre très inspirée des travaux des marginalistes viennois, mais cependant originale.

Un second caractère de son explication consiste en ce que, à la différence des néo-classiques qui l'ont précédé, il distingue la statique et la dynamique. La statique est pour lui un état hypothétique en fonction duquel il va se livrer à l'étude des lois de la répartition. La dynamique sera conçue comme traduisant l'état réel de l'économie, mettant le chercheur dans la nécessité d'introduire des éléments modifiant l'hypothèse statique. En somme la statique est considérée comme un schéma et

---

(1) Pour l'étude de ces deux auteurs, on utilisera le livre de M. Emile James, "John Bates Clark et John Maurice Clark", textes choisis et préface; Collection des Grands Economistes, Dalloz, 1948, et du même auteur : Histoire sommaire..., 4ème partie, chap. IV : l'Ecole marginaliste américaine, p. 203 et suiv. . Voir aussi : P.T. Homan, Essai sur la pensée économique contemporaine des Anglo-Américains, Sirey, 1933.

la dynamique comme l'élément indiquant les transformations que ce schéma doit subir pour tenir compte de la réalité.

++++++ Section I
++++++
++++++ La répartition dans l'hypothèse statique
++++++

Pour exposer la théorie de la répartition, il importe de considérer en premier lieu ses fondements, puis son mécanisme.

++++++
++++++ § 1 – Les fondements de la répartition

John Bates Clark raisonne sur l'hypothèse d'un état statique défini à l'aide des conditions que l'on trouve à la fois chez les grands classiques et chez Alfred Marshall.

En effet, considérant la statique abstraite comme un instrument d'analyse, John Bates Clark va établir un schéma de libre concurrence caractérisé par trois éléments principaux. Le cadre de l'activité économique est déterminé par l'existence de la propriété privée, de la liberté des conventions et du travail et par la mobilité parfaite des facteurs de la production et des biens économiques.

En second lieu, le sujet économique reproduit le type de l'homo oeconomicus; c'est dire qu'il est considéré comme agissant librement en fonction de critères purement rationnels, pour atteindre le maximum d'intérêt personnel économique.

Enfin, ce schéma est construit en dehors de toute considération de temps.

Mais John Bates Clark est dans une certaine mesure victime d'une confusion qui est fréquente chez les théoriciens de la statique abstraite. Il ajoute à ces éléments caractéristiques de la statique, d'autres qui sont empruntés au schéma de l'état stationnaire décrit par Stuart Mill. En effet, il convient de considérer que ses explications se déroulent dans des conditions telles que, capital et travail sont en quantités déterminées et qu'il ne se produit aucune transformation dans les goûts et les besoins des consommateurs et dans l'état de la technique.

Alfred Marshall avait déjà utilisé plusieurs de ces éléments pour déterminer ce qu'il appelait la courte période. John Bates Clark fait ici une combinaison de ces différents éléments, ce qui ne donne pas à son schéma une cohésion parfaite.

Les agents de la répartition ne sont qu'au nombre de deux; en effet, il ne retient que le travail et le capital. La terre disparaît en tant que facteur originel de la production, étant considérée comme appropriée et mise en état de rapport par le travail des générations antérieures; elle est assimilée au capital productif. En conséquence, la rente foncière disparaît en tant que telle; on peut même se demander si John Bates Clark considère que la rente peut apparaître dans une situation statique. Enfin, dans l'état statique, l'entrepreneur ne joue aucun rôle; Clark prend sur ce point une position identique à celle que prendra plus tard Joseph Schumpeter. C'est donc entre le travailleur et le capitaliste apporteur de capitaux, que le système de la répartition va jouer.

John Bates Clark propose alors un principe fondamental pour rendre compte de ce mécanisme. Il énonce que les revenus perçus par les agents économiques ne sont autre chose que les prix versés aux facteurs de la production. Il s'agit donc de savoir comment vont s'établir ces prix de facteurs et, par là même, comment se répartiront les revenus.

L'auteur estime que la libre concurrence rattache le niveau du revenu de l'agent au niveau de la productivité marginale du facteur. Cette égalisation se réalise sous l'effet de deux lois qui vont jouer dans le système de Clark un effet analogue à celui que jouait la grande loi de la population ou de la rente chez les classiques. Ces deux lois sont : celle de la décroissance des rendements qui joue le rôle essentiel et celle de la décroissance des besoins qui ne joue qu'un rôle secondaire.

On sent ici combien John Bates Clark se sépare déjà des marginalistes de l'Ecole de Vienne. Il paraît plus près dans une certaine partie de sa théorie des classiques anglais que des marginalistes viennois. Mais cependant on doit reconnaître qu'il a intégré l'apport de 1870 à une interprétation d'ensemble de l'activité économique conçue d'après le mode classique; c'est en cela qu'il est à la fois un néo-classique et un auteur de synthèse.

++++++
++++++ § 2 - Le mécanisme de la répartition

L'essentiel de l'explication de la répartition va reposer sur le jeu des deux facteurs : travail et capital, dans la production. De ce jeu découlera par voie de corollaire le mécanisme de la répartition. John Bates Clark dispose donc du travail et du capital et va considérer successivement deux hypothèses : 1) le travail est employé en quantité fixe alors que le capital augmente; 2) le capital est, à son tour, employé en quantité fixe, le travail étant utilisé en quantité croissante.

Appliquant la loi de la décroissance des rendements à ce mécanisme abstrait, il peut montrer que quand la quantité de travail est fixe alors que la quantité de capital augmente, chaque nouvelle dose de capital ajoutée dans le processus de production a un rendement inférieur à la dose précédente. De même, en cas d'utilisation d'une quantité fixe de capital et d'une quantité croissante de main-d'oeuvre, le rendement de chaque dose supplémentaire de travail est inférieur au rendement de la dose précédente. Ce système permet, d'après lui, de déterminer la combinaison ayant le rendement optimum : par une série de tâtonnements successifs, on pourra savoir la quantité de capital et de travail qu'il convient d'employer de manière à obtenir le plus grand produit.

Il ajoute que cette combinaison fixant la productivité de chacun des facteurs, fixe, par là même, leur rémunération. Comment y parvient-il ? En raisonnant sur la productivité de la dernière unité de chacun des facteurs employés dans la combinaison; c'est en cela que John Bates Clark utilise le raisonnement marginal. Essayons de le montrer en étudiant la détermination du salaire et la détermination de l'intérêt.

A) La détermination du salaire.

John Bates Clark raisonne sur une combinaison productive dans laquelle est employée une quantité déterminée et fixe de capital. On cherche à accroître la production en faisant appel à une quantité de plus en plus grande de travailleurs. Chaque fois que l'on ajoute une unité de travail considérée comme constituée d'un groupe homogène de travailleurs, le rendement de l'ensemble du processus est accru. Mais cet accroissement est inférieur à celui que l'on aurait pu espérer sur la base de la combinaison antérieure. C'est dire que la nouvelle unité de travail a un rendement inférieur au rendement de l'unité précédemment employée.

En continuant l'augmentation de la quantité de travail, on s'apercevra que viendra un moment où l'emploi d'une nouvelle unité est sans intérêt pour la combinaison. C'est la productivité de cette dernière unité qui déterminera le montant du salaire devant être versé. Ce salaire correspondant à la productivité de la dernière unité, sera celui qu'il convient de donner à chaque unité de travail antérieurement employée.

Il semblerait que ce système aboutisse à une injustice. En effet, si le salaire se fixe sur la productivité de la dernière unité employée, donc sur la productivité la plus basse, les unités antérieurement utilisées qui ont une productivité supérieure ne sont-elles pas lésées ? John Bates Clark répond qu'il ne saurait en être ainsi, car l'emploi d'une nouvelle unité de travail dans le processus de production conduit à une modification complète de celui-ci, étant donné que la quantité de capital demeure fixe. En conséquence, chaque unité de travail met en oeuvre une moindre quantité de capital, ce qui lui confère une productivité inférieure.

En d'autres termes, la productivité de chaque unité de travail employée s'aligne, par suite de la modification de la combinaison productive, sur la productivité de la moins productive des unités employées. La généralisation à l'ensemble des unités de travail du salaire versé à la dernière unité correspond donc à une productivité devenue égale pour toutes. En somme, à l'égalisation des productivités, correspond l'égalité des rémunérations.

B) La détermination de l'intérêt

La détermination de l'intérêt rémunérant le capital se fait d'après le même mécanisme. Dans la combinaison productive considérée, la quantité de travail est fixe alors que la quantité de capital augmente. L'augmentation du nombre d'unités de capital se traduit par une productivité de plus en plus faible des unités supplémentaires ajoutées au processus. Le rendement total de celui-ci s'accroît, mais d'une quantité inférieure à celle qui avait été apportée par l'unité de capital précédente. C'est dire que chaque nouvelle unité de capital employée à une productivité plus faible et le prix versé pour obtenir le concours de la dernière unité de capital apportant encore un avantage, représente la rémunération de celle-ci et doit être étendue à l'ensemble, selon un processus identique à celui qui vient d'être décrit pour le salaire. Ainsi se fixe le taux de l'intérêt.

c) L'inexistence de la rente.

John Bates Clark tiendra compte de la notion de rente lorsqu'il traitera de l'état dynamique. La rente est conçue par lui dans un sens beaucoup plus large que celui qu'avait adopté Ricardo. Elle n'est pas limitée à la terre, mais étendue à tous les facteurs de production. Elle est un phénomène général, en ce sens qu'elle représente un gain différentiel qui n'est rattaché à aucune productivité.

Or John Bates Clark montre qu'en statique, la rente n'a pas d'existence. En effet, dit-il, il serait erroné de croire que l'employeur, c'est-à-dire l'auteur de la combinaison productive, va percevoir le surplus provoqué par la différence entre la productivité des unités de capital ou de travail précédemment employées et l'intérêt ou le salaire qui leur est effectivement versé. En effet, cette différence ne saurait exister, puisque la productivité de toutes les unités de capital et de travail est ramenée au niveau de productivité de la dernière unité.

En réalité, John Bates Clark est conduit à proposer cette explication parce que, ayant supprimé l'entrepreneur de l'hypothèse statique, il est bien obligé de faire abstraction de la rente qui pourrait prendre appui sur lui, puisqu'elle est élargie à tous les facteurs de la production. Elle réapparaîtra en dynamique et sera expliquée dans cette hypothèse.

Ainsi, d'après lui, se trouve justifiée la théorie de la répartition dans un état de libre concurrence. Chacun est rémunéré d'après sa propre productivité; le système est donc parfaitement juste. Mais on ne saurait oublier qu'il s'agit là d'un état hypothétique; il importe donc maintenant d'étudier comment il va expliquer le mécanisme de la répartition dans un état réel correspondant à une évolution dynamique de l'économie.

++++++ Section II
++++++
++++++ La distribution dans l'état dynamique réel
++++++

Ayant ainsi fondé le mécanisme de la répartition dans l'hypothèse de l'état de libre concurrence parfaite, John Bates Clark va passer à la considération de l'état dynamique. Celui-ci est considéré, avons-nous dit, comme un état réel de l'éco-

nomie, nécessitant par conséquent des modifications importantes du schéma statique. Il importe d'examiner comment l'auteur le conçoit, afin de préciser ensuite la nature des modifications qu'il doit apporter au schéma initial.

++++++
++++++ § 1 - L'état dynamique

John Bates Clark va tracer les lignes fondamentales de l'état dynamique en utilisant celles qui ont été présentées avec plus ou moins de netteté par les grands classiques anglais; mais il va les expliciter d'une manière plus nette.

L'état dynamique se caractérise par le rôle joué par des variables qui ne sont autres que les éléments constituant une partie des données fixes de la statique. En effet, dans l'état dynamique on doit prendre en considération les effets :

1°) de l'accroissement démographique;

2°) de l'augmentation du capital utilisé pour la production;

3°) des progrès réalisés par la technique de production;

4°) des modifications intervenant dans la demande (goûts et besoins des consommateurs);

5°) des changements intervenant dans les modes d'organisation de la production en vue d'accroître son efficience.

Mais il importe de tenir compte de ce que ces changements ne peuvent être intégrés dans le courant de l'activité économique, que si un agent économique actif est chargé de réaliser cette intégration. Ainsi se trouve réintroduit le rôle de l'entrepreneur. Celui-ci aura pour mission de réaliser non seulement la combinaison des facteurs, mais encore de tenir compte de tous les éléments de changement qui sont apportés par l'évolution dynamique de la société économique.

Or ces modifications sont des causes de déséquilibre; elles troublent l'équilibre qui existait dans l'état statique. C'est ainsi que l'accroissement de la population augmente l'offre de travail et exige une réadaptation continuelle du système des coûts. Cette réadaptation incombera à l'entrepreneur. De même l'augmentation de la quantité de capital nécessite une nouvelle adaptation, etc...

Cette dynamique est cependant très imparfaite. En effet, John Bates Clark n'introduit que d'une manière très sommaire les conséquences de la considération du temps dans le déroulement de l'activité économique. Il se borne à indiquer quelques-uns des déséquilibres ainsi introduits, sans se livrer à une étude complète de l'ensemble des déséquilibres susceptibles de survenir. En somme, il se limite à l'indication de cinq éléments qui, changeant au cours du temps, deviennent des facteurs de perturbation de l'équilibre établi dans l'état statique.

Il ajoute que ces éléments sont intégrés dans l'activité économique par l'effet de la concurrence. Celle-ci devient en somme le principe moteur poussant l'économie vers le progrès social. De plus, les forces dynamiques auraient un effet bienfaisant sur la société, car elles tendraient à les rapprocher de l'état de perfection que représentait la situation statique.

En effet, John Bates Clark écrit cette proposition assez curieuse : "La forme réelle de la société à une époque quelconque, n'est pas le type statique de cette époque; mais elle tend à s'y conformer, et dans une société très dynamique, elle s'en rapproche plus qu'elle ne le ferait si les forces de changement étaient moins actives. Avec toutes les influences transformatrices auxquelles elle est soumise, la société industrielle américaine se rapproche aujourd'hui de plus près d'une forme normale, que les sociétés conservatrices d'Europe, et de bien plus près que les sociétés apathiques d'Asie" (1).

Il résulte de cette affirmation qui n'est en rien une démonstration, que la dynamique libérale, c'est-à-dire la dynamique obéissant au jeu de la libre concurrence, en rapprochant l'état réel des sociétés de l'état statique hypothétique, tend à établir le meilleur régime.

++++++

++++++ § 2 - L'excellence des transformations dues à l'état dynamique

En effet, les transformations apportées par la dynamique de la concurrence sont essentiellement favorables. John Bates

---

(1) Essentials of Economic Theory, ch. XII, cité par E. James: Textes choisis de J.M. Clark, op. cit. pp. 131-132.

Clark explique que l'accroissement de la population ne saurait être plus rapide que l'accroissement du capital, de telle sorte que l'on ne saurait aller en longue période, vers une diminution de la productivité du travail. Au contraire, la société est dirigée vers un progrès économique obtenu par une productivité sans cesse croissante.

A) Le progrès économique.

Les progrès de la technique se caractérisent par des rendements de plus en plus élevés grâce à une meilleure exploitation des connaissances; on est ainsi conduit non pas vers le chômage technologique, mais vers une diminution de la durée du travail.

Par ailleurs, le développement des besoins qui se manifeste au cours d'une longue période de temps, permet une élévation du niveau de vie, rendue possible par l'amélioration de la productivité.

Cependant, les méthodes d'organisation qui sont également soumises aux changements, se traduisent par des conséquences qui risquent d'être dommageables. Sans doute, enregistre-t-on des améliorations dans les processus productifs; on voit apparaître des procédés nouveau qui ont des rendements supérieurs; on découvre des matières premières à moindre coût et facilement utilisables. Mais on est conduit, et ceci est évidemment dommageable, à l'institution de grandes entreprises qui aboutissent à des situations de monopole. Or, celui-ci permet l'apparition de rentes différentielles et de profits de rareté. Ainsi les rentes qui étaient exclues de l'état statique font leur apparition dans l'état dynamique, où elles sont à peu près exclusivement allouées aux entrepreneurs. John Bates Clark va en tirer un certain nombre de propositions de réforme.

B) Les mesures d'intervention

Sans doute a-t-il montré la supériorité de la concurrence qui rapproche l'économie dynamique de la situation statique considérée comme la meilleure possible. Cependant les risques de monopole qu'amène le changement dans les méthodes d'organisation le conduisent à proposer une intervention et un contrôle de l'autorité publique.

Celle-ci devra s'efforcer d'assurer le maintien du régime de concurrence en contrôlant les conséquences de la liberté économique. Le monopole en effet est néfaste au progrès social

et on ne saurait, sous prétexte de liberté, laisser l'économie se perdre dans les excès du laisser-faire. L'Etat devra donc veiller au maintien d'une structure concurrentielle et lutter en particulier contre le monopole.

John Bates Clark écrit ainsi, dans une certaine mesure, la préface du néo-libéralisme.

++++++ Chapitre III
++++++
++++++ L'INTEGRATION DU TEMPS PAR LES ANTICIPATIONS
++++++
++++++ ET LA MONNAIE

L'étude de la pensée économique entreprise jusqu'à maintenant ne nous a pas encore conduits à étudier le rôle que pourrait jouer la monnaie dans la détermination de l'équilibre et de l'activité économiques. On a vu que classiques et néo-classiques considéraient que la monnaie était un élément extérieur au système, à tel point que si l'on faisait, dans une première partie de la démonstration, une théorie de la production et de la répartition, c'est dans une deuxième partie que l'on expliquait la théorie de la monnaie.

Les classiques et les néo-classiques offraient ainsi une explication manquant d'homogénéité. En effet, la théorie de la valeur des biens reposait soit sur le coût de production, soit sur l'utilité. Quant à la théorie de la valeur de la monnaie, elle reposait sur la quantité de signes monétaires. Ces deux explications n'étaient donc pas cohérentes.

On ne saurait admettre que l'absence d'intégration de la monnaie à la théorie de la production et de la répartition soit un simple oubli. Si les classiques ont pris cette attitude, c'est qu'elle était probablement commandée par des raisons plus profondes que celles qui tiendraient à une simple omission.

Pourquoi donc les classiques n'ont-ils pas intégré la monnaie dans leurs explications ?

++++++ Section I
++++++
++++++ L'incertitude en présence du futur
++++++

Une première réponse à cette question est fournie par la conception qui orientait toute l'explication des classiques : celle d'un état stationnaire et d'un équilibre stable.

L'état stationnaire se caractérise par une absence de changement, ce qui est aujourd'hui se reproduira demain sans modification; il n'y a donc pas de question posée au sujet de ce que recèle l'avenir. Il n'existe aucune incertitude dans les décisions des sujets économiques, puisque le changement se trouve exclu des conditions générales de l'activité. Or, il importe de reconnaître que le futur joue un rôle déterminant dans les décisions et que, par là même, entre dans la conduite des sujets un élément d'incertitude.

++++++
++++++ § 1 - L'importance du futur

C'est parce que classiques et néo-classiques considéraient une situation économique stable qu'ils étaient amenés à délaisser le rôle du futur. Or celui-ci est cependant fondamental. On peut s'en rendre compte en examinant la mise en oeuvre de la production et l'accumulation des richesses.

Lorsque l'entrepreneur décide de passer à la mise en oeuvre d'un programme de production, il doit déterminer le volume de production qu'il désire obtenir. Or, certaines données lui sont connues alors que d'autres échappent à sa connaissance. Entre le moment où sa production sera mise en oeuvre et le moment où elle arrivera sur le marché, une certaine période de temps s'écoulera. Or, rien n'indique que, une fois la production terminée, les conditions seront identiques à ce qu'elles étaient au moment de sa mise en oeuvre. Le volume de la demande aura pu changer, la valeur de la monnaie aura pu être modifiée, le niveau de prix des facteurs sera en hausse ou en baisse, etc...

Il en résulte que la valeur de la demande pourra être différente de ce qu'avait escompté l'entrepreneur. Par là même, lorsqu'il engage un volume de production, il se place dans une

situation d'incertitude quant à la réalisation possible de ses projets.

A plus forte raison, lorsqu'il se détermine pour la création d'un volume de capital, l'incertitude entre dans ses déterminations; cette création exige en effet du temps et des changements peuvent intervenir entre le moment où la création du capital est décidée et le moment où il pourra être utilisé. De telle sorte que la mise en oeuvre de la production implique le temps et, par là même, l'incertitude liée aux événements à venir.

De même, l'accumulation des richesses implique le rôle du futur ; l'accumulation de biens capitaux est indispensable pour entreprendre une production, tout équipement productif supposant une accumulation préalable de biens. Enfin, avant la vente, la constitution de stocks est indispensable pour assurer la satisfaction de la demande.

Mais encore, lorsqu'un équipement est créé, il détermine dans une large mesure les conditions de la production (quantités et coûts, rendements et rentabilité) pour toute la période de temps pendant laquelle l'équipement sera utilisable.

Le consommateur lui-même n'échappe pas à la nécessité d'accumuler des valeurs sous forme de réserves de revenus ou d'épargnes; il obéit lui aussi à des préférences relatives à l'urgence des satisfactions et à la valeur de la monnaie.

Tous ces éléments se déroulent dans la durée concrète et ils supportent les conséquences des préférences des sujets relatives au temps. Ces préférences se marquent soit à l'égard de l'emploi des revenus, soit à l'égard de la conservation de la monnaie. Tout ce qui prolonge dans le temps les effets des décisions et des choix, accentue l'importance du futur; plus l'accumulation des biens capitaux ou des réserves de monnaie est importante, plus le rôle du futur est fondamental.

++++++
++++++ § 2 - L'impossibilité de connaître l'incertain

Le futur ne peut donc être connu qu'avec incertitude, mais les classiques et les néo-classiques ont tendance à réduire cette incertitude par un calcul de probabilités et par l'application de la loi des grands nombres. Or l'incertain ne peut être l'objet d'une probabilité ni d'une compensation possible.

Le sujet économique ne peut connaître l'incertain, mais il va agir comme s'il était susceptible d'être réduit à une connaissance satisfaisante. En somme, il emploie des techniques qui ont pour effet de réduire l'incertain au certain.

Trois techniques différentes peuvent être utilisées par lui :

1°) Ses décisions actuelles s'appuient sur des résultats passés et il projette le passé dans le futur.

2°) Le sujet économique accorde un crédit favorable à l'opinion dominante; il appuie ses décisions sur un certain nombre de critères rattachés au comportement de personnes bénéficiant d'une position dominante. Ce phénomène joue pour la spéculation relative aux matières premières et aux produits de base, aux valeurs de bourse et pour la constitution de stocks.

3°) Le sujet économique se conforme à l'opinion moyenne; il hésite à prendre une position à contre-courant; l'opinion de la majorité lui paraît souvent plus fondée que la sienne. Ainsi le boom en bourse, suivi de krach, s'explique par le développement d'une opinion moyenne à laquelle l'ensemble des individus se conforme.

La conséquence de cette attitude est une atténuation de la rationalité des sujets économiques, à laquelle étaient si attachées les conceptions classiques. Pour celles-ci, le sujet économique peut connaître rationnellement le futur par un calcul de probabilités. Le rationnel est une convention sur laquelle repose la démonstration traditionnelle. Or, en réalité, la conduite du sujet est très différemte; le rationnel fait place en lui au conventionnel, parce que le futur recèle l'incertain dont la connaissance est impossible et irréductible à un calcul d'événements compensés.

Les phénomènes conventionnels apparaissent lorsque la valeur et la teneur d'un phénomène ne peuvent être connues par une constatation objective et dépendent d'un jugement sur leur comportement futur. Ainsi en est-il du taux d'intérêt considéré comme le prix de la liquidité. Le désir de détenir la monnaie liquide grandit avec l'incertitude à l'égard du futur; plus l'incertain est grand, plus les risques de l'avenir sont difficiles à évaluer et plus grand est le désir de détenir la monnaie liquide; ce désir témoigne ainsi de l'incertitude et de la crainte à l'égard du futur. Aussi le sujet économique exigera-

t-il pour se défaire de cette liquidité un taux d'intérêt d'autant plus élevé que l'incertitude sera plus grande et le risque couru plus important. L'opinion moyenne relative à cette incertitude sera un des principaux éléments déterminants du montant de l'intérêt.

Ainsi, non seulement le futur est important mais encore, parce qu'impossible à connaître, il introduit dans l'économie l'incertitude, le risque et, par conséquent, les perturbations et le déséquilibre.

Il importe de savoir par quels éléments économiques cette incertitude peut se manifester dans l'économie. Ceci va nous conduire à la compréhension de la raison pour laquelle les classiques n'ont pas intégré la monnaie dans leurs explications de l'équilibre.

Section II

Equilibre statique, monnaie neutre et encaisse désirée

La théorie classique prend à l'égard de la monnaie une attitude singulière, exprimée par Stuart Mill sous la forme suivante : "Il n'est pas en économie de chose moins importante en elle-même que la monnaie". Ceci ne veut pas dire que la monnaie soit sans intérêt, mais plus simplement qu'elle ne joue pas de rôle appréciable dans la détermination de l'équilibre économique. C'est ce qu'il convient d'expliquer, en utilisant la position à la fois équivoque et embarrassée de Léon Walras aux prises avec les contradictions existant entre l'analyse statique de l'équilibre et la notion d'encaisse désirée qui implique référence au temps

§ 1 - L'équilibre de troc et la monnaie neutre

Le système classique et néo-classique exprime, en fait, un système de troc. Non seulement on peut entendre la loi de Jean-Baptiste Say : "les produits s'échangent contre les produits" comme une explication de la création par l'offre d'une demande équivalente à son volume, mais on doit considérer encore qu'elle exprime involontairement la conception selon laquelle l'échan-

ge économique se fait en réalité produit contre produit, la monnaie n'intervenant que pour raison de commodité.

Or, en fait, on assiste à un premier échange produit contre monnaie, suivi d'un second échange monnaie contre produit; de telle sorte que la monnaie intervient deux fois dans l'acte d'échange.

Le problème qui nous intéresse ici consiste à savoir si la monnaie peut être considérée comme un élément neutre n'exerçant aucune action propre ou si, au contraire, elle est un élément actif chargé de réactions particulières susceptibles de modifier les conditions dans lesquelles l'échange s'effectue. Si la monnaie est neutre, les classiques ont raison; si elle est active, ils ont tort.

En effet, si la monnaie est neutre, elle est bien ce simple voile qui, d'après les classiques, cache la réalité des phénomènes économiques; elle joue le rôle d'un instrument de mesure des valeurs et d'un intermédiaire entre les échanges. On peut alors conduire l'explication de l'équilibre économique en faisant abstraction de ce simple intermédiaire et la théorie de la monnaie peut être rejetée en appendice de la théorie générale de la production et de l'équilibre. Mais si la monnaie est un élément actif, si elle a un rôle propre, elle exerce une action dans les opérations qui utilisent son concours. Dans ce cas, il faut l'intégrer dans la construction de l'équilibre.

C'est pour la première solution que les classiques ont opté et leur position paraît suspecte lorsqu'on considère le défaut d'homogénéité de leurs explications, à savoir : leur théorie de la valeur des biens repose sur le coût alors que leur théorie de la valeur de la monnaie repose sur la quantité de signes monétaires (théorie quantitative).

La chose est encore plus surprenante pour les néo-classiques, qui ont proposé une théorie subjective de la valeur reposant sur l'utilité et qui persistent à attribuer à la valeur de la monnaie un fondement quantitatif. Enfin, Walras provoque le maximum de surprise, lorsqu'on se souvient qu'il a distingué le numéraire, la monnaie de circulation, et <u>l'encaisse désirée</u>, cette dernière représentant le désir de détenir de la monnaie liquide en raison de <u>l'utilité</u> que celle-ci présente. Or, dans sa théorie de l'équilibre, la notion de l'encaisse désirée n'est pas intégrée; seuls sont pris en considération le numéraire et la monnaie de circulation. Quant à la valeur de la monnaie, elle est toujours expliquée par la quantité de

signes monétaires. Ainsi, la théorie de la valeur-utilité n'a pas servi aux néo-classiques à expliquer la théorie de la valeur de la monnaie.

Pourquoi cette contradiction ? Pour le comprendre, il faut tenir compte de deux positions fondamentales : pour les classiques et les néo-classiques, l'économie est un système de troc et l'équilibre est un équilibre statique. Quelles sont les conséquences de ces propositions ?

++++++
++++++ § 2 - L'économie est un système de troc

Puisque la réalité est l'échange produit contre produit, il n'existe dans une économie que des prix relatifs - prix du blé en avoine et de l'avoine en blé, selon Walras - indépendamment des prix en monnaie qui ne sont que le revêtement occasionnel de la valeur réelle.

Mais alors se pose une question importante : comment s'établit la liaison entre les prix relatifs déterminés par la théorie de la valeur et les prix absolus exprimés en monnaie, qui sont la réalité apparente et concrète ? Qu'est-ce qui va déterminer l'offre de monnaie faite en échange du bien ? Qu'est-ce qui va fixer le rapport d'échange entre monnaie et produit ?

La théorie classique et néo-classique ne répond que par le rôle joué par la quantité de signes monétaires destinés à être échangée contre la quantité de produits. Il ne s'agit donc plus d'expliquer un phénomène de valeur mais simplement d'indiquer les règles de la détermination du niveau général des prix. On explique que c'est dans la masse de signes monétaires que se trouveront tous les phénomènes situés à l'origine des variations de prix; mais sur la nature de ces causes on ne pourra fournir aucune explication valable.

En somme, la masse de signes monétaires reste absolument en dehors du système d'équilibre formulé en termes de troc; elle ne modifie en rien cet équilibre qui obéit à des lois demeurant sans rapport avec le phénomène monétaire. Ainsi, les classiques commencent par exclure le facteur monétaire de la construction de l'équilibre qui aboutit à la formation des prix relatifs (prix du blé en avoine et de l'avoine en blé). Par la suite ils ne fournissent aucune explication de la liaison existant entre ces prix relatifs et les prix absolus en monnaie;

ils n'ont recours qu'à l'explication quantitative qui n'exprime que des résultats passés. De telle sorte que, même pour rendre compte de la formation des prix en monnaie, on ne sort pas de la perspective d'un système de troc. Cela suppose par conséquent que la réalité économique est un échange produits contre produits, un troc généralisé; cela indique encore que la monnaie n'est qu'un simple voile qui cache la réalité des phénomènes économiques.

§ 3 - L'incompatibilité entre l'équilibre statique et la monnaie active

La seconde proposition des classiques et des néo-classiques s'explique par la conception de l'équilibre statique qui, bien souvent d'ailleurs, n'est que la reproduction des conditions propres à l'état stationnaire. Or il y a incompatibilité absolue entre l'équilibre statique et la monnaie active, ainsi que l'a montré Rosenstein-Rodan.

Pour les classiques qui ne connaissaient pas la théorie de l'utilité, la monnaie ne pouvait avoir de rôle spécifique; elle ne pouvait être qu'un intermédiaire entre les échanges et un instrument de mesure des valeurs. N'ayant pas d'autre rôle, on ne pouvait concevoir que la monnaie fût désirée pour autre chose que pour échanger. Aussi ne pouvait-elle faire l'objet d'une demande propre ni d'une offre spéciale.

Quoique fondant la valeur sur l'utilité, les néo-classiques, ainsi que nous l'avons noté, n'ont pas davantage attribué de rôle propre à la monnaie. Il faudra attendre les néo-marginalistes qui, reprenant les positions de Walras, sur l'encaisse désirée, ont pu montrer les conséquences du rôle actif attribué à la monnaie.

En effet, celle-ci a une utilité dérivée de sa nature d'instrument d'échange. Elle a le pouvoir de conserver la valeur et en conséquence elle a une utilité propre qui lui vaut d'être désirée par les individus.

Il est donc possible de faire découler la valeur de la monnaie non plus de la théorie quantitative, mais de son utilité particulière qui est de conserver les valeurs. Or, Walras, parlant du désir d'encaisse ou de l'encaisse désirée, aurait pu faire ce que les théoriciens de l'utilité appartenant à la

troisième génération, se sont proposé de réaliser; s'il ne l'a pas fait, s'il a construit une théorie de l'équilibre statique ne faisant état que de la monnaie instrument de mesure et instrument d'échange, c'est qu'il considérait l'équilibre économique comme un équilibre statique.

En effet, cet équilibre statique qui, ainsi qu'il a été dit, reproduit souvent les conditions de l'état stationnaire, exclut toute prévision parce qu'il n'y a pas place dans un équilibre statique pour l'incertitude, puisque le temps se trouve exclu de l'explication. Si, voulant faire état du déroulement des phénomènes économiques dans la durée, on intègre le temps chronologique, on réduit l'incertitude que comporte le futur par les techniques précitées du calcul des probabilités ou de la loi des grands nombres.

En conséquence, dans l'équilibre des classiques et des premiers néo-classiques, la conception statique faisant abstraction du temps aboutit à l'exclusion de l'incertitude. D'ailleurs, tout dans la théorie classique tend à séparer le sujet économique de la méconnaissance du futur et des risques que celui-ci comporte. Les produits offerts sont assurés de trouver un débouché ; la surproduction est rendue impossible en fonction de la loi de Jean-Baptiste Say; le plein emploi des facteurs de la production est toujours assuré; etc... Enfin, les prix ne peuvent varier qu'en fonction des changements intervenant dans la quantité de monnaie et il semble difficile de tolérer les variations éventuelles de celle-ci. Walras explique dans son "Economie appliquée" que le billon régulateur permet, en faisant varier la quantité de signes monétaires, de maintenir des prix stables en maintenant constante la masse monétaire totale.

Ainsi l'équilibre statique exclut toute incertitude et par conséquent rend toute prévision du futur inutile. En conséquence, point n'est besoin de constituer une réserve de valeur puisqu'il n'y a aucune inconnue à redouter, puisque demain sera identique à aujourd'hui, puisque les prix seront stables, l'offre toujours égale à la demande. La monnaie n'a donc aucun rôle à jouer en dehors de sa fonction d'intermédiaire entre les échanges; elle n'a pas de place dans la détermination de l'équilibre statique.

Si on l'intégrait dans celui-ci, on peut dire qu'elle en constituerait la négation même, car la constitution d'une encaisse liquide n'a de sens que dans la mesure où il est impossible de prévoir avec exactitude; la constitution d'une réserve

de valeur ne se conçoit que lorsqu'il est nécessaire de se prémunir contre l'incertitude que recèle le futur.

En conséquence, l'équilibre statique est incompatible avec une conception de la monnaie active, c'est-à-dire d'une monnaie dont le rôle serait non seulement d'être un intermédiaire dans les échanges, mais d'être encore un réservoir de valeur. C'est la raison profonde pour laquelle les classiques, faisant une théorie de l'équilibre statique et de l'état stationnaire, excluant le temps et l'incertitude, ont exclu la monnaie active de leur interprétation; ils n'ont connu que la monnaie instrument de mesure et instrument d'échange; ils ne pouvaient concevoir une monnaie réserve de valeur.

Classiques et néo-classiques ne peuvent admettre qu'une monnaie neutre, ne jouant aucun rôle sur la détermination de l'équilibre, lequel conduit à une théorie de l'échange des produits entre eux dans une économie où tous les éléments de détermination sont connus avec exactitude.

++++++ Chapitre IV
++++++
++++++ LES DEVIATIONS CUMULATIVES A PARTIR
++++++
++++++ D'UN ETAT D'EQUILIBRE : WICKSELL

Il est maintenant possible de progresser dans l'étude des théories qui se sont efforcées de fournir une explication d'ensemble de l'équilibre conçu en fonction du temps.

Deux types d'explications sont fournies : l'un par le fondateur de l'école suédoise, Wicksell, qui va essayer de montrer comment en fonction des prévisions, un état de déséquilibre peut sortir d'un état d'équilibre en un processus cumulatif, qui renforce le déséquilibre à la hausse ou à la baisse. Une deuxième explication, celle de Myrdal, montrera comment la notion d'équilibre monétaire permet de déceler les tendances de l'activité économique, orientée vers la hausse ou vers la baisse. Elle sera examinée dans la troisième partie.

Pour Wicksell, le mouvement de l'économie est constitué à titre principal par un processus cumulatif qui est une déviation née d'un dérangement de l'équilibre monétaire. Loin de concevoir un équilibre stable, comme les classiques et les néo-classiques, c'est-à-dire un équilibre qui se rétablit lui-même une fois détruit, il considère que le dérangement de l'équilibre se poursuit en engendrant un processus cumulatif vers la hausse ou vers la baisse. Son point de départ réside dans la construction de la notion d'équilibre intégrant les prévisions de changements de la valeur de la monnaie, celle-ci s'opposant au rétablissement de l'équilibre détruit et provoquant au contraire l'amplification du mouvement de déséquilibre.

++++++ Section I
++++++
++++++ Le système wicksellien
++++++

Il importe de préciser les caractères généraux de la théorie de Wicksell, avant d'aborder l'explication du processus cumulatif, conçu comme une déviation issue d'un état d'équilibre, détruit par des prévisions prenant appui sur la valeur future de la monnaie.

++++++
++++++ § 1 - La ligne générale de la théorie de Wicksell

Wicksell utilise deux apports différents qu'il essaie de synthétiser : celui de l'école classique anglaise et celui de la première école de Vienne.

A) L'apport classique

Il a senti l'impossibilité d'expliquer en fonction de la théorie ricardienne les variations simultanées du taux de l'intérêt et des prix. Il a constaté également que la théorie classique ne parvenait pas à expliquer comment on pouvait passer de la théorie des prix relatifs à la théorie des prix absolus, c'est-à-dire d'une théorie de la valeur construite en faisant abstraction de la monnaie, à une théorie de la valeur mesurée en monnaie. La théorie quantitative qui expliquait l'expression monétaire des prix était sans lien avec la théorie de la valeur.

Que conserve-t-il donc de la théorie classique ? Il conserve la détermination du prix d'après la loi de l'offre et de la demande et la conception de l'épargne considérée comme une mise en réserve de biens de consommation offerte aux entrepreneurs moyennant un taux d'intérêt.

Il explique, par ailleurs, que sila loi des débouchés peut se vérifier en statique, il n'en est pas de même au cours du temps. En effet, l'équilibre entre la production et le revenu peut être rompu dès que l'on fait intervenir le facteur temps. La production lui paraît constituer deux parties : l'investissement, c'est-à-dire la production des biens capitaux, et la production des biens de consommation. Or, la production des biens capitaux ne peut être considérée en dehors du temps.

B) L'apport viennois

Par ailleurs, le revenu comprend l'épargne, plus la dépense faite pour acquérir les biens de consommation. Or, au cours du temps, l'épargne peut être différente de l'investissement; en particulier l'épargne est supérieure à l'investissement lorsque le taux monétaire d'intérêt est supérieur au taux naturel d'intérêt. Il se manifeste alors un déséquilibre.

Le taux monétaire d'intérêt est celui qui apparaît sur le marché des capitaux. Il indique le rapport de prix entre les biens futurs et les biens présents, en ce sens qu'il exprime, par exemple, qu'un taux d'intérêt de 5 % signale le rapport existant entre 105 francs remboursables dans un an et 100 francs prêtés aujourd'hui. C'est là un emprunt à l'école de Vienne qui a expliqué la dépréciation des biens en fonction du futur.

Le taux naturel d'intérêt apparaît sur le plan de la productivité physique du capital; il exprime le rendement en nature de celui-ci.

Pour Wicksell, lorsque le taux monétaire et le taux naturel d'intérêt sont égaux, l'équilibre est réalisé parce que l'épargne égale l'investissement, la rémunération en monnaie de l'épargne (taux d'intérêt) étant égale à la productivité physique du capital (taux naturel d'intérêt). On obtient dans ce cas un équilibre monétaire.

Par là Wicksell veut exprimer que les entrepreneurs ne sauraient investir au-delà du point où le taux d'intérêt naturel serait inférieur au taux d'intérêt monétaire, parce que la productivité du capital serait alors inférieure à son coût; les entrepreneurs subiraient donc une perte.

Lorsque taux monétaire et taux réel d'intérêt sont égaux, ils font apparaître ce qu'il appelle le taux normal d'intérêt, point où l'épargne égale l'investissement, la rémunération en monnaie de l'épargne étant égale à la productivité physique du capital.

Si les deux taux sont inégaux, Wicksell explique qu'un processus cumulatif se développe; celui-ci devient donc un mouvement naissant à la suite du dérangement de l'équilibre monétaire. Le mouvement se continue jusqu'au moment où l'inégalité entre taux naturel et taux monétaire aura disparu.

Il est évident que ce raisonnement reprend la notion de structure départementale de la production inspirée des propositions de Böhm-Bawerk, puisqu'il établit un ensemble de relations entre la valeur des biens de production et celle des biens de consommation, la valeur de ces derniers "remontant" pour déterminer la valeur des biens capitaux.

Cependant sa conception du capital est, sur certains points, plus élaborée que celle des Autrichiens. A la conception de facteurs originaires, terre et travail appliqués à la formation d'un instrument de production, il substitue la notion d'un capital, fruit d'une épargne de travail et de facteurs naturels, "masse de services épargnés du travail et de la terre" (1), dont l'effet est l'accroissement de la productivité des facteurs originaires. Mais l'épargne de terre et de facteurs naturels suppose la renonciation à certains biens de consommation et, par ailleurs, l'extension des détours productifs rencontre des limites, notamment en situation de pleine utilisation des facteurs. Il en résulte qu'un délai de temps, une "attente", sépare la mise en oeuvre des processus productifs de l'utilisation des biens de consommation, et rend compte de la différence entre la valeur des facteurs originaires et celle des biens de consommation, entre la valeur du travail accumulé et le coût du travail présent. Comme pour Böhm-Bawerk, dont il est en ce point le fidèle continuateur, c'est le temps qui pour Wicksell est à la base de l'explication. La théorie de l'intérêt, prix du temps ou de l'attente, en sera la conséquence logique.

++++++
++++++ § 2 - L'équilibre monétaire wicksellien

L'équilibre dont le dérangement provoque le processus de déséquilibre cumulatif n'est pas l'équilibre stable des néo-classiques, dont la caractéristique est précisément de se rétablir de lui-même lorsqu'il se trouve momentanément rompu. Il s'agit d'un équilibre caractérisé par le fait que la fraction épargnée du revenu est égale à la fraction investie. Or, il existe un indicateur de la réalisation de cet équilibre, c'est l'égalité entre le taux monétaire de l'intérêt qui rémunère l'épargne destinée à être investie et le taux naturel d'intérêt qui représente le rendement du capital.

---

(1) K. Wicksell, "Lectures on political economy", London, 1946, p. 650.

Ainsi l'équilibre monétaire est réalisé par l'égalité des deux taux parce que, en cette situation, le revenu épargné égale le revenu investi. Wicksell pose ainsi pour la première fois le problème des rapports de l'épargne et de l'investissement comme principe de réalisation d'un type particulier d'équilibre, dit équilibre monétaire.

Cette conception très imparfaite, qui ne sera élucidée qu'avec les travaux de Myrdal et de Keynes, est étroitement rattachée à la conception wicksellienne du capital et de l'intérêt. C'est donc cette conception qu'il convient d'abord de connaître.

En effet, Wicksell n'aborde qu'indirectement le problème conceptuel de l'épargne et de l'investissement; il est attentif en tout premier lieu au taux d'intérêt qui, étant le prix du temps, est étroitement lié à la formation du capital à partir de la renonciation à l'usage de biens de consommation, formation et mise en oeuvre qui exige un certain délai. Ainsi sa conception de l'épargne et de l'investissement vient au second plan; on l'examinera par la suite. Tributaire de la conception viennoise de la structure départementale de la production et de la liaison temps-capital, il est normal qu'il accorde une importance première à l'intérêt

En fait, Wicksell veut expliquer le déroulement d'un processus cumulatif à la hausse ou à la baisse, par le jeu de l'intérêt considéré sous deux aspects :

- le taux d'intérêt naturel qui se rapporte à l'investissement,

- le taux d'intérêt monétaire qui concerne l'épargne.

Il convient d'expliquer cette position de départ (1).

Conformément à la position néo-classique, Wicksell fait une analyse en termes de prix. Il admet que l'épargne est une mise en réserve effectuée sur les biens de consommation par l'épargnant qui la livre aux entrepreneurs contre rémunération;

---

(1) Cf. pour une étude détaillée : A. Barrère, "Théorie économique et impulsion keynésienne", Dalloz, 1952, p. 189 et suiv. - P. Rosenstein-Rodan : "The coordination of the Gen Theories of Money and Prices", Economica, août 1936.

l'épargne a un prix : l'intérêt. Or, si l'intérêt rémunère l'épargnant, il est un coût pour l'entrepreneur qui le paye; celui-ci ne peut donc supporter un taux d'intérêt supérieur au rendement du capital qu'il emprunte; sinon il subirait une perte. Il est donc nécessaire de savoir ce que le taux d'intérêt représente pour l'épargnant et pour l'entrepreneur.

L'épargne est offerte sur la marché des capitaux où elle est demandée par l'entrepreneur. Offre et demande d'épargne sont formulées en monnaie et de leur confrontation apparaît le niveau du taux d'intérêt monétaire, prix qui égalise l'offre et la demande d'épargne.

Outre ce taux d'intérêt monétaire, existe un taux d'intérêt dit naturel ou réel, qui exprime la productivité physique du capital, celle qui apparaît dans une économie de troc ou de nature et qui exprime le rendement en nature du capital utilisé par l'entrepreneur.

Faisant encore référence à la position néo-classique, Wicksell explique que c'est uniquement dans l'état stationnaire que tout ce qui est épargné est consommé; alors que dans l'état dynamique l'épargne peut être supérieure ou inférieure à l'investissement et engendrer ainsi un déséquilibre. Or, l'inégalité est provoquée par la divergence entre les taux naturel et monétaire d'intérêt; l'équilibre est réalisé en dynamique, uniquement quand les deux taux coïncident, car en ce moment, la partie non consommée du revenu, c'est-à-dire l'épargne, est égale à la production de biens autres que les biens de consommation, c'est-à-dire l'investissement, car la rémunération en monnaie de l'épargne est égale au rendement du capital investi.

Partant d'une situation d'équilibre, Wicksell va montrer comment la divergence des deux taux va provoquer un processus de déséquilibres cumulatifs, qui ira s'amplifiant sans cesse.

Ces déséquilibres cumulatifs se produiront à travers la structure départementale de la production et se manifesteront par des changements dans les productions respectives des biens capitaux et des biens de consommation, ce qui implique les relations entre revenu investi et revenu non consommé. On débouche ainsi sur le problème des relations entre l'épargne et l'investissement.

++++++ Section II
++++++
++++++ Les relations entre l'épargne et l'investissement
++++++

Pour bien comprendre la position de Wicksell sur cette question qui est encore aujourd'hui l'objet de grands débats, il faut connaître l'état de la pensée économique au moment où il élabore son interprétation. Or, on ne dispose à cette époque que des enseignements traditionnels qui constituent une micro-analyse de l'intérêt, alors que lui a déjà opté pour une macro-analyse.

++++++
++++++ § 1 - La position de la micro-analyse traditionnelle

Dans la conception classique ou traditionnelle, on s'attache en premier lieu à la définition des notions, ce qui est conforme à la simple logique : l'étude des relations ne vient qu'à propos de l'explication du mécanisme général d'équilibre par les prix.

Si les classiques ont parfois mélangé les optiques micro et macro, c'est la conception micro-économique qui domine cependant, en ce point, d'une manière fort nette.

A) La conception de base

Partant d'un sujet économique individuel on étudie son comportement quant à l'emploi de ses ressources.

L'épargne apparaît alors comme une mise en réserve de ressources préalable à toute constitution de capital. Elle prend l'aspect d'un sacrifice, d'une abstention, d'une abstinence ou d'une attente dans l'emploi des ressources. De toute manière, il y a abstention momentanée de consommation conduisant à une consommation différée. C'est le raisonnement qui peut être édifié sur l'exemple imaginaire de Robinson, naufragé et reconstituant dans son île une vie économique solitaire.

Mais dès qu'apparaît l'économie d'échanges, la consommation différée peut mettre en cause une personne autre que l'épargnant : l'emprunteur d'épargne. Le taux d'intérêt versé par lui devient la récompense de l'abstinence ou la compensation

du sacrifice. L'intérêt est ainsi la récompense de l'abstention de consommer; aussi un taux d'intérêt élevé doit-il normalement développer la formation de l'épargne.

B) La liaison entre épargne et investissement par le taux d'intérêt.

Pour les classiques, l'épargne aboutit donc à une consommation différée, quelle que soit la nature attribuée à l'acte d'épargne : sacrifice, abstinence ou attente. Cette consommation différée n'est pas nécessairement le fait de l'épargnant lui-même; dans une économie de marché, elle est même, normalement, le fait d'une autre personne : l'entrepreneur qui investit le montant de l'épargne dans la création de capital.

On sait qu'en ce point, le taux de l'intérêt joue un rôle important.

Rappelons rapidement les grandes lignes de ce mécanisme élémentaire.

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'un accroissement de l'épargne. Cet accroissement provoque une baisse du taux de l'intérêt puisqu'il y a accroissement de l'offre de capitaux. La baisse incite les entrepreneurs à développer leur demande de capital, puisque le coût de celui-ci diminuant, le coût de la production s'abaisse, ce qui permet d'accroître le volume de la production en prévision d'un accroissement de la demande. Il n'y aura d'ailleurs aucune hésitation à accroître l'offre de produit, puisque - en vertu de la loi des débouchés - l'offre crée sa propre demande et l'élève à son niveau. En résumé, une augmentation de l'épargne se traduit par un accroissement de la production, donc, en premier lieu, par un accroissement de l'investissement. Celui-ci a réalisé la consommation différée de l'épargne; mais cette consommation n'est réalisée en totalité que si la loi des débouchés peut jouer. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que la baisse du taux de l'intérêt soit suffisante pour inciter les entrepreneurs à investir toute l'épargne disponible, étant entendu que toute l'offre globale (1) additionnelle qui résulte de l'accroissement de l'investisse-

---

(1) On sait que la loi des débouchés raisonne sur quantité globale.

ment est automatiquement absorbée par la demande qui s'élève toujours à son niveau.

Ainsi, dans la position traditionnelle, l'investissement égale l'épargne a posteriori, par l'intermédiaire du taux de l'intérêt.

On peut donc dire que pour les classiques, l'égalisation de l'épargne et de l'investissement est assurée par les variations du taux de l'intérêt.

C) Critique formulée du point de vue de la macro-analyse

Une critique peut être adressée à cette thèse en faisant remarquer qu'elle repose partie sur la micro-analyse et partie sur la macro-analyse sans qu'un lien correct ait été établi entre les deux séries d'observations ainsi obtenues. En effet :

A une analyse micro-économique du comportement de l'épargnant individuel qui considère l'épargne comme une abstention de consommer on assortit une proposition mise au jour par la macro-analyse, selon laquelle l'offre crée sa propre demande, de telle sorte que toute production est absorbée par une consommation équivalente. Or la macro-analyse révèle qu'une production additionnelle n'est pas entièrement absorbée par une consommation additionnelle équivalente, parce que, une partie du revenu auquel la mise en oeuvre de la production additionnelle a donné naissance, est mise en réserve et n'achète donc pas tout le produit supplémentaire. C'est l'application de la propension à consommer.

La conséquence est que l'entrepreneur ne décidera pas du volume de l'investissement à effectuer en fonction du prix de l'épargne, mais en fonction des possibilités de vente de sa production totale qui, elles-mêmes, dépendent des perspectives d'accroissement de la consommation. Si l'entrepreneur redoute que la consommation ne s'accroisse pas autant que le revenu qu'il distribue par la mise en oeuvre de son investissement additionnel, il aura tendance à restreindre celui-ci, afin d'adapter son offre aux possibilités de la demande, telle qu'il la prévoit.

Ainsi l'investissement n'est-il pas commandé par la seule baisse du taux de l'intérêt.

La conséquence est que l'épargne, du seul fait qu'elle comprime les dépenses de consommation, n'est pas entièrement absorbée par les dépenses d'investissement : elle ne donne pas nécessairement naissance à une consommation différée d'un montant égal.

L'erreur de la conception traditionnelle résulterait donc de la base micro-économique du raisonnement qui généralise à l'ensemble l'observation faite sur le cas individuel. Robinson épargne effectivement pour investir et consomme ultérieurement ce qu'il a épargné dans l'immédiat. Mais au plan global, on ne saurait admettre que tout volume d'épargne conduit à un volume égal d'investissement, puisque celui-ci dépend du montant prévisible de la demande; montant que l'acte d'épargne a précisément pour effet de comprimer.

La critique faite du point de vue de la macro-analyse conduit donc à se demander :

1 - ce qu'est l'épargne au plan global puisqu'on ne peut admettre qu'elle est simplement une consommation différée,

2 - quelle est la nature de la relation entre l'épargne et l'investissement, puisque celle-ci ne saurait être ramenée à une égalisation par les variations du taux de l'intérêt.

Le courant néo-classique wicksellien s'est efforcé de répondre à la première question non pas directement, mais indirectement à travers la recherche d'une solution concernant les rapports de l'épargne et de l'investissement. D'où le caractère à la fois formel et opérationnel des définitions proposées et la portée limitée des réponses.

++++++
++++++

§ 2 - La conception wicksellienne de l'égalité entre l'épargne et l'investissement

La correspondance entre l'égalité du taux naturel et monétaire - égalité qui se réalise au niveau du taux dit "normal" d'intérêt - n'interprète pas sans recours à d'autres explications complémentaires comment s'établit l'égalité de l'investissement et de l'épargne.

En fait, ce n'est pas selon un pur mécanisme que cette égalisation s'établit, mais par le jeu des définitions spécia-

les à certaines catégories économiques, telles que Wicksell les formule. Les rapports entre épargne et investissement sont de nature formelle, et ne dépendent pas de relations fonctionnelles.

En effet, pour Wicksell la possibilité d'un investissement supérieur à l'épargne ne peut exister que si l'on suppose que l'investissement peut être financé par autre chose que l'épargne, en fait par le crédit bancaire, la déthésaurisation ou la création de monnaie. En outre, la possibilité d'une épargne durablement supérieure à l'investissement, indique qu'une partie du revenu non consommé trouve une affectation autre que la formation du capital : thésaurisation, remboursement des dettes envers les banques, placement sans effet productif.

On aboutit alors à des conceptions assez particulières de l'épargne et de l'investissement.

En ce qui concerne l'épargne, il ne suffit pas de dire que c'est la part du revenu qui n'est pas consommée, car cette part donne naissance à deux attitudes distinctes du titulaire du revenu. Il en affecte une fraction à l'épargne proprement dite, destinée à être offerte aux entrepreneurs; l'autre fraction, variable selon l'état de l'activité économique, est affectée à la thésaurisation, au remboursement de dettes ou à la transformation en valeurs d'attente sans rendement lucratif.

Il en résulte que pour Wicksell l'épargne est la part du revenu non consommé qui fait l'objet d'un placement productif ou plus généralement d'un investissement, au sens large. Cette conception se traduit plus clairement au niveau des choix de l'épargnant; celui-ci peut, avec son revenu non consommé, faire quatre choses : investir, placer, thésauriser, réduire ses dettes. Seuls les deux premiers actes sont effectués avec de l'épargne, celle-ci étant en somme la part du revenu non consommé affectée à l'investissement et au placement.

Quant à l'investissement, qui est le fait de l'entrepreneur, il est la fraction du revenu anticipé affectée à l'achat de biens capitaux. L'originalité de Wicksell sur ce point est de faire de l'investissement une anticipation du revenu attendu, puisqu'il peut provenir du crédit qui est une anticipation devant donner lieu à compensation (par remboursement aux banques) lorsque le revenu effectif est réalisé.

Ainsi, le processus d'égalisation de l'épargne et de l'investissement dépend-il dans une large mesure des éléments que l'on range dans chacune de ces catégories et dans les catégories voisines. Le rapport qui les unit dépend beaucoup plus des définitions que d'un jeu de facteurs économiques. Il s'agit d'adaptation formelle plutôt que d'égalisation fonctionnelle.

D'autant plus qu'on conçoit mal comment on peut juger de l'égalisation des deux taux d'intérêt. En effet, le taux d'intérêt monétaire qui se forme sur le marché des capitaux est exprimé en monnaie, alors que le taux réel ou naturel, exprime la productivité physique du capital, donc ne peut être formulé qu'en termes réels. L'hétérogénéité de la nature même des taux rend leur comparaison difficile, si ce n'est impossible.

Section III

Les déséquilibres cumulatifs

On peut maintenant aborder la naissance de la déviation qui se manifeste à partir d'un état d'équilibre monétaire, lorsque la rupture de celui-ci se manifeste à travers l'inégalité des deux taux d'intérêt. Ceux-ci vont indiquer qu'épargne et investissement ne sont plus dans un rapport d'égalité. Le déséquilibre ainsi établi va se poursuivre indéfiniment, par un processus cumulatif, qui prendra pour appui la structure départementale de la production, se traduisant par des changements dans la production des biens de consommation et des biens capitaux.

§ 1 - La déviation à partir de l'équilibre monétaire

Il importe de reprendre avec plus de précision la notion de déviation à partir d'un état d'équilibre monétaire. Wicksell ayant refusé d'admettre la théorie quantitative de la monnaie ne peut accepter la proposition selon laquelle les déséquilibres des prix sont occasionnés par la variation de la quantité de monnaie.

Il reproche à cette explication de ne pas tenir compte des conséquences qui se manifestent au sein même du mécanisme d'é-

quilibre, puisque la monnaie n'intervient qu'une fois la production présentée sur le marché. C'est dans le mécanisme même d'équilibre tendant à expliquer la formation du prix qu'il convient de se placer. Si on estime que la variation du prix d'une marchandise vient d'une modification de son offre ou de sa demande, on doit pouvoir dire une chose identique lorsque l'on constate une modification de l'ensemble des prix. Ce que les classiques appellent les variations du niveau général des prix, doit pouvoir être expliqué par une augmentation des variations de la demande ou de l'offre de l'ensemble des biens. C'est dire par conséquent que la loi des débouchés selon laquelle les produits s'échangent contre des produits ne saurait être acceptée comme une formulation valable.

Il importe donc de reprendre cette proposition et de savoir ce que sont l'offre et la demande d'ensemble des biens.

La demande des biens de consommation n'est autre chose que la fraction du revenu national qui n'est pas mise en réserve pour constituer une épargne. L'offre de l'ensemble des biens de consommation n'est autre chose que le produit de la période, diminué de la production des biens capitaux, c'est-à-dire de l'investissement, compte tenu de l'accroissement et de la diminution des stocks.

Si l'on se place dans la perspective d'un état stationnaire, il n'y a pas d'épargne nouvelle; en conséquence on peut dire que le revenu global acquiert le produit global. Comme ce revenu est exprimé en monnaie, théorie de la monnaie et théorie de la formation des prix se trouvent déjà nécessairement impliquées l'une et l'autre dans l'interprétation.

Mais la réalité n'est pas l'état stationnaire; c'est l'état dynamique dans lequel interviennent des changements dans les volumes de l'épargne et de l'investissement. Le revenu monétaire global se divise en deux parts : une demande en monnaie pour les biens de consommation et une mise en réserve de monnaie pour l'épargne; le produit social se divisant en investissements et en production de biens de consommation.

Or Wicksell estime qu'il est impossible de raisonner dans une perspective dynamique en supposant que la demande et l'offre de biens de consommation sont identiques, entraînant, comme un corollaire nécessaire, une égalité de l'épargne et de l'investissement. Lorsque ces deux égalités - la seconde ayant la signification maxima - sont réunies, on se trouve en présence d'un équilibre statique, - en réalité il faudrait dire

un état stationnaire - mais non en présence d'un processus dynamique.

Le processus dynamique se caractérise, en effet, essentiellement par le changement. Est-il possible d'expliquer celui-ci en fonction des relations existant entre, d'un côté l'épargne et la consommation, de l'autre l'investissement et la production des biens de consommation ? C'est en répondant à cette question que l'on formulera le principe de la dynamique.

++++++

++++++ § 2 - Le processus cumulatif

La réponse, Wicksell la trouve dans l'explication du comportement du taux d'intérêt qui représente, ainsi que le dira Myrdal, la relation d'échanges entre les biens en général en deux moments différents du temps. La divergence que l'on pourra constater entre le taux naturel et le taux monétaire d'intérêt va se trouver à l'origine du développement d'un processus cumulatif, parce qu'elle traduit des appréciations différentes des valeurs relatives au temps.

Plaçons-nous, comme le fait Wicksell, dans l'hypothèse d'une égalité du taux monétaire et du taux naturel d'intérêt, qui indique donc une égalité de l'épargne et de l'investissement et donc une situation d'équilibre stable. Imaginons que se manifeste une divergence entre les deux taux, par suite d'une hausse du taux naturel. La conséquence première de cette divergence est que la valeur de capital des biens d'équipement existants s'élève, et ceci d'autant plus que leur durée d'utilisation s'éloigne davantage dans le temps.

En fonction de cette élévation de la valeur en capital de l'équipement, les entrepreneurs peuvent escompter une hausse des prix et donc une élévation de leur profit. Celle-ci doit normalement résulter d'ailleurs d'une baisse du taux monétaire qui augmente leur marge bénéficiaire. Les perspectives de profit seront d'autant plus importantes que le processus de production s'étendra sur une plus longue durée.

Dans ces conditions, les entrepreneurs seront amenés à déplacer une part de leur activité du secteur de la production des biens de consommation vers le secteur de la production des biens capitaux. On assistera donc à des déplacements de facteurs productifs du premier secteur vers le second. Ces déplacements de facteurs entraîneront une hausse des prix et donc une augmentation des rémunérations privées.

Il en résultera une augmentation de la valeur nominale du revenu global. Mais par contre, le volume de la production des biens de consommation aura diminué puisque l'effort portera sur la production des biens capitaux. Il en résultera une hausse des prix des biens de consommation.

Mais, acceptant la position de l'école de Vienne selon laquelle la valeur des biens de production remonte de la valeur des biens de consommation, la hausse des prix de ces derniers va provoquer une nouvelle hausse des valeurs de capital de l'équipement, de laquelle résultera un nouvel espoir d'augmentation des profits. D'où, par conséquent, une nouvelle accentuation de la production des biens capitaux au détriment de la production des biens de consommation. On est ainsi entré dans un processus cumulatif qui se développe sur la base d'un taux d'accroissement des valeurs en capital fonction de l'accroissement des prix des biens de consommation.

Le processus cumulatif orienté vers la hausse se nourrit donc de lui-même; il se développe aussi longtemps que subsiste l'inégalité entre le taux monétaire et le taux naturel d'intérêt. Le phénomène cumulatif se produit à la suite de cette divergence des deux taux sur la base de la hausse des prix du capital, entraînant la hausse des prix des facteurs qui, par la raréfaction de la production des biens de consommation, entraîne la hausse des prix de ces derniers. Et ainsi de suite.

§ 3 - Les incertitudes de la théorie de Wicksell

La théorie de Wicksell souffre d'un certain nombre d'incertitudes. En premier lieu, il paraît difficile, ainsi qu'il a été dit, d'admettre la possibilité d'une comparaison entre le taux monétaire de l'intérêt et le taux naturel, puisque le premier est formulé en monnaie alors que le second est exprimé en quantités physiques.

Le perfectionnement de cette position sera apporté successivement par Myrdal, qui parlera d'un taux de productivité en valeur, et par Keynes, qui présentera la notion d'efficacité marginale du capital.

Wicksell n'indique pas comment se réalise l'égalité des deux taux d'intérêt une fois qu'une divergence s'est manifestée; on ne sait donc pas comment le processus cumulatif peut

être interrompu et comment on peut revenir à une position d'équilibre.

De plus, Wicksell se situe au départ dans l'hypothèse d'un équilibre qui est, nous l'avons vu, en réalité un véritable état stationnaire où l'épargne et l'investissement ne connaissent pas de changements et sont nécessairement égaux. Il n'y a pas davantage de prévisions de prix puisque ceux-ci demeurent stables. La prévision n'intervient qu'une fois le processus cumulatif déclenché, elle porte alors sur les prix des biens de consommation, les prix des facteurs et la valeur en capital de l'équipement.

Or il n'y a pas de raison de supposer que ce schéma puisse correspondre à des événements réels. Pourquoi y aurait-il, en effet, un moment de l'activité économique qui reproduirait les conditions d'un état stationnaire pour donner naissance ensuite à un mouvement ? Ce point de départ, cette hypothèse d'état stationnaire peut être valable pour le début d'une explication théorique, mais dans la vie concrète, il ne saurait en être ainsi. C'est donc dès le début de l'analyse que Wicksell aurait dû concevoir un état dynamique et aurait dû par conséquent inclure le rôle des prévisions.

Pour fournir une explication de l'arrêt du processus cumulatif, Wicksell est obligé d'avoir recours à une intervention extérieure, celle du système bancaire, qui élèvera le taux monétaire d'intérêt afin d'arrêter le processus cumulatif. Il n'en reste pas moins que c'est dans la notion même d'équilibre monétaire que ce situe l'insuffisance de l'explication de Wicksell. Le processus cumulatif doit en effet fatalement se déclencher si l'équilibre initial est rompu, de telle sorte que le déroulement dynamique sort d'une position d'équilibre stationnaire, ce qui ne peut être qu'une explication artificielle. Un processus dynamique doit être considéré comme continu; c'est dire qu'il ne saurait trouver son origine dans le dérangement d'un équilibre statique.

Il s'agit donc d'expliquer le mouvement économique dans son ensemble et non pas de le considérer comme une déviation à partir d'un état d'équilibre.

++++++ Titre III
++++++
++++++
++++++ LA RENAISSANCE DE LA PROBLEMATIQUE
++++++

La reconstruction de l'analyse devait nécessairement pousser les économistes à s'interroger sur la valeur de la problématique qui avait conduit la recherche vers des explications que la confrontation des faits ne permettait plus de considérer comme satisfaisantes. En présence de cette sorte de coupure constatée entre l'interprétation théorique et la réalité, on était tout naturellement conduit à se demander si l'ensemble des questions posées formulait les problèmes authentiques. En d'autres termes, les interrogations issues des problématiques traditionnelles correspondaient-elles aux véritables problèmes que posait l'évolution des faits ?

La problématique libérale conduisant à l'étude de la théorie de l'équilibre ne devait-elle pas être révisée puisque les faits montraient l'importance des déséquilibres ?

Ainsi, la science neutre que l'on avait prétendu élaborer, montrait l'inadaptation de la problématique à laquelle elle se référait implicitement. Aussi conduisait-elle les économistes à se demander s'il n'était pas nécessaire de réviser la problématique elle-même comme ils avaient dû réviser l'analyse.

De nouvelles questions apparurent ensuite, lorsqu'il fallut recourir à l'action régulatrice de l'Etat.

L'analyse néo-classique de l'équilibre permettait-elle de concevoir une politique économique cohérente ? Il semble bien que les premiers essais de dirigisme n'avaient pas été entièrement concluants et que le besoin se fit sentir d'une réflexion sur les méthodes à appliquer comme sur les objectifs immédiats à poursuivre. Quand la technique de l'intervention fut un peu mieux précisée, on s'aperçut qu'elle pouvait être utilisée à des fins diverses.

Léon Walras avait montré que l'économie appliquée pouvait être conçue et élaborée à partir d'une analyse de l'équilibre de concurrence. Il avait ainsi signalé la voie conduisant de la recherche spéculative à la politique économique; mais son point de départ : l'analyse de l'équilibre de concurrence, ne semblait plus correspondre à la réalité. Un nouveau processus de réflexion s'offrait donc à la pensée économique : les préoccupations nées de l'économie appliquée allaient poser avec une extrême vigueur les questions nouvelles.

Ces interrogations rejoignirent celles qui naissaient de la vérification expérimentale. On peut même dire qu'elles ont joué un rôle déterminant en raison de leur caractère d'actualité et de l'urgence des solutions requises. Il fallait repenser la politique économique à la lumière d'une interprétation d'ensemble de l'économie, et ceci d'autant plus que cette politique allait à l'encontre de nombreuses vues théoriques.

Ainsi, la révision de l'analyse à la suite de la vérification expérimentale se trouvait désormais en compagnie des exigences de l'économie appliquée pour provoquer une renaissance de la problématique.

L'examen de la pensée économique montre que c'est bien ainsi que peut être traduite l'attitude des économistes qui, au cours des années vingt et trente, ont présenté une nouvelle formulation des grands principes doctrinaux. C'est l'époque où l'on a vu apparaître toute une série de "néo-doctrines" : néo-libéralisme, néo-socialisme, néo-corporatisme...

Ce renouveau de la problématique achève de donner son sens à l'évolution que nous retraçons au cours de cette seconde partie; la reconstruction néo-classique avait pris de propos délibéré une attitude de neutralité en présence des doctrines; en fait, elle avait recouru à un libéralisme implicite et cette volonté trahie de neutralité et d'objectivité conduisait les néo-classiques à reformuler les principes d'une doctrine libérale renouvelée.

Mais le même travail de révision avait été entrepris depuis un certain temps déjà par les économistes qui se réclamaient de la pensée marxiste. Ils comprenaient que les analyses de Marx ne pouvaient rendre pleinement compte de la situation contemporaine, l'évolution du capitalisme ne s'étant pas produite, comme Marx l'avait annoncé. Un processus de ré-

flexion s'était développé depuis la fin du XIXème siècle.

Enfin, d'autres pensées doctrinales ne manquèrent pas de saisir l'occasion de cette sorte de désarroi de la pensée scientifique pour s'exprimer à leur tour en posant de nouvelles interrogations. Ainsi le catholicisme social saisit-il cette possibilité pour s'affirmer d'une manière beaucoup plus nette. Par ailleurs, on vit apparaître de nouvelles doctrines comme le néo-corporatisme, le syndicalisme, etc...

C'est l'ensemble de ce mouvement qu'il convient d'étudier, en montrant, en premier lieu, comment il a pris naissance dans le socialisme, soucieux de rendre cohérente sa propre interprétation de l'évolution du capitalisme. Puis on examinera les conceptions qui, au sein d'une interprétation plus générale de l'économie politique, avaient toujours considéré que l'autorité publique était investie de la mission de promouvoir le bien commun.

Enfin on examinera les interrogations qui se sont manifestées à propos de l'inadaptation de l'interprétation traditionnelle et qui ont conduit au néo-libéralisme de l'entre-deux guerres.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LA REVISION DU SOCIALISME
++++++

On a déjà indiqué les deux grands courants entre lesquels se partageait la pensée socialiste : courant idéaliste d'une part, marxiste de l'autre.

++++++ Section I
++++++
++++++ La diversification du socialisme
++++++

Dans les dernières années du XIXème siècle, ces deux courants se sont développés en se diversifiant différemment selon les pays.

++++++
++++++ § 1 - L'évolution des deux courants socialistes

L'idéalisme, où l'influence française était prépondérante beaucoup moins systématique et rigide que le marxisme, était plus apte que celui-ci à vivifier le génie propre à chaque nation. Les socialismes nationaux se sont ainsi affirmés, en marquant chacun ses particularités.

En France, c'est l'idée proudhonienne qui a tendu à dominer pendant une période assez longue. En Angleterre, le socialisme demeura longtemps soumis à l'influence fabienne. Aux Etats-Unis, il fut surtout caractérisé par les idées de Henry George, proposant, ainsi qu'il a été indiqué, la socialisation de la rente foncière. En Allemagne, après le congrès d'Eisenach, on s'engageait dans un socialisme réformiste, à base d'action immédiate conduite par les autorités locales.

Le marxisme connut un sort différent. Pendant une première période, il ne fit qu'un nombre relativement modéré d'adeptes, limités à certains milieux intellectuels et prolétaires. Il demeura pendant assez longtemps à l'écart du courant de pensée socialiste idéaliste. Cependant, la puissante personnalité de Marx finit par l'emporter, dans les organisations ouvrières internationales, sur les tendances idéalistes de Proudhon et commença par s'imposer au mouvement ouvrier international.

En Allemagne, le marxisme commença à trouver son terrain d'élection, préparé dans une certaine mesure par le socialisme modéré des historistes. Mais c'est surtout avec l'ouvrage d'Edouard Bernstein, publié en 1899 et traduit en français en 1903 sous le titre : "Socialisme théorique et social-démocratie pratique", que l'on vit s'instaurer un débat à l'intérieur du marxisme, débat qui devait bientôt donner naissance à deux courants. Un courant révisionniste rejetait du marxisme la conception de l'évolution inéluctable vers l'avènement du socialisme, en ce sens que Bernstein recommandait une action immédiate afin de réaliser au sein même du capitalisme l'essentiel des aspirations ouvrières.

L'autre courant, plus fidèle à l'orthodoxie, s'efforçait de préciser à la fois la méthode d'interprétation de l'évolution du capitalisme et la méthode d'action tendant à hâter l'avènement du socialisme. Ce courant ne jugeait pas réalisable l'amélioration de la condition ouvrière à l'intérieur du cadre capitaliste; il s'agissait, grâce à la méthode d'analyse du réel recommandée par Marx, de se conformer au mouvement de l'histoire tout en hâtant celui-ci, de manière à avancer au maximum l'avènement de la société collectiviste.

Le socialisme va peu à peu pénétrer les différents pays sous les deux formes qui viennent d'être ainsi indiquées. En France, l'idéalisme socialiste fera peu à peu place aux deux courants issus de la pensée de Marx, sans cependant rejeter complètement la tradition proudhonienne.

++++++

++++++ § 2 - La critique du marxisme par les néo-classiques

Cependant, devant l'allure conquérante que prenait le socialisme, sa critique ne tarda pas à se faire jour. Elle ne se situa pas exactement sur le plan où socialisme idéaliste et socialisme marxiste se trouvaient placés. Etant donné la posi-

tion rigoureusement objective et scientifique prise par les économistes à partir de 1870, c'est en partant des éléments fondamentaux de la science économique que la critique du marxisme et du socialisme allait être entreprise.

En d'autres termes, les travaux des néo-classiques, préoccupés de reconstruire l'économie en partant des éléments fondamentaux, allaient constituer une critique du marxisme dans toute la mesure où ils parviendraient à établir solidemen les fondements de l'activité économique. Ils pensaient en somme démontrer les faiblesses de l'interprétation marxiste, en soulignant que l'étude de l'économie fondamentale démontrait la supériorité de l'économie de concurrence et de liberté.

C'est dans cet esprit qu'on doit concevoir que la reconstruction néo-classique constitue indirectement une critique du marxisme. En effet, la théorie de la valeur utilité doit démontrer, en raison de sa supériorité scientifique, l'erreur de la théorie marxiste de la valeur travail. Quand les théoriciens de l'école de Vienne démontrent la légitimité de l'intérêt du capital en fonction de la dépréciation du futur, ils ramènent celui-ci à un phénomène économique fondamental, et montrent qu'il n'est pas la conséquence inéluctable d'un ordre juridique propre à la société capitaliste. Mais la démonstration était poussée plus loin encore, lorsque les marginalistes des deuxième et troisième générations montreront que, par le jeu de la concurrence, la rémunération des facteurs de la production est rendue équivalente à leur productivité marginale : on pensera avoir justifié le système de répartition des revenus et l'avoir par conséquent lavé du reproche d'injustice que Marx lui adressait.

Cette démonstration exige d'ailleurs un complément; il s'agit de montrer que le capitalisme réalise au bénéfice des individus le maximum de satisfaction ; la théorie de l'équilibre vient apporter cette démonstration. Les néo-marginalistes pousseront d'ailleurs l'analyse beaucoup plus loin encore, lorsque s'attaquant directement cette fois aux conceptions économiques issues de Marx, ils montreront en s'appuyant sur la théorie du calcul économique que l'économie planifiée, moyen technique de réaliser sur le plan économique la société collectiviste, aboutit à une impossibilité de fonctionnement (1).

---

(1) L. Mises : Le socialisme. Médicis, Paris 1938. - Hayek et autres : L'économie dirigée en régime collectiviste, Médicis, Paris, 1939.

Ainsi la critique scientifique du marxisme est apportée par la science néo-classique avec (du moins telle est sa prétention), une rigueur d'autant plus nette qu'elle part d'une position strictement neutre et objective.

Ces critiques n'ont pas empêché le développement du marxisme, mais ne lui ont pas permis de se maintenir dans l'état qui était le sien à la suite de la publication des deuxième et troisième livres du Capital, parus après la mort de Marx. En effet, les auteurs qui se réclamaient de la doctrine de celui-ci ne tardèrent pas, en raison des critiques formulées, à marquer une certaine désaffection à l'égard des théories économiques que le Capital et les autres ouvrages de Marx contenaient. En particulier, la théorie de la plus-value, la théorie des crises, la théorie de la concentration, furent sinon abandonnées, tout au moins de plus en plus considérées, en raison de leur faiblesse, comme des éléments secondaires.

Par contre, ce sont les parties philosophiques de la doctrine de Marx qui furent révisées, afin d'être adaptées aux conditions nouvelles qu'apportait l'évolution historique et aussi afin de réfuter les objections qu'elles avaient fait naître : suppression de la liberté et immoralisme.

On assiste donc à un déplacement du centre d'intérêt du marxisme, qui, délaissant les thèses économiques apparaissant trop discutables, va faire porter son effort sur ses thèses sociologiques et philosophiques.

Quant au courant issu de la révision opérée par Bernstein, il devait alimenter, dans une large mesure, un syndicalisme révolutionnaire devenant très agissant dans les différents pays européens.

++++++
++++++ § 3 - La synthèse opérée par Jean Jaurès

On obtenait ainsi une diversification des courants socialistes : le socialisme idéaliste s'était personnifié selon les pays; les deux courants du marxisme avaient pénétré toute l'Europe, mais avec des variantes assez nettes entre les différentes fractions de l'opinion d'un même pays.

C'est alors qu'en France un essai de synthèse fut tenté par Jean Jaurès. Celui-ci essaya non seulement d'unifier les divers mouvements et organisations socialistes, rencontrant sur ce terrain un succès évident, mais encore il essaya de faire la synthèse entre les différentes tendances de la pensée socialiste. Empruntant au marxisme révisé et au proudhonisme les éléments qui lui paraissaient les plus aptes à rassembler les foules ouvrières, et, ayant ainsi les éléments d'une vaste synthèse, il procéda à une reconstruction de la pensée socialiste.

Celle-ci devait désormais comporter une certaine part de l'idéalisme proudhonien et du matérialisme marxiste, de l'individualisme traditionnel des socialistes français et du collectivisme des marxistes allemands, de l'internationalisme traditionnel dans la pensée socialiste et d'un patriotisme que les événements internationaux faisaient renaître en France.

A la fin de cette première phase de la révision du socialisme, on peut donc distinguer deux nouvelles tendances :

- une tendance marxiste qui, abandonnant en partie ses positions économiques durement critiquées, va se consacrer à un effort d'adaptation de ses positions politico-philosophiques;

- une tendance socialiste qui, à la suite de la synthèse opérée par Jean Jaurès, perd une partie de son idéalisme, mais s'oriente nettement vers une transformation interne du capitalisme et une recherche de l'amélioration de la condition ouvrière.

++++++ Section II
++++++
++++++ Les transformations du marxisme
++++++

Section II

Les transformations du marxisme

La révision entreprise par Bernstein, s'est poursuivie par un long travail de transformation de la doctrine marxiste, conduit dans des directions diverses. Celles-ci ont toutefois un élément commun : une désaffection à l'égard des thèmes économiques que Marx avait empruntés à la théorie classique. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, c'est surtout à l'égard des parties philosophiques de la doctrine marxiste, qu'un travail de révision politique sera effectué.

++++++
++++++ § 1 - La désaffection à l'égard des théories économiques marxistes

Les livres II et III du "Capital" qui avaient paru après la mort de Marx, témoignaient déjà d'une sorte de reconnaissance implicite de la défectuosité des thèmes économiques. Les contradictions internes de la pensée marxiste ne feront que s'accuser davantage, lorsque les commentateurs ou disciples reprendront la pensée de Marx. C'est ainsi que la théorie de la valeur travail fut progressivement battue en brèche par la théorie de la valeur utilité qui domina peu à peu la pensée économique de la fin du XIXème siècle. L'abandon de la théorie de la valeur devait provoquer celui de la théorie de la plus-value. Sans doute Bernstein peut-il faire remarquer que si la démonstration de la plus-value est critiquable, sa réalité n'en demeure pas moins. Il faudra attendre longtemps avant que les théories marxistes de la valeur et du capital ne fassent l'objet de nouvelles tentatives de réinterprétation et de justification (1).

Pour sa part, Bernstein attache une grande importance au caractère discutable de la loi de concentration capitaliste. Il fait remarquer que la concentration des entreprises n'entraîne pas nécessairement celle de la propriété. Par ailleurs, de nouvelles inventions provoquent l'apparition d'entreprises de petite dimension, voire d'ateliers artisanaux. Enfin, dans l'agriculture la petite et moyenne exploitation, loin de disparaître, tendent à se développer. Il en résulte que l'expropriation qui doit réaliser le passage de la société capitaliste à la société socialiste par la conformité du mode d'appropriation au mode de production, sera extrêmement difficile à réaliser.

Le thème de la lutte des classes perd également de son importance. La réduction de la structure sociale à l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat paraît un peu simpliste; les

---

(1) Henri Denis : La valeur. Ed. sociales, 1950.- Guiheneuf, Le problème de la théorie marxiste de la valeur, A. Colin, Paris, 1952.- J. Bénard. La conception marxiste du capital, Paris, Sédès, 1952.- J. Domarchi, Théorie de la valeur et phénoménologie. La Revue Internationale, n° 2, janvier 1946.

agriculteurs et les classes moyennes, loin d'être absorbées par l'une ou l'autre des deux classes opposées, tendent au contraire de plus en plus à constituer un élément tiers, constituant un obstacle à la dialectique sociale. Enfin, à l'intérieur même du prolétariat des catégories souvent opposées apparaissent : manoeuvres contre ouvriers spécialisés, prolétariat urbain contre prolétariat rural, etc...

Comme par ailleurs, les crises économiques ne semblent pas avoir une gravité croissante aussi nette que Marx l'avait indiqué, le thème de la catastrophe finale semble aussi compromis que celui de la lutte des classes.

Aussi est-ce vers les thèses philosophiques que se tournera l'effort de révision qui tentera d'adapter la pensée marxiste à l'évolution contemporaine. De ce point de vue, la révision suivra deux directions différentes : l'une extrémiste, intransigeante, appelée parfois révisionnisme de gauche, sera l'oeuvre de Trotsky; l'autre, se prétendant plus orthodoxe sera conduite par les chefs de la révolution russe en fonction des expériences que celle-ci apporte.

§ 2 - Le déviationnisme trotskyste

Dès les premiers temps de la révolution, Trotsky s'oppose aux autres dirigeants soviétiques en prétendant incarner le marxisme intégral. Obligé de s'exiler, Trotsky développera ses idées et tentera de les diffuser par l'intermédiaire de la IVème Internationale.

Prétendant s'inspirer de l'authentique pensée de Marx, Engels et Lénine, Trotsky estime que le socialisme ne peut être établi isolément dans un pays demeurant environné de pays capitalistes; il doit être instauré globalement sinon dans le monde entier, tout au moins dans une zone largement étendue. En effet, les pays capitalistes mèneraient une lutte rapidement victorieuse contre un îlot socialiste; aussi convient-il de mener la lutte dans de nombreux pays à la fois pour, lorsque le capitalisme sera suffisamment ébranlé, instaurer le socialisme dans une large fraction du monde.

Les trotskystes prétendent donc mener dans les différents pays une lutte révolutionnaire sans merci, non seulement contre le régime économique, mais contre tout ce qui en représente

la superstructure ou la conséquence inévitable : religion, politique impérialiste, guerres, etc...

++++++
++++++ § 3 - La nouvelle orthodoxie : l'utilisation de la méthode marxiste

Un autre courant qui se développe à la suite de Lénine, estime que le marxisme, loin d'être une prévision de l'évolution future de l'humanité, est avant tout une méthode d'interprétation de l'histoire; il convient donc, pour être fidèle aux principes du marxisme, d'appliquer constamment cette méthode pour connaître ce qu'apporte l'histoire et adapter la conduite des socialistes à ces exigences. C'est là le véritable sens du matérialisme dialectique.

Celui-ci démontre en effet que l'homme est engagé dans le mouvement de l'histoire; il en est à la fois le produit et le facteur. Il est fait par l'histoire et il fait l'histoire; il est fait par le milieu social et il fait le milieu social. Ce mouvement de l'histoire est déterminé, comme l'on sait, par les contradictions du monde capitaliste; son évolution est dialectique. S'appuyant sur cette phrase de Marx : "Les hommes se font à eux-mêmes leur propre histoire, mais dans un milieu donné qui la conditionne", les néo-marxistes estiment que l'homme peut hâter l'évolution historique.

Pour y parvenir, il convient d'appliquer la méthode d'analyse marxiste qui conduit à la connaissance permanente des conditions dans lesquelles se trouve le milieu social et à la maîtrise de la situation historique. On peut par là déceler la tendance de l'évolution et déterminer le sens de la dynamique sociale. Dès lors, il est possible d'obtenir une vue du monde qui se fait, et de fonder une action qui, tenant compte du déroulement de l'histoire, contribuera à l'accomplir. Le marxisme retrouve alors son véritable sens; il est à la fois une méthode de connaissance du réel et une méthode d'action sur le réel. Ainsi l'homme socialiste sera-t-il par définition un révolutionnaire; car être révolutionnaire, c'est obtenir la meilleure utilisation des conditions présentes. Par là on rend possible la construction du socialisme.

++++++
++++++ § 4 - La construction du socialisme

Déjà, en Allemagne, Rosa Luxembourg avait proclamé qu'en évoluant le capitalisme s'orientait vers l'impérialisme. Par ailleurs, elle avait indiqué que de grands espaces géographiques échappaient encore à l'emprise du capitalisme, constituant en conséquence des zones toutes désignées à l'expansion de celui-ci pendant les décades à venir. Il pouvait trouver dans ces territoires des débouchés, lui permettant d'échapper temporairement aux conséquences catastrophiques de ses déséquilibres internes représentés par les crises de sous-consommation. Le colonialisme devenait l'aliment de l'impérialisme capitaliste, placé dans la nécessité de réaliser une expansion dans l'espace pour compenser les déséquilibres des nations capitalistes avancées.

Ces thèmes vont être repris et modifiés par les artisans de la révolution russe. Ceux-ci se trouvent dans la nécessité de construire le socialisme et cette construction ne pourra se faire sans altération de la doctrine de Marx; d'où l'accusation de trahison portée par Trotsky. A quoi les communistes répondent que le matérialisme dialectique n'est pas un dogme figé, mais un guide pour l'action; ses conclusions changent avec le temps pour devenir conformes aux conditions historiques nouvelles. Les hypothèses de Marx étaient nécessaires pour expliquer la réalité de son temps; la méthode d'analyse peut provoquer l'abandon de ces thèses par souci de fidélité au réel; on n'en reste pas moins dans la logique marxiste.

C'est ainsi que Lénine soulignera le développement inégal du capitalisme selon les pays. L'expansion de celui-ci dans les territoires coloniaux explique l'impérialisme capitaliste, mais permet également de le mettre en difficulté, pourvu que l'on sache utiliser contre lui les aspirations des peuples coloniaux à l'indépendance. Moins homogène, moins monolithique que ne l'avait pensé Marx, le capitalisme n'en devient, par certains côtés, que plus vulnérable. Son extension souligne ses faiblesses car son implantation est assez lente; en même temps elle multiplie ses adversaires. Il en résulte que contrairement à ce que prétend Trotsky, la victoire révolutionnaire est possible dans un seul pays; ce qui justifie la tentative soviétique. De là, le socialisme pourra s'étendre à d'autres nations et à d'autres continents.

Par ailleurs, l'évolution historique telle que l'expérience de l'U.R.S.S. lui donne un sens, montre le caractère

non nécessaire de la phase transitoire, du pré-capitalisme au capitalisme. Le socialisme peut être construit sans attendre qu'il soit apporté par la transformation du capitalisme.

Staline a tiré les enseignements de la révolution conduite en U.R.S.S. . La dictature du prolétariat destinée à dégager l'homme de l'emprise capitaliste pour en faire un homme socialiste, peut exiger une assez longue période de temps. Mais de plus, pour que cette dictature puisse être efficace, il lui est nécessaire d'obtenir l'appui de la paysannerie et même des classes moyennes que Marx avait tant méprisées. Mais surtout, elle requiert l'organisation politique du prolétariat. Celle-ci se réalise par le Parti, qui doit prendre en main, non seulement la conduite de l'Etat, mais encore toute la vie de la nation. Celle-ci reposera sur l'organisation soviétique, laquelle deviendra le rouage exécutif de la planification économique réalisée pour doter la nation socialiste d'un système productif susceptible de rivaliser avec celui des nations capitalistes.

Enfin, il convient de reconnaître l'importance du nationalisme qui, dans une certaine mesure, s'oppose au caractère international du prolétariat; il y a là la manifestation de la prise de conscience de la nationalité russe. Mais on cherche à l'intégrer dans la philosophie générale, en représentant l'U.R.S.S. comme la patrie du socialisme, c'est-à-dire comme la patrie du prolétariat international réalisant sa mission historique.

Cet assouplissement constitue l'abandon d'un certain nombre de thèses initiales afin de mieux interpréter la réalité. La doctrine se trouve ainsi partiellement vidée, par fidélité à la méthode.

La construction du socialisme en U.R.S.S. s'accompagnera au cours des dernières décennies d'un effort d'interprétation des mécanismes de la planification collectiviste intégrale. Aujourd'hui, on assiste à la naissance d'une théorie de la planification collectiviste qui tend à s'opposer à l'économie de marché.

++++++ Section III
++++++
++++++ La tendance non-marxiste
++++++

On a souvent qualifié celle-ci de révisionnisme de droite pour indiquer qu'elle constituait, par rapport à la révision marxiste, une tentative plus modérée. On peut aussi considérer qu'à la suite de la synthèse réalisée par Jean Jaurès, elle représente un achèvement du dépouillement de certains éléments du marxisme, déjà commencé par Bernstein. Le socialisme dont il est ici question, fidèle à la position de Jaurès, s'efforce de réaliser la transformation du régime capitaliste par l'introduction progressive d'éléments propres à une société socialiste, ou par la création d'institutions procédant de la même inspiration. On peut cependant distinguer trois directions principales.

++++++
++++++ § 1 - Le syndicalisme militant

Le syndicalisme qui s'est développé au cours des dernières années du XIXème siècle dans les différents pays capitalistes d'Europe, s'efforce de traduire dans les faits les aspirations socialistes. Prenant son parti de la dissociation de la doctrine marxiste, il va s'orienter principalement vers l'action. Sans doute, assistera-t-on au développement de mouvements très particularisés selon les pays : syndicalismes allemand, britannique, français, n'auront pas le même visage.

En France, le syndicalisme affirme le caractère ouvrier du socialisme (1). L'organisation syndicale doit développer la conscience de classe et organiser la lutte des classes. Dans ce sens, le syndicat exerce une action pleinement éducative. Georges Sorel, qui fut le théoricien du syndicalisme, estime que la lutte ouvrière représentée par l'action directe, développe l'esprit combatif de la classe ouvrière et hâte l'avènement du socialisme. Cette lutte a besoin d'être entretenue par un certain nombre de mythes : le mythe de la violence, de la grève générale, deviennent ainsi des facteurs de la construction du socialisme, dans toute la mesure où ils hâtent, par les coups

---

(1) R. Goetz : La pensée syndicale française, Paris, A. Colin, 1948.

qui lui sont portés, la destruction du capitalisme. La grève générale devient ainsi dans les perspectives du syndicalisme militant, la transposition de la thèse catastrophique de Marx. Dans une certaine mesure, le matérialisme historique cède ainsi la place à une sorte de représentation idéaliste. De plus, par sa lutte, le syndicalisme aboutit à l'instauration d'institutions et d'une législation, qui font peu à peu pénétrer le socialisme dans la société capitaliste.

++++++
++++++ § 2 - Le socialisme démocratique

A) Le socialisme réformiste

On entend par là l'effort de réalisation du socialisme entrepris par la voie légale, représentée par l'action de partis organisés. Prétendant parfois être toujours révolutionnaire, ce socialisme est pratiquement réformiste. Sans doute, fait-il toujours référence à la lutte des classes, à la concentration des entreprises, à l'exploitation ouvrière. Mais son action essentielle est de réaliser une modification du capitalisme dans un sens favorable aux salariés. N'hésitant pas, - depuis trois décades environ - à collaborer avec les partis bourgeois à la direction politique des pays capitalistes, il s'efforce de promouvoir une législation sociale tendant notamment à apporter la sécurité économique aux travailleurs et à rechercher une réduction de l'inégalité dans la répartition des revenus. Partisan d'un large dirigisme, il attend de celui-ci une atténuation du caractère individualiste de l'activité économique. Il demande à la nationalisation d'un large secteur industriel une certaine harmonisation entre le mode collectif de production et le mode d'appropriation. Par là il transpose dans la législation un des thèmes essentiels de Marx. Mais en fait, la lutte des classes ne devient guère plus qu'une lutte des partis, étant entendu toutefois que les partis socialistes tendraient à devenir la représentation du prolétariat. Position très contestable depuis le développement du parti communiste.

B) Le socialisme travailliste et humaniste

Le socialisme travailliste est ici entendu, non pas dans son sens britannique, mais comme le courant de pensée qui oppose au primat du capital que consacrerait le régime capitaliste, le primat du travail et par là la primauté de l'homme

qui l'accomplit (1). Rejetant le matérialisme marxiste, il recherche la construction d'une société où les structures et l'activité économique ne constitueraient plus un obstacle à l'épanouissement normal des facultés humaines. Il considère en effet que le développement de l'homme est, dans une certaine mesure, conditionné par le milieu dans lequel il vit; il convient donc de transformer celui-ci pour permettre à l'homme de s'accomplir.

---

(1) Henri de Man : Au-delà du marxisme. L'Eglantine, Bruxelles, 1927. - L. Blum : A l'échelle humaine.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LE CATHOLICISME SOCIAL
++++++

L'inspiration chrétienne de la pensée sociale dont la première phase d'évolution a été suivie jusque vers 1870 (cf. 1ère partie, Titre III), a donné naissance à des courants qui sont allés en se diversifiant au cours d'une seconde phase pour faire place, au cours d'une troisième, à la prépondérance du catholicisme social.

Le cas particulier du protestantisme social.

Il ne faut pas manquer de signaler qu'à côté de l'inspiration catholique s'est également développée une inspiration protestante. Le protestantisme social, né au milieu du XIXème siècle en Angleterre, avec le journal The Christian Socialist, ne tarda pas à se répandre dans les différentes nations européennes. Extrêmement diversifié selon les pays, il fut assez nettement orienté vers des solutions proches du socialisme. Mais son effort ne se bornait pas à réclamer une législation sociale et des institutions favorables au développement humain de la classe ouvrière: socialisation des moyens de production par exemple. Il préconisait aussi une réforme morale destinée à rendre l'activité économique plus humaine.

Une tradition assez ancienne oriente le protestantisme social vers les solutions coopératistes, considérées comme un moyen d'assurer une transformation pacifique du régime capitaliste par la disparition du profit. On a souvent qualifié le mouvement protestant de socialisme chrétien, bien que l'association de ces deux mots soit équivoque, autant pour les catholiques que pour les protestants.

Mais c'est surtout au mouvement de pensée et d'action qui a eu en France la plus grande importance : le catholicisme social, que nous devons consacrer le maximum d'attention.

Il convient d'abord de rechercher ce qu'a été l'évolution de sa pensée, très étroitement liée à l'enseignement social de l'Eglise et à l'histoire de diverses organisations. Puis on étudiera le contenu de la doctrine catholique sociale qui, en évolution constante, s'efforce de répondre aux questions posées par l'évolution historique.

++++++ Section I
++++++
++++++ Le développement historique du mouvement social
++++++

La première phase du mouvement social d'inspiration catholique s'est terminée vers 1870; la seconde commence au début de la IIIème République (1). C'est à cette époque que deux jeunes officiers, Albert de Mun et La Tour du Pin, bouleversés par la misère et l'esprit d'opposition sociale que leur révéla la Commune, se lancèrent dans une action tendant à la fois à assurer la dignité de vie de la classe ouvrière et à établir un esprit de collaboration entre classes. Leur prise de position était donc directement contraire à celle du socialisme et du marxisme, qui venaient d'inspirer le mouvement insurrectionnel. Ainsi furent fondés les Cercles ouvriers et publiée à partir de 1879 l'Association catholique.

En 1886, était créée sous l'impulsion d'Albert de Mun, l'Association Catholique de la Jeunesse Française (A.C.J.F.), mouvement de jeunesse destiné à former une élite sociale, susceptible de promouvoir une action de collaboration entre les milieux sociaux. Ecole de formation sociale, l'A.C.J.F. devait devenir rapidement, à la fois un centre de pensée et un mouvement de formation de nombreux responsables et militants.

++++++
++++++ § 1 - La diversité des écoles de pensée

Sur le plan de la pensée, ces distinctions ne tardèrent pas à s'opérer, donnant naissance à différentes écoles. L'école

---

(1) Georges Hoog : Histoire du Catholicisme social en France.- Domat-Montchrestien, Paris, 1942. - H. Rollet, Histoire des catholiques sociaux, Paris, 1957.

de Le Play se scinda en deux, avec la parution de deux revues: La Réforme sociale, et la Science sociale.

Par ailleurs, la pensée chrétienne d'inspiration sociale eut tendance à se partager en deux courants. L'école d'Angers, conservatrice, favorable au libéralisme économique, demandait à l'Etat une intervention minima pour réprimer les abus contraires à la loi morale et à la justice. L'école de Liège était au contraire favorable à l'intervention de l'autorité compétente, qui n'est pas seulement celle de l'Etat, demandant de profondes réformes des institutions et entreprenant une action de transformation immédiate.

Chacune de ces écoles prolongeait sa pensée par des mouvements plus spécialement orientés vers l'action. C'est ainsi que les "Unions de la Paix sociale" et l' "Association des Patrons du Nord", s'inspiraient des idées de l'école d'Angers. L'école de Liège devait pour sa part être à l'origine de différents mouvements qui devaient lui survivre lorsque celle-ci eut achevé son travail de pensée. Sans pouvoir dire qu'elles trouvent exclusivement en elle leur origine, mais en signalant simplement qu'elles s'inscrivent dans la ligne de pensée dont l'école de Liège constitue l'origine, on doit citer ici le développement d'organisations telles que : les Secrétariats Sociaux, la Chronique sociale de France, les premiers syndicats chrétiens.

Le mouvement se développait aussi à l'étranger : en Italie, avec le P. Liberatore et le professeur Toniolo; en Suisse, où s'organisa avec Mgr Mermillod, l'Union d'Etudes de Fribourg, et surtout en Allemagne avec Mgr Ketteler et en Autriche, avec ceux que l'on a appelés les "barons chrétiens" : Vogelsang, Lichtenstein, etc...

++++++
++++++ § 2 - La démocratie chrétienne

C'est en Belgique que se groupèrent d'abord, sous le nom de démocratie chrétienne, des catholiques décidés à promouvoir un mouvement de pensée politique destiné à diffuser les idées sociales des catholiques et à promouvoir des institutions par le jeu des techniques de la démocratie. La "Ligue démocratique anti-socialiste belge" devint assez rapidement une puissante organisation.

En France, c'est en 1896 que la démocratie chrétienne vit le jour, sous l'impulsion de dirigeants de différents cercles d'études sociales, de l'abbé Naudet et de ceux que l'on a appelés les "abbés démocrates".

La démocratie chrétienne a une pensée nettement caractérisée. Pour elle, la notion même de l'ordre social est fondée sur le devoir; elle tend à réaliser le bien proportionnel de l'ensemble des classes sociales, prenant tout particulièrement en considération celui des classes les plus défavorisées. Elle propose d'établir entre celles-ci des institutions, tendant à réaliser, à la fois, un esprit de collaboration et des institutions lui permettant de se manifester. Elle ne se confond avec aucune forme de gouvernement ou de régime politique; l'état démocratique étant pour elle celui qui réalise le mieux les intérêts de l'ensemble et permet sous une forme quelconque la participation du peuple au pouvoir. Cette participation est surtout considérée sous la forme de l'exercice, par chaque citoyen, des responsabilités politiques, qui sont proportionnelles à la place qu'il occupe dans la nation. La participation du peuple au fonctionnement des administrations locales est la première et la plus aisée à réaliser, celle qui permet une éducation politique progressive. Bien qu'orientée vers une préférence pour la forme républicaine de l'Etat, elle est parfaitement compatible avec quelque régime que ce soit.

La démocratie chrétienne fait un devoir à l'élite sociale d'exercer plus spécialement des responsabilités d'ordre civique et politique; mais cette élite n'est pas confondue avec telle classe sociale déterminée; elle se recrute et se forme dans tous les milieux.

On peut caractériser la démocratie chrétienne à trois points de vue :

1°) Sur le plan politique : le peuple tout entier est associé à l'exercice du pouvoir et la souveraineté populaire est la base et la source du droit public.

2°) Sur le plan économique : elle est favorable à une association de l'ensemble des producteurs (chefs d'industrie et personnel des entreprises de tous échelons) à l'administration de l'activité économique.

3°) Sur le plan social : elle réclame la collaboration des classes avec la possibilité d'atténuer les différences existant entre elles.

§ 3 - Le Sillon

Prenant la suite des abbés démocrates, Marc Sangnier fondait au début du siècle un mouvement d'éducation et d'action sociale, qui devait avoir un retentissement considérable sur toute une génération. La position de Marc Sangnier était différente à la fois de celle de Lamennais et de celle des premiers démocrates chrétiens. Pour lui, la démocratie ne doit pas être considérée comme un régime idéal, mais comme un fait. Son fonctionnement suppose l'exercice par chaque citoyen de ses responsabilités d'ordre civique et politique et cet exercice ne peut se concevoir sans un développement des valeurs morales individuelles. C'est dans cet esprit qu'il pouvait dire : "Le catholicisme n'a pas besoin de la démocratie. La démocratie, elle, ne peut se passer du catholicisme". Prenant cette position, le Sillon allait au-devant d'un certain nombre de risques : en particulier celui de confondre, en formant le citoyen à l'exercice de ses responsabilités, les valeurs spirituelles et les valeurs temporelles, source d'une nouvelle confusion entre le domaine du spirituel et celui du temporel. Mouvement qui n'était formellement ni religieux, ni politique, mais à la fois l'un et l'autre, il risquait de considérer le catholicisme comme soumis à une politique déterminée, et de faire de la politique un domaine annexe du confessionnel. Aussi, le 25 août 1910, le Pape Pie X, dans une lettre au Sillon, condamnait les équivoques du mouvement, lui demandant d'opter entre la formation chrétienne du citoyen et l'action politique strictement entendue. Marc Sangnier, obéissant, faisait disparaître son mouvement; mais son influence demeura extrêmement profonde et survécut pendant de longues années.

§ 4 - Les Semaines sociales

En 1904, Marius Gonin et Adéodat Boissard, fondèrent une institution au visage très particulier : les Semaines sociales, dont le but est de promouvoir une doctrine sociale d'inspiration chrétienne, susceptible d'inspirer l'action des différents organismes familiaux, sociaux, syndicaux, civiques, et de permettre la formation de leurs militants. Trouvant son inspiration dans l'enseignement social de l'Eglise, tirant les leçons de l'expérience acquise par les différentes organisations d'action sociale, les Semaines sociales se présentent comme une Université d'un type très particulier. Elles réunissent chaque année, pour une semaine, dans une ville différente

de session en session, un large public. L'enseignement est donné par des hommes de formation diverse : théologiens, publicistes, économistes, spécialistes de diverses disciplines, hommes d'action, etc... Les Semaines sociales sont ainsi arrivées à élaborer une véritable doctrine sociale d'inspiration chrétienne, appliquant aux problèmes techniques et concrets les orientations, les conseils et les préceptes émanant de la Hiérarchie catholique. Elles représentent aujourd'hui la pensée la plus importante de tout le catholicisme social.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'enseignement social de l'Eglise
++++++

Par enseignement social de l'Eglise, il faut entendre ici l'enseignement du Magistère, constitué par les Encycliques (1) des Papes, les lettres des Evêques et les différents documents émanant des dépositaires de la "Doctrine Chrétienne".

La première grande manifestation de cet enseignement fut l'encyclique Rerum Novarum (15 mai 1891) de Léon XIII, sur la condition des ouvriers. Elle avait été préparée par toute une série de documents émanant de différents papes, en même temps que par les travaux effectués dans le domaine de la recherche sociale par plusieurs des écoles déjà signalées.

++++++
++++++ § 1 - L'Encyclique "Rerum Novarum"

L'objectif de ce document pontifical est d'indiquer les remèdes susceptibles d'apporter une solution aux troubles de la société, résultant de son organisation défectueuse, provoquant la condition imméritée des travailleurs. Elle commence par rejeter les solutions proposées par le socialisme, qui s'oppose à la propriété individuelle de droit naturel (reprise de la conception thomiste), à l'évolution normale de la famille et à l'épanouissement moral et spirituel de la personne humaine.

---

(1) H. Guitton : Encycliques et Messages sociaux, Paris, Dalloz, 1951.

Elle oppose la solution catholique qui sans recommander telle mesure d'ordre technique, met en valeur les principes dont il convient de s'inspirer pour résoudre les problèmes sociaux. Les valeurs de justice et de charité désignent non seulement le véritable but de l'existence humaine, mais encore permettent de dégager les règles selon lesquelles doivent être organisés les rapports sociaux. L'Etat, gardien et promoteur du bien commun, doit s'efforcer de le réaliser par la justice sociale. Il lui revient non seulement d'assurer la prospérité matérielle, mais encore de veiller au bon fonctionnement de l'organisation sociale. D'une manière plus particulière, il doit être attentif à l'amélioration de la condition ouvrière actuellement la plus défavorisée. Le juste salaire doit remplacer le prix du travail établi sur le marché de la main-d'oeuvre par le jeu de la loi de l'offre et de la demande; une législation sociale doit assurer la protection des femmes et des enfants travaillant dans les entreprises, assurer des conditions humaines de travail, accorder le repos dominical, limiter raisonnablement la durée de la journée de travail, etc... Enfin, l'association professionnelle, adaptation aux besoins de la vie moderne des anciens groupements corporatifs, doit s'efforcer de résoudre les antagonismes nés des différences de position économique.

Cette Encyclique donne une impulsion très nette à la pensée et à l'action sociale des catholiques; elle fut suivie de nombreux documents qui précisèrent et développèrent les principes posés; elle devait être précisée et confirmée quarante ans plus tard.

++++++
++++++

§ 2 - L'Encyclique "Quadragesimo anno"

Le 15 mai 1931, le Pape Pie XI faisait état dans cette Encyclique de l'évolution suivie par la pensée sociale d'inspiration chrétienne et des transformations survenues dans l'économie.

L'Encyclique débute par un rappel des principes contenus dans Rerum Novarum, enregistre les résultats dus à l'enseignement social de l'Eglise et à l'action des organisations sociales. Puis le document examine trois questions fondamentales.

- Le droit de propriété est signalé dans son double aspect individuel et social et son utilité est défendue contre la critique socialiste. Le Pape reprend en l'appliquant à la situation moderne les thèmes développés et toujours maintenus depuis saint Thomas d'Aquin.

– Le problème des <u>relations entre le capital et le travail</u> est ensuite abordé, avec indication des droits et des devoirs de chacun et précision des règles selon lesquelles doit être fixé le salaire, qui doit permettre à l'ouvrier de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, ainsi que de se constituer une épargne.

– La <u>restauration de l'ordre social</u> doit être poursuivie en dehors des solutions socialistes; par l'amélioration du régime capitaliste qui n'est pas intrinsèquement mauvais, mais dont le fonctionnement a été vicié au point de devenir profondément défectueux. Il importe d'instaurer une collaboration des grands corps professionnels, susceptible de surmonter les antagonismes nés de l'activité économique et permettant de supprimer les conséquences de la domination de l'activité économique par les groupes préoccupés uniquement de la recherche du gain monétaire. Enfin, il convient de donner à la vie économique un principe directeur susceptible de l'orienter vers la réalisation du bien commun.

L'Encyclique souligne avec force les conséquences dommageables de la domination économique qui a remplacé la libre concurrence, provoquant l'oubli du caractère individuel et social du capital et du travail. Les rapports entre ces deux facteurs ne doivent pas faire oublier les rapports humains qui en sont la réalité même; ils doivent donc être réglés non pas seulement d'après les principes de la justice cumulative mais aussi en raison de la justice distributive.

Le Pape indique enfin que si le socialisme paraît par rapport au communisme moins condamnable, un compromis avec lui paraît difficile, tant que prévaudra la conception socialiste de la société, avec lutte des classes, suppression de la propriété privée, éducation ignorant la destinée spirituelle de l'homme.

– Enfin, si la restauration de l'ordre social comporte la réforme des institutions, elle ne saurait être réalisée sans une profonde réforme des moeurs, tendant à assurer le respect de la justice, la diffusion de l'esprit de charité dans la société, la subordination de la recherche du bien temporel dans une perspective plus haute, rejoignant la destinée spirituelle de l'homme.

Ce document fut encore suivi d'autres non moins importants, en particulier l'Encyclique condamnant le communisme et les différents messages de Noël, du Pape Pie XII.

++++++ Section III
++++++
++++++ La science, la doctrine et la politique sociales
++++++

Le Catholicisme social représente aujourd'hui la principale doctrine sociale et économique d'inspiration chrétienne. Puisant ses principes dans l'Enseignement social de l'Eglise, il cherche à dégager de l'observation des faits, des orientations susceptibles de guider l'action pratique des mouvements et organisations d'action sociale. Alors que l'enseignement du Magistère énonce les préceptes et les conseils, indique les voies possibles et dénonce les voies interdites, il s'efforce de traduire cet enseignement en propositions directement applicables. Il représente ainsi la construction d'une science sociale, animée d'une finalité propre, puisée dans la conception chrétienne de la vie sociale, formulée et constamment enrichie par l'Eglise, et permettant de préciser le contenu d'une politique sociale.

++++++
++++++ § 1 - Science sociale et politique sociale

M. Marcel Prélot retrace ce processus d'élaboration, à propos des travaux des Semaines sociales, qui sont l'expression la plus marquante du Catholicisme social : "... la science pour l'action ... la science et la doctrine pour l'action, écririons-nous volontiers aujourd'hui, en explicitant la pensée de nos devanciers. De même, le comportement du Catholicisme social tout entier implique la primauté téléologique de l'action. C'est à elle qu'est partout ordonnée l'étude des faits; c'est pour aboutir à l'oeuvre temporelle que sont demandées à la doctrine ses directives spirituelles... Ramenée à l'essentiel, à son irréductible noyau, c'est ainsi qu'une "politique sociale" que se présente, historiquement et concrètement le Catholicisme social" (1).

---

(1) M. Prélot : Les méthodes de politique sociale. Compte rendu de la Semaine sociale, 1947, p. 252.

Quel est donc le but de cette politique sociale ? C'est l'humanisation du milieu social, poursuit M. Marcel Prélot : "La divinisation est la tâche du Catholicisme lui-même, du Catholicisme tout court et de l'Eglise qui l'incarne, universellement et éternellement. Par contre, l'humanisation est proprement le domaine du Catholicisme social; en tant que politique sociale, il se donne pour objectif la transformation du milieu de vie collective de notre temps et de notre pays" (1). L'accent est mis ainsi sur la transformation du milieu car "la réforme de l'homme est insuffisante, inefficace et, sans doute, dans les conditions présentes, impossible, si elle ne s'accompagne pas, si même elle ne se trouve pas souvent précédée d'une transformation du milieu" (2).

Cette importance accordée au milieu est un apport de l'expérience de l'A.C.J.F. . Le mouvement de jeunesse avait en effet transformé la structure qu'il avait prise au moment où Albert de Mun avait provoqué sa fondation, pour devenir une association de mouvements "spécialisés" par milieux sociaux (J.A.C., J.E.C., J.I.C., J.M.C., J.O.C.), afin de travailleur à leur transformation. L'A.C.J.F., en tant qu'expression des cinq mouvements "spécialisés", donnait aux représentants des milieux de vie une éducation en fonction de leurs propres problèmes de vie. Prenant l'état de séparation de la société moderne comme un fait, elle se donnait pour but l'apprentissage de la collaboration sociale, au-delà de la diversité et des antagonismes des milieux.

++++++
++++++ § 2 - Science économique et ordre économique

Si la séparation de la société en milieux antagonistes est une conséquence du fonctionnement des mécanismes économiques, la science économique ne saurait se contenter d'un simple effort de constatation et de connaissance. L'économie ne saurait être une science neutre. "L'économie humaine, dit Joseph Vialadoux (3), sous peine d'être inordonnée, devra être, au sens

---

(1) Op. cit., p. 253.

(2) Id.

(3) Philosophie économique, Edit. Desclée, de Brouwer, Paris, 1932, p. 93.

le plus profond du mot, une Economie politique. Economie politique : cette expression plus que séculaire dont l'usage a tant altéré le sens littéral, formule à la lettre l'essentielle liaison qui a tissé le programme (du Catholicisme social) ... La recherche de l'ordre économique nous oblige, sous peine d'échec, à considérer l'ordre politique...".

Le Catholicisme social oppose ainsi : 1) à la notion d'ordre naturel conçu comme un ordre de la nature, 2) à la notion d'équilibre résultant d'un jeu de forces "physiques", 3) à la notion d'harmonie économique (Bastiat) issue d'un jeu composant d'intérêts individuels, la notion d'ordre économique.

"L'ordre économique, dit encore J. Vialadoux, est un ordre d'affaires, un ordre de choses à faire. Et sans doute la détermination d'un ordre de choses à faire requiert une connaissance des choses faites, une connaissance des faits, dont il importe toujours de "tenir compte", et notamment des fréquences statistiques discernables en ce donné; mais ce donné, loin d'être un ordre économique tout fait, à connaître comme un ordre physique, n'est que la matière de l'ordre à faire, objet propre d'une science économique humaine fidèle à la nature de son objet. L'ordre économique, en un mot, est un ordre pratique humain. C'est dire qu'il est une branche, une extension, une partie de l'ordre moral humain... Si la science économique est la science de l'ordre humain touchant la richesse, il ne faut point la ranger parmi les sciences "physiques", mais parmi les sciences "morales et politiques" (1).

En conséquence, la science économique comme la science sociale, a pour mission de conduire à une politique; elle est tout entière orientée vers des fins humaines et sociales. Le Catholicisme social intègre ainsi de la manière la plus nette, la notion de politique dans l'économie, c'est-à-dire l'action volontaire, rationnelle et finaliste du pouvoir.

Loin d'être autonome, l'ordre économique est partie intégrante et subordonnée de l'ordre moral et politique (2). La compétence du pouvoir s'étend à lui pour l'ordonner à des fins qui le transcendent; l'analyse économique étant toujours à sa disposition pour éclairer ses décisions par la connaissance qu'elle procure.

---

(1) Op. cit., pp. 115-116.

(2) Alain Barrère : "L'ordre économique, le pouvoir et la liberté", Politeia, Fribourg, 1949.

Ainsi est fondée l'intervention réformiste de l'Etat et le débouché dans l'application pratique.

++++++
++++++ § 3 - La problématique du Catholicisme social

Le Catholicisme social se présente donc comme une "doctrine sociale" au plein sens du terme. Il formule par là une problématique de l'ordre économique intégré à l'ordre social qu'il veut réaliser par la politique.

On lui a reproché de n'avoir pas de théorie économique. Que serait donc une théorie économique chrétienne ? Instrument d'analyse, la théorie fournit une connaissance objective. En conséquence, le Catholicisme social peut demander valablement à l'analyse de répondre aux questions qu'il pose lui-même en fonction de sa propre conception de l'homme et de la société. Ce sont les interrogations découlant de sa conception de l'homme et du monde qui doivent lui être particulières et il utilise pour y répondre la science en tant que telle.

Sans doute, pendant une certaine période, le recours aux enseignements de l'analyse économique susceptible d'éclairer sa politique, a-t-il été un peu timide. Mais une orientation s'est nettement affirmée depuis une vingtaine d'années dans le sens d'une utilisation de la science économique.

C'est ainsi que les Semaines sociales ont étudié successivement, au cours des dernières années : Réalisme économique et progrès social (Sem. Soc. de Lille, 1949); Le monde rural dans l'économie moderne (S. S., Nantes, 1950); Croissance et répartition du revenu national (S. S. Dijon, 1952); Exigences humaines de l'expansion économique (S. S. Marseille, 1956); La montée des peuples dans la communauté humaine (Angers, 1959); Socialisation et personne humaine (S. S. Grenoble, 1960).

++++++
++++++ § 4 - Le contenu du Catholicisme social

Le contenu du Catholicisme social ne peut être examiné ici d'une manière détaillée, en raison de la diversité des matières qu'il englobe; étant à la fois une science, une doctrine et une politique sociales et économiques, il aborde de nombreux domaines qui débordent le cadre de cette étude; par ailleurs

leur abondance exigerait de longs développements. On dégagera donc les principales lignes selon lesquelles sa pensée et son action se développent.

La personne humaine, au sens plein du terme, c'est-à-dire englobant, pour le dépasser, l'individu tel que l'entendent les doctrines individualistes, est la première assise de ses positions doctrinales. Par la personne, on aborde le plan des communautés naturelles au sein desquelles elle peut s'épanouir; aussi convient-il de donner vie à ces communautés en les institutionnalisant. Structurant ainsi la société en partant de ses éléments constitutifs, on évite le danger que représente l'Etat omnipotent, lorsqu'il ne trouve en face de lui qu'un individu isolé. Ces institutions créent le cadre humain à l'intérieur duquel l'homme se voit pourvu de droits et de liens efficaces qui ne le laissent pas désarmé devant l'Etat centralisateur. Au premier rang des institutions figure la famille, dotée de son statut particulier, lui conférant l'autonomie de mouvement dans son domaine propre. La législation familiale est un des premiers éléments de la politique sociale.

Le problème de l'éducation est insépzrable des exigences de la formation de la personne et des devoirs et des droits de la famille.

La participation de l'homme à la vie économique se fait au premier chef par le travail inséparable de la personne de celui qui l'accomplit. La législation doit lui reconnaître ce caractère et garantir que la rémunération accordée au travailleur est, non pas seulement le prix tel qu'il peut s'établir, selon les vicissitudes du marché, mais un juste salaire assorti des compensations nécessaires pour couvrir les charges familiales. Le salaire familial fut une des premières revendications.

L'entreprise est une communauté qui doit être institutionnalisée afin que les rapports humains qui naissent dans son sein, reconnaissent et sanctionnent la participation du travailleur à la vie de l'entreprise. Celle-ci existe en tant que telle, autrement que sous la forme de la société de personnes ou de capitaux, qui est aujourd'hui à peu près la seule reconnue par le droit.

La profession doit être organisée non seulement quant aux rapports humains qui se développent dans son sein, mais également en tant que communauté naturelle. Le corps professionnel a une existence propre, qui doit permettre à ses membres l'accès aux responsabilités économiques. "Les syndicats libres

dans la profession organisée" est la formule qui doit donner vie au corps professionnel. Aux différents échelons de l'activité, doit s'organiser l'intégration de chacun des membres de la profession dans un corps professionnel participant à la création de l'ordre économique. Les syndicats constituent l'élément de base de l'organisation professionnelle.

L'Etat n'a pas pour simple mission de faire respecter les droits; chargé de promouvoir le bien commun, il est chargé d'appliquer une politique inspirée par la justice sociale. Il doit donc appliquer un ensemble de réformes réalisant l'ordre social, aussi bien par l'institutionnalisation des communautés naturelles que par la création d'une législation permettant la reconnaissance et l'exercice des droits de la personne : droits personnels, familiaux, professionnels, civiques. C'est pour respecter l'éminente dignité de la personne humaine que l'Etat peut intervenir dans la vie économique afin d'assurer à chacun la condition à laquelle sa qualité d'homme lui permet de prétendre : organisation des marchés laissant subsister le prix, mais permettant le juste prix comme le juste salaire; correction des abus auxquels peut aboutir le contrat individuel, par la création d'un cadre déterminé par voie de conventions collectives; législation du travail assurant le respect de la personne du travailleur et garantissant ses droits; atténuation des conséquences dommageables de l'inégalité dans la distribution des revenus, etc...

La Nation est au service de la personne et les milieux de vie qui la constituent ne doivent pas représenter un obstacle à son épanouissement. La législation aura donc à prendre en considération les conditions de vie propres à chaque milieu afin de les humaniser. On pourra ainsi aboutir à une spécialisation relative à certains domaines particuliers à un milieu : législation rurale, ouvrière, artisanale, etc...

La communauté internationale doit s'édifier sur un ordre international, respectueux des particularités nationales. C'est en fonction de cette édification que doivent être envisagés les problèmes de civilisations différentes, d'émancipation des peuples dépendants, du sous-développement économique et des relations économiques internationales.

En toute matière la "charité institutionnelle" et la justice sociale sont les inspiratrices de la politique sociale (1).

(1) Cf. Henri Guitton : Le Catholicisme social, Paris, 1942. - G. Antoine, Cours d'économie sociale, Paris, Alcan. - A. Goux : Vers un ordre social humain, Paris, 1949. - F. Cavallera : Précis de la doctrine sociale catholique, Paris, Spes, 1937.- Alain Barrère : Révision et développement du catholicisme social, Etudes, juillet 1948, p. 75.- Le compte rendu des Semaines sociales, en particulier celui de la Semaine sociale de Paris, 1947. Ed. Chronique sociale de France, Lyon, et la collection de la revue : La chronique sociale de France, Lyon. - Charles Flory : Le catholicisme social devant la crise de civilisation. Ed. Chronique sociale, Lyon, 1960.

++++++ Chapitre III
++++++
++++++
++++++ LE NEO-LIBERALISME
++++++

Le néo-libéralisme (1) représente une nouvelle formulation de la doctrine libérale, établie en fonction des transformations apportées par l'évolution historique, tant dans la structure que dans le fonctionnement de l'économie. Il représente l'aboutissement doctrinal de la science neutre des néo-classiques.

Dans une certaine mesure, le néo-libéralisme réalise la jonction du néo-classicisme théorique et de la doctrine libérale traditionnelle, cette jonction étant opérée par une sorte de remontée à la source, après constatation d'une rupture entre la formulation traditionnelle de la doctrine libérale et l'évolution historique.

Notons immédiatement qu'il ne s'agit pas de renoncer aux principes fondamentaux du libéralisme, mais au contraire de conserver ceux-ci en les appliquant aux situations nouvelles, afin de dégager les nouvelles questions qui doivent être posées, pour orienter l'analyse vers l'interprétation correcte des problèmes contemporains.

Le néo-libéralisme doctrinal est né entre les deux grandes guerres mondiales et plus spécialement au cours de la période qui vit s'étendre la grande dépression consécutive à la crise de 1929. Dans cette mesure, il est une réaction contre le dirigisme et le planisme, qui proposaient leurs solutions pour résoudre les difficultés nées des excès du capitalisme manchestérien.

---

(1) J. Cros : Le néo-libéralisme, étude positive et critique, Edit. Médicis, Paris, 1952.- Cet ouvrage contient outre l'étude de l'ensemble du néo-libéralisme, une abondante bibliographie.

Un courant d'idées se développait ainsi sous l'impulsion d'auteurs de nationalités diverses. Il a survécu à la guerre et s'est renforcé depuis par l'apport de penseurs nouveaux. La première grande manifestation du néo-libéralisme, celle qui lui a donné officiellement naissance, est le Colloque Walter Lippmann, réuni du 26 au 30 août 1938, sur l'initiative du journaliste américain qui devait laisser son nom à cette réunion.

Dans une certaine mesure, ce Colloque permit l'élaboration d'une pensée commune, tout en laissant cependant percer d'assez nombreuses divergences dès qu'il s'agissait de descendre au niveau des recommandations précises.

Les plus authentiques représentants du néo-libéralisme paraissent être en France : Louis Baudin, René Courtin, Louis Rougier, Jacques Rueff, Daniel Villey, Emile Allais, d'autres encore; aux Etats-Unis : Walter Lippmann; en Angleterre : Lionel Robbins, Sir William Beveridge, et bien entendu les néo-marginalistes : Mises, Hayek, Röpke, Strigl, etc...

Ces différents auteurs présentent, avec des nuances parfois appréciables, un corps de doctrine (1) d'inspiration libérale et individualiste, dont l'ambition est de rétablir un régime de liberté tenant compte des changements de structure e de l'évolution de l'économie contemporaine.

Le néo-libéralisme est cependant assez difficile à caractériser, en raison de la diversité des positions propres à chaque auteur. Cependant on peut relever entre eux un certain nombre de points communs, tels que la nécessité de l'inégalité des conditions humaines, la bienfaisance de la libre poursuite

---

(1) Principales oeuvres exprimant la pensée néo-libérale : E. Allais : A la rècherche d'une discipline économique, Paris 1943. - L. Baudin : Précis d'Histoire des Doctrines Economiques, Paris, 1943, 3ème édit. - L'Economie dirigée, Paris, 1941. Hayek et autres : L'Economie dirigée en régime collectiviste, Médicis, Paris, 1939.- W. Lippmann : La Cité libre, Ed. Médicis, Paris 1938. - L. Mises : Le Socialisme, Paris, 1938. - W. Ropke : Civitas Humana, Paris 1946. - J. Rueff : L'ordre social, Paris, Sirey, 1945. - R. Strigl : Introduction aux principes fondamentaux de l'économie, Paris, 1939. - D. Villey : Redevenir des hommes libres, Médicis, Paris, 1946.

de l'intérêt individuel, l'utilité d'une action de l'Etat pour instituer et maintenir le cadre nécessaire au fonctionnement du marché libre, le refus de la croyance à l'évolution fatale vers le socialisme, etc...

En somme, ils conservent l'essentiel des positions du libéralisme individualiste, mais ils ne croient plus à son institution spontanée. Ils énoncent les causes de la dégradation de cette conception de la vie économique et proposent la construction d'un libéralisme renouvelé qui ne sera plus le régime du laisser-faire responsable de la disparition de l'authentique libéralisme.

Les néo-libéraux se distinguent ainsi des apologistes du laisser-faire comme des interventionnistes systématiques qui admettent le dirigisme. Il importe de passer maintenant à l'étude détaillée de leurs propositions.

++++++ Section I
++++++
++++++ L'inadaptation du libéralisme classique
++++++

La position des néo-libéraux peut être caractérisée par l'examen de trois ordres de faits qui se sont manifestés depuis la première guerre mondiale et qui démontrent que la conception traditionnelle du libéralisme ne peut plus rendre compte de la situation concrète de l'économie.

++++++
++++++ § 1 - Les transformations historiques

D'une part, on a vu s'instaurer et se développer des régimes non libéraux; d'autre part, la grande dépression qui a suivi la crise de 1929-1930 a mis en doute l'interprétation libérale; enfin, les deux grandes guerres mondiales ont posé le problème de la validité de la pensée économique traditionnelle.

A) L'instauration de régimes non libéraux

On a vu s'installer à partir de la première guerre mondiale deux types de régimes directement opposés aux recommandations libérales : la planification collectiviste et l'économie dirigée.

La planification collectiviste suppose la suppression de la propriété privée des moyens de production, remplace le mécanisme du marché par la planification autoritaire et substitue à la libre recherche de l'intérêt individuel la poursuite autoritaire de l'intérêt collectif. En conséquence, les fondements mêmes de la problématique libérale sont directement contredits par ces régimes.

Les régimes d'économie dirigée, quoique contredisant moins nettement les principes du libéralisme, les altèrent cependant profondément. Sans doute maintiennent-ils le principe de la propriété privée, mais ils en réglementent étroitement l'exercice. Le marché est maintenu, de telle sorte que l'économie dirigée se différencie très nettement de la planification collectiviste; mais on ne connaît plus qu'un marché réglementé comportant des prix taxés, des revenus contrôlés, une offre et une demande soumises à la décision de l'autorité centrale. Enfin, une structure juridique assez rigide, facilite l'emprise de l'Etat sur l'économie, de telle sorte que les mécanismes automatiques et le cadre de libre concurrence se trouvent très profondément modifiés.

Or, il est fondamental de remarquer que ces régimes ont démontré leur caractère durable, contredisant par là la thèse selon laquelle il ne pouvait guère exister d'autre régime que libéral et d'autre mécanisme que celui du marché libre. Sans doute, les libéraux estimaient-ils que la conception de ces régimes était possible sur le plan abstrait, mais que leur coût de fonctionnement serait tel qu'ils ne pourraient subsister. L'existence et la survie des régimes non libéraux a donc constitué une contradiction à certaines prétentions libérales traditionnelles. Mais il convient de remarquer qu'ils ont souvent un coût humain et économique élevé.

B) <u>La grande dépression et ses conséquences</u>

La théorie libérale explique qu'il ne saurait y avoir de déséquilibre général et prolongé, les mécanismes automatiques devant rétablir l'équilibre. Déjà l'étude des théories a montré que cette position devait être révisée; l'observation des situations concrètes conduit à faire des observations beaucoup plus profondes.

Les déséquilibres prolongés et graves subis à la suite de la grande crise de 1929 ont provoqué une double réaction. D'une part, la pensée économique libérale a été mise en doute; on

s'est demandé devant l'ampleur des déséquilibres si l'explication de l'équilibre était encore valable. D'autre part, certains libéraux se sont ancrés plus fortement que jamais dans leur position, en énonçant, comme l'avait déjà fait Bastiat un siècle plus tôt, que c'est par insuffisance de libéralisme que ces dérèglements pouvaient s'expliquer.

C) Les deux guerres mondiales

Les deux grands conflits mondiaux, surtout le second, ont profondément déréglé la structure et les mécanismes libéraux; l'économie de guerre s'est installée à peu près partout dans le monde, l'Etat s'étant trouvé dans la nécessité de mettre l'économie en mesure de satisfaire les besoins prioritaires exigés par la conduite des hostilités. Or, l'économie de guerre a montré que le niveau de l'activité et la puissance économiques étaient devenus un élément fondamental de la puissance d'un Etat. Dès lors, on a été conduit à se demander si le facteur économique ne pouvait être considéré, au même titre que les autres, comme un facteur de puissance.

L'économie de guerre a également souligné le fait que l'Etat peut user de la maîtrise de l'économie pour réaliser l'accroissement du revenu national et le plein emploi de la main-d'oeuvre. De telle sorte que les techniques qui avaient été mises au point pendant les hostilités paraissaient susceptibles d'être utilisées pour obtenir un plus grand niveau de bien-être et faire disparaître le chômage. Mais, ce faisant, on est amené à abandonner le cadre de l'activité économique tel que le libéralisme l'avait depuis longtemps tracé.

++++++
++++++ § 2 - Les conséquences de l'évolution historique sur la pensée économique

Ces trois ordres de faits ont provoqué un bouleversement des conceptions économiques qui s'est manifesté à propos de trois sujets.

A) La théorie libérale ne s'identifie plus avec la science économique.

Sans doute les libéraux n'ont-ils jamais été unanimes pour déclarer que la pensée libérale était la seule pensée économique authentique. Ils ont reconnu qu'il existait une théo-

rie de la planification et une conception de l'économie dirigée; mais ils leur déniaient toute validité, estiment que seule la pensée libérale fournissait une interprétation valable de la réalité économique et qu'elle était seule capable de conduire à un régime viable.

Or, l'évolution historique, en montrant que d'autres régimes sont susceptibles de durée, a montré que le libéralisme n'est pas le seul système économique possible.

Sans doute, a-t-on la possibilité de continuer à montrer sa supériorité théorique sur les autres systèmes; mais cependant la position prépondérante dont la pensée libérale avait longtemps bénéficié, s'est trouvée incontestablement menacée.

Par ailleurs, l'extension des régimes non libéraux a restreint l'importance du secteur libéral dans le monde, ce qui a posé un nouveau problème : celui des relations entre les deux secteurs, relations qui risquent de provoquer une altération réciproque des systèmes. De telle sorte que, sans trancher du point de vue de la science quel système est préférable, on peut estimer que la théorie libérale ne s'est plus identifiée avec la science économique. La pensée libérale a perdu son monopole et donc une partie de sa puissance.

B) <u>La théorie libérale a vu sa valeur explicative mise en doute.</u>

La crise a montré que les mécanismes de correction automatique n'ont pas joué. On sait que les libéraux ne se sont pas avoués battus pour autant, répliquant d'une part, que les déséquilibres prolongés étaient une preuve d'insuffisance de liberté, d'autre part, que ces déséquilibres ont été aggravés par les interventions maladroites de l'Etat.

Les néo-libéraux font d'ailleurs remarquer que l'argument de l'insuffisance de libéralisme n'a pas en soi une grande valeur démonstrative. Il est beaucoup plus une sorte d'acte de foi. Pour eux, l'essentiel est que l'intervention n'est venue que longtemps après l'apparition des déséquilibres, ce qui maintient la véracité de l'observation selon laquelle les corrections automatiques n'ont pas joué. Ici, les néo-libéraux se séparent de l'intransigeance que conservent certains libéraux traditionnels : ils admettent que l'interprétation libérale, qu'ils estiment n'être en fait qu'une explication du laisser-faire, n'est plus valable.

Certains auteurs s'appuyant autant sur la période qui a précédé la crise que sur celle qui l'a suivie, font cependant remarquer qu'un déséquilibre permanent existait depuis la première guerre mondiale; la Grande-Bretagne avec ses deux millions de chômeurs, les Etats-Unis avec une utilisation incomplète de leur capacité de production, soulignaient que le plein emploi des facteurs n'était pas spontanément réalisé comme le prétendaient les explications théoriques.

Les néo-libéraux estiment qu'il ne saurait y avoir là rien de surprenant, car la structure économique a été profondément bouleversée par l'apparition des grandes entreprises, des monopoles, des ententes. Ces éléments dominants, faussent le jeu de la libre concurrence; les mécanismes ne peuvent plus jouer parce que l'évolution des structures a détruit les conditions mêmes de leur jeu et cette évolution paraît dans une certaine mesure irréversible. Aussi est-on conduit à une troisième observation.

C - L'ordre économique n'est plus considéré comme un ordre autonome.

Pour les libéraux classiques, la croyance à un ordre naturel réalisé spontanément grâce à la liberté a toujours subsisté. Il n'était, disent certains, que de laisser faire pour voir apparaître cet ordre. De telle sorte que l'économie jouissait d'une autonomie parfaite au sein de l'ensemble des activités humaines.

Les néo-libéraux estiment qu'il est nécessaire de tempérer cette position. A leur avis, l'ordre économique a besoin d'être soutenu par un ordre juridique qui permette de maintenir un régime de liberté en matière économique. Si, par exemple, la liberté économique conduit par les abus du laisser-faire aux structures monopolistiques, la loi doit briser les monopoles afin de rétablir les conditions de l'exercice de la liberté. Ce n'est pas attenter à celle-ci, c'est simplement mettre obstacla au laisser-faire qui ne doit pas être confondu avec l'authentique libéralisme. Mais, voulant aller plus loin encore, ils doivent admettre que l'ordre économique n'apparaît plus désormais comme un ordre autonome; il devient un ordre subordonné.

Ces remarques générales étant faites pour situer la position des néo-libéraux à la fois par rapport aux doctrines collectivistes et dirigistes et par rapport à la doctrine libérale

traditionnelle, il est possible de passer à l'apport propre de ces auteurs.

++++++
++++++ § 3 - La dégradation du libéralisme classique et les abus du laisser-faire

L'originalité de la position néo-libérale consiste à souligner les inconvénients de la dégradation qu'a connue l'authentique libéralisme qui s'est peu à peu mué en laisser-faire. Soulignant cette évolution, les néo-libéraux se placent dans une situation très différente de celle constituée par les critiques systématiques du libéralisme. Il ne s'agit pas pour eux de démontrer la malfaisance du libéralisme, mais au contraire de signaler sa dégradation tout en soulignant les véritables aspects de son excellence.

C'est ainsi que Walter Lippmann montre ("La Cité libre", pp. 238-239) que la science sociale des libéraux n'a pu leur fournir une ligne de conduite pratique parce qu'elle s'est laissé absorber par un faux problème, celui du laisser-faire. De plus, une autre erreur a empêché le développement normal de la science libérale.

En effet, les libéraux traditionnels pensaient que l'économie de la division du travail pouvait se maintenir par le simple jeu des lois naturelles et sans le secours d'un système juridique approprié. Par ailleurs, ils furent amenés à supposer que ces lois naturelles étaient conformes à la représentation abstraite qui se dégageait de leurs réflexions théoriques.

C'est là, estime Walter Lippmann, l'erreur de la pensée traditionnelle qui, énoncée par Ricardo, a pénétré l'esprit des responsables de la conduite économique. Les hommes d'affaires ne se sont pas comportés comme l'aurait exigé une saine conception de l'ordre naturel; ils ont estimé que leur conduite ne connaissait ni limites, ni règles, ni morale. L'erreur du libéralisme a consisté à tirer sur le plan pratique des conclusions conduisant au laisser-faire, alors que ces conclusions n'étaient proposées que par une recherche scientifique encore dans sa phase préparatoire. Une pensée économique plus élaborée aurait montré la différence existant entre le laisser-faire et la concurrence libre.

C'est l'élaboration de cette seconde phase de la pensée libérale que les néo-libéraux se proposent de conduire.

Walter Lippmann exprime cette opinion en disant : "La pensée des libéraux du XIXème siècle fut arrêtée par leur incompréhension du laisser-faire et de l'économie classique; ce fut alors la débâcle du libéralisme". De telle sorte que l'échec du libéralisme que démontre l'évolution historique n'est pas dû comme le croient les collectivistes à un inéluctable mouvement de l'histoire; il est dû, beaucoup plus simplement, à l'erreur des hommes qui ont cru pouvoir s'en tenir à une pensée qui n'était encore qu'imparfaitement élaborée.

Il n'en reste pas moins que le libéralisme conçu dans toute sa pureté conserve sa valeur. En particulier, il organise la société autour de ces éléments, fondamentaux pour la prospérité des individus que sont : le mode de production organisé sur la division du travail, la révolution industrielle, la libre activité économique. La véritable nécessité est de reconstituer le monde en utilisant ces éléments bienfaisants.

On ne saurait contester les bienfaits que peuvent apporter au monde moderne la production industrielle, la répartition des tâches, l'initiative privée. Un retour au système ancien de la manufacture réglementée, de l'artisanat, de l'agriculture sédentaire et routinière, ne saurait apporter le bonheur à l'humanité. Il faut au contraire intégrer tous les facteurs de prospérité dans une conception authentique de l'économie libre.

Ce faisant, on va beaucoup plus loin dans le sens de la réalisation d'une cité harmonieuse, d'une "good society", que ne peut aller le collectivisme. En effet, celui-ci qui substitue au marché libre l'économie centralisée, et remplace la liberté par la contrainte, présente l'image d'une société réactionnaire, en ce sens que non seulement il rend impossible la division progressive du travail, mais encore rend inéluctable une régression de l'économie vers un mode de production primitif. Walter Lippmann estime que l'expérience des économies collectivistes centralisées est significative à cet égard; elle constitue un recul par rapport à l'économie issue du libéralisme, même si on considère que l'économie capitaliste ne constitue qu'une déviation de l'authentique économie libérale.

Walter Lippmann poursuit encore son raisonnement en montrant que l'interprétation classique de l'activité économique, loin d'être une sorte d'apologétique du statu quo, était en

réalité une science normative critiquant le statu quo, indiquant les points sur lesquels des réformes devaient être tentées et soulignant le sens des transformations désirables. En particulier, ce que l'on a appelé les frictions, les perturbations, les défauts d'ajustement, différenciant le monde réel des schémas utilisés par la recherche théorique, étaient les points sur lesquels des transformations devaient se réaliser. Ces frictions et ces perturbations constituent, dit Walter Lippmann, les problèmes sociaux, les domaines sur lesquels l'ordre social est en conflit avec l'économie (La Cité libre, p. 253).

Il lui est alors facile de montrer comment la législation sur les sociétés a faussé le jeu de la concurrence entre petites unités; comment la réforme monétaire qui devait être réalisée n'a jamais été tentée; comment la lutte contre les monopoles n'a jamais été entreprise, comment la distribution des revenus a été faussée; tout ceci s'étant produit devant l'indifférence et l'inaction de l'Etat.

Aussi faut-il marquer la différence qui sépare le néo-libéralisme du collectivisme.

Section II

La spécificité du néo-libéralisme

Pour Walter Lippmann et son école, le libéralisme du XIXème siècle s'est placé de lui-même dans une impasse de laquelle il lui était extrêmement difficile de sortir. Cette position était inévitable du moment où il se refusait à considérer que le droit de propriété privée et les pouvoirs que s'étaient attribués les sociétés anonymes n'étaient pas des droits et des pouvoirs absolus. En considérant qu'il n'avait pas à limiter les possibilités que les propriétaires de capitaux et les directeurs des grandes compagnies s'étaient attribuées, il rendait peu à peu impossible le fonctionnement normal du droit de propriété et de la libre concurrence. Dès lors, il devait forcément céder la place au collectivisme

++++++
++++++ § 1 - L'opposition au collectivisme

Or, le collectivisme ne saurait présenter une transformation valable de la société économique. En effet, le libéralisme a pour mission essentielle de rechercher une amélioration permanente de l'économie d'échange; en ce sens il constitue une doctrine essentiellement ouverte et progressive, toujours attentive aux exigences de la situation nouvelle; dans ce sens, il est un facteur de progrès permanent.

Le collectivisme voudrait, au contraire, abolir l'économie d'échange avec tous les avantages que la démonstration scientifique permet de lui attribuer. Pour le libéralisme, le système qui régularise le travail de l'humanité à la poursuite du bien-être, est le marché concurrentiel. Pour le collectivisme, le principe du progrès est le plan économique imposé par un souverain omnipotent.

De telle sorte que le but du libéralisme est de découvrir les principes de transformation des lois devant assurer en permanence le respect de la propriété et des contrats susceptibles d'assurer par le jeu du marché libre la meilleure satisfaction de besoins de plus en plus nombreux. L'objet des réformes libérales est de conserver et de faciliter la division du travail dans une économie d'échange supposant l'égalité d'échange (Cité libre, p. 285).

Le collectivisme en rejetant au contraire les progrès que l'on peut attendre d'une libre activité suscitée par la division du travail, en soumettant l'individu aux décisions autoritaires d'une autorité aveugle, ne peut que constituer un élément de stagnation; il est dans une très large mesure négateur de progrès.

++++++
++++++ § 2 - La critique du laisser-faire

Les néo-libéraux veulent se distinguer non seulement des collectivistes, mais encore des partisans du laisser-faire, lequel n'est qu'une dégradation de la doctrine libérale, ainsi qu'il a été vu.

En effet, le laisser-faire a pu remplacer le régime corporatif qui étouffait l'activité économique dans une réglementation étroite. Il fut donc, à l'origine, un mot d'ordre

révolutionnaire dont l'utilité était incontestable; mais tout le mal est venu de ce que ce principe révolutionnaire fut transformé en principe conservateur, fondant désormais la passivité absolue de l'Etat.

Or, cette passivité fut à l'origine de la dégradation du régime libéral. En effet, on se prit à penser que le laisser-faire permettrait l'établissement d'un ordre naturel spontané, en même temps que son maintien perpétuel. Or, l'abstention de l'Etat permit au contraire aux entrepreneurs de réaliser la concentration des capitaux et des entreprises qui allait tuer la concurrence et, par conséquent, le mécanisme régulateur de l'équilibre. Le laisser-faire conduisit ainsi à la disparition de la libre compétition.

De plus, l'existence des sociétés anonymes, en conduisant à la dissociation de la propriété du capital et de la gestion de l'entreprise devait amener la domination de l'économie par la finance. La satisfaction des besoins par le jeu du marché libre devait être remplacée par la poursuite du plus grand gain monétaire obtenu par tous les moyens que permettait l'abstention de l'Etat. En un mot, celle-ci, loin de faciliter l'établissement de la liberté et la réalisation du plus grand bien-être, a permis la constitution de monopoles, la destruction de richesses conduisant aux sous-productions rentables et au malthusianisme économique. Elle a provoqué la disparition des automatismes régulateurs et, par suite, l'apparition de crises renouvelées de plus en plus graves.

Aussi, loin de s'abstenir pour laisser se développer le laisser-faire, l'Etat aurait dû veiller au maintien d'un régime de liberté par une législation adéquate de la propriété, des sociétés de capitaux et de la concurrence. Faute d'un ordre légal, l'ordre naturel des libéraux s'est effondré.

L'unique cause du déclin du libéralisme réside dans la conduite anti-libérale de l'Etat; celle-ci a permis l'épanouissement du système de Manchester, aussi éloigné du véritable libéralisme que l'est le collectivisme d'une véritable organisation de l'activité économique.

Dès lors, la voie de la révision est toute tracée; il faut établir et maintenir le libre jeu des forces économiques par une action convenable de l'Etat.

++++++
++++++ § 3 - Le sens de l'interventionnisme

L'Etat se trouve donc dans la nécessité d'intervenir, mais quel est le sens de cette intervention ? Il a été précisé en particulier par M. Louis Baudin, au Colloque Walter Lippmann (1).

L'Etat, de passif, doit devenir actif; il faut entendre ceci dans le sens d'une révision de l'ordre légal, situé à côté de l'ordre naturel et formé par les institutions : régime des contrats, statut des associations, formes monétaires, etc...

Cette révision doit consister à maintenir un ordre légal tel que l'ordre naturel puisse constamment être maintenu. L'Etat doit créer des institutions capables de constituer le cadre permettant le jeu du libre mécanisme des prix. Il devient ainsi un agent de libération : il construit le système qui doit lui permettre ensuite de se retirer. Mais il ne doit pas hésiter à se manifester à nouveau dès que cet ordre légal n'apparaît plus conforme aux exigences de l'ordre naturel.

De telle sorte que l'Etat peut pécher aussi bien par insuffisance que par excès d'intervention; il doit intervenir, mais toujours et uniquement en vue de réaliser le régime de liberté. Par contre, l'intervention sur les mécanismes naturels lui est strictement et rigoureusement interdite.

Le but du néo-libéralisme est ainsi défini : il s'agit de reconstruire l'ordre libéral par l'intervention de l'Etat. Ce but est précisé par Röpke de la manière suivante : il faut opposer au laisser-faire d'une part, au collectivisme d'autre part, l'alternative d'une société qui insère une concurrence au domaine exactement limité, non seulement dans un cadre d'institutions juridiques, mais en outre dans une intégration sociale d'hommes coopérant librement et satisfaits dans tous leurs besoins vitaux. Ceci suppose donc une politique économique.

Après avoir ainsi formulé les positions des néo-libéraux à l'égard du laisser-faire et du collectivisme, il est possible d'exposer les principes essentiels de leur doctrine.

---

(1) Compte rendu du Colloque Walter Lippmann, Médicis, Paris, 1939.

++++++ Section III
++++++
++++++ Les principes du néo-libéralisme
++++++

La démarche adoptée est ainsi précisée par W. Röpke.

++++++
++++++ § 1 - La constitution économique et le rôle de l'entrepreneur

En premier lieu, il convient d'observer le système économique actuel afin d'en relever les déficiences et de rechercher par quoi il serait possible de le remplacer. C'est le problème de la "constitution économique".

En second lieu, s'appuyant sur la connaissance de la "constitution économique", rechercher par quels moyens il est possible de la libérer de ses imperfections et d'élever sa capacité fonctionnelle de manière à en faire le meilleur système possible. En réalité, reconnaît-il, le dirigisme s'est efforcé de réaliser cette seconde démarche, mais il a échoué et cet échec tient, sans nul doute, à ce qu'il n'a pas pris soin de définir la "constitution économique", qui est cependant le plan fondamental sur lequel peut être construite une réforme. Il importe donc de préciser celle-ci et de faire la démarche primordiale que le dirigisme n'a pas su accomplir.

Il importe également, dit Röpke, de prendre conscience de ce que l'entrepreneur capitaliste a perdu la claire conscience de sa mission; la décadence de l'économie de marché a été dès lors inévitable, elle a entraîné la décadence du système économique et social, ce qui a conduit inévitablement au dirigisme.

L'entrepreneur a en effet une responsabilité très grande; il lui revient d'interpréter sa fonction sociale afin de l'adapter à l'évolution historique. Sa politique à l'égard des organisations syndicales doit s'intégrer à sa fonction économique qui est de pourvoir les marchés, alors qu'en fait elle a bien souvent entravé leur fonctionnement. La fonction sociale qu'il accomplit a été perdue de vue dans toute la mesure où il a cherché sa satisfaction personnelle au lieu d'assurer la satisfaction des besoins, d'après les indications que lui donnait le marché. Pour sauvegarder son gain, il a poursuivi aussi bien

bien les avantages que confère la situation de monopole que le recours aux subventions de l'Etat; par là le jeu du marché s'est trouvé profondément faussé.

Si l'entrepreneur ne reprend pas le sens de la fonction sociale qu'il doit accomplir, toute tentative de reconstruction d'un authentique libéralisme sera vouée à l'échec. Mais il convient de savoir quels sont les principes selon lesquels la "constitution économique" peut être édifiée, de manière à permettre le libre jeu des institutions libérales.

++++++

++++++ § 2 - Le refus de l'évolution fatale vers le collectivisme

Pour les néo-libéraux, l'évolution du capitalisme vers le socialisme n'a aucun caractère de fatalité. En effet, pour eux ce n'est pas la transformation du système qui a conduit à sa décomposition ou qui doit y conduire, comme le prétend Marx; c'est le refus de l'Etat de maintenir l'ordre libéral qui est à l'origine de la situation actuelle. Ce n'est donc pas un problème de technique productive qui est en jeu ni un problème de concentration industrielle, mais un problème d'organisation juridique.

Par ailleurs, l'extension d'un appareil bureaucratique destiné à servir les intentions dirigistes de l'Etat n'est pas le résultat d'une évolution économique spontanée. Il ne faut voir là que les conséquences d'une volonté d'établir une économie autarcique ou le résultat d'un esprit de nationalisme économique qui sont en contradiction ouverte avec les principes essentiels du libéralisme.

Aussi, les néo-libéraux rejettent-ils le principe marxiste de l'auto-destruction du capitalisme et de l'évolution naturelle vers le collectivisme. Si le régime a momentanément pris pareille direction, ce qui serait encore à démontrer, l'évolution provisoirement amorcée est parfaitement réversible; il suffit pour cela que l'Etat abandonne la passivité et son désir inconsidéré de domestiquer l'économie, qui constituent les deux pôles opposés entre lesquels sa politique a évolué depuis un certain nombre de décennies.

Sans doute, les individus se sont-ils faits les complices de cette attitude de l'Etat; ils ne l'ont pas fait par désaffec-

tion à l'égard de la liberté, mais par un désir mal fondé de trouver une sécurité économique que les abus du laisser-faire paraissaient compromettre. Le libéralisme, ramenant l'ordre, le bien-être, sera capable de montrer aux hommes l'aberration que constitue l'abandon d'un régime de liberté. Le succès du collectivisme est donc purement provisoire, pour peu que l'Etat et les citoyens prennent conscience à la fois de leurs responsabilités et de leurs légitimes intérêts. Aussi le néo-libéralisme se présente non seulement comme une tentative de réforme du capitalisme contemporain, mais encore comme une barrière opposée aux progrès du collectivisme.

~~x+++++~~
~~++++++~~

§ 3 - Les bienfaits de la libre recherche de l'intérêt individuel

Les néo-libéraux restent profondément attachés au principe individualiste. La libre recherche de l'intérêt individuel dans le cadre de la concurrence leur paraît le fondement essentiel de l'activité économique. Il est d'ailleurs nécessaire de défendre l'individu qui, aujourd'hui, est gravement menacé par les phénomènes de masse.

Le professeur Louis Baudin a souligné comment ces derniers constituaient un grave danger en raison de la dépersonnalisation qu'ils provoquent et de l'obstacle qu'ils constituent pour le dégagement d'une élite sans laquelle il n'y a pas de société libre. Il est donc nécessaire d'édifier un système devant satisfaire les besoins individuels avec tous les particularismes que cela suppose. Dès que ce régime sera édifié, l'individu se dégagera de l'emprise qu'exercent sur lui l'inertie, le conformisme, l'uniformisation, qui caractérisent la constitution des masses humaines. Il reprendra sa liberté de choix, sa liberté d'initiative, son désir de créer, qui sont aujourd'hui anéantis par les ordres d'une bureaucratie agissant pour la réalisation des désirs indéfinis d'une masse anonyme.

Dès que l'on a compris que la libre recherche de l'intérêt individuel ne devait pas être confondue avec le laisser-faire, il est permis à l'individu d'exercer ses responsabilités économiques sous la sanction du risque économique. Il peut manifester son autonomie de producteur et de consommateur, qui lui permet de développer au maximum sa personnalité d'être moral.

Ainsi, ayant recouvré sa liberté économique, il retrouvera le sens de toutes les libertés et, celles-ci étant solidai-

res, le néo-libéralisme s'oppose ainsi au reproche d'amoralisme fait à la conception traditionnelle. Redevenu libre économiquement, l'homme deviendra meilleur moralement. Ainsi, l'individualisme trop étriqué des classiques trouve-t-il un débouché dans un épanouissement moral, intellectuel, de l'individu.

§ 4 - Le caractère bienfaisant de l'inégalité des conditions

On a reproché au système capitaliste traditionnel de tolérer des inégalités de conditions indignes de la qualité d'homme. Les néo-libéraux vont prendre très nettement l'offensive sur ce point. Ils commencent par préciser que l'inégalité est fatale dans le monde réel et n'ont aucune peine à reconnaître que l'individualisme qui consacre ces inégalités est conforme à l'ordre de la nature.

En effet, l'inégalité développe les éléments utiles à l'accroissement de l'activité économique : initiative, esprit d'entreprise, dynamisme productif, goût du risque, etc...

Sans doute cette inégalité peut-elle présenter parfois des abus et conduire à des situations dommageables. Aussi les néo-libéraux reconnaissent-ils que dans la mesure où elle est profonde et durable, on ne saurait s'en accommoder. On ne peut en effet accepter purement et simplement les fantaisies aveugles du hasard, qui comble les uns et dépouille les autres. En conséquence, il ne s'agit pas de rester passif devant les résultats dommageables du fonctionnement des automatismes économiques et les maux qu'entraînent les déséquilibres économiques prolongés.

Dans ce sens, il convient de remédier à ces dérèglements de l'économie moderne que constituent les salaires inférieurs et le chômage. L'Etat doit donc prendre en charge ceux qui, sans avoir démérité, se trouvent placés par des mécanismes naturels dans une situation trop déficiente. Il est possible, par une fiscalité adéquate, de procéder à la couverture d'un certain nombre de risques sociaux, par un système de contributions et de répartition des charges, on peut assurer un minimum vital en fonction de la dimension de la famille, etc... De telle sorte que le néo-libéralisme accepte une législation sociale qui porte secours aux chômeurs involontaires, aux accidentés, aux inaptes, aux vieillards. Mais il est bien entendu que la sécurité ainsi assurée ne saurait être obtenue par une action sur le jeu des mécanismes; il s'agit de corriger ou de supprimer les <u>conséquences</u> de ce jeu dans la mesure où elles

sont dommageables, mais non pas de modifier le jeu lui-même.

Ainsi, le néo-libéralisme réaffirme la croyance du libéralisme et de l'individualisme au bienfait de l'inégalité des conditions; mais en la corrigeant par la recherche de la justice sociale.

++++++ Section IV
++++++
++++++ La nécessité d'un interventionnisme
++++++

Ainsi sont précisés les motifs en même temps que les limites de l'intervention de l'Etat. Les bienfaits de la division du travail ne peuvent être obtenus que par le respect de la liberté et par le jeu du marché. Ainsi peut être réalisée la condition indispensable au progrès économique.

L'économie de marché exigeant la propriété individuelle et la libre initiative crée un équilibre spontané. L'Etat doit assurer un ordre juridique tel que cet équilibre soit respecté et puisse s'établir normalement. Pour cela il doit établir une législation appropriée de la propriété et des institutions économiques, de telle manière que soit assuré en permanence l'ajustement automatique que réalise la libre concurrence. Ainsi se trouvent posés les principes d'un double interventionnisme, à la fois juridique et économique.

++++++
++++++ § 1 - L'interventionnisme juridique

L'intervention juridique doit établir le cadre légal du marché libre permettant le fonctionnement normal du mécanisme des prix. En effet, la résolution du colloque Walter Lippmann assure que le mécanisme des prix réalise "la satisfaction maxima des désirs des hommes, tels que ceux-ci les éprouvent réellement et non tels qu'une autorité centrale prétend les établir en leur nom" (La Cité libre, p. 99).

La réglementation légale que l'Etat devra établir intéresse les éléments qui constituent le cadre normal du marché concurrentiel : propriété, contrat, sociétés, brevets d'invention, monnaie, système bancaire, système fiscal, régime de la

faillite conçue comme une juste sanction économique, etc... Mais ce cadre juridique ne doit pas être considéré comme établi une fois pour toutes; il doit être modifié en fonction de l'évolution historique, afin d'être toujours parfaitement adapté aux objectifs qui lui sont fixés.

On a utilisé pour caractériser ce système une comparaison imagée, empruntée à la circulation routière. Le régime du laisser-faire, a-t-on dit, est celui qui laisserait les véhicules circuler selon la volonté de leur conducteur, sans prescription aucune, sans règle de conduite, leur permettant d'emprunter n'importe quel itinéraire. Le régime de l'économie planifiée est celui qui imposerait à chaque véhicule non seulement des règles de conduite, mais encore un horaire de voyage, un itinéraire déterminé et peut-être même une destination obligatoire. Le néo-libéralisme est différent de l'un et de l'autre de ces deux régimes; il laisse à chaque conducteur le choix du terminus, de l'itinéraire; il lui donne le droit de circuler, mais il s'assure que la libre circulation s'effectue normalement en établissant un code de la route.

Il ne s'agit là, bien entendu, que d'une image, mais elle semble bien illustrer ce que désire le néo-libéralisme. Dans cette mesure sa réglementation devient un facteur de liberté car elle ne peut être établie que pour assurer le droit de chacun et lui permettre, à l'intérieur d'une indispensable discipline, de se conduire librement, en vertu de ses propres désirs et de son auto-détermination.

++++++
++++++ § 2 - L'interventionnisme économique

L'interventionnisme économique est beaucoup plus difficile à préciser, car les nuances entre les différents auteurs sont parfois importantes. Röpke a fait une distinction entre l'intervention conforme et l'intervention non conforme.

L'intervention conforme est celle qui respecte le jeu du marché en se gardant d'intervenir sur les mécanismes de celui-ci. L'intervention non conforme est celle qui perturbe les mécanismes mêmes du marché sous couleur de les perfectionner.

On peut tirer de cette distinction une différence entre l'interventionnisme accepté par les libéraux, c'est-à-dire l'interventionnisme conforme, et celui qu'ils rejettent. L'accord de l'ensemble des auteurs se réclamant du néo-libéralisme

se réalise sur le point suivant : l'interventionnisme doit s'efforcer d'adoucir les conséquences de l'imperfection du jeu du marché; il doit remettre en mouvement les mécanismes momentanément grippés et s'efforcer d'amortir les variations trop profondes de l'activité économique. Dans cette mesure il s'agira toujours de veiller au maintien d'un état de libre concurrence et jamais de contrarier le jeu de celle-ci.

Il n'en reste pas moins qu'il sera toujours délicat de dire jusqu'où peut aller l'interventionnisme conforme et difficile de distinguer les interventions qui sont compatibles avec le maintien du mécanisme des prix de celles qui ne le sont pas.

Röpke dit encore sur ce point que la politique économique préconisée par le néo-libéralisme "suivra la voie indirecte organique, qui consiste à exercer une influence et non la voie directe des décrets, c'est-à-dire qu'elle placera autant que possible toutes les mesures de politique hors de la formation des prix et les mettra pour ainsi dire en circuit avant ou après la formation des prix. Le programme que nous venons d'indiquer brièvement, poursuit-il, pourrait être désigné sous le nom d'économie de balance ou d'économie d'encadrement". (Explication économique du monde moderne, p. 293).

En fait, cela signifie que les néo-libéraux sont généralement d'accord pour estimer que l'on peut agir indirectement sur les éléments entrant dans les comportements du prix, mais qu'on doit toujours s'abstenir d'agir sur le prix lui-même par voie de taxation, par exemple. On pourra admettre encore une politique douanière modérée, réalisée par la voie de tarifs convenables, mais on se refusera à adopter des mesures telles que le contingentement, le contrôle des devises, à plus forte raison la répartition des matières premières par voie d'autorité, qui fait disparaître les impulsions venant du marché.

On peut encore admettre, au plan des organisations, l'existence de syndicats libres; mais le groupement obligatoire des individus par voie autoritaire ne saurait être toléré.

++++++
++++++ § 3 - Différences entre le néo-libéralisme et les autres doctrines

Le néo-libéralisme apparaît ainsi assez nettement différent du libéralisme traditionnel ayant abouti au laisser-faire. Il refuse un certain nombre d'éléments que celui-ci avait apportés : passivité absolue de l'Etat, monopoles, domination des groupements financiers, etc... Il est opposé à l'esprit de conservation, à l'impassibilité en face des conséquences sociales des déséquilibres économiques.

Il ajoute à la doctrine traditionnelle l'acceptation d'un interventionnisme modéré, la recherche d'une certaine justice sociale destinée à compenser les inégalités trop fortes. Il reconnaît que l'utilité maxima est un bien social sans être nécessairement le seul bien susceptible de recherche. Il demande que la loi interdise les monopoles, les coalitions et la prédominance, sous quelque forme que ce soit, d'intérêts particuliers sur l'intérêt général.

Il reste cependant fondamentalement un libéralisme en ce qu'il conserve le fondement individualiste de l'économie, la libre recherche du plus grand gain monétaire, par le jeu du marché, et la réglementation très large de la propriété privée.

Il repousse de la technique dirigiste tous les éléments susceptibles de troubler le jeu de la concurrence libre et de supprimer le fonctionnement du marché sous prétexte d'en corriger les conséquences. Il s'oppose à tout ce qui, sous des noms divers, réalise un corporatisme d'Etat ou un corporatisme national, en qui il voit un moyen d'étouffer l'économie sous une réglementation trop forte.

On peut caractériser le néo-libéralisme et le différencier des autres régimes par sa finalité et par l'intensité et les méthodes d'application de l'intervention.

Pour les néo-libéraux, la finalité de l'intervention est individualiste, elle est d'une intensité modérée et son application se fait indirectement en dehors du mécanisme des prix.

Dans le dirigisme, la finalité demeure collectiviste; l'intensité d'intervention est forte et s'applique au prix lui-même.

\+

\+ \+

L'aboutissement de l'effort de révision

Le parti pris de science neutre aboutissait ainsi à une renaissance des préoccupations doctrinales. Encore celle-ci n'a-t-elle été indiquée que pour trois grands courants de pensée ayant déjà une longue existence. Mais il faudrait - pour être complet sur ce point - détailler de nombreuses tentatives qui demandaient des solutions à des formules diverses : solidarisme, syndicalisme national, coopératisme, corporatisme, capitalisme rénové, etc... Il faudrait également tenir compte de ce qui a été fait à l'étranger. Mais il convient de reconnaître que bien souvent des tentatives n'ont pas grande signification du point de vue de la recherche sur le plan de la science sociale, ni sur celui de la science économique. Il ne s'agit bien souvent que de réflexions suggérées par des difficultés d'ordre économique ou politique, sans incidence sur les progrès de l'analyse, à l'égard de laquelle elles témoignent d'ailleurs d'une belle indifférence.

Il convient donc de remarquer que la révision de l'analyse neutre et objective des néo-classiques a conduit à une renaissance des préoccupations doctrinales, parce que on a senti que de nouvelles questions devaient être posées à l'effort continuel de recherche :

- si l'intervention de l'Etat était nécessaire, comment convenait-il de la conduire ?

- quelles fins devait poursuivre l'activité économique ainsi contrôlée ?

- quelles techniques convenait-il de choisir ? pour intervenir correctement ?

- quelle part pouvait-on laisser à l'initiative privée et comment pouvait-on délimiter le domaine de l'autorité publique et celui de l'individu ?

A ces questions on ne pouvait répondre sans remettre en cause l'interprétation scientifique et la considération de la finalité de l'économie.

Révision de l'analyse et révision de la doctrine s'étaient mutuellement épaulées; mais sans qu'il ait été possible de maintenir une cohérence parfaite entre les deux efforts de révision. Désormais, les cartes étaient brouillées. Les préoccupations normatives et finalistes que l'on avait voulu écarter réapparaissaient peu à peu et la science qui avait pris un parti de neutralité, ne s'accordait plus à ces préoccupations générales. L'analyse économique venait de recevoir une mise en demeure : elle devait se renouveler.

TROISIEME PARTIE

++++++
++++++ L'ANALYSE ECONOMIQUE
++++++
++++++
++++++ CONTEMPORAINE
++++++
++++++

L'ANALYSE ECONOMIQUE CONTEMPORAINE

Les économistes contemporains dont les oeuvres vont être maintenant étudiées, appartiennent à des catégories intellectuelles assez diverses. Si on désire les rattacher aux recherches des économistes passés, des noms fort divers apparaissent. C'est ainsi que certains se rattacheront à la théorie classique de J.-B. Say, de Ricardo et Stuart Mill assez profondément transformée; d'autres puiseront dans Marx l'idée d'évolution des structures, alors que certains se réclameront des marginalistes qui ont découvert l'utilité, de Cournot et de Walras, qui ont fourni les éléments d'une théorie abstraite de l'équilibre; enfin, c'est aux Physiocrates qu'il conviendra de faire référence pour trouver la première formulation de ce qui sera la théorie contemporaine du circuit et des flux.

On ne saurait dire cependant que l'économie politique actuelle soit caractérisée par un parti pris d'éclectisme. C'est plutôt une reconstitution de la science économique qui se poursuit, utilisant tels ou tels apports qui ont été mis particulièrement en évidence par des économistes passés. Cependant, bien que prenant des points de départ différents, bien qu'utilisant des acquisitions scientifiques obtenues à de grands intervalles de temps, les économistes contemporains semblent s'orienter vers la réalisation de convergences fructueuses. C'est un des traits de l'économie politique contemporaine que cette diversité d'apparence, recouvrant une unité foncière non encore réalisée, mais cependant perceptible dans son devenir.

Pour caractériser les travaux de nos contemporains et montrer dans quelle perspective ils se situent, il convient de

faire un rapide retour pour dégager le sens général de la révision théorique entreprise depuis le deuxième quart du XXème siècle et indiquer en quoi l'effort d'analyse aujourd'hui poursuivi en constitue le développement.

++++++ Chapitre préliminaire
++++++
++++++ LES CARACTERES GENERAUX DE L'EVOLUTION
++++++
++++++ DE LA PENSEE ECONOMIQUE CONTEMPORAINE

L'économie du XXème siècle est née dans l'orthodoxie. On sait qu'en 1848, Stuart Mill avait dit que l'économie politique était une science achevée et qu'immédiatement le marxisme lui avait infligé un premier démenti, accompagné quelque vingt ans plus tard d'un renouvellement beaucoup plus profond opéré sur le plan de la science pure.

La révolution de l'utilité marginale avait paru mettre en doute la valeur de la science, en proposant la notion d'utilité substituée à la notion de coût. Mais Alfred Marshall, en réalisant la synthèse de ces deux éléments, avait redonné confiance aux économistes parce qu'il avait su réconcilier la tendance ancienne expliquant la valeur par le coût et la tendance nouvelle fondant la valeur sur l'utilité.

C'est alors que s'était développée l'orthodoxie marshallienne et que cédant peut-être dans une certaine mesure à la tentation à laquelle avait succombé Stuart Mill, Alfred Marshall considérait que les économistes devaient désormais se consacrer à des "travaux de détail". Suivant ce conseil, les économistes respectueux de l'orthodoxie, cherchaient surtout à aménager les démonstrations pour les rendre plus conformes aux faits, d'où cet effort de révision de la science neutre qui a été précédemment analysé.

Mais ce sont précisément les faits qui ont posé la question de la validité de la théorie néo-classique, incitant les économistes à reprendre des travaux fondamentaux et à abandonner les travaux de détail, qui semblaient devenus secondaires.

En effet, la première, puis la seconde guerre mondiale, voient s'instaurer un nouveau type d'économie : l'économie de guerre, qui amène l'intervention de l'Etat et la transforma-

tion des structures. Il faut concevoir des explications susceptibles d'orienter l'action de l'autorité publique. Puis le chômage chronique et la grande dépression qui a suivi le krach de Wall Street, d'octobre 1929, font apparaître le désarroi de la science économique. Celle-ci est gênée pour rendre compte de ces phénomènes; on parle sans cesse de déséquilibres, de surproduction, de chômage. On prie l'Etat d'intervenir pour ramener l'activité économique à un niveau de prospérité tant désirée et l'Etat intervient avec maladresse. On sent alors poindre de nouvelles préoccupations et l'on se demande surtout si la synthèse marshallienne a droit à autant de respect ou plus exactement si elle mérite autant de crédit qu'on avait bien voulu le dire.

Peut-on désormais se fier au jeu des mécanismes spontanés ? Ne convient-il pas, au contraire, de chercher à contenir, infléchir, orienter, l'activité économique ? L'orthodoxie fait place au doute scientifique ; le respect du jeu des mécanismes automatiques est remplacé par le désir des interventions de l'Etat; la recherche spéculative perd du terrain au profit des propositions normatives. C'est alors qu'une nouvelle révolution scientifique éclate en 1936, avec un disciple d'Alfred Marshall qui se dresse en censeur de son maître :John Maynard Keynes.

La "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt de de la monnaie" paraît en effet au mois de février 1936, c'est-à-dire en un moment privilégié, particulièrement apte à soulever aussi bien l'admiration que la controverse passionnée. En 1936, le monde est encore en proie au souvenir de la grande dépression; le chômage sévit durement en Grande-Bretagne; la réadaptation de l'activité économique ne s'est pas encore convenablement produite et la théorie économique semble impuissante à expliquer la situation de profonde dépression de laquelle on sort à peine.

C'est qu'en effet le classicisme et le néo-classicisme paraissent avoir jeté tous leurs feux. Le néo-classicisme est devenu le néo-marginalisme de la troisième école de Vienne. Il semble se perdre en discussions byzantines, trahissant une disproportion entre des analyses subtiles, raffinées, très fouillées dans le détail, et l'ampleur des problèmes qui se posent en termes de masse et de quantités. On a l'impression d'une rupture d'échelle entre les préoccupations de l'analyse et la dimension des problèmes. Mais surtout l'impression dominante est celle d'une inadaptation de la théorie aux faits qu'elle prétend expliquer. On s'interroge sur la valeur du système de pensée et sur la traduction présente du régime capitaliste évolué.

La "Théorie générale" éclate au milieu de ces incertitudes. On ne mesure pas tout de suite la portée de l'oeuvre; on la discute ou on l'adopte sans soupçonner tous ses prolongements. Il semble cependant dès l'abord qu'elle présente une série de remèdes parfaitement adaptés aux situations concrètes, ne serait-ce peut-être, que parce que l'analyse macro-économique correspond à l'aspect de masse des phénomènes du moment.

Aujourd'hui, il est plus facile de juger cette oeuvre parce que l'on dispose d'un certain recul. Il est évident que Keynes domine la pensée économique contemporaine. D'après le professeur James (1), il dominerait même toute la pensée économique du XXème siècle ; celui-ci serait partagé en deux périodes : avant et après Keynes. Mais ceci pose une question : quel sens convient-il de donner à ces deux périodes ?

Si Keynes partage l'évolution de l'économie politique au XXème siècle, il ne peut suffire à la caractériser, car ce partage aboutit à la tentative de conciliation dont l'économiste du XXème siècle est le témoin. Or Keynes est l'artisan capital de cette conciliation et sa tentative est la dominante principale de l'évolution de la pensée économique depuis soixante ans. Cependant, il est trop tôt encore pour donner tout son sens à la synthèse keynésienne; il importe auparavant de préciser les caractères généraux de l'évolution de la pensée économique au cours de cette période.

Cette évolution peut être mise en évidence par trois traits : la pensée économique passe du respect de l'orthodoxie au doute scientifique; elle évolue du spéculatif vers le normatif; elle part des oppositions doctrinales pour aboutir aux conciliations théoriques.

Section I

Le passage du respect de l'orthodoxie au doute scientifique

Si le XXème siècle débute dans le respect de l'orthodoxie marshallienne, il va évoluer vers son abandon progressif pour

(1) Histoire de la pensée économique au XXème siècle, op.cit.

aboutir à l'apparition de la nouvelle conception de Keynes. Celle-ci ne créera pas comme sa devancière une orthodoxie rigoureuse; elle sera bien vite soumise à un travail de critique et de révision. On étudiera ainsi deux points : l'abandon de l'orthodoxie marshallienne et la révolution keynésienne. La révision dont, à son tour, cette théorie a fait l'objet, sera examinée ultérieurement.

++++++
++++++ § 1 - L'abandon de l'orthodoxie marshallienne

La pensée économique du XXème siècle n'a pas réalisé un abandon de la théorie même d'Alfred Marshall; elle a abouti à une révision de l'ensemble de la théorie néo-classique. Cette révision a porté sur les fondements, la conception et les mécanismes de l'activité économique.

A - La révision des fondements de l'activité

Cette révision a concerné d'abord les fondements mêmes de l'activité économique, qui s'est déplacée du subjectivisme vers l'objectivisme. Il suffit ici de rappeler ce qui a déjà été dit à propos de la théorie du calcul économique. On a abandonné l'étude des mobiles sous prétexte que ceux-ci relevaient de la psychologie, qui constitue une discipline située hors du domaine de l'économiste. On s'est borné à prendre en considération des faits objectifs : les choix faits par les individus en vertu d'une logique purement rationnelle. La nouvelle école de Vienne, qui a procédé à ce travail, a déjà été étudiée, il suffit ici d'en faire mention.

On est passé également de la considération de l'individuel à la prise en charge de l'institutionnel. Pour les néo-classiques, l'activité économique repose sur les attitudes des individus agissant dans un cadre neutre. Le cadre juridique est celui du contrat; le cadre politique celui d'une police du marché. A l'intérieur de ces cadres, les individus sont en présence d'autres individus et ils contractent librement avec une égalité de puissance.

L'institutionnalisme, apporté par les auteurs américains tels que Veblen, Commons, prend en considération les institutions politiques et juridiques, les comportements coutumiers, pour expliquer dans quelle mesure se déroule l'activité économique déterminée dans une large mesure par ce cadre institutionnel.

On voit également apparaître, avec d'autres auteurs, des éléments tels que la rigidité, la viscosité, les *facteurs structurels*, tous éléments qui s'opposent au jeu simple et automatique des volontés individuelles.

B) La conception de l'activité

Cette conception évolue progressivement du schéma de l'équilibre vers un schéma de déséquilibres. Pour les néo-classiques l'activité économique est à la poursuite d'un équilibre stable, réalisé par un jeu d'actions et de réactions. L'ensemble tourne autour de l'équation offre-demande-prix, à l'aide de laquelle est interprété l'équilibre du marché des produits et du marché des services.

On tend à expliquer désormais que l'activité économique se manifeste à travers une série de déséquilibres considérés comme constituant l'état normal. On constate à loisir l'existence de décalages, de retards, de distorsions, et l'on s'efforce d'en rendre compte. La caractéristique de l'économie serait alors une évolution progressive réalisée à travers des déséquilibres successifs. On élabore ainsi une *dynamique implicite*.

C) Les mécanismes économiques

Quant aux mécanismes de l'activité économique, on sait que la théorie de la concurrence parfaite a été de plus en plus abandonnée; on ne nie pas pour autant la valeur démonstrative de la théorie de la concurrence parfaite, mais on ne considère plus que l'imperfection des mécanismes concrets constitue une altération légère du schéma de concurrence parfaite valable pour expliquer la réalité. La concurrence imparfaite est considérée comme un régime sui generis; de telle sorte que l'étude porte sur des situations qui ne sont ni celles de la concurrence pure et parfaite, ni celles du monopole. La considération du capitalisme de grandes unités conduit à la théorie de l'économie dominante. On se place d'abord dans une situation qui est "entre concurrence et monopole", puis dans une structure où les inégalités de position apparaissent comme constituant le cadre normal de l'activité économique.

Devant cette impression de dispersion, on se prend à souhaiter une réinterprétation d'ensemble de l'activité économique réalisant une synthèse de tous les éléments et comportant

des recherches nouvelles. C'est alors que survient ce que l'on a appelé la révolution keynésienne.

++++++
++++++ § 2 - La rupture keynésienne

La théorie keynésienne se présente comme une rupture par rapport à la théorie classique; il ne s'agit pas ici de l'exposer en détail, ce qui sera fait plus loin; mais simplement de dégager les positions principales permettant de marquer l'évolution de la pensée.

Keynes a réalisé, a-t-on dit, une révolution et nous aurons l'occasion de voir que ce terme est sans doute exagéré. Il a cependant réalisé deux apports fondamentaux, faisant opposition à la conception générale antérieure; il a déplacé l'objet de l'économie politique de la répartition vers la production; il a abandonné la micro-analyse pour la macro-analyse.

A) Le déplacement de l'objet de l'économie politique de la répartition vers la production

Ce déplacement concerne l'objet même de la science économique. On a vu comment les classiques avaient, avec Ricardo, abandonné la théorie de la production pour se consacrer à l'étude de la répartition d'un volume donné de produits. C'est la controverse entre Malthus et Ricardo, terminée à l'avantage de ce dernier, qui a amené ce déplacement.

Keynes fait dans une certaine mesure un retour à Malthus, en présentant une théorie centrée, à titre principal, sur la production et s'efforçant d'expliquer les variations de celle-ci.

Les néo-classiques avaient établi un lien direct entre la rémunération des facteurs de la production et leur productivité. Par là ils établissent un autre lien entre répartition et production en ce sens que la rémunération des facteurs dépend de leur participation à la production considérée comme déjà obtenue. Avec Keynes, les relations entre répartition et production s'établissent d'une manière différente. On le montrera en examinant trois points qui souligneront comment, en donnant le primat à l'étude des variations de la production, Keynes est revenu en partie à la position de Malthus.

La "Théorie Générale" pose en effet le problème des variations du volume de l'emploi des facteurs et de la production. Il doit donc étudier les causes de ces variations et c'est cette étude qui change toute la perspective de la recherche économique. En effet, Keynes, comme il sera montré plus loin, indique 1) que le salaire ne règle pas le volume de l'emploi; 2) que l'intérêt ne fixe pas le volume de l'épargne; 3) que le profit ne règle pas le volume de la production. Sans doute, ces rémunérations sont-elles liées à l'activité des facteurs, mais elles n'en découlent plus aussi directement que le prétendaient les néo-classiques, en ce sens que les adaptations ne se font pas d'une manière simple et automatique. Il en résulte que la théorie de la répartition est à repenser en entier. L'emploi, l'épargne et la production ne dépendent plus directement du salaire, de l'intérêt et du profit; ils dépendent directement de l'investissement. Or, si pour Keynes l'investissement est relié en partie à l'intérêt, ses successeurs montreront que le rôle de celui-ci est moins grand que la "Théorie Générale" ne l'avait primitivement pensé.

B) Le passage de la micro-analyse à la macro-analyse

Ce passage a constitué au moment de la parution de la "Théorie générale", le principal attrait de la recherche nouvelle. Celle-ci substituait en effet l'analyse en termes de flux globaux à l'analyse en termes de prix. Pour les classiques et les néo-classiques, les explications aboutissaient à la détermination d'un équilibre autour d'un niveau de prix. Pour Keynes et les post-keynésiens, l'explication aboutira à la détermination de plusieurs équilibres possibles autour de différents volumes de revenu et d'emploi.

On paraît donc entrer dans un nouvel univers; l'analyse en termes de revenu devient la manifestation principale de la pensée scientifique; elle utilise de nouvelles catégories : le revenu, l'investissement, la consommation, l'épargne, la demande et l'offre, toutes situées au plan global. La notion d'équilibres divers ou multiples s'oppose à la notion d'un équilibre; on obtient ainsi une ouverture vers les déséquilibres auxquels conduit d'ailleurs la notion de variation de la production.

Cette position laisse la place à un certain nombre d'incertitudes qui ne sont apparues que progressivement. En particulier, on s'apercevra de la distance qui existe entre les quantités agrégatives statistiques et les catégories économiques théoriques et il sera souvent difficile, sinon impossible,

de reconstituer logiquement les catégories économiques théoriques en partant de l'évaluation des quantités globales. D'où un effort d'approfondissement qui sera orienté vers la décomposition par secteurs, régions et branches de ces quantités globales, qui apparaissent aujourd'hui dans l'ouvrage de Keynes, traitées d'une manière sommaire.

Telle quelle, la théorie de Keynes cause une incontestable surprise, mais elle est cependant imparfaite et, disons-le, heureusement imparfaite. Car c'est de cette imperfection qu'est né l'effort de révision et d'approfondissement qui a donné à la recherche économique une impulsion remarquable, qui se poursuit de nos jours.

Section II

L'évolution de la recherche spéculative vers la science normative

Avec le parti pris de neutralité, on s'est orienté à partir de 1870 vers la recherche spéculative. Pour de nombreux auteurs, il ne s'agit pas de fournir des conclusions susceptibles d'application, mais de chercher pour connaître. La connaissance spéculative serait pour certains économistes le but de la science économique. Or, depuis le début du XXème siècle, la science a eu tendance à s'orienter à nouveau vers les préoccupations normatives. Deux mouvements peuvent être distingués dans ce sens : l'un qui a conduit de la neutralité à la finalité de la recherche; l'autre, qui a conduit de la science descriptive à la science appliquée.

§ 1 - Le passage de la neutralité à la finalité

La neutralité peut être considérée en matière économique comme la description de la réalité obtenue à l'aide s'un schéma représentatif. Il s'agit de reproduire ce que l'on croit découvrir par l'observation, par la déduction, et de fournir un modèle dont le caractère principal sera d'expliquer ce qui est, sans autre préoccupation.

Au contraire, la finalité présidera à l'élaboration d'une théorie économique dans le but d'expliquer un système économi-

que concret et de fournir les éléments permettant de formuler à son égard un jugement de valeur et, au-delà, permettant de passer à sa condamnation ou à une action tendant à le réformer pour l'améliorer.

On avait déjà vu que la prise en considération de la concurrence imparfaite avait conduit à certaines recommandations de politique économique; mais on va aller beaucoup plus loin dans ce sens. Le système théorique élaboré par de nombreux auteurs sera conçu de plus en plus en fonction soit du désir d'établir un système considéré comme souhaitable, soit du désir de réformer un système existant auquel on est attaché pour des raisons doctrinales.

Deux exemples de cette attitude peuvent être fournis.

A) Le sens de la révision de la théorie marxiste

La révision de la théorie marxiste a pour but de fournir une interprétation de l'évolution capitaliste coïncidant avec les phénomènes liés à la transformation du régime capitaliste. Il s'agit de réinterpréter certains thèmes proposés par Marx afin d'expliquer comment, tenant compte des phénomènes contemporains, la marche au socialisme est toujours inéluctable.

En effet, si l'on demeure dans l'orthodoxie marxiste, il devient difficile d'expliquer comment le régime capitaliste actuel évolue conformément aux prévisions de l'auteur du "Capital". On va faire remarquer que ce ne sont pas les pays de capitalisme avancé qui se sont les premiers tournés vers l'économie socialiste planifiée. Par ailleurs, certaines lois marxistes : concentration des capitaux, paupérisation croissante des masses, évolution catastrophique, etc..., ne paraissent pas avoir été confirmées par l'évolution. Cette révision du marxisme tendra donc à le mettre en harmonie avec les faits et c'est ainsi qu'ont fait leur apparition des travaux portant révision de la théorie du capital, de la théorie de la valeur, de la plus-value, etc... C'est un effort d'adaptation.

B) Le sens de la révision de la théorie économique

Les économistes non marxistes ont eu également le souci d'adapter la science économique traditionnelle à l'évolution des faits. Mais, bien souvent, ces économistes écrivent non pas tant dans un but d'éducation ou de diffusion de la science,

qu'avec l'intention de convaincre les responsables économiques. Ils cherchent à les persuader de ce qu'ils ont à faire. Dans quel but ? Dans le but de sauvegarder l'essentiel du système actuel en le corrigeant de certaines de ses déficiences. C'est un effort de persuasion.

L'exemple le plus typique est précisément celui de Keynes. Le finalisme keynésien est très nettement indiqué par l'auteur lui-même; le but de Keynes en écrivant la "Théorie Générale" est en effet de sauvegarder le système auquel vont ses préférences puisqu'il lui paraît nécessaire pour cela de sacrifier aux tendances de l'évolution contemporaine. C'est ainsi que, pour sauvegarder l'essentiel de l'individualisme, il est prêt à abandonner une part de libéralisme; la finalité de sa théorie sera de donner un fondement scientifique à la politique de contrôle de l'économie qu'il veut réaliser principalement par la politique de l'investissement.

En effet, il estime que ce qui menace le monde individualiste, réside dans les conséquences du fonctionnement défectueux des automatismes. C'est notamment le chômage et la mauvaise répartition des revenus qui créent pour un grand nombre d'individus des conditions matérielles inférieures. Il importe donc d'élever le niveau de l'emploi et le volume de la production; pour cela, il lui paraît que la politique de contrôle de l'investissement est le meilleur moyen d'obtenir ce résultat, sans pour autant renoncer à l'essentiel du système individualiste. Il convient d'en persuader les responsables de l'économie.

Ce système sera repris par certains néo-libéraux qui s'efforceront de conserver le maximum de liberté dans un climat d'interventionnisme limité. Il le sera également, mais dans un sens différent par certains socialistes qui voient dans la théorie keynésienne les bases d'un contrôle économique susceptible d'extension. Ainsi la recherche spéculative a fait place à une recherche destinée à fournir les fondements d'une politique destinée à établir le régime considéré comme le plus souhaitable, ou à sauvegarder l'essentiel du régime actuel auquel on demeure attaché.

++++++
++++++ § 2 - De la science descriptive à la science appliquée

L'économie politique devient alors une science d'application. Il ne s'agit plus simplement de décrire pour connaître, il s'agit d'expliquer pour agir. L'économie politique commence à retrouver son plein de sens de science politique et humaine, dans toute la mesure où l'analyse a pour but de jeter les fondements d'une science appliquée.

Les principales directions ainsi retenues concernent le plan des techniques économiques et le plan des objectifs politiques.

A) Le plan des techniques économiques

L'analyse en termes de prix garde toute son originalité et toute son importance; mais elle voit apparaître à ses côtés une analyse en termes de flux. Celle-ci manie désormais des concepts tels que les flux d'épargne, d'invesitssement, de consommation, de revenu, etc... Le propre des catégories ainsi mises en oeuvre,est de se prêter à une évaluation. En conséquence, cette théorie trouve immédiatement une possibilité de transposition en termes de politique économique quantitative. La théorie des flux est à l'origine de la comptabilité nationale qui se développe dans tous les pays et qui se perfectionne sans cesse, se diversifiant notamment avec l'analyse in put out put.

Cette politique quantitative qui trouve ainsi ses bases, dispose également d'une technique de l'intervention plus perfectionnée. En effet, ainsi qu'il a déjà été noté dans l'introduction de ce cours, l'intervention de l'autorité publique est inefficace lorsqu'elle aboutit à une notion détaillée portant par exemple sur la réglementation d'un grand nombre de prix ou sur le contrôle de la demande de nombreuses catégories de produits. Cette action de détail conduit à une inefficacité et à une perte d'autorité pour l'Etat. Celui-ci agira d'une manière beaucoup plus efficace lorsqu'il s'agira de contrôler des grandeurs quantitatives aisément maniables; ainsi pourra-t-il agir sur la consommation par l'impôt, sur la dépense par la politique monétaire, etc...

L'analyse en termes de flux donne ainsi à l'Etat les moyens de découvrir des techniques d'intervention adaptées à l'évolution économique contemporaine. Elle donne également de nouvelles techniques de l'activité. En effet, il importe de maintenir au

plus haut niveau l'activité économique. Le moyen principal est l'investissement; investir, c'est dans une très large mesure, gouverner le volume de la production et de l'emploi. La politique de l'investissement est aujourd'hui un des moyens stratégiques essentiels de l'action économique de l'Etat.

Mais également, des techniques traditionnelles ont été renouvelées; ainsi en est-il de la politique de l'intérêt, de la politique de l'expansion monétaire, de l'action des finances publiques, etc... C'est ainsi que la science des finances est de plus en plus associée à la science économique. Or la science des finances est, par définition, une science appliquée; elle reçoit pour mission de s'intégrer à la science économique pour fournir les éléments d'une politique économique et financière d'ensemble.

B) Le plan des objectifs politiques

Sur le plan des objectifs politiques, la théorie keynésienne qui domine la pensée et la politique économiques contemporaines, a fini par imposer un de ses thèmes principaux : celui du plein emploi.

1 - Le plein emploi bénéficie d'une faveur qui ne s'est pas encore aujourd'hui démentie. La politique qui vise à supprimer le chômage et à établir un haut volume de l'emploi apparaît, en effet, comme le moyen de réaliser le vieux rêve du droit au travail des révolutionnaires de 1848.

En fait, cette politique a été appliquée d'une manière souvent désordonnée et dans des circonstances qui paraissaient devoir appeler des moyens différents de ceux qu'elle propose. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui on ne saurait concevoir une politique qui ne chercherait pas à réaliser la pleine occupation et le niveau de revenu maximum permis par les moyens disponibles.

2 - Les problèmes de la croissance. Mais la théorie keynésienne a également orienté les préoccupations des responsables de l'économie vers le déblocage de la croissance qui s'était manifesté au cours de l'entre-deux guerres. Les politiques d'expansion économique, de développement des économies attardées, traduisent d'une manière extrêmement nette les préoccupations d'une science orientée vers l'application.

3 - Les problèmes démographiques. Par là même la conception pessimiste de l'économie semble reléguée à l'arrière-plan. Nous sommes loin de cette sorte de fatalisme des classiques qui dépeignaient sans réaction d'aucune sorte, un système maintenant dans la pauvreté et la misère un très grand nombre d'individus. Aujourd'hui, la science appliquée donne aux hommes la possibilité de corriger les imperfections du système économique. Il n'est pas jusqu'à l'accroissement démographique considérable qui s'est manifesté depuis la fin du second conflit mondial qui ne soit considéré avec un certain optimisme depuis que la théorie de l'optimum de population a montré que les pays de capitalisme évolué pouvaient encore obtenir un bien-être supérieur à celui qu'ils connaissent aujourd'hui, à condition de pouvoir développer le volume de leur main-d'oeuvre active, c'est-à-dire le volume de leur population.

L'analyse économique conduit ainsi à une économie politique science humaine, orientée vers le mieux-être de populations croissantes, directement opposé au fatalisme de l'état stationnaire.

++++++ Section III
++++++
++++++ Le mouvement de conciliation théorique
++++++

La science économique a incontestablement réalisé des progrès appréciables depuis le début du XXème siècle. Il importe de savoir comment s'est réalisé ce progrès qui, cependant, n'apparaît pas toujours au premier examen. Il s'est réalisé de deux manières : par synthèse et intégration, par impulsion.

++++++
++++++ § 1 - Le progrès réalisé par voie de synthèse et d'intégration

L'idée d'un progrès de l'analyse économique réalisé par voie de synthèses successives nous est déjà familière. Il importe simplement de marquer ici comment il s'est réalisé plus spécialement depuis les dernières décades. Deux exemples seront choisis à cet effet : 1°) l'intégration de théories reposant à titre principal sur des concepts différents; 2°) la coordination de théories partielles en une théorie d'ensemble.

A - L'intégration des concepts de temps et de monnaie

Cette intégration, dont le sens a déjà été indiqué, a conduit peu à peu l'analyse économique vers la dynamique abstraite. C'est ainsi, en particulier, que Keynes a utilisé une notion de temps psychologique. Cette notion permet de faire état de la prévision du futur dans les décisions présentes, ces prévisions prènant appui sur les variations éventuelles de la valeur de la monnaie.

Sans doute s'agit-il d'une dynamique imparfaite; il n'en reste pas moins que l'intégration des théories du temps et de la monnaie permet de prendre en considération le futur pour expliquer la détermination présente du sujet économique. Elle donne ainsi à la spéculation économique le caractère de "projet humain", l'homme ne pouvant agir sans penser à l'avenir. Egalement se trouvent ainsi intégrés l'incertitude et le risque qui sont attachés à l'activité humaine, mise dans l'obligation de prévoir pour agir.

B) La coordination des théories partielles en une théorie d'ensemble

La théorie néo-classique avait, après Walras, perdu de vue l'intérêt d'une théorie générale. Suivant le conseil qu'Alfred Marshall donnait à son jeune élève John Maynard Keynes, les économistes devaient se consacrer désormais à des "travaux de détail". Or ce stade fut dépassé et les théories partielles furent peu à peu coordonnées entre elles pour donner naissance à des théories plus larges, plus compréhensives, plus générales. On peut citer deux exemples de ce travail de coordination : l'un qui a intéressé les théories de la monnaie et de la production; l'autre, la théorie de la production et du commerce international.

1 - La coordination des théories de la monnaie et de la production.

La théorie classique fait, en premier lieu, une théorie de la répartition et de la production et, en second lieu, dans une sorte d'appendice, une théorie de la monnaie; ces deux grands compartiments de l'analyse économique ne sont pas reliés l'un à l'autre.

En effet, la théorie de la production repose sur une conception de la valeur-coût de production, alors que la théorie de la valeur de la monnaie repose sur la quantité de signes monétaires. Il y a donc un manque évident d'homogénéité entre

ces deux grandes parties de l'explication économique.

La théorie contemporaine s'est efforcée d'intégrer dans une seule théorie l'explication de la monnaie et de la production, rendant ainsi homogènes les deux parties de l'interprétation économique.

La monnaie se trouve intégrée dans le processus de production, d'une part par l'intermédiaire du taux d'intérêt considéré comme prix de la liquidité et qui agit sur la fixation du volume de l'investissement; d'autre part, la monnaie, considérée comme instrument de réserve des valeurs, joue à travers les encaisses désirées, un rôle déterminant sur le volume de la circulation, sur la demande pour la consommation, et donc indirectement sur la production.

La monnaie entre dans le circuit économique par le processus de production et par le jeu de l'investissement. Elle agit par l'intermédiaire des multiplicateurs monétaires. La théorie de l'inflation se trouve ainsi renouvelée; désormais l'inflation apparaît comme une forte hausse des prix en courte période, provoquée par une rupture entre le prix de l'offre globale et le prix de la demande globale.

2 - <u>La coordination des théories de la production et du commerce international</u>.

Les déséquilibres internes survenant dans le domaine de la production peuvent se propager à l'extérieur par l'intermédiaire des échanges internationaux et provoquer des déséquilibres dans les pays étrangers. Par ailleurs, le jeu du multiplicateur du commerce extérieur permet de rattacher les variations du volume des échanges internationaux et les changements de volume de la production nationale. Ainsi l'analyse économique est conduite à des interprétations de plus en plus générales et de plus en plus homogènes qui constituent un incontestable progrès.

++++++

++++++ § 2 - Le progrès réalisé par l'impulsion donnée à la recherche

Nous avons vu au début de ce chapitre que certains auteurs expliquaient que la "Théorie Générale" de Keynes dominait toute cette période de la pensée économique. On a parlé initialement d'une révolution keynésienne; même si ce terme est trop fort, la théorie keynésienne paraît avoir partagé le demi-siècle en deux périodes : avant et après Keynes. Mais ceci pose une in-

terrogation : quel sens convient-il de donner à ces deux périodes ?

A) Période anté ou pré-keynésienne ?

On peut se demander si la période qui va du début du XXème siècle à 1936, date de la parution de la "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie", peut être dite période anté-keynésienne ou période pré-keynésienne. Ceci n'est pas un simple jeu de mots.

Si on parle de période anté-keynésienne, on veut simplement indiquer que Keynes a dominé le demi-siècle, mais que son oeuvre est, dans cette période de l'évolution de la pensée économique, autonome, voire isolée. Si on la qualifie de période pré-keynésienne, on indique que l'effort scientifique qui a précédé la parution de la "Théorie générale", a, en fait, préparé celle-ci. L'oeuvre de Keynes apparaît alors comme une sorte de point de convergence, ou tout au moins comme un lieu de regroupement des théories qui l'ont précédée. Keynes serait ainsi moins un inventeur qu'un conciliateur, moins un créateur de thèmes nouveaux qu'un auteur ayant fait la synthèse de théories proposées par d'autres, avant lui.

Or, c'est bien pour cette seconde conception qu'il paraît nécessaire d'opter. En effet, la "Théorie générale" réalise la synthèse de diverses notions qui avaient été proposées avant elle : équilibre monétaire, déséquilibre du marché du travail, désir d'encaisse, équilibres successifs de courte période, etc...

Cependant, Keynes a pris simplement un certain nombre d'éléments à chacun des grands auteurs qui l'ont précédé et il les a assemblés en une synthèse nouvelle. C'est en cela que son oeuvre n'a pu que pendant un certain temps faire figure d'oeuvre révolutionnaire. Aujourd'hui, alors qu'on dispose de plus de recul, il apparaît bien qu'elle est une oeuvre de synthèse donnant à la période qui l'a précédée un caractère pré-keynésien.

B) Période anti ou post-keynésienne ?

La période qui a suivi la parution de la "Théorie Générale" peut-elle être à son tour considérée comme post-keynésienne ou comme anti-keynésienne ?

La violence des réactions provoquées par l'oeuvre de Keynes permet de dire que certains courants anti-keynésiens se sont rapidement développés. Mais cette opposition s'est surtout marquée sur le plan doctrinal. On a vu apparaître un anti-keynésisme libéral émanant d'auteurs refusant d'abandonner la pure doctrine libérale. En fait, c'est surtout la finalité keynésienne que ces auteurs repoussaient; ils se refusaient à abandonner une partie du libéralisme pour sauvegarder l'essentiel de l'individualisme. Il leur paraissait qu'individualisme et liberté forment un tout et que l'on ne peut toucher à l'un sans compromettre l'autre.

On a vu apparaître également un anti-keynésisme collectiviste qui prenait lui aussi sa racine dans le finalisme keynésien. Certains socialistes ont accueilli la "Théorie générale" avec faveur parce qu'ils trouvaient en elle certains instruments leur permettant de réaliser un interventionnisme économique étendu. Ils retenaient l'appareil d'analyse pour le placer dans une autre finalité doctrinale. Mais les collectivistes orthodoxes ont rejeté nettement la théorie keynésienne parce qu'ils ont vu en elle une possibilité d'améliorer le régime capitaliste, ou tout au moins de le rendre encore acceptable par un grand nombre de personnes, ce qui retardait l'avènement du socialisme.

Cependant il paraît plus exact de dire que la période qui a suivi 1936 est post-keynésienne. Il en est ainsi tout au moins lorsqu'on se situe sur le plan de l'analyse scientifique. En effet, les catégories de Keynes sont prises de plus en plus en considération, même lorsque l'on se refuse à conserver leur cadre rigoureux. En général, on a même opté pour l'essentiel du mécanisme décrit, tout en perfectionnant les concepts fondamentaux. On a donc corrigé la théorie et c'est en cela que la période est post-keynésienne; toute la politique économique semble aujourd'hui inspirée, d'une manière plus ou moins directe, des idées du maître de Cambridge.

Aussi la convergence réalisée en 1936 par la parution de la "Théorie générale" a-t-elle été provisoire. Le livre de Keynes a constitué un regroupement amorçant un départ. On s'est vite aperçu que l'oeuvre était imparfaite, qu'elle appelait des corrections, et dans cette mesure elle a moins nourri que stimulé; elle a donné une impulsion nouvelle à la science économique. Même ceux qui refusent l'ensemble de la théorie keynésienne, même ceux qui l'ont nettement et parfois violemment critiquée, ont fini par se laisser prendre au jeu keynésien et

par adopter, parfois inconsciemment, un certain nombre de ses apports essentiels.

Mais il s'agit bien d'une impulsion en ce sens que personne aujourd'hui n'accepte plus la "Théorie générale" telle qu'elle a été présentée en 1936; servant de point de départ à une nouvelle recherche, elle a véritablement donné une impulsion à l'analyse économique. On a pu dire d'elle, avec quelque malice, qu'elle était comme la tasse de café, qui ne nourrit personne mais stimule tout le monde.

+

+ +

Une précision doit être maintenant apportée : la "Théorie générale" n'a pas, de soi, ramené l'économie politique dans le domaine de la science humaine; c'est le renouvellement de l'analyse qu'elle a provoqué qui, arrivant à point nommé, pour fournir des réponses aux interrogations nouvellement posées, a permis cette reconstitution de la science économique en tant que science humaine. Si elle n'a pas, à elle seule, constitué le mouvement, elle lui a donné l'impulsion.

L'idée est très nettement en germe dans l'esprit de Keynes. Il écrit en effet, à la dernière page de la "Théorie générale", les lignes suivantes : "Le monde se trouve aujourd'hui dans une impatience extraordinaire d'un diagnostic mieux fondé; plus que jamais il est prêt à l'accepter et désireux de l'éprouver, même s'il n'est que plausible. Abstraction faite de cette disposition d'esprit particulière à l'époque, les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense généralement. A vrai dire, le monde est presque exclusivement mené par elles".

On devra donc montrer comment le renouvellement de l'analyse a permis de mieux fonder le diagnostic relatif au devenir du monde économique moderne et comment, donnant naissance à une nouvelle science appliquée, il permet de l'éprouver. Ce sont moins les propositions théoriques de Keynes que les préoccupations dont elles témoignent qui ont le maximum d'importance.

++++++ Section IV
++++++
++++++ Les efforts de synthèse
++++++

Section IV

Les efforts de synthèse

Les efforts de synthèse se multiplient sans cesse au cours de la période contemporaine. Il importe de marquer rapidement les grandes lignes selon lesquelles ces synthèses ont été effectuées.

++++++
++++++ § 1 - Les concepts dominants

§ 1 - Les concepts dominants

Si l'on cherche à déceler les grands courants de la théorie économique selon lesquels il est possible de répartir l'effort des chercheurs, on peut signaler quatre grandes tendances. Ces tendances seront caractérisées par un principe explicatif dominant, c'est-à-dire le concept autour duquel s'ordonnent les explications tendant à interpréter les mécanismes économiques.

Sans doute, aucun des grands courants de la théorie économique ne se contente de recourir à un seul de ces principes explicatifs, mais au contraire, utilise plusieurs d'entre eux. Cependant dans certaines tendances, il en est un qui bénéficie d'un traitement privilégié, qui joue un rôle dominant, et c'est en fonction de ce concept dominant que ces tendances seront dégagées. Pour d'autres au contraire, une synthèse est réalisée entre deux de ces principes explicatifs.

Les quatre concepts dominants sont : l'équilibre, le temps, la croissance, les facteurs sociologiques.

<u>L'équilibre</u> était déjà un principe utilisé largement par l'école classique. Les néo-classiques vont lui donner une importance prépondérante au point de ramener toutes leurs explications à une théorie de l'équilibre des prix.

La <u>croissance</u>, qui fut sous des appellations diverses la préoccupation importante des classiques (théorie du "progrès" d'Adam Smith, de Stuart Mill, par exemple) ne fit sa réapparition que de manière très tardive au cours de ces toutes dernières années.

Le <u>temps</u> avait été pris en considération d'une manière épisodique par certains auteurs, saint Thomas d'Aquin en parti-

culier; puis il n'avait été utilisé que d'une manière très indirecte par les classiques. Il faudra attendre certains néo-classiques pour lui voir faire une rentrée importante dans le champ des préoccupations économiques.

Quant aux facteurs sociologiques ou institutionnels, ils étaient présents également dans les explications des classiques et de Marx; les historistes leur ont fait une place spéciale; mais sur ce plan, des développements systématiques ne seront apportés que d'une manière relativement récente et par un nombre restreint d'auteurs.

C'est donc surtout l'équilibre et le temps qui forment l'essentiel des préoccupations pendant un demi-siècle.

Le progrès de la science économique se réalisera de la manière suivante : des théories seront élaborées en fonction de chacun de ces principes fondamentaux; elles conduiront à des synthèses qui s'efforceront de combiner les résultats obtenus par une étude séparée de plusieurs d'entre eux. De sorte que, après l'analyse de l'équilibre et l'analyse intégrant le temps, des synthèses chercheront à intégrer des analyses en termes d'équilibre et des analyses en termes de temps.

Pour retracer l'ensemble des efforts de recherches, il convient ensuite de faire une place spéciale aux théories centrées sur la croissance ou le développement, qui considèrent le temps comme le cadre chronologique à l'intérieur duquel se déroule l'activité économique. On obtient ainsi un second groupe de théories orientées vers l'étude du développement et de la croissance économique et qui sont amenées à intégrer les apports des théories de l'équilibre dans un cadre dynamique. Examinons ceci avec quelques détails.

++++++

++++++ § 2 - Les théories reposant sur un concept dominant

On assiste dès le départ de la théorie moderne au développement des tendances utilisant à titre principal soit le concept d'équilibre, soit le concept de temps.

A) Les théories qui reposent sur le concept d'équilibre prennent naissance dans la théorie de la valeur et des prix. Elles atteignent par des voies diverses la conception de l'équilibre. C'est par exemple la théorie de l'équilibre partiel

qui sera fournie par Alfred Marshall, ou la théorie du calcul économique élaborée par la nouvelle école de Vienne. Une théorie de l'équilibre général sera élaborée également en partant du principe de la valeur et de la rareté, par Léon Walras, et développée par Pareto.

Un rapprochement se réalisera entre ces différentes théories; il sera marqué par une convergence relative entre la théorie du calcul économique et la théorie de l'équilibre général. Les successeurs d'Alfred Marshall se livreront surtout à des travaux de détail, orientés vers l'économie appliquée et tendant à obtenir le maximum de bien-être dans une économie concrète.

B) Les théories reposant sur le concept de temps regroupent deux types de travaux.

1) Les travaux tournant autour de la notion d'équilibre monétaire; dans ce groupe on peut ranger Knut Wicksell, Myrdal et les économistes de l'école suédoise.

2) Un groupe de théories peut être constitué par les recherches relatives à la dynamique implicite.

Ces diverses théories utilisent le concept d'équilibre, mais d'une manière souvent indirecte, l'équilibre monétaire étant une notion très particulière de l'équilibre économique. Quant à la dynamique implicite, elle recherche surtout la manière dont l'équilibre et les déséquilibres peuvent se succéder au cours du temps.

Ceci indique déjà, et c'est pour le présent propos l'essentiel, que le concept de temps est utilisé d'une manière différente par ces deux groupes de théories. L'école suédoise utilise surtout les concepts de l'école de Vienne. Celle-ci s'attache aux calculs élaborés en fonction du temps à venir; l'école suédoise intègre cette spéculation dans la monnaie qui est considérée comme le véhicule du temps. Par ailleurs, elle utilise le calcul ex ante ex post, et la notion de périodes.

Le groupe de la dynamique implicite considère les modifications apportées par les changements intervenant dans les données et dans les variables au cours du temps chronologique. Elle fait état des retards, des décalages, des distorsions; elle considère que le mouvement économique obéit à une évolution cyclique dont elle s'efforce de rechercher les causes.

C) Les théories reposant sur des concepts institutionnels ou sociologiques sont surtout représentées par un groupe d'économistes américains, les institutionnalistes, et par certains économistes sociologues français dont François Simiand. Ils estiment que l'activité économique est conditionnée par l'existence d'éléments juridiques et extra-économiques, ainsi que par les comportements contumiers des individus.

++++++
++++++ § 3 - Les théories réalisant un effort de synthèse

Un certain nombre de théories se sont efforcées de réaliser la conjonction des enseignements fournis par les théories utilisant l'un des principes fondamentaux ci-dessus énoncés.

A) L'intégration des théories en fonction des concepts fondamentaux

Une première synthèse s'efforce de réaliser une conjonction des concepts d'équilibre et de temps. C'est par exemple l'effort que réalise Keynes en présentant une théorie des équilibres successifs de période ou statique comparative (1). On peut citer également une théorie de l'équilibre général en dynamique proposée par J.R. Hicks (2), et la théorie de l'équilibre des flux, de C.A. Pigou (3).

La première utilise la formation de l'équilibre en fonction de la considération du temps à venir, cette considération étant incluse dans le rôle joué par la monnaie. L'équilibre se réalise à différents niveaux de production et d'emploi. La théorie de Hicks veut intégrer l'apport de Pareto et celui de Keynes. Quant à Pigou, il essaye de synthétiser les apports de la théorie classique et l'apport de Keynes.

Une tentative originale est représentée par la théorie du développement économique de la deuxième école suédoise. Lundberg s'efforce d'intégrer l'apport de Keynes dans une théorie dyna-

---

(1) Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.

(2) Value and Capital.

(3) Equilibrium and employment.

mique, en réalisant une analyse de séquences de périodes.

On aborde alors peu à peu les théories de la dynamique explicite, en particulier avec les théories s'efforçant d'expliquer le mouvement économique en fonction des variables fondamentales du système. Dans ces explications le temps psychologique et le temps chronologique sont associés, bien souvent sous la forme de l'effet des calculs prévisionnels effectués pour une période de temps défini; les résultats d'une période déterminant dans une certaine mesure les conditions de l'activité pour la période suivante.

Enfin, la théorie de la croissance économique au cours d'une longue période de temps, repose sur le jeu d'un certain nombre de facteurs considérés par la théorie de la courte période comme des données et qui deviennent les variables fondamentales dans la théorie de la longue période : population, capital, progrès technique. C'est la redécouverte de la dynamique "grandiose" des auteurs classiques.

Les théories s'efforçant de synthétiser les enseignements fournis par l'analyse de l'équilibre, du temps et des facteurs sociologiques, n'ont pas connu jusqu'à ce jour de très grands développements. On peut citer cependant comme s'inspirant dans une certaine mesure de ces préoccupations, la dynamique qualitative que constitue la "Théorie de l'évolution" de Joseph Schumpeter.

B) Les deux types d'analyse dans la pensée contemporaine

Ceci conduit à distinguer deux grands types d'analyse entre lesquels paraît devoir se partager l'effort de recherches des auteurs les plus contemporains. D'une part l'analyse de l'équilibre économique, d'autre part l'analyse du mouvement économique, distinction qui ne reproduit pas exactement la dichotomie traditionnelle statique-dynamique.

1 - L'analyse de l'équilibre bénéficie aujourd'hui des efforts successifs réalisés depuis les premiers néo-classiques. Cette analyse peut être conduite en fonction des prix, en fonction du temps, en fonction des flux.

L'analyse en termes de prix trouve son origine chez les classiques mais elle a reçu une impulsion nouvelle avec le découverte du principe de l'utilité. Elle est représentée par les théories de Menger et de ses successeurs, par la théorie de l'équilibre général de Walras, par la théorie du calcul

économique des néo-marginalistes et celle d'Alfred Marshall.

L'analyse en fonction du temps regroupe l'analyse en termes de périodes amorcée par Alfred Marshall et l'analyse en termes d'anticipation et de monnaie, faite par les Suédois et les théoriciens des déséquilibres.

L'analyse en termes de flux a reçu son impulsion essentielle de la "Théorie générale" de Keynes; elle a été poursuivie par Pigou. (Equilibrium and Employment).

2 - L'analyse du mouvement économique regroupe différentes théories. On a vu l'effort qu'avaient poursuivi les classiques dans le sens d'une théorie dynamique du progrès économique. Cette tendance n'a été redécouverte que tout récemment, à la suite d'une série d'efforts de synthèse qui sont jalonnés par différentes explications. On doit citer au premier lieu la Théorie du processus cumulatif de Wicksell et les différentes théories des déséquilibres.

Un second apport est réalisé par l'explication du mouvement en vertu des anticipations. Le premier essai est représenté par la statique comparative de Keynes; il est poursuivi par la Théorie du développement économique en fonction des anticipations, élaborée par Lindahl.

Mais l'analyse du mouvement économique prend sa signification la plus grande avec l'analyse de l'expansion signalée plus haut à propos de l'analyse de séquences de Lundberg, et surtout avec les théories du développement et de la croissance économique telles que les élaborent Harrod, Domar, François Perroux, etc...

Une mention spéciale doit être faite au sujet de la dynamique des structures, à laquelle certains auteurs contemporains commencent à s'attacher.

++++++ Titre I
++++++
++++++
++++++ LA MICRO-ANALYSE DE L'EQUILIBRE DES PRIX
++++++

Les néo-classiques avaient essayé de reconstruire la science économique en faisant abstraction de toute préoccupation doctrinale. Leur problématique se situait sur le plan de la connaissance pure, seul moyen, leur semblait-il, de pouvoir atteindre l'objectivité. Ils étaient ainsi amenés à situer leur point de départ dans les phénomènes de l'économie fondamentale; les uns choisissant la valeur, les autres l'équilibre. Dans les deux cas ils étaient arrivés à décrire les lois essentielles de la valeur et des prix; de là ilsétaient passés à l'étude de la répartition, pour atteindre finalement un équilibre d'ensemble de l'économie.

Cet équilibre présentait deux caractères : il était établi à la suite d'une analyse en termes de prix; il était considéré comme un état normal de l'activité économique. Mais il demeurait inclus dans un cadre statique et conçu pour conduire à l'étude de la répartition.

Ce faisant, la théorie néo-classique n'avait pas abordé un phénomène fondamental : l'équilibre de l'activité économique en fonction d'une production changeante. Les néo-classiques demeuraient victimes de la manière dont les classiques avaient formulé l'objet de l'économie politique : la théorie de la répartition demeurait le centre de leurs préoccupations. En conséquence, les phénomènes de changement dans la production et dans l'emploi des facteurs demeuraient absents dans une large mesure de leurs analyses. Cependant, faisant une théorie du prix ils ne pouvaient délaisser complètement les changements, les retards, les défauts d'ajustement, les insuffisances d'adaptation. Mais leur abstraction exagérée les conduisait à penser qu'il n'y avait là qu'inconvénients mineurs ne modifiant pas l'essentiel de la démonstration. Si les néo-marginalistes perfectionnèrent la théorie de l'utilité, faisant bénéficier

la théorie de la demande d'un certain nombre de raffinements, ils n'en avaient pas profondément modifié le sens et la portée.

A) Cette théorie avait été élaborée au cours d'une période historique qui achevait le XIXème siècle. C'est en effet entre 1870 et la première guerre mondiale qu'elle s'était développée. Sans doute, les néo-marginalistes, - nos contemporains - avaient écrit au-delà du premier grand conflit, mais on peut se demander si une partie de leur oeuvre n'était pas l'écho attardé d'un monde révolu.

Les années vingt et trente qui vont connaître cette révision de l'analyse et cette apparition de l'économie appliquée que le génie de Walras avait annoncée, vont apporter de nombreuses modifications : importance de l'offre déterminée par la ridigité des coûts, altération des structures libérales, déséquilibres inquiétants marqués par des crises aiguës suivies de dépressions profondes ou prolongées, domination des marchés par des firmes puissantes, etc... Le schéma néo-classique de l'équilibre ne fournissait pas une interprétation satisfaisante de ces phénomènes et sa conception d'un homo oeconomicus enfermé dans son intérêt et sa froide logique, non enraciné dans l'espace et indifférent au temps, apparaissait comme un être désuet, impassible et indifférent à tout ce qui n'était pas l'analyse de ses désirs et de ses choix. Une impression de rupture naissait de la confrontation de l'analyse et de la réalité.

Cette immense vérification expérimentale devait conduire à une révision de l'analyse micro-économique en termes de prix.

B - L'équilibre annoncé par les néo-classiques se présentant dans la réalité comme un équilibre imparfait allait poser de nouvelles questions.

Pouvait-on demeurer impassible devant cette imperfection ? Ne convenait-il pas de la corriger puisque les automatismes régulateurs apparaissaient défaillants ? Le contrôle, la direction de l'économie, la recherche d'un plus grand bien-être apparaissaient bientôt comme une nécessité.

On étudiera donc les grandes tendances de l'analyse économique de l'équilibre et des prix (1) qui, chronologiquement,

---

(1) L'étude des questions qui fera l'objet de cette troisième partie figure souvent dans les ouvrages destinés à donner

......

se situe à peu près dans la période de l'entre-deux guerres.

C'est à une authentique vérification expérimentale de la théorie néo-classique de l'équilibre que procède la pensée économique au cours de cette période. Cette théorie est en effet l'objet d'une vaste confrontation avec des faits nouveaux qui surgissent sans cesse, au gré des transformations que subit l'économie au lendemain de la première guerre mondiale. L'évolution historique va poser en effet un certain nombre d'interrogations auxquelles la théorie néo-classique ne pourra répondre qu'imparfaitement.

N'y avait-il pas une rupture entre les analyses si fines et si dépouillées de l'utilité et les phénomènes de production par grandes masses ? Le rôle du coût, lié à la production, n'avait-il pas été négligé au profit de l'étude de la demande individuelle ? Les structures nouvelles, caractérisées par l'apparition de grandes entreprises, par la domination des marchés au bénéfice des unités bénéficiant d'une grande puissance productive, par la concentration, par des rigidités de toutes sortes, permettaient-elles d'accepter une interprétation reposant sur l'hypothèse de la libre concurrence ? La révision de la théorie de l'équilibre en termes de prix s'imposait de plus en plus.

Par ailleurs, l'observation décelait l'existence de crises, l'alternance de périodes de prospérité et de dépression, de toute une série de déséquilibres qui n'étaient pas l'objet d'une correction automatique aussi aisée que l'expliquait la théorie de l'équilibre. Cette notion d'équilibre était-elle donc aussi valable que les néo-classiques le croyaient ? Ne

---

...... une première formation économique. Ces questions constituent le fonds de l'enseignement actuel de la science économique. Elles seront étudiées ici non dans un but d'exposition, comme on peut le faire dans un Cours d'initiation, mais dans le but de retracer l'histoire de la pensée. On éliminera donc le détail supposé connu, pour se consacrer aux grandes tendances et aux aspects généraux et synthétiques.

Il convient en effet de faire, non un Cours d'Economie Politique, mais une Histoire de la pensée économique, conçue comme une histoire des interprétations générales. Aussi, les pages suivantes ne constituent pas un exposé complet des théories de l'équilibre, de la production, de la consommation, des revenus, des prix, etc... mais une mise en place de l'effort d'analyse relatif à ces questions dans le courant général de la pensée économique. Pour une étude détaillée de chacune d'entre elles, on se reportera donc aux Manuels et ouvrages spécialisés.

convenait-il pas de faire une place - une grande place - à l'explication des déséquilibres que provoquaient les variations de l'activité économique en fonction d'une production changeante ?

Enfin, la considération des phénomènes d'utilité et de coût, la logique du choix substituée à l'hédonisme, englobaient-elles tous les phénomènes susceptibles de rendre compte du déroulement de l'activité ? L'homme décide-t-il de sa conduite en fonction des seuls événements du moment ? Il semble bien que non. Etre prévoyant, il songe au futur, qu'il essaye de scruter; la considération du temps est ainsi considérée bientôt comme un élément important du comportement économique.

La pensée économique est ainsi conduite à s'interroger sur la valeur de l'analyse néo-classique conduite en termes de prix, dans un schéma de libre concurrence, d'où les perspectives statiques excluent toute possibilité de déséquilibres.

Ainsi se réalise par l'intermédiaire de cette vaste entreprise de vérification expérimentale, une révision de l'analyse de l'équilibre qui porte sur cinq points :

1) La révision des instruments d'analyse.

2) La révision de la théorie de l'équilibre en termes de prix.

3) L'élaboration d'une théorie des déséquilibres et du cycle.

4) Les mécanismes du marché.

5) Le contrôle de l'économie.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LA REVISION DES INSTRUMENTS D'ANALYSE
++++++

Le renouveau de la micro-analyse va se marquer par une révision des instruments de recherche à laquelle l'oeuvre de reconstruction des néo-classiques a préparé la voie.

On peut regrouper ces efforts de révision autour de deux centres d'intérêt :

- les concepts d'équilibre et de déséquilibre

- le concept de calcul économique.

++++++ Section I
++++++
++++++ Les concepts d'équilibre et de déséquilibre
++++++

Pour comprendre le caractère surprenant que prirent aux yeux des contemporains les déséquilibres majeurs qui se produisirent après la première guerre mondiale (1), il importe de procéder à une sorte de bilan des conceptions de l'équilibre; bilan qui portera non pas sur les résultats concrets enregis-

---

(1) La bibliographie relative à ce sujet est considérable. On signalera simplement trois ouvrages présentant une vue d'ensemble et comportant, par ailleurs, de nombreuses références :
G. Haberler : Prospérité et dépression, Genève, 3ème édit., 1943.
H. Guitton : Les fluctuations économiques, Paris, Sirey, 1951.
Divers auteurs : Fluctuations économiques. - Collection La théorie économique du temps présent, Domat-Montchrestien, Paris, 1954.

trables, mais sur les différentes notions d'équilibre auxquelles la théorie avait successivement ou simultanément fait appel.

++++++
++++++ § 1 - Les différentes notions d'équilibre

La notion d'équilibre était présente dans la théorie classique, sans que cependant elle ait fait l'objet d'une présentation véritablement systématique. C'est surtout Jean-Baptiste Say qui en avait présenté l'esquisse primitive, que Stuart Mill avait dans une certaine mesure retouchée. Par la suite, les néo-classiques avaient, par des apports successifs, mis au point une théorie de l'équilibre qui laissait cependant dans sa généralité apparaître des positions assez nuancées.

Il est possible, en considérant l'ensemble des travaux effectués par les différents auteurs, de dégager des concepts différents qui ne sont pas nécessairement opposés, mais qui traduisent des préoccupations diverses.

L'élément commun est l'emprunt du concept aux disciplines scientifiques, en ce sens que l'équilibre est conçu comme le résultat d'un ajustement automatique résultant d'un jeu de forces. La transposition de ce concept dans le domaine de la science économique n'est pas allée sans inconvenients et sans obscurité. En effet, il a été employé dans des sens assez divers dont voici les principaux.

A) L'équilibre quantitatif et l'équilibre qualitatif

La notion la plus élémentaire est celle d'un équilibre quantitatif conçu comme un ajustement de quantités qui se balancent en se faisant contrepoids. Par exemple la masse des produits demandés fait équilibre à la masse des produits offerts, l'ajustement se réalisant par l'intermédiaire du prix.

Mais l'équilibre quantitatif n'est pas nécessairement stable; il présente ce caractère quand l'ajustement des quantités une fois détruit se rétablit de lui-même au niveau de prix antérieur, par suite d'un jeu spontané de forces composantes. L'équilibre peut être instable lorsqu'une fois détruit, il tend à se rétablir, mais à un niveau de prix différent du niveau initial, ou en fonction d'un volume différent de quantités échangées, pour le même niveau de prix.

La notion d'équilibre qualitatif est déjà plus complexe. Elle suppose en effet un ajustement entre éléments de même nature. Par exemple l'équilibre entre l'épargne et l'investissement sera réalisé sur le plan qualitatif si l'épargne privée finance l'investissement privé, l'impôt ou l'emprunt public finançant les investissements de l'Etat. Cet équilibre qualitatif est fort difficile à mesurer; les critères précis faisant souvent défaut pour distinguer investissements privés et investissements publics, épargne volontaire et épargne forcée, épargne privée et épargne publique, etc...

B) L'équilibre statique et l'équilibre dynamique

Ces deux notions doivent, pour une bonne compréhension, être situées dans le cadre plus général de la conception d'ensemble d'un système théorique. Un système théorique sera dit statique lorsqu'il étudiera les conditions qui président à la réalisation de l'équilibre. Deux positions peuvent être prises à cet égard : ou bien on considère la statique comme un instrument d'analyse, comme un schéma abstrait permettant d'atteindre la connaissance de la réalité; on raisonne alors comme si le système économique était artificiellement immobilisé dans tous ses éléments et l'on recherche les conditions qui doivent être satisfaites pour que l'équilibre se réalise.

Ou bien, on considère que l'économie concrète est animée d'une tendance profonde qui la conduit vers un état de repos qui est dans une assez large mesure susceptible d'être représenté par l'état stationnaire des classiques. Dans ces conditions, les éléments déterminants de l'équilibre stable sont constants, c'est-à-dire ne subissent pas de changements au cours du temps. Il devient alors difficile de distinguer l'équilibre statique de l'équilibre stationnaire.

Un système théorique sera dit dynamique lorsqu'il considérera les phénomènes économiques en mouvement au cours du temps chronologique. Ces phénomènes sont alors décrits dans leurs variations au cours de la durée et l'on s'efforce de dégager les lois de la formation de l'équilibre fondamental à travers des déséquilibres successifs. Souvent on raisonne sur les modifications intervenant dans le taux de changement des variables au cours d'une longue durée. On considère que, à travers des défauts d'ajustement momentanés, se manifeste une tendance générale caractérisée par un équilibre de longue période. La théorie a distingué des dynamiques concrètes et des dynamiques abstraites sur lesquelles on n'a pas à insister ici.

C) Equilibre particulier et équilibre général

On se livre à l'étude d'un équilibre particulier ou d'un équilibre partiel, lorsque l'on étudie les lois de l'équilibre pour un élément déterminé d'un système donné. Ainsi l'étude de la firme représentative a permis à Alfred Marshall d'obtenir une théorie des déséquilibres partiels. L'équilibre d'une entreprise étant considéré comme type représentatif de l'équilibre de l'ensemble des entreprises.

On se livre à l'étude d'un équilibre général lorsque l'on cherche à dégager les lois de l'équilibre de l'ensemble constitutif d'un système économique, considéré comme un tout. Ainsi l'équilibre général de l'économie étudie-t-il les lois de l'ajustement entre production, consommation et répartition.

Cette théorie de l'équilibre général peut être élaborée en fonction du prix, ainsi qu'on l'a vu avec la théorie de Walras; elle peut l'être également en fonction des flux globaux, comme on le verra à propos de la théorie de Keynes.

D) Equilibre unitaire et équilibre global

Cette dernière observation conduit à distinguer les deux méthodes d'analyse. Pour étudier les lois de l'équilibre, on peut se placer à un point de vue unitaire. On considère la réalisation de l'équilibre en fonction d'une unité et plus spécialement en fonction de la dernière unité. C'est l'analyse à la marge. Par exemple, on comparera la productivité attachée à la dernière unité de main-d'oeuvre employée pour la dernière unité d'investissement réalisée.

Mais on peut se placer également à un point de vue global, c'est-à-dire raisonner en fonction de la totalité des éléments mis en oeuvre par un système considéré comme un tout. C'est l'analyse des quantités globales; par exemple, on raisonne sur l'investissement global réalisé dans l'économie nationale par l'Etat et par les entrepreneurs privés, ces deux investissements concourant à la formation du revenu global de la nation.

Chacune de ces deux méthodes d'analyse convient à une catégorie déterminée de la recherche qu'elle oriente dans un sens particulier. Ces deux méthodes ne sont pas inconciliables, mais il faut reconnaître que leur conciliation n'est pas encore opérée, bien que certains auteurs utilisent un certain marginalisme des quantités globales. Un des progrès de la science économique sera de réaliser la jonction de ces deux types d'analyse.

E - Schémas d'équilibre et déséquilibres réels

Quelle que soit la conception de l'équilibre mise en oeuvre par les différents auteurs de l'école néo-classique, il a paru, vers les "années vingt", que l'explication économique ne pouvait rendre compte convenablement des déséquilibres qui se manifestaient dans l'activité économique concrète. La conception statique de l'équilibre paraissait avoir éloigné l'explication de la réalité, en présentant des schémas d'ajustements qui fonctionnaient d'une manière défectueuse ou qui ne fonctionnaient même pas du tout dans l'économie concrète. Il semble que les auteurs n'aient pas pris garde à la confusion qui consistait à penser que l'instrument d'analyse reflétait un mécanisme réel.

Le concept d'équilibre n'est cependant qu'un schéma représentatif, l'élément avec lequel on essaie d'interpréter la réalité. De là, on était passé inconsciemment à la conception d'une activité économique correspondant exactement aux schémas intellectuels que l'on avait élaborés. C'est devant l'ampleur des déséquilibres qui se sont manifestés, en particulier avec la grande crise de 1929 et la dépression qui l'a suivie, que la vérification expérimentale obtenue par la confrontation de la théorie et des faits et par l'application des politiques correctrices, a montré la nécessité de modifier profondément les spéculations abstraites. C'est alors que la notion de déséquilibre a fait peu à peu son apparition dans la théorie économique, à tel point qu'équilibre et déséquilibre apparaissent à cette époque comme deux notions non pas opposées mais complémentaires.

++++++
++++++ § 2 - L'évolution des conceptions relatives aux déséquilibres généraux

En présence des déséquilibres qui se manifestaient dans l'économie concrète, les économistes ont recherché des explications nouvelles. Ils se sont posé une interrogation majeure : l'équilibre est-il l'état réel permanent de l'activité économique ou celle-ci répond-elle au contraire à une sorte de dynamisme qui lui ferait traverser, en un mouvement continu, des phases différentes d'activité ?

Cette question était suggérée par l'observation des alternances de prospérité et de dépression, séparées par des phénomènes brutaux et soudains, dont le XIXème et le début du XXème siècle furent le théâtre.

A) Le concept de crise

L'attention des chercheurs fut en premier lieu attirée par les périodes relativement brèves, caractérisées par ce que l'on a appelé le "krach", rupture violente de la courbe ascendante du mouvement des affaires, où apparaissent soudain les faillites, les fermetures d'usines, le ralentissement brutal des transactions, le début du chômage, etc...

La crise apparut ainsi comme le premier phénomène à expliquer. Or rien dans la théorie classique ne permettait de lui donner une explication. C'est au contraire dans l'oeuvre des auteurs s'opposant à la pensée des successeurs d'Adam Smith, que l'on devait trouver un commencement d'indication. En effet, on a déjà vu que Malthus et surtout Sismondi, avaient expliqué que les phénomènes de chômage, de chute de la production, paraissaient liés au fonctionnement du régime capitaliste. L'excès d'épargne, ou tout au moins son mauvais emploi, et l'insuffisance des revenus des salariés pouvaient expliquer le phénomène des crises.

Marx avait systématisé cette observation par la théorie de la sous-consommation : la répétition de crises de plus en plus violentes, devait un jour ou l'autre emporter le capitalisme.

La théorie des crises se présentait ainsi comme la première explication de ces déséquilibres violents ; mais la théorie moderne devait essayer d'approfondir les propositions de ces premiers auteurs. A leur suite, elle interpréta ces phénomènes à l'aide de la notion de crise, considérée comme une rupture dans le développement de l'activité économique, rupture qui devait permettre le rétablissement progressif de l'activité à son niveau antérieur. Mais c'était déjà mettre en doute la vertu des forces rééquilibrantes sur laquelle comptait la pensée traditionnelle pour rétablir une situation normale.

Cependant la répétition du phénomène et le retour périodique de ces crises devaient élargir les conceptions. De la notion de crise on passa à la notion de cycle.

B) Le concept de cycle

Le cycle était constitué par une alternance régulière de périodes de prospérité et de dépression séparées par une crise, amenant la dépression, et une reprise, ouvrant la prospérité. On obtenait ainsi une représentation du mouvement économique progressant selon un rythme cyclique où les points de rupture

élevés et les reprises au niveau le plus bas, ponctuaient la marche progressive de la production.

La théorie du cycle qui remplaça ainsi la théorie de la crise se trouvait en présence d'un certain nombre d'interrogations. Il fallait expliquer en premier lieu l'alternance des phases d'essor et de dépression.

Ceci conduisait à une deuxième question : l'explication des renversements de tendance. Il fallait dire pourquoi la crise interrompait la prospérité pour donner naissance à la dépression et pourquoi la reprise mettait fin à celle-ci pour relancer la prospérité.

Puis il convenait d'expliquer la périodicité des phénomènes, celle-ci paraissant inscrite dans les faits, puisque la crise réapparaissait au terme d'un délai de sept à onze ans.

Enfin, il paraissait nécessaire de dégager sinon la cause unique, tout au moins la cause principale de ces mouvements, avec cette particularité que la cause principale devait expliquer à la fois la régularité de l'alternance et les renversements de tendances.

Ainsi posé, le problème présentait une difficulté considérable. On en trouve la preuve dans les multiples explications proposées pour fournir une interprétation correcte, d'après les données ainsi formulées. D'ailleurs, sans doute en raison de cette difficulté, quasi insurmontable, la critique de la notion de cycle ne manqua pas de se faire jour. On fit remarquer que la régularité était loin d'être aussi forte qu'on le prétendait; certains cycles ne présentaient qu'une durée de sept années, d'autres de onze, ce qui était une marge appréciable.

Des divergences se présentaient sur la composition du cycle. Certaines théories distinguaient deux phases : prospérité et dépression, séparées par des points de renversement de tendance. D'autres en découvraient quatre : l'expansion, la crise, la contraction, la reprise, étendant ainsi la notion de renversement de tendance et distinguant reprise et expansion, proprement dite.

Mais certains auteurs crurent découvrir, à l'aide d'une étude statistique attentive, que certains cycles avaient une durée beaucoup plus brève, quatre à cinq ans; puis qu'ils n'avaient pas la même durée dans tous les pays; certains prétendirent même que seuls quelques pays furent à certaines époques

le théâtre de ces mouvements et de ces ruptures. La notion de cycle fut ainsi mise en doute.

Une deuxième critique fit remarquer qu'il était puéril de vouloir attribuer une cause, fût-elle simplement qualifiée de principale, à ces différents mouvements. La complexité de la vie économique s'accommodait mal de cette simplification. Il semblait qu'il fût indispensable de rechercher une multiplicité de causes susceptibles de rendre compte d'un mouvement aussi général embrassant la totalité des phénomènes économiques. Mais une autre divergence se manifesta quant à la nature de la ou des causes. Certains auteurs expliquèrent les mouvements cycliques par une cause interne à l'activité économique : ainsi apparurent les théories dites endogènes, expliquant le cycle par des phénomènes prenant naissance dans le domaine des prix, du crédit, de l'endettement, de la production, etc...

D'autres théories prétendirent au contraire que l'explication devait être recherchée dans des causes extérieures au système, dites exogènes, telles par exemple les caprices de la météorologie ou les événements liés au progrès de la technique, etc...

On chercha par ailleurs à unir ces deux types d'explications, en montrant que causes endogènes et causes exogènes pouvaient se rejoindre pour provoquer des mouvements aussi importants.

Une troisième critique explique que les cycles avaient en réalité des aspects fort divers. Cette diversité se remarquait non seulement dans l'allure que le mouvement présentait dans différents pays, mais encore à l'intérieur d'un même pays, l'allure du mouvement n'étant pas la même à différentes époques. On prétendit aussi que certaines crises naissaient dans le secteur de la production, alors que d'autres paraissaient trouver leur origine dans le secteur de la consommation. Enfin les périodes d'après guerre étaient caractérisées par l'apparition d'une crise de reconversion marquant le passage du retour de l'économie de guerre à l'économie de paix.

La théorie du cycle en arrive ainsi à mettre l'accent sur la diversité du phénomène, tant en ce qui concerne sa structure, son aspect ou sa durée, que ses causes et ses caractères fondamentaux. On fut ainsi conduit à opérer un troisième élargissement de l'interprétation, la théorie du cycle allait s'élargir en une théorie des déséquilibres généraux.

C) Le concept de déséquilibres généraux

La théorie contemporaine est en effet fortement préoccupée par les phénomènes dynamiques. On a déjà vu qu'il était possible de concevoir que l'état normal de l'activité économique était dans sa correspondance à un ordre naturel (Physiocrates, Adam Smith), puis dans sa conformité à un état d'équilibre (classiques et néo-classiques). On se demandait de plus en plus, à partir des années 1920, si l'état normal n'était pas le mouvement, le développement et la croissance.

Aussi bien, la conception de l'ordre que celle de l'équilibre, étaient dans l'impossibilité de rendre compte tant de la crise que du cycle. La conception dynamique du développement et de la croissance poussait les économistes à considérer, au contraire, que tout était mouvement dans l'activité économique. Or, il n'y a pas de mouvements sans déséquilibres. De telle sorte que la théorie se tournait de plus en plus vers une autre conception : les phénomènes dans lesquels on avait vu d'abord une crise conçue comme une rupture, puis un cycle conçu comme une alternance de périodes de prospérité et de dépression, furent de plus en plus considérés comme la manifestation de déséquilibres normaux pour une activité en mouvement. La dynamique englobait alors l'explication de ce que l'on avait appelé la crise ou le cycle.

Cependant, on eut primitivement tendance à utiliser un terme qui faisait, dans une certaine mesure, écho à la notion de cycle : le terme de fluctuations économiques. Il n'est pas sans recéler une certaine ambiguïté. Sans doute exprime-t-il cette idée que l'activité économique n'est pas étale, qu'elle passe par des phases tantôt ascendantes, tantôt descendantes, qu'elle est constamment soumise à des changements. Mais cependant, la fluctuation n'est que l'épiphénomène et ne comporte pas, en soi, l'explication d'éléments fondamentaux.

Sans doute encore la notion de fluctuations se prête-t-elle aisément à l'observation, à la comparaison d'états successifs, à la mesure même de l'ampleur des variations. Dans ce sens elle peut être accueillie favorablement par les branches de notre discipline consacrées à l'appréciation des mouvements et à leur mesure. Elle convient en particulier à l'économétrie.

Mais la théorie économique doit rechercher l'explication fondamentale; de ce point de vue il paraît beaucoup plus correct de parler de déséquilibres généraux dont les fluctuations ne sont que la traduction extérieure.

Ainsi, partie de la notion de crise, passant par la notion de cycle pour aboutir à celle de déséquilibres généraux, la théorie économique a élargi son champ de recherches et s'est donné la possibilité de fournir des explications beaucoup plus satisfaisantes parce que beaucoup moins enfermées dans une conception prédéterminée du phénomène à étudier. Aujourd'hui, la pensée contemporaine recherche beaucoup moins les prétendues causes d'un prétendu cycle que les déséquilibres des prix, les déséquilibres naissant dans le processus productif, les déséquilibres provoqués par des anticipations déjouées. Sans doute les conclusions auxquelles on arrive sont-elles beaucoup moins simples, pour ne pas dire simplistes, que celles que fournissait la théorie du cycle; mais il semble qu'à travers cette diversité et quoique donnant une moindre satisfaction apparente, elles soient beaucoup plus proches de la réalité.

Section II

Le calcul économique des néo-marginalistes et le libéralisme scientifique

De même que Böhm-Bawerk et von Wieser avaient développé les théories présentées par le fondateur Carl Menger, une troisième génération de marginalistes va développer, mais en les modifiant considérablement, les propositions des économistes de la deuxième génération. Les économistes que l'on a appelés néo-marginalistes, formant la nouvelle école de Vienne ont, en réalité, profondément renouvelé les propositions antérieures relatives à l'utilité marginale. Ils ont également proposé une voie nouvelle pour atteindre le concept d'équilibre.

Par là ils ont marqué un rapprochement entre les théories qui s'étaient consacrées à l'explication de l'utilité et de la valeur et celles qui avaient voulu expliquer l'équilibre économique. Ainsi peut-on assister à une marche convergente des théories de l'équilibre général et des théories relatives à l'utilité marginale. En dépit des divergences de méthode et de formulation, on assiste à une jonction des buts finals de l'analyse.

La nouvelle école de Vienne est constituée par un ensemble d'auteurs qui, acceptant dans leurs thèmes essentiels et en particulier dans la conception de l'utilité marginale, les positions de Carl Menger, de Böhm-Bawerk et de von Wieser, les développent considérablement. Ils ont en effet étendu la portée de certaines théories particulières, par exemple les théories

du capital, du coût, de l'imputation, des cycles, du temps. Ils ont par ailleurs recherché une explication d'ensemble de l'activité économique par la théorie du calcul économique. C'est cet aspect le plus général et le plus significatif qui sera abordé ici. On synthétisera dans une seule explication les efforts qui émanent, à des titres divers, des principaux représentants de la nouvelle école de Vienne : Hans Mayer, Ludwig von Mises, R. von Hayek, R. Strigl, Oscar Morgenstern, Paul Rosenstein-Rodan.

Ces auteurs vont procéder à une sorte de reconstruction scientifique du libéralisme en ce sens que, conservant le cadre général de la théorie libérale, c'est-à-dire celui de l'action de l'individu évoluant librement dans un cadre de libre concurrence, ils vont abandonner toute autre option qui ne présenterait pas, à leurs yeux tout au moins, un caractère strictement scientifique. En particulier, ils vont réaliser une prise de position déjà annoncée : l'abandon de la psychologie hédonistique, pour se consacrer à une étude du comportement purement logique (1).

++++++

++++++ § 1 - L'abandon de l'hédonisme et le principe du calcul économique

Les néo-marginalistes prennent dès le départ une position différente de celle des premiers théoriciens de l'utilité, en ce qu'ils accentuent la neutralité de leur recherche en rejetant la psychologie hédonistique.

A) L'abandon de l'hédonisme.

Lorsque se manifesta la réaction contre l'école classique, la science économique versa dans une étude de la psychologie de l'homme. Sans doute n'innove-t-elle pas entièrement en ce domaine, car elle reste très pénétrée de l'utilitarisme de Bentham et la poursuite de l'intérêt personnel lui apparaît comme le principe moteur de l'activité économique. Mais, fouillant les réactions psychologiques de l'individu, la conception de

---

(1) On utilisera, pour l'étude du néo-marginalisme : François Perroux, "Le néo-marginalisme", Domat-Montchrestien, et "La valeur", op. cit. - G. Dehove, "Pression fiscale et calcul économique", P.U.F., 1944.- R. Strigl, "Introduction aux principes fondamentaux de l'économie politique", trad. franç., Paris 1939.- L.V. Mises, "Le socialisme", Médicis, trad. franç. 1938.

la première école autrichienne en arrive à donner comme point de départ de l'activité du sujet économique un calcul de plaisirs et de peines. Pour Carl Menger, la théorie des besoins repose sur une théorie des plaisirs et des peines formulant que l'homme agit de manière à obtenir le maximum de plaisir avec le minimum de peine. C'est, nous le savons, le principe hédonistique.

La nouvelle école de Vienne a cherché à s'affranchir de ce principe pour une raison de clarté : la science économique a un objet propre. Elle ne découle d'aucune position philosophique antérieure. Non seulement la théorie des plaisirs et des peines est contestable, et faire reposer sur elle l'économie est mettre en discussion les fondements de la science économique, mais encore la philosophie est une chose, l'économie en est une autre. Abandonnons donc, disent-ils, le principe hédonistique au philosophe, l'économiste ne peut qu'y gagner. Construisons la science économique en partant non des mobiles des individus, mais de leurs activités. D'autant plus que ces mobiles sont en réalité fort divers : égoïstes et altruistes, passionnels et rationnels, économiques et non économiques. Comment opérer une sélection entre eux? Au contraire les actes des individus sont immédiatement perceptibles car ils sont extérieurs.

L'économiste doit donc considérer les actes économiques accomplis par les sujets en se disant simplement qu'ils ont été effectués en raison de préférences qui sont propres à chacun. En effet, en présence d'une provision de biens limitée, un sujet économique satisfait un certain nombre de besoins et laisse les autres insatisfaits. Il a donc une échelle de préférence dans la satisfaction de ses besoins, et nous pouvons raisonner en partant de cette échelle de préférence sans avoir à rechercher en vertu de quels mobiles elle est établie; ni sans avoir à apprécier de l'extérieur le caractère de ses préférences. Chaque sujet a son échelle propre établie en vertu de critères qui lui sont personnels; et il recherche par son intermédiaire la satisfaction maxima.

La nouvelle école de Vienne, tout en proclamant que le fondement de l'acte économique est subjectif, prend une attitude scientifique rigoureusement objective. La théorie économique ne part donc plus des mobiles, mais des choix du sujet, en admettant que ces choix traduisent des échelles de préférence qui sont une des données du système. Elle doit alors rechercher les lois de l'activité économique en présence d'une provision de biens, c'est-à-dire d'une quantité limitée de biens. Elle pose

comme axiome de départ, que l'homme fait un emploi des biens conforme à son échelle de préférence, c'est-à-dire en fonction des utilités rangées par lui selon leur ordre d'importance.

Car l'utilité ne disparaît pas de ce système; elle subsiste puisqu'il faut bien partir d'une limitation des biens, d'une provision de biens diront ces auteurs. L'utilité marginale est donc à la base de leurs explications; et la dose marginale correspond à l'utilité marginale et donc à l'emploi marginal. Mais le lien est rompu entre cette utilité marginale et l'importance du plaisir que le sujet en retire. Elle correspond simplement à un désir d'emploi, dont le mobile peut être un plaisir mais aussi tout autre chose : un acte désintéressé, une nécessité pénible, etc...

En mettant ainsi l'accent sur le désir d'emploi des biens en vue d'obtenir une satisfaction maxima, la théorie économique ne préjuge en rien de la conduite des hommes : elle devient purement objective et neutre.

B) Le principe du calcul économique

On peut, ces prémisses étant posées, passer à la définition du calcul économique. Le calcul économique est l'ensemble des choix qu'opère le sujet économique en présence d'une limitation des biens dont il dispose et du nombre illimité des besoins qu'ils sont appelés à satisfaire, en vue d'obtenir la satisfaction maxima.

La notion de limitation a ainsi deux objets. Elle s'applique aux biens. Ceux-ci n'existent pas en quantité illimitée, et de plus à la limitation absolue s'ajoute une limitation dans le temps : celle qui est fonction du moment où le choix doit s'opérer. Elle s'applique en outre aux besoins : nos besoins supposent une satisfaction qui n'est pas illimitée; il y a une satiété des besoins et même un désir de satisfaction dont l'étendue est plus ou moins limitée selon les moments. Nous sentons donc que l'appréciation d'importance porte sur chaque bien, mais compte tenu de tous les autres biens disponibles; et en outre que le choix est fait pour une période de temps déterminée.

Ces termes peuvent se traduire dans la réalité de la manière suivante : en présence d'un revenu monétaire déterminé et du niveau des prix (provision limitée de biens) et en fonction de tout un ensemble de désirs d'emploi qui, une fois satisfaits constitueront son bien-être économique, l'individu fait une série d'actes de disposition, c'est-à-dire se décide à un emploi

des biens de manière à rendre maximum ce bien-être. Il se livre ainsi à un calcul économique, donc à une appréciation de satisfactions tendant à lui assurer une satisfaction globale maxima.

++++++
++++++ § 2 - Les éléments du calcul économique

Le calcul économique repose sur la notion d'utilité. Cependant, il ne fait pas appel à celle-ci d'une manière directe. L'utilité est à la base du calcul, mais celui-ci se fait en termes d'emploi des biens (1).

A) <u>L'approfondissement de la notion d'utilité</u>

Le calcul économique cherche donc à obtenir la satisfaction globale maxima, c'est dire que, par le calcul économique, le sujet est à la recherche de l'utilité globale maxima. Pour que celle-ci soit connue, il faut que l'utilité présente un certain nombre de caractères. Un des progrès réalisés par la nouvelle école de Vienne a été précisément de mieux décrire les caractères de l'utilité sans lesquels le calcul économique serait impossible.

1 - <u>L'appréciabilité de l'utilité.</u>
Dès le début, les fondateurs ont reconnu que l'utilité était susceptible d'appréciation. Mais il était nécessaire d'aller plus loin.

En considérant l'utilité de toute une provision de biens dont chaque dose de chaque bien a un emploi, on obtient une utilité totale faite d'une somme d'utilités particulières. Le sujet économique cherche à rendre maxima cette utilité totale par un emploi judicieux de chaque utilité particulière.

Mais il y a deux sortes d'utilités particulières :

- <u>l'utilité immédiatement (ou directement) dépendante</u> qui découle directement de l'emploi déterminé d'une dose d'un bien.

- <u>l'utilité médiatement (ou indirectement) dépendante</u> qui découle de l'emploi d'un bien quand on modifie les emplois de

---

(1) Cf. F. Perroux. "La valeur" et "Le néo-marginalisme", <u>op. cit.</u>

tous les autres biens de façon à situer à la limite de l'utilité et de l'inutilité l'emploi du premier. C'est en somme son utilité marginale.

Ainsi à l'utilité marginale d'un bien isolé, on ajoute la considération de l'intervention de tous les autres biens disponibles, enfin on définit l'utilité marginale compte tenu de tous les emplois possibles de tous les biens.

2 - La comparabilité des utilités.

Non seulement l'utilité d'un bien est appréciable, mais encore, elle est comparable avec celle des autres biens. En effet, le sujet a le souvenir de la satisfaction que lui procure chaque bien, et il en tire une comparaison entre les utilités. Mais celle-ci est limitée à un même sujet. La comparabilité des utilités n'est pas possible d'un sujet à un autre. Mais opérée par un même sujet, elle lui permet de savoir si une modification d'emploi entre deux biens est appropriée ou non.

Il en résulte que l'utilité n'est pas une propriété objective des biens, mais une relation entre le bien et le sujet qui l'apprécie. Si elle était une qualité intrinsèque des biens, l'appréciation serait la même pour tous. Au contraire, l'utilité d'un bien varie avec chaque sujet, elle dépend de l'importance que chacun lui attribue. Et ceci limite bien la comparabilité à un même sujet économique.

3 - La non-mesurabilité des intensités.

Il en résulte une autre conséquence sur laquelle les auteurs de la nouvelle école de Vienne insistent : l'utilité, quoique appréciable et comparable, n'est pas mesurable. En effet, nous pouvons bien dire qu'une utilité est égale à une autre, qu'elle est plus grande ou plus petite, mais nous ne pouvons dire de combien. Nous pouvons en fonction de notre appréciation et de notre comparaison ranger les biens par ordre d'utilité décroissante, nous pouvons leur affecter un rang, mais nous ne pouvons pas quantifier, chiffrer l'utilité de chacun. L'utilité n'est donc pas une quantité mesurable. Ainsi que le dit Mises, la comparaison des utilités aboutit à des nombres ordinaux indiquant le rang de chacune; mais nous ne pouvons obtenir des nombres cardinaux mesurant l'intensité de chacune. Tout ce que nous savons, c'est que les utilités ont des intensités différentes, mais nous ne pouvons mesurer les différences; l'utilité est du domaine de l'ordinal et non du domaine du cardinal.

4 - La complémentarité des utilités.

Le caractère complémentaire des utilités est un des apports essentiels de la nouvelle école de Vienne.

Les fondateurs avaient mis l'accent sur la complémentarité technique dérivant du fait que dans certains cas la satisfaction dépend de deux biens employés simultanément : café et sucre; papier et stylo.

La nouvelle école rattache la complémentarité, non pas à l'aspect technique de la satisfaction du besoin, mais à l'utilité elle-même. En effet, dit-elle, tous les biens d'une provision sont pris en bloc en considération et évalués simultanément par le sujet qui considère la totalité des emplois qu'il est possible d'en faire.

Elle dégage ainsi une complémentarité de caractère psychique qui ne dépend pas de la nature même des biens mais des appréciations auxquelles l'individu se livre pour déterminer simultanément l'emploi de tous ses biens. Elle a sa source dans le fait que les emplois sont entre eux dans une situation d'interdépendance et que l'individu en a une conscience parfaitement claire. Par exemple la dépense pendant une année d'un revenu donné place dans une situation d'interdépendance l'emploi de ce revenu en nourriture, en chauffage, en vêtement, en distractions.

La complémentarité psychique est donc liée au calcul économique auquel procède l'individu pour déterminer simultanément l'usage de tous les biens qu'il a à sa disposition; elle est le résultat d'une expérience du sujet économique.

Cette interdépendance des utilités et donc des emplois des biens peut se manifester selon trois modalités :

- la satisfaction d'un besoin conditionne l'apparition d'un autre besoin. Ex. : la satisfaction du besoin de dîner conditionne l'apparition du besoin d'une liqueur digestive. Il s'agit d'une dépendance unilatérale.

- la satisfaction d'un besoin renforce le désir de la satisfaction d'un autre besoin. Ex. : besoin de manger et besoin de boire.

- la satisfaction d'un besoin diminue ou fait disparaître un autre besoin. Ex. : spectacle cinématographique et spectacle de comédie. Il y a alors besoins concurrents.

B) La formulation des lois de l'utilité.

Gossen avait formulé la loi de l'utilité décroissante du plaisir; loi rattachée étroitement au principe hédonistique. Von Wieser fait faire un pas important en considérant le désir d'emploi de chaque unité de bien dans une période différente de temps; ainsi la première cigarette fumée dans la première heure de la journée, la deuxième cigarette fumée dans la deuxième heure et ainsi de suite jusqu'au point de satiété. L'imperfection de cette proposition réside dans le fait que lorsqué l'individu détermine sa disposition d'emploi de biens, il recouvre simultanément plusieurs périodes et ne peut par conséquent apprécier la décroissance de l'intensité en fonction de l'éloignement dans le temps.

La nouvelle école, par les travaux de Hans Mayer, résout la difficulté en énonçant une loi valable pour une durée qui recouvre plusieurs périodes de satisfaction. Il énonce en effet que pour dresser son plan de disposition d'emploi des biens (son programme de satisfaction), le sujet ne range pas des besoins identiques d'après un rang chronologique d'apparition mais il range des besoins différents d'après la grandeur de leur importance. Quelle que soit la date de leur satisfaction, les besoins d'égale importance sont donc situés sur un même plan. Ainsi le plan de dispositions pour une semaine : le besoin de nourriture est au premier rang pour chacun des sept jours; puis vient le besoin de chauffage, etc... Il obtient ainsi des couches de besoins; à l'intérieur de ces couches les besoins sont d'égale importance, mais les couches satisfont des besoins de moins en moins intenses, de sorte que les biens qui les satisfont ont une utilité qui va en décroissant. Si tous les biens qui forment la provision sont interchangeables (unités monétaires constituant le revenu d'une semaine), l'utilité marginale de chacune des doses serait égale à l'utilité de la dose qui satisfait le dernier besoin de la couche de besoins les moins intenses. L'emploi de doses du bien considéré est alors déterminé par la répartition des besoins ainsi faite. Car il est bien évident que la provision de biens voit son emploi déterminé de manière à satisfaire les besoins rangés par couches d'utilité décroissante : le sujet satisfait d'abord tous les besoins de la première couche pour toute la semaine, puis ceux de la deuxième et ainsi de suite, jusqu'à satiété. Ainsi l'emploi de monnaie en biens de chauffage ne sera satisfait le premier jour qu'après affectation préalable de l'emploi de monnaie au besoin de nourriture du 7ème jour.

La loi de l'utilité décroissante peut donc désormais se formuler abstraction faite de la mesurabilité de l'utilité; elle se formule en termes généraux d'emploi des biens : "Pour l'ensemble synchronisé des besoins, l'emploi de la première unité est désiré avec la plus haute intensité. Chaque emploi ultérieur d'unités de même sorte est désiré avec une intensité au plus égale ou décroissante, jusqu'à ce que le point de satiété soit atteint" (Fr. Perroux, La valeur, p. 189).

Ces diverses explications nous ont permis de montrer par quels cheminements le sujet économique pouvait arriver à organiser le calcul économique. Nous savons maintenant que ce calcul repose sur une comparaison d'utilités. Il apprécie et compare les utilités en tenant compte du fait qu'elles sont complémentaires les unes des autres; mais il n'y a pas recours à une évaluation chiffrée qui est de soi impossible.

De l'utilité ainsi appréciée, le sujet passera à la répartition de la provision de biens entre les différents emplois, de manière à rendre son bien-être maximum. Alors le calcul économique sera réalisé. Il faut savoir maintenant comment cette réalisation sera obtenue.

++++++
++++++ § 3 - La réalisation du calcul économique

Il convient en premier lieu de montrer par quel processus complexe le sujet réalise le calcul économique. Mais il faut montrer en second lieu que ce calcul complet n'est pas en fait accompli dans la vie réelle, par le sujet économique. Grâce à son expérience antérieure, le sujet économique réalise en fait un calcul abrégé.

A) La réalisation du calcul économique complet : la disposition totale

Le calcul économique se réalise dans toute sa complexité et sa plénitude par le recours à la disposition totale.

La disposition totale ou combinaison globale est la série d'agencements des actes économiques, effectuée selon une vue d'ensemble pour atteindre l'utilité économique globale maxima.

Par ces agencements toutes les doses de tous les biens dont dispose le sujet sont affectées à un emploi, mais chaque

affectation est faite non pas isolément, mais en tenant compte de toutes les autres affectations; le choix d'un emploi est fait en fonction de tous les autres emplois. C'est dire que le sujet économique envisage une combinaison totale, et qu'il ne saurait considérer isolément une utilité particulière.

Le problème est de savoir comment s'effectue la disposition totale ou combinaison globale. Elle s'effectue grâce à une expérience antérieure du sujet économique.

En effet, de quoi s'agit-il en fin de compte ? D'établir un plan. Plan de consommation ou plan de production. Or l'activité économique n'offre pas de solution de continuité ; elle est au contraire continue. Le sujet économique a aujourd'hui le souvenir des actes économiques qu'il a accomplis hier, et des avantages et des coûts qui en sont résultés pour lui. Les décisions d'aujourd'hui sont "lourdes" des conséquences des décisions d'hier. Le sujet économique a en somme une expérience de la vie économique et c'est en fonction de cette expérience qu'il prend ses décisions actuelles. De sorte que le calcul économique d'aujourd'hui se fait en fonction des évaluations et des choix passés. C'est dire que la combinaison globale à laquelle procède en un moment quelconque le sujet économique est fonction des combinaisons globales antérieures; il subsiste en lui des plans de combinaison ou de disposition totale qui l'aident à dresser son plan actuel.

Mais cela ne saurait suffire à une recherche scientifique, car il faut connaître l'origine de l'expérience du sujet économique. Dire que le calcul économique actuel est fonction de calculs économiques passés peut bien nous renseigner sur la manière dont le calcul s'effectue, mais ne saurait suffire à nous faire comprendre pourquoi il est réalisable.

Il faut alors situer le sujet économique au début de son expérience, au moment où il part de zéro.

Dans ce cas, pour expliquer la combinaison globale aboutissant à un calcul en matière de consommation, il faut supposer que le sujet applique les doses de biens aux différents emplois rangés par ordre décroissant et en comparant sans cesse les satisfactions procurées par les biens aptes à satisfaire plusieurs besoins. Pour un calcul en matière de production, il devrait partir des biens de consommation qu'ils servent à produire pour arriver à dégager la combinaison donnant l'utilité totale maxima. De plus ce calcul ne serait valable que pour une période déterminée de temps.

Tous ces éléments soulignent sa complexité. Il est bien évident que, même "à l'origine", le sujet économique ne pourrait se livrer à pareille gymnastique. En réalité, il procède au calcul économique originel par recours à l'utilité marginale. Voyons comment celle-ci, jointe à l'expérience, permet le calcul économique courant.

B) La réalisation du calcul économique abrégé par recours à l'utilité marginale.

Il est bien évident que dans la combinaison globale toutes les doses de tous les biens disponibles ont une utilité et un emploi qui dérivent de l'utilité marginale et de l'emploi marginal de la dernière dose de chaque bien. Grâce à cela le sujet économique peut procéder à un calcul abrégé.

1 - Comment s'opère le calcul abrégé.

Théoriquement, la modification relative à l'emploi d'un bien devrait entraîner la modification de tous les emplois de tous les autres biens. Mais le sujet procède d'une manière beaucoup plus simple; et ceci pour deux raisons : la première tient à ce que d'une période à l'autre, il est de nombreux besoins et par conséquent de nombreux emplois de biens qui demeurent inchangés, de nombreuses combinaisons productives qui demeurent identiques. La deuxième raison réside en ce que la modification d'un emploi marginal n'affecte pas l'ensemble des besoins; les besoins essentiels sont en effet satisfaits par priorité, et une modification n'affecte en général la répartition qu'entre un nombre relativement peu élevé de besoins. Par exemple, la modification d'un emploi afférent au besoin de 8ème rang laisse inchangées les affectations afférentes aux besoins des six premiers rangs. Les modifications qui en résultent ne jouent donc que dans un champ extrêmement limité : 7ème et 8ème rangs par exemple. "Il en résulte, comme le dit Fr. Perroux (1), que dans les emplois marginaux, le plus souvent, l'utilité médiatement dépendante et l'utilité immédiatement dépendante d'un bien coïncident".

L'expérience jouant, la connaissance de l'importance antérieurement attachée à l'utilité marginale permet de déterminer rapidement la modification d'emploi qui fournit l'utilité totale maxima. Le sujet n'a pour cela qu'à comparer l'utilité que

---

(1) "La valeur", p. 203.

procurera le bien dans l'emploi nouvellement envisagé avec l'utilité marginale qu'il a procurée dans les emplois marginaux antérieurs. Si elle est supérieure, il procède à la modification, sinon il n'y procède pas. Ainsi le calcul économique se trouve abrégé.

Une question se pose : pourquoi le sujet économique a-t-il gardé plus spécialement le souvenir des utilités marginales des emplois marginaux ?

Précisément parce que l'une et l'autre sont à la limite, et que notre nature est ainsi faite que nous prêtons attention aux expériences qui portent sur les points où nous éprouvons la limite de nos satisfactions c'est-à-dire quand nous atteignons l'épuisement de notre provision de biens. C'est à ce moment que nous portons attention aux satisfactions que nous procurent les dernières unités restantes.

Il est bien évident que ce calcul abrégé est également applicable en matière de consommation et de production.

2 - Le résultat du calcul économique abrégé.

Le sujet économique opère alors un calcul économique de telle manière que dans le cas d'un échange, il aboutisse à une comparaison entre l'utilité médiatement dépendante du bien à acquérir et l'utilité immédiatement dépendante du bien à céder.

Cette analyse donne à l'utilité marginale un rôle beaucoup plus grand que celui qui lui était dévolu dans les théories de la première école de Vienne. Elle n'est pas seulement un instrument d'analyse pour le théoricien, mais l'élément auquel se réfère tout sujet économique qui, dans la vie réelle, procède à un choix parmi les différents emplois. Elle ne sert pas seulement à l'économiste; elle est à la base de la conduite de tout individu.

Ainsi la nouvelle école de Vienne se distingue des autres écoles modernes en ce que le principe du raisonnement à la marge n'est pas pour elle un simple instrument d'étude. Après avoir indiqué que la science économique est la science du choix onéreux, elle montre que ce choix est fait à la suite d'un calcul qui repose sur l'utilité marginale.

L'utilité marginale n'est pas qu'un instrument scientifique; c'est un processus de raisonnement commun à tous. Chaque homme use du marginalisme d'utilité sans le savoir.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++ LA REVISION DE LA THEORIE DE L'EQUILIBRE
++++++
++++++ EN TERMES DE PRIX

Les néo-classiques, en insistant sur l'utilité, avaient accordé l'essentiel de leur attention à la demande; mais par là, l'offre avait été par trop délaissée. Les corrections apportées au jeu de l'offre et de la demande, dans le sens d'une meilleure mise en place de la première, allaient constituer une première ligne de révision.

Une deuxième allait être constituée par l'étude attentive des mécanismes selon lesquels s'établit le prix. La théorie de la concurrence apparaissait bientôt peu satisfaisante, si on ne lui apportait pas un certain nombre de compléments. L'explication de l'équilibre repose en effet sur la notion d'un rétablissement automatique lorsque l'équilibre est, pour une cause quelconque, détruit. Ce rétablissement se réalise grâce au jeu de la concurrence. Celle-ci est l'élément qui met en oeuvre l'équation offre-demande-prix; elle permet d'expliquer les ajustements des prix des biens et des services.

Or l'observation de la réalité semble bien montrer que la concurrence parfaite, hypothèse sur laquelle repose la démonstration, a en partie disparu; c'est là une seconde ligne de révision de la théorie de l'équilibre.

Une troisième possibilité de révision est offerte par la prise en considération directe des nouvelles structures de l'économie. La concurrence suppose la libre compétition, donc l'égalité des compétiteurs. Or l'observation révèle ici encore que ces compétiteurs ne sont pas toujours dans des situations de parfaite égalité, que certains d'entre eux exercent sur les autres une action déterminante et irréversible. La théorie de la domination vient encore modifier la conception de l'équilibre.

Telles sont les diverses directions que nous allons maintenant étudier.

++++++ Section I
++++++
++++++ La révision de la théorie de l'offre
++++++

La théorie néo-classique, telle qu'Alfred Marshall l'a établie, peut être exprimée d'une manière schématique par le jeu des trois éléments : offre, demande, prix. C'est l'équation traditionnelle à laquelle la théorie de Keynes opposera l'équation de l'analyse en termes de flux : épargne, investissement, revenu.

Ainsi qu'il a été indiqué, la révision de la demande a été surtout effectuée, dans ses éléments fondamentaux tout au moins, par la théorie du calcul économique. On va s'attacher ici à la révision de la théorie de l'offre.

++++++
++++++ § 1 - La réintégration de l'offre et du coût dans la théorie de la valeur

Carl Menger avait situé la valeur dans l'utilité (ce qui était une position contraire à celle des classiques), affirmant la primauté de la demande sur l'offre. Depuis la fin du XIXème siècle, on a assisté au développement d'une réaction progressive contre cette position. Sans doute ne s'agissait-il pas de revenir sur l'apport de Menger, mais plus simplement de remettre l'utilité et la demande à leur vraie place et par conséquent de redonner à l'offre et au coût le rôle qui normalement leur revient.

La première correction des idées de Menger a été faite par son disciple von Wieser, qui a remis en valeur le rôle du coût. Elle a été complétée par la synthèse réalisée par Alfred Marshall, dont on a exposé l'essentiel.

---

(1) Cf. les références déjà données sur l'Ecole de Vienne et sur A. Marshall, - ainsi que : R. Strigl, Introduction aux principes fondamentaux de l'économie politique. L.G.D.J. Paris, 1943.- E. James, Cours de Doctorat, 1950. Les Cours de Droit, Paris.

Le mouvement s'est poursuivi par les travaux de différents auteurs, en suivant une ligne générale qui peut être ramenée pour l'essentiel aux points suivants.

Dans les explications de von Wieser, l'offre fait sa réapparition sous la forme du coût de production qui joue un rôle dans la détermination de la mesure de la valeur. Le coût représente toujours pour von Wieser un sacrifice, sacrifice d'un temps de repos pour pouvoir conduire une activité ou sacrifice d'une richesse employée dans une production déterminée, alors qu'elle aurait pu être utilisée dans un autre emploi.

L'importance du coût est indiquée par la satisfaction que l'on aurait retirée du repos ou de la richesse autrement employés. Il en résulte que coût et utilité sont les deux aspects différents d'une même réalité; de telle sorte que si le coût n'est pas la cause de la valeur, - on sait que celle-ci est pour von Wieser une utilité - il peut en être la mesure. Par conséquent, le coût peut servir à mesurer la valeur. Par là, il est réintroduit à une place importante dans la théorie de la valeur et du prix.

Mais il s'agit beaucoup plus d'une manière d'aborder le problème que d'une véritable description du rôle joué par le coût dans la détermination du prix d'équilibre.

++++++
++++++ § 2 - Rôle général de l'offre et du coût

Le rôle général du coût de production et de l'offre a été progressivement précisé par des auteurs postérieurs à Alfred Marshall, qui presque tous d'ailleurs se réclament à des titres divers des théoriciens de l'utilité marginale. Ils réintroduisent ainsi l'action de l'offre dans le phénomène de la valeur, continuant l'action d'Alfred Marshall par une voie différente.

On a vu comment John Bates Clark a subi l'influence des premiers marginalistes et comment il a diffusé leurs travaux aux Etats-Unis. On sait qu'il a tendu à sous-estimer le rôle du coût et de l'offre dans la formation de la valeur, bien qu'il ait consacré de très longs développements à l'étude de cette question. Ses disciples vont le corriger sur ce point et accroître l'importance de l'offre à côté de la demande dans la détermination de la valeur et du prix.

A) T.N. Carver et l'offre de travail

Dans son ouvrage "Distribution de la richesse", publié en 1904, Thomas Nixon Carver étudie la formation du salaire considéré comme le prix du travail. C'est donc par la théorie de la distribution qu'il va aborder le problème. Il admet que le salaire dépend de la productivité marginale du travail et qu'il y a un salaire propre à chaque catégorie particulière de travail, et en fonction de la productivité propre de celle-ci.

Mais qu'est-ce donc que la productivité marginale ? C'est celle de l'ouvrier marginal. Il importe alors de savoir comment se détermine l'ouvrier marginal.

Carver répond qu'il se détermine d'après les conditions de l'offre de travail. Il est le dernier employé d'une série qui est plus ou moins longue, suivant que le volume de la main-d'oeuvre disponible est plus ou moins important. Or, ce volume de main-d'oeuvre dépend du volume de la population, qui dépend lui-même du niveau des subsistances. De telle sorte que l'on revient à l'explication du coût de la force de travail qui se trouvait déjà chez Marshall et chez les grands classiques.

La répartition des ouvriers entre les catégories de travail s'opère en fonction du caractère plus ou moins pénible des travaux qui leur sont demandés et aussi en fonction du coût de l'apprentissage. Ainsi la détermination de l'ouvrier marginal est liée aux conditions de l'offre de travail et au coût de production de la force de travail.

Sur un marché, une série de biens existants est d'autant plus importante que le coût de production de la marchandise considérée est plus faible. En conséquence, plus la série de biens est importante, longue, plus est faible la valeur de l'unité marginale. Il en résulte que le coût entre à côté de l'utilité dans la détermination de l'unité marginale elle-même, puisque l'importance du coût fixe l'importance de la série, de laquelle dépend la valeur de la dernière unité.

B) Le rôle du coût pour les néo-marginalistes.

Les auteurs néo-marginalistes vont aller plus loin que von Wieser, qu'Alfred Marshall et que les disciples de John Bates Clark. En effet, ils vont, en réaction contre Carl Menger, accorder un rôle prépondérant au coût. Nous nous bornerons ici au point concernant le rôle général de celui-ci.

1 - Le rôle du coût dans la détermination du prix stable.

Le prix stable est placé sous la dépendance directe du coût et ceci est démontré par les néo-marginalistes d'une manière beaucoup plus scientifique que celle qui est réalisée par Alfred Marshall. Pour celui-ci, le coût de production constituait une sorte de point central autour duquel le prix avait tendance à se fixer en longue période.

Pour les néo-marginalistes, l'explication repose sur la distinction du coût moyen et du coût marginal. Le coût moyen comprendrait l'ensemble des frais fixes et proportionnels, le coût marginal comprendrait uniquement les frais proportionnels. Le prix stable se fixerait alors à l'intersection des courbes du coût moyen et du coût marginal. Il y a là une démonstration devenue classique.

2 - Le rôle du coût dans l'emploi des facteurs de la production.

Les facteurs de la production sont attirés vers les productions les plus rentables. En effet, c'est là qu'ils trouveront la rémunération la plus forte et la variation des rémunérations gouvernera l'emploi des facteurs. Dès qu'une production n'apparaît pas rentable, c'est-à-dire quand le prix de vente tend à ne plus s'adapter au prix de revient, c'est-à-dire au coût, les facteurs se dirigent vers une autre production où la supériorité des prix de vente sur le coût indique des possibilités de rentabilité plus élevées.

Ainsi les changements des facteurs entre les différentes branches se font en fonction de la considération de la marge existant entre le prix de vente et le prix de revient, c'est-à-dire entre le prix du marché et le coût. Il en résulte que le coût agit ainsi sur la répartition des facteurs entre les différentes branches d'activité.

++++++
++++++ § 3 - L'approfondissement de la notion du coût : coût moyen et coût marginal

Deux mouvements différents peuvent être discernés dans les travaux d'approfondissement relatifs à cette notion. Un premier mouvement fait apparaître des types divers de coûts et établit des relations entre eux. Un second mouvement approfondit certains types de coûts en particulier les coûts constants.

On peut distinguer divers types de coûts selon que l'on considère les éléments constitutifs ou la situation des coûts dans le processus de production. Cette oeuvre a été entreprise surtout par les néo-marginalistes.

A) Le coût considéré d'après ses éléments constitutifs.

On distingue d'après ce critère trois catégories de coûts: le coût constant, les coûts variables et le coût total.

Les coûts constants sont ceux qui ne varient pas en fonction des quantités produites; leur composition est bien connue; elle comporte les loyers, les frais d'assurances, les gardes de locaux, certains impôts, etc...

Les coûts variables correspondent à deux catégories de dépenses; les unes sont strictement proportionnelles aux quantités produites; il en sera ainsi des dépenses exigées par l'achat et l'emploi des matières premières; les autres sont non proportionnelles aux quantités produites; exemple : les dépenses provoquées par les machines et par le paiement des salaires.

Le coût total est constitué de la somme des frais fixes et des frais proportionnels. Ceux-ci exercent d'ailleurs une influence différente sur le coût total selon l'importance de la production.

B) Le coût considéré d'après sa place dans le processus de production.

Si l'on considère le processus de production représenté par l'ensemble des quantités produites et des dépenses faites pour les obtenir, on sera amené à distinguer deux types de coûts : le coût unitaire moyen qui est obtenu en divisant la dépense totale de production par le nombre d'unités produites; le coût marginal est celui des unités produites à la marge, celui des unités limites.

C) Les relations entre les différents types de coûts.

Ces relations ont été mises au jour par les auteurs marginalistes. Trois observations sur le comportement de chaque type de coût expliquent leurs relations réciproques.

a) Le coût marginal ne contient que des coûts variables. Cette proposition n'est vraie qu'à la condition de considérer l'unité marginale supplémentaire par rapport au nombre d'uni-

tés pour lequel la production a été initialement prévue. Dans ce cas, les coûts constants sont entièrement absorbés et toute unité supplémentaire n'est constituée que de coûts variables. C'est le cas normal. Sinon, il faut distinguer le coût total marginal et le coût variable marginal.

b) La courbe du coût marginal est d'abord décroissante, puis croissante, à mesure que la production augmente. Ceci est dû au fait qu'un même équipement devient moins productif à mesure qu'on lui fait produire un plus grand nombre d'unités. Les avantages de la division du travail sont, à partir d'un point optimum, contrebalancés par la diminution de l'efficacité de la main-d'oeuvre. On suppose bien entendu qu'on travaille avec un équipement constant.

c) La courbe du coût marginal coupe la courbe du coût moyen en son point le plus bas. Tant que la courbe du coût marginal est décroissante, elle est en dessous de la courbe du coût moyen qui elle-même décline, puisque chaque unité supplémentaire a un coût de plus en plus bas. Lorsque la courbe du coût marginal devient croissante, elle demeure un moment en-dessous de la courbe du coût moyen parce que l'élévation de la courbe des unités supplémentaires ne porte pas immédiatement le coût marginal au niveau du coût moyen. La courbe du coût moyen continue donc à descendre, mais moins rapidement. Lorsque le coût marginal devient égal au coût moyen, les deux courbes se coupent.

Dès lors toute nouvelle unité produite ayant un coût supérieur au coût moyen, la courbe de celui-ci s'élève. C'est donc au point le plus bas de la courbe du coût moyen que se situe le point de rencontre. Ceci est également vrai pour le coût variable moyen.

Ces trois relations permettent d'établir à partir de quel volume une production supplémentaire élèvera le coût moyen unitaire total, c'est-à-dire le coût constant plus le coût variable.

++++++
++++++ § 4 - L'approfondissement du rôle du coût constant

D'après l'équation offre-demande-prix, une adaptation mutuelle doit s'établir entre les trois éléments. Par exemple, à une modification de la demande doit correspondre une modification de l'offre. Or, on a pu constater que ces adaptations de l'offre tardaient à se manifester ou même ne pouvaient se produire. La raison en a été recherchée par John Maurice Clark,

dans le comportement du coût; il a été ainsi amené à étudier le rôle du coût constant (overhead cost) dans la fixation du coût total et par voie de conséquence dans le comportement de l'offre (1).

A)- Les changements de structure et le coût constant

L'évolution de l'économie moderne aboutit à une augmentation de la part des coûts constants dans le coût total. En effet, l'apparition des entreprises de grandes dimensions s'est accompagnée d'une multiplication des frais généraux, en partie représentés par les primes d'assurances, les services commerciaux, les services fiscaux, les bureaux de recherches, etc... De même, la publicité constitue un poste de plus en plus important dans le bilan des grandes entreprises.

En réalité, il est souvent difficile de faire dans la pratique la distinction entre les coûts constants et les coûts variables. Cependant on peut retenir comme interprétation générale l'importance croissante prise par les coûts constants dans le coût total. Il en résulte que l'entrepreneur établit un volume de production tel que soient couverts les coûts constants et les coûts variables provoqués par le volume de production requis.

Au-delà de ce volume, l'entrepreneur n'impute plus le coût constant sur les unités supplémentaires; celles-ci n'ont plus qu'un coût égal au coût variable. Ainsi toute entreprise aurait un volume de production requis déterminé en fonction de la couverture des coûts constants.

B) Conséquences du coût constant sur les prix.

La considération du coût constant permet de procéder à une discrimination des prix, les unités supplémentaires

(1) E. James : "Histoire des théories économiques", et Histoire de la pensée...", pp. 153 et suiv. - "J.B. Clark et J.M. Clark , textes choisis", déjà cités. Cours de doctorat, 1950, Les Cours de Droit.

Pour une étude plus approfondie : R. Bordaz, "Coûts constants et prix multiples", Sirey 1942.- G. Marcy, "Essai sur les prix différentiels", Rev. Eco. Polit. 1938, p. 1063.- J. Marchal, "Le mécanisme des prix", Paris, 2ème édit. 1948, et Cours d'Economie Politique, t. I.

obtenues après couverture des coûts constants pouvant être vendues à un prix plus bas couvrant simplement les coûts variables, puisque les coûts constants sont par hypothèse déjà couverts.

Ceci permet de pratiquer des prix différents suivant la nature de la clientèle, suivant l'époque de la vente (prix de morte saison); les chemins de fer pourront faire des tarifs différents pour des voyages exceptionnels, etc.. De même on peut faire varier le volume de la vente totale par des productions accessoires, des sous-produits, vendus de manière à couvrir seulement les coûts variables. On peut trouver ici également des possibilités de dumping ou des possibilités de constitution de stocks à des prix intéressants pour le producteur (1).

C) Conséquence du coût constant sur le système du prix d'équilibre

On est conduit ici à apporter des modifications à la théorie du prix d'équilibre. Le prix stable de longue période n'est pas déterminé rigoureusement par le coût de production, comme l'expliquait Alfred Marshall ou les néo-marginalistes. En particulier, le prix stable n'est pas toujours déterminé par l'intersection des courbes du coût marginal et du coût moyen, car dans la réalité le coût marginal est impossible à déterminer avec exactitude. La démonstration des néo-marginalistes, valable sur le plan théorique, n'est plus que d'un faible secours sur le plan pratique, car le partage entre coûts constants et coûts variables devient de plus en plus difficile à opérer dans la réalité.

Ainsi on peut faire entrer la rémunération du personnel dans le coût constant, sous prétexte qu'une entreprise doit garder son personnel au même titre que son capital, quel que soit son volume de production momentané. Il y a là une prise de position particulière qui ne correspond pas toujours à la conduite effective des entrepreneurs (2). De même certains coûts constants sont considérés comme répercutables, les impôts par exemple, ou l'assurance chômage, qui est une translation au détriment de la collectivité de la charge du salaire que devrait verser l'entrepreneur.

(1) E. James, "Histoire de la pensée...", pp. 196 et suiv.

(2) La politique de certaines entreprises américaines, dite du "salaire annuel garanti" tend à faire du salaire un coût constant pour une période donnée.

Ainsi, coûts constants et coûts variables étant imprécis, la notion de coût marginal est elle-même imprécise et la détermination du prix stable, par l'intersection des courbes des coûts moyens et du coût marginal, est pleine d'imprécision.

Il convient de remarquer que l'adaptation des prix aux conditions de la demande ne peut se réaliser d'une manière aussi simple que l'explique la théorie du prix d'équilibre. En effet, en période de diminution de la demande et de baisse du prix de vente, l'existence de coûts constants importants s'oppose à une baisse du prix de revient. Les coûts constants sont en effet incompressibles et la réduction de la production fait supporter à chaque unité offerte une part plus grande du coût constant total; donc le coût unitaire de production présente une certaine rigidité à la baisse. Si le marché l'exige, il faudra vendre au-dessous du coût. L'entreprise ne pourra y procéder que si elle a pu constituer des réserves et pour cela elle doit avoir vendu au-dessus du coût en période de forte demande; en conséquence, le prix de marché s'établit souvent soit au-dessus soit au dessous du coût et rarement au niveau de celui-ci.

C'est dire que l'équilibre du prix ne s'établit pas dans l'économie concrète d'une manière aussi parfaite que le suppose l'explication théorique (1).

Enfin, l'unité de prix sur le marché doit être entendue dans un sens extrêmement large, sinon on doit reconnaître qu'elle n'est pas respectée. En effet, l'entreprise qui peut travailler au-delà du volume de production requis pour couvrir les prix constants, a la possibilité de recourir à la pratique des prix multiples qui est directement contraire à la règle de l'unité de prix.

+

+ +

Ainsi l'évolution des structures se traduisant par une importance croissante des coûts constants, tend elle aussi à éloigner la démonstration théorique pure des mécanismes réels. La théorie du prix a une grande valeur formatrice, elle a une moindre valeur démonstrative, car elle rend de moins en moins compte d'une réalité qui devient de plus en plus complexe. Il importe, pour rendre compte correctement de celle-ci, d'apporter de nombreuses retouches à l'analyse pure du prix.

---

(1) E. James, op. cit., p. 156 et suiv.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'équilibre conçu en fonction du temps
++++++

Walras semble donc le premier auteur qui ait entrevu le rôle spécifique de la monnaie : être un réservoir de valeur et faire à ce titre l'objet d'une demande particulière. Mais, construisant une théorie de l'équilibre statique, il n'a pas intégré cette construction dans la détermination de cet équilibre.

Il convient de citer ici les travaux d'Albert Aftalion qui, prolongeant l'effort des théoriciens de l'utilité marginale, a montré l'importance des réactions psychologiques des individus sur la valeur de la monnaie. Par là même, il soulignait combien cette valeur était dépendante de l'utilité que les sujets économiques lui attribuaient, à tort ou à raison d'ailleurs.

++++++
++++++ § 1 - L'équilibre et la monnaie

Une école, dont l'origine a été déjà étudiée, se préoccupa d'intégrer le rôle propre de la monnaie dans la détermination de l'équilibre. C'est l'école suédoise, dont le fondateur Knut Wicksell et, après lui, ses disciples, vont se consacrer à l'étude de l'équilibre monétaire dans lequel le rôle propre de la monnaie sera intégré dans l'explication de l'équilibre économique. Mais du moment où la monnaie est considérée en fonction de son rôle spécifique de réservoir des valeurs, elle implique une référence au temps et à l'incertitude que recèle le temps à venir; en conséquence, elle introduit dans la théorie des phénomènes de perturbation et de déséquilibre. Toute la notion d'équilibre monétaire reposera sur deux éléments.

1 - La monnaie est l'élément sur lequel s'appuient les spéculations relatives au temps à venir; elle est le moyen de se prémunir contre le risque que comporte l'impossibilité de connaître le futur; elle est déjà ce que Keynes appellera plus tard un pont entre le présent et le futur.

2 - L'équilibre monétaire intégrant ainsi la prise en considération du temps servira à établir une interprétation des déséquilibres et à expliquer les tendances profondes du mouvement économique.

Un des économistes de l'école suédoise, Gunnar Myrdal a construit un équilibre monétaire dans lequel les décisions des individus reposent sur la considération à la fois des prix actuels et des prix futurs. La prévision des prix à venir ne peut être faite que par le recours à l'instrument monétaire considéré comme réservoir de valeur et il s'attache aux répercussions de cette prévision sur les déterminations actuelles.

La prévision des prix ainsi retenue par Myrdal comporte un sens extrêmement large. Elle peut être appliquée non seulement au prix des produits mais au prix des services et elle permet même de déterminer la productivité du capital.

En effet, cette productivité dépend des prix des produits qui pourront être obtenus avec la mise en oeuvre de ce capital, mais ces produits ne seront vendus que dans l'avenir. Or dans une économie statique ou dans un état stationnaire, on pourrait connaître avec certitude ce que serait la productivité du capital, puisque les prix futurs seraient égaux aux prix actuels; mais dans une économie réelle où existent le mouvement et le changement, les prix futurs ne seront pas nécessairement égaux aux prix actuels. On est donc obligé, pour les intégrer dans les calculs présents, d'essayer de formuler à leur égard une prévision. Aussi la productivité du capital ne peut-elle faire présentement que l'objet d'une prévision et elle ne sera réellement connue que lorsque la production terminée et les produits vendus, il sera possible de comptabiliser les résultats acquis.

De telle sorte que lorsque l'entrepreneur se décide à produire un capital, il ne peut, pour se livrer à ce calcul économique, qu'escompter le produit qu'il pourra en tirer. En d'autres termes, il se livre à une anticipation relative au coût qu'il devra supporter et aux recettes qu'il espère obtenir.

Or, la mise en oeuvre de la production exigeant une certaine période de temps, c'est au début de cette période que doivent être prises des décisions qui ne peuvent reposer que sur des prévisions de prix, donc sur les prévisions de la valeur future de la monnaie. Ce n'est qu'à la fin de la période que l'on pourra connaître par comptabilisation les résultats obtenus.

++++++
++++++ § 2 – L'équilibre et les prévisions

Myrdal systématise cette observation en construisant une théorie des anticipations et de la conduite économique, repo-

sant sur la distinction du calcul ex ante et du calcul ex post. La distinction de ces deux types de calcul comporte une référence au temps. Le calcul ex post est celui qui comptabilise les résultats à la fin d'une période de temps. Le calcul ex ante est celui qui est effectué au départ de la période; il repose sur des prévisions et il escompte donc des résultats qui ne seront effectivement acquis qu'à la fin de la période et donc effectivement connus que par le calcul ex post.

Si l'on revient au problème de la productivité du capital dont il vient d'être question, il apparaît avec évidence que lorsqu'il s'agit pour l'entrepreneur de mettre en oeuvre un capital déterminé, sa décision doit être prise en un moment où cette productivité ne peut être connue que par le calcul ex ante. En effet, elle ne peut faire l'objet que d'une prévision formulée au début de la période au cours de laquelle le capital sera utilisé.

En d'autres termes, l'entrepreneur détermine son volume d'investissement en fonction du rendement escompté de son capital. Etant donné le rôle déterminant que joue l'investissement sur le déroulement de l'activité économique, il est aisé de comprendre que celle-ci sera en partie déterminée par ce calcul prévisionnel. Mais il est à craindre que le déroulement de l'activité économique au cours de la période, ne corresponde pas aux prévisions qui sont à la base du calcul ex ante. De telle sorte qu'à la fin de la période le produit obtenu a peu de chancesd'être égal au produit attendu. En particulier, les coûts et les rendements auront pu être différents de ceux que l'entrepreneur avait prévus.

Il n'en demeure pas moins que le niveau de l'activité économique au cours de la période aura été, dans une large mesure, conditionné par le contenu du calcul prévisionnel, même s'il est entaché d'erreurs. Cette considération peut être élargie en ce sens que la prévision tend à créer une réalité conforme au contenu du calcul ex ante.

Supposons par exemple que les prévisions des entrepreneurs les conduisent à escompter une productivité élevée du capital. Ils vont effectuer des investissements importants qui absorbant l'épargne et augmentant le revenu, vont provoquer une augmentation de la demande globale, laquelle accroîtra l'emploi, puis la consommation, de sorte que la période connaîtra un volume de production important. Le calcul ex post démontrera les effets expansionnistes d'un calcul ex ante optimiste quoique, peut-être, en partie aventuré.

Ainsi, par la prévision que comporte le calcul ex ante, la considération du temps entre pleinement dans la décision de l'entrepreneur et donc dans la détermination de l'équilibre. Non seulement la prise en considération du futur agit sur les déterminations présentes, mais encore le cours de l'activité économique est largement influencé par la spéculation relative au temps.

On savait déjà, par les travaux d'Albert Aftalion déjà mentionnés, que la prévision de la valeur future de la monnaie tendait à déterminer celle-ci. L'observation présente est encore plus large; la prévision des conditions de l'équilibre tend à déterminer celui-ci.

Cette explication réalise un transfert de la considération du futur, du plan monétaire au plan de l'équilibre général de l'économie. Il importe de signaler dès maintenant un point sur lequel on reviendra à propos de l'étude de l'équilibre monétaire de Myrdal : le calcul ex post enregistre les résultats acquis à la fin de la période et marque ainsi les différences existantes par rapport aux prévisions du calcul ex ante et permet de dire dans quelle mesure l'activité économique a correspondu à la prévision d'équilibre antérieurement formulée.

++++++ Section III
++++++
++++++ L'équilibre monétaire et les anticipations
++++++

La notion d'équilibre monétaire est présentée pour la première fois par le disciple de Wicksell dont on vient de présenter quelques idées : le professeur Gunnar Myrdal (1).

---

(1) Cf. Gunnar Myrdal : "L'équilibre monétaire", trad. franç. avec une préface de A. Marchal, éd. Médicis, Paris 1950.- Sur l'interprétation de cette pensée difficile à saisir, cf. A. Marchal, "Les principaux courants de la pensée économique suédoise contemporaine", Rev. Econ. Polit., 1947, n° 1. Emile James, Histoire des Théories économiques, pp. 289 et suiv.; Alain Barrère, "Théorie Economique et impulsion keynésienne", pp. 500 et suiv.

Celui-ci estime que cette notion doit permettre de construire une théorie à l'aide de laquelle il sera possible de déceler la tendance du mouvement économique au cours du temps. Il s'agit donc dans son esprit non seulement d'intégrer le temps dans l'explication économique, ce qu'il fait par le calcul ex ante ex post, dont il a déjà été question, mais encore de préparer l'élaboration d'une théorie dynamique plus complète. Celle-ci ne peut être entièrement élaborée pour l'instant; on en est encore à la phase préparatoire.

Gunnar Myrdal va construire sa théorie de l'équilibre monétaire en procédant à une "critique immanente" de Wicksell, indiquant par là qu'il fera progressivement sortir sa théorie d'un examen critique et positif de la théorie de son maître. Il n'estime pas possible de considérer le processus cumulatif comme une déviation issue du dérangement d'un équilibre monétaire. Il est donc amené à délaisser la notion de processus cumulatif et à modifier celle d'équilibre monétaire. Examinons la manière dont il va procéder à l'élaboration de sa propre explication.

++++++
++++++ § 1 - La signification de la théorie de l'équilibre monétaire

Abordée directement, la construction d'une théorie dynamique est, au moment où écrit Myrdal, c'est-à-dire en 1933, une tâche trop ardue. L'étude préalable qui doit conduire à cette élaboration doit avoir pour but de rechercher dans quelle mesure un processus dynamique constituant le mouvement de l'économie peut être décelé dans sa tendance vers la hausse ou vers la baisse. En d'autres termes, comment est-il possible de situer l'orientation vers la hausse ou vers la baisse, du mouvement dynamique de l'activité économique ?

Une tâche première s'impose, celle qui consiste à déterminer les critères selon lesquels il sera possible de reconnaître la tendance de ce mouvement; ce n'est que plus tard qu'on pourra en rechercher les causes.

Pour déterminer le caractère ascendant ou déclinant du mouvement, on peut se placer, estime Myrdal, en certains moments du processus, en certains points du temps. Il importe donc, en premier lieu, de choisir ces points privilégiés permettant de déceler la tendance; puis de confronter l'état de l'activité économique en ces moments privilégiés à un élément de référence

qui permettra de dire dans quel sens la tendance s'oriente. L'élément de référence sera le schéma de l'équilibre monétaire

On note tout de suite la différence entre Myrdal et Wicksell. Pour le second, l'état d'équilibre monétaire est un état concret de l'activité économique qui, lorsqu'il est détruit, donne naissance à une déviation cumulative. Pour Myrdal, l'activité économique serait réglée selon un processus dynamique; il s'agit de déceler l'orientation de ce processus par confrontation avec un schéma abstrait représentant l'état d'équilibre monétaire. De telle sorte que celui-ci n'est pas comme chez Wicksell un état concret, mais un simple instrument d'analyse. Il convient donc de préciser ses éléments constitutifs.

Cette tâche accomplie, il sera possible de dire par comparaison si le mouvement réel est conforme ou non à cette représentation. Dans le premier cas, l'économie sera en état d'équilibre; dans le second elle sera en état de déséquilibre et il importera de savoir si ce déséquilibre est orienté vers la hausse ou vers la baisse.

Il est bien évident qu'entre les deux points du temps choisis pour déceler la tendance, le mouvement économique se produira, c'est-à-dire que des changements interviendront. Il importerait donc, pour retracer le mouvement dynamique, d'étudier le passage d'une situation à une autre. Mais ceci constituerait l'étude proprement dite de la dynamique conçue comme l'analyse d'une séquence de période. Cette tâche est encore trop difficile; il importe simplement pour l'instant de préciser les conditions d'une analyse de période.

Nous sommes ainsi amenés à étudier en premier lieu comment sont choisis les points du temps, en second lieu comment est élaboré le schéma d'équilibre monétaire.

++++++
++++++ § 2 - La détermination des points du temps et le calcul ex ante ex post

La détermination des points critiques où l'on peut se placer pour déceler l'orientation de la tendance, sont le début et la fin de la période. En ces points, seule est possible une analyse instantanée qui constituera la préparation indispensable à l'analyse de période et à l'analyse de séquence qui lui font suite.

Peut-être serait-il possible d'utiliser des périodes extrêmement courtes, de telle manière que des changements ne soient pas enregistrables entre le début et la fin de ladite période. On obtiendrait ainsi une série de séquences stationnaires, ce qui permettrait de simplifier grandement le problème. Mais les données fondamentales seraient profondément déformées, car la caractéristique de la dynamique est de porter sur des changements qui exigent pour se produire un certain délai. C'est la raison pour laquelle Myrdal préfère opter pour un travail à portée plus limitée, mais reposant sur des données beaucoup plus proches de la réalité : à savoir une période de durée suffisante pour voir se dérouler des changements qui seront observés en leur début et en leur fin.

L'analyse instantanée ainsi faite en ces points du temps, portera sur les éléments quantitatifs susceptibles de modifications au cours de l'activité économique. Il s'agira de les évaluer en ces moments privilégiés, afin de déceler par comparaison entre la fin et le début de la période, les modifications d'ordre quantitatif intervenues.

Certains de ces éléments sont privilégiés en ce sens que leur évaluation instantanée est relativement aisée; il s'agira, par exemple, de la valeur en capital des biens de production ou des prix d'offre et de demande. Par contre, le revenu, le produit social, l'épargne, l'investissement, la dépense globale, se présentant sous forme de flux, ne se prêtent qu'à une évaluation périodique et non pas instantanée. Cependant, Myrdal est obligé de les considérer comme susceptibles d'être connus en un point du temps. Mais leur évaluation, pour être suffisamment correcte, doit être faite d'une manière différente selon le point du temps auquel on se situe.

C'est ainsi que lorsqu'on se situe à la fin de la période, les flux de revenu, d'épargne, d'investissement, de dépenses, sont des grandeurs réalisées. Elles sont donc susceptibles d'être connues par un calcul qui fera ressortir l'existence ou la non-existence d'une balance exacte entre certaines grandeurs; par exemple, les valeurs respectives du capital investi et de l'investissement brut. On se livrera pour procéder à cette évaluation de grandeurs réalisées à un calcul ex post.

Au contraire, les éléments qui font l'objet de plans prévisionnels, c'est-à-dire les éléments qui doivent être mis en oeuvre au début de la période pour promouvoir le processus dynamique, seront connus par un calcul prévisionnel, c'est-à-dire par un calcul ex ante.

Gunnar Myrdal fait remarquer qu'au début de la période, il peut exister une tendance ex ante à la disparité entre l'épargne et l'investissement, qui se résorbera au cours du mouvement constituant le contenu de la période, de telle manière qu'à la fin de celle-ci on pourra, par le calcul ex post, enregistrer une balance de la valeur du capital effectivement investi et de la valeur de l'investissement brut.

Le problème que Myrdal veut alors résoudre est le suivant: il s'agit d'expliquer la manière dont la tendance ex ante à la disparité entre l'épargne et l'investissement peut se traduire à la fin de la période par une égalité ex post de ces deux éléments.

La raison fondamentale indiquée par lui est celle de l'existence de gains et de pertes imprévus, c'est-à-dire d'éléments qui n'ont pas été introduits dans le calcul ex ante mais qui, amenés par les événements marquant le déroulement de la période, s'introduisent dans les grandeurs en mouvement. Il est ainsi conduit à réexaminer la notion d'équilibre monétaire que Wicksell n'avait qu'imparfaitement dégagée. S'il parvient à préciser les quantités statistiquement mesurables et observables qui permettront de situer le processus dynamique en des points particuliers du temps, il pourra dire si, en ces points, l'équilibre monétaire est ou n'est pas réalisé et si, par conséquent, le mouvement économique constitue, par rapport à ce schéma abstrait, une tendance déséquilibrée vers la hausse ou vers la baisse.

++++++
++++++ § 3 - Le schéma d'équilibre monétaire

Il convient donc de préciser les exigences auxquelles doivent satisfaire certaines grandeurs caractéristiques pour que soit établi un état correspondant au schéma abstrait d'équilibre monétaire. Les exigences ainsi formulées montrent que trois conditions doivent être remplies pour que l'équilibre monétaire existe. Elles intéressent le rendement du capital réel, le marché du capital, le marché des biens de consommation.

A)- Le rendement du capital réel et le profit d'équilibre

Pour Wicksell, la première condition de l'équilibre monétaire était l'égalité du taux monétaire et du taux réel d'intérêt, c'est-à-dire l'égalite du taux monétaire et du taux d'accroissement marginal de la productivité physique du capital.

Myrdal conserve cette proposition; mais il la perfectionne en remplaçant le concept de taux naturel, c'est-à-dire de taux de productivité physique du capital, par le taux de productivité mesuré en unités monétaires. Il obtient ainsi ce qu'il appelle le rendement du capital réel. Par là il relie la théorie de la monnaie au processus de formation du prix, les deux taux étant désormais comparables puisque tous deux exprimés en monnaie.

L'égalité des deux taux, qui est la première condition d'équilibre monétaire, exprime que le profit est égal à zéro puisque le taux monétaire exprimant le coût du capital montre que celui-ci est égal au taux (en monnaie) qui exprime le rendement.

Mais il s'agit de calculer le rendement du capital réel et c'est là que Myrdal va commencer à utiliser la notion de "points du temps". A la fin de la période, le rendement est évalué d'après les revenus et les coûts qui seront effectivement apparus au cours de la période. Au début, le rendement est calculé par rapport aux revenus et aux coûts, tels qu'ils sont déterminés par des anticipations. C'est ce calcul ex ante qui incite les entrepreneurs à mettre en oeuvre un programme déterminé de production. Le rendement du capital réel apparaît alors comme étant le rapport entre le produit net d'un bien capital déterminé et sa valeur en capital.

Il est bien évident qu'à la fin de la période, le rendement évalué à l'aide du calcul ex post fournira un résultat fort probablement différent de celui qu'avait fourni le calcul ex ante, des changements étant intervenus en effet entre les deux points du temps. Cette différence entre le calcul ex ante et le calcul ex post, se traduira par des gains et des pertes qui n'avaient pas été prévue au début de la période et qui résultent notamment des changements de prix.

Trois sortes de gains et de pertes imprévus sont distingués par Myrdal : les gains et les pertes de capital provenant des changements de prix susceptibles de déterminer des variations dans la valeur du capital; les gains et les pertes de coûts et de revenus provenant des changements dans les prix de vente de la production; enfin, les gains et les pertes d'investissement.

Au moment où les entrepreneurs formulent le calcul ex ante pour déterminer le rendement prévu du capital, leur calcul repose sur le capital qu'ils désirent créer au cours de la pério-

de de production. Le taux de rentabilité attendu est donc le taux de rendement des investissements projetés. Le coût qu'ils prennent en considération est celui de la reproduction du capital réel existant au début de la période. De telle sorte que le profit attendu par les entrepreneurs, - qui correspond pour Wicksell à la différence entre le taux naturel et le taux monétaire - peut être représenté par la marge existant entre la valeur de capital et le coût de production de l'investissement réel projeté.

Il est fort difficile de calculer ces différents éléments et Myrdal est obligé de procéder en ce point de sa démonstration à une simplification. Celle-ci consiste à considérer que la première condition d'équilibre monétaire peut être formulée de la manière suivante : la valeur de capital et le coût de reproduction du capital existant doivent être égaux. Cette proposition est substituée à l'égalité que Wicksell proposait entre le taux naturel et le taux monétaire d'intérêt.

Quelle est la signification de la première condition de Myrdal ? L'égalité entre la valeur de capital et le coût de reproduction du capital réel existant, traduit un profit égal à zéro et indique, en conséquence, qu'il ne doit pas se produire de nouveaux investissements. Peut-on admettre pareille proposition ?

Elle est admissible lorsque l'équilibre monétaire que l'on considère est, en fait, inclus dans un état caractérisé par l'absence de changements, c'est-à-dire dans un état stationnaire. Mais il faut bien reconnaître qu'un profit égal à zéro, c'est-à-dire une marge de profit nulle, ne peut servir à déterminer un équilibre monétaire inclus dans un processus dynamique, puisque celui-ci se caractérise entre choses par des investissements nouveaux.

Aussi faut-il en arriver à admettre que le critère de la première condition de l'équilibre monétaire est légèrement différent ; c'est l'existence d'une marge de profit suffisante pour que l'investissement réalisé soit de nature à établir un équilibre conforme aux exigences de la seconde condition de l'équilibre monétaire. Ceci revient à dire que la première condition d'équilibre ne peut être déterminée que par rapport à la deuxième.

Il s'agit alors de savoir quelles sont les causes qui déterminent le volume de l'investissement, volume essentiellement changeant dans un état dynamique. Ceci conduit à dire que

c'est en fonction de l'équilibre du marché du capital (où sont en présence l'offre et la demande d'épargne), que peut se déterminer l'équilibre du profit. On en arrive ainsi à la deuxième condition d'équilibre monétaire.

B) L'égalité entre l'épargne et l'investissement

On sait que pour Wicksell, la seconde condition de l'équilibre monétaire était réalisée lorsque le taux normal d'intérêt apparaissait sur le marché, c'est-à-dire lorsque le taux monétaire et le taux réel s'égalisent, l'offre et la demande d'épargne se balançaient sur le marché des capitaux. Myrdal va approfondir cette proposition.

Il estime qu'en un moment du temps, on peut observer soit une égalité, soit une inégalité, entre l'épargne et l'investissement. La seconde condition de l'équilibre monétaire exprime alors que, en cas d'égalité entre ces deux grandeurs, le système des prix est en état d'équilibre, alors qu'en cas d'inégalité les prix sont orientés vers la hausse ou vers la baisse, "mus par une force d'impulsion déterminée par le signe et la grandeur de la différence" (1).

Quel est pour Myrdal le sens de l'égalité entre l'épargne et l'investissement ? Au début d'une période, l'accroissement de l'épargne peut s'accommoder d'une stabilité ou d'une diminution de l'investissement, auquel cas les entrepreneurs ont anticipé une stabilité ou une baisse des profits. Mais à la fin de la période, le calcul ex post montrera une égalité entre l'épargne et l'investissement, obtenue par le jeu des gains et des pertes imprévus.

Si, au début de la période, l'épargne dépasse l'investissement, l'égalisation apparaîtra à la fin, non par suite d'un accroissement de l'investissement, mais parce que seront déduites du revenu global anticipé les pertes que l'entrepreneur n'avait pas prévues. Ces pertes seront imputées sur la fraction du revenu qui n'aura pas été consommée et qui constitue l'épargne. C'est donc par réduction de l'épargne que se réalisera l'égalisation.

---

(1) Gunnar Myrdal : "L'équilibre monétaire", p. 95.

On peut alors comprendre la seconde condition d'équilibre, qui aboutit à la question suivante : comment le calcul ex post permet-il de savoir si l'équilibre monétaire a existé au cours d'une période ou si, au contraire, le système a été au cours de cette période caractérisé par un déséquilibre dynamique, orienté vers la hausse ou vers la baisse. Dans ce cas, quelle a été la puissance de la tendance à la déviation ?

La réponse à cette question peut être obtenue de la manière suivante : on doit éliminer de la balance ex post les éléments qui comblent le déséquilibre ex ante vers la hausse ou la baisseet qui ne figurent pas dans ce calcul ex ante.

Quels sont ces éléments ? Ce sont les gains ou pertes de revenus et de coûts, et la portion des gains et pertes d'investissement qui consiste en une différence entre le coût de production anticipé du capital réel et le coût effectivement réalisé (1). Lorsque le mouvement est orienté vers la contraction, on enregistre une valeur négative des gains ou pertes de revenus et de coûts et une valeur positive des gains et pertes d'investissement; mais la sommation algébrique de ces deux éléments est négative. Lorsque la tendance est orientée vers l'expansion, on enregistre un résultat contraire.

Quelle est la signification de cette sommation ? Elle exprime l'intensité de la déviation du mouvement dynamique par rapport à l'état d'équilibre monétaire. Si la sommation des gains et des pertes est égale à zéro, l'activité économique a été au cours de la période en situation d'équilibre monétaire.

Quels sont donc les résultats ainsi obtenus par la considération de la deuxième condition d'équilibre monétaire ? Ce sont les suivants : le calcul ex ante a exprimé les tendances au début de la période telles qu'elles sont déterminées par les anticipations; le calcul ex post a exprimé les tendances à la fin de la période telles qu'elles sont exprimées par les résultats. La différence entre ces deux calculs traduit les changements dynamiques qui se sont manifestés eu égard aux anticipations, par le déroulement de l'activité économique au cours de la période, de telle manière qu'un équilibre ex post soit réalisé.

---

(1) Myrdal : "Equilibre monétaire", p. 125, et : A. Barrère : "Théorie économique et impulsion keynésienne, pp. 514 et s.

Le rattachement des deux premières conditions d'équilibre monétaire se manifeste ici; le taux monétaire d'intérêt dépend des conditions de crédit et commande les variations de valeur du capital, c'est-à-dire qu'il est à la base de la détermination des anticipations relatives au profit, qui elles-mêmes commandent le volume de l'investissement. Le taux monétaire de l'intérêt gouverne donc le montant de l'investissement susceptible de réaliser l'égalité de l'épargne et de l'investissement qui traduit l'équilibre du marché du capital.

Donc, la seconde condition de l'équilibre monétaire est qu'il doit exister un équilibre sur le marché du capital, équilibre exprimé par l'égalité de l'épargne et de l'investissement. C'est cette égalité qui deviendra dans l'oeuvre de Keynes un élément fondamental de la détermination de l'équilibre de période.

C) La stabilité du niveau des prix

Cette troisième condition présentée par Wicksell n'avait jamais été convenablement éclaircie. Myrdal en arrive pratiquement à l'abandonner car il estime que l'état d'équilibre monétaire est indépendant du mouvement général des prix. En effet, l'état d'équilibre monétaire ne fait que reproduire certaines relations spécifiques réelles ou anticipées, concernant un certain nombre de prix : prix du capital réel et des moyens de production entrant dans le coût de production de ce capital, relations entre le coût de l'entreprise et le prix des produits finis, etc... De telle sorte que dans la conception de Myrdal, l'équilibre monétaire repose sur des relations spécifiques de prix privilégiés, mais il ne détermine pas le niveau des prix.

Les mouvements de prix privilégiés doivent être parallèles; cela suffit pour que les relations spécifiques subsistent et que l'équilibre monétaire soit considéré comme réalisé. De telle sorte que l'équilibre monétaire peut parfaitement se maintenir au cours d'un processus caractérisé par une hausse ou une baisse des prix pourvu que les relations spécifiques soient elles-mêmes maintenues.

Cependant Myrdal retient de la troisième condition proposée par Wicksell l'élément suivant : l'équilibre monétaire "requiert la valeur la plus stable possible d'un niveau de prix, pondéré selon la rigidité des prix et leur importance

pour l'investissement (1).

D) Le jeu des trois conditions de l'équilibre monétaire

Les trois conditions de l'équilibre monétaire vont jouer successivement d'une manière qui peut être présentée schématiquement de la façon suivante : le taux naturel qui, chez Wicksell, correspondait à la productivité physique du capital, est remplacé par le taux exprimant le rendement en valeur du capital. On obtient ainsi le rapport entre le produit net du bien capital et sa valeur en capital. Dans l'état d'équilibre, le taux monétaire d'intérêt est égal au rendement attendu des investissements que l'entrepreneur se propose d'effectuer, c'est-à-dire égal à la prévision de la productivité en valeur du capital. Dans une situation dynamique d'expansion, la productivité en valeur du capital est supérieure au taux de l'intérêt; un profit apparaît.

A une épargne en voie d'accroissement peut correspondre une stabilité de l'investissement si le profit demeure identique, car rien n'incite alors l'entrepreneur à investir davantage. Mais en réalité, pour discuter de l'épargne et de l'investissement, il faut utiliser le calcul ex ante ex post : ex ante, l'entrepreneur escompte la productivité du capital qu'il va utiliser et c'est en fonction de ce rendement attendu qu'il va fixer le volume de son investissement; ex post, l'entrepreneur comptabilise les résultats. En fonction de l'incertitude propre à toute prévision, il est fort probable que le résultat acquis ne correspondra pas au résultat attendu.

Il n'en demeure pas moins que l'activité économique aura été déterminée par le calcul ex ante. Mais quant au calcul ex post, il fera apparaître des gains ou des pertes qui n'avaient pas été prévus; ces gains ou ces pertes peuvent concerner :

1°) le capital, car la valeur de celui-ci augmente ou diminue au gré des anticipations;

2°) les revenus ou les coûts, selon que ces revenus ou ces coûts auront ou n'auront pas été réalisés conformément à l'état de prévision;

---

(1) "Equilibre monétaire", p. 153.

3°) <u>l'investissement</u>, selon que les capitaux nouvellement créés ont une valeur supérieure ou inférieure à leur coût de production.

C'est en fonction des gains ou des pertes de revenus, de coûts et d'investissement, que se réalise l'égalité ex post entre l'épargne et l'investissement. Si le calcul ex ante prévoit une épargne supérieure à l'investissement, l'équilibre se réalisera ex post, non par un accroissement d'investissement mais par une diminution de l'épargne provenant d'une diminution ex post du revenu provoquée par les pertes imprévues.

Ainsi est corrigée la formule de Wicksell concernant l'épargne et l'investissement; dans une période d'essor, les gains de revenu excèdent les pertes et si la consommation demeure stable l'épargne ex post est supérieure à l'épargne ex ante. Dans une période de contraction, les pertes de revenu excèdent les gains et l'investissement ex post est supérieur à l'épargne ex ante. Quant aux investissements, ils remplissent un rôle identique, mais varient en sens opposé aux gains de revenus.

Myrdal joue ainsi de l'épargne et de l'investissement en comblant les différences qui se produisent entre eux, ex ante et ex post, par les gains et les pertes imprévus. Ainsi la considération du futur entre dans les déterminations du moment présent. Enfin, il n'y a pas de lien nécessaire entre le niveau général des prix et l'équilibre monétaire; celui-ci dépend des anticipations et non des prix, et le niveau général des prix est une résultante de l'équilibre monétaire plutôt qu'une condition de celui-ci.

++++++
++++++ § 4 - Le bilan de la tentative de Myrdal

Myrdal donne le rôle essentiel dans la détermination de l'équilibre monétaire à l'égalité de l'épargne et de l'investissement, réalisée à travers les gains et les pertes de capital, de revenu, de coût et d'investissement, sous l'influence du taux normal d'intérêt. Il est bien évident qu'ainsi s'est trouvée placée au premier plan la question des relations entre l'épargne et l'investissement qui sera reprise par Keynes avec une ampleur qui sera montrée plus loin.

Myrdal détermine donc les conditions d'un équilibre très particulier, mais il n'a pas pour autant expliqué le mouvement

dynamique. En effet, se plaçant uniquement en des points du temps, il montre les différences qui peuvent se produire en certains points du processus dynamique entre l'épargne et l'investissement. Il explique comment l'égalité ou l'inégalité de ces deux grandeurs au début de la période, anime la tendance à investir, provoquant une stabilité ou une déviation à la hausse ou à la baisse, à l'expansion ou à la contraction. Mais il ne donne aucun renseignement sur la manière dont se produisent les changements au cours de la période.

En conséquence, la préparation de la dynamique tentée par Myrdal consiste à proposer une méthode de confrontation de la tendance en certains moments du temps et un schéma abstrait d'équilibre monétaire. Mais les relations entre l'épargne et l'investissement ne sont pas placées dans une perspective dynamique, ce qui aurait permis d'expliquer le processus des déviations au lieu de fournir simplement le moyen de l'identifier.

En d'autres termes, ce qui manque à la théorie de Myrdal, c'est une étude du mouvement entre les points du temps; une étude du déroulement concret au cours de la période. Gunnar Myrdal l'a d'ailleurs expressément reconnu; sa méthode permet de déterminer les tendances en certains points mais non pas d'expliquer le déroulement de celles-ci.

Il a par ailleurs montré comment les calculs ex ante ex post, permettaient de souligner l'importance des anticipations, intégrant le temps, et comment l'examen du résultat pouvait exprimer les changements que celui-ci apporte. Sa théorie est non seulement une étape préparatoire à la dynamique, mais encore une formulation imparfaite de la réalisation de l'équilibre de période. C'est dans cette perspective que Keynes se placera pour exprimer les conditions de réalisation de l'équilibre au cours de périodes différentes, sans parvenir pour autant à expliquer le passage de l'équilibre d'une période à l'équilibre d'une autre période.

Les théories de l'Ecole suédoise annoncent ainsi la théorie de Keynes; celui-ci les reprendra pour, les associant à d'autres éléments, réaliser un progrès de la recherche par voie de synthèse.

++++++ Chapitre III
++++++
++++++
++++++ L'ANALYSE DES DESEQUILIBRES CONJONCTURELS
++++++

La révision de l'analyse qui vient d'être examinée, a été la suite d'une prise de conscience des imperfections de la théorie économique telle que les néo-classiques l'avaient élaborée. Elle a consisté à corriger les insuffisances de l'explication de l'équilibre; on va poursuivre le travail ainsi entrepris, en posant la question de la signification même d'une théorie de l'équilibre ainsi conçue.

En effet, la théorie classique et néo-classique ne faisait qu'une place accidentelle aux déséquilibres, alors qu'à partir de la première guerre mondiale l'activité économique allait être profondément marquée par des déséquilibres importants. La confrontation de l'explication théorique et de la réalité allait conduire à de nouvelles interrogations; la recherche économique ne pouvait demeurer indifférente aux questions ainsi posées; elle allait recevoir de ces nouvelles interrogations une orientation nouvelle. Désormais, les notions provoquant la diminution du bien-être, la nécessité de compenser, de rétablir, voire de diriger l'équilibre économique, allaient s'imposer aux recherches et prendre la place jusque-là réservée aux concepts d'ajustements automatiques, de concurrence parfaite, de maximum de satisfaction, de stabilité, d'activité spontanée...

Il en résulte une impression de dispersion, voire même d'éparpillement de la recherche. Devant cette multiplicité de questions nouvellement posées, l'effort scientifique va prendre en effet des directions, non pas divergentes mais différentes, préparant ainsi les éléments d'une synthèse qui devra tôt ou tard intervenir.

Nous allons essayer de retracer brièvement l'évolution de la théorie économique aux prises avec les déséquilibres et avec les nouvelles interrogations qu'ils ont posées, en suivant les trois points qui viennent d'être indiqués, c'est-à-dire la théorie consacrée à la notion de crise, puis celle qui est consacrée à la notion de cycle, et enfin celle qui a présenté une interprétation des déséquilibres.

Il convient de noter cependant que cette troisième manière n'a pas abouti complètement dans le cadre de la reconstruction néo-classique à une explication pleinement satisfaisante, la théorie keynésienne ayant en effet reposé le problème en termes nouveaux.

++++++ Section I
++++++
++++++ Les théories des crises.
++++++

Bien qu'une classification présente toujours un caractère arbitraire et que celui-ci soit particulièrement accusé lorsqu'il s'agit de regrouper autour de quelques notions des explications aussi nombreuses et variées que celles qui font l'objet de la présente étude, on présentera ces théories en distinguant l'explication des crises par la sous-consommation, et par les phénomènes d'ordre monétaire, étant précisé que cette deuxième catégorie prépare déjà la théorie du cycle.

++++++
++++++ § 1 – Les théories de la sous-consommation

Ainsi qu'il vient d'être indiqué, c'est dans les phénomènes de sous-consommation que fut recherchée d'abord l'explication des crises, l'insuffisance de consommation ne permettant pas d'absorber toute la production. L'origine en est située dans les positions que prirent Malthus et Sismondi; le premier ayant signalé – sans prétendre expliquer un phénomène encore méconnu – les inconvénients que pouvait présenter l'excès d'épargne, le second, insistant sur l'insuffisance de la rémunération ouvrière. En réalité, Jean-Baptiste Say avait répliqué par avance aux arguments que l'on pourrait formuler pour expliquer les crises. En effet, la loi des débouchés énonçait que tout ce qui est épargné est consommé, l'épargne n'étant qu'un déplacement de la consommation. Mais l'expérience montrait qu'il n'en était pas toujours ainsi et si l'on avait suivi les propositions de Malthus, on se serait aperçu que Jean-Baptiste Say avait formulé une loi beaucoup trop simple. Il faudra attendre Keynes pour qu'elle puisse être remise en question.

A) La spoliation des salariés

Quant à Karl Marx et aux socialistes, ils avaient repris une partie de la thèse de Sismondi, insistant sur la spoliation dont les travailleurs seraient victimes du fait du prélèvement de la plus-value par l'entrepreneur.

Cette thèse, trop souvent dédaignée par les classiques, fut développée par la pensée socialiste; elle a trouvé, aujourd'hui encore, un certain nombre d'interprètes.

On peut regrouper autour de trois points les différentes variantes de la théorie de la sous-consommation, étant entendu qu'elles sont toutes tributaires d'une notion commune : l'insuffisance de la part du revenu affectée aux achats de biens de consommation.

B) Le décalage entre production et consommation

La première variante exprime l'opinion selon laquelle, en certaines circonstances, la production dépasserait la capacité de consommation, cet excès pouvant être dû à un progrès rapide de la production, non assorti d'une amélioration du système de distribution permettant le développement de la dépense. La solvabilité des consommateurs demeurerait en retard par rapport à l'augmentation de la quantité de biens offerts sur les marchés. En réalité, cette thèse ne saurait être retenue, les constatations statistiques n'ayant jamais pu en prouver l'authenticité. Elle n'est guère d'ailleurs admise aujourd'hui.

C) La stérilisation du pouvoir d'achat

La seconde variante insiste sur le fait que dans certaines circonstances on assiste à une stérilisation d'une partie du pouvoir d'achat qui n'alimente pas la demande pour la consommation d'une manière suffisante et ne permet donc pas la reconstitution du revenu au niveau antérieur.

Sous une autre forme, on pourrait dire qu'il y a diminution de la vitesse de transformation de la monnaie en revenus, par suite d'une thésaurisation trop importante. C'est la théorie de l'excès d'épargne qui a été illustrée par des auteurs tels que Hobson, Foster et Catchings. On peut rattacher à cette opinion celle qui insiste sur les retards d'adaptation des salaires par rapport aux prix en hausse. De toute manière, l'insuffisance de l'achat de consommation provoquerait à un moment donné une déflation et une crise.

D) La baisse du pouvoir d'achat

Une troisième conception indique que l'économie serait animée d'une tendance de longue période à un accroissement de la production réalisée par une meilleure productivité. Il en résulterait une baisse des prix accompagnée d'une baisse des revenus, laquelle ne pourrait être enrayée que si l'on procédait à des injections de monnaie pour maintenir la stabilité des prix, cette stabilité devant dégager un pouvoir d'achat suffisant pour absorber la production croissante. On n'a pas manqué de faire remarquer que cette baisse des prix devait normalement être due à une baisse du coût, ce qui par conséquent maintiendrait le pouvoir d'achat au niveau suffisant pour absorber une même quantité de marchandises à un prix en baisse.

Les théories de la sous-consommation présentent ainsi des arguments assez critiquables; elles se trouvent de plus devant l'impossibilité d'expliquer un certain nombre de phénomènes. En particulier elles n'ont pu présenter une interprétation de la reprise, c'est-à-dire expliquer comment la tendance à la baisse peut, à un moment donné, se renverser pour donner naissance à une nouvelle période de prospérité.

Aussi, les théories de la sous-consommation ne sont-elles acceptables que dans le cadre d'une théorie plus générale se donnant pour mission de critiquer le capitalisme, à condition bien entendu que le cadre général de cette théorie puisse être accepté. En somme, du point de vue logique, la théorie de la sous-consommation n'est guère concevable que dans le cadre de la théorie marxiste; c'est alors la validité même de l'ensemble du marxisme qui est en cause. Nous avons vu déjà ce qu'il fallait en penser. Aussi n'insisterons-nous pas davantage sur les théories de la sous-consommation.

++++++
++++++ § 2 - Les théories d'ordre monétaire

Avec ces théories, sans abandonner la notion de crise proprement dite, on se rapproche de la notion de cycle. On dit même souvent que la théorie de R.G. Hawtrey est une interprétation du cycle du crédit. Mais cependant, étant donné la difficulté rencontrée par les théories d'ordre monétaire pour expliquer la périodicité, il semble logique de les rattacher aux théories des crises, bien qu'on puisse les considérer parfois comme étant une sorte de transition entre celles-ci et les théories du cycle.

A) L'action amplificatrice du crédit

Le point de départ de l'explication est le suivant : la monnaie et le crédit jouent un rôle si important dans l'économie moderne qu'il est à présumer qu'ils jouent également un rôle prépondérant dans les phases de prospérité et de dépression que traverse cette économie. Il est en effet facile de montrer que monnaie et crédit exercent une action amplificatrice selon que la production augmente ou diminue. L'activité du système bancaire se développe considérablement avec la prospérité alors qu'elle se contracte en période de dépression.

Comme la monnaie et le crédit se prêtent d'une manière très nette en raison de leur plasticité à des expansions ou à des resserrements, ils sont de nature à amplifier, à précipiter, à soutenir comme à freiner les mouvements que connaît l'activité économique. C'est ainsi que le crédit peut faciliter l'expansion de la production lorsque son abondance permet d'anticiper les progrès de celle-ci.

En sens inverse, le crédit sera de nature à freiner et même à contrarier le mouvement de la production si la politique bancaire atténue son concours, rend plus difficile l'octroi de fonds et surtout si, par une action brutale, elle suspend le secours qu'elle apportait aux entreprises.

La politique bancaire peut très aisément arrêter l'expansion par la suspension ou simplement par le resserrement du crédit, ce qui permet d'expliquer la naissance de phénomènes soudains et brutaux qui constituent la crise proprement dite. En somme, la politique du crédit permet de modifier le rythme de l'activité économique; elle rend possible par son expansion une impulsion donnée à la production comme elle permet d'expliquer que la contraction ou le resserrement du secours accordé par les banques, arrête le rythme de cette production.

Cependant, il est fort difficile à cette théorie de rendre compte de la périodicité des crises et de l'alternance quasi régulière de la prospérité et de la dépression. Il faut avoir recours, pour expliquer la crise, à l'intervention d'un élément extérieur : l'autorité monétaire. Sans doute peut-on dire que celle-ci prenant peur devant une expansion trop rapide resserre soudainement le crédit, provoquant ainsi le phénomène qu'elle veut éviter; mais c'est alors imputer aux autorités monétaires à la fois un manque de sang-froid et une grande maladresse.

Par ailleurs, cette théorie suppose que la crise a une origine monétaire et a toujours pareille origine. Elle suppose encore que l'expansion pourrait se prolonger indéfiniment si le système bancaire avait suffisamment d'adresse ou de courage pour assurer une expansion continue du crédit.

Ces différentes positions ne paraissent pas raisonnables. Aussi les théories purement monétaires ne sont-elles pas susceptibles de fournir une explication des crises. Elles ont cependant réalisé un apport appréciable : la connaissance précise du processus d'expansion et de contraction de la production appuyé sur l'aide que lui apporte le système bancaire.

B) La sur-capitalisation d'origine monétaire.

On peut joindre au groupe de théories qui vient d'être exposé, l'explication selon laquelle les crises seraient dues à un excès de production des biens capitaux, provoqué par une politique trop généreuse du système bancaire. Le crédit a, comme il vient d'être dit, un effet expansionniste indéniable; il est accordé d'autant plus aisément que le système bancaire voit s'ouvrir devant lui des perspectives intéressantes de profit. Dans les périodes d'expansion, la montée des prix fait apparaître une hausse du rendement du capital, de telle sorte que l'octroi de crédits en vue de la production de biens capitaux apparaît profitable. Aussi les banques seraient-elles incitées à soutenir l'investissement, fournissant pour cela avec une grande générosité les capitaux nécessaires.

Le crédit expansionniste serait ainsi un élément suscitant une formation exagérée du capital. Lorsque la production serait devenue trop abondante, elle entraînerait une baisse des prix des biens de consommation qui, faisant apparaître une diminution du rendement du capital, provoquerait une sorte de panique des banques, lesquelles suspendraient les octrois de crédit, entraînant un renversement de la tendance.

A quelques variantes près, cette explication se trouve chez des auteurs aux préoccupations générales par ailleurs très différentes. On peut citer Wicksell, Hayek, Machlup, Mises, Röpke, Strigl, Robbins, etc...

Cette position a le mérite de montrer le rôle expansionniste et déflationniste que peut jouer le crédit, mais elle a, comme la précédente, l'inconvénient de laisser penser que celui-ci pourrait être la cause unique de la crise, ce qui paraît

difficile à admettre. Aussi a-t-on cherché à expliquer à la fois le rôle des différents facteurs pouvant conjuguer leurs effets et une explication de la continuité du mouvement à travers les variations vers la hausse et vers la baisse.

La difficulté d'expliquer une rupture brutale vers la baisse sans pouvoir rendre compte du renversement de tendance vers la hausse, devait inciter les auteurs à expliquer le phénomène des crises en l'intégrant dans un mouvement général comportant des alternances de hausse et de baisse, séparées par des crises et des reprises. Le cycle faisait ainsi normalement son apparition comme susceptible de constituer une explication plus satisfaisante.

++++++ Section II
++++++
++++++ La théorie des cycles
++++++

La théorie des cycles comporte elle aussi de nombreuses variantes. Déjà la théorie de Hawtrey et la théorie de la surcapitalisation d'origine monétaire orientent la pensée économique vers la notion de cycle, mais celle-ci a trouvé sa première formulation complète en faisant appel à ce que certains auteurs ont appelé depuis les éléments exogènes.

Il a paru en effet plus facile de rechercher hors du domaine économique, des éléments susceptibles d'expliquer une périodicité régulière. C'est donc la considération de facteurs exogènes qui a d'abord été invoquée. Mais bien vite on s'est aperçu que la régularité de l'alternance pouvait être expliquée des des phénomènes endogènes propres aux conditions dans lesquelles se déroule le processus économique. Ainsi font leur apparition les théories qui placent dans les variations de la production agricole l'origine du cycle et celles qui la situent dans le secteur de la production des biens capitaux.

++++++
++++++ § 1 - La théorie des variations de la production agricole.

D'après les auteurs qui se réclament de cette conception, l'examen des statistiques révèle le caractère changeant de la

production agricole, laquelle connaîtrait des phases successives d'expansion et de contraction. On pourrait ainsi expliquer directement la périodicité du cycle général car il suffirait d'établir un lien entre l'alternance d'accroissement et de diminution de la production agricole et le mouvement de prospérité et de dépression animant l'ensemble de l'activité économique.

Stanley Jevons s'est efforcé d'expliquer la cause des variations de la production agricole et il l'a située dans des phénomènes d'ordre cosmique et météorologique. Il prétend qu'une concordance existe entre l'évolution des taches solaires et l'évolution des conditions météorologiques qui gouvernent l'importance des récoltes. Celles-ci provoqueraient une série de déséquilibres des prix des produits agricoles qui se répercuteraient sur l'activité économique générale.

Henry Ludwel Moore a insisté sur les variations de la production de l'agriculture, sans faire appel à une explication aussi lointaine que celle à laquelle se réfère Jevons.

D'ailleurs, entre les différents auteurs, des divergences notables doivent être relevées quant à la durée des cycles. Certains leur donneraient la dimension approximative d'une décade. D'autres, au contraire, ne les créditent que d'une durée de quatre à cinq ans, et ceci suffit déjà à créer quelque doute quant à la validité de cette explication. Cependant, il est indéniable que ces théories ont souligné un certain nombre de liaisons entre les fluctuations des récoltes et le niveau de l'activité industrielle. On peut citer notamment les explications de Pigou et Robertson.

Les fluctuations des récoltes réagiraient sur l'activité industrielle de différentes manières : variations dans le volume et les prix des matières premières d'origine agricole utilisées par l'industrie; changements dans les prix des produits alimentaires, donc dans le pouvoir d'achat des agriculteurs avec répercussion sur l'investissement et l'épargne. De même, des mouvements de main-d'oeuvre, des variations de salaires, peuvent être expliqués par les hommes et les mauvaises récoltes.

Ainsi, réagissant sur l'activité industrielle, les variations de la production agricole sont susceptibles de faire naître l'expansion ou la contraction de l'ensemble de l'activité économique. C'est l'apport le plus appréciable réalisé par ce groupe de théories.

++++++
++++++ § 2 - Les théories reposant sur la variation de la production des biens capitaux

Ce groupe de théories, appelées parfois théories de la sur-capitalisation, repose sur le principe suivant : la production des biens capitaux tend, à certains moments, à se développer d'une manière excessive par rapport à la demande actuelle des biens de consommation, de telle sorte que le volume de l'équipement disponible fournit une quantité de biens de consommation supérieure à celle que le marché a la possibilité d'absorber dans l'immédiat. D'où une rupture d'équilibre marquée par la surproduction des biens de consommation, provoquant le ralentissement et même l'arrêt momentané de la production des biens capitaux.

Ces théories insistent donc sur le caractère très sensible des industries produisant l'équipement. Mais de très nombreuses variantes existent et il est assez difficile de présenter une classification absolument rigoureuse de ces théories. D'ailleurs ce n'est pas la classification qui importe ici; il suffira de les regrouper de manière à faire ressortir les explications propres aux principales d'entre elles.

A) Les innovations

Un premier groupe insiste sur les événements qui sont susceptibles de promouvoir un progrès subit, ou tout au moins rapide, de la formation des biens capitaux. On met alors l'accent sur les inventions, sur les progrès de la technique, sur la création de nouveaux débouchés, sur des innovations majeures, phénomènes qui provoquent soit l'apparition de nouveaux instruments de production, soit l'augmentation de la production de types d'équipement déjà connus.

En dépit de divergences appréciables, on peut regrouper les travaux de différents auteurs : Cassel, Robertson, Wicksell, Tougan-Baranowsky, Alvin Hansen, Spiethoff, et quoique ayant une position très particulière, Joseph Schumpeter qui, on le sait, a présenté sa théorie de l'entrepreneur mettant en oeuvre les innovations.

De toute manière, ces explications doivent raisonner en admettant que le crédit a la possibilité de se développer suffisamment pour permettre la formation accélérée des biens instrumentaux.

Ce groupe de théories peut aisement trouver dans l'histoire économique les illustrations nécessaires. C'est ainsi que Jean Lescure a pu expliquer le rôle prépondérant joué par des innovations majeures telles la création des chemins de fer, l'apparition de l'automobile, de l'aviation, pour rendre compte de la formation de biens capitaux, cette formation s'effectuant par vagues successives, expliquant ainsi l'apparition des phases de prospérité.

Cependant, il faut bien reconnaître que pareille explication est dans une position difficile pour rendre compte de la régularité dans l'alternance de la prospérité et de la dépression. Il est bien évident que la création d'un réseau ferré, par les immobilisations considérables qu'elle a provoquées, a entraîné des vagues d'expansion; cela suffit-il à rendre compte de la périodicité et de la régularité que suppose toute notion de cycle ? On peut se poser la question .

B) Le principe d'accélération

Un deuxième groupe de théories insiste sur le décalage entre l'augmentation des biens de consommation et l'augmentation rendue nécessaire de la production des biens capitaux. En effet, la production périodique des biens capitaux est fonction, d'une part des exigences de l'amortissement, d'autre part de la quantité de capitaux nouveaux que l'on désire créer. Une augmentation de la demande pour la consommation entraîne la nécessité de mettre en oeuvre de nouveaux biens de production, si l'on suppose le plein emploi de l'équipement réalisé. Il faudra alors procéder à un investissement net afin d'obtenir les nouveaux biens capitaux nécessaires. L'investissement net, s'ajoutant à celui nécessité par l'amortissement, va provoquer une augmentation appréciable de l'investissement global réalisé dans la période.

En d'autres termes, la demande de biens capitaux dérivée d'une augmentation de la demande de consommation produit un effet d'accélération.

Le principe d'accélération a été proposé par Albert Aftalion qui en a tiré des conséquences importantes. Il a été repris de manières diverses par des auteurs tels que Carver, Bounatian, Mitchell, Robertson, etc...

Il explique le développement d'un mouvement ascendant provoqué par la production accélérée des biens capitaux. La pério-

de de prospérité est ainsi alimentée par l'activité qui se déploie dans le secteur de l'investissement. Mais vient un moment où la pénurie de capitaux liquides nécessaires pour financer l'investissement et la pénurie de main-d'oeuvre et de matières premières entraînent un ralentissement, voire un arrêt de cette branche d'activité. Par ailleurs, lorsque les premiers biens capitaux sont mis en service, il se produit une augmentation rapide de la production de biens de consommation qui provoque la baisse des prix.

L'action conjuguée de ces éléments provoque aisément un renversement de tendance. L'activité entre alors dans une période de dépression marquée par la baisse des prix, le ralentissement de la production, le chômage. Lorsque l'excès de biens de consommation commence à se réduire, l'activité économique tend à reprendre et une augmentation de la demande entraîne à nouveau un processus d'accélération, l'économie repart vers une phase de prospérité.

Il est cependant nécessaire de compléter l'explication du mouvement ascendant par d'autres causes. Si le mécanisme de l'accélération peut expliquer la formation du capital, il faut encore tenir compte du secours que les banques doivent apporter. De telle sorte que l'explication de l'accélération doit s'accompagner d'une description des phénomènes monétaires et de crédit susceptible d'expliquer le financement de l'équipement.

Ce groupe de théories a le mérite de rendre compte de faits que l'observation a décelés, à savoir que très souvent c'est dans le secteur des biens de production que commencent à se manifester les renversements de tendance. On peut ainsi aisément situer un ensemble de phénomènes d'expansion et de déflation caractérisant parfaitement le cycle. La théorie est purement endogène puisqu'elle repose sur des phénomènes propres au système économique.

De plus, ces phénomènes étant liés à la technique de la production, doivent normalement se reproduire dans tout système employant du capital technique. Par conséquent. l'interprétation est valable aussi bien pour un système socialiste que pour un système capitaliste.

++++++
++++++
++++++
++++++

Section III

La théorie des déséquilibres généraux

L'analyse économique abordant le phénomène sous l'aspect de déséquilibres généraux se manifestant dans l'activité économique, est amenée à présenter des réponses à la fois diverses et complexes. Elle perd ainsi une partie de son unité; mais elle se rapproche certainement de la réalité. On peut regrouper (avec les réserves précédemment faites sur la valeur de ces regroupements), en deux grandes catégories, les théories des déséquilibres généraux : celle qui explique les déséquilibres par les prix et celle qui les explique par les phénomènes d'ordre psychologique, notamment par les anticipations.

++++++
++++++

§ 1 - Les théories des déséquilibres expliquées par les prix

Certains auteurs estiment que deux types de déséquilibres peuvent faire leur apparition : les déséquilibres verticaux qui se propagent tout au long du processus de production suivant les différents échelons par lesquels passe la fabrication d'un produit; les déséquilibres horizontaux qui, nés dans une branche, se propagent de proche en proche à d'autres branches. Cette classification est plus imagée que significative. Il paraît préférable de distinguer les déséquilibres provoqués par les changements de prix, selon qu'ils sont dus à des événements survenant dans la production, dans la demande ou dans le financement.

A) Les variations de prix nées dans le secteur de la production

Les variations du coût de production sont susceptibles d'amener des déséquilibres importants. En effet, si le coût de production s'élève, comme il est normal, en période de prospérité et baisse en période de dépression, il traduit les variations du rendement de la main-d'oeuvre et de l'outillage. Ces perturbations peuvent être à l'origine de déséquilibres susceptibles de s'étendre de proche en proche à différentes branches de l'activité économique, par la hausse des coûts des facteurs.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'expliquer ainsi l'arrêt de l'expansion et la crise d'où sortirait la dépression, mais de souligner une cause certaine de déséquilibre. On peut également dire, dans le même esprit, que les variations du rendement naissent d'une manière directe, indépendamment des variations du montaut du coût; c'est ainsi que certains auteurs ont avancé qu'en période de prospérité l'appel à une main-d'oeuvre de qualité secondaire, la remise en service d'outillages plus ou moins démodés, se traduisent par des gaspillages et une baisse de la productivité, qui sont à l'origine de déséquilibres dans le processus de production.

Une interprétation très différente mais qui cependant situe les déséquilibres dans le secteur de la production, a été présentée par Albert Aftalion, dont il a déjà été parlé. Cet auteur montre que le processus d'accélération de la production des biens capitaux provoqué par une augmentation de la demande, exige un certain temps pour se réaliser. Plus la demande se fait pressante, plus on aura tendance à développer la production de l'équipement. Mais les biens capitaux ne pourront être obtenus qu'au terme d'un certain délai caractérisé par la longueur de la période nécessaire à leur production. Lorsqu'une fois terminée, ils pourront être mis en service, ils risquent de donner une production subitement accrue et dépassant le volume de la demande qui se manifeste sur le marché.

Albert Aftalion a illustré cette démonstration par l'exemple du fonctionnement du chauffage central ; lorsque la température extérieure baisse, on a tendance à renforcer l'allure de chauffe; mais le réchauffement interne ne se produisant pas immédiatement, on force encore l'allure, jusqu'au moment où les renforcements successifs commençant à se faire sentir, élèvent la température au niveau désiré. Mais ceux-ci produisent bientôt un effet cumulatif qui porte ladite température à un niveau exagéré. On ralentit alors le fonctionnement de l'appareil; mais bientôt on s'aperçoit que la température a baissé d'une manière exagérée et on recommence cette mauvaise adaptation.

De même, l'insuffisance initialement constatée des biens de consommation finit par provoquer une accumulation exagérée de ceux-ci sur le marché, d'où une chute des prix qui ralentit et arrête même la mise en oeuvre de nouveaux biens capitaux. On assiste alors à une série de déséquilibres provoqués par les à-coups successifs enregistrés dans la production des biens capitaux.

B) Les variations de prix nées dans le secteur de la consommation

Les déséquilibres peuvent aussi prendre naissance dans la demande de biens de consommation. On assiste en effet à certains moments à des déplacements subits de la demande émanant des consommateurs; déplacements obéissant à la mode, à des changements dans les goûts, à des variations d'ordre saisonnier, etc... on se trouve alors en présence d'une production qui s'écoule difficilement, qui provoque le ralentissement ou l'arrêt de l'activité de certaines branches par suite de la baisse de la masse des salaires par suite du chômage, donc un déséquilibre dans une branche, qui se propage peu à peu aux branches avec lesquelles la première est en relation d'affaires.

C) Les variations de prix dues au financement

Par contre, on peut assister à un sur-investissement inutile provoqué par une mauvaise connaissance des réactions de la demande supposée supérieure à ce qu'elle est en réalité. Ici encore on se trouve en présence d'explications de déséquilibres susceptibles de revêtir des formes diverses ayant des causes assez variées. Il ne s'agit plus, comme on le voit, d'expliquer le cycle, mais des déséquilibres susceptibles de s'étendre, voire même de se généraliser à l'ensemble de l'économie.

Irving Fisher a montré que des perturbations peuvent naître de la tendance existant dans certaines branches industrielles, à accumuler le volume de leur endettement auprès du système bancaire. Vient un moment où les banques craignant une insolvabilité provoquent, par les mesures qu'elles prennent, une liquidation des engagements.

Par ailleurs, lorsqu'une déflation survient, l'endettement exagéré fait supporter aux entreprises une charge trop lourde; il résulte de ces différentes attitudes des mouvements désordonnés du crédit et de l'argent qui peuvent être à l'origine de variations de prix.

++++++
++++++ § 2 - Les théories des déséquilibres expliqués par les anticipations

On peut regrouper ici les différentes théories qualifiées parfois de psychologiques, qui essaient d'interpréter les désé-

quilibres par les réactions souvent irrationnelles des entrepreneurs. En réalité, ce sont beaucoup moins les réactions mêmes des entrepreneurs qui sont en cause, que la manière dont ces réactions gouvernent les facteurs monétaires ou réels ayant une importance stratégique.

Il convient de remarquer également que ces théories ne méritent le qualificatif de psychologique que parce qu'elles mettent plus que d'autres l'accent sur l'importance de ces réactions. L'entrepreneur travaillant en spéculant sur le futur, est obligé de se livrer à des prévisions pour connaître l'état du marché et fixer son programme de production. Aussi, ses prévisions jouent dans le déroulement de l'activité économique un rôle très important. Keynes, Pigou, Taussig l'ont souligné avec netteté.

Les prévisions concernent aussi bien le prix de vente que le prix de revient, qui ne peuvent être connus de l'entrepreneur au moment où il met en oeuvre son programme de production. Il est donc obligé de raisonner sur des prix et des coûts escomptés. Il doit, par conséquent, faire état de la valeur future de la monnaie, afin de pouvoir estimer non seulement son prix de revient, mais encore le prix qu'il retirera de la vente de sa production sur le marché.

Or, ces estimations relatives à la valeur de la monnaie et aux prix, sont dans une très large mesure, dépendantes de phénomènes que Keynes a appelés conventionnels. Entendons par là, des phénomènes qui dépendent beaucoup moins de facteurs directement appréciables que de la manière dont l'opinion commune les représente. C'est ainsi que l'on peut expliquer les vagues d'optimisme et de pessimisme qui commandent dans une très large mesure la nature des prévisions.

Que cette attitude soit irrationnelle ne change rien au fait qu'elle gouverne de toute manière les décisions que les entrepreneurs prennent actuellement. C'est en fonction de prévisions optimistes ou pessimistes que sont fixés les programmes d'investissement et de production et que, par conséquent, sont provoqués les déséquilibres expansionnistes ou déflationnistes.

Il convient cependant de remarquer que l'opinion des entrepreneurs eu égard à la valeur future de leur production, s'appuie sur un certain nombre d'éléments réels et actuellement estimables : loyer de l'argent, niveau actuel des prix et de la demande, etc... Il n'en reste pas moins que l'incertitude

propre à toute spéculation relative au futur, joue un rôle déterminant et peut se trouver à l'origine de déséquilibres importants.

Cette explication sera d'ailleurs reprise par Keynes dans la "General Theory". Il expliquera, en effet, par les fluctuations du rendement escompté des capitaux et de l'efficacité marginale du capital, les variations de l'investissement et donc les déséquilibres qui peuvent se produire dans le niveau de l'activité économique.

Ainsi, partie d'une notion relativement simple de la crise, l'analyse économique est arrivée, à travers la théorie des cycles, à une notion beaucoup plus compréhensive des déséquilibres économiques, constituant l'essence du mouvement économique général.

++++++ Chapitre IV
++++++
++++++
++++++ L'ANALYSE DES MECANISMES DU MARCHE
++++++

Les travaux des économistes contemporains ne pouvaient ignorer les transformations profondes affectant les structures du marché et la position respective des compétiteurs. L'observation leur révèle que la situation effective s'éloigne de plus en plus de l'hypothèse de concurrence pure et parfaite, et que l'imperfection de la concurrence n'est pas la simple impossibilité d'accéder à un état idéal; elle constitue, en soi, un régime spécifique, ayant sa logique propre.

Par ailleurs l'inégalité de situation et de position des compétiteurs permet à certains de dominer les marchés en exerçant des actions déterminantes et irréversibles. La concurrence imparfaite et l'effet de domination altèrent et même modifient profondément les mécanismes classiques du marché.

++++++ Section I
++++++
++++++ La théorie de la concurrence imparfaite
++++++

L'identification des notions de liberté et de concurrence s'explique par des circonstances historiques.

Jusqu'à la fin du XVIIIème siècle, le régime de réglementation subsistait dans une très large mesure. La Révolution a cru qu'en établissant la liberté de produire et de vendre, on substituait un mécanisme naturel à une réglementation artificielle. Or l'évolution historique a montré l'illusion de cette croyance. Elle a révélé, en premier lieu, que la liberté ne suffisait pas à établir la concurrence, car elle suppose aussi bien le droit de s'associer que de se concurrencer, la recherche du gain pouvant se faire aussi bien par l'entente que par la lutte. Et l'expérience a montré ensuite que la liberté des

producteurs tendait à éliminer dans une large mesure les compétitions exigeant l'effort et entraînant des éliminations.

En second lieu, la concurrence n'exige pas nécessairement la liberté absolue. Elle semble requérir surtout un cadre légal destiné à constituer les conditions permettant le jeu de ladite concurrence. Ce cadre ne peut être établi et maintenu que par la réglementation et l'organisation, comme le montreront les néo-libéraux.

De plus, l'évolution historique a souligné l'importance de deux ordres de phénomènes concernant la situation et l'effet de concurrence.

La situation de concurrence, ou état de concurrence, tend à disparaître de la vie concrète par suite de l'existence de groupements de producteurs et de vendeurs, aussi bien sur le marché des produits que sur le marché des facteurs, marché du travail en particulier. D'autre part, l'existence d'entreprises de grandes dimensions dominant le marché par suite de l'évolution technique ou de l'évolution des méthodes de vente est un obstacle au maintien de l'état de concurrence.

Enfin, l'effet de compétition tend à disparaître de plus en plus par suite de l'inégalité des positions des agents économiques sur le marché. L'effet de compétition est représenté par les conséquences du jeu de la concurrence sur le mécanisme des prix. C'est lui qui ramène automatiquement l'équilibre par un ajustement de forces égales qui se font contrepoids. L'effet de domination qui tend à se substituer à l'effet de compétition marque la conséquence sur le mécanisme des prix de la domination du marché par des groupes de grandes entreprises. Dès lors toute la théorie de l'équilibre appelle une révision (1).

---

(1) Cette révision a été amorcée par Pietro Sraffa, dans un article de l'Economic Jornal, décembre 1926, pp. 535 et suiv., "The laws of returns under competitive conditions". Elle a été poursuivie dans les deux livres fondamentaux de Joan Robinson : "The economics of imperfect competition", Londres, Macmillan, 1935, et de E.H. Chamberlin, "The theory of monopolistic competition", Harvard Univ. Press, 1936, traduction française, Paris, 1956. R. Triffin : "Monopolistic competition and general equilibrium", Harvard Univ. Press., 1940.

On examinera en premier lieu en quoi consiste l'état actuel d'imperfection de la concurrence et quelles sont les conséquences de la concurrence imparfaite.

++++++
++++++ § 1 - L'état actuel d'imperfection de la concurrence

Pour constater l'état d'imperfection de la concurrence, il faut rappeler rapidement les conditions qui doivent être réalisées pour que la concurrence parfaite puisse jouer.

A) Les conditions de la concurrence parfaite

Ces conditions sont au nombre de quatre, qui peuvent être présentées avec des variantes.

On cite en premier lieu l'atomicité de l'offre et de la demande, puis la fluidité permettant l'adaptation facile de l'une à l'autre; elle suppose une liberté de mouvement des éléments constitutifs qui ne doivent subir aucune contrainte relative aux quantités et aux prix; ni contrainte légale, ni contrainte de fait.

La troisième condition est représentée par la publicité des offres et des demandes permettant à chaque co-échangiste de connaître l'état du marché.

Enfin, il convient de joindre l'homogénéité des biens présentés sur le marché, homogénéité comportant l'identité de caractère technique et de caractère subjectif. Le professeur James fait remarquer (1) que l'inégalité n'est pas de soi un obstacle à la réalisation de la concurrence parce qu'elle se rencontre dans toute compétition. Cependant, elle ne doit pas être trop grande, au point d'aboutir à une domination du marché.

B) Le caractère exceptionnel de la réalisation des conditions de la concurrence parfaite.

Ces quatre conditions sont assez rarement réalisées. L'atomicité de l'offre et de la demande est compromise par l'exis-

---

(1) Histoire de la pensée économique au XXème siècle, tome 1, p. 174.

tence des entreprises de grande dimension. Les trusts, les cartels, affirment les caractères monopolistiques de l'économie actuelle. On voit apparaître le monopole bilatéral sur les marchés de matières premières et sur le marché du travail. On a pu dire même que l'atomicité disparaissait sur tous les grands marchés et que l'on voyait apparaître une structure nouvelle avec constitution de monopoles, de monopole bilatéral, de duopole, de polypole et de monopsones, etc... (1).

La condition de fluidité est également de moins en moins satisfaite. En effet, l'adaptation de l'offre et de la demande est de plus en plus entravée par suite des contraintes apportées aux décisions et aux mouvements des offreurs et des demandeurs; on rencontre ainsi des contraintes d'ordre légal ou réglementaire, telles que le rationnement ou la taxation des prix. Il existe également des contraintes conventionnelles résultant d'accords entre personnes ou entreprises et conduisant au boycottage, par exemple.

Les contraintes sociales jouent dans une certaine mesure, telles les préférences ou les ostracismes d'origine idéologique, raciale, nationaliste.

Enfin, les plus importantes peut-être sont les contraintes de fait résultant de situation géographiques, des difficultés de déplacement des travailleurs sur le marché du travail, des obstacles élevés dans les relations internationales, etc...

La publicité des offres et des demandes n'est réalisée que d'une manière très imparfaite pour l'ensemble des marchés. Ce défaut de publicité résulte soit du morcellement des coéchangistes entre plusieurs marchés avec ignorance des cours et des quantités existant sur les marchés voisins, soit de l'inorganisation des marchés qui ne permet plus de porter les cours à la connaissance du public avec une rapidité suffisante. Il existe quelques rares types de marchés sur lesquels la publicité est effective; les bourses de valeurs et les bourses de commerce.

Enfin, la condition d'homogénéité est souvent contrecarrée par l'hétérogénéité des objets mêmes du marché. On peut relever

---

(1) Cf. Jean Marchal : Le mécanisme des prix, 2ème éd. 1948, et Cours d'Economie politique.

fréquemment des différences réelles dans les qualités physiques des marchandises, donnant des satisfactions plus ou moins grandes. On note des différences de présentation, des différences de qualité supposée, et on doit signaler l'importance de la marque de fabrique, de l'emballage, etc... Il en résulte des différences de satisfaction qui font que les marchandises ne sont pas réellement concurrentes les unes des autres.

c) Caractère général de la concurrence imparfaite

En réalité, la concurrence imparfaite semble être la règle générale; cette idée semble faire un chemin de plus en plus important dans la théorie contemporaine. Elle se manifeste par les explications relatives à la rigidité de l'offre et de la demande, qui rendent compte de l'absence de fluidité et de mobilité des facteurs de la production. Il convient d'ajouter les obstacles à l'interdépendance des marchés, provoqués par le cloisonnement et l'existence de situations de monopole aux sens les plus variés; attachement de la clientèle, situation de vente privilégiée, etc...

On peut dire qu'il existe deux causes principales à l'imperfection de la concurrence : une cause d'ordre institutionnel, regroupant des faits tels que : existence d'ententes, de grandes entreprises, d'attachement de la clientèle, etc...; une cause d'ordre naturel, comportant le manque d'homogénéité des produits, l'isolement des marchés, l'absence de fluidité, etc...

La cause institutionnelle peut dans une certaine mesure, être combattue , mais la cause naturelle est indépendante des régimes. Elle permet de dire que la concurrence parfaite est un état non pas idéal au sens de but à atteindre, mais irréel au sens de non conforme à la réalité. L'état réel de l'activité économique est la concurrence imparfaite, qui ne peut être considérée comme une situation plus ou moins éloignée d'une perfection abstraitement définie, mais comme un état de nature étrangère à celui appelé état de concurrence parfaite. Il n'y a pas entre concurrence parfaite et imparfaite une différence de degré, mais une différence de nature.

++++++
++++++ § 2 - Les conséquences de la concurrence imparfaite sur le mécanisme d'équilibre

Ces conséquences seront rappelées brièvement; elles sont étudiées en détail dans les ouvrages classiques consacrés à l'étude des prix (1). Elles seront rapidement regroupées en trois catégories.

A) Les conséquences sur le niveau des prix

La première conséquence est l'indétermination du prix. Le prix ne s'établit plus forcément au point d'intersection de la courbe du coût marginal et de la courbe du coût moyen : le monopoleur peut le porter au-dessus de ce niveau, comme le montrera la théorie du prix de monopole.

Dans le cas de monopsone, le prix tend à se situer en dessous de ce niveau. Enfin en cas de monopole bilatéral, on note l'existence d'une zone d'indétermination qui est encore plus grande; le prix dépend du degré de puissance des parties et des possibilités d'arbitrage.

En cas de compétition monopolistique ou de groupes non-concurrents (pour employer la terminologie de Cairnes), le niveau du prix dépend surtout de la possibilité pour le vendeur de s'attacher une clientèle par des moyens de persuasion (publicité) ou par l'intermédiaire d'influences diverses.

---

(1) Cf. Jean Marchal : Le mécanisme des prix, Paris 1949, et les ouvrages consacrés à l'étude du monopole, de l'oligopole, du monopole bilatéral, etc... En particulier : G. Leduc : La théorie des prix de monopole, th. Aix, 1927. - H. Denis, "Le monopole bilatéral", P.U.F., 1943.- J. Aubert : "La courbe d'offre, P.U.F. 1949.- Paul Chamley : "L'oligopole", P.U.F. 1944.- En langue étrangère : H. Stackelberg : Marktform und Gleichgewicht, Berlin, 1934, et Grundlagen der theoretishen Volkswirtschaftlehre, 1948.- Ragnar Frish, Monopole et Polypole, Tidesksift, 1933.- A. Burns : The decline of competition, Londres 1936, etc... Voir une bibliographie complète dans J. Marchal : Le mécanisme des prix, op. cit.

La multiplicité des prix est le fruit d'une concurrence imparfaite, la loi de l'unité de prix n'étant plus respectée. Ainsi le monopole permet de pratiquer la discrimination, donc d'établir des prix multiples pour une même entreprise. L'existence de groupes non concurrents est facilitée par le défaut de fluidité et permet à chacun de pratiquer son prix. Il y a donc multiplicité de prix sur le marché.

B) Les conséquences sur le niveau de la production

L'imperfection de la concurrence a pour conséquence un volume de production inférieur à celui que pourrait obtenir le système économique fonctionnant en état de concurrence. Les situations de monopole tendent à favoriser les sous-productions rentables et le malthusianisme économique. Elles permettent d'obtenir un maximum de rentabilité au détriment de la productivité. Ces pratiques ne sont pas inhérentes aux situations monopolistiques, mais elles sont facilitées par elles.

Le défaut de fluidité des facteurs empêche également le niveau de production de s'élever. En ce qui concerne le travail, on assiste à un emploi de la main-d'oeuvre qui n'est pas forcément conforme aux besoins des activités les plus intenses, ni fonction des productivités les plus élevées. En ce qui concerne le capital, on doit noter que les équipements sont souvent utilisés jusqu'à usure quasi totale, alors même qu'ils sont devenus désuets et n'ont plus qu'une productivité inférieure à celle qui serait souhaitable. Cette pratique est surtout importante depuis le développement des coûts constants.

En raison de la grande dimension des entreprises, le désinvestissement est difficile; aussi le capital fixé en grande proportion perd sa mobilité et sa fluidité. D'où une production globale de volume inférieur à ce qui serait désirable.

En conséquence, le niveau de production n'atteint pas l'optimum, c'est-à-dire que toutes les possibilités techniques existantes ne sont pas utilisées à l'obtention de la plus grande production possible.

C) Les conséquences sur le rétablissement de l'équilibre économique

En cas de concurrence parfaite, un écart du prix du marché par rapport au prix normal déclenche des forces tendant à recréer la situation antérieure. C'est dire que la hausse des

prix tend à accroître l'offre tandis que la baisse tend à la réduire. Le prix exprime ainsi les tensions entre l'offre et la demande.

En cas de concurrence imparfaite, le prix n'exprime plus ces tensions. Qu'exprime-t-il donc ? Trois cas peuvent être envisagés.

En cas de monopole, il exprime le pouvoir du monopoleur ou la rigidité de la demande; il est extrêmement instable par suite de la fragilité des situations de monopole et des réactions de la demande se portant sur les produits de substitution.

En cas de monopole bilatéral, le prix exprime le degré de résistance des deux parties et les possibilités d'arbitrage.

En cas de compétition monopolistique ou de groupes non concurrents, le prix exprime l'habileté à conserver une clientèle, le degré d'attachement de celle-ci, la puissance de la publicité, etc...

Tous ces éléments sont étrangers au jeu d'un automatisme régulateur. Ils sont des causes de déséquilibre dans le système des prix et rien ne permet de penser que ce déséquilibre se corrige spontanément. Il convient d'ajouter que l'absence de fluidité et de mobilité des facteurs est également un obstacle à la réalisation de l'équilibre des prix; il se produit des distorsions dans les mouvements de prix, qui ne sont plus parallèles et synchrones dans les différents secteurs. Une baisse des prix des produits industriels n'entraîne pas nécessairement une baisse des prix des produits agricoles, car les facteurs se déplacent difficilement de l'industrie vers l'agriculture ou vice versa.

L'imperfection de la concurrence montre ainsi que l'équilibre ne s'établit plus selon les règles proposées par les théoriciens classiques et néo-classiques.

++++++ Section II
++++++
++++++ La théorie de l'économie dominante
++++++

La théorie de la concurrence repose sur le principe de la compétition et nous avons vu comment ce principe voyait son jeu altéré par les modifications intervenues dans les éléments concurrents ainsi que dans le cadre structurel à l'intérieur duquel cette concurrence jouait.

Des modifications d'ordres divers ont provoqué la substitution progressive à l'effet de compétition de ce que François Perroux a appelé l'effet de domination.

La théorie de la domination a été exposée par cet auteur dans différents écrits, en particulier dans son article de la revue "Economie appliquée", août 1948, "Esquisse d'une théorie de l'économie dominante", et dans un autre article de la même revue, avril 1949 : "Les macro-décisions" (1).

La théorie de l'économie dominante permet de rendre compte d'une série de phénomènes caractéristiques du système capitaliste évolué. Elle permet une interprétation générale du système économique présent, parce qu'elle considère que l'état concret de l'économie caractérisée par des situations de domination, constitue un régime particulier très différent de ce que pourrait être, soit une modification du régime de concurrence parfaite, soit la constitution originale d'un régime où la concurrence est de soi imparfaite.

Quelles sont donc les caractéristiques d'un système dans lequel joue l'effet de domination ?

++++++
++++++ § 1 - La notion d'effet de domination

Si l'on se reporte à la théorie classique et néo-classique, on admet que sur le marché, la compétition à laquelle se

---

(1) François Perroux a rassemblé l'ensemble de son interprétation relative à ces phénomènes dans son ouvrage : "L'économie du XXème siècle", P.U.F. , Paris 1962.

livrent les sujets économiques est garantie par la liberté des décisions et des mouvements. Cette liberté est elle-même assurée par le statut juridique en vigueur et par les structures économiques. Mais des situations de fait sont requises, pour permettre à ce système de fonctionner; elles s'analysent en deux points principaux : les unités économiques en présence doivent être de puissance équivalente - les rapports qui s'établissent entre elles sont des accords de volonté déterminés librement, le contrat libre est le véhicule juridique de ces accords.

En somme, l'effet de compétition résulte d'un état de concurrence entre unités économiques de puissance égale et bénéficiant de l'autonomie de leurs décisions.

Le schéma de l'économie de domination tient compte des transformations qui sont intervenues dans la situation économique concrète en raison de l'évolution du système capitaliste. Cette évolution a provoqué l'apparition d'une économie qui ne correspond plus au schéma classique, en ce sens qu'elle a cessé d'être une économie de compétition pour devenir une économie de domination.

Que faut-il entendre par là ? Deux traits caractéristiques doivent être signalés.

1) L'économie de domination est une économie de marché, c'est-à-dire une économie où s'effectuent des échanges de biens et de services en fonction des prix.

2) Dans cette économie de marché, la puissance des unités économiques en présence n'est pas égale.

Quels sont les éléments de cette inégalité ?

On doit signaler en premier lieu que les différences de dimensions des unités économiques exercent un élément perturbateur dans les mécanismes de l'activité. C'est par exemple une grande firme qui produit à elle seule une fraction très importante des biens accédant au marché, la part restante étant produite par de nombreuses autres entreprises. Ou bien une entreprise produit, par suite d'une meilleure organisation ou d'une plus grande productivité, à un coût inférieur à celui des autres entreprises, ce qui lui permet de vendre à un prix beaucoup plus bas, de grandes quantités de produits.

Un troisième élément d'inégalité est représenté par la possession d'avantages financiers. Une entreprise possède par exemple des réserves financières importantes, lui permettant de vendre momentanément à un prix inférieur aux prix jusque-là pratiqués. Elle a donc la possibilité de conquérir le marché, ou bien de se livrer à une campagne publicitaire afin de s'attacher une fraction importante de la clientèle; ou bien encore elle disposera grâce au concours des banques, de facilités particulières de crédit.

Enfin, un autre élément de l'inégalité réside dans la possession d'avantages stratégiques; par exemple une unité économique bénéficie d'une place privilégiée dans la lutte concurrentielle parce qu'elle bénéficie de privilèges juridiques ou de concours politiques.

L'inégalité de puissance économique permet alors aux unités qui en bénéficient de dominer le marché et d'exercer, en vertu de leurs plus grands pouvoirs, une influence qui se caractérise par deux éléments. Cette influence est décisive en ce sens qu'elle exerce une action directe et efficace sur le déroulement de l'activité économique. Elle est dissymétrique ou irréversible en ce sens que l'unité économique peut imposer sa volonté soit aux cocontractants, acheteurs, fournisseurs, soit aux concurrents, alors qu'en raison de sa situation "dominante", elle n'est pas de nature à subir leur propre volonté.

Dès lors l'effet de compétition disparaît parce que la lutte entre les unités économiques, ainsi trop différentes, devient inégale. L'effet de domination se substitue à lui, en ce que la manifestation de la puissance d'une unité sur les unités contractantes et concurrentes devient un élément déterminant du jeu du marché.

++++++
++++++ § 2 - Les différents types de situation dominante

Il existe plusieurs types de situation dominante selon la nature de l'unité qui bénéficie de l'effet de domination. On peut citer la firme dominante, le revenu dominant, les groupes sociaux dominants et les économies nationales dominantes.

A) La firme dominante.

La firme dominante est celle qui peut exercer sur le marché et sur la conduite de ses concurrents, de ses fournisseurs, de ses clients, une influence décisive et irréversible, grâce à ses dimensions ou à son pouvoir de marchandage. Elle exprime donc une inégalité de situation entre entreprises, présentes sur le marché.

La firme dominante représente par exemple à elle seule une capacité de production constituant la moitié ou plus de la moitié de la production totale, ou bien elle vend sur le marché à des prix inférieurs au coût de production de ses concurrents par suite de son meilleur équipement ou de sa meilleure organisation. C'est le cas type sur lequel on a raisonné pour exposer l'effet de domination.

On doit cependant ajouter que la situation dominante de la firme est parfois liée à la fonction économique qu'elle exerce. Ainsi en est-il d'une entreprise de crédit qui contrôle les investissements ou les opérations financières et peut, en conséquence, exercer une action irréversible et décisive sur la conduite des entreprises qui bénéficient de ses octrois de crédit. Dans ce cas, c'est la fonction qui est dominante et qui confère à l'entreprise qui l'exerce le pouvoir de domination.

B) Le revenu dominant

On peut dire qu'il existe des revenus dominants, en ce sens qu'un revenu peut exercer une action directrice et irréversible sur le déroulement de l'activité économique ou sur le mécanisme de la répartition. Cette action est irréversible en ce sens que ces revenus sont dans une certaine mesure affranchis des conséquences des réactions que pourrait exercer sur eux le fonctionnement du système de répartition. Ainsi le salaire fixé et rendu rigide soit par une décision de l'autorité publique, soit par une politique syndicale, déterminera dans une mesure appréciable l'équilibre réalisable dans la répartition du revenu. Cet équilibre ne sera pas réalisé par une adaptation réciproque du jeu des différents marchés des services et des produits, mais par l'adaptation du marché des produits et du marché des services autres que le travail, au niveau fixe du salaire.

Dans la théorie classique, on sait que le salaire est l'élément central directeur autour duquel s'établit l'é-

quilibre de la production et de l'emploi. Aujourd'hui il peut devenir, au gré d'une politique sociale réformiste, le revenu dominant auquel les prix et les autres revenus doivent s'adapter, sans que lui-même ressente la nécessité de s'adapter aux exigences de l'équilibre général.

Cette proposition demande cependant à être nuancée en fonction des situations politiques et économiques, en période de dépression ou de récession, le salaire n'ayant pas le même comportement que dans les périodes de prospérité ou d'expansion. De telle sorte que, élargissant cette observation, on peut dire que le caractère de revenu dominant peut être transitoire, ou temporaire, en fonction des circonstances, économiques et politiques.

La théorie ricardienne faisait de la rente le revenu dominant, en ce sens que c'est en fonction de ses variations que se fixaient les profits et que le salaire était ramené au niveau du minimum de subsistance. Cependant, il semble que le profit ait été le véritable revenu dominant pendant la période libérale. C'est depuis la transformation due au développement des organisations syndicales et de la politique sociale, que le profit semble avoir perdu, dans une certaine mesure, au bénéfice du salaire, le caractère de revenu dominant.

C) Les groupes sociaux dominants

Un groupe social peut être considéré comme groupe dominant en raison de sa fonction économique et sociale ou bien en fonction de sa richesse ou de sa puissance politique ou de son importance numérique. Au XIXème siècle, la bourgeoisie fut dans les pays occidentaux le groupe social dominant, car il exerçait les fonctions politiques et économiques directrices. Dans l'ordre économique, cette situation se traduisait par le caractère dominant du revenu de l'entrepreneur, le profit.

Actuellement, dans un certain nombre de pays de capitalisme évolué, le groupe ouvrier fait parfois figure de groupe dominant, en raison de la force politique que lui a value la puissance du nombre, puissance déterminante en régime démocratique. En conséquence, le salaire a tendance à devenir le revenu dominant, par suite de la protection des rémunérations que l'Etat organise en liaison avec la puissance syndicale. Cependant, cette situation ne saurait être considérée comme définitivement consolidée et là encore les variations de la situation économique et politique atténuent ou accentuent le caractère dominant de ce groupe.

Les groupes sociaux dominants peuvent être à la base d'une explication économico-sociologique de l'évolution du monde moderne.

D) Les économies nationales dominantes

Il existe des nations qui imposent leurs directives sinon leur volonté, à d'autres nations et à de très larges secteurs de l'économie mondiale. Cette domination peut être due à leur situation géographique et à leur organisation économique particulièrement adaptée aux formes économiques du moment. La Hollande, l'Espagne, le Portugal, ont été des nations dominantes au cours de la période qui a vu le développement du capitalisme commercial (XVIème et XVIIème siècles). La France fut nation dominante au XVIIIème siècle grâce à sa puissance politique et démographique. La Grande Bretagne bénéficia de cette situation au XIXème siècle, en raison de son avance dans le domaine de l'industrialisation. Aujourd'hui, la puissance politique et économique paraît fondée sur le volume de la population, la richesse en matières premières, la puissance en potentiel de production, la haute productivité et l'avance dans le domaine de la technique. Deux économies nationales dominantes ont ainsi fait leur apparition : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. . Ces différents exemples montrent comment la situation dominante d'une économie nationale est sujette à éclipse.

++++++
++++++ § 3 - L'effet de domination et le mécanisme d'équilibre

L'effet de domination n'est pas sans rappeler, quoique en étant nettement distinct, l'effet de monopole, il existe cependant entre eux une différence fondamentale; l'effet de domination est le cas général qui englobe l'effet de monopole qui devient un cas particulier d'économie dominante. Comme le fait remarquer le professeur James, le champ d'étude de l'effet de domination est beaucoup plus large, parce que son champ d'action est beaucoup plus grand que le champ d'action de l'effet de monopole. Par ailleurs, son action en profondeur est beaucoup plus importante que celle de l'effet de monopole. En effet, l'effet de domination s'oppose à l'ajustement automatique qui est la base du mécanisme d'équilibre et ceci d'une manière beaucoup plus générale que dans le cas de monopole.

A) Le champ d'action de l'effet de domination

Le champ d'action de l'effet de domination peut être observé en examinant les principales situations d'économie dominante.

1 - Dans le cas de la firme dominante, le champ d'action apparaît d'une manière particulière lorsqu'on examine le domaine du mécanisme des prix et le domaine de la distribution du crédit. En matière de formation des prix, la firme dominante a en général une demande restreinte eu égard à son volume de production parce qu'elle a procédé, pour atteindre une grande dimension, à une certaine intégration verticale ou horizontale. En conséquence, elle obtient par son propre effort, une partie des matières premières ou des produits intermédiaires qui lui sont nécessaires. Aussi demande-t-elle relativement peu sur le marché.

Elle a également une offre relativement restreinte parce qu'elle pousse sa production jusqu'au dernier stade du produit fini et c'est à ce moment-là seulement qu'elle accède au marché en qualité de vendeur.

Ainsi, elle utilise beaucoup moins que les autres entreprises le recours aux producteurs intermédiaires; en conséquence, elle réduit son coût de production par disparition des profits intermédiaires ou bien parce qu'elle peut imposer à ses fournisseurs un prix d'achat plus bas. De plus elle peut, si elle le désire, accroître son prix de vente dans la mesure où elle domine le marché; elle a aussi un prix personnel aussi bien pour la demande que pour l'offre et ce prix tend à s'imposer sur le marché.

La firme dominante intervient d'une manière directe ou indirecte dans le domaine de la distribution du crédit grâce à sa puissance et à ses réserves financières. Elle peut en effet financer en partie les achats qui lui sont faits en accordant des facilités de crédit; par exemple en consentant des paiements à longue échéance. Elle peut même imposer aux établissements de crédit une politique qui lui est profitable en fonction de l'importance des opérations qu'elle traite avec ces établissements.

Enfin, elle peut pénétrer financièrement dans les entreprises de la même branche, mais qui sont beaucoup plus faibles

qu'elle. Etant donné l'importance considérable du crédit, la firme dominante qui bénéficie de ces avantages peut étendre ainsi son champ d'action.

2 - Les revenus et groupes dominants.

L'existence de groupes sociaux et de revenus dominants montre que l'effet de domination atteint le domaine de la distribution des revenus et des situations sociales. La politique dite de redistribution des revenus est la consécration de la prise en considération de l'insuffisance du salaire fixé par le taux du marché, en même temps que la reconnaissance de la puissance du groupe salarié.

On aboutit ainsi à modifier le jeu spontané de la distribution des revenus au sein des entreprises et également à modifier la structure du marché du travail. On en arrive même à altérer la structure sociale telle que l'établit le jeu spontané des mécanismes d'équilibre.

3 - L'économie nationale dominante voit son champ d'action atteindre le domaine du commerce international. En effet, elle arrive à soumettre à ses décisions ou à ses propres besoins le marché des matières premières; elle peut agir sur l'investissement international, sur le développement des pays de production primaire, etc... Elle devient, en cas de déséquilibre économique, un agent de propagation des effets de ces déséquilibres à l'étranger.

B) L'effet de domination et l'équilibre du marché.

On se bornera ici à indiquer l'effet de la conduite de la firme dominante sur l'équilibre du marché. Les conséquences de l'effet de domination se font sentir à deux points de vue : compensation des erreurs et ajustement automatique.

L'effet de domination tend à faire disparaître la compensation des erreurs. En effet, lorsqu'il existe de multiples petites entreprises dans une branche économique, les erreurs différentes commises par les entrepreneurs peuvent s'annuler par compensation. Lorsqu'une firme dominante représente la moitié ou plus de la moitié de la production, toute erreur dans sa conduite est difficile à compenser. Cette absence de compensation est particulièrement importante en matière d'investissement ou de production à long terme, reposant sur des prévisions de longue durée toujours soumises à l'incertitude et donc aux risques.

De plus, la mobilité des facteurs est fortement atténuée, ce qui rend encore plus difficile le phénomène de compensation.

L'ajustement automatique tend par ailleurs à disparaître dans l'économie de domination. La firme dominante a les moyens de se livrer à une étude du marché, elle peut donc présenter une offre rationnellement ou scientifiquement adaptée aux besoins. En réalité, la firme dominante sera incitée à établir le prix et les quantités conformes à ses intérêts. L'adaptation se fera entre les prix et les quantités qu'elle déterminera en vertu de son propre intérêt; de telle sorte que c'est le marché qui s'adapte aux décisions de la firme dominante. Ceci signifie que les consommateurs doivent, dans une large mesure, accepter les prix et les quantités offertes et que les autres entrepreneurs doivent conformer leurs prix à celui qu'elle établit.

Ainsi, au lieu d'assister à un ajustement spontané des trois éléments : offre, demande, prix, et à une adaptation de l'ensemble de l'offre de toutes les entreprises à la demande, on assiste au déroulement d'un processus différent. En effet, le mécanisme se traduit par une soumission de la demande, quantités et prix, et de l'offre des autres entreprises, aux décisions de la firme dominante. Un équilibre peut, sans doute, s'établir sur ces bases, mais il s'agit dès lors d'un équilibre dirigé par la firme dominante et non plus d'un équilibre automatique et spontané. Rien ne permet de dire que cet équilibre est celui qui satisfait l'ensemble des producteurs et des entrepreneurs : il est avant tout un équilibre satisfaisant la firme dominante, de telle sorte que l'effet de domination et l'équilibre automatique apparaissent dans une assez large mesure contradictoires.

En effet, l'équilibre spontané suppose une interdépendance réciproque de l'offre, de la demande et des prix, qui elle-même suppose une interdépendance des entrepreneurs et des marchés. L'effet de domination a précisément pour conséquence de remplacer cette interdépendance par l'irréversibilité négatrice de la correction des déséquilibres et donc du rétablissement de l'équilibre. Tout déséquilibre est une déviation et le fait de l'irréversibilité ne peut que l'entretenir au lieu de la corriger, au moins quand elle a son origine dans le comportement de la firme dominante, ce qui est l'éventualité la plus probable.

++++++ Chapitre V
++++++
++++++
++++++ LE CONTROLE DE L'ECONOMIE
++++++

La politique économique mise en oeuvre au cours de l'entre-deux guerres, s'oriente confusément vers la nécessité de redonner à l'économie la stabilité perdue et vers la recherche des moyens permettant d'obtenir une meilleure satisfaction des besoins. Elle aboutit au dirigisme, procédant d'une conception de l'imperfection, non seulement de la concurrence, mais de l'état chronique dans lequel est située l'activité économique. Elle a son premier aboutissement dans une élaboration systématique des moyens d'obtenir le bien-être d'ensemble de la société.

++++++ Section I
++++++
++++++ L'équilibre imparfait et l'économie dirigée
++++++

La pensée néo-classique avait reformulé la théorie de l'équilibre. Mais on vient de voir comment l'interprétation des déséquilibres avait mis en doute la nouvelle conception. Une autre notion s'est fait jour peu à peu qui, également, refuse l'acceptation intégrale de l'explication de l'activité économique par la notion d'équilibre.

Nous l'appellerons la notion d'équilibre imparfait.

Elle insiste sur le fait que cette imperfection tient non seulement aux conditions dans lesquelles le déséquilibre tarde à se corriger et à ramener l'équilibre, mais encore au fait que l'état d'équilibre, même lorsqu'il est établi, est loin de présenter les caractères satisfaisants dont la théorie néo-classique se plaisait à le doter.

++++++
++++++ § 1 - La notion d'équilibre imparfait

D'après les enseignements de la science neutre, l'équilibre permettrait d'atteindre un état idéal, celui dans lequel est réalisé le maximum de satisfaction pour l'individu comme pour la société. Sans doute, admet-on que la démonstration est faite dans un état hypothétique de libre concurrence, qui ne correspond pas à une réalité effective. Mais on pense cependant qu'entre l'état idéal et l'état réel il n'y a que des différences de degré et non pas des différences de nature. Il convient donc de s'approcher au maximum de cet état idéal afin de réaliser le meilleur système possible.

Cependant, deux constatations ont pu être faites à la suite de l'évolution du système économique; d'une part, l'équilibre ne se rétablit pas nécessairement de lui-même; les explications fournies à propos des crises, du cycle ou des déséquilibres l'ont amplement démontré.

D'autre part, l'équilibre ne se rétablit qu'au terme d'une période de temps, en général fort longue. Or, au cours de cette période se produisent des événements qui, lorsque les déséquilibres présentent quelque gravité, ne sont plus tolérables.

Enfin, l'état d'équilibre, lorsqu'il existe, ne crée pas un état généralisé de satisfaction maxima des besoins.

Ainsi, de la notion d'équilibre stable présentée par la théorie néo-classique, on est arrivé à l'observation d'un équilibre instable à rétablissement retardé dans le temps, comportant des conséquences dommageables.

Les observations relatives à ce sujet permettent de considérer que la notion d'équilibre imparfait peut interpréter de la manière la plus satisfaisante les résultats de l'expérience.

Pourquoi équilibre imparfait ? Parce que l'expérience montre que même lorsque l'équilibre se rétablit, il ne le fait qu'avec un retard préjudiciable et ne se maintient qu'au prix de déficiences ou de pertes graves ne permettant pas de réaliser d'une manière convenable le maximum de satisfaction qui constitue l'idéal de la théorie néo-classique.

A) Les manifestations de l'équilibre imparfait

L'imperfection peut être constatée sur trois plans essentiels :

1 - L'imperfection réside dans la durée de la période de réadaptation.

La théorie des cycles a montré que cette période avait en général une durée sensiblement égale à celle de la période de prospérité, ce qui est manifestement long. Or, au cours de la dépression qui permet à la réadaptation de se produire, on enregistre une série de phénomènes particulièrement dommageables : baisse du revenu global et donc des revenus individuels, diminution du salaire horaire, mévente, accumulation de stocks, diminution des échanges, expansion du chômage, et par suite, contraction profonde de la masse des salaires. (C'est d'ailleurs la masse des salaires qui est sensible, beaucoup plus que ne l'est le taux du salaire horaire).

Cette situation serait relativement tolérable si elle ne devait s'étendre dans le temps. Or l'expérience a montré qu'un pays pouvait difficilement supporter pendant de longs mois un volume considérable de personnes sans emploi. Les sept millions de chômeurs que l'Allemagne a connus en 1933, les treize millions de chômeurs qui ont caractérisé la dépression américaine des années 1930, ont pesé lourdement sur la situation tant politique qu'économique de ces pays.

La lenteur de la réadaptation est ainsi difficilement tolérable lorsque la dépression est profonde.

2 - L'imperfection réside dans le niveau d'équilibre.

Il ne suffit pas que l'équilibre soit réalisé pour qu'il soit satisfaisant; on peut en effet enregistrer un équilibre établi à un niveau tel que la production n'atteint pas le point optimum qui satisferait la demande des consommateurs ou justifierait l'utilisation complète des facteurs de la production. C'est ainsi qu'au plus fort de la prospérité américaine, l'équipement économique n'était utilisé qu'à concurrence de 80 %; c'est ainsi encore que la Grande-Bretagne a connu un chômage chronique important pendant toute la période de l'entre-deux guerres.

On peut donc connaître un équilibre de semi-stagnation qui n'apporte pas le maximum de satisfaction annoncé. On peut même aller plus loin et connaître un équilibre malthusien

recherchant les sous-productions rentables, c'est-à-dire une production insuffisante, alimentant une offre inférieure à la demande potentielle, entretenant ainsi une hausse artificielle des prix qui satisfait les producteurs, mais laisse les consommateurs dans un état d'insatisfaction chronique.

2 - <u>L'imperfection réside dans l'inégalité des conditions sociales.</u>

L'équilibre est enfin réalisé en fonction non pas d'une demande correspondant à la satisfaction des besoins existants, mais uniquement à la satisfaction de la demande solvable. C'est elle qui, en fin de compte, est prise en considération pour fixer le volume de production; de telle sorte que le maximum de satisfaction ne pourrait être précisé qu'eu égard aux besoins solvables et non pas eu égard aux besoins réels.

Cette situation se trouve aggravée lorsque l'équilibre de la répartition se traduit par une assez grande inégalité dans la distribution du revenu. Dans ce cas, la solvabilité de la demande de toute une catégorie d'individus est imparfaite, et la satisfaction des besoins mal assurée. Sans doute, le maximum de satisfaction peut-il être atteint eu égard à l'état actuel de la répartition du revenu; mais c'est cette répartition qui est imparfaite puisqu'elle aboutit à maintenir des conditions économiques inférieures pour un nombre parfois élevé de personnes. A une mauvaise répartition des revenus correspond une mauvaise satisfaction des besoins.

L'équilibre imparfait serait donc fort loin de réaliser l'état idéal du maximum de satisfaction que présente la théorie néo-classique. Aussi a-t-il paru à certains auteurs nécessaire de rechercher les moyens d'améliorer le fonctionnement du système économique. Les efforts tentés dans ce sens ont donné naissance à ce que l'on a appelé l'économie contrôlée ou dirigée, où, surtout pendant les périodes critiques, une intervention de l'autorité publique s'efforce de remédier aux inconvénients d'une économie en état d'équilibre imparfait.

B) <u>L'économie dirigée, remède à l'équilibre imparfait</u>

La notion moderne d'économie dirigée a fait son apparition avec la grande dépression qui a succédé à la crise mondiale de 1929-1930. Sans doute n'était-elle pas une nouveauté. On sait que le dirigisme de l'économie avait existé dans l'antiquité grecque, et fut d'un emploi généralisé à l'époque du mercantilisme; par ailleurs, certains régimes corporatifs

avaient édicté des mesures semblables à celles que comporte pareille conception.

Mais il faut reconnaître qu'entre l'économie dirigée de l'antiquité ou du mercantilisme et celle du XXème siècle, on relève des différences dans l'intensité et l'étendue des pouvoirs que l'autorité publique s'est attribués. Cependant, l'idée fondamentale reste la même; il s'agit d'exercer une maîtrise sur l'activité économique, de manière à l'orienter dans un sens déterminé, permettant d'atteindre des objectifs divers, tels que : la prospérité économique, l'atténuation des conséquences d'un déséquilibre, le passage d'une période difficile, comme la période de réarmement ou de guerre.

Ainsi conçue, l'économie dirigée paraît susceptible d'application par des régimes politiques fort différents. A l'époque contemporaine, on a pu y recourir dans des régimes démocratiques comme dans des régimes autoritaires, dans des systèmes où l'économie de marché demeurait à titre principal, et aussi dans des régimes collectivistes centralisés.

Ceci suffit à indiquer que le dirigisme économique est beaucoup plus une technique qu'une doctrine, qu'il est donc susceptible d'être mis en oeuvre par des régimes politiques se réclamant de conceptions différentes et animés de mobiles extrêmement divers.

Cette technique peut d'ailleurs être l'objet d'une extension très différente. Le dirigisme peut être modéré ou au contraire très fort. Il semblerait cependant que, lorsque au départ l'autorité publique se décide pour un dirigisme relativement tempéré, respectueux au maximum des exigences du fonctionnement du marché libre, elle soit peu à peu conduite à étendre son domaine d'action et à accentuer son emprise. Aussi peut-on se demander si le dirigisme économique ne comporte pas nécessairement le principe même de son extension.

Dans cette mesure, il serait erroné de lui attribuer une origine doctrinale collectiviste. Il semble plus conforme à la réalité de lui donner une origine purement empirique inspirée par les circonstances, trouvant sans doute un terrain d'élection dans l'évolution des idées socialistes, mais aussi susceptible d'être conçu en dehors d'elles. Toutefois, certaines formes de dirigisme obéissent à une conception d'ensemble et sont organisées d'une manière rationnelle en vue d'un objectif déterminé. La systématisation ainsi obtenue permet de distin-

guer dans cet ensemble de mesures ce qui est purement empirique de ce qui est rationnellement organisé (1).

Il paraît parfois bien difficile de distinguer les différentes formes que peut revêtir le dirigisme économique; on peut cependant, au prix d'approximations assez larges, distinguer l'interventionnisme et le dirigisme proprement dit.

++++++
++++++ § 2 - L'interventionnisme

On pourrait aussi bien le qualifier de dirigisme modéré, en ce qu'il s'efforce de respecter les mécanismes du marché, agissant sur les composantes du prix tout en respectant l'établissement de celui-ci par le jeu de ces mécanismes.

L'interventionnisme s'élabore à partir d'une constatation portant sur deux ordres de faits : en premier lieu, on reconnaît que la liberté économique tend à se transformer assez rapidement en laisser faire. Celui-ci conduit à une sorte de lutte sans règle, à une licence assurant la victoire du plus fort sur le plus faible et permettant de détourner, au profit d'intérêts individuels, les avantages qui devaient être réservés à la collectivité. En conséquence, l'autorité publique au nom de l'intérêt général a le devoir de rétablir l'égalité des conditions, de réglementer l'exercice de cette liberté, de punir les manoeuvres dolosives, les influences exagérées s'exerçant dans un sens contraire à l'intérêt général.

Le deuxième ordre de faits consiste à reconnaître que dans les sociétés modernes l'importance prise par l'action de l'Etat sur l'activité économique est un fait inévitable qu'il convient d'accepter. L'Etat doit (même si on trouve cette nécessité regrettable), prendre en charge la satisfaction d'un certain nombre de besoins publics qui se manifestent dans la société contemporaine et qu'il paraît seul en mesure de satisfai-

---

(1) Cf. sur l'utilisation des critères de l'empirisme et de la systématisation, André Piettre : "Développement et limites de l'économie dirigée", Semaine sociale, Paris, 1947, pp. 77 et suiv., ainsi que : "Economie dirigée d'hier et d'aujourd'hui, colbertisme et dirigisme". Edit. Médicis, Paris, 1947.

re. On peut citer par exemple la satisfaction générale au profit de l'ensemble des individus, des besoins d'éducation, de couverture de certains risques (vieillesse, maladie, etc...), le désir de garantir l'accès à certaines satisfactions dont le coût est trop onéreux pour les personnes titulaires de revenus faibles (accession à la propriété de l'habitat, par exemple).

En d'autres termes, là où l'activité privée serait défaillante ou dans l'impossibilité d'assurer la satisfaction de besoins importants, l'Etat aurait le devoir d'intervenir pour assurer cette satisfaction ou tout au moins la rendre plus aisée.

Cette nécessité est aujourd'hui reconnue d'une manière générale; mais alors que certains auteurs, en particulier les néo-libéraux qui seront étudiés ultérieurement, y voient une évolution fâcheuse qu'il convient de contenir ou de retarder au maximum, les partisans de l'interventionnisme en prennent hardiment leur parti. Ils estiment qu'il y a là une évolution naturelle des sociétés et qu'il convient de le reconnaître.

Par ailleurs, l'évolution historique montre que l'activité économique n'est pas simplement destinée à satisfaire les besoins des individus. Elle n'est plus un simple moyen d'acquérir le bien-être, elle est devenue un facteur de la puissance de l'Etat aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Alors qu'aujourd'hui, la puissance militaire d'un Etat est fonction de son potentiel industriel, alors que son influence internationale est liée à l'étendue de son espace économique et à ses possibilités d'échanges avec l'étranger, l'activité économique est devenue un facteur de la puissance nationale. Il est donc normal que l'Etat exerce sur cette activité économique une certaine maîtrise. Cette maîtrise s'exerce précisément par l'intervention.

Le domaine de celle-ci est par excellence celui de la législation sociale qui cherche à atténuer les conséquences fâcheuses des déséquilibres économiques. Mais il s'étend aussi à toute réglementation du travail, à la recherche d'une meilleure répartition des revenus, à la couverture de certains risques sociaux, etc... Il cherche à éviter les conséquences fâcheuses du fonctionnement des mécanismes économiques et dans la mesure où il ne peut complètement les éviter, il s'efforce de les atténuer.

Cet interventionnisme peut également chercher à protéger certains secteurs de l'activité économique dangereusement soumis aux effets de la concurrence internationale. On pratiquera dans ces conditions une politique protectionniste, contingentement, subventions, etc...

Il peut aussi avoir un mobile social, maintenir dans une situation économique et matérielle convenable certaines catégories de population menacées dans leur bien-être par le caractère peu productif de leur activité : artisanat, agriculture, par exemple.

Le caractère modéré de l'intervention ainsi réalisée est évidemment susceptible d'appréciations très diverses. Il est difficile de dire quand on quitte le plan de l'interventionnisme pour aborder celui du dirigisme. Cependant, on peut dire que, en règle générale, chaque fois que la mesure envisagée par l'autorité publique respecte le jeu du marché, elle constitue une mesure d'intervention. C'est lorsque le mécanisme même du marché se trouve altéré par la réglementation émanant de l'autorité publique que l'on entre dans le dirigisme strictement entendu.

++++++
++++++ § 3 - Le dirigisme au sens strict

Ainsi qu'il a été indiqué, le dirigisme est beaucoup plus une technique qu'une doctrine et le fait qu'il puisse être mis en oeuvre par un système socialiste aussi bien que corporatiste lui confirme ce caractère. Cette technique consiste non seulement à prévenir ou à corriger les défauts de fonctionnement du régime du marché, mais encore à intervenir dans ce régime lui-même, afin d'en modifier le jeu.

La technique dirigiste consiste à substituer le rôle directeur de l'autorité publique aux impulsions venant du marché et des prix. On peut marquer ici une distinction avec l'interventionnisme. Celui-ci, avons-nous remarqué, relève d'une conception relativement empirique. Il forge ses instruments d'action en fonction des circonstances. Il choisit ses domaines en raison des problèmes momentanés et il lui est relativement facile de revenir en arrière. Le dirigisme procède d'une conception beaucoup plus générale du rôle de l'autorité publique et l'ensemble de la réglementation et des mesures prises par l'autorité publique tend à recouvrir la totalité du domaine économique.

Dans toute la mesure où le rôle directeur de l'Etat s'amplifie, les mécanismes automatiques d'ajustement spontané font place à un ensemble d'injonctions ou de recommandations impératives émanant de l'autorité centrale. On n'est pas nécessairement entré pour autant dans un régime socialiste, en ce sens qu'il est possible de maintenir le droit de propriété privée sur les moyens de production, de conserver à l'entreprise son caractère individuel et de maintenir la poursuite du profit. Mais le droit de propriété est limité et étroitement réglementé; l'entreprise se trouve placée dans une situation subordonnée par rapport à des décisions émanant de l'autorité centrale, et la recherche du profit se fait à l'intérieur de certaines limites, son montant pouvant être lui-même fixé.

Enfin, dans le dirigisme, à la différence de ce que l'on a pu constater dans l'interventionnisme, la fin individuelle de l'activité économique est dans une très large mesure atténuée au profit d'une finalité sociale. Alors que dans une économie strictement individualiste, l'activité économique a pour but de satisfaire les besoins individuels par l'intermédiaire de la poursuite libre du gain monétaire, la technique dirigiste s'efforcera d'orienter l'activité économique vers des buts qui ne sont plus individualistes : l'enrichissement de l'ensemble de la nation déterminé d'après un certain nombre de critères d'ordre éthique ou philosophique; l'équipement économique ou militaire de la nation; la recherche de la puissance économique ou de l'indépendance autarcique.

Bien qu'étant une technique plutôt qu'une doctrine, on doit constater que cette technique a toujours servi à atteindre certaines fins collectives au détriment des fins individuelles. Dans ces conditions, le dirigisme comporte, beaucoup plus que l'interventionnisme, des mesures restrictives de la liberté économique individuelle.

En effet, dans toute la mesure où l'on restreint le jeu des automatismes économiques, il convient de limiter l'autonomie d'action et de décision. L'automatisme fait ainsi place au volontarisme de l'Etat et le système de la libre concurrence se trouve donc profondément altéré. On se rend compte de l'altération qui est ainsi apportée dans ces mécanismes en examinant quelques-unes des interventions.

Le dirigisme a été très fréquemment appliqué en matière de contrôle des prix et des revenus. Pour éviter le développement d'une action inflationniste, on a par exemple "contrôlé"

les salaires; c'est dire que le niveau du salaire n'a plus été fixé par l'offre et la demande manifestées sur le marché du travail, mais par une décision autoritaire avec interdiction de faire subir des modifications.

Le contrôle des salaires doit bientôt s'accompagner d'un contrôle des autres revenus, lequel entraîne bientôt un contrôle des prix. En effet, il s'agit d'assurer un minimum de pouvoir d'achat aux individus et on ne saurait fixer le montant nominal des revenus sans assurer la stabilité des prix. Mais dans les situations de raréfaction de l'offre, ce contrôle de la consommation ainsi réalisé sera insuffisant; il sera bientôt nécessaire d'y joindre un contrôle quantitatif par le rationnement.

Avant d'en arriver à cette extrémité, la monnaie sera devenue un moyen d'assurer la stabilité des prix et des revenus, de gouverner l'épargne et la consommation. On sent d'ailleurs combien cette technique peut être utilisée à des fins extrêmement différentes par l'autorité publique.

Dans les périodes de rareté, le contrôle des revenus, des prix et de la monnaie permettra d'élaborer la politique du circuit, qui assurera le financement des dépenses publiques.

Par ailleurs, le dirigisme a également trouvé son terrain d'élection dans une action sur les quantités de biens offertes et demandées, afin de maintenir un niveau de prix désirable. Il s'agit souvent ici encore d'obtenir un pouvoir d'achat jugé souhaitable, en maintenant un gain bénéficiaire au profit de certaines catégories de producteurs désavantagés par les variations de l'activité économique. Entrent dans cette catégorie les actions entreprises pour diminuer une offre pléthorique, pour accorder des subventions en comblant le manque à gagner résultant d'une baisse des prix.

Parfois, la reprise de l'activité économique a été recherchée par une action sur la monnaie; ainsi le Président Roosevelt, en dévaluant le dollar en 1933, chercha-t-il à la fois à alléger les dettes des agriculteurs et à faire monter les prix intérieurs pour accroître les marges bénéficiaires.

Le dirigisme atteint cependant son maximum d'intensité lorsqu'il est mis au service d'une politique inspirée par une conception autoritaire de l'Etat. Ainsi en a-t-il été en Allemagne et en Italie, dans les années qui ont précédé la seconde

guerre mondiale. L'économie est alors un élément prépondérant de la puissance de la nation et le dirigisme est orienté vers l'instauration d'un régime de réarmement et d'autarcie, permettant d'assurer la satisfaction de besoins essentiels, fortement comprimée d'ailleurs, par les seules ressources nationales.

Il importe de reconnaître que la distinction entre interventionnisme et dirigisme strictement entendu est beaucoup plus difficile à appliquer dans la pratique qu'à dégager sur le plan abstrait. La politique économique procédant d'un parti pris d'intervention peut aisément glisser en vertu des nécessités de la poursuite de l'objectif déterminé,vers un dirigisme beaucoup plus étendu qu'on ne l'aurait souhaité au départ. Au nom de l'efficacité, l'intérventionnisme devient souvent du dirigisme au plein sens du terme. Dans ces conditions, l'économie passe insensiblement et parfois rapidement, du stade du marché contrôlé au stade de l'injonction autoritaire, supprimant les mécanismes du marché.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'économie de bien-être
++++++

L'économie de bien-être a été professée par A.C. Pigou, dans son livre : "Economics of welfare", paru en 1920; cet ouvrage eut plusieurs rééditions et les idées qu'il contient furent développées dans des livres postérieurs.

A.-C. Pigou, qui fut un élève d'Alfred Marshall, avant de lui succéder à l'Université de Cambridge, demeure fidèle à l'essentiel de la théorie classique. Mais, animé d'un idéal social et humanitaire, il cherche une conciliation entre l'individualisme de la théorie classique et les exigences de l'amélioration de l'état social. Pour cela il propose de substituer la notion de bien-être à la notion de richesse, c'est-à-dire qu'il estime que la recherche du gain monétaire individuel qui met en oeuvre l'activité de production et d'échange dans le système capitaliste, doit être remplacée par la recherche du "bien-être d'ensemble" des individus.

Pour cela, estime-t-il, il est nécessaire de satisfaire les besoins réels et par conséquent ne pas se borner à répondre aux exigences de la demande solvable. Toutefois pour atteindre cet objectif, il convient de formuler une appréciation d'ordre qualitatif sur les productions entrant dans la réalisa-

tion de ce qu'il appelle le "bien-être total". En effet, il faut savoir ce qu'il convient de produire pour satisfaire les besoins fondamentaux constitutifs de ce bien-être; il s'agit, par conséquent, de déterminer ces besoins eux-mêmes.

L'économie de bien-être oppose donc un certain idéalisme au réalisme classique et néo-classique reposant sur l'intérêt individuel librement déterminé. Elle réintroduit un jugement normatif et une préoccupation finaliste dans la recherche économique.

Pigou s'est refusé à aller jusque-là, mais il a été dépassé dans ce sens par J. Hobson, qui substitue le "Human welfare" à l' "economic welfare".

++++++

++++++ § 1 - Pigou et le bien-être économique

Pour Pigou, l'idéal serait donc d'atteindre un bien-être total, mais ceci ne saurait être réalisé sans entreprendre une recherche tendant à déterminer les fins de l'économie. Cette conception est trop éloignée de la doctrine des classiques, tout au moins de la doctrine proclamée par eux, pour que, fidèle disciple, Pigou se résolve à entreprendre pareille tâche. Dans cette mesure, son attitude est significative d'un néo-classique qui veut se maintenir à toute force dans le domaine de la science neutre, mais qui cependant sent bien que celle-ci doit être dépassée.

Se refusant donc à pousser dans toutes ses conséquences sa position initiale, il apporte cependant un certain nombre d'éléments importants.

Pigou condamne ce que nous avons appelé l'équilibre imparfait, en signalant les conséquences néfastes du malthusianisme économique, du gaspillage, de la distorsion des productions. Il insiste d'une manière très particulière sur les conséquences dommageables d'une mauvaise distribution des revenus qui est génératrice non seulement d'une inégalité, à tout prendre inévitable, mais d'une inégalité provoquant pour ceux qui sont situés aux échelons inférieurs des revenus, des situations difficilement tolérables à la longue. Il estime que le chômage est un mal, mais croit à la possibilité de le réduire par le simple jeu des mécanismes classiques (flexibilité du salaire).

Il se cantonne ainsi dans un domaine qu'il appelle lui-même celui du bien-être économique strictement entendu. Pour réaliser celui-ci, il lui paraît fondamental d'obtenir l'équivalence entre la satisfaction que l'on doit obtenir par la mise en oeuvre de la production des biens, et le coût qu'il faut supporter pour réaliser cette production. La détermination de cette équivalence est faite par lui d'une manière très savante en employant le raisonnement marginal. Il fait remarquer qu'une distribution par trop inégale entraîne une très grande diversité dans l'appréciation des biens et dans l'appréciation de la monnaie qui sert à les acquérir.

On retrouve là une idée déjà rencontrée chez von Wieser, d'après laquelle les titulaires de revenus importants ont une faible appréciation de l'utilité marginale de la monnaie, ce qui leur permet de payer des prix élevés pour obtenir des biens superflus, ne procurant qu'une satisfaction modérée sinon faible, correspondant à des besoins de faible intensité. Pigou allant plus loin, montre que le fait d'accepter des prix élevés pour des biens non indispensables satisfaisant des besoins de faible intensité, aboutit à un gaspillage et à un mauvais état social.

Pour améliorer celui-ci, il est nécessaire de réaliser trois choses :

1°- Une distribution plus égalitaire des revenus permettant de mieux satisfaire les besoins indispensables, c'est-à-dire les plus intenses. En effet, si l'on fait disparaître les revenus les plus faibles, il sera possible aux individus défavorisés de satisfaire une gamme plus étendue de besoins et par conséquent de donner satisfaction aux besoins ayant une intensité élevée et moyenne. Il est évident que dans ces conditions le bien-être de l'ensemble sera élevé.

2°- Mais pour que celui-ci soit maintenu à ce niveau, il importe en second lieu de réaliser une constance dans le niveau du revenu. En effet, des fluctuations trop fortes du revenu mettraient les individus dans l'impossibilité de satisfaire au cours des périodes de baisse du revenu national, les besoins primordiaux de l'existence.

3°- Enfin, le revenu doit atteindre un volume aussi élevé que possible afin d'étendre au maximum la sphère à l'intérieur de laquelle se réalise le bien-être économique.

++++++
++++++ § 2 - Hobson et la réalisation de l' "Human welfare"

Ainsi qu'il a été indiqué, J. Hobson dépasse Pigou en ce sens qu'il accepte d'aborder le domaine de la pensée normative et finaliste pour préciser le contenu de ce qu'il appelle le "bien-être humain" (human welfare).

Pour atteindre celui-ci, il importe de déterminer, non pas toute la série des satisfactions qu'il serait bon de réaliser, mais au moins celles qui, paraissant indésirables parce que néfastes à l'homme, doivent être proscrites. Par voie de conséquence, la production des biens correspondants sera prohibée (production d'alcool par exemple).

Il convient ensuite de distinguer le coût humain des travaux auxquels les individus peuvent être appelés afin de pouvoir proscrire ceux qui sont néfastes à l'homme. Car le coût humain du travail n'est pas appréciable, dit Hobson, comme le pensent les marginalistes; le coût humain est représenté par ce qui, dans la production, asservit ou avilit le producteur. C'est donc une sorte de coût moral et non pas de coût en peine ou désutilité. Ce dernier peut avoir au contraire un coût humain très faible si les productions obtenues concourent au développement moral, intellectuel ou spirituel de l'individu. Dans cet esprit, le chômage a un coût humain très important étant donné la dégradation qu'il provoque en la personne du chômeur.

Enfin, Hobson condamne l'économie de marché libre sous le prétexte que le marché consacre, par la formation des prix, des valeurs qui ne sont en rien attachées à des critères d'ordre moral, c'est-à-dire favorables à l'épanouissement humain.

Il n'en reste pas moins que Hobson conserve la notion de revenu qui a été établie par les néo-classiques et par Alfred Marshall en particulier. Il distingue et justifie la rente, le salaire, l'intérêt et le profit. Mais en chacun de ces revenus individuels, il distingue trois parts :

1°- Une part destinée à couvrir le coût du facteur de production.

2°- Une part destinée à favoriser l'accroissement ou le développement de ce facteur conformément aux exigences d'une activité économique croissante.

3°- Une part qui ne correspond à aucune des deux fins précédentes et qui ne constitue que ce qu'il appelle un surplus improductif.

Ce surplus, improductif parce que non nécessaire à l'entretien ou au développement des facteurs, est l'objet d'une compétition entre les diverses parties prenantes dans la distribution des revenus. Suivant les conditions de fonctionnement des marchés, selon la force ou la contrainte dont dispose telle ou telle catégorie de facteurs, il devient objet d'appropriation au bénéfice exclusif de l'une d'entre elles.

Il en résulte que, contrairement à ce que prétendent les néo-classiques, le revenu d'un individu ne correspond pas à sa rémunération de facteur. Il n'est pas égal à la productivité marginale dudit facteur. Le surplus, ajouté ou retranché à telle catégorie de facteurs en vertu d'un processus qui ne correspond en rien à une nécessité économique, représente bien ainsi un surplus improductif qui permet une élévation injustifiée des prix et une mauvaise satisfaction des besoins.

En effet, la catégorie de facteurs qui aura réussi à s'approprier ledit surplus pourra disposer de revenus additionnels qui lui permettront d'accepter des prix trop élevés pour satisfaire des besoins superflus, faussant en conséquence la réalisation du bien-être humain, car des besoins essentiels ne seront pas satisfaits.

Hobson estime que dans le système économique contemporain, c'est la catégorie des travailleurs qui, par suite de son pouvoir insuffisant, est victime de la compétition qui s'instaure autour du surplus improductif. Il est donc souhaitable que son pouvoir de marchandage soit accru, à la suite de réformes d'ordre institutionnel ou d'une évolution historique, lui donnant une place plus favorisée dans la compétition.

On s'aperçoit ainsi que Hobson n'hésite pas à faire des incursions très nettes dans le domaine de la pensée normative et par là il annonce déjà la renaissance de la problématique économique qui s'efforcera, par le retour, à une conception plus générale des phénomènes économiques, de surmonter les insuffisances de la science neutre et de répondre aux nouvelles interrogations formulées par l'économie appliquée.

++++++ Titre II
++++++
++++++ LA MACRO-ANALYSE DU CIRCUIT DES FLUX :
++++++
++++++ LA SYNTHESE KEYNESIENNE

On a souvent parlé, pour caractériser le mouvement de pensée né en 1936, d'une révolution keynésienne. Sans doute la théorie keynésienne a-t-elle donné, dès les premiers temps, l'impression d'une mutation brusque de la science économique. En réalité, elle a surtout constitué une rupture avec la pensée économique jusque-là dominante; mais elle a aussi constitué une réponse à certaines des questions posées depuis un certain temps par les économistes contemporains.

En effet, à la suite des différentes recherches exposées dans les développements précédents, on pouvait penser que les principaux efforts de l'analyse économique tournaient autour de trois points essentiels :

1 - L'équilibre est-il un équilibre stable, qui s'établit en un point unique, auquel il revient lorsqu'il s'en est momentanément écarté ? Les classiques avaient tendance à répondre par l'affirmative; ce point étant celui où se réalisait le plein-emploi des facteurs de la production. Pour les néo-classiques, répondant également par l'affirmative, ce point était celui où le coût marginal égalait le coût moyen.

Keynes va répondre par la négative. Il y a pour lui plusieurs points d'équilibre possibles. Si l'on prend le volume de l'emploi des facteurs comme référence, il prétend qu'il existe des possibilités d'équilibre situées à différents niveaux de l'emploi. Une économie concrète peut donc enregistrer une pluralité d'équilibres en ce sens que, chaque période peut voir s'établir un équilibre à un niveau particulier d'emploi, et d'une période à l'autre, l'équilibre peut s'établir à des niveaux différents d'emploi.

2 - L'équilibre doit-il être conçu en fonction d'une économie de troc, ou en fonction d'une économie monétaire ? La théorie classique adopte la première position : Keynes propose la seconde. C'est dire qu'à l'équilibre statique de troc pré-

senté par une partie de la théorie classique et par la théorie néo-classique, Keynes substitue une théorie de l'équilibre monétaire où le facteur temps est largement pris en considération par l'intermédiaire de la monnaie et des anticipations.

3 - L'équilibre est-il conçu comme une résultante de forces unies les unes aux autres par des liens d'interdépendance ou existe-t-il des liens de causalité entre les variables principales ?

La première conception est celle qui est préconisée par certains néo-classiques, Walras en particulier, qui présentent une théorie fonctionnelle de l'interdépendance économique. Keynes conçoit, au contraire, un équilibre causal dans lequel certaines variables indépendantes exercent une action causale directe sur des variables qui sont étroitement dépendantes des premières.

En d'autres termes, aux trois questions posées par la théorie économique vers 1936, Keynes répond de la manière suivante:

1°) Il existe une pluralité d'équilibres à différents niveaux d'emploi; ce qui donnera à sa théorie le caractère d'une statique comparative.

2°) L'équilibre reproduit un état réel de l'activité économique, intégrant l'action du temps par les anticipations et la monnaie, mais il contient cependant des notions très proches de l'équilibre monétaire présenté par l'école suédoise.

3°) L'équilibre repose, non sur des liens de dépendance, mais sur des liens de causalité; sa théorie permet ainsi l'élaboration directe d'une politique économique.

La théorie de Keynes constitue beaucoup plus une rupture qu'une révolution, en ce sens qu'elle abandonne certaines positions théoriques jusque-là dominantes; mais souvent elle reprend des propositions anciennes qui avaient été, depuis un certain temps, oubliées. On pourrait citer, en particulier, un retour de Keynes à la conception du circuit des flux, présentée au début de la science économique par les Physiocrates.

En fait, la caractéristique principale de la pensée de Keynes est de constituer une synthèse entre différents courants qui s'étaient manifestés jusque-là : courant des Physiocrates, des grands classiques, des néo-classiques de Lausanne et de

l'Ecole suédoise. Mais ces différents éléments ont été plus ou moins modifiés pour les besoins de la synthèse, de telle sorte qu'on n'a pas toujours reconnu, dans la "Théorie Générale", les éléments primitifs, tels que les avaient présentés les premiers auteurs.

Cette synthèse n'est donc pas le fait du hasard; elle s'inscrit dans une évolution de la pensée économique. Elle n'est pas davantage un pur produit de cette évolution; elle est aussi dans une large mesure dépendante de la personnalité même de l'auteur qui l'a conçue, et c'est sur ce point qu'il convient d'abord d'insister. Par la suite, il sera possible d'étudier la signification générale de la théorie keynésienne, puis d'en prendre une vue générale, montrant en quoi elle révise la théorie classique. Enfin, on pourra procéder à une étude détaillée de son contenu.

On étudiera donc :

- dans un chapitre I, la signification générale de la théorie keynésienne;

- dans un chapitre II, l'opposition de la "Théorie Générale" à la théorie classique;

- dans un chapitre III, le système keynésien.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++ LA SIGNIFICATION GENERALE
++++++
++++++ DE LA THEORIE KEYNESIENNE

D'après certains auteurs, l'évolution de la pensée économique serait marquée par trois grandes dates : 1776, publication par Adam Smith de "La richesse des nations"; 1870-1783, découverte par Stanley Jevons, Carl Menger et Léon Walras du principe de l'utilité marginale; 1936, publication par John Maynard Keynes de "La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie".

Il conviendrait de joindre à ces dates : 1758, publication par Quesnay du "Tableau économique"; beaucoup diront qu'il faut y ajouter : 1867, publication par Karl Marx du "Capital".

Peu importent ces classifications; l'essentiel est d'indiquer qu'il serait aussi injuste de sous-estimer l'apport de Keynes, que téméraire d'en faire un moment unique du progrès de la recherche économique.

Ce n'est pas diminuer son mérite que de dire qu'il se caractárise moins par une opposition tranchée par rapport aux thèses antérieures, que par une conciliation de thèses diverses souvent apparemment contradictoires, qui ont vu le jour avant lui. Sa richesse vient non pas des points sur lesquels il s'oppose, mais de ceux à propos desquels il réalise une intégration de tendances jusque-là étrangères. Et c'est là peut-être la raison profonde des critiques soulevées; chacun trouve un peu de son propre bien dans la "Théorie Générale", mais déformé par une association surprenante avec le bien d'autrui. Si révolution il y a, elle est beaucoup plus dans la synthèse que dans l'étude de détail.

A - La rupture réalisée par cet auteur se situe en premier lieu sur le plan de la théorie économique. En effet, la synthèse qu'il réalise remet en question toute la recherche antérieure. Elle a soulevé des adhésions enthousiastes comme des

oppositions brutales. Aujourd'hui, bénéficiant de plus de recul, on peut estimer qu'au-delà des mouvements excessifs de la première heure, il convient de reconnaître à la théorie de Keynes une importance considérable.

Quelle que soit l'attitude adoptée, réservée ou critique, enthousiaste ou systématiquement négative, que l'on approuve ou que l'on répudie ce livre, on pense de plus en plus, selon les schémas qu'il propose, que c'est en les utilisant que l'on situe, même dans une direction différente, les problèmes essentiels de l'analyse économique contemporaine. En effet, que l'on adopte ou que l'on réprouve les thèses de Keynes, on se meut depuis un certain temps dans les catégories économiques sur lesquelles repose sa démonstration : plein emploi, épargne, investissement, propension à consommer, à épargner, à thésauriser, efficacité marginale du capital, etc... Même les anti-keynésiens, s'ils n'acceptent pas les conclusions de Keynes, ont fini par parler son langage.

La conséquence est que le fondement même des systèmes antérieurs de pensée s'est trouvé remis en question. Si l'on veut rebâtir un de ces systèmes lorsqu'on l'estime détruit, ou simplement démontrer qu'il n'a pas été ébranlé, on est forcé de tenir compte de ce que Keynes en a dit. Devant son oeuvre, on ne peut rester indifférent; on ne peut l'ignorer, mais on ne peut non plus l'admettre telle quelle; il importe de la connaître pour la critiquer, l'améliorer ou s'en inspirer pour des travaux de dépassement.

B - La rupture s'établit aussi sur le plan de la politique économique. En effet, Keynes bouleverse les politiques suivies jusque-là, car il prétend démontrer comment le capitalisme évolué peut fonctionner normalement tout en laissant subsister un chômage important. Il indique aux gouvernements comment ils doivent agir pour supprimer celui-ci. Il aboutit donc à une politique interventionniste qui n'est cependant pas un dirigisme accentué. On doit même dire qu'il tend à conserver l'essentiel du capitalisme; et c'est en cela que la théorie de Keynes est fortement finaliste. Tout son système d'analyse est conçu pour rechercher les facteurs sur lesquels il convient d'agir pour créer un équilibre au plus haut niveau d'emploi des facteurs de la production. Ce finalisme est d'ailleurs explicitement formulé par l'auteur, énonçant clairement qu'il recherche les moyens d'accroître le volume de la production et des revenus.

Ainsi, dans une époque où l'intervention de l'État se généralise, Keynes apporte aux gouvernements qui veulent sortir des excès du laisser-faire sans pour autant tomber dans le collectivisme, une série de directives permettant d'assurer un emploi stable et de développer le bien-être général par l'élévation du revenu. C'est en cela, quelle que soit l'attitude critique que l'on puisse adopter à l'égard du système théorique, que l'on doit reconnaître à la théorie de Keynes une finalité humaine. En ce point, elle affirme définitivement le mouvement déjà amorcé.

Il importe maintenant de faire connaissance avec l'auteur.

++++++ Section I
++++++
++++++ La personnalité de Keynes
++++++

La personnalité de Keynes apparaît, lorsque l'on étudie non seulement les différentes étapes d'une existence bien remplie mais encore les caractères intellectuels de l'auteur.

++++++
++++++ § 1 - La formation et les caractères intellectuels de J.-M. Keynes

John-Maynard Keynes fait partie de cette catégorie de personnes, au demeurant peu nombreuse, sur qui la nature semble s'être complu à rassembler tous ses dons. Il appartient à cette espèce encore plus rare d'hommes à qui la vie permet de mettre en valeur tout ce qu'ils ont reçu. Peut-être cela tient-il à ce qu'ils possèdent, de surcroît, la faculté de modeler leur existence à leur avantage. Rares sont nos contemporains qui auront exercé sur le monde une influence aussi profonde et aussi durable que celle qui semble dévolue à celui qui, bien que n'ayant pas reçu comme Alfred Marshall le titre de "Prince des économistes", exerce encore aujourd'hui une incontestable souveraineté sur la pensée et la politique économiques.

John-Maynard Keynes naquit en 1884, dans une famille de la bourgeoisie britannique; son père était professeur d'économie politique à Cambridge et l'initia, comme le firent James Mill pour son fils John Stuart Mill et Auguste Walras pour son

fils Léon Walras, à la science économique. Cette éducation fut empreinte du plus grand respect pour la science marshallienne. Keynes avait en effet sept ans lorsque parurent les "Principles of economics" d'Alfred Marshall, dont l'autorité unanimement reconnue allait fixer, pour ne pas dire figer, les conceptions économiques des Britanniques.

Mais la formation intellectuelle de Keynes ne fut pas restreinte à la discipline économique. Elève des grands "collèges", son esprit bénéficia d'une formation complète, à la fois générale et technique, abstraite et humaine, Faisant preuve d'une intelligence aiguë et vaste, il put aussi bien approfondir les mathématiques que l'économie, se passionner pour l'art comme pour la philosophie.

Aussi, ses études terminées, paraissait-il apte à l'exercice de fonctions variées. Il entra dans le Civil Service en 1906 et fut envoyé aux Indes. C'est ainsi que commença son étonnante carrière où l'homme de science et l'homme d'action, le professeur et l'administrateur, le politique et l'amateur d'art, le journaliste et l'homme d'affaires, allaient mener une inlassable et brillante activité.

Il fut, en effet,en premier lieu un professeur et un directeur d'opinion. Il débuta dans la carrière scientifique par un ouvrage de mathématiques : le "Traité de la probabilité". Mais, orienté définitivement vers la science économique, il exerça ses premières fonctions enseignantes à King's College, à Cambridge. Il y dispensait non seulement un enseignement magistral, mais animait encore de nombreux cercles et clubs d'études, où la forme plus libre que revêt l'enseignement se prêtait admirablement à l'exercice de ses brillantes qualités de causeur étincelant, de polémiste redoutable et d'humoriste paradoxal. Il devait devenir plus tard "assistant editor", puis "editor" de l' "Economic Journal".

++++++
++++++ § 2 - Les activités de J.-M. Keynes

Mais selon la tradition britannique qui veut que l'on passe aisément de l'Université aux affaires publiques et inversement, il fut, en second lieu, un haut fonctionnaire de l'administration. C'est ainsi qu'après son séjour aux Indes, il fit partie, en 1913, de la "Commission Royale" chargée d'étudier les problèmes monétaires de l'Inde. Il rapporta de son expé-

rience un premier ouvrage, "Indian currency and finance", publié en 1913, alors qu'il avait vingt-neuf ans, et qui commença à faire connaître son nom.

En 1914, il fit partie de différentes commissions d'études.

La guerre survenant, Keynes fut appelé à la Trésorerie britannique et lors de la discussion du Traité de Versailles, il fit partie de la délégation de son pays. Placé à un poste d'observation remarquable, il fit preuve de qualités de discussion et de persuasion, en même temps que son intuition lui faisait percevoir, d'une manière peut-être trop brutale, certains problèmes de l'avenir. En désaccord avec Lloyd George, chef de la délégation britannique, il démissionna bruyamment et consigna ses vues dans un livre célèbre par l'opposition qu'il rencontra, les "Conséquences économiques de la paix, publié en 1919. Ayant déjà fait ses preuves de mathématicien, d'économiste et d'administrateur, Keynes montrait qu'il était également un politique averti quoique un peu rude.

Il demandait dans cet ouvrage un traitement modéré en faveur de l'Allemagne,dont le développement rapide lui paraissait indispensable à la prospérité de l'Europe; il montrait ensuite l'impossibilité pratique dans laquelle on allait se trouver de transférer les fortes sommes imposées à ce pays au titre des réparations.

Keynes fut en troisième lieu un grand économiste.

Revenu à l'Université, il se livra à la recherche scientifique, mais n'abandonna jamais complètement les activités publiques. Au mois d'octobre 1922, il fut appelé par le gouvernement allemand pour donner son avis sur la situation monétaire. Quelques mois plus tard, paraissait un nouveau livre : "Essai sur la réforme monétaire".

Les questions monétaires continuèrent à le préoccuper. N'étaient-elles pas le grand souci de la période 1919-1930 et ne devaient-elles pas normalement se refléter dans les préoccupations des économistes ? Keynes rassembla l'ensemble de ses réflexions sur ce sujet, dans son grand livre : "Treatise on money", gros ouvrage en deux volumes, non encore traduit en français, publié en 1930. Cet ouvrage devait marquer une étape importante dans l'évolution de sa pensée, bien que renié sitôt écrit.

Il ne s'intéressait pas uniquement d'ailleurs aux questions monétaires; il publiait de nombreux articles dans les revues et journaux, des biographies, en particulier celle d'Alfred Marshall qui est un modèle du genre, et réunissait différentes études dans un petit ouvrage plein de perspicacité : "Essay in persuasion".

Cependant, quoique spécialisé dans les questions monétaires, un esprit aussi curieux et aussi vif que le sien ne pouvait rester indifférent au mal chronique qui frappait la Grande-Bretagne depuis le premier conflit mondial et qui s'était étendu au monde entier à partir de la grande dépression : le chômage. Il lui apparut que le système théorique qui expliquait que le chômage était un accident passager devant se résorber de lui-même, était un système erroné. Il fut ainsi amené à repenser l'ensemble de la théorie économique; il en sortit son ouvrage capital, celui qui provoqua la révolution ou la rupture dont il a déjà été parlé, la "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie".

Par la suite, Keynes exerça encore de nombreuses fonctions administratives et politiques, notamment à partir de 1939. Il fut conseiller financier de la Couronne et administrateur de la Banque d'Angleterre. Il mit au point le plan britannique de reconstruction du système monétaire international qui porta son nom et présida la délégation chargée, au lendemain de la guerre, de négocier un emprunt à Washington, etc...

De tels services méritaient une récompense; celle-ci lui fut accordée sous forme d'une élévation à la pairie; il devint, en 1944, Lord Keynes of Tilton.

Il fut également par son activité privée un homme de son temps; il dirigea avec brio une importante compagnie d'assurances et géra plus que convenablement sa fortune personnelle.
Il se passionnait pour les collections d'art, la peinture, le théâtre qu'il ne dédaignait pas d'animer de sa puissante personnalité.

Après une vie aussi brillamment et pleinement remplie, ayant manifesté des aptitudes aussi éclatantes que diverses, s'étant fait des ennemis aussi tenaces que des amis fervents, ayant connu l'admiration d'esprits hautement distingués, Lord Keynes mourait en 1946; il était âgé de soixante-trois ans.

++++++ Section II
++++++
++++++ Le sens général de la théorie keynésienne
++++++

Pour comprendre la signification de la "Théorie Générale", il n'est pas superflu de signaler les caractéristiques intellectuelles de son auteur et de faire ressortir l'unité profonde de son esprit et de son oeuvre. Il sera alors possible de saisir le sens de l'évolution qui a été suivie par Keynes avant d'aboutir à la "Théorie Générale".

++++++
++++++ § 1 - L'unité de l'oeuvre de Keynes

Comment expliquer et déceler l'unité d'une oeuvre qui, s'appuyant au début sur les "Principes d'Economie Politique" d'Alfred Marshall, est arrivée à la "Théorie Générale" qui, en de nombreux points en constitue comme une sorte de contradiction ?

Cette évolution s'explique par référence à la carrière de l'homme et aux caractéristiques de son esprit; car chez Keynes, plus que chez quiconque, l'oeuvre est le reflet de la personnalité, de l'expérience concrète, des curiosités du savant, de son sens pratique et de son esprit toujours soucieux de progrès et de logique.

Nous savons que c'est dans l'oeuvre d'Alfred Marshall que Keynes a été initié à la science économique. Au moment où il étudiait, cette oeuvre se présentait comme une conception achevée de l'économie politique.

Que pouvait donc faire un jeune économiste ? Quels champs de recherche s'offraient à son activité ? Un seul : faire application des principes théoriques de Marshall à la réalité quotidienne, pour la comprendre et l'expliquer. En somme, seul le domaine de l'économie appliquée lui paraissait libre; c'est d'ailleurs l'indication que Marshall donnait à ses élèves, et à Keynes en particulier : "livrez-vous à des travaux de détail".

Le point délicat était de faire choix d'une question importante, actuelle, se prêtant à une investigation, dont l'o-

rigine théorique pourrait être trouvée dans les thèmes exposés par les "Principles" d'Alfred Marshall. Keynes opta pour les problèmes monétaires.

Ce choix peut au premier abord étonner. En effet, la Grande-Bretagne possédait un système monétaire solide, reposant sur l'étalon-or, et dont le fonctionnement bien connu ne semblait pas devoir donner prise à un travail bien original. Mais il faut se souvenir des problèmes posés par la situation monétaire de l'Inde où fonctionnait le "gold exchange standard". Il y avait là matière à une étude fructueuse. Déjà Marshall lui-même avait présenté devant la "Royal Commission" un rapport sur la question, sans l'épuiser pour autant. Or, Keynes étant entré dans le "Civil service", fut nommé à l' "India Office". Quelle aubaine pour le jeune économiste qui allait pouvoir observer de près une matière de choix, et donner libre cours à son esprit curieux !

Est-ce première intuition d'une filière à exploiter ? Est-ce première manifestation de ce concours heureux de circonstances qui le servira tout au long de sa carrière ? Quelle que soit l'hypothèse, Keynes publiait en 1913 son premier ouvrage économique : "Indian Currency and Finance". Il abordait ainsi les problèmes monétaires, dont le souci ne le quitterait jamais plus et serait la préoccupation fondamentale de toute son oeuvre, premier élément de son unité.

Ce travail qui reçut l'approbation enthousiaste de Marshall était une étude sérieuse du "gold exchange standard", et de ses possibilités d'avenir. Il montrait le caractère exceptionnel de l'avantage que la Grande-Bretagne avait retiré de ce système, avantage dû à la primauté de la place de Londres. Il soulignait aussi qu'il pourrait être avant peu remplacé par un autre plus avantageux. Le tout était parsemé de critiques brillantes et acérées contre les partisans du monométallisme argent, et contre tout défenseur des vieux systèmes en général.

Cependant Marshall pressentait-il le reniement ultérieur de son élève lorsqu'il lui disait : "Retenez votre place, vous êtes un spécialiste de certaines branches de l'économie appliquée" ? (1). Ce conseil devait être assez fidèlement suivi puisque, même

(1) Cité par Harrod : "John Maynard Keynes". - The Review of economic statistics, nov. 1946, pp. 178 et suiv.

lorsqu'il aborde les travaux les plus théoriques, Keynes cherche toujours les possibilités de dégager une politique économique susceptible d'améliorer la condition des hommes.

"Les conséquences économiques de la paix", parues en 1919, témoignent à la fois du sens politique et des vues économiques de Keynes. Il recommandait dans ce livre un traitement de faveur pour l'Allemagne, dont le relèvement économique lui paraissait capital pour l'Europe et concluait à l'impossibilité de transférer la charge des réparations; il causa un véritable scandale. On retrouvait déjà le spécialiste des questions monétaires.

Ce sont encore ces questions qui retiennent Keynes lorsqu'en 1923 il publie : "Essai sur la réforme monétaire", ouvrage plus significatif que les précédents, car il commence à faire preuve d'une certaine indépendance à l'égard de l'orthodoxie marshallienne. En effet, il propose pour les pays d'Europe centrale, une augmentation de la circulation monétaire, appuyant son argumentation sur le besoin de liquidité. On y vit à l'époque une sorte d'encouragement à l'expansion inflationniste. On peut se demander aujourd'hui s'il n'y avait pas là quelque chose de plus profond : l'amorce de la théorie de la préférence pour la liquidité.

Comment s'explique cette émancipation intellectuelle, qui a pour premier résultat d'éloigner le spécialiste des questions monétaires de la pensée de son premier maître ? On en trouve l'explication première dans l'étude que Keynes a lui-même consacrée à son maître, dans l'Economic Journal de septembre 1924, reprise dans le Memorials of Alfred Harshall et dans les Essays in Biography. Il y rend un éclatant hommage à la personne même d'Alfred Harshall, à la qualité de son esprit, à la variété de ses dons; mais la louange à l'égard de la personne est compensée par une réserve marquée à l'égard de l'oeuvre.

Les Principles sont en effet l'objet d'une critique, modérée sans doute, mais qui se plaît à relever des erreurs de logique entre le système lui-même et sa finalité, et qui conteste la portée pratique des conclusions qu'il est possible d'en tirer. A mesure que son jugement s'est formé au contact de la réalité, Keynes a senti la faiblesse des thèses dont leur auteur lui-même avait dit qu'avec le temps elles tomberaient en désuétude.

Mais il est, outre cet enseignement tiré de l'expérience, une autre cause de l'émancipation intellectuelle de Keynes. Ce sont ses propres qualités d'èsprit. Il était trop logicien pour demeurer prisonnier d'un système cohérent qui lui avait révélé quelques failles. Sa pensée essentiellement mouvante et dynamique ne pouvait longtemps s'accommoder d'un système reçu du dehors. L'autorité de Marshall, c'était pour les économistes, une condamnation au piétinement; elle constituait précisément l'inverse de l'attitude intellectuelle de Keynes. Il n'était pas homme à ressasser la pensée d'autrui; lui qui ne pouvait jamais demeurer longtemps à un stade déterminé de sa propre pensée. Par nature il était tout le contraire d'un orthodoxe, et quelle que soit l'occasion qui lui serait fournie pour s'évader, il est certain que cette évasion se produirait un jour. Elle était en préparation dès 1923 et 1925; elle devait se produire un peu plus tard avec un éclat retentissant.

Une nouvelle étape était franchie en 1930 avec le "Treatise on Money", étape d'une grande importance pour plusieurs raisons : l'unité de l'oeuvre d'ensemble s'y affirme par le souci dominant qui est toujours d'approfondir les phénomènes monétaires. Mais l'enrichissement du domaine de recherche est considérable. La question des rapports de l'épargne et de l'investissement, à peine esquissée jusqu'à cette date par les Suédois, est abordée de front. Keynes prétend expliquer les divergences par les gains et pertes imprévus, mettant ainsi en jeu la monnaie. Mais, partant des phénomènes d'épargne et d'investissement, il doit forcément ouvrir des perspectives sur la déflation, le chômage et le cycle. Le spécialiste des questions monétaires n'abandonne donc pas son sujet de prédilection, cependant son approfondissement lui montre qu'il est en étroite connexion avec l'ensemble des phénomènes économiques, et son champ d'investigation s'enrichit d'autant.

Il commence à s'orienter vers une théorie, mais en restant toujours fidèle à une préoccupation essentielle : découvrir les moyens d'agir sur l'activité économique.

Cependant dans le système que présente le Treatise on Money, on découvre bientôt un grave défaut : les équations fondamentales sur lesquelles repose tout le développement contiennent une erreur que signale Alvin Hansen. Par ailleurs Robertson et Hawtrey montrent que le fait de dire en quoi consiste la divergence entre gains et pertes imprévus ne suffit pas à l'expliquer. Keynes en convient loyalement. Tout est donc à refaire.

Pour si imparfait qu'il soit, le Treatise on Money, s'il n'est pas l'oeuvre la plus importante de Keynes, est cependant très significatif de son évolution intellectuelle. Elle marque en effet la transition entre les études de détail et l'élaboration d'un système théorique complet devant conduire à l'économie appliquée. En effet, d'une part le "Treatise" continue d'affirmer la préoccupation centrale pour les phénomènes monétaires; d'autre part, il prépare l'inclusion de la théorie de la monnaie dans une théorie d'ensemble qui sera forcément nouvelle puisque le cadre général constitué par la théorie ancienne l'a conduit à une fausse interprétation. C'est ainsi que la "Théorie Générale", loin d'être un rendement du "Treatise", sera le prolongement de l'effort, en partie manqué, que constitue celui-ci. Keynes prend soin d'ailleurs d'en avertir le lecteur :

"Le rapport existant entre ce livre et le "Treatise on Money", - dit-il dans la préface de la "Théorie Générale", - sera sans doute moins clair pour les lecteurs qu'il ne l'est pour nous-même; ce que nous considérons comme une évolution naturelle de la pensée dans la voie que nous suivons depuis plusieurs années, apparaîtra parfois au lecteur comme un changement d'opinion déconcertant...

"Lorsque nous avons commencé la rédaction du "Treatise on Money", nous évoluions encore dans la conception traditionnelle qui considère l'action de la monnaie comme un facteur pour ainsi dire indépendant de la théorie générale de l'offre et de la demande. Lorsque nous eumes terminé ledit ouvrage, nous avions déjà réalisé certains progrès dans la transformation de la théorie monétaire en une théorie de la production dans son ensemble. Nous n'avons pas réussi à nous affranchir suffisamment de certaines idées préconçues, et notre défaut d'émancipation se manifeste dans ce qui nous apparaît maintenant comme la faiblesse essentielle des parties théoriques de l'ouvrage (livres 3 et 4), c'est-à-dire notre impuissance à fournir une explication complète des effets produits par des variations du volume de la production... Le présent ouvrage a fini par devenir, au contraire, une étude portant principalement sur les forces qui gouvernent les variations du volume de la production et de l'emploi dans leur ensemble; et comme il apparaît que la monnaie joue dans le mécanisme économique un rôle primordial, d'ailleurs très particulier, les détails de la technique monétaire se situent à l'arrière-plan du sujet".

Cette longue citation éclaire d'une manière indiscutable, à la fois l'évolution de la pensée et sa continuité. Elle per-

met en outre de saisir sur le vif comment la préoccupation de l'économie appliquée est devenue, en vertu d'une logique implacable, le point de départ d'un nouveau système théorique, toujours orienté vers l'application pratique.

++++++
++++++ § 2 - La naissance de la Théorie Générale

L'échec relatif du "Treatise on Money" ne permet pas à Keynes de demeurer au sein du corps de théories érigées par Alfred Marshall. En effet, il lui apparaît qu'il est désormais impossible de donner une explication satisfaisante des phénomènes économiques en partant des "Principles", d'autant plus que son esprit observateur et réfléchi ne peut pas ne pas être frappé des faits nouveaux qui se déroulent depuis quelques années. Avec l'année 1930, se poursuit une phase de dépression d'une ampleur jamais encore égalée. Un chômage considérable frappe l'économie des principales nations; de plus la Grande-Bretagne connaît en dehors de la période de dépression, un chômage chronique. Depuis 1919, ce pays doit supporter la charge d'un nombre de chômeurs dépassant en permanence assez largement le million; même lorsque l'activité économique se développe, le chômage persiste. Or, rien dans le système de Marshall ne peut expliquer pareille situation. Il est donc possible de se demander si ce système est aussi valable qu'on l'a jusque-là pensé.

Aussi le trait le plus significatif de la "Théorie Générale" par rapport à l'évolution intellectuelle de son auteur est que cet ouvrage accentue l'évolution déjà commencée avec le "Treatise". Il est la construction d'un système théorique complet, embrassant dans sa totalité le fonctionnement de l'économie, dans lequel la monnaie occupe une place de choix; il aura pour but de fournir une interprétation nouvelle de l'activité économique, afin de donner à l'autorité publique les moyens de la gouverner, de telle sorte que le chômage chronique et l'insuffisance du revenu disparaissent.

C'est ainsi que le spécialiste de l'économie appliquée n'abandonne jamais sa préoccupation fondamentale. Mais il est amené, pour mieux découvrir les possibilités d'application, à reformuler les principes fondamentaux; le disciple de Marshall devient alors le critique sévère du maître. L'observateur du gold exchange standard va devenir le créateur d'une nouvelle dynamique monétaire.

L'évolution qui conduit ainsi à la "Théorie Générale" s'est produite par un perfectionnement constant du même système de pensée, demeurant toujours fidèle à lui-même, même lorsqu'il apparaît en renier les propositions précédentes. Si l'oeuvre de Keynes est fondamentalement une, ce n'est pas simplement parce que les phénomènes monétaires constituent la préoccupation essentielle de chacun des ouvrages. Il n'y aurait là qu'une unité formelle, et tout extérieure. L'unité de l'oeuvre de Keynes est plus profonde : elle naît de ce que l'évolution intellectuelle de l'auteur s'est déroulée, non pas en ordre dispersé, mais toujours en suivant une ligne identique, et selon un double processus d'approfondissement et d'élargissement des concepts initiaux.

Mais surtout, cette unité prend sa source dans un finalisme qui n'a jamais été renié, mais toujours ouvertement proclamé. Il s'agit dans chacun des ouvrages de découvrir un moyen de corriger les déficiences du système économique, d'orienter l'activité vers des objectifs de plus en plus favorables à la condition de l'homme. Keynes croyait aux possibilités de persuader les responsables de l'activité économique des effets bienfaisants de leur fonction. Il convenait de leur montrer vers quel point ils devaient orienter cette activité, et comment ils devaient s'y prendre pour créer autour d'eux un plus grand bien-être. La "Théorie Générale", plus que tout autre ouvrage, est une sorte d'essai de persuasion qui s'efforce de convaincre que, par le gouvernement de l'investissement, il sera possible de faire disparaître le chômage et d'élever le niveau de bien-être des individus.

Mais Keynes n'est arrivé à cette formulation nouvelle d'un système théorique complet orienté vers l'action, qu'en considérant que le phénomène du chômage chronique était une preuve expérimentale des insuffisances de la théorie classique qui, expliquant que l'équilibre se rétablissait spontanément au niveau du plein emploi, ne pouvait rendre compte de l'existence d'un chômage permanent. En conséquence, si la théorie classique se heurtait à une pareille contradiction de la part des faits, c'est que probablement son système d'ensemble était déficient.

Keynes remontait ainsi aisément d'une vérification expérimentale négative à la nécessité de reformuler toute l'inter-

prétation; c'est ainsi qu'il devait déboucher dans une théorie générale qui se présenterait comme la correction de l'interprétation classique, à laquelle Alfred Marshall et le professeur Pigou avaient donné une forme quasi-achevée.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++ L'OPPOSITION DE LA "THEORIE GENERALE"
++++++
++++++ DE KEYNES A LA THEORIE CLASSIQUE

Pour comprendre dans quelle mesure la "Théorie Générale" de Keynes s'inscrit à la fois dans une ligne d'évolution intellectuelle parfaitement logique, et dans un courant de pensée qui va contredire le courant classique, il importe en premier lieu de rechercher ce que contient la nouvelle interprétation keynésienne et de préciser ensuite dans quelle mesure elle révise la théorie classique.

++++++ Section I
++++++
++++++ La présentation d'ensemble de la "Théorie Générale"
++++++

Pour prendre une vue d'ensemble de la "Théorie Générale", il convient de préciser, en premier lieu, l'orientation de la recherche; puis de prendre une vue rapide de l'ensemble du système théorique, et enfin d'en préciser la finalité.

++++++
++++++ § 1 - L'orientation de la recherche keynésienne

La "Théorie Générale" se présente comme une réaction contre la théorie classique anglaise, telle qu'elle a été formulée par les grands classiques, puis mise au point par Alfred Marshall, et plus récemment par Edgeworth et le professeur Pigou. Ces trois auteurs constituent d'ailleurs les principales cibles de la critique vigoureuse de Keynes. Il s'oppose à certaines des thèses fondamentales de la pensée traditionnelle, ainsi qu'il sera montré par ailleurs, et c'est en fonction de l'insuffisance qu'il leur prête qu'il lui paraît nécessaire de remonter des conséquences aux principes essentiels.

Cette remontée aux sources va le conduire à remettre en honneur certaines thèses de Malthus qui ont été, selon lui, abandonnées malheureusement au profit des thèses cependant beaucoup moins satisfaisantes, proposées par Ricardo. C'est ainsi que, bien que s'insurgeant contre le courant de la pensée issu de la théorie ricardienne, Keynes se rattache à la pensée classique puisqu'il estime que c'est à Malthus qu'il faut demander une inspiration plus correcte pour interpréter les phénomènes économiques contemporains. Dans cette mesure, si Keynes contredit Ricardo, il n'en est pas moins tributaire de la pensée classique d'ensemble.

Quel est donc le reproche qu'il adresse à la théorie ricardienne ? Celui de ne pas rendre compte des phénomènes du monde contemporain, et en particulier de ce phénomène qui frappe particulièrement les économistes de l'époque : le chômage chronique. Le fait que la Grande-Bretagne ait été depuis la fin de la guerre victime d'un chômage permanent, même lorsque la prospérité atteignait son point maximum, le fait que ce phénomène se soit reproduit, avec moins d'intensité sans doute, dans différents pays; le fait que la grande dépression se soit manifestée par une extension considérable du phénomène du chômage, tout cela montre bien que le système de rééquilibre présenté par la théorie classique ne permet plus de rendre compte des phénomènes contemporains.

Non seulement Keynes dépasse ici les explications du cycle, s'efforçant de rendre compte du chômage de dépression, mais il veut s'efforcer de trouver une interprétation du chômage permanent dont la perspective est absolument exclue des explications classiques. Celles-ci, qui nient le sous-emploi chronique, doivent nécessairement comporter dans certaines de leurs parties, des propositions non conformes à la réalité. Il admettra que la théorie classique puisse être considérée comme une explication valable du fonctionnement de l'économie en état de plein emploi; mais il est bien évident qu'elle ne peut être considérée comme une explication satisfaisante de tous les états de plein emploi et de sous-emploi, puisque celui-ci ne trouve pas de place dans la logique classique. Il s'agit donc de fournir une interprétation générale, qui rendra compte non seulement comme le fait la théorie classique, de la réalisation de l'équilibre en état de plein emploi, mais encore de la situation d'équilibre en état de sous-emploi. Il s'agit en d'autres termes de montrer qu'un équilibre de l'offre et de la demande de biens peut subsister, sans que soit réalisé un équilibre de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre.

En d'autres termes, la théorie nouvelle doit s'efforcer de montrer comment il est possible de réaliser un équilibre de plein emploi à la fois sur le marché des produits et sur le marché du travail.

Ainsi la "Théorie Générale" est, comme toute explication, tributaire non seulement de l'homme qui l'a conçue, mais encore du milieu et de l'époque dans lesquels elle a été formée. En ce sens la "Théorie Générale" de Keynes traduit les préoccupations d'un citoyen de l'empire britannique aux prises avec le problème du chômage permanent. Elle est bien le fruit de la pensée personnelle de Keynes, et le résultat des préoccupations d'une époque. Mais, bien que paraissant s'opposer dès le départ aux explications traditionnelles, la "Théorie Générale" restera dans le courant : elle prolongera les classiques plus qu'elle ne les contredira.

En fait, la théorie classique devrait devenir un cas particulier de la "Théorie Générale". En effet, ce prolongement de la pensée classique apparaît, lorsqu'on se demande ce qui constitue la nouveauté de la théorie keynésienne.

La théorie classique rend compte de l'établissement de l'équilibre d'un système économique au niveau de l'utilisation complète de toutes les forces de travail et de capital. La "Théorie Générale" va démontrer que cet équilibre peut s'établir et se maintenir, non seulement au niveau de l'utilisation intégrale, mais encore à différentz niveaux d'utilisation incomplète des facteurs de la production. C'est ainsi qu'elle montrera comment le système peut fonctionner durablement en laissant subsister un état de chômage chronique. Dans cette mesure elle est bien un complément de la théorie d'Alfred Marshall et du Professeur Pigou.

La rupture avec leur pensée se manifestera seulement à l'occasion de l'explication des mécanismes créant des situations d'équilibres multiples à différents niveaux d'emploi.

Il importe donc maintenant de prendre une vue d'ensemble du schéma général présenté par Keynes.

++++++
++++++ § 2 - Le schéma d'ensemble de la "Théorie Générale"

Ayant ainsi marqué combien la "Théorie Générale" est à la fois tributaire de l'unité de pensée et de la logique de Keynes, en même temps que de la période pendant laquelle elle a fait son apparition, il est utile de présenter l'ensemble de l'interprétation.

Il a déjà été indiqué que Keynes procédait à un déplacement de l'objet essentiel de l'analyse économique. Il ne s'agissait plus de rendre compte d'un mécanisme de répartition du revenu entre les facteurs qui ont concouru à sa production. Il s'agissait, conformément à ce qu'avait proposé Malthus, de rechercher les facteurs qui gouvernent le volume de la production et de l'emploi. C'est donc sur le résultat de cette production, c'est-à-dire sur le revenu national, que Keynes va faire porter l'essentiel de sa recherche. Il est donc amené à abandonner le prix comme phénomène central de son explication et à lui substituer le revenu.

Il paraîtrait cependant logique qu'une théorie classique de la répartition ait placé son point de départ dans le revenu; elle l'a placé dans le prix parce que, faisant une théorie micro-économique, elle devait s'efforcer de montrer comment le prix se partage entre les différents coûts constituant la rémunération des facteurs productifs. Du moment où Keynes veut rechercher les éléments qui gouvernent le volume de la production et de l'emploi, il est amené à substituer à l'analyse en termes de prix, l'analyse en termes de flux, au premier rang desquels se situera le revenu.

Le revenu est considéré comme le revenu global de l'ensemble de la nation, puisque Keynes utilise la macro-analyse. Le revenu national, c'est le volume de la production globale obtenu au cours d'une période, qui est en général une année.

Le volume de la production globale est relié étroitement au volume de l'emploi des facteurs de la production; c'est-à-dire que pour un volume donné de production, il faut, eu égard à l'état présent de la technique productive et des coûts de facteurs, mettre en oeuvre un volume déterminé de travail.

Le lien entre volume de la production et volume de l'emploi de la main-d'oeuvre est donc rigide. En cas d'accroissement de la production on assiste à un accroissement proportionnel de la main-d'oeuvre utilisée et inversement.

Quels sont les éléments qui fixent le volume de la production ? C'est ici que Keynes apporte ses éléments essentiels.

Les entrepreneurs, lorsqu'ils se décident à fixer pour la période à venir le volume de leur production, sont déterminés par des perspectives de profit. Celles-ci dépendent des prévisions que les chefs d'entreprise sont amenés à formuler eu égard aux quantités qu'ils escomptent vendre, et aux prix auxquels ils pourront céder leurs produits. Il en résulte que si les perspectives de profit sont optimistes, elles détermineront les entrepreneurs à accroître le volume de leur production.

La production globale est décomposée par Keynes en deux éléments principaux : la production des biens capitaux, mise en oeuvre par le processus de l'investissement, et la production des biens de consommation, lesquels comprennent tous les biens qui ne sont pas des biens capitaux.

Lorsque les entrepreneurs mettent en oeuvre leur production pour une période de temps déterminée, ils provoquent au cours de cette période une distribution de revenus entre les différents facteurs de la production. A l'aide de ces revenus, les facteurs productifs pourront acquérir sur les marchés les biens qu'ils auront eux-mêmes contribué à produire.

Mais, et c'est là que Keynes va se séparer de la théorie classique, on doit se demander si tous les revenus ainsi distribués dans la période, vont être dépensés pour l'acquisition de la production réalisée. S'il en est bien ainsi, les entrepreneurs retrouveront par la vente de leur production l'équivalent de ce qu'ils ont distribué aux facteurs productifs. Mais, par contre, si tous les revenus distribués ne sont pas dépensés pour acquérir la production, les entrepreneurs percevront un volume de recettes inférieur à leur dépense, de telle sorte que leurs perspectives de profit seront démenties. Des profits inférieurs aux profits attendus les amèneront à formuler de nouvelles prévisions pessimistes qui entraîneront une baisse ultérieure de la production, et donc de l'emploi.

Or, l'observation paraît déjà indiquer que tous les revenus distribués ne doivent pas être dépensés, de telle sorte que l'on assiste à la mise en oeuvre d'un volume de production inférieur à ce qu'il pourrait être.

Il s'agit de trouver la clef de cette explication. Celle-ci réside dans ce que Keynes appelle la <u>loi de la consommation</u>,

qui constitue un des pivots essentiels de son système.

En effet, dit Keynes, l'expérience montre, qu'au moins dans les pays de capitalisme évolué, lorsque le revenu augmente, la dépense de consommation faite par les individus augmente elle aussi, mais d'un montant moindre. En d'autres termes, l'accroissement du revenu entraîne bien un accroissement de la dépense de consommation, mais cet accroissement est d'une valeur inférieure. La conséquence est que l'épargne, c'est-à-dire la partie du revenu qui n'est pas consommée, augmente.

Ainsi un accroissement du revenu distribué n'est pas utilisé par les individus à acquérir la totalité de la masse accrue des biens de consommation; une partie est affectée à l'augmentation du volume de l'épargne disponible.

L'équilibre pourrait être maintenu si l'épargne additionnelle due à l'insuffisance de l'accroissement de la dépense par rapport à l'accroissement du revenu, était elle-même affectée, conformément à sa nature, c'est-à-dire consacrée à l'achat de biens de production nouveaux. En d'autres termes, l'équilibre serait maintenu si l'accroissement de l'épargne provoquait un accroissement de l'investissement.

Les classiques répondent qu'il en est bien ainsi, puisque, par le jeu du taux de l'intérêt, l'accroissement de l'offre d'épargne est égalée par l'accroissement de sa demande.

Keynes répond que ce mécanisme ne saurait jouer, car les entrepreneurs, constatant que la totalité de leur production n'est pas acquise par suite de la mise en réserve d'une partie des revenus, n'ont aucun avantage à développer leurs investissements pour accroître une production de biens de consommation apparaissant déjà excédentaire. De telle sorte que l'augmentation du revenu qui se traduit par une augmentation du volume de l'épargne, provoque une tendance à la contraction de la production globale, et par conséquent une contraction du volume de l'emploi qui lui est étroitement rattaché. C'est ainsi qu'une insuffisance de la production globale, elle-même provoquée par une insuffisance de la demande globale, provoque l'apparition d'un chômage chronique.

Telle est dans son ensemble, provisoirement présentée, la "Théorie Générale" de Keynes, qui montre les préoccupations fondamentales de l'auteur. Mais, pour connaître ces préoccupations dans leur totalité, il faut montrer comment cette explica-

tion théorique a pour but essentiel de fournir les thèmes généraux d'une politique économique. En d'autres termes, il importe de souligner la finalité politique de la théorie keynésienne.

++++++
++++++ § 3 - La finalité politique de la théorie keynésienne

Keynes vient de montrer par son analyse que le chômage chronique est dû à une insuffisance de la dépense de consommation. Le remède contre le chômage sera trouvé dans une lutte contre l'épargne excessive qui ne permet pas à la dépense de consommation d'atteindre le volume désirable. En effet, la loi de la consommation, déjà citée, exprime une autre proposition: dans les pays évolués, la dépense de consommation ne peut croître que lentement, car les individus ont une propension normale à ne dépenser qu'une part de leur revenu, toujours identique à elle-même. Pour un même volume de revenu, on ne peut donc pas attendre d'un accroissement de la dépense de consommation une augmentation de la demande globale : celle-ci ne peut être obtenue que d'un accroissement de la dépense faite pour l'acquisition des biens capitaux, c'est-à-dire d'un accroissement de l'investissement.

C'est donc par le développement de l'investissement que pourra être réalisé le développement du revenu et de l'emploi. Il s'agit alors d'expliquer pourquoi, contrairement à ce que prétendent les classiques, l'augmentation de l'épargne n'entraîne pas, par la baisse du taux de l'intérêt, une augmentation de l'investissement.

Examinons rapidement ce point afin de le situer dans l'ensemble de la démonstration; il sera repris d'une manière détaillée dans le chapitre III.

Keynes - c'est là encore un point essentiel de sa démonstration - fait remarquer que l'interprétation classique est déficiente parce que l'investissement et l'épargne sont bien deux grandeurs susceptibles de s'égaliser, mais qui résultent d'actes distincts émanant de deux personnes différentes de telle sorte que les décisions de l'une ne commandent pas nécessairement les décisions de l'autre. En effet, l'investissement qui est l'accroissement de l'équipement actuellement existant, est un acte accompli par l'entrepreneur; l'épargne qui est une renonciation à la consommation de la totalité du revenu, est un acte du consommateur. L'investissement tend à développer le vo-

lume de la production; l'épargne peut au contraire provoquer sa contraction si elle restreint anormalement la dépense, sans compenser cette restriction par un accroissement compensateur de l'investissement.

La solution consiste donc à développer l'investissement, en considérant qu'il constitue une anticipation de l'accroissement du revenu qui résultera de la mise en oeuvre de la production des biens capitaux. Cet accroissement du revenu couvrira finalement, par une épargne correspondante, l'investissement qui aura été fait au début de la période.

En d'autres termes, l'accroissement de l'investissement doit être considéré comme une anticipation de l'accroissement de l'épargne, qui à la fin de la période viendra le compenser.

Il résulte de cette conception que, contrairement à la micro-analyse classique qui fait de l'épargne individuelle un acte positif, l'épargne globale prise en considération par la macro-analyse, n'est plus qu'un reliquat, c'est-à-dire la différence entre le revenu national et la dépense globale pour la consommation. Ainsi, Keynes distingue nettement l'investissement de l'épargne, le volume du premier n'étant plus commandé par le volume de la seconde, mais par le désir d'accroître la production. Il en résulte que toute la fraction du revenu non consommée n'est pas nécessairement investie : une partie peut être thésaurisée ou simplement placée.

Ainsi, Keynes distingue : 1°) la thésaurisation, c'est-à-dire la détention de fonds liquides ne recevant pas d'utilisation; 2°) le placement, c'est-à-dire la transformation de l'épargne en titres de créance correspondant à des investissements déjà réalisés (achat d'un titre ancien en bourse); 3°) l'investissement, c'est-à-dire l'affectation de l'épargne à la création de biens capitaux nouveaux.

Il en résulte que c'est l'entrepreneur qui investit en provoquant la création d'un équipement, additionnel par rapport à l'ensemble des équipements déjà existants; il ne procède à cet investissement que dans la mesure où il escompte la possibilité de vendre avantageusement la production qui résultera de sa mise en oeuvre. L'entrepreneur ne sera incité à investir que dans la mesure où le profit escompté du capital nouvellement mis en oeuvre sera supérieur au coût de ce capital. En employant la terminologie keynésienne, on doit dire : l'investissement ne se développe que lorsque l'efficacité marginale

du capital est supérieure au taux de l'intérêt. Celui-ci apparaît alors, non pas comme la récompense de l'abstinence que constitue l'épargne, mais comme le prix qu'il faut payer pour obtenir le prêt d'argent liquide, avec lequel sera mise en oeuvre la production des nouveaux biens capitaux. L'intérêt apparaît ainsi, non pas comme la récompense de celui qui s'abstient de consommer, mais comme la récompense de celui qui s'abstient de thésauriser; il devient le prix de la monnaie liquide. Il n'est pas le prix de l'épargne, mais le prix de la liquidité.

Il résulte de cette proposition que la baisse du taux de l'intérêt est l'élément favorable permettant d'entrevoir la baisse du coût des biens capitaux et, par conséquent, le développement de l'investissement. En effet, plus le taux d'intérêt s'abaisse par rapport au taux de l'efficacité marginale du capital, plus les perspectives de profit se développent, plus la production est susceptible de s'accroître.

Il appartient à l'autorité publique de faciliter la baisse du taux de l'intérêt afin d'inciter les entrepreneurs à développer leurs investissements. Cependant, pour des raisons que nous aurons à montrer, on ne saurait en attendre de très grands résultats. Comme par ailleurs le développement du volume du capital entraîne une baisse du taux de son efficacité marginale, on ne saurait s'attendre à un développement continu de l'investissement privé. Dans ces conditions, le devoir de l'autorité publique est de procéder à un investissement public qui, jouant un rôle additionnel par rapport à l'investissement privé, déterminera un volume d'investissement global, suffisant pour provoquer un volume global de revenu justifiant le plein emploi de la main-d'oeuvre.

C'est ainsi que Keynes démontre que le rôle de l'autorité publique est de contrôler l'investissement global, à la fois par une politique d'expansion monétaire tendant à faire baisser le taux de l'intérêt, et par une politique d'investissement public additionnel qui, suppléant l'insuffisance de la politique monétaire, déterminera directement un volume global d'investissement susceptible d'établir le plein emploi. Il décourage par là le caractère excessif de l'épargne individuelle, c'est-à-dire qu'il blâme l'insuffisance de consommation qui provoque la déficience de la demande globale.

La finalité de la théorie keynésienne apparaît ainsi clairement. Il s'agissait pour Keynes de rechercher les facteurs sur lesquels l'autorité publique devait agir pour établir un

volume de production exigeant le plein emploi. Il découvre ces facteurs dans le phénomène de l'investissement. On peut même se demander si son expérience ne lui ayant pas montré le rôle stratégique de celui-ci, toute sa théorie n'a pas été conçue pour fournir une justification scientifique de la politique qui lui paraissait souhaitable.

De toute manière la "Théorie Générale" a une finalité précise : constituer le fondement scientifique d'une politique économique orientée vers la suppression du chômage, l'élévation du volume du revenu, et donc la garantie de l'emploi et d'un niveau convenable de bien-être.

Ayant ainsi rapidement pris connaissance du contenu d'ensemble de la Théorie Générale, il est possible de montrer en quoi elle se présente comme une révision de la théorie classique.

Section II

La révision de la théorie classique par la "Théorie Générale"

Il ne suffirait pas d'indiquer que la "Théorie Générale" s'oppose à la théorie classique parce qu'elle utilise la méthode des agrégats, intègre la monnaie dans la théorie de la production et explique la détermination du volume de celle-ci par les anticipations. Sans doute, la méthode d'analyse et l'intégration du temps par la monnaie et les anticipations, constituent-elles une contribution importante de la "Théorie Générale"; mais c'est plutôt sur le plan de la conception même du système d'interprétation qu'il convient de situer la théorie de Keynes et celle des classiques (1).

---

(1) L'ensemble des questions relatives à la théorie keynésienne ne pourra être traité qu'assez brièvement dans le cadre du présent "Cours". Pour une étude approfondie, nous renvoyons à : A. Barrère : "Théorie économique et impulsion keynésienne", Dalloz, Paris, 1952, 739 p.

La "Théorie Générale" effectue un renversement des propositions traditionnelles, relatives à l'élément moteur de l'activité économique. Conformément à la position des néo-classiques, Keynes explique que ce n'est pas l'offre, mais la demande, qui est l'élément moteur de l'activité économique. Par là, il prend directement position contre la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say. De plus, si la loi de l'offre et de la demande est directement applicable à la détermination du prix, elle ne saurait expliquer la formation des prix qui apparaissent sur le marché du travail et sur le marché des capitaux; c'est dire que la loi de l'offre et de la demande n'est pas suffisante pour expliquer le salaire et l'intérêt. Il convient d'y ajouter d'autres éléments.

Ces caractères généraux apparaîtront à l'examen détaillé des trois points essentiels à propos desquels la théorie keynésienne s'oppose à la théorie classique. Cette opposition se traduit par une correction ou une révision de trois postulats fondamentaux du système classique, concernant : l'équilibre de plein emploi, la théorie de l'intérêt et la loi des débouchés.

Keynes oppose en effet à l'équilibre de plein emploi la théorie de l'équilibre à différents niveaux d'emploi; à la théorie de l'intérêt il oppose la théorie de la préférence pour la liquidité; au postulat de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say il oppose la théorie de la demande effective. C'est en partant de cette triple révision qu'il pose les fondements de son système d'interprétation.

++++++
++++++

§ 1 - La révision de l'équilibre de plein emploi : la théorie de l'équilibre à différents niveaux d'emploi

Nous avons déjà vu en étudiant la théorie classique que les classiques postulaient implicitement le plein emploi des facteurs de la production : travail et capital. Comme le système du chômage est le problème contemporain de Keynes, c'est surtout au plein emploi de la main-d'oeuvre qu'il va s'intéresser.

A)- La critique de la théorie classique

Il explique que pour les classiques, le salaire est un prix qui égalise l'offre et la demande de travail, de telle sorte qu'en cas d'excès de main-d'oeuvre une baisse du salaire provoquera une augmentation de la demande de travail émanant des

entrepreneurs, jusqu'au moment où l'utilisation complète de cette main-d'oeuvre sera effective. Il en résulte que la flexibilité du salaire permet de réaliser la résorption du chômage, c'est-à-dire permet, par l'égalisation des offres et des demandes d'emploi, d'établir le plein emploi permanent de la main-d'oeuvre.

En conséquence, il ne saurait exister dans un système économique que deux types de chômage : le chômage frictionnel, provoqué par l'imperfection des mécanismes et par le délai inévitable existant entre l'abandon de l'ancien emploi et l'entrée dans un emploi nouveau. Ce chômage frictionnel ne doit guère représenter, au maximum, que 3 % du volume de la main-d'oeuvre totale. D'ailleurs, si le chômage frictionnel est permanent, ce ne sont jamais les mêmes individus qui en sont victimes, un mouvement incessant se faisant à l'intérieur de la masse des chômeurs.

A côté du chômage frictionnel il peut exister un chômage volontaire, provoqué par le refus de certains travailleurs d'accepter la baisse des salaires qui leur permettrait de trouver un emploi.

Mais en dehors de ces deux perspectives, le chômage involontaire est impensable. Le chômage involontaire est celui dont seraient victimes des travailleurs, décidés à accepter une baisse du salaire, et qui malgré cela ne trouveraient pas d'emploi. Le plein emploi est donc pour les classiques, toujours réalisé grâce à la flexibilité du salaire.

A cette explication que l'on ne trouverait d'ailleurs pas formulée d'une manière aussi nette chez les classiques, Keynes va opposer les résultats de la vérification expérimentale. L'observation démontre selon lui, qu'il existe de nombreux travailleurs en chômage, qui accepteraient une baisse de leur salaire réel et qui cependant ne trouvent pas d'emploi. Il existe donc, contrairement aux explications classiques, un chômage involontaire permanent et important. Sans doute pourrait-on objecter que les travailleurs sont surtout attentifs à leur salaire nominal plutôt qu'à leur salaire réel, de telle sorte que par l'intermédiaire des organisations syndicales, le salaire nominal est devenu rigide. Mais Keynes fait remarquer que ce qui, dans la théorie classique importe, n'est pas le salaire nominal, mais le salaire réel. Or, les salariés, victimes de l'illusion qui les pousse à maintenir stable leur salaire nominal, acceptent parfaitement une baisse du salaire réel, puisqu'ils n'aban

donnent pas le travail lorsque les prix montent, alors que leur salaire nominal reste stable. Ceci souligne bien qu'ils acceptent une baisse du salaire réel, sans cependant devenir des chômeurs volontaires.

En conséquence, Keynes explique qu'on ne saurait prétendre que c'est le refus d'accepter une baisse du salaire réel qui entretient le chômage involontaire chronique. Il admet d'ailleurs, comme ses prédécesseurs néo-classiques, que le montant du salaire est égal à la productivité marginale du travail; mais par contre, il n'accepte pas la proposition selon laquelle l'utilité du salaire est égale à la désutilité marginale du volume d'emploi.

La conséquence de sa position est la suivante : si le salaire est déterminé par le produit marginal du travail, les variations du salaire ne déterminent pas le volume de l'emploi. Comment celui-ci est-il donc déterminé ?

B) La détermination du volume d'emploi.

La demande de travail émanant des entrepreneurs peut s'ajuster au point où est réalisé l'équilibre entre l'utilité marginale du salaire et la désutilité du volume d'emploi. Mais il n'en est pas ainsi pour l'offre de travail émanant des salariés, puisque pour eux c'est la considération d'un salaire nominal à maintenir qui est déterminante. De telle sorte que Keynes peut dire que, si le salaire est déterminé par le produit marginal du travail, le volume de l'emploi n'est pas déterminé selon les mêmes règles; il est déterminé par les décisions des entrepreneurs. En effet, et c'est en ce point que ses propositions positives sortent de la critique de la théorie classique, en vertu du lien rigide qui relie le volume de l'emploi au volume de la production, les décisions des entrepreneurs relatives à la quantité de biens qu'ils désirent produire fixent indirectement le volume de l'emploi.

En d'autres termes, quand l'entrepreneur se décide pour un volume donné de production, il fixe par là même sa demande de main-d'oeuvre; de telle sorte que la conduite de l'ensemble des entrepreneurs détermine directement le volume de l'emploi global. Or, si la production mise en oeuvre par l'ensemble des entrepreneurs n'est pas de nature à provoquer une demande susceptible d'absorber la totalité de la main-d'oeuvre disponible, le volume de la main-d'oeuvre utilisée sera inférieur et le chômage involontaire fera son apparition. L'équilibre de l'offre et de

la demande globales pourra s'établir sur le marché des produits, sans que l'équilibre de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre soit réalisé sur le marché du travail.

On est ainsi conduit à se demander comment les entrepreneurs déterminent leur volume de production, et donc par là le volume de l'emploi de main-d'oeuvre.

Pour en arriver à cette explication il importe de montrer préalablement comment, pour Keynes, le taux de l'intérêt ne règle pas l'égalisation de l'offre et de la demande de capitaux.

++++++

++++++ § 2 - La révision de la théorie de l'intérêt : la préférence pour la liquidité

Pour les théoriciens classiques, l'intérêt est considéré comme le prix qui, sur le marché des capitaux, égalise l'offre et la demande d'épargne. Dans la terminologie moderne, ceci signifie que l'égalité de l'épargne et de l'investissement est toujours réalisée; mais pour les classiques cette égalisation se fait par l'intermédiaire des variations du taux de l'intérêt, alors que la théorie keynésienne présente un mécanisme complètement différent.

A) La critique de la conception traditionnelle

D'après la conception traditionnelle, l'offre de capitaux dépend du volume de l'épargne, la demande de capitaux gouverne le volume de l'investissement et l'intérêt est considéré comme le prix de l'épargne. Lorsque celle-ci est abondante, le taux d'intérêt baisse, provoquant une augmentation de la demande d'épargne. Toute épargne demandée étant investie, puisque tout ce qui est épargné est consommé, on explique par les variations du taux de l'intérêt la détermination du volume de l'investissement.

En somme, pour la théorie classique, les variations du taux de l'intérêt équilibrent le marché des capitaux en égalisant le volume de l'épargne et le volume de l'investissement.

La critique que Keynes oppose à cette conception consiste à faire remarquer en premier lieu que si l'intérêt équilibre non seulement l'offre et la demande d'épargne, mais en fait l'épargne offerte et l'investissement réalisé, ceci équivaut à dire

que tout acte d'épargne implique nécessairement un acte d'investissement. Or, fait remarquer Keynes, l'acte d'épargne est réalisé par l'épargnant qui ne se confond pas nécessairement avec l'entrepreneur à qui revient l'acte d'investissement. De telle sorte que l'acte d'épargner et l'acte d'investir sont indépendants car ils sont faits par deux personnes différentes; l'intérêt ne saurait donc réaliser l'égalité de l'épargne et de l'investissement.

L'intérêt, pour Keynes, est bien un prix, mais au lieu d'être le prix de l'épargne il est pour lui le prix de la monnaie liquide, de telle sorte qu'il égalise en réalité non pas l'offre et la demande de capitaux, mais l'offre et la demande de monnaie. Il formule ainsi la théorie de la préférence pour la liquidité qui va lui permettre d'intégrer la théorie de la monnaie dans la théorie de la production.

B) La préférence pour la liquidité

La monnaie est en effet, pour Keynes, un bien spécifique qui est doté d'une utilité propre : conserver les valeurs. Keynes reprend ainsi en les développant, les conceptions de Walras sur l'encaisse désirée, des néo-marginalistes sur l'utilité spécifique de la monnaie et de l'Ecole suédoise sur le rôle joué par celle-ci dans la production.

Du moment que la monnaie conserve les valeurs, elle fait l'objet d'une demande particulière, fonction de son utilité propre. La monnaie liquide est désirée en vertu de trois motifs : motif de transaction, la monnaie servant à échelonner les paiements; motif de précaution, elle permet de se prémunir contre la dépréciation des titres de créance; motif de spéculation, c'est sur elle que reposent les prévisions des mouvements de prix, elle permet de spéculer, c'est-à-dire de jouer sur les inconnues prévisibles que réserve l'avenir.

Pour ces trois motifs, la monnaie liquide fait l'objet d'un désir de la part de tout individu. Il existe ainsi une demande générale de monnaie qui s'exprime par une propension de la communauté, que Keynes désigne sous le nom de préférence pour la liquidité. Et c'est parce qu'il se manifeste dans la communauté, eu égard à la quantité de monnaie existante, une préférence pour la détention de liquidité, que la monnaie a un prix. Le sujet économique qui n'a pas de liquidité à sa disposition est disposé à payer un prix pour obtenir le prêt de cette liquidité et celui qui abandonne la liquidité qu'il détient

est fondé à réclamer une récompense, le dédommageant de la privation des services que celle-ci peut lui rendre.

L'intérêt est donc le prix de la liquidité, la récompense versée à celui qui accepte de prêter la monnaie liquide qu'il détient au lieu de la thésauriser, c'est-à-dire de la garder par devers lui. Lorsque la monnaie est abondante, le prix exigé pour en abandonner la détention sera relativement faible et inversement. De telle sorte que les variations du taux de l'intérêt égalisent les quantités de monnaie offertes et demandées et non pas les quantités d'épargne ou de capital, comme l'expliquaient les classiques.

Ainsi, pour Keynes, la monnaie en raison de son rôle de réservoir des valeurs établit un lien entre le présent et le futur; elle est le véhicule du temps à contenu psychologique et le taux de l'intérêt marque non seulement le prix de la liquidité mais encore les préférences des individus relatives au temps.

C) <u>Les relations entre l'épargne et l'investissement.</u>

Ceci étant posé, il importe de savoir comment s'organisent les relations entre l'épargne et l'investissement, puisque ce n'est plus, d'après la conception keynésienne, le taux de l'intérêt qui réalise l'égalité du capital offert et du capital demandé.

Le volume de l'investissement s'établit, pour Keynes, en fonction des prévisions de profit que les entrepreneurs formulent à l'égard du capital qu'ils vont se décider à investir. Perfectionnant les propositions que Wicksell, puis Myrdal, avaient faites à ce sujet, Keynes estime que l'entrepreneur essaye de déterminer le rendement du capital qu'il va investir et le coût de ce capital. Le rendement sera ramené par lui à un taux monétaire exprimant un pourcentage; c'est l'efficacité marginale du capital dont l'examen détaillé sera fait plus loin.

Le coût du capital sera représenté par la somme qu'il convient de verser pour obtenir la monnaie liquide permettant de financer la création de ce capital nouveau. Il s'exprime sous la forme du taux de l'intérêt. De telle sorte que Keynes dispose de deux taux <u>exprimés en monnaie</u>, rendant compte l'un de la prévision de rentabilité, l'autre du coût actuel du capital.

Plus la prévision de rendement est élevée, plus le taux de l'efficacité marginale du capital s'élève. La différence entre ce taux et le taux d'intérêt donne le profit escomptable par l'en-

trepreneur. De telle sorte que le volume de l'investissement augmente tant que le taux de l'efficacité marginale du capital est supérieur au taux de l'intérêt; il est déterminé lorsque ces deux taux s'égalisent, car à ce moment-là les perspectives de profit disparaîtraient, le rendement devenant inférieur au coût du capital supplémentaire.

Il importe de savoir comment se détermine le volume de l'épargne. D'après ce qui a été dit antérieurement de la loi de la consommation, on sait que l'épargne est un reliquat : ce qui reste du montant du revenu lorsqu'ont été effectuées les dépenses de consommation. Comme celles-ci sont déterminées par la propension à consommer qui est pratiquement stable, le volume de l'épargne devient une fonction du revenu. Plus le revenu s'élève au-dessus du niveau des dépenses de consommation, plus le montant de l'épargne augmente. Ce sont donc les variations du revenu qui, dans la courte période, fixent les variations du volume de l'épargne.

Il convient maintenant de savoir comment sont déterminées les variations du volume du revenu d'où dépendront les variations du volume de l'épargne. Des explications ultérieures montreront que le volume du revenu est déterminé par les variations du volume de l'investissement, de telle sorte que l'on assiste à un processus d'égalisation entre l'épargne et l'investissement, celui-ci amenant l'épargne à son niveau par l'intermédiaire des variations du revenu.

Cette proposition de Keynes a été souvent méconnue. En effet, il en présente deux interprétations, l'une formelle, l'autre fonctionnelle.

L'interprétation formelle découle simplement des définitions : elle exprime mais ne démontre rien. Elle consiste à présenter le revenu considéré sous l'angle de la production, c'est-à-dire composé d'une part de la production des biens capitaux et d'autre part de la production des biens d'investissement. On écrit : R = C + 1.

Par ailleurs, le revenu considéré selon l'optique de son emploi, est représenté par la somme des dépenses de consommation et du montant de l'épargne. On a donc : R = C + E.

De ces deux formules, on tire nécessairement :

$$I = E$$

Mais cette pseudo-démonstration mathématique n'a pas grande signification; c'est surtout la relation fonctionnelle qui exprimera les relations entre l'épargne et l'investissement : elle sera examinée bientôt.

++++++

++++++ § 3 - La révision de la loi des débouchés : la théorie de la demande effective.

L'étude de la théorie classique a permis de situer le rôle de la loi des débouchés dans l'explication de l'équilibre stable de l'offre et de la demande globales. La proposition : "les produits achètent les produits", indique que l'offre globale crée une demande toujours suffisante pour absorber le volume de la production totale. Tout bien produit est, en effet, par le paiement des coûts de facteurs qu'il entraîne, l'origine d'une distribution de sommes nécessaires à son acquisition.

Cette démonstration suppose, ainsi qu'il a déjà été indiqué, que la monnaie n'est qu'un simple intermédiaire entre les échanges, qu'elle n'a aucun rôle actif; la loi des débouchés suppose, on le sait, une conception de la monnaie neutre.

A) Critique de la loi des débouchés

La critique formulée par Keynes repose sur la conception déjà exposée de la monnaie considérée comme un élément actif. Désirée en vertu de son utilité propre, conserver les valeurs, la monnaie distribuée n'est pas nécessairement utilisée intégralement à l'acquisition de la production. Une partie est mise en réserve par les individus, en raison de leur préférence pour la liquidité. Aussi la dépense globale faite dans l'économie, qui représente ce que Keynes appelle le prix de la demande globale, n'égalise pas nécessairement le montant des sommes distribuées à l'occasion de la mise en oeuvre de la production, qui constituent ce que Keynes appelle le prix de l'offre globale.

En d'autres termes, le caractère actif de la monnaie est à l'origine d'une inégalité entre le prix de la demande globale et le prix de l'offre globale. Il en résulte, et l'on retrouve ici la loi de la consommation, que lorsque le revenu global s'accroît, les dépenses globales pour la consommation ne s'accroissent pas d'un montant égal, une partie étant conservée par les particuliers.

Mais il convient, en ce point, de dépasser les explications et de se transporter du plan de la mise en réserve d'une certaine quantité de monnaie au plan de l'équilibre global entre offre et demande.

Ayant ainsi critiqué la loi des débouchés, Keynes va lui opposer la théorie de la demande effective, celle-ci étant prise dans un sens différent de ceux que lui donnent Jean-Baptiste Say et Léon Walras.

B) La théorie de la demande effective

On sait que Keynes, abandonnant la loi des débouchés, est amené à adopter la position formulée par les néo-classiques : c'est la demande et non l'offre qui est l'élément moteur de l'activité économique. C'est donc l'offre qui s'ajuste à la demande et non pas l'offre qui crée la demande. Quel est le processus de cet ajustement ?

Keynes donne l'explication suivante : quand un entrepreneur se décide à produire un volume de biens, il se livre à une série de prévisions concernant la demande qu'il doit satisfaire. Cette prévision porte, non seulement sur les quantités éventuellement demandées, mais encore sur les prix auxquels cette demande sera faite. Les entrepreneurs formulent ainsi une prévision du prix de la demande globale. Celle-ci est le montant escompté par les entrepreneurs des recettes fournies par la vente de leur production pour la période à venir. Le prix de la demande globale représente donc les sommes que les entrepreneurs escomptent recevoir par la mise en vente d'un volume donné de production.

Le prix de l'offre globale est l'évaluation par anticipation des sommes minima que les entrepreneurs espèrent recevoir en échange de leur production, de telle manière que leur coût de production soit couvert et qu'ils retirent une somme au moins suffisante, pour qu'il vaille la peine de mettre en oeuvre le volume de production correspondant.

Ces prix de l'offre et de la demande globales peuvent, pour chaque volume de production envisagé, être traduits par deux courbes : en un point quelconque de la courbe de l'offre globale, les entrepreneurs sont remboursés de leur dépense et payés de leur peine; les coûts de facteurs sont couverts.

La courbe de la demande globale indique ce qu'il leur est possible d'escompter retirer de la vente de leur production.

Au début d'une période, les entrepreneurs formulent leurs prévisions, élaborent la courbe de la demande et la courbe de l'offre globales pour différents volumes de production. En regard de la prévision du produit minimum couvrant leurs coûts, ils dressent la prévision de la dépense des sujets pour l'achat de chaque volume de production possible. En un point les deux courbes se couperont. En effet, à mesure que la production augmente, le coût s'élève; il y a donc un point à partir duquel la courbe de l'offre globale est fortement ascendante. Par ailleurs, l'augmentation de la production permet la satisfaction d'une demande de plus en plus importante; mais comme l'augmentation de l'offre s'accompagne d'une baisse des prix, vient un moment où la courbe de la demande globale ralentit son accroissement et s'infléchit; de telle sorte que les deux courbes doivent nécessairement se couper.

Le point où la courbe de la demande globale intercepte la courbe de l'offre globale, indique la prévision de profit maximum susceptible d'être atteinte par les entrepreneurs (1). C'est le point au-delà duquel toute augmentation de la demande aurait un prix inférieur au coût de l'offre globale; il indique le volume de la demande effective. C'est en ce point que le produit escomptable par les entrepreneurs est maximum; c'est donc le point qu'il faut atteindre pour réaliser le plus grand avantage.

En d'autres termes, pour réaliser le profit maximum, il faut obtenir ce prix de demande globale, donc obtenir le volume de production auquel il correspond, et par conséquent mettre en oeuvre le volume de facteurs productifs nécessaire .

La demande effective indique aux entrepreneurs le volume de production et le volume d'emploi de main-d'oeuvre qu'il est nécessaire de réaliser; elle fixe à la fois le volume de l'emploi et le volume éventuel du chômage, ainsi que le volume du revenu global. Une demande effective favorable sera donc à l'origine d'un revenu global et d'un volume d'emploi global importants. Une demande effective insuffisante sera à l'origine d'une baisse du revenu et d'un état de chômage.

---

(1) Voir une démonstration plus détaillée dans : Alain Barrère : "Théorie économique et impulsion keynésienne", p. 280 et suivantes.

Keynes réunit ainsi dans la théorie de la demande effective les différentes propositions que nous avons déjà examinées. Des prévisions pessimistes eu égard à la demande globale se traduisent par une demande effective insuffisante provoquant un volume de revenu et d'emploi inférieurs à ce qui pourrait être obtenu. On comprend maintenant que l'insuffisance de la demande effective puisse être provoquée par une préférence excessive pour la liquidité qui pousse les individus à thésauriser et donc à comprimer encore leur demande pour la consommation.

Ayant ainsi opposé la "Théorie Générale" à la théorie classique, il est possible d'examiner son contenu détaillé.

++++++ Chapitre III
++++++
++++++
++++++ LE SYSTEME D'INTERPRETATION DE KEYNES
++++++

Ayant présenté les différents éléments de son système, Keynes va s'appuyer sur eux pour reconstruire toute l'interprétation de l'activité économique. Il importe de rappeler ici que l'auteur ne cherche pas à faire, à titre principal, une théorie de la répartition d'un volume donné de produits entre les facteurs qui ont permis de l'obtenir; il veut élaborer une théorie de la production d'un volume variable de produits.

A) Son but est de rechercher les éléments qui gouvernent le volume de la production et de l'emploi, afin de proposer à la politique économique les éléments sur lesquels celle-ci doit faire porter son effort afin d'élever le revenu à répartir et d'augmenter le volume de la main-d'oeuvre utilisée. Il formule ainsi une théorie de l'emploi des facteurs productifs déterminant les variations du revenu national.

Il en résulte que sa théorie rendra compte, non seulement d'un équilibre de plein emploi comme la théorie classique, mais de tous les niveaux d'équilibre du revenu.

Il n'y a donc pas un seul, mais de nombreux équilibres possibles à différents niveaux de production et d'emploi. Pour chacun, l'équilibre sera réalisé par l'égalisation de l'offre globale et de la demande globale; mais ce n'est qu'en un cas privilégié que cet équilibre sera accompagné du plein emploi de la main-d'oeuvre disponible.

Sa théorie est donc générale, en ce sens qu'elle rend compte non seulement de l'équilibre de plein emploi mais de l'équilibre à différents niveaux de sous-emploi.

B) L'analyse est, on le sait, menée en termes de quantités globales, dans le cadre d'une courte période de temps définie, selon la conception d'Alfred Marshall, comme la période suffisamment brève pour que le volume de la population, du capital,

l'état de la technique et les goûts des consommateurs n'aient pas le temps de changer.

Il fait encore une théorie de l'équilibre des flux, l'égalisation des flux d'épargne et d'investissement indiquant un état d'équilibre monétaire, à la manière suédoise.

De plus, l'équilibre de l'offre et de la demande globales représente un état réel de l'activité économique, avec plein emploi ou sous-emploi selon que la demande effective, résultant de prévisions pessimistes ou optimistes, aura permis d'atteindre le revenu global nécessitant la mise en oeuvre intégrale de tous les facteurs de la production.

Il convient d'exposer le contenu de la "Théorie Générale" pour montrer comment Keynes va obtenir la détermination des éléments gouvernant le volume de la production et de l'emploi et permettant de réaliser la pleine utilisation de la main-d'oeuvre. Nous examinerons ainsi les composantes du système, puis son mécanisme.

++++++
Section I
++++++
Les composantes du système
++++++
++++++

On a déjà indiqué que le système théorique de Keynes reposait sur les liens de causalité; c'est-à-dire qu'un certain nombre de données et de variables constituent les éléments déterminants, agissant sur des éléments déterminés, qui sont le volume du revenu et le volume de l'emploi.

Les variables déterminantes sont constituées par des fonctions psychologiques fondamentales, associées à un certain nombre de données.

++++++
++++++ § 1 - Les trois fonctions psychologiques fondamentales

Keynes estime que l'activité économique est gouvernée par le jeu de trois fonctions psychologiques fondamentales, qui sont: la fonction de consommation, l'estimation du rendement futur des capitaux, la préférence pour la liquidité.

Les changements de valeur de ces variables, intervenant dans le cadre de la courte période, sont les causes des modifications qui se produisent dans le volume du revenu et de l'emploi. On se trouve donc en présence de variables indépendantes et déterminantes, c'est-à-dire d'éléments dont les changements se manifestent d'une manière autonome, indépendamment de ceux qui affectent les autres éléments.

Examinons rapidement chacune de ces trois fonctions.

A) La fonction de consommation

La fonction de consommation n'est autre chose que l'expression de la loi fondamentale que Keynes a placée à la base de son système selon laquelle, lorsque le revenu croît, la dépense de consommation augmente mais d'un montant moindre.

Cette fonction exprime donc une tendance de psychologie sociale, propre à chaque communauté économique, qui pousse celle-ci à ne consommer qu'une fraction de son revenu. Celle-ci est, tout au moins pour les sociétés capitalistes évoluées, presque toujours identique à elle-même; elle est souvent voisine de 7/10èmes.

Le revenu se trouve ainsi décomposé d'après une proportion stable, en dépenses pour la consommation et affectation à l'épargne.

L'augmentation du revenu qui peut se manifester en un moment, est donc l'objet d'un partage entre consommation et épargne, réalisé en fonction du rapport qui exprime la loi de la consommation. Ainsi, seule une fraction de l'accroissement du revenu est dépensée, le reste étant épargné.

C'est la stabilité de cette propension qui explique que les dépenses de consommation augmentent moins en valeur absolue que le montant total du revenu. C'est ainsi que tout accroissement du revenu sera partagé, selon l'exemple qui vient d'être cité, de la manière suivante : 7/10 de cet accroissement seront consommés; 3/10 s'ajouteront à l'épargne déjà existante.

Les dépenses de consommation ne sont donc susceptibles d'augmenter que lorsque le revenu lui-même augmente; en d'autres termes, la stabilité de la fonction de consommation ne s'oppose pas à une augmentation des dépenses en elles-mêmes; mais ces dépenses ne peuvent augmenter que si le montant du revenu s'accroît.

La fonction de consommation s'oppose ainsi directement à la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, puisque tout produit nouvellement créé ne constitue pas nécessairement son propre débouché (la fraction de 3/10 étant épargnée).

La loi de la consommation ne s'applique guère qu'aux sociétés disposant d'un revenu élevé. En effet, les sociétés pauvres, qui ne possèdent qu'un revenu moyen par tête relativement bas, ont tendance à consommer l'intégralité de l'accroissement de leur revenu, parce que leur niveau de satisfaction est bas. Il en est ainsi, jusqu'à ce que le niveau du revenu moyen par tête s'étant suffisamment élevé, un accroissement du revenu permette l'affectation à l'épargne d'une certaine fraction dudit accroissement.

B) L'estimation du rendement futur des capitaux

Nous avons vu que lorsque l'entrepreneur se proposait de créer un capital nouveau, il essayait de prévoir le rendement qu'il pourrait tirer de celui-ci tout au long de sa période d'utilisation. C'est dire que l'estimation du rendement futur des capitaux dépend de l'état de la prévision à long terme, donc de l'ensemble des prévisions diversement optimistes, formulées, par les entrepreneurs.

Cette estimation du rendement futur des capitaux dépend dans une très large mesure de phénomènes conventionnels, c'est-à-dire de l'état général d'opinion dans lequel se trouvent les sujets économiques eu égard au volume de la demande et surtout eu égard aux prix, c'est-à-dire à la valeur future de la monnaie.

Le fait que ces phénomènes conventionnels soient rattachés à des croyances, des opinions, des mouvements d'humeur, relatifs au développement de l'activité économique, au comportement de la demande future et à l'évolution de la valeur de la monnaie, donne à l'estimation un caractère excessivement variable. Dans toute la mesure où l'estimation du rendement futur des capitaux agit sur le volume de la demande de capital (démonstration qui sera faite prochainement), on comprend que le volume de l'investissement soit l'objet de variations fréquentes.

C) La préférence pour la liquidité

L'essentiel de cette fonction psychologique a déjà été indiqué à propos de la théorie de l'intérêt. On sait qu'elle exprime, pour une quantité existante de monnaie, le désir de déten-

tion de la monnaie liquide, ou désir d'encaisse, pour reprendre l'expression de Walras. Dans toute la mesure où ce désir d'encaisse se traduit par un niveau déterminé du taux de l'intérêt qui fixe le coût du capital, la monnaie se trouve intégrée à la théorie de la production et prend place dans la construction d'ensemble du système keynésien.

On sait que la préférence pour la liquidité est commandée par les motifs de transaction, de précaution et de spéculation qui sont à l'origine de la constitution de l'encaisse de monnaie.

Les trois fonctions psychologiques fondamentales ci-dessus rapportées s'expriment par des propensions, traduisant les tendances générales de la communauté à l'égard : du revenu dépensé en consommation, du rendement des capitaux et du désir de détenir la monnaie liquide. Ces trois fonctions vont être combinées avec des éléments objectifs appartenant aux données du système, pour constituer les variables qui vont directement déterminer le volume de la production et de l'emploi.

++++++
++++++ § 2 - Les variables déterminantes

En fonction des liens de causalité sur lesquels repose l'élaboration du système keynésien, l'activité économique est mise en mouvement par l'action de trois variables déterminantes, qui constituent une des grandes nouveautés de l'interprétation économique. Ces trois variables sont : la propension à consommer et le taux d'intérêt déjà examinés et l'efficacité marginale du capital.

A) La propension à consommer

On sait que la propension à consommer exprimant la fonction de consommation est la relation fonctionnelle existant entre le volume du revenu global et le volume de la dépense faite par la communauté pour acquérir les biens de consommation. On a déjà indiqué que sa valeur fixe la part du revenu national qui est consommée et exprime le partage du revenu entre la consommation et l'épargne.

Puisque d'après la loi de la consommation un accroissement du revenu produit un accroissement de la dépense d'un montant qui lui est toujours inférieur, la propension à consommer est

nécessairement inférieure à l'unité. Tout au moins en est-il ainsi pour les sociétés capitalistes évoluées; ce n'est que dans les sociétés pauvres que la propension à consommer est égale à l'unité ou très proche d'elle. Lorsqu'il en est ainsi, la propension à épargner, qui n'est que l'inverse de la propension à consommer, est nulle ou très basse.

Etant donné que, pour Keynes, la communauté a tendance à consommer une fraction toujours identique de son revenu, on comprend maintenant que la propension à consommer soit pratiquement stable. Mais on a déjà indiqué que cette stabilité de la propension n'indiquait pas une stabilité des dépenses de consommation; celles-ci peuvent augmenter à condition que le revenu lui-même augmente.

Il s'agit de bien saisir que c'est la relation entre revenu et consommation qui est stable et que les dépenses de consommation sont variables, mais uniquement en fonction des variations du montant du revenu. On saisit également que tout revenu additionnel n'est que partiellement consommé et se traduit par conséquent par une augmentation du volume habituel de l'épargne.

On a été amené à distinguer la propension moyenne et la propension marginale à consommer. La propension moyenne exprime la tendance générale de la communauté eu égard à la fraction de revenu qu'elle entend affecter à la satisfaction de sa consommation; la propension marginale à consommer indique la relation entre l'accroissement de la consommation et l'accroissement du revenu.

B) L'efficacité marginale du capital

L'efficacité marginale du capital dépend : 1°) d'une fonction psychologique déjà indiquée : l'estimation du rendement futur des capitaux ou rendement escompté d'un capital pendant sa période d'utilisation; 2°) d'un élément objectif : le coût de production d'une unité supplémentaire de ce capital.

Ce second élément est dit objectif parce qu'il dépend du prix que demandera un entrepreneur spécialisé dans la production des biens capitaux, pour fournir à un autre entrepreneur le bien capital que celui-ci désire.

C'est la combinaison du rendement escompté des capitaux et du coût actuel de production de l'unité supplémentaire de capital, qui va donner naissance à l'efficacité marginale, selon un processus qu'il convient d'expliquer en prenant un exemple.

Soit un entrepreneur qui, au début d'une période, se demande si l'augmentation prévisible de la demande lui laisse escompter un avantage, en créant des biens d'investissement additionnels qui lui permettront d'accroître sa production. Il est ainsi amené à se demander s'il a avantage à créer un capital nouveau. Quels sont les éléments de sa décision ?

Ce capital lui fournira pendant sa période d'utilisation, dont la longueur dépendra d'éléments d'ordre technique, un volume de biens ou de services qui, par la vente sur le marché, fournira un certain volume de recettes. De ce volume de recettes, l'entrepreneur déduira les frais de production et il lui restera un avantage en monnaie.

Le problème consiste à estimer cet avantage qui se produira dans l'avenir; il n'est donc possible de le déterminer que par voie de prévision.

Il convient, en premier lieu, de calculer le revenu que l'entrepreneur peut escompter retirer chaque année de l'utilisation de ce capital; puis, en additionnant les revenus annuels, il lui sera possible d'obtenir le revenu escompté pour toute la période pendant laquelle le capital sera employé. Ce calcul prévisionnel fournit une série d'annuités dont la sommation représente le rendement total attendu du capital au cours de la période d'utilisation; il s'agit donc du calcul d'une valeur future.

Keynes s'est efforcé de traduire ce rendement sous la forme d'un taux, d'un pourcentage, afin de pouvoir le comparer au taux de l'intérêt, qui exprime également en pourcentage le coût annuel du capital. Pour cela, il explique que le rendement total doit être rapporté au prix d'offre du bien capital, c'est-à-dire au prix que lui demande le producteur de biens capitaux, pour mettre à sa disposition une unité supplémentaire dudit capital.

Mais il convient de remarquer immédiatement que ce prix d'offre est un coût actuel, représenté par le taux courant de l'intérêt, c'est-à-dire par le coût actuel de la somme de monnaie que l'entrepreneur devra payer pour obtenir d'une autre personne la monnaie liquide dont il a besoin pour acquérir l'unité supplémentaire de capital.

Il convient donc, pour rendre les deux éléments comparables, de ramener la valeur future du rendement escompté du ca-

pital à sa valeur actuelle. On sait qu'on ramène une valeur future à une valeur actuelle en appliquant à la première un taux d'escompte. Dans le cas présent, ce taux fait apparaître l'efficacité marginale du capital qui est définie de la manière suivante : l'efficacité marginale du capital est le taux d'escompte qui, appliqué à la série d'annuités constituée par les rendements attendus de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur actuelle de ces annuités égale au prix d'offre de ce capital.

Prenons un exemple : soit une unité de capital ayant un prix d'offre de 1 million; ceci représente le coût que doit supporter l'entrepreneur en ce sens que, pour obtenir une unité de capital, il doit verser actuellement 1 million au producteur de ce type de capital.

Supposons par ailleurs que l'entrepreneur escompte de la mise en oeuvre de cette unité de capital, pour la première année d'utilisation, un rendement de 1.050.000 francs. Coût du capital et rendement attendu à la fin de la première année, ne sont pas comparables. En effet, le coût est une valeur actuelle alors que le rendement attendu est une valeur future qui ne sera obtenue que dans un an.

L'efficacité marginale du capital est le taux d'escompte qui ramène 1.050.000 francs, c'est-à-dire le rendement attendu du capital dans un an, à la valeur actuelle de 1 million, représentant le prix d'offre actuel du capital. Ce taux est 5 % ; il représente le taux de l'efficacité marginale du capital.

En d'autres termes, l'entrepreneur prévoit que l'unité de capital lui fournira dans un an un rendement qui a une valeur actuelle de 5 %.

C) Le taux de l'intérêt

On a déjà indiqué à propos de la révision de la théorie classique de l'intérêt que, pour Keynes, celui-ci est non pas le prix de l'épargne mais le prix de la liquidité, c'est-à-dire le prix qu'il convient de verser à un détenteur de monnaie pour qu'il accepte de prêter celle-ci; le taux de l'intérêt étant la récompense donnée au prêteur pour l'abandon des services que peut rendre la liquidité.

Le taux de l'intérêt exprime la tension existant entre la quantité de monnaie disponible dans l'économie et la préférence

pour la liquidité. De telle sorte que, pour une préférence donnée pour la liquidité, l'augmentation de la quantité de monnaie disponible tend à faire baisser le taux de l'intérêt. Au contraire, une diminution du volume des liquidités provoque une augmentation de la récompense exigée par les détenteurs de monnaie pour se défaire de celles-ci, c'est-à-dire entraîne une élévation du taux de l'intérêt.

Ce taux de l'intérêt devient en fait le coût actuel que l'entrepreneur devra supporter lorsque, pour payer le producteur de biens capitaux, il devra emprunter une somme d'argent correspondante.

Munis de ces différents éléments, il est possible d'expliquer le mécanisme du système keynésien.

Section II

Le mécanisme du système

Plaçons-nous au début d'une période. Les entrepreneurs essaient de prévoir le volume de dépenses que la communauté est disposée à accomplir, pour acquérir la production obtenue par l'utilisation d'une quantité adéquate de facteurs productifs.

Les entrepreneurs vont donc chercher à déterminer le volume de production qu'il conviendra d'atteindre pour réaliser le plus grand avantage monétaire. On sait qu'ils dressent pour cela la courbe de la demande globale et la courbe de l'offre globale, dont l'intersection fournit le point où se situe la demande effective; celle-ci représente la prévision de recettes que les entrepreneurs espèrent retirer de la vente de la production obtenue par la mise en oeuvre des facteurs productifs.

La demande effective détermine ainsi un flux de production qui comprend le flux de biens de consommation et le flux de biens capitaux ou flux d'investissement.

++++++
++++++

§ 1 - La détermination des flux de consommation et d'investissement

Keynes est en mesure d'expliquer par le jeu des variables qui viennent d'être inventoriées, comment se déterminent le flux de consommation et le flux d'investissement. Il convient maintenant de raisonner en termes de flux, pour expliquer le fonctionnement du système devant aboutir à l'équilibre.

A) La détermination du flux de consommation

On sait que la mise en oeuvre de la production provoque une distribution de revenus, sous forme de paiements de coûts de facteurs : salaires, intérêts, loyers, etc... Le flux de revenu ainsi formé se partage entre la dépense de consommation et l'épargne, donnant ainsi naissance à deux flux correspondants.

La propension à consommer indique la manière dont le flux de revenu se partage entre ses deux flux composants; c'est donc la propension à consommer qui détermine l'importance du flux de consommation.

B) La détermination du flux d'investissement

Le flux d'investissement va se développer sous l'effet de l'incitation à investir, qui n'est autre que la tendance des entrepreneurs à créer des biens capitaux, en fonction de l'avantage monétaire qu'ils pourront retirer de l'utilisation de ceux-ci. C'est par le jeu combiné de l'efficacité marginale du capital et du taux de l'intérêt que va se fixer le flux d'investissement.

En effet, tant que l'efficacité marginale du capital est supérieure au taux d'intérêt, les entrepreneurs peuvent escompter que le rendement d'une unité supplémentaire de capital est supérieur au coût qu'ils doivent payer pour se procurer celle-ci. Tant qu'il en est ainsi, les entrepreneurs sont incités à développer la production de biens capitaux afin de satisfaire la demande globale telle qu'ils l'ont prévue.

Mais, à mesure que le flux d'investissement se développe, l'efficacité marginale du capital tend à baisser. En effet, l'investissement en augmentant la quantité de capital disponi-

ble, entraîne une diminution de son efficacité marginale (1). Par ailleurs, le développement de l'investissement accroît la demande de biens capitaux faite auprès des producteurs de ces biens, de telle sorte que le coût de production de l'unité supplémentaire de capital s'élève. Il en résulte que le taux de l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt sont animés de mouvements opposés, qui les font aller à la rencontre l'un de l'autre.

Lorsque l'efficacité marginale du capital aura suffisamment baissé pour égaler le taux de l'intérêt qui lui-même s'élevait, l'avantage monétaire que les entrepreneurs pouvaient escompter de la poursuite du développement de l'investissement disparaît. Dès lors, ils n'ont plus intérêt à créer de nouveaux biens capitaux et le flux d'investissement se trouve déterminé pour la période.

Il convient de remarquer immédiatement que le volume de l'investissement s'arrêtera d'autant plus vite : 1°) que le taux d'intérêt sera élevé ou animé d'une force tendant à la hausse; 2°) que le taux de l'efficacité marginale du capital sera de peu supérieur au taux de l'intérêt et s'abaissera plus rapidement.

~~++++++~~
~~++++++~~ § 2 - La détermination du revenu global d'équilibre

Il importe de montrer comment la détermination des flux de consommation et d'investissement va aboutir à l'apparition d'un revenu global qui établira l'équilibre de l'activité économique.

A) Le revenu global d'équilibre

On a vu que l'élément qui gouvernait la conduite des entrepreneurs était constitué par les prévisions relatives à la demande globale et au rendement escompté des capitaux. Le montant des dépenses de consommation peut, pour un revenu donné, être déterminé avec une assez grande précision puisque la propension à consommer est stable. Les prévisions des entrepreneurs comportent cependant certains risques d'erreur.

---

(1) Application du raisonnement à la marge.

Si leurs prévisions conduisant à la détermination de la demande effective ont été exactes, on enregistrera à la fin de la période un ajustement des dépenses de consommation et des recettes attendues de leur vente. L'excédent du revenu sur ces dépenses de consommation (c'est-à-dire l'épargne) sera, pour sa part, ajusté au montant de l'investissement effectué par les entrepreneurs au début de la période.

En d'autres termes, l'exactitude des prévisions qui, au début de la période, ont escompté le montant des dépenses de consommation et le volume d'investissement nécessaire pour les obtenir, se traduira à la fin de la période par la réalisation d'un montant égal de dépenses de consommation et d'épargne.

On obtient ainsi un revenu d'équilibre; c'est-à-dire que le revenu enregistré à la fin de la période égale le revenu anticipé au début, et ceci dans chacun de ses éléments composants (consommation, épargne).

B) L'égalité épargne-investissement et l'équilibre monétaire

On se rend compte alors comment l'égalité entre l'investissement calculé ex ante et le volume de l'épargne enregistré ex post, représente la réalisation d'un équilibre monétaire, c'est-à-dire d'un écoulement de la production globale absorbée par les dépenses de consommation, et l'épargne, pour un niveau déterminé de prix.

Mais ceci ne signifie pas que pour autant le plein emploi de la main-d'oeuvre soit réalisé. Il convient en effet d'observer que le volume d'emploi auquel l'entrepreneur aura fait appel, dépendra du montant de la demande effective, et donc du montant de la production mise en oeuvre. De telle sorte que, si les prévisions des entrepreneurs concernant le volume de dépenses a été pessimiste, si le rendement attendu des capitaux a obéi à une opinion moyenne faisant redouter une insuffisance des ventes, si le taux de l'intérêt s'est révélé trop élevé, le volume de la production mise en oeuvre pourra être insuffisant pour absorber toute la quantité de travail disponible.

Dans ces conditions, le volume de l'offre globale pourra être absorbé par le volume de la demande globale au prix prévu, c'est-à-dire qu'il y aura égalité entre le prix de l'offre globale et le prix de la demande globale avec subsistance de chômage involontaire. On obtient un équilibre de sous-emploi,

c'est-à-dire un équilibre où toute la production créée est absorbée aux prix prévus, sans que pour autant la totalité de la main-d'oeuvre disponible soit employée. C'est ainsi que l'on peut enregistrer, par suite d'une déficience chronique de la demande effective, un équilibre de sous-emploi, c'est-à-dire un <u>équilibre imparfait</u> comportant un chômage chronique.

Reste à savoir maintenant comment le volume du revenu peut s'accroître sous l'effet de l'accroissement de l'investissement.

++++++
++++++ § 3 - Le multiplicateur d'investissement et l'augmentation du revenu

Le volume du revenu et de l'emploi dépend donc directement du jeu des variables déterminantes.

C'est lorsque les prévisions des entrepreneurs anticipent un développement de la demande qu'ils sont incités à développer, d'après le mécanisme antérieurement décrit, le volume de l'investissement.

Quel est l'effet de l'accroissement de l'investissement sur l'accroissement du revenu ? Cet effet s'exprime par le jeu du multiplicateur d'investissement.

A) <u>Le principe du multiplicateur</u>

Avant que Keynes n'écrive la "Théorie Générale", Kahn avait mis au jour la notion de <u>multiplicateur d'emploi</u>. Il avait montré que lorsque l'emploi de la main-d'oeuvre connaissait un accroissement (appelé emploi primaire) dans les industries de biens capitaux, le volume total de l'emploi se trouvait accru dans une proportion qui était plusieurs fois supérieure à l'accroissement de l'emploi primaire. Le multiplicateur d'emploi exprimait la relation existant entre l'accroissement de l'emploi total et l'accroissement de l'emploi primaire.

La notion de multiplicateur fut transposée par Keynes du plan de l'emploi au plan de l'investissement. Keynes explique, en effet, qu'en présence d'un investissement additionnel, c'est-à-dire d'une augmentation des <u>dépenses</u> d'investissement, le revenu total augmente d'un volume qui est plusieurs fois supérieur à celui de l'investissement additionnel. Le <u>multiplicateur d'investissement</u> exprime le rapport existant entre l'accroissement

du revenu total et l'accroissement de l'investissement additionnel.

On sait que la loi de la consommation fondant la stabilité de la propension à consommer, explique que tout accroissement du revenu est à l'origine d'un accroissement moindre de la dépense pour la consommation. Il est donc nécessaire que la dépense d'investissement vienne combler, par absorption de l'épargne ainsi formée, l'écart existant entre l'accroissement du revenu et l'accroissement inférieur de la dépense de consommation. De telle sorte qu'il existe une relation entre la propension marginale à consommer et le multiplicateur d'investissement.

B) L'effet multiplicateur de l'investissement

L'observation statistique montrerait, selon Keynes, que dans les sociétés capitalistes évoluées, la valeur du multiplicateur d'investissement se situerait en général autour de 2,5 ou 3. Il s'agit là d'une valeur moyenne, car en réalité chaque type d'investissement a une valeur propre du multiplicateur qui lui est attaché.

La valeur du multiplicateur d'investissement global se déduit sans peine de la propension marginale à consommer, puisque, ainsi qu'il a été indiqué, il existe une relation entre ces deux grandeurs. Soit p, la propension marginale à consommer et k, le multiplicateur d'investissement; on peut obtenir la valeur de celui-ci en développant la formule :

$$k = \frac{1}{1 - p}$$

qui indique que le multiplicateur est égal à l'inverse de la propension marginale à épargner.

Si par exemple, la propension marginale à consommer est égale à 7/10, la propension marginale à épargner à 3/10, le multiplicateur d'investissement est égal à $\frac{10}{3}$ et la valeur du multiplicateur d'emploi est identique.

Si donc, au début d'une période, les décisions des entrepreneurs aboutissent à la création de capital nouveau, de telle sorte que la valeur de l'investissement additionnel soit 1.000, le revenu national sera accru de 1.000 x 3 = 3.000. Cet accroissement de 3.000 sera partagé entre les dépenses de consommation et l'épargne selon une proportion stable indiquée par le montant de la propension à consommer.

++++++ Section III
++++++
++++++ La politique économique keynésienne
++++++

Cette démonstration théorique a été faite pour déterminer les facteurs sur lesquels il est possible d'agir pour obtenir un accroissement de la production et de l'emploi. On aboutit ainsi directement à la recommandation d'une politique économique qui consistera à contrôler l'investissement afin d'obtenir la disparition du chômage.

++++++
++++++ § 1 - Le principe de la politique de plein-emploi

L'observation de la période de l'entre-deux guerres montre que le capitalisme contemporain est caractérisé par une déficience chronique de la demande effective. Les entrepreneurs sachant que, en cas d'augmentation du revenu, les dépenses de consommation augmentent d'un montant moindre, ne sont pas incités à développer leur production autant qu'ils pourraient le faire.

En effet, l'accroissement du revenu, décomposé en dépenses de consommation et épargne, aboutit à une accumulation trop forte de cette dernière, qui n'est pas absorbée intégralement par l'investissement. Pourquoi, en effet, développer fortement l'investissement, lorsqu'on n'a pas la perspective d'écouler intégralement la production obtenue ?

En d'autres termes, ceci signifie que la demande n'augmente pas suffisamment pour absorber l'accroissement de la production de biens de consommation; de telle sorte que les entrepreneurs, en prenant conscience dans leurs prévisions, ne peuvent escompter qu'un produit relativement inférieur à la production possible.

La demande effective reste donc inférieure aux possibilités existantes. Il en résulte que les entrepreneurs ne mettent pas en oeuvre tout le volume de travail disponible.

Comment pourrait-on combler le vide existant, de manière à justifier l'utilisation de toute la main-d'oeuvre disponible ? On ne saurait attendre un résultat quelconque de l'extension de la consommation puisque celle-ci restera toujours inférieure à

l'accroissement du revenu. Il convient de se tourner alors vers l'investissement et d'attendre d'un investissement additionnel, l'augmentation de revenu susceptible d'assurer le plein emploi de la main-d'oeuvre disponible.

Mais cet accroissement de l'investissement ne se réalisera pas spontanément, puisque l'investissement voit son volume arrêté à partir du point où l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt s'égalisent. On est ainsi conduit à pratiquer une politique de l'investissement tendant au développement de celui-ci par une action sur les variables qui le déterminent et si besoin est, par une action plus directe.

++++++

++++++ § 2 - Le contrôle de l'investissement

L'investissement se développant tant que l'efficacité marginale du capital est supérieure au taux de l'intérêt, on peut agir sur ces deux variables de manière à retarder le moment où elles s'égalisent.

Il ne faut pas s'attendre, selon Keynes, à une action importante sur le taux de l'efficacité marginale du capital, puisque celui-ci dépend dans une large mesure des prévisions des entrepreneurs et obéit à des phénomènes conventionnels. C'est plutôt vers le taux de l'intérêt qu'il convient de se tourner. Keynes fait remarquer que dans les sociétés modernes le taux de l'intérêt est généralement trop élevé.

Pourquoi ? Parce que les individus ont tendance à conserver une trop grande quantité de monnaie liquide; la tendance à la thésaurisation est beaucoup trop forte, de telle sorte qu'il en résulte une élévation du taux de l'intérêt.

Pour provoquer la baisse de celui-ci, Keynes recommande une expansion monétaire, c'est-à-dire une augmentation convenable de la quantité de monnaie existant dans la communauté. Cette augmentation du volume des liquidités se traduira par une baisse du taux de l'intérêt, qui retardera le moment où celui-ci est égalé par l'efficacité marginale du capital. En conséquence, l'investissement pourra se poursuivre au-delà du point qui aurait pu être initialement fixé.

Mais, par ailleurs, Keynes reconnaît qu'on ne saurait attendre des résultats considérables de cette action car, à par-

tir d'un certain point, le taux d'intérêt ne saurait continuer à baisser, les individus préférant garder leurs liquidités plutôt que d'obtenir une récompense insuffisante.

Dans ces conditions, il importe de recourir à des mesures beaucoup plus radicales, c'est-à-dire le contrôle de l'investissement global. Celui-ci est considéré comme constitué d'une part d'investissements privés obéissant aux mécanismes qui viennent d'être décrits; d'autre part, de l'investissement public réalisé par les autorités économiques qui, n'obéissant pas au mobile de la rentabilité, échappent à la détermination que représente l'égalisation de l'efficacité marginale du capital et du taux de l'intérêt.

En d'autres termes, l'Etat doit se livrer à des investissements publics, principalement dans le secteur des grands travaux; cet investissement public s'ajoutant à l'investissement privé, donnera un volume global d'investissement susceptible de provoquer le plein emploi de la main-d'oeuvre.

Ainsi, Keynes recommande à l'Etat de pratiquer une politique d'investissement public complémentaire. Lorsque l'investissement privé se développe convenablement, l'Etat peut restreindre le volume de l'investissement public. Lorsque, au contraire, l'investissement privé a tendance à se contracter, l'Etat développe le volume de l'investissement public.

Celui-ci joue donc un rôle complémentaire, destiné à amener le revenu global au volume nécessaire pour justifier la pleine utilisation de la main-d'oeuvre disponible.

Ainsi, le capitalisme qui, livré à lui-même s'établit en état d'équilibre de sous-emploi par suite de l'insuffisance de l'investissement, pourra, grâce au contrôle de celui-ci, connaître un état permanent de plein emploi. Par le contrôle de l'investissement, le chômage disparaîtra et le système capitaliste assurera à la fois un revenu à tous et un niveau de bien-être s'élevant grâce à l'augmentation du revenu.

C'est ainsi que le système théorique de Keynes débouche dans l'économie appliquée et la politique économique orientée vers l'élévation du niveau de bien-être et la garantie de l'emploi.

++++++ Section IV
++++++
++++++ Les progrès réalisés par la synthèse keynésienne
++++++

La théorie de Keynes est particulièrement intéressante parce qu'elle constitue un point de convergence pour différentes théories qui s'étaient manifestées avant elle. Son originalité consiste moins dans la découverte de principes nouveaux que dans une synthèse nouvelle de propositions éparses chez divers auteurs. C'est surtout en ce sens qu'elle renouvelle la théorie, en procédant, en particulier, à l'intégration dans la théorie de l'équilibre : de la monnaie, des facteurs psychologiques et du temps. Mais elle a aussi donné une impulsion à la recherche en provoquant une révision des imperfections qu'elle contient.

++++++
++++++ § 1 - L'intégration de la monnaie, des facteurs psychologiques et du temps, dans la théorie de l'équilibre

Cette triple intégration est réalisée à propos de la détermination, de la construction et de la réalisation de l'équilibre.

A) L'intégration de la monnaie dans la détermination de l'équilibre

Keynes s'inscrit pour partie dans le courant issu de Wicksell, pour qui le mécanisme d'équilibre repose dans une large mesure sur le jeu de l'intérêt et, à travers lui, sur le volume de l'investissement. Mais il est sorti de l'impasse où s'était enfermé Wicksell, grâce à la monétarisation de l'intérêt. L'épargne étant en tout temps égale à l'investissement par le jeu du revenu, l'intérêt ne pouvait plus être considéré comme dépendant de l'offre et de la demande de capitaux. Keynes était donc amené à faire de l'intérêt un phénomène purement monétaire : son taux dépend de l'offre et de la demande de monnaie, gouvernées par la quantité de monnaie existant dans la communauté et de la préférence des individus eu égard à la liquidité. Comme le taux de l'intérêt concourt à la fixation du volume de l'investissement, la monnaie joue ainsi un rôle important dans la détermination de l'équilibre.

Mais là ne se borne pas son action; elle sert à apprécier le rendement escompté des capitaux et d'une manière plus directe l'efficacité marginale du capital. Celle-ci étant fonction des prix prévus, c'est-à-dire en fin de compte de la prévision de la valeur de la monnaie, cette dernière se trouve encore à la base de la comparaison entre l'efficacité marginale du capital et le taux de l'intérêt, d'où sort la détermination du flux d'investissement mis en oeuvre par les entrepreneurs et qui détermine l'équilibre de la production et de l'emploi.

B) L'intégration des facteurs psychologiques dans la construction de l'équilibre

Keynes fait une part très grande aux facteurs psychologiques dans la construction de son système. Mais il les utilise d'une manière particulière.

Il s'éloigne assez nettement de la position initiale des théoriciens de l'utilité marginale. Pour ceux-ci, l'utilisation des facteurs psychologiques conduit à une étude du comportement individuel; ils font de la psychologie appliquée à l'économie politique. Keynes n'étudie pas les racines psychologiques du comportement; il le prend comme un fait. Et ceci manque un peu à sa démonstration, notamment pour asseoir la loi de la consommation. Par contre, il est certain qu'il utilise le raisonnement à la marge.

Mais il a ceci en commun avec les marginalistes : l'élément moteur réside, non dans l'offre, mais dans la demande. C'est dire que, s'il n'étudie pas la naissance du comportement économique dans le sujet considéré à la poursuite de ses besoins, c'est tout de même en fonction de celle-ci qu'il explique l'activité économique.

Dans cette ligne, on peut dire que l'importance attachée à la psychologie du sujet est aussi grande, puisque les trois variables fondamentales de son système sont trois fonctions psychologiques.

Mais il est une différence essentielle entre Keynes et les néo-marginalistes, le premier utilisant la macro-analyse et le marginalisme des quantités globales, alors que les seconds emploient la micro-analyse. Non seulement les phénomènes étudiés sont situés à une échelle différente, mais l'objet de la recherche se trouve déplacé. La micro-analyse conduit à l'étude des

phénomènes individuels et prend pour thème de recherche des problèmes tels ceux du calcul économique du sujet individuel, ou la répartition du revenu entre les facteurs à travers l'imputation; de plus elle suppose que ce qui est vrai pour un individu l'est également pour l'ensemble de l'économie. La macro-analyse conduit plus spécialement au contraire à l'étude de la répartition du revenu national entre les trois grands emplois : consommation, épargne, investissement, et s'attache aux variations du volume du revenu national plutôt qu'à sa répartition.

Les deux types d'analyse ne sont pas contradictoires; ils sont appelés à se compléter et même à s'intégrer.

C) L'intégration du temps dans la réalisation de l'équilibre

Keynes, qui fait une théorie de la courte période, reprend en ce point les positions de Gunnar Myrdal, qui essayait d'intégrer la considération du temps dans la réalisation de l'équilibre, à l'aide du calcul ex ante, ex post. Mais il dépasse la position de l'économiste suédois.

Il ne se satisfait pas, en effet, d'une comptabilisation au début et à la fin de la période pour savoir si les résultats ont correspondu à l'attente des sujets économiques. Chez lui, tout le mouvement du système est fonction des prévisions des sujets : prévisions des entrepreneurs quant au rendement de leurs capitaux; prévisions des détenteurs de monnaie quant à la valeur future de celle-ci, etc... C'est en fonction de ces calculs, portant sur les valeurs et produits futurs que sont prises les décisions présentes. Le temps, et plus exactement, la considération du temps entre ainsi dans la réalisation de l'équilibre par l'intermédiaire des anticipations et de la monnaie sur laquelle elles s'appuient.

Il s'agit bien de la considération du temps, plutôt que du temps lui-même. Car, si des éléments dynamiques sont inclus dans le système keynésien par l'intermédiaire de la monnaie et des prévisions, on a pu, à bon droit, lui contester le caractère d'une véritable dynamique. En effet, la "Théorie générale" est une théorie de la courte période et étudie la formation de l'équilibre dans le cadre d'une période isolée. Elle n'est donc pas dynamique, comme l'étude des changements des variables au cours d'une évolution chronologique, avec l'enchaînement des

modifications d'une période à l'autre. Elle constitue sur ce point précis, une étape vers la dynamique. La théorie de Keynes n'est pas en effet une théorie de l'équilibre statique puisqu'elle envisage des équilibres multiples à différents niveaux d'emploi. Elle inclut cependant des considérations dynamiques dans la réalisation de cet équilibre. Par ailleurs, ces différents niveaux d'équilibre étant particuliers à chaque période unitaire, on a pu parler d'une statique comparative. Mais comme il n'y a pas de liens établissant l'équilibre d'une période à celui d'une autre période, il n'y a pas de véritable dynamique. L'analyse d'une séquence de périodes sera entreprise par la nouvelle école suédoise; Keynes n'a fourni qu'une analyse des équilibres successifs dans le cadre de la courte période.

++++++
++++++ § 2 - La révision des éléments de la synthèse keynésienne

La science économique a couru - avons-nous dit - après l'apparition de la "Théorie Générale", un danger analogue à celui qu'elle a connu après la publication des "Principes" d'Alfred Marshall : celui de tomber dans le respect irraisonné d'une nouvelle orthodoxie. Elle a échappé à ce danger grâce à l'imperfection des concepts keynésiens. Si la théorie de Keynes avait été moins imparfaite, on eût pu assister au renouveau d'une orthodoxie paralysante pour l'esprit; mais le caractère hâtif, polémique, imparfait, de la "Théorie Générale" a exigé une révision des concepts et de certaines explications. Grâce à cette révision un travail scientifique important a pu être fait dans le sens d'un perfectionnement.

A) <u>La révision des mécanismes et de l'agencement</u>

En ce point, la révision a été relativement peu importante. On a conservé, en effet, le caractère de causalité attaché au fonctionnement des mécanismes, ce caractère s'opposant au système fonctionnel tel celui de Walras. Cependant, on a atténué le rôle causal déterminant que Keynes avait donné à certaines variables, notamment l'intérêt dans la détermination du volume de l'investissement. Ce caractère de causalité se prêtait d'ailleurs trop aisément à l'élaboration d'une politique destinée à agir sur l'activité, pour qu'on renonçât à cette interprétation. D'ailleurs, si on avait révisé ce point de la "Théorie Générale", c'est l'ensemble de la construction qui eût été remis en question.

De sorte que la révision de la théorie keynésienne a conservé le rôle déterminant conféré à l'investissement global et l'action des facteurs psychologiques et globaux se traduisant à travers les variables. On a simplement amélioré l'explication relative au rôle des fonctions psychologiques.

B) Révision des concepts

Au contraire, cette révision a été relativement importante en ce qui concerne les concepts de base de la "Théorie Générale". Elle s'est opérée en plusieurs directions; en particulier elle a concerné les fondements mêmes de la théorie, notamment le concept d'épargne qui a été le plus discuté. Un long débat s'est également instauré eu égard à l'intérêt, afin de savoir si celui-ci était vraiment le prix de la liquidité, comme le prétendait Keynes, ou s'il était au contraire, conformément aux explications classiques, le prix de l'épargne. Cette discussion n'a pas abouti à une position précise; les économistes sont toujours partagés sur ce point.

On a procédé ensuite à une sorte de diversification des concepts macroscopiques. C'est ainsi que, eu égard à la propension à consommer, on a distingué des variantes en fonction de l'état de l'activité économique et des différentes économies nationales, en fonction des différents groupes sociologiques; on a discuté du rôle relatif de la propension moyenne et de la propension marginale, etc...

Un travail identique a été fait pour la préférence pour la liquidité. On a distingué celle-ci en fonction des sujets, des économies nationales, des périodes; de telle sorte qu'on tend à parler de la préférence pour la liquidité des individus, des groupes, de l'Etat, en distinguant les courtes et les longues périodes.

On a également précisé le rôle des principales catégories de l'analyse. C'est ainsi qu'un certain nombre d'économistes estiment que la question de savoir quel est, de l'épargne et de l'investissement, l'élément moteur, a reçu des réponses différentes. Au cours du XIXème siècle, l'épargne semble avoir été un antécédent par rapport à l'investissement; mais par la suite, en raison de la politique adoptée par les banques et de l'importance des sommes liquides disponibles, l'investissement semble avoir été l'élément premier. L'illusion nominale jouant au détriment des salariés reçoit souvent un rôle moins important que celui que lui donne Keynes; le salarié instruit par

les phénomènes d'inflation aurait pris conscience du caractère aléatoire de la stabilité ou de l'augmentation des salaires nominaux.

c) Le rôle des comportements

Keynes a fortement insisté sur l'action des comportements, semblant accepter certaines des notions institutionnelles et coutumières qui avaient été proposées par Veblen et son école. Ces développements relatifs à l'action des phénomènes conventionnels, au rôle des groupements, syndicats, coalitions, etc..., ont été repris par certains auteurs qui les ont développés.

Il est évident que, de plus en plus, on a précisé les propositions keynésiennes relatives au rôle des structures dans le capitalisme évolué, à l'action des phénomènes irrationnels et conventionnels. En somme, la théorie du fonctionnement du capitalisme évolué ébauchée par Keynes a été poursuivie après lui. Ainsi s'est affirmé ce caractère d'économie appliquée que Keynes a donné aux travaux contemporains; de plus en plus la science économique se voit conférer la mission de préparer une politique économique.

++++++ Titre III
++++++
++++++
++++++ LES ORIENTATIONS ACTUELLES DE L'ANALYSE ECONOMIQUE
++++++

Nous entamons, avec le dernier titre de cet ouvrage, une tâche malaisée : rendre compte de l'état présent de l'analyse économique. La difficulté réside dans le manque de recul pour juger des travaux dont le caractère actuel ne permet pas encore les opérations de décantation et risque de masquer les lignes maîtresses. Les choix sont périlleux, qui doivent distinguer l'essentiel de l'accessoire, car l'histoire n'a pas encore fait son tri. Aussi court-on un second risque : tomber dans la nomenclature sous prétexte de ne rien oublier et donc de vouloir en dire trop sous un volume nécessairement limité. Aussi, lorsque l'étude historique se prolonge jusqu'à nous, devient-elle parfois un simple catalogue ou, au mieux, un condensé.

Pour conserver à ce travail le caractère qui est le sien, c'est-à-dire celui d'une Histoire de la pensée, nous traiterons l'examen de l'analyse économique récente de la manière suivante

- de propos délibéré, nous nous refusons à traiter l'ensemble de l'analyse économique actuelle et encore plus à parler de tous les auteurs; ce Titre III ne sera pas un "survey";

- demeurant fidèles à la conception imposée au départ, selon laquelle le ressort de l'histoire de la science économique est constitué par les dépassements et les synthèses, nous organiserons les développements qui suivent autour des grandes orientations décelables dans l'analyse économique. Dans cet esprit, nous serons amenés soit à présenter une vue d'ensemble de certains courants sans distinguer les auteurs qui les animent, soit à nous arrêter sur certains économistes dont les travaux paraissent plus particulièrement représentatifs. Et encore, convient-il de ne pas cacher que les choix effectués ne l'ont pas été sans hésitation et que nous reconnaissons parfaitement leur caractère discutable.

Une première orientation est caractérisée par l'approfondissement des relations fondamentales en termes de revenu global et par un effort pour les appliquer à des objets autres que ceux retenus primitivement par la théorie du circuit statique.

Une deuxième orientation est représentée par les tentatives effectuées pour échapper à l'envoûtement de l'équilibre et obtenir une interprétation de la croissance, en qui on veut voir une autre finalité de l'activité économique.

Enfin une troisième orientation, conservant les thèmes essentiels de l'étude de l'équilibre, représente l'effort des néo-classiques contemporains pour répondre au défi keynésien.

Nous étudierons donc en trois sous-titres :

- l'analyse en termes de revenu,

- les analyses de croissance,

- l'équilibre néo-classique post-keynésien.

En conclusion, on dégagera la tendance de plus en plus marquée à l'élaboration d'une analyse opérationnelle.

++++++ Sous-Titre I
++++++
++++++
++++++ L'ANALYSE EN TERMES DE REVENU
++++++

Il n'est pas inutile de rassembler quelques-uns des points dégagés par l'étude préalable; ils constitueront certains éléments de base des explications qui vont suivre.

Marquons, en premier lieu, une distinction entre les instruments d'analyse utilisés respectivement par la micro et par la macro-analyse.

La micro-analyse conduit principalement son effort de connaissance en termes de prix. La mise en oeuvre de son interprétation est réalisée autour d'un système de relations, disons autour de l'équation offre - demande - prix qui, en exprimant l'ajustement des quantités offertes sur le marché, indique les conditions de formation d'un équilibre à un certain niveau de prix. A ces éléments fondamentaux, d'autres sont rattachés par un système de liaisons secondaires : coûts des facteurs, revenus des agents, anticipations des centres de décisions, etc... L'élément directeur de l'équilibre est le prix ou la relation fonctionnelle offre - demande - prix.

La macro-analyse conduit, pour sa part, son interprétation en termes globaux et en utilisant un autre ensemble préférentiel d'instruments d'analyse. Ces flux sont ordonnés en un ensemble de relations constituant un circuit, autour d'une équation privilégiée qui unit le revenu et l'investissement, en indiquant la réalisation d'un état d'équilibre à un niveau de revenu et d'emploi, lorsque l'ajustement du flux d'épargne et d'investissement réalise, sur la base des prévisions effectuées en début de période, la fermeture du circuit. Les relations fondamentales sont assorties de relations secondaires qui unissent les trois flux de revenu, d'épargne, d'investissement aux flux de dépenses, de consommation, d'emploi, etc... Des anticipations déterminent le volume des flux pour la période sur la base de prévisions relatives aux comportements, au volume de la demande, au prix, à la dépense, etc...

Ainsi, la macro-analyse dispose de trois catégories fondamentales, entre lesquelles s'établissent des relations qui déterminent le niveau d'équilibre du revenu, par ajustement des flux constitués en circuit. Les relations entre revenu et épargne, revenu et investissement, épargne et investissement deviennent les éléments principaux de l'explication des variations du niveau d'équilibre de la période. Elles sont des relations de fonctionnement qui découlent d'ailleurs de relations de structure.

En effet, le revenu est un flux émanant d'une source, le capital, mis en oeuvre par un volume d'emploi.

Entre ces trois catégories s'établissent des relations structurelles :

- la relation entre le capital et le produit exprime la structure capitalistique de la production et l'accumulation du capital;

- la relation entre le capital et la main-d'oeuvre conduit à l'expression du niveau de productivité;

- la relation entre le revenu et l'épargne brute conduit à l'accumulation du capital.

Ces relations de structure déterminent certaines relations de fonctionnement; la relation entre capital et produit est à la base de l'évaluation du multiplicateur et de l'accélérateur qui, au plan du fonctionnement, relient les accroissements de l'investissement et du revenu et les accroissements de la consommation et de l'investissement induit.

On peut également signaler une série de relations entre revenu, emploi et productivité, entre capital accumulé, consommation et épargne, etc...

Ainsi, la macro-analyse contemporaine est à titre principal, sinon essentiel, une analyse en termes de revenu qui se substitue à une analyse en termes de prix. Tel sera le thème général de ce premier Sous-Titre.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++
++++++ LE DEVELOPPEMENT CONTEMPORAIN DE LA MACRO-ANALYSE
++++++

Les relations entre catégories globales bénéficient d'une grande faveur de la part des économistes contemporains. Il en résulte un développement particulier de la macro-analyse qui, après une éclipse de près de deux siècles - de Quesnay à Keynes - connaît aujourd'hui un grand essor.

En fait, si les relations de dimension ont bénéficié de ce changement qui s'est traduit par un effacement temporaire de la micro-analyse, d'autres modifications sont intervenues dans le sens d'une "promotion" de certains types de relations. C'est ainsi que la science économique moderne utilise volontiers les relations quantitatives et dynamiques, dans l'intention d'interpréter les phénomènes de croissance qui tendent eux-mêmes à supplanter l'explication de l'équilibre dans les préoccupations des économistes.

Ainsi s'explique l'attention apportée aux relations entre catégories fondamentales situées à l'échelon du groupe, de la nation ou de l'économie mondiale. Du point de vue de l'interprétation du fonctionnement, elles sont considérées comme des relations causales ou fonctionnelles entre quantités globales, souvent avec insistance sur leur caractère stochastique. Elles relient ainsi des flux (revenu, dépenses d'investissement, de consommation, épargne) ou bien des stocks et des flux (capital et revenu). L'effort contemporain se manifeste donc par le développement d'une macro-analyse, quantitative et dynamique, s'intéressant principalement aux relations entre flux globaux dans une perspective de croissance.

Une autre particularité de la macro-analyse moderne réside dans l'étude des analyses de structure à la dimension nationale, avec le souci de passer sans solution de continuité de l'analyse de structure à l'analyse de fonctionnement, puis à l'analyse d'activité. L'exemple type de ce passage est la détermi-

nation des relations de structure exprimées par le rapport capital-produit duquel on tire les relations de multiplication et d'accélération (fonctionnement), intégrées ensuite dans des modèles (analyse d'activité).

Comment s'explique ce développement de la macro-analyse moderne ?

Il s'explique en premier lieu par la vigueur avec laquelle s'est effectué, grâce à la théorie keynésienne, le retour de l'analyse globale au niveau conceptuel. De l'interprétation conceptuelle, on est passé à l'expression quantitative, en raison de la facilité avec laquelle le circuit des flux globaux peut s'exprimer en termes comptables et statistiques, donnant ainsi naissance à une analyse quantitative.

L'avantage qu'a pu en tirer la politique économique est alors devenu évident. La micro-analyse ne pouvait répondre convenablement aux exigences des politiques gouvernementales qui trouvaient au contraire des possibilités d'action insoupçonnées dans le contrôle des quantités globales.

La conséquence est importante pour l'évolution de la pensée économique. En effet, on a souvent signalé avec raison le déclin des doctrines; la politique s'est substituée à elles pour jouer à l'égard de l'analyse le rôle de problématique : c'est elle qui pose les principales questions que la science doit résoudre. Ainsi, les avantages de la macro-analyse ont permis le développement de la politique économique quantitative, tandis que les exigences du contrôle de l'économie lui posaient de nouvelles questions qui favorisaient son perfectionnement.

Cependant, il faut bien se garder de le croire capable de répondre à toutes les interrogations; elle a, elle aussi, ses insuffisances qu'il est indispensable de signaler.

Si son développement actuel tend à pallier certaines de ces insuffisances, il est cependant indispensable de demeurer conscient de ses limites.

On étudiera donc la situation de la macro-analyse contemporaine en montrant les raisons pour lesquelles la micro-analyse n'a pu répondre à certaines exigences de la politique économique.

Section I

L'analyse en termes de flux, appliquée au revenu

L'analyse en termes de flux peut être appliquée à différents secteurs de la recherche économique; elle se prête à des études procédant de conceptions différentes de la science. C'est ainsi que l'analyse en termes de flux peut être utilisée par la théorie statique ou la théorie dynamique; de ce point de vue on connaît des macro-statiques, comme l'est par exemple la théorie générale de Keynes ou la théorie de Pigou, "Employment and Equilibrium"; on connaît également des macro-dynamiques, celle de Harrod par exemple, dans "Dynamic economics", celle de Lundberg dans "Studies in the theory of economic expansion".

De même, l'analyse des flux se prête à une théorie conçue en termes mathématiques ou en termes "littéraires". Par exemple, l'ouvrage de Tinbergen : "Vérification mathématique des cycles économiques" utilise une méthode qui se réfère aux flux et, de même, Keynes dans la "Théorie Générale", utilise la macro-analyse, non plus en termes mathématiques mais "littéraires".

Qu'il s'agisse de théorie statique ou de théorie dynamique, de formulation mathématique ou d'expression littéraire, la macro-analyse des flux, s'est, à l'époque contemporaine, consacrée principalement à l'étude du revenu. Il convient donc de marquer l'importance prise par la macro-analyse appliquée au revenu et de signaler les difficultés nouvelles qui ont fait ainsi leur apparition et qu'il appartient aux économistes de résoudre.

§ 1 - Le revenu catégorie économique privilégiée

A l'époque contemporaine, l'analyse économique s'attache dans une assez large mesure aux phénomènes de revenu. Sans doute, ne peut-on ignorer que de nombreux auteurs continuent de se consacrer à l'analyse en termes de prix, mais il n'en demeure pas moins que la science économique d'aujourd'hui a produit un très gros effort pour mieux connaître ces phénomènes.

Notre propos actuel est donc d'indiquer que le revenu national est devenu la catégorie privilégiée de la macro-analyse. Que faut-il entendre par là ? On entend que le revenu est devenu l'élément de base sur lequel est échafaudée une grande partie de l'interprétation économique actuelle et que, dans cette mesure, il occupe une large place à côté des catégories traditionnelles: prix, intérêt, rente, etc... Il est également nécessaire d'indiquer qu'il est devenu à la fois la catégorie fondamentale de l'analyse des flux, et la grandeur statistique caractéristique de toute analyse comptable à l'échelon global.

Il convient cependant de noter que la macro-analyse du revenu souffre d'une certaine indétermination qui tient à deux raisons (1).

La première réside dans les difficultés rencontrées pour effectuer le passage de la notion de revenu proprement dit, à la notion de revenu national. En effet, tout revenu suppose un plan de disposition des moyens disponibles en vue d'obtenir un ensemble de satisfactions déterminé par le sujet en vertu de sa propre échelle de préférence. En ceci, le revenu procède d'un calcul ex ante effectué pour une période de temps. Or ces notions sont difficilement applicables au revenu national où l'on cherche en vain les éléments correspondant au plan de disposition, à l'échelle de préférence et à la détermination de l'ensemble de satisfactions. On ne peut raisonnablement, tout au moins dans une économie de marché, recourir à l'artifice que constituerait l'action organisatrice de l'Etat. On peut penser que Keynes a tenté indirectement de résoudre le problème en ayant recours aux décisions d'un groupe dominant considéré comme homogène dans ses décisions : le groupe des entrepreneurs.

La seconde raison tient à l'imprécision de l'expression quantitative du revenu. En réalité, la quantité globale, l'agrégat ou grandeur statistique utilisée par l'analyse comptable, n'exprime qu'imparfaitement les éléments constitutifs de la catégorie économique que l'analyse abstraite connaît sous le nom de revenu. En effet, certains de ces éléments ne sont pas chiffrables.

---

(1) Pour plus de détails sur ces questions : cf. François Perroux : Les comptes de la nation, P.U.F. 1949, et : "Le revenu national", P.U.F. 1948.

Néanmoins, l'utilisation des concepts globaux présente des avantages évidents.

++++++
++++++ § 2 - La macro-analyse du revenu

Pour bien marquer le sens de la macro-analyse appliquée au revenu, il convient de tracer, par opposition, les principaux traits de la micro-analyse.

A) <u>Les principaux traits des deux types d'analyse</u>

La micro-analyse est conduite en général en termes de prix et de coûts.

Elle est une analyse de l'équilibre du prix en ce sens qu'elle établit par le jeu de l'offre et de la demande les lois de l'équilibre qui s'établit à un certain niveau de prix; les variations de l'offre provoquent un ajustement de la demande par l'intermédiaire des variations du prix, et inversement. Les changements de prix peuvent être autonomes et dans ce cas ils provoquent des modifications de l'offre et de la demande qui s'égalisent en un nouveau point. Le prix est ainsi le régulateur de l'équilibre; il guide et oriente le volume et la nature de la production. A la base de la micro-analyse, on trouve un triptyque fondamental : offre, demande, prix.

La macro-analyse étant à titre principal une analyse en termes de revenu repose sur la considération des flux. L'équilibre est en général conçu comme étant celui du revenu global; c'est lui qui exprime l'état du système en montrant comment la production donne naissance à une demande globale acquise par une dépense découlant de la rémunération des facteurs. L'équilibre du revenu s'accompagne d'un équilibre de l'emploi. Revenu et emploi considérés à l'échelon global, deviennent alors les variables déterminées qui subissent les effets des variables déterminantes ou autonomes. C'est ici qu'il convient de placer le rôle de l'offre et de la demande.

B) <u>Le rôle de l'offre et de la demande globales</u>

L'offre et la demande déterminent en effet l'équilibre du système; mais il s'agit ici, puisque l'on est dans le cadre de la macro-analyse, d'une offre et d'une demande globales des biens et des services. Leur jeu va provoquer directement, non

pas un certain niveau de prix, mais un certain niveau de revenu qui sera le niveau d'équilibre. Quant au prix il découlera du jeu de l'ensemble; il sera une résultante. Il importe de considérer comment se constituent l'offre et la demande globales.

L'offre globale est considérée comme un ensemble de biens et de services offerts sur le marché; elle est constituée de l'offre globale de biens de consommation et de l'offre globale de biens d'investissement, qui déterminent les deux grands départements de la production. L'offre globale est le résultat d'une production d'ensemble de l'équipement et de l'emploi mis en oeuvre par l'entrepreneur. Cette mise en oeuvre aboutit à la constitution d'un flux de revenu réel qui est le flux dont dispose la communauté pour la période. Il en résulte une distribution du revenu qui se décompose en coûts de facteurs et profits; de là naissent une série de flux de revenus individuels.

La demande globale est constituée de l'ensemble des biens et services demandés dans la nation pendant la période considérée. Cette demande se manifeste par une dépense en monnaie qui constitue la valeur du revenu réel, c'est-à-dire le revenu nominal. La demande globale se différencie elle-même en demande de biens de consommation et demande de biens d'investissement.

C) Détermination du revenu d'équilibre

Pour que l'équilibre soit réalisé, la valeur du revenu réel doit s'établir à un niveau tel que toute la production soit vendue sans perte, c'est-à-dire au niveau de prix prévu par l'entrepreneur. Pour cela, il faut qu'un même rapport s'établisse entre, d'une part l'offre de biens de consommation et d'investissement, d'autre part la demande de biens de consommation et l'épargne. C'est dire que la dépense faite pour l'acquisition des biens de consommation doit égaler la dépense faite pour leur production, alors que le revenu épargné doit correspondre aux sommes investies.

Mais la fraction consommée du revenu est considérée comme stable ; c'est donc de l'égalité de l'épargne et de l'investissement que dépend l'équilibre du revenu. Si l'épargne est supérieure à l'investissement, la dépense de consommation est trop faible, la valeur du revenu réel diminue, le revenu nominal se contracte; la demande fait de même, les entrepreneurs réduisent par conséquent le volume d'emploi qu'ils utilisent et, par voie de conséquence, la production se trouve réduite. Inversement, si l'investissement est supérieur à l'épargne la production

s'accroît, le volume du revenu nominal se développe, la dépense augmente et on peut assister en cas de goulets d'étranglement, à des tensions inflationnistes qui se marquent par l'élévation du niveau des prix.

Ainsi, à la base de la macro-analyse du revenu, nous trouvons un triptyque fondamental : revenu, épargne, investissement, qui sont tous trois considérés comme des flux globaux.

++++++
++++++ § 3 - L'évolution de la théorie économique quantitative

Les quantités globales peuvent être aisément connues par voie statistique; c'est la raison pour laquelle, ou tout au moins une des raisons pour lesquelles le développement de la macro-analyse s'est accompagné d'un développement non moins important de la statistique. Mais ce développement de la statistique n'a pas suffi à résoudre le problème. En effet, une question très importante est demeurée posée : celle du passage de la quantité globale théorique à la quantité globale statistique. En effet, on ne saurait dire par exemple que l'expression statistique du revenu national représente l'évaluation quantitative des éléments contenus dans le concept du revenu national; ce passage est extrêmement difficile à réaliser. Sur ces points, les travaux du professeur François Perroux ont été extrêmement importants (voir, en particulier, son ouvrage "Les comptes de la Nation").

Nous montrerons simplement les principales étapes qui ont dû être réalisées au cours de la période contemporaine, pour donner à la théorie économique quantitative une valeur probante. Il a fallu d'abord présenter, puis approfondir le jeu d'actions et de réactions existant entre ces quantités globales. Ces problèmes ont pu être résolus par la mise au jour des relations existant entre elles.

Le fait que ces quantités sont des grandeurs mesurables pose le problème des relations quantitatives entre grandeurs animées de variations. Comment les variations d'une quantité donnée vont-elles réagir sur les grandeurs d'une autre quantité ? On a pu répondre à cette question par l'analyse de deux types de relations qui ont déjà été mentionnées dans les développements précédents. Un premier type est représenté par les rela-

tions fonctionnelles : celles-ci unissent, nous le savons, deux variables lorsque, à une valeur déterminée de la première, correspond une valeur déterminée de la seconde. Cette relation fonctionnelle correspond à l'application d'une loi logiquement nécessaire exprimant des relations entre quantités globales théoriques.

Un autre type de relations est représenté par les relations stochastiques qui unissent deux variables lorsque, à une valeur déterminée de la première correspond une valeur probable de la seconde. Nous avons ici une relation expérimentalement vérifiée représentant, en somme, le relevé d'une loi statistique. Les relations stochastiques introduisent l'élément de probabilité à la place de la certitude.

Ces deux types de relations ne sont pas spéciaux aux quantités globales; mais elles prennent une importance particulière dans la macro-analyse.

++++++

++++++ § 4 - Les relations entre la macro-analyse et la politique économique

Les catégories économiques nouvelles étant exprimables sous forme de quantités globales évaluables, l'autorité publique pouvait avoir aisément prise sur elles pour conduire sa politique économique.

A) Nécessité d'une connaissance des quantités globales

La maîtrise des autorités publiques sur les quantités globales peut s'exercer, en premier lieu, par la voie des finances publiques. En effet, le budget agit sur le volume de la consommation par l'intermédiaire des dépenses publiques effectuées, et par le prélèvement de l'impôt destiné à les couvrir. Mais l'exécution du budget agit aussi sur la redistribution des revenus, sur le financement de l'investissement, sur les coûts des produits ou des services émanant de l'administration. De telle sorte que l'autorité publique est amenée à exiger de l'économiste et du statisticien les nouveaux instruments de la politique économique quantitative. Désormais va apparaître, progressivement, une sorte d'économie et de politique du revenu national qui reposera sur un ensemble de connaissances spéculatives conduisant à des orientations politiques.

C'est ainsi que l'on est conduit à procéder à la décomposition du revenu national en ses différents éléments : consommation, investissement, épargne, ..., que l'on met l'accent sur les modalités d'obtention du revenu : utilisation d'un volume d'emploi, affectation d'un volume d'investissement, etc... Mais pour que l'autorité économique possède la maîtrise de ces quantités globales, il importe de les bien connaître; on assistera alors au développement des études statistiques et de la comptabilité nationale.

B) Le développement des études statistiques

La politique économique est ainsi appelée à manier des grandeurs caractéristiques. Or, celles-ci étant quantifiables, on passe aisément à l'étude de ce que l'on appellera désormais les quantités globales. Un gros effort statistique sera alors entrepris pour obtenir une évaluation correcte du volume de l'emploi, de la dépense, de l'investissement, de l'épargne, etc... On assiste donc à un grand essor de la statistique qui ouvre la voie à une politique économique quantitative (1).

C) Le développement des études théoriques et comptables.

Mais pour que cette politique économique puisse être bien éclairée et bien conduite, il importe de préciser scientifiquement, mieux que n'a pu le faire Keynes dans sa tentative, les grandeurs que l'on doit désormais manier. C'est alors que le revenu national sera progressivement saisi sous ses différents aspects ; produit, revenu distribué, dépense effectuée. On mettra également au jour les mécanismes de la génération du revenu : série de travaux qui s'efforceront de perfectionner la notion de multiplicateur et de mieux étudier son jeu; étude approfondie des différents types d'investissement; examen de la relation entre l'investissement et l'épargne; études consacrées à l'investissement public, etc...

Par ailleurs, on assistera à un perfectionnement de la comptabilité nationale. Pendant longtemps la comptabilité publique se bornait à poser les règles d'élaboration et d'exécution

---

(1) Sur ce sujet, cf. François Perroux, "Revenu national et politique économique quantitative". - Centre de documentation universitaire. Cours de doctorat 1947.

du budget de l'Etat; il en résultait un certain nombre de renseignements statistiques précis, relatifs aux sommes mises en mouvement par l'autorité publique. Mais bientôt, la notion de comptabilité publique doit s'élargir et donner l'essor à la notion de comptabilité nationale. Celle-ci permettra l'élaboration non seulement des comptes rétrospectifs, recouvrant un domaine plus large que celui couvert jusque-là par le budget, mais aussi, elle s'étendra au domaine de la comptabilité prospective donnant naissance au budget économique de la nation. On pourra alors retracer l'ensemble des grandeurs caractéristiques qui traduisent l'état de l'activité économique, ouvrant des perspectives intéressantes sur le développement des tendances inflationnistes et déflationnistes, sur l'effet des dépenses de l'Etat, sur les conséquences du déficit de la balance extérieure, etc...

On assiste au développement d'un double mouvement : en premier lieu, la formulation en termes de macro-analyse de l'interprétation économique, offre aux responsables de la politique économique de nouveaux instruments plus maniables que ne l'étaient ceux livrés par la micro-analyse; en second lieu, par un mouvement de réaction, l'autorité publique formule des demandes, à la fois, au statisticien pour obtenir l'évaluation des grandeurs, et à l'économiste pour que celui-ci fournisse une notion plus précise des mécanismes et des enchaînements existant entre ces grandeurs désormais connues par la statistique. Il s'est ainsi produit un développement mutuel de l'analyse économique et des exigences de la politique économique, l'une renforçant l'autre et réciproquement. Ceci montre combien la politique économique a exercé un rôle puissant sur le développement de l'analyse théorique.

++++++ Section II
++++++
++++++ Le recul de la micro-analyse
++++++

Section II

Le recul de la micro-analyse

A la suite de Keynes, la pensée moderne s'est donc écartée assez sensiblement de la micro-analyse. Non pas qu'elle l'ait abandonnée ou qu'elle lui dénie sa valeur propre. Mais, après la brillante rentrée en scène de la macro-analyse provoquée par la "General Theory", une voie nouvelle s'est offerte à la recherche économique et elle a été explorée avec vigueur, sans pour autant que la tâche soit aujourd'hui achevée.

Il convient de montrer, toutefois, que l'activité économique a pris depuis la seconde guerre mondiale une orientation différente de celle qu'elle avait connue depuis le début du siècle, tout au moins en Europe. Une politique économique nouvelle a dû être élaborée pour répondre aux nouveaux objectifs. C'est en ce point et à cette occasion que la micro-analyse, faisant apparaître ses insuffisances pour guider l'action des responsables de l'économie, a commencé à marquer un recul. C'est en s'orientant vers la recherche économique appliquée, que la science économique s'est un peu détournée de la micro-économie.

++++++
++++++ § 1 - Les nouvelles orientations de l'activité économique

Si la micro-analyse est toujours indispensable pour la connaissance et l'interprétation de certains objets d'étude, l'entreprise, le revenu individuel, la décision de l'agent économique, par exemple, la macro-analyse a montré sa supériorité dans certains domaines, en particulier celui de l'orientation de l'activité économique d'ensemble. Si on peut donc parler d'un recul de la micro-analyse, il s'agit surtout d'un recul relatif et temporaire, par rapport à l'avance effectuée par la macro-analyse. Celle-ci s'est révélée, en effet, plus efficace pour offrir aux responsables de l'activité économique les moyens nécessaires pour en assurer l'orientation et le contrôle, qui présentent, à l'époque contemporaine, quelques traits nouveaux sur lesquels il convient d'insister.

A) <u>La conception traditionnelle</u>

D'après les conceptions traditionnelles - en entendant par là celles qui ont dominé la période allant de la fin du XIXème siècle à la seconde guerre mondiale - l'activité économique devait être orientée vers l'équilibre. Cette période fut marquée sur le plan scientifique par la prépondérance de la théorie néo-classique qui se vouait à l'étude de l'équilibre de la firme et du consommateur et créait l'atmosphère dans laquelle s'éduquaient les responsables de l'économie. On trouvait là une application de la proposition que Keynes a inscrite dans les dernières lignes de la "General Theory" : "... les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense généralement. A vrai dire, le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affran-

chis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé" (1).

Quelle était donc la philosophie des économistes d'action ?

Préoccupés de maintenir l'équilibre de l'économie, dont la science économique étudiait à loisir les lois de formation et vantait les avantages, ils se heurtaient à la réalité des déséquilibres. Ils étaient donc amenés à concevoir une politique de réadaptation tendant à favoriser le retour à l'équilibre, ce qui les conduisait à fonder leur action sur la théorie de la permanence des oscillations autour d'un point d'équilibre. Tout leur comportement pouvait donc s'analyser en deux idées directrices : empêcher que les déséquilibres n'aient de trop graves conséquences; faciliter le rééquilibre qui devait s'effectuer spontanément.

Le contrôle qu'ils étaient amenés à concevoir - souvent avec regret d'ailleurs - n'était donc qu'un palliatif; au maximum une aide destinée à faciliter le jeu des mécanismes qui assureraient la réduction des déséquilibres et le retour de l'équilibre. Aussi convenait-il de laisser à ces mécanismes toutes leurs possibilités de fonctionnement.

De ce point de vue, la politique de la monnaie et du crédit apparaissait comme un moyen privilégié, car elle se contentait de faciliter les réadaptations nécessaires en agissant sur le comportement des acteurs.

Les premiers moyens utilisés étaient donc le maniement du taux de l'escompte et la politique d'open market. Par leur intermédiaire, il devenait possible de freiner l'emballement des entrepreneurs dans les périodes de "boom" et d'opérer des actions déflationnistes harmonisant quantités de monnaie et prix. Pour faciliter le rééquilibre, la baisse du taux de l'intérêt se présentait comme le moyen de signaler de meilleures perspectives de profit. En somme, la théorie quantitative indiquait le cheminement de l'approche monétaire de l'équilibre et du rééquilibre. On y joignait une politique des salaires souple , des rémunérations devant entraîner une baisse du coût, donc une amélioration des perspectives de profit d'où devait résulter un accroissement de la production et une réduction du chômage. C'é-

(1) Théorie Générale, trad. franç. de Largentaye, Edit. Payot, 1942, p. 397.

tait - avant la lettre - une politique des revenus procédant d'une conception micro-économique de la décomposition du prix en revenus d'agents.

B) La conception contemporaine

Les conceptions contemporaines considèrent que l'activité économique est normalement orientée vers la croissance qui comporte toujours, certes, des déséquilibres; mais ceux-ci ne peuvent être convenablement résolus que par une reprise de l'accroissement.

Aussi la politique monétaire n'apparaît plus dotée que d'une efficacité limitée; elle n'est pas abandonnée, mais considérée comme un complément des éléments qui gouvernent, au premier chef, la croissance. Pour orienter l'activité vers ces perspectives nouvellement assignées, il faut, en effet, d'autres moyens. Quels sont-ils ?

On les identifie aisément en observant les éléments qui constituent les thèmes favoris de la politique économique : l'investissement privé et public; l'expansion du revenu; l'augmentation du volume de l'emploi; l'accroissement de la consommation. Car il ne s'agit plus de faciliter simplement la réadaptation, mais de porter l'activité économique au plus haut niveau. C'est une politique de haute conjoncture perpétuée et plus généralement une politique d'expansion, de croissance et de développement qui suppose une modification progressive des structures.

La politique monétaire n'est plus un moyen de réadaptation; elle doit apporter son aide à une tendance expansionniste en facilitant l'investissement privé par la baisse du taux de l'intérêt. Elle se limite à des objectifs de courte période. Mais on ne saurait attendre de pareille mesure une efficacité suffisante; on aura recours à l'investissement public qui corrigera les incartades de l'investissement privé trop soumis aux changements d'humeur des entrepreneurs, enclins à confondre l'avenir de l'activité avec la représentation que s'en donne l'opinion commune. La politique de la dépense globale soutenue, si besoin est, par la dépense publique, assurera la permanence du volume de la consommation susceptible d'effacer les creux de la récession. En particulier, la politique des salaires rigides tendra à développer la demande globale.

Les catégories économiques ainsi mises en oeuvre sont différentes de celles que l'on maniait auparavant. Ce sont : le revenu global, l'investissement, la consommation, l'épargne, la dépense publique et privée, etc... Mais toutes ces catégories sont situées à l'échelon global, et la demande globale a remplacé le niveau du prix, dans les préoccupations des responsables de la politique.

Pourquoi ces changements ?

Parce que les modifications dans les catégories de la politique économique correspondent au renouveau des conceptions scientifiques qui ont contribué à former les économistes d'action de la période contemporaine.

Les nouvelles orientations de l'analyse économique sous-tendent, en effet, les récentes orientations de la politique et des moyens de mise en oeuvre qu'elle doit se donner. Les unes et les autres sont d'ailleurs sollicitées par les problèmes pratiques posés au lendemain du second conflit mondial.

Des buts nouveaux ont été proposés à l'action économique : réaliser et maintenir un état d'équilibre, mais surtout rechercher une expansion et une croissance sans déséquilibre majeur. Des moyens appropriés ont été recherchés, mais avec un changement de plan : de l'individuel, on passe volontiers au collectif; ou plus exactement du plan de la firme à celui de l'économie nationale, de la quantité partielle à la quantité globale. Le passage s'effectue de la micro-économie à la macro-économie, avec ses conséquences : la politique de la firme cède la place à la politique du produit, la politique du prix s'efface devant celle du produit global.

Cependant, il ne suffirait pas de s'en tenir à la proposition keynésienne rapportée ci-dessus pour expliquer ce changement : la nouvelle conception théorique n'aurait pas suffi à en rendre compte. Si elle a vérifié le comportement des responsables, c'est que leur attention a été accaparée par les nouveaux problèmes : reconstruction, modernisation, élévation du revenu, développement des pays attardés, concurrence Est-Ouest, etc...

La politique a bien joué son rôle de problématique, en posant de nouveaux problèmes à l'analyse économique, mais les réponses que celle-ci a fournies ont pu alimenter à leur tour les conceptions et les moyens de l'économie appliquée.

On saisit ici les causes du recul relatif de la micro-analyse, qui n'était plus apte à fournir l'inspiration et les moyens qu'exigeaient les nouvelles circonstances.

++++++
++++++ § 2 - Les insuffisances de la micro-analyse

Tous ces éléments font ressortir l'insuffisance de la micro-analyse pour orienter la politique destinée à résoudre les nouveaux problèmes. Cette insuffisance résulte d'une double inadaptation : inadaptation des conceptions et des moyens.

L'inadaptation de la micro-analyse résulte de son caractère spécial et partiel. Elle étudie la firme, ce qui demeure toujours indispensable; mais elle délaisse l'économie nationale qu'elle ne peut traiter - accessoirement d'ailleurs - que par une généralisation à l'ensemble de ce qu'elle dégage pour l'entreprise. Or l'économie nationale considérée comme un tout est autre chose qu'un ensemble d'entreprises, ne serait-ce qu'en raison de l'existence de l'économie publique. Elle étudie la répartition entre chaque agent de la production obtenue, mais ne se préoccupe que par corollaire du volume du revenu partageable. Son étude de la formation du prix particulier la conduit à ne traiter qu'accessoirement du niveau général des prix. Sans doute n'ignore-t-on pas les solidarités de prix et connaît-on les liaisons entre prix, mais la vue d'ensemble fait défaut.

L'insuffisance de la micro-analyse résulte également de l'inadaptation des moyens aux objectifs de la politique économique.

L'action sur les prix, sur une branche industrielle, sur la demande d'un produit particulier, n'est plus conforme aux exigences de la nouvelle politique. Sans doute peut-on passer des prix, de la production, de la demande relatifs à une branche à ceux de l'ensemble de l'économie nationale. Mais on comprend bien que cela ne puisse être que le résultat de l'extrapolation d'une situation particulière à une situation générale; simplification inacceptable pour servir de base à des mesures politiques. Aussi conviendra-t-il de mettre en oeuvre un ensemble de mesures fait de nombreuses décisions spéciales à chaque catégorie de prix, de production et de demande. On a ainsi connu les interminables listes de contrôle des prix, de réglementa-

tion de la fabrication des produits, et de rationnement des demandes relatives à chacun d'eux.

On peut opposer, pour mieux marquer cette inadaptation des mesures de micro-politique, les recommandations issues d'une conception globale. Celles-ci indiqueront comme moyen d'action le contrôle des grandes masses que sont le revenu global, la dépense globale, le volume des liquidités, la dépense pour la consommation, l'investissement, l'épargne, les actions déflationnistes ou l'expansion monétaire. Par ces moyens, on peut gouverner l'ensemble des prix, de la production et de la demande, puisqu'on agit sur les facteurs qui les déterminent. Les décisions spéciales ou particulières (taxation des prix, contrôle des coûts, etc...) ne seront plus que des indicateurs fixant des limites entre lesquelles peuvent évoluer les résultats attendus des mesures d'ensemble, ou la trame à partir de laquelle sera élaborée une politique sélective, tendant à adapter - lorsque cela apparaît nécessaire - les résultats recherchés par la politique globale.

Certes, la politique globale quantitative qui agit sur les déterminants des prix, de la production et de la demande, n'est pas à l'abri de tout échec; il n'en demeure pas moins qu'elle présente sur la micro-politique des avantages certains.

En effet, Kenneth Boulding a souligné les imperfections de celle-ci. Il fait remarquer que les pouvoirs publics sont mal outillés pour s'occuper de réglementation de détail. Ils se heurtent aux difficultés que représente la multiplicité des contrôles et la variété des réactions que fait naître chaque mesure particulière. Ils épuisent leur autorité dans un véritable labyrinthe de réglementations parcellaires qu'ils ont toujours beaucoup de mal à faire respecter en raison même de leur éparpillement.

Au contraire, il est moins difficile d'agir par macro-décisions ou macro-impulsions exerçant une action par grandes masses. Pour être efficace, les mesures de politique économique ne peuvent représenter une action multiforme et détaillée; elles doivent constituer une action d'ensemble. D'où l'insuffisance des conceptions inspirées par la micro-analyse et la supériorité - malgré leurs imperfections - de celles que la macro-analyse préconise.

++++++ Section III
++++++
++++++ Les progrès de la macro-analyse
++++++

Le développement actuel de la macro-analyse a été dû, avons nous déjà noté, à l'impression que la voie ouverte par la "General Theory" exigeait encore de profondes recherches.

On peut, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, se féliciter du caractère imparfait des propositions de Keynes. Plus satisfaisantes, elles eussent incité les économistes aux travaux de détail, comme il en avait été à partir des "Principles" d'Alfred Marshall. Mais ce sont les éléments fondamentaux mis en oeuvre par Keynes qui appelaient révision et perfectionnement, alors que leur inspiration même incitait à un élargissement des cadres d'analyse. Toutefois, comme on l'a déjà noté, les relations essentielles paraissaient susceptibles d'être conservées à condition de bénéficier d'un certain nombre de précisions.

Un point d'importance capitale devait être relevé. Raisonnant sur des flux, le système d'interprétation keynésienne devenait aisément l'inspirateur d'une politique économique quantitative qui se prêtait à une connaissance chiffrée de certaines relations structurelles et pouvait soutenir une action d'ensemble procédant par grandes masses. On pensait un moment avoir trouvé, par son intermédiaire, le moyen de maîtriser les déséquilibres économiques et d'orienter l'économie vers la croissance. Cet optimisme dut être tempéré lorsqu'on s'aperçut que la macro-analyse quantitative avait, elle aussi, ses insuffisances. Il fallut s'employer à les maîtriser et le développement de la comptabilité nationale permit d'effectuer de nombreux progrès dans ce sens. Aussi malgré ses insuffisances, la macro-analyse sans cesse perfectionnée, progresse d'une manière constante, grâce aux efforts répétés des économistes contemporains.

Examinons ces différents points.

++++++
++++++ § 1 - Les avantages de la macro-analyse pour la politique économique quantitative

La macro-analyse conduite en termes de revenu est donc la base scientifique de la politique économique quantitative qui s'efforce d'agir par grandes masses sur le volume des quantités globales caractéristiques : dépense, consommation, investissement, épargne, produit, emploi, etc...

A) L'action sur les ensembles

Le premier avantage qu'on lui attribue est celui qui vient d'être rappelé : elle indique à la politique les moyens d'une action d'ensemble. La micro-analyse signale les quantités individuelles faisant l'objet d'un calcul particulier des individus et des entreprises; mais l'Etat ne peut convenablement les connaître et en prévoir les conséquences détaillées (exemple : le repli vers le marché parallèle, la difficulté de contrôler le volume de production de chaque entreprise, etc...). La macro-analyse indique les quantités globales déterminantes qui commandent les données de l'équilibre d'ensemble et permet par là-même de préciser la nature et la mesure de l'intervention (exemple : importance de la compression de la dépense globale et résultat pouvant être obtenu dans le sens désiré par l'élévation de la fiscalité). L'action de l'autorité publique peut ainsi être concentrée sur les quantités globales stratégiques, en particulier le volume de la dépense et de l'investissement qui commande directement le volume de l'emploi et du produit et le niveau d'équilibre du revenu par l'effet de multiplication. L'établissement des prix au niveau convenable s'établit alors par voie de conséquence.

B) La variété des moyens

Quant aux mesures appropriées, elles présentent une variété suffisante pour qu'il soit possible de choisir celles qui apparaissent les plus opportunes eu égard aux circonstances. Les quantités globales peuvent en effet être influencées de diverses manières. Ainsi, pour l'investissement, on peut utiliser les variations du taux de l'intérêt, l'expansion monétaire ou de crédit, les travaux publics commandés à une entreprise privée, l'investissement public dans les secteurs soumis à l'autorité de l'Etat, le soutien monétaire, la prime ou l'allocation amorçant l'investissement privé (prime à la construction), etc... Les méthodes de financement peuvent également être diverses :

emprunt public, emprunt de groupements ou de collectivités intéressées, soutien de l'épargne institutionnelle, fiscalité, etc...

Le choix des moyens peut donc être largement effectué.

Mais un avantage non moins important réside dans le caractère souple de la politique quantitative.

C) La souplesse de la politique quantitative

La politique économique quantitative repose plutôt sur l'indication et l'impulsion que sur l'injonction et la direction rigide. Elle trace un cadre quantitatif à l'intérieur duquel l'action économique des sujets se trouve contenue entre certaines limites sans que cependant ils soient contraints, dans le détail de leur choix et de leurs décisions, Ainsi, la dépense globale de consommation est limitée à l'échelon national, les sujets ne pourront dépenser un volume maximum de dépenses, mais l'autonomie dans la manière de dépenser est conservée. Sans doute cette limitation au plan global se répercute-t-elle sur chacun (par exemple par la fiscalité ou par le contrôle des salaires), mais la décision personnelle de dépenser n'est pas autrement déterminée. Ainsi, la politique influence, circonscrit de l'extérieur le comportement individuel au lieu de le contraindre par une action continue, car elle porte sur les conséquences quantitatives des actions globales mais non sur les actes individuels eux-mêmes. En somme, elle se rapproche du conditionnement que provoque l'activité spontanée du marché qui, lui aussi, trace une limite aux comportements individuels mais ne les détermine pas. Ainsi, dans une phase de contraction, chaque comportement individuel doit s'adapter à la réduction de l'activité et à la baisse des revenus; il en est de même dans une politique de compression de la demande globale effectuée par l'impôt, l'emprunt ou le contrôle des salaires.

La politique quantitative est donc un moyen approprié à l'esprit et au système démocratique car elle permet une conciliation entre les décisions de l'autorité publique et l'autonomie du comportement individuel.

Ces remarques font comprendre que les quantités globales sur lesquelles porte l'effort de l'autorité publique soient choisies à l'échelle nationale et ordonnées autour de la constitution du revenu national qui est la quantité globale la plus caractéristique puisqu'elle est le résultat de la production et l'origine de la répartition. Mais on peut concevoir

des quantités globales à une échelle différente, par exemple à l'échelle de la région ou d'une zone monétaire. Cependant, le problème de l'évaluation est d'autant plus difficile à résoudre que l'échelle est plus grande.

++++++
++++++ § 2 - Les insuffisances de l'analyse quantitative

On vient de constater l'utilité certaine de la macro-analyse pour susciter et sous-tendre une politique quantitative. Cependant elle ne constitue pas une panacée; elle est un moyen plus adapté que la micro-analyse pour orienter et contrôler l'activité économique, mais elle n'est pas un moyen parfait.

Bien souvent les déboires subis par l'action économique de la puissance publique peuvent s'expliquer par une confiance excessive dans la valeur des instruments utilisés. Or il est nécessaire de comprendre qu'indépendamment de la valeur même de la macro-analyse conceptuelle, l'analyse quantitative qui en commande l'exploitation et l'application, comporte un certain nombre d'insuffisances.

Elles tiennent en premier lieu au fait qu'il n'est pas toujours possible de mesurer avec exactitude les quantités globales, soit par imperfection des renseignements statistiques, soit parce que les quantités globales elles-mêmes ne peuvent comprendre tous les éléments que contient le concept analytique auquel elles correspondent; car certains de ces éléments ne sont pas chiffrables. Il existe donc une première différence entre le concept analytique de revenu et la quantité globale ou l'agrégat, revenu national, que livre la comptabilité nationale. Cette seconde imperfection est importante pour l'économiste qui utilise la quantité globale dans sa recherche; elle est d'un moindre inconvénient pour le responsable de la politique économique. Par contre, la première imperfection le concerne directement car il doit être conscient des limitations qu'elle entraîne. C'est surtout de ce point de vue qu'il est possible de marquer les insuffisances de l'analyse quantitative destinée à éclairer la politique.

Les premières incertitudes tiennent au fait que les quantités globales ne sont pas homogènes. Il n'est donc pas possible de les reconstituer à partir d'une simple sommation d'éléments partiels considérés comme identiques ou semblables, ni procéder à la généralisation d'un cas particulier pour obtenir

la valeur de l'ensemble, même sous le prétexte que la quantité globale est un ensemble de valeurs particulières. Ainsi, l'entrepreneur "global" de Keynes est considéré comme ayant la même conduite qu'un entrepreneur particulier; d'où la tendance à transposer l'attitude de l'entrepreneur cherchant à maximiser son profit personnel en une attitude de maximisation du profit global. Or, certains auteurs opposent à cette attitude la conception d'un profit global nul. Il y a là une incertitude à l'égard de laquelle il convient de prendre position, ce qui souvent ne pourra être fait, au plan de l'évaluation quantitative, qu'au prix d'une simplification dont il faudra demeurer conscient

De même, en matière d'investissement, on raisonne souvent sur un effet de multiplication appliqué à l'investissement global additionnel; or, chaque type d'investissement a, dans chaque branche industrielle, un coefficient de multiplication qui lui est propre. Ainsi, dans le bâtiment, il est beaucoup plus fort que dans le textile. Sans doute y a-t-il un certain arbitraire dans la détermination des types d'investissement et des branches d'industrie; cependant, une politique qui calculerait ses décisions à partir d'un multiplicateur global s'exposerait à l'incertitude des résultats.

Il en est de même encore pour l'efficacité marginale du capital. Si l'analyse économique raisonne souvent sur un coefficient d'efficacité marginale du capital en général, la politique doit tenir compte des coefficients propres à chaque type de capitaux.

En somme, dès qu'on doit mesurer, il convient de tenir compte de la composition interne et de la structure de la quantité globale, même si l'analyse a pris l'habitude de raisonner sur un concept analytique qui prétend constituer une expression chiffrée dudit concept, mais qui cependant n'en est qu'une représentation comptable assez imparfaite.

Cette limitation est particulièrement importante eu égard aux facteurs psychologiques et aux comportements que la macroanalyse tend à représenter par les propensions. Celles-ci tiennent une grande place dans l'interprétation scientifique mais elles ne se prêtent pas aisément à une traduction quantifiée utilisable sans risque par la politique quantitative. Si l'on peut apprécier la propension à consommer à l'échelon national, en comparant la dépense globale pour la consommation au revenu national disponible, la chose est déjà beaucoup plus délicate lorsqu'il s'agit de déterminer la propension à consommer

des groupes sociaux, toujours difficile à cerner ou celle de la population d'une région urbaine ou rurale souvent malaisée à déterminer. Le calcul est encore plus difficile pour la préférence pour la liquidité qui varie selon les groupes sociaux, les pays, les régions et surtout qui peut connaître d'importants changements en présence d'une évolution d'ordre monétaire : l'inflation par exemple.

Cette considération est importante parce que de ces comportements dépendent les décisions politiques. Or, on ne peut mettre sur un même plan la préférence individuelle pour la liquidité donnant naissance à un ensemble de micro-décisions individuelles et la préférence globale déterminant le comportement des groupes sociaux en présence de l'inflation. Puis, il convient de tenir compte du besoin de liquidités de l'Etat qui peut non seulement être à l'origine des macro-décisions de la puissance publique, mais encore réagir sur la préférence des individus.

On se heurte finalement à la difficulté suivante : on aboutit pratiquement à une identification du concept analytique et de la quantité globale, mais la mesure de la quantité globale est imparfaite parce qu'elle ne peut exprimer sous forme chiffrée tous les éléments contenus dans le concept et lorsqu'on veut arriver à une décomposition, de nouvelles difficultés apparaissent. D'où l'impossibilité d'obtenir une pleine maîtrise des quantités globales.

++++++
++++++ § 3 - L'utilisation de la macro-analyse

La macro-analyse qui jouit à l'époque contemporaine d'une grande faveur présente donc une utilité évidente, non seulement pour l'interprétation scientifique des phénomènes économiques, mais encore pour l'économie appliquée.

Sa supériorité - ou tout au moins certains de ses avantages - tient au fait que, traitant des ensembles et de l'économie considérée comme un tout, elle correspond à la vision économique de la puissance publique. Elle fournit donc une information et une impulsion précieuses à la politique économique dont la mise en oeuvre revient à l'Etat. Elle permet, en outre, de prendre en considération les quantités globales caractéristiques sur lesquelles l'Etat a une prise directe et donc d'exercer une action convenable sur les relations qui

gouvernent l'activité économique pour l'orienter vers l'équilibre ou la croissance.

Mais la difficulté est d'évaluer correctement ces quantités Si bien que pour utiliser les concepts livrés par ma macro-analyse, il convient de franchir convenablement l'étape intermédiaire entre la mise au point du concept analytique et sa traduction en éléments quantifiables.

Si l'on y parvient convenablement, les concepts et propositions de la macro-analyse seront utilisés pour obtenir une connaissance non seulement des mécanismes, mais des flux de biens et de services qu'ils mettent en oeuvre selon un système de relations. On passe alors de l'analyse théorique et abstraite à l'analyse pratique et concrète de l'économie réelle : l'analyse conduit à l'économie appliquée.

Quels sont les types d'analyse qui peuvent être ainsi utilisés ? Prenant pour point de départ les deux catégories de relations fondamentales : relations de structure et relations de fonctionnement, il convient de préciser ce que peuvent être la macro-analyse de la structure et la macro-analyse du fonctionnement.

A - La macro-analyse des structures

Elle a pour but l'étude des liaisons, relations, proportions et caractères d'un ensemble économique donné. Elle s'efforcera de décrire ces proportions et relations et de suivre leurs changements. Ceux-ci apparaissent au cours d'une longue période ; ce qui donnera souvent - bien que ceci ne soit pas nécessaire - un caractère quantitatif et dynamique à la recherche. Mais il convient de préciser davantage.

Comment peut-on conduire l'étude des relations fondamentales ?

Cette étude peut être faite d'un point de vue conceptuel et descriptif. On dispose alors d'une analyse abstraite et souvent déductive, ou parfois d'une analyse historico-sociologique.

L'étude peut être faite également d'un point de vue économétrique et statistique. Il s'agit alors d'exprimer mathématiquement le rapport existant entre les différentes variables. Celles-ci sont connues par voie d'enquête et d'évaluations statistiques. On peut alors dégager des index et des coefficients exprimant les relations fondamentales entre variables : rela-

tions certaines ou stochastiques. On peut ensuite établir des équations exprimant l'interdépendance entre les variables.

Le problème délicat est de savoir le degré de consistance que l'on peut attribuer à ces rapports entre variables et aux équations d'interdépendance établies en partant des coefficients. En effet, on sait précisément que les relations et proportions entre variables se modifient au cours de la longue période.

L'analyse n'est donc souvent valable que pour une période déterminée qui ne doit pas être trop longue. Malgré sa vocation préférentielle, la macro-analyse des structures, surtout quand elle veut être quantitative, n'atteint que difficilement la dynamique proprement dite.

B) La macro-analyse du fonctionnement.

On a déjà indiqué que la macro-analyse conduit à l'analyse en termes de prix, sur la base de la relation : offre - demande - prix, qui indique la formation d'un équilibre d'un certain niveau de prix.

La macro-analyse conduit pour sa part, à l'analyse en termes de revenu, sur la base de la relation : revenu - épargne - investissement; elle interprète la formation de l'équilibre économique ou de la croissance économique pour un niveau de revenu.

On dispose donc de trois catégories fondamentales : le revenu, l'épargne, l'investissement.

Mais, en réalité, les relations entre épargne et investissement, entre investissement et revenu, entre revenu et épargne, sont des relations fonctionnelles qui expliquent les variations du volume du revenu et de l'emploi. On est ainsi conduit à des modèles de circuit des flux ou d'équilibre des flux.

Or, on ne saurait oublier que le revenu est un flux émanant de période en période, d'une source qui est le capital mis en oeuvre par un volume d'emploi. Par ailleurs, l'investissement est l'élément présidant à la formation du capital et ayant accessoirement un effet sur la formation du volume du revenu et sur la mise en oeuvre de l'emploi.

Deux observations supplémentaires s'imposent donc :

- il convient de prendre en considération deux autres catégories fondamentales : le capital et l'emploi, dont les relations peuvent être exprimées de bien des manières, notamment par la productivité.

- on doit reconnaître l'existence de relations structurelles entre capital et revenu; elles déterminent les relations de fonctionnement entre l'investissement, l'épargne, la consommation et l'emploi.

Ces diverses relations s'établissent entre catégories fondamentales et leur étude permet de rendre compte du fonctionnement du système économique à l'aide de la construction des modèles d'activité.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++ LES RELATIONS STRUCTURELLES ENTRE LE CAPITAL
++++++
++++++ ET LE PRODUIT

L'analyse économique contemporaine est non seulement soucieuse d'interprétation générale et systématique, mais aussi désireuse d'applications pratiques. De ce point de vue, la politique économique a contribué à renouveler dans une certaine mesure la problématique en posant de nouvelles questions à l'analyse. Ainsi le souci d'un passage possible de la recherche fondamentale à la recherche appliquée a conduit les économistes contemporains à doter d'une finalité leurs élaborations les plus abstraites, ou tout au moins à leur assigner un sens opératoire et un débouché pratique.

C'est dans cet esprit qu'est apparu le souci d'obtenir une interprétation "utilisable" de la structure de la production. Comme on l'a déjà vu, le concept d'allongement de la période de production ou d'investissement pouvait bien fournir certaines explications, mais ne permettait pas l'appréciation quantitative, ni la mesure statistique.

C'est dans cette direction que se sont engagées les recherches, à la suite d'une assez longue évolution qui, partant encore de certaines propositions de Böhm-Bawerk, allait s'orienter dans une voie différente.

++++++ Section I
++++++
++++++ La recherche d'une nouvelle expression de la structure
++++++ de la production

L'évolution de l'analyse qui devait conduire à l'étude de la structure de la production sur la base des relations capital-produit, a son point de départ dans les incertitudes de la notion d'allongement du processus. Il est apparu au cours des

développements précédents (cf. Deuxième Partie) que si la distinction départementale correspondait à une évidente réalité, elle avait été mal exploitée. C'est donc à partir d'une réinterprétation des relations entre départements qu'un nouveau courant de recherches allait prendre naissance.

++++++
++++++

§ 1 - Les insuffisances de l'interprétation départementale

L'interprétation départementale est dans l'obligation d'établir un système de relations entre le département des biens de production et le département des biens de consommation. En effet, la distinction établie n'a de sens que dans la mesure où elle permet de mieux faire ressortir la place et le rôle revenant à chacun dans la production. C'est dire que voulant exprimer la structure capitalistique de la production en situant l'un par rapport à l'autre les deux départements associés dans l'oeuvre productive, elle est dans l'obligation de mettre au jour les relations structurelles exprimant leur situation réciproque.

C'est ainsi qu'elle indique que l'accroissement du département des biens de production par rapport au département des biens de consommation marque l'accentuation de la structure capitalistique de la production.

Mais comment apprécier cet accroissement d'un secteur par rapport à, ou au détriment de, l'autre ? Comment trouver un critère précis des changements intervenant dans la structure ? On répond : par l'allongement du processus de production. Sans doute celui-ci évoque-t-il l'idée d'un emploi de plus en plus intense du capital. Mais comment arriver à une mesure correcte de l'allongement ? Ni la période de production, ni la longueur du processus productif, ni la période d'investissement ne permettent cette mesure.

Durée de la période et longueur du processus ont l'avantage d'évoquer l'emploi de procédés détournés mais n'expriment pas nécessairement un allongement de temps concret. En d'autres termes, le caractère de plus en plus médiat et donc de plus en plus capitalistique de la production, indique une utilisation de plus en plus intense du capital, mais ne signale pas nécessairement une consommation de plus en plus grande de temps chronologique. De toute manière, il n'est pas possible de savoir

quelle est la quantité de capital utilisée, car on n'a jamais pu mesurer efficacement la longueur d'un processus productif.

Ces insuffisances ont conduit à rechercher une autre méthode qui, à partir de la distinction départementale considérée comme un état structurel, permette d'apprécier l'intensité capitalistique de la production, c'est-à-dire d'apprécier la manière dont est réalisée la combinaison du capital et du travail pour obtenir une production déterminée.

La première démarche consistait évidemment à formuler un autre type de relations entre les deux départements.

Une méthode avait d'ailleurs été proposée depuis longtemps par Karl Marx. On peut, en effet, à condition d'admettre les catégories de l'auteur du "Capital", prendre une mesure du caractère détourné de la production à l'aide de ses propositions relatives à la composition organique du capital : le rapport entre capital constant et capital variable nous indique en effet la manière dont sont combinés dans un système productif donné une certaine quantité de capital consommée dans l'oeuvre productrice et une certaine quantité de travail. Par ailleurs, l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable indique la tendance longue à une accentuation du caractère capitalistique de la production. Toutefois, pour que la méthode de Marx rende compte du phénomène en cause, il faut admettre un taux de plus-value atteignant le niveau convenable pour expliquer comment se poursuit à un rythme donné l'accumulation du capital constant.

De plus, la méthode de Marx ne fournit pas d'indication sur "l'augmentation de la durée du capital résultant de l'augmentation de l'intensité capitalistique" (1).

Il faut attribuer sans doute aux résistances rencontrées par l'ensemble des thèses marxistes, le fait que cette proposition soit restée sans grande résonance sur le plan de l'analyse.

---

(1) Herber Giersch : "Etapes et poussées du développement économique". Bulletin International des Sciences Sociales. U.N.E.S.C.O., vol. VI, n° 2, 1954, p. 227.

Une autre proposition allait par contre connaître un long et fructueux développement, c'est le principe d'accélération.

++++++
++++++

§ 2 - Un nouveau type de relations interdépartementales : le principe d'accélération de A. Aftalion

Albert Aftalion allait, avec le principe d'accélération, proposer un autre type de relations entre les deux départements de la production. Mais une tentative avait été déjà esquissée avant lui.

A) La tentative de T.N. Carver

Déjà, en 1903, T.N. Carver (1) avait exposé dans un bref article consacré au cycle, que "la valeur des biens productifs tend à osciller plus violemment que la valeur des biens de consommation". Reprenant la thèse de Böhm-Bawerk selon laquelle la valeur remonte des biens d'usage direct vers les biens indirects qui servent à les produire, il montre qu'une faible variation de prix au niveau des biens de consommation remonte les divers stades de la production, mais en s'amplifiant à chaque stade. Il en résulte que si les marchés de produits finis sont faiblement instables, les marchés de biens productifs sont caractérisés par de fortes instabilités par suite de la transmission et de l'amplification des variations tout au long de la remontée du processus de production. On assiste donc à un effet d'accélération des variations de prix, de profits et de pertes (en cas de dépression) susceptibles d'expliquer le cycle.

C'est également à propos du cycle qu'Albert Aftalion va formuler le principe d'accélération, mais il le fera d'une manière beaucoup plus nette que Carver et en se situant non plus au seul plan des variations de valeur et aux relations entre marchés, mais au plan des processus réels pris en considération par la théorie générale de la production. Le principe d'accélération allait recevoir de ce fait une formulation plus générale et une signification beaucoup plus grande.

---

(1) T.N. Carver : "A suggestion for a theory of industrial depressions", Quarterly Journal of Economies, 1903, p. 497-500.

B) Le point de départ d'Albert Aftalion

C'est donc à propos de l'explication du cycle qu'Albert Aftalion, dans des travaux qui s'échelonnent de 1908 à 1913 (1), a recours au principe d'accélération; mais le fondement qu'il lui donne est suffisamment large et son intégration dans l'ensemble des phénomènes structurels est suffisamment poussée, pour que le "principe" soit définitivement établi. C'est dans ce sens qu'il sera retenu ici, c'est-à-dire comme significatif d'un type de relations structurelles susceptible de servir de fondement à des relations de fonctionnement, donc pouvant être pris en considération de la façon la plus générale et en dehors de toute volonté d'interpréter le cycle.

Le point de départ d'Aftalion est, en effet, la théorie de la production reposant sur la structure départementale devenue classique depuis Böhm-Bawerk et qui exprime le fait que la production capitalistique repose sur l'utilisation de biens indirects devant être produits antérieurement à la production des biens d'usage direct. Ainsi, toute augmentation de la production de biens de consommation exige la construction préalable d'un surcroît d'outillage. Cette extension de la capacité productive exige évidemment un certain délai, lequel sera à la base des déséquilibres cycliques, puisqu'il établit une différence de rythme entre la production des biens capitaux et celle des biens de consommation. Car un long temps est nécessaire à la fabrication des capitaux fixes, alors que les biens de consommation sont ensuite rapidement obtenus, une fois que l'équipement productif peut être mis en oeuvre. La violence de la crise sera en partie fonction de la différence des rythmes de production des biens capitaux et des biens de consommation.

---

(1) A. Aftalion : "La réalité des surproductions générales. Essai d'une théorie des crises générales et périodiques". Rev. d'Economie politique, 1908 et 1909, p. 81 et suiv., 201 et suiv., 241 et suiv. - "La théorie de l'épargne en matière de crises périodiques de surproduction". Rev. d'Hist. Doctrines économiques et sociales, 1910.- L'ensemble est repris dans un grand ouvrage : "Les crises périodiques de surproduction", 2 vol. 1913.

c) La formulation du principe

S'appuyant alors sur la technique capitalistique de la production qui exige que le département des biens capitaux soit préalablement accru pour obtenir un accroissement de production dans le département des biens de consommation, il formule le principe d'accélération dans les termes suivants :

"... il est aisé de concevoir que quand les variations dans les quantités de biens de consommation commandent aux mouvements cycliques généraux, elles déterminent des oscillations bien plus amples dans la fabrication de l'outillage. Le montant de la construction annuelle d'instruments de production, en vue de remplacer les capitaux fixes hors d'usage et d'augmenter progressivement l'outillage existant, n'égale en effet qu'une portion assez faible de l'outillage actuellement employé à la production des objets de consommation. Si nous supposons que la proportion est du dixième, et si dans une année donnée la fabrication des objets de consommation devait s'accroître d'un dixième, la production relative à l'outillage devrait, cette année-là, doubler, puisque à une production normale et annuelle d'un dixième devrait s'ajouter une production supplémentaire égale encore au dixième. Une légère extension des industries de consommation exigera une extension beaucoup plus considérable des industries productrices de capitaux fixes" (1).

Ainsi, à des variations données dans le département des biens de consommation correspondent des fluctuations beaucoup plus fortes dans le département des biens capitaux, étant entendu que l'élément moteur est toujours situé dans la consommation. Albert Aftalion formule ainsi le principe d'une amplification ou accélération de la demande des biens capitaux, dérivée d'une augmentation de la demande de biens de consommation.

En fait, deux notions se trouvent ainsi formulées :

1°- il existe un décalage de temps entre l'accroissement de la demande de consommation et l'accroissement de l'offre destinée à la satisfaire; ce décalage est dû au temps nécessaire à la fabrication des biens de production. Il découle des conditions technologiques et économiques de la production capitalistique qui utilise les détours productifs.

---

(1) A. Aftalion : Les crises périodiques de surproduction, 1913, T. 2, p. 372.

2°) On enregistre une augmentation soudaine de la demande courante de biens capitaux, car cette demande, dérivée de l'accroissement de la demande de biens de consommation, s'ajoute à celle qui est normalement formulée pour assurer le remplacement périodique ou l'accroissement régulier du stock de capital. Cette "accélération" de la demande établit la relation entre les variations qui affectent l'importance relative de chacun des deux départements.

Ainsi Albert Aftalion établit par rapport à ses devanciers un nouveau type de relations interdépartementales qui prend la double forme de la prise en considération du délai de production des biens capitaux et de l'effet d'accélération de la demande dérivée, l'un et l'autre agissant à travers la distinction départementale.

Or, il est évident que plus le processus est capitalistique, c'est-à-dire plus est intensifié le recours aux détours productifs ou aux biens intermédiaires, plus le délai s'allonge et plus l'effet d'accélération est important. En d'autres termes, la relation interdépartementale s'analyse en un rapport entre l'accroissement du produit consommable et l'accroissement du capital qui permet de l'obtenir. C'est cette relation qui va ouvrir la voie à une formulation nouvelle des changements dans la structure capitalistique de la production.

D) Le développement du principe d'accélération

Cependant, cette voie ne sera pas immédiatement explorée. C'est en effet sur l'approfondissement et le développement du principe d'accélération que va porter en premier lieu l'effort de l'analyse économique. C'est dire que la relation de structure sera délaissée au profit de la relation de fonctionnement. Cette position s'explique par le souci des économistes de l'époque : expliquer le cycle. Or, le phénomène d'accélération exprimant des effets de cumulation et d'amplification avec possibilité de renversement, allait constituer un instrument privilégié pour risquer une interprétation des fluctuations.

C'est ainsi que si l'Anglais Bickderkike utilise le principe d'accélération pour rendre compte de l'instabilité particulière des marchés des biens capitaux (1), c'est surtout le

(1) C.F. Bickderkike : "A non monetary cause of fluctuations in employment", Economic Journal, sept. 1914, p. 357-370.

passage de la formulation du principe à la mise au jour du mécanisme d'accélération, qui va faire en un premier temps l'objet des travaux des économistes.

John-Maurice Clark (1) (fils de John-Bates Clark) publie en 1917 son premier article posant les thèmes qu'il développera ultérieurement dans différents ouvrages. Il commence par expliquer que l'accélération est liée à des nécessités d'ordre technique : une demande accrue de biens de consommation exigeant pour sa satisfaction une augmentation de la capacité de production, donc une demande additionnelle de biens capitaux. Intégrant ce "mécanisme technique" dans un modèle, il retrace les fluctuations possibles qui en découlent "techniquement", pour en arriver à une intégration du mécanisme d'accélération dans l'interprétation d'ensemble du cycle, où les variations de la production de biens d'investissement jouent un rôle déterminant.

L'explication du mécanisme d'accélération sera reprise et perfectionnée par de nombreux auteurs : Alvin Hansen et Ragnar Frisch discuteront des conditions dans lesquelles s'effectuent les renversements de tendance de la courbe des investissements et de l'écart entre l'évolution de la demande finale et l'évolution de la demande des biens d'investissement.

Pour sa part, Simon Kuznets diversifie le mécanisme et relativise la relation d'accélération, tandis que Jan Tinbergen assouplit le principe tel qu'il fut formulé à l'origine. Enfin, comme il sera indiqué plus loin, le mécanisme d'accélération est étendu aux processus globaux de croissance par Roy F. Harrod, John Richard Hicks, Evsey D. Domar, Paul A. Samnelson.

E) Le retour des relations de fonctionnement aux relations de structure.

Cette ligne de développement ne concerne pas directement le présent objet d'étude, puisqu'elle se consacre aux relations

---

(1) J.M. Clark, "Business Acceleration and the law of demand : a technical factor in economic cycle". - Journal of Political Economy, vol. 25, n° 3, mars 1917, p. 217-235.- Studies in the Economics of overhead costs, Chicago, 1923.- Strategic factors in business cycle, National B. Econ. Res., n° 24, New-York 1935.

de fonctionnement. Après l'avoir simplement mentionnée (1), il convient donc de revenir aux relations de structure dont l'étude reçoit une nouvelle orientation à la suite de la formulation du principe d'accélération.

Celui-ci permet, en effet, de poser en termes nouveaux le problème des relations structurelles en ce sens que l'importance du phénomène d'accélération est liée à la relation qui unit l'accroissement de la consommation à l'accroissement du capital. Dès lors, en remontant du principe d'accélération au rapport qui l'exprime, on débouche sur la relation entre accroissement de biens de consommation et accroissement de biens capitaux et donc au niveau de la relation structurelle entre les deux départements. Le processus intellectuel, en remontant le cours normal du processus réel, est passé de l'interprétation de fonctionnement à l'interprétation de structure. C'est ce processus qu'il convient de mentionner.

++++++
++++++

§ 3 - Le principe de l'intensité capitalistique de la firme : N. Kaldor.

Il faut attendre 1939 pour que le nouveau principe des relations interdépartementales soit nettement formulé. D'ailleurs, c'est encore à propos du cycle que cette formulation sera faite; mais elle aura cependant une portée assez générale, car elle prendra son inspiration dans la théorie de la production.

En 1939, Nicholas Kaldor consacre un article à la théorie du cycle (2); il y expose que des variations inopportunes ou insuffisantes survenant au cours du boom dans les méthodes de

---

(1) Pour l'étude du principe et du mécanisme d'accélération on pourra se reporter à M.P. Rudloff : "L'investissement et la demande", Sedes, Paris, 1960, 280 p.

(2) N. Kaldor : "Capital Intensity and the Trade Cycle". Economica, février 1939, vol. VI, n° 21, p. 40 à 66. Une discussion entre Kaldor et R.G. Hawtrey est publiée dans Economica, février 1940, vol. VII, n° 25, p. 1 à 22.

production, engendrent des déséquilibres. Par là, il situe le processus de production au centre des fluctuations.

Mais comment aborder l'étude de ce processus pour en faire ressortir les conséquences sur le cycle ? C'est ici que l'on se heurte aux insuffisances, déjà mentionnées, des explications issues des premières propositions de l'école autrichienne et de ses continuateurs.

Aussi Nicholas Kaldor prend-il une position très nette : abandonnons, dit-il, les notions décevantes de période de production, de période d'investissement, de délai d'attente; essayons de poser en termes nouveaux le problème des relations structurelles de la production.

C'est alors qu'il propose la notion de "degré d'intensité du capital" dans la production.

A) La notion de "degré d'intensité du capital", proposée par N. Kaldor.

Par quoi remplacer la notion de longueur de période ou d'allongement du processus productif pour exprimer l'emploi du capital dans la production ? La dimension de temps s'avérant inadéquate, Kaldor remplace la notion d'extension par celle d'intensité. Au lieu de partir du fait - qu'il ne conteste pas mais dont il constate les difficultés d'appréciation - que l'emploi du capital allonge le processus ou la période de temps nécessaire pour produire ou investir, il va poser en principe, qu'un plus grand emploi du capital intensifie le rapport existant entre la dépense de capital et la dépense totale exigée par la production.

D'une manière plus précise, Nicholas Kaldor appelle degré d'intensité du capital le rapport entre la dépense initiale et la dépense périodique nécessitées par la production d'un certain flux de produits. La dépense initiale représente la dépense en capital ou en investissement, effectuée par l'entrepreneur lors de la constitution de son processus productif, qui doit lui fournir un volume de production déterminé pour chaque période de production. La dépense périodique ou annuelle (la période étant ramenée à la durée d'une année) est celle qui est provoquée par les dépenses de toute nature, nécessitées par la mise en oeuvre de la totalité du capital investi afin d'obtenir le flux de production attendu. Il s'agit en somme des dépenses de salaires, de stocks, d'amortissement, etc...

Quelle est la signification de ce rapport ?

Il indique que la relation entre la dépense initiale d'-vestissement ou de capital et la dépense périodique (annuelle nécessitée par sa mise en oeuvre aux fins d'obtenir le produi est considérée comme la mesure de la proportion selon laquelle le capital et les autres facteurs sont combinés au sein d'une unité particulière de production. Il exprime donc l'intensité d'emploi du capital eu égard aux autres emplois de ressources; il est pris comme l'expression de l'intensité capitalistique de la production.

Quelques précisions sont nécessaires eu égard aux notions ainsi proposées.

La dépense ou coût initial n'est pas le coût actuel d'un équipement existant, mais le coût de remplacement aux prix courants. Le coût annuel peut être entendu de deux manières : le taux actuel de dépenses provoqué par la production actuellement obtenue et le taux normal de dépenses nécessité par la production réalisée grâce au plein emploi de la capacité productive. On obtient ainsi deux types d'intensité du capital :

- l'intensité actuelle du capital, qui varie en fonction de la capacité d'équipement actuellement utilisée; ses variations expriment, pour une unité de production considérée, les variations de l'emploi du capital et de la main-d'oeuvre.

- l'intensité normale du capital qui repose sur l'hypothèse de plein emploi de l'équipement et de la main-d'oeuvre : elle varie en fonction des changements du type d'équipement en usage.

C'est l'intensité normale du capital qui fournit les indications les plus significatives. Ainsi, au moment où se décide un nouvel investissement, l'entrepreneur évolue par anticipation, à la fois le coût du capital qu'il va utiliser et le coût périodique de mise en oeuvre de ce capital. L'intensité normale indique par anticipation le degré d'intensité capitalistique de l'investissement.

B) <u>Les variations de l'intensité capitalistique de la firme</u>.

Comment varie cette intensité capitalistique ? Elle varie évidemment en fonction des changements qui interviennent dans

les deux types de dépenses qui figurent l'une au numérateur, l'autre au dénominateur.

La dépense de capital peut être accrue lorsque l'investissement annuel augmente. Il en résulte une élévation du rapport par augmentation du numérateur; cette élévation traduit une accentuation de l'intensité du capital c'est-à-dire un plus grand emploi du capital dans la production.

Lorsque la dépense périodique est diminuée, par exemple par un allongement de la durée de l'amortissement, le dénominateur étant de valeur plus faible, le rapport se trouve accru.

A plus forte raison en est-il ainsi, si l'accroissement de l'investissement et l'allongement de la période d'amortissement sont effectués concurremment.

Mais cela n'est encore qu'une indication, car les variations relatives de la dépense en capital et de la dépense périodique en autres facteurs, constituent une question délicate qui fera l'objet de nombreuses études.

C) Le calcul de l'intensité capitalistique de la firme.

Nicholas Kaldor souligne que le degré d'intensité capitalistique peut être aisément calculé pour une firme particulière, car il n'y a guère d'équivoque quant à la mesure des dépenses en capital et en autres facteurs. En est-il de même pour une économie nationale, dont on voudrait exprimer le degré d'intensité capitalistique global ?

Des difficultés apparaissent immédiatement dans le calcul du numérateur et du dénominateur. Au plan global, la dépense initiale doit être comprise comme le coût de remplacement du capital social considéré comme un tout, tandis que la dépense périodique peut être assimilée à la rémunération globale du travail accrue des coûts de matières premières et des frais généraux. Mais ce n'est là qu'une approximation, car l'évaluation du capital est une opération fort difficile qui soulève de nombreuses hésitations et incertitudes, alors que la dépense en autres facteurs est elle-même fort imprécise non seulement en ce qui concerne l'opération d'évaluation, mais surtout eu égard aux éléments à intégrer dans la notion de dépenses périodiques (par exemple amortissement, biens intermédiaires, frais généraux, etc...).

Aussi, considérant que l'intensité capitalistique de la production en général est le résultat des décisions et changements dans les méthodes de production des firmes et que ceux-ci sont soumis en ce domaine aux mêmes influences (évolution du progrès technique, niveau du salaire et du taux de l'intérêt, etc...), Nicholas Kaldor estime préférable de généraliser à l'ensemble de l'activité économique les enseignements tirés de l'étude de la firme représentative.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'intégration de l'intensité capitalistique
++++++ à la théorie de la production

La notion d'intensité capitalistique désormais substituée à celle d'extension du capital, allait faire bientôt l'objet d'une généralisation. Une première démarche allait montrer qu'elle était susceptible d'application, non seulement à la firme, mais aussi à l'économie nationale, à la branche et au secteur industriel. Une seconde démarche tentera d'établir à travers les relations structurelles mises en évidence par la croissance un lien entre la théorie de la production et la théorie du capital : la notion d'intensité du capital sera ainsi intégrée à la théorie dynamique de la production.

++++++
++++++ § 1 - La structure capitalistique de l'économie nationale

Nicholas Kaldor s'en était donc tenu à la méthode néo-classique raisonnant sur la firme représentative; le développement de la macro-analyse et de la comptabilité nationale allait inciter certains auteurs à effectuer le pas qu'il se refusait à franchir. Mais l'analyse des phénomènes globaux allait exiger l'élaboration de ses propres instruments : une théorie des relations capital-produit au plan global.

A) L'origine du concept d'intensité globale du capital

On ne saurait dire d'ailleurs qu'il s'agisse d'une simple extension de la notion proposée initialement par Kaldor; la formulation d'une intensité globale du capital avait encore d'autres origines. En premier lieu, le développement des études

sur le revenu national avait fait de la relation keynésienne : revenu-épargne-investissement, un nouvel instrument d'analyse qui devait, par une inclination toute naturelle de la recherche, être un jour ou l'autre appliqué au domaine des relations entre le capital et la production. En effet, si l'accroissement de la dépense d'investissement donnait la clef de l'accroissement du revenu, ne pouvait-on passer de la recherche conduite au stade des accroissements marginaux à la recherche évidente au plan des moyennes et des constantes structurelles et donc en tirer une relation de structure entre capital et produit. En second lieu, le principe d'accélération avait attiré l'attention sur l'effet de la demande dérivée. Or, l'accroissement du revenu entraînait un accroissement de la consommation et provoquait, par l'effet d'accélération, une augmentation de l'investissement, en même temps que la stabilité de la propension à consommer dégageant un excès d'épargne prête à financer une formation de capital nouveau. On retrouvait là une seconde ligne naturelle qui conduisait à l'étude des relations entre accroissement du revenu et augmentation corrélative du capital. Enfin, la croissance du revenu, permise ou exigée par l'augmentation de la population et le progrès technique, n'exigeait-elle pas une augmentation du capital ? On refaisait ainsi, tout en suivant un autre parcours, le cheminement qui conduisait de la théorie départementale à l'analyse de la structure de la production; mais au lieu de passer par la notion d'allongement du processus ou de la période de production, on allait utiliser la notion d'intensité globale du capital (1).

Celle-ci s'exprime par le rapport capital/produit, soit $\frac{C}{P}$ ou par le rapport capital/revenu, soit $\frac{C}{R}$. Si on passe des moyennes aux accroissements, en considérant que l'investissement additionnel est ΔI, on obtient les rapports marginaux $\frac{\Delta I}{\Delta P}$ et $\frac{\Delta I}{\Delta R}$

Examinons comment cette notion a été mise en oeuvre par des auteurs qui, sous des appellations et avec des formulations différentes, cherchent à formuler, selon une méthode nouvelle, les relations entre capital et produit au plan de l'économie globale.

---

(1) Cf. Alain Barrère : "L'analyse des relations entre le capital et la production", Revue d'Economie Politique, 1955, p. 347 et suiv.

B) Le développement du concept d'intensité globale du capital.

Déjà en 1939 (1), R.F. Harrod avait mis au jour la "relation" qui exprime l'idée contenue dans le principe d'Albert Aftalion et permet de chiffrer le coefficient d'accélération. Il exposait qu'il existe une relation arithmétique entre l'accroissement de la demande de biens de consommation et l'accroissement de la demande de biens capitaux nécessaires pour y répondre. Le rapport entre les deux accroissements indique la valeur de la "relation", c'est-à-dire, en fait, de l'accélérateur. Il applique cette notion à l'amplification des fluctuations cycliques en la combinant avec l'effet de multiplication. Mais dans "Towards a Dynamic Economics" il élargit son explication en abordant le problème de la croissance. Envisageant un accroissement démographique en présence d'un progrès technique neutre, c'est-à-dire ne modifiant pas au plan global la consommation du capital (le taux d'intérêt demeurant constant) un besoin de capital supplémentaire se manifeste pour permettre le maintien du revenu par tête au niveau antérieur. Le besoin de capital se développe donc, au même taux que la population (2). Il sera satisfait si la communauté épargne une fraction de son revenu égale à la demande de capital. Celle-ci dépend du rapport établi entre la valeur de l'ensemble du capital en usage et la valeur du revenu qu'il produit pendant une période; ce rapport est le coefficient de capital. La fraction du revenu requise pour former le capital est alors égale à l'accroissement de la population pendant la période considérée, multipliée par le coefficient de capital; c'est elle en effet qui maintient constante la relation pré-existante entre le capital en usage et le revenu produit et qui permet de maintenir une croissance équilibrée. Harrod pose ainsi la relation entre le capital et la production au coeur même du processus de croissance. Le passage de la "relation" au coefficient de capital s'effectue ainsi normalement; mais le fait de considérer la relation capital-revenu au lieu et place de la relation capital-demande de consommation, permet d'introduire dans la démonstration l'épargne qui sert à former le capital nécessaire. Ainsi il est possible

---

(1) Roy F. Harrod : "An Essay in Dynamic Theory", Economic Journal, mars 1939.

(2) Harrod envisage également le cas d'une population constante et d'un progrès technique consommant du capital.

d'exprimer l'équilibre de la croissance par un ajustement entre la quantité de capital requise pour maintenir le revenu par tête lorsque la population augmente et la quantité d'épargne nécessaire pour former le capital requis. Dès lors, formation du capital et croissance du revenu se trouvent associées; le revenu dégage - lorsque la croissance est en équilibre - le volume d'épargne nécessaire pour former la quantité de capital que requiert le maintien du revenu par tête d'une population ou d'un progrès technique eux-mêmes en état d'accroissement.

++++++
++++++

§ 2 - La coordination des théories du capital et de la production par l'analyse de croissance

A l'époque contemporaine, l'analyse économique a désiré sortir du cadre statique dans lequel certains auteurs voulaient, à la suite des néo-classiques, enfermer les deux théories de la combinaison des facteurs et de l'équilibre du produit. Dès lors, on s'orientait vers la coordination dans une interprétation dynamique des relations entre le capital et le produit. On vient de voir que Roy Forbes Harrod a été spontanément conduit à cette position; il reste à indiquer qu'elle était une nécessité logique et qu'une nouvelle recherche à la fois structurelle et fonctionnelle allait en dériver.

A) Le rôle coordinateur de la théorie de la croissance

La théorie départementale met l'analyse dans l'obligation d'établir un lien entre les deux départements. L'école autrichienne et ceux qui se sont inspirés de ses travaux, ne pouvaient guère établir qu'un lien structurel entre département des biens de production et département des biens de consommation. Ils étaient condamnés à cette impasse, parce qu'ils raisonnaient à l'intérieur d'un système statique ou insuffisamment dynamisé : faute de rattacher leur recherche structurelle à une étude des variations du produit obtenu par le processus de production. ils n'ont pu trouver d'autre issue que celle d'un allongement du processus capitalistique obtenu par un déplacement des facteurs et des ressources d'un département vers l'autre. S'abstenant de rechercher si et comment facteurs et ressources pouvaient à la fois agir alternativement sur le contenu des dé-

partements ou sur le volume du produit, ou conjointement sur les deux, ils ont été amenés à négliger les relations de fonctionnement et à ne prendre en considération que les relations de structure.

L'avantage de la nouvelle ligne de recherche réside précisément dans le fait qu'elle a pris son point de départ dans une relation de fonctionnement : le principe d'accélération et que de là, elle est remontée aux relations de structure pour prendre finalement une vue synthétique embrassant structure et fonctionnement. Elle y est en outre parvenue, parce qu'elle a placé le problème à résoudre dans ses perspectives dynamiques, en cherchant à rendre compte des variations du produit.

En effet :

Une première liaison établit, par l'intermédiaire du multiplicateur d'investissement, l'effet d'un accroissement de la formation du capital sur les variations du revenu et de la demande de biens de consommation. L'accroissement du capital et donc l'extension du département des biens capitaux, prend ainsi sa place dans la structure productive par l'effet de revenu et non plus par le seul effet technologique; il est également inséré dans le processus de fonctionnement qui assure le développement de la production.

Une deuxième liaison est bientôt établie en reprenant le principe posé par Albert Aftalion : le mécanisme d'accélération, qui établit un nouveau lien entre l'augmentation de la demande formulée auprès du département des biens de consommation et son effet dérivé sur l'augmentation de la demande de biens capitaux et donc sur l'extension du département correspondant.

Ces deux effets paraissent de sens opposé, l'un descendant du département de la production vers le département de la consommation, l'autre remontant du second vers le premier. Mais tous les deux se traduisent aussi par une variation du produit global. Structure et fonctionnement sont ainsi liés.

Reste encore à montrer que les deux effets ne s'excluent pas, mais, au contraire, se combinent et prolongent en commun leurs conséquences propres. C'est la troisième liaison établie par le jeu combiné du multiplicateur et de l'accélérateur, traduisant non plus des relations univoques, mais un système d'interrelations entre secteurs et d'effets conjugués sur le volume du produit.

L'achèvement de la progression ainsi opérée se réalise selon des variantes diverses par les travaux de Harrod, Samuelson, Domar, Hansen, Hicks, Marjolin, etc... Ils finissent par associer étroitement, en un jeu d'actions réciproques, l'effet de l'accroissement du produit sur la formation du capital, tout en soulignant le caractère accentué des fluctuations qui marquent les niveaux du produit et les changements structurels qui les accompagnent au plan des départements.

Il ne restait plus qu'à intégrer les conséquences du progrès technique sur la demande de capital et les exigences sur son emploi et sur la demande de consommation, d'une main-d'oeuvre et d'une population consommatrice accrues par le mouvement démographique. On obtient ainsi une explication de la croissance, dont un des ressorts principaux devient la formation du capital.

L'analyse de la croissance conduit finalement à une coordination des théories du capital et de la production. Indiquant que la structure de la production est de plus en plus capitalistique, l'investissement devenant l'élément stratégique par excellence.

Ainsi le cycle d'explication ouvert par les néo-classiques se trouve refermé mais, de statique, l'explication est devenue dynamique.

B) Le développement de l'analyse utilisant l'intensité du capital.

On dispose désormais d'un nouvel instrument d'analyse de la structure capitalistique de la production. Le coefficient de capital se trouve au centre d'une série de démonstrations reposant sur l'emploi séparé ou combiné du multiplicateur et de l'accélérateur. En effet, à partir du coefficient de capital calculé au plan global, au plan du secteur ou de la branche, il est aisé d'établir comme on le montrera ultérieurement la valeur du multiplicateur et de l'accélérateur global et sectoriel.

On a cherché également à apprécier l'intensité capitalistique de la production aux divers stades du développement, à l'aide du coefficient de capital. On a même tenté de calculer l'effort de formation du capital qui devait être réalisé pour assurer le développement des économies attardées. Mais on ne saurait dire que ces efforts ont toujours été couronnés de succès.

La raison des difficultés et même des échecs tient à plusieurs causes : l'imprécision des calculs relatifs à l'évaluation du capital et le caractère irréel des coefficients globaux sont les premières qui se présentent à l'esprit. Mais encore faut-il tenir compte de la nécessité d'interpréter le coefficient de capital. En effet, on ne saurait se contenter de considérer la valeur du rapport global C/R ou du rapport marginal $\frac{\Delta I}{\Delta R}$; il faut tenir compte des grandeurs exprimées par le numérateur et le dénominateur et pas seulement de leur quotient. On entre ainsi dans une discussion générale concernant le maniement d'un instrument d'analyse constitué par une relation statistique. C'est un problème important qui relève de l'analyse économique générale.

++++++ Section III
++++++
++++++ La relation capital-produit considérée comme relation
++++++ économique fondamentale

Les explications qui précèdent ont montré que la relation capital-produit entendue dans son sens le plus général pouvait être exprimée sous la forme, elle-même générale, d'un coefficient de capital, susceptible d'être établi au plan de la nation, du secteur, de l'industrie, de la firme, etc...

Puis nous avons constaté que ce coefficient exprimé sous la forme $\frac{C}{P}$ ou $\frac{C}{R}$ était un coefficient moyen exprimant un rapport entre stock et flux, alors que la prise en considération des accroissements de C, P et R, permettait d'écrire un coefficient marginal, lui-même susceptible d'être établi aux niveaux de la nation, du secteur, de l'industrie, de la firme.

Ainsi, partant de la formulation générale du coefficient de capital, on obtient finalement une grande diversité d'écriture. A tel point qu'on a pu parler à bon droit, non plus du, mais des coefficients de capital et que Goldsmith a cru pouvoir en distinguer dix-neuf variétés.

Notre propos n'est pas d'en dresser l'inventaire, mais de préciser la manière dont l'analyse économique peut utiliser le coefficient de capital, envisagé sous ses diverses formulations, en fonction des significations qui peuvent être attri-

buées aux principales d'entre elles. Aussi, à partir des diverses écritures, on se propose de rechercher leur signification et leur rôle dans l'analyse fondamentale.

En d'autres termes, nous allons considérer la relation capital-produit comme une des relations économiques fondamentales qui, au même titre que - par exemple - les relations prix-coût, salaire-emploi, taux de l'intérêt-investissements, sont à l'origine des relations particulières sur lesquelles reposent les principaux axes de la recherche économique.

++++++

++++++ § 1 - Les lignes de la recherche fondamentale

Malgré les hésitations et même les divergences que soulève le rapport statistique capital-produit, malgré les critiques que l'on est amené à formuler à propos de son emploi, il ne faut pas sous-estimer ses avantages. Encore moins convient-il de confondre les imperfections propres au rapport statistique avec l'utilité de la relation capital-produit elle-même, dont le rapport est l'expression chiffrée. En somme, il faut distinguer nettement la relation analytique et le rapport statistique.

En effet, si l'évaluation chiffrée est discutable, et son interprétation délicate, la relation économique correspond à une réalité évidente; l'utilité du concept analytique ne disparaît pas sous le prétexte que l'expression chiffrée qu'on a voulu lui donner est sujette à controverse.

Au contraire, l'analyse économique contemporaine attache une grande importance à la relation capital-produit ou capital-revenu; à tel point même qu'elle constitue le fondement de certaines hypothèses fondamentales et de plusieurs liaisons déterminantes sur lesquelles s'appuie la science économique actuelle.

Il n'est donc pas sans intérêt de signaler les principales d'entre elles.

Ainsi, en montrant comment la relation capital-produit est la base ou le point de départ de certaines recherches fondamentales, nous soulignerons son rôle déterminant dans la connaissance économique.

Quelles sont donc les lignes de recherche qui trouvent leur origine dans la relation ? On peut les dénombrer de la manière suivante.

La relation capital-produit peut être considérée comme une des relations économiques fondamentales à partir de laquelle peuvent être dérivées les trois catégories de relations particulières que l'on retrouve dans tout type d'analyse : relations de structure, de fonctionnement, d'activité.

A) Les relations structurelles

Puisque c'est à propos de l'analyse de la structure capitalistique de la production que la relation capital-produit a été formulée, il est évident qu'elle constitue une des bases de la recherche contemporaine en cette matière.

Deux types de relations structurelles sont ainsi mises au jour :

1) La relation capital-produit, qui exprime une relation technique de production entre la quantité de capital considérée comme un stock de biens reproductibles utilisables pour l'obtention d'autres biens et le flux de biens et de services qu'il permet d'obtenir. Elle traduit l'emploi plus ou moins intensif du capital dans le système productif et révèle ainsi le degré plus ou moins capitalistique de la structure de la production. Elle s'exprime par le coefficient d'intensité du capital.

2) La relation capital-revenu dépensé, qui exprime une relation économique de capitalisation conduisant à la constitution continue du stock de capital, à partir de l'affectation d'une fraction du revenu courant à l'investissement net.

Elle traduit la formation périodique du capital et son accumulation; elle s'exprime par le coefficient de capitalisation.

Il s'agit le plus souvent de relations moyennes applicables à l'économie nationale aussi bien qu'au secteur, à l'industrie ou à la branche.

3) La relation entre l'accroissement d'un investissement spécifié et les changements de structure. Il s'agit ici, non de l'accroissement indifférencié de l'investissement global, mais de celui qui concerne une catégorie particulière d'investissement en équipement de base, dans un secteur ou une

industrie. Il en résulte une transformation de la structure technique de l'appareil productif ou une modification de certains processus de production, ou encore des changements dans l'approvisionnement en ressources.

On cherche alors à répondre à la question : quels changements interviennent du fait de cet investissement dans les relations d'imput-output qui caractérisent la structure d'une économie ? C'est le problème posé par Léontief et auquel il s'efforce de fournir une réponse, en utilisant divers coefficients dérivés du coefficient d'intensité du capital (coefficients techniques, accélérateur).

B) <u>Les relations de fonctionnement</u>

Les relations de fonctionnement dérivent des relations de structure et leur formulation apparaît et se précise lorsqu'on passe du stade des constantes et des moyennes au stade des accroissements. Les coefficients marginaux seront donc souvent à la base des écritures exprimant les relations de fonctionnement.

Les principales relations de fonctionnement dérivées de la relation fondamentale capital-produit sont les suivantes :

1) La relation entre l'accroissement de la demande de consommation et l'accroissement de la demande d'investissement. Elle retrace la manière dont la demande de capital nouveau réagit à une augmentation du revenu qui, pour une certaine valeur de la propension à épargner, entraîne une augmentation de la consommation, laquelle exige à son tour, en situation de plein emploi de l'équipement et de la main-d'oeuvre, un surcroît de capital.

Cette solution s'exprime par le principe d'accélération et la valeur de l'accélérateur se déduit du coefficient marginal de capitalisation.

Ce type de relation a été exploité de manière extrêmement diverse, notamment par J.R. Hicks à propos de l'effet de l'investissement induit et par R.F. Harrod qui, à partir de la quantité d'épargne nécessaire pour financer l'accroissement du capital en formation, a proposé la notion de taux justifié de croissance.

2) La relation entre l'accroissement de l'investissement et l'accroissement corrélatif du revenu et de la consommation.

Elle répond à la question : comment la dépense de consommation réagit-elle – en fonction d'une valeur donnée de la propension à consommer – à un accroissement du revenu provoqué par un accroissement de la dépense d'investissement ?

Cette relation s'exprime par le principe de multiplication. Keynes a mis le multiplicateur en évidence à partir de la propension à consommer. Le multiplicateur peut être déduit aussi bien du coefficient marginal d'intensité du capital que de la propension à consommer, à condition de suivre le sens indiqué par les enchaînements économiques réels.

3) La relation entre l'accroissement de l'investissement net et l'augmentation de la capacité productive. Elle exprime le fait que l'investissement nouveau net, en accroissant le volume de l'équipement disponible, accroît la capacité productive de l'unité de production considérée. On peut en déduire, sur une série de périodes, l'accroissement de revenu nécessaire pour absorber cette augmentation de capacité, afin que l'expansion se poursuive en équilibre. Elle s'exprime par le multiplicateur de capacité productive.

C'est le type d'explication exploité par Evsey D. Domar.

4) La relation entre l'accroissement désiré du produit et l'accroissement nécessaire du capital. Il s'agit de savoir quel est le volume de capital requis pour obtenir une croissance du produit, étant donné le taux d'absorption possible de l'investissement par le système. Ce type de recherche est principalement applicable dans le cas des économies en voie de développement. Il conduit à la conception d'un taux d'investissement praticable en longue période. (1).

C) Les relations d'activité et la construction des modèles

Les relations ainsi dégagées sont combinées avec d'autres éléments en un ensemble cohérent orienté vers l'interprétation de l'activité économique. Ainsi prennent naissance des modèles dotés d'une finalité déterminée : constituer un schéma à partir duquel est élaborée une hypothèse interprétative, fournis-

(1) Cf. sur ce point : Alain Barrère : "Theoria do crescimento e do desenvolvimento economico". Revista Brasileira de Economia, juin 1953, 160 pages (en portugais).

sant une tentative d'explication de l'équilibre, de l'expansion, de la croissance.

Par exemple, le coefficient d'intensité du capital est inclus dans le modèle de croissance équilibrée de Harrod (Ge = s), et combiné avec le coefficient de capacité productive, dans le modèle Harrod-Domar. L'accélérateur est inclus, en combinaison avec le multiplicateur, dans le modèle de Hicks tendant à expliquer les fluctuations par l'investissement induit et l'investissement autonome; on retrouve l'un et l'autre dans le modèle oscillatoire de Samuelson, dans diverses constructions de Kaldor, etc...

En raison même des catégories économiques impliquées, c'est-à-dire le capital et le produit ou le revenu, c'est surtout dans les modèles relatifs à la croissance et à l'équilibre de la production que la relation fondamentale C/P est utilisée.

Nous constatons ainsi que l'analyse est conduite à distinguer, à partir de la relation fondamentale, des relations particulières, ce qui l'amène à formuler divers types de coefficients pour exprimer ces diverses relations. Ces coefficients et leurs dérivés vont trouver leur place dans les principales recherches contemporaines et seront notamment à la base de la construction de modèles que l'on examinera ultérieurement.

++++++
++++++ § 2 - L'analyse de l'accumulation du capital

Le coefficient de capitalisation est celui qui exprime selon une optique économique la relation entre la valeur du capital antérieurement accumulé et le revenu annuel. Il s'écrit $\beta c = \frac{C}{R}$. Il indique d'une manière plus précise la situation de période résultant d'un état antérieur, c'est-à-dire le rapport entre la valeur que revêt pour la période le capital antérieurement accumulé et la valeur du revenu que, en combinaison avec d'autres facteurs, il permet d'obtenir au cours de la même période.

Cependant, dès lors qu'on situe le coefficient de capitalisation dans une perspective nouvelle, il prend une autre signification.

A) La signification du coefficient de capitalisation

L'accumulation du capital n'a pu être réalisée que par prélèvement périodique sur le revenu, d'une fraction de celui-ci affectée à l'investissement, c'est-à-dire à la formation régulière du stock de capital présentement accumulé . Si $\beta c = \frac{C}{R} = 4$, on peut en déduire que l'accumulation du capital est égale à 4 années du revenu et si on suppose que depuis un certain temps le revenu est demeuré constant et que chaque année une fraction égale, par exemple 10 % , a été affectée à l'investissement net, l'accumulation actuelle représenterait 40 années d'efforts (compte tenu de la nécessité de l'amortissement). Mais ce calcul est arbitraire et ce n'est pas là ce qu'on attend du coefficient de capitalisation.

On lui demande au contraire d'indiquer l'effort d'investissement à accomplir dans une perspective de croissance, pour que la relation productive soit maintenue, de telle manière que le revenu puisse s'accroître sans insuffisance de l'équipement productif. Qu'est-ce à dire ?

Pour que le revenu poursuive son accroissement, il faut évidemment que le capital soit accru en conséquence. Dans quelle proportion ? Le coefficient de capitalisation va s'efforcer d'y répondre.

Il indique en effet la fraction du revenu croissant qui doit être affectée à l'investissement net, pour que le stock de capital accumulé soit maintenu et demeure dans le même rapport productif indiqué par C/P (on identifie évidemment les valeurs de P et de R).

Il faut alors donner au rapport C/R un sens inverse de celui donné au rapport C/P, c'est-à-dire considérer que le mouvement va du revenu vers le capital (1).

Ainsi entendu, le coefficient de capitalisation indique l'accroissement du capital en formation qui doit être réalisé

---

(1) Cf. intervention de M. Henri Guitton au Congrès des Economistes de langue française, 1955, in travaux du Congrès, p. 156 et suiv.

pour que l'accumulation se poursuive de telle manière que l'accroissement du revenu puisse lui-même être poursuivi. En d'autres termes, l'accroissement du revenu requiert un maintien du rapport productif, et ce maintien est obtenu grâce à un investissement net dont l'importance est indiquée par la formule

$$In - \frac{\Delta R}{R} \times \frac{C}{R}$$

C'est dire que le volume de l'investissement requis est égal à l'accroissement du revenu (exprimé en pourcentage) multiplié par le coefficient de capitalisation. In est alors lui-même un pourcentage du revenu, c'est-à-dire la fraction du revenu croissant qui doit être affectée à l'accumulation.

Dans l'exemple précédent, où C/R = 4, si l'accroissement du revenu de la période doit être de 3 % on a : $\frac{3}{100} \times 4 = 12$ %. Il en résulte que pour obtenir un accroissement du revenu de 3 %, l'accumulation du capital doit se poursuivre en affectant 12 % du revenu annuel à l'investissement net.

B) Les développements analytiques effectués à partir du coefficient de capitalisation.

La formulation présentée ci-dessus est très générale et appelle donc des précisions complémentaires.

Elle repose sur l'utilisation du coefficient moyen qui suppose que l'accumulation se poursuit sans modification du rapport productif, c'est-à-dire sans que le capital nouvellement formé soit doté d'une productivité plus élevée. Or, on doit admettre que l'investissement nouveau intègre le progrès technique, donc que le capital créé est plus productif, ce qui doit avoir pour effet - toutes choses étant égales par ailleurs - d'abaisser le coefficient moyen. En effet, le capital additionnel qui est inscrit au numérateur a, pour une même valeur monétaire, un plus grand effet productif et produit un revenu plus élevé qui s'inscrit au dénominateur; d'où un abaissement du rapport.

Pour éviter cet élément de perturbation, on peut tenir compte du coefficient de capitalisation net marginal issu des calculs relatifs à la période. Il s'exprime par le rapport anticipé entre l'investissement nouveau net et l'accroissement prévisible du revenu.

Le coefficient de capitalisation net marginal devient :

$$\beta a = \frac{Ia}{\Delta Ra}$$

Il indique comment se trouvent reliées la croissance du revenu et la fraction du revenu annuel qu'il convient d'affecter à la formation du capital, pour porter l'accumulation au niveau nécessaire à la poursuite de la croissance au taux prévu.

Quelle peut être l'utilisation de ce coefficient ?

Il a servi à la formulation par R.F. Harrod de son équation de croissance équilibrée.

En effet dans la formule de Harrod GC = s, on sait que G est le taux de croissance, C le coefficient marginal de capitalisation et s l'épargne requise exprimée en fraction du revenu. Elle indique la condition d'équilibre d'une croissance du revenu, c'est-à-dire une égalisation du capital requis I anticipée en début de période et de l'épargne s réalisée en fin de période. Le coefficient de capitalisation net marginal peut donc être conçu comme une manière de formuler l'égalisation ex post de l'épargne et de l'investissement au cours d'une séquence de périodes d'accroissement du revenu.

Bien que cette proposition soit fort critiquable, comme nous le montrerons en conclusion de ce chapitre, elle a été à l'origine de nombreux calculs des besoins en investissement au cours des phases de développement. Elle a même servi à élaborer des plans d'investissement pour pays sous-développés. Et il est surprenant de penser qu'on a pu être surpris de leur échec...

En réalité, le coefficient de capitalisation est plus utilisable pour mettre en valeur les circonstances qui ont présidé à la croissance réalisée. On peut ainsi étudier la manière dont s'est réalisée l'accumulation du capital, la part du revenu affectée à l'investissement, l'insuffisance ou l'excès de l'épargne eu égard aux exigences de la croissance des besoins, la manière dont a été réalisé l'équipement en capital des différents secteurs, et...

Il ne s'agit pas là d'une connaissance purement gratuite du passé, mais au contraire d'une série d'enseignements utiles pour le gouvernement de la croissance à venir. Les leçons à ti-

rer de ce genre d'études sont plus directement utilisables que les projections effectuées à partir du coefficient marginal de capitalisation; celui-ci devant plutôt être utilisé comme instrument d'analyse.

Chapitre III

LA RELATION FONCTIONNELLE ENTRE L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT DANS L'ANALYSE DE PERIODE

Dans la "General Theory", la première présentation de la relation établie entre l'épargne et l'investissement peut être considérée comme simplement formelle. On veut dire par là que lorsque l'auteur indique que l'épargne égale l'investissement, cette égalité découle des définitions quantitatives préalables qu'il donne des grandeurs en cause : revenu, recettes, coûts, dépenses, etc... Comme il fournit une définition beaucoup plus quantitative que conceptuelle, faisant apparaître la consistance de S et de I plutôt que leur contenu conceptuel et analytique, on n'a pas manqué de faire remarquer que la prétendue égalité entre l'épargne et l'investissement ressemblait étrangement à une identité, voire à une tautologie.

Cette opinion paraît exagérée. En fait, beaucoup moins qu'une définition, c'est une représentation formelle que nous trouvons non seulement chez le Keynes de la "Théorie Générale", mais également chez d'autres auteurs : Wicksell, le Keynes du "Treatise on Money", Robertson, Myrdal. Chacun s'efforce, en effet, de fournir une indication sur les grandeurs que représentent, d'après les définitions antérieures qu'ils en ont données, l'épargne et l'investissement.

Mais Keynes va plus loin; et d'ailleurs il faut préciser que ses prédécesseurs plus haut cités, ont fait de même, essayant de dépasser le plan de la relation formelle pour atteindre celui de la relation fonctionnelle.

La relation : revenu - épargne - investissement, n'exprime pas un ajustement par les prix de quantités offertes et demandées qui s'égalisent selon l'image d'un jeu de forces opposées se faisant contrepoids. L'épargne et l'investissement s'ajustent par le revenu, selon le schéma d'un circuit de flux qui, en décrivant un itinéraire au cours d'une période, doivent arriver à se compenser. Le modèle du circuit du flux est donc différent du modèle de l'équilibre de l'offre et de la demande

car les prix ne sont plus le facteur causal, mais la conséquence de l'égalisation de l'épargne et de l'investissement.

Le point de départ de cette analyse se trouve dans la "Théorie Générale" de Keynes. Cependant, elle n'a été complètement dégagée qu'à la suite de l'étude critique de son ouvrage et des efforts d'application qui en ont été faits, notamment par les comptables nationaux. C'est, en effet, la comptabilité nationale qui, en s'efforçant de devenir opérationnelle, a été amenée à proposer un certain nombre de développements et de précisions.

Section I

L'égalisation de l'épargne et de l'investissement

Qu'est-ce donc que la relation fonctionnelle entre S et I ?

La relation fonctionnelle tend à montrer que si l'égalité entre l'épargne et l'investissement apparaît en un premier moment, comme une conséquence logique des définitions posées, elle est aussi et d'une manière plus fondamentale, la résultante du fonctionnement du système, en ce sens qu'elle est le signe, le révélateur d'un équilibre réalisé au cours de la période.

D'une manière plus précise, l'égalité fonctionnelle entre S et I, indique que le montant des recettes attendues par les entrepreneurs de la vente de leur production (demande effective) a été égalé par le montant des dépenses effectuées pour acheter cette production (biens de consommation et biens d'investissement) et cela sans changement de prix. De telle sorte que le revenu prévu pour la période a été atteint. L'égalisation de l'épargne et de l'investissement se réalise donc, fonctionnellement, par l'effet de revenu.

C'est ce qu'il convient d'expliquer, en montrant comment on passe de l'égalité (représentation formelle) à l'égalisation (relation fonctionnelle).

++++++
++++++ § 1 - La relation d'égalisation par l'effet de revenu

Le principe keynésien de l'égalisation entre l'épargne et l'investissement réside dans le comportement du revenu, en ce sens que c'est son montant qui égalise S et I, alors que, dans la théorie classique, ce rôle égalisateur était dévolu au taux de l'intérêt. Ainsi se trouve respectée la logique de l'analyse et la rigueur du raisonnement; l'épargne et l'investissement étant des flux, ce n'est pas par l'intermédiaire d'un prix (l'intérêt, prix de l'épargne) mais par le rôle d'un flux composé (le revenu) que l'égalisation se réalise.

Comment se déroule ce processus d'égalisation ?

A) <u>L'égalisation par l'effet de revenu</u>

On sait que le revenu se partage entre la dépense pour la consommation et l'épargne selon une proportion constante donnée par la propension à consommer. C'est ainsi que l'épargne apparaît comme un résidu : l'excès du revenu de la période sur la dépense pour la consommation effectuée au cours de la même période. Car à la différence de Robertson, pour qui le revenu du "jour" J est le revenu gagné le "jour" J - 1, Keynes estime que le revenu est acquis, dépensé et épargné pendant sa période de réalisation. Cela constitue encore une position logique avec la conception de l'analyse en terme de circuit.

L'essentiel de l'explication keynésienne tient alors en ceci :

Du moment que la propension à consommer est constante, le volume de l'épargne - sa consistance quantitative pourrait-on dire - dépend du volume du revenu. C'est la grandeur de celui-ci qui détermine par son excès eu égard à la part dépensée pour la consommation, le montant de la part qui se trouve épargnée.

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'un accroissement du revenu; la quantité additionnelle de revenu se partage sous l'effet de la propension à consommer entre la dépense et l'épargne et comme en cas d'augmentation du revenu, la dépense pour la consommation augmente, mais d'une quantité moindre, l'épargne se trouve accrue, en valeur absolue,d'un montant égal à l'excès du revenu sur la dépense. L'épargne est donc une fonction du revenu, puisque son montant dépend du volume de celui-ci. Mais

comme l'accroissement du revenu est obtenu grâce à un accroissement de l'investissement, ce dernier va jouer un rôle moteur fondamental.

B) Le mécanisme de dégagement de l'épargne.

En fait, dans une perspective d'accroissement, le montant du revenu détermine le montant de l'épargne, le volume du revenu additionnel est fixé par l'intermédiaire du multiplicateur d'investissement appliqué à la somme supplémentaire investie. Ainsi, c'est par le jeu du multiplicateur que l'effet de revenu réalise l'égalisation entre S et I.

En effet, on sait que la valeur du multiplicateur est égale à l'inverse de la propension à épargner. On dispose donc des données suivantes, qui sont trop connues pour qu'on ait autre chose à faire que les mentionner.

Soit une propension à consommer égale à 8/10 ; la propension à épargner est 2/10; le multiplicateur d'investissement est égal à 5. Supposons que le revenu soit égal à 1.000; il se partage en 800 pour la dépense de consommation et 200 pour l'épargne. Intervient un accroissement de l'investissement de 50, en vertu de l'effet multiplicateur, le revenu s'accroît de 250, devenant 1.250. En vertu de la propension à consommer, la dépense pour la consommation devient :

$$\frac{1.250 \times 8}{10} = 1.000 \text{ et l'épargne égale : } \frac{1.250 \times 2}{10} = 250$$

L'épargne s'est donc accrue de : 250 - 200 = 50, c'est-à-dire d'un montant égal à l'investissement additionnel. Le même résultat est atteint en faisant remarquer que le revenu additionnel 250 se partage par application directe de la propension à consommer en 200 pour la dépense de consommation additionnelle et 50 pour l'accroissement de l'épargne.

Ce calcul, aussi élémentaire que familier, n'est rappelé que pour souligner le sens de l'égalisation et de l'effet de revenu.

- L'égalisation de l'épargne et de l'investissement n'est obtenue qu'à la fin de la période inaugurée par l'investissement additionnel. Elle est donc une égalisation ex post, bien que Keynes ait prétendu par un artifice de raisonnement qu'elle

existait en tout moment de la période (1).

- L'égalisation n'est réalisée que si les prévisions des entrepreneurs relatives aux recettes attendues de la vente de leur production se révèlent exactes en fin de période.

- A travers l'effet de revenu, c'est le volume de l'investissement qui fixe le volume de l'épargne en l'élevant à son niveau, puisque l'épargne n'est - dans la conception keynésienne - qu'un "résidu".

L'effet de revenu et, au-delà, l'action du multiplicateur d'investissement, sont à la base de la conception fonctionnelle de l'égalisation de l'épargne et de l'investissement.

++++++

++++++ § 2 - L'antécédence de l'investissement par rapport à l'épargne

Toute la théorie classique et néo-classique explique que l'épargne est un antécédent par rapport à l'investissement, en ce sens qu'il convient d'épargner, afin de pouvoir investir.

"Tout ce qui est épargné est consommé, mais dans un autre temps et par une autre personne" est une proposition qui résume la position classique. Non seulement elle indique que l'épargne n'est qu'une abstention provisoire de consommer, mais encore elle souligne que cette abstention préalable est nécessaire pour que, par la suite, l'entrepreneur puisse l'investir.

Au contraire, pour Keynes, c'est l'investissement qui est antérieur à l'épargne, puisque celle-ci ne se dégage qu'en fin de période, par l'excès du revenu obtenu sur la dépense de consommation. Or, le revenu additionnel qui accroît l'épargne en valeur absolue, résulte de l'application de l'effet multiplicateur à l'inveitssement additionnel. C'est lui qui sollicite

---

(1) Cf. sur ce point secondaire, notre ouvrage : "Théorie économique et impulsion keynésienne", p. 227.

l'épargne à son niveau. Il est donc un antécédent par rapport à celle-ci.

Le renversement par Keynes de la position classique conduit donc à une conception de l'épargne différente de la conception traditionnelle. Et par voie de conséquence, l'investissement fait l'objet d'un traitement lui-même différent.

On peut ainsi aborder, indirectement, le problème de leur définition conceptuelle.

On a déjà indiqué que, pour Keynes, l'épargne était un résidu quantitatif, c'est-à-dire l'excès du montant du revenu sur le montant des dépenses de consommation. Il convient de tirer les conséquences de cette position. Elle se situe à deux niveaux.

A) <u>L'épargne globale est un résidu du revenu.</u>

La propension à consommer et son corollaire, la propension à épargner, expriment une "tendance de la communauté" à opérer un partage dans l'emploi de son revenu. Or, dans une perspective d'accroissement, le revenu additionnel étant fixé par l'investissement additionnel et le multiplicateur, l'épargne est, au plan global auquel se situe Keynes, une grandeur globale dépendante, fixée par un mécanisme dont la constance échappe aux actions des individus.

Certes, ceux-ci ont la possibilité d'épargner une part plus ou moins grande de leur revenu; mais ces décisions individuelles sont sans effet sur le volume global de l'épargne. En effet, celui-ci étant gouverné par la "tendance de la communauté", c'est à l'intérieur des limites créées par l'action du multiplicateur que les décisions individuelles peuvent jouer. D'une part, si un individu décide d'accroître son épargne il dépense moins, donc comprime le revenu de ceux auprès desquels il a l'habitude de dépenser, puisque le revenu des uns est formé par la dépense des autres. Il en résulte que certains auront un revenu inférieur et ne pourront épargner autant qu'ils le faisaient auparavant. Il en résulte donc que, à l'intérieur d'un volume d'épargne fixé globalement, l'accroissement de l'épargne des uns se traduit par une diminution de l'épargne des autres.

Mais on pourrait penser que tous les individus formant la communauté décident d'épargner davantage. Keynes répond que cela est impossible pour la raison suivante : un accroissement général de l'épargne se traduirait par une diminution de la dé-

pense globale de consommation, donc par une contraction de la demande effective et donc par une baisse du volume du revenu et de l'emploi. Et, l'effet du revenu jouant à nouveau, la baisse du revenu global entraînerait la baisse de l'épargne globale, contrariant ainsi en fin de période la réalisation de la décision initiale des individus. Ainsi on ne peut accroître l'épargne qu'en augmentant le revenu et non en comprimant la consommation.

B) L'acte d'épargne est un acte neutre pour le sujet individuel

Aussi Keynes, passant à l'examen des décisions individuelles, indique-t-il que celles-ci peuvent avoir un effet sur l'épargne individuelle mais n'en ont aucun sur l'épargne globale. Il en résulte deux conséquences :

D'une part, la décision de l'individu relative au montant de son épargne personnelle n'a pas d'effet sur le montant de l'épargne de la communauté. De ce point de vue, la décision individuelle d'épargner est un acte neutre; l'acte individuel d'épargne est un acte passif. Seules les décisions de consommer et d'investir sont des actes positifs qui font apparaître une épargne résiduelle.

D'autre part, l'épargne ne saurait être une grandeur ex ante; étant un résidu, elle est simplement une grandeur ex post. Berthil Ohlin ayant fait remarquer à Keynes que, dans son système, il y avait bien égalité ex post de l'épargne et de l'investissement, mais qu'il n'y avait pas d'égalité ex ante, c'est-à-dire au niveau des décisions, Keynes a pu lui répondre sans aucune gêne qu'il en était évidemment ainsi, car l'épargne ex ante était une notion dépourvue de sens. Ce qui est "évident" puisque pour lui, elle n'est qu'un résidu. L'antécédent est donc bien l'investissement et l'égalisation concerne l'épargne et l'investissement réalisés en fin de période et non pas l'épargne et l'investissement qui avaient été prévus en début de période.

Mais, pensant à la position classique pour qui l'investissement est l'emploi d'une épargne préalable, il faut alors demander à Keynes comment peut se former un investissement additionnel; en d'autres termes d'où sort l'investissement, antécédent par rapport à l'épargne.

Keynes répond à cette question en faisant référence aux structures, qui se sont modifiées depuis les classiques.

++++++
++++++ § 3 - Le financement de l'investissement par la "finance"

Le financement de l'investissement peut être assuré de deux manières : par la déthésaurisation et par le recours au crédit bancaire. Ces deux moyens aboutissent à la mise à la disposition des entrepreneurs d'une quantité de monnaie avec laquelle ils pourront acquérir les biens d'investissement. En effet, quel est le rôle de la finance ?

A) <u>Le rôle de la finance</u>

Plaçons-nous toujours dans une perspective d'accroissement du produit; la diminution de la thésaurisation autant que le crédit bancaire ont pour effet d'accroître la quantité de monnaie disponible et donc de permettre l'augmentation du volume de l'encaisse des entreprises. Il en résulte une possibilité plus grande d'accroître le volume de la dépense d'investissement. Cela est la conséquence logique du système keynésien, pour qui le volume de l'investissement global est déterminé par l'égalisation du taux de l'efficacité marginale du capital et du taux de l'intérêt qui est - ne l'oublions pas - le prix de la liquidité, car pour investir l'entrepreneur emprunte de la monnaie.

Contrairement à la position classique pour qui le volume de l'investissement dépend de l'offre et de la demande de capitaux (épargne), Keynes prétend en effet qu'il dépend de l'offre et de la demande de monnaie, le taux de l'intérêt étant le prix de la liquidité. Ainsi, le volume du produit ne dépend pas, pour lui, de la balance entre l'investissement (demande de capitaux) et l'épargne (offre de capitaux), mais de la balance entre la demande de monnaie pour l'investissement et l'offre de monnaie. L'incitation à investir se heurte donc au désir de thésauriser et à la rareté de la monnaie; d'où la conclusion que toute expansion monétaire découlant de la déthésaurisation et l'expansion du crédit a pour effet de faciliter l'accroissement de l'investissement.

Aussi Keynes a-t-il pu écrire : "Il y aura toujours exactement assez d'épargne ex post pour servir de contrepartie aux

investissements ex post et pour suppléer la finance que ces investissements avaient primitivement employée. Le marché des investissements peut souffrir d'une insuffisance de monnaie; il ne peut jamais souffrir d'une insuffisance d'épargne" (1).

La "finance" telle que l'entend Keynes est donc l'ensemble des moyens monétaires mis par les banques à la disposition des entrepreneurs pour effectuer les dépenses d'investissement.

Cette position est évidemment fort différente de la position classique. Elle s'explique par plusieurs raisons.

B) Le financement de la dépense d'investissement

La première raison est l'ordre structurel. Elle correspond à la transformation du système bancaire qui, avec l'apparition du capitalisme financier, a pris une part de plus en plus grande dans le financement des entreprises. Lés banques soutiennent les firmes à l'aide de leurs propres bénéfices et de leurs dépôts, le crédit bancaire prenant une place de plus en plus grande aux côtés et même au détriment de l'épargne de l'entrepreneur personnel et de celle des épargnants fournie par le marché financier. Les liaisons des grandes sociétés avec les banques se sont développées et le secours financier qui leur est apporté prend souvent l'aspect d'avances monétaires et d'opérations d'escompte.

De plus - et c'èst la seconde raison - Keynes raisonnant dans le cadre de la courte période, se place dans la perspective d'un investissement effectué à l'intérieur d'une structure productive donnée. Certes, on ne saurait dire qu'il rejette l'hypothèse de création d'équipements nouveaux; mais il pense le plus fréquemment à l'investissement de fonctionnement assurant le développement de la production par la pleine utilisation de l'appareil productif existant. L'investissement est effectué autant en fonds de roulement, en achats de matières premières, en versement de salaires, en constitution de stocks qu'en créations de nouveaux équipements. Il raisonne avant tout sur la dépense d'investissement et non sur l'effet créa-

---

(1) J.-M. Keynes : "Alternative Theories of the Rate of Interest". Economic Journal, juin 1937, p. 249.

teur, réel, de l'acte d'investir et pour lui toute dépense autre que celle provoquée par l'achat de biens de consommation est une dépense d'investissement. Or, cette dépense appelle bien la disposition d'une quantité de monnaie et correspond parfaitement au genre d'opérations que les banques effectuent au profit des entreprises. C'est dans cet esprit qu'il peut dire : "Le marché des investissements peut souffrir d'une insuffiance de monnaie" (citation ci-dessus). A partir du moment où on raisonne sur la dépense, c'est bien la monnaie qui est en cause.

Il n'en demeure pas moins qu'on ne saurait exclure l'investissement créateur de biens capitaux nouveaux qui suppose une épargne réelle en ressources et en facteurs productifs. Mais Keynes répondrait sans doute que c'est là un problème de longue période. Cependant, on ne saurait omettre de souligner combien cette attitudé est équivoque : si l'épargne n'apparaît qu'ex post et si la "finance" bancaire peut l'anticiper, on doit reconnaître qu'il s'agit là d'une vision fonctionnelle admissible dans l'analyse du circuit de période. Mais demeure le problème de la constitution de l'épargne dans sa consistance réelle, dans la motivation de l'acte d'épargne et dans l'offre qui en est faite sur le marché des capitaux. Et ces problèmes ne sont guère abordés.

En ramenant le problème à l'offre et à la demande de monnaie à travers le système bancaire, Keynes est resté logique avec son étude du circuit de courte période, mais il n'a pas abordé le problème de l'offre de capitaux et de la création du capital. Pour lui, l'investissement, c'est l'investissement de fonctionnement et l'achat de biens d'équipement auprès des entrepreneurs qui les produisent.

Section II

La signification de la relation entre l'épargne et l'investissement

Il convient de se demander quelle est la signification de la relation entre l'épargne et l'investissement. A-t-elle la signification d'une liaison réelle concrète, susceptible d'être retrouvée et mesurée statistiquement dans l'activité concrète ? Ou bien est-elle simplement un instrument d'analyse de cette réalité ?

Telles sont les questions auxquelles il convient de répondre.

++++++
++++++ § 1 - La signification réelle de l'égalisation

On peut dire que la signification de la relation entre l'épargne et l'investissement concerne surtout l'effet dépressif exercé sur le revenu par l'insuffisance de la consommation. De ce point de vue, elle se réfère à une situation de dépression chronique et se situe dans la ligne des préoccupations de Malthus sur l'insuffisance de la demande effective. Ce n'est que par voie de conséquence qu'on atteint les attitudes réelles de l'épargnant et de l'investisseur.

Expliquons d'abord la signification de cette relation quant à l'expression des phénomènes économiques réels.

A - Le processus de l'égalisation entre l'épargne et l'investissement

On doit partir des trois propositions déjà inventoriées :

1°) L'égalisation se réalise au cours de la période; elle est donc en état de réalisation tout au long de cette période, se manifestant ex post quelles qu'aient été les décisions ex ante quant à la valeur de S et I.

2°) C'est la grandeur de l'investissement qui détermine celle de l'épargne.

3°) L'épargne globale est un "résidu", l'excès du revenu sur la dépense de consommation; donc l'accroissement de l'épargne signifie une abstention de consommer, une diminution de la consommation.

C'est donc à partir de la diminution de la consommation que l'on va trouver le sens réel de la relation entre S et I. Pour le comprendre il faut raisonner à travers le processus qui aboutit à la formation du volume du produit.

Une diminution des dépenses de consommation en cours de période entraîne une contraction de la demande effective, c'est-à-dire du montant des dépenses que les individus consacrent à l'achat des biens de consommation. Deux résolutions peuvent s'ensuivre :

- ou bien les entrepreneurs cherchent à écouler quand même leur production en baissant les prix; dans ce cas la valeur de leurs recettes se contracte et le montant du revenu global diminue. Cette hypothèse ne doit pas être retenue en vertu de la tendance de l'économie moderne que dégage Keynes, celle d'une rigidité du prix à la baisse.

- ou bien, maintenant leurs prix, toute la production ne s'écoule pas, leurs prévisions de vente sont déjouées.

Cette réaction à laquelle Keynes s'attache signifie que l'abstention de consommer se traduit, pour la période considérée, par un accroissement des stocks d'un montant égal à la réduction de la dépense de consommation. Ainsi l'accroissement de l'épargne résultant de l'abstention de consommer est compensée par un accroissement des stocks, c'est-à-dire un accroissement de l'investissement involontaire ou non désiré. Voilà pour la période considérée.

Si on se place dans la perspective d'une série de périodes - comme il en est dans la statique comparative - on envisage non plus la réduction du montant des dépenses de consommation, mais l'élévation de la propension à épargner et donc la baisse de la propension à consommer. Dans ce cas, le revenu global est orienté vers la baisse par suite de la contraction de la demande effective, résultant d'une diminution des dépenses de consommation. Il en résultera, de période en période, une contraction progressive de l'investissement et de l'emploi qui, par contraction du revenu, finira par diminuer le montant absolu de l'épargne. En d'autres termes, la baisse de la consommation entraînant celle du revenu, tendra à déprimer le montant des sommes épargnées et investies malgré l'élévation de la propension à épargner.

C'est dire que l'on entrera dans une dépression chronique, provoquée par une série d'actions déflationnistes.

Si l'on envisage l'hypothèse inverse, celle d'une élévation de la propension à consommer, on assiste à un gonflement de la demande effective qui augmente les recettes des entrepreneurs et provoque l'accroissement du revenu. D'où, pour les périodes à venir, un accroissement de l'investissement qui, par l'effet multiplicateur, élève le revenu et permet l'augmentation du volume de l'épargne malgré la diminution de la propension à épargner.

Laissant de côté la subtilité du mécanisme, on retiendra que la relation entre S et I signale le processus concret de déflation et d'expansion provoqué par le jeu corrélatif de la propension à consommer, de la demande effective et de l'investissement.

B – L'indépendance de l'épargnant et de l'investisseur

La relation épargne-investissement souligne la différence entre les actes d'épargner et d'investir et entre les personnes qui les accomplissent.

Keynes écrit : "L'équivalence de la quantité d'épargne et de la quantité d'investissement découle du caractère bilatéral des transactions entre le producteur d'une part et le consommateur ou l'acheteur d'équipement d'autre part" (1).

Il souligne par là que épargne et investissement signalent sous une équivalence quantitative, les deux aspects d'un même phénomène qui met en cause deux personnes.

En effet, l'épargne et l'investissement sont des actes distincts, accomplis par des personnes différentes, indépendamment l'une de l'autre. Celà indique qu'une personne n'investit pas nécessairement autant qu'elle épargne et que, dans les sociétés modernes – sauf exception – la personne qui investit n'est pas celle qui a épargné. Leurs mobiles sont différents autant que leurs actes sont autonomes : décisions d'épargner et décisions d'investir sont indépendantes et ce n'est qu'au plan global que la quantité investie est égalée par la quantité épargnée.

Pourquoi la diversité des personnes en cause, de leurs motivations, de leurs décisions et de la nature même de leurs actes, aboutit-elle à une égalisation des quantités globales ? Parce que, de même que le montant des dépenses effectuées pour l'achat d'une catégorie de biens égale le montant des ventes, le montant des dépenses effectuées pour l'achat des biens d'investissement est égal – en situation d'équilibre – au montant de l'épargne absorbé par leur production. Si le montant des dépenses d'investissement diminue, le montant de l'épargne absorbée diminuera également. Précisons bien que cela n'est pas la ligne de démonstration suivie par Keynes, mais correspond à la

(1) Théorie générale, trad. franç., 1ère édit., p. 83.

réalité que cette égalisation traduit : l'indépendance au plan individuel des actes d'épargne et d'investissement et la distinction des épargnants et des investisseurs. De plus, en vertu du principe, qui est à la base de la macro-analyse, selon lequel les relations sont différentes à l'échelon individuel et à l'échelon global, l'égalisation des quantités globales épargnées et investies résulte d'un processus qui est sans lien avec ce que chacun épargne et investit (1).

++++++
++++++ § 2 - La signification de la relation épargne-investissement pour l'analyse de période

Cependant la principale signification de la relation entre l'épargne et l'investissement se situe ailleurs. Si cette relation permet d'accéder à certaines situations réelles et concrètes, elle tire cependant son sens essentiel de ce qu'elle est avant tout un instrument d'analyse de l'équilibre monétaire. C'est ce qu'il convient maintenant d'expliquer.

On sait que Keynes a utilisé l'analyse des flux organisés en circuit. L'ajustement des flux se réalise en fin de période sous un certain nombre de conditions; et c'est en ce point que la relation entre l'épargne et l'investissement trouve sa signification d'instrument d'analyse. C'est ce qu'il convient d'expliquer.

La période s'ouvre par la mise en oeuvre de la production destinée à réaliser la demande effective c'est-à-dire à obtenir par la vente du produit les recettes équivalentes aux dépenses des acheteurs telles que les entrepreneurs les prévoient.

Les flux commencent alors leur itinéraire dans le circuit : la production donne naissance à des flux de biens d'investissement et de biens de consommation qui sont présentés sur le marché. Elle s'accompagne de la distribution de revenus qui donne naissance à des flux de salaires, d'intérêts, de

---

(1) J.-M. Keynes, "Théorie Générale", trad. franç. lère édit. p. 83.- Haberler : "Prospérité et dépression", édit. 1943, p. 218 et suiv. - A. Barrère : "Théorie économique et impulsion keynésienne", p. 230 et suiv.

rofits, de rentes, utilisés par leurs possesseurs pour leurs épenses et mis en réserve, faisant ainsi apparaître des flux e dépenses de consommation et des flux d'épargne. Du point de ue formel, on peut dire que si les prévisions relatives à la lemande effective ont été exactes, les consommateurs achèteront toute la production de consommation aux prix prévus de telle sorte que l'excès du revenu distribué sur les dépenses de consommation, c'est-à-dire l'épargne, égalera la valeur des biens produits autres que les biens de consommation, c'est-à-dire l'investissement. Mais, du point de vue fonctionnel, on remarquera qu'il ne peut en être ainsi que si tous les flux se réalisent pendant la durée de la période. Ce n'est qu'à cette condition que l'épargne égalera l'investissement. Tout retard, décalage, changement de prix partiels constituera un obstacle à l'ajustement du circuit de période.

Or, il est bien évident que l'activité réelle ne présente pas pareille régularité. En premier lieu, la période de circuit est une schématisation, une simplification de la réalité. En second lieu, il n'y a pas concordance de réalisation des flux pendant le même laps de temps. Enfin, il serait vain de prétendre suivre, en cours de période, le déroulement exact des flux par voie statistique ou comptable; on ne peut donc savoir s'ils sont effectivement réalisés.

En conséquence, le circuit des flux est un schéma représentatif et on ne saurait rechercher la réalisation effective des flux pendant une période concrète. Il en résulte que l'égalité de l'épargne et de l'investissement court de grands risques de ne pas se réaliser dans le cadre d'une période qu'on se serait arbitrairement donné : tout au plus, pourra-t-on procéder, avec un certain recul, à une comptabilisation ex post.

Il en résulte que l'égalité de l'épargne et de l'investissement doit être considérée non comme une proposition vérifiable, mais comme une proposition analytique entendue dans le sens suivant : lorsque tous les flux se réalisent dans le cadre de la période, sur la base de prévisions exactes, il se produit une égalisation de l'épargne et de l'investissement.

++++++
++++++ § 3 - La relation épargne-investissement, instrument d'analyse de l'équilibre monétaire

En fait, la relation entre l'épargne et l'investissement est un instrument d'analyse permettant de rendre compte du fonctionnement du système. Comme elle ne peut être obtenue que si les prévisions ont été exactes et qu'à la condition que les flux soient réalisés pendant la période, elle devient l'expression d'une condition d'équilibre. Elle permet, non seulement de mettre au jour des liaisons et enchaînements entre flux, mais encore de formuler l'exigence qui doit être satisfaite pour que le revenu réalisé et employé soit un revenu d'équilibre.

En d'autres termes, le revenu réalisé pendant une période sera un revenu d'équilibre à la condition qu'il soit égal à la demande effective, ce qui sera réalisé si toutes les prévisions se trouvent vérifiées. Et il ne sera égal à la demande effective que si, en fin de période, l'épargne se porte au niveau de l'investissement effectué en début de période, à partir des prévisions des entrepreneurs. Dans ce cas, les dépenses de consommation auront acquis les biens produits aux prix prévus et le "résidu" du revenu, c'est-à-dire l'épargne, égalisera le prix anticipé des biens de production, c'est-à-dire l'investissement. C'est le revenu d'équilibre ainsi compris qui égalise l'épargne et l'investissement, de telle sorte qu'on peut présenter l'égalisation entre S et I comme la condition de réalisation du revenu d'équilibre.

La relation devient alors un critère auquel on peut se référer pour exprimer l'état d'équilibre. C'est en ce sens qu'elle est une relation analytique, le terme de référence de l'équilibre monétaire, au sens où celui-ci est défini par Myrdal et l'école suédoise, et exprimé par les comptes prospectifs qu'élaborent les comptables nationaux pour préciser quantitativement les conditions d'équilibre ou mesurer les éventuelles tensions inflationnistes.

++++++ Chapitre IV
++++++
++++++
++++++ LA RELATION REVENU-EPARGNE-INVESTISSEMENT EN DYNAMIQUE
++++++

Dans la ligne keynésienne, la relation entre l'épargne et l'investissement apparaît donc comme un instrument d'analyse de l'équilibre monétaire, c'est-à-dire comme la formulation des conditions qui doivent être remplies pour que, dans un système où la monnaie sert de véhicule aux anticipations, l'équilibre soit réalisé dans le cadre de la période.

La portée de la démonstration paraît donc assez limitée. Cependant, Keynes a prétendu que cette portée n'était pas restreinte à une période et qu'en comparant les niveaux de revenu et d'emploi auxquels s'établissait l'équilibre du cours de différentes périodes, on pouvait obtenir une représentation de l'évolution de l'activité dans le temps; la comparaison des niveaux d'équilibre réalisés de période en période faisant ressortir la tendance à la hausse ou à la baisse de l'activité au cours du temps.

On a qualifié cette méthode de statique comparative.

Par là on indiquait que s'il était possible d'établir une comparaison entre des états successifs d'équilibre périodique, on demeurait cependant dans une interprétation statique parce que les situations de période demeuraient indépendantes les unes des autres, en ce sens qu'on n'expliquait pas comment la situation d'une période réagissait sur les conditions d'équilibre de la période suivante.

En d'autres termes, aucun lien, aucun enchaînement n'était établi entre les périodes; on n'était donc pas dans une situation dynamique.

Keynes avait cependant prétendu qu'il était possible d'étendre ses observations à l'interprétation d'une période recouvrant la durée d'un cycle classique.

On lui répliqua que pour obtenir une explication valable en dynamique, il ne fallait pas prendre, pour point de départ, un équilibre de période, mais se placer immédiatement dans la perspective d'une série de périodes en prenant pour variable essentielle et déterminante celle qui, précisément, est dans son système, la variable déterminée exprimant l'équilibre, en l'espèce le revenu.

Cette critique a été formulée avec vigueur par Erik Lundbèrg dans son ouvrage : "Studies in the Theory of Economic Expansion" (1).

Lundberg va donc poser le problème, non pas en termes de dynamique longue, mais dans le cadre d'une séquence de périodes reliées entre elles par les variations du revenu considéré comme la variable majeure.

Or, si le revenu varie, c'est dans les facteurs mis en cause par la création du revenu lui-même qu'il faut trouver l'origine des variations. Il va donc poser le problème en termes de génération du revenu au cours du temps. L'épargne et l'investissement figurent parmi les principaux éléments engendrant le revenu; mais placée dans une perspective dynamique, la relation existant entre eux n'est plus celle que décrit Keynes. Il convient donc de la reformuler et, ce faisant, on effectue une tentative de dynamisation de la relation revenu-épargne-investissement (2).

---

(1) Edition en langue anglaise à Stockholm en 1937.

(2) Cf. sur ces divers points : Erik Lundberg : Studies in the Theory of Economic Expansion, Stockholm, 1937. - André Marchal :"Les principaux courants de la pensée économique suédoise contemporaine", R.E.P. 1947, n° 1. - Alain Barrère : "Théorie économique et impulsion keynésienne, Dalloz, Paris, 1952, p. 556-611.

++++++ Section I
++++++
++++++ La dynamique de la génération du revenu
++++++

La critique que Lundberg adresse à Keynes trouve son fondement dans l'impossibilité pour l'analyse d'équilibre de période de rendre compte d'une évolution tendancielle où déséquilibres à la hausse et à la baisse peuvent se succéder et s'opposer. Un système de statique comparative ne peut expliquer les changements dynamiques, car le système d'adaptation simultanée des variables qui caractérise l'équilibre de période fait place, en dynamique, à une adaptation réalisée par une série de réajustements qui modifient les conditions d'équilibre et exigent du temps pour s'effectuer. De plus, les données et les constantes de l'équilibre statique deviennent souvent les variables des changements dynamiques et doivent à ce titre être intégrées dans le système; c'est dire que leur valeur n'est plus indépendante, autonome, mais se trouve concernée par les changements qui mettent en cause l'équilibre lui-même au cours du temps.

Il convient donc de formuler directement le problème du changement dans le temps. Lundberg se pose alors deux questions :

- comment appréhender le temps pour expliquer les changements de l'activité ? Il répond par le choix d'un instrument d'analyse : la séquence de période.

- quelle est la variable essentielle aux changements de laquelle sont associés les changements des autres variables ? Il estime que c'est le revenu global. Lundberg est ainsi amené à poser le problème des variations du revenu au cours d'une séquence de période; or les variations du revenu sont liées aux changements qui affectent les facteurs de sa génération.

++++++
++++++ § 1 - L'approche des variations du revenu au cours d'une séquence de périodes

Lundberg estime donc que Keynes ne peut conclure d'un équilibre de période à une tendance à l'équilibre au cours d'une séquence de périodes, parce que dans celle-ci "l'interdépendan-

ce entre les catégories totales d'un système d'équilibre n'est pas valable" (1).

Il convient de montrer que les changements des variables ne sont pas simultanés, qu'ils prennent du temps pour s'effectuer et que leurs réactions s'enchaînent et se répercutent. Il est donc nécessaire de situer ces changements dans le temps, et pour cela, Lundberg décompose le cycle en une séquence de périodes. Cela lui permettra de situer les valeurs des variables, les unes par rapport aux autres et de retracer les enchaînements qui s'établissent entre elles.

Le temps sera donc divisé en périodes et le premier soin est de déterminer la nature et le contenu de ces périodes.

Puisque les variations du revenu lui apparaissent déterminantes pour l'explication du cycle, il faut que l'unité de période contienne le jeu de la relation qui commande ces variations; en l'espèce, la relation entre l'épargne et l'investissement. C'est donc la reprise de la relation keynésienne; mais il est entendu qu'il s'agit, non pas de l'investissement en capital d'exploitation, mais de l'investissement en capital fixe qui agit directement sur la génération du revenu. De plus, la relation entre S et I ne sera pas considérée comme une condition d'équilibre lorsque l'égalisation s'établit entre eux, mais comme la relation qui est à la base de la constitution du revenu pendant une période. Celle-ci est conçue comme un temps de production, c'est-à-dire le temps nécessaire pour que les plans décisionnels relatifs à la mise en oeuvre des variables soient élaborés; en particulier les plans relatifs aux investissements en capital fixe qu'il convient d'effectuer et à l'épargne qui doit être constituée. En effet, dans le cycle d'affaires ce sont principalement les variations de l'épargne et des investissements en capital fixe qui gouvernent les variations du revenu (2).

---

(1) Cf. Lundberg, "Studies...", p. 46.

(2) Les analyses qui s'attachent à l'investissement en capital d'exploitation mettent en évidence les mouvements monétaires et les variations de la production des biens de consommation.

Aussi, la méthode de Lundberg va-t-elle consister à analyser la génération du revenu par l'effet de l'investissement, en montrant comment les variations qui interviennent dans la génération du revenu au cours d'une période se répercutent et s'enchaînent sur le volume du revenu des périodes suivantes.

Par là Lundberg s'oppose aux auteurs tels Robertson, Durbin, Hammarskjöld qui s'attachent principalement aux effets des variations de la production des biens de consommation; il s'oppose également à l'analyse qui insiste sur les décalages existant entre les moments de perception et de dépense du revenu en faisant état de la vitesse de circulation de la monnaie. A plus forte raison rejette-t-il l'explication keynésienne selon laquelle il y a simultanéité dans le cadre de la période entre la perception et la dépense du revenu. Pour lui, ce n'est ni dans les flux de paiements et de dépense (méthode keynésienne dynamisée), ni dans les variations de la consommation et de l'épargne que résident les causes des variations du revenu, mais dans le mécanisme qui engendre le revenu lui-même au cours de périodes successives reliées entre elles.

§ 2 - Le système de génération du revenu

Les changements intervenant dans l'activité économique sont dus aux réactions de deux catégories de sujets : le titulaire du revenu qui décide de son emploi; l'entrepreneur qui est à l'origine de la création des revenus.

A) Le rôle du titulaire de revenu et de l'entrepreneur

Le titulaire de revenu décide de l'emploi de celui-ci entre la consommation et l'épargne, et les changements qu'il opère dans ce partage sont susceptibles d'influencer nettement le cours de l'activité économique. Il faut donc savoir comment l'épargne varie quand le revenu connaît lui-même des variations. La réponse à cette question dépend de plusieurs éléments. On peut admettre parmi eux : l'existence d'un lien entre le volume du revenu et les dépenses de consommation, la structure de la distribution du revenu, etc... Au plan individuel, on peut sans difficulté supposer que l'épargne du sujet est un facteur déterminé indépendamment dans le système, mais au plan global l'épargne est dépendante du revenu.

Le mécanisme de réaction de l'entreprise revêt une plus grande importance et une plus grande complexité. L'entreprise

peut faire varier sa production courante, accroître sa capacité de production, accroître son capital productif, modifier ses prix. Or, ces décisions vont se répercuter sur le revenu qu'elle distribue par l'intermédiaire des coûts qu'elle supporte.

Pour situer le problème à résoudre, on peut partir de la production et des ventes d'une entreprise quelconque pour examiner les coûts qu'elle supporte pendant une période. On distinguera les coûts d'opération et les coûts de capital.

B) Les divers types de coûts.

La distinction entre les coûts d'opération et les coûts de capital est effectuée par Lundberg de la manière suivante :

A - Coûts d'opération

1 - Salaires
2 - Achat de matières premières, de marchandises, etc... à d'autres firmes
3 - Amortissement
4 - Intérêts et dividendes
5 - Surplus (bénéfices évalués)

B - Coûts de capital

1 - Salaires
2 - Achats de produits et de biens capitaux à d'autres firmes.

Le montant des coûts d'opération constitue le coût total de l'entreprise pendant la période; il s'agit d'un prix d'offre qui est identique à la valeur des ventes prévues des produits fabriqués.

Le montant des coûts de capital sont déterminés par la fonction du capital fixe.

La question posée est de savoir l'effet générateur de revenu des différents éléments du coût total.

Lundberg va prendre une attitude différente de celle prise par Keynes lorsqu'il fait entrer le coût d'usage et les coûts de facteurs dans la détermination quantitative du revenu (cf.: Chapitre I du Titre I). Un exemple de sa position est fourni par la manière selon laquelle il traite du coût d'amortissement.

Le coût d'amortissement est difficile à préciser, car la politique de l'entreprise à cet égard varie avec la conjoncture; l'amortissement peut être accéléré en période d'expansion et ralenti lorsque survient la contraction. Le caractère monopolistique de l'entreprise joue également un rôle important ; en cas de concurrence sévère les entreprises peuvent étaler leurs amortissements pour comprimer leur prix de revient, etc... Les coûts de dépréciation peuvent également entrer plus ou moins directement dans les calculs, etc... De plus, le calcul de l'amortissement est effectué ex ante, mais il peut être modifié ex post en raison des recettes perçues.

Cet exemple montre que le montant des recettes joue un rôle déterminant sur la couverture de certains coûts. Si, en fonction des recettes perçues, l'amortissement peut varier ex post par rapport à ce qu'il était ex ante, il en est de même pour d'autres éléments du coût : les dividendes et les surplus notamment.

On doit donc savoir jusqu'à quel point les prévisions relatives aux recettes sont vérifiées en fin de période, puisque leur montant réalisé est de nature à modifier les décisions des entrepreneurs. Il faut donc connaître le processus de génération des recettes par rapport aux opérations des entrepreneurs durant les périodes précédentes. En particulier, il convient de rechercher si tous les coûts ont le caractère de dépenses susceptibles de créer une demande directe ou indirecte de produits, se traduisant par des recettes pour les producteurs.

++++++
++++++ § 3 - Les coûts générateurs de revenu

Or, Lundberg fait remarquer que certains coûts ne remplissent pas cet office et donc ne créent pas du revenu. Les achats auprès des autres entreprises représentent une demande directe, de même que les salaires, les intérêts et dividences et les surplus. Ces coûts sont générateurs de revenu ; mais, par contre, d'autres coûts n'engendrent pas de revenu et créent de ce fait un manque de recettes.

Ainsi, les coûts d'amortissement peuvent n'être pas payés pendant la période; dès lors, ils ne créent pas directement un revenu, et ne peuvent pas alimenter une demande de produits. De même, les coûts de capital ne sont pas normalement couverts

par les ventes de produits finis pendant la même période; il en est de même des coûts des produits qui, en raison de la durée du temps de production, ne peuvent être vendus pendant l'unité de période.

D'une manière générale et simplifiée, on peut dire que les coûts d'amortissement, les bénéfices évalués et les intérêts et dividendes sur capital nouveau ne sont pas payés pendant la période. En outre, s'ils forment du revenu pour les périodes suivantes, ils constituent un "déficit" pour la période présente, en ce sens qu'ils ne deviennent pas du revenu pendant cette période et ne peuvent donc constituer des recettes pour l'entreprise.

On peut donc établir un nouveau tableau qui, du point de vue de la génération du revenu, distingue les coûts en deux catégories :

A - Coûts générateurs de revenu

- Salaires
- Intérêts et dividence sur le capital existant au début de la période
- Achat de marchandises en cours de fabrication.

B - Coûts non générateurs de revenus

- Amortissements.
- Intérêts et dividendes sur capital nouvellement formé.
- Bénéfices évalués.

En d'autres termes, sont considérés comme engendrant des revenus, les coûts qui, payés pendant la période considérée, constituent une dépense de l'entreprise mais se trouvent, pendant ladite période, à l'origine d'une demande directe ou indirecte de produits, effectués par les bénéficiaires de ces revenus auprès des entreprises qui encaissent ainsi les recettes correspondantes.

Les coûts non générateurs de revenus, c'est-à-dire non payés pendant la période considérée, diminuent le montant des recettes de l'entreprise et sont à l'origine d'un "déficit" de la dépense, analogue à une abstention de consommer.

Lundberg en tire la conclusion suivante : pour que l'expansion soit maintenue, il faut combler ce "déficit" de dépen-

ses par la création de nouveaux revenus. Celle-ci sera obtenue par l'investissement générateur de revenu. Mais pour que cet investissement engendre du revenu couvrant le "déficit", il ne faut pas qu'il constitue des coûts devant être couverts pendant la durée de la période.

Il est donc nécessaire de réaliser un type et un taux d'investissement tels qu'ils maintiennent la progression de l'économie.

Lundberg rejette ici deux propositions keynésiennes :

1 - L'investissement ne saurait être indifférencié; il ne s'agit pas de réaliser n'importe quelle dépense d'investissement, mais les types d'investissement qui ont un effet générateur de revenu.

De ce point de vue, les modèles de séquence montrent que les investissements en capital d'exploitation déterminent une évolution cyclique du revenu, alors que les investissements en capital fixe ont tendance à provoquer une expansion du revenu. C'est donc un investissement en capital fixe qui devra être accru pour maintenir l'expansion.

2 - Le taux de l'efficacité marginale du capital et le taux de l'intérêt ne peuvent suffire à déterminer le taux d'investissement adéquat, parce qu'ils reposent trop unilatéralement sur des prévisions incertaines et ne sont pas en liaison avec les variations du revenu.

Il est donc amené à poser différemment le problème. Il le fera en exposant les relations existant entre le revenu, l'épargne et l'investissement dans une perspective dynamique, conçue comme une séquence de périodes.

*

* *

Erik Lundberg rejette donc la proposition keynésienne selon laquelle l'investissement est déterminé par le taux de l'efficacité marginale du capital comparé au taux de l'intérêt, ces deux variables étant indépendantes du revenu, puisque la première dépend de la prévision à long terme du rendement des capitaux et la seconde de l'état de la préférence pour la liquidité. La part faite par Keynes aux prévisions incertaines

apparaît trop grande pour expliquer les mouvements cycliques. Par ailleurs, le rôle que jouent les variations du revenu sur la détermination du montant de l'investissement lui paraît négligée, car le revenu variant au cours du cycle et connaissant notamment un accroissement continu tout au long de la période d'expansion, il doit nécessairement exister une relation entre le taux de progression du revenu et le taux de progression de l'investissement.

Aussi l'objet de l'analyse se trouve-t-il déplacé de l'efficacité marginale du capital, variable indépendante, vers la liaison établie entre la progression des investissements et l'expansion du revenu.

Par ailleurs, ce qui a déjà été dit sur la critique du multiplicateur montre que le volume de l'épargne ne peut être conçu comme un simple montant résiduel déterminé par l'accroissement du revenu sous l'action du multiplicateur appliqué à l'investissement additionnel.

C'est donc l'ensemble de la relation entre le revenu, l'épargne et l'investissement qui doit être revu dans une perspective d'évolution cyclique, c'est-à-dire dans une perspective dynamique.

++++++ Section II
++++++
++++++ La relation fonctionnelle d'équilibre en dynamique
++++++

Le problème posé à une analyse dynamique est de découvrir les facteurs de variations du revenu, en identifiant les variables déterminantes et en précisant comment et dans quelle mesure leur comportement, concordant ou contradictoire, aboutit à une poursuite ou à un arrêt de l'expansion. On obtient ainsi une interprétation des relations fonctionnelles en dynamique.

Il s'agit donc de dépasser le stade des explications formelles du type wicksellien ou keynésien. En effet, pour Wicksell, l'expansion se poursuit aussi longtemps que le taux réel est supérieur au taux monétaire d'intérêt; elle s'arrête quand les deux taux sont égaux. Pour Keynes, l'équilibre s'établit à un plus haut niveau, aussi longtemps que le taux de l'efficacité marginale du capital est supérieur au taux de l'intérêt;

la progression s'arrête quand les deux taux s'égalisent. Ainsi, non seulement, comme on l'a déjà indiqué, les variations de l'investissement qui commandent celles du revenu sont indépendantes du revenu lui-même, mais des propositions aussi formelles que celles qui consistent à parler d'un taux supérieur à un autre, sans plus de précision, ne fournissent aucune interprétation véritable sur la nature de l'expansion, sur son rythme de développement, son taux d'accélération, la nature et l'ampleur des déséquilibres, l'importance des variations du revenu, les conditions de ralentissement et d'arrêt de l'expansion.

Comment peut-on passer du stade des explications formelles à celui des interprétations fonctionnelles dans une analyse dynamique ?

++++++
++++++

§ 1 - La détermination de la condition d'équilibre dynamique

En interprétant l'égalisation de l'épargne et de l'investissement, J.-M. Keynes a bien dépassé le stade de la relation formelle pour aborder celui de la relation fonctionnelle; mais il s'agit d'une relation fonctionnelle d'équilibre de période. Quand il prétend l'étendre à l'explication du cycle, donc à l'interprétation des déséquilibres dynamiques, il n'établit aucune relation fonctionnelle entre l'activité d'une période et celle de la période suivante.

C'est cette relation fonctionnelle dynamique qu'il est cependant nécessaire d'établir. Peut-on y parvenir ?

Lundberg va procéder par étapes; il va commencer par déterminer les conditions d'un équilibre dynamique dans un système simplifié.

Acceptant la proposition keynésienne comme point de départ, il admet que la condition d'équilibre en dynamique est l'égalisation de l'épargne et de l'investissement pour chaque période.

Cette condition sera satisfaite au cours de la période de départ, dès lors que les dépenses de consommation égalent la valeur de production des biens de consommation et que tous les coûts sont générateurs de revenu. Dès lors, dépenses, coûts

et revenu sont dans un rapport d'égalité; de telle sorte que l'épargne égale nécessairement l'investissement.

Mais qu'en est-il pour les périodes suivantes, au cours desquelles se produit l'expansion qui caractérise le cycle ?

Il faut admettre, par hypothèse, un accroissement de la demande de biens de consommation et donc un accroissement de leur production. Celle-ci ne pourra être obtenue que par un accroissement du capital productif (le système simplifié suppose une augmentation constante de la demande, ainsi que la constance : des fractions de revenu épargnées et consommées, de la productivité et de la combinaison des facteurs).

En raison de ces éléments constants, on doit admettre que tout accroissement de la production de biens de consommation exige un accroissement proportionnel du capital productif. C'est dire que l'expansion à un taux constant au cours d'une séquence de périodes, exige un accroissement de l'investissement, qui représente une fraction constante du capital existant.

Notons ici que cette idée sera reprise, sous une autre forme, dans une analyse de longue période, par Harrod et divers auteurs, lorsqu'ils utilisent le coefficient de capital et le taux de croissance pour calculer le volume d'investissement nécessaire à l'entretien de la croissance en équilibre.

Mais il importe de retenir ici que Lundberg pose, en fonction du capital existant, la détermination du volume de l'investissement susceptible d'entretenir l'expansion. En effet, l'investissement n'est pas déterminé par l'efficacité marginale du capital et le taux de l'intérêt, mais par le taux d'augmentation du capital rendu nécessaire par l'accroissement de la production à un taux supposé constant.

Cependant, on doit se demander si ce taux d'accroissement de la production demeurera constant. Pour cela, il faut que l'équilibre soit maintenu de période en période au cours de la progression. Cela est-il possible ?

++++++
++++++ § 2 - La liaison dynamique entre le capital existant et l'investissement nouveau

Situons maintenant l'analyse dans une succession de périodes. Chaque accroissement de l'investissement exigé par la poursuite de l'expansion, suppose une affectation d'épargne à la formation du capital. Une question est immédiatement posée : l'épargne sera-t-elle intégralement absorbée ?

Il semble bien que la réponse à cette question doive être négative car, si au départ, il y a égalité entre S et I, l'épargne augmente progressivement du fait de l'accroissement du revenu, alors que l'investissement représente une fraction constante du capital initial. En conséquence, l'égalité disparaît et l'épargne, devenant supérieure à l'investissement, provoque un effet dépressionniste qui, au terme d'une certaine série de périodes, finira par freiner l'expansion et même l'arrêter.

Si on cherche à rétablir l'égalité, par une politique du taux de l'intérêt, par exemple, l'investissement sera accru au-delà des exigences de l'accroissement de la production des biens de consommation. On ne pourra à la longue tenir ce taux d'investissement trop élevé qui entraînerait une surproduction. D'autant plus qu'avec l'accroissement du revenu qui en résulterait, l'épargne ne tarderait pas à dépasser à nouveau l'investissement et donc à freiner encore l'expansion.

La conclusion à tirer de cet examen est présentée par Lundberg sous la forme suivante : la condition de réalisation de l'équilibre dynamique est que "le montant des nouveaux placements doit être suffisamment grand pour balancer le montant de l'épargne survenant à ce niveau de l'emploi et du revenu, ce qui assure l'utilisation complète du nouveau capital à des prix rémunérateurs. Afin de préserver cette utilisation totale du capital, les nouveaux placements pour chaque période doivent correspondre à une proportion fixe du capital existant au début de la période" (1).

---

(1) E. Lundberg : Studies in the theory of economic expansion. Chapitre IX, § 2.

La différence avec Keynes est que celui-ci lie le multiplicateur et le revenu alors que Lundberg fait du montant de l'investissement qui entretient l'expansion une fraction du capital : celle qui est exigée par l'accroissement du revenu. On peut dire encore que pour Keynes, l'investissement est donné par le jeu de l'efficacité marginale du capital et du taux de l'intérêt et qu'il s'agit donc de trouver la position d'équilibre du revenu; pour Lundberg, il s'agit de définir l'équilibre en fonction d'un développement dynamique continu, ce qui exclut la notion d'un investissement donné. Cet investissement est fixé par l'accroissement du capital rendu nécessaire par l'accroissement du revenu; l'investissement nouveau est donc en état de dépendance par rapport au volume existant du capital (1).

++++++ Section III

++++++

++++++ La relation fonctionnelle d'expansion

++++++

Cependant Lundberg estime insuffisante cette condition d'équilibre, représentée par l'égalité de l'épargne et de l'investissement au niveau exigé par l'accroissement du capital nécessaire à l'entretien de l'expansion. Ce ne peut être qu'une démarche d'attente, car le développement économique au cours d'une séquence exige, pour être interprété correctement, une explication causale de l'accroissement de l'investissement.

Il s'agit donc de savoir si l'expansion contient une incitation à investir suffisante pour que le volume de l'investissement atteigne le volume exigé par le maintien de la progression équilibrée.

On peut, ici encore, indiquer que la même question sera posée par les théoriciens de la croissance longue, notamment par Harrod qui utilise pour cela le taux de croissance et le coefficient de capital (2). Mais Harrod reste cependant en

---

(1) E. Lundberg : Studies..., Chapitre IX, § 2, in fine.

(2) Cf. A. Barrère : Théorie économique et impulsions keynésiennes, p. 613 et suiv.

deçà, car il s'attache lui aussi à la formulation des conditions d'équilibre plutôt qu'à la recherche des facteurs de causalité. C'est d'ailleurs une critique qui peut être adressée à l'ensemble des théories de la croissance : leur souci majeur est de dire comment se réalise l'équilibre, plutôt que de rechercher pourquoi il y a croissance.

Se bornant à l'étude d'une séquence cyclique (n'oublions pas que Lundberg écrit en 1937, alors que le cycle est une des préoccupations dominantes) il va se demander pourquoi et comment il y a expansion alternée.

++++++
++++++ § 1 - L'effet déséquilibrant des coûts non générateurs de revenu

Keynes avait pris soin de faire jouer dans son système d'équilibre, non seulement la dépense d'investissement, mais aussi la dépense de consommation. Lundberg va faire de même.

Mais au lieu d'insister sur la stabilité de la propension à consommer, il va faire porter son attention sur les variations de la consommation provoquée par les coûts non générateurs de revenu.

Il importe de noter, en premier lieu, que les producteurs de biens de consommation ne réagissent pas immédiatement ni de la même façon à une augmentation de la demande et des recettes tirées du produit de leur vente. Ils peuvent agir de différentes manières : écouler leurs stocks, accroître leurs réserves, augmenter leur production, dépenser davantage pour leurs propres besoins, etc... Cependant, si la demande accrue se maintient pendant un temps suffisamment long, tout permet de penser que les producteurs de biens de consommation finiront par accroître leur production. En d'autres termes, un délai s'écoule entre l'augmentation de la demande et l'augmentation de la production qui en résulte. Cet "intervalle de réaction" représente l'unité de période qui va servir à mesurer l'effet non-générateur de revenu de certains coûts.

On a vu, dans le chapitre précédent, que les coûts qui ne donnaient pas lieu à paiements dans le courant de la période n'engendraient pas des revenus pour la période suivante. On a vu également qu'il en résultait un "déficit" de la dépense, les consommateurs ne pouvant acheter l'équivalent des biens à leur valeur de production puisque le revenu est diminué du

"déficit" provoqué par les coûts non générateurs de revenu. Pour que la dépense de consommation égale la valeur de la consommation, il est donc nécessaire qu'un investissement supplémentaire entraîne un supplément de revenu par versement de coûts pendant la période; ainsi, le "déficit" des recettes des producteurs pourrait être comblé.

Or, les entrepreneurs fixent leur programme de production pour une période en fonction de leur connaissance des résultats des périodes passées. C'est dire qu'ils établissent le montant du prix d'offre de leur production, de telle manière qu'il est couvert par le montant des recettes attendues de la vente de cette production.

Ayant ainsi "occupé" leur temps de réaction, ils attendent à la fin de la période de production ce montant de recettes égal au coût. Mais, en réalité, il sera inférieur en raison du déficit provoqué par les coûts non générateurs de revenu. De telle sorte que, si la production de biens capitaux demeurait constante, l'expansion réalisée éventuellement dans le secteur des biens de consommation entraînerait bien une augmentation du revenu, mais celle-ci serait inférieure à l'accroissement des recettes prévues.

En d'autres termes, la production de biens de consommation laisse apparaître, d'une période sur l'autre, un déficit dans la génération du revenu et il peut en résulter un ralentissement et, à la longue, un arrêt de l'expansion. Il est donc nécessaire de créer par l'investissement un revenu complémentaire qui comble le déficit provoqué par les coûts non générateurs de revenu, issus de la production des biens de consommation.

Le déséquilibre dynamique est donc provoqué par l'inégalité des recettes attendues et du montant des coûts générateurs de revenu; le "déficit" provoqué par les coûts non générateurs de revenu est égal à cette différence et il doit être comblé par un investissement complémentaire d'un volume tel que le revenu retrouve le niveau auquel l'aurait porté l'expansion si tous les coûts engendraient du revenu.

En d'autres termes, l'augmentation des recettes effectives créées par l'expansion de la production de biens de consommation est inférieure à l'augmentation prévue. Il est donc nécessaire d'obtenir un courant de revenus additionnels provenant de l'investissement.

Il en résulte que le montant de l'investissement susceptible de maintenir l'expansion est lié au montant des coûts non générateurs de revenu. Or, comme le volume des coûts non générateurs de revenu est variable, le montant de l'investissement "équilibrant" est lui-même changeant. Il représente donc une fraction variable du capital existant.

Aussi les variables se trouvent-elles datées par période et leur taux de variation est changeant. Le système est bien dynamique.

++++++
++++++ § 2 - Les différents types d'expansion

Ces propositions générales étant faites, Lundberg va les éprouver en construisant des modèles de séquence.

Ces modèles ne seront pas étudiés ici (1). Ils sont exposés dans les "Studies in the theory of economic expansion" au Chapitre IX.

On se bornera à rapporter les principales conclusions que Lundberg propose à la suite de sa recherche.

Il distingue plusieurs cas d'expansion selon les variables qui conduisent l'activité, avec le souci de mettre au jour les éléments actifs des variations et les facteurs de causalité de la progression.

A partir de ces modèles, on peut distinguer trois cas principaux de séquence expansionniste.

1 - <u>L'expansion provoquée par la production de biens de consommation sans variation de l'investissement.</u>

Il s'agit là, en partie tout au moins, d'une hypothèse simplifiée, la constance de l'investissement rendant plus facile la recherche initiale sur l'action de la consommation. Cependant, cette hypothèse n'est pas irréelle; elle reproduit

---

(1) On en trouvera un exposé dans notre ouvrage : "Théorie économique et impulsion keynésienne", p. 581 et suivantes et dans l'ouvrage de M. Dargent : Les modèles macro-économiques de séquence.

en particulier la situation de très haute conjoncture ou de point limite de l'expansion.

Ce modèle montre que ce type d'expansion tend vers une stabilisation de sa progression en fonction de deux dominantes :

- d'une part, l'expansion tend à se poursuivre à la condition que le revenu engendré par les investissements nouveaux (à travers les coûts générateurs) soit supérieur à la somme de l'épargne et du déficit créé par la production de biens de consommation (coûts non générateurs).

- d'autre part, la constance de l'investissement tend à diminuer progressivement l'élément stimulant représenté par la génération du revenu additionnel; de telle sorte que l'expansion s'éteint peu à peu et aboutit à un équilibre stable. Cependant, des éléments de rigidité et des modifications de prix, peuvent amener la contraction aussi bien que l'inflation.

2 - <u>L'expansion déterminée par des investissements en capital d'exploitation</u>.

Les variations du capital d'exploitation sont provoquées par les variations des recettes perçues. L'investissement en capital d'exploitation dérive donc indirectement de la demande de consommation. C'est dans une certaine mesure, à la fois l'investissement keynésien et l'investissement induit de Hicks qui augmentent en fonction de l'accroissement de la production, compte tenu de la capacité de production inutilisée jusque-là.

Les variations de la différence entre recettes attendues et recettes effectives provoquée par les coûts non générateurs de revenu, entraînent les variations de l'investissement et donc du revenu supplémentaire qu'il engendre. Or, l'inégalité entre recettes attendues et recettes effectives est entretenue dans des proportions et des sens divers par le jeu combiné des dépenses de consommation, des mouvements de stocks et du revenu engendré par le capital fixe supposé constant.

Il en résulte pendant les premières périodes une progression accélérée de l'investissement en capital d'exploitation qui tend bientôt à s'atténuer, puis à décliner; la contraction succède enfin à l'expansion.

Ainsi, l'expansion conduite par l'investissement en capital d'exploitation se déroule selon des variations cycliques du revenu et de l'emploi.

3 - L'expansion déterminée par des investissements en capital fixe.

L'investissement en capital fixe fait son apparition pour plusieurs raisons, notamment lorsque l'accroissement de la consommation a absorbé la capacité de production jusque-là inutilisée et exige de ce fait une extension de l'équipement productif.

C'est par excellence l'investissement en capital fixe qui est la variable principale conduisant et soutenant l'expansion; mais il comporte un inconvénient majeur : livré aux seules actions internes du système lui-même, il aboutit à un arrêt de l'expansion.

En effet, l'accroissement du capital fixe engendre de nouveaux revenus qui se partagent entre la consommation et l'épargne; la première alimente un besoin indirect en capital d'exploitation, la seconde un placement en capital fixe. Mais à la longue, le besoin de capital fixe n'est plus suffisamment entretenu par la demande de consommation et laisse apparaître un excès d'épargne. L'expansion se trouve interrompue par un renversement de tendance consécutif à la diminution de l'investissement.

++++++
++++++ § 3 - Le rôle du taux d'intérêt et de l'épargne

Lundberg mettant l'accent sur le rôle de l'investissement en capital fixe et sur la relation entre le volume de l'investissement et le volume du capital utilisé, ne peut négliger l'action du taux de l'intérêt, qui est lui-même en relation avec la durée des biens capitaux.

Cela nous incite à situer la position de Lundberg par rapport à celle des auteurs précédemment étudiés.

A) Lundberg situé par rapport à Wicksell à propos du rôle de l'intérêt

Par rapport à Wicksell, il conserve une préoccupation relative aux rapports entre taux réel et taux monétaire d'intérêt qui, l'un et l'autre, influencent l'expansion. Si le taux réel représente le rendement en valeur du capital et le taux monétaire le coût du capital emprunté auprès des banques, la

comparaison entre les deux taux est un élément influençant les décisions des entrepreneurs et donc leur incitation à investir. Une politique bancaire aboutissant à une hausse du taux d'intérêt monétaire peut certainement contribuer au développement de l'épargne; mais en diminuant la consommation et donc les perspectives de gain des entrepreneurs, elle atténuera leur incitation à investir. On peut donc se trouver en présence d'une épargne surabondante par rapport à l'investissement, susceptible par conséquent de briser l'expansion par diminution des recettes d'une période sur l'autre.

C'est dire, par conséquent, que Lundberg considère, conformément à la position néo-classique, que le taux d'intérêt exerce une action positive sur l'épargne et donc, dans la logique de ce système de pensée, il doit admettre que l'épargne n'a pas un simple rôle passif. Ceci permet de le situer par rapport à Keynes.

B) Lundberg situé par rapport à Keynes à propos du rôle de l'épargne

L'épargne a été considérée jusqu'ici par Lundberg comme l'excès du revenu sur les dépenses en biens de consommation et paiements de coûts, ce qui est assez conforme à la position keynésienne. En conséquence, elle avait un caractère passif et pouvait être identifiée ex post avec les investissements totaux.

Mais, dès que Lundberg envisage les taux d'intérêt comme des variables influençant et susceptibles d'être influencées par la séquence, cette position doit être abandonnée.

En effet, l'intégration de l'intérêt dans les éléments pris en considération par la séquence cyclique attire l'attention sur le taux d'intérêt à long terme. Or, dit Lundberg, "le taux d'intérêt à long terme dépend de la relation entre le courant de la nouvelle épargne et une demande provenant de nouveaux investissements devant être financés par des émissions de titres" (1). La politique bancaire et le taux à court terme peuvent avoir une influence sur le taux à long terme mais pas

---

(1) Studies, p. 224.

au point de contredire la tendance fondamentale dégagée par la confrontation des courants d'épargne et d'investissement.

++++++
++++++ § 4 - Le rôle actif de l'épargne

Aussi, il importe de savoir quel est le rôle actif que peut jouer l'épargne. D'après la méthode générale adoptée par Lundberg, à propos de la liaison des périodes au cours de la séquence, l'offre d'épargne d'une période couvre la dépense d'investissement de la période précédente. Il va tirer un certain nombre de conséquences de ce décalage dans le temps.

A) Les modalités d'emploi de l'épargne

Le décalage des périodes devient une cause de perturbation. En effet, une partie de l'épargne disponible peut être employée à des placements réels en couvrant directement des coûts d'investissement, l'autre partie étant utilisée en achats de titres. Seule, cette dernière fraction de l'épargne accède au marché des capitaux où elle joue un rôle direct dans la détermination du taux de l'intérêt à long terme.

Mais l'épargne des sociétés suscitée par des recettes imprévues peut aussi alimenter le marché des titres et influencer le taux de l'intérêt; de même le décalage dans le temps peut également jouer un rôle perturbateur sur le marché des capitaux. Il résulte de ces différents éléments que, pour chaque période, les montants de l'épargne offerte et des investissements nouveaux ne sont pas des grandeurs identiques comme le prétend Keynes, qui estime qu'en raison de l'égalité entre S et I, le taux de l'intérêt ne peut résulter de leur confrontation.

Lundberg estime alors que l'épargne en général exerce un effet sur la détermination du taux d'intérêt, mais qu'il est nécessaire de distinguer cet effet, selon que l'épargne s'investit en achats directs de biens capitaux (investissement réel) ou en achats de titres sur le marché financier.

Par ailleurs, il indique que "dans des conditions choisies, les épargnes brutes ont relativement une importance plus grande pour déterminer la demande directe de nouveaux biens d'investissement que la demande indirecte agissant à travers les dépenses de consommation. Une augmentation de l'épargne diminuera le taux d'intérêt à long terme à un degré tel, que

les effets sur le volume des nouveaux investissements feront plus que compenser la diminution correspondante dans la demande effective de biens de consommation" (1).

Ainsi, l'épargne agit-elle sur le taux de l'intérêt et sur la demande directe de biens capitaux, ce qui éloigne Lundberg de Keynes et le rapproche des Classiques. Mais il ajoute à la considération du montant de l'épargne, l'action de sa nature et de son mode de placement. De plus, alors que les Classiques consacraient leur attention à l'épargne en général, Lundberg insiste sur ses modalités d'emploi et donc sur l'acte d'investir et la nature de l'investissement.

B) <u>Les variations de l'épargne</u>

Mais, allant plus loin, il montre que les variations de l'épargne jouent un rôle actif qui peut revêtir divers aspects.

D'une part, l'augmentation de l'épargne détermine par l'investissement accru une demande directe de nouveaux biens capitaux, comme l'expliquent les Classiques.

D'autre part, comme le prétend Keynes, la diminution de l'épargne détermine une demande indirecte d'investissement à travers l'accroissement de la demande de consommation qui résulte de cette diminution.

Quelle est la variation qui joue le rôle le plus important ?

Lundberg répond que l'importance de chacun de ces deux effets dépend des circonstances et il essaye de les identifier à l'aide de ses modèles.

Cette discussion assez complexe peut être résumée de la manière suivante (2).

---

(1) Studies, p. 227-228.

(2) Cf. E. Lundberg : Studies... Chap. IX, §§ 20 à 26 et A. Barrère : "Théorie économique et impulsion keynésienne", p. 599-601.

Lorsque le rôle déterminant appartient à l'épargne considérée comme demande directe de biens capitaux, l'expansion est entretenue par l'accroissement de l'épargne. Mais, à mesure que l'expansion se développe, la demande directe et la demande indirecte, c'est-à-dire les activités de l'investisseur et du consommateur tendent à devenir alternatives, car le volume de l'investissement directement suscité par l'épargne ne peut s'accroître indéfiniment si la consommation ne progresse pas (activité indirecte suscitée par la "désépargne"). Apparaît alors un point critique (dont la détermination est assez indécise) à partir duquel le rôle de l'épargne considérée comme demande directe de biens capitaux nouveaux, l'emporte sur le rôle de l'épargne considérée comme diminution de la demande de consommation. On peut dire encore que l'effet expansionniste par promotion de l'investissement est plus important que l'effet dépressionniste dû à la diminution de la consommation. C'est "l'effet classique" qui l'emporte sur "l'effet Keynes".

Avant l'atteinte de ce point critique, la demande indirecte d'investissement exercée par l'accroissement de la consommation due à la restriction de l'épargne, jouait un rôle plus important que la demande directe de nouveaux biens capitaux. "L'effet keynésien" l'emportait alors sur "l'effet classique".

++++++ Sous-Titre II
++++++
++++++
++++++ LES ANALYSES DE CROISSANCE
++++++

L'évolution de la pensée économique pendant le deuxième tiers du XXème siècle, a conduit les économistes à poser en termes nouveaux l'étude des grands problèmes économiques. L'évolution des faits place l'économiste en présence de nouvelles perspectives; il s'agit d'interpréter les phénomènes contemporains qui donnent à l'activité de production une impulsion nouvelle : accroissement démographique, développement des pays sous-développés, recherche d'une élévation du niveau de vie, etc...

Par ailleurs, en raison de l'accentuation de la tendance scientifique et pratique de l'économie politique qui conduit les auteurs à s'interroger sur l'évolution du monde présent, la science économique perd une partie de son caractère purement spéculatif, et se donne une finalité, afin de recommander aux responsables de la politique économique les mesures qui permettront d'élever le bien-être de populations croissantes.

Déjà, l'évolution de la pensée avait conduit les économistes à s'attaquer aux problèmes de la monnaie active, du temps, de l'emploi, de l'investissement, l'amenant à s'interroger déjà sur les problèmes préparatoires à la dynamique. Ce faisant, la science économique faisait un retour sur les problèmes qui avaient déjà agité les préoccupations des premiers classiques. Mais il est évident que ce retour ne s'effectuait pas dans le même climat historique et scientifique, car on intégrait les progrès que l'économie néo-classique avait déjà réalisés. Il s'agissait beaucoup plus d'adapter de nouveaux instruments d'analyse à une situation concrète de croissance qui avait tenu, sous des aspects différents, une part importante dans les préoccupations des premiers économistes.

Nous avons vu que la conception du progrès à réaliser par une science désireuse de déboucher dans la politique économique, rejoint un désir général de synthèse. En effet, toute recherche appliquée suppose une recherche fondamentale préalable. Or, il est frappant de constater que dans la recherche fondamentale, les progrès réalisés par chacun des auteurs permettent d'effectuer de nouvelles synthèses à partir desquelles il est possible de partir pour opérer de nouvelles recherches. C'est ainsi que les problèmes auxquels les auteurs classiques s'étaient attaqués constituent une première base de départ dont la matière peut être abordée avec des instruments d'analyse perfectionnés. Il est alors plus facile qu'il ne l'était autrefois de proposer aux responsables de la politique économique un certain nombre de moyens susceptibles d'orienter l'économie vers la réalisation du mieux-être et la croissance.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++ LES PROBLEMES POSES A LA SCIENCE ECONOMIQUE
++++++
++++++ PAR L'ETUDE DE LA CROISSANCE

Chapitre I

LES PROBLEMES POSES A LA SCIENCE ECONOMIQUE PAR L'ETUDE DE LA CROISSANCE

Nous proposant d'insister sur l'étude des mécanismes expliquant l'accroissement du produit social et la progression du bien-être par tête, nous devons commencer par expliquer comment la pensée économique s'est tournée vers ces problèmes. Il s'agira d'indiquer, en premier lieu, les tâtonnements qui ont précédé la mise au point de cette orientation; ensuite il sera possible de montrer comment elle s'est affirmée. Nous aurons alors à marquer l'importance actuelle de la croissance pour la science économique. Pour cela il convient de situer dans leur généralité les problèmes qui vont retenir l'attention des économistes, et la manière dont ceux-ci les ont abordés à l'aide des instruments d'analyse que l'évolution de la recherche économique avait précédemment perfectionnés.

Section I

L'importance des phénomènes de croissance pour la science économique

Des théories générales de la croissance, du développement et du progrès, nous détacherons les explications relatives aux mécanismes qui expliquent l'accroissement du produit social et la progression du revenu par tête. Mais, avant de procéder à cet examen, il convient de montrer l'importance attachée au phénomène général de croissance par la science économique contemporaine.

++++++
++++++ § 1 - La science économique et les phénomènes de croissance

Le problème de la croissance et du progrès est aussi ancien que la science économique. Il a été posé d'une manière plus ou moins nette et plus ou moins directe sous des formes différentes, par les plus grands auteurs.

A) L'importance des phénomènes de croissance

C'est lui que posait déjà Montchrestien lorsque, se demandant comment enrichir le trésor du prince, il répondait qu'il ne pouvait l'être que dans la mesure où s'enrichissaient ses sujets. C'est Quesnay qui, après avoir décrit le circuit des flux du produit net, s'interrogeait sur la manière d'accroître le volume de ces flux de période en période. Ce sont encore les grands classiques anglais, notamment Adam Smith, qui posent le problème des différents états (progressif, régressif, stationnaire), par lesquels passe l'activité économique. C'est Stuart Mill qui conclut au débouché de l'activité économique dans l'état stationnaire. Sous des formes diverses, nous retrouvons cette préoccupation chez List qui, par son système de protection, cherche à faciliter l'accès de l'économie nationale au stade industriel. Marx pose un problème identique, inclus dans sa perspective générale de l'évolution historique des sociétés. On le découvre chez Keynes lorsqu'il recherche les facteurs permettant d'élever le volume du revenu et de l'emploi. C'est encore Schumpeter qui, dans sa théorie de l'évolution économique, marque les phénomènes de changement qualitatif qui se produisent dans un système économique ouvert vers le progrès. On pourrait multiplier les citations qui montreraient la permanence de cette préoccupation de la science économique depuis sa naissance jusqu'à nos jours.

L'économiste se trouve en présence de faits fondamentaux qui sont des phénomènes d'accroissement et de progression, car comme l'a indiqué François Perroux, la véritable tendance de l'économie n'est pas l'équilibre, mais la croissance et le développement. L'observation ne montre-t-elle pas, en effet : que la population s'accroît sans cesse, à un rythme qui, dans certains pays, devient inquiétant pour le niveau de vie; que l'accroissement de la puissance économique des nations est un fait de plus en plus général; que l'élévation du niveau de bien-être constitue un objectif que poursuivent les différentes économies nationales; que l'intégration du progrès technique permet d'espérer une amélioration générale des niveaux de vie.

Il est donc nécessaire d'expliquer ces faits, de saisir les relations existant entre eux, et de tenter la formulation de solutions permettant de généraliser le bien-être. Car le monde est encore pauvre malgré les progrès réalisés dans certaines économies privilégiées. Ainsi que l'a montré Colin Clark, 80 % de la population mondiale perçoit un revenu insuffisant : moins de 500 unités internationales de consommation ; 9 % de cette population perçoit 500 à 1.000 unités, alors que seulement 10 % de la population mondiale connaît un niveau de bien-être caractérisé par la consommation de 1.000 unités internationales.

Aussi la théorie de la croissance présente-t-elle un double intérêt : théorique et pratique.

B) L'intérêt des études théoriques de la croissance

L'intérêt théorique s'inscrit dans le projet général de construction d'une interprétation dynamique de l'activité économique. On sait quelles formes avaient prises les recherches dynamiques chez les premiers classiques. Elles reposaient sur le jeu de trois éléments principaux : le principe de population formulé par Malthus; la loi des rendements non proportionnels que proposait Ricardo; enfin la loi de limitation du capital indiquant que les progrès de l'économie étaient subordonnés à la formation de l'épargne et à la transformation de celle-ci en biens instrumentaux. On sait comment la théorie néo-classique a, en partie, abandonné ces préoccupations pour se tourner vers l'interprétation des phénomènes d'équilibre momentané, alors que depuis la troisième décennie, on a assisté à un retour progressif de la dynamique.

Retour progressif qui s'est effectué par étapes. On a commencé par les recherches de statique comparative impliquant le temps sous la forme des anticipations; puis on a abordé les phénomènes de dynamique sous la forme des processus prenant du temps : c'est alors l'introduction du rôle des délais et des décalages qui devait conduire à l'étude des phénomènes de séquence. On a vu enfin réapparaître la dynamique de longue période, qui s'efforce de décrire les conditions du progrès économique au cours du temps.

Aujourd'hui, la dynamique longue est l'objet des préoccupations d'un grand nombre d'auteurs, qui renouvellent ainsi les études des premiers classiques. Mais les instruments d'analyse ont été perfectionnés depuis le moment où Smith, Malthus, Ricardo, Stuart Mill se préoccupaient de ces problèmes. De plus,

l'orientation générale de la recherche a été modifiée; les classiques anglais étaient dominés par la perspective de l'état stationnaire. Aujourd'hui, des trois états d'Adam Smith, progressif, régressif, stationnaire, c'est l'état progressif qui retient particulièrement l'attention. Les modernes veulent savoir si on peut entrevoir des perspectives d'amélioration du niveau de vie d'un nombre toujours plus important d'individus. Les questions relatives à l'accroissement démographique rejoignent celles qui concernent l'élévation du niveau de revenu par tête. On retrouve ainsi, à travers les préoccupations théoriques, celles de la recherche appliquée; l'intérêt pratique de la théorie de la croissance est ainsi souligné selon un double aspect, puisqu'on a pu noter qu'il existe des zones d'inégal développement. Cet intérêt pratique concerne donc les zones d'économies développées autant que les zones en voie de développement.

C) L'actualité du développement économique

Dans les économies développées, le problème est de savoir si la poursuite du développement est toujours possible selon le rythme connu jusqu'ici; s'il doit être ralenti ou s'il est menacé d'être, momentanément ou durablement, bloqué. Cette question a été posée, on le sait, par les adeptes de la théorie de la maturité qui ne croient plus au développement provoqué, en raison du déclin des possibilités d'investissement. C'est aussi le problème indirectement posé par Keynes, ou tout au moins situé par lui en arrière-plan de sa théorie, puisqu'il prétend à l'impossibilité de poursuivre l'accroissement du revenu en vertu des seuls mécanismes automatiques, et ne voit que dans l'investissement public additionnel la possibilité d'élever en permanence le volume du revenu et de l'emploi.

Les faits semblent bien souligner les difficultés de la croissance continue, si l'on s'en rapporte tout au moins à la situation économique de l'entre-deux guerres. En effet, à partir de la grande dépression qui a suivi la crise de 1929, les phénomènes de surproduction apparaissaient comme une phase de l'activité cyclique qui devait bientôt être suivie de phénomènes de dépression et de contraction, constituant, au-delà d'une progression à rythme alterné, un risque de régression profonde ou tout au moins un blocage plus ou moins prolongé du processus de croissance. La "grande dépression" apparaissait donc comme une menace pour le développement et l'accroissement continu du revenu et du produit national.

Ainsi, l'alternance dans le mouvement de croissance n'allait pas sans soulever des questions profondes sur les possibilités de développement harmonieux.

Mais à partir de 1945 le problème a changé d'aspect. Il ne s'agit plus de savoir comment on va absorber l'excès de production, mais de rechercher comment obtenir un niveau suffisant de production pour satisfaire les besoins d'une population de plus en plus nombreuse. Il s'agit aussi de savoir si ce volume de production sera suffisant pour absorber toute la main-d'oeuvre en quête d'emploi. Il semble ainsi que les problèmes de l'utilisation complète de la main-d'oeuvre et du capital, doivent prendre le pas sur les possibilités d'absorption par la consommation de toute la production possible. En fait on ne tardera pas à s'apercevoir que les deux problèmes sont liés.

Enfin, une interrogation se trouve bientôt posée aux pays occidentaux. En effet, l'attention est attirée par la différence dans les taux d'accroissement réalisés dans les pays d'économie de marché et dans les pays d'économie planifiée. On peut faire remarquer que les pays de planification socialiste, partant d'un niveau de revenu plus bas, ont plus de facilités pour connaître actuellement des taux élevés de progression, alors que les économies de marché les plus avancées ont évidemment une plus grande peine à progresser encore au taux qu'elles ont connu dans le passé. L'intérêt principal n'est pas de savoir si les économies de marché actuellement développées pourront connaître des taux de progression égaux aux taux réalisés dans les économies planifiées attardées, mais de savoir si le taux des premières va s'accroître de manière à faciliter le développement des économies de marché qui demeurent encore en retard dans leur développement économique. On rejoint ici le deuxième intérêt pratique de la théorie de la croissance.

Les zones d'économies en voie de développement comprennent des pays dont la croissance est à peine commencée, d'autres dont la croissance est en marche depuis un certain temps. Cette absence d'homogénéité de ce que l'on appelle le "tiers monde" doit rendre prudent dans le choix d'une politique de développement.

Les questions posées par l'existence d'économies en voie de développement sont évidemment complexes. On ne pense pas aujourd'hui que les pays attardés aient la possibilité, une fois le démarrage réalisé, d'assurer la poursuite de leur propre croissance à l'aide de leurs seules forces; des différen-

ces d'intensité dans l'aide à fournir sont à prévoir. C'est dans un ensemble de relations avec les pays déjà avancés et développés, que la solution peut être trouvée. Mais quelle forme d'aide et d'assistance doivent recevoir les pays en retard ? Un problème d'équilibre des échanges se trouve posé, mais aussi un problème d'investissements à réaliser dans les deux zones, en même temps que celui d'une aide financière à accorder selon un ordre d'urgence.

De plus, la politique économique doit connaître une nouvelle orientation. Les pays de la zone de retard doivent-ils être une sorte de déversoir de l'excédent de production des pays avancés ? A la question ainsi posée, on répond aujourd'hui par la négative. Il apparaît au contraire, en raison de l'importance des besoins du développement économique, que les pays sous-développés représenteront une charge pour les autres. Cela pose en termes nouveaux la question des relations économiques internationales, ainsi que celle de l'épargne et de l'investissement à réaliser dans les deux zones.

Ces quelques interrogations montrent l'importance que revêtent les phénomènes de croissance pour la science économique contemporaine : une croissance à l'échelle mondiale appelle une diversité des politiques et des formes d'aide et d'assistance qui sont à peine ébauchées, car jusqu'ici les solutions ont été envisagées globalement, comme si tous les cas de sous-développement étaient identiques.

++++++
++++++ § 2 - Le passage de la statique à la dynamique

L'étude de la croissance économique place nécessairement l'économie dans une perspective dynamique. Ce changement de perspective, intervenant à la suite d'une domination prolongée des études d'équilibre, a modifié les préoccupations de la recherche scientifique et attiré l'attention vers de nouveaux objets d'étude. On peut dire que la dynamique a fait au cours de la période contemporaine, une réapparition dans l'oeuvre de nombreux auteurs : Roy Harrod, François Perroux, Rostow, Kalecki, Alvin Hansen, J.R. Hicks; il importe de marquer les différences des objets d'étude propres à la statique et à la dynamique, et de souligner l'apparition de nouvelles variables fondamentales susceptibles de rendre compte des phénomènes étudiés.

A) La réapparition de la dynamique

L'étude de la croissance a donc mis en évidence les perspectives dynamiques. Selon la proposition de Harrod, l'économie dynamique est celle où les taux de variation sont changeants. On peut dire, en partant de là, que la théorie dynamique a pour objet l'étude des changements continus provoqués par la nature spéciale de l'économie croissante. A cette proposition de Harrod fait écho celle de Hansen : la théorie dynamique est chargée d'étudier les relations nécessaires entre les taux croissants des différents éléments d'une économie croissante. On pourrait ajouter à ces propositions quelques éléments qui leur donneraient un sens plus complet. C'est ainsi qu'il conviendrait d'ajouter la considération nécessaire des transformations de structure et de la poursuite constante du mieux-être. La théorie de la croissance pour être complète doit englober en effet ces phénomènes. Mais pour nous, qui nous attachons principalement, non pas aux phénomènes d'ensemble de la croissance, du développement et du progrès, mais d'une manière plus limitée aux mécanismes d'accroissement et de progression, il suffira d'indiquer ceci : les mécanismes d'accroissement et de progression sont déterminés par les changements qui interviennent dans la grandeur des variables économiques principales; en d'autres termes, on considère que les taux de changement affectant ces variables sont eux-mêmes changeants. C'est cette idée que l'on doit poursuivre, à travers les théories générales de la croissance, du développement et du progrès. Il est en effet frappant de constater qu'au cours des dernières années, ces mécanismes de progression ont été l'objet d'études aussi nombreuses qu'attentives. Mais par là même de nouveaux objets ont été proposés à l'attention des économistes.

B) Les différences d'optique entre statique et dynamique

La statique considère comme données la population, le degré de la technique, le volume du capital et les goûts des consommateurs. Ces éléments sont stables; ce sont même les conditions de temps expliquant leur stabilité, qui déterminent le cadre de la courte période, celle-ci étant considérée comme le délai suffisamment bref pour que ces éléments n'aient pas le temps de changer (Alfred Marshall).

Dans la théorie dynamique ces données deviennent les variables du système. Ce sont les changements intervenant dans leur volume et leur grandeur, qui vont déterminer les phénomènes d'accroissement ou de progression. Il en résulte que l'opti-

que de la théorie dynamique est nettement différente de celle de la théorie statique. On peut souligner cela en quatre points

1 - Le premier point concerne les variables du système. Il importe, en effet, de repérer ces variables, de les identifier et d'indiquer les relations existant entre elles : par exemple, il ne suffira pas de considérer le volume de la population en soi, mais de distinguer la population active et la population consommatrice. Il conviendra également d'indiquer dans quelle mesure le progrès technique se trouve intégré dans les processus productifs ou dans la détermination des moyens de satisfaction; il en résultera une augmentation de la formation du capital et par conséquent un accroissement de l'investissement. Par ailleurs, les découvertes techniques faisant apparaître des biens nouveaux, pourront provoquer des changements dans la structure même de la demande. Le repérage de ces variables n'est pas une des tâches les moins délicates, car souvent il exige la détermination de nouveaux concepts.

2 - Le deuxième point concerne les mécanismes. En effet, ces variables ont chacune un taux particulier de changement; or, non seulement ces taux de changement ne sont pas les mêmes pour les différentes variables, mais, en outre, ils ne sont pas pour chacune identiques dans le temps; ils peuvent changer d'une période à l'autre. Donc, étant donné qu'il existe des relations entre variables, il importe d'étudier les conséquences des variations des taux de changement propres à chacune d'entre elles, afin de connaître les conséquences qui en résultent sur leur liaison réciproque et sur les mécanismes qui président à l'établissement de ces liaisons. En d'autres termes, connaissant ce mécanisme, on peut arriver à déterminer, au moins d'une manière approximative, la ligne de croissance que suivra l'économie à partir des variations qui interviennent dans les variables.

3 - Le troisième point concerne les caractères d'une théorie dynamique de la croissance. En effet, du moment qu'il se produit des changements dans les taux d'accroissement des variables, les liaisons existant entre elles peuvent se trouver affectées. Il en résulte des changements dans les structures, ou tout au moins dans cette partie des structures qui est représentée par les liaisons et relations existant entre les phénomènes caractéristiques d'une unité économique déterminée. On peut ainsi accéder à une dynamique totale, qui comprend outre les phénomènes d'accroissement et de progression, les événements qui intéressent l'évolution des structures.

4 - Enfin, le quatrième point concerne la politique de la croissance. Pareille étude théorique n'aurait pas de signification si elle ne permettait d'accéder aux problèmes pratiques de la croissance. En particulier, un de ses aspects les plus actuels concerne la croissance des pays en voie de développement et la poursuite de l'accroissement et de la progression dans les économies ayant déjà atteint un stade avancé.

A la différence de la statique, il s'agit moins d'étudier la réalisation d'un équilibre entre catégories économiques déterminantes d'un système, que la manière dont les catégories sont soumises à des phénomènes d'accroissement et de progression, et les procédures selon lesquelles ces phénomènes peuvent être harmonisés entre eux, de manière à assurer la croissance du produit national et le progrès du revenu moyen par tête; les changements de perspectives sont donc très grands.

C) <u>Les nouvelles variables fondamentales</u>

Nous venons d'indiquer que la théorie dynamique s'attachait surtout aux taux de changement qui affectaient les variables fondamentales du système ; il convient d'indiquer d'un mot ce que sont ces variables.

Les trois éléments fondamentaux sont, ainsi qu'il a déjà été mentionné, le volume de la population, le degré de progrès technique, et le volume du capital en formation. Deux de ces éléments connaissent des variations autonomes : le volume de la population et le degré de progrès technique. On veut indiquer par là que les changements qui interviennent dans ces variables sont indépendants les uns des autres et que, de plus, ils obéissent souvent à des phénomènes qui ne sont pas intérieurs au système lui-même. La troisième variable : le volume du capital en formation, est au contraire une variable dérivée, entendant par là que ses taux de changement sont, dans une large mesure, déterminés par les changements qui interviennent dans les deux variables autonomes.

Ces variables doivent être étudiées dans leur structure et leur composition. On est ainsi amené à distinguer dans le volume total de la population, d'une part la population consommatrice et d'autre part la population active. Mais on ne peut se borner à ce point de vue; il sera souvent indispensable d'étudier la structure de la population par âges, car celle-ci est un élément déterminant de la répartition - dans le moment présent et dans le temps à venir - entre population consommatrice et population active.

Le degré de progrès technique est un élément déterminant de la croissance économique, parce que grâce à son intervention, il est possible d'obtenir un plus grand produit pour un même effort. Il représente un certain niveau de connaissances appliquées à la découverte de nouvelles méthodes de travail, ou à la mise au point de nouveaux produits permettant de satisfaire, soit des besoins traditionnels, soit des besoins nouveaux. Le progrès technique est un des facteurs décisifs de la croissance; on a calculé que sur une longue période aux Etats-Unis, un accroissement du produit global de 3 % par an, était dû à concurrence de 1 % à l'accroissement de la population, et à concurrence de 2 % à l'élévation du progrès technique. Si cette observation était susceptible d'être généralisée, on dirait que l'effet d'accroissement et de progression du progrès technique est double de celui que produit l'accroissement de la population. Or l'intégration du progrès technique dans les processus productifs exige la formation de nouveaux équipements et provoque donc une demande de capital.

Le comportement de la variable dérivée, le capital en formation, découle donc des changements qui interviennent dans les deux précédentes variables, on vient de l'indiquer pour le progrès. Il en est de même pour le mouvement démographique, en ce sens que, tout accroissement de la population consommatrice entraînant un changement dans la demande, exerce une répercussion sur la production des biens capitaux susceptibles de fournir la quantité de produits répondant à la demande formulée. Le capital ici envisagé n'est donc pas seulement le capital utilisé, mais encore le capital en formation destiné, non seulement à effectuer le remplacement du capital usagé, remplacement qui s'effectuera en intégrant un degré de progrès technique plus élevé, mais encore et surtout, destiné à former le capital nouveau permettant l'accroissement de la production. La variable "capital" commande dans une très large mesure, à la fois, l'accumulation du capital, son remplacement et l'investissement additionnel, par l'intermédiaire duquel l'accumulation se poursuit.

C'est à partir de ces trois éléments fondamentaux que peuvent être établies les relations susceptibles d'expliquer les phénomènes d'accroissement et de progression.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'approche des phénomènes de croissance
++++++

Les théories de la croissance et du développement économique se caractérisent par l'ampleur de l'objet étudié. Non seulement elles considèrent les phénomènes d'accroissement et de progression, mais encore elles englobent l'étude des changements de structure et l'interprétation des différenciations entre croissance et progrès. Nous ne traiterons pas cette question dans son ensemble, nous essaierons simplement de montrer comment le fonds commun des théories de la croissance et du développement s'efforce de mettre au jour un certain nombre de problèmes fondamentaux que nous devons simplement mentionner. Leur exposé entraînerait une dispersion trop grande, car en présence des multiples interprétations, il est encore trop tôt pour dégager les acquisitions certaines.

++++++
++++++ § 1 - L'étude des changements de structure

En englobant dans ses perspectives les changements de structure, la théorie de la croissance et du développement on arrive à l'examen d'une dynamique totale.

Les phénomènes de structure envisagés présentent eux-mêmes une assez grande diversité; on peut y englober les transformations de structures sociales et mentales, les mutations des structures institutionnelles et plus spécialement celles qui concernent l'économie proprement dite. De ce point de vue la théorie de la croissance et du développement prend en considération les conséquences structurelles des changements intervenant dans le taux d'accroissement des variables.

La structure doit être ici considérée comme l'ensemble des proportions et des relations établies entre grandeurs caractéristiques constituant une unité économique donnée (François Perroux). C'est de ce point de vue que nous allons indiquer les principaux types de changements structurels.

La croissance se marque par l'apparition de nouvelles proportions entre grandeurs caractéristiques de l'économie nationale; c'est ainsi que sont modifiées les proportions entre main-d'oeuvre et capital, le développement économique se carac-

térisant non seulement par la mise au travail de plus grandes quantités de main-d'oeuvre, mais encore par l'augmentation de la quantité de capital utilisé par unité de main-d'oeuvre. C'est, en d'autres termes, l'application de l'idée de Böhm-Bawerk sur l'allongement des processus productifs. De nouvelles proportions apparaissent également entre le capital en usage et le revenu qu'il produit; entre le revenu et la consommation, entre le revenu consommé et l'épargne. De même la proportion entre la population urbaine et rurale se modifie à l'avantage de la première à mesure que le développement se poursuit.

On voit apparaître également de nouveaux types d'organisation économique; de nombreux auteurs ont insisté sur ce point. On connaît la position de Colin Clark sur le passage d'une économie en voie de développement par les trois stades : primaire, secondaire, tertiaire. On insiste également sur les transformations que subit l'organisation industrielle, dans laquelle s'opère une division de plus en plus poussée du travail, la concentration des entreprises, l'extension des méthodes indirectes de production, etc...

L'appareil de production est soumis à des transformations importantes; c'est ainsi que la dimension des entreprises se diversifie en même temps que leur contribution respective à la production globale : les grandes entreprises monopolistiques accroissent leur part de production globale, au détriment des autres. La production de masse fait son apparition et le degré de technicité des entreprise se diversifiant, le produit obtenu par tête varie d'une entreprise à l'autre - en même temps que le coût - selon les progrès réalisés par chacune d'entre elles.

De nouveaux types de comportements font leur apparition : la structure interne de la consommation se modifie au profit de la consommation des biens durables et des services, et au détriment de la part relative que représente la consommation de nécessité dans la consommation globale. La natalité évolue, les populations urbaines étant en général moins fécondes que les populations rurales; le volume de l'épargne augmente à partir d'un certain niveau de revenu global. Cependant la population urbaine qui accroît son volume est en général moins épargnante que la population rurale. On assiste également à de nouvelles possibilités d'uniformisation et de standardisation des goûts, que facilite le développement de la publicité et l'urbanisation.

La théorie de la croissance et du développement englobe ces phénomènes de transformation de structures, non seulement

pour les décrire mais encore pour intégrer leurs causes et leurs conséquences dans le déroulement de l'activité économique. Quant aux mécanismes économiques, la théorie doit rendre compte des conditions dans lesquelles jouent les effets fondamentaux tels que l'effet multiplicateur de l'investissement ou l'effet d'accélération de la demande dérivée. Tout permet de penser que ces effets ne jouent pas ou ne jouent que faiblement dans les économies sous-développées, et que leurs conséquences se font de plus en plus sentir à mesure que la croissance et le développement s'accentuent.

++++++
++++++ § 2 - La différenciation des concepts

La terminologie n'est pas, en ces matières, fixée d'une manière aussi précise qu'il conviendrait; d'un auteur à l'autre, il est souvent difficile de marquer la différence existant entre croissance, développement et progrès. Par ailleurs, les phénomènes d'accroissement et de progression sont distincts de ceux que l'on entend généralement par croissance et progrès. Il s'agit donc de préciser la terminologie et les concepts utilisés.

Distinguons en premier lieu la croissance et l'évolution. L'évolution porte surtout sur les changements qui se produisent dans des phénomènes d'ordre qualitatif; l'exemple fourni par Joseph Schumpeter est éclairant à ce sujet. On peut considérer que dans l'évolution se produisent des changements discontinus, dont les causes essentielles peuvent être situées dans les modifications intervenant dans les structures, soit par apparition d'un élément nouveau, soit par franchissement d'un seuil quantitatif qui provoque un changement d'ordre qualitatif. Ces changements modifient la marche des phénomènes par des séries de transformations successives et ne présentant pas de régularité. En fait, on assiste au passage d'un type d'économie à un autre type d'économie; par exemple, le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopolistique, à la suite de l'accroissement de la dimension des entreprises dû à un processus de concentration.

Dans la croissance, les changements peuvent au contraire se présenter comme animés d'une continuité appréciable. Des modifications interviennent certes, dans les taux de changement qui, ainsi que nous l'avons indiqué, sont eux-mêmes changeants; mais ces changements se manifestent en tous temps. On enregistre des irrégularités, sans qu'il y ait nécessairement discontinui-

té. Par ailleurs, et c'est là un des phénomènes essentiels, alors que l'évolution concerne surtout des phénomènes qualitatifs, la croissance se rapporte à des phénomènes quantitatifs.

On peut également distinguer la croissance et l'expansion. On le fait souvent en disant que l'expansion est un phénomène de courte ou de moyenne période, alors que la croissance est un phénomène de longue période. On peut également indiquer que pour beaucoup d'auteurs, l'expansion est une des parties d'un mouvement alterné, en ce sens que l'expansion s'oppose à la contraction ou à la dépression. Par ailleurs, on doit souligner que l'expansion est la manifestation des déséquilibres ou, plus exactement de l'instabilité qui caractérise un mouvement de longue durée. De ce point de vue, elle relève beaucoup plus de l'effet des changements intervenant dans les variables endogènes, que des changements intervenant dans les variables exogènes, telles que population ou progrès technique. Selon cette optique, le mouvement de croissance englobe l'expansion au même titre que la contraction, dans ses déséquilibres et ses irrégularités. On doit rappeler, en outre, que la croissance fait état des changements intervenant dans les structures.

Quant aux changements quantitatifs que l'on envisage pour apprécier la croissance, ils sont essentiellement ceux qui interviennent dans le volume du produit global ou du revenu national.

Le progrès se caractérise par un changement quantitatif à la marge dans le sens de la hausse; les quantités à envisager sont non seulement le produit réel global, mais aussi le produit disponible par tête. Il y a progrès lorsque le produit disponible par tête s'élève. Mais cette élévation peut être due à plusieurs séries de faits. Elle peut être due : 1°) à une constance du produit global en face d'une population décroissante, ce qui est le cas général d'une économie néo-malthusienne; 2°) à un accroissement du produit global, alors que la population reste stationnaire ; 3°) à un accroissement du produit global supérieur à l'accroissement de la population. On est ainsi amené à combiner le phénomène de croissance et le phénomène de progrès, afin de marquer les différentes hypothèses sur lesquelles il est possible de raisonner.

On peut se trouver en présence d'une croissance sans progrès; c'est le cas où la population s'accroît plus fortement que le produit global qui lui-même s'élève ; dans ce cas, le produit par tête diminue. C'est par exemple la situation qu'a connue le Canada entre 1871 et 1911, où le revenu global s'éle-

vait moins que proportionnellement eu égard à l'accroissement de la population.

La croissance avec progrès est réalisée lorsque la population et le produit global s'accroissent, ce dernier s'accroissant plus rapidement que la population. Dans ce cas, croissance et progrès coïncident puisque le produit par tête s'élève; c'est le cas des Etats-Unis de 1940 à 1960; c'est aussi la situation de l'Europe du XIXème siècle.

On peut considérer également qu'il y a progrès sans croissance, lorsque l'élévation du produit par tête est réalisée par une diminution de la population avec produit global constant; c'est le cas de certains pays européens dans la première moitié du XXème siècle. Dans ce cas, le progrès par tête est obtenu non par une croissance du produit global, mais par la stagnation de celui-ci concordant avec une diminution de la population.

++++++ Section III
++++++
++++++ Le pessimisme de la pensée économique à l'égard de
++++++ la croissance

Section III

Le pessimisme de la pensée économique à l'égard de la croissance

On connaît les grandes préoccupations qui ont animé les classiques à l'égard de l'activité économique. On sait qu'ils ont souvent manifesté leur pessimisme à l'égard des possibilités d'accroissement et de progression. Pour Smith, l'économie pouvait connaître trois états : progressif, régressif, stationnaire. Malthus et Ricardo, animés du pessimisme que l'on connaît, mettaient en doute les possibilités d'élévation du bien-être. Stuart Mill indiquait pour sa part la marche inéluctable vers l'état stationnaire qui se caractériserait par une sorte d'état de repos, où les variables économiques ne connaîtraient plus de changement; mais dans les perspectives de Stuart Mill, cet état stationnaire devait donner naissance à un progrès dans l'ordre moral.

Il ne faut pas s'étonner que le retour effectué par les modernes vers les préoccupations des classiques à l'égard de la conduite de l'économie en longue période, ne se soit marqué par certaines positions pessimistes. Celles-ci ont été accentuées lorsque l'économie a connu entre les deux guerres une phase de profonde dépression, que certains ont même qualifiée de dépression chronique.

A ce sujet, deux manifestations de la pensée économique se sont fait jour : l'une, qui est en partie imputable à Keynes ou tout au moins à certains post-keynésiens, explique que les mécanismes économiques peuvent connaître des blocages momentanés, par suite du fonctionnement défectueux des variables endogènes. L'autre, prétendait que l'économie allait connaître un arrêt prolongé de la dépression et demeurer dans un état de stagnation chronique. C'est la thèse stagnationniste.

++++++
++++++ § 1 - La conception keynésienne du blocage momentané de la progression

On n'a pas manqué de remarquer que Keynes expliquant la détermination du volume de l'investissement par le jeu combiné du taux de l'intérêt et de l'efficacité marginale du capital, pouvait aboutir à l'explication du blocage dans l'accroissement de l'investissement. Pour cela il suffisait de solliciter dans un sens favorable à sa thèse le comportement du taux de l'intérêt orienté vers la baisse et la chute en longue période, de l'efficacité marginale du capital. Cette thèse a été relevée et critiquée par François Perroux (1).

A) <u>L'argumentation générale</u>

On connaît la toile de fond sur laquelle est brossée la "Théorie générale" de John Meynard Keynes. L'accroissement de la quantité de capital en usage tend à abaisser la productivité marginale des biens capitaux; c'est là une tendance générale sur laquelle viennent buter les décisions d'investir de chaque période. En somme, l'entrepreneur qui décide d'investir se heurte à un abaissement de l'efficacité marginale de l'investissement nouveau, en raison de l'augmentation même des capitaux en service dans l'économie. Cependant, l'investissement peut se poursuivre tant que l'efficacité marginale de l'investissement nouveau demeure supérieure au taux de l'intérêt, qui représente le coût de cet investissement. Il s'agit donc de savoir dans

---

(1) F. Perroux : "La généralisation de la General Theory". - Ismail Akgun Mathaasi, Istambul 1950. - Voir également : A. Barrère : "Théorie économique et impulsion keynésienne", Dalloz, 1952, p. 665-672.

quelle mesure le taux de l'intérêt peut s'abaisser suffisamment pour demeurer en dessous du taux de l'efficacité marginale du capital, qui est lui-même orienté vers la baisse de longue durée.

Keynes a d'ailleurs proposé plusieurs moyens pour faciliter la baisse du taux de l'intérêt; ils sont bien connus. C'est l'expansion monétaire et la déthésaurisation qui, en augmentant la quantité de liquidités offertes sur le marché, provoquent une baisse du prix de la monnaie. Cependant, il estime que cette baisse rencontre une limite : il est un point à partir duquel le taux de l'intérêt ne peut plus baisser, car à partir de ce niveau critique, le public absorbe dans ses encaisses toutes les liquidités disponibles. Dès lors, la marge existante entre le taux de l'efficacité marginale du capital et le taux de l'intérêt qui tend à se réduire progressivement, finit par disparaître. L'égalisation du taux de l'efficacité marginale du capital et du taux de l'intérêt au niveau critique, marque un point à partir duquel l'investissement se trouve bloqué, parce qu'il n'apparaît plus rentable. Il importe donc de se demander si ce taux critique de l'intérêt existe réellement.

B) <u>L'existence d'un taux critique d'intérêt</u>

Pourquoi le taux d'intérêt ne peut-il baisser en dessous d'un niveau critique ? Pourquoi la baisse du taux de l'intérêt se heurte-t-elle à une limite absolue ? Keynes donne l'explication suivante. Lorsque le taux de l'intérêt est animé d'une tendance longue à la baisse, vient un moment où les individus ne trouvent plus en lui une récompense suffisante pour combattre leur préférence pour la liquidité. Ils préfèrent conserver la monnaie liquide, plutôt que de la prêter contre un taux d'intérêt insuffisant pour les dédommager de leur renoncement; la préférence pour la liquidité est supérieure à la récompense offerte par le jeu du marché. En d'autres termes, un taux d'intérêt trop bas n'arrive pas à combattre efficacement la préférence pour la liquidité et les individus préfèrent la conserver, plutôt que de la prêter contre une récompense insuffisante.

Mais reste encore à se demander pourquoi on préfère conserver la monnaie liquide plutôt que de la prêter contre une faible rémunération. Keynes répond à cette question en avançant trois raisons :

1 - La demande de monnaie a une élasticité considérable; il en est ainsi, en raison du fait que la monnaie constitue le meilleur réservoir de valeurs et qu'elle a un coût de conserva-

tion pratiquement négligeable. Alors que les frais de conservation des biens réels sont souvent élevés, il est possible de conserver par devers soi de grandes quantités de monnaie, sans que des frais de conservation soient pour autant mis en oeuvre. En conséquence, tout le monde demande de la monnaie, car on sait que pour des frais pratiquement négligeables, on peut obtenir, par échange, telle ou telle autre richesse désirée. De plus, la détention d'un stock important de biens économiques peut provoquer une déperdition notable, tandis que la détention d'un stock important de liquidités n'entraîne pratiquement aucune diminution du revenu, mais laisse au contraire la possibilité d'obtenir n'importe quel bien économique.

2 - La production de la monnaie a par ailleurs une élasticité négligeable. En effet, on ne peut produire à volonté de la monnaie, comme il en est (sous certaines réserves) de nombreux autres biens économiques; la quantité de monnaie étant limitée par la volonté de l'Etat, son offre est relativement rigide. La rigidité de l'offre en présence de l'élasticité de la demande, fait que la monnaie a nécessairement un prix minimum. Il y a donc une récompense minima à verser pour obtenir le prêt de liquidités.

3 - L'élasticité de substitution de la monnaie est négligeable car, lorsque sa valeur d'échange s'élève son utilité s'accroît : on n'a donc pas intérêt à lui substituer un autre bien.

Pour ces trois raisons, Keynes explique qu'il y a une préférence très nette pour la conservation de la monnaie liquide; si l'on n'offre pas, en échange du prêt de liquidités, un taux d'intérêt suffisant, le détenteur de monnaie préférera la conserver par devers lui et accroîtra son encaisse (1). On doit même ajouter que lorsque le taux d'intérêt décline trop fortement, le public manifeste une préférence infinie pour la liquidité; c'est dire qu'à partir d'un taux jugé trop bas pour rémunérer le prêt monétaire, la demande de monnaie devient parfaitement élastique; en conséquence, toute quantité additionnelle de monnaie est absorbée par la demande, et ne donne lieu à aucun prêt. C'est ain-

---

(1) Pour plus de détails, voir notre étude de la théorie de la monnaie chez Keynes, dans l'ouvrage collectif "La monnaie", dans la Collection "La théorie économique du temps présent", p. 151 à 222.

si que François Perroux souligne le rôle de la "trappe à monnaie", qui engloutit dans la thésaurisation toute quantité additionnelle de liquidités, sans donner matière à de nouveaux prêts pour l'investissement.

C) Les conséquences du taux critique de l'intérêt

Il est aisé maintenant d'apercevoir l'effet de blocage que peut provoquer une baisse trop forte du taux d'intérêt.

Supposons que l'efficacité marginale du capital tombe au niveau où apparaît le point critique du taux de l'intérêt; les entrepreneurs ne pourront plus investir, puisque les détenteurs de monnaie ne se décideront plus à prêter celle-ci faute d'obtenir une récompense suffisante pour les dédommager de l'abandon de leur liquidité. Certes, les entrepreneurs pourraient poursuivre l'investissement s'ils offraient un taux d'intérêt plus élevé; mais ils ne peuvent recourir à cette mesure puisque ce taux serait supérieur, par hypothèse, au taux de l'efficacité marginale du capital; le coût du capital qu'ils emprunteraient dépasserait le rendement qu'ils en attendent. Dès lors l'investissement se trouve bloqué.

Ce blocage de l'investissement ne peut que provoquer un arrêt de l'accroissement du volume du revenu et de l'emploi. L'accroissement se trouve bloqué par le fonctionnement du système lui-même; la "trappe à monnaie" devient ainsi un obstacle à la croissance.

On sait les solutions envisagées par Keynes. Il fait remarquer que l'élévation de l'efficacité marginale du capital pourrait pallier les inconvénients ci-dessus rapportés; mais on doit immédiatement signaler que cette élévation est difficile à réaliser en courte période. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs, après avoir rappelé l'inefficacité relative de la politique d'expansion monétaire, Keynes conclut que le seul moyen de réaliser la poursuite de l'investissement global, et donc de l'accroissement du produit, est de recourir à l'investissement public qui, ne recherchant pas la rentabilité, peut être poursuivi indépendamment de la considération des taux respectifs de l'efficacité marginale du capital et de l'intérêt. Mais en ce point de la démonstration, il faut convenir que l'on se trouve dans une situation caractérisée par un changement de structure. N'est-ce pas d'ailleurs la solution voulue par Keynes, qui cherche avant tout à recommander le contrôle de l'investissement global par l'Etat et une politique d'investissements publics additionnels. C'est d'ailleurs en ce point que l'on peut raccorder la critique de la position keynésienne.

Cette critique a été faite d'une manière décisive par François Perroux dans l'étude déjà signalée "La généralisation de la General Theory".

++++++
++++++ § 2 - L'arrêt prolongé de la croissance : la stagnation de maturité

Pour expliquer le freinage de la progression, certains économistes (1) ont prétendu qu'à partir d'un certain niveau de croissance, les économies nationales étaient dans l'impossibilité de poursuivre celle-ci. Cette impossibilité est révélée par la confrontation de deux lignes de croissance : l'une représentant la croissance potentielle et l'autre la croissance effective. La courbe de croissance potentielle exprimerait l'évolution de la production au cours du temps, lorsque l'état de plein emploi est réalisé en permanence; en somme elle retracerait les niveaux qu'atteindrait le produit social sur la base du plein emploi d'une population croissante et de la complète intégration d'un progrès technique qui s'élèverait constamment.

La croissance effective est représentée par une ligne exprimant les différents niveaux de production réellement atteints. Or, l'impossibilité pratique de réaliser le plein emploi de la main-d'oeuvre et du capital et d'intégrer tous les progrès possibles établit cette ligne de croissance effective en dessous de la ligne de croissance potentielle. Il existe donc un écart entre les deux lignes, et celui-ci est réputé grandissant, en ce sens que la ligne de croissance effective s'élève moins fortement que la ligne de croissance potentielle en raison de la

---

(1) Sur la stagnation séculaire, cf. : A. Hansen : "Full recovery of stagnation", New-York 1938; "Economic policy and full employment", Mac Graw Hill, 1947; Business Cycles and National Income, New-York 1951.- Paul Sweezy : "Secular stagnation", dans Postwar Economic problems, 1943. - Benjamin Higgins: "The doctrine of economic maturity, Am. Ec. Rev. mars 1946, etc... ; l'étude de P. Caulbois dans l'ouvrage collectif : "Fluctuations économiques", Paris 1953. - Henri Guitton : "Stagnation et croissance économique", Rev. sem. Dalloz 1951.

difficulté rencontrée pour réaliser le plein emploi d'une main-d'oeuvre croissante et du capital disponible. C'est en cela que réside l'idée de stagnation due à la maturité du système. Il s'agit donc de savoir pourquoi l'écart entre les deux courbes est grandissant, et pourquoi la croissance effective éprouve une difficulté de plus en plus grande à recouvrir ou à égaler la croissance potentielle. Trois explications principales ont été proposées : l'une concerne la population, l'autre les investissements, la troisième le progrès technique.

A) La croissance logistique de la population.

La croissance logistique de la population provoque, à partir d'un certain point, une diminution du besoin de capital et l'effet de cette diminution se trouve amplifié par le jeu à rebours du principe d'accélération. La logistique de la population s'accompagne par ailleurs d'un vieillissement qui diminue l'esprit d'entreprise; en conséquence, on investit moins et l'innovation n'est plus sollicitée ou provoquée, comme elle l'était au stade des pionniers. La conséquence est une chute dans la progression du revenu, la croissance effective ne pouvant plus se poursuivre au rythme antérieur et rester proportionnelle aux résultats acquis.

B) La disparition de la frontière des investissements

La notion de frontière des investissements est une notion assez floue, assez difficile à préciser, bien qu'elle ait bénéficié de quelques tentatives d'amélioration par différents auteurs stagnationnistes : Alvin, Hansen, Paul Sweezy et Benjamin Higgins. Ces auteurs estiment qu'il y a "frontière des investissements" lorsqu'il existe des taux différents de rendement dans deux zones économiques déterminées. Dans ce cas, la différence de taux de rendement peut provoquer un investissement dans une zone en provenance de l'autre. Précisons ce dont il s'agit. Dans une zone A, pour un état donné de la technique, de la population et des coûts, on enregistre des rendements croissants. Au contraire, dans une zone B, il n'y a pas de rendements croissants et ceux-ci ne pourraient être obtenus que par un changement intervenant dans l'ordre de la technique, de la population et des coûts. On peut considérer que dans la seconde, l'exploitation n'est pas suffisamment productive et ne pourra connaître des changements progressifs qu'à la condition de mettre en oeuvre de nouvelles techniques, permettant soit d'exploiter de nouvelles ressources, soit de continuer l'exploitation actuelle à un moindre coût. Dans ce cas, il y aura intérêt pour A à effectuer

des investissements dans B, afin de créer des industries jeunes susceptibles de connaître une élévation des rendements. Ceci suppose évidemment que les activités de la zone B sont susceptibles d'obtenir des rendements en hausse grâce à un meilleur aménagement de leur effort productif. Ainsi, la recherche des rendements croissants dans B par un effort d'investissement réalisé par A, provoque une croissance simultanée dans les deux types de pays; dans celui qui en bénéficie (zone B) et dans celui qui effectue l'investissement provoquant un développement de sa propre économie, ce qui est le cas de la zone A.

Or, la frontière des investissements a existé tant que l'espace économique n'était pas entièrement exploité; mais aujourd'hui (1), les progrès de la production se seraient étendus à de très larges fractions du monde, de telle sorte que la frontière des investissements aurait disparu, en ce sens qu'il n'y aurait plus entre les taux de rendement des différences susceptibles de provoquer des investissements des pays avancés dans les pays neufs. Il est bien évident que la prise de conscience du sous-développement à partir de la seconde guerre mondiale a rendu caduque cette explication.

C) L'accroissement insuffisant du progrès technique

Les stagnationnistes ont également indiqué que le progrès technique prenait une part prépondérante dans les phénomènes d'accroissement. Ainsi pourrait-on combler par les besoins de capitaux qu'entraîne l'intégration du progrès technique, l'écart creusé par la croissance logistique de la population, et par la disparition de la frontière des investissements. Mais pour qu'il en soit ainsi, il serait nécessaire que le progrès technique continue de provoquer, non seulement une augmentation du volume de l'investissement, mais encore une augmentation du taux d'accroissement de l'investissement.

Or, cela apparaît impossible aux stagnationnistes, pour la raison très simple que le progrès technique n'aurait plus la possibilité de provoquer une élévation du taux de formation du capital. A l'égard de cette thèse, ils avancent :

---

(1) Les stagnationnistes écrivent avant la fin de la seconde guerre mondiale.

1) On ne pourrait plus espérer l'apparition d'industries nouvelles ayant sur les investissements des effets aussi importants que ceux qu'exercèrent les créations industrielles du XIXème siècle : chemins de fer par exemple.

2) Les stagnationnistes avancent ensuite que la plupart des industries qui font leur apparition au cours du XXème siècle sont des industries "capital saving", c'est-à-dire des industries qui mettent en oeuvre des innovations économisant le capital. Elles auraient donc un effet déflationniste quant à l'emploi du capital et, par conséquent, sur l'accroissement du revenu.

3) Les stagnationnistes font remarquer que la pratique de l'autofinancement atténue l'appel à l'épargne, de telle sorte qu'on se trouve en présence d'un excès chronique de celle-ci par rapport aux besoins d'investissement. L'effet combiné de ces différentes causes provoque une croissance effective inférieure à ce que pourrait être la croissance potentielle; l'écart entre la ligne de croissance potentielle et la ligne de croissance effective ne peut aller qu'en s'accentuant dans l'avenir.

~~++++++~~
~~++++++~~ § 3 - Critique du pessimisme à l'égard de la croissance

La thèse des stagnationnistes qui vient d'être brièvement rapportée, a fait l'objet de nombreuses critiques. Nous rappellerons ici les principales. Elles concernent : la détermination de l'écart, le jeu de l'accroissement démographique, la disparition de la frontière des investissements et les conséquences du progrès technique.

A) La détermination de l'écart

La difficulté de déterminer l'écart entre la ligne de croissance potentielle et la ligne de croissance effective, représente la première critique d'ordre général. Celle-ci se rapporte à la manière même dont la question est posée. Comment en effet parvenir à tracer la courbe d'un revenu hypothétique au niveau du plein emploi, alors que la notion de plein emploi est elle-même vague et ne peut être appréciée qu'en fonction d'un niveau de salaire et d'un temps de travail essentiellement sujets à variations. S'agit-il par exemple du plein emploi réalisé sur la base d'une durée hebdomadaire de travail de 48 heures ou de 40 heures ? Par ailleurs on sait que la notion de chômage

résiduel est devenue de plus en plus discutable, qu'elle est d'ailleurs variable d'un pays à l'autre, et d'une période à l'autre, et que par conséquent le tracé d'une courbe exprimant le revenu réalisé par un emploi permanent de la main-d'oeuvre devient fort douteux si ce n'est fort incertain. Par ailleurs, il convient de remarquer qu'on ne saurait se borner à envisager le plein emploi de la main-d'oeuvre et qu'il faut aussi considérer le plein emploi du capital. Or pour cela, il faudrait pouvoir intégrer dans les calculs présidant au tracé de la courbe, le degré d'utilisation de la capacité de production du capital existant. Or, on sait combien ce degré d'utilisation est variable non seulement d'un pays à l'autre, mais d'une période à l'autre. On avait estimé que, au plus fort de la prospérité, la capacité de production américaine n'était utilisée qu'à 80 %; mais ces calculs ont été mis en doute. Enfin, il conviendrait d'obtenir, pour tracer correctement la courbe du revenu potentiel, le degré d'intégration du progrès technique. Or, c'est là une tâche extrêmement difficile. Aussi, doit-on exprimer une grande méfiance à l'égard de la représentation potentielle de la croissance; par conséquent l'une des lignes qui sert à déterminer l'écart devient tellement incertaine, que l'écart lui-même est une dimension non seulement imprécise mais indéterminée.

Cependant, il convient de pousser l'examen de la thèse; même en admettant que cette représentation de l'écart pût être obtenue d'une manière correcte, resteraient encore trois critiques qui suffiraient à écarter la théorie stagnationniste.

B) Critiques de l'argument démographique

Selon les stagnationnistes, la croissance logistique de la population serait un des éléments déterminants de l'allure logistique de la courbe représentant l'évolution effective du produit global. Or, l'argument démographique peut être, sinon écarté, tout au moins fort atténué pour deux raisons : une raison de fait et une raison logique.

La raison de fait est soulignée par l'observation de la situation postérieure à la seconde guerre mondiale. On a assisté, en effet, à une reprise de la natalité dans les pays les plus anciens, qui avaient jusque-là connu, soit une stagnation, soit même une régression démographique, et qui paraissent s'être orientés vers une progression très nette de leur population. C'est non seulement le cas de la France, mais encore de nombreux autres pays d'Europe et d'Amérique. Par ailleurs, on ne peut manquzr de constater que l'augmentation de la population

s'est poursuivie au plan global et que ce ne sont pas les craintes résultant d'une diminution de la population qui se font jour, mais au contraire celles provoquées par un accroissement trop rapide du nombre des hommes eu égard aux ressources. Cela permet donc d'indiquer que les stagnationnistes ont fait abstraction d'une possibilité; celle de l'existence éventuelle de séries logistiques se succédant dans le temps en longue période. A une période de forte progression démographique, pourrait succéder une période de ralentissement ou même de stagnation, qui elle-même ferait place à un renouveau de l'accroissement de la population. Mais, à cette raison de fait peut être ajoutée une raison logique.

En effet, même en admettant le ralentissement de l'accroissement démographique, on ne saurait conclure à une diminution nécessaire du volume de la production, car le désir d'élever le niveau de vie peut compenser les conséquences de la diminution du nombre des parties prenantes sur le volume des besoins à satisfaire. En somme, une population stationnaire peut accroître ses investissements pour donner satisfaction à des besoins nouveaux. L'observation montre que depuis la fin de la seconde guerre mondiale ce sont les besoins nouveaux qui ont conduit allégrement le rythme de l'expansion. En somme, la saturation des besoins est loin d'être atteinte, car il faut tenir compte du désir de satisfaire des besoins alternatifs. L'investissement peut, dans le cas d'une population stationnaire, devenir plus difficile, mais il ne faut pas dire qu'il est nécessairement rétrograde.

C) Critiques de la disparition de la frontière des investissements

Les stagnationnistes ont raisonné sur une exploitation quasi complète de l'espace géographique qui ferait disparaître la limite idéale tracée par les différences dans le taux de rendement des systèmes productifs des divers pays. Nous avons déjà indiqué, et nous n'insisterons pas à nouveau sur le fait que la prise de conscience du sous-développement a écarté cette thèse. Mais déjà, avant même que cette prise de conscience soit complètement effectuée, des arguments avaient été opposés aux thèses des stagnationnistes. L'expansion horizontale, disait-on, peut apparaître comme victime d'un freinage; mais l'est-elle définitivement ? Bien des pays doivent encore réaliser leur croissance. On faisait déjà remarquer que dans la seule zone de l'économie de marché, les pays qui n'avaient pas atteint leur développement économique représentaient encore 50 % de la su-

perficie et 46 % de la population mondiales. Aujourd'hui, une étude approfondie de la situation des économies sous-développées, a démontré que le problème dépassait encore en ampleur ce que l'on prévoyait ou ce que l'on estimait à l'époque.

Enfin, il convient de remarquer que pour les pays à croissance avancée - ceux de l'Europe occidentale par exemple - l'effort de modernisation, d'équipement et d'extension des biens capitaux poursuivi après la seconde guerre mondiale, a souligné combien les spéculations relatives à la disparition des occasions d'investissement étaient aventurées.

Mais il n'en demeure pas moins que, même si l'expansion horizontale peut paraître relativement limitée, il subsiste encore, comme l'avait fait remarquer Schumpeter, des possibilités d'extension verticale, constituées par le développement de nouvelles activités. Schumpeter pouvait dire à ce sujet que la conquête de l'air - et aujourd'hui, il dirait : de l'espace - pouvait être l'occasion d'investissements aussi fructueux que ne l'avait été la conquête des Indes. Il n'est pas nécessaire d'insister sur la critique de cet argument qui paraît actuellement assez désuet; on sait que c'est beaucoup plus d'une insuffisance d'épargne que d'une disparition des occasions d'investissements que risque de souffrir l'économie mondiale au cours des prochaines décennies.

D) Critiques de la diminution du besoin de capital, provoquée par le progrès technique

Le besoin de capital ne paraît pas nécessairement en diminution à la suite de l'élévation du progrès technique. En effet, de nombreuses inventions absorbent de grandes quantités de capital; par exemple celles qui découlent de l'exploitation de la désintégration atomique. Par ailleurs, on peut se demander si la tendance de l'économie au cours des prochaines périodes, ne sera pas orientée vers la diminution du travail réalisée au prix d'une plus grande dépense de capital. N'est-ce pas d'ailleurs la forme la plus humainement favorable d'innovation ? Celle-ci ne sera-t-elle pas de plus en plus "labour saving" afin de libérer l'homme de la peine. Or, l'innovation "labour saving" aura pour conséquence une plus grande consommation de capital. C'est dans ce sens que s'oriente l'économie, avec les procédés d'automation.

Enfin, rien ne prouve encore (et les stagnationnistes ne l'ont pas prouvé), que l'innovation qui - eu égard à l'emploi du capital - est ou peut être déflationniste en courte période,

le soit nécessairement en longue période. En effet, une innovation peut aisément provoquer des développements latéraux, devenant la source de nouvelles inventions, qui elles-mêmes nécessitent de nouveaux équipements. De plus, il conviendrait de savoir si les économies de capital que réaliseraient certaines innovations, sont appréciables à la fois à l'échelon global et à l'échelon unitaire. En d'autres termes, l'économie de capital réalisée par un moindre emploi d'épargne dans la constitution du processus de production, est-elle également réalisée par unité de produit final ? C'est là une question extrêmement discutable et à l'égard de laquelle les conclusions ne paraissent pas aujourd'hui très assurées (1).

En conséquence, on peut reprocher aux stagnationnistes de n'avoir pas fondé la thèse d'un écart croissant entre la ligne de croissance potentielle et la ligne de croissance effective. D'une part, l'existence de ce prétendu écart résulte d'une construction reposant sur une ligne de croissance hypothétique, fort difficile à tracer; d'autre part, les arguments qui expliquent cet écart et son allure grandissante, peuvent contenir une part de vérité, mais ils ne paraissent pas déterminants et ne sont pas susceptibles d'emporter la conviction.

Il conviendrait d'ailleurs de remarquer que si un écart existe, sa cause peut être cherchée dans d'autres directions, en particulier du côté des structures. On peut faire remarquer, en effet, que les structures monopolistiques ont tendance à réduire la production, et donc à ne pas exploiter au maximum toutes les possibilités existantes. On peut également noter que les structures de la demande ont peut-être évoluées dans le sens d'une plus grande rigidité aux prix, ce qui est susceptible de modifier les conclusions de la thèse stagnationniste. Aussi serait-il nécessaire pour apprécier pleinement celle-ci, d'intégrer dans ses démonstrations comme dans sa critique, les observations relatives aux structures, puisque, aussi bien, celles-ci sont partie intégrante de l'explication de la croissance. Mais ceci nous entraînerait trop loin quant à notre propos; il suffira de faire remarquer que les stagnationnistes ne paraissent pas avoir fondé la thèse d'un arrêt définitif, ni même prolongé, de la progression des économies avancées.

---

(1) Cf. sur ce point : Joan Robinson : The rate of interest.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++
++++++ LES MODELES DE CROISSANCE
++++++

L'interprétation de la croissance économique fournie par la pensée contemporaine est dans une très large mesure post-keynésienne; qu'est-ce à dire ?

C'est dire que certains auteurs vont reprendre fréquemment les principaux appareils d'analyse keynésienne, tout au moins ceux qui leur paraissent adaptés à l'explication de la progression. Mais, par la suite, ils vont procéder à une transformation de ces appareils pour les rendre aptes à la recherche poursuivie.

En premier lieu, leurs études utiliseront la macro-analyse, c'est-à-dire qu'ils raisonneront sur des concepts globaux et au niveau de l'économie nationale. Selon cetté optique ils envisageront les relations entre le revenu et l'investissement en état d'accroissement, et les relations entre l'investissement et l'épargne en fonction d'un accroissement du revenu. Ainsi les relations fondamentales, qui sont conçues par Keynes dans une perspective d'équilibre de période, seront placées dans une perspective de progression longue.

Ils procéderont encore à un élargissement de la conception keynésienne générale. Sans doute, l'idée de progression est-elle déjà chez Keynes; mais elle est enfermée dans le cadre étroit d'un équilibre périodique ou, au mieux, d'une succession de périodes non liées entre elles mais simplement comparées pour déterminer l'allure générale de l'activité économique. En d'autres termes, l'idée de progression se trouve enfermée par Keynes dans les perspectives d'une statique comparative.

Les théoriciens modernes de la croissance économique vont se situer d'emblée dans la perspective d'une période longue, c'est-à-dire d'une période où la population, le progrès technique, la formation du capital, constituent non plus les données mêmes du système, mais au contraire en représentent les variables. Ces variables sont animées de taux de changement propres à chacune d'entre elles et qui, de plus, changent d'une période à l'autre. L'accent se trouvera mis ainsi sur les conséquences des changements intervenant dans le taux de variation des variables.

A partir de ces données de base, la recherche consistera surtout à mettre au jour les conditions d'un accroissement du revenu et d'une progression du produit par tête, en tenant compte des exigences de la réalisation de l'équilibre.

La question sera souvent posée sous la forme d'une recherche des conditions d'équilibre de la croissance; en réalité des conditions d'équilibre de l'accroissement et de la progression.

Pour cela, on utilisera souvent, mais non nécessairement, la méthode employée en mathématiques, qui s'exprime par la phrase bien connue "Supposons le problème résolu". On veut indiquer par là qu'on formulera les conditions abstraites d'une progression ou d'un accroissement équilibrés, obtenant ainsi un terme de référence auquel on confrontera le schéma qui exprime la progression effectivement réalisée. En d'autres termes, ayant formulé les équations qui expriment un accroissement ou une progression réalisés en équilibre, on pourra définir les éléments qui, dans la réalité, s'opposent à la poursuite de la progression équilibrée.

On sera ainsi conduit de la recherche fondamentale à la recherche appliquée, qui indiquera comment peut être poursuivie ou obtenue une régularisation, une harmonisation de l'accroissement et de la progression.

Le point de départ de cette recherche peut être situé dans l'ouvrage de Roy Harrod, intitulé "Towards a dynamic economics", publié à Londres en 1948. Dans ce livre, Harrod fait, dans une certaine mesure, retour au souci des premiers classiques à l'égard de l'avenir de l'économie; mais il fait ce retour en emportant pour bagage un certain nombre d'éléments d'analyse keynésiens. C'est dire que sa recherche se situera dans une optique assez différente de celle des premiers économistes anglais. Bien entendu, Harrod n'a pas été le seul à se préoccuper

des problèmes de l'économie progressive, de nombreux économistes ont abordé cette étude; on doit signaler les travaux de François Perroux sur la croissance harmonisée, ceux qui ont été présentés dans une ligne proche de celle de Harrod, par Domar, Hicks, Hansen, Samuelson, etc... et enfin ceux qui s'opposent aux précédents dans la ligne tracée par Von Neumann et Solow.

++++++ Section I
++++++
++++++ L'analyse par les taux de croissance : R.F. Harrod
++++++

Section I

L'analyse par les taux de croissance : R.F. Harrod

Roy Forbes Harrod a présenté en 1948 dans son bref ouvrage: "Towards a dynamic economics" (Macmillan, London) (1), une interprétation de la croissance de longue période qui présente les caractères suivants :

- analyse de la croissance par l'ajustement des flux globaux d'épargne et d'investissement.

- l'ajustement des flux est exprimé sur la base de taux d'accroissement.

- l'accroissement équilibré est calculé en fonction du revenu global.

- cependant à l'arrière-plan se situe l'étude d'une progression équilibrée du revenu par tête, car Harrod intègre l'effet des mouvements démographiques.

- posé en termes de croissance équilibrée, le problème étudié devient, en fait, plus simple, il est celui d'un accroissement et d'une progression en équilibre de la production globale.

---

(1) R.F. Harrod : "Towards a dynamic economics". Macmillan, London, 1948. - Alain Barrère, "Théorie économique et impulsion keynésienne", Dalloz, Paris, 1952, p. 613-630.- Léon Buquet:"Le cycle économique selon Harrod", dans "Fluctuations économiques", Coll. "Théorie économique du Temps présent",Domat-Montchrestien, Paris,1954.- Emile James: "Histoire de la pensée économique au XXème siècle", P.U.F., Paris, 1955, p. 616-620.- Rudlof : "L'investissement et la demande".

Pour développer son analyse, Roy F. Harrod fait largement usage de la relation entre le capital et le produit, qu'il désigne d'ailleurs par le simple terme "relation", exprimée par le coefficient de capital au sens général (1).

++++++
++++++ § 1 - La formulation du problème de la croissance par Roy F. Harrod

Roy F. Harrod fait reposer l'explication de la croissance longue en équilibre sur le jeu de trois variables fondamentales : le volume de la population active, le produit par tête, la quantité de capital requise pour répondre aux exigences démographiques et techniques.

La notion de capital requis appelle quelques éclaircissements. Harrod raisonne sur un progrès technique neutre du point de vue de la demande de capital, en ce sens que les variations de la demande de capital ne sauraient provenir des exigences de l'intégration du progrès technique, mais uniquement de l'accroissement de la population.

En d'autres termes, le capital requis est celui qui maintient le rapport capital-produit pendant la période considérée. En effet, du moment que la population s'accroît, le revenu doit connaître un accroissement de même proportion pour que le revenu par tête soit sauvegardé. Pour obtenir cet accroissement du revenu, il faut que le capital qui entre en combinaison avec le travail soit accru de telle manière que soient maintenus les rapports antérieurs : population-revenu et capital-produit. On peut dire sous une autre forme : le capital doit être accru d'une quantité telle que le rapport entre le capital utilisé et le produit obtenu soit au moins égal à sa valeur antérieure. Ce rapport qui n'est autre que le coefficient de capital est appelé par Harrod : la "relation". Il s'exprime par $c = \frac{C}{R}$ qui est le coefficient moyen et par $Cn = \frac{I}{\Delta R}$ pour le coefficient marginal.

---

(1) Pour l'examen d'ensemble de la théorie de Harrod, on se reportera à son ouvrage "Towards a dynamic economics" et à notre ouvrage : "Théorie économique et impulsion keynésienne", p. 613 à 630.

La proposition de Harrod peut alors être présentée sous forme d'une équation, dans laquelle sont liés l'accroissement du revenu d'une période exprimée en fraction du revenu total et le coefficient de capital. Pour que la croissance se déroule en équilibre, il faut que la quantité de capital nouveau requise par l'accroissement du revenu soit satisfaite, c'est-à-dire que la quantité d'épargne formée soit égale à l'investissement permettant de créer le capital requis. Si G est le taux d'accroissement du revenu d'une période en pourcentage de R; C, exprime le rapport capital-revenu qui doit être maintenu à sa valeur; s, est la quantité d'épargne évaluée en fraction du revenu qui doit égaler la quantité de capital requise pour que la croissance se poursuive en équilibre. Ainsi la croissance équilibrée s'écrit :

$$Gc = s$$

Harrod peut alors formuler la question à laquelle il va s'efforcer d'apporter une réponse :

Comment la croissance s'effectuera-t-elle en équilibre, c'est-à-dire sans fluctuations appréciables, sans irrégularité notable, grâce à une réponse adéquate de l'épargne aux sollicitations de l'invesitssement ? C'est donc le problème de l'égalisation équilibrante de l'épargne et de l'investissement en dynamique.

++++++
++++++ § 2 - Les conditions de l'accroissement équilibré

Les conditions de l'accroissement équilibré sont posées à partir de la question suivante : il s'agit de savoir si la croissance spontanée ou croissance effective, va se dérouler conformément aux exigences de la croissance naturelle. Il convient de développer cette proposition afin de formuler les conditions de l'accroissement équilibré.

A) La croissance naturelle

La croissance naturelle est celle qui se déroule lorsque le système répond convenablement aux exigences du mouvement naturel des variables déterminantes; en d'autres termes, dans la croissance naturelle, l'équilibre est atteint lorsque la variable déterminée, l'épargne, atteint les grandeurs exigées par les variations qui interviennent dans les variables déter-

minantes, telles que les suscitent le développement de la population et l'élévation du progrès technique.

La croissance naturelle s'exprime par l'équation suivante : Gn Cr = s.

Pour Harrod, cette équation exprime les conditions fondamentales d'une croissance qui se poursuit en équilibre sous l'impulsion des variations démographiques et de l'élévation du progrès technique. En effet, Gn est le taux d'accroissement du revenu, tel qu'il est déterminé par l'accroissement de la production, elle-même commandée par l'augmentation de la population et l'élévation du progrès, de telle sorte que le niveau du revenu disponible par tête soit au moins maintenu. Gn exprime la satisfaction des besoins nés des exigences du mouvement démographique et de l'élévation du progrès technique. Par conséquent, on doit considérer qu'il s'agit de l'élévation du revenu obtenue par une production de plein emploi excluant le chômage involontaire, ainsi que l'utilisation partielle du capital disponible. C'est en somme le revenu ou la production de plein emploi de la main-d'oeuvre et du capital.

Cr est le coefficient de capital nouvellement requis par l'accroissement du revenu correspondant aux exigences de la croissance.

s est l'épargne exprimée en fraction du revenu.

Lorsque ces conditions sont remplies, la croissance est en équilibre et on doit même ajouter qu'elle est en équilibre "naturel", en ce sens qu'elle répond aux grandeurs qui sont déterminées par les variables exogènes déterminantes, c'est-à-dire, le mouvement de la population et les exigences de capital formulées par les changements techniques. Il convient maintenant de savoir comment la croissance effectivement réalisée va répondre à ces exigences, c'est-à-dire va reproduire ou s'écarter de la ligne de croissance naturellement déterminée par ces éléments exogènes fondamentaux , qui obéissent à leurs impulsions propres

B) La croissance effective et la croissance justifiée

La croissance effective est celle qui s'établit spontanément, réellement, dans le système économique considéré. Pourquoi cette croissance effective risque-t-elle de différer de la croissance naturelle ?

Les différences peuvent provenir des raisons suivantes : le développement de l'activité économique et donc la ligne de progression effectivement réalisée, vont dépendre des décisions des entrepreneurs; ce sont, en effet, les entrepreneurs qui vont décider de la mise en oeuvre du volume d'emploi et du volume de capital, et qui vont effectuer un certain volume d'investissement net en puisant dans l'épargne disponible. Or, la mise en oeuvre de ce volume d'emploi et de capital, ainsi que la création d'un investissement nouveau, seront fonction des prévisions des entrepreneurs et de leur désir de réaliser des bénéfices. En d'autres termes, ces décisions reposent sur une estimation de l'état de la demande dans la période ou dans les périodes qui viennent. Or, ces décisions sont sujettes d'une part à l'erreur et à l'incertitude attachées à toute prévision; d'autre part au désir de gain des individus. Les prévisions qui vont déterminer l'emploi de la main-d'oeuvre, du capital et de l'épargne, peuvent être entachées d'erreur, mais aussi peuvent être déterminées en partie par un désir de gain plus ou moins grand. En d'autres termes, à côté de l'erreur toujours possible résultant des prévisions mal calculées, la décision dépend d'un désir de gain dont la satisfaction est plus ou moins conforme aux exigences de la croissance naturelle. La croissance effective pourra donc différer de la croissance naturelle, non seulement parce que les prévisions ont été mal ajustées, mais encore parce que les entrepreneurs pourront poursuivre un gain excessif, ou au contraire se contenter d'un gain inférieur à celui qu'ils auraient pu effectivement réaliser. Le volume de leur production et donc le volume de la mise en oeuvre des facteurs, pourront s'en ressentir.

Mais l'erreur peut également se glisser dans la détermination des moyens susceptibles de satisfaire le désir de gain des entrepreneurs, de telle sorte que la croissance effectivement réalisée pourra ne pas donner satisfaction aux entrepreneurs, c'est-à-dire pourra ne pas leur permettre d'atteindre les gains qu'ils désiraient. On se trouve donc en présence d'une nouvelle possibilité de qualification de la croissance; Harrod l'appelle la croissance justifiée (le terme de croissance justifiée est une traduction du terme anglais "waranted", difficile à traduire correctement en langue française).

La croissance justifiée est donc celle qui réalise le désir de satisfaction des entrepreneurs poursuivant leur profit; le taux "justifié" est représenté par Gw.

Gw ou taux "justifié", est le taux d'accroissement qui satisfait les entrepreneurs et qu'ils n'ont aucune raison de modifier; il exprime la ligne de satisfaction des entrepreneurs poursuivant leur profit, et découle de la mise en oeuvre de la demande effective telle que la déterminent les entrepreneurs, et telle qu'elle leur paraît susceptible de réaliser le gain qu'ils désirent.

La croissance justifiée s'exprime donc par l'équation : Gw Cr = s ; cette équation exprime le fait que la quantité d'épargne s, permet de former une quantité de capital telle que l'accroissement de production et de revenu qui en résulte détermine une croissance qui satisfait les entrepreneurs. Cette équation exprime encore le fait que la quantité d'épargne transformée en investissement répond aux exigences de la production, telles qu'elles sont déterminées par la demande effective. Il s'établit alors un accroissement qui est à la fois justifié du point de vue du désir de gain des entrepreneurs et équilibré du point de vue du point de vue du fonctionnement du système orienté vers la poursuite du profit.

La croissance effective est celle qui est réalisée en fait. Elle est sans nul doute commandée par le désir des entrepreneurs de réaliser la croissance justifiée; mais rien ne prouve qu'elle réalise effectivement les conditions qui satisferont leur désir de gain, car ils auront pu procéder à une mauvaise évaluation de la demande effective. Par ailleurs, rien n'indique qu'elle reproduit la croissance naturelle, celle qui se déroulerait pour répondre aux exigences de l'accroissement "naturel" des variantes exogènes. En d'autres termes, la croissance effective peut ne reproduire ni la croissance qui satisfait le désir de gain, ni la croissance qui répond aux exigences naturelles. Il importe donc de rechercher à quelles conditions la croissance effective pourra se dérouler conformément aux exigences conjointes de la croissance justifiée et de la croissance naturelle. Pour répondre à cette interrogation, Harrod va comparer son système d'équation afin de déterminer comment et à quelles conditions l'accroissement va se produire en maintenant un état d'équilibre.

Pour ce faire, il va utiliser une méthode de comparaison entre les taux naturel, effectif, justifié, qui n'est pas sans évoquer la manière dont Wicksell rend compte du développement du mouvement cumultatif.

++++++
++++++ § 3 - Les diverses modalités de l'accroissement

Harrod dispose de trois équations; la première Gc = s , qui est l'équation générale déjà indiquée et de deux autres qui en constituent des applications particulières.

Gc = s exprime l'accroissement actuel effectif de la production totale et du revenu dans chaque période,

Gn Cr = s, exprime la croissance naturelle, c'est-à-dire celle qui se déroulerait conformément aux exigences des variations intervenant dans les variables exogènes déterminantes.

Gw Cr = s, exprime la croissance justifiée, c'est-à-dire celle qui est susceptible de satisfaire le désir de gain des entrepreneurs; celle qui justifie l'activité des entrepreneurs par l'obtention d'un gain désiré.

C'est de la comparaison de ces équations que Harrod va tirer des conclusions relatives à l'équilibre de la croissance (Harrod parle de croissance, bien qu'il s'agisse en réalité d'accroissement).

A) Comparaison de la croissance effective et de la croissance justifiée.

On va, avec Harrod, procéder à la comparaison des deux équations Gc = s, c'est-à-dire celle qui exprime la croissance effective, et Gw Cr = s, qui exprime la croissance justifiée.

Le raisonnement est le suivant :

Plus G est grand, plus c est petit, ce qui est évident, puisque leur produit égale une même quantité s.

Mais si G est plus grand que Gw, on doit en déduire que c est plus petit que Cr puisque les deux produits égalent la même valeur s.

Quelles sont les significations de ces différences ?

Si c est plus petit que Cr, cela signifie que le coefficient de capital existant actuellement est inférieur au coefficient de capital nouvellement requis pour l'accroissement du revenu; en d'autres termes, le capital en usage actuellement dans l'économie est trop faible pour maintenir le rythme actuel

de production (C est en effet le numérateur du rapport $\frac{C}{R}$ qui égale Cr).

Par ailleurs, si c est plus petit que Cr, on a nécessairement G plus grand que Gw, puisque les deux produits égalent toujours la même quantité s. Ceci indique donc que l'accroissement effectif actuel est supérieur à l'accroissement justifié; l'accroissement dépasse donc ce qui serait requis pour assurer la satisfaction des entrepreneurs; mais il ne peut être maintenu, puisque le capital en usage est trop faible. Les entrepreneurs vont alors être incités à accroître leur demande d'équipement ou de biens en circulation ou à accroître les deux à la fois. Cette augmentation des commandes d'équipement aura en effet pour but de porter c, le coefficient de capital, au niveau requis par le taux de l'accroissement effectif G qui est supérieur à l'accroissement justifié. Mais par là même la valeur de G baissera (puisque c s'accroît) et tendra à se rapprocher de Gw sans nécessairement y parvenir. Ceci nous montre bien que G, l'accroissement effectif, actuel, de la production totale de la période, qui est fonction des décisions des entrepreneurs sujettes à l'erreur, a été mal calculé et n'égale pas Gw le taux justifié. En d'autres termes, la croissance effective ne reproduit pas la croissance justifiée.

Mais si G n'égale pas Gw, on ne va pas réaliser normalement l'égalité des deux lignes de croissance, par suite des répercussions qui se font sentir sur C et sur Cr, et qui ont pour conséquence une modification de la ligne de progression.

On peut alors faire deux constatations :

1) Il existe une ligne de progression qui, si on la réalise, place les producteurs dans un état de satisfaction; l'accroissement est à la fois justifié et équilibré lorsque G = Gw.

2) Si les décisions des entrepreneurs déterminent un accroissement de la production G, différent du taux justifié Gw, il n'y a pas tendance à l'adaptation, mais au contraire au déséquilibre, bien qu'au premier examen, il semble que la baisse de G tendra à effectuer un rapprochement avec Gw.

Ceci va apparaître plus clairement par la comparaison entre les trois taux de croissance.

B) Comparaison des lignes de croissance actuelle, justifiée et naturelle

Cette comparaison va partir des grandeurs relatives que peuvent prendre G, Gw et Gn. Pour procéder à cette comparaison, il importe de comprendre que, en longue période, il existe une limite au taux d'accroissement de la production. En effet, au cours d'une longue période, la production ne peut dépasser durablement les possibilités naturelles découlant des volumes de la population, de la main-d'oeuvre et des ressources disponibles. En d'autres termes, G, le taux de croissance effective, ne peut excéder durablement Gn, le taux de croissance naturelle découlant des changements intervenant dans les variables qui déterminent le volume de la production.

Ceci étant posé, on peut avancer que les relations entre Gw et Gn vont indiquer si la progression effective de l'économie réalise ou non une croissance équilibrée.

En effet, toute divergence entre le taux naturel et le taux justifié de croissance, exprime la mesure dans laquelle un écart se manifeste entre la ligne de croissance naturelle. Cette divergence des deux taux exprime l'irrégularité de la croissance, telle qu'elle est déterminée par les décisions des entrepreneurs; elle donne en outre la mesure et le sens des divergences. C'est là le point essentiel de l'explication dynamique.

Ces explications, telles qu'on peut les déduire de la démonstration assez complexe de Harrod, peuvent être ramenées aux points essentiels suivants :

1) Lorsque G est plus grand que Gw, on enregistre une tendance au boom, et inversement. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que lorsque G est plus grand que Gw, il y a excès de la production de la période par rapport à la ligne de progression garantissant la satisfaction des entrepreneurs; les décisions de ces derniers, dictées par leur désir de gain étaient en réalité en dessous des résultats obtenus effectivement; mais, reste à savoir pourquoi ces résultats effectifs peuvent être supérieurs à ceux que laissait prévoit la poursuite de la satisfaction des entrepreneurs ? C'est la deuxième confrontation qui doit nous donner une réponse.

2) Lorsque Gw est plus petit que Gn, c'est-à-dire lorsque la croissance justifiée est inférieure à la croissance naturelle, on peut penser que G, le taux de croissance effective,

 1042

excédera Gw le taux de croissance justifiée. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que les conditions naturelles de la croissance, telles qu'elles sont déterminées par l'élévation de la population et l'élévation du progrès technique, déterminent en fait une production de période supérieure à celle que les entrepreneurs fixeraient en considérant leur seule perspective de profit. En d'autres termes, les possibilités naturelles de croissance finissent par "forcer la main" aux entrepreneurs dont les prévisions apparaîtront trop modestes. Il s'exerce sur eux une sorte de pression émanant du développement de la population et de l'élévation du progrès : ils se verront puissamment sollicités par les conditions naturelles de croissance, et le boom aura tendance à se développer parce que les prévisions des entrepreneurs ayant été jusque-là inférieures à ce que la réalité exigeait, ils s'efforceront de s'aligner "par le haut".

Mais, à l'inverse, on peut envisager l'hypothèse où les prévisions des entrepreneurs ayant été excessives, la croissance justifiée serait plus forte que la croissance naturelle; on procède alors à la troisième confrontation.

3) Si Gw est plus grand que Gn, on aura une valeur de G inférieure à Gw, c'est-à-dire que la croissance effective sera inférieure à la croissance justifiée. Pourquoi en sera-t-il ainsi ? Parce que, toujours en longue période, la production ne peut s'établir durablement au-dessus de ce que permettent les conditions naturelles de la croissance. En d'autres termes, viendra rapidement un moment où la production baissera, on enregistrera donc une tendance à la dépression.

En d'autres termes, Harrod ne fait pas une démonstration de la croissance en équilibre, mais bien plutôt une analyse d'un état de déséquilibres croissants.

++++++
++++++

§ 4 - Les insuffisances de l'analyse en termes de taux d'accroissement

Examinons les trois équations : $Gc = s$; $Gw\ Cr = s$; $Gn\ Cr = s$.

Nous pouvons formuler ces équations en remplaçant les taux par des pourcentages du revenu, c'est-à-dire en écrivant $\frac{\Delta R}{R}$ à la place de G, puis $\frac{I}{\Delta R}$ à la place de Cr, enfin $\frac{S}{R}$ à

la place de s. Toutes ces grandeurs exprimées en termes de revenu sont homogènes. En effet, G qui est le taux d'accroissement du revenu est exprimé par $\frac{\Delta R}{R}$, c'est-à-dire le rapport entre l'accroissement du revenu et le revenu lui-même, qui donne l'accroissement en pourcentage du revenu. Par ailleurs, il peut être exprimé par $\frac{I}{\Delta R}$ qui n'est autre que le rapport entre l'accroissement du capital en usage réalisé par l'investissement net et l'accroissement du revenu qui en résulte. Quant à $\frac{S}{R}$, ce rapport exprime l'épargne réalisée en pourcentage du revenu. Ainsi, à travers les symboles G, C et s, nous trouvons des grandeurs exprimées en pourcentage du revenu, et l'on peut dire qu'un des rapports essentiels est celui qui établit la relation entre le capital et le revenu; c'est de lui qu'il convient d'abord de discuter, car c'est de ce rapport que découle toute la valeur de la démonstration.

La "relation" de Harrod ou coefficient de capital, a connu après les travaux de celui-ci, une longue fortune (1). On sait que le coefficient de capital comporte deux significations, desquelles on peut tirer des enseignements relatifs à l'explication de la croissance.

1) Le coefficient de capital indique, en premier lieu, le rapport de l'accumulation historique du capital au revenu produit. Par là, il exprime un résultat, l'enregistrement de l'effet productif de l'accumulation de longue durée de l'épargne investie en équipements. On peut, cependant, donner deux interprétations de cette accumulation.

On peut dire, en effet, qu'elle représente la poussée de l'épargne tendant à accroître l'investissement; c'est la référence à la thèse classique, selon laquelle tout ce qui est épargné est consommé, toute quantité d'épargne formée dans l'économie suscitant un investissement de valeur égale.

Mais on peut dire également que cette accumulation exprime l'effet limitatif de l'épargne constituant un obstacle, une barrière, au développement de l'investissement. Par là même, la quantité d'épargne limiterait les possibilités d'un investissement qui pourrait être de lui-même supérieur aux possibilités que créerait l'épargne.

---

(1) Cf. sur ce point A. Barrère : "L'analyse des relations entre le capital et la production". - Compte rendu du Congrès des Economistes de langue française, 1955, et R.E.P. 1955, n° 3.

Le choix entre ces deux interprétations dépend de la question fondamentale du rôle de l'épargne consistant à savoir si celle-ci joue un rôle actif ou un rôle passif. Rôle actif si elle suscite automatiquement des investissements par l'intermédiaire du taux de l'intérêt; celui-ci devant baisser suffisamment pour que la demande de capital qui alimente l'investissement absorbe toujours l'offre de capital que représente l'épargne. Ou bien, il s'agit de savoir si l'épargne joue un rôle passif, c'est-à-dire si elle représente un obstacle que les investissements ne peuvent franchir, bien qu'étant sollicités constamment par l'accroissement des facteurs exogènes.

En définitive, la réponse qui doit être donnée dépend beaucoup plus de vérifications statistiques que de spéculations théoriques. Si l'on interroge les auteurs qui se sont penchés sur ce problème, on peut enregistrer avec Kuznets, que l'épargne aurait, depuis 1920, freiné, par son insuffisance, les investissements orientés nettement vers la hausse. Si l'on se rapporte à l'opinion de Dupriez (1), relative au comportement de l'économie européenne au cours du XIXème siècle, on peut penser que l'épargne aurait comprimé la consommation pour satisfaire les investissements qui se seraient réglés, non seulement sur les besoins de l'économie interne, mais encore sur les besoins du développement des économies de l'extérieur. En d'autres termes, si l'on se rapporte à ces deux opinions (sommairement exprimées ici), on devrait conclure que l'on a plus de renseignements sur le passé que sur le présent, et qu'il est fort difficile de donner une réponse générale à une question aussi importante; celle-ci demeure encore ouverte.

2) La deuxième signification du coefficient de capital est celle d'un rapport technologiquement déterminé, entre le capital employé et le produit obtenu par sa mise en oeuvre. C'est en somme la quantité de capital nécessaire pour produire le revenu. Le coefficient de capital exprime bien ce que Harrod appelle la "relation" qui conduit au coefficient d'accélération; nous savons par là quelle est la quantité de capital nouveau nécessaire, pour obtenir un accroissement du revenu.

Il importe d'avoir ces deux significations présentes à l'esprit, pour pouvoir procéder à l'appréciation de l'usage que va faire Harrod du coefficient de capital.

---

(1) Cf. L. Dupriez : Les mouvements économiques généraux.

++++++
++++++ § 5 - Critique de la démonstration reposant sur le jeu du coefficient de capital

Harrod va utiliser le coefficient pour connaître le taux de capital requis. Il veut, en effet, par son intermédiaire, savoir quelle est la quantité d'investissement qu'il convient de mettre en oeuvre pour assurer un taux de progression de la production conforme aux exigences de l'accroissement démographique et du progrès technique. Pour obtenir cette indication, il multiplie les coefficients de capital par les taux de croissance G qui expriment, ne l'oublions pas, la croissance effective du revenu. En d'autres termes, il multiplie le coefficient de capital par le taux d'accroissement du revenu, c'est-à-dire par $\frac{\Delta R}{R}$; c'est donc un pourcentage du revenu qui est pris en considération.

Mais certaines conditions doivent être remplies pour que la formulation soit valable, et lorsque ces conditions ne sont pas satisfaites, des incertitudes ne manquent pas d'apparaître. Pour que la formulation soit valable, il faudrait que soient satisfaites deux conditions.

1) Le taux d'accroissement du revenu et le coefficient de capital doivent être des variables indépendantes l'une de l'autre; par ailleurs, la fraction de capital requis qui est commandée par l'épargne, doit être une variable dépendante des deux autres. Or, le taux de croissance du revenu doit dépendre, pour être un taux d'équilibre, à la fois de la population et du progrès technique, c'est-à-dire des variables exogènes. Mais, dans la formulation de Harrod, il dépend aussi en partie du capital accumulé, puisque c'est de la mise en oeuvre de ce capital que peut dépendre l'accroissement du revenu. En d'autres termes, dans la formulation précitée, le taux de croissance du revenu dépend également d'un facteur endogène qui entre dans la constitution du coefficient de capital; c'est dire que le capital accumulé agit à la fois sur le coefficient de capital et sur le taux de croissance du revenu. Par là même, Harrod établit un lien entre les deux variables qui ne constituent donc pas deux variables indépendantes. La première condition, l'indépendance des variables déterminantes, n'est donc pas satisfaite.

2) Il faut encore que soient connues à l'avance les variations du revenu déterminées par l'accroissement de la popula-

tion et l'élévation du progrès technique; en d'autres termes, dans la logique de Harrod, il faut que l'on puisse dire, par exemple, qu'une variation de la population de 1 % entraîne une variation de même sens du revenu de 1 %, et qu'une élévation du progrès technique de 2 % entraîne une élévation du revenu de 2 %. Or, ceci ne peut être dit, puisque les variations du progrès modifient les conditions de la production, et que par ailleurs, le revenu va précisément dépendre de l'accroissement de l'investissement.

En d'autres termes, on ne peut prendre comme une donnée la variation du revenu, puisque celle-ci va dépendre de la variation de l'investissement, c'est-à-dire de l'élément que l'on veut précisément calculer. De telle sorte qu'il y a en fait utilisation simultanée de calculs, ou tout au moins de valeurs ex ante et de valeurs ex post. En effet, G et c sont déterminés ex ante et ex post, sans distinction, s est déterminé ex post. On ne peut donc faire dépendre les variations de la fraction du capital en formation, c'est-à-dire l'investissement, de la formation de l'accroissement du revenu.

Ceci ne signifie pas que la formulation de Harrod soit sans signification; mais qu'elle revêt une signification limitée. Elle indique les conditions d'un équilibre déjà réalisé.

On indique les conditions d'un équilibre réalisé parce qu'on reproduit les conditions abstraites d'une croissance qui n'a pu se dérouler autrement qu'en état d'équilibre, parce que déterminée par les éléments d'une équation idéalement définie. La conclusion de Harrod est donc un peu décevante, parce que : d'une part, elle ne fait pas état des automatismes et de leur jeu, les variables étant dépendantes entre elles et non indépendantes; d'autre part, elle ne fournit pas d'enseignement pour la politique économique tendant à harmoniser la croissance.

++++++
++++++

§ 6 - Critique de la conception de la stabilité du coefficient de capital

Cette critique découle des caractères que Harrod a donnés au coefficient de capital. En effet, il conçoit celui-ci comme un rapport qui, en fait, est stable.

En réalité, le coefficient de capital exprime une moyenne. Etablis sur cette base, les calculs démontrent souvent la stabilité du coefficient moyen de capital connu dans la pratique. Cependant, cette stabilité est discutable.

On peut le démontrer d'un point de vue pratique. En effet, les changements techniques qui interviennent sous la forme d'amélioration du processus de production, accroissent la productivité du capital en usage, de telle sorte qu'une même quantité de capital (exprimée en valeur monétaire), doit donner un revenu plus important. D'autre part, nous savons que certains auteurs font remarquer que les changements techniques se traduisent encore d'une autre manière : les innovations modernes se manifesteraient par une économie du capital utilisé. Cependant certaines industries sembleraient exiger un accroissement de capital pour obtenir un même volume de production, de telle sorte que la quantité de main-d'oeuvre utilisée s'en trouve réduite. En d'autres termes, les changements techniques interviennent à la fois pour modifier la productivité technique du capital et pour modifier la quantité de capital utilisée par rapport au volume de la main-d'oeuvre. On doit donc enregistrer des changements importants à la fois techniques et économiques. Or, Harrod, nous l'avons vu, raisonne sur un progrès technique neutre du point de vue de la productivité et de la quantité de capital utilisée; cette neutralité pouvant être obtenue par une sorte de balance entre les innovations qui accroissent la consommation du capital et celles qui l'économisent. Il s'agit là d'une simplification qu'il convient de discuter.

Il s'agit de savoir, en effet, si la neutralité du capital doit être appréciée du point de vue global ou du point de vue unitaire; il semble nécessaire de raisonner de ce second point de vue. Or, du point de vue unitaire, il y a neutralité lorsque l'innovation laisse inchangée la part de capital et de travail entrant dans la composition d'une unité de produit fini. Toutefois, il est bien évident que c'est au plan global que la notion est intéressante pour une économie nationale. Or, la neutralité au plan global ne peut être la simple transposition de la neutralité enregistrée au plan unitaire, pour la simple raison que la multiplication des unités obtenues (même par une plus grande productivité du capital), peut accroître ou diminuer la quantité totale du capital utilisée dans l'économie. Par ailleurs, on peut penser, comme l'ont avancé plusieurs auteurs, que certaines innovations sont favorables, d'autres défavorables à la consommation du capital; mais rien ne permet d'indiquer qu'une balance exacte s'établit entre ces deux catégo-

 1048

ries d'innovations pour laisser inchangée la quantité de capital exigée dans l'économie par l'introduction du progrès technique.

De plus, il est nécessaire de tenir compte de ce que le coefficient de capital est un rapport; par conséquent, il ne s'agit pas simplement de tenir compte de la valeur du rapport, mais aussi d'observer les changements intervenant dans la valeur des deux termes qui le constituent, c'est-à-dire, dans la valeur du numérateur C et celle du dénominateur R. On doit alors se poser une question : C, c'est-à-dire la quantité de capital en usage s'accroît-elle, et cet accroissement entraîne-t-il une élévation correspondante du revenu ? Si C ne s'accroît pas en valeur, R le revenu peut-il quand même s'élever sous l'effet du progrès technique, sans accroissement de la quantité de capital utilisée ?

Pour répondre à ces questions, il convient de tenir compte du fait qu'une innovation modifie le rapport $\frac{C}{R}$; il faut donc l'écrire en réalité $\frac{\Delta C}{\Delta R}$ ou $\frac{I}{\Delta R}$ afin de tenir compte de la productivité de l'investissement nouveau. Mais alors on établit une relation entre le volume de l'investissement nouveau et le volume de l'accroissement du revenu qui résulte de la mise en oeuvre. C'est dire que l'on obtient, non plus un coefficient moyen, mais un coefficient marginal de capital, lequel varie pour chaque période d'investissement.

Ceci ramène alors à la critique précédente. Harrod a choisi un coefficient de capital constant, fondé sur la prétendue neutralité du progrès technique; il n'a pu procéder ainsi que parce qu'il n'a pas décomposé le temps en périodes. Il n'a donc pas été amené à tenir compte des changements qui interviennent dans la valeur du coefficient de capital au cours de chacune des périodes d'investissement. S'il l'avait fait, il aurait été amené à considérer que le coefficient marginal de capital varie de période en période, ce qui indique que le coefficient d'accélération n'est pas constant, mais qu'il doit être lui-même calculé pour chaque période. Il aurait été ainsi obligé d'enregistrer, non seulement des déséquilibres comme il l'indique lui-même, mais encore des situations périodiques différentes.

En d'autres termes, Harrod peut raisonner sur la longue période considérée comme continue, parce qu'il utilise un coefficient moyen de capital et l'on ne saurait dire si c'est la première position qui a commandé la seconde, ou inversement.

De toute manière, il est amené à raisonner sur des taux d'accroissement qui se manifestent au cours de la longue période, à la condition que le coefficient de capital soit pris sous sa valeur moyenne, abstraction faite des changements qui peuvent intervenir au cours de chacune des périodes. Mais, ce faisant, il élimine une difficulté importante et il omet une explication non moins déterminante; il se prive de la possibilité de considérer des situations périodiques différentes.

Examinant les changements intervenant dans les taux d'accroissement ou dans les taux de variation des variables, il n'est pas amené à déterminer les périodes successives au cours desquelles ces changements peuvent se produire; c'est là une des servitudes de l'analyse en termes de taux d'accroissement.

Il importe donc de se demander s'il n'y a pas intérêt, pour perfectionner la démonstration de Harrod, à tenir compte des différences qui peuvent se produire d'une période à l'autre; c'est précisément la position prise par John Richard Hicks qui s'efforce de lever certaines des incertitudes contenues dans l'interprétation de Roy F. Harrod.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'analyse de la croissance par l'instabilité de
++++++ période : J.R. Hicks

Nous prendrons comme tentative significative de l'analyse en termes d'instabilité de périodes, la conception de John Richard Hicks. Cet auteur l'a exposée dans son ouvrage de 1950 "A contribution to the theory of the trade-cycle", Oxford, 1950, qui reprend et modifie les idées antérieurement exposées en 1936, dans son ouvrage "The trade-cycle". John Richard Hicks va essayer d'opérer une synthèse des apports de Harrod et de ses propres travaux antérieurs; il aboutit ainsi à une intégration du cycle dans la croissance et montre comment le mouvement long de progression intègre le mouvement court de déséquilibre (1).

---

(1) On pourra consulter sur les travaux de Hicks, les contributions de MM. Henri Guitton et Paul Coulbois dans l'ouvrage collectif : "Les fluctuations économiques". Théorie économique du Temps présent.

Conformément à une position bien souvent exposée dans les différentes parties de son oeuvre, Hicks veut tenir compte du temps. Cette position est reliée à sa conception générale de la dynamique, qui est pour lui la partie de la théorie économique dans laquelle les quantités sont datées.

Harrod raisonnait en termes de taux d'accroissement parce que pour lui la dynamique est l'économie dans laquelle les taux de variation sont changeants. Nous sentons donc, immédiatement, une différence dans le choix des instruments d'analyse.

John Richard Hicks se plaçant du point de vue de la conception générale se demande : comment étudier la croissance ? Il répond : en datant les quantités. Harrod se plaçant du point de vue de l'objet de la croissance, estime que celui-ci réside dans les changements du taux des variables. Harrod raisonne donc sur des taux sans transposition dans le temps; Hicks raisonne en datant des quantités.

Notre premier soin doit être d'examiner comment Hicks va formuler ses équations de base, qui expriment le principe de l'instabilité.

++++++
++++++ § 1 - Le principe de l'instabilité

Pour J.R. Hicks, l'instabilité est le ressort dynamique de la croissance. Il convient ici de noter qu'il serait plus indiqué, une fois encore, de parler d'accroissement et de progression, plutôt que de croissance et de progrès.

L'instabilité est causée, pour John Richard Hicks, par des retards d'adaptation qui provoquent des troubles, des déséquilibres dans le courant de l'activité économique. Pour exprimer ces retards d'adaptation, il convient de raisonner en termes de périodes, afin de savoir comment les effets d'un retard s'enregistrent dans une période et se transmettent aux périodes suivantes.

En conséquence, au lieu de considérer l'accroissement du revenu sous la forme d'un taux de progression, susceptible de changer, Hicks va l'exprimer sous la forme de la différence entre les montants du revenu ou du produit, enregistrable entre deux périodes successives. Raisonnons sur les périodes n - 1 et n.

Le problème est de formuler les équations fondamentales de Harrod qui expriment des phénomènes très généraux à l'égard desquels Hicks est à peu près d'accord, en termes de différences de périodes.

En vertu de ce point de départ, Hicks va être amené lui aussi à formuler l'accroissement du revenu; mais il n'exprimera pas celui-ci sous la forme d'un taux d'accroissement, représenté par G ou par $\frac{\Delta R}{R}$, exprimant une fraction du revenu. Au lieu de calculer en pourcentage, il va calculer les différences entre valeurs absolues; en d'autres termes, l'accroissement du revenu de la période (n - 1) à la période n, va être exprimé sous la forme $\gamma n - \gamma (n - 1)$ exprimant les différences entre les volumes du revenu ou de la production, (susceptible d'ailleurs d'être exprimé en valeur monétaire) atteintes au cours de chacune des périodes (n - 1) et n.

De même pour exprimer l'épargne, Hicks va abandonner la formulation de l'épargne en fraction du revenu; il ne la considérera donc pas sous la forme $\frac{S}{R}$; l'épargne de la période n s'écrit $s \gamma n$. et celle de la période (n-1) devient $s \gamma n (n-1)$; c'est-à-dire une partie du revenu exprimée également en valeur.

Par contre, Hicks conserve le coefficient de capital. Pour lui comme pour Harrod, C est constant, en considérant des conditions techniques et un taux d'intérêt donnés. Sur ce point, Hicks tombe donc sous le coup des critiques adressées en ce même point à Harrod.

Ayant ainsi formulé ces expressions de base, Hicks peut écrire l'équation qui exprime les conditions d'équilibre de la croissance. Celles-ci peuvent être exprimées sous la forme suivante : $C (\gamma n - \gamma n\text{-}1) = s \gamma n$.

A partir de cette équation Micks va pouvoir exprimer les différences se produisant d'une période à l'autre, ce qui lui donnera la possibilité d'enregistrer les retards et de décrire l'instabilité du système qui expliquera et exprimera la progression.

++++++
++++++ § 2 - La démonstration de l'instabilité en termes de différences de période

Il est nécessaire de revenir ici sur un point de la démonstration de Harrod qui touche à la portée de la démonstration mathématique employée par cet auteur. Hicks va en faire une critique qui ne manque pas d'efficacité.

A) <u>Critiques de la démonstration de Harrod relative à l'équilibre de la progression</u>

La critique faite peut en réalité comporter deux aspects, bien qu'elle procède d'une même réserve qui est la suivante : Harrod érige en preuve concrète une démonstration abstraite de forme mathématique. Ceci est insuffisant et les conclusions de Harrod en sont faussées.

1) La déduction mathématique consiste à tirer d'une comparaison de la grandeur réciproque des symboles utilisés, une preuve de l'instabilité économique réelle.

En effet, en écrivant $Gc = s$, Harrod conclut que si G s'accroît, c diminue, puisque leur produit reste toujours identique à s ; en d'autres termes, il formule par là que pour une grandeur inchangée de s autour de laquelle s'établit l'équilibre, l'accroissement de G ne peut être obtenu que par une diminution du rapport $\frac{C}{R}$, c'est-à-dire une diminution du rapport capital en usage - revenu obtenu. Or, comme C, le capital en usage, est fixe, c'est donc que le revenu, le dénominateur du rapport, s'est accru. Mais ceci est par définition contradictoire, du point de vue économique. On ne peut en effet admettre que dans l'activité économique réelle, le revenu s'accroisse sans que soit accru le capital en usage, tout au moins pour des conditions de plein emploi réalisées. La déduction tirée de la comparaison des symboles paraît donc nous conduire à des contradictions économiques; c'est alors qu'il faut passer de la déduction mathématique à la déduction économique.

2) Sur le plan de la déduction économique, on est obligé d'admettre que l'épargne augmente rapidement pour permettre la formation d'un haut niveau d'investissement expliquant l'accroissement de R par l'effet multiplicateur, et l'accroissement de C par addition de capital. On peut alors admettre qu'une plus grande productivité du capital permet d'obtenir un abaissement de la valeur du rapport. Dès que l'on envisage la situa-

tion économique concrète, on s'évade donc du cercle vicieux dans lequel on enfermait la déduction mathématique. Mais, pour autant, les incertitudes ne sont pas levées.

En effet, ou bien on suppose que l'accroissement de l'épargne est enregistré ex post, et l'on peut alors douter qu'il soit suffisant pour couvrir l'investissement ex ante nécessaire; il y aurait dans ce cas-là inflation par suite du financement réalisé ex ante, à l'aide d'un crédit qui ne serait pas couvert par l'épargne ex post.

Ou bien l'épargne de la période vient du revenu de la période précédente qui était inférieur à celui de la période actuelle; l'investissement ne peut alors être financé que par le crédit, et il y aura encore inflation. De telle sorte que dans les deux cas il n'y a pas de progression équilibrée. Certes, la déduction mathématique paraissait logique; mais on s'aperçoit que la logique disparaît dès que l'on veut en tirer des déductions concrètes sur le plan de la réalité économique. Pour échapper à ces contradictions et à ces incertitudes, il convient de formuler autrement l'équation exprimant les conditions d'équilibre.

B) La nouvelle formulation des conditions d'équilibre.

Hicks fait remarquer que écrire Gc = s, c'est se permettre d'écrire $G = \frac{s}{c}$; c'est donc en réalité faire dépendre le taux de croissance c du revenu du taux d'épargne, c'est-à-dire de la grandeur du numérateur s (puisque C est constant).

Si l'épargne s'accroît, le taux justifié d'accroissement doit s'élever, puisque C, la quantité du capital en usage est fixe; c'est donc le signe d'une instabilité à la hausse.

Cependant, cette épargne ne peut être absorbée que par un accroissement de l'investissement effectué à une cadence plus rapide qu'auparavant. Or, une élévation de l'épargne ex ante est supérieure à l'investissement ex ante, puisqu'elle restreint la consommation et donc la demande effective. En conséquence, on doit aller non vers une expansion, mais vers une contraction.

Ainsi, l'instabilité mathématique du système n'explique pas l'instabilité économique réelle.

 1054

C'est la raison pour laquelle la méthode de Hicks consistant à expliquer l'instabilité de la progression par les retards, les décalages, les différences périodiques, peut paraître, a priori, plus significative que celle qui résulte de l'analyse en termes de taux d'accroissement. C'est la raison pour laquelle Hicks va poser les conditions d'équilibre en termes de différences périodiques.

++++++
++++++ § 3 - La formulation de l'instabilité

Posons d'abord le principe qui se trouve à la base de la démonstration. Ce principe réside dans un problème méthodologique. Il s'agit de donner au système d'équations une stabilité mathématique, tout en lui permettant d'exprimer l'instabilité économique qui, de période en période, traduit les phénomènes de progression.

Le problème économique de la dynamique réside dans la nécessité de tenir compte des retards qui se produisent dans la progression des éléments de croissance, tout en considérant qu'ils n'évoluent pas de la même manière pendant la durée de chaque période, et en tenant compte également du fait que les événements d'une période transmettent leurs effets à la période suivante, en laissant toutefois se créer des décalages. Pour la démonstration en termes d'instabilité périodique, ce sont les délais de changement qui sont changeants. Ayant ainsi posé le principe des décalages dans le temps, on ne peut plus considérer que l'investissement courant dépend de l'accroissement du revenu pendant la période considérée. L'investissement d'une période dépend en effet, pour son accroissement, de l'augmentation du revenu qui a été réalisé pendant la période précédente.

De même, en ce qui concerne l'accroissement de l'épargne destinée à financer l'augmentation de l'investissement net, on ne peut pas dire qu'elle dépend du revenu de la période courante, mais de l'excès du revenu de la période sur la dépense de consommation financée par le revenu de la période précédente. On en tire donc une nouvelle formulation de l'épargne, celle-ci s'exprime non par $s \gamma n$, mais $s = \gamma n \; (1-s) \; \gamma n - 1$.

On peut alors procéder à une transcription de l'équation de base en tenant compte des différences de période. Elle exprimera la croissance pour la période n ; on obtient donc une méthode comparative.

La croissance du revenu, c'est-à-dire le G de Harrod, exprimé en termes de différences de périodes, n'est autre chose que la différence entre le revenu de n-1 et de n-2; par conséquent on peut dire que G = $\gamma n - 1 - \gamma n - 2$. Par conséquent nous ne disposons pas de taux d'accroissement différents; nous avons des différences de revenus croissants.

L'épargne est, comme il a été indiqué ci-dessus, l'excès du revenu de la période n sur la consommation payée sur le revenu disponible au début de n, c'est-à-dire provenant de la période n-1. L'épargne est donc : $s = \gamma n - (1 - s) \gamma n - 1$.

On a donc l'équation fondamentale suivante :

$$C (\gamma n- 1 - \gamma n- 2) = \gamma n - (1- s) \gamma n-1.$$

On tire de cette équation la formule suivante :

$$\gamma n = (1 - s + C) \gamma n - 1 - C \gamma n - 2.$$

Cette équation remplit les conditions de stabilité car un accroissement de s réduit γn : elle correspond ainsi à la réalité économique où un accroissement de l'épargne réduit le volume du revenu de la période. On peut ainsi considérer que les déductions mathématiques et les déductions économiques coïncident.

On peut alors tirer de cette équation un certain nombre de conclusions. On se bornera aux conclusions les plus générales, sans approfondir l'étude détaillée.

Les éléments donnés sont C, le coefficient de capital et s l'épargne.

Si on connaît les valeurs initiales du revenu dans les périodes 0 et 1, la progression va être complètement déterminée; l'équation exprime que si l'équilibre est établi une fois, il peut être indéfiniment maintenu à travers la croissance.

Si par contre l'équilibre n'est pas établi, le système tend à le réaliser.

En effet, la manière dont cette réalisation se poursuit, dépend de la valeur de C. Notamment, si C est plus petit que 1, on enregistre des oscillations autour de la position d'équilibre avec une amplitude atténuée et une instabilité faible.

Si C est plus grand que 1, on enregistre des oscillations autour de la position d'équilibre avec une amplitude croissante.

De toute manière, ces oscillations atténuées ou croissantes, traduisent l'instabilité de la progression, à travers laquelle l'équilibre de l'accroissement tend à se réaliser. Ce n'est donc pas une régularité dans l'accroissement qui est la conclusion de cette étude.

++++++
++++++ § 4 - Le rôle de l'investissement dans la progression

On peut ici procéder à un élargissement de la conception initiale; cet élargissement porte sur le rôle que joue l'investissement dans la progression.

Ayant posé le principe et exprimé les possibilités d'expansion du revenu, d'une manière différente de Harrod mais selon la même ligne générale de démonstration, Hicks a élargi sa conception en étudiant le rôle joué par l'investissement nouveau dans l'accroissement du revenu. Mais il le fait, à la différence de Harrod, en marquant les décalages qui se produisent dans les effets des changements intervenant dans les variables.

En fait, il a surtout étudié le cycle en supposant celui-ci intégré à l'intérieur d'un processus de croissance continue dont il vient de poser le principe.

A) L'expansion par le jeu des investissements autonomes et induits

On sait que Hicks a proposé une distinction fondamentale entre deux types d'investissement : l'investissement autonome et l'investissement induit, qui vont avoir des comportements différents au cours des diverses périodes.

Il ne s'agit pas, ici, d'étudier ces deux types d'investissement qui sont d'ailleurs bien connus, mais simplement de les situer dans l'ensemble de la démonstration.

On sait que l'investissement autonome est provoqué par une décision qui n'est pas liée aux exigences internes de la croissance, il est de type exogène. Motivé par des raisons extérieures aux exigences du mécanisme interne du système, il correspond par exemple à une innovation destinée à intégrer les applications d'une découverte technique, ou encore à une décision de l'autorité publique prise en vertu d'une politique poursuivie.

L'investissement induit par contre est celui qui est requis par le développement interne du système sous l'effet de ses mécanismes de fonctionnement : il est de type endogène. Il correspond, par exemple, à la nécessité de développer le revenu pour satisfaire un accroissement de la demande pour la consommation; cet accroissement du revenu et de la production suppose un développement du capital, c'est-à-dire un investissement lié et dit induit, dont l'importance obéit au principe de l'accélérateur.

Il importe de souligner que les deux types d'investissement vont jouer différemment en produisant des décalages. Comment le jeu de ces investissements va-t-il se manifester ?

Par le jeu du multiplicateur, on explique une augmentation du revenu sous le fait de l'accroissement de l'investissement. Mais pour que la croissance puisse se poursuivre, il faut trouver une raison à un accroissement continu et progressif de l'investissement; et ceci d'autant plus qu'à la suite de chaque effet multiplicateur, le revenu augmentant, la consommation s'accroît mais d'un montant moindre, de telle sorte que l'épargne en valeur absolue croît plus vite que le revenu. Il est donc nécessaire de trouver un nouvel accroissement de l'investissement destiné à absorber cette épargne croissante.

Le processus décrit repose alors sur la mise en oeuvre de l'irrégularité de l'accroissement de l'investissement; il peut être retracé de la manière suivante.

Une croissance régulière du revenu implique une orientation régulière de l'investissement induit et de l'investissement autonome, c'est-à-dire une croissance régulière de l'investissement global. Mais cet état est irréel, car on ne peut admettre que l'investissement autonome garde une régularité conforme aux exigences du développement de la croissance. Ceci pourrait être admis pour l'investissement induit qui obéit aux impulsions des mécanismes internes, mais ceci ne saurait être admis pour l'investissement autonome, puisque celui-ci est effectué en vertu de motivations extérieures aux exigences du fonctionnement du système lui-même.

On doit donc admettre qu'en un moment quelconque, il y a un apport subit d'investissement autonome provoqué par l'innovation (formation du capital public par exemple), et que cet investissement autonome aura ensuite tendance à diminuer. Il y a donc, du fait même du comportement de l'investissement autonome, une rupture dans l'équilibre et la régularité de la

croissance. Un accroissement de l'investissement autonome indique la préparation d'un boom, de telle sorte que de l'irrégularité de l'investissement, on passe au déséquilibre de l'accroissement. En d'autres termes, l'irrégularité a tendance à se transformer en déséquilibre.

En effet, l'accroissement de l'investissement autonome entraîne une augmentation subite du revenu par le jeu du multiplicateur; l'accroissement du revenu se trouve anormalement, ou tout au moins exceptionnellement élevé. Cet accroissement exceptionnel du revenu provoque par le jeu de l'accélérateur un accroissement de l'investissement induit consécutif à l'élévation de la dépense de consommation. On enregistre alors une nouvelle augmentation de l'investissement global due à l'élévation de l'investissement induit, et cette augmentation de l'investissement global entretient l'augmentation du revenu. Mais celle-ci requiert pour se poursuivre un nouvel investissement induit, et ainsi de suite; la croissance, ou plus exactement l'accroissement, se continue en prenant l'allure d'un boom.

C'est là le jeu bien connu de la combinaison du multiplicateur et de l'accélérateur. Il s'agit maintenant de savoir quel est le sort qui va être réservé à ce boom; on arrive ici à une nouvelle partie de l'exposition.

B - <u>L'arrêt du boom</u>

J.R. Hicks a montré que l'expansion explosive ainsi provoquée, devait s'infléchir et s'arrêter. L'arrêt du boom est, pour Hicks, provoqué par la pleine utilisation des ressources disponibles. En effet, vient un moment où les ressources en main-d'oeuvre, en matières premières et même en capital, vont, après s'être progressivement raréfiées, devenir insuffisantes. Mais, l'auteur insiste sur l'effet progressif ainsi exercé par la rareté des ressources qui se manifeste peu à peu, à mesure que l'investissement se développe. Ainsi, l'accroissement du revenu ralentit progressivement son rythme avant de s'infléchir. En effet, viendra un moment où l'investissement induit s'arrêtera, et même on procédera éventuellement à un désinvestissement. Il en résulte que l'accroissement, sous l'effet combiné du ralentissement et du fléchissement, se heurte à un plafond constitué par la limitation des ressources.

Mais, si on enregistre ainsi à la suite de l'expansion un fléchissement ou une dépression, celle-ci ne se prolongera pas, elle sera, comme le mouvement précédent, freinée à partir d'un certain moment, elle se heurtera à une sorte de plancher qui

fixe une limite inférieure. En effet, l'investissement autonome, qui est exogène, continue son existence propre; en d'autres termes, il y a toujours un certain volume d'investissement effectué soit pour introduire des inventions techniques, soit pour procéder à un équipement de base, dont la responsabilité incombe à la puissance publique. Lorsque le désinvestissement induit cesse, l'investissement autonome qui demeure, donne finalement un caractère positif à l'investissement global. On enregistrera, en un moment quelconque, une accélération progressive du revenu, qui exigera bientôt un accroissement de l'investissement induit. Ainsi, le jeu combiné du multiplicateur et de l'accélérateur pourra reprendre.

L'expansion, comme la contraction, trouve donc ses limites, et par le fait même, on assiste à une sorte d'alternance ; le système est instable, mais l'instabilité est limitée par "l'effet de plafond" et "l'effet de plancher".

La conclusion que l'on peut tirer de la démonstration qui vient d'être rapportée, est qu'elle constitue, certes, une explication de la croissance, mais qu'elle s'applique plus spécialement aux fluctuations, aux cycles. Elle explique les changements qui se produisent dans le rythme de croissance, lorsque le revenu est soumis à une élévation continue. Cette élévation n'est pas régulière, on enregistre au contraire un déséquilibre de la progression et de l'accroissement. Aussi peut-on dire que l'explication précédente est insuffisante pour rendre compte des péhnomènes, non seulement de croissance, mais même d'accroissement. Car il ne s'agit pas de prendre comme une donnée les variations du revenu, il s'agit de les expliquer. En somme, cette interprétation présente, comme celle de Harrod, l'inconvénient de raisonner sur le comportement de l'accroissement de l'investissement, en fonction d'un accroissement présupposé du revenu. En d'autres termes, elle explique les fluctuations de la croissance, mais elle n'explique pas suffisamment le déroulement fondamental de celle-ci. Elle a cependant l'avantage de marquer l'action détaillée du multiplicateur et de l'accélérateur; elle signale bien la conception selon laquelle la dynamique est marquée par des différences susceptibles d'être datées.

++++++ Section III
++++++
++++++ Le perfectionnement des modèles de croissance instable
++++++

A partir des travaux de Ray Forbes Harrod et de John Richard Hicks, la recherche s'est poursuivie pour améliorer leur interprétation. On marquera rapidement quelques étapes qui jalonnent l'orientation ainsi donnée.

++++++
++++++ § 1 - Les taux de croissance et l'instabilité

Deux efforts d'approfondissement doivent être signalés rapidement; ceux de Domar et de Samuelson.

A) L'effet de l'accroissement de la capacité de production : E. Domar.

Le modèle de R. Harrod demeure très keynésien, en ce sens que c'est le revenu et le revenu seul qui est le pivot de la démonstration, l'investissement étant considéré comme n'ayant d'effet que sur le volume du revenu par l'intermédiaire de l'effet multiplicateur.

Si cette position est admissible à courte période, elle ne l'est plus dès que l'on se situe en longue période. Il faut tenir compte en effet de la conséquence de l'investissement qui, en créant de nouveaux biens capitaux, accroît la capacité productive par élévation de la productivité et le potentiel de production par extension des équipements. C'est cet élément que E. Domar introduit dans le modèle primitif, lui apportant ainsi un perfectionnement notable, au point que l'on se réfère souvent, pour associer les deux recherches, au "modèle Harrod-Domar"

E. Domar intègre, en effet, l'investissement dans les deux membres de l'équation : à gauche il accroît le revenu par l'effet multiplicateur et marque l'accroissement périodique du revenu sous l'aspect de la demande; à droite, il signale l'accroissement de la capacité de production et indique l'augmentation de l'offre qui en résulte.

Aussi longtemps que l'investissement est positif (investissement net), la capacité de production s'accroît. Mais pour

que la croissance se poursuive en équilibre, il faut que le revenu s'accroisse dans la même proportion, ce qui suppose que l'investissement soit lui-même accru. L'instabilité peut donc résulter du fait qu'il suffit d'un investissement net pour augmenter la capacité de production, alors que l'augmentation du revenu nécessaire pour absorber la production additionnelle qui en résulte, exige un accroissement de cet investissement net.

Lorsque l'investissement et donc le revenu ne s'accroissent pas au taux requis pour justifier la capacité de production supplémentaire, l'instabilité s'installe dans l'économie.

B) Les phénomènes d'oscillation : P.A. Samuelson

Une combinaison des effets du multiplicateur et de l'accélérateur a été proposée par P.A. Samuelson. La combinaison de ces effets se traduit par une instabilité permanente qui pousse l'activité à une expansion cumulative qui trouve naturellement son point de renversement de tendance et s'oriente vers une dépression également cumulatrice qui, après avoir touché un point bas, fait place à une nouvelle expansion. En fait, il s'agit moins d'une explication de l'instabilité de la croissance que d'une description arithmétique de la combinaison des deux taux de multiplication et d'accélération qui sont dans un rapport numérique inverse.

++++++
++++++ § 2 - L'interprétation synthétique de la croissance de longue période avec déséquilibres

Nous avons vu l'effort de base effectué par Harrod dont les travaux ont relancé les études de croissance longue. Nous avons également examiné les insuffisances de cette interprétation et la manière selon laquelle J.R. Hicks s'est efforcé de mieux répondre aux questions posées : à l'analyse en termes de taux d'accroissement, il substituait une analyse en termes de différences de période. Cependant J.R. Hicks obtenait beaucoup plus une interprétation des fluctuations de la croissance, qu'une explication de la croissance avec déséquilibres. Son explication apparaît encore un peu trop partielle.

Aussi de nouveaux efforts ont-ils été effectués par différents auteurs, afin d'essayer de fournir une interprétation qui, alliant les apports des auteurs précédents, fournirait une

meilleure explication de la croissance de longue période, ou tout au moins de l'accroissement de longue période à travers des déséquilibres successifs.

Ces essais d'interprétation synthétique utilisent un certain nombre d'explications partielles, telle par exemple la combinaison du multiplicateur et de l'accélérateur, parfois appelée oscillateur, de Samuelson. Ils reprennent également la distinction entre l'investissement autonome et l'investissement induit, ainsi que le rôle des facteurs limitatifs que Hicks avait suggéré. Par ailleurs, on étend à la longue période, en les modifiant comme il convient, certains instruments d'analyse de Keynes. Nous allons essayer d'examiner la manière dont tous ces éléments peuvent être associés, combinés, pour fournir une interprétation plus satisfaisante de l'économie en croissance.

Nous indiquerons pour cela un essai de synthèse présenté par l'économiste américain Alvin H. Hansen, dans une contribution aux travaux du Congrès de l'American Economic Association, publié sous le titre "Towards a dynamic theory of the cycle" (1). Ce bref essai servira de point de départ pour présenter une interprétation synthétique de l'économie poursuivant sa croissance à travers des déséquilibres successifs.

Quels peuvent être les éléments de la synthèse réalisable, à partir des travaux effectués de part et d'autre ? Nous essayerons de l'indiquer à partir de l'essai de Alvin Hansen.

On peut marquer d'abord l'existence d'une tendance, d'un trend de longue période, qui n'est autre que la signalisation d'une ligne de progression, retraçant l'évolution en longue période du produit social obtenu par le fonctionnement d'une économie nationale.

On abandonnera l'accroissement du capital utilisé en fonction d'un accroissement préexistant du revenu; en d'autres termes, on ne partira pas d'un accroissement donné et considéré comme nécessaire du revenu, pour savoir quel doit être l'accroissement du capital susceptible de le réaliser, faisant de

---

(1) Publié dans l'Economic American Review, Mai 1952, p. 74 à 83.

cette liaison entre le revenu et le capital en formation une des conditions fondamentales de l'équilibre.

On rattachera l'accroissement de l'activité économique à des facteurs exogènes : mouvement démographique, progrès technique. Aussi, accordera-t-on une place déterminante à l'innovation dont le but principal sera l'introduction du progrès technique dans l'économie afin d'obtenir des processus de production progressifs.

Les déséquilibres qui se manifesteront à travers la progression, seront étudiés en fonction de la réaction du système aux exigences de la croissance. En d'autres termes, les exigences de la croissance déterminées par le mouvement démographique et le mouvement du progrès, établissent un certain nombre de conditions d'équilibre; il s'agira de rechercher si les réactions du système peuvent ou ne peuvent pas satisfaire exactement ces conditions d'équilibre.

Les réactions du système s'effectueront selon un mécanisme qui sera essentiellement constitué par l'action combinée du multiplicateur et de l'accélérateur jouant sur deux types d'investissement : investissement induit et investissement autonome. Mais, les réactions du multiplicateur et de l'accélérateur ne s'effectueront pas d'une manière simultanée dans le cadre de la longue période; ils seront considérés comme produisant leurs effets d'une manière échelonnée au cours du temps.

Enfin, les déséquilibres ainsi provoqués par les réactions du système non parfaitement coordonnées aux exigences de la croissance seront limitées, contenues, à l'intérieur d'une zone de fluctuations. En d'autres termes, on mettra l'accent sur le rôle des facteurs limitatifs contenant à l'intérieur d'une zone de fluctuations les déséquilibres enregistrés dans le trend de longue période.

Tels sont les principaux éléments de la synthèse qui pourrait être effectuée à partir de l'étude de Alvin Hansen.

Section IV

Le modèle néo-classique de la croissance équilibrée : R.M. Solow

Une réaction contre les modèles du type Harrod - Domar, et d'une manière plus générale contre tous ceux qui relèvent de l'orientation keynésienne, a été suscitée par R.M. Solow. Cet auteur oppose aux relations de flux établies sur la base du multiplicateur, de l'accélérateur et du coefficient de capital, les liaisons par les prix des biens et des services (salaire, intérêt). Il représente donc un modèle d'inspiration néo-classique tendant à mettre en évidence la possibilité d'une croissance stable.

§ 1 - La critique de l'instabilité de la croissance

La critique essentielle de R.M. Solow consiste à contester la démonstration faite par le modèle Harrod-Domar. Pour lui le système économique ne saurait demeurer à long terme dans la situation fondamentalement instable que décrivent les deux auteurs, ni même - lorsque le taux naturel et le taux garanti s'égalisent - sur le "fil du rasoir" de la croissance équilibrée, prêt à tomber à tout instant dans l'inflation ou la dépression.

Pour Solow, l'explication de cette position pessimiste réside en ce que le modèle critiqué ne fait aucune place au principe de substitution entre capital et travail, qui est un des éléments fondamentaux de la théorie néo-classique. Voulant donc ignorer la substituabilité des facteurs, Harrod et Domar adoptent le principe d'une production soumise à des combinaisons rigides de facteurs. En effet, le taux de croissance naturel dépend du taux d'accroissement du volume de la main-d'oeuvre, puisque le progrès technique est éliminé; alors que le taux de croissance justifié est dépendant du taux de l'épargne et de l'investissement (s dans l'équation de Harrod). Ainsi, la confrontation du taux naturel et justifié, de laquelle ressort la possibilité d'équilibre ou la menace de déséquilibre souffre-t-elle d'une quasi impossibilité d'adaptation. En effet, rien ne permet d'expliquer l'établissement d'une correspondance entre taux d'accroissement de main-d'oeuvre et taux d'épargne investie. Dès lors que l'on admet une possibilité de substitution entre travail et capital, la rigidité introduite par

Harrod disparaît et l'équilibre de la croissance peut être maintenu, les effets cumulatifs étant neutralisés par le jeu de la substitution des facteurs.

Ainsi le système prévu par Solow peut-il s'adapter à un accroissement exagéré de la population active. C'est la réintroduction de la flexibilité par le jeu des variables néo-classiques : prix, salaire, intérêt, qui commandent les volumes de la demande, du travail et du capital et réalisent leurs ajustements réciproques.

++++++
++++++ § 2 - La démonstration de la croissance équilibrée

Le modèle de Solow repose donc sur l'idée qu'un même volume de production peut être obtenu par différentes combinaisons productives, c'est-à-dire par différentes quantités de travail et de capital, ces deux facteurs étant toujours substituables l'un à l'autre. La substitution jouera en longue période, sous l'effet de l'accroissement de la population qui, entraînant des variations dans le volume de la main-d'oeuvre active, provoque des changements dans le taux du salaire.

Pour sa part, le capital est supposé croissant, par suite de l'affectation à l'investissement d'une part du revenu annuel épargné. Par souci de simplification Solow suppose que la population croît à un taux annuel constant et que la fraction du revenu épargné est également constante.

On obtient ainsi un rapport capital-travail dont il est possible de suivre l'évolution en longue période et d'en tirer le volume de la production et de la consommation.

Solow admet les principes néo-classiques fondamentaux : la fraction du revenu non consommée est investie; la productivité marginale physique du travail est égale au taux du salaire réel. Ainsi le plein emploi est assuré en permanence par la flexibilité du salaire réel, car si la population active augmente pour un volume donné de capital, la productivité marginale du travail s'abaisse et avec elle le taux de salaire; il n'y a donc pas excès de main-d'oeuvre. De même la productivité marginale du capital détermine le taux réel de l'intérêt, de telle sorte que le plein emploi du stock de capital disponible est réalisé.

Le problème est alors posé de la manière suivante : l'accumulation du capital est-elle compatible avec l'accroissement de la main-d'oeuvre réalisé à un taux quelconque sous l'effet de causes exogènes ? En d'autres termes la formation du capital s'ajuste-t-elle aux exigences des variations de la population ?

Pour répondre à cette question, il faut intégrer le produit. Or, à partir de la connaissance de la quantité de travail et de capital disponibles - le plein emploi des deux facteurs étant assuré par la flexibilité du salaire et de l'intérêt,- on peut formuler la fonction de production qui permet d'obtenir le produit (les rendements d'échelle étant supposés constants, la fonction de production est homogène et linéaire). Ce produit se partage entre la consommation et l'épargne qui est intégralement investie.

On peut connaître sans difficulté la part constante du produit qui est investie, c'est-à-dire S. De même on peut connaître la variable capital/travail, soit $\frac{K}{L}$, dont le taux de changement résulte de la différence entre l'accroissement du capital et l'accroissement du travail. Donc, lorsque le rapport $\frac{K}{L}$ est constant, le taux d'accroissement du capital doit être égal au taux d'accroissement de la main-d'oeuvre; sa valeur d'équilibre peut être ainsi déterminée.

Lorsque le rapport $\frac{K}{L}$ varie on enregistre une variation du produit et donc de l'épargne investie S . Mais le système tend à retrouver un équilibre stable et la croissance tend à se développer au taux naturel indiqué par le taux de croissance de la population. Car si le capital disponible donne $\frac{K}{L}$ inférieur au rapport d'équilibre, la production et l'épargne investie s'accroissent à un taux supérieur au taux d'accroissement de la main-d'oeuvre active jusqu'à ce que soit à nouveau atteinte cette valeur d'équilibre. Si le capital rend le rapport $\frac{K}{L}$ supérieur au rapport d'équilibre, le produit et l'épargne investie s'accroissent à un taux inférieur au taux d'accroissement de la main-d'oeuvre. Ainsi le produit varie à un taux intermédiaire entre les taux d'accroissement du capital et du travail et donne un taux d'épargne qui par ses variations (rendues possibles par la flexibilité du taux de l'intérêt) ajuste les variations du capital à celles du travail, faisant ainsi retrouver au rapport $\frac{K}{L}$ sa valeur d'équilibre.

La démonstration de R.M. Solow est évidemment beaucoup plus complexe et détaillée qu'il paraît d'après le simple exposé qui vient d'être fait de son schéma général. Elle tend à démontrer que par les variations du taux d'épargne commandant l'ajustement du capital aux variations du travail, la croissance tend vers l'équilibre, le produit s'accroissant au même taux que celui de la population.

++++++ Sous-Titre III
++++++
++++++
++++++ LE RENOUVEAU DU NEO-CLASSICISME
++++++

La vigueur avec laquelle s'était déroulée l'attaque de Keynes contre la théorie classique et néo-classique avait provoqué un recul de la micro-analyse de l'équilibre en termes de prix qui a été antérieurement signalé. Il est apparu un certain temps que la macro-analyse des flux allait dominer la science économique et que les thèmes keynésiens étaient destinés à remplacer ceux qui depuis A. Smith, Ricardo, Stuart Mill constituaient d'une part, à travers Marx, d'autre part, avec J.-B. Say, Menger, Walras, Marshall, la trame essentielle de l'analyse. Il ne s'agissait, heureusement, que d'un phénomène transitoire; l'étonnement passé, la surprise surmontée, la théorie néo-classique allait faire retraite. Son examen de conscience terminé, elle allait pouvoir bénéficier de certaines critiques justement adressées pour redresser ses torts et même, allant plus loin, assimiler certains apports keynésiens pour s'enrichir elle-même. Il devait en sortir un néo-classicisme renouvelé, fidèle à sa ligne de pensée traditionnelle, mais désormais ouvert à des éléments qu'elle avait jusque-là par trop méconnus. C'est dans cet esprit qu'on a pu parler d'un néo-classicisme post-keynésien, pour signaler cet effort d'intégration de certains éléments de la "Théorie générale" à la théorie classique.

La mise à jour du courant traditionnel avait d'ailleurs commencé au moment même où Keynes s'ingéniait à brouiller les cartes. En effet, c'est de 1934 à 1938 que John Richard Hicks écrivait son grand ouvrage : "Value and Capital" qui tenait compte déjà des critiques et des nouveautés apportées par l'iconoclaste de Cambridge. Mais en un premier temps, les auteurs fidèles à la pensée marshallienne se consacrèrent surtout à la critique de la "Generale Theory" et ce n'est que plus tard

qu'ils reprirent conscience de la nécessité de passer à la contre-attaque. Celle-ci, qui n'est d'ailleurs pas arrivée à son terme, a donné naissance à un néo-classicisme renouvelé, dont on se propose d'examiner les principales orientations (1).

---

(1) On précise à nouveau que dans une perspective historique il s'agit de dégager les lignes générales et les grandes orientations et non pas de procéder à un examen détaillé des analyses nouvelles.

++++++ Chapitre I
++++++
++++++ L'EQUILIBRE GENERAL ET LA STABILITE
++++++
++++++ D'UN SYSTEME DYNAMIQUE : J.R. HICKS

John Richard Hicks publiait en 1939 son oeuvre maîtresse : "Value and Capital" (Clarendon Press, Oxford) (1) qui constituait à la fois un approfondissement de la théorie néo-classique sur la base des thèmes abordés par Alfred Marshall et Arthur Cecil Pigou; un dépassement des apports de Walras et Pareto et une extension de l'interprétation traditionnelle à des problèmes nouveaux abordés par l'Ecole suédoise et par Keynes.

Son ouvrage comprend quatre parties, consacrées principalement à :

- une reformulation de la théorie de la valeur subjective et de la demande du consommateur, effectuée à partir de la théorie de la valeur de Pareto et de Marshall et des études de Schultz et Allen.

- une présentation de la théorie de l'équilibre général dépassant l'explication de Walras, grâce notamment à la formulation des lois de stabilité d'un système de prix sur un marché multiple.

- une étude des fondements de l'économie dynamique, dans laquelle il examine certains concepts fondamentaux : l'intérêt, la monnaie, le revenu, en reprenant les propositions de Wicksell, des Suédois et de Keynes.

---

(1) Une traduction française par C. Mac Millan, C. Ménage et E. Lisle a été publiée sous le titre : Valeur et Capital chez Dunod, Edit., Paris, 1956, 320 p.

- une explication du fonctionnement du système dynamique, où, continuant ces mêmes auteurs, il s'efforce de formuler une théorie du processus économique dans le temps en donnant une importance particulière aux notions de plans de production, d'équilibre temporaire et d'accumulation du capital.

Cet ouvrage constitue une recherche sur les principes et les concepts fondamentaux de la science économique, en même temps qu'un essai de construction dynamique prolongeant le système walrasien d'équilibre général d'un système de prix.

Un prolongement de cet effort a été présenté par l'auteur en 1965 dans son livre "Capital and Growth".

L'oeuvre de Hicks ne peut être considérée comme synthétisant à elle seule toute la rénovation du courant néo-classique post-keynésien, mais elle en constitue au moins le point de départ et fixe le cadre général d'une nouvelle synthèse, en même temps qu'elle apporte une méthode différente et des instruments d'analyse rénovés. C'est selon cette optique qu'elle sera étudiée, avec le souci de montrer à quel point la recherche contemporaine constitue un effort de dépassement et de synthèse des interprétations antérieures.

++++++ Section I
++++++
++++++ La rénovation de la théorie de l'équilibre général
++++++

Section I

La rénovation de la théorie de l'équilibre général

Il convient, avant d'aborder la théorie de l'équilibre général de Hicks de signaler pourquoi elle constitue un effort de rénovation.

++++++
++++++

§ 1 - La signification de l'effort de synthèse de J.R. Hicks

"Value and Capital" se présente comme une logique pure d'un système économique d'entreprise privée. Cette oeuvre, abstraite et très conceptuelle, se situe dans un cadre hypothétique de concurrence parfaite d'où l'action de l'Etat est supposée absente. L'auteur estime qu'il est possible de réintégrer

les situations de concurrence imparfaite sans attirer la démonstration. L'omission du rôle de l'Etat est plus discutable; Hicks le reconnaît mais estime que faute d'avoir une interprétation satisfaisante de son action économique, il est préférable d'en faire abstraction.

Ce système économique d'entreprise privée est exprimé dans son ensemble sous la forme d'un réseau de liaisons établies entre les différents marchés; c'est l'emploi de la méthode de l'équilibre général de l'école de Lausanne. Cependant Hicks estime que Walras s'est borné, comme l'a fait remarquer Marshall, à un exposé du problème et que Pareto bien que poussant au-delà n'a pu aller fort loin, car il n'a pas intégré dans son interprétation les problèmes du capital et de l'intérêt. Wicksell les a bien abordés, mais, chez lui, c'est la théorie de la valeur qui est déficiente, car ayant écrit avant Pareto, il n'a pu bénéficier du progrès que celui-ci a fait accomplir en ce domaine fondamental.

S'inscrivant ainsi dans la lignée Walras-Pareto-Wicksell, et démontrant d'une manière éclatante la façon dont l'analyse progresse par voie de dépassements et de synthèse, J.R. Hicks se considérant comme le continuateur du grand économiste français (1), se propose de dépasser le stade du simple exposé des conditions de l'équilibre pour découvrir les "lois générales gouvernant le fonctionnement d'un système de prix sur un marché multiple" (Introduction, trad. franç., p. 5).

Il aboutit ainsi à une théorie formelle des liaisons entre les marchés qui constitue une première étape de sa démonstration. Le contenu peut en être précisé de la manière suivante : reprenant la théorie de la valeur de Pareto pour la clarifier, utilisant la méthode walrasienne de l'équilibre général établi par un système de liaison entre les marchés, se propose de dépasser les travaux de l'Ecole de Lausanne en intégrant à sa théorie de l'équilibre général, la théorie révisée de la valeur subjective, qui lui permet d'inclure les problèmes dynamiques du capital et de l'intérêt que Wicksell n'avait pu traiter correctement, faute d'une bonne explication de la valeur.

---

(1) Hicks écrit dans la préface de l'édition française : "La seconde partie de cet ouvrage est du pur Walras; c'est un tribut à l'oeuvre de ce grand économiste français dont je m'honore de me considérer comme un continuateur".

La deuxième étape est constituée par l'explication des fondements et du fonctionnement d'un système dynamique. C'est à travers le capital et son accumulation, qui incluent l'intérêt et les phénomènes monétaires, que J.R. Hicks recherche les principes de la dynamisation du système d'équilibre. C'est là qu'il rencontre Keynes.

Comme lui, et sous son influence, il est amené à aborder les catégories que la "Théorie Générale" a mises en évidence : l'intérêt, la monnaie, le revenu, l'épargne, la thésaurisation, l'investissement et l'accumulation du capital, le salaire.

Si l'influence de Keynes est incontestable sur les catégories analytiques utilisées, J.R. Hicks reste fidèle au néo-classicisme walrasien. En effet, il demeure profondément séparé de Keynes en ce qu'il aborde le fonctionnement du système dynamique en termes de marchés reliés par un ensemble de réactions de prix. Pour lui, le système dynamisé tend vers un équilibre temporaire qui s'établit d'après le jeu des prévisions, de la substitution des facteurs et de la flexibilité des prix, de l'intérêt et du salaire. On peut marquer le sens de la différence en disant : dans la théorie keynésienne l'équilibre s'établit entre flux par l'égalité de l'épargne et de l'investissement, qui ajuste les quantités en mouvement dans le circuit; dans l'interprétation de J.R. Hicks, l'équilibre entre offre et demande sur chacun des marchés s'établit par les réactions des prix des biens et services et la substitution du produit et des facteurs, les différents marchés étant mis en communication par le système des prix qui concourt ainsi à l'établissement de l'équilibre général.

Les principes étant ainsi posés, on peut maintenant aborder l'articulation de la démonstration.

++++++

++++++ § 2 - Théorie de la valeur et équilibre général

Traitant de la théorie subjective de la valeur, J.R. Hicks - qui en fait son point de départ - se propose d'améliorer la présentation de Pareto.

A) La théorie de la valeur et la demande du consommateur

Il abandonne le raisonnement sur l'utilité marginale des premiers théoriciens de l'utilité pour en préciser le raisonnement en termes de courbes d'indifférence; il rejette aussi toute hypothèse d'utilité quantitative, se ralliant à la conception ordinale de l'utilité et raisonnant sur des échelles de préférence conduisant à la construction d'un diagramme d'indifférence.

A la notion d'utilité marginale qui recèle une trace de quantitativisme - car la grandeur de l'utilité quantitative suppose que l'utilité relève du domaine du cardinal - il substitue la grandeur donnée par le taux marginal de substitution. Il définit celui-ci de la manière suivante (1) : le taux marginal de substitution de X à Y est la quantité du bien Y qui compense pour le consommateur la perte d'une unité marginale du bien X. L'équilibre du consommateur se trouve établi, par rapport au système de prix en vigueur sur un marché, lorsque son taux de substitution entre deux biens est égal au rapport de leurs prix. C'est là une condition d'équilibre du marché, car, à défaut, le consommateur a avantage à remplacer une certaine quantité d'un bien par une valeur égale de l'autre. Sur la base ainsi établie, le prix d'un produit est égal au taux marginal de substitution, entre ce produit et la monnaie.

Il en dégage les lois de la substitution entre deux produits : "Y est un substitut de X si le taux marginal de substitution du bien Y à la monnaie diminue lorsque X est substitué à la monnaie dans une mesure telle que la situation du consommateur reste inchangée". (Valeur et Capital, trad. franç. p. 39). Quant à la loi de la complémentarité entre deux biens, elle est exprimée ainsi : "Y est un complément de X si le taux marginal de substitution du bien Y à la monnaie augmente lorsque X est substitué à la monnaie" (id.).

Ce raisonnement suppose une fixité des prix et une constance du revenu du consommateur. Or, le revenu peut varier pour des raisons quelconques, mais il en est une particulièrement importante : les variations de prix. En effet, la baisse du prix d'un produit équivaut à un accroissement du revenu du consommateur et inversement. Il en résulte que la variation

---

(1) J.R. Hicks, Valeur et Capital, trad. franç., p. 18.

du prix d'un produit n'a pas nécessairement pour conséquence une action sur la demande de ce même produit, car, entraînant un accroissement du revenu, cet accroissement peut se traduire sur la demande d'un autre produit : la baisse du prix de la bière entraîne pour le consommateur de cette boisson un accroissement du revenu qui peut l'inciter à augmenter sa consommation de vin; dans ce cas la demande de bière diminue, celle du vin augmente, bien que le prix du second soit, par hypothèse, supérieur au prix de la première. En fait, les hypothèses quant au comportement de la demande sont multiples, effet de substitution et effet de revenu pouvant jouer dans le même sens et se renforcer, ou jouer en sens inverse par rapport à un bien donné; ils peuvent également exercer des actions diverses sur la demande des autres biens. En fait, l'effet de revenu semble doté d'une action moins forte que l'effet de substitution, mais leur action conjointe rend très complexe le comportement de la demande.

B) La théorie de l'équilibre général des échanges

L'analyse précédente traitant du consommateur est valable pour des biens autres que les biens de consommation; elle s'applique à tous les biens désirables. En conséquence, elle peut interpréter l'offre de travail qui commande le revenu du salarié et d'une manière générale elle s'applique aux biens acquis pour la production d'autres biens devant satisfaire les besoins d'autrui. J.R. Hicks s'oriente ainsi vers la théorie de la production en passant de la théorie du choix du consommateur à l'explication des échanges en général, car les mêmes principes régissent l'une et l'autre : classement des biens suivant un ordre de préférence indépendant du prix , rôle des variations de prix à travers les effets de substitution et de revenu.

Les lois de variation du système des prix qui gouvernent les échanges en général, lui paraissent devoir être déduites des conditions de stabilité. L'équilibre des échanges est réputé stable, lorsqu'une légère action détruisant l'équilibre engendre d'autres actions qui tendent à se rétablir. C'est dire qu'une légère hausse du prix rend l'offre plus importante que la demande et cette infériorité de la demande joue dans le sens de la baisse du prix, ce qui tend à rétablir l'équilibre. Mais il faut aller au-delà de l'énoncé des conditions de stabilité et aborder - ce que n'a pas fait Walras - les lois de variation du prix, des offres et des demandes.

Il est amené à la conclusion selon laquelle un système d'échanges multiples stables est compatible avec les lois de la demande; il ne s'ensuit pas qu'il soit nécessairement stable; mais les conditions de stabilité sont aisément satisfaites L'unique source d'instabilité est constituée par l'asymétrie des effets de revenu; mais le jeu du principe de substitution au sein de l'ensemble des biens suffit à la neutraliser.

C) La théorie de la production.

J.R. Hicks aborde la théorie de la production, comme l'avait fait Walras : à travers le jeu des marchés des produits et des facteurs. Le passage de la théorie de la valeur et de l'échange à la théorie de la production s'effectue en considérant l'équilibre de l'entreprise. Pour offrir des marchandises, l'entrepreneur au lieu de recourir à un échange préalable portant sur ce qu'il veut vendre, peut acquérir des services et des facteurs de production pour procéder aux transformations techniques qui lui permettront d'offrir des catégories de biens désirés. L'entreprise achetant des facteurs et vendant des produits doit maximiser l'écart entre les valeurs vendues et achetées. Il s'agit donc d'une analyse en termes de prix et de marchés reposant sur la théorie générale de l'utilité qui a commandé la théorie du choix du consommateur.

J.R. Hicks se demande quelles sont les conditions d'équilibre d'une firme qui accroît sa production. Elles sont au nombre de trois (1) :

1 - le prix du facteur de production équivaut à la valeur du produit marginal qui en résulte, ou le prix du produit équivaut à son coût marginal.

2 - pour que l'excédent des recettes sur les dépenses atteigne un maximum, il faut que le produit marginal soit décroissant, c'est-à-dire que le coût marginal soit croissant au point d'équilibre.

3 - le produit moyen doit être décroissant, c'est-à-dire que le coût moyen doit augmenter.

---

(1) J.R. Hicks : "Valeur et Capital", trad. franç. Dunod, p. 70 à 72.

Il peut regrouper ces conditions sous la forme d'un ta-leau (p. 72) dont les deux volets correspondent :

1. Prix du facteur = valeur du produit marginal	1. Prix du produit = coût marginal.
2. Produit marginal décroissant.	2. Coût marginal croissant.
3. Produit moyen décroissant.	3. Coût moyen croissant.

Ainsi produit et coût se trouvent associés et mettent en évidence le rendement, ce qui permet de faire jouer ici encore le principe de substitution.

En effet, la production peut connaître des variations, mais elles peuvent se ramener à l'une ou l'autre des trois catégories suivantes :

1 - faire varier les quantités relatives de produits, en substituant, à la marge, un produit à un autre;

2 - substituer un facteur à un autre facteur;

3 - augmenter ou diminuer simultanément un facteur et un produit.

Lorsque les prix des produits et des facteurs sont donnés, les quantités de facteurs employés et de produits fabriqués sont déterminées par la condition de maximisation de l'excédent des ventes sur les achats.

D) L'équilibre général de la production

Hicks ayant étudié le comportement des individus consommateurs et des entreprises, peut aborder la manière dont le régime du prix règle à la fois les échanges et la production, étant entendu que son centre d'intérêt est toujours constitué par la stabilité des marchés. Les variations de prix s'analysent toujours en un effet de substitution; mais il n'y a pas d'effet de revenu lorsque c'est le comportement de l'entreprise qui met en oeuvre l'offre ou la demande d'un bien.

Il est ainsi amené à distinguer quatre marchés :

1 - Le marché des produits, le marché des facteurs et le marché des services directs où jouent les deux effets de substitution et de revenu.

2 - Le marché des biens intermédiaires, où la demande et l'offre émanant d'entreprises, l'effet de revenu est absent, ce qui rend ce marché stable.

La stabilité de la production obéit donc à des lois semblables, à celles que régit l'équilibre des échanges en général : la seule source d'instabilité étant dans l'asymétrie des effets de revenu; mais la stabilité est renforcée du fait de l'absence de l'effet de revenu sur le comportement de l'entreprise. Par contre il joue sur le comportement des facteurs et des consommateurs, et c'est là que réside le principal risque d'instabilité. Mais l'instabilité peut être, en partie, neutralisée par le rapport de substitution entre produits et entre facteurs, les modifications du taux de transformation des facteurs en produits provoquées par les variations des prix relatifs constituant un facteur de stabilité plus puissant que le facteur d'instabilité constitué par l'asymétrie des effets de revenu.

Ainsi, la stabilité de l'équilibre général de la production est-il à peu près assuré.

++++++ Section II
++++++
++++++ Fondement et fonctionnement de l'économie dynamique
++++++

J.R. Hicks a fourni une interprétation statique de l'équilibre général et de la tendance à la stabilité d'un système de marchés liés par des réactions de prix, engendrant des effets déséquilibrants et rééquilibrants de substitution et de revenus. Il se propose, en une nouvelle démarche, de dynamiser son système. Jusqu'en ce point de la démonstration, le temps n'entrait pas dans sa démonstration : comment se propose-t-il de l'introduire ? En tenant compte des dates auxquelles interviennent les éléments concourant à la production et au jeu des échanges. Car pour lui, la dynamique est la partie de la théorie économique où les quantités sont datées, c'est-à-dire situées dans le temps. (On a vu que pour R.F. Harrod, la dynamique est l'étude des situations où les taux de changement des variables sont changeants).

Le système économique n'est plus alors considéré comme un réseau de marchés rendus interdépendants par des liaisons de prix, mais comme un processus dans le temps. Cependant il estime qu'on peut "présenter un problème dynamique dans des termes qui le rendent formellement identique au problème statique" (p. 104), quitte à réinterpréter les résultats obtenus par l'analyse statique.

Il est ainsi amené à préciser les bases, puis le fonctionnement de l'économie dynamique.

En ce domaine, J.R. Hicks partant de la méthode d'Alfred Marshall va, d'une part, traiter dans l'optique qui lui est propre (le dépassement du système statique walraso-parétien) des éléments que Keynes a abordés : intérêt, monnaie, revenu, prévisions; d'autre part, réinterpréter l'action dynamisante du capital et de son accumulation dans le temps par l'épargne et l'investissement, que Wicksell avait analysée d'une manière insuffisante.

++++++
++++++ § 1 - Les bases de l'économie dynamique

Le premier soin d'une analyse dynamique est de mettre au point une méthode d'interprétation et d'intégration de l'élément temps.

A) Les instruments de l'analyse dynamique

Rejetant la division tripartite de Marshall : équilibre temporaire, courte période, longue période, il choisit comme période d'ajustement la plus courte, "la semaine", qui est la durée pendant laquelle on peut enregistrer une variabilité minimale de la production, alors que les variations de prix peuvent être négligées, car on considère qu'elles se produisent, non d'une façon continue, mais à intervalles courts. La semaine est donc la durée comprise entre deux variations de prix, pendant laquelle les prix sont constants et donc le marché en situation d'équilibre temporaire.

Au concept de semaine, Hicks ajoute ceux de plans de production et de prévisions.

La semaine représente l'intervalle consacré à l'élaboration des plans de production, constitués par les décisions re-

latives à l'utilisation des ressources, à l'achat et à la vente dans le futur. Les prévisions sont effectuées non seulement sur la base des prix courants, mais sur l'idée que le sujet économique se donne des prix futurs.

La semaine, le plan, les prévisions sont les trois éléments permettant à J.R. Hicks de réaliser l'intégration du temps. Le processus de changement dans le temps apparaît alors comme une suite d'états d'équilibre temporaire, ce qui permet d'employer l'analyse de l'équilibre et donc de rechercher les conditions de stabilité du système. Comme la semaine est le cadre d'exécution du plan, la situation en fin de semaine est différente de ce qu'elle était au début, de telle sorte qu'un nouvel équilibre temporaire s'établit pour la seconde semaine en fonction du nouveau plan et des nouvelles prévisions élaborés sur la base des prix courants et des prix nouvellement prévus. Si l'on peut établir un système de prévisions déterminées en fonction des prix futurs, la méthode d'analyse de l'équilibre de l'individu et de l'entreprise utilisée en statique devient applicable.

B) Le domaine d'action des prévisions

Comment établir le domaine d'action des prévisions ?

Il convient, en premier lieu, de l'établir en fonction de la réalisation de l'équilibre. Si l'équilibre de l'état stationnaire est caractérisé par la constance des prix dans le temps, l'équilibre temporaire est réalisé par la vérification des prévisions de prix et des plans; la divergence entre prix prévus et prix réalisés est un indice du déséquilibre. Les causes de déséquilibre peuvent résider dans les divergences des sujets relatives aux prévisions de prix, aux plans de vente des producteurs et aux plans d'achat des consommateurs, ainsi qu'aux erreurs propres à toute prévision.

Il convient ensuite d'ajouter aux prix les éléments qui impliquent par essence la prévision. Ce sont essentiellement : l'intérêt qui est mis en cause par toute opération se prolongeant dans le temps, car une opération à terme s'analyse en un prêt monétaire accompagnant une transaction au comptant ou à terme; la monnaie qui met en oeuvre le principe même de l'intérêt dès qu'entre en jeu la substitution entre liquidité immédiate et titres à court ou à long terme; enfin le revenu, essentiellement lié au calcul du consommateur qui doit organiser sa dépense courante de manière à satisfaire son désir de con-

sommation sans s'appauvrir en fin de semaine par rapport à sa situation de début de semaine, compte tenu de l'épargne qu'il veut constituer.

On doit noter que Hicks reprend longuement le débat instauré par Keynes sur les notions d'intérêt, de monnaie, de revenus, d'épargne et d'investissement.

En fait tous ces éléments qui font l'objet de prévisions, se trouvent à la base du système dynamique, dont le fonctionnement peut maintenant être abordé.

++++++
++++++ § 2 - Le fonctionnement du système dynamique

On vient d'indiquer que J.R. Hicks recherchant les conditions de stabilité d'une économie dynamique estime que celle-ci est liée à un système de prévisions déterminées en fonction des prix futurs. Il doit donc se demander comment on peut concevoir ce système de détermination des prévisions applicables à tous les prix, ceux des produits, comme ceux des facteurs, et à l'intérêt qui sera largement privilégié en raison de son effet sur l'emploi du capital.

J.R. Hicks propose alors sa notion d'élasticité des prévisions.

A) L'élasticité des prévisions.

On doit tenir compte du fait que l'entrepreneur élaborant son plan de production, tout comme le consommateur qui élabore le plan d'emploi de son revenu, doit prendre une série de décisions pour la durée de la "semaine". Les décisions sont relatives aux emplois de facteurs et de produits en fonction de leurs prix courants et futurs, donc de prix connus et prévus.

Mais pour l'entrepreneur, il existe un choix entre plusieurs plans de production possibles, élaborés sur la base des limitations techniques indiquées par la fonction de production. Il choisira celui qui donne un excédent de recettes prévu dont la valeur capitalisée au moment présent est la plus élevée. Or, cette valeur est liée aux prévisions relatives aux prix de vente de la production, aux prix d'achat des facteurs employés et au taux d'intérêt qui entre en jeu dans l'opération de capitalisation du plan de production (c'est-à-dire la

valeur capitalisée actuelle du flux d'excédent de revenu que fournira la mise en oeuvre du plan de production). Il faut, en outre, tenir compte du fait que le plan de production peut être établi pour plusieurs semaines, ce qui accroît les risques inhérents à toute prévision prolongée dans le temps. Les conditions d'équilibre et de stabilité sont alors identiques à celles établies lors de l'étude de l'équilibre statique; elles reposent donc toujours sur le jeu de la substitution entre produits et facteurs, non plus en fonction de prix connus, mais de prix prévus.

C'est cette obligation de prévoir les prix, caractéristique de la situation dynamique, que Hicks va s'efforcer d'exprimer dans un système de prévisions déterminées reposant sur l'élasticité des prévisions relatives aux prix et à l'intérêt.

Le système proposé repose sur une mesure de la réaction du sujet aux prévisions de prix. L'élasticité des prévisions d'un sujet concernant le prix d'un bien X, est définie comme le rapport entre l'accroissement relatif des prix attendus de X et l'accroissement relatif du prix actuel (p. 192, trad. franç. de "Value and Capital").

Si l'élasticité des prévisions est égale à l'unité, les changements de prix sont considérés comme permanents, c'est-à-dire que le sujet projette dans l'avenir le sens et la proportion des changements actuels de prix. Si l'élasticité est nulle, égale à zéro, le sujet néglige l'action d'un changement actuel des prix sur les prix futurs. L'élasticité est supérieure à l'unité lorsque la variation du prix actuel incite le sujet à prévoir la continuité du mouvement; il extrapole donc la tendance à la variation. L'élasticité est négative lorsque le sujet estime que le changement actuel sera sans effet dans le futur, c'est-à-dire que la tendance ne se poursuivra pas, le changement actuel étant le point culminant d'une évolution.

Il s'agit maintenant d'appliquer l'effet de l'élasticité des prévisions à l'explication de l'équilibre temporaire.

Lorsque l'élasticité est nulle ou négative, ce qui revient à admettre que les prévisions de prix et d'intérêt sont données, le système d'équilibre temporaire fonctionne comme en statique : c'est-à-dire qu'il est stable, grâce au jeu de la substitution dans le temps entre offre et demande des produits et des facteurs.

Lorsque l'élasticité des prévisions est égale à l'unité, la substitution dans le temps disparaît. En effet, toute variation des prix actuels étant estimée permanente, une augmentation générale de 5 % de tous les prix actuels entraîne une augmentation générale de 5 % de tous les prix attendus; il n'y a donc aucune raison de procéder à des substitutions dans le temps des offres et des demandes de produits et de facteurs; l'offre et la demande des biens et services demeurent inchangées. L'équilibre est possible, mais il est essentiellement précaire, par suite de l'absence de substitution dans le temps.

Si l'élasticité des prévisions est supérieure à l'unité, les individus s'attendent à une variation de même sens et continue des prix. Une hausse de tous les prix provoquera une demande actuelle supérieure à l'offre, afin de se prémunir contre la hausse future, ce qui tendra à perpétuer le mouvement de hausse. Le système est alors parfaitement instable.

Ainsi, c'est l'élasticité égale à l'unité qui établit la ligne de partage entre la stabilité et l'instabilité. Inférieure à l'unité ou nulle, l'élasticité des prévisions correspond à un système d'équilibre stable; égale à l'unité, l'élasticité des prévisions entraîne une stabilité précaire, supérieure à l'unité, elle crée une instabilité parfaite. Ainsi, la nécessité d'intégrer l'élasticité des provisions compromet la stabilité du système.

Le système économique réel n'est donc pas stable en soi. Cependant, une certaine stabilité peut être effectivement maintenue grâce à l'action des stabilisateurs, parmi lesquels se situe au premier rang le taux de l'intérêt. En effet, dans une perspective de hausse des prix, l'accroissement de la demande de monnaie provoque une hausse du taux de l'intérêt qui tend à limiter la hausse des prix. En ce point de sa démonstration, Hicks reprend l'idée wicksellienne d'un processus cumulatif gouverné par les variations du taux d'intérêt. Mais finalement, il pense que l'efficacité de son action est limitée. Devenant quelque peu keynésien, il n'accorde guère sa confiance à la baisse de l'intérêt pour arrêter un processus cumulatif de baisse, préférant se fier à l'action stabilisatrice des prix fixés par la contrainte publique, en particulier à l'action stabilisatrice des salaires rigides ou bloqués.

B) L'accumulation du capital.

En ce point J.R. Hicls a examiné le déroulement du processus, au cours d'une semaine déterminée; que devient-il au cours d'une succession de "semaines" où se manifestent les répercussions lentes liées à la durée technique des processus de production ? Entre alors en action l'effet de l'équipement et notamment l'action exercée sur les prix par l'accumulation du capital. Cette action se produit à travers l'absorption de produits et de facteurs pour la création de l'équipement en cours et aussi, à travers l'accroissement de l'offre résultant de la mise en oeuvre de l'équipement supplémentaire, effectuée de semaine en semaine.

La première hypothèse joue dans le sens de la hausse des prix, la seconde dans le sens de la baisse. Mais il faut également tenir compte de l'action de l'épargne sur les achats de produits donc sur les prix et sur les achats de titres, et donc sur la monnaie et le taux de l'intérêt. D'où nouvelle mise en oeuvre de l'élasticité des prévisions et des substitutions de facteurs et de produits.

Il en résulte que l'accumulation du capital représente un nouvel élément d'instabilité en raison de la variété et de la complexité des effets qu'elle engendre.

+

Quelle conclusion peut-on tirer de l'oeuvre de Hicks ?

Il a proposé une analyse conceptuelle qui enrichit l'analyse néo-classique. L'effet de revenu et l'élasticité des prévisions limitent les effets stabilisateurs de la substitution . En se proposant de dépasser l'analyse walraso-parétienne des conditions de stabilité, il a précisé les lois de variation d'un système de marchés liés par les variations de prix. Mais il a montré combien la stabilité du système était précaire. Par là, il a incontestablement rapproché l'interprétation théorique des situations effectives.

++++++ Chapitre II
++++++
++++++ LA REVISION DES GRANDS THEMES
++++++
++++++ DE L'ANALYSE NEO-CLASSIQUE

"Valeur et Capital" de J.R. Hicks constitue à la fois la préface et le fondement du renouveau néo-classique contemporain; c'est Walras qui aurait médité Wicksell et Keynes.

A partir de cette oeuvre, des prolongements se sont fait jour, en reprenant quelques-uns des grands thèmes qui se trouvaient ordonnés dans la vue générale et synthétique du maître d'Oxford. Certes, ils ne sont pas un simple développement des thèses exposées dans son ouvrage; ils prennent même à leur égard certaines libertés. Venant plus tard, après la secousse keynésienne, ils sont à la fois plus atteints qu'ils veulent bien le reconnaître par le virus de Cambridge et plus soucieux de se défendre contre ses ravages éventuels. Ainsi s'est manifestée, au cours des dernières décennies, une tendance à la révision des principaux thèmes de la théorie néo-classique. C'est cet apport qui va être examiné.

++++++ Section I
++++++
++++++ <u>Le lien entre la production et la répartition</u>
++++++

Plusieurs auteurs contemporains se sont efforcés d'approfondir les conditions et les règles générales de la production, avec le souci d'établir un lien entre celle-ci et la répartition. On sait, en effet, qu'une des préoccupations constantes des classiques et des néo-classiques a été de montrer que le jeu du marché tendait à assurer la rémunération de chaque facteur selon la part qui lui revenait dans la réalisation du produit. La règle selon laquelle le salaire réel est égal à la productivité marginale du travail, est un des fondements de la liaison entre les domaines de la production et de la réparti-

tion. C'est dans cet esprit que sera examinée rapidement la signification donnée aux travaux relatifs à la fonction de production (1).

++++++
++++++ § 1 - La fonction de production

On sait que la fonction de production exprime une relation d'ordre technique entre les quantités de produit obtenu et de facteurs utilisés. C'est l'expression de la dépendance dans laquelle se trouve le produit par rapport aux emplois de facteurs et de ressources. Son écriture la plus simple et la plus générale est du type : P = f (L.C.), où P représente la quantité de produit obtenu par l'emploi de la quantité de travail L et de capital C, la forme de la dépendance étant exprimée par f.

A) La fonction de production en général

Elle relève de l'étude d'ordre technique, représentant les données technologiques que l'ingénieur peut proposer à l'entrepreneur pour éclairer ses choix relatifs au volume de production désiré et à l'emploi des facteurs qu'il lui est indispensable de mettre en oeuvre pour l'obtenir. Connaissant ainsi, selon l'expression de J. Schumpeter, son "horizon technologique", il lui est possible, en raison de la quantité des facteurs disponibles et de leurs prix, de choisir la combinaison productive qui, pour un volume de production déterminé, lui donnera le profit maximum.

Les conditions de production ainsi précisées sont de deux ordres. Les unes sont rigides, en ce sens qu'elles indiquent l'obligation d'employer tel type et telles quantités de facteurs et de ressources pour obtenir tel type et telle quantité

---

(1) Comme on l'a indiqué précédemment, il ne s'agit pas de traiter du problème dans son ensemble mais de le situer dans la perspective historique de l'analyse économique. Pour une étude détaillée on pourra se reporter à notre Cours de doctorat d'Analyse Economique Contemporaine, 1966-67, qui traite en détail de la fonction de production (Cours de Droit, édit. 1967).

de produit. Ainsi en est-il de l'indication des quantités de minerai et de charbon nécessaires pour obtenir une tonne d'acier. Dans ce cas, une fois fixé le volume de la production d'acier que l'entrepreneur estime pouvoir écouler sur le marché, la combinaison de minerai et de charbon se trouve déterminée. Mais la quantité et le prix des matières premières disponibles et de la main-d'oeuvre peut ainsi dicter le choix de l'entrepreneur. C'est là le problème économique à résoudre sur la base des données techniques fournies par la fonction.

Car d'autres conditions sont exprimées sous forme alternative, en ce sens qu'elles laissent à l'entrepreneur une certaine liberté de choix dans l'emploi des facteurs, ceux-ci pouvant être combinés de façon variable pour obtenir un même volume de produit. Aux facteurs limitatifs dont le type et la quantité sont rigoureusement requis pour l'obtention d'un volume de produit donné, s'opposent ainsi les facteurs substituables. On pourra, par exemple, choisir soit un équipement productif simple et une forte quantité de main-d'oeuvre, soit un équipement plus complexe et une moindre quantité de travailleurs; capital et travail apparaissent ainsi substituables et le principe de substitution, qui est un des éléments de base du système d'adaptation de la théorie néo-classique, sera mis en oeuvre en raison de la productivité et du prix de chacun des facteurs en cause. La fonction détermine les possibilités de substitution.

En fait, la nécessité d'obtenir un traitement mathématique relativement simple, limite à deux la prise en compte des facteurs dans la formulation d'une fonction pratiquement utilisable. Mais, sur le plan théorique, on peut chercher à exprimer un nombre plus grand de données. Par contre, la fonction keynésienne de l'emploi est une fonction de production globale à un facteur : le travail.

Ainsi, la fonction, ou plus exactement les fonctions de production indiquent limitativement les diverses combinaisons techniques utilisables, et par voie de conséquence, celles qui doivent être exclues; elles fixent ainsi les combinaisons entre lesquelles le choix économique de l'entrepreneur peut être effectué en fonction des disponibilités, des productivités et du prix des facteurs.

Les relations entre produit obtenu et facteurs employés étant dans un état de dépendance exprimable quantitativement, il est possible de tirer de la fonction de production un certain nombre de renseignements correspondant aux catégories

analytiques utilisées par la théorie néo-classique de la production : rendements constants ou variables, productivités physiques marginales des facteurs, élasticité de substitution entre facteurs et taux marginal de substitution technique, limite de la substitution, taux marginal de transformation d'un facteur en produit, rendements à l'échelle, etc...

Ainsi, les fonctions de production expriment les conditions de production d'une entreprise, d'une branche ou d'une économie nationale, selon la dimension, de la combinaison productive choisie. Elles sont, au plan théorique, applicables aussi bien en micro qu'en macro-analyse.

B) La fonction Cobb-Douglas

Une des expressions les plus remarquables est celle qui a été proposée en 1928 par le mathématicien Ch. W. Cobb et l'économiste Paul H. Douglas (1) de l'Université de Chicago. Il s'agit d'une fonction homogène du premier degré, exprimant la relation entre le produit et la combinaison capital-travail, applicable aussi bien à la firme qu'à l'économie globale. Elle s'écrit : $P = b\ (L^k\ C^j)$ où b exprime la dépendance, L le travail, C le capital, k et j des constantes indiquant les proportions d'emploi des deux facteurs.

La particularité de cette fonction réside en ce que la condition de linéarité est imposée sous la forme $k + j = 1$. Le fait que la somme des coefficients constants soit égale à l'unité, permet de remplacer j par (1-k), ce qui permet l'écriture suivante : $P = b\ (L^k\ .\ C^{1-k})$.

La fonction de Cobb et Douglas exprime des rendements constants, donc indépendants de l'échelle de production. Les facteurs capital et travail sont considérés dans leur généralité : sans spécification ni distinction entre les différentes catégories et qualifications. Le volume du produit obtenu est égal à la productivité marginale du travail multipliée par la quantité d'unités de main-d'oeuvre employée, plus la productivité margi-

---

(1) Ch. W. Cobb et P.H. Douglas : "A theory of production", American Economic Review, mars 1928, supplément. - Cf. sur la fonction Cobb-Douglas l'article de R. Fruit : "La fonction de production Cobb-Douglas, Revue Economique, 1962, p. 186 et suiv. et notre Cours de Doctorat, 1966-67, déjà cité.

nale du capital multipliée par la quantité d'unités de capital utilisée. Il en résulte que si chaque unité de facteur est rémunérée selon sa productivité marginale, le volume du produit est entièrement distribué entre les deux facteurs, le profit étant alors nul.

Ainsi la fonction Cobb-Douglas exprime-t-elle l'essentiel de la théorie néo-classique de la production et de la répartition. On a même voulu voir à travers elle une vérification par les faits de l'excellence de cette théorie. C'est cette affirmation qui doit retenir notre attention.

++++++
++++++

§ 2 - La fonction Cobb-Douglas et la vérification de la théorie néo-classique de la répartition

Dès que l'on considère que la fonction de production n'est qu'une expression mathématique de la combinaison productive sur le plan technologique, elle a des antécédents anciens.

A) Les antécédents théoriques

Les premiers remontent au moins aux coefficients de fabrication de Walras et les plus directs sont situés dans les études sur la productivité marginale des facteurs productifs auxquelles se sont livrés John Bates Clark et Alfred Marshall. Cependant, l'intuition la plus immédiate de la fonction particulière formulée par Cobb et Douglas, se trouve chez P.H. Wichsteed. Celui-ci, dans son ouvrage de 1894 : "An essay on the coordination of the laws of distribution", estimait que, en concurrence parfaite, chaque facteur reçoit une part de production réelle égale à sa productivité totale (produit de la productivité physique marginale par la quantité d'unités de facteurs employée) et que le produit se trouve ainsi intégralement réparti entre les facteurs. Cette proposition discutée par certains (Pareto, Edgeworth) fut confirmée par Wicksell, à condition qu'on l'applique au plan d'une économie nationale en situation d'équilibre et dans l'hypothèse de concurrence parfaite. C'était l'affirmation de la thèse de la justesse de la théorie néo-classique de la répartition, selon laquelle chaque facteur reçoit une rémunération réelle égale à la productivité marginale, le profit étant égal à zéro. Or c'est précisément, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, la conséquence que l'on tire de la fonction Cobb-Douglas. Celle-ci apparaît donc

comme une confirmation de l'intuition de Wicksteed et des travaux de l'école néo-classique.

B) La portée théorique de la fonction Cobb-Douglas

En fait, P.H. Douglas s'est bien proposé une confirmation expérimentale de cette théorie. Partant d'une étude statistique concernant l'industrie de transformation américaine, il a relevé au cours d'une série chronologique allant de 1899 à 1924, la proportion selon laquelle travail et capital étaient employés pour l'obtention des différents volumes de production enregistrés.

Les courbes retraçant l'évolution croissante de la quantité de produit obtenu et de l'emploi de travail et de capital utilisés, suggèrent l'existence d'une constance dans la proportion relative de capital et de travail employés et dans leur apport au produit total. P.H. Douglas demande au mathématicien Ch. W. Cobb la formulation mathématique de ses observations statistiques; d'où l'écriture déjà citée, dans laquelle la condition de linéarité $(lk + j) = 1$ traduit la constance dans l'emploi et les productivités marginales respectives des facteurs. Le calcul de la constante k montre que celle-ci est sensiblement fixée autour de 0,75, ce qui pour $(1 - k)$ laisse 0,25 pour le capital. Ceci indique donc que la productivité totale imputable au facteur travail dans le produit obtenu est de 3 lorsque celle du capital est 1. Or, cette proportion est également celle qui, d'après l'observation statistique, indique la part des salaires dans le revenu national. Ainsi, le facteur travail, considéré globalement, reçoit bien une part du produit naturel égale à sa productivité totale; la théorie néo-classique de la répartition se trouve donc confirmée.

Cependant l'observation faite en 1928 sur l'industrie de transformation américaine demandait confirmation. P.H. Douglas publiait en 1934 sa "Theory of wages" qui confirmait et renforçait ses premières observations; puis il sollicitait de la part d'autres chercheurs de nouvelles vérifications. Celles-ci ont porté sur d'autres branches industrielles américaines et sur l'économie de différents pays. Elles ont confirmé les observayions de P.H. Douglas; la valeur de k est toujours voisine, sinon égale à 0,75 et la part des salaires dans le revenu national est de 3/4.

C) La vérification de la théorie néo-classique est-elle probante ?

Quelle valeur peut-on accorder à cette vérification statistique de la théorie néo-classique ? (1)

Elle paraît extrêmement limitée, au point qu'il semble préférable de dire que la fonction Cobb-Douglas n'est pas une confirmation de la théorie de la répartition, mais tout au plus une illustration de ses propositions. On peut en énoncer les raisons.

La théorie néo-classique estime que la rémunération des facteurs est égale à leur productivité marginale quand deux conditions sont remplies : concurrence parfaite, équilibre économique général. Or, l'observation statistique porte sur des économies de concurrence monopolistique connaissant de fréquents déséquilibres. Les ajustements réalisés pour tester la fonction sont donc sujets à discussion, à tel point que certains ont prétendu qu'ils équivalaient à une élimination des conditions de l'activité économique réelle ou à une compensation de ses déséquilibres, ce qui enlève toute portée à la vérification.

On doit ensuite remarquer que la fonction Cobb-Douglas exprime une dépendance d'ordre technique entre le produit et les facteurs indiquant, tout au plus, un rapport entre les productivités physiques de chacun d'eux et le produit. Or le calcul de la part des salaires dans le produit national repose sur un calcul de valeurs monétaires; le passage direct du réel au monétaire, sans autre précaution relative aux mouvements de prix et de salaires, rend suspecte la concordance constatée.

Il faut encore noter que la fonction intégrant travail et capital en général, sans tenir compte des différentes espèces de capitaux , ni des différentes catégories de travail (exécution, maîtrise, recherche, direction, etc...) enlève une grande partie de sa signification à la confrontation réalisée.

---

(1) pour une étude détaillée de cette question on pourra se reporter à notre Cours de Doctorat 1966-67 publié par les Cours de Droit, 1967, déjà cité.

Enfin, la technique même de l'élaboration et de la vérification statistique peut être mise en cause. On sait, en effet, combien il est difficile de procéder à une évaluation correcte du capital national, non seulement pour des raisons de pure computation, mais encore parce qu'il est dans le capital des éléments abstraits non susceptibles d'évaluation et qui tiennent cependant un rôle important dans le raisonnement théorique et notamment dans la théorie néo-classique du capital.

En somme la valeur de la vérification est mise en doute par le seul fait que la théorie qui égalise la rémunération réelle des facteurs à leur productivité suppose la réalisation de l'équilibre en situation de concurrence parfaite, condition fondamentale qui fait précisément défaut aux situations réelles auxquelles on demande d'authentifier le raisonnement théorique.

Section II

Les analyses de la consommation et le revenu

La loi keynésienne de la consommation repose sur une fonction exprimant la constance - dans certaines conditions structurelles - de la fraction du revenu courant affectée à la consommation. La constance de la propension moyenne à consommer, ainsi présentée par la Théorie Générale, rend compte de l'accroissement de l'épargne en valeur absolue lorsque le revenu courant croît et donc des possibilités de stagnation économique provoquée par l'insuffisant accroissement de la dépense de consommation. Il s'agit là d'une des pièces maîtresses de l'arsenal keynésien qui devait appeler critique, mise au point et opposition.

§ 1 - Les perfectionnements apportés à la fonction de consommation

La fonction de consommation proposée par Keynes a donc suscité de nombreux travaux où auteurs néo-classiques et économistes de diverses obédiences, ont apporté leurs critiques et leurs contributions. On peut les distinguer en deux groupes principaux, selon que l'accent est mis sur le comportement des consommateurs ou sur l'intégration d'éléments omis dans la proposition keynésienne.

A) <u>Le comportement des consommateurs</u>

Une première série de contributions conteste la possibilité de considérer que tous les consommateurs ont, quelle que soit l'importance de leur revenu, un comportement identique eu égard à leur dépense et à leur épargne.

C'est ainsi que Simon Kuznets estime que la fonction keynésienne ne s'applique qu'aux consommateurs dont le revenu se situe dans les parties moyenne et inférieure de l'échelle de la distribution. Pour eux, l'épargne est volontaire, en ce sens que, eu égard à la faiblesse de leurs ressources globales, toute recette additionnelle donne lieu à un calcul pour en affecter une part à l'accroissement de la consommation et l'autre à l'épargne. On reconnaît volontiers aujourd'hui que lorsque le revenu est trop bas, son accroissement est entièrement, ou presque, affecté à une meilleure satisfaction des besoins. Par contre, pour les bénéficiaires de revenus élevés qui peuvent aisément satisfaire leurs désirs, l'épargne prend bien un caractère résiduel : elle est l'excès du revenu sur les dépenses habituelles de consommation. L'accroissement des recettes ne concerne pas le niveau de consommation courante, il constitue spontanément le revenu non consommé, c'est-à-dire l'épargne. Ainsi on est conduit à corriger la proposition keynésienne, en disant que, au plan individuel, la propension marginale à consommer s'abaisse quand le revenu s'élève.

Dans une ligne de raisonnement voisine, Puesenberry s'appuyant sur l'effet d'incitation, estime que l'individu a tendance à adopter le comportement du groupe social auquel il appartient. Si son revenu est différent du revenu moyen du groupe, il alignera quand même sa propre consommation sur le type social de consommation qui s'impose à lui par imitation. Son épargne sera alors plus ou moins forte que ne le laisserait supposer l'application de la propension moyenne à consommer. La propension individuelle est ainsi neutralisée ou désolidarisée du niveau effectif du revenu courant.

On a également contesté la constance de la propension moyenne à consommer en fonction des variations cycliques du revenu. En particulier, lorsque le revenu diminue, Modigliani, Hansen, Kuznets estiment que les individus préfèrent diminuer leur épargne et même "désépargner" plutôt que de restreindre leur consommation, ce qui a pour conséquence une élévation

de la propension. Celle-ci ne pourrait être considérée valablement que sur une longue période.

Ces différentes observations, choisies comme types représentatifs des corrections apportées à la notion proposée par Keynes, annoncent une explication plus générale que l'on abordera après avoir noté quelques autres propositions.

B) <u>Les éléments entrant dans le calcul de la propension.</u>

On a reproché à Keynes de ne tenir compte, pour apprécier la valeur de la propension à consommer, que du rapport de la dépense au revenu. Or, certains auteurs ont souligné le rôle des avoirs liquides sur l'épargne et sur la dépense pour la consommation, ce qui a pour effet de désolidariser celle-ci du montant du revenu. Certains auteurs, Haberler, Pigou, Tobin entre autres, estiment que les avoirs liquides exercent à long terme une influence stabilisatrice sur la consommation et sur l'épargne, permettant la compensation des variations cycliques du revenu.

Il convient également de tenir compte, comme l'a fait A.P. Lerner, des variations des avoirs liquides déterminés par la politique gouvernementale ou la politique des banques. Un accroissement des émissions tendrait à satisfaire aisément le besoin de sécurité des individus, les incitant à dépenser par la suite une part plus grande de leur revenu.

Mais outre ces observations générales, on a trouvé insuffisante l'explication de Keynes rapportant la dépense de consommation aux seules recettes constituant le revenu nominal. La réaction néo-classique attentive aux variations de prix et aux ajustements qu'elles entraînent devait se faire jour. Arthur Cecil Pigou l'a traduite en mettant en lumière "l'effet" auquel son nom est demeuré attaché.

L'effet Pigou exprime l'action des variations de prix sur la valeur réelle des avoirs monétaires. Une baisse des prix accroît la valeur réelle du revenu et des avoirs liquides et augmente donc les possibilités de consommation; une hausse joue en sens contraire. On peut en déduire des ajustements tendant à corriger les conséquences des actions déflationnistes ou inflationnistes. Par exemple, la baisse des prix augmentant la valeur réelle de l'ensemble des avoirs monétaires, tend à accroître la consommation réelle et donc à combattre la déflation.

La fonction de consommation a ainsi fait l'objet de nombreuses corrections qu'il serait un peu fastidieux d'énumérer. Celles qui précèdent sont données à titre d'illustration. Mais il en est une autre qui met plus directement en cause le fondement même de la propension à consommer; c'est la théorie du revenu permanent.

++++++
++++++ § 2 - La théorie du revenu permanent

Cette théorie a été formulée par Milton Friedman, de l'Université de Chicago, dans son ouvrage "A Theory of the Consumption Function" publié en 1957 (1). Les travaux qui viennent d'être recensés ont montré que la fonction keynésienne qui rattachait la consommation au revenu courant appelait un certain nombre de corrections. Des vérifications statistiques entreprises par différents chercheurs, ont fini par provoquer des doutes plus profonds. Notamment, on s'est demandé pourquoi on enregistrait en période longue une constance de la propension moyenne malgré un fort accroissement du revenu national; pourquoi cette constance se maintenait-elle au cours de périodes connaissant des variations du revenu; pourquoi la propension à consommer observée à travers les séries statistiques temporelles était-elle supérieure à celle que livrait l'examen du budget des ménages ? On a donc peu à peu mis en doute la validité du rapport de la consommation au revenu courant.

A) Le revenu permanent

Milton Friedman a commencé par contester la signification des grandeurs du revenu et de la dépense de consommation telles qu'elles sont appréhendées par l'observation statistique. Ces grandeurs, significatives pour le statisticien, le sont-elles également pour le consommateur ? En répondant par la négative, il indique que ce n'est pas en fonction de son revenu

---

(1) Cf. J.C. Eicher : "Epargne et Consommation", Sirey, 1961.- D. Pilisi et divers auteurs : "Contributions à l'étude du revenu permanent", Travaux de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris, P.U.F. Paris, 1965.

courant que l'individu décide de sa dépense de consommation, mais en fonction des composantes habituelles, permanentes de ses décisions et de son comportement. Il substitue ainsi au revenu courant auquel Keynes se référait, le revenu "permanent", dans le sens d'habituel ou de normal, sur lequel son comportement, au cours des périodes antérieures, s'est en fait modelé. Au-delà du revenu permanent, le revenu transitoire est constitué par les variations du revenu courant; il peut être positif ou négatif donnant lieu à une épargne ou à une désépargne transitoires, de telle sorte que la consommation permanente soit maintenue; elle devient une fraction constante du revenu permanent.

Ainsi, les variations transitoires du revenu sont sans effet sur la consommation, au moins pour des périodes de l'ordre de trois à quatre années, durée qui serait, d'après Milton Friedman, le cadre d'appréciation des composantes permanentes présidant aux décisions des consommateurs. Les variations des revenus au cours de ces périodes laisseraient intacte le niveau de la consommation. Lorsqu'elles excèdent le revenu permanent, le revenu transitoire qui apparaît alimente l'épargne; si elles font tomber le revenu courant en dessous du revenu permanent, la "désépargne" permet de maintenir celui-ci à son niveau antérieur.

B) La consommation permanente

L'épargne représente ainsi une possibilité d'aménagement des ressources dans le temps tendant à maintenir de période en période le niveau de consommation. Car l'épargne prélevée sur le revenu permanent constitue, en plus de celle qui peut prendre naissance dans le revenu transitoire, une mise en réserve destinée à maintenir la consommation permanente en cas de chute du revenu courant au cours des périodes futures. La consommation permanente apparaît ainsi comme un niveau stable de consommation que le sujet s'efforce de maintenir dans le temps.

Ainsi la fonction de consommation ne s'écrit pas $C = c\ (R)$ où C est la consommation, R le revenu courant et c la dépendance fonctionnelle. Pour Milton Friedman, la consommation permanente Cp est une fonction du revenu permanent Rp que donne la relation suivante : $Cp = cp\ (Rp)$. Il est pratiquement impossible de tester cette fonction étant donné que le revenu permanent et la consommation permanente ne sont pas exprimables

statistiquement, puisqu'ils dépendent de réactions d'ordre psychologique propres à chaque individu.

Au-delà des enseignements apportés par cette théorie sur la dépense de consommation, il en est d'autres qui concernent les phénomènes liés à l'épargne, à sa constitution et à son placement, avec les conséquences qui en résultent sur les motifs de la détention de monnaie et d'avoirs liquides et sur la vitesse de transformation du revenu en monnaie.

Une question importante se trouve également posée : on ne peut s'empêcher de considérer que le revenu permanent est lié à une volonté de maintenir constante à travers le temps une décision de satisfaction d'un ensemble de besoins, en dépit des variations éventuelles du revenu courant. On doit donc intégrer un élément prévisionnel. Le revenu permanent devient ainsi une grandeur ex ante, ce qui d'ailleurs est conforme à la conception du revenu. Mais on ne peut alors éliminer les éventualités ouvertes par les prévisions de variations de prix, puisqu'il s'agit de maintenir un volume de satisfactions réelles. Ceci devrait logiquement conduire à des perspectives d'ordre monétaire qu'il est impossible d'éliminer de la théorie du revenu permanent.

++++++ Section III
++++++
++++++ La théorie de la monnaie intégrée à la théorie
++++++ de l'équilibre et de la valeur

Section III

La théorie de la monnaie intégrée à la théorie de l'équilibre et de la valeur

L'attaque keynésienne contre la théorie quantitative de la monnaie devait provoquer la riposte de ceux qui se réclament, à des titres divers, des conceptions traditionnelles. Mais de même que Keynes avait souligné les faiblesses de la vieille théorie en intégrant les phénomènes monétaires dans une interprétation d'ensemble de l'activité économique, la véritable tentative de réhabilitation sera effectuée en fonction d'une interprétation générale de l'équilibre par Don Patinkin. Toutefois de nombreux travaux intéressants se sont efforcés d'améliorer la théorie monétaire en tant que telle, soit à partir de Keynes, soit à partir des explications de Hicks, soit encore en fonction de la théorie de l'intérêt ou de l'inflation.

On trouvera un exposé de ces efforts dans l'important ouvrage de M. Emile James : "Problèmes monétaires d'aujourd'hui" (Sirey Edit. Paris 1964) et dans l'excellent livre de Jean Marchal et Jacques Lecaillon : "Les flux monétaires" (Cujas édit., Paris 1967). On se bornera à traiter dans l'esprit déjà choisi pour cette étude, l'effort de rénovation néo-classique relatif à la théorie monétaire.

++++++

++++++ § 1 - Les améliorations apportées à la théorie monétaire

Dans "Valeur et Capital", J.R. Hicks reste fidèle à sa ligne générale d'analyse : c'est l'échange qui sert à interpréter les phénomènes monétaires; les déplacements ou transferts de demande des biens vers la monnaie expliquent la thésaurisation, ceux qui s'effectuent de la monnaie vers les titres expliquent l'épargne, etc... Il estime que la monnaie est un bien ayant une utilité propre ce qui provoque une demande spécifique; l'intérêt est le prix de la monnaie liquide préférée en raison même de sa liquidité aux créances et aux biens. Ces trois instruments de détention de la richesse : monnaie, créances, biens, sont substituables les uns aux autres, mais à des degrés divers. La monnaie est le moins imparfait de ces subsistuts, celui qui est doté de la plus grande liquidité. Le taux de l'intérêt peut varier en raison des difficultés que peut présenter la substituabilité des créances.

La demande de monnaie ou de liquidité devient ainsi un objet de prédilection pour certains auteurs. A côté de la monnaie strictement entendue, on voit apparaître la demande d'actifs liquides; puis le rôle des intermédiaires financiers est intégré dans la théorie monétaire élargie, notamment avec "Money in a Theory of Finance" de J.G. Gurley et E.S. Shaw. Enfin le problème monétaire est parfois détaché des purs phénomènes de circulation et se trouve rattaché à des interprétations de l'encaisse et du patrimoine.

Milton Friedman, pour sa part, estime que la théorie quantitative est avant toute chose une théorie de la demande de monnaie qui doit être étudiée en liaison avec d'autres phénomènes. Pour les ménages, la monnaie est un type d'actif, une manière de détenir la richesse, "une forme de l'avoir"; pour les entreprises, elle est une ressource productive, un capital

d'une forme particulière. Ainsi faut-il distinguer selon les sujets qui formulent la demande; Milton Friedman l'explique dans les termes suivants (1) :

La demande de monnaie émanant des ménages relève des mêmes règles que celles qui gouvernent la demande du consommateur. Elle dépend : 1°) de la dimension du patrimoine; 2°) du prix et du rendement de chacun des éléments du patrimoine et notamment de celui qui est constitué par la monnaie elle-même; 3°) des goûts et des préférences des consommateurs. .

La demande de monnaie émanant des entreprises obéit aux règles qui régissent la demande de ressources productives. Ainsi elle relève, comme toute demande de source de services productifs : 1°) du coût des services productifs qu'elle procure; 2°) du coût de services productifs qui peuvent lui être substitués; 3°) de la valeur marchande des produits qu'elle permet d'obtenir.

L'auteur rejette l'action des variables de transaction et notamment le volume des transactions et ceci aussi bien pour les ménages que pour les entreprises. Pour lui, la quantité moyenne de monnaie nécessaire pour effectuer les transactions est une des résultantes d'un processus d'équilibre économique; la demande de monnaie sera plutôt proportionnelle à la production globale, aux conditions techniques qui président à son obtention, au coût de la détention du patrimoine sous la forme monétaire. On s'achemine ainsi vers une nouvelle modalité d'intégration de la monnaie à une théorie générale.

++++++
++++++ § 2 - L'opposition Keynes-Patinkin

L'interprétation de Don Patinkin constituée par son ouvrage "Money, Interest and Prices" , 2ème édit. Harfet and Row, New York 1965, s'efforce de relever le défi keynésien. Le soustitre de l'ouvrage : "Une intégration de la théorie de la monnaie et de la valeur" situe l'intention de l'auteur : la mon-

---

(1) M. Friedman : "Studies in the Quantity Theory of Money". Chicago University Press, 1956, p. 3 et suiv.

naie fait partie intégrante de la théorie de l'équilibre général, telle qu'elle est réglée par les phénomènes de valeur. Aussi réplique-t-il à Keynes qui avait souligné à plaisir la contradiction de la théorie classique qui fondait la valeur des biens sur leur coût et la valeur de la monnaie sur sa quantité. Il veut réhabiliter la théorie quantitative en montrant sa validité en situation d'équilibre réalisé et en soulignant l'unité des fondements de la valeur des biens et de la monnaie. Si sa théorie n'èst pas générale au sens plein du terme, elle, témoigne d'un effort incontestable de généralisation, car il montre à l'instar de Keynes, que la monnaie joue un rôle fondamental dans la réalisation de l'équilibre, qu'elle est un de ses déterminants. Seulement, sa démonstration est très différente, elle se rattache au néo-classicisme et constitue par rapport à lui un incontestable effort de rénovation.

Aussi convient-il de marquer les points d'opposition entre les deux auteurs. Ces oppositions peuvent être regroupées en trois points : celles qui portent sur le système d'analyse, les concepts, les variables.

A) Le système d'analyse.

I - Keynes conçoit un système de circuit de flux globaux circulant entre agents mis en présence sur les trois marchés des biens et services, de l'emploi, de la monnaie. Patinkin établit un système de quatre marchés : biens et services, emploi, monnaie, titres, où sont en présence les ménages, les entreprises, l'Etat. Le marché des titres lui permet d'inclure l'action de l'Etat ainsi que le rôle des stocks (titres entrant dans la constitution du patrimoine); mais son rôle essentiel est de constituer un élément régulateur entre le marché des biens et services et le marché de la monnaie.

A l'analyse des termes de revenu, il ajoute l'action du patrimoine des ménages.

II - Dans la théorie keynésienne, l'équilibre économique résulte d'un ajustement des flux par la confirmation ex post des prévisions relatives aux décisions de produire et d'acheter; cette vérification des calculs ex ante est réalisée par l'égalisation ex post de l'épargne et de l'investissement : le niveau des prix est une résultante de l'ajustement ou du désajustement des flux.

Pour l'auteur néo-classique, l'équilibre résulte du jeu actif des prix. Les consommateurs cherchent à maximiser leur utilité en fonction de leur revenu présent et futur et de la structure et importance de leur patrimoine. Sur les quatre marchés, les lois de demande individuelles et agrégées, dépendent : 1°) des variations des prix relatifs de l'ensemble de leurs actifs mettant en jeu l'effet de substitution; 2°) des variations du revenu réel intégrant l'effet de revenu; 3°) des variations de la valeur réelle des différents éléments du patrimoine initial, c'est-à-dire : les biens physiques, les encaisses, les titres.

III - Keynes reprochant à la théorie classique de rendre indépendants les secteurs réel et monétaire intégrait la monnaie dans le processus d'équilibre opposant ainsi la monnaie active à la monnaie neutre. Patinkin repousse également cette séparation des deux secteurs et rejette la neutralité de la monnaie conçue comme une insensibilité des fonctions de demande, et donc des prix relatifs, aux variations de la valeur de la monnaie. La monnaie joue un rôle actif dans l'instauration de l'équilibre par l'effet d'encaisse réelle qui n'est qu'un cas particulier de l'effet de richesse réelle intéressant le patrimoine.

IV - La "Théorie Générale" utilise uniquement la macro-analyse des flux, tandis que "Money,Interest and Prices" comporte deux parties :

- une partie micro-économique étudiant dans le cadre de l'échange pur les choses et les fonctions de demande du consommateur en biens et en titres aboutissant à la détermination de son optimum.

- une partie macro-économique consacrée à l'étude de l'équilibre général des quatre marchés.

B) <u>Les concepts</u>

I - On peut appliquer à la monnaie la proposition que François Perroux formule à l'égard du capital : "la liquidité en soi n'existe pas". Or, Keynes présente une conception non différenciée de la préférence pour la liquidité. En réalité, les sujets sont demandeurs des instruments détenteurs de liquidité : monnaie, créances, titres, "valeurs refuges", etc... ayant chacun des degrés différents de liquidité. Patinkin s'efforce d'intégrer un concept plus élaboré de liquidité, en

raisonnant sur les différents types d'actifs monétaires : monnaie qui représente la liquidité pure, titres mis en oeuvre par les différentes formes de placement ayant des degrés différents de liquidité: titres à court, moyen et long terme, actions, obligations, créances diverses. Dès lors les titres pouvant être demandés pour entrer dans le patrimoine, la liquidité fait partie intégrante de celui-ci.

II - Dans la "Théorie Générale", le rôle actif de la monnaie tient à son caractère spécifique de réservoir de valeur ; elle sert à ce titre de véhicule aux prévisions, et comme elle détermine le taux de l'intérêt, elle s'intègre dans le système d'ajustement des flux qui réalise l'équilibre. Dans "Money, Interest and Prices" la monnaie est active sur les quatre marchés, mais elle peut avoir un effet neutre sur la valeur réelle des variables lorsque l'équilibre est atteint. En effet, pour Patinkin, en situation d'équilibre, les prix relatifs et la valeur réelle des variables ne sont plus modifiés par des variations d'ordre monétaire : changements de la quantité de monnaie ou de la préférence pour la liquidité. La théorie quantitative de la monnaie est alors vérifiée à l'équilibre

C) Les variables.

On sait que dans le système keynésien des variables fondamentales : goût des consommateurs, estimation à long terme du rendement des capitaux, quantité de monnaie, préférence pour la liquidité, entrent dans la composition des trois variables déterminantes : propension à consommer, efficacité marginale du capital, taux de l'intérêt, dont le jeu fixe le volume de la dépense pour la consommation et pour l'investissement qui fixent à leur tour les variables déterminées : volume du revenu et de l'emploi.

Le système de Patinkin repose sur une autre combinaison de variables.

1 - Dans le modèle micro-économique étudiant la demande de biens et de titres du consommateur, les variables sont : les revenus réels actuels et anticipés pour chaque période; la valeur réelle de l'encaisse et du portefeuille de titres de la période initiale; le taux de l'intérêt. Toute variation de prix (prix et intérêt sont supposés stables jusqu'à l'horizon économique du sujet) qui laisse inchangé l'ensemble de ces variables réelles, n'affecte pas le choix et l'équilibre réel

du consommateur. Une distinction est faite selon que la monnaie est désirée en vertu du motif de transaction ou bien en vertu du motif de précaution ou de spéculation.

2 - Dans le modèle macro-économique étudiant l'équilibre général des quatre marchés, les fonctions de demande agrégées émanant de la consommation des demandes des ménages, des entreprises et de l'Etat, ont les mêmes propriétés que les fonctions de demande individuelles. Sur chacun des quatre marchés l'équilibre est établi par confrontation des demandes, des offres et des prix, les quantités demandées et offertes variant en fonction des changements de la quantité de monnaie et de la préférence pour la liquidité qui réagissent sur le taux de l'intérêt, le niveau des prix et le volume de l'emploi. Bien que chacun des quatre marchés ait ses variables particulières, les changements d'ordre monétaire agissent sur tous les marchés en influençant les prix. La monnaie est ainsi intégrée à la théorie de l'équilibre des prix et, au-delà, à la théorie de la valeur.

Des hypothèses sont formulées pour le fonctionnement de chacun des quatre marchés; ce sont : l'absence d'illusion monétaire avec effet d'encaisse réelle; élasticité d'anticipation nulle sur les prix; neutralité de l'effet de distribution.

++++++
++++++ § 3 - L'équilibre général selon Patinkin

Le modèle macro-économique d'équilibre général présenté par don Patinkin résulte d'un équilibre simultané sur l'ensemble des quatre marchés, étant entendu que, par référence à la loi walrasienne, lorsque trois marchés sont équilibrés, le quatrième l'est nécessairement.

A) <u>L'équilibre sur le marché de l'emploi</u>

Dans une première approche, on suppose que sur le marché de l'emploi, l'équilibre est maintenu au niveau du plein emploi, parce que l'offre et la demande de travail réagissent instantanément au taux du salaire réel. Le volume de la production en découle (pour un état donné de la technique).

Ce n'est qu'après la démonstration de l'équilibre général effectuée sur cette base simplificatrice, que sera examiné le cas de sous-emploi.

Le marché de l'emploi étant ainsi supposé équilibré au niveau du plein emploi, Patinkin a formulé son point de départ et peut énoncer les conditions de réalisation de l'équilibre sur les trois autres marchés.

Les marchés des biens, des titres et de la monnaie sont soumis au jeu du taux de l'intérêt qui influence :

- le choix entre la consommation présente et l'épargne;

- le niveau de l'investissement, compte tenu de la productivité marginale décroissante du capital;

- le choix entre monnaie et titres.

L'effet de richesse net est nul en ce qui concerne les titres, dont la valeur réelle varie en fonction inverse du taux de l'intérêt.
L'effet sur les créditeurs (les ménages) est compensé par celui qui agit sur les débiteurs (les entreprises). Les effets de distribution sont neutres.

Cet effet net n'agit qu'en ce qui concerne l'effet d'encaisse réelle, tant que la monnaie est entièrement de type externe. Par cet effet, le niveau général des prix joue un rôle sur tous les marchés et ajoute son action à celle de l'intérêt. C'est ce mécanisme qui doit être expliqué.

B) <u>L'équilibre sur le marché des biens et services</u>

Sur le marché auquel accède la production de plein emploi, joue une fonction de consommation de type keynésien généralisé; l'épargne dépend du montant du revenu, mais aussi des placements et de la valeur réelle de la liquidité détenue. A chaque niveau du taux de l'intérêt correspond un niveau de prix et un seul, qui équilibre le marché par l'effet d'encaisse réelle. La hausse du taux diminue la consommation présente au profit de l'épargne et la demande d'investissement.

La compensation rééquilibrante s'effectue par la baisse des prix qui accroît la valeur des encaisses réelles et suscite une élévation de la demande.

C) L'équilibre sur le marché des titres.

La hausse du taux de l'intérêt provoque une augmentation de la demande de titres en même temps qu'elle décourage l'émission des titres par les entreprises (l'emprunt étant plus coûteux). L'équilibre sera établi par une hausse des prix qui met en jeu l'effet d'encaisse réelle : il y a accroissement de la demande de monnaie au détriment de la demande de biens et de titres par les ménages, et accroissement de la demande de monnaie pour reconstituer l'encaisse des entreprises.

Il convient de remarquer que l'acquisition de titres par les ménages équivaut à une possibilité d'achat de biens ou services dans le futur. La valeur du titre que déterminera la réaction de demande des ménages dépend donc, à la fois, 1°) : du taux de l'intérêt qui fixe son cours sur le marché et donc son rendement; 2°) du niveau des prix qui fixe les possibilités de substitution des titres en biens et services.

D) L'équilibre sur le marché de la monnaie

Les trois précédents marchés étant équilibrés, le marché de la monnaie l'est nécessairement (loi de Walras).

Une hausse des prix qui entraîne une augmentation de monnaie par l'effet d'encaisse réelle, peut être compensée par une hausse du taux de l'intérêt qui augmente le coût de détention de la monnaie.

1 - Si la quantité initiale de monnaie est doublée, de telle sorte que l'encaisse initiale de chaque agent le soit aussi d'une manière uniforme, à chaque niveau du taux de l'intérêt devra correspondre un prix deux fois plus élevé pour rétablir l'équilibre sur chaque marché; ce qui correspondrait à une situation réelle inchangée. Le niveau des encaisses réelles d'équilibre est stable en l'absence de modification des goûts et des comportements des agents.

2 - Si la préférence pour la liquidité est modifiée, elle ne réagit pas uniquement, comme dans le modèle keynésien, sur la seule option entre la monnaie et les titres, mais également sur la demande de biens et services.

En effet : si la préférence pour la liquidité s'accroît (les encaisses initiales étant devenues d'un niveau insuffi-

sant), il y a diminution de la demande de biens et de titres, alors qu'il y a augmentation de l'offre de titres et donc pression à la hausse sur le taux de l'intérêt et pression à la baisse sur les prix. Par l'effet d'encaisse réelle, l'équilibre peut être rétabli avec une baisse des prix qui permet de réaliser l'accroissement désiré des encaisses réelles, tandis que le taux marginal de substitution entre biens et titres reste inchangé, le taux d'intérêt demeurant identique.

En réalité, l'effet d'un changement de la préférence pour la liquidité dépend de la force de l'effet d'encaisse réelle sur le marché des biens; plus cet effet est fort, plus l'effet sur le taux de l'intérêt est faible.

++++++
++++++ § 4 - Les effets de rajustement

A) La flexibilité des prix et des variables monétaires

Don Patinkin examine également les cas où existe seulement une monnaie interne pour arriver à une conclusion identique à celle de Gurley et Shaw : l'effet d'encaisse réelle est supprimé, la monnaie n'ayant pas de rôle actif sur le secteur réel, la dichotomie entre secteurs réel et monétaire devient valable. Par contre, au cas de coexistence d'une monnaie de type interne et externe, l'effet de changements monétaires est neutre lorsque la proportion entre les deux types de monnaie est stable.

Passant ensuite à l'examen du sous-emploi involontaire (un état est involontaire lorsqu'un agent est obligé d'abandonner sa fonction d'offre ou de demande), il démontre que dans le cas de baisse exagérée de la demande de biens, une production constante peut être absorbée grâce à la flexibilité à la baisse des prix, des salaires nominaux et du taux de l'intérêt. Une flexibilité insuffisante retarde l'adaptation, mais ne la supprime pas. Il en résulte que l'équilibre de plein emploi peut être rétabli , ce qui est directement opposé à l'explication keynésienne. S'il y avait rigidité absolue des variables, le système serait bloqué; mais contrairement à Keynes, l'état de sous-emploi ne serait pas un état d'équilibre; pour Patinkin, le sous-emploi involontaire est toujours le signe d'un déséquilibre du marché du travail.

Patinkin rejette également le blocage keynésien dit de la "trappe à monnaie" provoqué par l'impossibilité pour le taux de l'intérêt de baisser au-dessous d'un point critique. En effet, même si ce taux détourne les individus des achats de titres, l'effet d'encaisse réelle joue sur le marché des biens et empêche le blocage.

D'une manière plus générale, il implique qu'un accroissement de la masse monétaire ou une diminution de la préférence pour la liquidité provoquent à travers l'effet d'encaisse réelle, un accroissement de la demande de titres et une diminution de leur offre qui, par l'action à la baisse du taux de l'intérêt, accentuent l'augmentation de la demande de biens due à l'effet d'encaisse réelle. Il en résulte une élévation du produit et de l'emploi globaux.

Ainsi le système généralisé d'ajustement repose sur la flexibilité des prix et des variables monétaires.

B) <u>Synthèse du système d'ajustement et d'équilibre</u>

Pour synthétiser l'interprétation de l'équilibre général des quatre marchés que propose Patinkin, on peut ramener son explication au schéma suivant :

- trois catégories d'agents : ménages, entreprises, Etat, sont offreurs et demandeurs sur les marchés de l'emploi, des biens et services, des titres, de la monnaie. Les ménages répartissent leur revenu entre trois types d'actifs : biens et services, titres, monnaie; ils offrent l'emploi contre un salaire. Les entreprises produisent des biens, demandent un volume d'emploi et émettent des titres. L'Etat est demandeur de produits et d'emploi et offre et demande des titres et de la monnaie sur les marchés monétaire et financier (marché des titres).

- aux variables classiques : prix, salaires, quantité de monnaie, intérêt, s'ajoutent donc la masse des titres en circulation et les variations de cette masse par la politique de l'Etat et des entreprises. Le taux d'intérêt est donc en liaison non seulement avec la monnaie, mais aussi avec le cours des titres.

- l'équilibre du marché de l'emploi est régi par la confrontation de l'offre et de la demande égalisées par des salaires flexibles. Le volume de l'emploi et du revenu se trouve

fixe pour un niveau donné de technique, le plein emploi étant normalement atteint grâce à la flexibilité du salaire et de l'intérêt.

- l'équilibre du marché des biens et services est obtenu par le jeu de la fonction de consommation et par la constitution de l'épargne active, sollicitée à la fois par le rendement des titres (placement) et par la valeur réelle (pouvoir d'achat) de la liquidité monétaire.

- l'équilibre du marché des titres est fonction de l'égalisation des offres émanant des entreprises et de l'Etat et des demandes émanant des ménages. Il est régi par le taux de l'intérêt et le niveau des prix, pour un stock donné de titres.

- l'équilibre du marché de la monnaie est fonction de la quantité de monnaie, du taux de l'intérêt, du niveau des prix déclenchant l'effet d'encaisse réelle. Ceci pour un état donné de la préférence pour la liquidité.

Les modifications de la quantité de monnaie et de la préférence pour la liquidité mettent en jeu des effets de compensation - généralement entre taux de l'intérêt et prix - qui rétablissent l'équilibre.

Cet ajustement de l'équilibre par l'intérêt et les prix est obtenu par l'intermédiaire du marché des titres qui devient un élément privilégié de l'interprétation de Patinkin. Tout son mécanisme se ramène en effet à une tension entre intérêt et prix qui provoque des transferts de demande entre biens et titres.

Les variations de la quantité de monnaie et de la préférence pour la liquidité jouant sur les encaisses monétaires, arrivent à gouverner l'intérêt, les prix et, à travers eux, le volume du revenu et de l'emploi. La monnaie se trouve ainsi intégrée à la théorie générale de l'équilibre économique et reliée à la théorie de l'utilité et de la valeur.

⁂

L'interprétation de Patinkin a le mérite de constituer une courageuse tentative de réhabilitation de la théorie monétaire classique et de compléter certains enseignements de la théorie keynésienne. Le rôle régulateur du marché des titres est ingénieux. Mais n'est-il pas simplifié à l'extrême, surtout en une période où le marché financier de nombreux pays est considéré comme déclinant ?

Il faudrait que le comportement des ménages à l'égard de ce marché et d'une manière plus générale à l'égard de la substitution entre biens et titres, soit beaucoup mieux explicité qu'il ne l'est. Il conviendrait encore de combler la lacune constituée par une insuffisante analyse du rôle de l'Etat, comme demandeur de liquidités et comme offreur de titres. De ce point de vue, l'Etat joue un grand rôle dans la détermination de la structure de l'offre des actifs liquides et, dans cette mesure, il détermine les conditions de la demande de moyens détenteurs de liquidité par les particuliers, qui ne peuvent demander que ce qu'on leur offre.

Enfin, les liaisons entre variations du taux de l'intérêt et variations du prix sont souvent étudiées d'une manière insuffisante. On peut se demander si Patinkin ne conclut pas parfois de la nécessaité, pour l'établissement de l'équilibre, de variations concomitantes de l'intérêt et des prix à l'existence effective de ces liaisons. Voulant expliquer les mécanismes d'ajustement, il glisse cependant de l'explication de l'établissement de l'équilibre aux conditions d'un équilibre déjà réalisé.

Enfin, son explication fait état de mécanismes très abstraits et dont le jeu parfait exige précisément cet état d'abstraction qui élimine les rigidités, les viscosités, les comportements irrationnels. Le mécanisme joue parfaitement, trop parfaitement même, et la réintroduction d'éléments concrets risque de ne pouvoir s'effectuer qu'au prix de certaines déformations du système général d'équilibre.

Dans la mesure où l'esprit ne peut se nourrir exclusivement d'abstractions, ni se satisfaire de pure logique mécaniste, peut-on avancer - comme on l' a fait pour Keynes - que la théorie de Patinkin est comme le café, qui ne nourrit personne mais stimule tout le monde ?

++++++ Chapitre III
++++++
++++++
++++++ L'INSPIRATION THEORIQUE DE L'ANALYSE OPERATIONNELLE
++++++

L'analyse économique contemporaine s'oriente non seulement vers la recherche conceptuelle qui tend à reformuler les instruments d'analyse considérés dans leur signification générale et théorique, mais elle s'efforce également de devenir opérationnelle, afin de fournir aux autorités économiques des possibilités de maîtriser ou tout au moins de mieux connaître les principaux éléments qui gouvernent l'activité économique. Cet effort s'applique aux problèmes du gouvernement de l'entreprise comme à ceux de l'économie nationale, aux problèmes de la micro comme à ceux de la macro-économie.

En ce qui concerne l'économie nationale, deux directions principales se sont fait jour qui ont conduit à l'élaboration de la comptabilité nationale et à la mise au point de l'analyse inter-industrielle.

La première est d'inspiration keynésienne, parce que reposant sur l'analyse des flux constitutifs du produit national. La seconde puise de nombreux éléments dans la théorie walrasienne de l'interdépendance générale; cependant elle intègre des éléments qui lui sont étrangers.

Ainsi ce chapitre final constitue-t-il, dans une certaine mesure, une digression par rapport au renouveau néo-classique proprement dit, puisqu'il faudra faire état d'éléments qui lui sont étrangers.

++++++ Section I
++++++
++++++ Le passage du théorique à l'opérationnel
++++++

Keynes et Walras, deux noms qu'il paraît au premier abord assez surprenant d'associer, sont cependant à l'origine de la comptabilité nationale et de l'analyse inter-industrielle. Ce n'est pas un paradoxe que de constater qu'ils inspirent deux techniques opérationnelles assez proches l'une de l'autre, tant il est vrai que toute théorie sérieuse peut avoir des applications pratiques, pourvu qu'elles fournissent une interprétation adaptable pour l'action. Constater que leurs enseignements peuvent être rapprochés, voire même associés ou combinés, est une preuve de la valeur et de l'efficacité de la recherche abstraite.

++++++
++++++ § 1 - L'inspiration keynésienne de la comptabilité nationale

On a déjà signalé le rôle joué par la macro-analyse dans l'élaboration de la politique économique quantitative dont la comptabilité nationale est un des instruments les plus importants. C'était déjà suggérer que l'analyse en termes de revenu et d'une manière plus générale, en termes de flux globaux, constituait la base théorique des comptes de la nation.

A) L'apparition des comptes nationaux

D'ailleurs, l'histoire montre que l'analyse du revenu national a normalement incité ceux qui s'y sont livrés à rechercher une expression quantitative de la fortune, ou de la "richesse annuelle " de leur pays. C'est le cas de Vauban, de Lavoisier et surtout des Physiocrates, dont le Tableau économique est un modèle grossier de comptabilisation des flux constitutifs du revenu national, de leur circulation et de leur répartition chiffrée entre les agents économiques.

L'éclipse subie par la macro-analyse devait interrompre cette ligne de recherche et pendant longtemps on ne put disposer que d'évaluations, d'ailleurs fort estimables, de la fortune ou du capital, plus rarement du revenu, de la nation, effectuées par de patients chercheurs, souvent à partir de statistiques d'origine fiscale sujettes à de nombreuses réserves.

C'est à partir de la "General Theory" que la comptabilité nationale connut ses premières tentatives et bénéficia de rapides perfectionnements, qui en firent bientôt un instrument précieux pour la politique économique, que celle-ci soit orientée vers des fins socialistes ou libérales.

C'est en 1939 qu'aux Etats-Unis, sous l'impulsion de Simon Kuznets et du National Bureau of Economic Research, on procéda à un premier inventaire des ressources américaines. Les exigences de l'économie de guerre provoquèrent le développement de ces premières études et, en 1945, le gouvernement des U.S.A. possédait un premier bilan au "budget national", présentant l'ensemble des ressources et des charges de l'année.

En Grande-Bretagne, les travaux ont commencé pendant la période de guerre, dans le même but utilitaire : éclairer la politique du gouvernement. Puis, la paix revenue, ils se sont poursuivis d'une manière systématique afin de définir un processus d'élaboration comptable. Lionel Robbins, J. Meade, Richard Stone ont été les initiateurs et les conducteurs de ces travaux.

En France, les exigences de la planification, que l'on installait au lendemain de la guerre, puis la nécessité d'une politique de lutte contre l'inflation, firent sentir le besoin d'une connaissance précise des principaux éléments de l'activité économique nationale. Les travaux et l'action personnelle du professeur François Perroux, de quelques hauts fonctionnaires du Ministère des Finances et du Commissariat au Plan, de diverses commissions d'études et conseils administratifs, aboutirent après recherches et mises au point successives, à un système de comptes nationaux tout à fait remarquable.

Deux éléments doivent être relevés dans ce récit sommaire de l'élaboration et du développement de cette nouvelle technique comptable : les exigences de l'économie appliquée et de la politique gouvernementale ont suscité des progrès rapides; les tentatives sont toutes postérieures à la théorie keynésienne.

B) <u>L'élaboration du cadre comptable à partir du modèle théorique.</u>

En présentant une analyse en termes de flux globaux, Keynes a précisément mis en évidence le revenu national et proposé une interprétation de ses variations. Devenu sur le plan

théorique variable fondamentale de l'activité économique, le revenu est apparu comme la pièce maîtresse de toute action stimulante et correctrice, à la condition toutefois que l'on puisse obtenir une connaissance précise de ses composantes (produit intérieur brut et net, services, apports de l'étranger), de son emploi (consommation et épargne), de sa répartition entre les groupes d'agents (ménages, entreprises, Etat), des facteurs de ses variations (investissement), des déséquilibres susceptibles d'intervenir (désajustements entre la dépense globale et la valeur du produit) etc... Or, ces éléments sont repérables dans la théorie keynésienne à la condition : 1°) que l'on puisse traduire les catégories analytiques de sa théorie en catégories comptables susceptibles d'être quantifiées; 2°) que l'on soit en mesure d'élaborer un cadre comptable reproduisant l'agencement réel des grandeurs en mouvement dans l'économie nationale.

1 - La traduction des catégories - ou concepts - analytiques en catégories comptables n'a pas été la tâche la plus difficile du point de vue technique; mais elle est certainement la plus délicate du point de vue de la rigueur scientifique. Il a fallu en effet donner du revenu national une définition qui, à la fois, exprime la catégorie analytique et devienne un agrégat quantifiable. Les difficultés sont, de ce point de vue, considérables et le résultat n'est pas toujours satisfaisant. Non seulement il faut pouvoir résoudre le problème de la sommation et de l'agrégation, mais encore il faut savoir si et comment on pourra quantifier les éléments constitutifs de la catégorie retenue. On a déjà montré combien les évaluations du revenu et du capital à l'échelon national laissaient échapper des éléments non quantifiables bien que fondamentaux. En fait, les catégories comptables retenues : produit national sous ses deux formes d'évaluation (prix du marché, coût des facteurs), "revenu national", revenu disponible, disponibilités nationales, dépense nationale, etc... deviennent les éléments de base de la nomenclature des postes comptables. L'essentiel est de bien percevoir, en dépit de leur efficacité opérationnelle, la différence qui les sépare des instruments de l'analyse conceptuelle. Et cependant, il faut bien admettre que de nombreux auteurs, et non des moindres, s'abandonnent allégrement à de regrettables confusions entre les quantités comptables et les instruments d'analyse.

2 - Le cadre comptable organisant l'agencement des postes et les communications établies entre eux doit s'efforcer de

traduire les mouvements des grandeurs mises en oeuvre par l'activité économique. C'est dire qu'il procède d'un modèle théorique.

Or, il tombe sous le sens que le modèle keynésien du circuit du flux ajusté par l'égalité de l'épargne et de l'investissement devait s'imposer aux comptables nationaux, quitte à subir quelques adaptations exigées par la technique de quantification. En effet, la période au cours de laquelle le circuit se développe pouvait aisément être fixée à la durée annuelle; cadre commode du fait de son adoption générale pour dresser les comptes des ménages, les bilans des entreprises et le budget de l'Etat.

De plus, il était relativement facile de tirer du schéma keynésien un réseau comptable, reproduisant la circulation des flux entre des "pôles" représentatifs des agents économiques et sièges de leurs décisions.

Enfin, l'ajustement du circuit keynésien par l'égalisation de l'épargne et de l'investissement permettait de satisfaire l'exigence de comptes équilibrés. En faisant au départ, un équilibre comptable sous la forme d'une égalisation de l'épargne et de l'investissement, on peut, en remontant le réseau des comptes, arriver à déceler les points du circuit où apparaissent d'éventuels facteurs de déséquilibres, et sur lesquels doit se manifester l'action de la politique gouvernementale.

A partir du modèle ainsi établi, il est possible de diversifier la recherche des éléments quantitatifs et de décomposer à loisir les comptes des agents. Mais cette étude relève de la description comptable proprement dite et il ne revenait au présent ouvrage que le soin d'en signaler l'inspiration théorique.

++++++
++++++

§ 2 - L'inspiration walrasienne de l'analyse inter-industrielle

L'analyse en termes d'input-output a été présentée au public pour la première fois dans l'ouvrage de Wassili Léontief : "The structure of american economy : 1919-1929 : an empirical application of Equilibrium analysis" publié en 1941 par Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts. Une deuxième édition, étendant l'observation à la période 1919-1939 a paru

en 1951; elle reprend l'exposé d'ensemble du système statique élaboré primitivement. En 1953, Léontief aidé de divers collaborateurs, a présenté une version faisant état de relations plus étendues et comportant une tentative de dynamisation, dans un nouvel ouvrage : "Studies in the structure of American Economy", New-York, 1953. Les données de la dynamisation sont exposées dans la première partie de l'ouvrage, p. 3 à 90.

La recherche entreprise n'est pas purement spéculative, on en attend des résultats pratiques pour orienter la politique économique et résoudre certains problèmes concrets. Les résultats attendus sont de deux types :

- d'une part, on désire obtenir un instrument d'analyse quantitative de la structure économique américaine;

- d'autre part, on recherche un ensemble d'indications susceptibles d'orienter une politique de la production, notamment en ce qui concerne les ressources nécessaires en main-d'oeuvre et matières premières.

Les premiers résultats ont été suffisamment probants pour entraîner très rapidement la constitution de nouveaux centres de recherches; car le système exige de nombreuses études reposant sur une foule d'investigations et d'enquêtes.

Les travaux de Léontief sont une application du système de Walras à la connaissance des liaisons et interrelations productives, selon la méthode du circuit et des tableaux utilisés par Quesnay.

Mais, au lieu d'être théorique, comme l'est celle de Walras, son investigation est empirique.

C'est dire, en premier lieu, que l'analyse de Léontief porte sur les faits connus statistiquement. Donc sur des phénomènes identifiables par l'observation, ne faisant pas l'objet d'une formalisation ou d'une systématisation, mais appréhendés dans leur expression quantitative. Le même souci se trouvait, à côté de tentatives de formulation théorique, chez Quesney, qui exprimait quantitativement la circulation du produit net entre les classes. Mais, faute de moyens statistiques adéquats Quesnay devait se borner à une estimation grossière, peut-être même à une évaluation imaginative des grandeurs en cause.

En second lieu, prenant le parti d'exprimer des interrelations entre phénomènes observables et mesurables, cette analyse dispose d'un champ de recherches plus restreint que celui qui est ouvert au théoricien, lequel peut toujours se donner un concept pour exprimer un phénomène devant lequel le statisticien est désarmé faute d'éléments et de moyens de mesure ou d'évaluation. De plus, l'investigation empirique est obligée de faire un choix même parmi les éléments dont elle dispose, car le nombre et la complexité des données sont tels, qu'il lui deviendrait trop malaisé, sinon même impossible, de les appréhender tous et de les relier en un modèle.

Aussi, l'investigation empirique doit-elle recourir à des simplifications et à des choix qui limitent le domaine de ses études et, même, ramènent les relations trop complexes à des systèmes de liaisons mutuelles plus élémentaires que celles existant réellement. Ainsi en sera-t-il, comme on le verra plus loin, des coefficients techniques de production qui sont considérés comme fixes.

En conséquence, le champ de l'analyse empirique est plus étroit que celui de l'analyse théorique et si Léontief veut faire une application empirique de l'analyse de l'équilibre général, telle que Walras l'a proposée, il se borne, en réalité, à l'application d'une partie seulement de l'interprétation walrasienne : la théorie de la production comme élément participant de l'équilibre général.

++++++
++++++

§ 3 - L'interdépendance générale et l'équilibre de la production

Comment Léontief va-t-il donc aborder l'investigation empirique des phénomènes de production de manière à les intégrer dans une connaissance concrète des conditions de réalisation de l'équilibre général ?

Ceci demande quelques explications assez délicates.

A) L'interdépendance générale et l'équilibre général

La théorie de Walras exprime l'équilibre de l'échange sur les marchés; cet équilibre à base de relations fonctionnelles (par opposition à relations causales) repose sur l'interdépen-

dance des quantités et des prix des produits, des services et des capitaux (1). Il y a donc, dans l'équilibre général walrasien, une place importante faite à l'équilibre de la production dans l'équilibre général des échanges. Le jeu qui équilibre la production repose en partie, mais en partie seulement, sur des relations d'ordre technique qui unissent les diverses productions, à travers ce que Walras appelle les "coefficients de fabrication" dont on retrouvera l'existence, sous une forme plus élaborée et quantifiée par voie statistique, chez Léontief, sous le nom de coefficients techniques.

Ces relations de production participent de l'état d'interdépendance générale dans lequel se trouvent les quantités et les prix des produits, des services et des capitaux (au sens que Walras donne à ces termes).

C'est cette notion d'interdépendance générale, une des pièces maîtresses de la théorie de l'équilibre général de Walras, que Léontief va reprendre pour en faire application au domaine de la production.

B) L'interprétation empirique de la production

Léontief va donc traiter des phénomènes de production en les considérant comme une expression de l'interdépendance générale, concourant à l'équilibre général de l'économie.

Ceci signifie que les prix interviendront, mais comme un des éléments de la production et non comme un élément de la demande. A tel point que dans le système initial de Léontief, le "modèle ouvert", la demande ne joue aucun rôle; elle n'intervient que dans le système clos.

Baumol a clairement exposé ce point; il n'est que de reproduire ce qu'il en dit d'une manière très expressive : "Dans le modèle ouvert, le secteur de la demande finale est, en effet, regardé comme en dehors de l'économie de production et les produits finis sont "exportés" aux consommateurs qui habitent ce secteur "étranger" qu'est la demande. Cependant, dans le modèle clos, le travail est traité comme un article produit et la consommation comme la matière première utilisée dans la

---

(1) Cf. sur ce point la 18ème leçon des Eléments d'Economie Politique pure de Walras.

production du travail" (1). Dans ce cas, les ménages, qui fournissent le travail, sont demandeurs de produits de consommation; nous verrons plus loin que ceux-ci constituent l'input du travail, qui est lui-même l'output des ménages.

Quelle est alors la nature de l'interdépendance générale ? Elle est d'ordre essentiellement technologique. Elle cherche à connaître la quantité de produits intermédiaires entrant dans la production d'un produit final donné et ceci pour tous les produits obtenus dans une économie et en considérant que les produits de chacune des industries servent en partie de produits intermédiaires pour d'autres industries et en partie de produits pour la consommation finale. Cette détermination est faite en fonction d'un volume et d'une structure du produit à atteindre, compte tenu des ressources disponibles et de l'état actuel de la technique productive.

L'analyse empirique repose donc sur une interdépendance générale des activités productives, interdépendance qui est d'ordre technologique, puisque ce sont les exigences mêmes des processus productifs qui fixent la nature et l'importance quantitative des liaisons entre industries. On arrivera ainsi à savoir la part d'un produit donné qui est absorbée pour les besoins de la production de certaines industries et la part qui revient à la consommation finale.

C'est de cette interdépendance qu'il convient maintenant de préciser le sens avec plus de détail.

C) Le sens de l'interdépendance générale

W. Léontief indique par le sous-titre de son premier ouvrage : "Une application empirique de l'analyse de l'équilibre", comment il conçoit sa recherche relative à la structure d'une économie.

Cette recherche présente un double caractère :

- elle part d'une conception théorique de l'équilibre économique qui doit lui permettre de démonter le système de relations commandant l'équilibre de fonctionnement d'une économie :

---

(1) W.J. Baumol : "Théorie économique et analyse opérationnelle", Ch. 15, en note.

elle établit donc un lien entre relations de structure et relations de fonctionnement.

— elle comporte de nombreuses investigations statistiques et observations de fait, relatives à une économie donnée; en l'espèce, l'économie américaine.

Il associe ainsi une prise de position théorique et une documentation objective; la seconde étant élaborée à partir d'une conception générale de l'activité économique qui lui indique les éléments dont il convient de faire la recension statistique.

Il convient de préciser davantage cette prise de position.

Celle-ci est indiquée dans chacun des deux ouvrages, étant entendu que le second marque l'élargissement déjà signalé. Elle peut s'exprimer de la manière suivante : la recherche poursuivie consiste à appliquer la théorie de l'équilibre général ou, plus précisément, la théorie de l'interdépendance générale, à une connaissance concrète et quantitative des interrelations existant entre les différentes parties d'une économie nationale.

Cette théorie de l'équilibre général ou de l'interdépendance générale est, grosso modo, celle que Léon Walras a élaborée. De même que Walras exprime l'équilibre par un système d'équations, Léontief essayera d'écrire le système d'équations qui est susceptible de représenter la structure productive de l'économie nationale considérée comme un tout.

Ce système sera beaucoup plus complexe que celui de Walras, car ce dernier part des interrelations entre offre et demande de marchandises sur un marché, pour arriver par l'intermédiaire de coefficients techniques de production, aux interrelations entre prix et quantités des produits et des services sur l'ensemble des marchés; prix et quantités étant déterminés par un système de relations mutuelles.

Pour Léontief, les diverses "industries" ou branches de production du système économique sont techniquement interdépendantes et il existe entre elles des interrelations de nature technologique qui déterminent les prix et les quantités de facteurs et de biens finis ou demi-finis, par l'intermédiaire desquelles s'établit l'équilibre de la production considérée dans son ensemble.

Mais alors que Walras se bornait à quelques interrelations principales, en simplifiant et en ayant recours à l'abstraction, Léontief qui veut analyser la structure d'une économie et savoir comment elle sert de cadre, ou plus exactement de "système d'encadrement" aux quantités en mouvement dans l'économie, tiendra compte d'un nombre d'interrelations technologiques aussi important que possible. De plus, au lieu de les représenter abstraitement, il cherchera à les connaître empiriquement, par voie statistique; son analyse est quantitative.

Il aboutit ainsi à la construction d'un "Tableau économique" à la manière de Quesnay, qui retrace les flux de biens et de services en circulation dans l'économie, à travers le réseau des "industries" qui les absorbent pour les besoins de leur production, et donnent naissance, par le produit qu'elles procurent, à de nouveaux flux de biens et de services, absorbés à leur tour par d'autres "industries" pour leurs propres besoins et ainsi de suite.

Léontief réalise ainsi une synthèse partielle et un approfondissement sur certains points de Walras et de Quesnay, mais avec une complexité plus grande que le premier et une précision plus grande que le second, grâce à la connaissance statistique dont il dispose. De plus, il fait application de cette connaissance statistique, non seulement au circuit, mais à la structure productive qui commande et ordonne le fonctionnement aboutissant à l'équilibre du marché : c'est en cela qu'il prolonge par l'analyse empirique l'analyse théorique de ses prédécesseurs.

Le but de la recherche est donc la connaissance de la structure économique considérée comme le support, l'encadrement du fonctionnement par lequel s'établit l'équilibre des prix et des quantités. Il peut ainsi déceler les conséquences que peuvent avoir sur l'équilibre général de l'économie des changements qui se produisent dans une "industrie" quelconque.

Mais pour atteindre cet objectif, il faut déceler et exprimer quantitativement les interrelations existant entre les différentes industries ou branches. Ces interrelations seront exprimées à travers les covariations des prix, de la production, des investissements et du revenu. Mais entre quels éléments sont-elles établies; quelles relations doit-on choisir ? C'est ce qu'il convient maintenant d'examiner.

++++++ Section II
++++++
++++++ L'analyse empirique interindustrielle de Léontief
++++++

Pour Walras, les interrelations sont établies entre offre et demande de certaines quantités à certains prix; qu'il s'agisse de quantités et de prix de biens, ou de quantités et de prix de services.

Pour Léontief, les interrelations sont celles qui s'établissent entre les éléments structurels d'une économie et qui conditionnent son fonctionnement et le courant de l'activité de celle-ci. Ces éléments structurels sont choisis de manière à permettre l'expression, sur la base des quantités et des prix, des flux mis en mouvement entre les divers compartiments de l'économie nationale. En somme, c'est une étude empirico-statistique des processus selon lesquels la structure conditionne les interrelations à travers lesquelles jouent les forces qui équilibrent l'activité économique.

Ces propositions vont s'éclairer par la manière dont est fait le choix des liaisons et relations.

++++++
++++++ § 1 - Les interrelations

Léontief distingue les relations interindustrielles, exposées dès 1941, et les relations interrégionales, étudiées dans l'ouvrage de 1953.

A) Les relations interindustrielles

Léontief dresse, dans son premier ouvrage, un Tableau économique des Etats-Unis pour les années 1919 et 1929, afin d'exprimer la structure de l'économie américaine à ces deux dates.

Ce Tableau retrace quantitativement le réseau des relations existant réellement entre les différentes industries, à la suite de la circulation des flux de facteurs et de produits que l'activité économique met en mouvement, pour l'obtention du produit global en biens et services. On rappelle que le terme "industrie" doit être pris dans le sens que l'on donne en

France à la "branche industrielle" ou à la "branche d'activité".

Le choix des "industries" est nécessairement effectué avec un certain arbitraire, mais doit représenter d'une manière aussi expressive que possible, la structure économique du pays considéré. En fait, les "industries" sont des groupes d'entreprises ou des combinaisons d'entreprises, se consacrant à des productions liées entre elles par les nécessités techniques de production d'un même type de biens ou de services.

Il dresse ainsi une nomenclature de 41 groupes ou industries. On y trouve notamment - ceci donné à titre d'exemple - minerai de fer, minerais non ferreux, acier, charbon, coke, gaz, électricité, pétrole, industrie chimique, textiles, cuirs et tanneries, caoutchouc, papier, automobile, construction, liqueurs et boissons, sucre et glucose, beurre et fromage, etc... Il s'y ajoute trois "industries" particulières : agriculture, transports, commerce extérieur.

Le Bureau of Labor a construit ultérieurement un Tableau sur le modèle de Léontief, dont la construction comporte quelques modifications, notamment l'introduction de groupes nouveaux qui résultent souvent d'une opération de décomposition : commerce intérieur, commerce extérieur, Etat, stocks, biens d'équipement, etc;..

Il s'agira donc d'étudier, à partir de renseignements statistiques, les relations qui sont établies entre ces industries sur la base du principe élémentaire suivant, qui sera développé ultérieurement : la production d'une industrie sert à alimenter la production d'autres industries et finalement la consommation globale.

Ces Tableaux Economiques sont appelés "matrices".

B) Les relations interrégionales

Ce type de relations est abordé par Léontief et ses collaborateurs dans le second volume.

Le principe qui est à la base de ce système d'interrelations peut être formulé ainsi : les mouvements des biens et des services entre des zones géographiques distinctes et la structure économique interne de chaque région, sont dans un rapport de mutuelle interdépendance.

Il s'agit donc, dans ce type d'études, de considérer la distribution spatiale de l'activité économique interne d'une nation, comme constituant un système de relations économiques. On peut alors en déduire la proposition suivante :

Un changement dans la demande finale de produits au sein d'une économie nationale donnée, provoque des changements dans l'activité économique des différentes régions. Le but de l'étude est de suivre le cheminement des conséquences de ce changement, afin de déterminer "l'impact régional" d'un changement de la demande finale.

Ceci conduit à distinguer deux catégories de biens : les biens régionaux et les biens nationaux.

Cette distinction constitue une première approximation et une première démarche vers une différenciation plus précise des biens, eu égard à leur situation spatiale et à leur localisation. Mais cette localisation suppose la définition du cadre régional.

La question de la définition des régions est analogue à celle de la division en industries séparées; elle procède d'une conception empirique et tient compte de circonstances de fait, liées à des données économiques et géographiques.

A partir de cette prise de position, on considère que :

- les "biens régionaux" sont ceux dont la "carrière" est tout entière contenue dans la zone géographique qui constitue la région,

- les biens nationaux sont ceux qui, aisément transportables, circulent effectivement au sein de l'économie nationale. Ils forment une catégorie dont la composition peut être considérée comme constante.

Quelle est la signification de cette constance ? Elle indique que le pourcentage de l'output total que le bien représente dans la région dans laquelle il est actuellement produit, est considéré comme une donnée.

Il convient d'ajouter encore quelques remarques complémentaires :

1 - La quantité de biens produits dans une région dépend du niveau de l'output total obtenu dans l'économie nationale.

2 - On peut relever et évaluer la participation de chaque région dans l'output total, ce qui permet d'établir une distribution géographique de tous les biens nationaux.

Il en résulte que la distribution géographique de la production de tous les biens et services nationaux se trouve fixée de telle sorte que la demande de produits entrant dans la constitution de la balance régionale-type se trouve déterminée.

De là, on peut faire dériver la distribution correspondante par région de l'input total et on peut déterminer l'impact sur les balances régionales d'un changement dans l'output final.

Ainsi, si intervient un changement de 10 % dans la demande finale pour l'agriculture, on peut savoir quelles modifications en résulteront : 1°) pour chacune des industries régionales et pour les ménages des deux régions principales; 2°) pour les industries sous-régionales d'une sous-région.

++++++
++++++

§ 2 - Les instruments d'analyse

A) Les concepts d'output et d'input

Les deux termes d'input et d'output sont imprécis mais évocateurs. Ils ont semblé, au début, assez nouveaux, bien que correspondant à une notion simple. Examinons leur signification.

1) L'Output.

L'output peut être considéré comme le volume de produits réalisé par une entreprise ou une industrie ou plus généralement par une unité de production.

Mais - comme on le verra par la suite - le Tableau économique ou matrice, a, dans une certaine mesure, un caractère comptable. De sorte que : l'output peut être considéré comme la comptabilisation de ce qui "sort" d'une entreprise ou d'une industrie; ce que l'industrie produit, la "sortie", à laquelle elle donne lieu. Aussi a-t-on proposé de traduire output, en français, par "extrant".

2) L'Input

L'imput peut être considéré comme ce que l'industrie absorbe pour donner son produit; et qu'elle "consomme", pourrait-on dire, dans son oeuvre de production.

Par opposition à la notion comptable d'output qui est une sortie, la notion comptable fait de l'input une entrée, ce qui entre dans la combinaison productive. D'où la traduction française par le terme "intrant". Ceci permet de considérer que l'input de certaines industries est constitué par l'output de certaines autres. D'où le principe même des interrelations qu'un exemple illustrera.

- l'output de la sidérurgie constitue une partie de l'input de l'industrie de l'automobile et des constructions mécaniques, des chemins de fer, de la construction navale, etc...

- mais l'output de la sidérurgie a été obtenu par un input qui n'est autre chose que l'output de l'industrie des mines de fer, de l'industrie des mines de charbon, etc...

B) Les coefficients techniques

Léontief formule une hypothèse de base, qui reprend, dans une certaine mesure, une proposition de Walras, mais en la modifiant sensiblement.

Elle consiste à admettre que les conditions technologiques de la production sont stables à court terme et que les changements, lorsqu'ils surviennent, peuvent donner lieu à des rajustements car ils sont rares et même prévisibles. Certes, il y a là une simplification peut-être excessive, mais pratiquement indispensable - au moins au départ - pour élaborer le système d'interrelations. En effet, elle lui permet de dire qu'il existe un rapport constant entre le volume de la production, c'est-à-dire de l'output, et les quantités de produits, c'est-à-dire l'input, absorbées par l'industrie pour obtenir cette production.

Léontief obtient ainsi un rapport output-input pour chaque industrie, qui est appelé le coefficient technique de l'industrie considérée. Ce coefficient est constant, puisqu'on admet que les conditions technologiques de la production sont stables.

La conséquence essentielle est que le système d'analyse de Léontief est statique et que les coefficients contiennent une certaine imprécision en raison de la simplification de départ. On a donc critiqué cette position.

En réalité, on doit admettre que ces coefficients sont changeants et ceci pour des raisons qui dépassent les causes d'ordre technique.

En effet : des changements de prix interviennent forcément :

- dans la rémunération des facteurs de production : capital, main-d'oeuvre; comme dans l'achat des ressources naturelles. Or, ces changements de prix provoquent des changements dans la combinaison des différents facteurs : par exemple, on emploiera plus de capital et moins de main-d'oeuvre ou inversement (principe des changements à la marge en courte période).

- Ainsi, l'industrie de l'automobile en présence d'une baisse des salaires, n'utilisera pas une machine, mais emploiera un plus grand nombre d'ouvriers. Ce changement diminuera l'input en provenance de l'industrie des constructions mécaniques. Donc, les changements de prix modifient la combinaison des facteurs, c'est-à-dire mettent en jeu le principe de substitution. Léontief, en somme, ne tient pas compte du principe de substitution, très à l'honneur dans la théorie néo-classique, en utilisant des coefficients constants.

C'est d'ailleurs ce qu'avait fait Walras; mais Pareto avait critiqué les coefficients fixes de production sur lesquels il raisonnait.

On peut cependant admettre la réponse de Léontief qui a bien vu le problème. Sur le plan théorique, on ne doit pas négliger le principe de substitution; mais sur le plan empirique, il ne doit être retenu que si les effets de substitution dus aux changements de prix des facteurs sont importants. Or, Léontief montre par les statistiques que ces changements sont de peu d'importance et peuvent être négligés, ce qui simplifie le problème et lui restitue une part appréciable de son authenticité.

Par ailleurs, on peut mettre en doute le système de substitution à la marge et faire appel au principe de complémentarité entre facteurs.

++++++
++++++ § 3 - Le système d'équations

Le coefficient technique d'une industrie étant établi et supposé constant, il existe une relation constante entre l'input et l'output. Léontief peut alors établir son système d'interrelations et l'exprimer par des équations (1).

A) Le système de relations input-output

La relation donne naissance à une fonction de production exprimant la proportion d'input impliquée par la productivité au volume de l'output. Quels sont ses caractères ?

1°) Cette proportion étant constante, la fonction de production est linéaire et homogène.

2°) La relation de proportionnalité étant constante, l'augmentation ou la diminution de l'output entraîne une augmentation ou une diminution des input d'un pourcentage égal. Il en est de même pour une augmentation ou une diminution de l'input.- Mais on prend comme relation de base la proportionnalité de l'input par rapport à l'output; en somme, c'est la production désirée qui exerce en général le rôle directeur: c'est sur la "sortie" que se règle "l'entrée".

La relation d'input-output s'exprime donc par l'équation de la fonction de production.

Comme, par ailleurs, l'output d'une "industrie" sert d'input à une autre "industrie", c'est en réalité un ensemble d'interrelations qui doit être considéré:

- il s'exprime par un système d'équations simultanées, linéaires et homogènes, marquant la proportionnalité d'ensemble de l'input total par rapport à l'output total.

- le but final de la recherche empirique sera la solution de ce système d'équations.

---

(1) Cf. sur cette présentation : A. Chabert : Le système d'input-output de Léontief et l'analyse économique quantitative dans Economie appliquée, 1950, n° 1, p. 173.

B) La demande finale

Une industrie qui doit fournir un output déterminé se porte demandeur d'un input qui est l'output d'une autre industrie. Mais son output est lui-même demandé pour constituer l'input d'une troisième et ainsi de suite.

Ainsi l'output de T devient l'input de U et de V
l'output de U devient l'input de X et de Y
l'output de V devient l'input de W et de Z
l'output de Y et de Z avec une partie de l'output de T devient l'input de R et ainsi de suite.

Mais le processus a finalement un terme; il y a une production finale qui est l'objet d'une demande finale nommée "final bill of goods".

Quelle est l'utilité de cette demande finale ?

Une partie est destinée à satisfaire les besoins de consommation directe des ménages, c'est-à-dire le besoin de consommation directe de l'ensemble des consommateurs considérés comme individus. Ils figurent sous le terme "household" que l'on peut traduire en français par "ménages" ou "particuliers".

On peut dire que pour une industrie, la différence entre son output total et la partie de cet output utilisée comme input par les autres industries représente la consommation directe des ménages. - On peut tenir compte également de la consommation de l'Etat.

C) Système clos et système ouvert.
Système descriptif et système opérationnel

Si l'on considère (1) que les ménages absorbent un input qui représente leur consommation directe, on peut dire qu'ils produisent un output correspondant sous forme d'offre de main-d'oeuvre, avec une proportionnalité entre emploi et revenu réel.

L'emploi entre ainsi dans le système et on dispose dès lors des éléments suffisants pour faire de celui-ci un système

(1) Cf. A. Chabert, op. cit.

clos d'équations exprimant simultanément l'ensemble des opérations en une sorte de circuit fermé.

- Le système clos est descriptif, c'est-à-dire qu'il rend compte de la réalité, telle qu'elle a pu être enregistrée. Il comporte autant d'équations que d'inconnues.

On lui oppose le système ouvert ou opérationnel qui est d'une utilisation directe pour la politique économique. Il se caractérise par le fait qu'on omet une relation correspondant à l'élément de l'économie sur lequel on veut agir. On élimine ainsi la valeur des inputs correspondants. Puis on remonte de la demande finale affectée par l'action que la politique économique veut déterminer, aux différentes grandeurs des autres inputs et outputs.

Supposons qu'on veuille réduire les dépenses du gouvernement et savoir, en conséquence, les modifications à apporter au système productif d'ensemble. Comment va-t-on procéder ?

- dans la demande finale, on retranche la part correspondant à la réduction des dépenses de l'Etat, et on remonte, par l'intermédiaire du système d'équations, à tous les différents inputs d'industries qui sont affectés par cette diminution de la demande finale. En retranchant les inputs devenus inutiles, on reconstitue la grandeur définitive des inputs et outputs restants.

- On obtient ainsi des possibilités d'action sur les besoins de production, sur l'emploi, les matières premières, etc...

- En particulier, on peut obtenir une connaissance des besoins en main-d'oeuvre et matières premières et les répartir selon les exigences de chaque industrie, ou de chaque région.

++++++
++++++ § 4 - Présentation d'un schéma simplifié d'analyse interindustrielle

Imaginons le schéma fort simple et arbitraire d'une économie nationale dans laquelle n'existent que trois "industries".

Choisissons-la - comme l'a fait Beaumol - (1), de telle manière que input et output des uns et des autres offrent le maximum de commodité et de simplicité pour le raisonnement : ce sera le charbon, l'acier, les transports ferroviaires.

Le principe d'interdépendance entre ces industries apparaît dès que l'on constate que chacune d'entre elles utilise pour obtenir son propre produit une partie déterminée de l'output des autres et une partie de son propre output. Les proportions d'output ainsi utilisées à titre d'input sont exprimées par les coefficients techniques qui vont être à la base de la formulation des équations.

Raisonnons sur l'exemple élaboré par Beaumol.

Celui-ci imagine que pour obtenir une quantité d'acier (output de la sidérurgie) de 1 franc, on utilise 0,40 F de charbon, 0,20 F de transport et 0,20 F d'acier. On établit des relations du même ordre pour le charbon, pour les transports ferroviaires et pour la main-d'oeuvre.

Ces relations peuvent s'exprimer dans le tableau suivant (2):

	Utilisateur de produit		
	Acier	Charbon	Transports
Producteur de ressource			
Acier..........	0,2	0,2	0,1
Charbon........	0,4	0,1	0,3
Transports.....	0,2	0,5	0,1
Main-d'oeuvre..	0,2	0,2	0,5
Total...	1	1	1

(1) La démonstration de Beaumol figure dans les pages 327-330 de "Théorie économique et analyse opérationnelle". Trad. franç. Dunod, Edit., Paris, 1963.

(2) Beaumol, op. cit., p. 328.

On peut maintenant passer à une seconde phase de l'élaboration en se demandant ce que doivent être les quantités produites pour atteindre une production finale susceptible de satisfaire les besoins de chaque industrie et ceux des consommateurs (c'est-à-dire de la main-d'oeuvre).

Supposons que l'objectif de production pour la consommation finale soit ainsi fixé : 100 millions de francs pour l'acier, 20 millions pour le charbon, 40 millions pour les transports ferroviaires. Quelles quantités d'acier, de charbon, de transport faut-il produire à l'usage de chaque industrie et des ménages pour que la production finale ainsi fixée soit atteinte ?

Ce sont là les inconnues de l'opération; on les désignera respectivement par A, C, T (exprimant la valeur en millions de francs).

Quelles sont les quantités d'acier qui seront nécessaires ?

En premier lieu, la quantité d'acier consommée par la sidérurgie elle-même, soit d'après le Tableau ci-dessus 0,2 A. En second lieu, la quantité d'acier demandée par l'industrie du charbon est 0,2 C et par les transports 0,1 T. Enfin, il faut ajouter les 100 millions d'acier qui doivent satisfaire la consommation finale. Nous obtenons ainsi l'équation qui relie la production totale d'acier aux autres industries :

$$A = 0{,}2\ A + 0{,}2\ C + 0{,}1\ T + 100$$

La formulation est écrite de manière identique pour l'industrie du charbon et pour celle des transports. On obtient donc :

$$C = 0{,}4\ A + 0{,}1\ C + 0{,}3\ T + 20$$

$$T = 0{,}2\ A + 0{,}5\ C + 0{,}1\ T + 40$$

On dispose ainsi de trois équations linéaires à trois inconnues dont la solution fournit les quantités à produire par chaque industrie pour réaliser les objectifs de production pour la consommation finale, soit 100 d'acier, 20 de charbon, 40 de transport.

Cependant, une troisième écriture doit être réalisée : elle concerne l'input de la main-d'oeuvre, c'est-à-dire la valeur

consommée par les ménages qui fournissent la main-d'oeuvre; elle peut être évaluée en prix d'heures de travail. Le Tableau ci-dessus indique qu'il faut utiliser 0,2 F d'heures de main-d'oeuvre pour obtenir un franc d'acier ; 0,2 F pour le charbon; 0,5 F pour les transports, la valeur totale des heures de travail sera donc :

$$\text{Main-d'oeuvre} = 0{,}2\ A + 0{,}2\ C + 0{,}5\ T$$

Si on suppose que la rémunération du travail est la même dans chaque industrie, on en tire la quantité d'heures de travail nécessaire.

On en arrive alors à la conclusion : si les résultats de ces calculs n'excèdent pas les ressources disponibles et utilisables, les objectifs sont réalisables. Sinon, il faut réduire les quantités que l'on désirait primitivement produire.

Ce modèle élémentaire repose sur de nombreuses simplifications.

En premier lieu, trois industries au lieu des 44 du Tableau de Léontief; cependant dans celui-ci, chaque industrie n'utilise pas les produits de toutes les autres. En second lieu, d'autres simplifications sont introduites que l'on retrouve dans le Tableau de Léontief:

1) les coefficients de production sont fixes, c'est-à-dire que les proportions d'input absorbé par chaque industrie pour un output donné ne changent pas.

2) chaque industrie est considérée comme ne produisant qu'un seul produit homogène et non pas plusieurs produits conjoints. Lorsqu'on doit traduire la réalité d'une production hétérogène, on raisonne sur un bien composite fait de la combinaison de plusieurs biens associés entre eux selon une proportion fixe.

Cet exemple élémentaire permettra de saisir plus aisément la formulation à laquelle procède Léontief.

++++++
++++++

§ 5 - La signification du système d'interdépendance générale de Léontief

Le système d'équations établi par W. Léontief est beaucoup plus complexe que ce qui en est exprimé dans cet exposé, dont le but est simplement de donner les principes d'établissement et de raisonnement du système. Pour une connaissance détaillée, on devra se reporter à l'ouvrage lui-même et à son explication dans les études déjà citées.

On peut, cependant, sur la base de ces quelques indications, dégager la signification des équations d'interdépendance générale, en faisant le point de ce qui a été exposé jusqu'ici. On dégagera cette signification sous la forme de sept propositions.

A) La signification du système

1°- Le principe de l'analyse input-output est de dégager les relations caractéristiques d'une économie nationale afin de reconstruire quantitativement le système d'interdépendance générale à travers lequel s'établit l'équilibre de l'activité économique. On part d'un équilibre stationnaire.

2°- L'essentiel des relations structurelles ainsi établies repose sur la considération suivante : le produit d'une industrie (output) sert à alimenter à la fois, la production d'autres industries et la consommation des ménages, de l'Etat, la constitution de stocks, etc... Mais il est obtenu par un input produit par d'autres industries.

3°- Les ménages peuvent être considérés comme "l'industrie" qui produit la main-d'oeuvre. L'output des ménages est l'emploi, l'input est la consommation.

4°- Un premier système d'équations exprime les liaisons existant entre :

a) d'une part, l'output d'une industrie et son emploi comme input par les autres industries;

b) d'autre part, l'output d'une industrie et son emploi comme consommation par les ménages.

5°- Un deuxième système d'équations exprime les liaisons existant entre :

- la grandeur de l'output et la quantité d'input nécessaire pour l'obtenir, y compris l'emploi de la main-d'oeuvre;

- un coefficient technique supposé constant, exprime cette relation.

6°- Un troisième système d'équations exprime la manière dont se trouve satisfaite la demande finale.

7°- Un quatrième système d'équations retrace l'interdépendance générale du système, en exprimant l'effet exercé par chaque élément de la demande finale sur l'output de chaque industrie.

B) L'application du système

Diverses applications ont été faites du système de Léontief, qui permet de fournir de précieux éléments à une politique économique quantitative.

1) Etablissement du réseau des relations interindustrielles.

Il a été opéré par Léontief, dans son premier volume de 1941. Ce réseau :

- retrace les relations entre industries, telles qu'elles existent dans l'économie américaine en 1919 et 1929 (étendu ultérieurement à 1939).

- fournit ainsi une analyse de la structure de la production économique américaine. - Cette analyse est présentée sous forme d'un Tableau statistique.

2) Etude de la place occupée par une industrie dans l'économie nationale. Ainsi :

- le commerce intérieur peut être considéré comme une industrie fournissant un output : les importations,et absorbant un input : les exportations.

- il occupe ainsi une place que l'on peut situer et dont on peut décrire l'importance.

3) Etude des relations interrégionales.

Elle a été faite par Léontief et autres auteurs dans le second volume en 1953.

4) Etude de la structure du capital et d'une industrie particulière. Le livre de 1953 étudie la structure de l'industrie du coton et des transports aériens.

5) Etude du rôle de la demande dans l'activité économique.

Tout ceci, cité à titre d'exemple, permet de dégager les grandes lignes d'une politique prévisionnelle. Dans ce sens, l'analyse input-output peut servir à l'élaboration de programmes économiques, en fournissant des renseignements quantitatifs sur les liaisons qui s'établissent entre industries et signalant les répercussions qu'exercent sur l'ensemble des industries des changements intervenant en un point quelconque. Les relations interindustrielles permettent d'obtenir cette connaissance quantitative et deviennent un instrument opérationnel extrêmement précieux.

++++++ Conclusion
++++++
++++++
++++++ L'ANALYSE CONCEPTUELLE ET L'ANALYSE OPERATIONNELLE
++++++

Il est toujours difficile de mettre un terme à une histoire de la pensée et de l'analyse économiques, car les aspects contemporains se diversifient et on manque de recul pour estimer ce qui risque de tomber dans l'épisodique et ce qui a chance de survivre dans l'historique. Combien est-il encore plus difficile de dégager une conclusion !

Somme toute, la conclusion essentielle a été donnée dès l'introduction, ce qui n'est pas d'ailleurs illogique : la pensée économique scientifique à laquelle ce livre s'est principalement attaché, progresse bien par voie de dépassements et de synthèses. C'est la ligne générale choisie pour le développement et nous pensons que l'étude effectuée a pu l'illustrer.

Plutôt qu'une conclusion, c'est sans doute une leçon qu'il convient de tirer de ce long examen historique. Cette leçon peut porter sur les conditions présentes et prochaines qui président et présideront aux futures synthèses et en particulier à l'une d'entre elles qui paraît caractéristique des recherches contemporaines : la synthèse du conceptuel et de l'opérationnel.

\+

\+ \+

L'analyse opérationnelle jouit aujourd'hui d'une grande faveur; elle est dans une large mesure l'aboutissement de la science appliquée, à laquelle se réfèrent de plus en plus les responsables de l'économie, qu'ils soient chefs d'entreprise, planificateurs, hauts fonctionnaires des finances, responsables de groupements professionnels, leaders syndicaux ou simples consommateurs et épargnants.

Fréquemment invoquée et sollicitée, l'analyse opérationnelle bénéficie également d'un prestige indéniable. Ce prestige tient en premier lieu au souci d'efficacité qui marque notre époque et qui accentue le caractère de science humaine et sociale de notre discipline, puisqu'elle peut ainsi se donner une finalité pratique améliorant les conditions d'existence des hommes et des sociétés.

Il tient également aux difficultés de son élaboration qui tente les esprits curieux et la pare de l'attrait du mystère dont les initiés possèdent, seuls, les secrets. De ce point de vue, l'analyse opérationnelle paraît participer, aussi bien au niveau de la discipline, qu'à celui des adeptes, d'un certain complexe de supériorité.

Nous n'hésitons pas à dire que réside, en tout cela, un danger pour la science économique considérée dans son ensemble.

Ce danger apparaît dans la mesure où l'analyse opérationnelle, guidée par ses démons intérieurs - ou ses laudateurs externes - penserait pouvoir progresser sans l'impulsion que peut lui donner l'analyse conceptuelle ou en dédaignant ses apports. Précisons notre propos : le risque couru est dans l'abandon de l'analyse conceptuelle au profit de l'analyse opérationnelle, ou même dans l'omission des synthèses nécessaires entre l'une et l'autre.

Les analyses conceptuelles de Walras, de Keynes, de Hicks pour n'en citer que quelques-unes, sont cependant indispensables pour inspirer des systèmes pratiques et orienter des politiques. Maints développements contenus dans cet ouvrage ont pu le faire comprendre. Certes, ces recherches sont souvent décevantes, car elles sont livrées à la critique avant même d'alimenter de nouveaux travaux et elles n'ont jamais entièrement pour elles la marque d'authenticité que donnent la confirmation expérimentale et l'efficacité pratique. Quand l'un dit : la réussite de telle politique économique est due à son inspiration théorique, l'autre rétorque : l'expérience a réussi en dépit de son inspiration théorique. Et il est difficile de départager les protagonistes.

Parfois décevante, souvent incertaine, toujours difficile, l'analyse conceptuelle est cependant des plus nécessaires car c'est elle qui, en dépit des apparences, commande toutes les autres et c'est elle aussi qui est la plus ... attardée. Si

elle avait progressé plus vite, l'analyse opérationnelle serait elle-même beaucoup plus avancée. Mais, paradoxe qui n'est qu'apparent, en raison même de la difficulté qu'il rencontre, l'économiste théoricien risque de devenir victime de l'économiste d'action, dans la mesure où il accepte les catégories opérationnelles que celui-ci manie dans un but pratique et les adopte comme concepts analytiques, commettant une grave confusion des genres et manquant aux exigences de la logique la plus élémentaire.

Faut-il invoquer un exemple ? Considérons la définition du revenu national donnée par les Physiocrates (Cf. le chapitre consacré à ces auteurs dans la première partie du présent ouvrage) et confrontons-la à celle que donne, avec d'ailleurs beaucoup d'hésitations, J.R. Hicks dans "Valeur et Capital" : "le revenu d'une personne n'est autre que ce qu'elle peut consommer durant la semaine, tout en comptant être aussi riche à la fin de la semaine qu'au début" (trad. franç. p. 164). C'est dire que le revenu d'une personne est ce qu'elle peut consommer durant une période sans s'appauvrir. Entre les deux conceptions le progrès est bien mince et J.R. Hicks est loin de s'en satisfaire. A son tour, Keynes a utilisé avec l'ardeur que l'on sait le revenu, mais s'est contenté de signaler les composantes de sa consistance chiffrable sans enrichir le concept. Sur ces hésitations sont intervenus les comptables nationaux qui, ayant besoin d'une catégorie opérationnelle, ont inventé pour les besoins de la cause une série d'agrégats; ce qui était dans le sens de leurs travaux. Mais voilà que maints économistes utilisent maintenant ces agrégats pour leurs recherches théoriques, au lieu et place du concept analytique qu'ils devraient employer. Le résultat est un appauvrissement de l'analyse, car on substitue, comme on l'a vu avec le coefficient de capital, une grandeur ou un rapport statistique à un concept scientifique. Et François Perroux a eu raison de signaler les équivoques de l'analyse contemporaine en termes de revenu; c'est pourquoi les recherches conceptuelles de cet auteur relèvent des tâches les plus importantes et les plus urgentes de l'analyse contemporaine.

+

+ +

Les synthèses auxquelles nos contemporains sont invités nous paraissent donc devoir s'inscrire dans cette ligne : promouvoir l'analyse conceptuelle et entretenir des liaisons constantes entre elle et l'analyse opérationnelle. Elles ne peuvent s'ignorer, ni se priver de leur concours mutuel. Dans le processus déjà signalé qui fait procéder l'analyse d'une problématique doctrinale, et qui la fait progresser par voie de dépassements et de synthèses, les nouveaux éléments de progrès nous paraissent en partie conditionnés par la manière dont les économistes contemporains parviendront à reconnaître les domaines respectifs du conceptuel et de l'opérationnel, à les défricher sans cesse et à établir entre eux les indispensables communications susceptibles de vivifier chaque type de recherche.

F I N

TABLE DES MATIERES

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Troisième Partie :

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Pages

Réf.IX-67-7c
Réf.VI-73-4c